

GOLD V 2019

La localisation des agendas mondiaux

Comment l'action locale transforme
les villes et les territoires



Cinquième Rapport mondial
sur la décentralisation et la démocratie locale

© 2020 CGLU

Le droit de CGLU d'être identifié en tant qu'auteur du matériel éditorial, et celui des auteurs individuels en tant qu'auteurs de leurs contributions, a été revendiqué par eux conformément aux articles 77 et 78 du Copyright, Designs and Patents Act 1988.

Tous droits réservés. Nulle partie de ce livre ne peut être réimprimée, reproduite ou utilisée sous quelque forme ou par quelque moyen électronique, mécanique ou autre, actuel ou futur, y compris la photocopie et l'enregistrement, ou tout système de stockage d'information ou de récupération, sans autorisation écrite des éditeurs.

Cités et Gouvernements Locaux Unis
United Cities and Local Governments
Ciudades y Gobiernos Locales Unidos
Avinyó 15
08002 Barcelone
www.uclg.org

AVERTISSEMENT

La présentation des informations et les termes utilisés dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement l'opinion de Cités et Gouvernements Locaux Unis, qu'il s'agisse des autorités, du statut juridique, de la délimitation des frontières, du système économique ou du niveau de développement de chaque pays, territoire, ville ou lieu. L'analyse, les conclusions et les recommandations de ce rapport ne reflètent pas nécessairement l'opinion de tous les membres de Cités et Gouvernements Locaux Unis.



Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de ce document est de la responsabilité de CGLU et sous aucun prétexte il ne peut être interprété comme le reflet du positionnement de l'Union européenne.



Ce document a été financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, Asdi. Asdi ne partage pas nécessairement les opinions exprimées dans ce document. La responsabilité de son contenu incombe entièrement à l'auteur.

Conception et édition : www.ggrafic.com
Révision des épreuves : Aurélie Daniel, Camille Rieunier, Juliette Rossignol-Leroy.
Préparation de copie et correction : Michel Auvray.
Photos de couverture : A-C-K (t.ly/xP7pw); sunriseOdyssey (bit.ly/2ooZTnM); TEDxLuanda (bit.ly/33eFElt); Curtis MacNewton (bit.ly/2Vm5Yh1); s1ingshot (t.ly/yWrwV); Chuck Martin (bit.ly/30ReOEz); sunsinger (shutr.bz/33dH85N); Michael Descharles (t.ly/Mz7w3).
Toutes les photos de ce volume sont publiées sous licence Creative Commons (<https://creativecommons.org/licences/>). Certains droits réservés.



La localisation des agendas mondiaux

Comment l'action locale transforme
les villes et les territoires

Sommaire

Comité éditorial

Page 8

Remerciements

Page 9

Préface

Page 10

Sigles et acronymes

Page 12

Introduction

1. Contexte mondial

Page 18

2. Pourquoi localiser les ODD ?

Objectifs du rapport

Page 21

3. Structure et approche analytique du Rapport GOLD V

Page 24

01

Afrique

1. Introduction

Page 29

2. Cadres institutionnels nationaux et locaux pour la mise en œuvre des ODD

Page 32

3. La contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD

Page 60

4. Conclusions

Page 80

02

Amérique du Nord

1. Introduction

Page 89

2. Cadres institutionnels nationaux et locaux pour la mise en œuvre des ODD

Page 92

3. La contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD

Page 100

4. Conclusions

Page 116

03

Amérique latine et Caraïbes

1. Introduction

Page 121

2. Cadres institutionnels nationaux et locaux pour la mise en œuvre des ODD

Page 122

3. La contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD

Page 140

4. Conclusions

Page 160

04

Asie-Pacifique

1. Introduction

Page 167

2. Cadres institutionnels nationaux et locaux pour la mise en œuvre des ODD

Page 170

3. La contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD

Page 190

4. Conclusions

Page 208

Conclusions

1. Quelles sont les tendances mondiales qui affectent la mise en œuvre de l'Agenda 2030 ?

Page 359

2. Le rôle prédominant des collectivités territoriales dans la réalisation des agendas mondiaux

Page 364

3. Comment les « environnements institutionnels favorables » pour les collectivités territoriales permettent-ils de localiser les ODD ?

Page 378

4. Recommandations politiques : notre feuille de route pour réaliser, plus rapidement, l'Agenda 2030 et la localisation des ODD

Page 390

Notes

Page 397

Bibliographie

Page 434

05

Eurasie

1. Introduction

Page 215

2. Cadres institutionnels nationaux et locaux pour la mise en œuvre des ODD

Page 216

3. La contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD

Page 234

4. Conclusions

Page 244

06

Europe

1. Introduction

Page 249

2. Cadres institutionnels nationaux et locaux pour la mise en œuvre des ODD

Page 250

3. La contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD

Page 270

4. Conclusions

Page 291

07

Moyen-Orient et Asie occidentale

1. Introduction

Page 297

2. Cadres institutionnels nationaux et locaux pour la mise en œuvre des ODD

Page 300

3. La contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD

Page 314

4. Conclusions

Page 322

08

Aires métropolitaines

1. Introduction

Page 327

2. Le contexte métropolitain et les ODD

Page 330

3. Les actions des métropoles pour la mise en œuvre des ODD

Page 338

4. Conclusions

Page 354

Comité éditorial

Coordination

Edgardo Bilsky
Luc Aldon
Anna Calvete
Andrea Ciambra
Ainara Fernández
Jolie Guzmán
Emilie Huet
Mathilde Penard

Orientation et conseil

Emilia Saiz, Secrétaire générale, CGLU
Le Bureau exécutif de CGLU, 2016-2019

Secrétaires généraux des sections de CGLU

- Afrique : **Jean-Pierre Elong Mbassi**, CGLU Afrique
- Asie-Pacifique : **Bernadia Tjandradewi**, CGLU Asie-Pacifique
- Eurasie : **Rasikh Sagitov**, CGLU Eurasie
- Europe : **Frédéric Vallier**, Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE)
- Amérique latine – réseau CORDIAL : **Sergio Arredondo**, FLACMA,
Nelson Fernández, Mercociudades
- Moyen-Orient et Asie occidentale : **Mehmet Duman**,
CGLU Moyen-Orient et Asie occidentale
- Métropolis : **Octavi de la Varga**
- Amérique du Nord : **Brock Carlton**, FCM

Secrétariat mondial de CGLU

Serge Allou, Jose Álvarez, Saul Baldeh, Pere Ballester, Mohamed Boussraoui, Jean-Baptiste Buffet, Xavier Castellanos, Fátima Fernández, Pablo Fernández, Sara Hoeflich, Hyun Jung Kim, Steven Patrick Landry, Mehdi Mopin, Carole Morillon, Massimo Perrino, Guillem Ramírez, Marie-Laure Roa, Antònia Sabartés, Alejandra Salas, Fátima Santiago, Fernando Santomauro, Raphael Sedlitzky, Elisabeth Silva, Mariola Szek, Juan Carlos Uribe, Rosa Vroom

Comités et secrétariats de travail de CGLU

- Culture : **Jordi Pascual**, **Jordi Baltà Portolés**, **Sarah Vieux** et **Marta Llobet**
- Renforcement institutionnel et des capacités : **Elena Pierce**
(Fédération canadienne des municipalités – FCM),
Jessie Post (VNG International, Pays-Bas)
- Sécurité alimentaire : **Valérie Nicolas** (Association des régions de France)
- Développement économique et social local : **Emilio Rabasco**
(Fonds andalou des municipalités pour la solidarité
internationale – FAMSI), **Jean Carrière** (FCM)
- Villes périphériques : **Djamel Sandid** (Ville de Nanterre, France)
- Prévention et gestion territoriale des crises : **Simone Giovetti** (Cités unies France – CUF)
- Transparence et gouvernement ouvert : **Juana López** (Fédération
espagnole des municipalités et des provinces – FEMP)
- Inclusion sociale, démocratie participative et droits
humains : **Amanda Flety**, **Jaume Puigpinós**
- Planification urbaine stratégique : **Puvendra Akkiah**
(Ville d'eThekweni – Durban, Afrique du Sud)
- Innovation urbaine : **Nicholas You**, **Yimin You**
et **Milli Zhang** (Guangzhou, Chine)

CGLU voudrait remercier la Direction des relations internationales du Conseil provincial de Barcelone, en particulier **Kontxi Odriozola** et **Ana Tapia** pour leurs contributions.

Avec la contribution des réseaux impliqués dans la **Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux** (www.global-taskforce.org).



Avec l'appui de :

metropolis ●

Pour leur conseil et leur soutien financier, CGLU remercie tout particulièrement :



Remerciements

Auteurs des chapitres

Afrique

Sylvia Croese, Chercheuse, Centre africain pour les villes, Université du Cap, Afrique du Sud

Liza Rose Cirolia, Chercheuse, Centre africain pour les villes, Université du Cap, Afrique du Sud

Susan Parnell, Professeure, Université de Bristol, Royaume-Uni

Avec les contributions de : **Jean-Pierre Elong Mbassi**, Secrétaire général, CGLU Afrique

Amérique du Nord

Éric Champagne, Professeur adjoint, Université d'Ottawa, Canada

Cooper Martin, Expert, National League of Cities, États-Unis

Amérique latine

Anna Calvete Moreno, Experte en matière de gouvernance et agendas mondiaux, Barcelone, Espagne

Agustí Fernández de Losada, Chercheur et directeur du programme Villes mondiales, Centre des Affaires internationales de Barcelone (CIDOB), Espagne

Enrique Gallicchio, Chercheur associé, Université du Centre latino-américain d'économie humaine (UCLAEH), Montevideo, Uruguay

Ioanna Grotiuz, Chercheuse, Université du Centre latino-américain d'économie humaine (UCLAEH), Montevideo, Uruguay

Valentina Ríos, Chercheuse, Université du Centre latino-américain d'économie humaine (UCLAEH), Montevideo, Uruguay

Mario Rosales, Consultant, Association chilienne des municipalités (ACHM), Chili

Nos remerciements à la Confédération nationale des municipalités, Brésil, en particulier à **Isabella dos Santos**, Bureau des Relations internationales ; CGLU souhaiterait également remercier **Braulio Diaz** pour ses commentaires

Asie-Pacifique

Avec le soutien de :

Saswat Bandyopadhyay, Université CEPT, Ahmedabad, Inde

Brian Roberts, Directeur, Urban Frontiers Ltd., Brisbane, et professeur émérite, Université de Canberra, Australie

Avec les contributions de : **Binqing Li**, Professeure associée, Université de Nouvelle-Galles du Sud, Australie ; **Ninik Suhartini**, Chercheuse indépendante, Indonésie ; **Masao Kikuchi**, Professeur adjoint, Université de Meiji, Japon ; **R. Gopchandran**, Inde ; **Mike Reid**, Conseiller politique principal, Local Government New Zealand et **Shimul Shah**, assistant de recherche. CGLU remercie également **Fabienne**

Perruca, France, et **Rainer Rohdewohld**, Ciptanet International, Allemagne, pour leurs commentaires

Eurasie

Galina Kurlyandskaya, Directrice générale, Centre d'étude sur les politiques fiscales, Moscou, Fédération de Russie

Yana Polyakova, Chercheuse, Centre d'étude sur les politiques fiscales, Moscou, Fédération de Russie

Europe

Anna Calvete Moreno, Experte en matière de gouvernance et agendas mondiaux, Barcelone, Espagne

Agustí Fernández de Losada, Chercheur et directeur du programme Villes mondiales, Centre des Affaires internationales de Barcelone (CIDOB), Espagne

Carl Wright, Secrétaire général honoraire, Forum des Gouvernements locaux du Commonwealth (CLGF), Royaume-Uni

Nos remerciements à : **Dorothée Allain-Dupré**, cheffe du département CFE/SME et Isabelle Chatry, Coordinatrice, Finances infranationales et réformes territoriales, CFE/SME, Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) ; **Nicolas Kada**, Directeur, Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe (GRALE), France, pour leurs contributions et commentaires. CGLU remercie tout particulièrement l'équipe du CCRE pour ses contributions : **Angelika Poth Moegele**, Directrice exécutive Affaires européennes ; **Nathalie Noupadja**, Responsable de la recherche et des études ; **Sarah Bentz**, Chargée de projet ; **Pedro Bizarro**, Chargé de projet ; **Marine Gaudron**, Chargée de projet ; **Marlène Simeon**, Directrice de PLATFORMA

Moyen-Orient et Asie occidentale

Cemal Bas, Chef du département des projets et du financement, Union des municipalités de Turquie

Carlos Rufin, Associé principal, Institut international pour le développement urbain, Cambridge, États-Unis

François Vigier (in memoriam), Président, Institut international pour le développement urbain, Cambridge, États-Unis

Nos remerciements à l'équipe de CGLU Moyen-Orient et Asie occidentale, en particulier à **Salim Kormaz**, Coordinateur général, et à Cités unies Liban – Bureau technique des villes libanaises

Aires métropolitaines

Agustí Fernández de Losada, Chercheur et directeur du programme Villes mondiales, Centre des Affaires internationales de Barcelone (CIDOB), Espagne

Mariona Tomàs, Professeure, Département de sciences politiques, Université de Barcelone, Espagne

Avec le soutien de :

Anna Calvete Moreno, Experte en matière de gouvernance et agendas mondiaux, Barcelone, Espagne

Sue Bannister, Directrice, City Insight, Ville d'eThekweni – Durban, Afrique du Sud

Brian Roberts, Directeur, Urban Frontiers Ltd., Brisbane, et professeur émérite, Université de Canberra, Australie

Michael Sutcliffe, Directeur, City Insight, Ville d'eThekweni – Durban, Afrique du Sud

Préface

L'année 2019 est le premier jalon important dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi de l'Agenda 2030. Quatre ans après l'adoption de l'un des agendas mondiaux les plus ambitieux jamais approuvé, l'occasion nous est offerte d'évaluer les progrès accomplis. Pour les collectivités territoriales que Cités et Gouvernements Locaux Unis représente, l'Agenda 2030 est l'incarnation d'un nouveau contrat social qui doit nous permettre de co-créer un avenir plus durable pour la planète. La vision ambitieuse et les objectifs concrets de cet agenda sont porteurs d'espoir ; l'agenda montre le chemin à suivre. Nos sociétés doivent s'éloigner des modèles de développement qui nous ont conduits à l'urgence climatique actuelle et à l'accroissement des inégalités et de l'exclusion sociale.

À la fin du premier cycle quadriennal de l'Agenda 2030, il faut constater que nous ne sommes pas en passe de réaliser ses objectifs. Le consensus mondial, adopté en 2015-2016 autour de ce nouvel agenda, a ouvert la voie à une transition vers un modèle de développement plus durable et inclusif. Pourtant, à l'heure actuelle, ce consensus a désespérément besoin de renouveau.

Nous sommes convaincus, et nous espérons que ce rapport le démontrera, que c'est de l'action locale menée au plus près des communautés, que nous défendons et représentons, que peut venir ce nouvel élan.

En tant que Président de CGLU, j'ai porté le flambeau de la localisation dans les forums de la communauté internationale et au plus haut niveau des débats et consultations. J'ai été fier d'y représenter l'ensemble de notre organisation par l'intermédiaire de la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux. Cette dernière a servi de plateforme autour de laquelle nos membres se sont réunis après Habitat III.

Je me réjouis de voir que l'expansion du mouvement local-mondial favorise une accélération de la localisation. Les gouvernements locaux et régionaux ont accepté de relever les défis pour atteindre les agendas mondiaux, et leur mobilisation ne cesse d'augmenter partout dans le monde.

Le Cinquième Rapport GOLD s'appuie sur quinze années de connaissances accumulées. Il nous offre l'occasion de mettre en évidence les progrès réalisés par les gouvernements locaux et régionaux que nous représentons en vue de la réalisation des agendas mondiaux. Il permet également de valoriser les actions quotidiennes menées par les collectivités territoriales, en illustrant leur importance.

GOLD V est le fruit d'un processus participatif qui rassemble l'expertise des collectivités territoriales et de leurs organisations, des chercheurs de différentes régions géographiques, ainsi que des commissions de travail et les partenaires de CGLU. Le rapport examine les stratégies locale, régionale et nationale pour la mise en œuvre des agendas mondiaux dans chaque région du monde. Pour ce faire, il analyse l'évolution des cadres institutionnels des collectivités locales, des métropoles et des régions, en accordant une attention particulière aux efforts déployés par l'ensemble des collectivités territoriales pour atteindre les Objectifs et impulser un changement en profondeur.

Le Rapport GOLD V démontre que les villes et les territoires sont au cœur du développement social, économique, environnemental et culturel. Il met en évidence leur engagement et leurs contributions pour faire face à l'urgence climatique, tout en partageant les leçons apprises avec leurs pairs du monde entier.

Notre organisation offre un ensemble de recommandations politiques qui s'appuient sur les conclusions du rapport, et qui sont jointes à cette publication. **Nous accordons une importance particulière aux partenariats, à la défense des biens communs et à la nécessité de donner la priorité aux services publics de proximité pour la réalisation de l'agenda de développement.**

Nous appelons également toutes les sphères de gouvernement et toutes les parties prenantes à renforcer leurs ambitions et à nous soutenir dans le développement d'une approche qui engage « la société dans son intégralité » à travers la localisation.

Nous avons besoin des gouvernements nationaux pour renforcer les gouvernements locaux

et les organisations locales afin de créer les conditions nécessaires, tant sur le plan légal que sur la disponibilité des financements, pour assurer pleinement nos responsabilités.

Ce rapport montre que, lorsque la localisation s'appuie sur des moyens adéquats, elle peut être un instrument décisif pour faire de la « décennie de l'accélération » de la mise en œuvre une réalité.

Nous espérons que vous saisirez également le grand potentiel de ce rapport, dans lequel nous nous sommes investis et que nous utilisons au service de nos membres, de nos citoyens et de la communauté internationale, pour renforcer les partenariats et notre action. ☉

Mpho Parks Tau

Vice-Ministre, Département de la
gouvernance coopérative
et des affaires traditionnelles (COGTA)
Ancien Président de l'Association
des gouvernements locaux
d'Afrique du Sud (SALGA)
Président de CGLU



Sigles et acronymes

A

ABELO – Association burundaise des élus locaux
ADB – *Asian Development Bank* (Banque asiatique de développement)
AFCCRE – Association française du Conseil des communes et régions d'Europe
AICCRE – *Associazione Italiana per il Consiglio dei Comuni e delle Regioni d'Europa* (Association italienne pour le Conseil des municipalités et des régions européennes)
AIMF – Association internationale des maires francophones
ALGA – Académie africaine des collectivités territoriales
ALGA – *Australian Local Government Association* (Association australienne des collectivités territoriales)
AL-LAs – *Alianza Euro-Latinoamericana de Cooperación entre Ciudades* (Alliance euro-latino-américaine pour la coopération entre les villes)
AME – *Asociación de Municipalidades de Ecuador* (Association des municipalités d'Équateur)
AMM – Association des municipalités du Mali
ANAMM – *Associação Nacional dos Municípios de Moçambique* (Association nationale des municipalités du Mozambique)
ANCB – Association nationale des communes du Bénin
APEC – *Asia-Pacific Economic Community* (Coopération économique pour l'Asie-Pacifique)
APLA – Association des autorités locales palestiniennes
ARDCI – Assemblée des régions et districts de Côte d'Ivoire
ARFE – Association des régions frontalières européennes
ARE – Assemblée des régions d'Europe
ASEAN – Association des nations d'Asie du Sud-Est
ASPAC – Région Asie-Pacifique

B

BAD – Banque africaine de développement
BID – Banque interaméricaine de développement
BRICS – Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
BRT – *Bus Rapid Transit* (transport rapide par bus)
BTVL – Bureau technique des villes libanaises

C

C40 – *C40 Cities Climate Leadership Group*
CCG – Conseil de coopération du Golfe
CCNUCC – Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CCRE – Conseil des communes et régions d'Europe
CDC – Conseils de développement communautaire (Afghanistan)
CDS – *City Development Strategy* (Stratégie de développement urbain, Afrique)
CE – Commission européenne
CEA – Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
CEE – *City Enabling Environment* (Environnement favorable aux villes)
CEE – Commission économique des Nations unies pour l'Europe
CESE – Comité économique et social européen
CEPAL – Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CGLU – Cités et Gouvernements Locaux Unis
CLGF – *Commonwealth Local Government Forum* (Forum des gouvernements locaux du Commonwealth)
CNCPS – *Consejo Nacional de Coordinación de Políticas Sociales* (Conseil national de coordination des politiques sociales, Argentine)
CNM – *Confederação Nacional de Municípios* (Confédération nationale des municipalités, Brésil)
CIDP – *County Integrated Development Plan* (Plan de développement intégré du comté)
CO₂ – Dioxyde de carbone
CoG – *Council of Governors* (Conseil des gouverneurs, Kenya)
CONGOPE – *Consorcio de Gobiernos Autónomos Provinciales del Ecuador* (Consortium des gouvernements autonomes provinciaux de l'Équateur)
COP – Conférence des parties
CoR – *European Committee of the Regions* (Comité européen des régions)
CORDIAL – *Coordinación Latinoamericana de las Autoridades Locales* (Coordination des autorités locales d'Amérique latine)
CRPM – Conférence des régions périphériques maritimes
CSCC – *Cross-Sectoral Coordinating Centre* (Centre de coordination intersectorielle, Lettonie)
CT – Collectivité territoriale

D

DEDD – Département de l'environnement et du développement durable (Turquie)

DEL – Développement économique local

DG – Direction générale (Commission européenne)

DILG – *Department of Interior and Local Government* (Département de l'intérieur et des gouvernements locaux, Philippines)

DMP – *Disaster Management Plan* (Plan de gestion des catastrophes)

E

EAU – Émirats arabes unis

ELV – Examen local volontaire

ENV – Examen national volontaire

EUR – Euro

F

FCM – Fédération des municipalités canadiennes

FEDER – Fonds européen de développement régional

FENU – Fonds d'équipement des Nations unies

FEMP – *Federación Española de Municipalidades y Provincias* (Fédération espagnole des municipalités et des provinces)

FLACMA – *Federación Latinoamericana de Ciudades, Municipios y Asociaciones de Gobiernos Locales* (Fédération des villes, municipalités et associations d'Amérique latine)

FMDV – Fonds mondial pour le développement des villes

FMI – Fonds monétaire international

FNVT – Fédération nationale des villes tunisiennes

FPHN – Forum politique de haut niveau

FSE – Fonds social européen

G

GCoM – *Global Covenant of Mayors for Climate and Energy* (Convention des maires pour le climat et l'énergie)

GES – Gaz à effet de serre

GIEC – Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

GIZ – *German Society for International Cooperation* (Société allemande pour la coopération internationale)

GOLD – Observatoire mondial sur la décentralisation et la démocratie locale

GRK – Gouvernement régional kurde (Irak)

GTF – Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux

H

HF – *Housing First Project* (Premier projet de logement, États-Unis)

I

IAEG-SDGs – *United Nations Inter-Agency and Expert Group on Sustainable Development Goals Indicators* (Groupe interinstitutionnel et d'experts des Nations unies sur les indicateurs des Objectifs de développement durable)

IAL – Indice d'autonomie locale

ICLEI – *Local Governments for Sustainability* (Gouvernements locaux pour un environnement durable)

IDH – Indice de développement humain

IUDF – *Integrated Urban Development Framework* (Cadre de développement urbain intégré)

K

KCCA – *Kampala Capital City Authority* (Autorité de la ville de Kampala)

Km – Kilomètre

L

LALRG – *Latvian Association of Local and Regional Governments* (Association lettone des gouvernements locaux et régionaux)

LGBTQIA+ – Lesbienne, gay, bisexuel, transgenre, queer, intersexuel, asexuel et autres identités de genre

LGCP – *Local Government Capacity Programme* (Programme de renforcement des capacités des gouvernements locaux, Palestine)

LGDG – *Local Government Development Grant* (Subvention pour le développement des collectivités locales, Tanzanie)

LGDK – *Local Government Denmark* (Gouvernements locaux du Danemark)

Sigles et acronymes

M

MDLF – *Municipal Development and Lending Fund* (Fonds municipal de développement et de prêt)

MEWA – Moyen-Orient et Asie occidentale

MINURVI - Forum des ministres et des autorités de haut niveau sur le logement et le développement urbain

MSDW – *Ministry of Sustainable Development and Wildlife* (Ministère du Développement durable et de la Faune, Sri Lanka)

MTAD – *Ministry of Tinkhundla Administration and Development* (Ministère de l'Administration et du Développement de Tinkhundla, Eswatini)

MW – Mégawatts

N

NALAG – *National Association of Local Authorities of Ghana* (Association nationale des autorités locales du Ghana)

NEDA – *National Economic and Development Authority* (Autorité nationale pour l'économie et le développement, Philippines)

NLC – *National League of Cities* (Ligue nationale des villes, États-Unis)

O

OCDE – Organisation de coopération et de développement économiques

ODD – Objectifs du développement durable

OMD – Objectifs du millénaire pour le développement

ONG – Organisation non gouvernementale

ONU – Organisation des Nations unies

ONU-CESAO – Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale

ONU-CESAP – Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique

ONU-DAES – Département des affaires économiques et sociales des Nations unies

ONU-Habitat – Programme des Nations unies pour les établissements humains

OIT – Organisation internationale du travail

OSC – Organisation de la société civile

OSI – *Organismos de Seguimiento e Implementación* (Bureau de la mise en œuvre et du suivi des ODD)

P

PIB – Produit intérieur brut

PLATFORMA – Plateforme européenne des pouvoirs locaux et régionaux

PME – Petite et moyenne entreprise

PND – Plan national de développement

PNDES – Plan national de développement économique et social (Cuba, Burkina Faso)

PNUD – Programme des Nations unies pour le développement

PNUE – Programme des Nations unies pour l'environnement

PPA – Parité de pouvoir d'achat

PPP – Partenariat public-privé

PPPP – Partenariat public-privé-populations

PSB – Présidence de la Stratégie et du Budget (Turquie)

PUN – Politique urbaine nationale

R

RALGA – *Rwandan Association of Local Government Authorities* (Association rwandaise des autorités locales)

RDC – République démocratique du Congo

REFELA – Réseau des femmes élues locales d'Afrique

RIAFCO – Réseau des institutions africaines de financement des collectivités locales

RFSC – *Reference Framework for Sustainable Cities* (Cadre de référence pour les villes durables)

S

SADC-RISDP – *Southern African Development Community and Regional Indicative Strategic Development Plan* (Communauté de développement de l'Afrique australe et Plan indicatif régional de développement stratégique)

SALGA – *South African Local Government Association* (Association des collectivités territoriales d'Afrique du Sud)

SDC – *Sustainable Development Council* (Conseil du développement durable, Sri Lanka)

SDI – *Slum/Shack Dwellers International* (Afrique)

SDSN – *Sustainable Development Solutions Network* (Réseau des Nations unies pour des solutions de développement durable)

SENPLADES – *Secretaría Nacional de Planificación* (Secrétariat national pour la planification et le développement, Équateur)

SIDA – *Swedish International Development Agency* (Agence suédoise de développement international)

SIG – *Système d'information géographique*

SKL – *Swedish Association of Local Governments* (Association suédoise des collectivités locales)

T

TALD – *Territorial Approach to Local Development* (Approche territoriale du développement local)

TI – *Technologies de l'information*

TIC – *Technologies de l'information et de la communication*

U

UCCI – *Unión de Ciudades Capitales Iberoamericanas* (Union des capitales ibéro-américaines)

UCT – *Union des communes du Togo*

ULGA – *Ugandan Local Government Association* (Association des gouvernements locaux ougandais)

ULI – *Urban Land Institute* (Institut des terres urbaines, Canada)

UMT – *Union des municipalités de Turquie*

UNGL – *Unión Nacional de Gobiernos Locales* (Union nationale des gouvernements locaux, Costa Rica)

UNICEF – *United Nations International Children's Emergency Fund* (Fonds international d'urgence des Nations unies pour l'enfance)

UNDRR – *United Nations Disaster Risk Reduction* (Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe)

UNHCR – *United Nations High Commissioner for Refugees* (Agence des Nations unies pour les réfugiés)

UNPAN – *United Nations Public Administration Network* (Réseau d'information des Nations unies sur l'administration publique)

UNRWA – *United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East* (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient)

UE – *Union européenne*

USA – *United States of America* (États-Unis d'Amérique)

USAID – *United States Agency for International Development* (Agence des États-Unis pour le développement international)

USGS – *United States Geological Survey* (Service géologique des États-Unis)

URSS – *Union des républiques socialistes soviétiques*

UT – *Union Territory* (Union territoriale, Inde)

USD – *Dollar américain*

UVICOCI – *Union des villes et communes de Côte d'Ivoire*

V

VNU – *Volontaire des Nations unies*

W

WALD – *World Academy for Local Government and Democracy* (Académie mondiale pour le gouvernement local et la démocratie)

WCCD – *World Council on City Data* (Conseil mondial sur les données urbaines)

WISP – *Western Cape Industrial Symbiosis Programme* (Programme de symbiose industrielle du Cap-Occidental)

WWF – *World Wild Fund for Nature* (Fonds mondial pour la nature)

#

100RC – *100 Resilient Cities* (100 Villes résilientes)

3R – *Réduire, réutiliser, recycler*





**Depuis 2016, le mouvement
local et régional pour
la localisation des ODD
s'étend progressivement
aux quatre coins du monde**

Table ronde ministérielle au Forum
ECOSOC sur le financement du
développement, New York, avril 2018
(photo : UCLG-CGLU/Joel Sheakoski,
bit.ly/33dlWf2).

1. Contexte mondial

En 2015 et 2016, les dirigeants mondiaux se sont réunis pour adopter des accords internationaux en faveur du développement durable, marquant ainsi un tournant majeur dans la coopération multilatérale. L'Agenda 2030 et les 17 Objectifs de développement durable (ODD), le Nouvel Agenda urbain, l'Accord de Paris sur les changements climatiques, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement témoignent tous d'une volonté de relever les défis mondiaux actuels à travers une approche fondée sur la défense des droits.

Les gouvernements locaux et régionaux se sont montrés à la hauteur du défi. Ils ont confirmé leur engagement et ont largement contribué à diffuser et à soutenir la mise en œuvre des agendas mondiaux. Ils considèrent que ces agendas mondiaux sont interdépendants, aucun ne peut être réalisé de façon isolée : toutes les initiatives visant à répondre aux défis auxquels les territoires et les villes font face doivent donc être pleinement intégrées et articulées. L'Agenda 2030 a été largement adopté dans tous les pays et représente une avancée considérable en termes d'ambition, d'universalité et de complexité, par rapport aux Objectifs du millénaire pour le développement. L'interdépendance des objectifs constitue une opportunité unique pour répondre aux défis multidimensionnels auxquels nos sociétés sont confrontées. D'un autre côté, cela exige de redoubler d'efforts dans l'élaboration des politiques véritablement intégrées, pour « ne laisser personne, ni aucun territoire pour compte ». En d'autres termes, il est nécessaire d'adopter des stratégies de développement auxquels, selon les termes des Nations unies, participent étroitement **« tout le gouvernement » (whole of government) et « toute la société » (whole of society)** (voir encadré 1), c'est-à-dire développer un système de **gouvernance véritablement multiniveaux** et multi-acteurs, avec les personnes au centre du développement (voir encadré 2).

Nous nous trouvons actuellement à la fin du premier cycle quadriennal de mise en œuvre des ODD, ce qui signifie que l'état d'avancement de la mise en œuvre de chaque ODD au niveau mondial a été évalué au moins une fois. À cette occasion, la communauté internationale prend le temps de faire le point sur

les progrès réalisés, les tendances observées et les défis rencontrés au cours de ces quatre dernières années. Ces différents sujets ont notamment été discutés lors du Sommet sur les ODD en septembre 2019. Selon le Rapport quadriennal mondial sur le développement durable des Nations unies et le Rapport spécial 2019 du Secrétaire général des Nations unies, des tendances positives ont émergé au niveau mondial, en particulier en ce qui concerne la mise en œuvre des ODD 1, 3, 5, 7, 8, 11 et 14¹. L'extrême pauvreté, le taux de mortalité infantile et la part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles continuent de diminuer, tandis que

Encadré 1

Approches « tout le gouvernement » (*whole of government*) et « toute la société » (*whole of society*)

Fait référence aux cadres de gouvernance multiniveaux, fondés sur la collaboration et sur la nécessité d'aborder les processus d'élaboration des politiques de manière intégrée, en tenant compte de tous les niveaux de gouvernement et de tous les secteurs de la société. L'adoption de ces approches est essentielle pour faire progresser le développement durable, car elles constituent la base de la cohérence des politiques (voir encadré 7) en exigeant que l'élaboration des politiques se fasse de manière intégrée pour dépasser le cloisonnement institutionnel, en favorisant les synergies et en renforçant la prise de responsabilité des politiques publiques. La mise en place de cadres de gouvernance multiniveaux exige de mettre en œuvre des mécanismes adéquats de coordination et de participation qui garantissent la participation effective des gouvernements infranationaux et des membres de la société lors de la conception, de la mise en œuvre et du suivi des politiques, à tous les niveaux de gouvernement.

Source : UNDESA (2018) ; GTF, CGLU, *Towards the Localization of the SDGs*, 2019.

des progrès ont été accomplis en ce qui concerne la santé, certains objectifs en matière d'égalité de genre et l'accès à l'électricité dans les territoires les plus pauvres. Toutefois, l'adoption d'une nouvelle approche du développement durable tarde à se faire sentir, alors même que cette dernière est nécessaire pour impulser le changement en vue de la réalisation des objectifs d'ici à 2030. Le nombre de personnes souffrant de la faim a continué d'augmenter en 2019, une tendance observée depuis 2016. Les émissions de gaz à effet de serre, dont 70 % sont imputables aux villes, continuent également d'augmenter, tandis que la perte de biodiversité continue de s'accroître de manière spectaculaire à mesure que l'intensité du changement climatique s'aggrave². Malgré les progrès accomplis en matière de réduction de la pauvreté, les inégalités croissantes continuent d'alimenter l'exclusion des plus discriminés et défavorisés (populations les plus démunies, femmes, jeunes, personnes âgées, personnes handicapées, minorités ethniques et sexuelles, entre autres). En outre, le financement du développement durable demeure un problème permanent, bien que les moyens de mise en œuvre progressent. Les institutions, souvent affaiblies par les conflits territoriaux, ne sont pas assez solides pour faire face à l'ampleur des problèmes auxquels elles sont confrontées.

Comme l'a souligné le Secrétaire général des Nations unies, les tendances sociales, économiques et environnementales actuelles qui façonnent le monde ont un impact majeur sur la réalisation des ODD et constituent un défi considérable pour la réalisation des Objectifs dans le temps prescrit. Le Secrétaire général des Nations unies identifie cinq tendances de ce type : l'urbanisation, les changements démographiques et climatiques, les crises prolongées et les technologies de pointe³. Les interactions, synergies et compromis entre ces tendances créent des environnements très complexes et interconnectés qui ont une incidence sur l'élaboration des politiques aux niveaux local, national et international. L'un des principaux objectifs du présent rapport a été d'examiner comment les collectivités territoriales (CT) contribuent à la réalisation des agendas mondiaux face à ces tendances. Ces agendas, et l'engagement des CT à les réaliser, permettent de faire évoluer nos sociétés, favorisent l'amélioration de la bonne gouvernance et de la participation des citoyens, dans des contextes très divers, partout dans le monde. Il est donc essentiel de prendre du temps pour analyser le rôle des CT dans la mise en œuvre des ODD, et de réexaminer les processus d'élaboration des politiques, afin de tirer pleinement parti des synergies possibles entre les agendas mondiaux et les processus locaux, en tant que moteurs du changement. L'objectif du présent rapport est d'examiner comment promouvoir des politiques et des actions intégrées qui répondent aux défis actuels, du point de vue local et régional.

Ce rapport souligne comment, dans le cadre de leurs responsabilités quotidiennes, les CT mettent en œuvre des politiques et mènent des actions qui, bien qu'elles ne soient pas toujours officiellement

« labellisées ODD », ont un impact direct sur l'accès des populations aux infrastructures, aux services et aux opportunités de vie. Comme l'ont reconnu l'Assemblée générale des Nations unies, le Secrétaire général des Nations unies et Habitat III, la décarbonation de nos économies et la garantie de l'accès à l'énergie, à l'eau, à l'alimentation, aux transports et aux infrastructures ne seront possibles que grâce à des investissements dans des projets principalement infranationaux et portés par les CT⁴. L'atteinte des ODD et des objectifs des autres agendas mondiaux ne sera possible qu'en produisant suffisamment de connaissances sur la contribution des territoires et des villes, en particulier les initiatives qu'ils proposent et les obstacles qu'ils rencontrent, pour promouvoir un développement plus durable.

L'une des principales tendances qui émerge à l'heure actuelle est l'urbanisation rapide de la société, qui place les CT plus que jamais au centre de nombreux défis. Le pourcentage d'urbains devrait passer de 55 % actuellement à près de 70 % d'ici à 2050, soit une augmentation de 2,3 milliards d'habitants dans les zones urbaines. Ces urbains seront concentrés pour la plupart dans les territoires à faible revenu ou à revenu intermédiaire-inférieur, où l'urbanisation est la plus rapide. Les changements dans la croissance démographique, la composition par âge et les flux migratoires ont un impact considérable sur l'évolution de l'urbanisation ainsi que sur celle des territoires environnants. Ces différents changements recoupent un large éventail d'ODD, notamment l'éradication de la pauvreté, l'accès à l'alimentation et à l'eau, la santé, l'égalité de genre, la croissance économique et le travail décent, la réduction des inégalités et la promotion de villes durables mieux articulées avec leur arrière-pays. Au niveau global, la croissance de la population mondiale a ralenti par rapport à il y a dix ans et se situe actuellement à 1,1 % par an⁵. Toutefois, ces chiffres masquent des schémas démographiques très

Encadré 2

Gouvernance multinationaux

Système de prise de décision fondé sur des mécanismes de coordination qui permettent la répartition des compétences et des responsabilités des gouvernements, tant verticalement qu'horizontalement, conformément au principe de subsidiarité (voir encadré 6), dans le respect de l'autonomie locale. Ce système reconnaît qu'il n'y a pas de niveau optimal de décentralisation (voir encadré 5) et que la mise en œuvre et les compétences sont indissociables du contexte : les responsabilités ne peuvent se séparer des résultats attendus dans l'élaboration des politiques et les différents niveaux de gouvernement sont considérés comme interdépendants. La gouvernance multinationaux exige que tous les niveaux partagent les informations et collaborent pleinement, de sorte que chaque niveau puisse mener de manière transparente et responsable des relations horizontales avec chaque acteur, afin d'optimiser les résultats stratégiques.

Source : CGLU, Co-Créer le futur urbain. Quatrième Rapport mondial sur la décentralisation et la démocratie locale, 2016.

hétérogènes entre les régions et les territoires urbains et ruraux.

Alors que plus de la moitié de la croissance prévue entre 2019 et 2050 (estimée à 2 milliards d'habitants) devrait avoir lieu en Afrique, l'Asie devrait voir sa population s'accroître de 650 millions d'habitants et l'Amérique latine de 180 millions, tandis que la population européenne devrait diminuer⁶. La croissance démographique devrait se concentrer dans les régions les moins développées économiquement, ce qui constitue un obstacle majeur pour les territoires et villes de ces régions, devant œuvrer à éradiquer la pauvreté et la faim, tout en améliorant l'accès à l'éducation, à la santé et aux services de base. En outre, bien que le rythme de vieillissement de la population varie considérablement d'une région à l'autre, le nombre de personnes âgées de plus de 60 ans devrait atteindre 1,4 milliard d'ici à 2030. D'ici 2050, dans toutes les régions du monde, plus de 25 % de la population seront âgés de plus de 60 ans – à l'exception de l'Afrique, qui devrait concentrer la plus grande proportion de la population mondiale âgée de 15 à 19 ans. Les territoires et les villes vieillissants seront confrontés à des pressions budgétaires et politiques croissantes pour fournir aux personnes âgées des retraites et une protection sociale adéquates. Parallèlement, il est essentiel que les territoires et les villes où la population des jeunes augmente offrent des solutions de soins de santé, d'éducation et d'emploi pour assurer la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Les défis climatiques et environnementaux transforment profondément nos territoires et affectent directement les villes. Selon le Rapport spécial 2018 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), le monde s'est déjà réchauffé de 1 °C par rapport aux niveaux pré-industriels et, au rythme actuel de réchauffement de 0,2 °C par décennie, le réchauffement planétaire atteindra 1,5 °C d'ici 2030. Le présent rapport

souligne le rôle central joué par les villes dans l'atténuation des changements climatiques et dans la réalisation de l'objectif de limiter les changements climatiques à 2 °C et, si possible, à 1,5 °C. Laisser le réchauffement de la planète atteindre 2 °C peut porter gravement atteinte aux systèmes naturels et humains et nuire particulièrement aux populations et territoires les plus vulnérables. Depuis 1990, les catastrophes climatiques extrêmes ont plus que doublé. Conjuguées à des conditions météorologiques qui se modifient radicalement, elles causent des souffrances et des pertes en vies humaines non quantifiables ainsi que la destruction d'infrastructures qui aggrave la pénurie de ressources et entraîne le déplacement des populations. Les tensions actuelles agissent comme des multiplicateurs de risques de violence, exerçant une pression supplémentaire sur des systèmes politiques et des ressources souvent fragiles. Depuis 2010, les conflits étatiques et non étatiques ont augmenté respectivement de 60 % et 125 %, tandis que le nombre de personnes déplacées dans le monde a doublé au cours des vingt dernières années pour atteindre 65 millions⁷. De plus, la détérioration de la paix mondiale constitue une menace pour l'État de droit et la bonne gouvernance et, par extension, pour les fondements du développement durable.

Face à de tels défis, il est impératif d'intensifier et d'accélérer les mesures prises avant qu'il ne soit trop tard. Pour y parvenir, il est nécessaire de repenser les stratégies de développement en adoptant une approche du développement durable qui reflète la réalité du monde d'aujourd'hui. L'urbanisation, le développement des technologies de pointe et la connectivité constituent quelques-uns des traits caractéristiques de nos sociétés contemporaines, et bien qu'ils posent des défis en termes de gouvernance, ils constituent un maillon essentiel pour atteindre les ODD et préserver la vie pour les générations futures. 🌐



Le Forum des gouvernements locaux et régionaux, organisé par la Global Taskforce à l'occasion du Sommet sur les ODD des Nations unies le 24 septembre 2019 (photo : UCLG-CGLU/Ege Okal, bit.ly/2naVvsb).

2. Pourquoi localiser les ODD ? Objectifs du rapport

Le but du Rapport GOLD V est de proposer des solutions pour atteindre les objectifs mondiaux, grâce à des politiques, actions et initiatives conçues et mises en place par les territoires et les communautés qui composent les villes et les régions. Le rapport suggère que cela ne sera possible que si la planification urbaine et territoriale, la vision stratégique, les cadres institutionnels et les feuilles de route politiques sont enracinés dans les territoires. De même, l'implication de tous les acteurs locaux est essentielle pour permettre d'identifier les nécessités et les demandes propres à chaque territoire, et ainsi tirer pleinement parti des potentialités locales. En d'autres termes, ces objectifs ne peuvent être atteints que grâce à un processus complet, collectif et responsable de localisation des agendas mondiaux (voir encadré 3).

Les territoires et les villes ont le potentiel de mener à bien des processus qui favorisent des modèles de développement respectueux de l'environnement et qui placent l'humain au centre de leurs préoccupations. Les stratégies de développement territorialisées, fondées sur une planification mieux intégrée, peuvent permettre de transformer les villes et les territoires, de favoriser l'inclusion, de réduire l'utilisation des ressources et les émissions de gaz à effet de serre et d'améliorer les liens entre zones rurales et urbaines. Associées à des technologies de pointe, les économies d'échelle mises en place par les villes, qui ont déjà la capacité d'attirer l'innovation, deviennent de puissants moteurs pour réaliser les ODD. Ces économies d'échelle favorisent le développement de modes alternatifs de production et de consommation, de systèmes d'énergies renouvelables décentralisés, de soins de santé individualisés, de solutions de détection des catastrophes et de liens plus forts entre les villes et leur arrière-pays. Comme le montre le rapport, ces stratégies de développement localisées, élaborées à partir des réalités locales et adaptées à celles-ci, ont également un impact sur la façon dont le développement évolue, ce dernier venant à son tour renforcer les processus locaux durables. Le potentiel de transformation d'une **approche territoriale du développement**

local est considérable (voir encadré 4). Toutefois, des défis majeurs restent à relever pour développer pleinement cette approche et assurer la mise en œuvre des agendas mondiaux de développement.

Des efforts importants ont été déployés depuis 2015 pour mettre en œuvre les dispositions de l'Agenda 2030 et progresser vers la réalisation des Objectifs. Compte tenu des défis multidimensionnels auxquels nos sociétés sont confrontées, l'Agenda 2030 et les ODD appellent à aller au-delà de l'élaboration de politiques ponctuelles restreintes pour repenser la culture et les institutions de gouvernance. Comme nous le verrons dans le rapport, différents facteurs influent considérablement sur la capacité qu'ont les CT à impulser le changement depuis leur territoire, parmi lesquels

Encadré 3

Localisation

L'Agenda 2030 souligne la nécessité d'adopter une approche inclusive et localisée des ODD. La localisation est décrite comme « le processus de définition, de mise en œuvre et de suivi des stratégies depuis les territoires pour atteindre les objectifs et les cibles de développement durable aux niveaux national et mondial ». Plus spécifiquement, la localisation signifie prendre en compte les contextes infranationaux pour la définition des objectifs et des cibles, pour la mobilisation des moyens de mise en œuvre et pour l'utilisation d'indicateurs afin de mesurer et suivre les progrès en vue de la réalisation de l'Agenda 2030.

Source: GTF, CGLU, *Towards the Localization of the SDGs*, 2019 ; GTF, Programme de développement des Nations unies, ONU-Habitat, *Roadmap for Localizing the SDGs: Implementation and Monitoring at Sub-national Level*, 2016 ; Groupe des Nations unies pour le développement, *Localisation du programme de l'après-2015* (résultats du processus de dialogue mondial des Nations unies qui s'est déroulé de juin 2014 à octobre 2014), 2014.

l'existence de stratégies nationales et de cadres institutionnels pour veiller à la mise en œuvre des ODD, ainsi que l'état de la **décentralisation** et les moyens disponibles pour la mise en œuvre locale des agendas mondiaux (voir encadré 5). En conséquence, plusieurs questions se posent : les ODD peuvent-ils à la fois inspirer l'action locale et influencer ces environnements institutionnels ? L'action menée par les villes et les territoires peut-elle conduire à un changement à l'échelle mondiale ?

Cette perspective est essentielle pour mieux appréhender un certain nombre de questions ayant

Encadré 4

Approche territoriale du développement local

Politique nationale de développement qui reconnaît le développement local comme étant endogène, progressif, intégré dans l'espace et multidimensionnel, et qui reconnaît la responsabilité première des autorités locales dans la planification, la gestion et le financement de ce développement local. En d'autres termes, développement qui permet aux autorités locales autonomes et responsables de tirer parti de la contribution des acteurs opérant à de multiples échelles pour produire des biens et des services publics adaptés à la réalité locale, ce qui génère une valeur ajoutée aux efforts nationaux de développement.

Source : Commission européenne, Développement et Coopération, *Soutenir la décentralisation, la gouvernance locale et le développement local par une approche territoriale*, 2016.

une incidence sur la politique de développement à l'échelle mondiale. Comme indiqué précédemment, cette étude vise principalement à faire le point sur les progrès réalisés vers la réalisation des ODD dans les territoires, et à souligner l'importance cruciale de ces derniers dans la réalisation des agendas mondiaux. D'une part, il est largement admis que la mise en œuvre de l'Agenda 2030 ne pourra se faire sans l'engagement de tous les niveaux de gouvernance, y compris des CT, ainsi que de la société civile et des acteurs locaux telles que le secteur privé, les partenaires sociaux, les universités et les associations communautaires. D'autre part, ce sont les territoires et les communautés locales qui assurent cette mise en œuvre. La principale question abordée dans le rapport est de savoir dans quelle mesure les villes, les provinces et les régions ont pu, grâce à leurs mesures et à leurs initiatives, devenir partie intégrante de la solution pour relever les défis cruciaux auxquels elles sont confrontées. L'analyse des progrès réalisés par les autorités locales dans la mise en œuvre des Objectifs et de leur « localisation » – c'est-à-dire les appliquer au niveau local et les repenser de manière à ce qu'ils intègrent les caractéristiques et les exigences des citoyens et des territoires – constitue une bonne indication de la façon dont le cadre des ODD lui-même évolue et du chemin qu'il reste à parcourir.

Le rapport vise également à dresser un tableau de l'état actuel de la décentralisation dans le monde. La réalisation des ODD et des autres agendas mondiaux au niveau local ne sera possible que si les territoires, les communautés et les autorités locales, à différents niveaux infranationaux, sont dotés de suffisamment de compétences, de ressources et du soutien nécessaire pour y parvenir. Cela implique de renforcer et d'améliorer la décentralisation du système politique, de promouvoir le transfert des compétences et des pouvoirs, d'assurer le respect du principe de **subsidiarité** et de rendre les gouvernements locaux transparents et responsables face à leurs électeurs (voir encadré 6).

Le présent rapport est structuré en différents chapitres, selon les régions. Chaque chapitre comprend une analyse des stratégies nationales pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et la manière dont les CT sont impliquées dans ce processus. Les différents chapitres comprennent également une étude du cadre institutionnel dans lequel évoluent les CT, qui facilite ou non leurs actions en vue de la mise en œuvre de ces agendas, et étudient l'état de la décentralisation dans la région concernée. Ce rapport vise à répondre à diverses questions sur les tendances de décentralisation et à analyser de façon approfondie les relations entre les différents niveaux de gouvernements dans le processus d'élaboration des politiques : les CT ont-elles plus d'autonomie et sont-elles plus dynamiques qu'auparavant ? Les ODD et les autres agendas mondiaux ont-ils entraîné un changement dans les relations institutionnelles et la coopération verticale et horizontale ? Les mécanismes et systèmes nationaux de planification et de prise de décisions sont-ils plus ouverts et prennent-ils mieux en compte les CT et

Encadré 5

Décentralisation

Existence d'autorités locales, distinctes des autorités administratives de l'État, auxquelles le cadre juridique attribue des pouvoirs, des ressources et des capacités pour exercer un certain degré d'autonomie afin de s'acquitter des responsabilités qui leur sont attribuées. Leur légitimité repose sur des structures démocratiques locales représentatives et élues qui déterminent la manière dont le pouvoir est exercé et rendent les autorités locales responsables devant les citoyens relevant de leur juridiction.

L'Observatoire mondial des finances et de l'investissement des collectivités territoriales propose la définition suivante : « La décentralisation consiste en un transfert de pouvoirs, de responsabilités et de ressources du gouvernement central vers les collectivités territoriales, définies comme des entités juridiques distinctes, élues au suffrage universel et jouissant d'un certain degré d'autonomie ».

Source : ONU-Habitat, *Lignes directrices internationales sur la décentralisation et les services de base pour tous*, 2009 ; CGLU, *L'Accès aux services publics et l'urbanisation du monde. Troisième Rapport mondial sur la décentralisation et la démocratie locale*, 2013 ; CGLU, *La Décentralisation et la Démocratie locale dans le monde. Premier Rapport mondial sur la décentralisation et la démocratie locale*, 2008 ; OCDE-CGLU, *World Observatory on Subnational Government Finance and Investment*, 2019.

leur capacité à mener des changements dans les territoires et les communautés ?

L'étude de la décentralisation et de son évolution est d'autant plus importante pour maîtriser le processus d'urbanisation rapide (souvent incontrôlé) et répondre aux défis de la gouvernance locale. L'urbanisation a eu une incidence considérable sur plusieurs dimensions des CT, notamment sur la planification urbaine et territoriale, la fourniture de services publics de base, l'accroissement des inégalités et les informalités, l'impact des changements climatiques et la création de nouvelles coalitions locales impliquant différents acteurs sociaux pour améliorer la démocratie, la transparence et la qualité de vie dans les villes et les territoires. Toutefois, les progrès réalisés dans ces domaines soulèvent des questions quant à la durabilité et la viabilité de ces initiatives. Il est essentiel de savoir si le contexte est favorable pour soutenir les activités des CT visant à localiser les objectifs mondiaux. Comment leurs actions modifient-elles les équilibres politiques ? Comment les compétences, les pouvoirs, les capacités et les ressources financières et humaines des CT peuvent-ils être renforcés, afin de pouvoir jouer un rôle plus actif dans la poursuite mondiale de durabilité, de croissance et d'inclusion ? Quelle autonomie financière est-elle réellement accordée aux gouvernements locaux et régionaux ? Un certain nombre de nouveaux instruments financiers et de gestion existent (parmi lesquels les obligations climat et obligations vertes, partenariats public-privé-communautés et remunicipalisations) qui modifient la manière dont les différents acteurs peuvent – à tous les niveaux – devenir des moteurs de changement et de l'élaboration des politiques. Est-ce que ces nouvelles options sont accessibles aux gouvernements locaux ? Comment les leaders les plus visionnaires peuvent-ils financer et soutenir leurs politiques publiques et leurs programmes à long terme ?

Les systèmes de suivi, les indicateurs et la capacité des CT à rendre compte de leurs politiques et actions constituent une autre question fondamentale, dans un contexte où les CT évoluent dans un environnement local caractérisé par un manque important de données, d'indicateurs et de mesures qui, historiquement, n'ont pas été suffisamment décentralisés ou désagregés (à l'exception de certaines régions et villes plus importantes et plus riches). Cette situation entrave leur capacité à contribuer de manière efficace à la localisation et la réalisation des Objectifs.

Enfin, les responsabilités que les CT assument dans la localisation des ODD et des autres agendas soulèvent d'autres questions tout aussi importantes sur la démocratie locale, la transparence, la représentation et la place occupée par le niveau local dans le système mondial actuel. Les CT peuvent-elles agir comme des moteurs de changement sur le plan des politiques publiques et de développement ? Les CT ont-elles les moyens et les capacités de garantir que personne ni aucun territoire ne sera laissé pour compte ? La gouvernance multinationale peut-elle améliorer les performances, renforcer la **cohérence des politiques** (voir encadré 7) et

Encadré 6

Subsidiarité

Principe selon lequel les responsabilités publiques doivent être exercées par les autorités élues les plus proches des citoyens. L'autorité centrale doit avoir une fonction subsidiaire, n'exerçant que les responsabilités ou les tâches qui ne peuvent être exécutées à un niveau local. La subsidiarité exige que les autorités locales disposent de ressources financières, administratives, techniques et professionnelles suffisantes pour assumer leurs responsabilités et répondre aux besoins locaux, en assumant une part importante des dépenses publiques. Les autorités locales doivent disposer de l'autorité et du pouvoir nécessaires pour mobiliser des ressources locales, conformément au principe selon lequel le pouvoir doit être proportionné à la responsabilité et à la disponibilité des ressources. Le principe de subsidiarité constitue la base du processus de décentralisation.

Source : ONU-Habitat, *Lignes directrices internationales sur la décentralisation et les services de base pour tous*, 2009 ; CGLU, *L'Accès aux services publics et l'urbanisation du monde. Troisième Rapport mondial sur la décentralisation et la démocratie locale*, 2013.

contribuer à concrétiser les ODD et des agendas mondiaux dans les territoires et les villes, permettant d'améliorer ainsi la qualité de vie des communautés et de la société dans son ensemble ? **Les ODD peuvent-ils déclencher un nouveau modèle de développement – urbain, territorial, social, économique et humain – partant du niveau local ?** Chaque chapitre réunit différentes contributions, et formule des réponses et des critiques sur ces points, tout en étudiant d'autres questions tout aussi fondamentales. La conclusion présente une vision et une compréhension communes de la voie à suivre pour les CT. ☉

Encadré 7

Cohérence des politiques

Une approche du développement durable doit favoriser l'intégration des dimensions économique, sociale, environnementale et de gouvernance dans le processus d'élaboration des politiques, ainsi que la reconnaissance des liens critiques entre tous les ODD. La cohérence des politiques vise à favoriser les synergies, à promouvoir les partenariats et à équilibrer les impacts transfrontaliers et intergénérationnels des politiques, afin d'identifier et de gérer les relations entre les ODD, de façon à limiter et surmonter tout impact négatif potentiel résultant de leur mise en œuvre.

Source : OCDE, *La Cohérence des politiques pour le développement durable*, 2019.

3. Structure et approche analytique du Rapport GOLD V

Le Rapport GOLD V est structuré en huit chapitres. Sept chapitres traitent des processus de localisation dans chacune des régions CGLU : Afrique, Amérique du Nord, Amérique latine, Asie-Pacifique, Eurasie, Europe, Moyen-Orient et Asie occidentale. S'inscrivant dans l'approche traditionnellement adoptée par les rapports GOLD précédents, le huitième chapitre s'intéresse spé-

cifiquement au phénomène des métropoles, et s'interroge sur leur impact dans la mise en œuvre des ODD et des agendas mondiaux. Le chapitre sur les métropoles a été rédigé en coordination avec Metropolis, l'Association mondiale des aires métropolitaines regroupant 138 villes du monde entier.

Tous les chapitres suivent la même structure afin de faciliter les renvois entre les chapitres et la comparaison des informations entre les différentes régions. Chaque chapitre comprend une brève introduction, suivie d'une section 2 offrant un aperçu des dispositifs nationaux pour la mise en œuvre des ODD, à savoir : les stratégies et plans nationaux, leur degré d'alignement avec l'Agenda 2030 et les autres agendas mondiaux, les mécanismes de coordination qui assurent la coordination et le suivi des ODD au niveau national et qui permettent d'impliquer les CT dans le processus de localisation. Dans certains cas, par exemple dans le chapitre sur l'Europe, cette section comprend une étude des stratégies et mécanismes établis au niveau régional. La section 2 met également l'accent sur les **environnements favorables** aux initiatives infranationales (voir encadré 8), en particulier le changement et l'évolution du cadre institutionnel (p. ex., processus de décentralisation), l'organisation territoriale des pays dans chaque région, ainsi que le financement disponible pour les CT. Enfin, la section 2 analyse les mécanismes institutionnels et de gouvernance qui régissent les relations entre les différents niveaux de gouvernance, venant entraver ou faciliter la coopération dans la mise en œuvre des ODD. La section 3 explore plus en détail la contribution réelle des CT à la localisation et la mise en œuvre des ODD. Plus précisément, elle fournit des informations relatives aux activités de sensibilisation et de diffusion pour permettre aux CT de s'approprier des agendas mondiaux, d'avancer

Encadré 8

Environnement favorable

Ensemble de politiques, de lois, d'institutions de systèmes de gouvernance, ainsi que d'autonomie fiscale et de niveaux d'engagement public qui permettent aux CT de fonctionner de manière plus efficace, concurrentielle et flexible pour définir une voie vers le développement et mener des actions qui contribuent à la réalisation des ODD. CGLU-Afrique, CGLU-ASPAC et Cities Alliance ont évalué l'environnement institutionnel favorable aux gouvernements locaux en comparant le « cadre constitutionnel, le cadre législatif et réglementaire, la part des financements publics distribués entre le gouvernement central et les collectivités territoriales, les recettes propres des collectivités territoriales, la démocratie locale, les capacités en ressources humaines, l'efficacité dans la prestation des services et dans la gestion des administrations locales, l'existence d'une politique/stratégie urbaine nationale et/ou locale, les dispositions relatives aux mécanismes de transparence et de responsabilisation, les dispositions relatives à la participation citoyenne et la participation des femmes. »

Source : CGLU-ASPAC et Cities Alliance, *City Enabling Environment Rating: Assessment of the Countries in Asia and the Pacific*, 2018 ; CGLU Afrique et Cities Alliance, *Évaluer l'environnement institutionnel des collectivités locales en Afrique*, 2018.

vers l'alignement des stratégies et plans locaux avec les ODD et leur impact et, enfin, aux initiatives, politiques publiques et expériences des CT sur leurs territoires pour la mise en œuvre des Objectifs, ainsi qu'aux questions de coordination, de suivi et de financement.

Les chapitres sont conçus pour permettre au lecteur d'aborder le Rapport GOLD V sous différents angles et avec différents objectifs à l'esprit. Ce rapport peut être lu de façon linéaire pour avoir un aperçu général du rôle des CT dans la localisation des objectifs mondiaux. Les lecteurs plus intéressés par les actions et initiatives concrètes mises en place par les CT et, plus généralement, par une perspective territoriale et ascendante (*bottom-up*) peuvent se référer à la section 3 des différents chapitres. De même, ceux qui s'intéressent davantage à l'évolution de la décentralisation et aux environnements institutionnels favorisant la localisation des Objectifs peuvent se référer à la section 2, qui donne un aperçu des équilibres institutionnels et des opportunités existantes dans différents contextes.

Les chapitres ont été élaborés par un groupe international d'experts reconnus – 18 auteurs issus de 13 institutions différentes – ayant des formations variées, en urbanisme et aménagement du territoire, développement local, études économiques et financières, urbanisation et développement. En outre, le Rapport GOLD V s'est largement appuyé sur des informations de première main disponibles au sein de CGLU et de ses sections régionales. Le rapport s'appuie sur les conclusions des trois éditions du Rapport des CT au Forum politique de haut niveau, que CGLU organise avec la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux (GTF) depuis 2017. Une grande partie de ces informations et connaissances ont été collectées à partir de questionnaires distribués par ces réseaux, qui ont recueilli des centaines de réponses, favorisant les contacts directs avec les administrations locales, les associations nationales de gouvernements locaux, les universités et la société civile à travers le monde.

Les différents chapitres ont fait l'objet d'un processus approfondi de validation politique avec les membres et les réseaux de CGLU. Les chapitres de ce rapport s'appuient sur les informations recueillies directement auprès des villes, régions et associations membres de CGLU, et les contenus rédigés par des experts ont également été examinés par les membres de CGLU pour en vérifier la fiabilité.

Enfin, la conclusion du Rapport GOLD V offre un aperçu des chapitres et un résumé des principaux résultats. Plus important encore, elle offre un espace de débat et de discussion sur les principales tendances qui façonnent le développement et la croissance dans le monde, notamment sur l'évolution démographique, la décentralisation et la démocratie locale, le changement climatique et la résilience, l'urbanisation, le financement du développement et de l'autonomie locale, la création de la ville du futur et l'avenir des villes. Tels sont les thèmes centraux des recommandations avancées



Participants aux sessions du Sommet de la Culture de CGLU à Buenos Aires, Argentine, le 4 avril 2019 (photo : Ciudad Autónoma de Buenos Aires, bit.ly/2pDD5kN).

par le Rapport GOLD V, qui constituent à la fois un ensemble de lignes directrices et une feuille de route pour faire de la localisation une réalité, pour atteindre les ODD et les autres agendas mondiaux au niveau local, et appeler les collectivités territoriales et les communautés à « ne laisser personne ni aucun territoire pour compte ». ☉

01



Afrique

Chapitre régional



Spectacle de rue à eThekweni-Durban, Kwazulu Natal, Afrique du Sud (photo : Xiaojun Deng, bit.ly/2M26fCD).

1. Introduction

Page 29

2. Cadres institutionnels nationaux et locaux pour la mise en œuvre des ODD

Page 32

2.1. Cadres institutionnels nationaux

2.2. Les cadres institutionnels des collectivités territoriales africaines

2.3. Les relations intergouvernementales

3. La contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD

Page 60

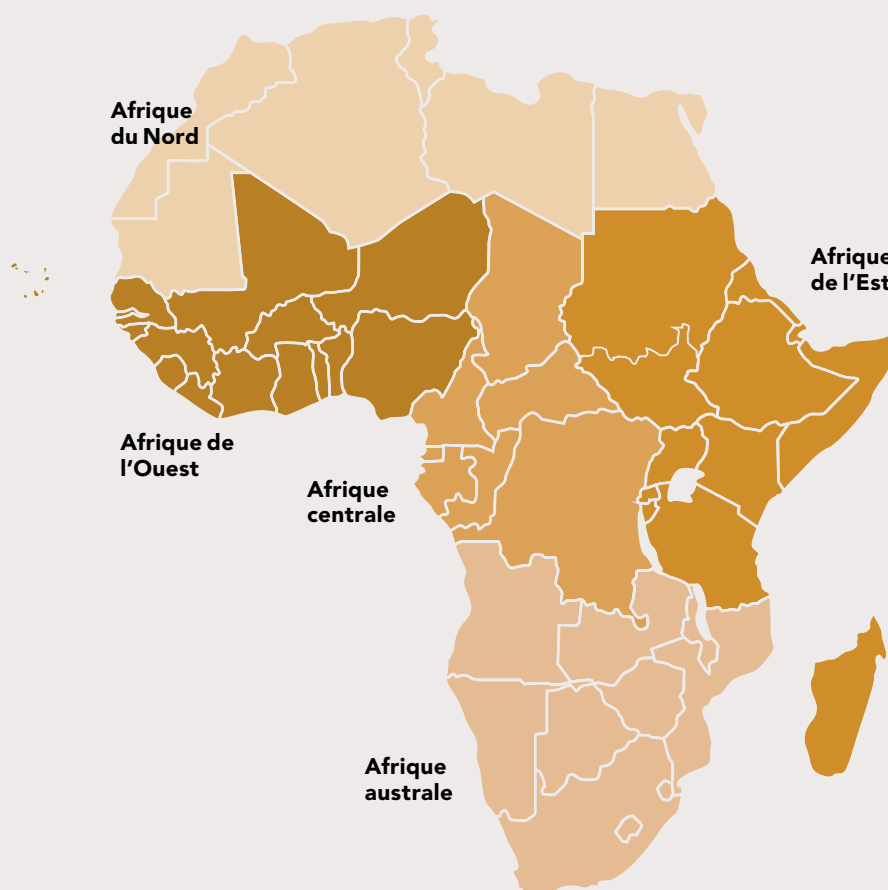
3.1. Le rôle des associations nationales et régionales de collectivités territoriales dans la localisation des ODD

3.2. Les efforts des collectivités territoriales pour aligner l'Agenda 2030 sur les politiques locales

3.3. Initiatives des collectivités territoriales pour localiser les ODD

4. Conclusions

Page 80



Afrique du Nord

Algérie
Égypte
Libye
Mauritanie
Maroc
Tunisie

Afrique de l'Ouest

Bénin
Burkina Faso
Cap-Vert
Côte d'Ivoire
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Libéria
Mali
Niger
Nigeria
Sénégal
Sierra Leone
Togo

Afrique de l'Est

Burundi
Comores
Djibouti
Érythrée
Éthiopie
Kenya
Madagascar
Malawi
Maurice
Ouganda
Rwanda
Seychelles
Somalie
Soudan
Soudan du Sud
Tanzanie

Afrique centrale

Cameroun
République du Congo
Gabon
Guinée équatoriale
République centrafricaine
République démocratique du Congo
Sao Tomé et Príncipe
Tchad

Afrique australe

Afrique du Sud
Angola
Botswana
Eswatini
Lesotho
Mozambique
Namibie
Zambie
Zimbabwe

1. Introduction

Au cours de la dernière décennie, les gouvernements africains ont adhéré, comme d'autres pays à travers le monde, au changement de politique mondiale du développement, en défendant puis en adoptant un certain nombre d'engagements mondiaux. Il s'agit notamment de l'Agenda 2030 pour le développement durable, de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, du Programme d'action d'Addis-Abeba (AAAA) sur le financement du développement, du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et du Nouvel Agenda urbain. Cette adhésion s'inscrit dans le cadre d'une réorientation de la politique continentale en faveur du développement durable, telle que définie dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine : L'Afrique que nous voulons. Cette réorientation est le reflet d'une reconnaissance croissante du rôle endossé par les villes et les territoires en tant qu'acteurs clés du développement, et de l'importance de la région africaine au cœur de la transition mondiale vers un monde à prédominance urbaine. Ainsi, il ne sera pas possible de parvenir à un développement

durable au niveau mondial sans une urbanisation durable en Afrique. L'urbanisation est la clé du développement et de la croissance économiques en Afrique, où les villes concentrent le travail, les compétences, le savoir et le capital. Toutefois, la réussite d'une urbanisation durable en Afrique dépendra de la résolution de problèmes importants, qui sont au cœur de l'Agenda 2030 et des Objectifs de développement durable (ODD)¹.

Sous l'influence de l'accroissement naturel de la population et des vagues d'exode rural, le taux de croissance urbaine en Afrique est près de onze fois supérieur à celui du continent européen (bien que les taux de croissance varient de part et d'autre du continent)². En 2018, on estimait qu'environ 1,3 milliard de personnes vivaient sur le continent africain, dont une importante population de jeunes³. La population urbaine est estimée à 587 millions d'habitants et devrait être multipliée par trois d'ici 2050. La plus grande partie de la croissance se produit dans des villes intermédiaires de taille moyenne abritant entre 50 000 et un million



Sierra Leone (photo : Annie Spratt, bit.ly/2pApj25).

d'habitants, et la majorité des urbains ont moins de 35 ans. Les résultats économiques en termes d'emploi, de croissance et d'inégalités varient dans la région, mais le nombre d'emplois décents, productifs et sûrs est globalement faible, tandis que les problèmes de pauvreté et du développement du secteur informel restent importants⁴. En Afrique, la transformation économique structurelle enregistre un retard en raison de l'absence d'infrastructures et de services de base dans un contexte où, en moyenne, plus de la moitié des citoyens vivent dans des logements informels⁵.

En outre, la région reste l'une des plus inégales au monde, ce qui compromet les progrès réalisés à l'échelle mondiale en matière d'élimination de la pauvreté. La Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Afrique a lancé l'Horloge sur la pauvreté (*African Poverty Clock*)⁶ qui fournit des prévisions en matière de pauvreté en temps réel pour chaque pays africain. Elle constate que, à l'heure actuelle, il y a toujours plus de personnes entrant dans l'extrême pauvreté que de personnes qui en sortent. En août 2019, on estime qu'en Afrique, à l'exception de l'Afrique du Nord, 34 % de la population du continent sont en situation d'extrême pauvreté (vivant avec moins de 1,90 d'USD par

jour)⁷, dont 49 % d'enfants⁸. Dans certains pays, les conflits et la multiplication des catastrophes naturelles, souvent liées à une gestion défectueuse de la planification urbaine et aux effets du changement climatique, constituent autant d'entraves au progrès économique. Face à ce contexte, il est urgent de planifier, de gérer, de financer, ainsi que d'assurer le suivi de la croissance et du développement urbains et territoriaux et d'en rendre compte de façon inclusive, cohérente et durable. En outre, le rôle potentiel des collectivités territoriales (CT) en tant que parties prenantes en matière de politiques publiques doit être pleinement réalisé. Pour ce faire, des réformes institutionnelles majeures devront être entreprises en vue de renforcer la création de CT efficaces et dotées de plus de capacités⁹.

La création par les dirigeants africains du Centre des Objectifs de développement durable pour l'Afrique (SDG Center for Africa) en 2016 pour appuyer la mise en œuvre des ODD conformément à l'Agenda 2063 témoigne de l'engagement et de l'approche de la mise en œuvre des ODD adoptés par le continent. Basé à Kigali, ce Centre travaille à la création de partenariats entre les ODD. En 2018, il a lancé le rapport sur l'Indice et les tableaux de bord des ODD pour l'Afrique¹⁰ et publié un « retour



à la réalité » sur trois ans, qui conclut : « Lorsque les progrès ont été évalués, seuls trois objectifs (ODD 5 sur l'égalité entre les sexes, ODD 13 sur les mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques et ODD 15 sur la vie terrestre) sont susceptibles d'atteindre la cible 2030. Parmi les treize objectifs pour lesquels il existe des données suffisantes (après 2015), dix ne seront probablement pas atteints d'ici 2030. Les pays ne sont pas seulement sous-performants par rapport à ces objectifs ; c'est la réalisation de ces derniers qui semble pratiquement impossible¹¹ ».

Structuré en deux parties, l'objectif global de ce chapitre est de présenter les défis et les opportunités auxquels font face les collectivités territoriales africaines dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable et des autres agendas de développement. La première partie du chapitre décrit le soutien et les engagements pris au niveau national en faveur de l'Agenda 2030 et de ses ODD. Il montre également que la participation des CT aux cadres de mise en œuvre des ODD reste limitée, à quelques notables exceptions. Celles-ci sont le reflet des différents cadres intergouvernementaux et des réformes de décentralisation adoptées à travers le continent. La deuxième partie du chapitre donne des exemples

« Lorsque les progrès ont été évalués, seuls trois objectifs (ODD 5 sur l'égalité entre les sexes, ODD 13 sur les mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques et ODD 15 sur la vie terrestre) sont susceptibles d'atteindre la cible 2030 ».

de CT et de leurs associations africaines pionnières dans l'appui à la localisation des ODD, ainsi que des partenariats entre la société civile, le monde universitaire et le secteur privé. Elle met en évidence l'importance de disposer d'un environnement qui encourage, mobilise et renforce ce type d'initiatives, ainsi que de capacités pour produire des données sur ces efforts qui soient localement ancrées et géographiquement ventilées dans l'espace, afin d'assurer le suivi et la réalisation de progrès vers la mise en œuvre des ODD en Afrique. 🌍



Vue d'Oran, Algérie
(photo : K YA, t.ly/egLb3).

2. Cadres institutionnels nationaux et locaux pour la mise en œuvre des ODD

Il existe un engagement fort en faveur de la mise en œuvre des ODD au niveau national en Afrique, qui témoigne d'une volonté de s'orienter vers un développement durable reposant sur l'action locale. Les dirigeants, entrepreneurs, professionnels et universitaires africains reconnaissent de plus en plus le rôle des villes et des territoires en tant qu'acteurs clés du développement et la nécessité d'un agenda urbain africain qui tienne compte du potentiel et des particularités liées à l'urbanisation rapide du continent¹². Dans ce contexte, la localisation des ODD et le rôle des CT à leur égard revêtent une importance croissante.

Les points de vue des pays africains sur les ODD ont été représentés au sein du groupement G77+Chine, contribuant aux négociations intergouvernementales et au Groupe de travail ouvert sur les Objectifs de développement durable qui ont précédé l'adoption de l'Agenda 2030¹³. En outre, l'Afrique est la seule région du monde à avoir formulé une « position commune » vis-à-vis de l'Agenda 2030 au cours du processus d'Habitat III, par le biais de sa Position africaine commune¹⁴.

Parmi les nombreux objectifs de l'ensemble des politiques de l'Agenda 2030 adopté en 2015 figure un engagement en faveur de la localisation – une position qui est au cœur de l'Agenda africain 2063, un document approuvé avant même l'adoption de

l'ODD 11 ou du Nouvel Agenda urbain. L'Agenda 2063 définit la vision panafricaine pour que « les institutions à tous les niveaux de gouvernement [soient] démocratiques, responsables et dotées d'un leadership transformateur » et pour que « les villes et autres établissements [soient] des centres d'activités culturelles et économiques, dotés d'infrastructures modernes, et [...] d'un accès à des logements abordables et décents, notamment au financement du logement ainsi qu'à tous les services de base essentiels comme l'eau, l'assainissement, l'énergie, les transports publics et les TIC¹⁵ ».

Les institutions africaines telles que l'Union africaine, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et la Banque africaine de développement (BAD), ont mis en place de nombreuses initiatives et stratégies en faveur d'un cadre institutionnel favorable au suivi et à la mise en œuvre de l'Agenda Afrique 2063 parallèlement aux autres programmes mondiaux, tels que l'Agenda 2030¹⁶. D'autres programmes de développement ont en outre été adoptés au niveau infrarégional, tels que la Vision de la Communauté de l'Afrique de l'Est pour 2050. Les pays africains étudient également la possibilité de créer un cadre régional harmonisé pour la mise en œuvre du Nouvel Agenda urbain à l'échelle du continent¹⁷.



Un employé du bureau africain du PNUD, préparant la salle lors du Forum politique de haut niveau sur « La mise en œuvre de l'Agenda 2063 et de l'Agenda 2030 », New York, septembre 2016 (photo : Lei Phyu/PNUD, bit.ly/2o5vNpl).

2.1. Cadres institutionnels nationaux

Au niveau national, l'engagement à mettre en œuvre les ODD est manifeste dans les pays africains qui ont présenté leur Examen national volontaire (ENV) au Forum politique de haut niveau (FPHN) des Nations unies sur le développement durable. À ce jour, trente-cinq États africains membres des Nations unies ont présenté un ENV au cours du premier cycle quadriennal (2016-2019) du FPHN (sur un total de cinquante-quatre pays)¹⁸. Certains l'ont fait à plusieurs reprises, à l'image du Togo qui a présenté son ENV chaque année entre 2016 et 2018. D'autres pays, comme le Burundi, la Gambie, le Liberia, la Libye, le Malawi, le Mozambique, la République démocratique du Congo, les Seychelles et la Zambie, se sont engagés à présenter leurs premiers ENV en 2020. Ce chapitre contient également des informations sur les pays qui ne se sont pas encore engagés à présenter des ENV. Il s'agit de l'Angola, des Comores, de Djibouti, de l'Érythrée, du Gabon, de la Guinée-Bissau, de la Guinée équatoriale, de São Tomé et Príncipe, de la Somalie et du Soudan du Sud.

Nombre de pays africains qui ont présenté leur ENV ont fait des progrès remarquables en matière d'intégration des ODD dans leurs plans et stratégies nationaux, de sensibilisation et de mobilisation des parties prenantes pour créer une appropriation des ODD. Ces progrès passent aussi par la création et la mise en place de mécanismes institutionnels et des moyens de mise en œuvre, conformément aux directives de l'ONU concernant la préparation des ENV¹⁹. Une analyse des processus de localisation à travers le continent indique que les expériences et contextes de mise en œuvre des ODD varient

considérablement d'un pays à l'autre (voir le tableau 1), mais qu'il est possible de dégager un certain nombre de tendances émergentes.

Premièrement, il est intéressant de noter qu'une majorité des pays privilégient l'**alignement ou l'adaptation des Plans nationaux de développement (PND) avec l'Agenda 2030** et les agendas de développement aux niveaux continental et infrarégional. On peut citer à titre d'exemple l'Afrique du Sud (Communauté de développement d'Afrique australe et Plan indicatif régional de développement stratégique), le Rwanda (Vision de la communauté de l'Afrique de l'Est pour 2050), ou encore le Cap-Vert et Maurice (Modalités d'action accélérée des petits États insulaires en développement – le Parcours SAMOA). Quelques pays ont élaboré leurs propres plans de mise en œuvre des ODD. Des pays tels que le Mali, où les cycles de planification nationale n'ont pas coïncidé avec l'adoption de l'Agenda 2030, révisent actuellement leurs PND pour les aligner avec les ODD. Des pays tels que le Botswana, le Kenya et l'Ouganda, ont élaboré des feuilles de route spécifiques qui définissent des lignes directrices pour l'adoption des ODD dans des domaines clés. Le Maroc dispose d'une stratégie nationale de développement durable (SNDD) alignée sur les ODD. Le Soudan a une SNDD et un plan de mise en œuvre dont le calendrier va seulement jusqu'en 2020. En plus de ces efforts, la quasi-totalité des pays africains ont pris leurs engagements envers la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, en vue de remplir les obligations liées à l'Accord de Paris sur le climat²⁰. À ce titre, le Bénin a mis en place diverses stratégies et législations nationales alignées sur l'Accord de Paris sur les changements climatiques, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Son cadre institutionnel, semblable à celui de pays comme l'Afrique du Sud, le Nigeria et le Sénégal, prend également en compte les gouvernements locaux. Le niveau d'engagement du Bénin reste néanmoins une exception dans le continent, voire dans le monde²¹. Par ailleurs, il convient de noter qu'en 2018, parmi les pays africains dotés d'une Politique urbaine nationale, la plupart de ces politiques n'étaient pas encore explicitement alignées sur les ODD.

Deuxièmement, **des mécanismes institutionnels nationaux de coordination et de pilotage de la mise en œuvre des ODD ont été créés dans**

Le Bénin a mis en place diverses stratégies et législations nationales alignées sur l'Accord de Paris sur les changements climatiques, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

la plupart des pays aux plus hauts niveaux politiques, bien que les dispositifs diffèrent selon les cas²². Il s'agit notamment d'entités interministérielles dirigées par le chef de l'État ou du gouvernement (Égypte, Liberia, Madagascar, Mali, Maurice, Sierra Leone et Togo) ; d'entités interministérielles dirigées par un ministre (Afrique du Sud, Algérie, Botswana, Cap-Vert, Cameroun, Ghana, Mozambique, Niger, Rwanda, Sénégal, Seychelles) ; d'entités présidées par le cabinet du chef d'État ou de gouvernement (Burkina Faso, Nigeria, Soudan) ; ou encore d'entités dirigées par un ministère spécifique (Bénin, Éthiopie, Guinée, Kenya, Ouganda et République centrafricaine).

Certains pays, tels que le Kenya, ont intégré la mise en œuvre des ODD dans leurs processus budgétaires, tandis que d'autres, comme le Rwanda, disposent d'un solide cadre de suivi et d'évaluation. L'organisation territoriale de l'État et le système politique en place ne semblent pas être des facteurs déterminants dans la mise en place d'un suivi institutionnel. Trois États fédéraux ont adopté des stratégies de suivi institutionnel différentes : au Nigeria, le suivi est assuré sous la direction du chef de l'État, en Éthiopie par un ministère spécifique, et en Afrique du Sud (considéré comme un État quasi fédéral) par un comité interministériel dirigé par le chef de l'État. De même, les trois monarchies constitutionnelles que compte le continent (Eswatini, Lesotho et Maroc) ont opté pour des modèles différents de coordination, soit présidés par le Premier ministre, soit coordonnés par des ministères spécifiques.

En Afrique du Sud, comme dans d'autres pays, de nombreux mécanismes de coordination et de suivi de l'Agenda 2030, tels que les commissions nationales ou les forums de haut niveau, sont relativement nouveaux. Ces mécanismes peuvent aussi conduire à adapter d'anciennes structures, comme c'est le cas du Conseil national d'évaluation en République du Congo. Dans d'autres pays, les pratiques de coordination reposent sur les systèmes de planification nationale existants qui doivent être réformés pour assurer le suivi du plan national et des ODD (Comité national de pilotage du Plan national de développement au Burkina Faso, Comité ministériel de haut niveau au Ghana, ou Comité national de pilotage du Plan national de développement et des ODD au Tchad). La Namibie se distingue par la mise en œuvre d'un mécanisme étendu de coordination et de présentation de rapports, comprenant l'instauration d'un Forum des partenaires du développement, chargé de superviser la coordination de la mise en œuvre des ODD²³.

Troisièmement, il existe une tendance croissante à inclure différents acteurs, tels que la société civile, le secteur privé et le monde universitaire, aux processus de coordination. C'est le cas au Rwanda, avec le groupe de travail sur les ODD, en Côte d'Ivoire, avec le Comité national de pilotage, ou encore à Maurice, avec le Comité de pilotage des ODD. Cependant, **un nombre encore très restreint de ces structures ont inclus des représentants de CT ou d'associations de pouvoirs locaux**. Parmi les pays qui ont présenté un rapport au FPHN, seuls



Port-Louis, île Maurice (photo : air babble, bit.ly/30Sv209).

neuf pays (Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Mauritanie et Togo)²⁴ ont indiqué avoir associé ou consulté, à travers ces structures multipartites, les CT et leurs associations au cours du processus de coordination. De plus, dans le cadre de la préparation des ENV, les CT ont été consultées **dans seulement quinze pays sur les trente-cinq qui ont présenté leurs ENV** entre 2016 et 2019²⁵.

Les **organismes onusiens** tels que le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), ONU-Habitat, le Fonds d'équipement des Nations unies (FENU) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), **jouent un rôle majeur dans l'appui aux efforts de localisation des ODD**. D'une part, les agences des Nations unies soutiennent directement les associations de CT (voir section 3.1). D'autre part, le PNUD apporte un soutien non négligeable aux pays en facilitant la mise en place d'analyses rapides intégrées pour mesurer l'étendue de l'intégration de l'Agenda 2030 dans les cadres nationaux de développement ; en appuyant la préparation des ENV ; en développant des feuilles de route nationales pour la « domestication » de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 ; et en aidant les pays à organiser des ateliers et des conférences multipartites sur la mise en œuvre des ODD²⁶, avec la participation des CT et de leurs associations. Dix-huit pays africains ont également bénéficié des missions d'intégration, accélération, et soutien des politiques (MAPS) du PNUD, qui ont été déployées pour soutenir la mise en œuvre des ODD²⁷.

En résumé, **la participation des collectivités territoriales aux mécanismes de présentation de rapports et de coordination** (actée dans seulement 47 % des pays pour la préparation des ENV et 31 % des pays pour la coordination)²⁸ **doit être renforcée pour que les processus nationaux soient véritablement inclusifs.** ☉

Tableau 1 Stratégies nationales et dispositifs institutionnels pour la mise en œuvre des ODD

Afrique du Sud

Plan national de développement : Vision 2030. Le Département de la planification, du suivi et de l'évaluation est en charge du mécanisme national de coordination qui comprend le Cabinet et ses comités, le Comité interministériel sur les programmes de développement durable (les ODD, Agenda 2063 et SADC-RISDP) et un comité interministériel de mise en œuvre accompagné de groupes de travail. Il existe également le Conseil de coordination présidentiel et un Forum national des acteurs du développement durable. Participation des CT.

Algérie

Stratégie nationale pour l'environnement et le développement durable (2019-2035). Le Comité interministériel est coordonné par le ministère des Affaires étrangères. Aucune mention de la participation des CT.

Bénin

Plan d'action du gouvernement élaboré dans le cadre du « Programme d'appropriation des ODD ». La Direction générale de la coordination et du suivi des ODD est supervisée par le ministère chargé du Plan et du Développement. Participation des CT.

Botswana

Vision nationale 2016-2036. Le Comité national de pilotage (multipartite) est coprésidé par le gouvernement et l'ONU. Il existe aussi le Groupe de travail technique (multisectoriel). Bien qu'elles soient impliquées dans le processus d'alignement des ODD, aucune mention de la participation des CT dans les mécanismes de coordination.

Burkina Faso

Plan national de développement économique et social (PNDES). Le Comité national de pilotage du PNDES est présidé par le Premier ministre. Ce comité est complété du Comité technique national, de quatorze comités sectoriels et de treize comités régionaux. Participation des CT.

Cap-Vert

Plan stratégique pour le développement durable (2017-2021). Il existe différents mécanismes de coordination : l'Organe intersectoriel sur le développement durable, l'Organe technique de mise en œuvre des ODD sous la coordination de la Direction nationale de la planification du ministère des Finances et quatre groupes thématiques sur les ODD. Participation des CT.

Cameroun

Vision 2035 et Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (2010-2019). Le Comité technique de suivi de la Stratégie nationale de développement est coordonné par le ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire. Des comités techniques régionaux et municipaux assurent le suivi au niveau infranational. Participation des CT.

République du Congo

Plan national de développement 2018-2022. Le Conseil national d'évaluation comprend le Comité de pilotage, une coordination technique, le Secrétariat technique permanent et une coordination départementale. Aucune mention de la participation des CT.

Côte d'Ivoire

Plan national de développement 2016-2020. Il existe le Comité national de pilotage (interministériel), le Comité technique permanent rattaché au ministère du Plan et du Développement et un Comité multipartite. Participation des CT.

Égypte

Vision Égypte 2030. Il existe le Comité national pour le suivi de la mise en œuvre des ODD et un Comité national interministériel supervisé par le Premier ministre et sous la coordination du ministère de la Planification, du Suivi et de la Réforme administrative. Aucune mention de la participation des CT.

Eswatini

Vision 2022 dans la Stratégie nationale de développement et la Stratégie pour une croissance durable et inclusive 2030. Il existe une Équipe de travail technique et un Comité de pilotage. Le Secrétariat des ODD est sous la tutelle du ministère de la Planification et du Développement économique. Aucune mention de la participation des CT.

Éthiopie

Deuxième plan quinquennal de croissance et de transformation 2016-2020. Le Conseil des ministres, la Chambre des représentants et la Commission nationale de planification sont en charge de la coordination. Participation des gouvernements régionaux ; pas de participation des collectivités locales.

Ghana

Un agenda pour l'emploi : Créer la prospérité et l'égalité des chances pour tous, 2017-2024. La coordination est assurée par la Commission nationale de planification du développement (appuyée par seize conseils régionaux de coordination), le Comité interministériel de haut niveau, le Comité de coordination de la mise en œuvre des ODD et le Comité national technique. Participation limitée des CT.

Guinée

Plan national de développement économique et social 2016-2020 et Vision « Guinée 2040 ». La coordination est assurée par le ministère du Plan et de la Coopération internationale et le Comité technique de suivi appuyé par huit groupes de dialogue thématiques. Aucune mention de la participation des CT.

Kenya

Vision 2030 – Deuxième plan à moyen terme. Le Département de coordination des ODD est dirigé par le ministère de la Déconcentration et de la Planification. Il existe aussi un Groupe de travail technique interinstitutionnel et un bureau de liaison des ODD au sein du Secrétariat du Conseil des gouverneurs. Participation des comités.

Lesotho

Vision nationale 2020 et Plan national de développement stratégique II 2018/19-2022/23. Comité national de contrôle et de conseil, présidé par le Premier ministre. Le ministre de la Planification du développement coordonne le sous-comité du Cabinet sur les ODD et le Comité national technique de pilotage (multipartite). Aucune mention de la participation des CT.

Liberia

La « Vision nationale, l'ascension du Liberia vers 2030 » et l'Agenda pour la transformation sont en cours de révision. Un groupe de travail national et un groupe de travail technique sont chargés de l'élaboration de la stratégie de mise en œuvre. Aucune mention de la participation des CT.

Madagascar

Plan national de développement (2015-2019). Le Comité d'orientation et de suivi est dirigé par le Premier ministre et le Comité technique est dirigé par le ministère de l'Économie et de la Planification. Aucune mention de la participation des CT.

Mali

Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD) 2019-2024. Le Comité national de coordination et de suivi est rattaché au ministère des Affaires étrangères et est placé sous la responsabilité du Premier ministre. Participation limitée des CT.

Maurice

Vision 2030 et Feuille de route pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Le Comité de pilotage des ODD est présidé par le ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international. Aucune mention de la participation des CT.

Mauritanie

Stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée (SCAPP) 2016-2030. Le Comité de pilotage interministériel est présidé par le Premier ministre. Il existe aussi un Comité de coordination technique. Participation des CT.

Maroc

Stratégie nationale pour le développement durable. Un Comité de pilotage assure le suivi de la stratégie nationale et un Comité stratégique sur le développement durable surveille les ODD. Ce dernier est dirigé par le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération et le haut-commissariat au Plan. Aucune mention de la participation des CT.

Mozambique

Plan économique et social et Plan quinquennal du gouvernement (2015-2019). La Commission nationale pour le développement durable est présidée par le Premier ministre. Participation des CT.

Namibie

Cinquième Plan national de développement. Le Forum des partenaires de développement assure la coordination et la supervision. Il existe aussi le Comité directeur national (multipartite) et la Commission nationale de planification. Faible participation des CT.

Niger

Plan quinquennal de développement social et économique (2017-2021). Le Conseil des ministres et le Comité de pilotage du Plan de développement sont présidés par le Premier ministre. La coordination est assurée par le ministre du Plan, assisté d'un Comité national technique et d'unités de coordination sectorielle et régionale. Aucune mention de la participation des CT.

Nigeria

Vision 2020 et Plan de relance et de croissance économique du Nigeria pour 2017-2020. Il existe un Comité présidentiel sur les ODD, le Bureau de l'assistant spécial principal du Président sur les ODD ; le Groupe de travail principal interministériel et non gouvernemental. Participation des gouvernements régionaux, aucune participation des CT.

Ouganda

Plan national de développement 2015/16-2019/20. La coordination est assurée par le ministère du Développement. Il existe également un Comité de coordination des politiques des ODD, un Comité de pilotage des ODD, une Équipe spéciale nationale des ODD et cinq groupes de travail techniques sur les ODD. Aucune mention de la participation des CT.

République centrafricaine

Plan national de relèvement et consolidation de la paix 2017-2021. Un Comité national a été mis en place par le ministère de l'Environnement et du Développement durable et le ministère du Plan, de l'Économie et de la Coopération internationale. Aucune mention de la participation des CT.

Rwanda

Vision 2050 et Stratégie nationale de transformation (2017-2024). Comité de pilotage des ODD, animé par le ministère des Finances et de la Planification économique. Des Forums de développement d'actions conjointes ont été établis au niveau des districts. Participation des CT.

Tableau 1 Stratégies nationales et dispositifs institutionnels pour la mise en œuvre des ODD

Sénégal

Plan Sénégal émergent. La Direction générale de la Planification et des Politiques économiques au sein du ministère de l'Économie, des Finances et du Plan est en charge de la coordination, en collaboration avec le Premier ministre. Participation limitée des CT.

Seychelles

La Vision à long terme 2018-2032 et la Stratégie nationale de développement pour 2018-2022 sont en cours d'élaboration. Le Comité national de contrôle et de stratégie pour la mise en œuvre des engagements régionaux et mondiaux est présidé par le ministre des Finances, du Commerce et de la Planification économique. Participation limitée des CT.

Sierra Leone

Plan national de développement à moyen terme (2019-2023). Le ministère de la Planification et du Développement économique assure la coordination des ODD. Des bureaux régionaux de planification du ministère sont en cours d'installation. Aucune mention de la participation des CT.

Soudan

Plan de mise en œuvre du développement durable (2017-2020). Le Comité supérieur du développement durable est présidé par le vice-président et le secrétaire général du Conseil national de la population. Participation limitée des CT.

Tanzanie

Vision à long terme 2025 pour la Tanzanie continentale et 2020 pour Zanzibar. En Tanzanie, le Comité de pilotage en charge de la coordination est appuyé par le Secrétariat de coordination, composé des secrétaires permanents adjoints des principaux ministères. La mise en œuvre et le suivi sont assurés par le ministère des Finances et de la Planification. Aucune mention de la participation des CT. À Zanzibar, la Commission de planification de Zanzibar intègre les CT dans la coordination.

Tchad

Vision 2030, le Tchad que nous voulons. La Coordination nationale de suivi des ODD (intersectorielle et interministérielle) est sous la tutelle du ministère de l'Économie et de la Planification du développement. Participation limitée des CT.

Togo

Plan national de développement (2018-2022). Le Comité national de pilotage des politiques de développement est présidé par le Premier ministre. La Commission des parties prenantes pour le Plan national de développement est présidée par le ministère de la Planification du développement et de la Coopération. Participation des CT.

Tunisie

Plan quinquennal de développement 2016-2020 (plan national socio-économique). Le ministère des Affaires étrangères (aspect diplomatique) et le ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale (aspect technique) sont en charge de la coordination des ODD. Participation limitée des CT.

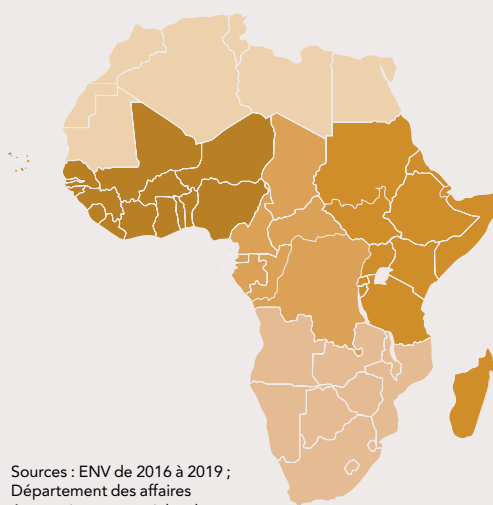
Zambie

Septième Plan national de développement (2017-2021). Un sous-comité de coordination des ODD est en cours de préparation qui s'appuie sur le Comité national de coordination du développement, les groupes consultatifs des groupes sectoriels, les comités provinciaux de coordination du développement et les comités de coordination du développement des districts. Aucune mention de la participation des CT.

Zimbabwe

Agenda du Zimbabwe pour une transformation socio-économique durable. Le Comité de pilotage au niveau ministériel est présidé par le secrétaire principal du Président et du Cabinet. Il existe aussi un Comité technique qui comprend une participation des parties prenantes, mais sans mentionner les CT.

Afrique



Sources : ENV de 2016 à 2019 ; Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (ONU-DAES), « Compendium of National Institutional Arrangements for Implementing the 2030 Agenda for Sustainable Development » ; Questionnaires CGLU-GTF 2016-2019.

2.2. Les cadres institutionnels des collectivités territoriales africaines

La participation hétérogène des CT dans les cadres de mise en œuvre des ODD en Afrique témoigne de l'existence de cadres institutionnels des CT de qualité et de force variables à travers le continent.

Entre 2012 et 2018, on observe une amélioration globale des environnements favorables aux CT en Afrique. Toutefois, les résultats varient considérablement entre pays et d'une région à l'autre : l'Afrique de l'Est est la région qui détient les meilleurs résultats en matière de progrès pour créer des environnements favorables aux CT, tandis que l'Afrique centrale enregistre la progression la plus lente²⁹.

Tendances en matière de décentralisation

En ce qui concerne les structures politiques officielles, la plupart des États africains – à l'exception d'Eswatini, du Lesotho et du Maroc, qui sont des monarchies – sont des républiques présidentielles, semi-présidentielles ou parlementaires, dotées d'un système politique multipartite. La plupart des pays africains sont des États unitaires, à l'exception des Comores, de l'Éthiopie, du Nigeria, de la Somalie, du Soudan et du Soudan du Sud, qui sont des États fédéraux, et de l'Afrique du Sud qui est généralement considérée comme un État quasi fédéral³⁰. La majorité des Constitutions nationales en vigueur sont relativement récentes, leur création ou révision s'étant effectuée dans les années 2000. L'Afrique du Sud, le Bénin, le Cap-Vert, l'Éthiopie, le Liberia, le Mali et la Tanzanie constituent des exceptions, puisque leurs Constitutions sont en place depuis le début des années 1990³¹.

Il existe des degrés d'implication divers des pays et des régions d'Afrique en matière de soutien à la décentralisation et à l'accélération de ce processus. En Afrique comme ailleurs, la décentralisation *de jure* ou la répartition des pouvoirs et des compétences aux autorités locales et régionales telles que définies par la loi ne reflète pas la décentralisation *de facto* ou la place occupée par les CT dans les mécanismes de gouvernance multiniveaux et les processus décisionnels politiques.

Les critères d'évaluation de l'environnement institutionnel des collectivités locales en Afrique établis par CGLU Afrique et Cities Alliance en sont un exemple. Les douze critères font référence au

cadre juridique : sur cinquante-trois pays, seules cinq Constitutions ne prévoient pas de participation des CT (Botswana, Éthiopie, Liberia, Seychelles, Sierra Leone) et sept d'entre elles contiennent des dispositions détaillées quant à leur rôle et à leurs responsabilités (Afrique du Sud, Kenya, Madagascar, Nigeria, Ouganda, São Tomé e Príncipe et Zimbabwe). Dans les autres pays, les responsabilités des CT sont établies par la loi, ce qui pourrait être interprété comme en contradiction avec la Constitution, étant instable ou ne correspondant pas aux ressources adéquates financières et humaines.

De plus, la décentralisation ne couvre pas toujours l'ensemble du territoire d'un pays, les pouvoirs et les compétences des collectivités territoriales sont

Une délégation du Conseil de Sécurité de l'ONU rencontre la société civile du Soudan du Sud à Juba, la capitale (photo : MINUSS, bit.ly/2p7kj4H).



parfois ambigus ou restent vagues. Plus problématique encore, la décentralisation administrative ne comporte pas toujours une dimension fiscale ou l'engagement politique de mettre en pratique une gouvernance collaborative à plusieurs niveaux, nécessaire à la mise en œuvre des ODD. De manière générale, en Afrique, on date les premières vagues de décentralisation aux années 1990. Depuis lors, la volonté de renforcer le pouvoir de l'action publique au niveau local s'est accompagnée d'un mouvement vers la démocratisation³². Tant les processus endogènes que le contexte international ont contribué à soutenir, mais aussi parfois à affaiblir, la décentralisation en Afrique. Ce processus peut être analysé comme une réponse à la demande sociale de participation des populations et de démocratisation de la société. Au cours des années 1990, de nombreux pays ont engagé des réformes de décentralisation dans le cadre des réformes structurelles de l'État, ainsi qu'en réponse aux conflits régionaux et aux demandes d'autonomie exprimées dans certains pays et qui menaçaient l'unité de l'État.

Dans certains cas, les intérêts politiques nationaux agissent comme un frein à l'autonomie locale : la décentralisation est ainsi utilisée pour renforcer le pouvoir de l'État central tandis que la dévolution des compétences est bloquée, pour empêcher les gouvernements locaux (en particulier des capitales) et les partis d'opposition de devenir une menace pour le gouvernement national et le parti au pouvoir³³. Dans d'autres cas, la décentralisation est définie sur la base des frontières ethniques. Par exemple, les deux villes à charte éthiopiennes Addis-Abeba et Dire Dawa bénéficient d'un statut et de niveaux d'autonomie particuliers, en raison de leur composition ethnique diverse. Dans ce cadre, elles ne relèvent pas du niveau régional mais seulement de l'État fédéral³⁴. Leur statut spécial fonctionne en même temps comme un dispositif de partage du pouvoir pour prévenir d'éventuelles tensions ethniques³⁵. On distingue une logique similaire au Kenya, qui a conduit à une réforme du système des collectivités locales au lendemain des violences électorales de 2007. Depuis l'adoption d'une nouvelle Constitution en 2010 et la promulgation de la loi sur les zones urbaines et les villes de 2012, la décentralisation est effective au niveau des provinces régionales (47 comtés). Avant cette réforme, le Kenya comptait 174 autorités locales décentralisées. Cette réforme a cependant contribué à déplacer « l'ethno-politique » qui caractérise la politique nationale kenyane au

niveau des comtés, sapant ainsi la promesse de paix et d'inclusion³⁶.

Dans certains pays, l'État organise des élections régionales spéciales pour répondre aux intérêts sous-représentés de certains groupes de la population dans les assemblées régionales et locales, sans pour autant garantir une autonomie locale. C'est le cas en Algérie, où l'État central a organisé des élections régionales spéciales pour remédier à la sous-représentation des intérêts berbères dans les assemblées régionales et locales. Cependant, l'autonomie locale reste faible et les gouvernements régionaux sont toujours composés de conseils exécutifs nommés par le gouvernement central en plus de conseils élus démocratiquement, mais dont les pouvoirs restent limités.

La coexistence de représentants nommés et élus existe dans plusieurs pays du continent. La répartition du pouvoir et la façon dont ces deux types de représentation dialoguent entre elles au niveau municipal varient d'un pays à l'autre. En Égypte ou en Algérie les gouverneurs et les titulaires de postes de direction sont nommés par le gouvernement central et occupent une place dominante dans les conseils locaux élus. Cette répartition du pouvoir a changé au Maroc depuis l'adoption de la Constitution de 2011 et des réformes de 2013-2015. Dans certains pays anglophones, il existe un directeur municipal, nommé le plus souvent par le conseil municipal ou l'État, qui préside l'organe exécutif local et dispose de pouvoirs importants en matière de prise de décision. À ses côtés se tient un maire élu, qui joue traditionnellement un rôle plus limité. Dans l'Angola lusophone, les représentants des provinces sont nommés par le gouvernement central et les administrateurs municipaux par les gouverneurs provinciaux, bien que cette nomination soit soumise à l'approbation de l'État.

À cela s'ajoute un maillage complexe d'interactions entre les collectivités locales élues et les autorités coutumières traditionnelles, ce qui rend très difficile toute tentative de rendre plus lisible, ou encore de réformer, l'organisation territoriale et sa gouvernance. Au Botswana, les *kgotla* (assemblées de tribus) fonctionnent comme une plateforme reliant les populations locales à l'administration publique. De même, les conseils de chefferie en Sierra Leone représentent le premier niveau d'administration, mais peuvent entretenir des liens plus forts avec les parlements nationaux et partager leur pouvoir en coordination avec les CT. La réforme constitutionnelle du système *tinkhundla* à Eswatini donne un exemple de plus pour illustrer cette complexité (voir encadré 2).

Les organisations internationales ont également joué un rôle important dans la promotion et le soutien au processus de décentralisation et à la création d'institutions favorables à la bonne gouvernance et à l'instauration de nouvelles modalités démocratiques. Malgré ces efforts, les bailleurs de fonds internationaux et les institutions financières continuent de soutenir les politiques qui favorisent une recentralisation des ressources au profit des gouvernements centraux, ce qui contribue à affaiblir les CT et leur pouvoir d'agir.

À l'échelle continentale, les efforts de décentralisation comprennent l'adoption en 2014 de la Charte africaine des valeurs et principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local.

Tableau 2 Aperçu des réformes juridiques et institutionnelles majeures en faveur de la décentralisation au cours des dix dernières années (2009-2019)

Pays	Réformes et évaluation de l'environnement favorable aux villes avec classement	
Afrique du Sud	L'existence des gouvernements locaux est prévue dans la Constitution. Les gouvernements provinciaux et municipaux sont responsables de la mise en œuvre du Cadre de développement urbain intégré adopté en 2016. Il s'agit de la Politique urbaine nationale de l'Afrique du Sud (PUN), coordonnée par le Département de la gouvernance coopérative et des affaires traditionnelles.	40
Angola	Depuis 2008, les gouvernements locaux constituent des unités budgétaires et la Constitution de 2010 mentionne explicitement les gouvernements locaux en tant que sphères de gouvernement. En 2018, le décret 40/18 a renforcé l'autonomie fiscale et la décentralisation des compétences.	22
Bénin	Dans la Constitution, la décentralisation est indissociable d'une administration locale libre et d'un système multipartite. Depuis 2009, des plans départementaux de développement intersectoriel ont été formulés dans le cadre de la politique nationale décennale de décentralisation et de déconcentration. En 2017, le gouvernement a entamé une révision de la politique et des lois sur la décentralisation.	31
Botswana	En 2016, une nouvelle politique a défini les rôles et les responsabilités de tous les échelons de gouvernement dans le cadre de la réalisation du développement durable local. Le pays est en train d'élaborer des outils législatifs pour articuler la politique de décentralisation. La Constitution ne fait pas mention de la décentralisation et des CT.	25
Burkina Faso	Le Code général des collectivités territoriales identifie onze blocs de compétences des CT qui ont été progressivement transférés jusqu'en 2015. Un nouveau cadre de référence a été adopté en 2018, qui a conduit au lancement d'une stratégie décennale de décentralisation et à un plan d'action quinquennal.	28
Burundi	La décentralisation est abordée dans la Constitution de 2018. Le pays a ratifié la Charte africaine des valeurs et principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local en 2016. Depuis 2017, des décrets visant à décentraliser les responsabilités ont été proposés.	28
Cameroun	Depuis l'adoption du Nouvel Agenda urbain, un Conseil national de la décentralisation a suivi le déploiement des politiques de décentralisation. En 2018, le ministère de la Décentralisation et du Développement local a été créé.	26
Cap-Vert	La Constitution reconnaît l'autonomie du pouvoir local et, en 2010, le gouvernement a adopté un Cadre de décentralisation. Une nouvelle loi sur la régionalisation est en cours.	n.d.
Côte d'Ivoire	Un nouveau processus de décentralisation est en cours depuis 2011. L'organisation territoriale est en train d'être remodelée en prenant compte du cadre de l'administration décentralisée : les conseils régionaux et municipaux. La décentralisation des responsabilités et des ressources est reconnue dans la Constitution de 2016.	26
Eswatini	Les réformes mentionnées dans la Constitution de 2005 n'ont pas été mises en œuvre cinq ans plus tard. S'appuyant sur la politique nationale de décentralisation de 2006, un projet de loi a été présenté au Parlement en 2015 pour remplacer la Loi sur le gouvernement urbain qui était en vigueur depuis 1969.	27
Ghana	L'objectif des réformes de décentralisation est inscrit dans la Constitution de 1992. Depuis 2010, des plans d'action nationaux de décentralisation quadriennaux (actuellement le plan 2015-2019) sont pris en compte dans l'amendement de 2016 de la Loi sur le gouvernement local.	31
Guinée	En 2012, le gouvernement a approuvé la Lettre de politique nationale sur la décentralisation et le développement local et son plan d'action, qui représentent des instruments stratégiques pratiques. Depuis 2015, la grande majorité des représentants élus ont été remplacés par des délégations spéciales nommées par le niveau central. Les dernières élections municipales ont eu lieu en février 2018.	22
Kenya	La Constitution de 2010 a donné lieu à trois grandes lois de décentralisation en 2012 : la Loi sur la transition vers un gouvernement décentralisé, la Loi sur les relations intergouvernementales et la Loi sur le gouvernement de comté. En 2017, une nouvelle politique sur le système de gouvernement décentralisé a été adoptée pour clarifier la répartition des tâches entre le niveau national et les comtés. Les deux autres lois sur la décentralisation sont en cours de révision. En 2015, le comté de Makueni est devenu la première CT d'Afrique à inscrire dans la loi des engagements financiers sur les changements climatiques. Cette initiative a été suivie par d'autres gouvernements de comté.	31
Madagascar	Parallèlement à la promulgation de la Constitution de 2010, de nouvelles dispositions législatives et réglementaires régissant les CT ont été adoptées en 2014. Des élections ont eu lieu en 2015, mais les régions et les provinces sont toujours sous la tutelle de chefs nommés par l'État central, en vertu des cadres juridiques et électoraux. En 2017, le pays a ratifié la Charte africaine des valeurs et principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local.	26
Malawi	La Constitution de 1994 a formalisé la politique de décentralisation. De 2005 à 2014, des conseils locaux et des organes exécutifs ont été nommés. En 2014, des élections ont eu lieu pour choisir les maires. La Loi (amendement) de 2017 sur le gouvernement local a entraîné un changement de formulation en remplaçant le terme d'« autorité locale » par celui d'« autorité du gouvernement local » partout où il apparaissait dans les lois précédentes.	26

Tableau 2 Aperçu des réformes juridiques et institutionnelles majeures en faveur de la décentralisation au cours des dix dernières années (2009-2019)

Pays	Réformes et évaluation de l'environnement favorable aux villes avec classement	
Mali	L'Accord de paix d'Alger, signé en 2015, a lancé un processus de renouvellement de la Constitution. Le processus de révision constitutionnelle est actuellement suspendu mais de nouveaux codes de décentralisation, d'administration territoriale et d'élections ont été adoptés en 2017. La condition de la libre administration territoriale et du nouveau Code des collectivités territoriales est actuellement en cours de discussion. En 2019, le pays a ratifié la Charte africaine des valeurs et principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local.	26
Maroc	La Constitution de 2011 (introduisant des élections directes pour les conseils régionaux) et trois lois organiques de 2015 ont favorisé l'actuel découpage territorial et l'attribution de compétences aux différents échelons de gouvernement. Les élections régionales et locales, organisées en septembre 2015, constituent une étape importante du nouveau processus de déconcentration et de décentralisation. Plusieurs textes juridiques administratifs ont été adoptés depuis lors.	33
Mauritanie	En 2010, les principes d'une réforme de la décentralisation ont été présentés et le document de Stratégie pour la réduction de la pauvreté (2010-2015) a attribué des responsabilités supplémentaires aux régions administratives. En 2017, la Constitution a été modifiée (nouvel article 98, titre X) pour faire des régions des gouvernements autonomes décentralisés dotés d'une autonomie politique et financière, changeant ainsi le système établi en 1968.	26
Mozambique	Les dispositions de la Constitution de 2004 mettant les services déconcentrés de l'État sur un pied d'égalité avec les services des CT ont généré quelques ambiguïtés. En 2018, la Constitution a été modifiée pour reconnaître l'autonomie politique et administrative des provinces par rapport aux organismes déconcentrés.	19
Namibie	La décentralisation et les CT sont mentionnées dans la Constitution de 1990. Depuis 2010, l'État a accru sa présence régionale et nommé des gouverneurs régionaux. En 2016, aucune fonction n'avait encore été dévolue aux conseils régionaux. De plus, les politiques de décentralisation ne permettent pas la mise en adéquation des responsabilités des gouvernements locaux avec les ressources locales. Le pays a ratifié la Charte africaine des valeurs et principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local.	27
Niger	L'autonomie locale est inscrite dans la Constitution de 2010. La politique nationale de modernisation de l'État de 2013 a peu progressé : parmi les mécanismes institutionnels décrits, seule l'Agence nationale de financement des collectivités territoriales a été mise en place. Les élections des CT prévues en 2016 ont été reportées à plusieurs reprises jusqu'en 2019. Plus récemment, la Déclaration de politique générale de 2016 fait peu mention de la décentralisation.	26
Nigeria	La Constitution reconnaît trois niveaux de gouvernement et laisse la décentralisation à la discrétion des États fédérés. Bien que des élections aient eu lieu en 2015, de nombreux maires sont encore nommés par les gouverneurs. La tentative la plus récente de réforme des collectivités locales a eu lieu en 2017 avec le projet de loi n° 6 sur la quatrième modification.	23
Ouganda	La Constitution de 1995 prévoit la décentralisation et établit un système de gouvernements locaux. Malgré ce cadre juridique, la réalité des CT est tout autre. Depuis les réformes constitutionnelles de 2005, les conseils locaux se sont vu privés du droit de nommer leurs propres directeurs administratifs. À partir de 2015, quatre étapes ont été définies pour mettre en œuvre une réforme majeure sur les transferts financiers du gouvernement central vers les collectivités locales par le gouvernement central. En juillet 2018, les élections des conseils de village ont eu lieu pour la première fois depuis 17 ans.	37
Rwanda	La politique de décentralisation a été mise en œuvre par étapes. La troisième et actuelle phase a débuté en 2011. Elle se concentre sur le volet « décentralisation fiscale et financière » du Cadre stratégique de décentralisation du Rwanda. Les responsabilités, compétences et pouvoirs fiscaux des CT, ont été établis par une série de lois institutionnelles en 2013. En 2018, dans le cadre de la réforme nationale de la fiscalité locale, un nouvel impôt foncier a été promulgué.	32
Sénégal	Le Code général des collectivités locales de 2013 consacre la Loi III de la décentralisation. Il définit de nouveaux cadres juridiques, institutionnels et financiers et clarifie la répartition des responsabilités. En 2016, un guide de mesure des performances des collectivités locales a été adopté et mis en pratique.	32
Sierra Leone	En 2010, la politique nationale de décentralisation de la Sierra Leone a fixé les objectifs à atteindre d'ici décembre 2016. L'épidémie d'Ebola (2014-2016) a toutefois perturbé ce processus à tous les niveaux. En 2016, une recommandation du Comité de révision constitutionnelle visant à inclure une section sur les collectivités locales a relancé le processus. Entre-temps, les ministères ont gardé le contrôle de la « coordination » des fonctions non dévolues au niveau local.	29
Tanzanie	De 2008 à 2013, la deuxième phase du Programme de réforme des administrations locales a été mise en œuvre par le biais de la décentralisation par dévolution. En 2013, à la suite de dénonciations d'irrégularités dans la mise en œuvre de la subvention pour le développement des gouvernements locaux, les partenaires de développement ont décidé d'interrompre leur contribution. Depuis lors, des réformes ont été proposées pour relancer une version actualisée de la subvention susmentionnée et le processus de décentralisation dans son ensemble. Ce processus de réforme des gouvernements locaux est toujours en cours.	34
Tchad	Le cadre juridique reconnaît le principe de subsidiarité et la Constitution de 2018 reconnaît des « collectivités territoriales autonomes ». Une stratégie de renforcement des capacités pour la décentralisation a été formulée en 2013. En 2017, des recommandations ont été présentées au haut comité des Réformes institutionnelles pour améliorer le financement des collectivités locales.	24

Pays	Réformes et évaluation de l'environnement favorable aux villes avec classement	
Togo	La Constitution de 1992 reconnaît la décentralisation, alors même qu'aucune élection locale n'a été organisée de 1987 à juin 2019. Diverses initiatives ont été lancées en vue de la décentralisation, telles que la Feuille de route de 2016 de la décentralisation et des élections locales, les réformes territoriales instituant les communes (2017-2018) et la création du Conseil national de suivi de la décentralisation chargé de piloter le processus.	21
Tunisie	La Constitution de 2014 marque une nouvelle ère dans le processus de décentralisation. Elle prend en compte les principes de l'élection des conseils municipaux, de l'administration indépendante et de l'autonomie locale aux niveaux fonctionnel et financier. En 2018, les dispositions constitutionnelles ont été renforcées par le Code des collectivités locales et l'organisation d'élections locales. Entre 2014 et 2018, les réformes territoriales ont abouti à la création de 86 municipalités, soit un total de 350 municipalités.	27
Zambie	En 2009, le ministère de l'Administration locale et du Logement a publié un plan de mise en oeuvre de la décentralisation pour rendre opérationnels les principaux éléments de la politique de décentralisation adoptée en 2002. En 2013, cette politique a été revue et relancée. Parmi les principales révisions apportées à la politique de décentralisation révisée, on peut citer la reconnaissance et l'accent mis sur la participation citoyenne et des autorités traditionnelles dans la gouvernance locale.	30
Zimbabwe	Depuis 2013, les gouvernements locaux sont régis par la Constitution. Cette dernière établit également des gouvernements provinciaux et métropolitains, dotés de plus de pouvoirs et d'une plus grande indépendance vis-à-vis du gouvernement central par rapport aux collectivités locales. Dix membres des conseils provinciaux, ainsi que leurs présidents, sont désormais élus démocratiquement.	31

Source : Réformes par pays, OCDE-CGLU (2019) ; CGLU Afrique et Cities Alliance (2018), « Évaluer l'environnement institutionnel des collectivités locales en Afrique », 3^e édition. Quatre groupes ont été évalués. Les notations de 30 et plus ont été attribuées aux pays dotés de l'environnement le plus favorable à l'action des CT ; les notes entre 25 et 30 aux pays dont l'environnement est globalement favorable mais où davantage d'efforts sont nécessaires ; les notes entre 20 et 25 aux pays où d'importantes réformes sont nécessaires pour créer un environnement favorable ; et les notes inférieures à 20 aux pays dont l'environnement est globalement défavorable à l'action des CT.

À l'échelle continentale, les efforts de décentralisation comprennent l'adoption en 2014 de la Charte africaine des valeurs et principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local. Celle-ci vise à « promouvoir, protéger et stimuler la décentralisation, la gouvernance locale et le développement local en Afrique³⁷ ». En 2018, quatre pays africains (Burundi, Madagascar, Mali et Namibie) avaient ratifié cette Charte³⁸. Elle a été adoptée par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine mais nécessite encore leurs signature et ratification finales pour devenir un instrument de gouvernance important pour cette organisation. Neuf autres pays l'ont signée en 2015-2016, mais le processus de ratification est toujours en cours.

Le tableau 2 donne un aperçu des réformes de la décentralisation au cours de la dernière décennie, à partir duquel il est possible de dégager certaines tendances générales qui montrent l'état de la décentralisation dans le continent africain. Ces tendances se recoupent globalement avec les quatre catégories de pays classifiés selon les critères d'évaluation qui mesurent la qualité de leur environnement institutionnel national. Cette évaluation met en évidence de grandes variations, en distinguant des pays où l'environnement est le plus favorable à l'action des villes et des régions, à ceux où il est globalement défavorable³⁹.

Une analyse de l'état de la décentralisation et des réformes sur le continent (tableau 2), montre que, malgré les progrès réalisés, et même lorsque les pays répondent aux critères institutionnels, la place des CT dans la gouvernance peut dans la pratique se trouver limitée voire même réduite avec le temps. Les actions de l'État central, mais aussi la survenue d'événements extérieurs qui échappent au contrôle de l'État et des CT, tels que les conflits (Mali), les épidémies (Sierra Leone) ou les catastrophes naturelles, peuvent contribuer à limiter le rôle des CT. Ces facteurs résument spécifiquement les défis rencontrés dans la réalisation de l'**ODD 16**, relatif à la

paix, à la justice et aux institutions efficaces, mais s'appliquent à tous les ODD.

Certains pays d'Afrique sont des précurseurs en matière d'impulsion d'importantes réformes de l'administration locale, qui remontent généralement aux années 1990. C'est le cas de l'**Afrique du Sud**, qui obtient les meilleurs résultats en matière de qualité de son environnement favorable, car doté de l'un des systèmes de gouvernement les plus décentralisés du monde. Il est cependant important de noter que la décentralisation y reste asymétrique : les municipalités dites métropolitaines de catégorie « A » ont beaucoup plus d'autonomie que les petites municipalités locales de catégorie « B » ou que les municipalités de district de catégorie « C ». L'expérience sud-africaine montre ainsi qu'il est beaucoup plus facile de renforcer et d'étendre la capacité de structures municipales déjà fortes et consolidées qu'il ne l'est de renforcer les structures faibles ou de construire de nouvelles administrations de gouvernement local⁴⁰.

Le **Maroc** met actuellement en œuvre une réforme pour appuyer la régionalisation qui a été formulée par une commission consultative de la régionalisation. Cette réforme constitue la pierre angulaire d'un nouveau modèle de développement socio-économique et environnemental qui vise à harmoniser les politiques de développement national, régional et local. L'**Ouganda** et la **Tanzanie** obtiennent de bons résultats en ce qui concerne leur environnement institutionnel favorable. Néanmoins, en Ouganda, les gouvernements locaux ont été soumis à une recentralisation du pouvoir et de l'autorité au niveau du gouvernement central, tandis qu'en Tanzanie, le processus de réforme des gouvernements locaux est toujours en cours et se heurte à des difficultés majeures, notamment en ce qui concerne les sources de financement des collectivités locales⁴¹.

Dans d'autres pays, les réformes législatives ou constitutionnelles en matière de décentralisation sont

plus récentes et remontent aux cinq à dix dernières années. À titre d'exemple, la **Zambie** a révisé et relancé son plan de mise en œuvre de la décentralisation en tant que politique nationale de décentralisation en 2013. Les principales révisions portent notamment sur la reconnaissance et l'importance de la participation citoyenne et des autorités traditionnelles dans la gouvernance locale. Ces principes de gouvernance collaborative figurent également dans la Constitution zambienne actuelle, adoptée en 2016, qui prévoit la création de nouveaux conseils de district. Cependant, en pratique, ces nouveaux districts ne sont pas dotés du pouvoir ou de l'autorité nécessaire pour décentraliser efficacement la prise de décision et la mobilisation des ressources⁴². De même, en 2017, des pays comme le **Bénin** et le **Kenya** ont commencé à réviser des politiques et des lois de décentralisation datant de la décennie passée. Cependant, comme au **Sénégal**, la performance des CT dans ces pays est difficile à évaluer correctement et/ou est inégale.

Par ailleurs, le **Kenya** a fait des progrès remarquables depuis 2010, avec l'adoption de la réforme constitutionnelle, puis les réformes de 2012 qui ont transféré les pouvoirs dévolus aux comtés, et enfin l'adoption en 2017 de la politique du système de gouvernement décentralisé. Le **Burundi**, le **Ghana** et le **Rwanda** ont également enregistré des avancées importantes : les gouvernements nationaux ont instauré un processus régulier d'évaluation de la performance des CT, en parallèle de l'adoption de réformes fiscales majeures. Dans le même esprit, les dernières réformes de gouvernance au **Burkina Faso** en 2018 visent à stimuler la décentralisation (un troisième cycle de décentralisation), avec une programmation financière des ressources à transférer aux CT, ce qui permet de mieux aligner les transferts fiscaux et les besoins réels des collectivités.

Un homme marche dans la rue Beinal Qasreen dans la vieille ville du Caire, Égypte (photo : PnPI, bit.ly/33avN6k).



Un certain nombre de pays doivent encore mettre en place des réformes majeures pour parvenir à un environnement institutionnel qui soit favorable aux CT. Le **Botswana** a, par exemple, l'une des plus anciennes politiques de décentralisation d'Afrique, mais un outil législatif pour sa politique de décentralisation est encore en cours d'élaboration et les transferts fiscaux de l'État central vers les gouvernements locaux restent imprévisibles⁴³. En **Guinée Conakry**, la décentralisation est guidée depuis 2012 par la Lettre de politique nationale sur la décentralisation et le développement local et le Plan d'action, mais les collectivités locales manquent de capacités administratives et fiscales pour agir de manière autonome, et ce malgré les élections municipales organisées en 2018. Au **Niger**, la municipalisation complète du territoire national a été adoptée en 1999, mais les élections municipales et régionales n'ont pas eu lieu depuis 2011 et la Déclaration de politique générale de 2016 fait peu mention de la décentralisation. Il en va de même dans des pays tels que le **Cameroun** et l'**Angola**, où le président exerce toujours un contrôle sur les autorités locales. Au Cameroun, depuis 2017, les élections locales ne cessent d'être reportées et les conseils régionaux, créés par la Constitution de 2008, demeurent inactifs. En Angola, le Parlement a approuvé un plan pour la tenue des premières élections locales en 2022. Dans des pays tels que la **Côte d'Ivoire** et le **Mali**, les compétences des CT et leurs réformes ont été retardées ou limitées par les conflits civils. Dans le premier cas, une nouvelle Constitution a été adoptée en 2016, garantissant le principe de l'autonomie locale. La Côte d'Ivoire a par ailleurs indiqué que les CT sont pleinement impliquées dans son Comité national de pilotage sur les ODD et son Secrétariat technique permanent⁴⁴. Au Mali, des réformes juridiques sont actuellement en cours, qui comprennent notamment l'adoption d'une nouvelle Constitution. Le pays a récemment ratifié la Charte africaine des valeurs et principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local. En **Tunisie**, l'adoption du Code des collectivités locales, ainsi que de nouvelles lois électorales aux niveaux régional et local, ont constitué des étapes majeures dans la transition démocratique du pays.

Néanmoins, dans d'autres pays, les réformes de décentralisation sont au point mort. Dans ces pays, l'environnement institutionnel est globalement défavorable à l'action des CT⁴⁵. En **Égypte**, les dernières élections locales ont eu lieu en 2008 et le pays fonctionne sans conseils municipaux depuis 2011, date à laquelle un tribunal a dissous le parti au pouvoir après le soulèvement populaire qui a mis fin au règne du président Hosni Moubarak. Au **Soudan** et en **Somalie**, la stabilité demeure trop fragile pour améliorer les environnements institutionnels existants pour les CT. Le pouvoir dans ces pays reste donc très centralisé et la place accordée aux demandes de participation et de transformation des services liées aux engagements de 2030 reste restreinte. Le **Mozambique** et le **Togo**, bien que faisant partie de cette catégorie de pays, ont contribué à

faire avancer le processus de décentralisation. Le Mozambique a par exemple adopté en 2018 une nouvelle disposition constitutionnelle destinée à renforcer les processus de décentralisation par rapport à l'administration publique déconcentrée. Cette disposition devrait conduire à l'élection directe des dirigeants des organes exécutifs provinciaux lors des prochaines élections générales d'octobre 2019. Le Togo a également connu une évolution positive, en organisant ses premières élections locales depuis trente-deux ans, qui ont eu lieu en juin 2019⁴⁶.

La décentralisation de l'État n'est cependant qu'une partie du défi de la localisation des agendas mondiaux en Afrique, bien qu'elle soit un axe essentiel pour la réalisation des ODD.

Organisation territoriale : structure des gouvernements locaux et régionaux

L'organisation territoriale aux niveaux local et régional varie considérablement sur le continent et reflète la grande diversité des CT, allant de vastes régions métropolitaines à des villes de taille moyenne ou des petites villes, en passant par des communes, régions, comtés et départements ruraux. Toutes correspondent à des échelons de pouvoir, des capacités et des ressources différents pour l'engagement en faveur des ODD. Dans de nombreux pays, les réformes juridiques et territoriales pour les CT et la participation citoyenne sont récentes ou en cours. Selon l'Observatoire de la décentralisation de CGLU Afrique, il n'y existe pas de corrélation clairement établie entre les taux d'urbanisation et le nombre de CT dans les pays. Le tableau 3 donne un aperçu des systèmes de CT et de l'organisation territoriale dans différents pays.

Un certain nombre de tendances générales se dessinent. Les pays francophones sont généralement organisés en trois échelons ou plus de collectivités locales et régionales – même si certaines d'entre elles peuvent être considérées comme des divisions administratives et non comme des CT élues –, tandis que les pays anglophones en ont généralement deux. Un grand nombre de pays ont établi des dispositions pour distinguer les zones rurales des zones urbaines. Parmi eux, le Burkina Faso, le Cameroun et le Mali font la distinction entre les communes urbaines et rurales. Le Bénin distingue quant à lui les communes ordinaires des trois principales villes du pays qui ont un statut spécial. La Guinée, le Malawi, le Niger, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe accordent également un statut spécial à des villes ou municipalités urbaines spécifiques. L'Afrique du Sud et le Ghana opèrent des distinctions entre les régions métropolitaines, ainsi qu'entre les municipalités et les districts ordinaires. Néanmoins, la diversité de l'expérience africaine en matière de répartition des pouvoirs et des compétences empêche une fois de plus toute généralisation.

En outre, des réformes de régionalisation ont été mises en œuvre au cours de la dernière décennie⁵⁰. Comme mentionné ci-dessus, depuis 2015, dans le cadre de la « régionalisation avancée », les régions du Maroc sont devenues des entités autonomes. En Mauritanie, en 2018, quinze régions administratives

Encadré 1

L'égalité des sexes dans la politique locale

L'Afrique du Sud, Eswatini, le Kenya, la Namibie, le Rwanda, la Tanzanie, la Tunisie, la Zambie et le Zimbabwe comptent parmi les pays qui ont créé des dispositions juridiques et des plateformes pour favoriser la participation des citoyens à l'administration locale, en mettant notamment l'accent sur l'égalité des sexes. La participation et la représentation égales des femmes dans les processus décisionnels locaux sont essentielles pour donner la priorité aux besoins et aux intérêts des femmes et pour développer les agendas des gouvernements locaux, afin d'accélérer le développement économique local (DEL) et les processus de localisation.

Les pays qui ont inscrit dans leur Constitution des quotas pour les candidats ou qui ont adopté le principe de la parité dans des lois électorales ont généralement une représentation féminine plus importante dans leurs conseils. En 2018, sur les quarante-neuf pays évalués⁴⁷, seuls six avaient mis en œuvre plus d'une politique électorale tenant compte de l'égalité des sexes. Le Rwanda se distingue pour avoir le plus haut niveau de participation des femmes au Parlement national (63,8 %), ainsi qu'au niveau des conseils municipaux (40 %), à la suite des élections locales de 2016⁴⁸.

De plus, malgré la proportion très importante des jeunes dans les populations du continent, la participation des jeunes aux processus civiques et politiques officiels reste faible, en particulier chez les jeunes femmes⁴⁹. Les droits des citoyens s'identifiant comme lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers, intersexuels, asexués et toutes les autres orientations et identités sexuelles (LGBTQIA+) à participer pleinement à la vie civique ne sont pas protégés dans la plupart des pays africains, et sont, dans certains cas, encore criminalisés.

naissantes ont fusionné dans six régions, et sont dotées d'un conseil régional élu qui à son tour élit les gouverneurs. Au Ghana, le référendum national de décembre 2018 a permis de créer six nouvelles régions, ce qui porte leur nombre total à seize. Celles-ci sont dirigées par des conseils régionaux de coordination déconcentrés. Au Cap-Vert, une loi sur la régionalisation en cours de finalisation devrait créer des régions dans un avenir proche. De même, au Mozambique, les gouverneurs provinciaux devraient être élus lors des élections générales de 2019 susmentionnées. À l'inverse, au Sénégal, la phase III de la décentralisation a conduit à la suppression des régions et a accordé à quarante-cinq départements le statut de collectivité locale, tout en reclassant les communes comme urbaines ou rurales.

En revanche, le Cameroun, la Namibie et le Tchad ont enregistré de faibles avancées. En Namibie, les gouverneurs régionaux nommés par l'État sont censés favoriser une bonne coordination entre l'état et les conseils régionaux élus, mais les compétences du gouvernement central doivent encore être dévolues aux conseils régionaux. De même, au Cameroun, les conseils régionaux restent inactifs depuis leur création *de jure* en 2004. Enfin, au Tchad, douze ans après avoir établi le statut des régions, des départements et des communes, les premières élections locales ont eu lieu dans 42 communes, tandis que la nomination des maires dans les 323 communes restantes incombe à l'État.

Tableau 3 Système politique, organisation territoriale et nombre de collectivités territoriales par pays (2018)

2018	Système politique / Forme de l'État	Nombre total de CT	1 ^{er} niveau (municipal)	2 ^e niveau (intermédiaire)	3 ^e niveau (régional)
Afrique du Sud	République / Quasi fédérale	266	257		9
Algérie	République / Unitaire	1 589	1 541	48	
Angola	République / Unitaire	181	163		18
Bénin	République / Unitaire	77	77		
Botswana	République / Unitaire	16	16		
Burkina Faso	République / Unitaire	364	351		13
Burundi	République / Unitaire	119	119		
Cap-Vert	République / Unitaire	22	22		
Cameroun	République / Unitaire	370	360		10
Comores	République / Fédéral	57	54		3
Côte d'Ivoire	République / Unitaire	234	201		33
Djibouti	République / Unitaire	8	3		5
Égypte	République / Unitaire	407	380		27
Érythrée	République / Unitaire	56	56		
Eswatini	Monarchie constit. / Unitaire	68	68		
Éthiopie	République / Fédéral	927	916		11
Gabon	République / Unitaire	97	50	47	
Gambie	République / Unitaire	122	114		8
Ghana	République / Unitaire	254	254		
Guinée	République / Unitaire	350	342		8
Guinée-Bissau ⁵¹	République / Unitaire	(46)	(37)		(9)
Guinée équatoriale	République / Unitaire	30	30		
Kenya	République / Unitaire	47	47		
Lesotho	Monarchie constit. / Unitaire	86	86		
Liberia	République / Unitaire	102	102		
Libye	République / Unitaire	120	120		
Madagascar	République / Unitaire	1 723	1 695	22	6
Malawi	République / Unitaire	35	35		

2018	Système politique / Forme de l'État	Nombre total de CT	1 ^{er} niveau (municipal)	2 ^e niveau (intermédiaire)	3 ^e niveau (régional)
Mali	République / Unitaire	763	703	49	11
Maroc	Monarchie constit. / Unitaire	1 625	1 538	75	12
Maurice	République / Unitaire	143	130	12	1
Mauritanie	République / Unitaire	233	218		15
Mozambique	République / Unitaire	64	53		11
Namibie	République / Unitaire	71	57		14
Niger	République / Unitaire	262	255		7
Nigeria	République / Fédéral	811	774		37
Ouganda	République / Unitaire	169	169		
Rép. centrafricaine	République / Unitaire	181	174		7
Rép. dém. du Congo	République / Unitaire	337	311		26
Rép. du Congo	République / Unitaire	18	6		12
Rwanda	République / Unitaire	30	30		
Sao Tome et Principe	République / Unitaire	9	7		2
Sénégal	République / Unitaire	602	557	45	
Seychelles	République / Unitaire	25	25		
Sierra Leone	République / Unitaire	22	22		
Somalie	République / Fédéral	n.d.	n.d.		6
Soudan	République / Fédéral	154	136		18
Soudan du Sud	République / Fédéral	115	83		32
Tanzanie	République / Unitaire	200	169		31
Tchad	République / Unitaire	507	377	107	23
Togo	République / Unitaire	161	117	39	5
Tunisie	République / Unitaire	374	350		24
Zambie	République / Unitaire	103	103		
Zimbabwe	République / Unitaire	102	92		10
TOTAUX		14 854	14 246	289	319

Principales fonctions et responsabilités des collectivités territoriales

La plupart des pays africains reconnaissent l'existence des CT et ont établi des administrations déconcentrées au niveau provincial et régional. Cependant, les découpages territoriaux aux niveaux régional, municipal et inframunicipal, ne sont pas toujours clairs ou reconnus par la Constitution ou d'autres lois. De plus, pour de nombreux pays, la répartition des fonctions, compétences et pouvoirs aux niveaux intermédiaires et des administrations déconcentrées municipales et inframunicipales, n'est pas clairement établie ou reste ambiguë. Une plus grande clarté autour des compétences attribuées aux différentes administrations est nécessaire pour une localisation réussie des ODD, tout en prenant en compte le caractère multidimensionnel de ces Objectifs et les réalités locales sur le terrain.

Au regard des dynamiques actuelles, le rôle des villes intermédiaires devient plus important dans la fourniture de services et d'équipements publics pour relier les zones rurales et urbaines, mais ceci n'est pas toujours reflété dans leurs mandats. De même, les gouvernements des villes métropolitaines sont souvent confrontés à une inadéquation entre leurs frontières administratives relativement statiques et la croissance tentaculaire des zones urbaines informelles. Tout cela tend à limiter leur marge de manœuvre quant à la mise en œuvre des ODD.

Par ailleurs, la capacité des CT à fournir des services est souvent mise à mal par la survenue de nombreux aléas naturels et des catastrophes liées aux changements climatiques qui impactent les villes. Cette situation est d'autant plus paradoxale que les villes sont généralement dépourvues de financement et des compétences nécessaires pour planifier ou prendre en charge les coûts liés à la prévention et à l'action face aux catastrophes. Des pays comme la Sierra Leone ont récemment connu des inondations extrêmes qui ont emporté des infrastructures et perturbé le fonctionnement des services publics. Les CT du Liberia, de Guinée et plus récemment, de République centrafricaine et de République démocratique du Congo, ont par ailleurs dû faire face à l'urgence engendrée par l'épidémie Ebola. Dans ce contexte, on ne peut sous-estimer le fardeau que représentent l'adaptation au climat, la prévention et l'atténuation des risques de catastrophe pour les communes qui ont déjà du mal à répondre aux demandes de services de base de leurs résidents.

Il existe des différences importantes entre les pays et les secteurs dans la mesure où les CT africaines exercent un contrôle direct ou ont un pouvoir de décision par la propriété ou par la gestion directe des infrastructures et des services qu'elles doivent fournir dans le cadre des compétences qui leur sont dévolues⁵². Cela a des implications majeures dans leur capacité à planifier et à réaliser les objectifs liés à l'ODD 11 urbain, comme le ramassage des déchets, les transports publics et le logement, mais aussi à assurer la prestation de services comme la santé (ODD 3), l'éducation (ODD 4) ou l'eau potable (ODD 6), qui sont principalement fournis dans les villes. Ces compétences sont parfois exercées au niveau national ou régional ou par le biais d'organismes étatiques ou d'entreprises publiques. Ainsi, à mesure que le nombre d'entreprises publiques et d'autres organismes étatiques impliqués dans la gestion des infrastructures urbaines augmente, les coûts de gouvernance et d'administration augmentent et la planification du développement et les relations clients deviennent plus complexes⁵³. L'amélioration de la gouvernance multiniveaux des infrastructures et des services publics est dans ce cadre nécessaire. Elle passe par une réforme des entreprises publiques et la promotion de mesures novatrices dans les domaines des transports, de l'eau, des déchets, des TIC et de l'énergie, qui soient adaptées à chaque contexte particulier afin d'assurer une plus grande efficacité et l'accès de tous à des services publics de qualité. La réforme réussie de la Société nationale des eaux et des égouts de l'Ouganda en est un exemple, qui a transformé une entreprise déficitaire en un prestataire de services très efficace. Le Burkina Faso, le Kenya, le Mozambique, le Niger, le Sénégal et la Zambie ont également réussi à réformer leurs services d'approvisionnement en eau, en faisant appel au secteur privé et en améliorant leur système de gouvernance interne grâce à des contrats basés sur les performances et à la surveillance par des tierces parties. Toutefois, dans d'autres pays, les entreprises publiques restent peu performantes et les tentatives de réforme se sont révélées infructueuses (ESKOM en Afrique du Sud).

Les prestataires informels de services dans ces domaines représentent également une part essentielle, mais peu documentée, de la prestation de services à certaines des populations urbaines les plus pauvres d'Afrique. Selon ONU-Habitat, 55 % des citoyens vivent dans des logements informels en Afrique (et jusqu'à 90 % dans les pays d'Afrique centrale comme la République centrafricaine et le Tchad), ce qui rend impératif la prise en compte des acteurs informels dans le processus de prestation des services de base. Reconnaître l'importance des acteurs communautaires permet de développer d'autres modèles décentralisés de prestation de services, de manière à renforcer l'appropriation locale et à rendre ces services plus durables sur le plan économique et environnemental. En Égypte et au Ghana, par exemple, les ramasseurs de déchets informels font désormais partie du secteur de la gestion des déchets solides, tandis qu'au Kenya ou au Bénin les organisations locales ont étendu les infrastructures d'approvisionnement en eau et en

Une plus grande clarté autour des compétences attribuées aux différentes administrations est nécessaire pour une localisation réussie des ODD, tout en prenant en compte le caractère multidimensionnel de ces Objectifs et les réalités locales sur le terrain.

assainissement à des zones urbaines non planifiées, gérant la collecte et la facturation dans ces zones au nom de la compagnie de distribution d'eau et d'assainissement (voir section 3).

Les chefs et les autorités traditionnelles figurent parmi les acteurs les plus importants au niveau local en Afrique, jouant un rôle d'auxiliaire des collectivités locales. Leur rôle dans la gouvernance est dans certains cas légalement reconnu par le gouvernement national, comme au Botswana, en Sierra Leone, en Zambie ou à Eswatini (voir encadré 2). Toutefois, dans la plupart des pays, le rôle des chefs traditionnels dans le développement n'est pas reconnu, réglementé ou financé, avec les répercussions que cela implique dans des domaines tels que l'attribution, le contrôle et la gestion des terres. Il s'agit là d'une différence cruciale entre la Charte africaine des valeurs et principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local (2014), qui reconnaît le rôle de ces autorités traditionnelles, et la précédente Charte africaine de la démocratie (2007), qui ne le reconnaissait pas⁵⁴.

Parmi les autres structures et associations locales qui jouent un rôle crucial dans la prestation de services au niveau du quartier, on peut citer les assemblées de résidents et comités de rue, les groupes de surveillance de quartier, les garderies d'enfants à domicile, mais aussi les grandes entreprises (les entreprises minières), ainsi que les organisations non gouvernementales (ONG) ou les organisations internationales. Toutes ces structures contribuent de près ou de loin à la prestation de services au niveau local, même si elles ne sont pas toujours reconnues, soutenues ou démocratiquement responsables.

Il est fondamental de reconnaître le rôle et la contribution de toutes les parties prenantes à tous les niveaux afin de les mettre au service de la réalisation des ODD. Cela passe par des modalités de coproduction, à travers l'engagement communautaire et des associations locales, ou par des partenariats public-privé-population (PPPP) et des modèles de gestion déléguée, qui permettent de préserver l'inclusion et la responsabilité. Ces partenariats peuvent générer des externalités positives allant au-delà de la simple prestation et gestion des services et des infrastructures : ils peuvent notamment contribuer à renforcer l'adaptabilité et la résilience des villes. L'expérience d'organisations communautaires telles que Slum Dwellers International (SDI) montre à quel point les collaborations avec des populations organisées peuvent s'avérer essentielles pour à la fois améliorer et assainir les bidonvilles, mais aussi réduire les risques urbains et renforcer la résilience (voir section 3)⁵⁶. La campagne et le programme *Know Your City* lancés par SDI et CGLU Afrique, avec la collaboration de Cities Alliance, constituent un bon exemple de partenariat qui contribue à la mise en œuvre de l'ODD 11.

Le financement des collectivités locales et régionales

Les finances constituent un enjeu clé sur lequel les CT ne peuvent agir seules, et pourtant les besoins fiscaux en Afrique sont les plus importants parmi tous les continents. Les besoins en infrastructures sur

Encadré 2

Les ODD et les autorités traditionnelles à Eswatini

Au cours de la dernière décennie, le gouvernement du Royaume d'Eswatini a entrepris d'importantes réformes de l'administration locale. L'un des principaux changements de politique, conformément à la Constitution de 2005 et à la politique de décentralisation de 2006, a été l'inclusion des autorités traditionnelles ou *Tinkhundla* dans le gouvernement administratif. Cela a été rendu possible grâce à la création du ministère de l'Administration et du Développement des *Tinkhundla* (MTAD) en 2009. Les principales responsabilités du MTAD consistent notamment à améliorer la capacité des *Tinkhundla* et des chefferies régionales à planifier, mettre en œuvre, gérer et assurer le suivi des programmes de développement social et la prestation de services de base pour leurs populations. Cinquante-cinq *Tinkhundla* couvrent l'ensemble du pays, ce qui a permis de rapprocher la monarchie de ses citoyens. Cependant, les réformes politiques qui ont été initiées ne correspondent pas au cadre fixé par la Constitution de 2005, qui demande à ce que les gouvernements locaux soient pleinement responsables et solidaires, là où les chefs ne sont pas responsables devant leurs concitoyens mais devant le Roi ou Ngwenyama⁵⁵.

le continent africain sont estimés entre 130 et 170 milliards d'USD par an⁵⁷. Cette estimation est basée sur les modèles actuels de prestation de services et mériterait d'être actualisée en prenant en compte le coût de solutions alternatives et plus décentralisées.

La disponibilité limitée de ressources fiscales pour les CT africaines nuit gravement à l'impact que peuvent avoir des politiques autonomes. Les efforts des CT pour promouvoir l'importance de la localisation des financements pour une urbanisation durable ont été récompensés dans le Programme d'action d'Addis-Abeba, qui prévoit notamment l'attribution de compétences fiscales autonomes et adaptées au niveau local et régional (paragraphe 34). Ceci est crucial pour la mise en œuvre d'agendas de développement mondiaux plus larges sur le continent. L'autonomie et l'efficacité fiscales des CT et leur capacité à innover dans la mise en œuvre des ODD dépendent largement de leur capacité à mobiliser efficacement des ressources, à établir leurs propres priorités en matière de dépenses, et à emprunter.

Les données fiscales aux niveaux local et régional sont particulièrement difficiles d'accès dans de nombreux pays africains⁵⁸. Quelques pays disposent de données complètes et fiables accessibles en ligne (l'Afrique du Sud et le Maroc). Plusieurs pays ont des lois qui exigent de rendre publique la documentation fiscale, par exemple le Botswana et le Kenya. De nombreux pays ont entrepris de renseigner leurs finances publiques au niveau local et régional. Selon CGLU Afrique, au moins 151 CT ont depuis 2016 fait l'objet d'une évaluation des dépenses publiques et de la responsabilité financière (PEFA en anglais). Cela comprend toutes les provinces d'Afrique du Sud (2013-2017), les régions d'Éthiopie (2007-2015) et du Nigeria (2008-2017), et des capitales telles qu'Anta-

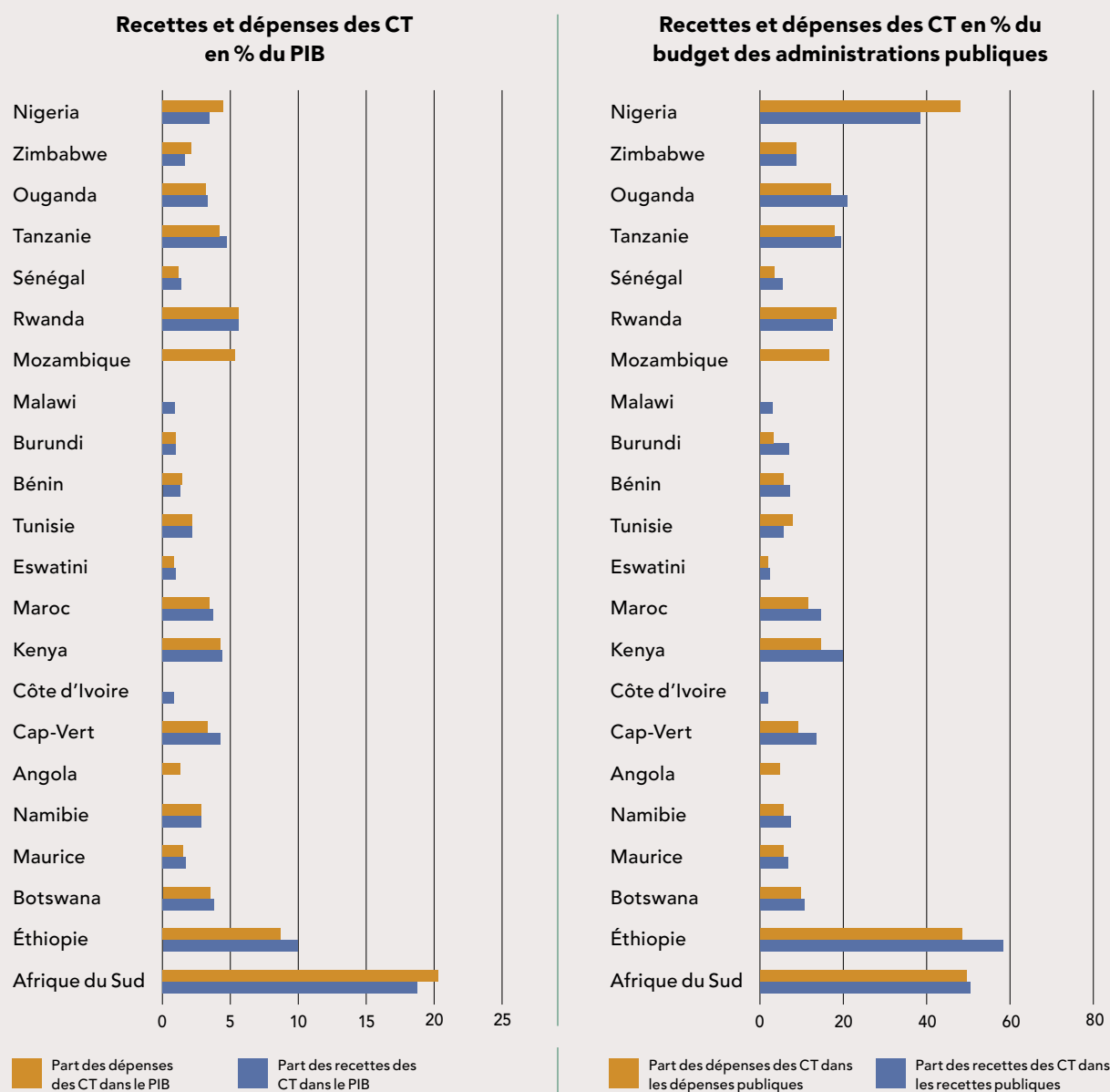
nanarivo, Cotonou, Dakar, Douala, Johannesburg, Kampala, Ouagadougou, Nouakchott, Tshwane et Tunis. Malgré ces cadres juridiques et fiscaux, la disponibilité des données reste problématique. Presque tous les pays africains (à l'exception de l'Afrique du Sud) sont situés en bas du classement dans l'indice de transparence budgétaire, ce qui suggère que, même lorsque les données sont collectées, d'autres facteurs peuvent limiter la transparence⁵⁹.

Lorsque des données sont disponibles pour la comparaison entre les pays, il existe de grandes différences dans les modes de financement des CT (voir graphique 1). Il est cependant important de noter que les CT des pays fédéraux (Nigeria, Éthiopie et Afrique

du Sud) contrôlent environ la moitié des recettes et des dépenses des États. Ce contrôle est principalement exercé par les États fédérés ou les provinces, et non au niveau local. Au Nigeria, les États sont responsables de 37 % des dépenses totales (plus de 55 % de l'investissement public total) et de 26,9 % des recettes publiques, tandis que les collectivités contribuent à 11 % du total des dépenses publiques.

Dépenses. Le tableau 4 illustre également les grandes disparités entre les villes et les pays. Ce tableau ne permet toutefois pas de voir la répartition par type de recettes (en distinguant par exemple entre les recettes propres et les subventions). Cette remarque est importante, car la collecte de fonds

Graphique 1 Part des recettes et des dépenses des collectivités territoriales dans le PIB et le budget des administrations publiques par pays, 2016



propres peut être améliorée par des mesures de revalorisation locales (comme la mise à jour du cadastre) et elle permet de hiérarchiser les dépenses au niveau local. En revanche, les subventions dépendent des contributions nationales et peuvent être assorties de conditions. Ainsi, des niveaux plus élevés de recettes propres peuvent indiquer des niveaux plus élevés d'autonomie locale et régionale.

Si l'on s'intéresse aux villes, les gouvernements locaux y ont différents niveaux d'autonomie. Cela dépend de la manière dont ces derniers s'intègrent dans l'architecture fiscale des pays et des régions. Cela a aussi des implications sur la solidité fiscale de ces villes et sur leur capacité à relever les défis de l'urbanisation durable. Il convient de noter que la structure fiscale des pays est souvent inégale, avec différents types de responsabilités attribuées à différents types de zones (urbaines, rurales, métropolitaines, zones économiques spéciales – ZES, etc.). Ces différences se confirment lorsque l'on compare les villes primaires et secondaires d'un même pays. En termes de dépenses par habitant, les données de l'Observatoire des finances locales de CGLU Afrique suggèrent qu'il existe des pays ayant des dépenses plus élevées dans les villes primaires et d'autres ayant des dépenses plus élevées dans les villes secondaires. Par exemple, Cotonou (qui est la capitale économique du Bénin) dépense presque cinq fois plus par habitant que la ville de Nikki ; et, au Burundi, Bujumbura dépense presque quatre fois plus que Gitega. Dans ces contextes, les grandes villes peuvent être nettement mieux dotées en ressources que les petites zones

urbaines. Leur capacité de dépenses reste pourtant toujours inférieure à celle des villes primaires du reste du monde, ce qui réduit leur capacité à financer la prestation de services publics, l'exploitation et l'entretien des infrastructures et les investissements réels. En revanche, Kenitra au Maroc dépense 50 USD par habitant, alors que Rabat ne dépense que 5 USD par habitant. Dans de tels cas, il peut y avoir des déséquilibres dans la structure de l'allocation fiscale ou bien les investissements urbains sont directement financés par le gouvernement national et ne sont pas reflétés dans les données fiscales au niveau local⁶⁰.

Le contrôle des postes de dépenses est essentiel pour l'autonomie fiscale des CT. La nature des dépenses a des implications importantes sur la capacité des CT à orienter les processus de développement. La plupart des dépenses publiques sont réparties en trois catégories. Ces catégories diffèrent en termes de terminologie et de portée d'un pays à l'autre. D'une part, les dépenses de personnel et les dépenses d'exploitation et d'entretien constituent généralement les dépenses courantes ou de fonctionnement des CT. D'autre part, le fait que les CT soient capables de mener à bien des investissements (également appelés dépenses d'investissement ou de développement) dans les zones locales permet l'inclusion politique des populations. La citoyenneté trouve des implications tangibles dans la participation aux élections locales et dans la promotion de la responsabilité locale ainsi que dans l'engagement dans des processus participatifs.

À mesure que les systèmes financiers des pays

Tableau 4 CGLU Afrique, Observatoire des finances locales 2018, villes sélectionnées

Région	Afrique australe		Afrique de l'Est		Afrique de l'Ouest		Afrique du Nord		Afrique centrale
Pays	Malawi		Burundi		Bénin		Maroc		Congo (Rép.)
Ville	Lilongwe	Blantyre	Bujumbura	Gitega	Cotonou	Nikki	Rabat	Kenitra	Brazzaville
Revenus réels d'exploitation (en millions)	3,880	2,201	1,68	0,247	21,393	0,765	12,366	26,377	28,692
Dépenses réelles d'exploitation (en millions)	1,292	411,65	1,76	0,159	10,670	0,385	5,972	19,765	18,025
Épargne brute (en millions)	2,587	1,790	0,081	0,088	10,722	0,379	6,393	6,611	10,666
Revenus réels d'exploitation/hab.	3,53	4,58	4,51	1,16	31,51	6,73	10,22	67,59	6,21
Dépenses réelles d'exploitation/hab.	1,17	0,86	4,73	0,75	15,71	3,39	4,94	50,64	3,9
Dépenses en capital/hab.	0	0	1,42	1,30	14,63	5,81	0,58	43,71	0
Dépenses de personnel/revenus d'exploitation	30,9 %	7,84 %	68,73 %	62,12 %	30,35 %	20,64 %	46,34 %	56,82 %	62,72 %
Marge d'autofinancement	66,69 %	81,3 %	-4,87 %	35,53 %	50,12 %	49,66 %	51,71 %	25,07 %	37,18 %
Taux de couverture des coûts d'exploitation	33,31 %	18,7 %	104,87 %	64,47 %	49,88 %	50,34 %	48,29 %	74,93 %	62,82 %

Note : Totaux en USD, budgets de 2015-2016.

Source : CGLU Afrique (2018), « État des finances locales en Afrique ».

En Afrique, en 2016, l'investissement public aux niveaux local et régional représentait moins de 20 % de l'investissement public total et 0,9 % du PIB en moyenne. Dans des villes comme Abidjan, en Côte d'Ivoire, le budget municipal total n'atteint que 0,02 USD par habitant.

africains deviennent plus complexes, on observe de plus en plus de divergences sur le continent (voir le graphique 1 pour des exemples). Il existe plusieurs cas extrêmes : en Angola, à Eswatini, au Burundi, au Sénégal et au Mozambique, les données de 2016 indiquent que moins de 5 % des dépenses publiques totales sont contrôlées par les collectivités locales. Le Mozambique est un exemple particulièrement frappant, où environ un tiers des dépenses publiques sont effectuées au niveau local et régional, dont 16,6 % des dépenses publiques totales sont contrôlées par des organismes déconcentrés (districts) et 15,2 % par le niveau provincial (qui comprend l'administration de la ville de Maputo). Dans les deux cas, l'État a exercé un contrôle important, mais cela devrait commencer à changer avec les tendances à la régionalisation et les élections des gouverneurs provinciaux en 2019. En 2016, les municipalités représentaient 1,6 % des dépenses publiques totales⁶¹. À l'autre extrême, les gouvernements locaux du Kenya, de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Rwanda, de l'Afrique du Sud et de l'Éthiopie dépensent plus de 15 % des dépenses publiques totales. En Éthiopie, les données indiquent que la part des dépenses des CT dans celles de l'État fédéré varie de 38 % des dépenses effectuées au niveau du *woreda* (district), dans la région Afar, à 56 % dans la région du Tigré⁶².

En Afrique, en 2016, l'investissement public aux niveaux local et régional représentait moins de 20 % de l'investissement public total et 0,9 % du PIB en moyenne⁶³. Les ressources pour financer les investissements sont négligeables dans la plupart des CT en Afrique subsaharienne, où le budget municipal total n'atteint que 0,02 USD par habitant dans des villes comme Abidjan en Côte d'Ivoire⁶⁴. Dans certains pays, par exemple au Kenya, il existe des réglementations qui indiquent quelle part d'un budget peut être consacrée à chaque priorité (pour qu'un budget soit adopté, au moins 30 % doivent être alloués au développement). Cela constitue une limite importante à ce que les CT peuvent faire pour atteindre les ODD. Dans d'autres pays, les CT ont plus d'autonomie pour décider de leurs priorités en termes de dépenses.

De même, les CT sont parfois contraintes de faire des compromis difficiles entre l'exploitation et l'entretien d'une part, et l'investissement d'autre part, ce qui peut conduire à une situation où les infrastructures ne sont pas suffisamment entretenues (car il est politiquement plus intéressant d'investir dans de nouveaux

projets). En effet, si de nombreux investissements publics urbains sont décidés et gérés par l'État ou les services publics étatiques, l'exploitation et l'entretien sont des compétences transférées aux CT qui ne faisaient pas partie de la planification initiale ou qui n'ont pas les ressources financières et humaines pour y faire face.

Recettes propres. Les recettes locales et régionales sont généralement constituées de transferts provenant des niveaux supérieurs de l'administration et de recettes propres provenant des impôts, des taxes et des redevances. Les recettes aux niveaux local et régional sont donc le fruit d'un système complexe de transferts fiscaux, de la conditionnalité imposée par l'État central et des décisions locales en matière de recettes.

Selon la théorie des finances publiques, les transferts visent à surmonter le dysfonctionnement entre la capacité des CT à percevoir des recettes et les exigences de dépenses qui leur sont imposées. Dans les gouvernements unitaires et les économies à faible revenu, les subventions et les aides de l'État ont tendance à dominer les sources de revenus aux niveaux local et régional⁶⁵. C'est le cas dans la plupart des pays africains, avec quelques exceptions notables telles que le Maroc, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe. Les transferts du gouvernement central vers les autorités locales et régionales sont déterminés de différentes manières dans les différents pays. Il existe globalement un manque de transparence et de prévisibilité, ce qui rend difficile la planification et l'exécution des projets par les CT⁶⁶.

L'ampleur et le volume relatifs des transferts fiscaux aux CT varient considérablement d'un pays à l'autre, ainsi qu'entre et parmi les CT au sein d'un même pays. Dans certains cas, les grandes villes ayant une plus grande capacité de recouvrement des recettes reçoivent des flux de subventions inférieurs à ceux des petits centres urbains ou des zones rurales. Par exemple, Addis-Abeba ne reçoit presque rien en subventions nationales alors que les villes éthiopiennes plus petites tirent la majorité de leurs recettes de l'État central. De même, en Afrique du Sud, les gouvernements métropolitains reçoivent des subventions plus faibles par habitant que les villes secondaires. Dans l'ensemble, cependant, les transferts intergouvernementaux ne représentent qu'une faible part des recettes totales des CT sud-africaines en comparaison à la plupart des autres CT du continent. La nature des subventions reçues par les CT est tout aussi importante que leur montant. Il n'est pas rare que les subventions soient assorties de conditions. Celles-ci permettent un niveau de contrôle plus élevé, mais limitent également la flexibilité des CT car ces dépenses sont liées et très étroitement surveillées, laissant peu de marge de manœuvre pour l'innovation.

De nombreux gouvernements nationaux africains ont résisté à la décentralisation fiscale, en particulier lorsqu'il s'est agi de transférer des recettes collectées au niveau central aux CT, ou d'allouer à ces dernières des rentrées de fonds de grande valeur. Selon l'évaluation institutionnelle des gouvernements locaux en Afrique, 31 pays n'effectuent pas de transferts de ressources ou le

font de manière irrégulière, et 12 pays transfèrent des ressources et les distribuent entre les gouvernements locaux, mais les montants annuels et les méthodes de répartition ne sont ni transparents ni prévisibles⁶⁷. Parallèlement à cela, les attentes croissantes vis-à-vis des autorités locales sur ce qu'elles peuvent et doivent offrir à leurs résidents exigent des niveaux de dépenses plus élevés. Les ODD accentuent ce décalage en imposant des exigences supplémentaires aux gouvernements locaux et régionaux (et en particulier aux collectivités locales) pour qu'ils puissent respecter les programmes définis au niveau mondial. Des responsabilités croissantes, associées à des recettes limitées et à des formules d'attribution de subventions partielles ou fragmentées, conduisent à un déséquilibre entre les compétences dévolues aux gouvernements locaux et les financements qui leur sont alloués, et à des ressources locales insuffisantes pour remplir leurs obligations⁶⁸. On observe à travers le continent un resserrement fiscal municipal en parallèle à une augmentation des attentes locales, sans les ressources fiscales correspondantes pour répondre à ces attentes.

Le resserrement budgétaire auquel sont confrontées la plupart des CT signifie qu'elles sont soumises à une pression croissante pour améliorer la génération de revenus. Tous les pays africains autorisent les CT à percevoir des recettes locales. Il peut s'agir d'impôts, de redevances et de taxes de toutes sortes. Or, dans la pratique, de nombreuses CT ne sont pas en mesure de percevoir des recettes propres comme prévu dans le budget.

En termes de recettes propres, l'impôt foncier constitue l'une des principales sources de recouvrement aux niveaux local et régional⁶⁹. Dans certains cas, l'impôt foncier est la source unique (à Maurice) ou la plus importante (représentant 95 % des recettes fiscales au Cap-Vert et en Afrique du Sud en 2016)⁷⁰. Dans certaines villes, comme à Addis-Abeba (Éthiopie), la location des terres (plutôt que l'impôt foncier) constitue une source de recettes importante aux niveaux local et régional⁷¹. Dans les deux cas, un système de cadastre actualisé et modernisé est essentiel, comme souligné par le directeur financier de Cotonou et l'ancien directeur financier de Port-Louis⁷². L'ancien directeur financier de Port-Louis, avec le soutien du gouvernement central et du bureau d'évaluation, a mis en œuvre depuis 2012 un système d'auto-évaluation de la taxe foncière et a cartographié les zones où les valeurs du cadastre ne sont pas à jour. Le directeur financier de Cotonou a mis en place un cadastre urbain en 1991, qui est devenu un outil accessible en ligne en 2012. La municipalité signe désormais un contrat annuel avec la Direction générale des impôts pour améliorer le recouvrement de l'impôt : au Bénin, en 2016, l'impôt foncier représentait 23,3 % des recettes fiscales des communes⁷³. De même, en Sierra Leone, les conseils locaux ont été tenus de mettre en place en 2017 un système de cadastre des propriétés pour faciliter le recouvrement.

De plus, la fiscalité locale, et la perception de l'impôt foncier en particulier, permettent de connecter les CT à leurs citoyens. Les réformes et les programmes visant à renforcer les recettes fiscales

des CT comportent un volet de sensibilisation de la population pour assurer un niveau élevé de respect des obligations par les contribuables. C'est notamment le cas à Mzuzu, au Malawi, avec la campagne « Ma ville, ma responsabilité ». Au terme d'un programme quinquennal de mobilisation des recettes (REMOP), les recettes de la ville ont été multipliées par sept pour atteindre plus de 350 millions d'USD en 2018⁷⁴.

Dans les cas où les services clés sont contrôlés par les CT, leur vente peut constituer une source précieuse de revenus. En Afrique du Sud, les redevances en eau et en électricité sont des sources de revenus essentielles pour les gouvernements métropolitains. Au Kenya, les gouvernements des comtés ont récemment été autorisés à percevoir des frais d'hospitalisation, qui constituent d'importantes sources de revenus aux niveaux local et régional. Toutefois, ces ressources sont de nature plus limitée que l'impôt foncier, car elles doivent servir à financer la prestation de services continue.

Les recettes perçues aux niveaux local et régional représentent une faible part des recettes publiques totales, à l'exception de l'Afrique du Sud, de l'Éthiopie, du Cap-Vert et du Mozambique, où les recettes perçues au niveau des CT représentent plus de 20 % des recettes publiques totales. Au Maroc, 80 % des budgets locaux proviennent des recettes fiscales et 7,5 % des taxes et redevances.

Avec une volonté politique suffisante, des changements institutionnels et l'adhésion des citoyens, le recouvrement des recettes propres pourrait être considérablement accru⁷⁵. Une stratégie intégrée de mobilisation des ressources nationales est nécessaire pour garantir que les nouvelles dispositions du droit financier mettent fin à la concurrence déloyale entre les territoires, qui privent actuellement les CT d'une part importante de leurs recettes. Les cadres de collaboration entre les CT et les gouvernements nationaux sont essentiels, car la part des recettes fiscales des CT est souvent redistribuée par le biais d'un système partagé et, dans de nombreux pays, les gouvernements nationaux ont le contrôle de l'assiette et du taux d'imposition. Le Parlement du Rwanda a récemment adopté des réformes fiscales visant à améliorer les taux de recouvrement de l'impôt foncier et à réduire progressivement la dépendance excessive à l'égard des transferts.

Le respect des règles par les contribuables reflète également la qualité du contrat social. En Ouganda, l'expérience de Kampala montre combien des réformes ont contribué à améliorer les notations de crédit et la possibilité pour la ville d'émettre sa première obligation municipale, sans pour autant conduire à des investissements extérieurs (voir encadré 3)⁷⁶. Dans la ville de Mzuzu mentionnée plus haut, qui est la troisième plus grande ville du Malawi, et dans le gouvernement de l'État de Lagos au Nigeria, la réforme fiscale a contribué à une augmentation significative du recouvrement des impôts, permettant ainsi de mobiliser des fonds qui pourraient être investis dans le développement urbain, les infrastructures de transport, le logement, le développement industriel et commercial⁷⁷.

Encadré 3

L'Autorité de la capitale de Kampala : accès au financement des infrastructures urbaines

En 2009, le programme de développement institutionnel et infrastructurel de Kampala a commandé une étude pour étudier les moyens de contractualiser la gestion de la ville, et ce afin d'améliorer les infrastructures urbaines et la prestation de services qui y sont associées dans toute la ville. Cette étude a abouti à une recommandation claire de créer l'Autorité de la capitale de Kampala (KCCA en anglais) par une loi du gouvernement national, où l'autorité elle-même serait responsable de l'administration de la ville en tant qu'entité de gestion séparée du bras politique de la ville⁷⁸.

La KCCA, qui a commencé ses activités en 2011, a reconnu que, face à une urbanisation rapide et à des ressources financières limitées, elle devrait prendre des mesures décisives pour renforcer sa solidité et sa stabilité organisationnelles. Grâce à une planification minutieuse et à un engagement à améliorer l'efficacité de la facturation et du recouvrement, la KCCA a pu augmenter le recouvrement des recettes de 89 % sur une période de quatre ans (2010/11-2014/15), créer un plan stratégique présentant une vision de l'avenir de la région métropolitaine et définir les projets nécessaires à moyen terme pour réaliser cette vision⁷⁹. La Déclaration de politique ministérielle de 2017-2018 montre que les flux de recettes ne cessent d'augmenter dans la ville (graphique 2)⁸⁰.

Néanmoins, malgré l'augmentation des rentrées financières et le renforcement de la gestion municipale, la KCCA n'a pas réussi à attirer les investissements extérieurs, qui sont d'une importance cruciale pour répondre à l'ampleur des besoins en infrastructures urbaines de la ville. La législation en vigueur interdit à la ville d'emprunter plus de 10 % de ses revenus annuels, ce qui signifie que les montants sont insuffisants pour réaliser le plan d'investissement à long terme de la ville. Cette incapacité à accéder au financement des infrastructures urbaines est le reflet d'une décentralisation financière incomplète, un phénomène qui touche de nombreuses villes de l'hémisphère sud⁸¹.

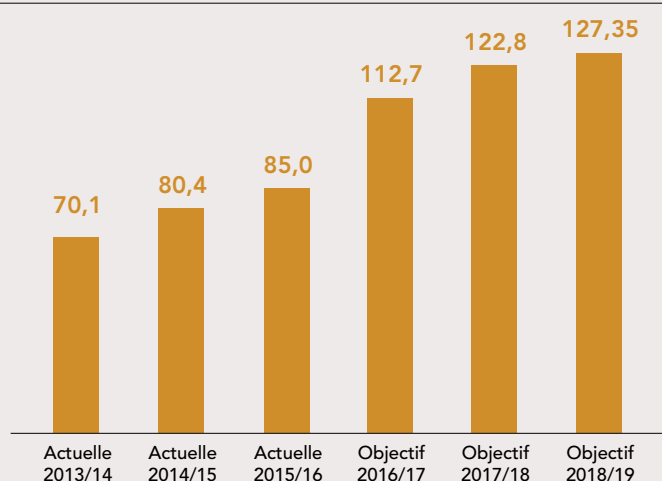
Accès au financement à long terme. En Afrique, le débat sur la manière de moderniser et de construire de nouvelles infrastructures, en particulier dans les domaines de l'énergie et des transports, est essentiel pour surmonter les clivages historiques et promouvoir une urbanisation durable. Les initiatives de financement des infrastructures doivent favoriser une plus grande intégration régionale et une meilleure productivité, et non pas uniquement remédier aux énormes déficits en matière d'infrastructures. Les programmes d'investissements stratégiques doivent prendre en compte la question de l'échelle en plus des besoins spécifiques de chaque contexte territorial. En outre, les CT doivent pouvoir accéder à un financement à long terme pour le DEL, soutenir leur part d'investissement dans les infrastructures en vue d'une croissance du PIB et atteindre une cohésion sociale et territoriale au sein du continent.

Dans le contexte du cadre des ODD, plusieurs rapports ont souligné la baisse des niveaux d'aide publique au développement en Afrique⁸². L'Afrique a été la plus grande bénéficiaire de l'aide publique au développement au cours des trois dernières décennies, bien que le rôle de cette aide ait été largement remis en question dans la promotion d'une bonne gouvernance et le soutien d'une approche intégrée et territoriale de la programmation des investissements. En outre, les engagements mondiaux en faveur des infrastructures africaines, toutes sources confondues, sont tombés à 62,5 milliards d'USD en 2016, soit le niveau le plus bas depuis cinq ans, en raison principalement d'une réduction des financements chinois et des investissements du secteur privé. Il existe également des différences régionales marquées en termes de destination des fonds pour financer les infrastructures, avec près d'un tiers des fonds acheminés en Afrique de l'Ouest, contre environ 20 % en Afrique du Nord et de l'Est et seulement 10 % en Afrique centrale et australe. La plupart des financements vont aux secteurs des transports, de l'eau et de l'énergie et moins de 3 % aux TIC, qui sont essentielles pour permettre des innovations technologiques pour la croissance économique et le développement⁸³.

Compte tenu de l'urgence de répondre au déficit de financement des infrastructures sur le continent, la création de plusieurs fonds multilatéraux spécifiques a été annoncée. Au niveau national, certains pays mettent en place des instruments financiers pour attirer les financements et renforcer la cohérence entre la politique nationale, les grands investissements d'infrastructures et le climat⁸⁴. Toutefois, ces instruments mettent peu l'accent sur la dimension urbaine et vont rarement au-delà des solutions classiques de financement du développement⁸⁵. Alors que l'emprunt est souvent considéré comme le meilleur (voire même souvent le seul) moyen pour les CT de mobiliser des capitaux pour financer leurs projets d'infrastructures, dans beaucoup de pays, les CT n'ont toujours pas l'autorisation légale d'emprunter et même, dans les cas où elles le peuvent, cette autorisation est souvent contrainte et difficile à mettre en œuvre : les projets à financer ne sont pas souvent conformes aux normes de faisabilité, de

Graphique 2

Projections des recettes locales (en milliards de shillings ougandais)





Trafic urbain à Kampala, Ouganda (photo : Carlos Felipe Pardo, bit.ly/30Sjzhj).

redevabilité, et de risques. Par conséquent, les CT ne sont pas en mesure d'accéder à la gamme complète des options de financement disponibles aux niveaux local, national ou mondial.

Même dans les cas où les CT peuvent emprunter, cela est souvent limité ou étroitement contrôlé (comme c'est le cas pour l'Afrique du Sud au niveau provincial, pour le Kenya et le Malawi). Les CT à Eswatini, au Botswana, en Zambie, au Zimbabwe, en Namibie et en Afrique du Sud (au niveau municipal) ont la possibilité d'emprunter sans restriction, mais leurs niveaux d'emprunt sont inconnus en raison du manque de données disponibles. Bien que dans de nombreux pays les CT puissent emprunter, elles peuvent ne pas être considérées comme solvables par les prêteurs. Il est donc important que les villes communiquent avec les établissements de crédit afin que les prêteurs aient une meilleure compréhension des contextes et des besoins financiers locaux.

Bien que le continent ne dispose pas de banque ou de fonds municipal, un certain nombre d'initiatives récentes visent spécifiquement à renforcer les moyens financiers de mise en œuvre des ODD en Afrique aux niveaux local et régional. Ces initiatives montrent qu'il est possible pour les villes de mobiliser des fonds privés remboursables des ressources pour financer leur développement, tout en permettant de donner des exemples et de tirer des enseignements pour déclencher un cercle vertueux de changement par la transformation.

Avec le soutien de la Banque africaine de développement (BAD), CGLU Afrique a lancé une Agence territoriale Afrique pour mettre en place un fonds coopératif financé par un apport initial des principales villes du continent (une vingtaine de villes au départ)⁸⁶. Le programme vise à aider les villes à obtenir des fonds supplémentaires auprès des institutions financières et des marchés financiers

pour financer leurs investissements. CGLU Afrique a lancé un appel à manifestation d'intérêt en janvier 2019 afin de mobiliser un premier groupe de villes et de collectivités locales pour en être les membres fondateurs.

Les banques de développement et les bailleurs de fonds internationaux peuvent aider les États et les villes à renforcer les capacités techniques et la solvabilité nécessaires pour débloquer et élargir l'accès au financement, par exemple par la création d'institutions financières des collectivités locales⁸⁷. Un travail important dans ce domaine est en cours en Afrique de l'Ouest (voir encadré 4). La BAD s'est également engagée à créer le Fonds panafricain de développement urbain et municipal, ayant pour cible la gestion de la croissance urbaine et le développement résilient des villes africaines face aux effets des changements climatiques. Cela passe par une amélioration de la gouvernance et de la qualité des services de base, y compris les infrastructures. Ce projet sera soutenu par une subvention de 4 millions d'euros du Fonds nordique de développement⁸⁸.

En outre, des études de cas sur les obligations municipales à Johannesburg, Douala, Dakar, Kampala et Nairobi montrent que le principal obstacle à l'émission d'obligations municipales pour lever des fonds n'est pas lié à la non-éligibilité, ni au manque de capacité ou à l'absence de solvabilité, mais aux systèmes réglementaires ou aux blocages politiques qui interdisent aux municipalités d'émettre des obligations⁸⁹. Les gouvernements nationaux, dans le cadre d'une approche de gouvernance multiniveaux, ont donc un rôle important à jouer dans l'élaboration

de lois qui permettent d'emprunter ou de soutenir les institutions financières intermédiaires. Jusqu'à présent, seules les CT sud-africaines et nigérianes ont réussi à créer un marché des obligations municipales. Au Nigeria, un volume total de 1,186 million d'euros a été prélevé sur vingt-trois émissions de gaz à effet de serre (GES) en monnaie locale. Ces deux cas montrent à quel point les outils de financement innovants sont cruciaux pour permettre de répondre au besoin d'énergie plus durable et renouvelable par le biais d'obligations vertes et de fonds locaux de lutte contre les changements climatiques.

Un certain nombre d'associations nationales de CT fournissent également une assistance technique pour aider à la préparation des projets afin d'accéder aux mécanismes de financement des villes. C'est le cas du mécanisme de financement des villes de C40 (« *Cities Finance Facility* »), qui aide les grandes villes à préparer et à réaliser des projets relatifs à la lutte contre les changements climatiques. En Afrique, les villes d'eThekweni et de Dar es Salaam ont pu bénéficier d'un tel soutien⁹⁰. ICLEI participe également, à travers une série d'initiatives, à améliorer les chances des CT d'accéder au financement et de mettre en œuvre des mécanismes de financement locaux innovants⁹¹.

Les CT doivent être impliquées dans ces approches innovantes pour mobiliser et améliorer l'accès au financement au niveau de leurs communautés. Cela peut constituer un puissant levier pour renforcer la participation au niveau du gouvernement local et accroître l'efficacité et la responsabilité de l'État⁹⁴. Au Kenya, l'Akiba Mashinani Trust (AMT) octroie des fonds et des services financiers à la Fédération kenyane des sans-abri (Muungano wa Wanavijiji) en utilisant les fonds des groupes d'épargne comme capital de départ pour des fonds renouvelables à l'échelle des habitants, de la ville et du pays. Les fonds offrent aux personnes résidant dans des habitats informels une gamme de produits financiers, y compris des prêts pour des projets communautaires, qui permettent aux groupes d'épargne de financer le logement social, l'assainissement et les infrastructures de base de manière abordable⁹⁵.

Des exemples de toute l'Afrique montrent les façons innovantes dont les technologies sont utilisées pour exploiter la quatrième révolution industrielle de manière à inclure les jeunes et les femmes et à contribuer à la création d'emplois et de revenus. Le lancement de la plateforme logicielle MaTontine, qui automatise le fonctionnement des groupes d'épargne locaux au Sénégal, est un exemple de la manière dont la technologie et l'innovation peuvent améliorer et développer les services financiers pour les populations à faibles revenus. Elle s'appuie sur les cercles d'épargne traditionnels que l'on trouve sur tout le continent⁹⁶. De même, les femmes de la ville nigériane de Kano utilisent *WhatsApp* pour communiquer avec les élus politiques locaux, accéder à des informations sur la santé et la sécurité, se connecter à des groupes d'étude en ligne, ainsi que faire de la publicité pour les petites entreprises ou les services, ce qui permet de générer des revenus et des possibilités d'épargne⁹⁷. ●

Encadré 4

Institutions financières des collectivités locales en Afrique de l'Ouest

Le Fonds d'équipement des Nations unies (FENU), en collaboration avec le Fonds mondial pour le développement des villes (FMDV), travaille au Cameroun, à Madagascar, au Mali et au Niger pour identifier les moyens les plus efficaces de maintenir et de diversifier les fonds des institutions financières des collectivités locales, afin de renforcer et de soutenir les autorités locales et d'accroître leurs capacités financières⁹². Ce programme est réalisé en partenariat avec le Réseau des institutions africaines de financement des collectivités locales (RIAFCO) et par le biais du Programme de financement des investissements municipaux.

Ce soutien est particulièrement important pour les villes secondaires d'Afrique, qui sont parmi celles dont les besoins en infrastructures augmentent le plus rapidement⁹³. Le RIAFCO a été créé en 2014 par les membres fondateurs que sont le Cameroun, le Gabon, le Burundi et le Mali ; il compte aujourd'hui une dizaine de membres, dont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, Madagascar, le Niger et le Sénégal.

2.3. Les relations intergouvernementales

Compte tenu de la nature holistique, interdépendante et transversale de l'Agenda 2030 et des ODD, les objectifs mondiaux ne peuvent être atteints par des approches sectorielles ou cloisonnées. La cible 17.14 des ODD appelle tous les pays à renforcer la cohérence des politiques pour le développement durable, en tant que moyen de mise en œuvre transversal⁹⁸. La cohérence des politiques est nécessaire pour garantir que les progrès réalisés dans un objectif contribuent aux progrès dans d'autres objectifs, plutôt que de les compromettre. L'ODD 17.14 implique donc d'envisager des mécanismes institutionnels pour la cohérence et l'interaction des politiques⁹⁹. Un tel cadre nécessite des relations intergouvernementales efficaces qui facilitent non seulement une politique cohérente, mais aussi des mécanismes et des approches fiscales de mise en œuvre. Ceci est encouragé par la Charte africaine des valeurs et principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local (voir encadré 5).

Néanmoins, le continent compte un nombre disproportionné de pays à faible revenu qui sont bénéficiaires de l'aide au développement ou dépendent du soutien de donateurs de fonds. Il est crucial que les bailleurs internationaux œuvrent à adapter leurs propres mécanismes de financement afin de soutenir la localisation des ODD, la gouvernance multiniveaux et le développement local. Passer d'une aide budgétaire essentiellement sectorielle et dirigée vers l'État central à une approche territoriale du développement (TALD) plus décentralisée et centrée sur les CT est en ce sens essentiel. En outre, les bailleurs de fonds, les banques de développement et les investisseurs doivent favoriser des approches tournées vers la localisation des ODD et s'éloigner des modèles qui renforcent le *statu quo*, les approches descendantes et sectorielles (en traitant généralement avec les gouvernements au niveau ministériel).

D'une manière générale, pour que les politiques nationales et les processus de dépenses liés aux ODD s'adaptent et s'achèment vers le niveau local de manière cohérente et intégrée, il est nécessaire de faire évoluer les mentalités, de réajuster les lois et le budget, ainsi que de reconfigurer la fonction publique et les structures globales du gouvernement. En outre, assurer une plus grande cohérence des politiques pour le développement durable est une responsabilité partagée par un grand nombre d'acteurs, y compris le secteur privé, la société civile et les simples citoyens.

Les Politiques urbaines nationales (PUN) sont un instrument politique intergouvernemental clé pour atteindre la cible 11.a des ODD, faciliter la mise en place de cadres de collaboration et de cohérence entre les différents échelons de gouvernance et entre

les CT et les territoires, quelle que soit leur taille. Divers efforts pour adopter et mettre en œuvre les PUN sont en cours sur le continent. Selon une définition étroite des PUN, un total de dix-huit pays africains seraient dotés de telles politiques¹⁰⁰. Une définition plus large des PUN, correspondant à celle d'ONU-Habitat, les décrit comme « un ensemble cohérent de décisions issues d'un processus délibéré, dirigé par le gouvernement, de coordination et de ralliement de divers acteurs en vue d'une vision et d'un objectif communs qui favorisent un développement urbain transformateur, productif, inclusif et résilient à long terme ». Selon cette définition, il existerait trente-huit pays africains dotés de PUN plus ou moins explicites et à des stades plus ou moins avancés¹⁰¹.

Le logement et les transports sont au centre de ces PUN. Cependant, nombre de ces politiques explicites manquent de ressources pour déployer des PUN

Encadré 5

Charte africaine des valeurs et principes de la décentralisation, de la gouvernance et du développement local

Adoptée en 2014, la Charte africaine des valeurs et des principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local, a succédé à la Charte africaine sur la démocratie (2007) et, avant cela, à la Charte africaine de la participation populaire aux développements et transformations (1990). C'est la première charte à consacrer la décentralisation. Elle appelle à la mise en place de gouvernance locale et fournit un cadre adapté à sa mise en œuvre dans le contexte africain et les réalités locales (art. 8). La charte prévoit également l'inclusion des groupes marginalisés et leur donne la priorité dans la prestation des services publics (art. 10).

La charte prévoit des dispositions permettant aux CT d'obtenir des compétences et des pouvoirs discrétionnaires de gestion des ressources financières. Elle comprend une disposition visant à permettre aux CT l'accès à l'emprunt, et à les encadrer (art. 16). Elle reconnaît également la nécessité de créer des environnements juridiques et institutionnels qui encouragent la coopération entre les différents niveaux de gouvernement (art. 6 et art. 11). Les gouvernements nationaux doivent, en outre, impliquer les CT dans les politiques qui les concernent directement ou indirectement. Les CT doivent aussi impliquer les gouvernements nationaux dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans locaux. Enfin, la charte encourage la coopération intercommunale et horizontale, avec notamment une disposition autorisant la création d'associations de CT (art 17).

complètes et très peu de pays ont la capacité financière et technique de mettre en œuvre leurs politiques urbaines nationales. Dans certains pays, les stratégies urbaines ont expiré et doivent être révisées¹⁰². Un certain nombre de pays, comme le Burkina Faso, le Kenya et l'Afrique du Sud, ont commencé à avancer vers la création d'une approche impliquant « toute la société » pour la mise en œuvre des ODD et du Nouvel Agenda urbain par la création de cadres de gouvernance multiniveaux. Malgré l'apparition de certains défis, tels que l'absence de mécanismes de suivi et de révision, une décentralisation fiscale incomplète, un manque de cohérence entre les orientations politiques locales et les différents agendas mondiaux, tous ces pays ont réussi à mettre en place des PUN.

Ces pays profitent des mécanismes de coordination (voir le tableau 1) pour assurer une plus grande collaboration entre les niveaux national, régional et local de gouvernement. Quelques pays ont intégré les gouvernements locaux dans leurs efforts de localisation. C'est le cas du Bénin, qui a fait des progrès remarquables dans l'intégration des ODD dans les plans nationaux et locaux de dix des douze départements que compte le pays, ainsi que dans les plans d'investissements annuels (comprenant à la fois les actions programmées depuis 2017 et les coûts de mise en œuvre). La participation des gouvernements locaux et de la société civile a été un facteur clé dans ce processus : les communes ont non seulement pris part à l'élaboration d'une feuille de route pour la mise en œuvre des ODD, mais elles ont également été représentées à travers l'Association des communes du Bénin (ANCB) au sein du Comité de pilotage, présidé par le ministre d'État chargé du Plan et du Développement pour les ODD, et du Comité technique de pilotage, présidé par la Direction générale de la coordination et du suivi des ODD¹⁰³. Le diagnostic, élaboré par l'AIMF et l'ANCB en 2018, a souligné la nécessité de renforcer le fonctionnement des Comités départementaux et locaux dans le suivi des ODD et la nécessité de réviser les plans sectoriels en cours¹⁰⁴.

Le Ghana se distingue par la création d'institutions et de mécanismes pour l'examen et la mise en œuvre des ODD, ainsi que pour avoir promu l'importance des ODD avant même de présenter son premier ENV au FPHN de 2019¹⁰⁵. En décembre 2017, le pays a accueilli la table ronde africaine de haut niveau sur la mise en œuvre des ODD¹⁰⁶. Il a tiré parti de son « système de planification décentralisé » pour assurer une meilleure coordination des ODD. Au niveau national, la coordination des ODD est assurée par la Commission nationale de planification du développement, appuyée par seize conseils de coordination régionaux, ainsi que par le Comité de coordination de la mise en œuvre des ODD. Ce dernier regroupe les principaux ministères et agences étatiques (dont le ministère du Gouvernement local et du Développement rural – MLGRD) ainsi que d'autres parties prenantes¹⁰⁷. L'Association nationale des autorités locales du Ghana (NALAG) coopère avec le MLGRD. Dans le cadre du Fonds commun des assemblées de district, au moins 10 % du PIB sont transférés aux assemblées¹⁰⁸.

Au Bénin comme au Ghana, les gouvernements locaux cherchent à innover en matière de gouvernance multiniveaux intégrée grâce à l'approche des contrats de villes ou « *City Deals* ». Grâce à cette approche, les villes relèvent les défis de l'urbanisation rapide en travaillant ensemble dans le cadre de nouveaux partenariats. À Kumasi, au Ghana, un effort global de décongestion du centre-ville est mis en œuvre par une équipe interministérielle de l'administration locale qui travaille en collaboration avec d'autres administrations locales et des acteurs locaux tels que les reines du marché, les syndicats de transport et l'Université. À Sèmè-Podji, au Bénin, la gestion des déchets est prise en charge par la collectivité locale en collaboration avec les PME, les autorités religieuses, les groupes d'assainissement et les ministères concernés. Elle assure un alignement itératif des politiques avec les réformes à venir dans le secteur de la gestion des déchets.

Le Burkina Faso a également expérimenté dans ce domaine, en faisant coïncider les mécanismes de suivi du Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020 et les ODD, du niveau national au niveau local. Dans le cadre de son Comité national de pilotage du PNDES, des comités sectoriels et treize comités régionaux sont chargés d'assurer un dialogue régulier au niveau territorial, contribuer à coordonner la mise en œuvre du PNDES, et assurer le suivi des plans régionaux et locaux de développement et des évaluations annuelles. Les comités régionaux impliquent les CT pour assurer la cohérence verticale et horizontale des politiques. Les communes peuvent choisir de préparer des programmes de développement local qui sont alignés sur le PNDES mais qui se concentrent sur des priorités locales spécifiques. Au niveau régional, la mise en œuvre du PNDES est examinée tous les six mois par le Cadre régional de dialogue (CRD), présidé par le gouverneur de la région, avec la participation du président du conseil régional, des organes ministériels déconcentrés, des collectivités locales, des représentants du secteur privé, de la société civile et d'autres acteurs. Au niveau national, la responsabilité de l'examen de la mise en œuvre du PNDES incombe au Cabinet du Premier ministre et s'appuie sur les contributions des niveaux régional et local. Toutefois, il appartient aux communes de décider si elles veulent établir une structure distincte de suivi et d'examen pour tel ou tel programme de développement local¹⁰⁹.

Au Kenya, la mise en œuvre et le suivi des ODD sont coordonnés par le Trésor national et le ministère de la Décentralisation et de la Planification. Le Département de coordination des ODD, créé en 2016 au sein de ce ministère, sert de point focal au niveau national. Un bureau de liaison des ODD a été créé au sein du Secrétariat du Conseil des gouverneurs pour améliorer la coordination entre les deux niveaux de gouvernement. Des points focaux ont également été identifiés dans les quarante-sept comtés. Le gouvernement national, en collaboration avec le Conseil des gouverneurs, a préparé des plans de développement des comtés intégrés (CIDP en anglais) pour aider les pouvoirs locaux à piloter la mise en œuvre des

ODD. Le cadre de suivi est conçu pour être inclusif et prévoir la participation de plusieurs acteurs, du niveau local au niveau national. Au niveau local, le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des politiques, projets et programmes décrits dans chaque CIDP, est assuré par le système intégré de suivi et d'évaluation du comté (CIMES en anglais). Malgré la mise en place de ce cadre, le Kenya fait face à un certain nombre de défis pour la mise en œuvre des ODD. Bien qu'ils soient responsables de nombreuses fonctions, les comtés ne sont pas dotés des ressources financières ou techniques et des capacités nécessaires pour assumer leurs responsabilités. Ces défis sont plus importants dans les petites villes du pays. En outre, les budgets des comtés ne sont souvent pas mis en œuvre comme prévu. Bien que ces budgets s'alignent sur les CIDP quinquennaux, cela ne se traduit pas toujours par des engagements sur le terrain¹¹⁰.

En outre, au Kenya, une approche multiniveaux impliquant divers acteurs a été privilégiée pour la mise en œuvre et le financement des ODD à tous les échelons du gouvernement. Cela s'est fait par la création d'unités ODD au niveau national et à celui des comtés et par la participation du secteur privé, des ONG et des acteurs non étatiques sous la coordination du ministère de la Décentralisation et de la Planification. Le Conseil des gouverneurs de comté a également participé à la préparation de l'ENV en 2017¹¹¹.

Dans les pays fédéraux tels que l'Éthiopie, le Nigeria ou le Soudan, en revanche, l'implication des CT est limitée au niveau régional ou des États. En Éthiopie, les représentants des administrations fédérales, régionales et municipales, ont participé aux consultations précédant l'adoption des ODD dans le cadre de la planification nationale par le biais des plans de croissance et de transformation, mais restent considérés comme de simples organes d'exécution des ODD¹¹².

En Afrique du Sud, le gouvernement national s'efforce d'améliorer la coordination et la cohérence de ses plans de développement mondiaux, continentiels, nationaux, provinciaux et locaux, notamment en ce qui concerne l'Agenda 2030, l'Agenda africain 2063 et le SADC-RISDP. La mise en œuvre et la coordination des ODD ont été facilitées par un Plan national de développement, un cadre stratégique à moyen terme et des stratégies provinciales de croissance et de développement, ainsi que par des plans de développement intégré au niveau local. En outre, en 2016, le gouvernement national a adopté le cadre de développement urbain intégré (IUDF en anglais), la PUN de l'Afrique du Sud et une initiative coordonnée par le Département de la gouvernance coopérative et des affaires traditionnelles (COGTA en anglais) en collaboration avec d'autres départements nationaux, des associations nationales de CT et des partenaires internationaux. Avec le Plan national de développement, l'IUDF représente le principal levier de l'Afrique du Sud pour impulser la localisation du Nouvel Agenda urbain. L'IUDF a été promue non pas comme une politique ou un plan, mais comme une approche visant à impliquer « toute la société » pour mettre en œuvre le Nouvel

Agenda urbain et ses quatre objectifs stratégiques d'intégration spatiale, d'inclusion et d'accès, de croissance inclusive et de gouvernance efficace. Les gouvernements provinciaux et municipaux sont responsables du déploiement de l'IUDF par le biais de leurs cadres et des stratégies provinciales et municipales de développement spatial. Toutefois, il n'existe pour le moment pas de lignes directrices claires, ni de soutien à la mise en œuvre de l'IUDF au niveau local, ni d'instructions sur la manière dont l'IUDF peut contribuer à d'autres agendas de développement tels que l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063. Cela provient du fait que la responsabilité de la mise en œuvre et du suivi de ces agendas incombe à d'autres départements gouvernementaux tels que le Département de la planification, du suivi et de l'évaluation.

Enfin, parmi les pays qui ne font pas référence à une stratégie ou à un mécanisme spécifique pour impliquer les CT, certains ont fait explicitement référence aux processus de décentralisation comme politiques susceptibles de favoriser la mise en œuvre des ODD. La République centrafricaine souligne la nécessité de renforcer la présence de l'État sur l'ensemble du territoire en appliquant la loi relative aux autorités locales, en assurant l'accès aux services de base et en créant des politiques de développement régional pour faciliter et promouvoir la décentralisation. Par ailleurs, la Mauritanie souligne la nécessité d'impliquer ses conseils régionaux (récemment créés dans le cadre de sa politique de décentralisation) dans le processus de définition du Plan national de développement du pays. En Tunisie, le suivi du processus de décentralisation et le renforcement du rôle des régions du pays pour « ne laisser aucun territoire pour compte » sont également au cœur de ses politiques de développement durable¹¹³. Néanmoins, dans ces pays, aucune administration locale n'est actuellement impliquée dans les mécanismes nationaux de coordination.

Comme le montrent ces exemples, ce n'est que grâce à un soutien politique de haut niveau, à des réformes nationales et à un changement institutionnel, suivant une stratégie de développement territorial, que des environnements favorables peuvent être créés pour intégrer les CT et les autres acteurs concernés au processus de développement durable. La participation de toutes les parties prenantes est essentielle pour garantir une appropriation des ODD par les citoyens, un alignement des priorités d'action et une mobilisation des ressources et des connaissances en matière de développement durable. Par conséquent, une compréhension restrictive du processus de décentralisation ne suffit pas ; elle doit être accompagnée de relations intergouvernementales de qualité et d'une cohérence des politiques, pour faire progresser l'ensemble des programmes de développement en Afrique. Dans ce contexte, il est fondamental que les politiques urbaines nationales soient adaptées aux contextes africains et soutenues par les institutions nationales, y compris les CT, pour pouvoir surmonter les obstacles politiques et financiers en vue d'une gouvernance multi-niveaux efficace et responsable¹¹⁴. 

3. La contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD

Le soutien de haut niveau apporté aux ODD et aux différents agendas de développement aux niveaux continental, régional et national en Afrique, a permis de mieux faire connaître les CT et de souligner leur importance en tant qu'actrices de premier plan pour atteindre un développement durable. Toutefois, comme le montre la section 2, l'environnement politique, institutionnel et fiscal des CT doit encore prendre en compte leur rôle.

Un certain nombre de limites ont été constatées dans la mise en œuvre des ODD à l'échelle locale en Afrique, influencée par le cadre gouvernemental, les réalités politiques de la décentralisation, l'impact local de tendances globales, tels que les changements climatiques et les conflits armés, et les conséquences locales des politiques des acteurs du développement, tels que les bailleurs de fonds ou la finance mondiale. Cette partie traite plus spécifiquement du rôle des CT dans la mise en œuvre des ODD. Le processus de localisation ne se réfère pas seulement à ce que les autorités décentralisées de l'État doivent faire pour gérer les villes. Pour que les ODD soient réalisés, ce processus reconnaît également que l'adhésion locale est impérative et que les CT, au sens large, devront assumer davantage de responsabilités pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030, de l'Agenda 2063 et des autres agendas de développement, en favorisant une approche de développement territorial. Le rôle de la coopération internationale et des partenaires pour soutenir les efforts des CT est à cet égard crucial, afin de garantir que « personne ni aucun territoire ne soit laissé pour compte ».

Cette section donne un aperçu des mesures prises par les CT pour localiser les ODD. Les associations nationales et régionales de CT jouent un rôle important dans la localisation des ODD sur le continent, en organisant des conférences, des ateliers et des formations pour l'échange et la sensibilisation des ODD, ainsi qu'en développant des projets pilotes ou en apportant un soutien technique. Des progrès importants sont également réalisés en ce qui concerne l'alignement des stratégies nationales et locales sur les ODD. Les associations nationales et régionales de CT ainsi que les acteurs de la coopération décentralisée et les bailleurs de fonds internationaux jouent également un rôle clé dans le renforcement des capacités locales.

En examinant les pratiques au niveau local, il est possible d'identifier des exemples inspirants de mise



Un artiste en train de peindre au Centre pour la Recherche et pour le Dialogue, à Mogadishu, Somalie (photo AMISOM, bit.ly/30WUXnw).

en œuvre des ODD sur tout le continent africain. Certains d'entre eux sont antérieurs à l'adoption des ODD et des autres agendas de développement, tandis que d'autres s'y réfèrent explicitement. Les progrès réalisés dans la promotion d'une Charte africaine pour l'égalité locale, basée sur les principes de l'Agenda 2063, du Nouvel Agenda urbain, de l'Accord de Paris sur les changements climatiques et de l'Agenda 2030 (en particulier l'ODD 5), représentent un exemple important de types d'actions qui peuvent être menées pour atteindre plusieurs objectifs et agendas de développement de manière simultanée¹¹⁵.

Si bien des efforts considérables ont été réalisés en matière de localisation des ODD, il reste encore beaucoup à faire pour renforcer les moyens de mise en œuvre des ODD. Cela concerne particulièrement la mobilisation des fonds pour remédier durablement à l'énorme déficit des infrastructures en Afrique et aux coûts liés à l'adaptation aux changements climatiques, ainsi qu'au renforcement des capacités et des partenariats locaux pour favoriser la production de données indispensables à la mise en œuvre et au suivi des ODD. ☉

3.1. Le rôle des associations nationales et régionales de collectivités territoriales dans la localisation des ODD

Les associations nationales et régionales de CT jouent un rôle important dans la localisation des ODD en Afrique : elles permettent de connecter les villes et les régions, faciliter l'apprentissage et l'échange entre pairs ainsi que le renforcement des capacités, tout en plaidant en faveur d'un développement durable local auprès des gouvernements nationaux, des institutions africaines et des partenaires internationaux. La spécificité et l'ampleur des défis africains face à la mise en œuvre des ODD, ainsi que la nécessité de trouver davantage de financements alternatifs pour atteindre ces Objectifs, rendent encore plus impératif le renforcement des associations, des réseaux nationaux et régionaux de CT d'Afrique.

Organisations et réseaux régionaux africains

Les institutions régionales et continentales travaillent activement pour impliquer les CT dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Il s'agit notamment des réseaux africains de CT, tels que CGLU Afrique ; des réseaux internationaux de collectivités territoriales ayant une forte présence en Afrique, comme le Commonwealth Local Government Forum (CLGF), l'Association internationale des maires francophones (AIMF) et l'Union des villes capitales lusophones (UCCLA) ; de leurs partenaires, comme Cities Alliance ; ainsi que des organisations régionales et internationales, comme la BAD, l'Union africaine, la Commission économique des Nations unies pour

l'Afrique (CEA), la Communauté de développement de l'Afrique australe, les agences onusiennes et les programmes de l'Union européenne (UE).

En novembre 2018, avec le soutien de l'Union africaine, de la CEA, d'ONU-Habitat et d'autres partenaires, la 8^e édition du sommet Africités de CGLU Afrique a eu lieu à Marrakech, au Maroc, avec pour thème « La Transition vers des villes et des territoires durables : le rôle des collectivités territoriales africaines ». À travers son Académie africaine des collectivités locales (ALGA), ainsi que des programmes d'apprentissage de CGLU, CGLU Afrique a, au cours de l'année écoulée, encouragé l'apprentissage, les échanges entre pairs et les ateliers sur la localisation des ODD à eThekweni-Durban, Accra et Ouagadougou, ainsi qu'au Maroc, au Cap-Vert et au Mali. La section africaine de CGLU développe également un puissant plaidoyer au niveau continental et international pour intégrer les ODD dans les agendas de développement régionaux, et encourager la ratification par les États de la Charte africaine des valeurs et principes de la décentralisation, adoptée par l'Union africaine en 2014 (voir encadré 5).

En outre, le Réseau africain des femmes élues locales d'Afrique (REFELA) a favorisé la sensibilisation des femmes maires au leadership et à la mise en œuvre des ODD, et a fait pression sur les parlements nationaux en axant son plaidoyer sur l'ODD 5 sur l'égalité des genres. CGLU Afrique a lancé une série de programmes majeurs liés aux agendas mondiaux pour renforcer le rôle des CT en Afrique. Il s'agit notamment de la Task Force Climat, des dialogues mondiaux sur le Nouvel Agenda urbain et les ODD, du Réseau pour le développement économique local en Afrique (LEDNA), du Centre de connaissances, de l'Observatoire des finances et des ressources humaines des CT ; du Programme panafricain d'évaluation par les pairs ; de différents réseaux professionnels (Africa Magnet, Finet et Technet) ; et des Capitales africaines de la culture. Parallèlement à ces différents programmes, CGLU Afrique soutient les associations nationales des CT en leur offrant un accompagnement territorial et en favorisant les pratiques de transparence et d'intégrité. CGLU Afrique a également développé une initiative conjointe avec Slum Dwellers International (SDI) et Cities Alliance appelée « Know

Le rôle des réseaux internationaux de villes et du leadership local dans la promotion, l'apprentissage et l'innovation autour des ODD, doit être reconnu, de même que les implications que cela a pour les villes plus petites, moins riches et moins bien connectées.

Your City » pour soutenir la collecte de données locales dans les bidonvilles (voir encadré 7)¹¹⁶.

Par le biais de Metropolis, la section de CGLU représentant les grandes villes et les régions métropolitaines du monde, de grandes villes africaines telles qu'Accra, Abidjan, Abuja, Brazzaville, Dakar, eThekweni, Johannesburg, Libreville, Rabat et Tshwane, se sont réunies pour parler d'une seule voix en faveur du développement durable au sein du Forum des métropoles africaines¹¹⁷. Le programme des villes du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) réunit les villes de Bamako, Douala, eThekweni, Lagos, Lusaka, Nairobi et Rabat pour débattre des questions clés liées au développement durable, en particulier le développement du logement et des infrastructures¹¹⁸. De même, le Forum des capitales africaines pour la durabilité sert à connecter les maires des capitales de toute l'Afrique afin de réaliser les ODD¹¹⁹.

En Afrique centrale, où les capacités des gouvernements locaux sont particulièrement faibles, l'AIMF apporte son soutien à l'Association des maires d'Afrique centrale (AMCA) pour différentes initiatives de renforcement des capacités. Ce projet apporte un soutien aux villes de Bangui (capitale), Bambari et Bangassou. L'AIMF dispose d'un groupe de plaidoyer consacré à la localisation des ODD et a soutenu des études sur la localisation et la décentralisation dans différents pays francophones d'Afrique. De même, l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) soutient un projet lié au développement local et aux ODD dans les régions de Thiès, Kaffrine et Louga au Sénégal et les communes d'Agbétéko, Kovié et Katanga, au Togo.

Le Commonwealth Local Government Forum (CLGF) a également été actif dans le renforcement des capacités de ses membres à localiser les ODD, en mettant l'accent sur le DEL. Ce forum a lancé un certain nombre d'initiatives pilotes, principalement en Afrique du Sud, au Botswana, à Eswatini, au Ghana, en Sierra Leone, en Zambie et au Zimbabwe, afin d'évaluer comment le DEL peut aider les CT à réaliser les ODD. Le CLGF a également développé une variété de documents et matériels pour soutenir la localisation des ODD, y compris un manuel des gouvernements locaux du Commonwealth qui présente les systèmes de CT dans les pays membres, avec une section sur la façon dont les pays localisent les ODD.

Les réseaux internationaux de villes tels que le C40¹²⁰, ICLEI¹²¹ et l'initiative philanthropique 100 Villes résilientes¹²² ont en outre joué un rôle déterminant en appuyant les initiatives relatives au climat et à la résilience sur le continent. La création de la Convention des maires pour l'Afrique subsaharienne en 2015 offre l'occasion de soutenir les villes subsahariennes dans leur lutte contre les changements climatiques et dans leurs efforts pour garantir un accès durable à l'énergie propre. La Convention a élaboré des orientations sur la collecte de données sur l'énergie et les émissions dans les villes en développement. Cent trente-huit villes africaines ont déjà adhéré à cette convention et neuf ont élaboré des plans d'action dans ce cadre¹²³. Avec le

programme des villes résilientes de la Banque mondiale, la Convention mondiale des maires a annoncé, lors du *One Planet Summit*, le prêt de 4,5 milliards d'USD destinés à 150 villes dans le monde, dont une dizaine de villes africaines.

La section africaine d'ICLEI cherche également à favoriser le dialogue et les échanges sur les questions de développement durable. ICLEI a organisé plusieurs événements, dont le Congrès des solutions climatiques locales pour l'Afrique, une plateforme permettant aux dirigeants africains locaux d'établir des partenariats pour accélérer l'action locale en matière de climat. Les réunions et autres activités facilitées par ces réseaux offrent également des plateformes clés pour favoriser l'apprentissage et les échanges entre pairs qui peuvent bénéficier à la localisation des ODD.

De nombreuses villes africaines sont membres de multiples réseaux et alliances de villes, ce qui leur permet d'attirer des possibilités de financement, de tirer parti de ces connexions et de coordonner ces réseaux de manière complémentaire afin de créer des synergies. Le rôle de ces réseaux internationaux et du leadership local dans la promotion, l'apprentissage et l'innovation autour des ODD, doit donc être reconnu, de même que les implications que cela a pour les villes plus petites, moins riches et moins bien connectées.

Les actions des associations nationales de collectivités territoriales au niveau national

De nombreuses associations de collectivités locales en Afrique, ainsi que les organisations des niveaux intermédiaires de gouvernement (régions, comtés, districts, départements ou provinces) ont mis en place un large éventail d'initiatives pour mobiliser et soutenir leurs membres autour de la mise en œuvre des ODD aux niveaux local et régional, souvent avec le soutien ou la collaboration des associations régionales et internationales de CT.

En **Afrique de l'Ouest**, les associations nationales de CT du Bénin, du Ghana et du Togo sont les plus mobilisées dans la promotion de la mise en œuvre des ODD au niveau local. Au **Bénin**, l'Association nationale des communes du Bénin (ANCB) a élaboré une feuille de route pour soutenir la localisation des ODD. L'ANCB a également lancé une évaluation comparative entre les communes pour mesurer les progrès réalisés et faciliter les échanges de connaissances sur les bonnes pratiques, à travers la constitution d'un groupe de 37 communes sur les 77 que compte le pays. L'association a également soutenu la constitution de comités pour le suivi des ODD au niveau municipal. Au **Togo**, l'Union des communes togolaises (UCT) a lancé, dans le cadre du Projet d'amélioration de la gouvernance locale pour l'exercice de la maîtrise d'ouvrage communal (PAGLEMOG), des actions visant à renforcer les capacités des communes en matière de gestion des projets d'eau, d'hygiène et d'assainissement, qui sont liées aux ODD 6 et 11¹²⁴. Elle a également entrepris la formation des agents locaux (plus d'informations sur le Bénin et le Togo à la section 3.2).

Au **Ghana**, l'Association nationale des autorités locales ghanéennes (NALAG) a mis à l'honneur les ODD lors de sa conférence régionale de 2018 et mettra l'accent sur les ODD lors de sa conférence nationale de 2019. Elle a entrepris une formation de sensibilisation aux ODD pour son personnel et son conseil exécutif national. Elle a également organisé des ateliers nationaux de sensibilisation aux ODD dans les dix régions du pays en 2017 « afin d'éduquer les membres et les autorités locales sur ces objectifs et sur l'importance de faire participer tout le monde », et sur les avantages qu'ils présentent pour les assemblées de district¹²⁵. L'association nationale, en collaboration avec CGLU Afrique et l'Institut de gestion et d'administration publique du Ghana, a organisé un atelier de formation des formateurs en avril 2019 pour renforcer les capacités des fonctionnaires des gouvernements locaux à localiser les ODD et à adopter une planification stratégique au niveau local. NALAG a également travaillé avec la Plateforme des organisations de la société civile (OSC) sur les ODD et des partenaires du développement tels que la Société allemande de développement international (GIZ) et la CLGF sur la localisation des ODD. Le CLGF a mis en œuvre un programme pour aider à aligner les plans de développement des assemblées sur les objectifs du DEL et des ODD.

Au **Mali**, l'Association des municipalités du Mali (AMM) a organisé une session d'information sur les ODD à l'intention des maires et des présidents de région à l'occasion de la Journée nationale des communes du Mali en 2017. Ces sessions ont réuni près de mille participants, dont 703 maires du Mali¹²⁶. En mars 2019, un programme de l'AMM financé par l'UE a été lancé pour soutenir la localisation des ODD dans 100 communes maliennes sur une période de vingt-quatre mois. Le programme vise également à aider les municipalités à formuler des budgets participatifs au niveau local et à former les acteurs locaux pour faciliter l'appropriation des ODD au niveau local. L'AMM a également pris des mesures pour remédier au manque de coordination régulière entre les parties prenantes sur les ODD. Une taskforce d'élus locaux a été mise en place, qui assure le suivi de la stratégie nationale et de la mise en œuvre des ODD au niveau des CT. L'AMM est également active dans de nombreux comités qui traitent des questions liées aux ODD, notamment le Comité national chargé de suivre la mise en œuvre des ODD.

Au **Niger**, l'Association des municipalités du Niger (AMN) a diffusé des brochures et des informations relatives à la localisation des ODD lors de la Journée nationale des communes du Niger qui s'est tenue à Agadez en juillet 2018. Au Cap-Vert, l'Association des municipalités du Cap-Vert (ANMCV) mène un projet en partenariat avec le PNUD pour soutenir la localisation des ODD dans neuf municipalités et l'élaboration de plans stratégiques de développement durable au niveau municipal suivant une approche participative. Parallèlement à ce projet, la municipalité de Praia, en partenariat avec le PNUD, a lancé une initiative de sensibilisation pour promouvoir l'appropriation des ODD auprès des

citoyens dans trois des districts de Praia¹²⁷. En **Côte d'Ivoire**, l'Union des villes et communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI) a participé, les 15 et 16 mai 2019, à un « dialogue structuré » organisé par la BAD et CGLU Afrique sur le rôle des CT d'Afrique dans la localisation des Contributions nationales déterminées (CDN) et l'accès au financement climatique (pour plus d'informations, voir la section 3.2.)¹²⁸.

En **Afrique de l'Est**, les associations nationales du Kenya et du Rwanda se distinguent par leurs efforts pour promouvoir la localisation des ODD. Au **Kenya**, le Conseil des gouverneurs (CoG) a créé une unité ODD pour coordonner la mise en œuvre des ODD et aider les gouvernements des comtés à intégrer les ODD dans les projets, programmes, stratégies et plans. Le CoG tire également parti des réseaux sociaux pour sensibiliser le public aux ODD. En ce qui concerne les activités de suivi, les membres du CoG travaillent actuellement, en collaboration avec le Département national de suivi et d'évaluation, à l'élaboration d'un manuel de suivi et d'évaluation des comtés qui intègre les indicateurs des ODD. Des manuels ont déjà été réalisés pour les comtés de Kericho, Nakuru, Taita Taveta et Kilifi. En outre, le CoG a initié le Centre Maarifa qui représente la première plateforme de partage de connaissances et d'apprentissage pour favoriser une gouvernance et une prestation de services efficaces au Kenya, par le biais de la diffusion d'expériences liées aux ODD¹²⁹.

Au **Rwanda**, l'Association rwandaise des autorités locales (RALGA) a mené des ateliers de sensibilisation et des formations spécifiques sur les ODD et leur localisation pour son personnel et ses membres avec le soutien de la CLGF, de l'UE et de la GIZ. En mars 2017, RALGA a organisé un dialogue multipartite de haut niveau qui a rassemblé les principaux décideurs des gouvernements locaux, des représentants de l'État et d'autres parties prenantes. L'association nationale gère également un projet de localisation des ODD soutenu par la CLGF et l'UE, afin de renforcer la capacité des gouvernements locaux à adapter les ODD à leurs réalités locales. Le projet comprend différents volets, parmi lesquels des campagnes de sensibilisation aux ODD, le soutien technique à trois districts pilotes (Bugesera, Gicumbi et Ruhango) pour l'inclusion des ODD dans leurs stratégies de développement et l'aide au suivi de la mise en œuvre des ODD dans leurs stratégies de développement local. En outre, RALGA a développé le projet « Décisions inclusives au niveau local » (IDEAL en anglais) avec le soutien de VNG International, dans les six villes secondaires du pays (Musanz Accelere, Rubavu, Huye, Muhanga, Nyagatare et Rusizi), qui permet de renforcer les capacités locales dans des domaines tels que la planification, le DEL inclusif, les stratégies et services locaux de protection sociale et les politiques intégrant une dimension de genre.

En **Ouganda**, l'Association nationale des collectivités locales (ULGA) a commencé à travailler avec le FENU pour sensibiliser les politiciens des conseils de district aux ODD¹³⁰. Dans le cadre de l'accord-cadre de partenariat du CLGF avec l'UE, l'ULGA est également active dans les différentes régions de

l'Ouganda pour localiser les ODD¹³¹. Les associations de CT ont organisé des ateliers de formation pour renforcer les capacités du personnel et des membres des CT afin de localiser les ODD. Au **Burundi**, l'Association burundaise des élus locaux (ABELO) a organisé des ateliers sur la planification locale et la performance des municipalités dans la mise en œuvre des ODD afin d'aider les communes à préparer des plans locaux pour les ODD. Au **Mozambique**, l'Association nationale des municipalités (ANAMM) apporte un soutien aux communes pour favoriser la planification et la mise en place de projets liés aux ODD au niveau local, en mettant l'accent sur la résilience et la réduction des risques de catastrophes. L'ANAMM renforce également les capacités des municipalités dans les domaines des finances locales, de la planification et de la budgétisation en tenant compte du genre et des droits de l'enfant. Au niveau local, la ville de Pemba participe à un projet de deux ans, financé par l'UE, intitulé « *Shaping Fair Cities* », qui vise à informer sur les ODD auprès des décideurs locaux, des fonctionnaires, des organisations communautaires et des citoyens.

En **Afrique australe**, l'Association sud-africaine des collectivités locales (SALGA) a sensibilisé ses dirigeants politiques et ses membres aux ODD, notamment lors de l'Assemblée nationale des membres. Elle a également recouru aux médias pour diffuser les ODD, notamment par le biais de son magazine *Voice*. L'association nationale a rédigé un livre, *Leading change. Delivering the New Urban Agenda through Urban and Territorial Planning*, en faisant référence explicite à l'ODD 11. En décembre 2018, SALGA a signé un mémorandum d'accord avec les Nations unies en Afrique du Sud pour aider les municipalités sud-africaines à localiser les ODD. En ce qui concerne ses activités de suivi, SALGA a également développé un portail Web dédié au « baromètre municipal » et travaille en étroite collaboration avec Stats-SA pour promouvoir une ventilation des données locales¹³². SALGA collabore également avec ICLEI Afrique qui, en juillet 2019, a organisé le premier symposium sud-africain sur les ODD, réunissant des représentants des CT pour discuter de la localisation des ODD¹³³. En **Zambie**, l'Association nationale des collectivités territoriales (LGAZ) a organisé plusieurs ateliers pour former les élus locaux au DEL. LGAZ prévoit également d'introduire un projet en 2019 sur « l'établissement de partenariats efficaces pour une gouvernance urbaine inclusive et durable », avec le soutien du CLGF¹³⁴. Au **Botswana**, Francistown et Gaborone ont organisé des ateliers de formation, avec le soutien d'ONU-Habitat et de la CEA, pour améliorer leurs capacités dans des domaines tels que le suivi, la production de données désagrégées et l'établissement de rapports sur l'ODD 11, en utilisant divers outils statistiques¹³⁵.

En **Afrique du Nord** ont été mis en place des projets pilotes spécifiques et un soutien technique visant à accélérer la mise en œuvre des ODD. En **Tunisie**, avec le soutien de différents partenaires, la Fédération nationale des municipalités tunisiennes (FNVT) mène un projet visant à élaborer des plans stratégiques pour contribuer à la localisation des

L'Association sud-africaine des collectivités locales (SALGA) a développé un portail Web dédié au « baromètre municipal » et travaille en étroite collaboration avec Stats-SA pour promouvoir une ventilation des données locales.

ODD (le projet *Madinatouna*, voir section 3.2) et un programme sur la gestion des déchets (*Wama-net*), auquel participent vingt villes tunisiennes. La FNVT a organisé des laboratoires de formation pour ses membres (*Lab'baladiya*). Un premier programme PRIHQ1 de revalorisation des quartiers a été mis en œuvre dans 65 communes et un second programme concernera 121 communes. L'association tunisienne, en collaboration avec le GIZ, a également lancé l'initiative « Espace citoyen » pour rétablir la confiance entre les citoyens et les municipalités tout en augmentant la transparence et la responsabilité au niveau local. En outre, les municipalités de Mahdia et El Mourouj ont promu une approche plus intégrée et participative du développement urbain durable, dans le cadre de *Symbio City*, avec le soutien de l'agence internationale de l'Association suédoise des municipalités (SKL International). La ville de Sousse a également été active dans la mise en place de projets dans les domaines de la participation citoyenne, de l'efficacité énergétique, de l'environnement durable, de la mobilité urbaine et des migrations, avec le soutien d'experts nationaux et internationaux (voir encadré 9). En **Algérie**, un programme conjoint du ministère de l'Intérieur, de l'UE et du PNUD a été lancé, appelé Programme de renforcement des capacités des acteurs du développement local (*CapDel*) (voir section 3.2).

Au **Cameroun**, en **Afrique centrale**, l'association des Communes et Villes unies du Cameroun (CVUC) a organisé plusieurs ateliers de sensibilisation aux ODD, en parallèle avec des événements ou conférences nationales (le Salon sur l'action gouvernementale). En 2017, CVUC a organisé avec l'AIMF un atelier national pour présenter les résultats d'une étude sur la localisation des ODD au Cameroun et promouvoir la décentralisation pour soutenir la localisation de l'Agenda 2030.

Malgré ces nombreux efforts, la disponibilité des données sur les ODD reste faible et continue d'entraver le suivi et la production de rapports sur les objectifs mondiaux. Comme le souligne l'évaluation de la CEA en 2017 sur les progrès réalisés par l'Afrique dans le cadre de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063, « environ six indicateurs des ODD sur dix ne peuvent être suivis en Afrique en raison de graves limitations des données ». 🕒

3.2. Les efforts des collectivités territoriales pour aligner l'Agenda 2030 sur les politiques locales

L'alignement des stratégies nationales et locales aux ODD

En alignant les stratégies de développement nationales et locales, il est également possible d'intégrer les différents agendas mondiaux et régionaux tels que l'Agenda 2063, l'Accord de Paris sur les changements climatiques, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et le Nouvel Agenda urbain. Dans de nombreux pays du continent, les stratégies et initiatives de localisation de ces engagements ne sont pas encore alignées. Il est donc nécessaire de favoriser les synergies entre les différents agendas de développement au niveau mondial et continental par le biais de plans de mise en œuvre et de suivi aux niveaux local et régional¹³⁶.

En Afrique, en partie grâce à l'engagement des associations nationales et régionales des CT et du partenariat avec les gouvernements nationaux, des mesures importantes ont été prises pour aligner les plans nationaux et locaux en vue d'une mise en œuvre cohérente des objectifs de développement. Dans le cadre d'un questionnaire lancé par CGLU et la GTF, presque tous les répondants de dix-neuf pays ont déclaré qu'ils menaient des initiatives ou des projets spécifiques visant à soutenir l'alignement des plans locaux de développement sur les ODD¹³⁷.

En **Afrique du Nord**, le soutien international a été crucial pour soutenir l'alignement des ODD au niveau local. En **Tunisie**, la FNVF, avec le soutien du PNUD, de Cities Alliance, de la GIZ, de VNG International et de Medcités, a aidé huit villes à aligner les ODD sur leurs

plans de développement stratégique dans le cadre du projet *Madinatouna*¹³⁸. Les villes de Béja, Gabès, Jendouba, Kairouan, La Soukra, Médenine, Monastir, Sidi Bouzid et Tataouine ont déjà aligné leurs stratégies de développement pour 2030 sur les agendas mondiaux. La région de Médenine a encouragé un processus participatif pour élaborer un cadre d'orientation pour la localisation des ODD dans la région. En **Algérie**, dix communes pilotes travaillent actuellement à l'adoption d'une approche participative de la planification du développement local et à l'intégration des ODD dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des stratégies locales. Dans ce contexte, la municipalité d'Ouled Ben Abdellkader a fait des efforts importants pour adopter une approche participative en faisant participer des résidents locaux dans un Conseil consultatif pour le développement. Cette initiative fait partie du *CapDel* (voir section 3.1) qui bénéficie d'une nouvelle loi sur le gouvernement local adoptée en 2018, visant à favoriser la mise en œuvre des ODD au niveau local¹³⁹. Au **Maroc**, Chefchaouen a cartographié les soixante-trois projets appartenant au Plan d'action communal 2016-2022 et au budget municipal par rapport au référentiel des ODD. Cet exercice a permis à la ville de fixer des priorités et d'identifier les aspects sociaux, économiques, environnementaux, culturels et humains des actions et des investissements municipaux pour les années à venir¹⁴⁰.

En **Afrique de l'Ouest**, le leadership national et le soutien international favorisent le processus d'alignement, soutenus par le rôle clé des associations nationales et régionales de CT. Au Bénin, comme mentionné ci-dessus, l'ANCB soutient l'alignement des ODD sur les plans locaux de développement dans les communes de dix départements, en partenariat avec l'État. Les plans de développement communaux (PDC) de troisième génération ont été élaborés en 2017 et ont largement pris en compte les ODD et leurs plans annuels d'investissement (PAI), y compris les actions programmées et les coûts de mise en œuvre correspondants. Au Togo, dans le prolongement des efforts entrepris les années précédentes, l'UCT a soutenu cinq communes (Tabligbo, Bassar, Pagouda, Kanté et Mango) dans la préparation de leurs plans de développement locaux. Ceux-ci ont été alignés sur

En Tunisie, les villes de Béja, Gabès, Jendouba, Kairouan, La Soukra, Médenine, Monastir, Sidi Bouzi et Tataouine ont déjà aligné leurs stratégies de développement pour 2030 sur les agendas mondiaux.



Une famille devant le centre de soins de la collectivité territoriale de Wamba, Nigeria (photo : Dominic Chavez/The Global Financing Facility, bit.ly/2LYhR9P).

le Plan national de développement et sur les ODD, grâce à des mécanismes de consultation participatifs, inclusifs, et à la création d'un manuel¹⁴¹. En outre, d'autres collectivités locales ont élaboré leurs plans locaux de développement conformément aux ODD (Kpalimé, Kara et Dapaong).

Une initiative similaire est en cours au **Niger**, par le biais d'une initiative menée par le ministère chargé du Plan d'action à long terme du pays pour la mise en œuvre des ODD, en collaboration avec le ministère de l'Aménagement du territoire et du Développement communautaire. Cette initiative comprend la création d'un guide pour la planification et le suivi des ODD au niveau local et pour l'intégration des ODD dans les plans de développement communaux et régionaux du pays¹⁴². Au **Nigeria**, les ODD sont largement intégrés dans le principal schéma directeur de la politique nationale de développement et de planification, ainsi que dans les différents plans de développement des États. Nombre de ces plans, notamment pour les États de Benue, Taraba, Yobe, Kaduna, Ebonyi, Kano, Jigawa, Anambra et Delta, sont alignés sur les ODD¹⁴³. Au **Burkina Faso**, l'Association nationale des municipalités (AMBF) a aidé les communes à élaborer des plans de développement locaux et à les aligner à la fois sur les stratégies nationales de développement et sur les ODD. Treize villes intermédiaires travailleront sur leurs plans directeurs respectifs et les quatre capitales régionales réviseront leurs plans d'aménagement du territoire.

Au **Ghana**, les CT sont tenues de suivre les lignes directrices établies par le gouvernement national et d'aligner leurs plans et activités de développement de district à moyen terme sur les ODD. NALAG travaille avec les assemblées pour favoriser cet

alignement « afin de faciliter l'établissement de rapports et d'aider à la normalisation et à la localisation¹⁴⁴ ». Dans ce cadre, le CLGF a lancé un programme sur la réalisation des ODD par le biais du DEL au Ghana pour améliorer la capacité de quatre assemblées métropolitaines, municipales et de district (MMDA en anglais) à aligner leurs plans de développement sur les objectifs du DEL et des ODD¹⁴⁵. En **Côte d'Ivoire**, les CT sont encouragées à aligner leurs plans locaux, et en particulier le programme triennal, sur les nouvelles priorités nationales et les ODD. Les associations nationales (UVICOCI et l'Assemblée des régions et districts de Côte d'Ivoire – ARDCI) sont impliquées dans le processus de localisation.

En **Sierra Leone**, l'Association nationale des collectivités locales (LoCASL) a organisé des ateliers pour intégrer les ODD dans les programmes de développement locaux. Ce processus d'alignement a également été soutenu par le ministère des Finances et du Développement économique et le ministère du Gouvernement local et du Développement rural, qui ont tous deux encouragé les vingt-deux conseils locaux à intégrer les ODD dans leurs plans de développement municipaux et de district. Le pays reproduit un modèle de gouvernance locale inclusif, intitulé « Le Processus de planification populaire », dirigé par une ONG. Il s'agit de mettre la planification réalisée au niveau des chefferies et des villages au centre de la formulation et de la mise en œuvre de tous les plans de développement, de favoriser la coopération avec les conseils des gouvernements locaux.

Au **Sénégal**, il existe de nouveaux mécanismes en cours pour mettre en place des plans de développement régionaux et urbains intégrés dans plusieurs régions (la région Dakar-Thiès-Mbour), ainsi

Le Conseil des gouverneurs kenyan, en collaboration avec le gouvernement national, a préparé une série de Plans de développement des comtés intégrés pour 2018-2022, afin de guider la mise en œuvre des ODD au niveau local. À ce jour, les 47 gouvernements de comtés ont aligné leurs plans sur les ODD.

que de nouveaux plans urbains (*Dakar Horizon 2035*). Au **Cap-Vert**, dans le cadre du projet en cours sur la localisation des ODD mené en partenariat avec le PNUD, l'ANMCV a organisé plusieurs sessions de formation dans huit communes pilotes, pour soutenir la création de comités thématiques pour les plateformes de développement local et les ODD. Chaque plateforme élaborera un Plan stratégique municipal de développement durable pour la période 2017-2030¹⁴⁶. En **Mauritanie**, suite à la création des régions et à l'obligation d'intégrer les concepts de changement climatique et de développement durable dans les différents domaines de planification, la région de Nouakchott s'est engagée dans un projet d'Appui à

Initiative locale en faveur de la protection et gestion du bassin de la rivière Mutsamudu, Comores (photo : IWRM AIO SIDS, bit.ly/2MkhQvQ).



la résilience environnementale et au développement durable.

En **Afrique centrale**, l'alignement des ODD sur les plans de développement locaux et régionaux en est encore à ses débuts, surtout encouragé par les gouvernements nationaux. Au Cameroun, l'État a encouragé l'alignement des ODD et du Plan national de développement sur les plans locaux (dans les communes de Nguelemdouka et de Mbona) et, plus récemment, sur le budget d'investissement public¹⁴⁷. Toutefois, l'aggravation des conflits dans différentes régions du pays ne favorise pas les progrès.

En **Afrique de l'Est**, le leadership national a été essentiel pour orienter l'alignement des plans locaux et de comté sur les ODD, en particulier au **Kenya**. En effet, les gouvernements des comtés sont tenus de renseigner sur leurs stratégies pour intégrer les ODD et d'autres agendas mondiaux tels que l'Accord de Paris sur les changements climatiques et le Cadre de Sendai sur la gestion des risques de catastrophe. Le Conseil des gouverneurs kenyan (CoG), en collaboration avec le gouvernement national, a préparé une série de Plans de développement des comtés intégrés (CIDP) pour 2018-2022, afin de guider la mise en œuvre des ODD au niveau local. À ce jour, les quarante-sept gouvernements de comtés kenyans ont aligné leurs CIDP sur les ODD. Les ODD seront ainsi intégrés au niveau local et à celui des comtés. En Ouganda, l'ULGA a commencé à travailler avec les niveaux d'administration inférieurs pour contribuer à la mise en œuvre des ODD. Elle insiste sur l'importance d'un alignement national cohérent avec les réformes de la gestion fiscale, afin que les CT soient en mesure de recouvrer et de dépenser les recettes conformément aux priorités locales¹⁴⁹. Au **Rwanda**, les stratégies de développement locales sont alignées sur le programme national et les cibles des ODD grâce à une évaluation du niveau d'intégration des indicateurs des ODD avec le soutien de RALGA dans trois districts pilotes (Bugesera, Gicumbi et Ruhango). Il est prévu d'étendre les résultats à l'ensemble des vingt-sept autres districts du pays, bien que la poursuite des travaux d'alignement et de sensibilisation aux ODD nécessite des compétences supplémentaires et de nouvelles ressources¹⁵⁰.

En **Tanzanie**, le gouvernement national a encouragé l'intégration des ODD dans les plans et projets de développement locaux. Une stratégie de localisation des ODD a également été présentée aux responsables de la planification des secrétariats régionaux du pays, aux responsables de la planification des districts et aux secrétaires administratifs adjoints chargés de la coordination avec les CT. Des ateliers de sensibilisation ont également été organisés à destination des associations des CT afin de les aider à intégrer les ODD et les plans nationaux dans les plans et budgets locaux. Aux **Comores**, les municipalités de Moroni, Mitsamiouli, Wella, Iconi, Fombouni, Mutsamudu, Ouoini et Nioumachouoi alignent leurs stratégies locales sur les ODD. À **Madagascar**, des consultations régionales ont été organisées dans trois des vingt-deux régions. Au moins dix-huit gouvernements locaux, dont celui d'Antananarivo, commencent

maintenant à se référer aux ODD dans leurs engagements et leurs politiques. À Maurice, suite à l'adoption d'une Charte sur les changements climatiques en 2015, des mesures ont été prises pour réduire les émissions de GES au niveau local. En outre, les sept districts et les cinq municipalités du pays, ainsi que l'Assemblée régionale de Rodrigues, ont adopté des stratégies de réduction des risques de catastrophe.

En **Afrique australe**, les autorités locales ont présenté des plans de développement urbains et de district pour aligner leurs priorités sur le Plan national de développement au **Botswana**¹⁵¹. Au **Malawi**, le ministère du Gouvernement local et du Développement rural a organisé des ateliers régionaux pour les conseils locaux des régions, afin de revoir les plans de développement locaux dans le but d'aligner les priorités des conseils ruraux et urbains sur les ODD¹⁵². En **Afrique du Sud**, des progrès ont été réalisés en termes d'alignement des politiques nationales sur les ODD, mais l'alignement des politiques locales reste embryonnaire. La municipalité métropolitaine d'eThekweni-Durban représente un précurseur en matière de localisation des ODD au niveau local et régional, grâce à l'alignement de son plan de développement intégré (voir l'encadré 3 du chapitre Aires métropolitaines). Un effort similaire a été entrepris par la ville du Cap, qui a aligné sa stratégie de résilience sur les cibles des ODD. Toutefois, il convient de noter que ces deux villes sont des municipalités métropolitaines et sont donc mieux à même de faciliter le travail autour des ODD que certaines autres villes.

Comme indiqué ci-dessus, l'alignement des ODD sur les plans de développement locaux et régionaux gagne du terrain, mais à des rythmes différents selon les pays d'Afrique. Les organisations internationales, les réseaux de villes et les associations nationales et régionales de CT, sont essentiels pour faciliter ces activités, surtout en l'absence d'orientations nationales. Toutefois, le leadership des États reste indispensable pour garantir que l'alignement et la mise en œuvre s'inscrivent dans la durée, qu'ils couvrent tous les territoires et tous les échelons de gouvernement, et qu'ils s'accompagnent d'une capacité fiscale adéquate. Cela montre qu'une localisation réussie des ODD doit à la fois partir du bas (*bottom-up*) et du haut (*top-down*).

Disponibilité des données pour le suivi au niveau local

Le suivi et la production de rapports (ODD 17.18 et 17.19) sont essentiels pour comprendre où et pourquoi il y a eu (ou non) des progrès sur les ODD (ainsi que sur toute autre politique ou objectif mondial ou national), et où des actions supplémentaires sont nécessaires. Malgré les efforts déployés aux niveaux continental et national pour améliorer la collecte de données et le suivi des ODD, de vastes défis restent à relever. La prédominance de l'informalité en Afrique a des implications pour la mesure des ODD, car les objectifs et les indicateurs reposent sur des données officielles, qui excluent les activités informelles non réglementées¹⁵³. Par

conséquent, l'Afrique est actuellement très sous-représentée dans les bases de données urbaines mondiales existantes¹⁵⁴.

Un certain nombre d'initiatives sont en cours qui visent à renforcer la capacité des gouvernements nationaux dans leur collecte et contrôle des données sur les ODD et sur l'urbanisation. En 2018, l'Union africaine a adopté la Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique 2017-2026, qui vise à soutenir la production de données statistiques adéquates, de qualité, désagrégées et harmonisées sur l'ensemble du continent aux fins de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des agendas de développement tels que l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063.

En outre, **certains pays ont opté pour des mécanismes de collecte de données adaptés aux contextes locaux**. Le Service statistique du Ghana (GSS) a procédé à un examen de la disponibilité des données pour la production d'indicateurs des ODD : cela a abouti à la création de la feuille de route nationale des données à mettre en œuvre par le biais d'un comité consultatif multipartite¹⁵⁵. Le Rwanda fournit un autre exemple de pays où différents niveaux de gouvernement et d'acteurs sont impliqués dans le suivi et l'évaluation des ODD, bien qu'avec certaines limites (voir encadré 6). L'étape suivante consiste à mettre en relation les bureaux nationaux de statistiques et leurs bureaux

Encadré 6

Suivi et mise en œuvre des ODD au Rwanda

Le suivi et la mise en œuvre des ODD au Rwanda se fait par le biais de divers forums et systèmes qui incluent la passation de contrats de performance (*Imihigo*), qui est maintenant intégrée dans un système de gestion en ligne basé sur les résultats. L'Institut national de la statistique est responsable de l'évaluation annuelle des contrats de performance pour toutes les agences gouvernementales et les districts. Des fiches de rapport citoyennes et un dialogue national annuel (*Umushyikirano*) assurent également ce suivi et rapport. Le dialogue national annuel réunit des hauts responsables et un échantillon représentatif de tous les dirigeants ainsi que la représentation des Rwandais de la diaspora. Ce dialogue est diffusé en continu et en direct sur tous les médias et les citoyens peuvent faire part de leurs réactions ou commentaires instantanés à leurs dirigeants¹⁵⁷.

Cependant, un inconvénient est que ce type de mécanisme ne semble pas être directement lié aux Forums urbains nationaux que le Rwanda a organisés depuis 2008. Les Forums urbains nationaux sont des plateformes multipartites régulières visant à soutenir les processus et les débats sur le développement urbain durable par le biais de réunions axées sur l'action. Ces réunions portent sur la manière dont les villes et les établissements humains sont planifiés, conçus, financés, développés, gouvernés et gérés, grâce à la coopération avec des partenaires engagés et divers acteurs urbains.

L'objectif de la troisième de ces réunions, en 2019, était d'évaluer les progrès réalisés et de réfléchir à la poursuite de la mise en œuvre du Nouvel Agenda urbain au Rwanda¹⁵⁸.

Slum Dwellers International et la coproduction de données

Slum Dwellers International (SDI) est un réseau d'organisations communautaires de citoyens pauvres dans trente-deux pays qui existe dans des centaines de villes en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Le réseau a contribué à porter la voix des citoyens pauvres au niveau mondial, en travaillant avec des agences internationales et en opérant sur la scène internationale pour soutenir et faire avancer les programmes locaux.

Le travail de SDI, en particulier l'utilisation des données par les fédérations d'habitants des bidonvilles, a soutenu l'autonomisation des femmes dans les bidonvilles. Les méthodologies de l'organisation visent à faciliter l'inclusion et la participation des groupes informels de la population dans la gestion urbaine à travers une perspective de genre. En tant que membre particulièrement actif de Cities Alliance, ces méthodologies font désormais partie intégrante de tous les projets développés par Cities Alliance, et de nombreux gouvernements locaux ont leur propre engagement avec SDI en dehors des projets financés par des bailleurs de fonds.

SDI a fait partie du programme de travail conjoint Nouvel Agenda urbain-ODD de Cities Alliance, qui se concentre sur la mise en œuvre des agendas mondiaux portant intérêt aux villes. Ce programme apparaît comme un des vecteurs les plus puissants pour impulser la localisation des ODD en Afrique. Grâce à la dynamique créée par SDI, le rôle central des CT d'Afrique dans la prestation de services de base ainsi que l'impératif de renforcer cette capacité pour lutter efficacement contre la pauvreté ont pris une importance majeure.


régionaux avec les CT. Si aucune autorité locale en Afrique ne dispose de données locales et n'est en mesure de les utiliser¹⁵⁶, il sera difficile d'alimenter une base de connaissances nécessaires pour orienter la prestation de services. À titre d'exemple, le Kenya a mis en place un système intégré de suivi et d'évaluation du comté, tandis que le Zimbabwe a créé des points focaux nommés par les autorités locales pour soutenir le travail du comité national statistique de l'État. Il sera essentiel de mettre en place des installations de données interopérables – qui n'existent actuellement que dans quelques-unes des villes africaines les plus grandes et les mieux dotées en ressources, comme la région de Gauteng en Afrique du Sud – et des analyses basées sur des systèmes qui reflètent et informent les choix complexes auxquels sont confrontés les responsables des CT en Afrique. Ce n'est qu'avec ces analyses que l'on pourra comprendre et gérer l'interaction et les liens entre les ODD et que les collectivités locales pourront maximiser leurs capacités limitées.

Ces processus doivent également inclure les communautés locales, la société civile et les autres parties prenantes, et leur donner les moyens de comprendre, de contribuer et d'utiliser des données de manière indépendante afin de demander des comptes au gouvernement. Les OSC sont importantes pour faire entendre la voix des groupes

de la société qui ne sont pas toujours représentés dans les plateformes décisionnelles officielles, garantissant ainsi que « personne n'est laissé pour compte ». Le travail de SDI en est un excellent exemple, puisque cette organisation a encouragé une politique permettant aux communautés d'interagir directement avec les gouvernements locaux en rendant les communautés pauvres éligibles et prêtes à bénéficier d'une meilleure prestation de services. Parmi ces efforts novateurs, on peut citer le travail de SDI sur la collecte de données à travers le projet « *Know Your City* » auprès des gouvernements locaux et des populations des bidonvilles en partenariat avec CGLU Afrique et Cities Alliance (voir encadré 7). L'outil africain de suivi des OSC participe également au suivi et à la révision de l'Agenda 2030 en collaborant avec des organisations et des réseaux de jeunes au Botswana, au Burkina Faso, au Ghana, au Kenya, en Ouganda et en Zambie¹⁶⁰.

Un certain nombre d'exemples de partenariats entre les CT, les institutions universitaires et les chercheurs sur le continent, montrent également l'importance et le potentiel des partenariats de connaissances entre plusieurs acteurs pour aider les CT à produire des connaissances et des données pour la localisation des ODD (ODD 17.16). Les questions de propriété intellectuelle, de qualité et d'interopérabilité, et le manque de capacité des gouvernements locaux africains à agir en tant que curateurs de l'information publique sur le contexte local, font des questions de gestion des données un élément central de la localisation des ODD en Afrique.

Depuis 2017, les chercheurs du réseau de recherche Mistra Urban Futures¹⁶¹ travaillent avec les CT des villes du Cap et de Kisumu pour soutenir la compréhension et la mise en œuvre des ODD et du Nouvel Agenda urbain, pour faciliter l'apprentissage et l'interaction transdisciplinaires et inter-villes¹⁶².

Une autre initiative qui comble le fossé entre le monde des décideurs politiques et le monde universitaire est la recherche intégrée de pointe pour l'Agenda 2030 en Afrique, un programme quinquennal qui vise à accroître la production de recherches de haute qualité, intégrées (inter et transdisciplinaires) et orientées vers des solutions pour promouvoir la durabilité mondiale, effectuée par des scientifiques en début de carrière en Afrique. Ces connaissances sont utilisées pour relever les défis complexes de la durabilité dans la région. Des projets à Lagos et Accra, ainsi qu'à Luanda et Maputo, examinent la collecte de données coproduites et le suivi de l'ODD 11 en impliquant différents acteurs urbains, y compris les CT¹⁶³. Un grand nombre d'instituts de recherche urbaine sur le continent, tels que le Centre de recherche urbaine de Sierra Leone basé à Freetown, effectuent un travail similaire avec les gouvernements locaux et d'autres acteurs urbains autour de la production de connaissances pour les ODD¹⁶⁴. 

3.3. Initiatives des collectivités territoriales pour localiser les ODD

De nombreuses villes du continent ont mené des initiatives, avant l'adoption par la communauté internationale de l'Agenda 2030 ou du Nouvel Agenda urbain, qui se rapportent à différents domaines des ODD. Dans ces cas, la localisation des ODD est implicite. L'absence de « label ODD » n'enlève rien à la valeur ajoutée que ces initiatives apportent à la campagne mondiale et aux efforts de localisation et de sensibilisation aux engagements mondiaux de 2030. Renforcer l'attrait des ODD par la mise en œuvre de tels projets peut devenir un outil de sensibilisation en soi pour aider les CT africaines à concevoir de nouveaux instruments et priorités compatibles avec l'Agenda 2030, ainsi qu'avec l'Agenda 2063 pour l'Afrique. Simultanément, cela peut contribuer à intensifier les efforts existants qui ont un potentiel de transformation plus large et qui permettront de maximiser les progrès vers les ODD ainsi que vers d'autres objectifs politiques mondiaux et les principes du Nouvel Agenda urbain.

Il existe de nombreux exemples de villes et régions d'Afrique ayant mené des actions en profitant des avantages des ODD. Les diverses initiatives menées par les CT d'Afrique ont été regroupées en thèmes transversaux afin d'aborder l'interdépendance du développement durable et de l'action locale pour réaliser les objectifs mondiaux de développement. Ces mesures et politiques locales peuvent être considérées comme des réponses possibles aux défis de l'urbanisation africaine, notamment l'informalité généralisée, la pauvreté et le manque d'accès aux services de base, la vulnérabilité croissante face aux effets du changement climatique et l'augmentation des inégalités, de la violence urbaine et des conflits. Elles montrent comment les CT peuvent mener des approches visant à la transformation à partir des territoires.

Faire face à la pauvreté multidimensionnelle et à l'informalité généralisée pour un meilleur accès aux services de base

La pauvreté reste l'un des plus grands obstacles au développement en Afrique et les niveaux insuffisants d'éducation, de santé, de services de base et

l'insécurité alimentaire fragilisent particulièrement les populations les plus vulnérables, telles que les femmes, les enfants et les personnes âgées. En Afrique, la pauvreté est un problème très répandu, bien qu'il soit plus concentré dans un certain nombre de pays à croissance rapide, ainsi que dans certaines régions. Souvent, elle trouve son origine dans des problèmes structurels tels que la violence, l'instabilité politique, les changements climatiques et d'autres crises profondément enracinées¹⁶⁵. Le développement du secteur informel dans l'économie et le paysage urbain africains constitue un autre problème majeur. La plupart des emplois non agricoles en Afrique subsaharienne sont informels et la plupart de ces emplois sont des emplois indépendants. Le travail informel représente entre 70 et 80 % de l'économie urbaine. Les politiques et les pratiques des gouvernements locaux et la façon dont ils font face à l'informalité ont donc un impact important sur les conditions de vie en milieu urbain¹⁶⁶. Cette section présente des exemples non exhaustifs d'initiatives locales en matière de sécurité alimentaire, de logement et de services de base qui contribuent à la réduction de la pauvreté.

Chaque ODD permet de traiter la complexité des questions qu'il couvre (et diffère en cela des Objectifs du millénaire pour le développement – OMD), mais ils doivent être considérés ensemble dans toutes leurs dimensions pour appréhender la complexité du contexte africain, ainsi que celles des autres continents. Par exemple, pour atteindre la **sécurité alimentaire** dans toutes ses dimensions, il faut non seulement répondre à l'ODD 2 sur l'élimination de la faim, mais aussi à d'autres ODD axés

Les diverses initiatives des gouvernements locaux et les manières dont ils répondent à l'informalité ont un impact important sur les modes de vie urbains.



Livraison de pain, le Caire, Égypte (photo : M M, t.ly/Je008).

sur le développement social, tels que l'ODD 1 sur l'éradication de la pauvreté, l'ODD 3 sur la santé, ainsi que l'ODD 5 sur l'égalité des genres, de même qu'à sa dimension économique et urbaine spécifique (les ODD 8, 9 et 11)¹⁶⁷.

Parmi les exemples d'initiatives africaines qui abordent ces différents aspects, on peut citer les villes d'Antananarivo à Madagascar et de Dakar au Sénégal, qui ont été récompensées pour leurs projets d'agriculture urbaine et de micro-jardins par le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan, pour leurs pratiques innovantes et la création de plateformes d'action alimentaire urbaine. Ces deux projets encouragent l'installation de micro-jardins de légumes dans les quartiers à faible revenu afin d'améliorer la sécurité alimentaire et de créer des activités génératrices de revenus. Une initiative similaire a été récompensée à Arusha, en Tanzanie, qui a mis l'accent sur le rôle des femmes en tant que pourvoyeuses de sécurité alimentaire et protectrices de l'agro-biodiversité. Le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan ne soutient pas seulement les efforts des villes pour renforcer les systèmes alimentaires urbains ; il a également contribué à stimuler les échanges de pratiques et d'apprentissage entre les villes signataires. Ce type d'apprentissage entre pairs permet d'approfondir le travail mené au niveau des villes et de favoriser un engagement plus systémique avec les gouvernements locaux qui jouent un rôle clé pour la sécurité alimentaire¹⁶⁸.

Les défis de l'informalité et de la pauvreté se rejoignent surtout dans le domaine du **logement**. L'ONU-Habitat estime que 62 % des ménages

urbains africains vivent dans des bidonvilles¹⁶⁹. Un nombre croissant de pays africains, tels que le Rwanda, le Lesotho et le Ghana, mettent en œuvre de nouvelles politiques de logement plus complètes, en définissant plus clairement les rôles et les responsabilités des CT dans la planification et la production de logements. Au Maroc, dans le cadre de l'initiative nationale Villes sans bidonvilles, Casablanca a entrepris un travail important de cofinancement du relogement des ménages logés de manière informelle en mobilisant le financement des ménages et les investissements de tiers¹⁷⁰. Ces nouvelles politiques se développent à partir de cadres et de conventions internationaux sur le droit au logement, tels que le Nouvel Agenda urbain et les ODD. En outre, une politique de « logement inclusif » est en cours d'adoption par diverses CT. Johannesburg exige désormais qu'une part de toutes ses unités développées soit constituée de logements plus abordables. Les villes du Cap et d'eThekweni identifient également de manière proactive des parcelles de terrain bien situées sur lesquelles développer des logements plus abordables¹⁷¹.

Dans le domaine de l'**amélioration des bidonvilles et des infrastructures urbaines**, il existe également plusieurs expériences de partenariats entre les CT et les organisations communautaires qui ont permis de réduire les écarts en termes d'offre et à trouver des solutions abordables, sûres et durables¹⁷². CGLU Afrique a notamment établi un partenariat avec Shack/SDI pour mettre en œuvre le programme « *Know Your City* ». Son objectif est de renforcer la collaboration entre les gouvernements locaux et les communautés urbaines pauvres dans

la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des processus de planification urbaine, ainsi que d'assurer une approche plus inclusive du développement et de la gestion urbaines. Les initiatives autour de l'assainissement participatif des bidonvilles contribuent non seulement à l'amélioration des logements mais aussi à un meilleur accès aux services de base tels que l'eau et l'assainissement, la gestion des déchets et l'énergie, ainsi qu'à un développement urbain plus intégré. Un exemple notable est le projet d'amélioration des bidonvilles de Mukuru à Nairobi (Kenya), où le comté de Nairobi a créé une zone de planification spéciale pour la rénovation participative¹⁷³. D'autres exemples d'approches participatives de l'amélioration des bidonvilles comprennent la ville d'Epworth (Zimbabwe), où ont été établis un profil, une cartographie et un recensement de l'établissement informel Magada. Ces informations ont servi de base à un programme d'amélioration dans le cadre d'un accord entre les résidents et leurs organisations communautaires et les gouvernements local et national¹⁷⁴. « Transformer les établissements des citoyens pauvres » en Ouganda est un autre exemple d'initiative où cinq villes secondaires sont soutenues par un cadre de gouvernance multiniveaux qui inclut à la fois le gouvernement national et les collectivités territoriales. Ce cadre a été étendu aux quatorze principales villes intermédiaires du pays, ce qui garantit la participation des citoyens pauvres aux processus de planification et de décision, en particulier dans les forums de développement municipal. De même, au Mozambique, la municipalité de Beira a créé le Centre communautaire multifonctionnel pour les énergies renouvelables dans le bidonville de Munhava, avec le soutien d'ONU-Habitat, afin de permettre aux habitants des bidonvilles d'avoir accès à une énergie propre, à de meilleures installations sanitaires et à l'eau potable. Le centre vise également à offrir des possibilités, en particulier aux jeunes et aux femmes, d'échanger des expériences et de générer des initiatives locales liées au développement de leurs communautés¹⁷⁵.

La **collecte informelle des déchets** a lieu dans la majorité des villes africaines. Dans certaines villes comme Kinshasa, en République démocratique du Congo, les services de collecte des déchets sont presque entièrement assurés par des travailleurs informels (98 %) ¹⁷⁶. Il existe des exemples locaux intéressants de coproduction participative dans ce domaine, tel que celui développé dans le gouvernorat de Qalyubeya, en Égypte. Les ramasseurs de déchets informels locaux y ont joué un rôle central dans le lancement d'un système de gestion communautaire intégré des déchets solides. Le système a amélioré l'environnement local et les conditions de vie des résidents locaux, atténué le problème des déchets solides et créé de nouveaux emplois sans affecter les actuels. Ce projet innovant a reçu le 3^e Prix international de Guangzhou pour l'innovation urbaine en 2016 ¹⁷⁷.

De même, dans la ville d'Accra, au Ghana, l'Assemblée métropolitaine d'Accra (AMA) intègre les collecteurs informels de déchets dans les

contrats signés avec les entreprises de collecte de déchets, dans le cadre de son adhésion à l'initiative 100 Villes résilientes. En mai 2017, la ville a mis en service une station de transfert des déchets, qui sert de point de transit pour les déchets transportés depuis d'autres parties de la ville par les collecteurs informels, et qui dessert les communautés situées dans les zones mal desservies. En raison du succès de cette approche, l'AMA est en train d'enregistrer tous les collecteurs informels de déchets afin de réglementer leurs activités¹⁷⁸. En Afrique du Sud, la ville de Johannesburg a créé sept centres de rachat de déchets, gérés par la communauté informelle des collecteurs de déchets, dans le but de responsabiliser les citoyens pauvres et de leur offrir des avantages en matière de sécurité d'emploi, tout en augmentant les taux de recyclage. Dans le cadre d'un projet global de gestion des déchets, N'Zérékoré (Guinée) a mis en place des zones d'activités dans toute la ville pour informer et former la population à l'hygiène environnementale et publique et encourager les bonnes pratiques de santé publique. En plus d'améliorer les conditions de vie et la santé publique dans toute la ville, ce projet a créé des emplois pour les groupes les plus défavorisés, notamment les femmes¹⁷⁹.

L'accès aux services de base dans les **écoles**, notamment l'électricité, l'eau potable et l'Internet, est un défi tout aussi crucial en Afrique¹⁸⁰. En Zambie, les gouvernements locaux jouent un rôle essentiel dans l'amélioration des interventions sanitaires dans les établissements scolaires en veillant à ce que les élèves aient accès à l'eau potable et à l'assainissement. La ville égyptienne d'Assouan a également élaboré une stratégie globale qui intègre des programmes de jardinage et de conservation de l'eau dans les écoles, ainsi que diverses possibilités de formation à l'entrepreneuriat pour différents groupes de la société¹⁸¹.

Dans le domaine des **transports**, il existe des initiatives importantes qui cherchent à intégrer les systèmes de transport informels, comme le projet *Move Windhoek* en Namibie. La ville de Windhoek, en collaboration avec le ministère des Travaux publics et des Transports et la GIZ, a élaboré le Plan directeur des transports urbains durables pour Windhoek, qui permet aux décideurs politiques de développer un système de transport public et non motorisé abordable, accessible et efficace pour les vingt prochaines années, répondant ainsi aux besoins spécifiques des populations urbaines les plus défavorisées¹⁸². Dans le cas de Tshwane, en Afrique du Sud, l'administration de la ville a amélioré sa collaboration avec les fournisseurs de transport informels, ce qui a permis d'améliorer le DEL (ODD 8), a accéléré le rythme du changement social et a eu un impact direct sur la vie des citoyens les plus pauvres.

Rendre les communautés durables et résilientes pour atténuer les effets des changements climatiques

Le rapport publié par le Centre des Objectifs de développement durable pour l'Afrique indique, de

manière surprenante, que les pays africains sont sur la bonne voie pour atteindre l'ODD 13 et qu'ils prennent des mesures urgentes pour lutter contre les changements climatiques et ses effets¹⁸³. Toutefois, il n'y a aucun moyen d'atteindre l'objectif de 1,5 °C si la tendance actuelle de l'urbanisation en Afrique emprunte les mêmes chemins industriels et infrastructurels que l'Europe et l'Amérique du Nord il y a un siècle¹⁸⁴. Les récentes innovations technologiques et les changements dans l'économie politique rendent toutefois compatibles un grand nombre de solutions d'énergie renouvelable et d'infrastructures requises avec les options les moins coûteuses et les plus tenables pour améliorer la vie des habitants des villes et des zones rurales.

Les villes et territoires africains ont mis en œuvre une série d'initiatives pour s'adapter aux changements climatiques et en atténuer les conséquences, telles que les inondations, l'élévation du niveau des mers, les températures extrêmes et la sécheresse. Il s'agit notamment de projets dans le domaine des écosystèmes et de la biodiversité, de l'eau, de l'agriculture et de l'énergie, ainsi que de l'urbanisme et des infrastructures, qui sont liés à une série d'ODD au-delà de l'ODD 13 et à l'Accord de Paris sur les changements climatiques et au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. En adoptant des approches durables et plus intégrées en matière d'urbanisme, les ODD peuvent contribuer à réduire les risques de catastrophe, à améliorer la prestation de services de base et à renforcer la résilience au niveau local. Ces efforts peuvent également contribuer à la réalisation des ODD 1 et 11.

La ville d'Accra a été une pionnière en Afrique dans le renforcement de sa capacité à transformer les engagements en plans concrets et à devenir plus résiliente et neutre en carbone. La ville du Cap a mis en œuvre une politique ambitieuse en matière de changement climatique, dans le but de réduire l'intensité en carbone et en énergie de ses activités, d'améliorer son réseau de transport et de réduire l'utilisation des véhicules privés.

En plus de ces deux villes, plusieurs autres municipalités comme Kigali, Lagos, Louxor, Nairobi ou Paynesville, se sont engagées dans des **stratégies de résilience urbaine** pour mieux se remettre des stress socio-économiques et environnementaux,

dans le cadre du réseau 100 Villes résilientes. La ville de Kigali (Rwanda) a, par exemple, basé son plan d'action sur les défis auxquels elle fait face, notamment le vieillissement des infrastructures, l'insécurité énergétique, la dégradation de l'environnement, le manque de logements abordables et les inondations, tandis que Paynesville (Liberia) a centré sa stratégie sur des domaines d'intervention spécifiques, tels que la santé publique et la gestion de l'eau. Cette dernière a réussi à fournir des services d'éducation et d'hygiène aux communautés touchées par la maladie du virus Ebola, dans le but d'accroître sa capacité de résistance face aux futurs défis de santé publique.

Des projets d'éco-cités ont également fleuri dans quelques pays, offrant des modèles innovants de durabilité urbaine. L'éco-cité de Zenata (Maroc), située entre Casablanca et Rabat, a été conçue sur la base des principes de développement durable et de résilience. L'organisation de la ville facilite la ventilation naturelle et 30 % des espaces publics sont des espaces verts, avec un éclairage public entièrement à diodes électroluminescentes (LED). Au Burkina Faso, la nouvelle éco-ville de Yennenga, actuellement en construction à 15 km de la capitale Ouagadougou, a été planifiée en accordant une attention particulière aux vents du Harmattan, à l'énergie solaire et à la collecte des eaux de pluie.

Quelques municipalités se sont également engagées à prendre des mesures pour mettre en œuvre des stratégies efficaces de **réduction des risques de catastrophe**. Béguédo, au Burkina Faso, renforce et protège ses écosystèmes et ses tampons naturels pour les rendre plus résistants aux risques naturels. La municipalité prend des mesures en matière de bonne gouvernance des ressources naturelles, d'adaptation aux changements climatiques : elle met en œuvre des pratiques telles que la cartographie des zones protégées, travaille avec les populations locales pour montrer comment elles peuvent améliorer leurs conditions de vie tout en réduisant les risques de catastrophe¹⁸⁵. Au Cameroun, Yaoundé 6 est engagée dans la réduction des risques de catastrophe au niveau local depuis 2013 ; elle est passée d'une vision sectorielle à une vision globale et intégrée de son développement, avec un plan couvrant la période 2019-2030¹⁸⁶.

Il est important que les projets s'étendent également, au-delà des grandes villes, aux petites villes situées dans des zones côtières et rurales. Au Mozambique, la municipalité côtière de Quelimane est passée ces dernières années d'une approche étroite du développement économique et de la réduction de la pauvreté à une approche plus prospective du développement compatible avec le climat, intégrée dans sa planification urbaine. La municipalité a entrepris une série d'actions, dans le cadre d'un projet pluriannuel soutenu par des acteurs de la coopération internationale, qui cherchent à relever de multiples défis et à atteindre des objectifs de durabilité. En restaurant ses forêts de mangrove, Quelimane parvient à améliorer simultanément sa capacité d'adaptation aux risques d'inondation et d'élévation du niveau de la mer et

Au Mozambique, la municipalité côtière de Quelimane est passée ces dernières années d'une approche étroite du développement économique et de la réduction de la pauvreté à une approche plus prospective du développement compatible avec le climat, intégrée dans sa planification urbaine.

à offrir des opportunités économiques aux populations pauvres et marginalisées, qui sont chargées de gérer les semis d'arbres, contribuant ainsi à l'ODD 15. De façon similaire, sur la côte atlantique, la ville de Saint-Louis au Sénégal, en collaboration avec Enda Energie et Wetlands International, a établi un cadre global pour la protection des écosystèmes côtiers vulnérables. Au Kenya, deux villages (Gazi et Makongeni) ont uni leurs forces pour la préservation de la mangrove en échangeant des crédits carbone. Les bénéfices réalisés à ce jour ont permis de préserver 117 hectares de mangroves et d'assurer des revenus réguliers utilisés pour améliorer l'accès à l'eau potable. En 2017, ce projet a reçu le Prix de l'Initiative Équateur. Il est reproduit dans d'autres régions du Kenya.

En outre, l'élaboration de stratégies et de plans d'action nationaux pour la biodiversité dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique est devenue un outil politique essentiel pour de nombreuses CT afin de planifier des **stratégies locales et régionales pour la biodiversité**. La région de Fatick, au Sénégal, a par exemple élaboré le plan de développement régional intégré 2012-2018 qui utilise une approche écosystémique pour atteindre les objectifs mondiaux au niveau régional. Le transfert des pouvoirs de gestion de l'environnement et des ressources naturelles aux régions a permis à Fatick de concevoir et de contrôler sa biodiversité, en préservant et protégeant notamment la faune sauvage. À ce jour, trente-trois forêts sont en cours d'aménagement et cent villages sont impliqués dans la gestion des forêts. Dans le même esprit, la municipalité de Dakar a organisé des activités de reboisement avec des écoliers de zones défavorisées, dans un environnement d'apprentissage plus inclusif, afin de sensibiliser aux changements climatiques tout en luttant contre les inégalités.

Si ces divers projets et initiatives sont importants, au Kenya trois comtés différents ont pris des mesures importantes pour approuver une **législation sur les changements climatiques** au niveau des CT afin d'aborder ces phénomènes de manière plus structurelle (voir encadré 8).

De nombreuses villes de pays émergents, comme Lagos (Nigeria) et Tshwane (Afrique du Sud), ont des émissions de GES plus élevées que les villes de pays plus avancés, notamment en raison des émissions élevées dans les secteurs des transports et de la production d'énergie¹⁸⁸. Paradoxalement, la part de la mobilité piétonne dans les villes africaines est supérieure à la moyenne mondiale, par exemple 61 % à Nairobi, 48 % à Dar es Salaam et 34 % au Cap¹⁸⁹. Dans ce contexte, de grandes villes comme Johannesburg et Le Cap (Afrique du Sud), Dakar (Sénégal), Nairobi (Kenya) ou Dar es Salaam (Tanzanie), ont inauguré des **systèmes de transport rapide** ces dernières années¹⁹⁰. Leur objectif est de permettre aux habitants d'accéder à un système de transport public de qualité, durable et abordable, tout en contribuant à réduire la pollution atmosphérique et à promouvoir des modes de mobilité durables grâce à la création de pistes cyclables et de trottoirs.

Encadré 8

Législation sur le climat et financement au niveau des comtés au Kenya pour la réalisation des ODD

En 2015, le comté de Makueni est devenu la première collectivité territoriale en Afrique à inscrire dans la loi des engagements financiers sur les changements climatiques, permettant d'allouer l'équivalent de 1 % du budget annuel de développement du comté à des initiatives d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques.

Il a été suivi en 2016 du comté de Wajir, qui a promulgué une loi sur les changements climatiques rendant opérationnel le Fonds du comté pour les changements climatiques et allouant 2 % du budget annuel de développement du comté aux changements climatiques, avec un cadre clair de liquidation, de décaissement et de gestion. Grâce à une approche participative, le comté identifie chaque année les projets liés aux changements climatiques qui bénéficieront de ce fonds.

Enfin, le comté de Garissa a lancé des initiatives d'adaptation au climat pour ses populations, composées en grande partie de pasteurs, et a récemment adopté la loi sur les changements climatiques du comté, qui alloue 1 % du budget annuel de développement du comté pour faire face aux impacts des changements climatiques.

L'adoption de ces lois permettra aux gouvernements de ces comtés de répondre non seulement à l'ODD 13, mais aussi aux ODD liés à l'éducation, aux soins de santé, à l'eau et à l'assainissement¹⁸⁷.

Certaines municipalités ont mis en place des initiatives visant à encourager la **consommation et la production durables d'énergie**. En Ouganda, Kampala et Jinja sont des villes innovantes qui ont mis en place des systèmes d'éclairage public solaires. Environ 1 800 lampadaires solaires ont été installés à Kampala, et 92 à Jinja. Ce système a généré toute une série d'avantages économiques, sociaux et environnementaux pour les deux villes, notamment un taux de criminalité plus faible, une meilleure sécurité routière, une économie nocturne plus dynamique et une valeur immobilière plus élevée, contribuant aux cibles des ODD 11, 13 et 16¹⁹¹. D'autres villes ont été actives en proposant des solutions innovantes pour transformer les déchets en énergie. La ville d'Addis-Abeba, en Éthiopie, a récemment inauguré une station de valorisation énergétique des déchets, qui collecte la chaleur émise lors de l'incinération pour produire de l'énergie. L'usine de valorisation énergétique des déchets devrait incinérer 1 400 tonnes de déchets organiques par jour, soit environ 80 % des déchets de la ville, et fournir cent emplois qualifiés à Addis-Abeba¹⁹². De même, sur l'île de Zanzibar (Tanzanie), un projet pilote a été lancé en septembre 2017 dans une zone à faible revenu de l'île appelée Shauri Moyo, où deux cents ménages ont été sélectionnés. À plus petite échelle, un centre de gestion

des déchets a été créé en 2017 dans le village de Houégbo (Bénin), afin d'encourager les citoyens, par des incitations financières, à collecter leurs déchets organiques pour les convertir en biogaz. Le projet devrait être reproduit dans les soixante-dix-sept municipalités du pays.

En outre, un certain nombre de villes adoptent des initiatives en faveur d'une **économie urbaine circulaire**. Le Cap, en Afrique du Sud, a lancé depuis 2009 des actions visant à récupérer et à réduire les déchets et à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments municipaux. En 2015, la ville avait installé environ cinq cents compteurs intelligents dans les installations municipales ; elle a développé un système automatisé de gestion de l'énergie, l'application « *Smart Facility* ». Celle-ci interprète les données de consommation d'électricité de l'installation d'une manière conviviale et accessible, en illustrant les données sur un tableau de bord pour les utilisateurs finaux internes et le public. En outre, le *Western Cape Industrial Symbiosis Program* (WISP) a été mis en place dans la ville : il fournit aux entreprises membres du temps et une expertise technique, en les mettant en relation avec des ressources inutilisées ou résiduelles, telles que les matériaux, l'énergie, l'eau, les actifs, la logistique et l'expertise. L'impact cumulatif du WISP au cours des cinq dernières années a notamment permis de détourner 27 436 tonnes de déchets des décharges, d'économiser 46 700 tonnes de GES (l'équivalent de neuf éoliennes de 2,2 MW installées en Afrique du Sud), de générer 2,8 millions d'euros de bénéfices financiers par des revenus supplémentaires, des économies de coûts et des investissements privés, ainsi que de créer 143 emplois dans l'économie (25 directement dans les entreprises membres). Le programme a reçu de nombreuses nominations, en étant notamment finaliste à trois reprises pour divers Prix de l'économie circulaire. L'économie circulaire en est encore à ses débuts sur le continent, mais elle offre à l'Afrique, en tant que système réformateur, d'importantes possibilités d'atteindre une croissance économique plus inclusive, en permettant des possibilités d'emploi et de favoriser des pratiques environnementales positives.

Construire des villes et territoires inclusifs et pacifiques

La fragilité et les conflits ainsi que les inégalités croissantes sont reconnus comme des facteurs majeurs qui entravent les progrès vers les ODD, en particulier comme un obstacle majeur à la réalisation des cibles des ODD 10 et 16. De nombreux exemples d'initiatives menées par les gouvernements locaux dans le domaine de la paix et des sociétés inclusives sont soutenus par des partenariats avec des acteurs tels que les agences onusiennes, la société civile ou le secteur privé, dans les domaines de l'assainissement des bidonvilles, de la planification et de la budgétisation participatives ou de la prestation de services (voir cidessus). Les partenariats entre villes sont également essentiels.

Un exemple important à cet égard est le partenariat entre la ville béninoise de Dogbo et la ville

belge de Roulers dans le domaine des actes de naissances. Ces derniers sont cruciaux pour obtenir une identité légale et garantir l'accès aux droits et services de base (ODD 16.9). Les deux villes ont été jumelées en 2010 et travaillent en étroite collaboration sur des projets allant de la gestion de l'eau aux échanges culturels. Grâce à ce projet, tous les enfants nés dans la ville de Dogbo ont été enregistrés, contre seulement 40 % en 2010. Ce projet a été récompensé en 2018 par PLATFORMA, l'Association européenne des collectivités territoriales¹⁹³.

Les CT d'Afrique ont soutenu des initiatives visant à lutter contre la violence urbaine et à surmonter les conflits interethniques, religieux et socio-économiques. Dans les situations critiques, les gouvernements locaux ont joué un rôle crucial en contribuant à la résolution des crises et à l'accueil des personnes réfugiées, comme l'a reconnu la communauté internationale. La crise survenue au Mali en 2012, résultat du coup d'État et de l'occupation du nord du pays par des groupes d'insurgés touaregs puis par des groupes islamistes, en est un exemple. Le Plan pour la relance durable du Mali 2013-2014 (PRED), proposé par le gouvernement national, prévoyait le renforcement de la décentralisation, et les CT européennes ont lancé un fort mouvement de solidarité avec leurs homologues maliennes. C'est également le cas avec l'Alliance du G5 Sahel du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad. En République démocratique du Congo, les autorités locales de Shabunda ont créé des « Comités de paix permanents », dans le but de mettre un terme à la violence et de restaurer l'autorité de l'État, dans un contexte de guerre ethnique au sein de la communauté. Le programme comprenait une sensibilisation visant à faciliter la démobilisation des combattants.

L'Afrique accueille plus de personnes déplacées et de migrants – pour des raisons politiques et de changement climatique – que tout autre continent du monde. Alors que la crise des personnes réfugiées fait peser un lourd fardeau économique et social sur les pays d'accueil, certaines CT mettent en œuvre des solutions efficaces. Dans le cadre de la stratégie nationale pour l'immigration et l'asile, les villes de Tanger et de Nador (Maroc) reconnaissent leur responsabilité humanitaire et facilitent l'accès des personnes migrantes aux services de base, tels que le logement, l'éducation et la santé. En raison du manque de ressources, Tanger encourage activement les OSC à s'associer aux administrations locales autour des questions de migration.

La **culture** peut également apparaître comme un outil puissant pour promouvoir la cohésion sociale et créer des environnements pacifiques. En 2016, la ville de Tombouctou (Mali) a lancé une stratégie visant à renforcer le tissu socio-économique et urbain ainsi que la participation civique dans la ville, dont le besoin se faisait sentir après l'occupation de la ville en 2012 et 2013. Cette initiative a renforcé le patrimoine culturel local, défendu la liberté des citoyens de maintenir leurs pratiques culturelles et promu la culture comme stratégie de résilience et de cohabitation durable¹⁹⁴. Une autre mesure visant

à favoriser l'interculturalité et la cohésion sociale se trouve à Yopougon, une banlieue d'Abidjan en Côte d'Ivoire. Ce projet promeut la citoyenneté culturelle parmi les jeunes locaux dans un contexte de crise post-électorale par le biais de programmes participatifs. Cette initiative a permis de créer les conditions d'une coexistence pacifique, mais le taux de chômage des jeunes reste élevé et nécessite un dialogue permanent pour assurer la cohésion sociale. Il convient également de mentionner le lancement du programme des Capitales africaines de la culture lors du dernier sommet Africités en 2018. En 2020, Rabat accueillera la première édition de la Ville Capitale africaine de la culture.

L'importance des **espaces publics** doit également être soulignée comme un moyen de renforcer la cohésion sociale et de promouvoir la santé, le bonheur et le bien-être de tous les citoyens, en particulier des enfants. L'UNICEF a travaillé dans sept municipalités du Mozambique dans le cadre de son action visant à rendre les villes plus accueillantes pour les enfants par des interventions dans le domaine de l'éducation de la petite enfance, de la nutrition, de la participation et de la gouvernance. Des villes du Kenya et d'Afrique du Sud ont également collaboré avec le programme mondial d'ONU-Habitat sur les espaces publics pour améliorer la qualité des espaces publics. Au Kenya, Nairobi s'est engagée à restaurer et à réhabiliter les espaces publics dans toute la ville en incluant les populations locales dans la gouvernance et la gestion des espaces. Parallèlement au plan directeur de développement urbain intégré de Nairobi, des plans détaillés des zones urbaines ont été préparés sur la base des principes de construction d'espaces publics sûrs, inclusifs et accessibles¹⁹⁵. À Johannesburg (Afrique du Sud), les espaces publics servent de ponts pour reconnecter les zones urbaines aux espaces de loisirs et permettent la liberté de mouvement. En raison de l'héritage spatial de l'apartheid, les parcs et les équipements publics étaient tous concentrés dans les quartiers à revenus élevés, tandis que les *townships* restaient des zones denses avec presque aucun espace vert ouvert. L'initiative « Corridors de la liberté » illustre cette nouvelle vision qui consiste à rendre l'espace public ouvert à tous, en particulier dans les zones les plus pauvres, et à améliorer les conditions de vie dans les anciens *townships*.

Dans le cadre de leurs efforts pour **lutter contre les pratiques discriminatoires**, plusieurs CT se sont également engagées dans des programmes de promotion de l'égalité des chances d'accès pour tous. Pikine, au Sénégal, a inauguré un Bureau des droits pour fournir des services d'attention, d'accueil et de conseil aux personnes migrantes en situation irrégulière. En outre, soixante-quinze autorités locales sénégalaises ont adopté en 2017 une Charte pour la participation citoyenne et le Droit à la cité pour s'engager à faire progresser les droits de l'Homme et les programmes de participation citoyenne au niveau local¹⁹⁶. Dans la commune camerounaise de Mayo-Baléo, un Centre de promotion de la femme et de la famille a été construit pour préparer les femmes, les jeunes filles et les jeunes à la gestion de petites

entreprises et pour les former à différentes activités à travers des cours de langues, de couture, d'informatique et de restauration, entre autres¹⁹⁷. Enfin, les CT ont adopté une Charte des collectivités territoriales d'Afrique sur les migrations à laquelle plus de trente villes ont adhéré.

Garantir un processus de prise de décision responsable et ouvert à la participation

La plupart des interventions au niveau local répondent à la nécessité de faire en sorte que la prise de décisions soit dynamique, ouverte à tous, participative et représentative à tous les niveaux (ODD 16.7). Ce point est lié à l'ODD 11.3 sur la nécessité de renforcer l'urbanisation durable et inclusive pour tous, les capacités de planification et de gestion participatives, intégrées et durables, des établissements humains dans tous les pays d'ici 2030, ainsi qu'à la plupart des principes du Nouvel Agenda urbain.

En Afrique, les systèmes de planification restent très centralisés, avec des lois d'urbanisme principalement héritées de l'époque coloniale, et la plupart du temps contrôlés par un département du gouvernement central. Certains États se sont engagés à décentraliser ces lois. Cependant, il est fréquent que de nouvelles lois aient été rédigées et non approuvées, ou que les changements nécessaires n'aient pas été apportés à la législation sur la gouvernance urbaine et la gestion des terres¹⁹⁸. La ville de

Rues de Nairobi, Kenya
(photo : Xiaojun Deng,
t.ly/2W8G5).



Johannesburg, par exemple, a cherché à créer une stratégie pour repenser la nature de la gouvernance locale. « Joburg 2040 – Stratégie de croissance et développement » est à la fois un document d'aspiration, qui définit le type de société que Johannesburg cherche à devenir d'ici 2040, et un instrument de planification à long terme avec un ensemble de choix stratégiques pour guider la trajectoire de développement de la ville. Elle jette les bases d'une réponse intégrée, à plusieurs niveaux et à plusieurs échelles, aux défis urbains de la ville.

D'autres initiatives visent à intégrer les communautés locales dans la conception de la planification du développement local. Les stratégies de développement urbain (CDS) élaborées par Cities Alliance soutiennent les gouvernements locaux dans l'élaboration de stratégies de développement à long terme, en utilisant une approche participative. Ces stratégies ont été formulées à Ouagadougou (Burkina Faso) et à Douala (Cameroun) sur la base d'exercices de collaboration impliquant les populations locales, en particulier les représentants des membres les plus marginalisés et les plus vulnérables. Ces exercices ont donné des résultats intéressants en termes de recherche de consensus et de possibilités de financement pour les investissements ultérieurs¹⁹⁹. À Cotonou (Bénin), la définition de la stratégie de développement urbain s'est avérée utile pour améliorer la coordination des questions de développement urbain entre les villes de Cotonou, Abomey-Calavi

et Sèmè Podji, qui font partie de l'agglomération de Cotonou. Au Mozambique, la ville de Mandlakazi a mis un accent particulier sur le renforcement de la participation citoyenne avec la création de forums participatifs municipaux, pour débattre et planifier les actions municipales. Outre le forum municipal, un forum de femmes de trente membres et un forum de jeunes de trente personnes ont été créés pour interagir avec le conseil municipal et participer aux activités de planification²⁰⁰.

En Afrique, la population urbaine devrait être multipliée par trois d'ici 2050. La planification de l'extension des villes est donc devenue une question urgente pour les CT, et il convient d'explorer différentes modalités de « planification douce », notamment pour préparer les futures utilisations des sols et planifier le développement des infrastructures. Afin d'être réactifs et de formuler des politiques adaptées à l'importance du secteur informel en Afrique, les CT impliquent de plus en plus les communautés dans leurs stratégies de développement durable. Il est beaucoup plus coûteux de moderniser les infrastructures urbaines *a posteriori* que de planifier à l'avance l'utilisation des terres. Ceci est particulièrement pertinent dans le cas des villes intermédiaires, où les CT ont des capacités financières plus faibles, tout en étant au cœur de la transition démographique urbaine nationale et africaine de façon générale. Un autre exemple est le « plan de base » élaboré dans douze villes africaines, qui a été présenté comme un moyen d'anticiper le Nouvel Agenda urbain. Le succès de ces pratiques repose sur l'implication des populations et des acteurs sociaux dans le diagnostic, et sur l'anticipation des dynamiques territoriales existantes et des besoins de « planification rigoureuse » des futurs équipements.

La **participation aux processus de planification** a également gagné du terrain dans les pays du Maghreb. Le Maroc a introduit de telles dispositions en 2010, demandant aux villes de concevoir des plans stratégiques de manière participative. Les villes de Sousse et de Sfax, en Tunisie, fournissent également des exemples intéressants de développement de stratégies urbaines participatives (voir encadré 9).

Les mécanismes participatifs ont ouvert la voie à une plus grande responsabilisation des CT et à un meilleur accès aux services de base. À Sekondi-Takoradi, au Ghana, les citoyens ont accès à des cartes de pointage pour évaluer leur satisfaction quant à la qualité des services publics fournis aux communautés les plus pauvres. Avec le soutien de l'Open Government Partnership, l'assemblée métropolitaine de ces villes jumelles a fait des progrès considérables pour obtenir de meilleures conditions sanitaires, un meilleur accès aux toilettes et un meilleur éclairage des rues (ce qui a entraîné une réduction de la criminalité nocturne). De même, les **processus budgétaires participatifs** offrent la possibilité à des groupes généralement exclus de la prise de décision politique de faire entendre leur voix, d'aider à identifier des priorités communes et à les réaliser. Dondo, au Mozambique, est le premier exemple largement reconnu de budget participatif

Encadré 9

Planification participative pour le développement urbain à Sfax et Sousse, en Tunisie²⁰¹

À Sfax, la stratégie de développement du Grand Sfax (GSDS) a été élaborée pour promouvoir les stratégies de DEL et donner la priorité aux quartiers mal desservis. Cette stratégie visait également à encourager la coopération intermunicipale pour le développement de la ville et de la région et à obtenir des allocations budgétaires importantes. Presque tous les secteurs de la population ont été activement impliqués dans la formulation d'une stratégie de développement économique à long terme pour le Grand Sfax. Les dirigeants de Sfax ont ainsi fourni un exemple significatif du pouvoir de la gouvernance participative.

Un projet similaire a été promu à Sousse, où la stratégie de développement urbain a été élaborée sur la base d'une méthodologie innovante impliquant les populations locales. Grâce à cette approche méthodologique, la ville a pu identifier cinq objectifs stratégiques communs : la cohésion sociale et territoriale, l'économie, la compétitivité, l'aménagement du territoire, la gestion environnementale et la gouvernance. En outre, un plan d'action a été préparé afin de clarifier la vision de Sousse 2030. Le processus participatif global a permis d'identifier quarante projets pour 2014-2017 et trente autres sont envisagés dans le futur plan d'action.



Vendeurs de bois au marché du parc de la Montée, Yaoundé, Cameroun (photo : CIFOR, t.ly/3nqw5).

en Afrique : cinquante et une communautés locales, débattant au sein de forums municipaux consultatifs, ont discuté de l'affectation de 2,6 millions d'USD de dépenses publiques. Le conseil municipal a ensuite décidé d'investir ces fonds dans des travaux publics prioritaires tels que l'accès à l'eau potable et au drainage (2007-2009). Cette expérience a ensuite été soutenue par la coopération nationale au développement et l'association nationale des CT, et a été reproduite par d'autres administrations municipales, comme celle d'Inhambane, au cours de la législature suivante (2011-2014). Cette expérience pionnière a été suivie par d'autres villes, telles que le district de Rufisque Est au Sénégal, Ampasy Nahampoana à Madagascar, la commune d'arrondissement 6 de Yaoundé au Cameroun, ou Blantyre au Malawi.

L'organisation mondiale Femmes dans l'emploi informel : mondialisation et organisation (WIEGO) a élaboré un document collectif décrivant les principes et les actions que les CT doivent suivre pour mettre en œuvre le Nouvel Agenda urbain de manière participative et inclusive afin de soutenir les travailleurs informels. WIEGO a également développé des méthodologies pour s'engager avec les gouvernements locaux afin de répondre à leurs besoins d'accès à l'espace public, aux services publics et aux processus d'attribution de marchés publics, qui ont été lancées lors du sommet Africités à Marrakech en novembre 2018²⁰². Ces méthodologies ont été utilisées avec succès dans des villes telles qu'Accra (Ghana), où l'initiative « Focal City » a créé des plateformes multipartites grâce à une série de processus consultatifs participatifs avec les commerçants informels. Ces plateformes ont permis d'améliorer la santé et

la sécurité au travail sur les marchés informels et d'accroître la sensibilisation autour de la contribution des travailleurs informels à l'économie locale²⁰³.

Parmi les autres exemples, citons le projet « Nous sommes une Médina » à Larache, au Maroc, qui met en évidence l'engagement local et régional à promouvoir la participation des populations. La clé du succès de ce projet a été la création d'un lien de confiance et d'une coopération technique de voisinage, canalisée par le biais d'un bureau technique de quartier interdisciplinaire ainsi que de comités de suivi avec la participation de tous les acteurs concernés. Ce projet a remporté le Prix international de Dubaï pour les meilleures pratiques en matière de Politiques urbaines nationales en 2017²⁰⁴.

La **transparence et la responsabilité** des CT restent essentielles en Afrique pour permettre une prestation plus efficace des services publics de base adaptés aux besoins locaux. Un projet pilote intitulé « Les Leaders des gouvernements locaux pour la transparence et l'intégrité dans la prestation de services en Afrique » vise à renforcer la transparence et l'intégrité des CT afin de lutter contre la corruption dans la prestation de services. Ce projet a été lancé par CGLU Afrique en partenariat avec Transparency International en 2017. Le conseil municipal de Walvis Bay en Namibie, le district de Kabarole en Ouganda et l'assemblée municipale de Tema au Ghana se sont portés volontaires pour participer au projet, afin d'évaluer les faiblesses institutionnelles et organisationnelles qui rendent les CT vulnérables à la corruption et à d'autres mauvaises pratiques dans la prestation de services, et de développer des politiques et des systèmes qui permettent d'atténuer, de détecter et de réduire les risques²⁰⁵. 📍

4. Conclusions²⁰⁶

En 2050, l'Afrique sera la région la plus peuplée du monde, avec plus de 2 milliards d'habitants, soit plus que les populations de la Chine ou de l'Inde. Le succès ou l'échec global de la réalisation des ODD dépendra dans une large mesure de leur réalisation ou non en Afrique. Le rapport 2019 de la CEA sur le développement durable, bien qu'il soit basé sur des données disponibles plutôt incomplètes, montre que le continent n'est pas sur la bonne voie pour atteindre la plupart des ODD, notamment en ce qui concerne les mesures à prendre pour favoriser une croissance inclusive et tirer pleinement parti du potentiel de croissance démographique dans la région.

L'Afrique devra mettre en œuvre l'Agenda 2063 de l'Union africaine, les ODD et d'autres agendas mondiaux de développement tout en traversant un énorme changement dans le modèle de peuplement, qui voit le continent passer d'une « majorité rurale » à une « majorité urbaine » dans les trente prochaines années. Les décideurs africains doivent comprendre pleinement l'impact de l'urbanisation rapide sur la dynamique économique, sociale et spatiale du continent, faisant des métropoles, des villes et des collectivités territoriales, des agents clés et émergents qui peuvent changer la donne dans le cadre de cette mutation structurelle.

Ce rapport démontre la contribution positive des CT d'Afrique dans la mise en œuvre des agendas africains et mondiaux. Il fait valoir que cette contribution pourrait être encore plus importante si des conditions favorables étaient mises en place pour capitaliser sur les énergies et la force des habitants des villes africaines, c'est-à-dire les

jeunes qui forment la majorité de la population. Dans toute l'Afrique, il existe une demande sociale forte pour reconfigurer les pouvoirs et les fonctions des CT afin qu'elles puissent répondre aux besoins d'un continent où la pauvreté, l'explosion démographique des jeunes, le retard dans la fourniture d'infrastructures et la prestation de services de base, rendent les aspirations de 2030 à la fois extrêmement pertinentes et difficiles à réaliser. Des politiques favorables à la décentralisation et à la réforme de la gouvernance locale pour donner aux CT plus de capacités pour réaliser les ODD sont inscrits dans la Charte africaine des valeurs et des principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local. Cependant, les réformes juridiques et institutionnelles restent incomplètes ou stagnent dans certains pays et, globalement, elles sont encore assez récentes dans presque tous les pays africains. La Charte a été signée par dix-sept pays et ratifiée par six seulement (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Madagascar, Mali et Namibie).

Il existe un **décalage entre les engagements politiques au plus haut niveau de gouvernance de la région Afrique et le déblocage des capacités potentielles des CT au niveau national pour répondre à l'Agenda 2030, à l'Agenda 2063 et aux autres agendas de développement mondiaux et continentaux**. Il n'est donc pas surprenant que la localisation des ODD prenne du retard. La mise en œuvre des ODD est encore dégradée par divers facteurs, notamment les conflits en cours, l'impact des changements climatiques et l'augmentation des catastrophes naturelles. En outre, en Afrique comme ailleurs, il existe des exemples clairs de résistance de la part des gouvernements nationaux qui tentent de limiter la décentralisation afin de préserver le contrôle centralisé de la prise de décision politique et des pouvoirs fiscaux.

Néanmoins, les changements proposés ici peuvent permettre de renforcer l'État à travers l'action locale. On trouvera ci-dessous six actions clés qui peuvent aider à débloquer le *statu quo* et à catalyser l'innovation afin d'accroître la contribution des CT dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063. Ces actions peuvent atténuer les problèmes des systèmes politiques et la faiblesse de coordination entre les différents niveaux de gouvernance, facteurs qui handicapent les CT et limitent leurs pouvoirs de mise en œuvre du développement durable.

L'Afrique devra mettre en œuvre l'Agenda 2063 de l'Union africaine, les ODD et d'autres agendas mondiaux de développement tout en traversant un énorme changement dans le modèle de peuplement, qui voit le continent passer d'une « majorité rurale » à une « majorité urbaine » dans les trente prochaines années.

Faire en sorte de mieux gérer l'urbanisation

Si des mesures audacieuses ne sont pas prises immédiatement pour renforcer la planification urbaine et l'aménagement du territoire, mises à mal par plus de vingt ans de politiques d'ajustement structurel, l'Afrique n'atteindra pas les ODD. L'absence de planification a entraîné l'expansion des établissements humains informels et des bidonvilles, elle a aggravé le retard dans le développement des infrastructures des services de base et la mauvaise gestion des infrastructures existantes dans la plupart des villes africaines. Étant donné le rythme de la croissance urbaine – les villes ont doublé leur population et leur superficie en moins de vingt ans – la situation pourrait encore se dégrader considérablement. Le manque d'investissements et de planification dans les villes et les territoires a largement contribué à l'inefficacité des CT et des économies nationales.

Il est temps pour les décideurs africains de reconnaître le rôle que les villes et les territoires jouent dans la mutation structurelle du continent. Comme le recommande le Nouvel Agenda urbain adopté par les Nations unies en octobre 2016 à Quito (Équateur), chaque pays africain devrait définir et mettre en œuvre une Politique urbaine nationale (PUN). Il convient de noter qu'en 2018 la plupart des dix-huit pays africains qui disposaient d'une PUN n'avaient pas encore explicitement aligné cette politique sur les ODD. Pour les CT et leurs associations nationales et régionales, il est essentiel d'associer plus étroitement les ODD, le Nouvel Agenda urbain et l'Agenda africain 2063 afin de promouvoir une approche plus cohérente et intégrée du développement urbain et territorial pour prévenir le chevauchement et les contradictions entre les différentes politiques et leurs impacts budgétaires négatifs.

Tous les pays doivent concevoir des systèmes de villes et d'établissements humains mieux articulés pour connecter les grandes villes, les villes moyennes et les villages, et les doter des fonctions spécifiques afin de favoriser des transformations structurelles au niveau économique, social et territorial. Au niveau régional, les communautés économiques d'intégration régionale doivent s'efforcer de définir des plans d'aménagement du territoire pour soutenir et dynamiser l'organisation de marchés régionaux articulés autour des principales villes qui, à leur tour, relieront la région à d'autres parties du continent africain. Au niveau continental, il est également important de réfléchir au rôle des métropoles et des villes-régions pour encourager les connexions entre toutes les régions du continent et l'intégration du continent dans le mouvement des villes mondiales qui servent de moteurs de l'économie mondialisée.

La planification stratégique pour une transition urbaine accélérée, la création d'environnements institutionnels favorables et la formation des ressources humaines sont des éléments clés pour que les CT puissent transformer leurs processus de planification et de prise de décision. Le développement d'une planification « douce » et participative de la croissance pourrait contribuer à une meilleure gestion de l'expansion urbaine, aider à réduire l'étalement

Pour les CT et leurs associations nationales et régionales, il est essentiel d'associer plus étroitement les ODD, le Nouvel Agenda urbain et l'Agenda africain 2063 afin de promouvoir une approche plus cohérente et intégrée du développement urbain et territorial.

urbain et faciliter des interventions moins coûteuses visant à intégrer de nouvelles zones informelles dans le tissu urbain.

Ces réflexions gagneraient en force si le rôle des villes dans la transformation structurelle de l'Afrique était considéré comme une priorité de l'ordre du jour des prochaines conférences des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine.

Obtenir un environnement institutionnel favorable aux collectivités territoriales

Dans presque tous les pays africains, l'urbanisation a conduit à l'émergence d'une forte demande sociale pour plus de proximité et pour une plus grande participation des populations à la gestion des affaires publiques. Cela a entraîné la définition et la mise en œuvre de politiques de décentralisation dans la plupart des pays africains, qui reconnaissent légalement une autonomie et des pouvoirs accrus aux CT pour la prise de décision. Comme on le sait, au moins 65 % des cibles des ODD relèvent des responsabilités transférées aux CT.

Au cours des dernières années, de nombreux pays ont renouvelé les cadres institutionnels existants (le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Maroc, le Rwanda ou la Zambie). Dans d'autres, où les progrès ont été relativement lents, on observe un nouvel élan explicitement lié à la formulation de stratégies plus cohérentes dans le cadre des agendas de développement (au Cameroun, au Cap-Vert, au Togo où des élections locales ont eu lieu en 2019) ou dans le cadre d'un processus de paix et de démocratisation (au Mali et en Tunisie).

Malgré ces dispositions légales, les CT n'ont pas vraiment les moyens nécessaires pour remplir leurs obligations et diriger le développement territorial durable. Comme l'a montré dans son étude CGLU Afrique, dans la plupart des pays africains les cadres institutionnels des CT sont inadaptés. Les CT ont encore des pouvoirs décisionnels, des ressources et des capacités limités, notamment en ce qui concerne le contrôle des infrastructures de services, et ce malgré le transfert des compétences. Cela a des implications majeures pour que les CT puissent planifier et mettre en œuvre des stratégies pour stimuler le développement local et atteindre les objectifs liés aux ODD. La situation est particulièrement sensible pour les villes petites et intermédiaires, car elles doivent assurer la prestation de services aux villages

et à l'arrière-pays rural, tandis que les zones métropolitaines à croissance rapide doivent intégrer les quartiers périurbains plus larges.

Les gouvernements africains ont reconnu, dans les priorités de l'Afrique pour le Nouvel Agenda urbain, la nécessité d'une vision plus intégrée des établissements humains et du développement territorial de l'Afrique qui s'étende au milieu rural, aux villes intermédiaires, ainsi qu'aux grandes villes et aux métropoles. Ils ont également reconnu que les CT sont en première ligne pour la gestion de la croissance urbaine.

Les gouvernements africains devraient donc accepter que seules des CT avec des mandats clairs, des capacités et des ressources renforcées, soutenues par des mécanismes de collaboration adéquats entre les différents niveaux de gouvernance, peuvent maîtriser une urbanisation rapide, contribuer à accélérer la mise en œuvre de stratégies nationales pour un développement territorial plus équilibré et des villes et territoires plus inclusifs, répondant à la résolution de l'Agenda 2030 selon laquelle « personne et aucun territoire ne devraient être laissés pour compte ».

Doter les collectivités territoriales de ressources financières adéquates

Les gouvernements nationaux africains et leurs partenaires de développement devraient donner la priorité au renforcement des ressources financières des CT. De fait, les coûts de la dévolution des services publics et de la localisation des ODD sont rarement calculés ou prévus. Malgré l'impact plus fréquent et plus intense des catastrophes naturelles et des phénomènes environnementaux provoqués

par les changements climatiques, on ignore généralement le coût de la mise en œuvre des objectifs mondiaux dans les villes et territoires.

La décentralisation de la fiscalité et la localisation des financements doivent être renforcées, de même que la décentralisation administrative et politique. Les niveaux d'autonomie fiscale varient considérablement d'un pays à l'autre et au sein d'un même pays sur le continent. En outre, compte tenu de l'histoire politique et de la faiblesse de l'assiette fiscale – due à la fois à la pauvreté et au secteur informel – dans la région, les CT sont confrontées à de fortes contraintes budgétaires. Les deux principaux défis à relever pour améliorer les systèmes de financement locaux et régionaux sont : 1) renforcer le pouvoir d'action des CT pour mobiliser efficacement des ressources locales propres ; 2) améliorer les systèmes de transferts financiers de l'État vers les CT. Une plus grande autonomie budgétaire aux niveaux local et régional doit s'accompagner d'une amélioration des systèmes de mobilisation des ressources à tous les échelons de gouvernement et du développement de mécanismes de transfert adéquats pour un partage plus équitable de la richesse nationale. Mais cela ne sera probablement pas suffisant pour répondre aux besoins de financement colossaux.

Dans de nombreux pays, les CT n'ont pas le pouvoir d'emprunter ou d'attirer des financements supplémentaires, et même dans les cas où elles le peuvent, l'autorisation d'emprunter est souvent restreinte, strictement contrôlée, et difficile à mettre en œuvre car les projets à financer ne sont pas souvent conformes aux normes de faisabilité, de redevabilité et de risques. Il est donc essentiel que les gouvernements nationaux et les villes développent des mé-



Marché flottant à Abomey-Calavi, Bénin
(photo : Melissa Cooperman/IFPRI, bit.ly/2MtYYuC).

canismes pour améliorer la qualité des projets des CT afin de répondre aux conditions fixées par les organismes de financement, les fonds d'investissement et les partenaires privés. C'est l'un des objectifs de l'Agence territoriale Afrique défendue par CGLU Afrique, ainsi que d'autres programmes de préparation de projets menés par des associations nationales et régionales de CT. Ces initiatives sont toutefois encore limitées aux villes pilotes. Il est donc urgent de développer des mécanismes de prêts locaux et régionaux adaptés également aux villes intermédiaires et aux petites villes, par exemple en créant des institutions financières de CT ou en consolidant celles qui existent déjà.

L'expansion des investissements locaux et régionaux est urgente compte tenu des coûts sociaux, financiers et environnementaux, du rattrapage des déficits en infrastructures, de la modernisation du tissu urbain en expansion, de la réponse à l'urgence climatique et aux impacts des catastrophes qui ne feront que s'accroître. Étant donné que la localisation des ODD est une priorité, il est également essentiel que les partenaires internationaux œuvrent à adapter leurs mécanismes de financement afin de soutenir davantage le développement local et les investissements des collectivités territoriales.

Mobiliser des moyens humains suffisants au sein des collectivités territoriales

Afin d'améliorer la production de revenus propres, d'attirer davantage de fonds et de préparer des projets éligibles au financement, les CT ont besoin d'administrations compétentes dotées d'un personnel bien formé. Jusqu'à présent, le dialogue entre les dirigeants de l'État et ceux des CT s'est principalement concentré sur la décentralisation fiscale et les questions financières, au détriment des ressources humaines. Cette question est pourtant centrale, si l'on considère que la prestation durable et la bonne gestion des ressources financières des CT dépendent largement de la qualité et de la capacité des ressources humaines dans les organes politiques et administratifs de ces dernières.

C'est pourquoi CGLU Afrique a mis en place l'Académie africaine des collectivités locales (ALGA) visant à améliorer les compétences et le professionnalisme des élus et du personnel administratif des gouvernements locaux. ALGA propose deux types d'activités de renforcement des capacités : 1) un master exécutif de douze mois sur la gestion des CT pour les cadres supérieurs (à savoir le directeur municipal ou le directeur général des administrations des CT, le directeur financier et le directeur technique) ; 2) une série de formations de courte durée dispensées dans les collèges spécialisés de l'ALGA. CGLU Afrique et le Secrétariat mondial de CGLU développent également des programmes d'apprentissage entre pairs et de mentorat, en profitant de la richesse de l'expérience et des connaissances accumulées au sein de la communauté internationale des CT.

Il est essentiel de combler les lacunes en matière de capacités humaines des organes politiques et administratifs des CT si l'on veut que ces dernières

soient plus réactives dans la mise en œuvre de la stratégie africaine et mondiale de lutte contre la pauvreté, et plus particulièrement des ODD. Les questions qui se posent à cet égard sont les suivantes : 1) comment valoriser une carrière dans les CT auprès des jeunes qui entrent sur le marché du travail ? ; 2) comment attirer et retenir les meilleurs talents ? Si l'on considère les conditions de travail précaires de la plupart des personnels des CT et les niveaux de salaire particulièrement bas par rapport à d'autres domaines d'emploi, les réponses à ces questions ne sont pas faciles.

Ce qui est clair cependant, c'est que les CT ne seront à la hauteur des tâches qui leur incombent que si la capacité et le professionnalisme de leurs dirigeants politiques et de leur personnel administratif s'améliorent radicalement. Un domaine qui devrait être développé immédiatement est le financement des activités de renforcement des capacités. Des expériences réussies dans le monde entier suggèrent que cela nécessite de mobiliser des ressources courantes provenant, par exemple, d'un pourcentage des salaires versés au personnel des CT qui pourrait éventuellement être complété par une subvention du gouvernement national. Le recours des associations nationales et régionales des CT à la documentation et à la diffusion des expériences et des initiatives de renforcement des capacités est également un moyen d'accroître leur impact auprès de leurs membres. Enfin, l'expérience montre que les maires et les dirigeants des CT apprennent mieux d'autres maires. C'est pourquoi CGLU, en collaboration avec ses sections régionales, doit développer un programme dédié à l'échange et à l'apprentissage entre pairs, s'appuyant sur le tutorat pour valoriser la richesse collective des réseaux.

Le principe fondamental est de prendre conscience de la place centrale des ressources humaines des collectivités territoriales afin que ces dernières puissent jouer le rôle qui leur revient dans la réalisation de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063.

Améliorer la gouvernance multiniveaux et favoriser des partenariats multi-acteurs

Compte tenu de la nature holistique, interdépendante et transversale de l'Agenda 2030, les ODD ne peuvent pas être réalisés par des approches sectorielles ou cloisonnées ou par des interventions limitées à un lieu donné. Bien au contraire, tous les niveaux de gouvernement doivent participer aux partenariats au niveau territorial et soutenir le leadership local pour que les investissements soient mieux adaptés afin de renforcer le développement durable économique, social et environnemental local. Le débat stratégique sur la manière de moderniser et de construire des infrastructures pour promouvoir une plus grande intégration régionale et une meilleure productivité doit, à ce titre, prendre en compte les questions d'échelle, en coordination avec les besoins spécifiques de chaque territoire. Ces actions doivent être menées à différents niveaux de gouvernance, du niveau local et national

La question des données n'est donc pas uniquement une question de mesure, de compte rendu et de vérification, mais plus fondamentalement une question politique. Il est nécessaire d'apporter un soutien plus structurel à la mise en place de processus de suivi et d'établissement de rapports intégrés au niveau local.

au niveau régional et continental. En ce sens, la gouvernance multiniveaux est un enjeu clé.

La réalisation des objectifs des ODD nécessitera un effort collectif de tous les niveaux de gouvernement et pas seulement des CT. La coopération et la collaboration entre les différentes sphères de la gouvernance publique, y compris l'alignement des flux budgétaires, sont essentielles pour mettre en pratique le principe de subsidiarité. Plusieurs pays de la région sont en train d'adapter leurs systèmes de planification nationale pour accroître la participation des CT afin d'améliorer la coordination de la mise en œuvre et le suivi des cibles spécifiques des ODD (l'Afrique du Sud, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Rwanda ou le Togo). Toutefois, l'alignement des stratégies nationales et locales reste, dans la plupart des cas, un processus descendant et la participation des CT est encore insuffisante.

Presque tous les pays ont mis en place des mécanismes institutionnels nationaux pour coordonner et diriger la mise en œuvre des ODD au plus haut niveau politique. Au-delà des pays déjà mentionnés qui sont en train de réformer leurs systèmes de planification, d'autres ont créé de nouveaux mécanismes. Toutefois, la participation des CT à ces mécanismes de coordination – et au processus de présentation de rapports au Forum politique de haut niveau sur le développement durable des Nations unies par le biais des Examens nationaux volontaires (ENV) – reste limitée (à 47 % des pays ayant présenté un rapport entre 2016 et 2019 pour les ENV et à 31 % pour les mécanismes de coordination), ce qui montre l'insuffisante implication des CT. La participation des CT à la coordination nationale, au suivi et à la préparation des rapports, doit être encore améliorée pour que le processus national reflète véritablement une approche de « tout le gouvernement ». Il est donc suggéré que les gouvernements nationaux prennent des mesures positives pour soutenir les stratégies de localisation des ODD impliquant tous les niveaux de gouvernement.

En outre, pour que les ODD soient un exercice global et ouvert à tous, toutes les couches de la société doivent participer pleinement à leur mise en œuvre et à la définition des priorités. L'adoption

d'une approche multi-acteurs pour la mise en œuvre des ODD est le meilleur moyen de garantir l'appropriation par les citoyens et les populations, ainsi que pour permettre la durabilité de l'impact à long terme. Cependant, c'est une chose de dire que les CT valorisent une approche multi-acteurs de la mise en œuvre des ODD, mais c'en est une autre de mettre en place des mécanismes appropriés pour que cette approche soit efficace. Dans de nombreux cas, la participation de la société civile, des autorités traditionnelles, du monde universitaire et du secteur privé sont minimes et se limitent à des ateliers de consultation de courte durée.

Néanmoins, il s'agit d'un domaine où de véritables processus démocratiques peuvent s'avérer déterminants pour réaliser des progrès concrets vers la réalisation des cibles des ODD. Il s'agit tout d'abord de délibérer sur les priorités à prendre en compte parmi les 17 ODD, compte tenu des demandes sociales et des conditions locales dans chaque CT. Il s'agit également de discuter des indicateurs qui semblent les plus appropriés pour stimuler la transformation sociale induite par la mise en œuvre des ODD. Enfin, il convient de définir collectivement les données qui doivent être produites pour informer les indicateurs choisis et contribuer aux rapports volontaires soumis périodiquement par les gouvernements nationaux, locaux et régionaux à l'ONU dans le cadre du mécanisme de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des ODD.

Lancer une révolution dans la gestion des données

La localisation des ODD et le besoin de mécanismes de présentation de rapports créés avec la participation de tous exigent une réflexion sérieuse sur la collecte des données. Cette analyse est nécessaire non seulement pour rendre compte à l'ONU, mais aussi et surtout pour mobiliser tous les acteurs aux niveaux national, local et régional, afin de rattraper le retard pris dans la mise en œuvre intégrale des ODD en Afrique d'ici 2030.

Les lacunes observées jusqu'à présent dans ce domaine témoignent de la mauvaise compréhension de l'importance et de la nécessité d'établir des processus de production de données associant toutes les sphères du gouvernement et toutes les parties prenantes. Cela est essentiel pour évaluer collectivement si les pays sont sur la bonne voie ou non pour atteindre les cibles des ODD d'ici 2030, et pour décider des meilleures mesures correctives en cas de revers.

La question des données n'est donc pas uniquement une question de mesure, de compte rendu et de vérification, mais plus fondamentalement une question politique. En effet, elle crée le cadre pour le choix des indicateurs et des informations, ainsi que pour l'analyse qui en résulte, et structure ainsi la manière dont tous les acteurs évalueront et comprendront les progrès réalisés dans la mise en œuvre des cibles des ODD, en suivant les trajectoires choisies dans chaque pays et par leurs CT respectives. Le défi est que l'Afrique est actuellement largement sous-représentée dans les bases de données urbaines



Réunion de la société civile et des fonctionnaires locaux de Tanzanie (photo : SDI, bit.ly/2LXd3ld).

mondiales existantes et qu'il reste encore beaucoup à faire pour constituer des ensembles de données désagrégées et adaptées aux contextes locaux.

Les mécanismes de suivi et d'évaluation des ODD sont loin d'être établis ou suffisamment solides sur le continent, en particulier aux échelles locale et régionale. Il est nécessaire d'apporter un soutien plus structurel à la mise en place de processus de suivi et d'établissement de rapports intégrés aux niveaux local, national et mondial sur les ODD. Ces processus doivent également contribuer à un renforcement des capacités des communautés locales, de la société civile et des autres parties prenantes pour qu'elles puissent comprendre, analyser et utiliser les données de manière indépendante afin de demander des comptes au gouvernement. Un bon exemple montrant la pertinence des données dans la construction de villes et de territoires inclusifs et d'un dialogue productif entre les différents acteurs autour des ODD est le programme « Connais ta ville » (*Know Your City*), développé par CGLU Afrique en collaboration avec SDI et le soutien de Cities Alliance. En outre, il est nécessaire que les partenariats produisent des données pertinentes pour le suivi des progrès du développement, en particulier

pour les indicateurs pour lesquels aucune donnée n'est actuellement produite.

En d'autres termes, des processus récurrents devraient être développés entre les différents niveaux de gouvernement, d'une part, et entre les autorités publiques et les autres parties prenantes concernées, d'autre part, afin que la collecte et l'analyse des données deviennent un effort collectif visant à mesurer si les pays sont sur la bonne voie pour atteindre les objectifs des ODD et à recommander des mesures correctives en cas de revers.

Les gouvernements nationaux africains, les collectivités territoriales d'Afrique et les autres acteurs africains sont inextricablement liés dans la mise en œuvre du développement durable et dans les partenariats dont cette mise en œuvre dépend. Ils devraient donc également faire partie intégrante de la production de données et d'analyses permettant d'évaluer les progrès de la mise en œuvre des ODD. 🟡

02



Amérique du Nord

Chapitre régional



L'Alaska Railroad dans le fjord
Turnagain (photo : Lawrence's
lenses, bit.ly/2AZkodB).

1. Introduction

Page 89

2. Cadres institutionnels nationaux et locaux pour la mise en œuvre des ODD

Page 92

2.1. Cadres nationaux

2.2. Cadres institutionnels des gouvernements locaux et régionaux

2.3. Relations intergouvernementales : le fonctionnement de la gouvernance multiniveaux en Amérique du Nord

3. La contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD

Page 100

3.1. Le rôle des associations de gouvernements locaux et des organisations non gouvernementales

3.2. L'alignement des politiques des collectivités territoriales avec l'Agenda 2030

3.3. Assurer le suivi de la contribution des collectivités territoriales aux ODD

4. Conclusions

Page 116



Amérique du Nord

Canada
États-Unis d'Amérique
Antigua-et-Barbuda
Bahamas
Barbade
Dominique
Grenade
Haïti
Jamaïque
Saint-Christophe-et-Niévès
Sainte-Lucie
Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Trinité-et-Tobago

1. Introduction

Avec 374 millions d'habitants, le Canada et les États-Unis figurent parmi les pays les plus développés au monde (en 2018, ils étaient respectivement classés 12^e et 13^e en termes d'Indice de développement humain). Cela confère à ces deux pays des avantages considérables en ce qui concerne les Objectifs de développement durable (ODD). La grande majorité de leurs habitants bénéficient d'un large éventail de services de base relativement efficaces, notamment l'approvisionnement en eau potable, la collecte des déchets, l'éducation publique ainsi que l'accès à l'électricité et à d'autres types d'énergie.

Bien qu'il s'agisse de pays relativement riches, ils n'en sont pas moins confrontés à des inégalités socio-économiques profondes. C'est particulièrement vrai aux États-Unis, où les niveaux de ségrégation urbaine, de pauvreté et de violence restent élevés par rapport aux autres pays de l'OCDE¹. Nombre de citoyens qui ne sont pas appauvris font en réalité face à

d'importantes difficultés économiques. L'accès au logement est en passe de devenir une crise aux États-Unis : les prix moyens des logements ont augmenté de 84 % entre 2000 et 2017, tandis que les revenus médians des ménages n'ont augmenté que de 2,4 %².

Les inégalités sont moins prononcées au Canada qu'aux États-Unis, cependant on y observe une hausse du nombre de sans-abri dans les villes, ainsi que des problèmes dans le domaine du logement social et abordable. En outre, le Canada est de plus en plus préoccupé par la crise sociale qui touche plus particulièrement ses peuples autochtones (c'est-à-dire les Premières Nations). Les principaux domaines de préoccupation sociale touchant ces derniers comprennent le logement, l'accès à l'eau potable, l'emploi, l'éducation, la santé, la détresse sociale et les taux élevés de suicide. Ce ne sont là que quelques-uns des défis que les deux pays devront relever pour atteindre les objectifs fixés par les ODD.

Le centre-ville de Detroit, une des zones urbaines les plus touchées par les crises immobilière et financière (photo : Stephanie Tuba, t.ly/dPmD6).



Aux États-Unis, l'administration fédérale du président Donald J. Trump a revu à la baisse ses engagements en matière d'environnement inscrits dans l'Accord de Paris sur les changements climatiques de 2015. Ce recul peut être perçu comme le changement le plus notable dans les relations internationales sur le sujet de l'environnement depuis l'adoption de cet agenda mondial. Cette décision controversée s'accompagne d'une nouvelle politique intérieure qui favorise l'énergie au charbon, abaisse les normes d'émission des véhicules et abroge ou réduit l'application d'autres règlements environnementaux. De nombreux États fédérés et gouvernements locaux ont réagi différemment : ils ont mis en place des politiques et mécanismes de financement et défini les priorités en matière de dépenses, tout en déclarant leur intention de soutenir l'Accord de Paris aux échelons local et régional. Certains États ont créé des systèmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission, comme la *Regional Greenhouse Gas Initiative*, qui comprend dix États américains, ou ont mené des initiatives communes avec des provinces canadiennes, telle que la *Western Climate Initiative*. Vingt-trois des 50 gouverneurs d'État des États-Unis ont adhéré à la United States Climate Alliance et plus de 400 villes ont rejoint la campagne *Climate Mayors*. Ces deux initiatives contribuent à plaider en faveur d'une politique climatique plus ambitieuse et à échanger des stratégies locales en vue d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Les engagements sur les changements climatiques, la résilience et la durabilité sont une composante importante du consensus international sur la nouvelle politique mondiale en matière de développement ; ils ont eu une grande influence sur la gouvernance multiniveaux et, par conséquent, sur la répartition des compétences et des budgets.

Au Canada, la situation est légèrement différente. En 2018, le Canada a adopté pour la première fois des stratégies nationales qui visent explicitement à atteindre les ODD. Le pays a également soumis au Forum politique de haut niveau des Nations unies (FPHN) son Examen national volontaire (ENV) sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030³. Au cours des dernières années, le Canada a maintenu une position internationale claire vis-à-vis du changement climatique. Le pays a en outre défendu des politiques d'égalité de genre et maintenu, par le biais de politiques sociales et fiscales, son

engagement à soutenir la « classe moyenne » et à réduire les inégalités socio-économiques ; il a œuvré à la promotion de la paix et de la sécurité, notamment en adoptant une approche ouvertement féministe dans l'élaboration des politiques et en travaillant à l'autonomisation des femmes sur son territoire et à l'international. Cependant, l'organisation territoriale canadienne est loin de générer un processus simple ou facile. Sa nature fédéraliste a ainsi créé des disparités et des clivages entre les différents niveaux de gouvernance dans leurs efforts pour mettre en œuvre et localiser les programmes mondiaux.

Les États-Unis et le Canada possèdent tous deux des atouts sociaux et économiques essentiels pour atteindre les ODD, mais il reste encore beaucoup à faire. À ce titre, les États-Unis n'ont pas encore établi de cadre national pour la mise en œuvre des ODD ; ils n'ont pas non plus déployé d'efforts institutionnels délibérés ou formels pour mettre en œuvre les ODD ou aligner leurs stratégies nationales sur ces objectifs. Le Canada, en revanche, a élaboré une première version d'une stratégie qui sera formalisée au début de 2020 (Programme 2030 Canada).

De nombreux obstacles institutionnels, juridiques et politiques, empêchent le Canada et les États-Unis de mettre en place des cadres centralisés, et il sera essentiel de surmonter ces obstacles pour localiser les ODD : comme l'ont communiqué les Nations unies, la réalisation de l'Agenda 2030 exigera l'engagement de toutes les parties prenantes et une appropriation des ODD à tous les niveaux de gouvernance, aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés. Dans ce contexte, les collectivités locales d'Amérique du Nord ont également un rôle important à jouer dans la mise en œuvre des ODD : elles doivent être considérées comme des parties prenantes à part entière et se voir accorder les ressources et la marge de manœuvre politique nécessaires pour contribuer à atteindre toutes les dimensions du développement durable.

En raison de la géographie et de l'organisation territoriale des États-Unis et du Canada, l'engagement des villes et des zones rurales et isolées sera essentiel pour concrétiser la localisation des agendas mondiaux dans la région. Bien que les deux pays affichent des taux d'urbanisation élevés (autour de 82 %), la population se concentre dans un nombre de grands centres urbains relativement réduit, tandis que le reste de la population urbaine est dispersé dans des banlieues relativement denses et des petites localités sur un vaste territoire. Les deux pays se caractérisent par une densité de population relativement faible. Dans ces conditions, l'aménagement urbain et l'occupation des sols présentent en Amérique du Nord un profil prédominant qui n'est ni urbain ni rural, mais plutôt suburbain. Cela a de profondes implications sur le tissu socio-économique, politique et productif de la ville ou territoire nord-américain classique. La plupart des États-Uniens et des Canadiens vivent dans des agglomérations relativement denses – entre 580 et 1 000 habitants par kilomètre carré (km²), ou entre 1 500 et 2 500 habitants par mille carré – qui restent

Les États-Unis et le Canada disposent tous deux de moyens socio-économiques importants pour atteindre les Objectifs de développement durable, mais ils ne disposent pas encore d'un cadre national officiel pour la mise en œuvre des objectifs mondiaux.

néanmoins largement isolées des services urbains ou du réseau d'infrastructures, et se trouvent souvent à des dizaines de kilomètres du « centre » urbain le plus proche. Cette géographie conditionnant l'indépendance de l'autorité et l'autonomie, aux États-Unis comme au Canada, de nombreuses compétences politiques telles que l'occupation des sols, l'éducation publique, le développement résidentiel, l'eau et l'assainissement ainsi que la gestion des déchets sont presque entièrement gérées par les gouvernements des différents États ou provinces, ou les gouvernements locaux. Ces services ont un impact significatif sur la réalisation – et la localisation – des ODD.

Comme dans toutes les autres régions du monde, l'ODD 11 pour une urbanisation durable et des villes et établissements humains ouverts à tous, sûrs et résilients, est particulièrement important pour les gouvernements locaux d'Amérique du Nord. Là où ils sont dotés des compétences adéquates, ces gouvernements ont travaillé sur de nombreux ODD et ont contribué à impulser un changement social, économique et environnemental en profondeur. De fait, tous les ODD intègrent (quoique souvent de façon explicite), les préoccupations, les contributions et le soutien aux échelles locale et régionale, et pas seulement l'ODD 11.

La presque totalité de ces 17 Objectifs comprend des cibles qui sont liées directement ou indirectement au travail des collectivités locales dans la région. Le rôle de ces gouvernements locaux va au-delà de la simple mise en œuvre, puisqu'ils sont souvent en première ligne pour faire le lien entre les objectifs mondiaux et les communautés locales. La mobilisation et l'appropriation des acteurs locaux sont à ce titre essentielles pour la réalisation des ODD⁴. En tant que décideurs politiques et prestataires de services, les gouvernements locaux d'Amérique du Nord occupent une position stratégique pour guider et catalyser le développement durable à travers l'action locale.

Ce chapitre sur l'Amérique du Nord s'intéressera principalement aux États-Unis et au Canada, en raison de leur taille, de leur poids économique et de l'étendue des efforts déjà déployés dans ces deux pays en matière de localisation. Il convient cependant aussi de noter que la Jamaïque, une île-nation à revenu intermédiaire supérieur située dans les Caraïbes, fait également partie de l'Amérique du Nord. Malgré les ressources (et la visibilité) limitées du pays sur les plans financier et politique, en raison de sa géographie et de son emplacement, la Jamaïque a adopté en 2016 une série de trois lois relatives à la réforme des gouvernements locaux. Ces lois ont mis en place un nouveau cadre de gouvernance, basé sur les principes de la gouvernance locale participative et de l'autogestion locale. Ces dispositions élargissent également les pouvoirs à l'échelle locale pour promouvoir le développement durable. Enfin, le pays a créé sa propre « Feuille de route pour la mise en œuvre des ODD en Jamaïque » en avril 2017 et a soumis un ENV en juin 2018⁵. C'est un effort remarquable, comparé aux pays voisins dont le contexte socio-économique et politique est similaire.



Foule assistant au défilé de la Journée des Antilles, New York, États-Unis (photo : Alex, bit. ly/2Vt8lcs).

Ce chapitre est divisé en deux parties principales. La première aborde les cadres institutionnels au sein desquels les gouvernements locaux évoluent aux États-Unis et au Canada. Cela comprend la structure nationale, régionale et locale des gouvernements, ainsi que la structure fiscale et une analyse globale des relations « infragouvernementales ». La deuxième partie s'intéresse plus directement aux contributions locales et régionales à la localisation des ODD. Elle évalue le rôle des associations de gouvernements locaux et des organisations non gouvernementales (ONG) dans la mise en œuvre des ODD. Elle examine ensuite le travail des CT pour rendre les communautés plus inclusives, sûres, résilientes et durables, ainsi que leur contribution à la réduction des émissions de carbone, à la promotion d'une énergie moderne et durable ainsi qu'une mobilité durable, et leur gestion de l'eau et de l'assainissement, des logements sociaux et d'autres services essentiels pour le bien-être et le progrès socio-économique de leurs territoires. Le chapitre présente en conclusion les moyens de mise en œuvre ainsi que les opportunités, outils et choix, qui s'offrent aux gouvernements locaux pour améliorer la localisation. 🍯

2. Cadres institutionnels nationaux et locaux pour la mise en œuvre des ODD

Le Canada et les États-Unis n'ont pas de cadre national officiel pour la mise en œuvre des ODD. Cela signifie qu'il n'existe aucune définition claire du rôle des CT dans le processus de localisation, sauf pour les tâches qu'elles réalisaient déjà avant la mise en place du cadre des ODD. Il n'y a pas non plus de concertation à l'échelle nationale sur les ODD, ce qui limite le rôle que les gouvernements locaux peuvent avoir sur ce sujet et entrave les progrès vers une mise en œuvre et un suivi explicites des objectifs mondiaux.

L'absence d'un cadre de mise en œuvre officiel coordonné à tous les niveaux de gouvernement empêche l'intégration généralisée des ODD dans les systèmes de suivi des collectivités territoriales. C'est encore plus vrai en ce qui concerne la capacité des CT à évaluer leurs propres performances ou à aligner leurs politiques et initiatives sur les ODD et leurs cibles (locales et nationales).

En raison du développement économique avancé et de la solide tradition de démocratie libérale du Canada et des États-Unis, plusieurs objectifs et systèmes de régulation à tous les niveaux de gouvernement partagent l'esprit des ODD. On peut le constater par exemple dans l'éducation publique assurée à l'échelle nationale, les systèmes de recyclage résidentiels et commerciaux, l'application depuis plusieurs décennies de normes sanitaires, sur la qualité de l'eau potable et de l'air, ainsi que la protection de la sécurité sur le lieu de travail et du salaire minimum. En outre, les gouvernements locaux d'Amérique du Nord sont généralement bien pourvus en personnel et en ressources, particulièrement dans les grands centres urbains. En ce qui concerne leur production et son alignement stratégique à l'échelle locale, le nombre total de plans locaux de développement demeure inconnu. Toutefois, sur les 1 800 gouvernements locaux interrogés en 2015 aux États-Unis, 32 % ont répondu avoir adopté des plans conformes à l'esprit des ODD – c'était au tout début de la période de l'Agenda 2030⁶. Un rapport datant de 2015 a en outre identifié aux États-Unis au moins 114 villes qui se sont dotées de cibles spécifiques de réduction des émissions⁷. Le réseau Urban Sustainability Directors Network, basé aux États-Unis, compte près de 200 membres. C'est une association qui vise à représenter les professionnels du développement durable dans les plus grandes villes d'Amérique du Nord. Au Canada, la Fédération canadienne des municipalités (FCM) a mis en place un programme similaire appelé Partenaires dans la protection du climat, afin de soutenir les municipalités canadiennes dans leur lutte contre les changements climatiques en réduisant leurs émissions à l'échelle municipale. Ce programme est désormais considéré comme le volet canadien de la

Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie, en partenariat avec la Coopération urbaine internationale.

Bien que l'on puisse constater des progrès dans certains domaines clés, l'héritage d'un système fédéral de longue date s'appuyant sur des mécanismes de freins et contrepoids, la primauté du droit et la séparation des pouvoirs a freiné l'adoption de mesures audacieuses et centralisées exigées par l'Agenda 2030 et les autres engagements mondiaux. Parallèlement, l'organisation fédérale de ces pays a cependant aussi donné aux autorités locales et régionales des capacités et une marge de manœuvre importantes. En d'autres termes, la localisation est encore plus essentielle pour atteindre les ODD dans un contexte politique et institutionnel tel que celui de l'Amérique du Nord.

Les perspectives de localisation des ODD dans la région doivent être considérées à l'aune d'un processus complexe de décentralisation et de déconcentration, qui découle du système fédéral : d'une part, les collectivités territoriales (notamment les États ou provinces, comtés et villes) sont dotées de plusieurs compétences et responsabilités fondamentales ; d'autre part, la capacité à élaborer des politiques et, surtout, à contrôler les revenus locaux à travers l'imposition et les dépenses est *partagée* entre les gouvernements nationaux, étatiques/provinciaux et locaux. Pour que les gouvernements locaux d'Amérique du Nord puissent contribuer pleinement aux ODD, il sera essentiel de répondre à cette complexité à l'aide de stratégies qui améliorent et rationalisent les processus.

Pour que les gouvernements locaux d'Amérique du Nord puissent contribuer pleinement aux ODD, il sera essentiel de répondre au processus complexe de décentralisation et de déconcentration.

2.1. Cadres nationaux

Les questions importantes concernant les cadres nationaux sont notamment les suivantes : Quel est « l'environnement favorable » (institutionnel, politique ou administratif) dans lequel les collectivités territoriales d'Amérique du Nord doivent agir en vue de la localisation des ODD ? Quels outils ou initiatives à l'échelle nationale peuvent « descendre » jusqu'à l'échelle locale et favoriser la mise en œuvre des objectifs mondiaux dans les territoires et les communautés ?

À l'échelle nationale, les États-Unis n'ont pas encore exprimé la volonté de soumettre un Examen national volontaire (ENV) au FPHN. Ils sont tenus de le faire deux fois avant 2030, comme tous les autres États membres de l'ONU. Qui plus est, aucune agence fédérale n'a été chargée d'élaborer les ENV. Un projet statistique connexe, *Measuring America: U.S. Statistics for Sustainable Development*⁸, est géré conjointement par le Bureau de la gestion et du budget, le Bureau de l'information et des affaires réglementaires, le Bureau des organisations internationales du département d'État, l'Administration des services généraux et le Bureau de la politique scientifique et technologique. Le site rassemble et relie les données de dizaines d'ensembles de données nationaux et de mesures des ODD clés.

Le rapport du *Sustainable Development Solutions Network* (SDSN) sur les États-Unis offre le panorama le plus complet des progrès du pays dans la mise en œuvre des ODD. Il conclut : « d'importants progrès doivent être réalisés pour atteindre les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030⁹ ». Bien que certains États fédérés obtiennent de meilleurs résultats que d'autres, « même les plus performants n'ont atteint aucun des Objectifs, et tous les États ont certains Objectifs [pour lesquels des défis majeurs restent à relever]¹⁰ ». Le rapport constate que les domaines où les États-Unis font le plus de progrès sont l'ODD 6 (eau), l'ODD 12 (consommation et production durables) et l'ODD 15 (vie terrestre). Les indicateurs pour lesquels le plus grand nombre d'États rencontrent des défis majeurs sont notamment l'ODD 1 (pas de pauvreté), l'ODD 13 (lutte contre les changements climatiques) et l'ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces).

La démarche des États-Unis en ce qui concerne l'Agenda 2030 et les ODD est fortement influencée non seulement par la structure institutionnelle du pays, mais aussi par le discours politique national. Aux États-Unis, deux partis dominent historiquement la scène politique, avec des programmes qui définissent (et limitent) le débat politique et l'élaboration des politiques. En ce qui concerne la politique générale de développement et les relations internationales, les prises de position sur les ODD ont fait l'objet sur la scène politique états-unienne d'un soutien déclaré comme de positions plus réticentes qui remettent en question le rôle du gouvernement fédéral dans le processus, tout en soutenant explicitement un plus grand contrôle à l'échelle locale. Cette dynamique politique est bien sûr antérieure aux ODD, mais elle s'est traduite par une politisation des Objectifs et des autres engagements mondiaux en matière d'environnement, dans une mesure qui n'a pratiquement pas d'équivalent dans les autres pays développés.

Néanmoins, le gouvernement fédéral des États-Unis a apporté des améliorations dans des domaines clés au cours de plusieurs décennies. Les citoyens bénéficient d'une protection relativement efficace de leurs droits civils, indépendamment de leur âge, sexe et ethnie. Le droit fédéral des États-Unis a incontestablement fait progresser des objectifs liés aux ODD pendant plusieurs décennies. Le *Clean Air Act* (loi fédérale sur la qualité de l'air), adopté en 1963, et le *Clean Water Act* (loi fédérale sur la qualité de l'eau), qui date de 1972, ont clairement fait avancer la réalisation des ODD 6, 13 et 14. Ces deux lois sont toujours en vigueur aujourd'hui, bien qu'assorties d'amendements modifiant les niveaux de pollution acceptables ou redéfinissant les substances polluantes soumises à la réglementation. Le *Clean Water Act* est un ensemble particulièrement complet de règlements fédéraux qui s'appliquent à l'eau potable, à la gestion des eaux pluviales et à la protection des principaux lacs et rivières. Cependant, de nombreuses villes des États-Unis ont constaté que leurs systèmes de traitement des eaux, d'égouts séparatifs et d'eaux pluviales ne sont pas conformes aux normes fédérales en matière d'eau, un sujet qui a gagné en visibilité dans le débat public au cours des dernières années. Depuis 2014, les habitants de la ville de Flint, dans l'État du Michigan, ont été exposés à des niveaux de plomb dans l'eau potable deux fois plus élevés qu'auparavant, avec des conséquences à long terme sur la santé des adultes comme des enfants en bas âge¹¹. Ce cas a mis en évidence une combinaison de manque de transparence, de goulots d'étranglement en matière de gestion et d'infrastructures obsolètes dangereuses. La loi fédérale prévoit bien un système d'accords juridiques qui stipulent quand et comment la ville

La démarche des États-Unis en ce qui concerne l'Agenda 2030 est fortement influencée par la structure institutionnelle du pays et par le discours politique national.

entend améliorer ses systèmes pour les rendre conformes, mais les exemples comme celui de Flint montrent qu'un système complexe de compétences et responsabilités à niveaux multiples peut affaiblir la prise de responsabilité et nuire à l'efficacité des politiques.

Les lois fédérales états-uniennes comprennent également de nombreuses dispositions garantissant l'égalité en matière de protection juridique et visant à éliminer les discriminations (ODD 5, 10 et 11). Le quatorzième amendement à la Constitution des États-Unis garantit les droits civils de tous les citoyens depuis 1868, à la suite de la guerre de Sécession et de l'abolition de l'esclavage. En 1964, le *Civil Rights Act* (loi fédérale sur les droits civils) a interdit toute discrimination reposant sur l'ethnie, la couleur, la religion, le genre et l'origine nationale. Plus tard, plusieurs procès ont déterminé que ces protections s'étendent également à l'orientation sexuelle. Tout indique que la trajectoire tracée par l'évolution de la législation états-unienne en matière d'égalité est non seulement compatible avec la vision et les progrès que défendent les ODD et les autres agendas mondiaux, mais en est également un catalyseur. Cependant, malgré cette harmonisation progressive, l'histoire de l'application de ces lois – particulièrement en ce qui concerne l'égalité raciale et entre les sexes – est extrêmement sombre.

Dans la plupart des cas, les efforts visent à réduire la pratique de la discrimination, mais ne s'accompagnent pas de mesures correspondantes pour remédier aux effets durables des injustices passées. L'écart de rémunération entre les hommes et les femmes en est un exemple fréquemment cité. L'Institute for Women's Policy and Research a constaté qu'aux États-Unis les femmes gagnent 80 cents pour chaque dollar que gagnent leurs homologues masculins¹². Les écarts de richesse interraciaux sont encore plus marqués. En 2014, le recensement américain a révélé que la richesse moyenne des ménages blancs s'élevait à 130 800 USD, tandis que la richesse moyenne des ménages hispaniques atteignait 17 530 USD et que celle des ménages noirs était inférieure de plus de 92 %, à seulement 9 590 USD¹³.

Au Canada voisin, la mise en œuvre des ODD à l'échelle fédérale est organisée par le pouvoir législatif du Parlement, la branche exécutive et plusieurs réglementations et pouvoirs déjà accordés à chaque ministère sectoriel. La coordination des ODD au niveau fédéral est assurée par Emploi et Développement social Canada. Cependant, la répartition constitutionnelle des pouvoirs législatifs limite souvent l'intervention du gouvernement fédéral dans de nombreux domaines liés aux ODD. Les provinces ont des pouvoirs exclusifs dans plusieurs de ces domaines, notamment la santé, l'éducation et la gouvernance locale. Le pouvoir du gouvernement fédéral, bien qu'essentiel, y est souvent limité au financement. Dans le système politique canadien multipartite, la plupart des partis soutiennent les ODD de façon générale. Mais, comme aux États-Unis, les Objectifs jouent rarement un rôle fondamental dans leurs programmes politiques. Certains partis ont



Une manifestation environnementale à Oakland, en Californie, aux États-Unis (photo : Rainforest Action Network, bit.ly/329AiOE).

mis en œuvre ou au moins adopté des programmes politiques qui s'alignent à maints égards sur les ODD. En outre, tous les partis politiques fédéraux du Canada soutiennent l'Accord de Paris, mais le niveau d'adhésion et les politiques conçues pour atteindre ses objectifs peuvent varier considérablement d'un parti à l'autre.

Le Canada soutient ouvertement les ODD depuis qu'ils ont été créés en 2015. Ces quatre dernières années, les ODD ont constitué le principal cadre de travail des institutions canadiennes en matière d'aide internationale. Depuis peu, toutefois, sous l'administration fédérale actuelle, le Canada a entrepris de faire des ODD un cadre de développement proprement dit. Dans son budget le plus récent, le gouvernement national a alloué 37 millions d'USD (environ 50 millions de CAD) à la création d'une unité consacrée aux ODD, en partenariat avec Emploi et Développement social Canada, et au suivi et à la préparation de rapports sur les efforts du pays dans la mise en œuvre de ces objectifs¹⁴. Le 17 juillet 2018, le Canada a présenté son premier ENV au FPHN. Ce document souligne les progrès et les plans d'action du pays pour concrétiser l'Agenda au sein de ses frontières et à l'étranger¹⁵. De plus, Statistique Canada a lancé en 2018 le Carrefour de données liées aux Objectifs de développement durable, une base de connaissances centralisée pour suivre la mise en œuvre des ODD. Le gouvernement fédéral s'est efforcé de faire participer les gouvernements provinciaux et locaux ainsi que le secteur privé et la société civile aux réunions et à la préparation des documents. Cependant, pour l'heure, l'engagement de ces partenaires est resté facultatif et relativement marginal. 🍷

2.2. Cadres institutionnels des gouvernements locaux et régionaux

Les États-Unis ont l'une des législations les plus complexes au monde en matière de gouvernement régional et local. Cette république fédérale présidentielle comprend environ 89 000 gouvernements locaux, dont 3 031 comtés, 19 522 municipalités, 16 364 cantons, 37 203 districts spéciaux et 12 884 districts scolaires indépendants (voir le tableau 1). Bien que les systèmes municipaux soient similaires en termes de politiques, de méthodes et de pratiques dans beaucoup d'États, les variations, exceptions et différences de forme et de fonction sont nombreuses. Ces différences existent même à l'intérieur des États. Un système complexe de fiscalité et de transferts a été mis en place pour assurer des services aux trois échelons de gouvernement. Les taux d'imposition sur le revenu sont modérément progressistes, et on estime que 44 % des personnes vivant aux États-Unis – pour la plupart des travailleurs à faible salaire – n'ont pas payé d'impôt fédéral sur le revenu en 2017. Après impôts, divers programmes nationaux d'aide sociale, à l'alimentation et au logement, continuent d'aider les plus pauvres à atteindre un niveau de vie minimum.

Le Canada, organisé selon un modèle fédéral similaire, compte également trois échelons de gouvernement : fédéral, provincial (le niveau de l'État fédéré) et municipal. Les municipalités n'ont aucun statut ou droit constitutionnel officiel. Elles sont créées par les provinces, qui conservent le droit constitutionnel de légiférer sur les secteurs municipaux dans chacun de leurs territoires. Au fil du temps, les municipalités canadiennes ont acquis le statut de

niveau de gouvernement autonome légitime *de facto*. Le pays compte environ 5 000 municipalités. Les municipalités comprennent les villes, les villages, les communes rurales (comtés) et les villes métropolitaines.

Au Canada, les lois relatives aux gouvernements locaux relèvent de la compétence des provinces. Toutefois, les systèmes municipaux sont généralement similaires en matière de politiques, de méthodes et de pratiques dans la plupart des provinces. Hormis certaines variations, la plupart sont plus ou moins dérivés d'un modèle britannique commun. La relation entre une province et ses municipalités n'est pas une relation d'égal à égal : les provinces assignent certaines responsabilités aux municipalités et les réglementent. La relation entre le gouvernement fédéral et les municipalités est limitée, habituellement encadrée par des accords entre le gouvernement fédéral et la province. Cependant, notamment au cours de la dernière décennie, tous les échelons de gouvernement ont été engagés dans un dialogue sur des sujets nationaux d'intérêt commun, ayant trait aux infrastructures, au logement social et abordable, au climat et à l'inclusion sociale, entre autres. Les gouvernements municipaux canadiens sont dirigés par des conseils municipaux dirigés par des maires élus démocratiquement.

Par ailleurs, les collectivités locales d'Amérique du Nord jouissent de compétences comparables en matière de prestation et de distribution des services publics. Les municipalités sont en général responsables de la collecte, de la gestion et du recyclage des déchets, des transports publics, des services

Tableau 1 Organisation territoriale et nombre de collectivités territoriales aux États-Unis et au Canada

Indicateurs	États-Unis	Canada
National	Gouvernement fédéral (1)	Gouvernement fédéral (1)
Intermédiaire	États (50)	Provinces (10)
Local		
Échelon supérieur	Comtés (3 031)	Comtés, régions, districts (199)
Échelon inférieur	Cantons (16 364) Municipalités (19 522) Districts spéciaux (37 203)	Municipalités (5 000)

Sources : Données OCDE ; Bureau du recensement des États-Unis ; Statscan.

d'incendie, des services de police, du développement économique local, des bibliothèques, des routes et ponts locaux, des parcs et autres installations et services de loisirs locaux, ainsi que d'autres types de services locaux. En ce qui concerne les services de base, la principale différence entre les responsabilités des gouvernements locaux au Canada et aux États-Unis est sans doute leur niveau d'implication dans l'enseignement primaire et secondaire : aux États-Unis, les gouvernements locaux jouent un rôle important dans l'enseignement, alors qu'au Canada ce domaine incombe aux provinces.

Les municipalités peuvent externaliser certains services, mais elles s'appuient aussi sur une fonction publique professionnelle et emploient un personnel nombreux pour offrir à la population des services directs. Elles peuvent en outre créer des organismes à vocation spécifique pour gérer certains services, comme les transports, l'eau ou la protection de la nature. Ces organismes à vocation spécifique jouissent d'une certaine indépendance par rapport aux municipalités, mais en dépendent pour le financement, la réglementation et la surveillance.

Les cycles électoraux locaux génèrent une discontinuité dans les priorités, le personnel et l'orientation des gouvernements locaux, ce qui constitue un défi structurel majeur. La fréquence des élections municipales varie selon les cas, mais de nombreuses villes des États-Unis en organisent tous les deux ans, et les membres du conseil municipal peuvent être élus par rotation, certains étant sujets à réélection chaque année. Ce problème n'est pas aussi important au Canada, où la démocratie municipale est régie par des élections à date fixe avec des mandats électoraux de quatre ans dans la plupart des provinces et des territoires.

Structures de financement locales

Le système et le mécanisme d'imposition et de perception des recettes du pouvoir financier sont d'une complexité similaire à celle de la structure des CT. Les villes des États-Unis et du Canada doivent équilibrer une combinaison de recettes, de dépenses de services et d'obligations d'entretien à long terme. Dans les deux pays, les collectivités locales perçoivent et gèrent leurs propres recettes et reçoivent des subventions intergouvernementales des échelons étatique et fédéral.

Aux États-Unis, les dépenses totales des collectivités locales étaient estimées à 1 600 milliards d'USD en 2016. Ce chiffre est à comparer aux 1 400 milliards d'USD de dépenses des États et aux 3 300 milliards d'USD de dépenses du gouvernement fédéral pour les services non liés à la défense¹⁶. Le graphique 1 montre que les sources de recettes spécifiques des gouvernements locaux varient considérablement d'un État à l'autre. Les impôts fonciers, qui fluctuent fortement selon les États, constituent généralement la plus grande part des recettes des municipalités. Par exemple, dans l'État du Maine, ces impôts représentent environ 98 % des recettes des municipalités, alors qu'en Oklahoma ils n'en représentent qu'environ 12 %. La plupart des États permettent aux municipalités de percevoir une taxe sur les ventes, mais

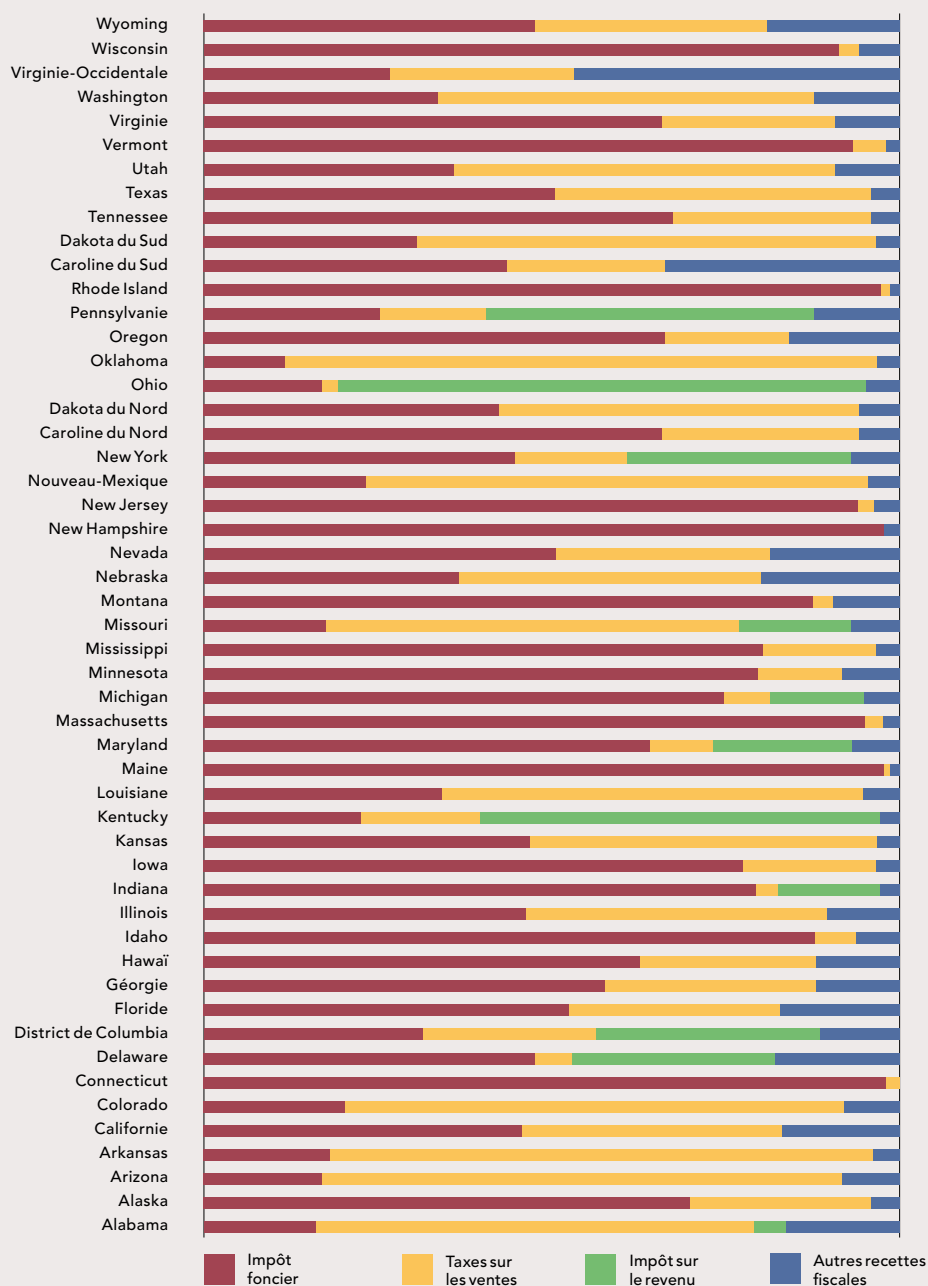
certain, comme le Connecticut, ne le font pas. Pour des États tels que le Maine et le New Hampshire, la proportion des recettes totales n'atteint pas 1 %. Seulement dix-sept États permettent aux villes et aux comtés de percevoir l'impôt sur le revenu¹⁷.

Outre les recettes propres, les transferts intergouvernementaux constituent une autre source importante de financement à l'échelle locale. Les municipalités états-uniennes, en particulier, reçoivent des subventions beaucoup plus importantes de la part des États fédérés que de la part du gouvernement fédéral. D'après le recensement effectué aux États-Unis en 2015, environ 38 % des recettes que les municipalités avaient reçues des États fédérés avaient été consacrées à l'éducation, 17 % au fonctionnement général des collectivités locales et 13 % à la protection sociale. Environ 40 % des recettes que les municipalités ont reçues du gouvernement fédéral ont été affectées au logement et au développement communautaire, et environ 13 % à la protection sociale. Cette hétérogénéité financière et réglementaire confère aux CT une importante marge de manœuvre politique et économique qui leur permet de s'aligner sur les priorités établies à d'autres niveaux de gouvernance, ou d'adopter une position neutre, voire même contraire. Enfin, les municipalités sont autorisées à émettre leurs propres obligations pour soutenir de grands projets d'immobilisations. Le marché états-unien des obligations municipales est relativement unique, car les intérêts versés aux investisseurs sur cette dette sont souvent exempts d'impôt. Les obligations des collectivités locales étant généralement considérées comme représentant un faible risque, cela se traduit par des taux d'emprunt très bas pour les villes.

Les municipalités canadiennes perçoivent et gèrent leurs propres recettes et reçoivent des subventions intergouvernementales. Leurs recettes propres proviennent en grande partie des impôts fonciers (à l'exception des municipalités des provinces du Saskatchewan et de la Colombie-Britannique)¹⁸. Les municipalités peuvent prélever d'autres impôts (comme les permis de construire et, parfois, les taxes de vente ou liées au tourisme) ; elles peuvent également procéder au recouvrement des coûts de services d'utilité publique par le biais de redevances, qui représentent la deuxième source de recettes propres par ordre d'importance. Cependant, ces recettes restent relativement modestes par rapport aux impôts fonciers. Les municipalités peuvent emprunter pour financer leurs dépenses d'infrastructures, mais cette possibilité est limitée par des réglementations provinciales strictes et des restrictions sur les emprunts. Les transferts intergouvernementaux constituent l'autre source principale des recettes municipales. Les transferts provinciaux sont beaucoup plus importants que les transferts fédéraux. Les transferts fédéraux aux collectivités locales sont normalement soumis aux accords passés avec les provinces avant qu'ils ne soient versés aux municipalités. Les municipalités peuvent contrôler et réguler leur propre taux d'imposition foncière pour couvrir le coût des services non financés par les transferts intergouvernementaux¹⁹. Ⓣ

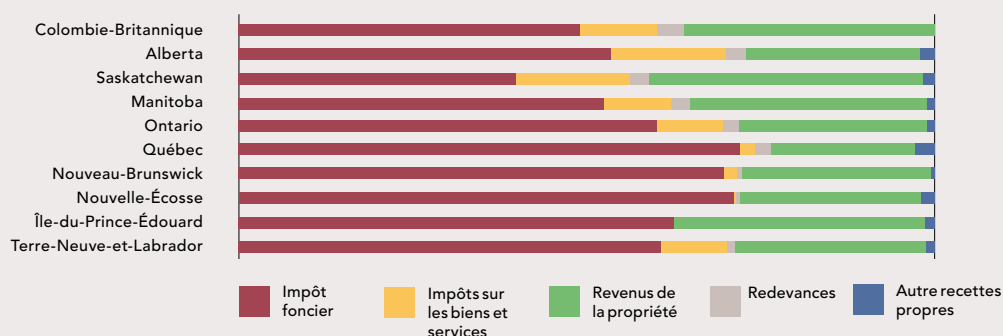
Graphique 1

Recettes propres des municipalités états-uniennes par État⁽¹⁾



Graphique 2

Recettes propres des municipalités canadiennes par province⁽²⁾



(1) Source : Bureau du recensement des États-Unis (2015), « State & Local Government Finance ».

(2) Source : Statistics Canada, Tableau 10-10-0020-01, Statistiques sur les finances du gouvernement canadien pour les municipalités et les autres administrations et écoles publiques locales.


2.3. Relations intergouvernementales : le fonctionnement de la gouvernance multiniveaux en Amérique du Nord

L'essence de la gouvernance multiniveaux et du partage du pouvoir est ancrée dans la structure constitutionnelle des États-Unis. Placée au cœur du mécanisme de freins et contrepoids qui régule les pouvoirs et les compétences dans le pays, la Constitution stipule, selon le dixième amendement (le dernier des amendements apportés par la Déclaration des droits originale en 1791), que tout pouvoir qui n'est pas explicitement accordé par la Constitution au gouvernement fédéral devient automatiquement la prérogative des États de la fédération. La Constitution ne mentionne pas les gouvernements locaux et chaque État établit ses propres règles pour définir les pouvoirs des villes, villages, comtés et autres collectivités locales.

En ce qui concerne la coordination entre les échelons d'administration, un large éventail de programmes est mis en place au niveau fédéral, et les fonds sont alloués aux États fédérés et gouvernements locaux selon des formules de dépenses prescriptives et de demandes de subventions par concours. La gestion du réseau routier fédéral en est un exemple très clair. Chaque année, le département des Transports des États-Unis alloue des milliards de dollars aux 50 départements d'État des transports pour la construction et l'entretien du réseau routier relevant de la compétence de chaque État. Les États sont également tenus de trouver les revenus supplémentaires pour assurer ce financement, même si les formules fédérales varient selon le degré d'urbanisation, la taille et la richesse de chaque État, et ce afin de réduire les inégalités interétatiques. Le gouvernement fédéral établit des normes pour garantir l'uniformité de la conception, du service et de l'interopérabilité, mais aucun organisme fédéral ne participe à la planification, à l'approvisionnement ou à la gestion de ces projets de construction ou d'entretien. Des programmes multiniveaux de financement et de subvention similaires fondés sur des formules existent pour le logement social, les transports publics, l'aviation, le transport ferroviaire de marchandises, l'approvisionnement en énergie et en eau et d'autres systèmes d'infrastructure essentiels. Il s'agit de mécanismes fédéraux de longue date qui ont toujours été bien financés. En préservant l'efficacité de l'accès universel aux infrastructures et aux services – des routes pavées à la qualité de l'eau, en passant par l'accès à l'emploi et aux réseaux de routes mondiales, au logement et à la sécurité

alimentaire – les États-Unis ont, dans une certaine mesure, déjà contribué à la réalisation de nombreux ODD et de leurs cibles.

Au Canada, la coordination entre les gouvernements locaux, régionaux et fédéral pour la mise en œuvre des ODD n'a pas non plus été clairement définie ni institutionnalisée. Les initiatives multilatérales ou multiniveaux sont en fait souvent utilisées à des fins de coordination des politiques. Par exemple, le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques gère la Feuille de route du Canada pour le respect des engagements de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, en collaboration avec les provinces et les territoires. Ce type d'initiative ne fait habituellement pas intervenir directement les municipalités. Les provinces travaillent avec les municipalités sur des plans plus sectoriels, pour atteindre des objectifs économiques, sociaux ou environnementaux spécifiques. Les initiatives faisant (ouvertement) intervenir les trois échelons de gouvernement sont donc relativement rares. Le gouvernement fédéral utilise normalement sa compétence résiduelle et son pouvoir de dépense (par le biais de subventions, de transferts et de contributions) pour faire avancer son programme. Il a cependant l'obligation de consulter les provinces en premier lieu pour toute initiative politique susceptible de concerner les municipalités.

Le Programme fédéral d'infrastructures est un bon exemple de coopération intergouvernementale. Il existe depuis le milieu des années 1990 et a acquis une importance majeure dans l'histoire des relations politiques entre échelons d'administration fédérale, provinciale et municipale. Le gouvernement fédéral couvre généralement un tiers du coût des projets promus et financés dans le cadre de ce programme, tandis que les niveaux provincial et municipal se partagent le reste du financement. Bien que les provinces soient en principe responsables de la sélection finale et de l'adjudication des projets, le gouvernement fédéral joue un rôle important (même s'il est indirect) dans la détermination des critères et lignes directrices de sélection. Ce programme comprend également un quota de réserve d'impôt sur l'essence qui permet aux municipalités de recevoir une subvention (prévisible) par habitant pour les investissements en infrastructures à leur échelon de gouvernance. 

3. La contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD


Le présent rapport part du principe selon lequel les ODD, bien qu'intrinsèquement mondiaux, relèvent de la responsabilité de tous les niveaux de gouvernement. Plus important encore, il est impossible d'atteindre ces Objectifs mondiaux sans la participation pleine et entière de tous les niveaux, et du niveau local en particulier, à toutes les étapes du processus de mise en œuvre.

Cela est particulièrement vrai au Canada et aux États-Unis, en raison de l'indépendance et de l'autonomie relatives des États, provinces, comtés et municipalités dans ces deux pays. En outre, les États-Unis et le Canada possèdent un réseau d'ONG et de fondations philanthropiques privées développé et bien financé. Nombre de ces organismes se consacrent à des causes caritatives et accordent fréquemment des subventions que les gouvernements locaux utilisent pour étendre les services locaux et améliorer les conditions de vie de leurs citoyens. Nombre de services et projets financés et soutenus par ce réseau contribuent directement ou indirectement à la réalisation de certains ODD. Ces « moteurs » de l'amélioration et de la localisation doivent être inclus dans le processus afin que la mise en œuvre des ODD soit pleinement collective et participative.

Comme mentionné précédemment, en l'absence d'un cadre national institutionnalisé pour la mise en œuvre des ODD, les CT et leurs élus n'ont que très peu d'occasions d'interagir ou de se familiariser avec ce sujet. Cela est vrai depuis la mise en place de l'Agenda 2030 dans toutes les régions du monde. Pourtant, même si les collectivités locales n'utilisent pas explicitement les ODD comme cadre de politique de développement ou n'apposent pas le « label » ODD sur leurs décisions et mesures politiques, leurs actions et celles des ONG, des dirigeants communautaires et de la société civile, des secteurs public et privé et des organisations citoyennes abordent souvent des questions fondamentales liées au développement durable. La planification, le logement, les services de base, la mobilité, l'environnement, la résilience, la culture et la prospérité sont des dimensions cruciales du développement territorial, sur lesquelles des collectivités locales engagées et résolues à contribuer à la réalisation des Objectifs, peuvent avoir un impact considérable.

Au-delà du potentiel inhérent du niveau local pour la réalisation des ODD, plusieurs villes et collectivités locales pionnières en Amérique du Nord ont entrepris des efforts qui visent explicitement les ODD et les ont inscrits dans leurs stratégies locales et leur planification à moyen terme. La ville de New York a présenté son propre Examen local volontaire (ELV) lors du FPHN de 2018 – c'est l'une des premières autorités locales à le faire officiellement dans le cadre

du processus de présentation de rapports. La ville de San José, en Californie, travaille en partenariat avec le SDSN et l'Université d'État de San José et a déjà créé un tableau de bord de la mise en œuvre des ODD à l'échelle locale. Los Angeles a présenté son ELV au FPHN en 2019. Ce déploiement de bonnes pratiques, qui concerne principalement les plus grandes villes, reste cependant quelque peu anecdotique, et ne doit pas donner une image faussée de la situation.

Il y a plus de 18 000 villes et villages aux États-Unis, et plus de 5 000 au Canada, dont la plupart sont de petites agglomérations isolées. Seulement 74 millions de personnes vivent dans les 100 villes les plus peuplées d'Amérique du Nord, qui sont le plus souvent reconnues et étudiées pour leurs programmes de développement durable. Si les outils actuellement disponibles pour la mise en œuvre des ODD conviennent bien pour ce type de villes, ils ne sont pas adaptés aux contextes socio-économiques et géographiques des zones résidentielles et rurales de moins de 50 000 habitants, où vivent plus de 250 millions de personnes. La sensibilisation, l'échange de connaissances et l'émergence d'initiatives locales sous l'impulsion des CT et de leurs communautés sont d'autant plus importants dans ce contexte. L'engagement des collectivités territoriales et de la société civile s'avère alors crucial pour sensibiliser, encourager les échanges de connaissances et l'émergence d'initiatives locales. L'engagement et les efforts des associations de gouvernements locaux et de la société civile sont précisés dans la sous-section suivante. 

Les CT ont déployé des efforts considérables pour concrétiser les ODD et les aligner sur leurs stratégies locales, mais ces initiatives émanent principalement des villes les plus grandes et les plus prospères sur le plan économique.

3.1. Le rôle des associations de gouvernements locaux et des organisations non gouvernementales

Les associations de gouvernements locaux et de nombreuses parties prenantes actives au sein de la société civile, telles que les ONG et autres organisations citoyennes, sont peut-être les acteurs les plus efficaces dans l'arène politique nord-américaine pour promouvoir des sujets et thématiques liés aux ODD. Les États-Unis, par exemple, possèdent un réseau sans pareil d'organisations nationales à but non lucratif, d'ONG, de fondations communautaires locales et d'autres organisations dont les missions sont dans une certaine mesure ouvertement alignées sur un ou plusieurs des ODD²⁰. Le secteur à but non lucratif ou caritatif représente entre 9 et 10 % de tous les salaires versés. En 2013, les organismes publics de bienfaisance ont déclaré des recettes totales de

1 740 milliards d'USD²¹. Ces organisations aident les administrations gouvernementales et les entreprises des États-Unis, mais sont également actives à l'échelle mondiale avec des initiatives – caritatives, religieuses, éducatives, scientifiques ou autres – d'intérêt public dans un esprit très comparable à la mission de l'Agenda 2030.

La diversité des ODD et des autres objectifs mondiaux a ouvert la voie à l'émergence de nombreuses initiatives et acteurs similaires dans l'écosystème des associations de gouvernements locaux, de la société civile, des organisations citoyennes et institutions à but non lucratif d'Amérique du Nord. United Way, par exemple, est la plus grande organisation à but non lucratif financée par le secteur privé au monde. Elle travaille pour

Encadré 1

L'Examen local volontaire (ELV) de la ville de New York

En juillet 2018, New York est devenue la première ville à présenter – dans le cadre plus large du FPHN – son ELV sur la mise en œuvre des ODD dans le contexte local. Depuis 2015, la ville travaille à l'exécution d'un programme de développement durable ambitieux et complet, défini dans le plan directeur « OneNYC ». Son ELV a été un document pionnier : parallèlement aux initiatives de trois villes japonaises, il a été l'un des premiers exemples de document conçu et produit localement pour apporter la perspective des CT au débat interétatique du FPHN. La présentation de cet examen a été une étape clé dans l'évolution de « OneNYC », et peut-être son moment le plus visible au niveau mondial.

Bien que le plan « OneNYC » ait été élaboré avant que ne soient définis les ODD, le Bureau du maire pour les Affaires internationales a rapidement identifié le lien entre ces deux cadres et a créé le programme *Global Vision-Urban Action* pour utiliser les ODD comme canevas pour traduire les progrès locaux dans un langage commun, que d'autres villes et communautés pourraient utiliser et reproduire à l'échelle mondiale. L'effort de présentation de rapports dans le cadre du FPHN a été essentiel, mais la ville a clairement indiqué que le but fondamental de sa stratégie était « d'encourager les villes et les autres acteurs à se joindre à nous dans un débat sur la mesure des progrès vers l'Agenda 2030, et surtout sur les politiques et autres stratégies pour y parvenir », comme l'a déclaré la déléguée Penny Abeywardena, du Bureau du maire de New York pour les Affaires internationales.

Ce type d'initiatives conçues pour faire des émules semble porter ses fruits : d'autres villes, dont Baltimore, Los Angeles, Orlando et San José, ont indiqué qu'elles allaient assurer le suivi des progrès pour atteindre les ODD, ou les utiliser comme cadre de référence de leurs propres plans locaux de développement durable.

Source : Bureau du maire de New York pour les Affaires internationales, Examen local volontaire : « New York City's Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development », *Global Vision*, juillet 2018, https://www1.nyc.gov/assets/international/downloads/pdf/NYC_VLR_2018_FINAL.pdf

l'amélioration de l'éducation, pour des revenus équitables et dans le domaine de la santé²². National League of Cities (NLC) est la plus ancienne et la plus grande organisation représentant les villes et villages des États-Unis : près de 2 000 municipalités y adhèrent actuellement. Plusieurs documents d'orientation politique adoptés au sein de NLC par ses membres ont appelé à une action plus rapide pour réduire les émissions de GES, promouvoir l'énergie propre et l'amélioration de l'efficacité énergétique, conserver les ressources naturelles et réduire les inégalités liées à l'ethnie, au genre et au revenu²⁴. Les villes de 30 000 habitants ou plus sont réunies au sein de la Conférence des maires des États-Unis, leur organisation officielle non partisane. Chaque ville est représentée par son principal élu, le maire. La Conférence a conduit à la création du Mayors Climate Protection Agreement (Accord des maires pour la protection du climat), qui s'engage à réduire les émissions de GES conformément aux exigences du protocole de Kyoto. Depuis 2005, cet accord a déjà été signé par 1 060 maires états-uniens²⁵.

La branche états-unienne d'ICLEI – Local Governments for Sustainability – compte environ 200 villes membres. ICLEI est un leader du mouvement des gouvernements locaux plaçant pour des réductions importantes de la pollution au carbone et une amélioration tangible du développement durable et de la résilience. Au total, 251 villes ont soumis leur inventaire des GES à l'outil « ClearPath » d'ICLEI²⁶. Urban Sustainability Directors Network a mis en place un réseau de pairs composé de membres du personnel de gouvernements locaux de tous les États-Unis et du Canada, possédant les compétences pour créer un environnement plus sain, stimuler la prospérité économique et améliorer l'égalité sociale²⁷. Comme mentionné dans l'introduction, la volatilité politique peut constituer un sérieux obstacle au consensus autour d'objectifs et d'agendas mondiaux ambitieux, ainsi qu'à leur réalisation : le cas du gouvernement des États-Unis menaçant de se retirer de l'Accord de Paris a jeté le doute sur l'engagement de l'un des plus grands pollueurs du monde à contribuer aux efforts mondiaux pour maîtriser les effets des émissions de carbone et lutter contre les changements climatiques. En réponse à cette situation, la coalition We Are Still In réunit 280 villes et comtés états-uniens, ainsi que des entreprises, universités, institutions religieuses et organismes de santé résolus à respecter l'Accord de Paris et son application dans les territoires des États-Unis²⁸. De même, Climate Mayors rassemble 250 maires qui utilisent un réseau de pairs pour « faire preuve de leadership en matière de changement climatique en menant des actions significatives auprès de leurs communautés ». La coalition est dirigée par les maires de Los Angeles, Eric Garcetti, et d'Houston, Sylvester Turner, deux villes qui ont été affectées par une gentrification débridée, la ségrégation urbaine et la dispersion due au règne de la voiture, ainsi que par les maires de Boston, Martin Walsh, et de Knoxville, Madeline Rogero²⁹. Enfin, c'est aux États-Unis que se trouve Nature Conservancy, la plus grande organisation à but non lucratif consacrée à l'environnement, qui œuvre pour

Encadré 2

STAR Communities (actuellement LEED for Cities)

STAR Communities est une organisation à but non lucratif et le principal programme de certification pour la mesure du développement durable. Le système de notation de STAR Communities a été créé en 2007 dans le but explicite de fournir aux villes, communes et comtés états-uniens un cadre commun pour le développement durable. Similaire à la norme LEED pour les bâtiments, la norme STAR se compose d'objectifs et de mesures de durabilité urbaine qui ont été approuvés par des experts techniques. Ce système comprend 7 domaines, 45 objectifs et plus de 500 mesures d'impact afin de dresser un bilan global de la durabilité locale. À ce jour, plus de 70 villes et comtés ont été certifiés par le biais de ce système de vérification indépendant.

STAR Communities a récemment analysé les 116 mesures d'impact quantitatives (et 17 mesures d'innovation et de processus) de son système de notation, les a mises en correspondance avec les 17 domaines des ODD, et a relevé des dizaines de similarités entre les priorités et les mesures utilisées pour évaluer les progrès²³.

Quelques villes sont allées au-delà de l'auto-évaluation, et ont intégré des parties du système STAR Communities à leurs processus municipaux. Par exemple, après avoir obtenu une note STAR de quatre étoiles, la ville de West Palm Beach, en Floride, a modifié son plan global pour y inclure plusieurs indicateurs clés que la ville souhaitait suivre et améliorer. Le maire, Jeri Muoio, a officiellement annoncé un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) de 32 % à l'horizon 2025 et son intention de « pratiquement éliminer » les émissions à l'horizon 2050.

En 2018, STAR a fusionné avec U.S. Green Building Council pour devenir LEED for Cities.

Sources : STAR Communities, « Alignment Between STAR and the SDGs », 8 mars 2018, <http://www.starcommunities.org/press-releases/alignment-between-star-and-the-sdgs/> ; STAR Communities, « Case Study: Communicating Results Through Open Data Dashboards », 23 mai 2018, <http://www.starcommunities.org/star-updates/case-study-communicating-results-through-open-data-dashboards/> et STAR Communities, « STAR's Merger with the U.S. Green Building Council », 15 octobre 2018, <http://www.starcommunities.org/star-updates/faqs-star-leed-for-cities/>.

la préservation et la protection du monde naturel et cherche à « concilier les besoins d'une population croissante avec ceux de la nature³⁰ ».

Outre le développement durable et les changements climatiques, les questions de coexistence et de résilience urbaines sont abordées en Amérique du Nord par de nombreuses organisations à but non lucratif qui forment un véritable mouvement. L'Urban Institute, par exemple, est un organisme de recherche indépendant à but non lucratif, financé par des contrats gouvernementaux et des bailleurs de fonds externes. Fondé par le président Lyndon Johnson, il vise à contribuer à résoudre « le problème de la ville américaine et de ses habitants³¹ ». La Fondation Rockefeller a mis en place le projet 100 Villes résilientes (*100 Resilient Cities* – 100RC), une initiative à laquelle participent pour l'instant 97 villes dans le monde entier dont 30 villes aux États-Unis et au Canada. Les principaux défis que 100RC identifie en matière de résilience sont étroitement liés aux ODD : les efforts de reconstruction à la Nouvelle-Orléans, suite notamment à la vague de destruction causée par l'ouragan Katrina en 2005 ; le

manque d'opportunités économiques dans une ville comme Saint-Louis ; le vieillissement des infrastructures et de la population à Montréal ; ou encore le problème très étudié de l'accès au logement à Vancouver³².

Il ne s'agit là que de quelques exemples de la force et de l'engagement du secteur à but non lucratif et de la société civile aux États-Unis. Environmental Defense Fund, Institute for Sustainable Communities, Natural Resources Defense Council, Regional Greenhouse Gas Initiative, Resources for the Future, U.S. Climate Action Network, Western Climate Initiative, World Resources Institute et World Wildlife Fund sont d'autres exemples de cet « écosystème » florissant des États-Unis, qui ont des racines profondes dans la gouvernance locale.

Le panorama du Canada est similaire à celui des États-Unis : plusieurs municipalités et ONG participent directement ou indirectement au suivi et à la mise en œuvre des ODD. Comme mentionné plus haut, des universités et organismes à but non lucratif participent au processus : l'ONU a officiellement identifié l'Université de Waterloo comme hôte de la branche canadienne du SDSN. Le pôle de connaissances sur les ODD de l'Institut international du développement durable (International Institute for Sustainable Development – IISD) comprend une

série de rapports sur le suivi des ODD dans les villes canadiennes, qui présentent des données sur la mise en œuvre dans les 14 plus grandes villes canadiennes (voir la section 3.3)³³.

La Fédération canadienne des municipalités (FCM) est le réseau municipal le plus influent au Canada. Elle a contribué activement aux efforts de développement aux échelles nationale et internationale. La FCM soutient explicitement les ODD en tant que principal outil de suivi de l'aide au développement dans toutes ses initiatives internationales (voir l'encadré 3). Ces initiatives sont principalement financées par Affaires mondiales Canada, le ministère du gouvernement canadien chargé des relations diplomatiques et consulaires du pays ainsi que du développement international. La FCM traite de nombreuses questions relatives aux cibles des ODD dans ses programmes nationaux et internationaux – par exemple Municipalités pour l'innovation climatique, Gestion des actifs municipaux, Collaboration Premières Nations-municipalités, Partenaires dans la protection du climat et Vers la parité en politique municipale. Le travail de plaidoyer de la FCM se concentre sur l'accès au logement, le transport public, le déficit d'infrastructures, la préparation et la réponse aux situations d'urgence, la qualité de l'eau, les changements climatiques et la résilience, l'immigration et l'installation des personnes réfugiées, les télécommunications et les collectivités rurales, nordiques et isolées³⁴. De plus, la FCM héberge le Caucus des maires des grandes villes, qui est depuis longtemps la voix et le forum des vingt-deux plus grandes municipalités du Canada. Nombre des questions que le Caucus des maires des grandes villes aborde sont liées à la localisation des ODD et à l'engagement des municipalités dans tout le pays³⁵.

Des associations provinciales et territoriales de municipalités existent en outre dans chaque province et territoire : elles travaillent sur des sujets similaires, mais leurs actions de plaidoyer ciblent principalement le contexte provincial et territorial. La plupart d'entre elles ne promeuvent pas encore explicitement les ODD en tant que cadre politique, mais leurs priorités et actions de plaidoyer ont eu une influence positive sur la localisation des Objectifs mondiaux à l'échelle provinciale et territoriale.

L'Institut urbain du Canada (IUC) est un organisme de recherche à but non lucratif qui se consacre depuis 1990 au renforcement des capacités pour la santé des populations. Il a créé de nombreuses démarches et outils innovants pour influencer les politiques et soutenir le développement durable des municipalités. L'IUC travaille sur plusieurs questions liées au développement durable : l'amélioration de la densité grâce à des modèles communautaires complets, une planification intelligente grâce à l'application de la technologie numérique pour autonomiser et connecter les collectivités, la résilience et le développement durable des communautés grâce à la transition vers un modèle résilient et à faibles émissions de carbone, l'accès au logement grâce à de nouvelles formes de financement, de politiques et d'utilisation du sol, et le vieillissement de la population grâce à l'inclusion de tous, indépendamment de l'âge, des

Encadré 3

La Fédération canadienne des municipalités (FCM) et les ODD

La FCM s'est dotée d'un solide programme international qui, depuis 1987, donne aux experts municipaux canadiens l'occasion de partager leurs connaissances et de cultiver des relations avec leurs homologues en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Europe de l'Est. Financée par Affaires mondiales Canada, la FCM est active dans treize pays et alloue chaque année plus de quinze millions d'USD pour financer ses projets internationaux. Les priorités internationales de la FCM sont notamment :

- Renforcer le leadership local en formant les élus et le personnel administratif, en encourageant une plus grande participation des citoyens au processus décisionnel local et en améliorant les relations intergouvernementales ;
- Renforcer la capacité des collectivités territoriales à stimuler l'activité du secteur privé afin de promouvoir le développement économique et de réduire la pauvreté en créant des emplois, des échanges commerciaux et des investissements étrangers ;
- Aider les collectivités territoriales à répondre aux catastrophes ou aux conflits et à construire des communautés plus sûres ;
- Favoriser le leadership et l'innovation en matière d'environnement à l'échelle municipale afin de contribuer à bâtir des collectivités plus résilientes et durables et à améliorer la qualité de vie de tous les citoyens.

Les actions de la FCM dans ces secteurs appuient la mise en œuvre des ODD à l'étranger ainsi que les engagements du Canada en matière de développement international pour atteindre les ODD.

Sources : Fédération canadienne des municipalités, <https://fcm.ca/fr/programmes/programmes-internationaux>.



Toronto vue de la Tour CN
(photo : © Andrea Ciambra).

capacités et des revenus. L'IUC gère également une plateforme collaborative de réduction des émissions de carbone pour le centre-ville de Toronto, intitulée Toronto 2030 Districts Project³⁶.

Enfin, Urban Land Institute Toronto (ULI) est un important laboratoire d'idées canadien qui compte plus de 1 600 membres des secteurs public et privé œuvrant dans le domaine de la mise en valeur et de la conservation des terres. C'est une organisation sœur d'ULI America. ULI est une organisation internationale qui promeut l'utilisation responsable des terres et qui vise à créer des communautés durables en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Bien que les ODD ne fassent pas explicitement partie de sa mission, elle exerce un rôle de leader d'opinion sur les établissements humains et a historiquement promu des communautés résilientes, inclusives et durables ; elle a donc un impact sur la localisation des ODD³⁷.

D'innombrables autres organisations caritatives et à but non lucratif locales ou régionales contribuent au nettoyage des cours d'eau, à la conservation des terres et à la protection de la faune, ce qui a des répercussions positives sur les villes et les territoires. Néanmoins, rares sont les associations de gouvernements locaux et ONG d'Amérique du Nord qui

utilisent explicitement la plateforme des ODD comme un catalyseur ou une feuille de route pour leur action à l'échelle locale. Comme c'est le cas pour toutes les autres régions, ces initiatives et programmes contribuent cependant de manière significative à la réalisation des Objectifs mondiaux, et ont joué un rôle de premier plan dans la mobilisation, la participation et l'inclusion. Même si ces actions n'ont pas de lien direct avec le cadre mondial de l'ONU, elles sont une preuve supplémentaire que le travail quotidien des administrations locales demeure essentiel pour la réalisation des ODD. Les prochaines sections examineront plus en détail les initiatives spécifiques que les collectivités territoriales ont mises en œuvre ainsi que leur contribution à la localisation des agendas mondiaux. 📍

Les initiatives des associations de gouvernements locaux et des ONG ont favorisé une forte mobilisation des CT autour des objectifs mondiaux.

3.2. L'alignement des politiques des collectivités territoriales avec l'Agenda 2030

Encadré 4

Municipalité de Repentigny : « Une ville pour tous »

« Une ville pour tous » est une initiative pluridimensionnelle de la municipalité de Repentigny, au Québec. Elle utilise les technologies numériques au profit de services plus inclusifs et d'une participation citoyenne pleine et entière. Cette initiative lancée en 2017 comprend les cadres clés suivants :

- Le Carrefour informationnel et social est une initiative de partenariat entre la municipalité, la MRC de L'Assomption, le Centre à nous et d'autres partenaires communautaires, avec le soutien de la Caisse Desjardins Pierre-Le Gardeur (ville de Repentigny, 2017). Elle cible les populations vulnérables, parmi lesquelles 67 % sont des femmes (qui rencontrent notamment des difficultés linguistiques, des limitations fonctionnelles et ont un accès limité à un soutien de base) ; elle offre un vaste éventail de services sociaux et communautaires à travers un système intégré accessible par téléphone ou par Internet.
- Créalab est un laboratoire multimédia hébergé dans la bibliothèque municipale. Il offre aux jeunes diverses technologies numériques créatives qui leur permettent de s'exprimer à travers la photo, la vidéo, la musique et la conception 3D. La participation des jeunes immigrants et des jeunes présentant des troubles du comportement est particulièrement encouragée. En date du mois de novembre 2018, cette installation avait été utilisée par environ 13 500 adolescents, avait animé 1 200 ateliers scolaires et avait attiré 175 jeunes entrepreneurs.
- L'application Mes services municipaux, qui s'adresse aux citoyens et aux familles de Repentigny, est conçue pour améliorer l'accès aux informations sur les services et activités de la municipalité. Sa carte interactive permet aux citoyens de trouver rapidement les informations qu'ils cherchent pour un quartier précis et de communiquer avec le personnel municipal.

Il est important de noter que ces initiatives génèrent des idées et des données qui peuvent être utilisées pour la planification urbaine et l'élaboration de politiques.

Sources : Pierre Chartier, « Repentigny, finaliste Prix international de Guangzhou pour l'innovation urbaine », *Hebdo Rive Nord*, 7 novembre 2018, <https://www.hebdorivenord.com/article/2018/11/7/repentigny-finaliste-prix-international-de-guangzhou-pour-l-innovation-urbaine> ; Ville de Repentigny, « Repentigny, finaliste du Prix international de Guangzhou pour l'innovation urbaine », 30 octobre 2018, <https://www.ville.repentigny.qc.ca/communiqués/repentigny-finaliste-du-prix-international-de-guangzhou-pour-l-e2%80%99innovation-urbaine.html> ; et Ville de Repentigny, « Le Carrefour informationnel et social ouvre ses portes au Centre à nous », 5 juin 2017, <https://www.ville.repentigny.qc.ca/communiqués/le-carrefour-informationnel-et-social-ouvre-ses-po.html>.

Dans cette section, nous évaluons les types de politiques et d'initiatives élaborées par les CT pour localiser les ODD, leur impact à l'échelle nationale, le degré de participation des CT à une véritable coordination multinationale et les effets de la localisation sur les mécanismes institutionnels et le dialogue entre les différents échelons de gouvernance.

Les ODD favorisent un environnement positif pour l'action et la mobilisation à l'échelle locale, et de nombreuses caractéristiques des gouvernements locaux peuvent contribuer positivement et directement à la réalisation des Objectifs mondiaux. L'ODD 11 a été explicitement conçu pour l'action urbaine et locale afin de répondre aux priorités fondamentales des collectivités territoriales et de fournir une feuille de route véritablement collaborative pour faire des villes et des territoires des espaces plus durables.

Cette section s'intéressera plus particulièrement aux politiques, mesures et solutions innovantes qui figurent le plus souvent dans les plans globaux et programmes de développement durable des collectivités locales : mesures de réduction des émissions de carbone et de lutte contre les changements climatiques, accès à l'énergie durable, mobilité durable, services de base tels que la gestion durable de l'eau et de l'assainissement, ainsi que les questions liées au logement précaire ou inabordable et au sans-abrisme.

Adaptation aux changements climatiques et atténuation de leurs effets

Les États-Unis sont le deuxième plus grand émetteur de GES au monde après la Chine ; ils sont responsables de 15 % des émissions qui sont à l'origine des changements climatiques à l'échelle mondiale. Les émissions ont atteint leur niveau le plus élevé en 2007 et ont diminué au cours de la dernière décennie. En 2016, la dernière année pour laquelle nous disposons de données, les émissions étaient inférieures de 12 % à leur niveau de 2005³⁸. Bien que le Canada se trouve également parmi les plus grands émetteurs de GES par habitant au monde, son empreinte environnementale n'est pas aussi élevée que celle des États-Unis en termes absolus, compte tenu de la taille de son économie et de sa population. Ce fait est essentiel dans une région qui est constamment et de plus en plus menacée et frappée par les effets des changements climatiques : des événements climatiques graves et

imprévisibles balaient régulièrement le continent, les feux de forêt et la sécheresse ont considérablement nuit à l'économie, à la productivité et au tissu social d'une grande partie des États-Unis, plusieurs mégalo-poles côtières sont également menacées par des taux alarmants d'élévation du niveau de la mer, risquant de déplacer, de blesser ou de tuer des millions de personnes. L'Amérique du Nord est l'un des territoires les plus exposés aux conséquences des changements climatiques et du réchauffement de la planète ; pourtant, son économie repose sur un mécanisme de production et de consommation qui aggrave la dégradation de l'environnement et le rend encore plus vulnérable. La prévention et la gestion des risques de catastrophe revêtent une importance particulière pour les villes, les territoires et les gouvernements locaux : c'est l'échelon local qui investit dans les infrastructures et services, et qui est compétent en matière de réponse aux risques et d'atténuation de leurs effets. Le défi des changements climatiques montre qu'une politique efficace et la mise en œuvre effective de tous les ODD reposent en grande partie sur l'implication constante de tous les niveaux de gouvernance.

En 2015, une analyse réalisée par ICLEI USA et le World Wildlife Fund a révélé que 116 villes états-uniennes, représentant 14 % de la population des États-Unis, déclaraient leurs inventaires de GES et leurs objectifs de réduction par le biais de plateformes telles que ClearPath³⁹, le Carbon Climate Registry⁴⁰ et le Carbon Disclosure Project⁴¹. Ce chiffre ne tient cependant pas compte des agglomérations beaucoup plus nombreuses qui, même si elles ne sont pas en mesure de dresser un inventaire de leurs émissions ou de renseigner les bases de données existantes avec leurs données locales, participent aux efforts de réduction, notamment à travers la promotion de l'efficacité énergétique et des bâtiments écologiques. Le California Air Resources Board, par exemple, fixe des cibles régionales de réduction des GES à l'échelle de l'État, et les collectivités territoriales de chaque région sont chargées d'adopter des plans de transport collectif, de logement et d'occupation des sols conformes à la cible de l'État : atteindre à l'horizon 2030 des émissions inférieures de 40 % aux niveaux de 1990⁴². En outre, dix-neuf autres États et le district de Columbia ont déjà adopté des cibles de réduction des GES à l'échelle étatique⁴³.

En raison de la diversité et de la fréquence des catastrophes naturelles aux États-Unis, le pays a de plus amélioré ses systèmes de gestion des urgences et d'intervention en cas de catastrophe. La politique fédérale exige la mise en place de plans d'intervention d'urgence ainsi que de plans d'atténuation des risques spécifiques aux conditions locales. Toutefois, la plupart des villes des États-Unis doivent encore procéder aux adaptations structurelles nécessaires. C'est une question à résoudre d'urgence, car elles sont menacées par les événements que le changement climatique précipite : le coût des interventions requises par les multiples ouragans, inondations intérieures et feux de forêt d'une ampleur historique qui ont frappé le pays en 2017 a été estimé à 306 milliards d'USD, un chiffre record. Les villes des États-Unis disposent de fait de la plupart des outils et

informations nécessaires pour s'adapter. Cependant, « nombre des pratiques prometteuses restent fragmentaires et n'apportent pas une réponse globale aux changements climatiques et aux incertitudes qui leur sont associées⁴⁴ », d'autant plus que l'ampleur, la fréquence et l'impact des événements catastrophiques ou extrêmes augmentent à un rythme sans précédent.

Au Canada, en revanche, les municipalités et les acteurs locaux ont obtenu un certain succès en matière de sensibilisation et de mobilisation sur le sujet de la

Encadré 5

La loi *Greenhouse Gas Reduction Targets Act* de la Colombie-Britannique

La loi sur les objectifs de réduction des gaz à effet de serre que la Colombie-Britannique a adoptée en 2007 a imposé des cibles ambitieuses pour la province : 33 % de réduction par rapport aux niveaux de 2007 à l'horizon 2020, et 90 % à l'horizon 2050. Cette loi stipule également que les organisations publiques de la Colombie-Britannique doivent devenir neutres en carbone à partir de 2010, c'est-à-dire que leurs émissions de GES doivent être nulles.

La loi « Communautés vertes » (*Green Communities Act*) est l'une des mesures mises en place pour atteindre ces objectifs ambitieux. Selon ses dispositions, chaque collectivité territoriale doit inclure dans ses plans directeurs officiels des objectifs, politiques et mesures de réduction des émissions de GES. Bien que cette loi ne précise pas de cibles, échéances ou mesures centralisées, elle impose aux municipalités de tenir compte des répercussions environnementales de leurs décisions en matière de planification. Cette législation est novatrice car elle fait de la réduction des GES une priorité de la province, et indique aux municipalités et à leurs habitants que la responsabilité en la matière incombe au moins en partie à la municipalité. Cela signifie que les municipalités ont une certaine obligation – bien qu'elle ne soit pas précisément définie – envers leurs habitants d'agir pour réduire les émissions. Au strict minimum, cette législation garantit que la réduction des GES fait partie du processus de planification dans toutes les municipalités.

Le cas des lois *Greenhouse Gas Reduction Targets Act* et *Green Communities Act* de la Colombie-Britannique démontre que l'obligation émanant de la province à inclure les considérations climatiques dans la planification municipale présente une certaine efficacité. 90 % des municipalités de la Colombie-Britannique se sont partiellement conformées à la loi *Green Communities Act* en définissant des cibles, et 75 % s'y sont pleinement conformées en définissant et en adoptant des cibles⁴⁹. Cette loi a donc accéléré l'adoption généralisée de cibles de réduction des GES, ce qui s'est traduit par des progrès substantiels dans la réduction des émissions⁵⁰. Des analyses récentes ont montré que, malgré l'absence de mécanismes de conformité, seul un nombre réduit de municipalités ont fixé des cibles symboliques visant un changement marginal⁵¹. Le modèle de la Colombie-Britannique est donc une voie prometteuse pour les autres provinces qui cherchent à réduire les émissions de GES à l'échelle locale et pourrait inspirer d'autres municipalités à prendre l'initiative en matière d'atténuation des changements climatiques.

Sources : Gouvernement de Colombie-Britannique, « Climate Change Accountability Act », http://www.bclaws.ca/Recon/document/ID/freeside/00_07042_01 ; et Gouvernement de Colombie-Britannique, « Local Government (Green Communities) Statutes Amendment Act – Bill 27 – Resources | BC Climate Action Toolkit », <https://www.toolkit.bc.ca/resource/bill-27-resources>.

résilience face aux conséquences des changements climatiques⁴⁵. Les mesures concrètes de mise à jour des politiques, infrastructures ou ressources à l'échelle locale pour gérer ces menaces demeurent cependant trop rares⁴⁶. La Colombie-Britannique – où toutes les municipalités sont désormais tenues de disposer de plans d'action locaux contre les changements climatiques et où 84 % d'entre elles ont lancé des initiatives de mobilisation et d'éducation du public dans le cadre de leurs politiques en matière de changement climatique (voir aussi l'encadré 5) – reste un exemple isolé de bonne pratique, et n'illustre pas une tendance structurelle⁴⁷.

En outre, les villes ne sont pas les seules collectivités à avoir un rôle à jouer dans le développement durable du territoire ou dans la transition vers un futur à faibles émissions de carbone. Les communautés

rurales et autochtones des États-Unis et du Canada, par exemple, dépendent encore plus des énergies fossiles que leurs homologues urbaines⁴⁸. Les collectivités rurales et les petites villes, qui sont caractérisées par une population moins dense et disposent de moins de ressources au niveau de la gouvernance, dépendent généralement davantage des transports personnels que des transports publics. Les aménagements et les espaces publics y sont souvent plus dispersés, et difficilement accessibles sans véhicule. De plus, ces collectivités connaissent un déclin démographique et un ralentissement économique importants, amorcés de longue date par la concentration croissante de la création d'emplois et de l'innovation dans les centres urbains. Confrontées à un développement économique insuffisant et à une perte de capital social et financier, ces communautés rurales et autochtones doivent composer avec des infrastructures vieillissantes, et ne sont parfois pas raccordées aux réseaux d'alimentation en énergie. Tout cela restreint leur accès à une énergie et à des infrastructures moins polluantes et plus écologiques. Cela est particulièrement vrai pour les communautés les plus éloignées et les plus isolées (voir aussi l'encadré 6).

Encadré 6

La communauté solaire de la nation T'Sou-ke

Les collectivités rurales et autochtones peuvent aussi adopter un modèle à faibles émissions de carbone et donner l'exemple à d'autres collectivités d'Amérique du Nord, petites et grandes. En 2007, la Première Nation T'Sou-ke (administration locale indienne) en Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un micro-réseau solaire qui fournit de l'électricité aux membres de la Première Nation et de l'eau chaude solaire à environ la moitié des foyers de la communauté. Ce projet comprend trois systèmes solaires distincts : un système de 6 kilowatts, un système de 7 kilowatts et un système de 62 kilowatts. Ils produisent suffisamment d'énergie pour alimenter la communauté et revendre l'excédent au réseau hydroélectrique de la Colombie-Britannique. La Première Nation possède également une station solaire de recharge pour véhicules électriques et commercialise le wasabi qu'elle cultive en serre toute l'année.

Bien qu'elle soit considérablement plus petite que la plupart des communautés canadiennes, la Première Nation T'Sou-ke a une densité de population inférieure à celle des grandes villes de la Colombie-Britannique, mais supérieure à celle de nombreuses petites villes de la province. Cela montre que les projets solaires ne nécessitent pas forcément de grandes surfaces de terrain, qui sont difficiles à trouver en ville. Les unités solaires de la nation T'Sou-ke sont toutes installées sur les toits de ses bâtiments. La nation T'Sou-ke dispose d'un capital beaucoup plus modeste que nombre de collectivités plus grandes et plus développées sur le plan économique. Elle s'est procuré auprès de quinze organismes privés et publics des fonds qui ont couvert 80 % des coûts de construction du projet d'énergie solaire. La Première Nation a dû surmonter de nombreux obstacles au cours de ce processus. Ce projet serait plus facile à réaliser pour une collectivité ayant accès à davantage de capitaux.

Le projet solaire de la nation T'Sou-ke démontre que les petites collectivités rurales autochtones qui dépendent depuis longtemps de sources d'énergie polluantes peuvent passer à des solutions respectueuses de l'environnement. En réussissant à adopter un modèle à faibles émissions de carbone, la nation T'Sou-ke, une communauté de petite taille disposant de relativement peu de ressources, est devenue un exemple à suivre pour les collectivités canadiennes, quelle que soit leur taille.

Sources : Première Nation T'Sou-ke, « First Nation Takes Lead on Solar Power », <http://www.tsoukenation.com/first-nation-takes-lead-on-solar-power/> ; et « Sun keeps shining on T'Sou-ke », <http://www.tsoukenation.com/sun-keeps-shining-on-tsou-ke/>.

Faciliter l'accès à une énergie durable et moderne

L'adoption de sources d'énergie durables et modernes fait partie intégrante de la réduction des émissions de GES. Les CT qui souhaitent sérieusement réduire leurs émissions doivent participer activement à la mise en œuvre de l'ODD 7, qui vise à garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable. Les projets locaux de production d'énergie renouvelable, les initiatives visant à améliorer l'efficacité énergétique des infrastructures et bâtiments locaux, les politiques visant à réduire la consommation d'énergie locale sont des exemples de mesures liées à l'ODD 7 que les collectivités locales peuvent déployer pour réduire les émissions de GES. Les infrastructures des gouvernements locaux peuvent être construites ou modernisées de façon à être plus efficaces sur le plan énergétique et à produire de l'énergie.

Les politiques pour l'énergie durable et l'efficacité énergétique des bâtiments sont de plus en plus courantes dans les villes états-uniennes. Presque toutes les grandes villes exigent que les bâtiments publics soient conformes aux normes LEED, et de nombreuses politiques imposent ou encouragent la certification des bâtiments privés. Une récente étude de marché menée par la société d'immobilier commercial et d'investissement CBRE et l'Université de Maastricht a révélé que les espaces de bureaux certifiés écologiques représentent aujourd'hui 41 % du total du marché dans les trente plus grandes métropoles des États-Unis. Chicago est en tête, avec 69,8 % de bureaux certifiés écologiques⁵². En novembre 2018, la ville de Washington a adopté une loi qui prévoit que 100 % de l'énergie utilisée pour les activités municipales sera renouvelable à l'horizon 2032. La ville avait déjà mis en place un code de construction écologique pour les bâtiments privés en

2014. L'État de Californie imposera l'installation de panneaux solaires sur presque toutes les nouvelles constructions résidentielles à partir du 1^{er} janvier 2020.

À Banff, dans la province de l'Alberta, tous les nouveaux bâtiments de plus de 46,45 m² doivent respecter la norme écoénergétique Silver de LEED, une politique qui a permis de réduire les émissions de l'installation d'entreposage en transit de la municipalité d'environ dix-huit tonnes par an. De même, à Markham, en Ontario, tous les nouveaux bâtiments municipaux doivent être capables de produire de l'énergie solaire et la ville a modernisé un grand nombre de ses entrepôts et autres grands bâtiments afin qu'ils puissent en produire. Ces projets de production d'énergie à petite échelle réduisent les émissions des villes, mais constituent également une source de revenus pour les gouvernements locaux, qui deviennent ainsi producteurs d'énergie. Malgré leur envergure réduite, ces projets réduisent la dépendance à l'égard des sources d'énergie non renouvelables.

La production d'énergie est le plus souvent indépendante des municipalités, mais les pouvoirs financiers et de planification des gouvernements locaux contribuent à faciliter la mise en place de projets locaux d'énergie renouvelable et à encourager la réduction de la consommation d'énergie sur leur territoire. Par exemple, Hydro Toronto propose aux entreprises locales des mesures de compensation des coûts liés la construction de bâtiments écoénergétiques grâce à son programme *High Performance New Construction*. La ville de North Vancouver s'est dotée d'un ensemble de règlements dont les exigences en matière d'efficacité énergétique pour les nouvelles constructions sont plus strictes que celles du Code du bâtiment de la Colombie-Britannique. Ces exigences doivent être respectées pour que le permis de construire soit approuvé.

Aux États-Unis, quatre-vingt-dix villes, plus de dix comtés et deux États ont adhéré à la campagne *Ready for 100*. Sous la direction du Sierra Club, ces collectivités territoriales ont fixé des dates-butoirs pour arriver à un taux d'énergie renouvelable de 100 %. Six gouvernements locaux des États-Unis – Aspen, Burlington, Georgetown, Greensburg, Rock Port et Kodiak – ont déjà atteint leurs objectifs⁵³.

Une mobilité sûre, abordable, accessible et durable

Dans toute l'Amérique du Nord, le modèle territorial et urbain se caractérise par une grande dépendance à l'égard de l'automobile et du transport privé, à roues et à moteur. Les systèmes d'infrastructures, les villes et l'aménagement urbain sont conçus autour d'une idée de la mobilité qui repose sur les véhicules individuels et ont historiquement négligé les autres modes de transport – notamment les modes plus efficaces, durables ou propres comme le chemin de fer ou le bus, qui sont devenus des options trop chères, mal adaptées ou même dangereuses dans de nombreux contextes. Les États-Unis, en particulier, ont un réseau capillaire de routes qui relie (et traversent presque toujours) les zones métropolitaines, les villes inter-

Encadré 7

L'initiative 2030 District Network

2030 Districts Network est un organisme états-unien à but non lucratif composé de partenariats publics/privés dans certaines régions urbaines du Canada et des États-Unis qui se sont engagées à réduire leur consommation d'énergie et d'eau ainsi que les émissions liées aux transports⁵⁴. Les districts rassemblent des entités publiques et privées qui se sont engagées à réduire considérablement les émissions de GES produites par les bâtiments et les transports ainsi que la consommation d'eau dans les centres des grandes villes. Cette initiative vise à mettre en place un réseau mondial de districts et de villes prospères à haut rendement énergétique, pour rapprocher les collectivités afin de catalyser la transformation de l'environnement bâti, et pour atténuer les effets des changements climatiques et s'y adapter.

En 2019, ce réseau comprenait plus de 36,6 millions de mètres carrés de biens immobiliers commerciaux, dont les propriétaires se sont engagés à atteindre les objectifs de réduction de l'utilisation des ressources Architecture 2030 Challenge for Planning. Plus de 990 organisations issues de grandes et moyennes villes ont accepté de rejoindre ce réseau, ce qui concerne plus de 1 600 bâtiments. Les vingt villes membres actuelles sont : Albuquerque, Ann Arbor, Austin, Burlington, Cleveland, Dallas, Denver, Detroit, Grand Rapids, Ithaca, Los Angeles, Philadelphie, Pittsburgh, Portland (Maine), San Antonio, San Diego, San Francisco, Seattle et Stamford (Connecticut) aux États-Unis et Toronto au Canada.

Source : 2030 Districts Network, <http://www.2030districts.org/districts>.

médiaires et même les petites villes et les villages, ce qui influence l'aménagement de l'espace public et le développement des collectivités et de « l'identité » locale, en particulier dans les villes et quartiers. Face à la prédominance de la culture automobile, des initiatives et projets innovants se fraient peu à peu un chemin en matière de transports publics et de mobilité durable, mais il faudra du temps pour infléchir les infrastructures qui ont soutenu l'automobile pendant des décennies.

Les gouvernements locaux détiennent la clé pour encourager des transports plus durables en investissant dans les transports publics, les pistes cyclables, les voies de covoiturage et autres politiques de mobilité. Vancouver montre qu'il est possible d'agir assez rapidement. La ville a beaucoup investi dans les transports publics au cours des dernières décennies, s'est fixée des objectifs ambitieux en matière de transport durable et a vu le nombre d'utilisateurs presque doubler au cours des quinze dernières années⁵⁵.

Aux États-Unis, environ un tiers de tous les déplacements en transport public sont effectués par bus ou par train dans la région métropolitaine de New York. Les États-Unis et le Canada sont des pays immenses, mais les services de transport sont bien moins répandus et régulièrement implantés aux États-Unis que dans les principales villes canadiennes⁵⁶.

Les transports ferroviaires lourds et autres systèmes de transport en commun de masse ne sont toutefois pas la seule option pour arriver à une mobilité durable ; de nombreuses villes se sont récemment efforcées de favoriser l'aménagement axé

Encadré 8

La cartographie eau-énergie pour les communautés de l'Ontario

L'Ontario a réussi à abandonner le charbon pour des sources d'énergie plus renouvelables et a considérablement réduit ses émissions de carbone, ce qui lui a permis de progresser vers ses objectifs d'atténuation du changement climatique. Cela n'a toutefois pas été sans coût. Les formes de production d'énergie renouvelable, comme l'hydroélectricité, la biomasse et le nucléaire, utilisent toutes d'importantes quantités d'eau, ce qui risque d'exercer une pression considérable sur les ressources en eau de l'Ontario.

En Ontario, la production d'électricité représente 84 % des prélèvements d'eau. Les ressources en eau y sont déjà dangereusement basses : plus de 40 % de l'eau des rivières de l'Ontario du Sud ont été prélevés pour des activités humaines en 2009, ce qui signifie que la province doit faire d'importants efforts de conservation de ses ressources afin de prévenir des pénuries futures. Par ailleurs, l'énergie est essentielle pour traiter l'eau et la distribuer. En Ontario, l'énergie consommée par les services liés à l'eau pourrait fournir du chauffage à chaque foyer du pays, et les services liés à l'eau assurés par les municipalités représentent entre un et deux tiers des coûts d'électricité municipaux. Cette relation est connue sous le nom de connexion eau-énergie et peut contribuer à l'exacerbation des changements climatiques. Il est donc aussi important d'améliorer l'efficacité énergétique des services liés à l'eau pour garantir la fiabilité et la durabilité des ressources.

La cartographie eau-énergie représente une étape vers la gestion durable des ressources en eau et en énergie de l'Ontario. La province dresse des cartes visuelles de l'utilisation et de la distribution de l'eau afin de mieux suivre et gérer les ressources en eau et d'identifier les éventuelles faiblesses du système. Elle a mis au point des indicateurs pour analyser les conditions de ses différents bassins versants, notamment l'eau disponible et les besoins humains dans la région. La province cartographie également la consommation en énergie des activités du secteur public, y compris les installations de traitement et de services liés à l'eau. Selon le gouvernement de l'Ontario, cela aide les organismes de l'ensemble du secteur public ainsi que les municipalités à mieux comprendre comment et où ils utilisent l'énergie, et comment ils peuvent l'économiser. Un programme de cartographie énergétique intégrée a été mis en œuvre dans quatre municipalités afin d'illustrer la quantité d'énergie utilisée, notamment dans les bâtiments et les transports. Les cartes, basées sur la facturation de l'électricité et sur les caractéristiques des bâtiments, permettent à ces municipalités de comprendre comment améliorer l'efficacité énergétique dans toute la ville et de cibler des zones ou des catégories de consommateurs d'énergie spécifiques. La cartographie eau-énergie de l'Ontario est un outil puissant pour analyser à l'échelle micro et macro l'utilisation des ressources de la province, ainsi que les liens qui existent entre elles. Elle démontre en outre qu'il est important de disposer de données détaillées pour réduire la consommation d'eau et d'énergie et pour éclairer les décisions sur l'utilisation durable des ressources.

Source : Institut urbain du Canada, « Integrated Energy Mapping for Ontario Communities Lessons Learned Report », novembre 2011, <https://static1.squarespace.com/static/546bbd2ae4b077803c592197/t/54b807a6e4b060f2e9745d1e/1421346726645/CUIPublication.IntegratedEnergyMappingOntario.pdf>.

Encadré 9

La stratégie d'électrification des transports de Montréal

La Ville de Montréal agit pour atteindre la cible 11.2 des ODD (des transports sûrs et à un coût abordable). Sa stratégie mise sur une électrification des transports publics et du parc de véhicules municipaux, la création de stationnements dotés de bornes de recharge électrique et la création d'incitations pour encourager les résidents et le secteur privé à utiliser des véhicules électriques⁵⁸. Cette stratégie vise également la cible 11.3 des ODD (planification urbaine durable).

La solution de transport durable planifiée par la ville s'accompagnera de solutions de logement et d'un centre urbain capable de soutenir la croissance à long terme sans créer de pollution ni détruire excessivement les ressources naturelles. L'électrification sera incorporée aux processus de planification urbaine, de sorte que les nouveaux logements soient équipés de bornes de recharge électrique, et des mesures incitatives encourageront l'installation de bornes de recharge dans les bâtiments existants⁵⁹. En privilégiant les transports publics, Montréal donne toutes ses chances à une croissance durable.

Source : Ville de Montréal, « Électrisons Montréal – Stratégie d'électrification des transports 2016-2020 », http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PROJ_URBAINS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/strategie_electrification.pdf.

sur le transport en commun (AATC) à travers une utilisation complémentaire des sols. Il s'agit d'aménager « des quartiers compacts et polyvalents autour de stations de transport en commun déjà existantes ou nouvellement créées, pour assurer un transport public fréquent et de qualité⁵⁷ », ce qui peut aller jusqu'à des complexes résidentiels possédant leur propre station de transport public. Le transport public, les « rues complètes » et les initiatives de transport similaires sont sous-développés aux États-Unis et au Canada malgré leur grand potentiel. L'AATC représente néanmoins une approche à multiples facettes nécessaire pour une adaptation adéquate des économies et marchés du logement locaux, afin d'assurer un accès plus équitable à la mobilité et la réduction des émissions liées au transport, conformément à l'ODD 7. Les initiatives de « rues complètes », ou transport actif (par exemple, à Bonita Springs, en Floride), sont une autre approche de la mobilité durable qui ne nécessite pas d'investissements dans les transports publics. Les « rues complètes » sont conçues pour intégrer tous les modes de transport et pour répondre aux besoins d'accessibilité des personnes ; elles prennent souvent la forme de voies de circulation où les voitures, les vélos et les piétons peuvent coexister efficacement et en toute sécurité. Elles représentent une véritable nouveauté en Amérique du Nord, où l'aménagement des rues a toujours donné la priorité à la circulation automobile, au détriment de la sécurité des cyclistes et des piétons.

La gestion durable de l'eau, de l'assainissement et des déchets

En Amérique du Nord, la réalisation de l'ODD 6 sur la gestion de l'eau, de l'assainissement et des déchets solides est peut-être la plus probable. À quelques rares exceptions près, les populations des États-Unis et du Canada ont accès à une eau et un assainissement convenables⁶⁰. Pour la plupart des CT, le véritable défi réside dans la préservation des ressources en eau afin d'assurer un approvisionnement durable et fiable sur le long terme. Les cibles de l'ODD 6 sont particulièrement strictes à cet égard : les gouvernements locaux ont dû se pencher sur la pollution de l'eau (cible 6.3), l'utilisation rationnelle des ressources en eau (cible 6.4) et la mise en œuvre d'une gestion véritablement intégrée des ressources en eau (cible 6.5).

Les CT ont un rôle important à jouer en matière de pollution de l'eau. Les eaux usées que produisent les ménages, les entreprises et les industries au niveau municipal, sont un important facteur de pollution des ressources en eau dans toute l'Amérique du Nord. Depuis au moins deux décennies, de nombreux gouvernements locaux répondent à cette tendance en investissant davantage dans la construction et la gestion d'installations de traitement de l'eau. Au Canada, le pourcentage d'habitants qui ne disposent pas du traitement des eaux usées a chuté de 20 % à 3 %, tandis que le nombre de ménages canadiens desservis par des réseaux d'égouts municipaux dotés de mécanismes de traitement secondaire (ou mieux) est passé de 40 % à 69 %⁶¹.

La perspective est moins prometteuse pour la gestion de l'assainissement aux États-Unis. Le débordement des égouts séparatifs ou unitaires reste un problème dans l'ensemble des États-Unis, principalement en raison d'une infrastructure défaillante ou d'un entretien inadéquat : les blocages, les pannes de courant dans les stations de pompage ou de relèvement et, dans de nombreux cas, les fortes pluies et autres événements climatiques extrêmes affectent le réseau d'assainissement du pays, entraînent souvent la pollution des rivières et autres sources d'eau potable ou cours d'eau. Les villes, les États et le gouvernement fédéral unissent cependant leurs efforts pour réduire ces problèmes à l'aide d'un large éventail de stratégies, notamment la surveillance, l'expansion de la capacité du système et l'utilisation d'infrastructures vertes pour ralentir le ruissellement des eaux pluviales. Les données nationales sur l'ampleur du problème sont généralement soit indisponibles, soit incomplètes. L'Agence de la protection de l'environnement des États-Unis (Environmental Protection Agency – EPA) estime que le nombre de débordements d'égouts séparatifs atteint entre 23 000 et 75 000 par an. Pourtant, l'American Society of Civil Engineers indique que « des années de modernisation des stations de traitement et des règlements fédéraux et étatiques plus stricts ont permis de réduire considérablement les déversements non traités et d'améliorer la qualité de l'eau dans tout le pays »⁶².

Parallèlement, les CT jouent un rôle important pour améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau et

Encadré 10

Les bus électriques prennent de la vitesse aux États-Unis

La technologie des bus électriques a récemment atteint un tournant en matière de rentabilité et d'autonomie, et les villes qui se sont engagées à réduire leurs émissions liées au transport commencent à s'y intéresser de plus près.

En 2012, le maire de Chicago, Rahm Emanuel, a lancé un plan de modernisation du système de transport de Chicago dans le cadre d'un ensemble plus vaste d'initiatives écologiques. En 2014, Chicago a déployé grâce à deux subventions fédérales les deux premiers bus entièrement électriques du pays destinés à un service régulier. L'essai s'est bien déroulé et a conduit la Chicago Transit Authority à commander vingt bus électriques supplémentaires en 2018, ainsi que des stations de recharge améliorées. Alors qu'il fallait quatre à cinq heures pour recharger les premiers bus, les améliorations apportées aux infrastructures et à la technologie permettront de recharger les nouveaux bus en moins de trente minutes.

San Francisco exploite déjà un grand nombre de trolleybus qui circulent le long de câbles aériens et sont alimentés par de l'énergie verte, mais la ville est passée à la vitesse supérieure en se fixant l'objectif ambitieux d'avoir un parc de bus entièrement électrique à l'horizon 2035. Aujourd'hui, le parc de bus de San Francisco, qui compte 800 véhicules, comprend 265 bus électriques hybrides. Ces véhicules peuvent fonctionner uniquement sur batterie, avec un moteur à gaz de secours, mais les bus entièrement électriques sont plus difficiles à utiliser en raison de la topographie extrêmement accidentée de la ville, et parce que les bus doivent avoir une durée de vie utile estimée de quinze ans. La ville mettra bientôt à l'essai ses neuf premiers bus entièrement électriques en empruntant des itinéraires fréquentés et en pente afin d'évaluer leur performance et de déterminer les améliorations nécessaires pour un parc de bus entièrement électrique.

De nombreuses autres villes sont sur le point de mettre en service leurs premiers bus électriques grâce à une récente subvention du département des Transports des États-Unis. Le Programme pour les véhicules à émissions faibles ou nulles (*Low or No Emission Vehicle Program*) a récemment annoncé que 84 millions d'USD vont être accordés à 41 États pour financer 52 projets.

Sources : Sebastian Blanco, « The U.S. Just Spent \$84M On Electric Buses », *Forbes*, 4 septembre 2018, <https://www.forbes.com/sites/sebastianblanco/2018/08/31/84-million-electric-buses/> ; Rick Banchemo, « San Francisco Commits To All-Electric Bus Fleet By 2035 », site Web de l'Agence des transports municipaux de San Francisco, 15 mai 2018, <https://www.sfmta.com/press-releases/san-francisco-commits-all-electric-bus-fleet-2035> ; Sadie Gribbon, « SF aims for fully electric bus fleet by 2035 », *San Francisco Examiner*, 16 mai 2018, <http://www.sfoxaminer.com/sf-aims-fully-electric-bus-fleet-2035/> ; et Commission des transports de Chicago, « Electric Buses », <https://www.transitchicago.com/electricbus/>.

la conservation des ressources. La consommation d'eau a atteint son maximum aux États-Unis en 1980 et est restée relativement stable, malgré la croissance de la population et de l'économie⁶³. Plus récemment, les efforts de conservation se sont intensifiés : les États-Unis, par exemple, ont prélevé 9 % moins d'eau en 2015 qu'en 2010⁶⁴. De nombreux gouvernements locaux ont mis en œuvre des programmes de conservation de l'eau, des programmes de modernisation et des réglementations visant à réduire la consommation d'eau. Plusieurs ont également lancé des campagnes de sensibilisation du public ainsi que des mesures liées aux infrastructures afin de rationaliser l'utilisation de l'eau à l'échelle systémique.

Des efforts concertés ont été déployés entre les années 1970 et les années 1990 pour améliorer la collecte et le recyclage, mais ces initiatives se sont traduites par un taux de rendement limité, avec seulement 31-35 % de déchets effectivement recyclés depuis 2005.

Encadré 11

L'aménagement des bassins versants et la réduction des feux de forêt à Flagstaff, en Arizona

La gestion de l'eau occupe une place essentielle dans l'histoire de Flagstaff, en Arizona. La ville de Flagstaff est apparue en 1882, et constituait un arrêt de chemin de fer pour les trains qui transportaient de l'eau et des passagers. Depuis les années 1900, la ville a construit des barrages, modifié ses politiques et créé plusieurs projets d'accroissement des ressources en eau. En 2018, Flagstaff a orienté sa stratégie sur le développement durable et les réserves d'eau pour sa population croissante. La ville a créé un Plan directeur intégré des services des eaux qui guide la gestion à long terme de ses réserves. Les points clés de ce plan comprennent la politique des eaux, la gestion des eaux usées, la quantification des ressources en eau et des informations sur la gestion d'infrastructures vieillissantes. Cette mise à jour du Plan directeur de l'eau de 1996 comprend maintenant un plan régional d'occupation des sols, des politiques d'État actualisées et une projection démographique.

Flagstaff a de plus créé en 2012 un modèle numérique de ses eaux souterraines à partir d'une étude sur la durabilité de l'eau qui avait compilé les données hydrologiques et géologiques de la région. Ce modèle numérique aide à prévoir la disponibilité de l'eau et l'impact de différents scénarios d'utilisation de l'eau en mesurant l'épaisseur de l'aquifère, les propriétés hydrauliques, la recharge, le débit et les niveaux d'eau. Il constitue un outil très efficace pour la future gestion de l'eau, mais il a également joué un rôle essentiel dans l'obtention, en 2013, de l'appellation certifiant que la ville dispose de ressources en eau suffisantes.

Flagstaff continue de respecter et de mettre à jour cette appellation. Bien qu'elle ne se trouve pas dans une zone pour laquelle l'État exige de créer une appellation, la ville prend des mesures pour garantir les réserves d'eau, les droits relatifs à l'eau, les infrastructures et les capacités de traitement de l'eau pour les cent prochaines années.

Flagstaff soutient de nombreux projets de surveillance des bassins versants dans la région. Cette surveillance permet de déterminer une base de référence des conditions d'utilisation, de suivre l'impact sur l'eau et de comparer les conditions réelles aux prévisions du modèle numérique. La ville travaille en partenariat avec l'Institut d'études géologiques des États-Unis (United States Geological Survey – USGS) pour surveiller l'aquifère de Coconino, d'où provient la majeure partie de son eau. En 2014, Flagstaff a rejoint le projet de surveillance de la partie supérieure du lac Mary qui crée une cartographie des flux de l'eau de surface dans le canyon Newman. Flagstaff n'est que l'un des nombreux partenaires de ce projet, qui comprennent l'USGS, le Service des parcs nationaux et l'Université de l'Arizona du Nord. La ville prévoit également de forer cinq puits et d'en assurer la surveillance au cours des dix prochaines années.

Sources : Flagstaff Watershed Protection Project, <http://flagstaffwatershedprotection.org/> et « Our View: Thinning forests for Flagstaff watershed protection reason to celebrate », *Arizona Daily Sun*, 12 octobre 2017, https://azdailysun.com/opinion/editorial/our-view-thinning-forests-for-flagstaff-watershed-protection-reason-to/article_5c7e455c-9ea0-569d-b1a5-d11fb0c77b78.html.

Étant donné le lien qui existe entre les ressources en eau et l'utilisation de l'énergie, une gestion intégrée de l'eau est essentielle pour le développement durable. Des stratégies telles que la cartographie eau-énergie peuvent contribuer à identifier les tendances et à élaborer des politiques de gestion efficace des ressources et de réduction du gaspillage. La cartographie eau-énergie de l'Ontario est l'un des nombreux exemples d'initiatives couronnées de succès en matière de gestion de l'eau (encadré 8).

En revanche, les résultats sont mitigés en matière de gestion des déchets solides. S'il est vrai que la plupart des habitants et ménages du Canada et des États-Unis ont accès à des services efficaces de collecte et de recyclage des déchets, cela ne peut compenser que partiellement le volume de déchets solides produit dans ces deux pays. Les États-Unis restent l'un des plus grands producteurs de déchets au monde. Des efforts concertés ont été déployés entre les années 1970 et les années 1990 pour améliorer la collecte et le recyclage en Amérique du Nord. Ces initiatives et mécanismes se sont cependant traduits par un taux de rendement limité, qui stagne entre 31 % et 35 % de déchets effectivement recyclés depuis 2005. Les politiques et les actions menées dans ce domaine rencontrent également des obstacles géopolitiques et internationaux complexes. Par exemple, de nouvelles mesures d'amélioration du recyclage et de la gestion des déchets sont devenues nécessaires en Amérique du Nord lorsque la réglementation chinoise « Épée nationale » a interdit l'importation de déchets et de certains produits recyclables. Cette politique a affecté le marché des matériaux recyclés dans le monde entier et produit des répercussions à long terme sur la capacité de nombreux pays, notamment les États-Unis. À l'échelle locale, de nombreuses municipalités ont réagi en mettant en œuvre des politiques de séparation ou de réduction drastique des déchets, des redevances spécifiques ou des programmes stratégiques. En revanche, les gouvernements locaux qui comptaient sur les revenus générés par l'exportation des déchets ont dû totalement revoir leurs politiques locales, et ils sont nombreux à avoir simplement suspendu les programmes de recyclage résidentiel⁶⁵.

Logement et sans-abrisme

Les politiques en matière de logement (social et abordable) et de lutte contre les établissements précaires et le sans-abrisme restent des outils fondamentaux pour les collectivités locales. Il est essentiel d'intervenir dans ces domaines pour améliorer les performances en matière de lutte contre la pauvreté (ODD 1), les inégalités (ODD 10), et pour favoriser l'inclusion et le développement durable des établissements humains et urbains (ODD 11).

L'Amérique du Nord a encore des difficultés à assurer à tous ses habitants des logements convenables, abordables et accessibles. Plus de 13,3 millions de logements ont été saisis entre 2006 et 2010 aux États-Unis⁶⁶. Comme le signalent les rapports de la rapporteuse spéciale des Nations

unies sur le logement convenable, depuis la crise économique de 2008, les grandes sociétés de capital-investissement comme Blackstone spéculent sur les dettes immobilières en les rachetant pour une infime partie de leur valeur, et sont ainsi devenues les plus grands propriétaires de logements locatifs aux États-Unis, contrôlant de facto la disponibilité des logements sur différents marchés urbains. Nombre de ces conglomérats ont adopté la même démarche sur d'autres continents et marchés. Ces tendances ont fait artificiellement augmenter la valeur des logements dans la plupart des grandes régions métropolitaines et municipalités du Canada⁶⁷, ce qui s'est traduit par une intensification des phénomènes tels que les expulsions, l'inoccupation, la gentrification ainsi que la discrimination et la ségrégation fondées sur le revenu. L'absence de plans nationaux concrets en matière de logement et la réduction des investissements fédéraux, combinées à un manque de terrains à bâtir, ont entraîné une hausse supplémentaire des prix du marché du logement dans de nombreuses régions métropolitaines des États-Unis et du Canada. Cela a incité les deux gouvernements fédéraux à rechercher une solution politique en collaboration avec les gouvernements locaux concernés. Parmi les nombreuses solutions politiques étudiées par les organismes de réglementation locaux et nationaux de la région, on peut citer : la taxation des logements vacants (Vancouver) ou la réaffectation des propriétés vacantes (Los Angeles), l'aide au paiement des acomptes des propriétaires par le biais des recettes provenant des taxes touristiques ou de rentrées similaires (Seattle), ou encore le soutien des projets immobiliers destinés à la location.

La nouvelle Stratégie nationale sur le logement (SNL) du Canada, mise en œuvre en 2017, a fait progresser la législation sur le logement précaire et des personnes à faible revenu. Avec le Fonds national de co-investissement pour le logement, le gouvernement canadien et ses partenaires ont l'intention de construire jusqu'à 60 000 nouveaux logements abordables en dix ans, rénover jusqu'à 240 000 logements existants, créer et rénover jusqu'à 4 000 refuges pour les victimes de violence familiale, construire 2 400 logements abordables pour les personnes ayant des troubles du développement et créer 7 000 logements abordables pour les personnes âgées⁶⁸. La SNL est axée sur un partenariat de haut niveau avec tous les échelons du gouvernement afin de maximiser les investissements et d'améliorer la coordination des projets pour répondre aux différents besoins de chaque ville⁶⁹.

En outre, presque toutes les collectivités des États-Unis ont dû faire face à de graves problèmes de coût et d'accès dans le domaine du logement, indépendamment de leur taille, de leur niveau de prospérité ou des pressions de la croissance. Pour répondre à ces défis, certaines villes ont cherché à assurer une offre suffisante de logements pour tous les revenus en préservant les logements abordables existants et en en créant de nouveaux. D'autres ont privilégié la prévention des mauvaises conditions

Encadré 12

Économie circulaire – La gestion durable des déchets à Boulder, au Colorado

La ville de Boulder, au Colorado, a adopté son premier plan Zéro déchet en 2006 avec la conviction suivante : « Un véritable système Zéro déchet est cyclique, comme la nature : tout ce que nous produisons, consommons et éliminons finit par retourner alimenter le système à la fin de sa vie utile ».

Aujourd'hui, moins de la moitié des déchets de Boulder finissent en décharge, ce qui fait de son programme de réacheminement des déchets l'un des plus efficaces aux États-Unis. Ce succès est le fruit du Plan stratégique zéro déchet de Boulder, qui définit trois priorités :

- développer les infrastructures de sorte à assurer des services de recyclage dans tous les secteurs,
- rationaliser les filières en ciblant mieux,
- réduire la production de déchets par habitant.

Boulder dépend beaucoup de ses relations avec les parties prenantes extérieures pour stimuler l'économie circulaire locale. Par exemple, le gouvernement municipal travaille en étroite collaboration avec la Chambre de commerce de Boulder afin de cultiver ses relations avec les entreprises locales et de favoriser la co-crédation.

De plus, la ville a organisé en 2017 un groupe de travail sur l'économie circulaire en partenariat avec l'Université du Colorado. Boulder a passé un accord avec l'université pour étudier les initiatives de développement durable et la mise en place d'une économie entièrement circulaire. Ces partenariats se sont révélés indispensables, mais la ville a encore du mal à réduire la quantité de déchets par habitant.

C'est pourquoi Boulder a adopté son arrêté Zéro déchet universel, qui stipule que toutes les propriétés, commerciales et résidentielles, doivent pratiquer le recyclage et le compostage. Tous les événements spéciaux doivent en outre prévoir des réceptacles de recyclage et de compostage.

La ville emploie également des mesures de renforcement négatif, comme l'imposition de frais d'évaluation pour tous les sacs jetables en papier ou plastique distribués dans les commerces d'alimentation et d'une taxe sur les déchets pour les transporteurs dans toute la ville. Ces revenus servent à financer les efforts de réduction des déchets de Boulder.

Sources : Ville de Boulder, « We Are Zero Waste Boulder », <https://bouldercolorado.gov/zero-waste> ; et Ville de Boulder, « Zero Waste Strategic Plan », novembre 2015, https://www-static.bouldercolorado.gov/docs/Zero-Waste-Strategic-Plan-Action-Plan-Web-1-201604131208.pdf?_ga=2.150315058.566415638.1552527992-1117643889.1552527992.

de logement et du déplacement des habitants. D'autres encore ont choisi d'aider les ménages à accéder au marché privé du logement, ou d'associer les stratégies concernant le logement à des initiatives en matière d'emploi, de mobilité et de santé⁷⁰. Étant donné l'hétérogénéité du panorama en matière d'accès au logement à prix abordable, les villes doivent se doter des outils et de la flexibilité nécessaires pour répondre aux besoins de leurs habitants. Elles mettent en œuvre des solutions telles que le logement inclusif, le contrôle des loyers, le logement équitable et les fonds fiduciaires pour le logement. Elles tirent également parti des mesures d'incitation fiscale de leurs États pour rendre leurs logements plus abordables et plus accessibles⁷¹.

Encadré 13

Housing First – Pathways Vermont

Pathways Vermont est une organisation à but non lucratif qui a lancé son modèle Housing First (HF), ou « Le logement d'abord », en 2010 dans l'État du Vermont aux États-Unis. Ce programme est géré comme une initiative d'ONG, mais est financé à plus de 95 % par des contrats émanant du gouvernement fédéral ou de l'État, ou par des remboursements du programme fédéral d'assurance maladie Medicaid.

Pathways privilégie une approche de traitement communautaire dynamique virtuel, autrement dit que les clients et les membres de l'équipe se rencontrent en personne ou virtuellement par vidéoconférence. L'utilisation de ressources virtuelles telles que le réseau iCloud représente un gain d'efficacité car il permet d'échanger en temps réel des informations sur les dossiers des clients⁷⁴. En outre, le modèle HF a rencontré un grand succès en raison de l'étendue de son offre de services à long terme, qui comprend l'aide à l'emploi, l'initiation à l'informatique, l'aide psychiatrique et aux personnes en situation d'addiction, ainsi que l'accès à des pairs spécialistes et à un personnel infirmier. Le taux de rétention des logements du programme est de 85 %, preuve de son succès dans la lutte contre le problème du sans-abrisme de longue durée.

Pathways a également adapté son modèle HF pour aider les personnes qui ont passé de longues périodes en milieu pénitentiaire à réintégrer la société. Les chiffres montrent que 81 % des participants ne sont pas retournés en prison pour de longues peines⁷⁵. Les services de logement et de soutien contribuent à réduire les taux de réincarcération, ainsi que les dépenses de l'État.

Sources : Pathways Vermont, « Housing First », <http://www.pathwaysvermont.org/what-we-do/our-programs/housing-first/>; Pathways Vermont, « Annual Highlights, Fiscal Year 2018 », <https://www.pathwaysvermont.org/wp-content/uploads/2018/09/FY-18-Annual-Highlights-Report-Online-version.pdf>.

La pénurie de logements à bas prix a mis à rude épreuve les populations à faible revenu, qui vivent dans des conditions de plus en plus précaires. En 2014, 18 % des ménages canadiens consacraient plus de 50 % de leur revenu au loyer, une situation économiquement très problématique⁷². Aux États-Unis, ce chiffre était de 17 % en 2015, ce qui représente une augmentation de 42 % par rapport à 2001⁷³. Cette exclusion graduelle du marché du logement expose de nombreux autres ménages au risque de sans-abrisme. En outre, l'ODD 1 exige pour tous les mêmes droits aux ressources économiques et l'accès aux services de base, à la propriété foncière, au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété. En ce sens, les capacités et ressources en matière de logement des groupes à faible revenu se trouvent fortement réduites.

L'ODD 10 vise de plus à promouvoir l'inclusion sociale, économique et politique de tous, sans discrimination. En Amérique du Nord, les minorités visibles, les familles monoparentales (le plus souvent avec une mère seule), les populations migrantes, les peuples autochtones et les personnes handicapées sont plus susceptibles de vivre dans des logements précaires que le reste de la population. C'est pourquoi les programmes de logement destinés aux populations autochtones, les subventions pour rénovation et la construction de nouveaux logements abordables sont essentiels pour assurer un logement de qualité aux plus pauvres. Au Canada, la réduction des inégalités au sein d'une population nationale hétérogène passe notamment par la protection de ces communautés face à des logements instables et dangereux. La résolution des problèmes de logement contribuerait à alléger les contraintes et le stress de la vie quotidienne, mais elle favoriserait également l'inclusion sociale et économique des groupes considérés comme les plus vulnérables face à l'exclusion et au sans-abrisme.

En outre, la cible 7 de l'ODD 10 vise spécifiquement à faciliter la migration et la mobilité ordonnées et sans danger des personnes. Avec l'expansion des villes et l'augmentation de la migration urbaine, l'organisation des flux de personnes provenant des zones rurales et de l'étranger est cruciale afin d'assurer les conditions de leur déplacement et de leur installation en ville. Les villes d'Amérique du Nord qui ont des taux d'immigration élevés doivent être en mesure d'offrir des logements aux nouveaux arrivants. Promouvoir un logement à un coût abordable est un problème majeur à cet égard, car les migrants sont généralement plus vulnérables face à la concurrence économique, aux bas salaires et à une exclusion croissante de l'accès aux services. Il sera donc essentiel d'élaborer des plans urbains stratégiques afin que les villes puissent organiser une expansion inclusive, tout en réduisant les inégalités et en luttant contre la ségrégation socio-économique qui les fragmente de plus en plus. ○

Encadré 14

Augmenter le nombre de logements abordables pour propriétaires-occupants dans la région du Grand Toronto

L'étude intitulée *Scaling Up Affordable Ownership Housing in the GTA*, publiée en 2017, a permis de mieux comprendre les solutions de logement pour les personnes à faible revenu dans la région du Grand Toronto. Elle montre comment il est possible d'offrir des logements locatifs abordables aux habitants à revenu modeste et faible lorsque les locataires admissibles peuvent accéder au marché de la propriété dans cette région : si 5 % des locataires à revenu intermédiaire qui consacrent moins de 30 % de leur revenu au loyer pouvaient accéder à la propriété, cela libérerait jusqu'à 10 000 logements locatifs abordables en cinq ans⁷⁶. Pour ce faire, l'Institut urbain du Canada (IUC) recommande de créer un accès au capital pour tous les niveaux de gouvernement en offrant des prêts et fonds spécifiques. L'Institut suggère également de faciliter l'accès aux terrains en encourageant la ville de Toronto à créer une liste de terrains destinés aux logements abordables et à vendre des terrains publics à des organisations à but non lucratif œuvrant dans le domaine du logement⁷⁷. Il recommande également d'exempter les organisations à but non lucratif du règlement de zonage inclusif de la municipalité. Enfin, le rapport suggère de modifier la définition du « logement abordable » dans la politique provinciale afin de mieux refléter l'économie actuelle⁷⁸. Ainsi, le Laboratoire du logement de la région du Grand Toronto et l'initiative de l'IUC offrent des informations et des solutions intéressantes pour le logement des personnes à faible revenu.

Source : Institut urbain du Canada, <http://www.canurb.org/housing-affordability/>.

3.3. Assurer le suivi de la contribution des CT aux ODD

L'évaluation des progrès et de la localisation des ODD en Amérique du Nord requiert la participation active et indépendante de tous les niveaux de gouvernement, particulièrement pour assurer le suivi et la collecte de données. Les données ne sont pas présentées de façon systématique et il reste encore beaucoup de progrès à faire pour assurer le suivi des progrès dans la réalisation des ODD au Canada et aux États-Unis.

Le gouvernement fédéral des États-Unis semble remettre en question les engagements du pays en matière d'environnement, en sortant de l'Accord de Paris sur les changements climatiques et en abrogeant plusieurs réglementations environnementales. Les CT ont réagi en déclarant leur soutien indépendant à l'Accord de Paris. Les États ont également créé des systèmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission, comme la *Regional Greenhouse Gas Initiative* lancée par dix États américains, et la *Western Climate Initiative*, qui réunit des États américains et des provinces canadiennes. Ce n'est que récemment que le Canada a adopté des stratégies visant explicitement à atteindre les ODD et a indiqué son intention de présenter un ENV sur ses progrès dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Le gouvernement fédéral actuel est également en passe de mettre en œuvre une politique de tarification du carbone dans tout le pays. À l'échelle locale, l'Association des municipalités de l'Ontario a créé un groupe de travail sur les opportunités d'une économie à faibles émissions de carbone afin de conseiller les municipalités membres dans leur transition vers ce modèle, ainsi que pour représenter le point de vue des municipalités sur les politiques provinciales et fédérales.

Le SDSN a récemment étendu ses activités en publiant un indice de la performance des villes américaines en matière d'Objectifs de développement durable intitulé « *Leaving No U.S. City Behind* » (Ne laisser aucune ville américaine pour compte). Cet indice donne un classement des 100 régions métropolitaines les plus peuplées des États-Unis. Le Canada a également fait des progrès dans la création et le financement d'outils de suivi. Le gouvernement fédéral a désigné Statistique Canada comme centre de données des ODD pour l'ensemble du pays et pour tous les échelons de gouvernement. Cette initiative a été approuvée en septembre 2018. Comme évoqué plus haut, depuis 2018, la section

canadienne du SDSN est basée à l'Université de Waterloo, l'une des plus grandes écoles d'études environnementales au Canada. L'université travaillera en étroite collaboration avec l'ONU et les parties prenantes canadiennes afin d'identifier les meilleures solutions pour atteindre les ODD, et de partager ces connaissances avec les Canadiens ainsi qu'avec le reste de la communauté mondiale. Parallèlement, l'IISD, un laboratoire d'idées canadien qui a pour mission de promouvoir le développement humain et la viabilité environnementale, a créé un pôle de connaissances sur les ODD. Ce portail de données comprend une série intitulée « *Tracking the SDGs in Canadian Cities* » (Suivre les ODD dans les villes canadiennes) qui a jusqu'à présent fourni des informations sur les quatorze plus grandes municipalités canadiennes. L'IISD a également rédigé des notes d'information sur la situation de ces villes en ce qui concerne les ODD les plus pertinents.

Enfin, Statistique Canada devrait pouvoir dresser un tableau plus général de la situation dans les grandes et petites municipalités. Jusqu'à présent, les systèmes de suivi conçus pour étudier et présenter des rapports sur la localisation des ODD se sont concentrés uniquement sur les plus grandes villes. Cela pose un problème aux CT du monde entier, car il est très difficile pour les petites agglomérations urbaines d'accéder aux indicateurs officiels des ODD et d'en tirer parti, ou de déployer les capacités et ressources (financières, techniques et humaines) nécessaires pour adapter les indicateurs mondiaux à la réalité locale. 📍

La série « Suivre les ODD dans les villes canadiennes » a jusqu'à présent fourni des informations sur les 14 plus grandes villes canadiennes. L'IISD a également rédigé des notes d'information sur la situation de ces villes en ce qui concerne les ODD les plus pertinents.

4. Conclusions

Comme ce chapitre l'a montré, les CT jouent un rôle fondamental dans la mise en œuvre des ODD en Amérique du Nord. C'est grâce à leur engagement que les progrès vers la localisation des ODD ont été uniformes dans l'ensemble des États-Unis et du Canada.

Ces deux pays partagent de nombreux points communs, ainsi que des divergences importantes. Les progrès y sont très fragmentés, ce qui reflète la nature et la structure de leurs systèmes de gouvernement fédéral. Aucun des deux pays ne dispose d'un cadre national pour la mise en œuvre et le suivi des ODD, mais il est difficile d'imaginer comment un tel cadre pourrait exister sans susciter de sérieux conflits juridiques avec les gouvernements des États et des provinces.

La différence la plus importante entre les deux pays réside dans l'engagement des responsables politiques. L'administration actuelle des États-Unis n'a pas adopté d'initiatives claires pour soutenir les ODD et les autres programmes onusiens, par opposition au Canada qui l'a fait. Le gouvernement fédéral des États-Unis semble prendre du recul par rapport à ses engagements en matière d'environnement, en sortant de l'Accord de Paris sur les changements climatiques et en abrogeant plusieurs réglementations environnementales. Le Canada a attendu 2018 pour adopter des stratégies visant explicitement à atteindre les ODD et soumettre son premier ENV à l'ONU.

Au-delà de l'hégémonie géographique de ces deux pays, il convient aussi de mentionner qu'un autre pays d'Amérique du Nord, la Jamaïque, s'est, depuis 2017, politiquement engagé en adoptant un cadre et une stratégie de mise en œuvre des ODD. « La feuille de route pour la mise en œuvre des ODD en Jamaïque » est un cadre de planification stratégique national qui reconnaît explicitement le rôle crucial des gouvernements locaux.

Avec un cadre national de mise en œuvre en cours d'élaboration au Canada, et en l'absence d'un tel cadre aux États-Unis – et, à ce jour, sans engagement officiel des États-Unis à présenter leur ENV au FPHN –, la sensibilisation des CT d'Amérique du Nord aux ODD reste faible. C'est pourquoi les organisations et réseaux internationaux de CT doivent continuer à soutenir et à accroître la visibilité des ODD dans la région.

Néanmoins, par rapport à d'autres régions, **les CT d'Amérique du Nord ont un potentiel unique pour impulser le changement, innover et lancer de nouvelles initiatives.** Des domaines tels que l'occupation des sols, l'éducation publique et les services de base sont presque entièrement gérés par les États, les provinces ou les gouvernements locaux. Lorsque les États-Unis sont sortis de l'Accord de Paris, les CT ont déclaré leur soutien indépendant à des mesures de lutte contre les changements climatiques. Les États ont mis en place différentes mesures, créé des systèmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission, comme la *Regional Greenhouse Gas Initiative* lancée par dix États américains, et la *Western Climate Initiative*, qui réunit des États américains et des provinces canadiennes. Au Canada, l'Association des municipalités de l'Ontario a agi à une échelle plus locale en créant un groupe de travail sur les opportunités d'une économie à faibles émissions de carbone afin de conseiller les municipalités membres dans leur transition vers ce modèle, ainsi que pour représenter le point de vue des municipalités sur les politiques provinciales et fédérales.

La Jamaïque s'est, depuis 2017, politiquement engagée en adoptant un cadre et une stratégie de mise en œuvre des ODD, qui reconnaît explicitement le rôle joué par les gouvernements locaux.

Si le Canada et les États-Unis veulent atteindre les cibles des ODD, tous les niveaux de gouvernement devront passer à l'action. Les gouvernements nationaux ont deux axes d'action importants : aligner le financement provenant des transferts intergouvernementaux sur les cibles des ODD et améliorer la disponibilité des données. En ce qui concerne les données, le site officiel de statistique du gouvernement états-unien reconnaît l'existence de sérieuses lacunes quant aux données de suivi des ODD. Bien que le Canada ait présenté son premier ENV en 2018, les États-Unis, comme mentionné plus haut, ne l'ont pas encore fait, et l'outil en ligne de suivi de la mise en œuvre des ODD indique que seulement 99 des 244 paramètres ont été renseignés, tandis que les sources de données sont en cours d'exploration pour les 145 autres.

En outre, étant donné que les gouvernements nationaux de la région ne peuvent pas imposer un plan de mise en œuvre aux niveaux de gouvernement inférieurs, le financement fédéral devrait être utilisé pour encourager l'action à tous les niveaux. C'est à cette fin que le Canada a lancé deux appels pour financer des projets. Ces financements pourraient par exemple aider les CT à adopter des cadres de mise en œuvre des ODD et soutenir la collecte de données comparatives à l'échelle nationale.

Comme l'a montré ce chapitre, c'est surtout au niveau des États et des provinces que réside l'autorité juridique nécessaire pour définir des directives strictes et des programmes spécifiques pour la mise en œuvre des ODD. La Californie et le Massachusetts aux États-Unis et les provinces de la Colombie-Britannique et du Québec au Canada commencent à montrer la façon dont cela peut se concrétiser en pratique. Le bilan général des progrès réalisés et des perspectives pour 2030, année butoir pour la réalisation des ODD, est mitigé.

Il est encourageant de constater que les États-Unis et le Canada sont déjà en avance sur les autres pays dans plusieurs domaines. L'autorité et l'indépendance des CT permettent de faire avancer rapidement la localisation des ODD et les progrès dans leur réalisation. Dans les domaines qui nécessitent des améliorations importantes, les États, les provinces et les municipalités peuvent générer leurs propres revenus, définir leurs priorités budgétaires et prendre rapidement des mesures. Des villes telles que New York et Los Angeles ont élaboré leur ELV dans les trois ans qui ont suivi l'adoption des ODD, et un petit nombre de villes ailleurs dans la région ont commencé à les imiter. Cela est de bon augure pour l'avenir, et l'on peut s'attendre à ce que d'autres grandes villes se joignent à ce mouvement.

Il est cependant préoccupant de constater que, malgré tous leurs avantages, le Canada et les États-Unis sont actuellement en retard sur tous les ODD. Les mêmes lois et relations intergouvernementales qui confèrent leur indépendance aux CT interdisent également toute action coordonnée. Bien que les États-Unis et le Canada soient actuellement en avance sur les autres pays dans certains domaines, l'absence de stratégie nationale partagée est une

Le bilan général des progrès réalisés et des perspectives pour 2030, qui correspond à la date butoir pour la réalisation des ODD, est mitigé dans la région.

lacune qu'ils doivent combler en élaborant un cadre commun et en renforçant la collaboration intergouvernementale. La fragmentation de l'autorité gouvernementale devra être compensée par de plus grands efforts de sensibilisation à l'échelle nationale afin de reproduire les solutions dans des milliers de municipalités et districts spéciaux. Quelques villes ont commencé à considérer les ODD comme un cadre qui peut guider l'action locale, mais rares sont celles qui disposent du personnel, de l'expertise ou des données nécessaires pour suivre cette tendance.

La situation est en effet à la fois encourageante et préoccupante. Les régions métropolitaines les plus solides sur les plans économique, environnemental et social obtiennent de bons résultats dans l'ensemble. Les priorités politiques nationales et locales s'aligneront, et plusieurs ODD seront peut-être traités. Parallèlement, il est très probable que les progrès observés continuent de se concentrer dans quelques territoires seulement, et que les inégalités s'accroissent au sein même des sociétés américaine et canadienne. Les disparités géographiques, économiques, sociales et politiques croissantes aux États-Unis et au Canada augmentent les risques de désaccords entre les différents législateurs quant aux moyens d'atteindre les ODD. Ce sont aussi des facteurs de dysfonctionnement et de détérioration des infrastructures et des services, exacerbant encore plus les inégalités. **Des efforts encore plus importants doivent être entrepris pour « ne laisser personne pour compte » et garantir que les bénéfices engendrés par la mise en œuvre des ODD seront partagés le plus largement possible.** 🌐

03



Amérique latine et Caraïbes

Chapitre régional



Peinture murale à Mendoza,
Argentine (photo : formatbrain,
bit.ly/2AWQart).

1. Introduction

Page 121

2. Cadres institutionnels nationaux et locaux pour la mise en œuvre des ODD

Page 122

2.1. Cadres nationaux de mise en œuvre des ODD et participation des collectivités territoriales

2.2. Démocratie et décentralisation en Amérique latine : statut des CT

2.3. Relations entre les différentes sphères du gouvernement et les ODD : évolution des mécanismes de gouvernance multiniveaux

3. La contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD

Page 140

3.1. Actions des réseaux et des associations de collectivités territoriales pour une plus grande appropriation de l'Agenda 2030

3.2. Progrès des CT en matière d'intégration de l'Agenda 2030 dans les politiques locales

3.3. Politiques locales et régionales en Amérique latine conformes à l'Agenda 2030

4. Conclusions

Page 160



Amérique latine

Argentine
Belize
Bolivie
Brésil
Chili
Colombie
Costa Rica
Équateur
Guatemala
Guyana
Honduras
Mexique
Nicaragua
Panama
Paraguay
Pérou
Salvador
Suriname
Uruguay
Venezuela

Caraïbes

Cuba
République dominicaine

1. Introduction

La région Amérique latine et Caraïbes a récemment subi d'importants bouleversements politiques¹. Au cours de la dernière décennie, des progrès importants ont été réalisés en matière de développement et de réduction de la pauvreté, entre autres. Cependant, la croissance du PIB a considérablement ralenti au cours des quatre dernières années (avec une croissance négative en 2016) et se situe en dessous de la moyenne mondiale². Plusieurs pays sont touchés par une incertitude économique et sociale (notamment l'Argentine). D'autres ont vu s'aggraver des conflits sociaux qui compromettent la stabilité institutionnelle (Venezuela, Nicaragua).

L'ensemble des indicateurs de développement humain pour l'Amérique latine et les Caraïbes sont relativement élevés, se plaçant derrière ceux de l'Europe et de l'Amérique du Nord³. Toutefois, il existe des disparités considérables entre et au sein des différents pays. Si soixante-dix millions de personnes sont sorties de la pauvreté dans la région au cours des quinze dernières années, on assiste depuis 2017 à une recrudescence de l'extrême pauvreté. Des mouvements de migration interne à la région viennent aujourd'hui s'ajouter aux flux migratoires traditionnels, notamment en raison de la situation critique au Venezuela et en Amérique centrale⁴.


L'Amérique latine est l'une des régions du monde les plus urbanisées, où vivent environ 80,7 % d'urbains⁵. Les zones urbaines ont connu une forte croissance au cours des dernières décennies dans le secteur des services. Elles ont ainsi généré de nouvelles opportunités sur le marché du travail, mais il s'agit majoritairement d'emplois de mauvaise qualité. En Amérique latine, le taux de féminisation de l'emploi en milieu urbain est également assez élevé, la proportion de femmes dans la population active sur le marché de l'emploi étant passée de 50 % à 66 %. Ce fort taux d'urbanisation, dans des territoires vastes et souvent peu développés, a soulevé de nombreux défis liés à l'accès aux services publics, au logement, à l'inclusion sociale, ainsi qu'à la gouvernance des grandes métropoles et au rôle des villes intermédiaires.

La région est par ailleurs confrontée à un autre défi : le déclin de la confiance des citoyens envers les gouvernements et institutions⁶. Un rapport récent indique une « déconnexion croissante entre les citoyens et l'État [...], qui se reflète principalement dans la baisse de confiance dans les institutions

publiques et l'insatisfaction croissante des citoyens vis-à-vis de la fourniture des services publics tels que la santé et l'éducation⁷ ».

Dans son rapport quadriennal présenté lors du Forum sur le développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes d'avril 2019, la CEPAL confirme le ralentissement de la réduction de la pauvreté et l'augmentation des inégalités dans la région. Un autre problème décrit est l'augmentation de la violence qui affecte spécifiquement les villes. Le rapport souligne également la nécessité d'améliorer les politiques de protection des écosystèmes et d'accorder une plus grande priorité à la lutte contre les changements climatiques, à la réduction des risques de catastrophe et au développement durable, compte tenu du ralentissement des progrès réalisés dans ce domaine. Il met en garde contre l'augmentation de la pression de la dette, la réduction de l'aide publique au développement et les tensions géopolitiques, soulignant la nécessité de renforcer l'intégration régionale⁸.

En plus de ces problèmes sociaux, économiques et politiques, la gouvernance urbaine et territoriale, essentielle pour soutenir la mise en œuvre de l'Agenda 2030, pose des difficultés récurrentes qui impliquent directement les collectivités territoriales (CT). De nombreuses agences des Nations unies se sont exprimées à maintes reprises sur les menaces croissantes qui pèsent sur le développement durable et l'environnement, et sur les risques que constituerait l'échec d'une non-mise en œuvre des objectifs des programmes mondiaux.

La première partie de ce chapitre fournit une brève analyse des liens entre les stratégies de développement nationales et l'Agenda 2030, prenant en compte les réalités des CT, en particulier avec l'évolution des politiques de décentralisation, la complexité croissante et les asymétries dans les relations entre les différents niveaux de gouvernement. La deuxième partie du chapitre décrit les initiatives des CT pour relever ces défis et contribuer à la mise en œuvre des agendas de développement sur leurs territoires, en particulier des Objectifs de développement durable (ODD), et examine leurs faiblesses. La conclusion résume les progrès et les échecs observés pour la localisation de ces processus et présente plusieurs hypothèses pour donner une plus grande impulsion à la mise en œuvre d'un programme de développement durable et inclusif dans la région, via des stratégies de développement territorial. 

2. Cadres institutionnels nationaux et locaux pour la mise en œuvre des ODD

2.1. Cadres nationaux de mise en œuvre des ODD et participation des collectivités territoriales

Les 19 Examens nationaux volontaires (ENV), produits entre 2016 et 2018, et les stratégies promues par la plupart des pays pour intégrer les ODD reflètent un engagement fort des pays de la région pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030⁹. Les rapports préparatoires ainsi que ceux de la CEPAL, qui organise les forums régionaux annuels à Santiago du Chili, témoignent des principales tendances relevées dans les ENV¹⁰. Dans la région, l'Agenda 2030 a une influence importante sur les stratégies et les plans nationaux de développement à moyen et long terme, ainsi que sur les systèmes nationaux de planification et de coordination pour la mise en œuvre de ces stratégies¹¹.

La plupart des pays ont cherché à intégrer leurs programmes de développement existants aux ODD¹². Dans le cas de la Colombie, le processus de formulation du Plan de développement a coïncidé avec celui de la négociation de l'Agenda 2030. Ceci a facilité l'introduction des ODD dans le plan (92 des 169 objectifs de l'Agenda y sont inclus). D'autres pays (l'Équateur et le Mexique) ont formulé

ou révisé leurs programmes de développement après 2016. Certains pays ont également élaboré des feuilles de route ou des stratégies spécifiques pour les ODD (Colombie, Salvador, Mexique et République dominicaine), ainsi que des plans locaux ou régionaux pour la mise en œuvre des ODD (Colombie et Équateur)¹³.

Le tableau 1 résume les stratégies ainsi que les mécanismes de coordination et d'articulation entre les différents niveaux de gouvernement, rapportés par chaque pays. Un groupe de pays a créé de nouvelles institutions pour coordonner l'Agenda 2030 (le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Salvador, le Honduras, le Mexique, le Panama, le Paraguay, la République dominicaine et l'Uruguay). D'autres pays ont choisi de renforcer les institutions préexistantes (l'Argentine, Cuba, l'Équateur, le Guatemala, le Pérou et le Venezuela). Dans la plupart des cas, la responsabilité de la coordination incombe aux institutions chargées de la planification, ou est directement assumée par le Cabinet de la présidence du pays. 🟢



Une réunion de l'Open Government Partnership, une alliance sud-américaine visant à améliorer l'accessibilité et la transparence des gouvernements, organisée à San José, au Costa Rica (photo : Open Government Partnership, t.ly/800Gj).

Tableau 1 Stratégies nationales et dispositifs institutionnels pour la mise en œuvre des ODD

Argentine

Les ODD sont intégrés dans les huit objectifs officiels du gouvernement (*Objetivos de Gobierno*) publiés en décembre 2016, parallèlement aux « 100 Priorités nationales ». L'adaptation initiale des ODD aux priorités nationales est menée par six commissions thématiques (sur l'éducation, l'agriculture, le logement et le développement urbain, le travail, l'emploi, et la protection sociale). Coordination : le Conseil national de coordination des politiques sociales (CNCPS), lié à la présidence, assure la coordination avec vingt ministères, par l'intermédiaire de six commissions. Pas de participation directe des CT, mais des représentants des provinces et des organisations de la société civile (OSC) sont invités par le président du CNCPS.

Bolivie

Le Programme patriotique 2025 et le Plan de développement économique et social 2016-2020 sont liés aux ODD. Coordination : non définie. Les municipalités, comme celle de La Paz, estiment qu'il n'y a pas de consultation ni de participation des CT.

Brésil

Les ODD ont été alignés sur le Plan pluriannuel 2016-2019 du gouvernement fédéral et le Plan d'action 2017-2019 de la Commission sur les ODD (actuellement examiné par le nouveau gouvernement). Coordination : Commission nationale pour les Objectifs de développement durable et huit chambres thématiques. Le mécanisme multipartite comprend des représentants de l'Association des entités environnementales des États (ABEMA) et de la Confédération nationale de municipalités (CNM) dans ses chambres thématiques. Certains États ont créé des comités au niveau régional.

Chili

L'initiative du nouveau gouvernement repose sur le Programme gouvernemental 2018-2022, un « Accord national » (avec cinq secteurs) et un Comité national pour les plus vulnérables. Le gouvernement élabore également une nouvelle stratégie pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Coordination : Conseil national pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030, dirigé par le ministère des Affaires étrangères et le ministère du Secrétariat général de la présidence (interministériel), groupe intersectoriel (mise en œuvre) soutenu par un Secrétariat technique, un groupe consultatif, un groupe sur les indicateurs et trois Commissions (sur les indicateurs économiques, sociaux, et environnementaux). Un Réseau national pour l'Agenda 2030 a également été créé, où l'Association des municipalités chiliennes participe de manière indirecte.

Colombie

De nombreux ODD ont été alignés sur le Plan national de développement 2014-2018 et 2018-2022, ainsi que sur les programmes de développement territorial 2016-2019 ; adoption d'une feuille de route en mars 2018 par le Conseil de politique économique et sociale (CONPES), « Stratégie pour la mise en œuvre des ODD en Colombie ». Coordination : Comisión Interinstitucional de Alto Nivel para el Alistamiento y la Efectiva Implementación del Agenda de Desarrollo Post 2015 y sus Objetivos de Desarrollo Sostenible (ODS), également connue sous le nom de Comité ODD, présidée par le Département national de planification, avec des représentants de la présidence et des ministères (créé en février 2015) et Comité technique. Participation multipartite à cinq groupes de travail. Le groupe de travail sur les territoires comprend des représentants des collectivités locales, mais aucune association de CT.

Costa Rica

Le Plan national de développement 2015-2018 a encouragé un Pacte national pour les ODD (*Pacto Nacional por el Cumplimiento de los Objetivos de Desarrollo Sostenible*), incluant tous les niveaux de gouvernement, le secteur privé et la société civile. Coordination : Conseil de haut niveau pour les ODD, sous la responsabilité de la présidence ; secrétariat technique (dirigé par le ministère de la Planification) et comités/groupes de travail techniques. L'Union des gouvernements locaux du Costa Rica (UNGL) participe au comité technique.

Cuba

Les ODD sont alignés sur le Plan national de développement économique et social (PNDES), approuvé en mai 2017. Coordination : Groupe national pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030, dirigé par le ministère de l'Économie et de la Planification. Les CT devraient aligner leurs plans sur le PNDES et les ODD.

Équateur

Plan national de développement 2017-2021 (« *Todo una vida* », *Plan Nacional de Desarrollo*) aligné sur les ODD (149 cibles), incluant une stratégie territoriale nationale. Le Président a adopté l'Agenda 2030 comme politique publique (décret exécutif n° 371, avril 2018). Coordination : Secrétariat national de la planification et du développement (SENPLADES), en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et de la Mobilité humaine. Le Parlement a adopté les ODD comme référence pour ses travaux. Les collectivités locales sont consultées pour les ENV mais ne sont pas associées au mécanisme de coordination.

Guatemala

Les ODD sont alignés avec le *Plan Nacional de Desarrollo K'atun Nuestra Guatemala 2032* (PND 2032) par l'intermédiaire de la *Estructura de la estrategia de Implementación de las prioridades de desarrollo*, dans laquelle sont détaillés les différentes actions. Les 129 cibles et 200 indicateurs des ODD ont été définis comme prioritaires. Les actions prioritaires ont été incluses dans le budget (*Política general de gobierno 2016-2020*). Les collectivités locales devraient intégrer les ODD dans leurs programmes de développement municipal (PMD-OT). Coordination : Conseil national de développement urbain et rural (CONDUR), sous la houlette du Président ; SEGEPLAN assure la mise en œuvre ; mécanismes techniques : Commission d'alignement, de suivi et d'évaluation du PND 2032, mécanisme multipartite avec la participation d'un maire. Les associations de CT ne sont pas représentées.

Honduras

L'Agenda national des ODD (AN-ODS) établit les bases de la mise en œuvre de l'Agenda 2030, du Plan national (2010-2022) et du Plan stratégique du gouvernement 2014-2018. Coordination : Secrétariat général de coordination du gouvernement (SCGG). Une Commission de haut niveau a été créée pour définir des stratégies pour les ODD (mécanisme multipartite), et il existe aussi une Commission technique pour les conseils thématiques. Les collectivités locales participent à la Commission de haut niveau.

Mexique

Stratégie nationale pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et Plan national de développement 2018-2024. Loi de planification modifiée en 2018 pour intégrer les priorités des ODD. Coordination : Conseil national pour l'Agenda 2030, sous la houlette du cabinet du Président, Comité de stratégie nationale (intergouvernemental, coordination et suivi), Comité de suivi et d'évaluation, quatre groupes de travail sectoriels et comités techniques spécialisés sur les ODD (entités gouvernementales). La Conférence nationale des gouverneurs des États fédérés (CONAGO) et la Conférence nationale des associations de municipalités du Mexique (CONAMMM) participent au Comité de stratégie nationale. L'Institut national des statistiques et de géographie (INEGI) est en charge du système d'information créé pour le suivi des ODD.

Nicaragua

Aucune donnée.

Panama

Vision d'État « Panama 2030 » pour l'alignement et la mise en œuvre de l'Agenda 2030, et l'examen du Plan stratégique du gouvernement (PEG) 2015-2019, les plans sectoriels pour refléter les ODD. Coordination : Commission multisectorielle du cabinet des Affaires sociales et Commission interinstitutionnelle et de la société civile pour appui et examen des ODD (multipartites). L'ENV reconnaît la décentralisation et le rôle des CT, mais elles ne sont pas clairement mentionnées dans le cadre des mécanismes nationaux de coordination.

Paraguay

Le Plan national de développement 2030 du Paraguay (*Plan Nacional de Desarrollo – PND 2030*) constitue le document stratégique global. Coordination : Commission ODD Paraguay 2030 (Comisión ODS Paraguay 2030), mécanisme interinstitutionnel coordonné par le ministère des Affaires étrangères et appuyé par le Secrétariat des opérations et le Comité de mise en œuvre technique (pour le suivi). Aucune participation des CT, bien que la participation locale soit l'un des objectifs du PND 2030.

Pérou

Plan national de développement stratégique (PNDS) 2016-2021 et 2022-2030. Coordination : Commission intersectorielle pour le suivi de l'Agenda 2030 (coordination), Centre national de planification stratégique (CEPLAN), Forum national d'accord et Table ronde pour la lutte contre la pauvreté (MCLCP) (espaces multipartites pour le dialogue). Les CT participent à un mécanisme de dialogue de haut niveau (GORE pour les collectivités régionales et Muni-Ejecutivo pour les municipalités). Elles ont signé l'Accord de gouvernance pour le développement humain mondial 2016-2021, un accord visant à respecter les objectifs et les cibles des ODD, rédigés en collaboration avec la société civile.

République dominicaine

Stratégie nationale de développement 2012-2030 (*Estrategia Nacional de Desarrollo – END*) et Plan national pluriannuel pour le secteur public 2017-2020 (*Plan nacional Plurianual del Sector Público – PNPS*). Coordination : Commission interinstitutionnelle de haut niveau pour le développement durable (Comisión Interinstitucional de Alto Nivel para el Desarrollo Sostenible – CDS), coordonnée par le ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement, incluant quatre sous-comités alignés sur les 5P. L'Association des collectivités locales, FEDOMU, participe au Comité de haut niveau et aux comités sur les institutions.

Salvador

Le nouveau gouvernement devrait réviser le plan quinquennal de développement national 2014-2019 (PQD 2015) du gouvernement. Coordination : Cabinet du Président de la République, coordination technique assurée par le Bureau du secrétariat technique et de la planification (SETEPLAN) et le ministère des Affaires étrangères. Il existe également un Groupe d'experts intergouvernemental pour la mise en œuvre (avec représentation des institutions publiques) et des mécanismes consultatifs : Conseil national des ODD. Aucune mention de la participation des CT.

Uruguay

Alignement des ODD avec les politiques sectorielles et le processus du budget national, et mécanismes de suivi. L'ENV présente une stratégie de localisation des ODD. L'intégration des ODD dans le plan de développement à long terme est encore en cours (« Uruguay Vision 2050 »). Coordination : Bureau de la planification et du budget (OPP) de la présidence de l'Uruguay, l'Agence uruguayenne de coopération internationale (AUCI) qui gère la coopération internationale et l'Institut national de statistique qui s'occupe des indicateurs. Les CT ne sont pas associées au mécanisme de coordination, mais ont été consultées dans le cadre d'ateliers régionaux pour rédiger l'ENV (mais pas par l'intermédiaire de leurs associations).

Venezuela

Plan national de développement 2013-2019 aligné avec l'Agenda 2030. Coordination : Conseil des vice-présidents (aspect intersectoriel et transversal des politiques de développement), la vice-présidence exécutive de la République, par l'intermédiaire du Conseil national des droits de l'Homme, assure également le suivi de la mise en œuvre, et la coordination est assurée par le ministère du Pouvoir populaire pour les Affaires étrangères. Aucune participation des CT.

Amérique latine et Caraïbes



Sources : ONU-DAES (2018), *Compendium of National Institutional Arrangements for Implementing the 2030 Agenda for Sustainable Development* ; ENV ; CEPAL (2018), *Annual report on regional progress and challenges in relation to the Agenda 2030 in Latin America and the Caribbean* ; Questionnaires CGLU et contributions des associations de CT.

Encadré 1

Reconnaissance de la progression locale dans les ENV

L'Examen 2017 du Brésil reconnaît le rôle joué par la CNM et l'Association brésilienne des municipalités (ABM), ainsi que de plusieurs municipalités et États, dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Il souligne l'alignement des ODD avec la planification locale, ainsi que l'adoption de nouvelles lois et décrets (Barcarena), la création de groupes de travail (Paraná, São Paulo et District fédéral), l'élaboration d'indicateurs (Paraíba) ou la création de bourses pour sensibiliser le public (Rio de Janeiro). Dans le cas du Costa Rica, les efforts déployés par les municipalités pour mettre en œuvre les ODD à travers des projets pilotes sont également mentionnés. Au Brésil, au Costa Rica et en République dominicaine, il convient de souligner l'inclusion des CT dans les Commissions présidentielles ou de haut niveau, au sein des Conseils ou des Commissions techniques.

L'Examen 2018 du Mexique souligne « l'importance de la localisation de l'Agenda 2030 », de l'identification de domaines d'opportunité aux niveaux fédéral et municipal, ainsi que l'importance d'une « vision infranationale » avec des données désagrégées¹⁶. La Conférence nationale des gouverneurs et la Conférence nationale des associations de municipalités mexicaines peuvent s'exprimer, mais ne peuvent pas voter au Conseil national de l'Agenda 2030, et participent de plein droit au Comité de stratégie nationale. L'Institut national pour le fédéralisme et le développement municipal (INAFED) encourage la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au niveau municipal.

Le cas de la Colombie mérite d'être mentionné pour ses efforts déployés dans le suivi des progrès réalisés dans le processus d'alignement des ODD sur les plans départementaux et municipaux. Mais la Fédération colombienne des municipalités ainsi que certaines municipalités (Medellín) ont indiqué un manque de consultation dans le processus, alors que d'autres communes ont bien été consultées (Bogota).


L'Uruguay a consacré un espace spécial aux actions des CT pour la localisation des ODD dans son ENV 2018 et dans un rapport national 2019 (non présenté à l'ONU) ; elle consacre une section complète à la « Stratégie de localisation des ODD ». Le rapport présente la méthodologie et l'évolution de l'alignement entre les ODD et les plans locaux dans six collectivités locales (départements), ainsi que les programmes élaborés par le gouvernement national pour appuyer le processus¹⁷.

Le Guatemala a récemment lancé un processus de consultation avec ses municipalités pour préparer son ENV 2019. Au total, 152 municipalités sur 340 ont répondu. Cette consultation met en évidence le niveau d'appropriation du Plan national de développement par les municipalités et les progrès réalisés dans sa mise en œuvre.

Source : ENV 2016, 2017, 2018 et 2019, et questionnaires CGLU.

Dans plusieurs pays, les CT ont été consultées directement et incluses dans le processus de préparation des ENV. Dans d'autres pays, la consultation a été plus partielle. Mais, dans certains cas, les associations de CT n'ont pas été consultées.

La participation des CT dans les processus de préparation des ENV et dans les mécanismes de coordination pour la mise en œuvre et le suivi des ODD est encore limitée. Dans plusieurs pays, elles ont été consultées directement et incluses dans le processus de préparation des ENV (Brésil, Costa Rica, Honduras et République dominicaine) (voir encadré 1). Dans d'autres pays, la consultation a été plus partielle (principalement dans les États du Mexique). Dans les premiers les consultations sont souvent directes et systématiques (réunions, questionnaires et ateliers). Dans les seconds, la consultation a été plus *ad hoc*, partielle ou indirecte : questionnaires (Guatemala), ateliers nationaux multipartites (Colombie) ou ateliers régionaux (Équateur, Pérou et Uruguay). En ce qui concerne les ENV, certains pays (Argentine, Brésil, Colombie, Costa Rica, Équateur, Honduras, Mexique, Paraguay et Uruguay) ont inclus une rubrique spécifique ou un nombre raisonnable de références aux CT, soulignant l'importance de la localisation de l'Agenda 2030. Enfin, bien que les ENV indiquent que les CT ont été consultées, leurs organisations représentatives ont noté que, dans certains cas, ces consultations ne les incluaient pas directement (Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Salvador et Paraguay)¹⁴.

Les CT ont également été incluses dans des mécanismes de haut niveau pour coordonner la mise en œuvre des ODD ou ont été consultées dans ce cadre, comme au Brésil, au Costa Rica, au Honduras, au Mexique et en République dominicaine (voir section 2.3 ci-dessous pour plus de détails). Les collectivités régionales du Pérou sont mentionnées dans le processus de consultation sur la stratégie nationale et sont impliquées via des mécanismes de coordination territoriale. Des dispositifs similaires sont prévus au niveau municipal¹⁵. En Colombie et au Guatemala, des élus locaux ont été invités à participer à des comités de travail (sans consultation des associations représentatives dans le cas de la Colombie). Mais, de façon générale, leur impact est encore limité (voir encadré 1). 

2.2. Démocratie et décentralisation en Amérique latine : statut des CT

Les processus de décentralisation en Amérique latine ont débuté dans les années 1980 et 1990, dans le cadre des politiques de « réforme structurelle ». Ils s'inscrivent souvent dans un travail de démocratisation plus large (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Mexique, Paraguay et République dominicaine), de processus de paix en Amérique centrale (Nicaragua, Guatemala, Honduras et Salvador) ou de stratégies visant à reprendre le contrôle du territoire face aux conflits internes (Colombie et Pérou). Les processus de décentralisation sont plus limités au Costa Rica et plus encore au Panama. Leur objectif est de moderniser l'administration, d'étendre le rôle des CT dans la prestation de services publics et de créer des espaces de participation.

Les précédents rapports GOLD montrent que la décentralisation en Amérique latine a progressé de manière importante¹⁸. Cependant, le processus n'est ni linéaire ni homogène. L'un des résultats les plus importants est l'élection démocratique des autorités locales de presque tous les pays de la région, principalement au niveau municipal et, dans une moindre mesure, au niveau des gouvernements intermédiaires (départements, provinces et régions). Les espaces de participation et d'échange avec les citoyens sont également plus nombreux, donnant lieu dans certains cas à des processus reconnus à l'échelle internationale (planification et budgétisation participatives, conseils ouverts, référendums, etc.). La dernière décennie a été marquée par de nouvelles expériences dans la région, qui ont progressivement transformé la gouvernance territoriale.

Une décennie de changements dans la gouvernance territoriale

Depuis les années 1980, les États de la région ont connu des changements importants dans la gestion de leurs territoires¹⁹. Plus de quatorze pays ont adopté des réformes importantes de l'administration locale au cours de la dernière décennie et ont connu des progrès notables, mais aussi plusieurs déconvenues.

Le **Brésil** et la **Colombie** sont les pays de la région où les progrès en matière de décentralisation ont été les plus importants. Entre 2000 et 2010, le **Brésil** a construit un modèle de décentralisation et de développement reconnu au niveau international, grâce à des politiques sociales innovantes qui ont renforcé le rôle des CT. Les États fédérés et les municipalités ont été reconnus comme des collecti-

vités autonomes, avec des statuts similaires dans la Constitution de 1988. En 2001, la loi sur le Statut des villes a consolidé la législation et les mécanismes de gestion du développement urbain – en particulier concernant l'utilisation des terres – reconnaissant explicitement le droit au logement et à une ville durable, et a renforcé les nouveaux espaces de participation citoyenne. La création du ministère des Villes (2003) et de mécanismes nationaux de consultation (Conférence nationale des villes et Conseil national des villes) s'est accompagnée d'une législation élargie – notamment d'une loi sur l'assainissement de l'environnement, d'un consortium public intermunicipal (2005) et de nouvelles politiques pour le logement telles que *Minha Casa et Minha Vida* (2009). En 2015, le statut de métropole (loi 13 089) a été adopté, favorisant la création et la gestion de zones métropolitaines (78 zones en 2018). Un processus d'évaluation et de suivi de ces politiques a débuté ces dernières années (voir section 2.3 ci-dessous).

La **Colombie** constitue un autre exemple des progrès de la décentralisation dans la région. Son processus de décentralisation a débuté en 1986. La Constitution de 1991 a instauré le principe d'autonomie gouvernementale pour les CT. Les maires et les autorités départementales ont été élus et investis de compétences dans différents domaines – développement urbain et territorial, services publics de base, y compris en matière de santé et d'éducation – avec une autonomie relative dans la gestion des ressources²⁰. Le processus a été relancé en 2011 avec la loi organique sur l'Organisation territoriale (LOOT) et la réforme du Système général de redevances (SGR), dont l'objectif était d'améliorer la redistribution des ressources entre les territoires (péréquation). En 2013, la loi sur les zones métropolitaines a été adoptée (dix zones sont actuellement reconnues). Le soutien apporté au niveau local est également mentionné dans les accords de paix signés en 2017 : des programmes de développement incluant une approche territoriale ont été utilisés comme mécanismes de participation dans 170 municipalités. Néanmoins, il reste de nombreuses questions non résolues dans le processus de décentralisation, notamment concernant la nécessité d'une meilleure articulation entre les différents niveaux de gouvernement, le financement et le renforcement des compétences des CT.

Le processus mis en œuvre en **Bolivie** mérite d'être mentionné pour son originalité. Il démarre

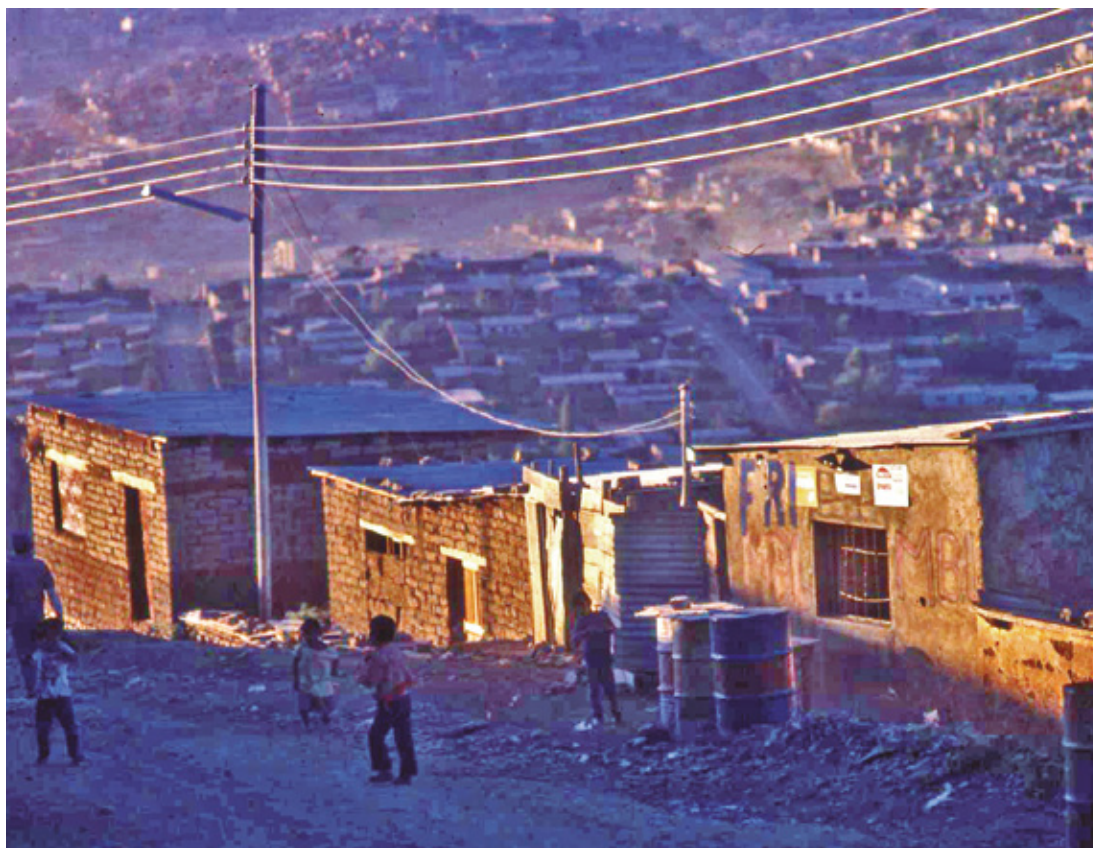
avec les lois de décentralisation de 1994, puis s'est poursuivi en 2009 avec l'adoption d'une nouvelle Constitution politique définissant le pays comme un « État unitaire, social, de droit plurinational communautaire, libre, indépendant, souverain, démocratique, interculturel, décentralisé et avec des autonomies²¹ ». En 2010, sa loi-cadre sur les Autonomies et la Décentralisation a adapté le cadre juridique à cette nouvelle Constitution et a défini quatre niveaux de gouvernements autonomes : départements, provinces, municipalités et peuples indigènes paysans, chacun disposant de ses propres compétences, ressources financières et autorités élues. L'autonomie des peuples indigènes paysans relève d'un nouveau type d'organisation territoriale, qui relie le modèle ancestral de gouvernement des communautés indigènes à la réglementation de l'État. Le ministère des Autonomies a également été créé pour diriger le processus (devenant un vice-ministère en 2016). La loi-cadre établit la répartition des compétences et le régime financier, modifiant la redistribution des richesses naturelles de chaque territoire (mines, gaz et pétrole), conformément au pacte budgétaire entre le gouvernement central et les entités décentralisées. En 2014, la loi 482 sur les municipalités autonomes établissant le cadre réglementaire de la structure organisationnelle et le fonctionnement des gouvernements locaux, ainsi que la loi 533 sur la création de la zone métropolitaine de Kanata (Cochabamba), ont été adoptées. Mais les progrès accomplis dans l'obtention de l'autonomie locale depuis l'approbation de cette nouvelle Constitution restent lents. Le contrôle exercé par le gouvernement central sur les municipalités a augmenté et le financement local a diminué.

Depuis la création de sa Constitution de 2008, l'**Équateur** s'est également engagé à étendre le processus de décentralisation. Les gouvernements autonomes décentralisés sont divisés en provinces, municipalités, paroisses rurales et territoire à régime spécial (Galapagos). La création de districts métropolitains et de mécanismes d'intercommunalité ou de consortiums est également envisagée. Le gouvernement a créé un mécanisme national de consultation : le Conseil national des compétences, organe chargé de diriger la mise en œuvre du processus de décentralisation. Il veille au respect du Code organique sur l'organisation territoriale, l'autonomie et la décentralisation (COOPAD) établi par le Système national de compétences, qui décrit le processus de transfert progressif des responsabilités, basé sur des engagements. Par la suite, le Plan national de décentralisation 2012-2015 et la Stratégie pour la mise en œuvre de la décentralisation 2017-2021 ont été adoptés. Le gouvernement encourage également la création d'organismes opérationnels déconcentrés dans les territoires, dans le cadre d'un nouveau modèle de gestion, afin de s'assurer que les responsabilités sont partagées entre le gouvernement central et les CT. Dans la pratique, de nombreuses sources de tension demeurent sur la répartition des compétences et des ressources entre les différents niveaux de gouvernement, en particulier entre les provinces, les municipalités et les paroisses, dans un contexte de dimi-

nution de la disponibilité des ressources financières publiques.

Suivant un modèle différent, le **Pérou** a, en 2002, intégré le concept de décentralisation dans sa loi de réforme constitutionnelle et a adopté une loi fondamentale pour la décentralisation, assortie de plusieurs ensembles de lois entre 2002 et 2004. Cela a permis de créer deux niveaux de CT : les régions (pour remplacer les départements et les provinces) et les districts municipaux. À quelques exceptions près, le processus de constitution des nouvelles régions n'a pas progressé comme prévu. Les départements ont assumé le rôle des régions et ont été dotés de conseils régionaux et locaux de coordination, impliquant la participation de la société civile. Les régions et municipalités ont vu leurs ressources augmenter respectivement de 143 % et 183 % entre 2005 et 2013²². Contrairement aux attentes, le transfert de compétences n'a pas été effectué de manière ordonnée et progressive (via un système d'accréditation), ce qui a entraîné des conflits dans la répartition des responsabilités. Afin d'améliorer la coordination interinstitutionnelle entre les différents niveaux de gouvernement, la création d'un Conseil national de la décentralisation a été envisagée, pour laisser finalement la place à un Secrétariat à la décentralisation. En mars 2017, le gouvernement a créé une nouvelle structure pour gérer le dialogue et la coordination avec les CT au niveau du Cabinet du Premier ministre.

Les pays fédéraux du **Mexique** et de l'**Argentine** sont généralement considérés comme « décentralisés ». Les États fédérés ou les provinces y assument de nombreuses responsabilités et disposent de ressources importantes, mais les progrès des deux pays dans les processus de décentralisation au niveau municipal sont limités (bien que l'autonomie municipale soit reconnue dans la Constitution mexicaine et procède d'une longue tradition en Argentine). Comme mentionné ci-dessous (dans la section « Le financement des CT détermine les transformations »), alors que les États et les provinces représentent près de 40 % des dépenses publiques et des revenus par rapport aux dépenses publiques, ces ratios sont inférieurs à 10 % au niveau municipal. Les réformes budgétaires du **Mexique** ont renforcé les pouvoirs en matière de fiscalité, principalement au niveau de l'État (en 2007, 2013, puis en 2014-2015, à la suite du Pacte du Mexique), tandis que la réforme de 2014 a permis la réélection des maires (auparavant limitée à trois ans sans réélection), ce qui signifie qu'ils peuvent désormais renouveler leur mandat. Toutefois, les plus grands progrès en matière de décentralisation au cours de ces dernières années ont été la transformation du district fédéral en gouvernement autonome. En 2017, la ville de Mexico s'est dotée d'une Constitution politique et a créé 16 municipalités (anciennes délégations sans pouvoirs propres). Malgré ces réformes, une forte dépendance du niveau local et régional perdure vis-à-vis des ressources du gouvernement fédéral. En **Argentine**, il existe un débat continu sur la recentralisation et les politiques de décentralisation. Onze provinces ont mis en œuvre des



Cerro Verde, Cochabamba, Bolivie (photo : Patrick Henry, bit.ly/2LYOLHs).

réformes constitutionnelles qui touchent leurs municipalités. Le Fonds fédéral de solidarité, appelé « *Fondo Sojero* », créé par le gouvernement national en 2009 – avec pour objectif une redistribution des ressources visant à améliorer la santé, l'éducation, les hôpitaux, le logement et les infrastructures routières dans les zones urbaines et rurales –, constituait un important mécanisme de promotion de la décentralisation. Il a été aboli en 2018 par décret national de nécessité et d'urgence afin de se conformer à l'objectif de réduction du déficit convenu avec le Fonds monétaire international (FMI). Il a été remplacé par un « Programme d'aide financière aux provinces et aux municipalités » dans le cadre d'une consolidation budgétaire continue, à condition que 50 % du montant transféré soit distribué aux municipalités.

La décentralisation dans les trois autres pays du cône Sud, le **Chili**, le **Paraguay** et l'**Uruguay**, est plus limitée. Le **Chili** a fait quelques progrès, avec l'élection de conseils régionaux dans ses seize régions (2013), bien que celle, directe, de l'exécutif (gouverneurs régionaux), ne soit prévue qu'en 2020. Ces derniers sont actuellement nommés par le gouvernement central. Les municipalités jouissent de pouvoirs et de ressources limités. Le Programme de décentralisation proposé par la Commission consultative présidentielle pour la décentralisation et le développement régional (2014-2018) n'a fait aucun progrès significatif. Il a même, en réalité, conduit à une recentralisation dans certains domaines (notamment l'éducation). L'autonomie des municipalités et des départements du **Paraguay** est reconnue par la loi, mais les autorités départementales agissent principalement comme représentants du gouvernement

central dans les territoires. Les progrès vers la décentralisation ont été lents et la coordination avec les départements minime, tandis que le gouvernement central a renforcé son contrôle. L'**Uruguay** a créé 112 municipalités qui coexistent (et partagent des ressources financières) avec les 19 départements préexistants, conformément à deux lois adoptées en 2009 et 2015. Cependant, tout le territoire n'a pas été municipalisé. Une plus grande décentralisation des compétences et du financement et une meilleure coordination avec les départements sont attendues.

Les autorités municipales sont élues dans tous les pays de la région Amérique centrale et Caraïbes (**Costa Rica**, **Salvador**, **Guatemala**, **Honduras**, **Panama**, **Nicaragua** et **République dominicaine**), mais la région se caractérise par des processus de décentralisation lents et des municipalités aux ressources limitées (voir ci-dessous la section « le financement des CT détermine les transformations »). Le **Guatemala** et le **Nicaragua** se distinguent par leurs municipalités, dotées des compétences et des ressources les plus importantes de la sous-région. Le processus de décentralisation du **Nicaragua** a débuté à la fin des années 1980 et son cadre juridique a été revu en 2003 et 2013. Toutefois, la crise politique actuelle a gravement affecté le degré d'autonomie locale. Le rôle des maires au **Costa Rica** a été renforcé en 1998 par des élections directes (ils étaient auparavant nommés par les conseils municipaux), et de récentes réformes ont augmenté, en principe, leurs compétences et leurs ressources (Loi 8 801 de 2010 et Loi 9 329 de 2015). Le développement territorial et les lois sur l'utilisation des terres (2011) au **Salvador** ont favorisé la planification locale

et la création d'un Conseil national pour le développement territorial (2017). La révision du Code municipal (2015) a étendu les responsabilités locales. En 2017, le gouvernement du **Guatemala** a introduit le Programme national pour la décentralisation 2032, afin de relancer la mise en œuvre de la loi de décentralisation approuvée en 2002. Le **Honduras** a adopté une politique nationale de décentralisation et de développement local en 2012, suivie d'une loi sur la décentralisation en 2016. En pratique, une recentralisation des ressources a été réalisée entre 2005 et 2015 (les dépenses locales par rapport au PIB passant de 3,7 % en 2005 à 2 % en 2015). Au **Panama**, la loi sur la décentralisation de l'administration publique et sa réforme a été approuvée en 2009 et révisée en 2015. La capacité et les ressources limitées des municipalités ne leur permettent pas pour autant d'assumer ces nouvelles responsabilités. La **République dominicaine** a entamé un processus de soutien de ses municipalités dans les années 1990, en révisant son cadre juridique en 2007. Elle débat actuellement d'une loi portant sur « l'administration locale et le système territorial ». Au cours de la première décennie des années 2000, la plupart des pays de la région se sont engagés à augmenter progressivement les transferts pour atteindre 8 % (Salvador), 10 % (Costa Rica) et 20 % (Guatemala) du budget national. De façon générale, cet engagement n'a pas été respecté. Depuis 2016, **Cuba** s'est également orienté vers la décentralisation en adoptant de nouvelles orientations de politique économique et sociale, ainsi que, récemment, des réformes constitutionnelles.

Comme l'illustre ce résumé, la décentralisation et la réforme de la gouvernance territoriale sont toujours à l'ordre du jour dans la région, mais les progrès sont inégaux et, dans de nombreux cas, lents et contradictoires. L'évolution de l'organisation territoriale, la répartition des compétences et le financement des CT sont analysés ci-dessous.

Des changements moins nombreux dans l'organisation territoriale

Le tableau 2 présente un résumé de l'organisation territoriale des pays de la région Amérique latine et Caraïbes.

Le tableau montre que trois pays fédéraux de la région (l'Argentine, le Brésil et le Mexique ; le Venezuela n'est pas analysé par manque d'information) ont deux niveaux de CT – les États et les

municipalités – alors que les différences entre les pays unitaires sont plus importantes. Cinq pays d'Amérique centrale (le Costa Rica, le Salvador, le Guatemala, le Honduras et la République dominicaine) n'ont qu'un seul niveau de collectivité territoriale : le niveau municipal. Six pays d'Amérique du Sud (le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay) ont deux niveaux de CT, avec deux caractéristiques spécifiques : dans le cas de l'Uruguay, la majorité du territoire n'est pas municipalisée, mais comprend des départements (niveau intermédiaire) ; alors que dans le cas du Chili, les collectivités de niveau intermédiaire – les régions – sont dotées d'un conseil élu, mais leur organe exécutif (actuellement, le gouverneur régional) est toujours nommé par le gouvernement central (et sera élu pour la première fois en 2020). La Bolivie dispose de trois niveaux de CT, dont deux niveaux d'autonomie au niveau local et une petite partie du pays dotée d'un second niveau intermédiaire (autonomies indigènes).

La plupart des pays ont légèrement augmenté le nombre de leurs CT au cours de la dernière décennie, notamment au niveau municipal (Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Équateur, Guatemala, Mexique, Panama, Paraguay et Uruguay) ; et au niveau intermédiaire dans deux pays fédéraux (Argentine et Brésil) et trois pays unitaires (Colombie, Équateur et Paraguay). Seul le Pérou a réduit le nombre de ses municipalités (passant de 2 070 à 1 866), tout en renforçant le rôle des régions. Quatre pays (Chili, Costa Rica, Salvador et Honduras) ont connu peu de changements au cours des dix dernières années.

Dans plusieurs pays, il existe des subdivisions intermédiaires ou plus petites que les municipalités. Elles sont souvent en charge de l'administration territoriale, mais ne constituent pas des collectivités autonomes (par exemple, les provinces et districts du Costa Rica, les départements du Salvador, les régions et districts du Guatemala, les départements du Honduras et les districts et cantons du Panama). Les paroisses rurales et urbaines (1 194 au total) sont reconnues dans la Constitution de l'Équateur comme des CT, bien qu'elles dépendent des municipalités. Il en va de même pour les districts de la République dominicaine, au nombre de 234. De nombreux pays continuent de débattre sur la structure et la taille pertinente des municipalités pour qu'elles puissent assumer leurs responsabilités, générer des économies d'échelle et assurer leur financement.

Comme mentionné précédemment, des réformes ont été menées ces dernières années pour créer ou renforcer les régions métropolitaines, en les dotant d'une autorité commune ou d'un système de gestion (au Brésil, en Bolivie, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur et au Salvador). Malgré ces progrès, la gestion des zones métropolitaines (où vivent 45 % de la population urbaine de la région) reste une priorité pour résoudre les problèmes existants, notamment concernant la fragmentation institutionnelle, l'insuffisance des investissements et les réponses apportées aux externalités et aux retombées économiques.

La décentralisation et la réforme de la gouvernance territoriale sont toujours à l'ordre du jour dans la région, mais les progrès sont inégaux et, dans de nombreux cas, lents et contradictoires.

Tableau 2 Système politique, organisation territoriale et nombre de collectivités territoriales par pays (2018)

2018	Système politique	Niveaux de collectivités territoriales	Nombre total de CT	1 ^{er} niveau	2 ^e niveau	3 ^e niveau
	Forme de l'État			Municipalités	Départements/ Provinces/ Régions	États fédéraux/ Provinces /Régions
Argentine	République État fédéral	2	2 301	2 277		24
Bolivie	République État unitaire	3	352	339 + 3 (Autonomies indigènes)	9	
Brésil	République État fédéral	2	5 597	5 570		27
Chili	République État unitaire	2	361	345	16	
Colombie	République État unitaire	2	1 134	1 101	33	
Costa Rica	République État unitaire	1	82	82		
Cuba	République État unitaire	2	176	160	16	
Équateur	République État unitaire	2	245	221	24	
Guatemala	République État unitaire	1	340	340		
Honduras	République État unitaire	1	298	298		
Mexique	République État fédéral	2	2 511	2 479		32
Nicaragua	République État unitaire	2	155	153	2	
Panama	République État unitaire	1	77	77		
Paraguay	République État unitaire	2	272	254	18	
Pérou	République État unitaire	2	1 893	1 867	26	
République dominicaine	République État unitaire	1	159	159		
Salvador	République État unitaire	1	262	262		
Uruguay	République État unitaire	2	131	112	19	
Venezuela	République État fédéral	2	358	335		24

Source : OCDE-CGLU (2019), 2019 Report of the World Observatory of Subnational Government Finance and Investment.

Changements dans les compétences des CT

Les CT de la région montrent des variations en matière de responsabilité et de fonctions entre les pays et les municipalités. Les activités des municipalités comprennent généralement la gestion des services publics de base (eau et assainissement, gestion des déchets et participation à la santé et à l'éducation, y compris l'infrastructure scolaire) ; le développement urbain et la gestion des infrastructures (urbanisme, normes de planification et de construction urbaines, installations et espaces publics, parcs, éclairage public, cimetières et, dans certains pays, logements sociaux) ; la promotion économique (programmes de développement locaux, marchés, entretien des routes, réglementation des transports locaux, tourisme) ; les services sociaux et culturels (culture, bibliothèques, installations sportives) et la promotion de la démocratie locale (participation citoyenne).

Les collectivités régionales jouissent également de pouvoirs et responsabilités dans ces domaines, auxquels s'en ajoutent d'autres tels que la planification et la promotion du développement régional (zonage et planification de l'utilisation des terres, protection de l'environnement), l'éducation (aux trois niveaux), la santé (la prévention, les hôpitaux), les services et l'infrastructure, le développement économique (promotion des activités économiques, de l'emploi, de l'énergie, des transports et des routes, du tourisme), et le développement et la protection sociale et culturelle (protection des populations indigènes, sécurité des citoyens). De même, les CT participent à des programmes nationaux sur la santé, l'environnement et la protection sociale, entre autres. Les informations recueillies sont cohérentes avec l'analyse de la Banque interaméricaine de développement (BID) sur la participation progressive des CT dans la région concernant la fourniture des biens et des services publics « essentiels au développement et à la protection sociale²³ ».

Il convient de noter que la répartition et la part des pouvoirs dévolus aux différentes compétences entre les niveaux de gouvernement ne sont pas toujours claires. En pratique, la prestation et la qualité des services ne correspondent pas toujours au cadre juridique. Certaines compétences peuvent être assumées *de facto* par le gouvernement central ou les collectivités intermédiaires, soit directement, soit par des entreprises ou agences spécialisées (c'est le cas au Chili, au Paraguay et au Brésil pour certains services, tels que l'eau et l'assainissement ou l'entretien des routes). Le nombre important de compétences partagées, communes et déléguées au sein des pays, notamment en ce qui concerne

les grandes questions de développement durable, renforce la nécessité d'une coordination efficace.

Des efforts doivent être réalisés dans la plupart des pays pour clarifier le rôle de chacun et définir de manière appropriée les ressources nécessaires pour chaque fonction dans le domaine concerné, dans le but de renforcer l'autonomie locale tout en favorisant l'innovation et la diversification. Ce dernier point peut constituer à la fois un défi et une opportunité à la lumière de l'Agenda 2030 – et du développement durable en général. Comme indiqué ci-dessous, il est nécessaire de renforcer les mécanismes d'articulation multiniveaux relatifs aux ODD, afin d'assurer la cohérence et l'efficacité des politiques locales.

Le financement des collectivités territoriales détermine les transformations

Les CT en Amérique latine et dans les Caraïbes représentent respectivement 19,3 % et 22,7 % des dépenses et des recettes publiques totales²⁴. Selon la BID, « dans les pays de la région, la part des CT dans les dépenses publiques consolidées a presque doublé entre 1985 et 2010, passant de 13 % à 25 %²⁵ ». Toutefois, les dépenses et les recettes des CT ne représentent que 6,3 % et 6,2 % du PIB, soit moins de la moitié de la part des pays de l'OCDE (respectivement de 16,2 % et 15,9 %). Le graphique 1 montre la part des dépenses et des recettes des CT dans le budget public total et dans le PIB, pour seize pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

À l'instar des autres continents, il existe un écart évident entre les pays fédéraux (Argentine, Brésil et Mexique) et unitaires. Les premiers mobilisent respectivement 16,1 % et 16 % du PIB national en termes de dépenses et de recettes (représentant 43 % et 52 % des dépenses et recettes des administrations publiques), tandis que les pays de la seconde catégorie ne représentent que 4,2 % du PIB en termes de dépenses et de recettes (14,2 % et 16 % des dépenses et recettes des administrations publiques). Toutefois, les dépenses et recettes municipales en Argentine et au Mexique ne représentent respectivement que 1,9 % et 2 % du PIB, soulignant les limites de la décentralisation au niveau municipal dans ces deux pays (alors que les dépenses et recettes des provinces argentines représentent 16 % et 13 % du PIB, et que celles des États fédérés mexicains s'élèvent à 10 % du PIB). Ce n'est qu'au Brésil que la part des dépenses et recettes publiques aux deux niveaux est plus équilibrée, car la Constitution accorde un statut similaire aux États et aux municipalités. Les dépenses et recettes des États fédérés correspondent à 10 % et 12 % du PIB, tandis que celles des municipalités représentent 8,2 % et 8,7 % du PIB, ce qui indique que le processus de décentralisation budgétaire est plus avancé.

En Colombie, Bolivie, Pérou et Équateur – pays unitaires identifiés dans la section précédente comme bénéficiant du processus de décentralisation le plus avancé –, la part des recettes et dépenses des CT dans le PIB et le budget public

Le nombre important de compétences partagées, communes et déléguées, renforce la nécessité d'une coordination efficace.

sont plus importants par rapport à la moyenne latino-américaine. Les dépenses et recettes locales représentent respectivement 12,9 % et 12,8 % du PIB en Colombie, 5,6 % et 3,8 % en Équateur²⁶.

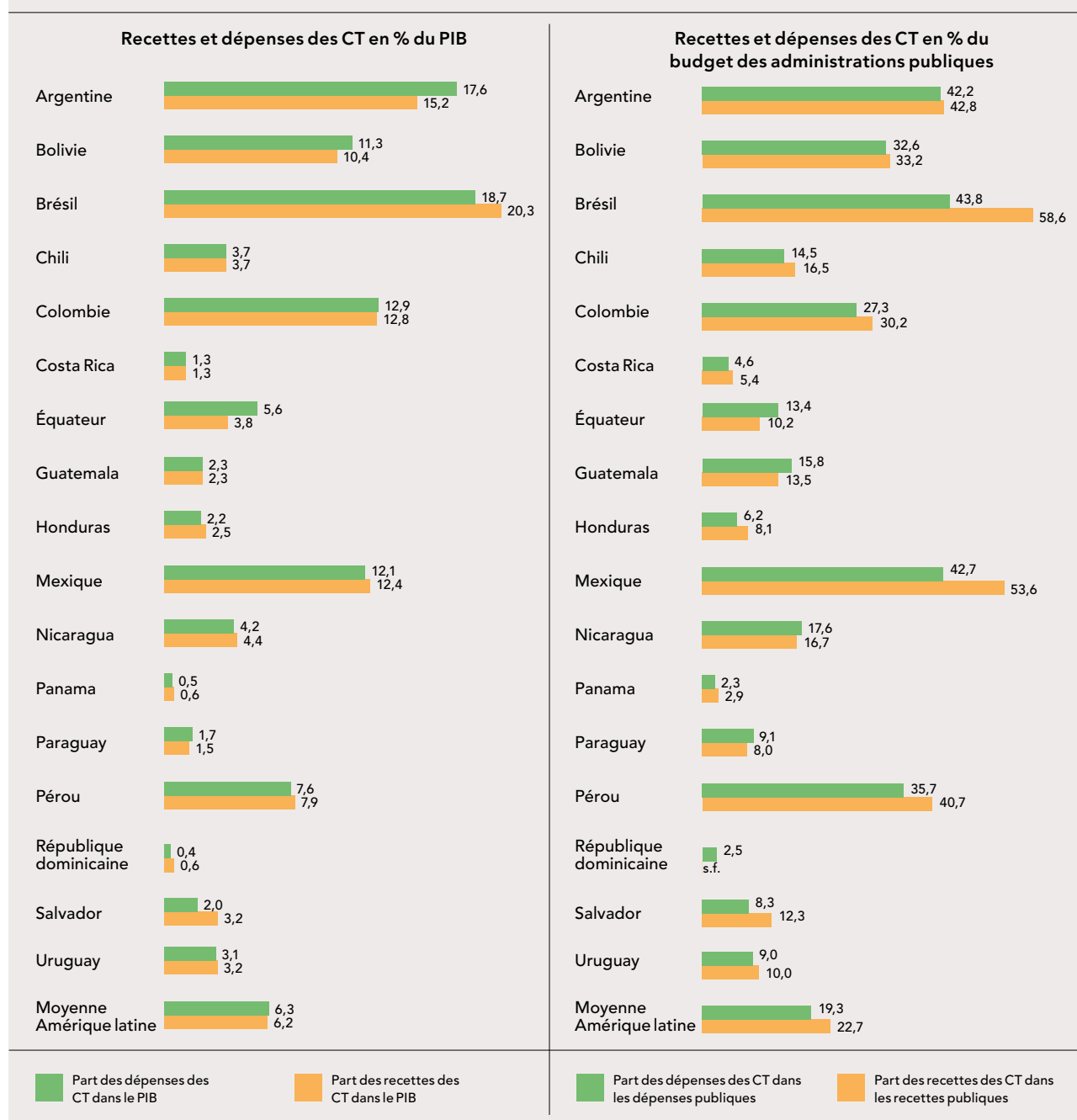
Tous les autres pays affichent des pourcentages inférieurs à la moyenne latino-américaine. Dans l'ensemble, les dépenses et recettes locales des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, où la décentralisation budgétaire est particulièrement limitée, représentent respectivement 2,1 % et 2,2 % du PIB (9,3 % et 10,9 % du budget public total). Le

Nicaragua est très proche de la moyenne régionale (les dépenses et recettes locales y représentent 4,2 % et 4,4 % du PIB). En Amérique du Sud, les deux pays dont la part de dépenses et recettes des CT est la moins élevée sont le Paraguay (1,3 % et 1,1 % respectivement) et l'Uruguay (3,1 % et 3,2 % respectivement).

Bien que la participation des CT aux dépenses publiques ait augmenté dans la région au cours des dernières décennies, l'autonomie des CT dans la gestion de leurs ressources pourrait être limitée

Graphique 1

Part des recettes et des dépenses des collectivités territoriales dans le PIB et le budget des administrations publiques par pays



dans la pratique, notamment avec la poursuite des contrôles de l'État central, les restrictions des capacités locales et la prédominance des transferts sur les recettes propres. Ceci vise particulièrement les transferts soumis à conditions, comme c'est le cas dans de nombreux pays.

Les recettes propres des CT représentent en moyenne 48 % de leurs budgets, tandis que la moyenne de l'OCDE est de 63 %. Au Brésil, en Colombie, au Honduras, au Salvador et au Nicaragua, les recettes propres des CT représentent entre 49 % et 60 % de leurs budgets, et proviennent principalement des impôts (sauf au Salvador). Les revenus propres en Argentine représentent presque

la totalité des recettes (97 %). Cependant, la plupart proviennent en réalité de la fiscalité partagée transférée par l'État central (notamment sur la valeur ajoutée), mais catégorisée comme recettes propres. Au Brésil, la part des recettes propres dans le budget des CT tombe à 35 % si l'on prend uniquement en compte les municipalités, mais atteint 79 % pour les États (la majeure partie provenant des impôts locaux)²⁷.

Dans la région, les pouvoirs des CT en matière de fiscalité sont limités, à l'exception des États ou des provinces dans les pays fédéraux. Les municipalités des pays unitaires bénéficient de bases fiscales et de pouvoirs budgétaires plus importants que les municipalités des pays fédéraux (notamment en Colombie et au Pérou), bien que, dans certains pays, elles soient également très restreintes (au Chili et au Honduras).

Comme mentionné précédemment, les transferts jouent un rôle important dans la région. La moyenne des transferts perçus par les CT représente 52 % de leur budget (la moyenne de l'OCDE étant de 37,2 %). Dans la plupart des pays, les transferts représentent entre 45 % et 58 % des budgets des collectivités intermédiaires et locales (c'est le cas au Honduras, au Salvador, en Colombie, au Nicaragua, au Chili et en Bolivie). Au Brésil, les transferts représentent 40 % des budgets aux niveaux local et régional : 65 % pour les municipalités et 21 % pour les États. Les transferts en République dominicaine, en Équateur, au Mexique et au Pérou représentent presque la totalité du budget municipal (entre 80 et 94 %). Au cours de la dernière décennie, l'importance des transferts s'est accrue dans la plupart des pays.

Les systèmes de transfert sont généralement gérés avec transparence et régularité à l'aide de formules. Mais ils sont fortement conditionnels dans de nombreux pays, notamment en Bolivie, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Salvador, au Honduras, au Mexique, au Nicaragua et en République dominicaine. En Colombie, par exemple, les dépenses obligatoires dans les domaines de l'éducation, de la santé et des services publics de base représentent 83 % des transferts courants. D'autres pays définissent le pourcentage qui doit être consacré aux investissements, notamment la Bolivie, la République dominicaine, l'Équateur, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua et le Pérou. Cela contribue à limiter la capacité des CT à planifier leur développement de manière autonome.

Un problème persistant dans la région reste l'augmentation des inégalités entre les territoires, la plus frappante étant la concentration croissante de l'activité économique dans les principales agglomérations urbaines. De nombreux pays utilisent des fonds spécifiques pour la coparticipation ou la péréquation (en Argentine, en Bolivie, au Chili et en Colombie) ou des formules de transfert incluant des variables pour réduire les inégalités (dans les pays d'Amérique centrale). Toutefois, les résultats ne sont pas satisfaisants. Dans certains cas, les transferts augmentent même les inégalités, notamment au Pérou. La BID souligne que les régimes redistri-

Encadré 2

Décentralisation budgétaire et disparités régionales en Amérique latine

La décentralisation tend à entraîner des déséquilibres budgétaires horizontaux, en accordant des pouvoirs en matière de recettes et des responsabilités en termes de dépenses à des CT dont les capacités et les besoins budgétaires diffèrent. Cette hétérogénéité s'explique par les variations de taille et de profil de leurs populations et de leurs bases économiques, ainsi que par leurs différences en termes d'efforts fiscaux, de capacité de gestion des recettes et de prestation de services. Les disparités budgétaires territoriales impliquent que seules quelques CT peuvent fournir des services adéquats. Les résultats sont les suivants :

- Il existe de grandes disparités économiques et budgétaires entre les CT dans la région, et les systèmes de transfert budgétaires existants entre les niveaux de gouvernement ne répondent pas de façon adéquate à ce problème.
- Les pays d'Amérique latine doivent réformer leurs systèmes de transfert budgétaire pour compenser de façon plus adéquate les besoins et les capacités budgétaires de leurs CT. Des programmes de péréquation exclusive à grande échelle devraient être mis en place pour promouvoir l'équité budgétaire horizontale et l'efficacité de l'utilisation et de la répartition des ressources territoriales, dont la répartition est basée sur la disparité budgétaire (différence entre les besoins et la capacité budgétaire).
- La réforme du système de transfert entre les échelons de gouvernement doit être menée dans le cadre d'un examen complet de ses principales composantes.
- En raison du caractère exhaustif du processus de décentralisation, toute réforme intégrant une péréquation budgétaire dans les systèmes de transfert devra réévaluer la répartition des ressources propres. L'efficacité de la péréquation budgétaire nécessite l'octroi de pouvoirs de taxation plus importants et plus diversifiés aux CT et d'un plus grand degré d'autonomie de gestion.
- La mise en place de programmes de péréquation budgétaire devrait s'accompagner d'actions visant à renforcer les capacités techniques, institutionnelles et administratives à tous les niveaux.
- La conception de programmes de péréquation devrait tenir compte des facteurs et des dynamiques de l'économie politique sous-jacents à une telle réforme dans le contexte de chaque pays. La stratégie politique la plus viable consiste à proposer des réformes progressives dans le temps.

Source : BID (2017), *The Potential of Equalizing Transfers*.

butifs de partage des revenus existants ne suffisent pas à compenser les principales différences de ressources des CT (voir encadré 2)²⁸.

Enfin, les CT en Amérique latine et dans les Caraïbes jouent un rôle essentiel dans l'investissement public de la région, représentant 40 % des investissements publics (ce qui reste inférieur à la moyenne de l'OCDE, établie à 57 %). L'investissement local dans les pays fédéraux et au Pérou représente entre 67 % et 77 % de l'investissement public. Les CT de cinq autres pays sont au-dessus de la moyenne (entre 44 % et 67 % au Nicaragua, en Bolivie, au Guatemala, en Équateur et en Colombie). L'Équateur, la Bolivie et le Nicaragua consacrent environ 60 % de leur budget à des investissements juridiquement contraignants. Les municipalités du Brésil réalisent 41 % des investissements publics contre 32 % pour les États fédérés, bien que les investissements locaux aient diminué ces dernières années. Enfin, quatre pays affichent des pourcentages inférieurs à la moyenne : l'Uruguay, le Honduras, le Paraguay et le Chili (entre 21 % et 12 % des investissements publics), et dans trois pays, la part des CT dans les investissements publics est inférieure à 10 % (Salvador, République dominicaine et Costa Rica).

L'accès des CT au financement est autorisé dans la plupart des pays (sauf au Chili), mais il est fortement réglementé et généralement autorisé uniquement pour les investissements (la fameuse « règle d'or »). Des contrôles stricts ont été imposés en Argentine et au Brésil après la crise de la dette, à la fin du siècle dernier. La Colombie a adopté sa « loi des feux tricolores » en 1997, qui établit les règles d'endettement, renforcées depuis par de nouvelles dispositions. La loi mexicaine sur la discipline fiscale de 2016 a accru le contrôle sur l'endettement et créé un système d'avertissement. Des seuils stricts d'endettement, d'autorisation et de garantie sont également appliqués dans d'autres pays, restreignant généralement l'accès au financement international (sauf dans certaines villes comme Quito

en Équateur et Lima au Pérou) ou limitant l'émission d'obligations (en Équateur et au Pérou). Dans certains pays, notamment en Amérique centrale, les banques publiques et les institutions spécialisées (instituts de développement municipal) ont joué un rôle central dans l'octroi de crédits locaux.

Les pays d'Amérique latine restent plus centralisés que la plupart des pays de l'OCDE en ce qui concerne le financement, avec des exemples de stagnation et d'échecs (au Mexique au niveau municipal, au Chili et au Paraguay) ou de progrès très lents (pays d'Amérique centrale et des Caraïbes), alors que les restrictions budgétaires s'accroissent dans plusieurs pays du cône Sud, à la suite de crises ou de changements de régime politique (en Argentine, Bolivie, Brésil et Équateur).

Dans la plupart des pays d'Amérique latine, la décentralisation budgétaire et politique se heurte à des défis considérables. Les budgets des CT ont augmenté, mais les déséquilibres budgétaires verticaux se sont aggravés. Les CT sont donc de plus en plus tributaires des transferts des États, ce qui affaiblit souvent l'autonomie locale et les capacités de planification du développement local. Les inégalités entre les territoires persistent ou se sont aggravées entre les régions périphériques ou frontalières et les régions centrales, qui jouissent d'un dynamisme économique plus important et de meilleures connexions. La disparité entre les compétences et les responsabilités des institutions locales impacte la mise en œuvre et l'intégration des politiques publiques, ce qui sape la décentralisation et les avancées en matière de politiques de développement territorial et affaiblit la cohésion sociale et territoriale. La décentralisation conduit à une plus grande interdépendance administrative, financière et socio-économique entre les États centraux et les CT, mais si les mécanismes de gouvernance multi-niveaux n'évoluent pas pour assurer la cohérence et l'efficacité des politiques publiques ainsi que la transparence et la responsabilisation des CT, le processus risque de s'interrompre²⁹. 🟢



Vendeuse de rue qui tisse des textiles traditionnels à Cusco, au Pérou (photo : © Julien Cavadini, bit.ly/2lBB3YN).

2.3. Relations entre les différentes sphères du gouvernement et les ODD : évolution des mécanismes de gouvernance multiniveaux

Comme indiqué dans l'introduction du présent rapport, l'Agenda 2030 a un impact direct sur la relation entre les différents échelons de gouvernement. Le dialogue et la coopération, ainsi que la participation citoyenne, sont essentiels pour une plus grande intégration et une meilleure cohésion politique. Ils contribuent à améliorer les stratégies nationales et locales de planification et de développement territorial en vue de la réalisation des ODD.

Une activiste de l'Articulation des Peuples autochtones du Brésil prononce le discours d'ouverture à l'Université de Brasilia en 2018 (photo : Raquel Aviani/Secom UnB, bit.ly/2B8ACkR).



Au cours des dernières décennies, les progrès observés dans la région, en particulier concernant les processus de décentralisation, ont conduit à un paysage institutionnel et politique plus complexe. Toutefois, que ce soit via l'intégration de l'Agenda 2030 dans les stratégies nationales et locales ou via d'autres méthodes et conceptions en soutien d'un développement territorial inclusif et durable, davantage de progrès sont nécessaires. La mise en œuvre de l'Agenda 2030 représente une occasion d'étendre les processus de changement et de relever les défis existants, en renforçant la collaboration institutionnelle.

La section suivante présente des exemples des voies empruntées par quatre pays pour construire un cadre de gouvernance multiniveaux ; elle en décrit les contradictions et tensions inhérentes. Il s'agit du Brésil et du Mexique, deux pays qui ont créé des mécanismes nationaux de haut niveau pour effectuer le suivi de l'Agenda 2030, y compris incluant la participation des CT ; et de la Colombie et de l'Équateur, qui ont opté pour des mécanismes de coordination ministérielle, mais qui bénéficient déjà d'une expérience d'identification des mécanismes de gouvernance multiniveaux.

Au cours de la dernière décennie, le **Brésil** a été considéré dans la région comme un modèle de dialogue social et interinstitutionnel. En ce qui concerne les ODD, en 2017, le gouvernement a créé une Commission nationale spécifique et a aligné son plan pluriannuel 2016-2019 sur l'Agenda 2030. La composition de la Commission était prometteuse, avec une représentation égalitaire des différents niveaux de gouvernement, y compris des CT, et de la société civile. Elle comprenait deux représentants de la CNM et deux représentants de l'Association brésilienne des entités environnementales des États (ABEMA). Plusieurs principes stratégiques ont été établis, dont l'un consistait à élaborer un plan territorialisé pour l'Agenda 2030, incluant la création de Commissions pour les ODD au niveau de l'État et des municipalités, dans le but de coordonner leur mise en œuvre en tenant compte de la nécessité de se diriger vers un « nouveau pacte fédératif » impliquant pleinement les CT³⁰.

Historiquement, le Brésil a été confronté à des problèmes majeurs de cohérence des politiques entre les différents secteurs et niveaux de gouvernement, y compris de chevauchement des responsa-

bilités, d'incompatibilité financière, d'écarts majeurs entre les compétences et les ressources à différents échelons de gouvernement, ainsi qu'à des difficultés liées aux différences entre les régions (par exemple entre le Nord-Est et le Sud), entre les zones métropolitaines et les petites et moyennes municipalités, ainsi qu'au sein même des villes. Comme mentionné ci-dessus, depuis les années 1980, le Brésil a fait évoluer ses cadres juridiques et ses politiques structurelles pour renforcer la gouvernance territoriale. Au cours de la dernière décennie, le gouvernement brésilien a mis au point plusieurs initiatives pour créer un environnement favorable aux CT et aux États fédérés, avec un « nouveau fédéralisme ». Il s'agit de renforcer la participation des CT au développement national, de favoriser les stratégies de développement territorial et d'améliorer le dialogue multiniveaux et multipartite. Le ministère des Villes et le Conseil des villes en sont un exemple marquant. Reconnus au niveau international comme mécanisme national participatif, ils sont composés des gouvernements nationaux et des CT, ainsi que des institutions et des OSC (toutes élues par la Conférence des villes). Le Conseil a le pouvoir juridique de suivre et d'évaluer la mise en œuvre des politiques nationales de développement urbain, en particulier concernant le logement et les services publics. Il fournit des conseils sur les mesures à prendre et promeut la coopération entre les États fédérés, les municipalités et le gouvernement national, en plus d'impliquer la société civile dans la formulation et la mise en œuvre de la politique urbaine nationale. Toutefois, au cours des dernières années (sous la présidence de Michel Temer), l'État fédéral a aboli les compétences du Conseil des villes dans l'organisation et la mise en œuvre de la Conférence nationale des villes (décret 9076/2017) et a reporté la Conférence nationale (en principe à 2019), sans tenir compte des processus participatifs développés depuis quinze ans³¹.

Les progrès accomplis pour définir un plan d'action des ODD ont également été limités³², et sont d'ailleurs actuellement interrompus. En outre, le fait que le nouveau gouvernement brésilien, sous la présidence de Jair Bolsonaro, poursuive ou non la Commission des ODD et l'action pour les ODD, n'est toujours pas clair. Les premières initiatives concernant la protection de l'environnement (notamment la reprise de l'exploitation des ressources de la région amazonienne et la menace de se désengager de l'Accord de Paris sur les changements climatiques), les politiques sociales (réductions sévères des dépenses de santé et d'éducation) et le respect des droits de l'Homme (augmentation de la violence contre les organisations paysannes, les communautés autochtones et LGBTQI+, par exemple) ne sont pas encourageantes. Le Brésil a également décidé de se retirer de la liste des pays soumettant un rapport au Forum politique de haut niveau (FPHN) en 2019. L'exemple du Brésil est symptomatique d'une rupture avec les politiques publiques et de leur discontinuité, qui ont entraîné un affaiblissement du processus de mise en place des mécanismes de participation et de dialogue. Le retrait du Brésil de certains engagements mondiaux aura probable-

ment un impact important, et pas seulement dans la région du Mercosur.

Dans le cas du **Mexique**, l'ancien gouvernement national a également proposé de coordonner l'Agenda 2030 au plus haut niveau, en créant un Conseil national de l'Agenda 2030 (en avril 2017) servant de passerelle entre le gouvernement fédéral et les CT, le secteur privé, la société civile et le milieu universitaire³³. Des représentants des États fédérés et des municipalités ont été invités à participer au Conseil national, au Comité de stratégie nationale et à leurs comités techniques³⁴. L'élaboration de la « Stratégie nationale pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 » et du système d'indicateurs a nécessité deux ans de consultations (par l'intermédiaire d'un Forum de citoyens et de plusieurs ateliers impliquant les municipalités). Les ODD ont été liés au budget 2018 de la fédération et la loi nationale sur la planification a été révisée pour intégrer les principes du développement durable pour une planification à long terme (vingt ans). Le nouveau gouvernement, qui a pris ses fonctions en janvier 2019, a confirmé son engagement dans la réalisation des ODD et approuvé le Conseil national, mais n'a pas exclu de réviser la stratégie.

Les efforts visant à mettre en place des mécanismes de dialogue et d'accord au niveau national ont également été transférés aux niveaux local et régional. Avec le soutien du gouvernement, la Conférence nationale des gouverneurs des États fédérés (CONAGO) a créé une commission pour la réalisation de l'Agenda 2030 et a encouragé la création de cabinets pour le suivi et la mise en œuvre (Organismos de Seguimiento e Implementación – OSI) de l'Agenda 2030, dans trente-deux États. Ces institutions ont été créées pour assurer un suivi (ou la planification) et servir d'organes de liaison entre le gouvernement, les municipalités, le secteur privé, le milieu universitaire et la société civile dans chaque État. Cependant, « plus d'un an après leur lancement, la plupart des OSI n'ont pas avancé dans ce processus (d'opérationnalisation)³⁵ ». Certains États ont introduit des initiatives visant à intégrer l'Agenda 2030 dans leurs programmes de développement (voir section 3.2 ci-dessous pour plus de détails)³⁶. Les difficultés soulignées incluent : 1) la création des OSI en tant que mécanismes *ad hoc* déconnectés des comités de planification des États, affaiblissant ainsi leur gestion ; 2) la multiplicité des Commissions concurrentes, qui entrave l'intégration transversale de l'Agenda 2030 ; 3) l'absence de mécanismes clairs pour la participation d'acteurs tels que les municipalités, le secteur privé et la société civile, ce qui met en péril leur rôle de coordination. La mise en œuvre des OSI au niveau municipal est encore plus récente et est entravée par la participation limitée des associations municipales nationales. Le cas du Mexique met en exergue certaines des difficultés rencontrées aux niveaux local et régional, susceptibles d'entraver le processus d'élaboration de politiques plus articulées. Comme mentionné dans la section suivante, le niveau et la qualité de la participation des CT à ce processus sont essentiels pour la construction de mécanismes capables de

répondre aux principes de cohérence et d'intégration de l'Agenda 2030.

Le troisième exemple, la **Colombie**, est l'un des pays affichant les progrès les plus importants dans le processus de décentralisation et de construction de stratégies de développement territorial pour les ODD en Amérique latine. Il illustre bien l'évolution des processus de gouvernance multiniveaux. Historiquement (et plus encore dans le contexte du processus de paix signé en 2016), le débat sur la décentralisation et les stratégies de développement territorial occupent une place de premier plan dans l'agenda colombien³⁷. Le gouvernement national estime qu'il est nécessaire de clarifier la répartition des compétences entre les municipalités et les départements, et d'élaborer des politiques et des mécanismes territoriaux adaptés aux nouvelles formes de gouvernance multiniveaux. À l'heure actuelle, la plupart des compétences sont partagées entre tous les niveaux de gouvernement (notamment l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement, et le logement). Les départements sont responsables de la planification et de la promotion du développement économique et social de leurs territoires. Ils doivent se coordonner avec les municipalités, qui devraient également élaborer leurs propres programmes de développement local et d'aménagement du territoire. Le gouvernement national a récemment introduit les régions (à des fins de planification et d'investissement), pour surmonter la « faible coordination » entre les différents niveaux de gouvernement, et pour promouvoir des politiques et des mécanismes susceptibles de favoriser l'intégration régionale et la compétitivité³⁸.

C'est dans ce contexte que la stratégie de mise en œuvre des ODD s'articule avec les stratégies de développement nationales et territoriales. Pour coordonner la mise en œuvre, la Commission interinstitutionnelle de haut niveau pour la préparation et la mise en œuvre effective de l'Agenda 2030 a été créée en 2016. Elle réunit la présidence, les ministères et les agences gouvernementales. Le gouvernement colombien avait d'emblée inclus la nécessité de formuler une stratégie de localisation des ODD. Profitant de l'élection de nouveaux gouvernements locaux en 2016, l'État a encouragé l'intégration des ODD dans les programmes de développement territorial (2016-2019) que les nouvelles autorités locales devaient établir³⁹. Le processus d'alignement a montré que les CT privilégiaient les ODD bénéficiant d'un financement national⁴⁰. Afin d'encourager la mise en œuvre des ODD, le gouvernement a proposé de renforcer l'utilisation de divers mécanismes tels que les Contrats de plan (pour encourager le cofinancement par le gouvernement central, les CT et le secteur privé) et les projets financés par le système général de redevances⁴¹.

Toutefois, les CT estiment que ces initiatives n'ont pas permis de répondre de façon adéquate à leurs intérêts et à leur vision (en particulier s'agissant de la distribution des ressources via le système général de participation et de redevances⁴²). Les CT comme la société civile appellent à soutenir plus efficacement les gouvernements locaux et régionaux⁴³. La

réduction des fonds (11 % entre 2015 et 2017) pour financer les projets territoriaux, et en particulier pour soutenir les municipalités bénéficiant de ressources et de capacités moindres, a exacerbé les tensions⁴⁴.

Bien qu'exposé seulement brièvement ici, le processus colombien constitue probablement l'un des exemples les plus intéressants dans la région concernant les difficultés à établir une gouvernance multiniveaux permettant d'améliorer la coordination et la cohérence des politiques publiques en vue de soutenir le développement territorial, dans le respect des principes de subsidiarité et d'autonomie locale. Un certain nombre de problèmes sont évidents : l'information, la formation et l'assistance technique pour les institutions territoriales, voire le renforcement des mécanismes de dialogue et de consensus entre les différents niveaux de gouvernement, avec, au cœur de cette problématique, le financement. Plus récemment, plusieurs territoires ont connu des tensions sociales croissantes dans le cadre d'un processus de paix complexe – notamment des plaintes pour persécution et des meurtres – ce qui a entravé les nouveaux processus de consensus au niveau local.

Les ODD en **Équateur** ont été intégrés au Plan national de développement 2017-2021 (PND) « *Toda una vida* », dont l'un des principes est le développement territorial. Le PND a été approuvé par le Conseil national de planification, sous la houlette du président, qui constitue l'organisation principale du système national décentralisé de planification participative (SNDPP). Il est composé des représentants des CT et de la société civile (assemblée plurinationale et interculturelle citoyenne). Mais la coordination de la mise en œuvre du Plan et des ODD relève du Secrétariat national à la planification et au développement (SENPLADES). Il convient de noter que le SNDPP était le principal mécanisme intragouvernemental utilisé pour mettre en œuvre, suivre et évaluer les ODD et sera, en principe, également utilisé pour les ODD. Le SNDPP a une structure complexe avec trois niveaux de coordination des politiques publiques : nationale, intersectorielle/sectorielle et locale⁴⁵.

Conformément à la Constitution (art. 280), le PND est une référence obligatoire pour toutes les institutions publiques, y compris celles qui sont décentralisées. Conformément à la loi régissant les CT (COOTAD 2010), toutes les entités publiques doivent soumettre un rapport au SENPLADES sur les progrès réalisés en matière de conformité au PND, comme condition préalable à l'approbation de leurs budgets et programmes de fonctionnement annuels.

Dans le cas de l'Équateur, le processus de coordination institutionnelle fait face à plusieurs obstacles, notamment à la complexité apparente du SNDPP en raison de la multiplicité des niveaux (PND, programmes sectoriels, plans zonaux et locaux). Il existe également un écart entre le temps nécessaire pour formuler les lignes directrices de la stratégie territoriale nationale et les programmes de développement et d'aménagement du territoire que chaque collectivité locale doit formuler au début de son mandat, ce qui entrave l'alignement

des politiques⁴⁶. À cela s'ajoute le manque de clarté résultant de la stratégie de déconcentration définie par le gouvernement national dans le PND, qui a conduit à la création d'un nombre important d'agences déconcentrées au niveau local, conduisant à « une dégradation et un éparpillement dans la coordination et l'articulation de la gestion publique des territoires⁴⁷ ». Le financement des ODD représente également un défi. La dépendance des CT vis-à-vis des transferts nationaux est particulièrement élevée (85 % des budgets locaux) et, ces dernières années, le pays a été confronté à une baisse du prix du pétrole et à une disponibilité limitée des fonds internationaux, qui ont entraîné une diminution du financement local. Le troisième obstacle est le manque de disponibilité de données et d'indicateurs de coordination, car les statistiques sont toujours générées de manière centralisée, au niveau national, bien que l'Institut national de statistique travaille au renforcement des systèmes d'information territoriaux. L'Association des municipalités de l'Équateur (AME) ainsi que certaines municipalités (notamment Quito) collaborent à la collecte des données locales. Toutefois, ce processus va être affecté par des changements importants de leadership au niveau municipal à la suite des dernières élections locales de mars 2019.

Les rapports de la société civile indiquent que si le SNDPP représente une opportunité, il présente également des défis, principalement en raison de faiblesses et de problèmes de coordination entre les institutions publiques et, en particulier, les CT⁴⁸. En ce qui concerne les CT – l'AME et la municipalité de Quito –, l'insuffisance des consultations et des informations a été soulignée⁴⁹. La complexité du processus en Équateur, exacerbée par le contexte politique national, démontre le positionnement difficile des ODD dans la construction de nouvelles modalités de gouvernance multiniveaux, malgré les efforts déployés par le gouvernement pour promouvoir un système de planification nationale participatif et décentralisé.

Certains exemples d'autres pays de la région méritent également d'être pris en compte. Plusieurs gouvernements ont créé des Commissions nationales de haut niveau, avec une large participation, y compris des CT (Costa Rica, Honduras et République dominicaine, notamment). D'autres pays ont mis en place des Commissions interinstitutionnelles ou interministérielles privilégiées (en plus de la Colombie et du Chili) ou dépendent de mécanismes de coordination sectorielle préexistants (Argentine, Salvador, Guatemala, Uruguay) ou de la coordination déléguée à un ministère ou une agence nationale (Pérou). Les procédures de participation des CT peuvent être variées : mécanismes régionaux de consultation (Pérou), signature d'accords (Argentine), renforcement des actions de formation et d'assistance, et financements de programmes (Guatemala).

La région cherche de plus en plus à élaborer des stratégies territoriales et à impliquer les CT. En outre, il faut noter que les CT représentent 41 % des investissements publics dans la région, ce qui place la coordination des investissements publics

La région cherche de plus en plus à élaborer des stratégies territoriales et à impliquer les CT, qui représentent 41 % des investissements publics dans la région.

au centre des stratégies nationales et locales de développement. Mais ces efforts d'implication des CT ne sont pas de la même ampleur dans tous les pays de la région en termes d'agenda national ou de stratégies de mise en œuvre territoriale des ODD. Dans certains cas, ils ne semblent pas constituer une priorité (Salvador et Panama). Il ne fait aucun doute que les écarts entre les processus de décentralisation de la région expliquent en partie ces différences. Toutefois, il est essentiel d'adopter des stratégies territoriales de développement solides et des mécanismes améliorés de gouvernance multiniveaux en vue de la localisation des ODD et, plus globalement, de leur réalisation. Comme indiqué dans le rapport quadriennal de la CEPAL : « L'Agenda 2030 est confronté à des difficultés en termes de capacités, de coordination avec l'échelle nationale, d'allocation budgétaire et d'autonomie dans la prise de décision, pour être adapté au niveau local et régional⁵⁰ ».

Comme l'illustrent les exemples précédents, l'institutionnalisation des mécanismes de planification et de coordination des politiques entre les stratégies nationales et locales de développement (en partant de la base vers le niveau central de gouvernement et vice versa) montre certains progrès, mais reste souvent partielle, voire précaire. Les crises successives résultant de la fragilité des économies latino-américaines, des conflits sociaux et des arrangements institutionnels pourraient rapidement saper les efforts accomplis depuis des années.

Les progrès dans les territoires et les villes de tous les pays dépendent de la volonté des gouvernements nationaux, de la participation des CT et de leur niveau d'appropriation, ainsi que des pressions exercées et des solutions effectives apportées par les communautés pour mener des initiatives sur leur territoire. Comme illustré dans la prochaine section, malgré les difficultés et les échecs, de nombreuses villes et régions pilotent des processus novateurs et contribuent de manière substantielle à la mise en œuvre de l'Agenda 2030. 🟢

3. La contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD

À l'instar des autres régions, l'Amérique latine progresse dans la mobilisation des CT pour la localisation de l'Agenda 2030. La participation des grandes villes, des réseaux régionaux et des associations nationales de municipalités s'est améliorée, et, dans les pays fédéraux, a été étendue aux collectivités régionales (Argentine, Brésil et Mexique). Dans d'autres pays, comme le Costa Rica et la Colombie et, dans une moindre mesure, en Équateur, en République dominicaine, au Pérou et en Bolivie, la mobilisation s'étend progressivement aux villes de taille moyenne, aux municipalités et départements. Comme mentionné précédemment, certains gouvernements nationaux font des efforts pour renforcer les stratégies territoriales, impliquer et soutenir les CT pour qu'elles intègrent les ODD dans leurs programmes de développement. Toutefois, ces efforts restent très variables, comme on peut le voir dans l'espace consacré aux CT dans les ENV soumis par les pays à l'ONU (voir encadré 1 ci-dessus).

3.1. Actions des réseaux et des associations de collectivités territoriales pour une plus grande appropriation de l'Agenda 2030

Les principales villes et organisations de CT cherchent à renforcer leurs engagements dans les agendas mondiaux de développement durable ; elles appellent parallèlement à mener des réformes institutionnelles et à débloquer davantage de ressources pour atteindre ces objectifs.

Initiatives régionales de diffusion des ODD et des agendas de développement

Les principaux réseaux et associations de CT de la région – la Fédération latino-américaine des villes, municipalités et associations municipales (FLACMA), Mercociudades, AL-Las (Alliance euro-latino-américaine de coopération entre les villes) et l'Union des capitales ibéro-américaines (UCCI), désormais regroupés sur la plateforme CORDIAL, et la Confédération d'associations de municipalités d'Amérique centrale et des Caraïbes (CAMCAYCA) – ont intégré l'Agenda 2030 en tant que thème clé dans leurs propres programmes et dans leurs forums nationaux et régionaux.

Dans ce contexte, la Conférence Habitat III qui s'est tenue à Quito en octobre 2016 – au cours de laquelle le Nouvel Agenda urbain a été approuvé – ainsi que plusieurs événements régionaux tels que les Forums de développement durable et les Conférences des villes organisées par la CEPAL (voir encadré 3), ont accru la visibilité des ODD et du Nouvel Agenda urbain dans le débat latino-américain⁵¹.

Dans le cadre du processus préparatoire du FPHN, des représentants des CT ont participé aux deux derniers Forums des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, organisés par la CEPAL à Santiago du Chili, en avril 2018 et 2019⁵³.

Parallèlement, la région a connu une augmentation du nombre de forums et de conférences organisés par les réseaux régionaux et les associations de CT pour promouvoir l'Agenda 2030, tels que le Sommet des maires et des gouvernements locaux de l'hémisphère organisé annuellement par FLACMA⁵⁴, les Sommets annuels de Mercociudades⁵⁵, les Congrès ibéro-américains des municipalités⁵⁶, les Forums ibéro-américains des CT⁵⁷ ou encore les Conférences interaméricaines des maires et des autorités locales⁵⁸. Il convient également de souligner le travail de plusieurs réseaux régionaux tels que Regions4 et ORU-FOGAR⁵⁹.

Les associations latino-américaines de CT ont accru leurs actions régionales de formation sur la localisation des ODD et renforcé les processus d'alignement des programmes locaux et régionaux de développement durable⁶⁰ sur les agendas mondiaux. Il convient également de mentionner d'autres initiatives de coopération régionale, avec diverses organisations internationales, sur des questions spécifiques telles que l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes dans les territoires⁶¹.

Cependant, trois ans après l'adoption de l'Agenda 2030 pour le développement durable, les CT et leurs associations débattent toujours de la façon de mettre en œuvre ces programmes. Lors d'un atelier qui s'est déroulé à Brasília en décembre 2018, les principaux réseaux nationaux et régionaux ont abordé les différentes méthodes d'accélération de la diffusion des ODD, via la simplification de la terminologie et l'utilisation de nouvelles méthodologies. Un appel a été lancé pour améliorer la gouvernance multiniveaux et multipartite et pour calculer le coût de la mise en œuvre des ODD au niveau local⁶².

Encadré 3

Plateforme des villes et zones urbaines d'Amérique latine et des Caraïbes⁵²

La CEPAL, en coopération avec ONU-Habitat et le Forum des ministres et autorités de haut niveau pour le développement du logement et de l'urbanisme en Amérique latine et aux Caraïbes (MINURVI), a proposé la création d'une plateforme des villes et zones urbaines d'Amérique latine et des Caraïbes, afin de faciliter le suivi et l'évaluation du Nouvel Agenda urbain dans la région, et de promouvoir le renforcement des capacités ainsi que les échanges d'expériences et de pratiques entre pairs. La plateforme accueillera un Observatoire urbain et un Forum virtuel pour favoriser le renforcement des capacités et promouvoir la mise en œuvre du Plan d'action régional pour la mise en œuvre du Nouvel Agenda urbain en Amérique latine et aux Caraïbes, et améliorer le degré de conformité avec la dimension urbaine des ODD aux niveaux national, régional et local.

Source : <https://www.cepal.org/es/publicaciones/44158-propuesta-plataforma-urbana-ciudades-america-latina-caribe>

Initiatives d'associations nationales

Les associations nationales de municipalités intensifient également leurs actions. En Argentine, en Bolivie, au Brésil, au Costa Rica, en Équateur, au Mexique, au Pérou et en République dominicaine, les stratégies de plaidoyer et de sensibilisation des associations nationales de CT ainsi que des gouvernements nationaux, des universités, du secteur privé et de la société civile, ont mis en avant l'importance de la localisation des ODD. Ci-dessous sont détaillés quelques exemples d'actions entreprises.

Au **Brésil**, la CNM, en collaboration avec le gouvernement brésilien, a placé l'Agenda 2030 au centre de sa stratégie de plaidoyer pour diffuser et promouvoir la localisation⁶³. Elle a mis au point des campagnes de sensibilisation, organisé des réunions (*diálogos municipalistas*), publié des guides et organisé des séances de formation (*CNM Qualifica*) sur la gestion publique et les ODD, avec l'École nationale d'administration publique (ENAP)⁶⁴. Elle a également appuyé des projets dans les municipalités (pour renforcer le réseau de stratégies des ODD) et développé un outil de suivi, le *Mandala* (voir ci-dessous « Engagement en faveur de la transparence, de la responsabilité et de la reddition des comptes »). Une autre association de CT, le Front national des maires (FNP) a participé avec la CNM à un projet visant à renforcer le réseau stratégique ODD avec le soutien de la Commission européenne. Le FNP a intégré l'Agenda 2030 dans son travail et dans ses réunions nationales annuelles pour le développement durable qui réunissent les maires des principales villes. Pour sa part, l'Association brésilienne des municipalités (ABM) a organisé pour ses plus de 300 membres un grand nombre d'ateliers sur les ODD, dans les cinq régions du Brésil, avec le soutien de l'Union européenne (UE)⁶⁵.

L'Union des gouvernements locaux du **Costa Rica** (UNGL) a signé le Pacte national pour la réalisation des ODD en 2016, lancé par le gouvernement national⁶⁶. En interne, l'UNGL a élaboré un programme de travail pour les ODD (voir encadré 4), a publié un manuel d'éthique pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 dans les municipalités du Costa Rica, en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Fondation DEMUCA, a organisé des ateliers régionaux sur les ODD et a rédigé une directive, la « Boussole des ODD » (*Brújula de ODS*), pour soutenir des projets pilotes dans dix municipalités.

En novembre 2017, la Fédération des municipalités (FEDOMU) de **République dominicaine** a approuvé une résolution sur son engagement dans la réalisation des ODD. Elle a collaboré avec le gouvernement national pour élaborer une feuille de route pour la mise en œuvre de l'ODD 11 et participé à la définition de la feuille de route de l'ODD 2 « Faim zéro ». La Fédération a également élaboré un guide méthodologique pour intégrer les ODD dans les programmes locaux, a aidé à appliquer la méthodologie MAP promue par le PNUD et a adapté l'outil municipal SISMAP pour le suivi. D'autres associations (Asociación Dominicana de Regidores ainsi que l'Union des femmes locales élues « Un Mundo ») ont également pris des engagements politiques et ont développé des activités de sensibilisation et de formation⁶⁸.

Plusieurs associations nationales de CT intègrent déjà l'Agenda 2030 dans des initiatives qu'elles ont encouragées en leur sein. Au **Mexique**, la FENAMM a été particulièrement active à cet égard⁶⁹. En **Équateur**, l'Association des municipalités de l'Équateur (AME) et le Consortium des gouvernements autonomes provinciaux de l'Équateur (CONGOPE) (voir ci-dessous) ont toutes deux encouragé le développement de formations physiques et virtuelles sur la « territorialisation » des ODD, en collaboration avec le PNUD⁷⁰. De plus, AME contribue à la collecte d'indicateurs sur les ODD 6 et 12 en collaboration avec l'Institut national de statistiques (INEC). En **Colombie**, la Fédération colombienne des municipalités promeut également divers projets qui, bien que ne se focalisant pas spécifiquement sur les ODD, contribuent à différents objectifs (renforcement de la responsabilité publique, égalité des genres, paix, justice et stabilité des institutions pour contribuer à l'ODD 16), en plus de proposer des réunions pour diffuser les ODD (sur les données locales, avec le réseau de solutions pour le développement durable – SDSN – et les universités). L'Association colombienne des villes capitales (Asocapitales) a organisé des ateliers de diffusion des ODD (notamment à Medellín en mars 2019). Parmi les divers exemples figurent également ceux en **Bolivie** de la Fédération des associations de municipalités (FMB), de l'Association nationale des municipalités (AMB) et de l'Association des conseillères féminines (ASCOBOL)⁷¹.

En janvier 2018, l'Association **chilienne** des municipalités (AChM) a tenu le premier atelier national sur les ODD destiné aux autorités municipales chiliennes, dans le cadre du Bureau exécutif de FLACMA, avec

Encadré 4

Programme de travail de l'UNGL pour les ODD⁶⁷

Le programme de travail de l'UNGL sur les ODD a été approuvé par le Conseil d'administration de l'UNGL le 20 juillet 2017 (accord 91-2017). Il comprend des activités dans six domaines :

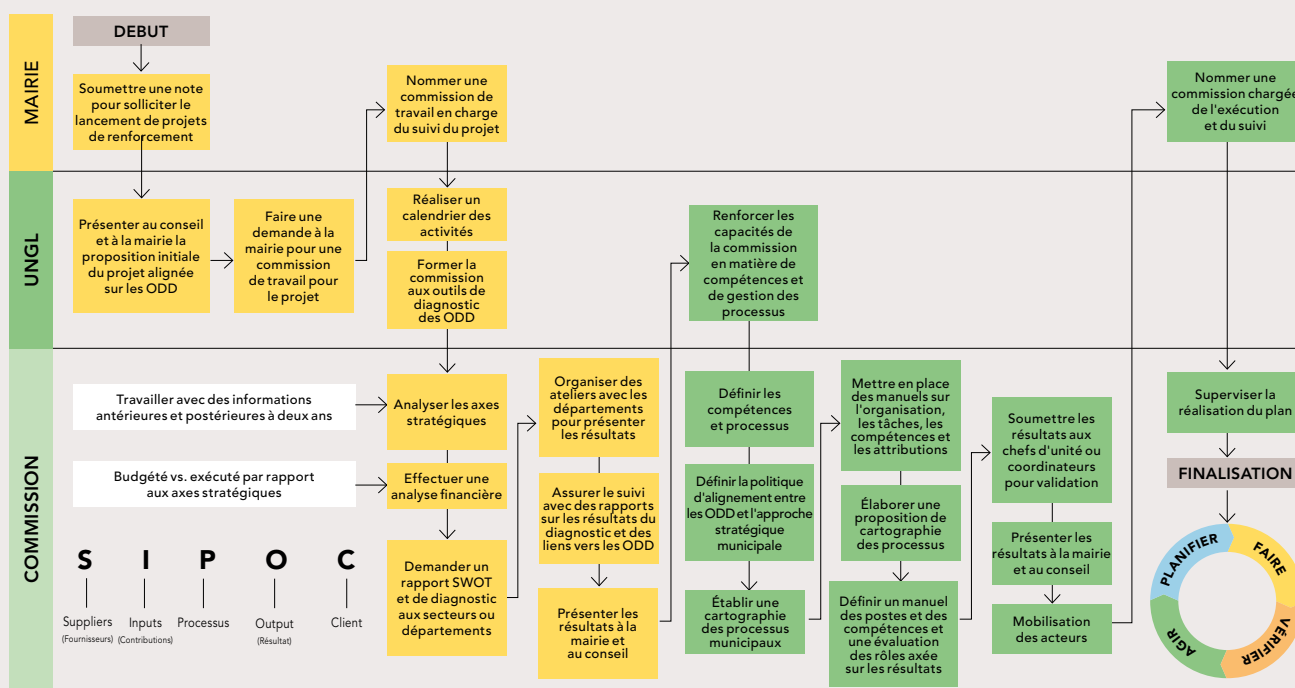
- 1) Sensibilisation et diagnostic ;
- 2) Alignement des stratégies et des programmes ;
- 3) Renforcement des capacités ;
- 4) Suivi et évaluation ;
- 5) Responsabilisation ;
- 6) Alliances.

En 2018, le programme de travail a favorisé l'alignement des ODD et des programmes de développement local dans quinze municipalités.

Source : UNGL-CAM, *Programme d'amélioration des CT* (PowerPoint) et réponse au questionnaire 2019 de CGLU sur le rôle et la participation des associations de CT, complétée par l'UNGL.

Graphique 2

Processus de mise en œuvre des ODD dans les municipalités membres de l'UNGL (Costa Rica)



Source : UNGL-CAM, Programme pour l'amélioration des gouvernements locaux (PowerPoint) ; et réponse de l'UNGL à l'enquête 2019 de CGLU sur le rôle et l'implication des associations de gouvernements locaux et régionaux.

des représentants d'autres associations de la région (Brésil, Bolivie et Costa Rica)⁷². En janvier 2019 elle a organisé, une nouvelle fois, une formation municipale sur le thème « Pouvoirs communs, citoyenneté et développement local » à Santiago du Chili, en se concentrant sur la mise en œuvre des ODD dans les municipalités⁷³. En mars 2019, FLACMA a organisé, aux côtés de l'ACHM, un Congrès programmatique à Santiago du Chili, dont les objectifs étaient fondés sur l'intégration de l'Agenda 2030 et d'autres accords mondiaux. Plusieurs associations, telles que l'Association nationale des municipalités de la République du **Guatemala** et l'Association des municipalités du **Honduras**, ont intégré les ODD dans leurs programmes de travail⁷⁴.

Dans d'autres pays, le processus reste relativement balbutiant. Au **Pérou**, deux associations – l'Assemblée nationale des gouvernements régionaux (ANGR) et l'Association des municipalités du Pérou (AMPE) – ont offert un appui et proposent une formation pour créer des programmes locaux et régionaux de développement participatif. Au **Venezuela**, les agences des Nations unies, en collaboration avec d'autres acteurs, ont lancé la « Caravane des ODD » pour faciliter le dialogue sur les ODD au niveau local, entre les CT, les partis politiques, les entreprises, les organisations sociales et le monde universitaire. Au total, douze dialogues locaux ont déjà eu lieu, impliquant 1 300 participants⁷⁵.

Malgré les efforts de divers réseaux et associations, le degré de participation des CT et la sensibilisation des citoyens restent encore limités. Un soutien accru est nécessaire, en particulier de la part des gouvernements nationaux et des organisations internationales, pour promouvoir des campagnes de sensibilisation au-delà des grandes villes ou des quelques villes intermédiaires plus innovantes. Les associations doivent passer des déclarations à l'action, en s'appuyant sur les outils mis au point par leurs pairs, et en développant des mécanismes de soutien pour toucher la majorité des territoires. Malgré ces problématiques communes à la région, plusieurs mouvements sociaux mobilisent la société civile contre l'engagement insuffisant (voire inexistant dans certains cas) des gouvernements et des parlements nationaux, pour lutter contre la crise environnementale et les modèles actuels de développement. Plusieurs autorités et CT sont à la tête de ces mouvements et initiatives. 🌱

3.2. Progrès des CT en matière d'intégration de l'Agenda 2030 dans les politiques locales

Des progrès graduels ont été réalisés par les CT dans l'alignement des agendas de développement avec l'Agenda 2030 et le Nouvel Agenda urbain, favorisant des stratégies territoriales qui contribuent au développement durable. Plusieurs collectivités régionales et grandes villes progressent rapidement. Les expériences de ces dernières sont abordées en détail dans le chapitre Villes métropolitaines du présent rapport. Des exemples d'alignement aux niveaux régional et des villes et des communes sont présentés ci-dessous.

Exemples de progrès des collectivités régionales

Les collectivités régionales ou intermédiaires de la région peuvent jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre des ODD. Dans les pays fédéraux (Brésil, Mexique et Argentine) ou dans les pays unitaires décentralisés (Colombie, Équateur et Pérou), ces collectivités ont souvent des compétences et des ressources importantes. L'alignement à ce niveau est donc essentiel pour promouvoir les stratégies de développement territorial et pour soutenir les collectivités intermédiaires et les petites CT, qui disposent de moins de ressources pour aligner leurs stratégies de développement et mettre en œuvre les ODD au niveau local.

En Argentine, au Brésil et au Mexique, par exemple, les États représentent entre 67 % et 77 % des investissements publics ; et les principales responsabilités dans un certain nombre de domaines sont étroitement liées à l'Agenda 2030. C'est le cas notamment de la planification de l'utilisation des terres, du développement économique, de la durabilité environnementale et de l'inclusion sociale. Au **Brésil**, plusieurs États alignent leurs programmes de développement avec les ODD. Dans l'État de Minas Gerais, par exemple, ce processus passe par l'intermédiaire du Secrétariat de la planification avec l'appui du Centre Rio + (Centre mondial pour le développement durable), une initiative du PNUD. Cela implique notamment un rapprochement avec les territoires, par l'intermédiaire de dix-sept forums régionaux organisés dans diverses parties de l'État, ainsi que la volonté d'impliquer divers secteurs de la société, qui se sont réunis pour discuter de l'avenir de la planification locale.

En **Argentine**, le Conseil national de coordination des politiques sociales (CNCPS), qui coordonne l'Agenda 2030 avec l'appui du PNUD, a signé, au cours des deux dernières années, dix-huit accords avec les provinces, pour mettre en œuvre les ODD dans les territoires. Les provinces les plus actives sont Corrientes, Jujuy, Neuquén, Salta, San Juan, Santa Fe, Tierra del Fuego et Tucumán (voir encadré 5). Toutes ont des référents désignés et ont fait des progrès dans divers domaines (alignement des ODD avec leurs plans stratégiques ou programmes au niveau provincial, établissement de cibles prioritaires, identification des programmes et indicateurs)⁷⁶. Par exemple, la province de Córdoba, qui a signé l'accord avec la CNCPS, donne la priorité à l'inclusion sociale et au bien-être. Elle a utilisé le canevas des ODD pour développer sa Vision 2030 en encourageant la participation de la société civile et du secteur privé. La province travaille actuelle-

Encadré 5

Plan Nord pour la province de Santa Fe⁷⁸

Le Plan Nord de la province de Santa Fe vise à développer la partie nord de la province, afin de réduire les disparités sociales, économiques et territoriales existantes. Le plan aligne chacun des objectifs de développement sur les différents ODD auxquels ils sont liés. Ainsi, par exemple, l'objectif « Garantir une prestation de services publics de qualité : eau, énergie, gaz et eaux usées » est aligné sur les ODD 1, 6 et 7.

Ce plan est accompagné par une stratégie participative de suivi et d'évaluation, avec des indicateurs locaux basés sur les indicateurs officiels des ODD. Le suivi du plan a révélé certaines difficultés en matière de données et de gestion. Les éléments suivants sont nécessaires pour améliorer les données :

- Indicateurs pour mesurer les effets directs des actions effectuées ;
- Indicateurs de couverture de la population bénéficiaire ;
- Ventilation des informations par localité (municipalités, communes et zones) et par sous-juridictions équivalentes (départements, nœuds, régions éducatives, régions sanitaires, zones techniques EPE [Entreprises provinciales de l'énergie]) ;
- Mesures régulières pour faciliter un suivi efficace.

En ce qui concerne la gestion des données, il a également été noté que :

- La production et l'utilisation des informations sont essentiellement axées sur les intrants et les extrants, ce qui complexifie la mesure des résultats et des impacts ;
- L'établissement d'objectifs mesurables au niveau local est indispensable pour un suivi et une évaluation efficaces ;
- La circulation des informations entre les organismes doit être renforcée et stimulée ;
- La communication interne et externe est cruciale pour assurer la transparence et l'ouverture.

Source : <https://www.santafe.gov.ar/index.php/web/content/view/full/205735>

ment avec l'OCDE à la conception d'un système d'information sur les ODD⁷⁷.

Au **Mexique**, en 2016, la Conférence nationale des gouverneurs a créé la Commission exécutive pour le respect de l'Agenda 2030, qui, comme indiqué ci-dessus, travaille à la création d'OSI dans les 32 États du pays (bien qu'ils aient été établis dans 31 États, leur fonctionnement reste encore partiel)⁷⁹. Au début de l'année 2019, seuls 9 États avaient atteint un niveau avancé d'alignement, 7 avaient aligné leurs objectifs avec les principes directeurs et 19 n'avaient pas encore aligné leurs objectifs. L'État du Mexique a choisi d'aligner officiellement son Programme de développement d'État 2017-2023 avec les ODD, un processus inclusif qui a impliqué les principaux acteurs nationaux. Ce programme définit une approche intégrée du développement territorial, reposant sur quatre piliers (social, économique, territorial et sécuritaire), ainsi qu'une série de principes transversaux qui comprennent l'égalité des genres et l'amélioration de la gouvernance, la connectivité et la technologie. L'État de Colima, qui a demandé la collaboration du monde universitaire pour développer un mécanisme de technologie de l'information, constitue un autre exemple intéressant. Au total, 958 programmes et sous-programmes connexes ont été identifiés, et une base de données a été créée pour déterminer le degré d'alignement, les budgets et les opérations des programmes pour la mise en œuvre des ODD. Selon l'Examen national, l'État de Hidalgo a généré un cadre normatif qui intègre la planification à long terme, conformément aux ODD et parallèlement à l'alignement de ses programmes stratégiques. Les États de Morelos et Campeche ont inclus une proposition d'objectifs et d'indicateurs pour effectuer le suivi des ODD dans leur rapport au gouvernement de 2018⁸⁰. L'État d'Oaxaca a également fait des progrès. Après la Ville de Mexico, c'est la première CT du pays à publier son propre Examen local volontaire (voir encadré 6).

Les Examens locaux volontaires (ELV) ont de plus en plus de succès parmi les CT désireuses (et en mesure) de collecter des informations et des données sur la localisation et la mise en œuvre des ODD dans leurs territoires et communautés. Dans le but d'améliorer et de compléter les informations fournies par les gouvernements nationaux sur les initiatives et les actions des CT, de nombreuses villes et régions du monde ont utilisé les ELV pour sensibiliser leurs citoyens, gagner en visibilité et participer en tant que pairs au débat mondial sur la réalisation des ODD. Outre la Ville de Mexico et l'État d'Oaxaca, Barcarena et l'État de Paraná au Brésil, Buenos Aires en Argentine (en ce qui concerne l'ODD 16) et La Paz en Bolivie figurent parmi les exemples notables d'Amérique latine.

La **Colombie** figure parmi les exemples d'alignement les mieux documentés. Selon une analyse réalisée en 2017 (mentionnée dans la section précédente), sur 32 programmes départementaux (niveau intermédiaire) et 31 programmes municipaux des capitales de chaque département, le lien avec les ODD est élevé dans 24 % des plans, moyen dans 38 % d'entre eux, et reste général ou limité dans les

Encadré 6

Examens locaux volontaires au Mexique : Ville de Mexico et Oaxaca

Un nombre croissant de CT latino-américaines se sont engagées dans un processus d'élaboration des ELV, reflétant leur engagement à atteindre les objectifs mondiaux. Au Mexique, l'État d'Oaxaca et la Ville de Mexico ont lancé leurs propres ELV en 2018 et 2019 respectivement. Les deux rapports offrent un aperçu des stratégies globales mises en œuvre pour faire progresser les ODD dans leurs territoires. Les deux CT détaillent la création de mécanismes de coordination, de surveillance et de suivi à plusieurs niveaux (*Consejos para el Seguimiento del Agenda 2030* et comités techniques) et les activités de renforcement des capacités, mises en œuvre pour promouvoir l'appropriation des objectifs par tous les acteurs de la société. À Mexico comme à Oaxaca, des indicateurs locaux ont été mis en place pour rapprocher les objectifs mondiaux de la réalité locale. À Mexico, 69 % des objectifs de l'Agenda 2030 ont été identifiés comme alignés sur le programme de développement municipal 2013-2018, tandis que les 690 indicateurs identifiés dans le Monitoreo CDMX, un outil de cartographie librement accessible en ligne, ont été alignés sur 16 des 17 ODD. L'ELV de Mexico indique que des actions sont en cours pour intégrer les résultats des comités techniques dans le nouveau programme de développement du gouvernement local, en s'appuyant sur le travail de cartographie.

À Oaxaca, les 240 indicateurs de l'Agenda 2030 ont été mis en correspondance avec les 97 indicateurs des budgets de l'État, et, en 2019, la révision du Programme de développement de l'État (PED) 2016-2022 a permis de commencer à aligner le PED avec les ODD. Des actions ont également été menées au niveau local, mettant l'accent sur la promotion de la participation civile par la création de 547 conseils municipaux de développement social. Un guide sur les programmes municipaux de développement durable a été élaboré en collaboration avec la GIZ, qui a également collaboré, avec les comités techniques, à la mise en œuvre d'un projet pilote participatif de planification locale dans dix municipalités.

Source : CDMX 2030 (2018), *Informe de la Agenda 2030 para el Desarrollo Sostenible en la Ciudad de México* ; Oaxaca 2030 (2019), *Revisión Estatal Voluntaria*.

38 % restants⁸¹. Il convient toutefois de souligner que, bien que tous les départements soient inclus dans cette analyse, les municipalités ne représentent qu'un échantillon de 5 % sur l'ensemble du pays. Aux deux niveaux – départemental et municipal –, un tiers des ODD sont devenus des priorités, principalement en ce qui concerne l'éducation (ODD 4), la santé (ODD 3), la paix et la justice (ODD 16), l'eau et l'assainissement (ODD 6), le développement économique et la création d'emplois (ODD 8). L'ODD 11 reste important pour les villes, tandis que les infrastructures (ODD 9) et l'alimentation (ODD 2) revêtent une importance similaire pour les départements. Les ODD 12, 14, 15 et 17 sont les moins priorités. Selon une autre source, qui a analysé la mesure dans laquelle les ODD étaient soit « totalement intégrés », soit seulement « partiellement intégrés » (via le maintien d'actions sectorielles isolées), les ODD ne sont que partiellement intégrés dans 15 départements et le sont davantage dans 6 départements⁸².

En **Équateur**, CONGOPE a encouragé l'adoption d'un programme aligné sur les ODD pour l'égalité entre les territoires et la réduction de la pauvreté 2017-2022 dans la province de Cañar⁸³. Cette association contribue également au projet « Équateur, territoire des ODD », mené par la Fondation pour l'avenir de l'Amérique latine (FFLA) et le Groupe FARO (avec l'appui de l'UE) pour soutenir la mise en œuvre et le suivi des ODD dans les provinces équatoriennes. Jusqu'à présent, divers progrès ont été réalisés dans les provinces de Manabí, de Nayo, de Saint-Domingue, des Galapagos et d'Azuay⁸⁴. L'expérience du district métropolitain de Quito a impliqué l'agence de promotion économique CONQUITO, le Secrétariat de la planification et la Commission métropolitaine des relations internationales, dans diverses actions. Elle a aussi intégré plusieurs ODD dans le Plan de ville 2030 (actuellement en développement). La municipalité a convoqué les quartiers de la capitale pour « co-construire » une stratégie de communication sur les 17 ODD.

Au **Paraguay**, l'ENV 2018 reflète l'adoption de 17 programmes de développement départemental et de 244 programmes de développement au niveau des districts « élaborés à la lumière » du Programme national de développement 2030. La création d'organes de suivi a également été planifiée, mais il manque des informations précises sur le degré de mise en œuvre, et l'Organisation paraguayenne pour la coopération intermunicipale (OPACI), qui regroupe les municipalités du pays, n'est que peu informée sur le processus⁸⁵.

Progrès des villes et des municipalités

En lien avec les actions des régions et des grandes villes, le processus d'alignement avec les ODD s'étend aux villes intermédiaires, bien que ce processus reste plus lent. Cela est crucial dans une région où la dynamique d'urbanisation est de plus en plus orientée vers des systèmes urbains intermédiaires et délaisse le schéma des mégavilles (dans lesquelles la croissance commence à marquer le pas et où la population commence à diminuer). Étendre la participation des villes intermédiaires constitue à la fois une priorité et un défi qui exigeront le soutien des gouvernements nationaux et, dans les pays fédéraux, des gouvernements régionaux. Encourager les villes intermédiaires à adopter le concept de localisation peut, d'une part, améliorer la qualité des politiques publiques au niveau local et,

d'autre part, permettre de capitaliser et de mettre en évidence les nombreuses innovations dans les territoires.

Au **Brésil**, plus de 70 municipalités alignent et mettent en œuvre des projets liés aux ODD dans au moins huit États : Goiás, Paraná (54 municipalités), Minas Gerais (8 municipalités), Amazonas, Piauí, Santa Catarina, São Paulo et l'Association des municipalités de Pernambuco⁸⁶. Barcarena figure parmi les exemples fréquemment mentionnés, avec l'alignement des ODD sur le nouveau Plan gouvernemental 2017-2020 et le Plan participatif pluriannuel 2018-2021 qui, via un processus de participation, a permis d'identifier sept problématiques majeures : la pauvreté et la faim, le genre, la santé, l'éducation, la croissance économique et les partenariats, l'environnement et la paix. En juin 2018, la ville a coorganisé la 3^e Réunion nationale de Rede ODS Brasil : « Quels sont les défis et possibilités de la mise en œuvre des ODD au Brésil⁸⁷ ? »

En **Argentine**, des villes intermédiaires comme Godoy Cruz et 18 autres municipalités de la province de Mendoza, les villes de Córdoba et Villa María dans la province de Córdoba, San Justo dans la province de Santa Fe, les municipalités de Lanús, Moreno, San Antonio de Areco et General Alvarado ou Vicente López dans la province de Buenos Aires, ont encouragé l'adoption de nouveaux plans de planification de l'utilisation des terres, dans le cadre des ODD⁸⁸. La ville de Buenos Aires est à l'avant-garde du processus de localisation, avec l'alignement de ses plans locaux, l'augmentation de la sensibilisation (Jeux olympiques de la Jeunesse 2018) et la hiérarchisation des ODD⁸⁹. En août 2018, elle a lancé le premier rapport sur la mise en œuvre de l'ODD 16 et des indicateurs localisés : gouvernement ouvert, institutions responsables, participation et inclusion (pour plus d'informations, voir le chapitre sur les zones métropolitaines). En **Uruguay**, le Plan stratégique *Canario 2030* de Canelones figure parmi les initiatives à souligner.

Au **Mexique**, près d'une centaine de municipalités du Chiapas, de Cohauila, de Colima, de l'État de Mexico et de Tlaxcala ont pris des mesures pour créer des OSI pour les ODD. Au niveau national, l'Institut national pour le fédéralisme et le développement municipal (INA-FED) encourage l'adoption d'un programme visant à renforcer les capacités des CT en matière d'opérationnalisation des ODD⁹⁰.

En **Colombie**, aux côtés des municipalités de Bogota et de Medellín (dont les actions sont abordées dans le chapitre sur les zones métropolitaines), plusieurs municipalités font la promotion de projets locaux dans des zones qui, bien qu'elles ne soient pas toujours étiquetées comme actrices des ODD, contribuent directement à leur réalisation, notamment concernant le développement de l'énergie abordable et non polluante pour les transports et l'éclairage public (Bucaramanga et San Jeronimo), l'assainissement (Armenia), l'environnement (écosystèmes terrestres à Barranquilla ; reboisement à Ibagué et protection de la vie sous-marine à Cartagena), la gestion des déchets et le changement climatique (Bucaramanga, Cartagena, Cali et

La dynamique d'urbanisation est de plus en plus orientée vers des systèmes urbains intermédiaires et délaisse le schéma des mégavilles, dans lesquelles la croissance commence à diminuer.



San Pedro La Laguna, Guatemala (photo : Bradford Duplisea, bit.ly/2M3EWYV).

Villavicencio), les données libres et la prévention des catastrophes (Cartago et Chinchina).

En **Équateur**, on peut citer principalement les exemples de Cuenca et Ibarra, et de Lago Agrio, Durán, Guamote, Qunindé, Rumiñahui et Francisco de Orellana (protection des zones protégées amazoniennes) et d'Ambato (processus productifs)⁹¹. Cuenca et Ibarra ont toutes deux aligné leurs nouveaux programmes de développement avec les ODD : le Plan opérationnel annuel à Cuenca et *Vision Ibarra 2030*⁹².

En **Bolivie**, hormis le cas de La Paz, la coordination avec le gouvernement national a permis aux capitales départementales, ainsi qu'à El Alto et à deux villes intermédiaires, de participer à un projet de territorialisation des ODD. Ce projet vise également à améliorer l'efficacité et la qualité de la gestion, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques publiques territoriales⁹³. La municipalité de Sucre a défini sa « stratégie de localisation des ODD » avec le soutien du PNUD et la participation étendue du secteur privé, du monde universitaire et de la société civile.

En Amérique centrale et dans les Caraïbes, les expériences de dix municipalités pilotes du **Costa Rica** (Desamparados, Barva, Mora, Osa, Golfito, Aserri, Pococi, Carrillo, Naranjo et Zacero) ont déjà été mentionnées. En **République dominicaine**, des efforts sont déployés par diverses municipalités pour lutter contre les changements climatiques (Neyba), intégrer la gestion des déchets (Santo Domingo, Terrena, Monte Plata, San Pedro de Macorís, Bayaguana et Punta Cana) et promouvoir le reboisement (Sabana Grande). Au **Guatemala**, le Secrétariat

à la planification (SEGEPLAN) a conçu une nouvelle méthodologie pour permettre l'intégration des ODD dans les programmes de développement local. En 2018, 91 municipalités avaient déjà progressé dans cette voie, mais en raison des élections de 2019 à tous les échelons du pays, les progrès ont depuis lors ralenti. Le Guatemala envisage d'adopter les classements utilisés dans la gestion municipale, comme critère de répartition des ressources pour les CT. Un exemple d'intégration réussie se distingue particulièrement à ce jour : celui de la municipalité de Salcajá (dans la province de Quetzaltenango), qui a inclus la localisation des ODD dans la réglementation locale de sa planification territoriale⁹⁴. Enfin, selon l'ENV 2017 du **Honduras**, le Secrétariat à la coordination du gouvernement général a, dans le cadre d'un projet pilote soutenu par le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies, accompagné les municipalités de Colinas, Santa Barbara, San Pedro Sula et Tegucigalpa dans la réalisation d'un diagnostic aux niveaux institutionnel et local. En outre, dans ces deux dernières localités, ainsi qu'à Santa Rosa de Copán, un projet pilote a été lancé pour appuyer la gestion axée sur les résultats au niveau municipal et sensibiliser les techniciens à l'Agenda 2030 dans les services de planification, de budgétisation, de suivi et d'évaluation.

Il convient de souligner que, dans toute la région, de nombreuses municipalités plus petites – en particulier dans des contextes ruraux ou isolés – ont également mis en œuvre des initiatives efficaces pour développer de nouvelles approches du développement territorial durable, comme l'exigent de nombreux agendas mondiaux (voir encadré 7).

Exemples de bonnes pratiques en matière de développement territorial durable dans les municipalités rurales

San Pedro La Laguna, Guatemala : Municipalité durable axée sur la demande locale. San Pedro La Laguna est une petite ville rurale et une destination touristique du Guatemala, caractérisée par sa population mixte Ladino et Maya (environ 10 000 habitants) rassemblée par une cause commune : préserver la planète et la ville. Le maire a fait la promotion d'un plan participatif et durable, visant à abolir l'utilisation des plastiques dans la cité, située sur les rives du lac Atitlán. L'ordonnance municipale s'est heurtée à l'opposition de l'Association nationale des producteurs de plastique, qui l'a considérée inconstitutionnelle. À la suite d'une décision favorable de la Cour constitutionnelle du pays, l'initiative a entraîné une réduction de 80 % de l'utilisation des plastiques dans la cité. Grâce à l'engagement des résidents et des participants, les déchets sont maintenant séparés avant la collecte, ce qui améliore les taux de recyclage et la vente de sous-produits. L'initiative a amélioré l'image et la qualité de vie à San Pedro. En outre, la qualité de l'eau s'est améliorée, les stocks de poissons ont augmenté et le tourisme s'est développé dans toute la région du lac. La municipalité a reçu un prix pour l'environnement de la part du Président de la République, et huit autres municipalités se sont jointes à l'initiative⁹⁵.

Valle Del Itata, Chili : « Programme des zones en retard » (2016-2019). Depuis 2016, le ministère national des Travaux publics, le sous-secrétariat du Développement régional (SUBDERE), l'Association des neuf municipalités de la vallée d'Itata, ainsi que des acteurs publics et privés, ont intégré les ressources disponibles au niveau national avec les programmes de développement durable locaux et les demandes territoriales, via un processus de développement participatif. Ce processus est centré sur la relance des activités traditionnelles de la région en matière de vin, de pêche et de tourisme, et la réduction des investissements dans les solutions d'extraction ou consommant des ressources de façon intensive (par opposition à l'élevage de saumons à Cobquecura). Ce cadre, fondé sur le dialogue, la collaboration et la gouvernance multiniveaux, a relancé le potentiel de capital social et les savoirs traditionnels de la région. Toutefois, le programme est confronté à un nouveau défi, puisque le changement climatique et l'appauvrissement de l'environnement menacent les sources existantes d'eau potable dans toute la région. Le consortium cherche maintenant de nouvelles sources d'eau fiables, avant que la population ne soit plus gravement touchée⁹⁶.

Toribío, Colombie : « Plan 2016-2019 : Ensemble pour la paix du territoire ». Les 30 000 habitants indigènes Nasa de cette petite municipalité du département de Cauca, située dans la région montagneuse du pays, ont préservé pendant des décennies leur culture et leur autonomie, même lors des conflits armés entre les différents groupes du territoire. Leur lutte se réclame des valeurs traditionnelles Nasa, fondées sur la protection de l'environnement, le bien-être et la préservation de leur identité, conformément au « plan de vie » de la communauté défini comme le temps que met une génération à prendre la place de la précédente. Le Plan 2016-2019 de la communauté constitue une tentative ambitieuse pour fusionner ce besoin ancestral avec une stratégie à long terme pour la paix dans le pays et pour l'aligner sur les exigences des ODD⁹⁷.

Engagement pour la transparence, la responsabilisation et la reddition des comptes

La mise en place de systèmes de suivi robustes et d'indicateurs réalistes et mesurables est essentielle pour mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des ODD, tant au niveau national qu'au niveau local. C'est une question complexe, car les indicateurs définis par l'ONU sont très éloignés des quotidiens, des capacités des CT en général, et de l'Amérique latine en particulier. Cependant, il est possible de résumer les expériences de certaines villes, conscientes de la nécessité de rendre compte de leurs progrès aux citoyens.

Au **Brésil**, le CNM a mis au point un système de suivi, avec des indicateurs adaptés aux différentes catégories de municipalités – le *Mandala* – qui comprend 24 indicateurs alignés sur les ODD dans les domaines économique, social, environnemental et institutionnel⁹⁸ (voir graphique 3).

Au niveau régional, l'État de Paraná au **Brésil** a fait des efforts importants pour suivre les progrès des ODD aux niveaux régional et local, en particulier concernant la durabilité environnementale, en

collaboration avec une entreprise publique (Itaipu Binacional) et le PNUD⁹⁹. Une plateforme a été développée, regroupant 67 indicateurs environnementaux et sociaux au niveau municipal, étatique et fédéral. Ils sont utilisés dans 110 municipalités de 14 États, ainsi que dans d'autres villes de la région de Piauí.

Medellín (**Colombie**) et son Programme de développement 2016-2019, qui inclut des éléments novateurs pour le suivi, l'évaluation et la responsabilisation, constitue un autre exemple. Cette ville colombienne a en effet créé son propre système d'indicateurs pour démontrer comment la ville atteint les différents objectifs liés aux ODD. En outre, l'alliance interinstitutionnelle privée « Medellín Cómo Vamos ?¹⁰⁰ » agit dans la ville depuis de nombreuses années. Son principal objectif est d'évaluer la qualité de vie et de suivre en continu le programme de développement de la ville. Un mécanisme similaire existe dans 36 municipalités colombiennes, notamment à Bogotá¹⁰¹. D'autres villes (Calí, Florencia et Montería) et certains départements (Cauquetá, Nariño et Quindío) ont également fait des progrès dans le suivi et la mesure des objectifs. Pour sa part, le gouvernement colombien a mis au point plusieurs outils pour

aider les CT dans leurs processus de suivi et d'évaluation : le Système d'information sur l'évaluation des performances (*Sinergia*) et *Terridata*¹⁰².

Le **Mexique** dispose d'un système d'information sur les Objectifs de développement durable (SIODS), développé conjointement par l'organe de coordination de la stratégie numérique nationale du cabinet du Président de la République et l'Institut national de statistique et de géographie (INEGI). Ce système fournit des informations géoréférencées sur les progrès réalisés dans le suivi de l'Agenda 2030. De même, l'Institut national de statistique et informatique (INEI) du **Pérou** a fait des progrès dans la mise en place d'un système de surveillance et de suivi des indicateurs sur les Objectifs de développement durable, avec un site Web fournissant des données sur les indicateurs par département. Comme mentionné ci-dessus, l'Équateur fait des efforts continus en la matière.

Malgré ces initiatives, la localisation des indicateurs et des systèmes de suivi en est encore à un stade précoce. Si des méthodes de suivi et d'évaluation appropriées ainsi que des systèmes d'information robustes ne sont pas définis à

l'échelle territoriale, il sera très difficile de présenter des résultats fiables sur les processus de mise en œuvre des ODD. Il serait effectivement impossible dans ce cas de faire progresser les processus de responsabilisation ou d'en tirer des leçons et d'exploiter les innovations portées par les territoires. C'est un défi qui va bien au-delà des CT, de leurs réseaux et associations, et qui concerne également les gouvernements nationaux et les organisations multilatérales.

Comme indiqué précédemment, le processus de localisation dans la région progresse, mais bon nombre des exemples décrits ici en sont encore à une étape préliminaire, à la phase d'alignement ou au début de la mise en œuvre. Des efforts importants sont nécessaires de la part des villes, des régions et des gouvernements nationaux, pour capitaliser sur les bonnes pratiques et étendre leur diffusion. Celle-ci est possible via des échanges directs et des politiques permettant de donner une plus grande impulsion à la localisation, conformément aux principes d'exhaustivité et de multidimensionnalité de l'Agenda 2030, de transparence, de responsabilisation et de reddition des comptes. 🟢

Graphique 3

Mise en pratique du *Mandala* dans la ville de São Paulo



Source : *Mesurer les avancées du programme mondial dans les municipalités : « Mandala des ODD ».*

3.3. Politiques locales et régionales en Amérique latine conformes à l'Agenda 2030

Comme souligné dans les sections précédentes, en Amérique latine les CT progressent dans la territorialisation de l'Agenda 2030. Ces efforts sont soutenus par des initiatives visant à adopter des stratégies territoriales, qui abordent les problèmes découlant des modèles de développement existants, contribuent à la durabilité de l'environnement, réduisent l'exclusion sociale, favorisent un développement économique plus inclusif et une gouvernance plus transparente et participative, et rétablissent la confiance des citoyens dans leurs institutions.

Bon nombre des objectifs énoncés dans les ODD ont déjà fait l'objet de politiques précédant leur adoption. Certaines pratiques reflétant la diversité et les défis auxquels sont confrontés les CT dans la région, ainsi que leur capacité à fournir des réponses novatrices, sont examinées ci-dessous.

Lutte contre les changements climatiques et résilience, dans une région de plus en plus vulnérable

À l'instar des autres continents, de nombreuses villes et régions d'Amérique latine jouent un rôle décisif dans la lutte contre le changement climatique, la promotion et la préservation de la biodiversité. Il existe de nombreux exemples de villes – notamment Quito, Buenos Aires ou Rio de Janeiro (voir le chapitre sur les zones métropolitaines pour plus de détails) – qui ont élaboré des politiques urbaines dans le cadre de leurs plans stratégiques de lutte contre le changement climatique. Voici quelques exemples des mesures prises dans certains de ces domaines : transports, énergies renouvelables, gestion des déchets, systèmes alimentaires locaux, résilience et protection de la biodiversité.

Les **transports** sont la cause d'une bonne partie des émissions de CO₂ générées dans la région. Les flottes de véhicules ont augmenté plus rapidement que les économies de la région au cours de la période 2005-2015, mais sont en baisse dans les villes où l'utilisation des transports publics est suffisamment importante (Montevideo, Bogota, Santiago et São Paulo)¹⁰³.

L'accès aux transports est l'un des indicateurs définis dans les ODD (11.2). Au cours de la dernière décennie, les villes d'Amérique latine ont favorisé la modernisation des transports publics via la construction et l'extension des métros et tramways (Buenos Aires, Mexique, Panama et São Paulo) et la modernisation des trains de banlieue (dans les villes brésiliennes, Buenos Aires et Santiago). L'initiative la plus importante a été la mise en place de systèmes d'autobus de transit rapide, une mesure qui a été étendue à la plupart des grandes villes, y compris Bogota, Quito, Lima, Santiago, Curitiba et Monterrey. Parallèlement, des progrès ont été accomplis pour se diriger vers des systèmes de transport urbain plus intégrés, comme à Belo Horizonte¹⁰⁴, Medellín¹⁰⁵ et Mexico¹⁰⁶, et pour offrir des billets combinés pour le transport multimodal à Fortaleza¹⁰⁷. Buenos Aires, Guadalajara Ville de Mexico, Montevideo, Rio de Janeiro et São Paulo font toutes la promotion de l'utilisation des vélos, à l'aide de voies dédiées ou de prêts, et ont mis en place des initiatives d'autopartage¹⁰⁸. La ville de Campina (Brésil) a installé la première usine d'assemblage de bus électrique et a annoncé que 10 % de sa flotte de bus serait électrique d'ici 2022¹⁰⁹.

Malgré la modernisation des systèmes de transport collectif, les innovations ne répondent

La vue depuis un bus dans le trafic de Sao Paulo (photo : Gabriel Cabral, t.ly/NYY9x).



qu'en partie à la demande et ne sont pas toujours articulées autour des systèmes traditionnels (ou informels). Par conséquent, les problèmes d'embouteillage, de pollution de l'air et les niveaux élevés d'accidents de la route persistent (16 décès pour 100 000 habitants par an)¹¹⁰. Outre l'amélioration de l'accès aux transports, il est également nécessaire de mettre en place une planification plus intégrée et des transports plus écologiques (par exemple, électrification, utilisation d'énergies renouvelables et diffusion de transports alternatifs, cyclisme, etc.).

Les politiques énergétiques sont également essentielles à la lutte contre le changement climatique. L'Amérique latine et les Caraïbes possèdent un grand potentiel en matière de promotion de l'utilisation des **énergies renouvelables**, et contribuent ainsi à l'ODD 7.2. La proportion de sources renouvelables dans la production d'électricité en Amérique latine et dans les Caraïbes est de 55 % (la moyenne mondiale est de 21 %), avec un fort potentiel d'énergie hydroélectrique, éolienne et géothermique¹¹¹. Plusieurs régions élaborent des plans de gestion des émissions de gaz pour améliorer l'efficacité de la consommation d'énergie des administrations publiques. C'est le cas notamment de l'État mexicain de Jalisco, qui a mis en œuvre vingt-sept projets dans des bâtiments gouvernementaux, et a réussi à réduire de 20 % la consommation d'énergie du gouvernement dans l'État¹¹² (ODD 7.3).

La **gestion des déchets** relève généralement de la responsabilité des municipalités (directement ou via des concessions) et influe directement sur la lutte contre le changement climatique et la réalisation des ODD (11.6 et 12). Le rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement, GEO 6, publié en 2019, affirme que la manière la plus efficace de réduire ou d'éviter la contamination des sources d'eau et des océans est de traiter les déchets solides et les eaux usées. Ceci relève de la compétence municipale. Des municipalités telles que La Pintana (Chili) le font déjà depuis un certain temps, et ont mis en œuvre des programmes, conçus par des associations nationales de municipalités telles qu'AMUNIC au Nicaragua, qui ciblent notamment les villes rurales et les petites villes. Les municipalités rurales de la région (notamment San Pedro La Laguna, Guatemala – mentionnés dans l'encadré 7 ci-dessus) ont été particulièrement actives dans ce domaine. Grâce aux progrès réalisés au cours de la dernière décennie, près de 94 % de la population urbaine disposent de services de collecte des déchets ménagers (bien qu'il existe des différences importantes entre les villes). Selon les études de la CEPAL, seuls 54,4 % des déchets collectés sont mis en décharge, 18,5 % dans des décharges contrôlées et 23,3 % dans des décharges à ciel ouvert. Cela représente un problème environnemental majeur, très éloigné de la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030¹¹³. La part des déchets recyclés ou réutilisés est encore plus faible, mais le recyclage informel est répandu.

Dans plusieurs pays, il existe des exemples bien connus d'organisations de travailleurs informels de ramasseurs de déchets (également appelés recycleurs ou *catadores*). À Bogota, par exemple, d'anciens

La vulnérabilité croissante de la région au changement climatique se traduit de façon bien visible, par des phénomènes de catastrophes naturelles de types et d'intensité variables.

ramasseurs de déchets informels ont été intégrés dans le nouveau modèle municipal de gestion des déchets, dans le cadre du Programme zéro déchet¹¹⁴, qui a également été mis en place à Belo Horizonte dans le cadre de sa stratégie intégrée de gestion des déchets solides¹¹⁵. Les deux villes ont ainsi amélioré la gestion des déchets tout en cherchant à améliorer l'inclusion sociale et économique des personnes vulnérables. Des initiatives similaires existent à Lima. En ce qui concerne les projets innovants, Cuautla (qui a reçu une mention spéciale lors des *Guangzhou Awards* de 2018) utilise les déchets pour produire de l'électricité et a également accru la sensibilisation du public à la nécessité de trier et de réutiliser les déchets¹¹⁶. La province de Santa Fe (Argentine) a combiné le Programme Production + Énergie¹¹⁷ (visant à encourager les producteurs à mettre en œuvre une technologie d'utilisation de l'énergie des déchets organiques par digestion anaérobie – plus de trente producteurs de viande sont déjà impliqués) et le Programme d'éducation à l'énergie¹¹⁸.

Les CT font la promotion de nouveaux modèles de production et de consommation qui favorisent une meilleure articulation des territoires. Ces dernières années, des projets de développement de **systèmes alimentaires locaux** et **d'agriculture urbaine** ont été menés, pour promouvoir la sécurité alimentaire et créer des solutions alternatives pour les personnes vulnérables, en accord avec l'ODD 12, les ODD 2, 3 et 1 et l'ODD 8 (sur les emplois décents). En voici quelques exemples : le programme *AGRUPAR* à Quito¹¹⁹ ; la création de la société public-privé *AgroAzua*, qui travaille avec les communautés rurales¹²⁰ ; *Carchi Seguridad Alimentaria*¹²¹ dans la province de Carchi ; ainsi que d'autres projets mis en œuvre en Équateur, dans le cadre du projet pilote « Initiatives alimentaires responsables et durables en Équateur¹²² » (soutenu par Régions de France et l'ONG *Resories*) ; le programme de production alimentaire durable périurbaine dans la province argentine de Santa Fe¹²³ ; la création d'*Agricam* dans la province de Misiones, qui soutient les petits producteurs grâce à des projets d'innovation et l'emploi des technologies¹²⁴ ; l'inclusion sociale des jeunes vulnérables dans le programme de jardinage urbain à Rosario¹²⁵ ; et la promotion de dix-neuf marchés agricoles écologiques à Rio de Janeiro, entre autres¹²⁶.

La vulnérabilité croissante de la région au changement climatique se traduit de façon bien visible, par des phénomènes de catastrophes naturelles de types et d'intensité variables. Dans ce contexte, de nombreuses CT de la région encouragent

Planification de l'emploi des ressources pour l'adaptation aux changements climatiques dans les quartiers pauvres de Tegucigalpa, Honduras

Le projet de planification de l'emploi des ressources pour l'adaptation aux changements climatiques (PAAC) dans les quartiers pauvres illustre la façon dont une planification, partant de la base, de l'adaptation des ressources communautaires, peut aider à pallier le manque de données pour l'élaboration des politiques de résilience¹²⁸ et, ce faisant, s'intégrer dans la planification stratégique et opérationnelle de la ville décidée par les niveaux de gouvernement supérieurs. La capitale du Honduras, Tegucigalpa, est l'une des régions les plus vulnérables du pays. La ville, qui croît à un taux annuel de 2,2 %, affiche la plus forte concentration de pauvreté urbaine du pays, avec un nombre croissant de familles et de communautés pauvres, de plus en plus exposées aux événements climatiques violents et extrêmes. Pour résoudre cette situation, l'un des obstacles les plus importants est le manque de données locales qui permettraient d'alimenter des études de vulnérabilité précises, puis les politiques de résilience. C'est dans ce contexte que le projet PAAC a été introduit dans les quartiers de Los Pinos et de Villa Nueva entre 2014 et 2018¹²⁹. Ce projet visait à promouvoir la connaissance de l'impact des phénomènes climatiques extrêmes et graves sur les quartiers pauvres des villes à croissance rapide, et le degré de risque social et environnemental élevé, et à identifier des solutions pour que les ménages, les petites entreprises et les collectivités puissent faire face à ces impacts. Soutenu par le Fonds nordique de développement et la BID, le projet PAAC vise à intégrer des mesures d'adaptation aux changements climatiques dans les plans d'amélioration des quartiers de la zone urbaine étendue de Tegucigalpa, et à renforcer les capacités et la base de connaissances du Fonds hondurien d'investissement social (FHIS), de la municipalité de Tegucigalpa (AMDC) et d'autres institutions locales concernées par l'adaptation au changement climatique. Le PAAC a également identifié les institutions locales susceptibles d'appuyer les initiatives communautaires locales visant à réduire la vulnérabilité et à accroître la résilience à long terme face aux impacts du changement climatique.

Source : Stein, Moser et al., (2018), *Planificación de Adaptación de Activos al Cambio Climático (PACC) en barrios populares de Tegucigalpa, Honduras*.

l'adoption de **stratégies de résilience** pour faire face aux divers risques, qu'ils soient naturels (augmentation du nombre d'ouragans, de tremblements de terre, de sécheresses, de canicules, etc.) ou induits par l'homme. On estime que les risques, en particulier ceux liés au changement climatique, coûteront à la région entre 1,5 % et 5 % de son PIB d'ici 2050, les villes d'Amérique centrale et des Caraïbes étant particulièrement touchées¹²⁷.

Seize villes de la région travaillent avec l'initiative 100 Villes résilientes pour définir des stratégies de résilience globales¹³⁰. La ville de Santa Fe (en Argentine) a par exemple encouragé une politique de réduction des risques qui se concentre sur les risques hydroclimatiques¹³¹ ; dans la vallée d'Aburrá (Colombie), au centre de Medellín, le système d'alerte rapide SIATA s'efforce de prévoir les catastrophes et de permettre la mise en œuvre de

mesures rapides, tout en favorisant la sensibilisation des 40 000 citoyens¹³². La ville de Cali a développé un volet éducatif dans le cadre de sa stratégie d'intégration, afin d'améliorer le niveau d'éducation de ses citoyens, en particulier des plus vulnérables¹³³. L'État de Paraná (au Brésil) a développé une stratégie qui coordonne plus de 340 unités régionales et municipales¹³⁴, tandis que Lima¹³⁵, Rio de Janeiro¹³⁶ et Tegucigalpa¹³⁷ ont encouragé la mise en place d'un diagnostic participatif afin d'élaborer leurs plans de réduction des risques de catastrophe, dans lequel les citoyens jouent un rôle actif pour l'identification et la gestion des catastrophes¹³⁸. Tous ces pays ont adopté une approche intégrée de la résilience, qui inclut non seulement la réduction et l'adaptation aux phénomènes atmosphériques (ODD 11, 12, 13), mais également les citoyens vulnérables (ODD 1.5), l'agriculture (2.4) et les infrastructures (9.1), entre autres.

Outre la définition de stratégies visant à atténuer les impacts du changement climatique, les CT de la région encouragent également l'adoption de mesures visant à protéger la **biodiversité** sur leurs territoires, et contribuent ainsi aux Objectifs d'Aichi pour mettre un terme à la déforestation et promouvoir le contrôle et l'éradication des espèces envahissantes, dans la lignée de l'Agenda 2030 (en particulier de l'ODD 15). Par exemple, l'État mexicain de Campeche agit pour réduire la déforestation de 80 % d'ici 2020, restaurer 0,75 million d'hectares d'ici 2030, prévenir et combattre stratégiquement les incendies¹³⁹. De même, en Équateur (où 40 % de la population active travaille sur des projets liés à la biodiversité), la province de Pastaza a déclaré plus de deux millions d'hectares de forêts protégés¹⁴⁰. Pour l'État brésilien de Goiás, le commerce illicite de la faune et de la flore sauvages et le transport de tous types de poissons des bassins hydrographiques, en particulier pendant les saisons touristiques, constituent une priorité¹⁴¹. Dans ce pays, plusieurs États s'efforcent de progresser dans le contrôle de la déforestation amazonienne, mais un renversement de cette tendance a malheureusement été observé récemment. Au Mexique, le gouvernement de l'État de Jalisco a associé les communautés autochtones et rurales à la planification de la biodiversité et à la gestion des ressources naturelles¹⁴². Il travaille notamment avec les habitantes à l'extraction de substances pour obtenir un colorant rouge, afin d'améliorer leur inclusion dans les activités agricoles¹⁴³.

Enfin, il est important de souligner le rôle des CT dans la **sensibilisation et l'éducation des citoyens**. La ville brésilienne de Salvador fait la promotion du projet *Caravana da Mata Atlântica* pour sensibiliser les jeunes à la protection de l'environnement et en particulier à son impact sur les communautés marginalisées et sur celles qui risquent de le devenir en raison de la déforestation dans le pays¹⁴⁴. Tlajomulco (au Mexique) a également adopté une stratégie de promotion de l'utilisation durable de l'environnement et a nommé le premier procureur de l'environnement du pays. Son rôle consiste à surveiller l'action du gouvernement dans le domaine de la protection de l'environnement, à enquêter sur les

crimes environnementaux commis par les citoyens et les entreprises, et à sensibiliser le public¹⁴⁵.

Ces exemples illustrent la façon dont les CT en Amérique latine ont progressivement accru leur rôle dans la lutte contre le changement climatique et la préservation de la biodiversité. Mais ils soulignent également la nécessité d'étendre et de diffuser ces expériences, afin de générer de nouveaux modèles de production et de consommation pour réduire les coûts économiques, sociaux et environnementaux des modèles de développement existants.

Principaux défis de l'inclusion sociale dans une région en proie à des inégalités majeures

Bien que ces dernières années les inégalités sociales aient diminué, l'Amérique latine continue de se caractériser par d'énormes contrastes et déséquilibres tant entre les pays qu'à l'intérieur même de ces pays¹⁴⁶. Depuis 2015, le niveau global de pauvreté et d'extrême pauvreté a augmenté (en 2017, plus de 187 millions de personnes vivaient dans la pauvreté et 62 millions dans l'extrême pauvreté), ce qui contredit les engagements pris dans le cadre de l'ODD 1¹⁴⁷. Les zones rurales, qui regroupent 20 % de la population, sont en retard, en particulier dans le nord-est du Brésil, le sud-ouest du Mexique et dans les régions andines et amazoniennes du Pérou, de la Bolivie, de la Colombie et de l'Équateur¹⁴⁸. Les villes sont également une source croissante d'inégalités¹⁴⁹ : en 2016, le taux de pauvreté urbaine extrême s'y élevait à 7,2 %¹⁵⁰.

La lutte contre l'**exclusion sociale et la marginalisation** (ODD 1 et 10.1) reste l'un des principaux défis pour les CT d'Amérique latine¹⁵¹. Au cours des dernières années, plusieurs pays ont bénéficié de programmes urbains avec des objectifs d'inclusion sociale, pour améliorer la **planification et la gestion des services urbains**, conformément à l'ODD 11.3, tels que le Programme des villes émergentes et durables de la BID. Une planification urbaine complète a été mise en œuvre dans les zones défavorisées de certaines municipalités centrales et périphériques. Ce n'est qu'en 2017 que ces programmes ont identifié des villes comme Bariloche en Argentine, Chetumal au Mexique, Barcelona au Venezuela, ou que le Plan directeur du Centre historique d'Asunción a été réactivé¹⁵². **La rénovation des espaces publics** dans les quartiers informels de São Paulo¹⁵³, Heredia¹⁵⁴ et Buenos Aires¹⁵⁵, a également contribué à la réalisation de certains ODD, tels que la protection de l'environnement, la réduction des risques environnementaux et l'introduction de transports plus durables. Cette dynamique a permis de créer un sentiment de communauté et de sécurité pour toute la population, en particulier les femmes, les enfants et les jeunes. Certaines de ces initiatives méritent d'être soulignées pour leur caractère innovant et leur nature intégrée (voir encadré 9). Conformément aux exigences de l'ODD 10.3, en 2016, les villes de Montevideo, Medellín, Quito et Mexico, ont présenté un plan d'action intégré pour l'inclusion sociale, visant à **lutter contre la discrimination des descendants africains, des peuples autochtones,**

des personnes handicapées, des femmes, des membres de la communauté LGBTQIA+ et des personnes migrantes. Cette initiative, réalisée dans le cadre de la Coalition des villes contre le racisme, la discrimination et la xénophobie de l'UNESCO, a reçu l'appui technique et financier de la BID, et réunit, depuis 2006, 67 municipalités de 23 pays¹⁵⁶. En 2018, ces quatre villes ont présenté des rapports locaux sur les profils démographiques et socio-économiques des groupes ciblés par la politique, ainsi qu'une analyse des cadres réglementaires et politiques existants. En septembre, les villes ont lancé leurs plans d'action locaux, qui comprenaient des mesures politiques spécifiques fondées sur des données locales ventilées, mettant l'accent sur l'accès au programme pour les peuples autochtones et les descendants africains, dans les écoles situées dans des quartiers à faible revenu. En 2019, les maires des quatre villes se sont engagés à consolider un réseau régional de coopération pour l'inclusion sociale, en partageant les meilleures pratiques et les enseignements tirés des expériences politiques dans leurs territoires.

Malgré les progrès accomplis, l'accès aux **services publics de base** (ODD 1.4) reste inégal entre les zones urbaines et rurales et au sein des zones urbaines. Près d'un tiers des pays étudiés disposent de systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement gérés par des entreprises municipales, et

Encadré 9

Plan Abre de la province de Santa Fe et Rosario (Argentine)

Le *Plan Abre* représente la politique sociale stratégique du gouvernement de la province de Santa Fe, qui vise à améliorer la vie dans les quartiers de Santa Fe, Rosario, Villa Gobernador Gálvez, Santo Tomé et Pérez (un travail a été mené avec 66 quartiers de ces localités en 2018). Le Plan vise à améliorer la qualité de vie des citoyens en améliorant l'accès aux services publics de base (transport, équipement, assainissement, eau et électricité), en renforçant les réseaux sociaux et la sécurité des citoyens ; en assurant l'inclusion sociale, culturelle et éducative des enfants, des adolescents et des jeunes ; et en créant des conseils de gestion de voisinage, pour former des espaces de participation et de dialogue, entre les citoyens et avec les CT et provinciales.

Le *Plan Abre* est fondé sur le principe de l'universalité sélective. Il inclut tous les habitants du territoire en tant que bénéficiaires et, indirectement, tous les habitants de la ville, mais donne la priorité aux actions destinées aux jeunes et aux enfants qui manquent de liens institutionnels et souffrent d'une vulnérabilité économique, éducative et/ou sociale importante. Divers indicateurs relatifs à la population, au logement, à la santé, à l'éducation et à l'économie sont donc utilisés. Le *Plan Abre* constitue un exemple sans précédent de travail conjoint et intégré entre les cabinets provinciaux et municipaux, ainsi qu'entre les équipes territoriales aux deux niveaux de l'État et les organisations sociales.

Source : <https://www.santafe.gov.ar/index.php/web/content/view/full/193144>.

Les principales villes d'Amérique latine ont pris des mesures pour intégrer les nouveaux arrivants. C'est le cas à Bogota, où les services de santé ont été renforcés, des quotas supplémentaires ont été établis dans les écoles et les crèches, et un programme a été développé pour intégrer les migrants dans les mécanismes d'emploi.

un autre tiers de systèmes gérés par des entreprises publiques régionales ou provinciales, tandis que les entreprises nationales prédominent dans les pays plus petits (en Amérique centrale, au Paraguay et en Uruguay). Plus de 90 % de la population de la région ont accès à l'eau courante à domicile (98 % dans les zones urbaines, bien que la qualité et la régularité de l'approvisionnement en eau soient inégales), mais seuls 60 % ont accès à l'assainissement (72 % dans les zones urbaines), avec un traitement des eaux usées encore insuffisant. Bien que la qualité se soit améliorée, le taux d'intégration de l'approvisionnement en eau dans les services a ralenti ces dernières années¹⁵⁷. Les améliorations en matière de couverture sanitaire augmentent de 0,6 % par an, et celles concernant l'eau de 1 % par an¹⁵⁸. Les territoires s'efforcent au maximum de mettre en place des systèmes intégrés de gestion du cycle de l'eau et d'implémenter des améliorations, notamment en matière de surveillance (district d'Arraijan, Panama)¹⁵⁹, en les reliant à des actions de protection des bassins versants (Metropolitan Water Company de Quito)¹⁶⁰, d'éducation sanitaire et environnementale de la population (à Abaetuba au Brésil¹⁶¹ et à Asunción au Paraguay¹⁶²), et en prenant en compte les besoins de chaque communauté, y compris ceux des résidents des zones défavorisées (Valle de la Sabana, Mexico)¹⁶³ ou des zones rurales (Canindé au Brésil)¹⁶⁴, des femmes (district de Ngäbe-Buglé, Panama)¹⁶⁵ et des peuples autochtones (communautés mapuches au Chili¹⁶⁶, et à Loreto, Amazonas et Ucayali en Amazonie péruvienne¹⁶⁷).

Toutefois, les progrès restent insuffisants. Dans plusieurs pays, les réformes des politiques urbaines – réglementations, outils de planification et de gestion des terres, capture de l'excédent d'utilisation des terres urbaines pour financer des investissements urbains plus inclusifs – sont considérées comme des réformes « d'appoint » par les institutions régionales¹⁶⁸, soulignant la nécessité de renforcer les initiatives locales et de promouvoir la coordination et la cohésion entre les politiques locales et nationales.

Le logement reste une question très actuelle en Amérique latine : le taux de quartiers informels dans tous les pays varie de 30 % à 60 %¹⁶⁹ et, selon la BID,

105 millions de personnes souffrent de la pénurie de logement dans la région¹⁷⁰. Dans ce contexte, le Plan d'aménagement métropolitain de Guadalajara (2016)¹⁷¹ inclut des mesures de redensification urbaine et introduit une utilisation pionnière des logements vides dans la région ; le Plan directeur stratégique de São Paulo¹⁷² (approuvé en 2014) présente une approche innovante en matière de logement social, tandis qu'à Córdoba (Argentine), le programme *Vivienda Semilla* (Graine de logement) aide à compléter et à améliorer l'offre de logement aux citoyens, via une assistance technique et financière¹⁷³.

Les personnes migrantes représentent l'un des groupes les plus vulnérables et donc les plus susceptibles de s'installer dans des quartiers informels. Dans la région, les modèles de migration sont en pleine évolution. De nombreuses grandes villes, qui représentaient historiquement le principal pôle d'attraction pour les jeunes en termes d'opportunités et d'innovation, poussent aujourd'hui les gens à partir en raison de la violence ou du manque de perspectives¹⁷⁴. En revanche, les villes intermédiaires semblent devenir plus attrayantes, car elles accueillent les personnes qui quittent la campagne (où le nombre d'habitants a tendance à chuter), les petites villes (où le nombre d'habitants augmente) et les autres villes intermédiaires (en ce sens, la migration de la ville vers la ville facilite l'intégration)¹⁷⁵. Les CT doivent donc traiter un phénomène de migration à la fois entrante et sortante¹⁷⁶.

Récemment, à la suite des événements qui ont eu lieu au Venezuela¹⁷⁷, certaines villes frontalières comme Cúcuta en Colombie et la ville brésilienne de Boa Vista (dont la population a augmenté de 10 %)¹⁷⁸ ont été confrontées à de nouvelles demandes. Les systèmes d'éducation et de santé sont débordés, et les mouvements contre l'accueil de migrants vénézuéliens sont en augmentation au sein de la population¹⁷⁹. Le gouvernement fédéral du Brésil, avec le soutien des agences des Nations unies, a lancé la campagne « Internalisation + Humaine » (*Interiorização + Humana* en portugais) pour répondre aux demandes des migrants et faciliter leur intégration dans les municipalités brésiliennes. La Confédération brésilienne des municipalités (CNM) aide à analyser la situation locale, à diffuser le plan auprès des maires et à contribuer à préserver les droits sociaux des migrants et des réfugiés. Les principales villes d'Amérique latine ont dû prendre des mesures pour accueillir et intégrer les nouveaux arrivants. C'est le cas notamment à Bogota, où les services de santé ont été renforcés, des quotas supplémentaires ont été établis dans les écoles et les crèches, et un programme a été développé pour intégrer les migrants dans les mécanismes d'emploi¹⁸⁰.

L'exclusion sociale et les inégalités qui prévalent dans la région sont à l'origine d'un grave phénomène de **violence urbaine**¹⁸¹. Selon l'édition 2018 du classement des 50 villes les plus dangereuses, établi par le Conseil citoyen pour la sécurité publique et la justice pénale¹⁸², la région abrite 41 des 50 villes les plus violentes au monde : 15 au Mexique, 14 au Brésil, 6 au Venezuela, 2 en Colombie et 2 au Honduras, 1 au Guatemala et 1 au Salvador¹⁸³. Afin de relever ce

défi de respecter les ODD 16 et 11.7, plusieurs villes introduisent des projets de paix novateurs : c'est le cas de *Paraíba United for Peace*, une initiative développée par la municipalité de Paraíba au Brésil¹⁸⁴ ou du travail réalisé à Medellín avec les plus jeunes citoyens dans le cadre de la stratégie de résilience, qui est parvenu, au cours des dernières décennies, à transformer cette ville, l'une des plus violentes au monde, en une ville de paix¹⁸⁵.

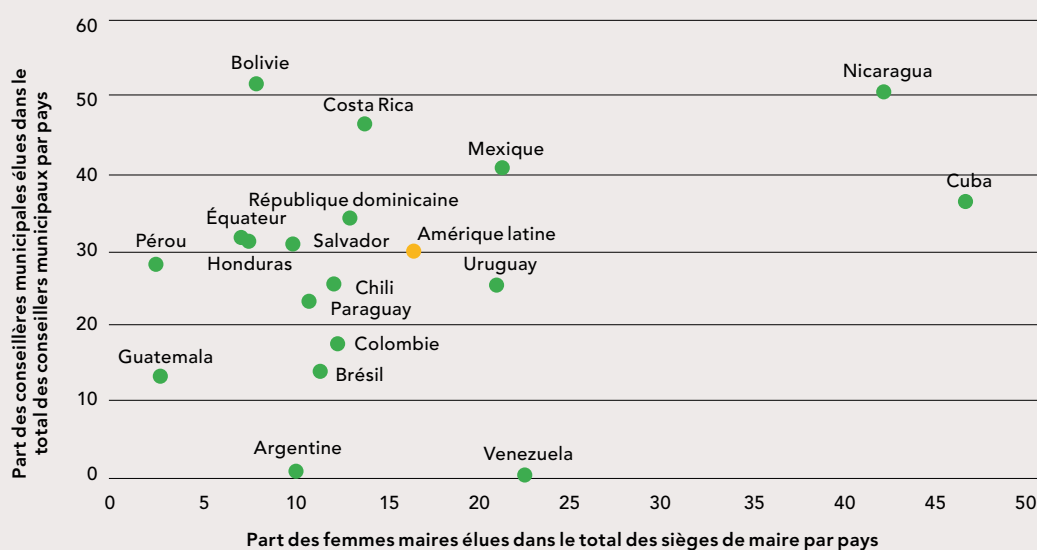
Les CT de la région s'intéressent de plus en plus aux **politiques d'égalité des genres** (ODD 5). Le taux de pauvreté chez les femmes est 1,2 fois plus élevé que chez les hommes, un phénomène d'autant plus marqué dans les capitales¹⁸⁶. Chez les femmes en âge de travailler (de 15 à 59 ans), le taux de chômage atteint plus du double de celui des hommes¹⁸⁷. Les femmes sont plus présentes dans les emplois informels et sont les principales victimes du travail non rémunéré¹⁸⁸. Des efforts ont été déployés à Mexico pour répondre à cette problématique, en améliorant les congés de paternité et de maternité, et à Montevideo, en faisant la promotion d'une nouvelle culture du travail aux côtés d'autres niveaux de gouvernement, pour territorialiser la politique nationale d'accueil de la petite enfance¹⁸⁹. Bogotá encourage la suppression des barrières physiques et culturelles empêchant les femmes de profiter librement de leur ville, via une application mobile appelée Safetipin, et les dix-neuf localités de la ville ont été forcées d'élaborer un plan local pour

la sécurité des femmes¹⁹⁰. Le programme itinérant *Mulher Cidadã* (Femme citoyenne) offre également des services publics de base et intersectoriels aux femmes (santé, sécurité, justice, citoyenneté, etc.) dans les municipalités de l'État d'Acre (Brésil)¹⁹¹.

Il convient également de mentionner les initiatives visant à promouvoir **l'inclusion des jeunes** (ODD 4 et 5), fondées sur le développement humain, la reconnaissance de la diversité culturelle et le sentiment d'appartenance à une communauté. *El Tríptico de la Infancia de Rosario* est un projet d'action sociale et de transformation destiné aux jeunes et aux enfants, qui vise les citoyens via le jeu, l'imagination, les langues et la création d'espaces publics¹⁹². La ville de Tamaulipas (Mexique) forme ses jeunes à devenir des promoteurs de la diversité culturelle, à participer de manière coresponsable, en tant qu'acteurs et liens entre les gouvernements et les citoyens, à la construction d'environnements pacifiques, à promouvoir la coexistence, la transformation et la revitalisation des communautés et, en fin de compte, à contribuer à l'exercice des droits culturels et du développement local par la culture et la créativité¹⁹³. L'éducation urbaine proposée par la ville de La Paz implique de faire participer les jeunes des quartiers défavorisés à l'amélioration de la sécurité routière en ville. Elle les incite à devenir des acteurs du changement et les sensibilise en les habillant en zèbres pour attirer l'attention et permettre le dialogue et la communication. Le projet a reçu un prix lors des

Graphique 4

Représentation des femmes dans la prise de décision locale, selon les dernières données disponibles de 2018. Observatoire de l'égalité de genre pour l'Amérique latine et les Caraïbes, CEPAL



Le nombre de femmes maires a peu progressé depuis 1991, la moyenne nationale restant inférieure à 20 % dans la plupart des pays d'Amérique latine. En Amérique latine, les femmes occupent 28,8 % des sièges des conseils municipaux, soit une augmentation de 6,5 % en dix ans. Au niveau national, les progrès réalisés dans ce domaine sont loin d'être continus et homogènes.

Source : <https://oig.cepal.org/en/autonomies/autonomy-decision-making>.

Guangzhou Awards de 2016 et a été couronné de succès dans d'autres villes d'Allemagne, d'Espagne, du Costa Rica et de Chine¹⁹⁴.

Dans le même ordre d'idées, **la culture** constitue la force motrice de nombreuses villes pour encourager la participation des citoyens, agissant comme levier pour promouvoir une culture de la paix au sein d'une société ouverte et inclusive, bien que sa valeur et son potentiel n'aient pas été suffisamment reconnus dans l'Agenda 2030. Tous les éléments suivants favorisent les droits à la citoyenneté, à l'égalité sociale, à la formation de partenariats et à la gestion partagée, au rétablissement des espaces publics, à l'accès aux biens culturels pour tous et à l'amélioration de la qualité de vie requise par l'ODD 11.4 : le Projet politico-culturel de Medellín (Colombie)¹⁹⁵, le Plan gouvernemental 2013-2016 de Curitiba (Brésil)¹⁹⁶, le Programme communautaire de culture vivante de Lima (Pérou)¹⁹⁷, les ordres du jour municipaux de la culture de cinquante-quatre municipalités uruguayennes et la création et la gestion du complexe SACUDE sur la culture dans le département de Montevideo (Uruguay)¹⁹⁸, le processus

participatif « *Trabajando Concepción : Una nueva ciudad al 2030* » (Chili) qui place la culture au cœur du projet¹⁹⁹, l'utilisation des espaces publics pour mettre en œuvre le Plan culturel stratégique de Canoas (Brésil)²⁰⁰, les programmes *Habitando : Cultura en comunidad*²⁰¹ et *Biblored*²⁰² à Bogota (Colombie), et la promotion du développement artistico-culturel dans le canton de Belén²⁰³ (Costa Rica).

Ces exemples d'initiatives locales d'inclusion, dont certaines ont été reconnues internationalement, sont néanmoins conditionnés par des contextes macro-sociaux d'éducation, de santé, d'emploi, de logement et de culture, entre autres. Pour garantir l'impact de ces initiatives, une plus grande convergence entre les différents territoires du pays est essentielle (réduire les externalités négatives des grandes villes, valoriser le potentiel des petites et moyennes villes, améliorer l'environnement rural qui reste important) pour réduire les inégalités. Comme souligné plus haut, les efforts déployés par les CT pour parvenir à une région plus équitable et socialement durable exigent une plus grande cohérence et une collaboration accrue des politiques nationales et locales

Des travailleurs sont récupérés dans les champs et ramenés dans leurs communes près de Cienfuegos, à Cuba (photo : © Rebeca Varela Figueroa).



Vers des modèles de développement durable plus novateurs

En termes économiques, l'Amérique latine est confrontée à des chiffres décourageants en termes d'augmentation du taux de chômage (9,4 % dans les zones urbaines), un phénomène qui touche particulièrement les femmes, les jeunes, les populations autochtones, les descendants d'Africains²⁰⁴ et les migrants.

C'est pourquoi plusieurs municipalités et régions ont conçu des **programmes de placement et d'entrepreneuriat**. En Argentine, à Rafaela, le programme *Rafaela Emprénde* est reconnu à l'échelle internationale pour avoir contribué à la création d'entreprises et de projets pour les jeunes locaux²⁰⁵ ; São Paulo soutient les micro-entrepreneurs (accès au crédit, réductions d'impôts, soutien technique, etc.)²⁰⁶ dans le cadre de l'Agenda pour un travail décent, et Guayaquil et Quito ont créé les plateformes *Emprénde Guayaquil* et *ConQuito* pour agir comme catalyseurs de l'esprit d'entreprise dans le pays²⁰⁷. Ces projets sont également importants pour combler le fossé entre les formations offertes par le système d'éducation et les compétences exigées par le secteur productif, l'Amérique latine présentant, en la matière, l'un des plus grands écarts au monde selon la Banque mondiale²⁰⁸.

Bien que les services les plus consommateurs de connaissances soient concentrés dans les régions développées et les grandes villes, plusieurs programmes favorisent **l'innovation et la modernisation de l'industrie** (ODD 8.2) afin d'accroître la compétitivité des territoires. C'est le cas notamment des initiatives mises en place dans l'État de Jalisco²⁰⁹, ainsi que par le réseau ADELCO (Agences de développement économique local) en Colombie, qui s'efforce d'aider à intégrer les intérêts des territoires dans les programmes régionaux de compétitivité²¹⁰. Les programmes visant à encourager la **créativité et l'innovation** (ODD 8.3), encouragés par la région de Valparaíso dans le cadre de sa stratégie régionale d'innovation²¹¹, ont contribué à faire du Chili le pays le plus innovant d'Amérique latine.

Les Forums régionaux de développement économique local, lancés au niveau local en partenariat avec les organisations internationales (PNUD et OIT) – organisés à Quito en 2015, à Cochabamba en 2017 et à Barranquilla en 2019 – sont l'occasion de promouvoir des espaces d'échange et de débat sur le sujet²¹². Des efforts importants sont déployés à divers niveaux du gouvernement pour coordonner le développement économique du territoire, par exemple, le programme PADIT à Cuba (plateforme articulée pour le développement intégré des territoires), qui vise à renforcer les capacités des municipalités en matière de définition, de planification et de mise en œuvre de stratégies territoriales, encourage l'esprit d'entreprise des femmes et des jeunes et complète les processus de décentralisation²¹³.

La CEPAL souligne le **potentiel des villes intermédiaires et des petites villes** lorsqu'elles peuvent offrir des possibilités d'éducation et d'emploi à la population locale²¹⁴. Elle a donc appelé à augmenter les investissements publics et à renforcer les inci-

tations pour relocaliser les usines industrielles, les centres de recherche et de développement, afin de favoriser l'économie et l'innovation fondées sur le savoir²¹⁵.

D'autres **municipalités plus petites, ainsi que celles des zones rurales**, tentent de se soutenir en utilisant leur « valeur ajoutée » ou leurs « culture et produits locaux », conformément à l'ODD 8.9. Les municipalités de Viñales et d'autres villes à proximité favorisent le tourisme en travaillant avec divers acteurs territoriaux²¹⁶, à l'instar des municipalités de l'Association intermunicipale de la vallée du Jiboa, au Salvador, qui ont créé le premier Plan directeur territorial du pays pour le tourisme²¹⁷. Le bureau du maire d'El Peñol (Colombie) a travaillé avec trente familles ayant vécu un déplacement et souffrant d'une vulnérabilité et d'une pauvreté extrême, pour améliorer la productivité du secteur rural dans le cadre du projet *Mi Finca, Mi Empresa*²¹⁸. En Bolivie, le projet *Mercados Rurales* facilite l'accès aux marchés de production agricole pour les familles de producteurs, les micros et petites entreprises (principalement de femmes) dans vingt-six municipalités de quatre gouvernorats, tout en valorisant le patrimoine et le territoire²¹⁹. Dans le département de Caquetá (Colombie), le projet *Territorios Sostenibles para la Paz en Caquetá* vise à consolider une paix stable et durable en Colombie, en renforçant la dynamique de production avec un potentiel concurrentiel, tout en intégrant la durabilité environnementale et l'inclusion sociale dans le processus²²⁰.

L'**économie sociale et solidaire** se développe dans les zones métropolitaines ainsi que dans les petites municipalités et les zones rurales. Le rôle des coopératives dans le développement de logements abordables a été mentionné plus haut et les *Aranjos Productivos Locais* (Arrangements productifs locaux) au Brésil méritent à cet égard d'être soulignés (voir encadré 10).

Enfin, 55 % de la population active en Amérique latine travaillent dans le **secteur informel**, dans des domaines tels que la collecte des déchets, le commerce ambulant, entre autres²²¹. Dans certains pays (Bolivie, Colombie, Paraguay et Pérou), ce chiffre atteint même 70 %²²². En outre, l'augmenta-

Encadré 10

Arranjos Productivos Locais au Brésil

Le projet *Arranjos Productivos Locais* mis en place au Brésil est basé sur le concept de *clusters* d'entreprises, et rassemble des entreprises du même territoire, spécialisées dans les mêmes produits, pour entretenir entre elles et avec d'autres acteurs locaux, des liens d'articulation, d'interaction, de coopération et d'apprentissage. Par exemple, dans l'État de Santa Catarina, il a ainsi été possible de mettre en œuvre le développement durable des secteurs du tourisme, de l'artisanat et du vin (entre autres).

Source : <http://desis.ufsc.br/files/2017/11/CADERNO-APLs-AMURES.pdf>.

tion du nombre de travailleurs indépendants reflète le manque d'opportunités sur le marché du travail et se traduit généralement par une précarité accrue pour les travailleurs²²³. Entre autres projets, l'Agenda pour un travail décent de Santa Fe 2017-2020 (Argentine) a aidé la province à augmenter le nombre de personnes travaillant dans des conditions respectant des lignes directrices acceptables²²⁴.

L'ODD 9 appelle les pays à construire des infrastructures résilientes, à promouvoir une industrialisation inclusive et durable et à favoriser l'innovation. La région doit maintenant tirer parti des possibilités offertes par les progrès technologiques pour promouvoir une économie fondée sur la connaissance et l'innovation, accueillant un nombre croissant de travailleurs, afin d'accroître la productivité de la région et sa résilience au changement, améliorant par conséquent les revenus, au niveau macroéconomique et au niveau des ménages²²⁵.

Rétablissement de la confiance dans les institutions locales

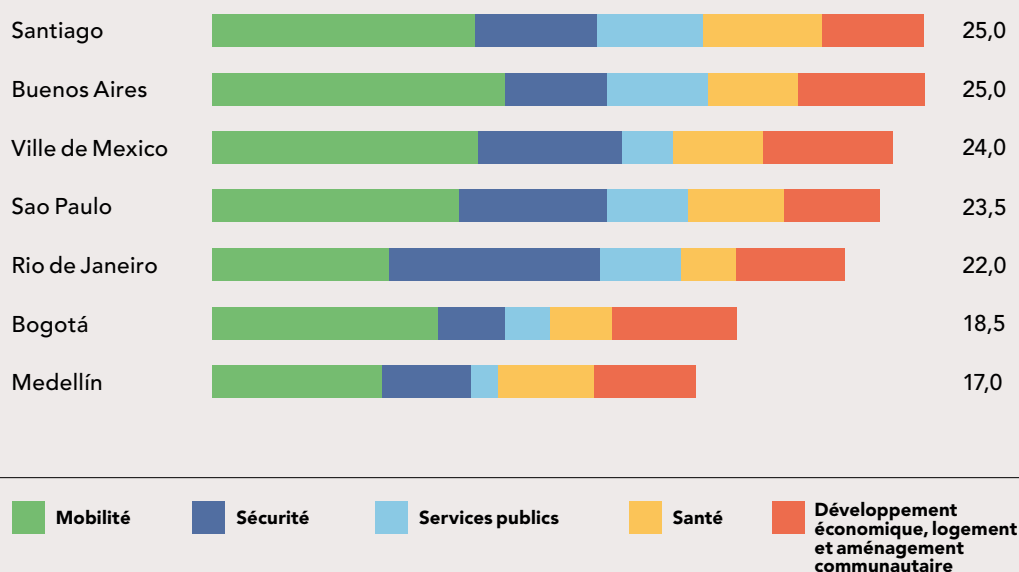
La protection de l'environnement, l'inclusion sociale et le développement économique local exigent des institutions accessibles, fiables et stables qui favorisent des niveaux élevés de transparence, de participation, de savoir-faire et de responsabilisation des citoyens. Ceci permet de s'adapter aux nouvelles situations tout en favorisant des territoires intelligents, fondés sur l'utilisation des nouvelles technologies dans divers domaines, tels que l'éducation, la santé, les services publics ou la sécurité des citoyens.

En Amérique latine, il existe une tradition reconnue de **participation citoyenne** à la conception des politiques publiques, qui a servi de référence à de nombreux pays, avec une forte présence d'organisations communautaires travaillant dans les domaines de la santé, de la culture, de l'éducation, des services publics de base, de la protection de l'environnement et de l'accès à la terre. L'expérience des budgets participatifs, par exemple, a commencé à Porto Alegre (Brésil) en 1988 et s'est ensuite répandue dans le monde entier. D'autres municipalités de la région ont plus récemment fait la promotion de diverses pratiques novatrices : Canoas (Brésil), avec ses treize outils de participation reconnus par l'Observatoire international de la démocratie participative²²⁶, Buenos Aires²²⁷, Curitiba²²⁸ et, plus récemment, San Salvador²²⁹, qui utilise le logiciel CONSUL fourni par le Conseil municipal de Madrid. Toutes ces pratiques contribuent à la réalisation des ODD 16.6 et 16.7. La participation des citoyens est particulièrement critique, à une époque où la confiance dans les institutions publiques diminue et où les problèmes économiques, la violence et la corruption font partie des principales préoccupations des citoyens latino-américains²³⁰.

Les gouvernements nationaux et les CT ont également adopté des initiatives publiques ouvertes, pour aider à **diffuser les informations via les canaux électroniques**, et écouter les demandes des citoyens. Le développement de plateformes en ligne pour gérer les procédures et les échanges d'informations avec les citoyens de La Paz – notamment

Graphique 5

Les villes d'Amérique latine et les services fournis via des applications en ligne



Source : Smart cities, Digital solutions for a more liveable future, 2018.

la plateforme *i-gob* (e-gouvernement innovant) qui fournit un grand nombre de services aux citoyens et un programme intégré d'alerte rapide pour la gestion des risques – illustre bien ces bonnes pratiques²³¹. Bogota, avec son outil de suivi de la gestion publique locale et des observatoires citoyens, permet aux citoyens de contribuer à la gestion de leurs municipalités et d'en évaluer l'efficacité en ce qui concerne la bonne gouvernance, le développement économique durable, le développement social inclusif et la durabilité par rapport à l'environnement²³². D'autres municipalités ont créé des plateformes pilotes dans le cadre de programmes gouvernementaux ouverts : *Barrio Digital* à La Paz²³³, *Mi Quito*²³⁴, *Mi Medellín*²³⁵, *Bogotá Abierta*²³⁶ et *Ágora Río*²³⁷.

Ces plateformes contribuent également à **renforcer la transparence et la responsabilisation** et à rétablir la confiance des citoyens dans leurs institutions (en 2017, 75 % des habitants de la région étaient insatisfaits de leurs institutions)²³⁸. La perception de la corruption est répandue dans la société et augmente régulièrement depuis 2010, avec un score de 55 points sur 100, un chiffre beaucoup plus élevé que la moyenne de l'OCDE qui est de 31 points²³⁹. Un programme du PNUD au Mexique intègre deux composantes principales : le renforcement des pratiques publiques ouvertes dans les États et un programme d'intégrité pour renforcer la transparence aux niveaux fédéré et fédéral²⁴⁰.

La diffusion des technologies de l'information et de la communication²⁴¹ (TIC) nécessite également une plus grande adaptation des services, et implique d'améliorer les compétences numériques de la population (les utilisateurs d'Internet représentaient 56,4 % de la population latino-américaine en 2016)²⁴². Un nombre croissant de CT optent pour la numérisation de leurs services via des applications en ligne (voir graphique 5)²⁴³.

Le programme **Villes intelligentes** de la BID a collaboré avec plusieurs villes d'Amérique latine dans les domaines de la sécurité, de l'environnement, de la mobilité et de la création de centres intégrés (à Valdivia, Nassau, Guadalajara, Montego Bay, Goiânia, Barranquilla et Montevideo), et, dans une moindre mesure, sur les questions de connectivité (Villavicencio et Valledupar), de participation citoyenne (Joao Pessoa et Guadalajara), d'énergie (Florianópolis), d'e-gouvernement (Valdivia), de santé (Vitoria) et d'éducation (Palmas)²⁴⁴. Certaines villes ont élaboré des plans stratégiques (Montería) et créé des services de conseil spécifiques (Montevideo) pour soutenir des projets tels que la revitalisation des centres historiques et culturels (Guadalajara) et le renforcement de la sécurité, avec une réduction de 15 % du vol de véhicules et de la violence domestique, grâce à l'utilisation d'un bouton de panique (Vitoria)²⁴⁵.

De nombreuses municipalités et collectivités intermédiaires innovent également dans leur approche de la gestion publique, afin de faciliter les processus administratifs et de concevoir des solutions, en collaboration avec les autres sphères gouvernementales. Parmi ces exemples figurent la plateforme Colombie Compra Eficiente lancée par le gouvernement

La promotion de nouvelles modalités favorisant la participation citoyenne peut contribuer progressivement à rendre les CT plus efficaces, accessibles, transparentes et responsables.

national qui centralise les mécanismes de passation des marchés publics à divers niveaux du gouvernement, pour assurer une plus grande efficacité de la gestion et générer la masse critique appropriée pour l'obtention de prix compétitifs et de services de meilleure qualité²⁴⁶.

Enfin, il est possible d'améliorer la gouvernance via des partenariats avec le secteur privé (partenariats public-privé ou PPP) et avec les communautés (partenariats public-privé-public ou PPPP). En ce sens, le rapport *Infrascope 2017* indique que les pays d'Amérique latine se sont améliorés sur tous les aspects (cadre réglementaire, cadre institutionnel, maturité opérationnelle et, dans une mesure légèrement moindre, mécanismes financiers et climat d'investissement). Cependant, une plus grande clarté réglementaire et une capacité institutionnelle plus développée sont nécessaires, les projets ayant tendance à être inefficaces, ce qui entraîne une augmentation de leur coût total²⁴⁷.

En conclusion, les CT en Amérique latine élaborent ou participent à des initiatives visant à améliorer leur gouvernance. Ceci se fait notamment via de nouvelles modalités favorisant la participation des citoyens, l'introduction des TIC et la mise en commun des efforts avec d'autres gouvernements nationaux ou CT, avec des entités privées, la société civile et, plus généralement, d'autres acteurs sociaux et locaux. La promotion de ces axes de travail peut contribuer progressivement à rendre les CT plus efficaces, accessibles, transparentes et responsables.

Ce bref résumé montre que les CT en Amérique latine sont capables de promouvoir des initiatives alignées sur les ODD dans divers domaines de compétence, de piloter les processus d'innovation et de développer des stratégies multisectorielles plus intégrées pour impliquer les acteurs locaux – les citoyens, le secteur privé et le milieu universitaire – ainsi que différents secteurs du gouvernement à divers niveaux. Elles peuvent donc promouvoir un développement plus durable et inclusif dans leurs territoires et villes. De fait, elles soutiennent des stratégies de développement territorial qui pourraient constituer de véritables piliers pour la réalisation des ODD dans l'ensemble de la région. 🌱

4. Conclusions

Agenda 2030 : progrès et limites

Comme l'a montré ce chapitre, les CT en Amérique latine et dans les Caraïbes sont de plus en plus engagées dans l'Agenda 2030. Leurs actions sont dictées par les cadres institutionnels qui ont été développés par les États de la région. Comme sur les autres continents, les gouvernements nationaux ont cherché à aligner leurs stratégies nationales de développement avec les ODD. Ils ont également créé des mécanismes institutionnels pour coordonner la mise en œuvre, effectuer un suivi des progrès accomplis et rédiger des rapports pour l'ONU. Toutefois, comme l'a souligné le rapport de la CEPAL au Forum régional sur le développement durable, certaines questions restent en suspens pour pouvoir renforcer l'appropriation des programmes mondiaux par la société latino-américaine (voir l'introduction de ce chapitre). Il est nécessaire d'améliorer la participation des différents acteurs, d'assurer un financement adéquat et de réviser les modèles actuels de développement non durable, encore dominants dans la région.

En effet, la situation actuelle en Amérique latine et dans les Caraïbes entrave la réalisation des objectifs ambitieux des programmes mondiaux. Ces dernières années, la croissance économique a ralenti. Dans plusieurs États, les changements récents de régime politique orientent le développement dans une direction qui pourrait diverger de certains des objectifs des programmes mondiaux (par exemple au Brésil). Au niveau institutionnel, la désaffection des citoyens envers leurs gouvernements et leurs institutions publiques s'est accrue. La question est donc de savoir si la région sera en mesure d'atteindre tous les objectifs de développement durable.

Les CT, éléments clés de la mise en œuvre des agendas mondiaux

L'Amérique latine est une région à l'urbanisation croissante, qui a mis en œuvre divers processus de décentralisation au cours des dernières décennies. Le présent chapitre s'est donc attaché à décrire la façon dont l'agenda urbain et territorial de la région s'inscrit au cœur de la réalisation des ODD. Nombre des défis les plus importants pour la réalisation de

l'Agenda 2030 concernent les zones urbaines et des territoires spécifiques : il y est nécessaire d'éliminer l'extrême pauvreté, d'améliorer l'inclusion sociale et économique, d'accroître l'accès aux services publics et au logement, de promouvoir les opportunités d'emploi et de réduire les inégalités, de renforcer la résilience aux catastrophes, de réduire l'impact sur le changement climatique et de protéger l'environnement, de renforcer les liens entre les zones urbaines et rurales et de préserver la biodiversité. Les CT ont des responsabilités croissantes au sein des systèmes de gouvernance des villes et des territoires et jouent, par conséquent, un rôle plus important dans la réalisation des agendas mondiaux. Cette réalité se produit souvent en l'absence de capacités techniques et financières adéquates et a conduit souvent à des processus d'innovation dans l'articulation des politiques publiques et dans la recherche de nouvelles alliances entre différents acteurs.

Ce chapitre présente les efforts des CT latino-américaines pour s'aligner avec l'Agenda 2030 et contribuer à la mise en œuvre des ODD. Les associations et réseaux de CT, tant régionaux que nationaux, les grandes villes et les régions des pays fédéraux et, petit à petit, les villes intermédiaires et les petites villes, progressent avec plus de détermination et sont à la tête des processus de localisation de l'Agenda 2030. Beaucoup ont profité de l'Agenda 2030 pour revoir leurs stratégies et leurs politiques publiques, adopter une approche plus holistique du développement dans leurs territoires, engager les acteurs territoriaux et élargir leurs partenariats avec les citoyens.

Le chapitre offre des centaines d'exemples de contributions à la réalisation des ODD depuis les territoires de la région. Certaines de ces expériences sont particulièrement importantes en raison de leur potentiel de transformation. De nombreuses municipalités et régions, par exemple, ont commencé à agir de façon décisive contre les changements climatiques et pour la protection de l'environnement et de la biodiversité, et ce même en l'absence de directives politiques claires de la part des gouvernements nationaux. Ce chapitre met en lumière les actions qui ont contribué à la refonte des villes, à la lutte

contre la ségrégation sociale, à l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers pauvres et à la promotion de la paix et de l'inclusion. Certaines CT visionnaires font la promotion du développement économique local, de l'esprit d'entreprise et de l'innovation, en créant des opportunités d'emploi pour les femmes et les jeunes, en répondant aux besoins des travailleurs informels ou en intégrant les savoirs des populations autochtones. D'autres font la promotion de l'économie circulaire et solidaire, des initiatives de logement social, des systèmes locaux de production alimentaire et de l'agriculture urbaine, ainsi que des pratiques d'agroécologie (comme le Réseau des municipalités agro-écologiques en Argentine, les *chinampas* au Mexique ou les formes de production qui évitent l'utilisation de produits chimiques et préservent la biodiversité des sols). Toutes ces initiatives, en somme, conduisent à l'adoption de nouvelles approches territoriales du développement durable.

De nombreuses solutions fournies par les CT d'Amérique latine sont le résultat de la participation citoyenne, via des initiatives telles que la planification et les budgets participatifs, qui ont obtenu une reconnaissance internationale et ont été diffusées dans l'ensemble des pays de la région et au-delà. Ces expériences peuvent aider à mettre en place des systèmes de gouvernance plus transparents, fondés sur des institutions ouvertes et accessibles aux populations les plus vulnérables.

Toutefois, compte tenu de l'ampleur des défis, la mobilisation des CT reste insuffisante. **Un effort conjoint des gouvernements nationaux, des organisations de CT, des institutions internationales et des réseaux d'acteurs locaux et de la société civile est nécessaire** pour accroître la mobilisation locale et, surtout, pour générer le soutien nécessaire pour accompagner et amplifier le changement, intensifier les initiatives partant de la base et renforcer la coopération avec les stratégies nationales.

Défis structurels de la localisation : décentralisation inégale et accès limité à un financement adéquat

Bien que certains progrès aient été accomplis, ce chapitre s'attache à examiner les contextes institutionnels dans lesquels les CT opèrent, afin de mettre en évidence les contraintes pesant sur ces processus. Il met l'accent sur deux dimensions : 1) l'évolution du cadre institutionnel et financier ; 2) la nécessité d'une plus grande coopération interinstitutionnelle et citoyenne. Concernant le cadre institutionnel, ce chapitre souligne les avancées des programmes de démocratisation et de décentralisation, qui ont progressé presque parallèlement au cours des dernières décennies. L'élection des autorités locales est maintenant un phénomène répandu sur tout le continent. À d'autres égards, les progrès ont été inégaux, avec des différences marquées, des progrès, des stagnations et des échecs, entre les régions et les pays (entre les pays du cône Sud, des Andes, de l'Amérique centrale et des Caraïbes). En outre, avec l'augmentation des responsabilités des CT concernant la prestation de services à leurs

communautés, de nombreux problèmes restent en suspens, tant en termes de clarté de la répartition des compétences que de la capacité à les assumer. Dans de nombreux pays, il existe un manque de clarté flagrant concernant l'attribution des tâches et les moyens disponibles. Cela pèse lourdement sur les capacités des CT à mettre en œuvre l'Agenda 2030, sur la coordination des politiques entre les différents niveaux de gouvernement et sur la mobilisation des acteurs locaux.

À l'échelle mondiale, dans la majorité des pays, le financement des CT a doublé entre 1985 et 2010, mais son niveau (6,2 % du PIB) reste relativement faible (en dessous de 16 % en Europe ou de 8 % en Asie-Pacifique), et varie considérablement d'un État à l'autre (en particulier entre les pays fédéraux et les pays unitaires). Cela limite la capacité des CT à assumer pleinement leurs responsabilités en matière de développement local. Dans la plupart des pays (à quelques exceptions près), les budgets locaux sont tributaires des transferts de fonds du gouvernement national, et s'accompagnent généralement d'un degré élevé de contrôle et de conditionnalité, limitant l'autonomie locale. Les cadres fiscaux locaux inadéquats freinent les possibilités de diversification et d'optimisation de la mobilisation des ressources locales, en particulier de récupération des richesses et d'exploitation de la valeur ajoutée générée par les villes (par exemple via l'augmentation de la valeur des propriétés). Les restrictions qui pèsent sur les budgets locaux affectent également les emprunts locaux et l'accès au financement. À l'exception des grandes régions et des grandes villes, dont les capacités d'investissement sont importantes, le reste des CT et des villes (des villes intermédiaires en particulier) a un accès limité aux ressources leur permettant d'investir dans les services et les infrastructures.

La mise en œuvre des ODD est l'occasion de faire progresser les processus de décentralisation et de renforcer le rôle des CT et leur financement, afin de promouvoir la localisation des programmes et de se diriger vers de nouveaux modèles de développement, plus inclusifs et durables.

Pour améliorer la participation des institutions locales, les CT de la région doivent être correctement représentées et suffisamment actives dans les cadres nationaux de coordination pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Cela constitue un levier important pour que les CT se sentent impliquées et ne considèrent pas ces programmes comme étrangers au contexte national et local.

Nécessité de renforcer la coopération entre les institutions et la société civile

La diffusion, le dialogue et la coopération sont essentiels pour assurer l'appropriation et la mise en œuvre des ODD entre les collectivités et les acteurs locaux (société civile, entreprises et universités). L'Agenda 2030 met particulièrement l'accent sur ces deux aspects, en appelant à impliquer « le gouvernement dans son ensemble » et « la société dans son ensemble ».

Les progrès des CT dans la mise en œuvre de ces programmes dépendent, dans une large mesure, de la volonté et des incitations des gouvernements nationaux. Le rapport met notamment en évidence la participation limitée des CT au processus d'élaboration des ENV et aux mécanismes de coordination de la mise en œuvre des ODD. L'accès des CT à la gouvernance nationale de l'Agenda 2030 est limité. Dans certains pays, elles ont été incluses dans le cadre d'action institutionnel (au Brésil, Costa Rica, Honduras, Mexique ou en République dominicaine, par exemple), mais dans d'autres, leur participation est occasionnelle, indirecte, voire inexistante. Pour améliorer la participation des institutions locales, les CT de la région doivent être correctement représentées et suffisamment actives dans les cadres nationaux de coordination pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Cela constitue un levier important pour que les CT se sentent impliquées et ne considèrent pas ces programmes comme étrangers au contexte national et local.

Le renforcement des mécanismes de gouvernance multiniveaux pour coordonner la mise en œuvre des ODD est un levier essentiel pour renforcer la cohérence et l'impact des politiques publiques. Du temps et une plus grande volonté pour adapter et consolider de nouvelles pratiques seront nécessaires pour créer une nouvelle culture de gouvernance favorisant le dialogue et la collaboration, afin de s'aligner sur les ODD. Néanmoins, le temps presse pour réaliser les ODD et favoriser un avenir plus durable pour la région.

Examen des systèmes de planification nationaux et locaux et promotion de l'accès aux données et indicateurs locaux

Un autre élément essentiel de la collaboration entre les gouvernements centraux et les CT est la planification des politiques de développement et leur alignement sur l'Agenda 2030. Dans les pays ayant mis en place des processus avancés de décentralisation, cette collaboration permet de créer des dynamiques, de réduire les chevauchements, d'éviter les doublons, et de promouvoir la mobilisation coordonnée des ressources locales et nationales. Cela est particulièrement pertinent si l'on considère que les CT représentent près de 40 % des investissements publics dans la région. À cette fin, il est nécessaire de mettre en place des instruments de gouvernance multiniveaux dans les territoires, qui respectent les compétences et les capacités de chaque échelle de CT (conformément au principe de subsidiarité). Ces mécanismes doivent être

soutenus par une planification participative dans les villes et les territoires et permettre une meilleure coordination entre les programmes d'investissement nationaux et locaux.

Le rapport illustre, par différents exemples, les progrès accomplis dans l'institutionnalisation des mécanismes de coordination entre les différents niveaux de gouvernement. Il détaille les efforts déployés pour articuler les ODD avec les systèmes nationaux de planification du développement (comme en Colombie et en Équateur), ainsi que les difficultés de coopération verticale et horizontale entre les différents niveaux de collectivités (comme c'est le cas pour les États et les municipalités du Mexique et pour les provinces de l'Équateur). Bien que certains exemples méritent d'être soulignés, pour certains pays, ces efforts de coordination ne semblent pas être une priorité. La localisation et la désagrégation des données ainsi que la création d'indicateurs communs entre les gouvernements nationaux et les CT restent compliquées (par exemple au Brésil et en Colombie), mais sont indispensables pour améliorer l'articulation des systèmes de planification nationaux et locaux et assurer le suivi de l'Agenda 2030.

La région est particulièrement préoccupée par l'amélioration de la coordination entre les stratégies nationales et territoriales de développement et les ODD. Pour améliorer l'efficacité de ces actions, il est nécessaire de renforcer les capacités de planification des CT et l'articulation entre les plans locaux et nationaux, ainsi que de définir ou renforcer les mécanismes de financement qui encouragent cette coordination. La collecte et la disponibilité de données et d'indicateurs localisés sont également essentielles.

Renforcement de la gouvernance urbaine et territoriale pour réaliser les ODD

Une politique urbaine doit également être menée dans le cadre des efforts de coordination, tant dans les grandes villes que dans les villes de petite et moyenne taille, ainsi qu'entre les zones urbaines et rurales. Malgré les récentes avancées de la gouvernance urbaine, de nombreuses grandes villes n'ont pas encore de gouvernement métropolitain doté des pouvoirs et des ressources nécessaires pour planifier de manière adéquate le développement de l'ensemble de la région métropolitaine, pour surmonter la fragmentation juridictionnelle et répondre aux problèmes des externalités et des retombées économiques, avec des mécanismes institutionnels et financiers nécessaires. Compte tenu de l'importance du phénomène dans la région, la mise en place de systèmes de gouvernance métropolitaine, capables de répondre à ces défis, représenterait un important pas en avant dans la réalisation des programmes mondiaux. Ceci est particulièrement important compte tenu du potentiel que renferment ces métropoles pour déclencher des changements sociaux, économiques et environnementaux. Parallèlement, la persistance des inégalités territoriales entre les territoires ruraux et urbains exige la mise en œuvre de cadres de gouvernance territoriale, ainsi qu'une

plus grande collaboration entre les municipalités rurales et les villes moyennes et intermédiaires pour favoriser des approches de développement territorial efficaces et intégrées.

Malgré la croissance des villes intermédiaires dans la région, leur participation à la mise en œuvre des ODD reste limitée. Les politiques de développement territorial (ou leur absence) et les déséquilibres des investissements publics tendent à aggraver les inégalités entre métropoles et villes intermédiaires. Ce constat vaut aussi pour les disparités entre les régions centrales, mieux connectées et animées d'un plus grand dynamisme économique, et les villes périphériques et territoires plus éloignés. Cette disparité des investissements réduit l'équité, freine l'intégration du territoire et ralentit par conséquent la réduction des inégalités, objectif de l'Agenda 2030.

Le développement des interconnexions et des approches intégrées proposées dans l'Agenda 2030 devraient soutenir la coordination des politiques urbaines et sectorielles, avec une participation plus forte des CT. Ceci passe notamment par leur implication dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques urbaines nationales, promues par de nombreux gouvernements avec l'appui d'ONU-Habitat. Le Nouvel Agenda urbain devrait servir de pilier pour compléter et réaliser les ODD.

Toutefois, le renforcement des agglomérations, des villes intermédiaires, des petites villes et de leur gouvernance, ne doit pas s'effectuer aux dépens des territoires ruraux environnants. La survie des zones urbaines dépend des zones rurales. Si celles-ci perdent leur population, un vide se crée, comblé par l'agriculture intensive et les monocultures, entraînant des dommages environnementaux irréversibles et une accélération de l'exode de la population rurale. C'est une grave menace qui pèse aujourd'hui sur l'Amazonie, au Brésil, et sur d'autres ressources naturelles comme les forêts indigènes et les réserves de biodiversité d'autres pays. À cet égard, les stratégies intégrées de développement territorial seront au cœur de la réalisation des ODD.

Transformation de la société latino-américaine grâce à la localisation des ODD

La localisation de l'Agenda 2030 et des autres programmes mondiaux permet de formuler des approches et des solutions pour répondre aux défis du développement durable auxquels sont confrontés aujourd'hui les villes et territoires d'Amérique latine – qui voient en conséquence leurs capacités entravées. C'est dans les villes et les territoires que se concentrent certains des principaux problèmes qui caractérisent les modèles de développement de la région – à savoir des indices élevés d'inégalité et d'exclusion, une violence croissante et des problèmes de durabilité environnementale qui affectent à la fois la santé et le bien-être de la population.

Dans le contexte de la réflexion menée sur les modèles actuels de développement des régions, les initiatives locales les plus innovantes sont les mieux placées pour susciter le changement. Elles

ont en effet un rôle clé à jouer dans le soutien de la participation des citoyens et dans l'adoption de formes de gouvernance coopératives plus efficaces. Cependant, villes et territoires sont confrontés à des problèmes structurels auxquels ils ne peuvent répondre seuls. Pour que ces initiatives soient mises en œuvre, se multiplient, et pour maximiser leur impact, il est nécessaire de créer des conditions favorables, tout en renforçant l'environnement institutionnel et en améliorant la mobilisation des ressources. Le rôle de ces initiatives dans l'élaboration de stratégies nationales, pour mettre en œuvre les ODD et élaborer des politiques urbaines qui répondent aux exigences du Nouvel Agenda urbain, est essentiel, non seulement pour adapter les politiques nationales aux territoires, mais également pour contribuer au débat national. Ce rôle est d'ailleurs amené à prendre une importance de plus en plus grande pour le développement national. Mais pour ce faire, il faut continuer à renforcer les capacités et à soutenir les initiatives des territoires, à faire progresser le dialogue, la coopération et la collaboration entre les différents niveaux de gouvernement, afin d'étendre les espaces de participation et de prise de décision. Compte tenu de la situation critique à laquelle sont confrontés de nombreux pays de la région, les CT sont réellement en mesure de fournir une partie des réponses, pour faire progresser la réalisation des agendas de développement durable sur leurs territoires et accroître la mobilisation des capacités et des ressources de la citoyenneté et des acteurs locaux. ☉

Le fleuve Amazone sur la route Iquitos-Leticia (photo : M M, bit.ly/2pZhd3m).



04



Asie-Pacifique

Chapitre régional



Femme en train de ramasser
les récoltes dans la banlieue
de Séoul, République de
Corée (photo : © Ainara
Fernández Tortosa).

1. Introduction

Page 167

2. Cadres institutionnels nationaux et locaux pour la mise en oeuvre des ODD

Page 170

2.1. Les stratégies nationales et les dispositifs institutionnels pour la mise en œuvre des ODD

2.2. Créer des environnements institutionnels favorables à l'action des gouvernements locaux et régionaux

2.3. Mécanismes de gouvernance multiniveaux pour la mise en œuvre des ODD

3. La contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD

Page 190

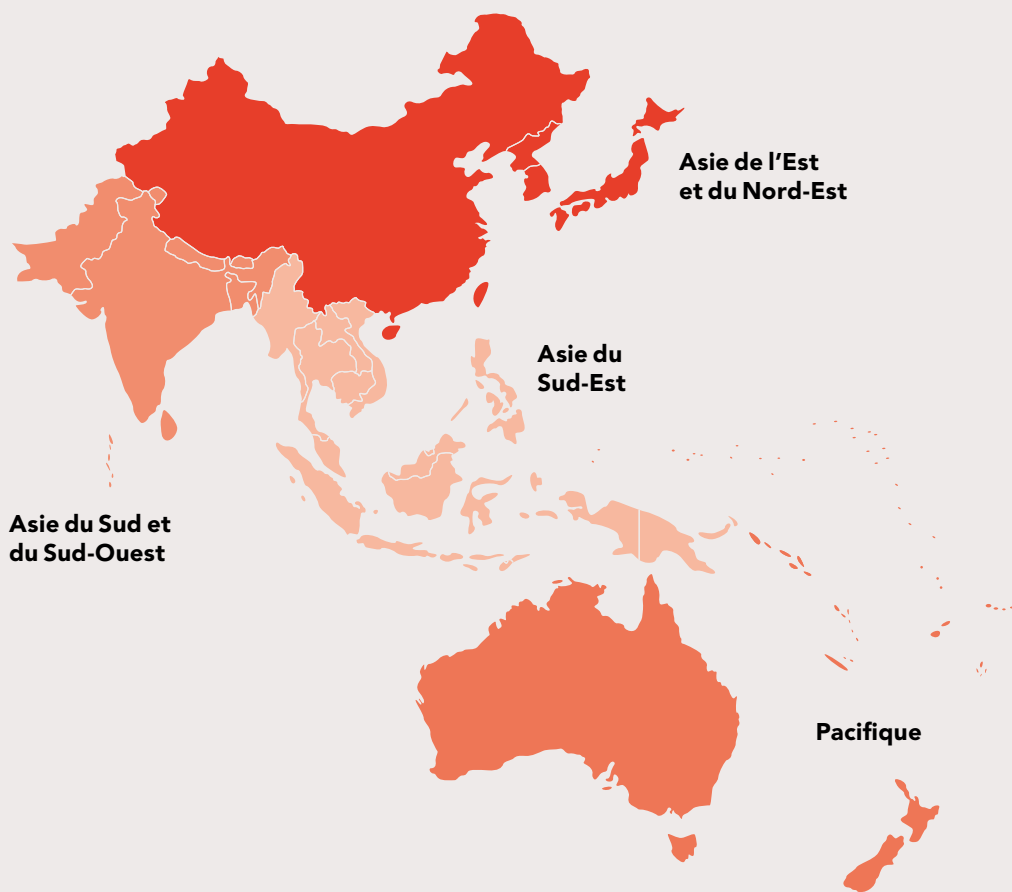
3.1. Sensibilisation et appropriation des ODD : le rôle des réseaux de CT et leurs partenaires

3.2. Alignement sur les stratégies et plans locaux (phase préparatoire)

3.3. Actions locales pour la mise en œuvre des ODD (stade d'opérationnalisation)

4. Conclusions

Page 208



Asie du Sud et du Sud-Ouest

Bangladesh
Bhoutan
Inde
Maldives
Népal
Pakistan
Sri Lanka

Asie du Sud-Est

Brunei Darussalam
Cambodge
Indonésie
Laos
Malaisie
Myanmar
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Philippines
Singapour
Thaïlande
Timor-Leste
Vietnam

Asie de l'Est et du Nord-Est

Chine
Japon
République de Corée
République populaire démocratique de Corée

Pacifique

Australie
États fédérés de Micronésie
Fidji
îles Marshall
îles Salomon
Kiribati
Nauru
Nouvelle-Zélande
Palau
Samoa
Tonga
Tuvalu
Vanuatu

1. Introduction

Les ODD et l'Agenda 2030 ont bénéficié d'une grande adhésion dans la région Asie-Pacifique (ASPAC). La plupart des gouvernements œuvrent à les inclure au sein de plusieurs politiques de développement, cadres de planification et de suivi, aux échelles nationale, régionale et locale. Toutefois, la mise en œuvre des ODD dans la région suppose d'importants défis ; notamment celui de faire progresser la localisation au travers de politiques de développement territorial améliorées. La forte croissance démographique et la vaste étendue de la région, ses niveaux rapides d'urbanisation et les menaces environnementales, ont tous un impact sur la localisation des ODD¹.

La région ASPAC, telle que définie par CGLU, est divisée en quatre sous-régions : l'Asie du Sud et du Sud-Ouest, l'Asie du Sud-Est, l'Asie de l'Est et du Nord-Est, et les États insulaires du Pacifique. La région englobe un grand éventail de sous-régions, pays, régions administratives spéciales et certains des pays les plus riches et les plus pauvres du monde, ainsi que les villes et les pays les plus isolés et les plus grands de la planète. Elle abrite plus de 54 % de la population mondiale (4,1 milliards d'habitants) parmi lesquels environ 50 % d'urbains². Concentrant plus de 60 % de la croissance économique mondiale, c'est l'une des régions du monde les plus hétérogènes et à la croissance la plus rapide.

L'urbanisation a aidé des millions de personnes à sortir de la pauvreté, notamment grâce à la croissance des possibilités de productivité et d'emploi, à une meilleure qualité de vie et à des investissements à grande échelle dans les infrastructures et les services³. La majorité des 2,26 milliards de citoyens en Asie-Pacifique vit dans des milieux urbains relativement densément peuplés. Selon les prévisions, la population urbaine devrait atteindre 3 milliards d'habitants d'ici 2035. La région compte plus de 4 400 centres urbains de plus de 50 000 habitants. Près de 300 villes ont des populations dépassant 1 million de personnes, parmi lesquelles 21 sont

des mégalofoles (agglomérations urbaines de plus de 10 millions d'habitants). Plusieurs d'entre elles vont jusqu'à former de vastes « régions urbaines », avec des populations dépassant les 50 millions (telles que Delhi-Lahore, ou la région métropolitaine du Delta de la Rivière des perles). Dans le même

Laos (photo : Sasha Popovic, bit.ly/31XrtXZ).





temps, les petites et moyennes villes connaissent aussi une croissance rapide, entraînant la création dans plusieurs pays de longs corridors urbains et de regroupements (*clusters*). 65 % de la population urbaine dans la région ASPAC vivent dans des villes de taille moyenne⁴.

L'urbanisation est l'une des grandes tendances à laquelle la région devra faire face cette prochaine décennie. Bien qu'elle soit liée à une croissance économique rapide, elle implique des coûts environnementaux et sociaux élevés⁵. L'Asie compte sur son territoire plus de la moitié des villes du monde

les plus vulnérables aux catastrophes naturelles, notamment à la montée du niveau des océans, conséquence directe du dérèglement climatique⁶. Même si la proportion de la population urbaine vivant dans des bidonvilles a baissé, le nombre de personnes vivant dans des logements précaires est en augmentation. Les risques de catastrophe, les bidonvilles, la pollution atmosphérique, les embouteillages, l'informalité et l'accès aux services de base (et à leur qualité) font partie des défis rencontrés par un grand nombre de villes asiatiques.

Le rapport de 2019 de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique (ONU-CESAP), relatif aux progrès effectués dans la mise en œuvre des ODD, fait état d'avancées considérables dans la région, notamment en matière de réduction de la pauvreté, d'éducation et d'augmentation de l'espérance de vie. Cependant, il souligne aussi le fait que « si la région poursuit sur sa trajectoire actuelle, elle n'atteindra aucun des 17 Objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030⁷ ». Des mesures sont actuellement mises en œuvre pour parvenir à une énergie propre et à un prix abordable (ODD 7). Toutefois, les inégalités se creusent, et plusieurs sous-régions accusent un retard croissant. Plusieurs domaines affichent de faibles progrès dans

L'Asie compte sur son territoire plus de la moitié des villes du monde les plus vulnérables aux catastrophes naturelles, notamment à la montée du niveau des océans, conséquence directe du dérèglement climatique.



Un habitant récupère de l'eau au fond du lac Banteng asséché dans le district de Rongkop, Yogyakarta, Indonésie (photo : Tribun Jogja/ Hasan Sakri, t.ly/O5097).

la réalisation des Objectifs, notamment : la sécurité alimentaire (ODD 2) ; le soutien à l'industrie, à l'innovation et aux infrastructures (ODD 9) ; la réduction des inégalités (ODD 10) ; la construction de villes et d'établissements humains durables (ODD 11) ; la lutte contre le changement climatique (ODD 13) ; la protection de la vie aquatique (ODD 14) et terrestre (ODD 15) ; et le soutien à la paix, à la justice et aux institutions efficaces (ODD 16). La situation s'est détériorée concernant l'accès à l'eau et l'assainissement (ODD 6), le travail décent et la croissance économique (ODD 8), et la promotion de systèmes de consommation et de production responsables (ODD 12)⁸.

De grands fossés se creusent entre les pays, menaçant alors la capacité globale de la région Asie-Pacifique à concrétiser les ODD. Si l'on se réfère aux indicateurs de performance des ODD, la moyenne des pays d'Asie du Sud est en deçà de la médiane mondiale (à l'exception du Bhoutan) ; les pays d'Asie du Sud-Est se situent autour de la médiane (excepté le Myanmar, à un niveau bien inférieur) ; les pays d'Asie orientale, à savoir l'Australie et la Nouvelle-Zélande, sortent du lot en dépassant la médiane⁹. Des investissements majeurs

sont nécessaires pour atteindre les ODD dans la région ASPAC (estimés à 1,5 mille milliards d'USD par an¹⁰).

Ce chapitre présente une vue d'ensemble des progrès effectués vers la mise en œuvre de l'Agenda 2030 dans les pays de la région ASPAC, en se concentrant en particulier sur le rôle joué par les collectivités territoriales (CT). Les enjeux de la localisation des ODD dans la région ont été partiellement documentés dans différents rapports¹¹. Ce chapitre est divisé en quatre sections. Après l'introduction, la section 2 aborde les stratégies de mise en œuvre des Objectifs adoptées par les pays de la région et les environnements institutionnels propices à l'action des CT ; la section 3 décrit les activités actuellement mises en œuvre à l'échelle locale en vue d'élaborer une approche territoriale pour la mise en œuvre des ODD, en passant en revue des pratiques locales qui abordent certains des défis majeurs rencontrés par les villes et les territoires dans la région. La conclusion synthétise les constats et propose un agenda d'action visant à accélérer la localisation des ODD dans la région, par le biais d'une approche de développement territorial. 📍

2. Cadres institutionnels nationaux et locaux pour la mise en œuvre des ODD

2.1. Les stratégies nationales et les dispositifs institutionnels pour la mise en œuvre des ODD

Tous les pays de la région Asie-Pacifique (ASPAC) ont adhéré aux ODD. La phase préparatoire pour appuyer la mise en œuvre implique un éventail d'activités : de leur intégration aux stratégies nationales de développement (alignement des stratégies ou plans nationaux de développement spécifiques), en passant par la mise en place de cadres institutionnels (désignation de comités nationaux de coordination), et l'établissement de mécanismes de suivi et de comptes rendus.

Vingt-huit pays ont présenté leur Examen national volontaire (ENV) entre 2016 et 2019¹², et neuf se sont engagés à présenter les leurs d'ici à 2020. La majorité des ENV reflètent les progrès effectués par les pays dans leurs phases de préparation et de mise en œuvre.

Stratégies et programmes nationaux pour les ODD

Comme le résume le tableau 1, les pays de la région ASPAC ont pris des mesures importantes en vue de l'intégration des ODD dans leurs processus nationaux de planification. Leurs gouvernements ont notamment nommé des agences nationales, spécifiques ou centrales, pour coordonner la mise en œuvre de ces objectifs mondiaux. Le rapport de synthèse d'ONU-CESAP sur les ENV de 2019 souligne qu'une majorité des pays ont revu ou réaligné leurs Plans nationaux de développement (PND) pour appuyer l'intégration de l'Agenda 2030¹³.

Comme l'indique le tableau 1, une majorité de pays utilisent leurs stratégies nationales de développement comme cadre pour la localisation de l'Agenda 2030, s'assurant ainsi de l'intégration des ODD à leurs programmes de développement. Certains pays les ont intégrés à leurs programmes sectoriels, comme avec le 3^e Plan de base pour le développement durable de la République de Corée, où ont été sélectionnés les objectifs et les cibles nationaux prioritaires. D'autres pays ont révisé leurs politiques et programmes sectoriels et attribué les responsabilités aux différents ministères et agences pour couvrir l'ensemble des ODD. La Chine, par exemple, les a alignés sur son Plan quinquennal¹⁴. Le Japon a lancé une vision et un programme sur le développement durable juste après avoir adopté

son engagement envers les ODD et l'Agenda 2030¹⁵. L'Indonésie a identifié ses plans à moyen terme en fonction des Objectifs¹⁶. Des pays tels que l'Australie et la Nouvelle-Zélande travaillent encore à la définition de leur stratégie mais les ont intégrés dans différents domaines¹⁷. Les petits États insulaires du Pacifique font face à des difficultés dans l'élaboration de leurs plans et dépendent davantage du soutien international. La Stratégie des Nations unies pour le Pacifique 2018-2022 propose un cadre stratégique quinquennal visant à appuyer la réponse collective du système onusien face aux priorités de développement dans quatorze pays et territoires des îles du Pacifique¹⁸.

Dans les forums régionaux organisés par la CESAP de l'ONU, les pays ont insisté sur l'importance d'une intégration des réponses politiques. Celles-ci passeraient par une amélioration de la coordination interministérielle et par l'établissement de systèmes de suivi adéquats, qui se retrouvent particulièrement affectés par le manque de ressources et de données statistiques à tous les niveaux pour mesurer les performances¹⁹.

Concernant la mise en œuvre des ODD depuis la perspective des CT, la localisation des stratégies pour les réaliser et le rôle joué par les gouvernements locaux sont mentionnés dans un certain nombre d'ENV (Bhoutan, Chine, Japon, République de Corée, Népal, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Timor oriental et Vietnam ; en Inde, principalement au niveau des États). Plusieurs autres rapports font des références spécifiques à la territorialisation des

Le rapport de synthèse d'ONU-CESAP sur les ENV de 2019 souligne qu'une majorité des pays ont revu ou réaligné leurs Plans nationaux de développement (PND) pour appuyer l'intégration de l'Agenda 2030.

Tableau 1 Stratégies nationales et dispositifs institutionnels pour la mise en œuvre des ODD

Bangladesh

L'Agenda 2030 a été intégré au 7^e Plan quinquennal du Bangladesh (2016-2020) et un Plan d'action a été préparé. Coordination : Comité interministériel pour la mise en œuvre et le suivi des ODD, établi par le Premier ministre. Aucune participation des CT n'a été signalée.

Bhoutan

Le 12^e Plan quinquennal (2018-2023) a été aligné sur les ODD. Le processus a été entamé avec le 11^e Plan. Il se focalise sur le développement dans les domaines de résultats prioritaires nationaux. Coordination : Commission du Bhoutan pour le bonheur national brut (organisme de coordination interinstitutionnelle), comprenant un comité de travail de haut niveau sur les ODD (chargé de préparer l'ENV) avec une supervision assurée par le Parlement.

Cambodge

Le Cadre cambodgien pour le développement durable, approuvé en novembre 2018, sera intégré au Plan de développement stratégique national. Coordination : Conseil national sur le développement durable, coordonné par le ministère de la Planification chargé de la mise en œuvre des ODD. Consultation des CT.

Chine

Le 13^e Plan quinquennal (2016-2020) pour le développement économique et social de la Chine adopté en mars 2016 reflète les ODD. En septembre 2016, le pays a également publié le Plan national de la Chine sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable, qui fait correspondre chaque cible des ODD à des plans d'action pour le pays. Plusieurs plans sectoriels ont également été alignés sur les ODD. Coordination : Mécanisme de coordination interinstitutionnelle (43 agences gouvernementales) dirigé par le ministère des Affaires étrangères. Pas de participation directe des CT.

Corée (République de)

Le 3^e Plan de base national pour le développement durable 2016-2020 offre une plateforme pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Coordination : Commission sur le développement durable (dirigée par le ministère de l'Environnement). Elle est composée d'organisations de la société civile (OSC), d'universitaires, du Bureau de la coordination des politiques gouvernementales et du Comité pour la coopération internationale au développement (dirigé par le ministère des Affaires étrangères). Pas de participation directe des CT signalée.

Inde

Les ODD sont intégrés à l'Agenda d'action triennal 2017-2020, ainsi qu'à la Vision sur quinze ans et à la Stratégie septennale. Coordination : Institut national pour la transformation de l'Inde (NITI Aayog), présidé par le Premier ministre. Le ministère chargé des statistiques et de la mise en œuvre des programmes formule les indicateurs. Seuls les chefs de cabinet des États fédérés sont représentés dans les mécanismes de coordination.

Indonésie

Les ODD sont intégrés à la Vision de développement nationale (*Nawacita*) et aux trois échelons de planification du développement : le Plan national de développement à long terme 2005-2025, le Plan national de développement à moyen terme 2015-2019 et le Plan annuel de travail gouvernemental. Un Plan d'action ODD (2017-2019) a été lancé en juin 2018. De plus, l'Indonésie prépare actuellement une Feuille de route de l'Agenda 2030 ; elle intègre les ODD à la préparation du Plan de développement régional à moyen terme 2020-2024 et au plan de travail régional aux échelles infranationales. Coordination : Équipe nationale de coordination des ODD, dirigée par le Président. Il existe également une équipe de mise en œuvre, coordonnée par le ministère de la Planification du développement national (BAPPENAS), un panel d'experts et quatre forums

multipartites pour le suivi. Des équipes de coordination des ODD ont également été créées à l'échelle locale et régionale.

Japon

Les Politiques de base 2018 et la Stratégie de croissance économique 2018 s'engagent à promouvoir les ODD. En décembre 2017, le Japon a adopté le Plan d'action ODD 2018 et, en juin 2018, le Plan d'action ODD élargi. Coordination : Quartier général pour la promotion des ODD (SDG Promotion Headquarters), dirigé par le Premier ministre (structure interministérielle). Les CT sont impliquées dans les tables rondes de promotion des ODD (à un niveau consultatif).

Laos

Une série de Principes directeurs pour les ODD a été adoptée en 2016. Ils ont été intégrés au 8^e Plan national de développement socio-économique (2016-2020), au Cadre de suivi et d'évaluation ; ainsi qu'à la Stratégie de développement socio-économique décennale (2016-2025) et à la Vision pour le développement à l'horizon 2030. Le Laos est en cours d'élaboration d'une feuille de route pour la mise en œuvre des ODD. Coordination : Comité national de pilotage des ODD, présidé par le Premier ministre et dirigé par les ministères des Affaires étrangères, de la Planification et des Investissements, et le Bureau de statistiques du Laos. Pas de participation des CT signalée.

Malaisie

Les ODD ont été intégrés au 11^e Plan malaisien 2016-2020 et à la Vision 2020. Coordination : Conseil national pour les ODD (présidé par le Premier ministre) et un Comité national de pilotage (présidé par le directeur de l'Unité de planification économique), qui comprend cinq Comités de travail thématiques (avec des ministères, des OSC, le secteur privé, le monde universitaire, des agences onusiennes et la jeunesse). Des mécanismes similaires ont été créés à l'échelle des États.

Maldives

L'alignement sur les ODD est en cours. Coordination : Comité national de coordination ministérielle (mécanisme interministériel), présidé par le Premier ministre et coordonné par le ministère de l'Environnement et de l'Énergie ; il existe également un Comité technique (multipartite). Les gouvernements locaux ont aligné leurs Plans de développement quinquennaux (2017-2021) sur les ODD.

Myanmar

Le Plan national de développement intégral 2011-2031 et le 2^e Plan quinquennal 2016-2021 ont été réétudiés afin d'inclure les ODD et le Plan de développement durable du Myanmar (avant-projet, février 2018) ; le Rapport sur l'état de préparation du Bureau officiel des statistiques pour les ODD du Myanmar et le Rapport sur les indicateurs de référence pour les ODD. Coordination : ministère de la Planification et des Finances.

Népal

Le Népal intègre les ODD à son 14^e Plan périodique (2016-2017–2018-2019) et aux stratégies sectorielles et programmes annuels. Le statut des ODD et la Feuille de route 2016-2030 servent de cadre. Coordination : Comité de pilotage des ODD, présidé par le Premier ministre. Il existe également une Commission nationale de la planification et un Comité de coordination et de mise en œuvre des ODD (présidés par le vice-président de la Commission nationale pour la planification). Les OSC, le secteur privé et les partenaires de développement sont représentés dans les neuf comités thématiques de suivi et de mise en œuvre des ODD. Les autorités locales ont été récemment élues.

Pakistan

Les ODD sont intégrés à l'Agenda de développement sur le long-terme du Pakistan, au 12^e Plan quinquennal (2018-2023), aux stratégies provinciales de développement à moyen terme et aux programmes de développement du secteur public. Un Cadre national pour les ODD à l'horizon 2030 a été adopté en 2018, tandis qu'au niveau provincial des Cadres provinciaux pour les ODD sont en cours de préparation. Coordination : Conseil économique national, présidé par le Premier ministre et le ministère de la Planification, du Développement et des Réformes. Les quatre provinces ont établi des Unités de soutien ODD au sein de leurs départements de planification et du développement (plus deux unités supplémentaires dans les zones de sous-administration fédérale), ainsi que des comités techniques et des groupes thématiques. Des personnes référentes ont été nommées à l'échelle des districts. Des groupes de travail au sein du Parlement national et des parlements provinciaux ont été mis en place pour examiner les progrès et faciliter le soutien législatif pour la mise en œuvre. Un Comité consultatif national sur les ODD est annoncé.

Philippines

Les ODD sont intégrés dans le Plan de développement des Philippines 2017-2022. Ils sont complétés par des allocations budgétaires nationales par le biais du Programme pour l'investissement public, qui sont orientées vers la réalisation du document de vision sur le long terme du pays, *Ambisyon Natin 2040*, et du programme socio-économique en dix points. Coordination : la création d'un sous-comité sur les ODD a été approuvée par le Comité de développement et de coordination du budget. Ce sous-comité sera co-présidé par le Département du budget et de gestion (DBM) et l'Autorité nationale de l'économie et du développement (NEDA).

Singapour

Singapour a adopté une approche pangouvernementale pour développer et mettre en œuvre des politiques intégrées et durables dans le cadre du Schéma directeur pour une Singapour durable 2015. Coordination : Comité interministériel sur le développement durable, coprésidé par le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'Environnement et des Ressources hydriques.

Sri Lanka

La Vision 2025, le Programme d'investissements publics (2017-2020) et le budget « Bleu-Vert » de 2018 sont les fondements du Cadre de développement stratégique. Un Plan national d'action pour les ODD (2017-2020) a été développé en 2016 mais sans être mis en œuvre. Coordination : Conseil du développement durable (CDD), pendant les premières années sous la supervision de la Présidence et du ministère du Développement durable et de la Préservation de la faune et la flore (loi 19 d'octobre 2017), bien que le ministère ait été récemment dissous. Le CDD doit comprendre douze membres, dont trois doivent provenir des Conseils provinciaux (désignés par le Président), mais les CT ne sont pas impliquées pour autant.

Thaïlande

Les ODD sont intégrés au Cadre national stratégique sur vingt ans (2017-2036) et dans le 12^e Plan national pour le développement économique et social (2017-2021). Coordination : Comité national pour le développement durable, présidé par le Premier ministre (multipartite, comprenant trois groupes de travail et un secrétariat, assuré par le Conseil national au développement économique et social).

Timor oriental

Un Programme national pour le développement stratégique 2011-2030 et une Feuille de route pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030, adoptée en 2017, intègrent les ODD. Coordination : Groupe de travail sur les ODD (ministères gouvernementaux, Parlement,

Tableau 1 Stratégies nationales et dispositifs institutionnels pour la mise en œuvre des ODD

monde universitaire, secteur privé, médias, organisations religieuses et représentants de la société civile, avec les Nations unies en tant qu'observatrice). Il existe un secrétariat à l'ENV (qui comprend une Unité d'évaluation, de planification et de suivi : l'UPMA) et un groupe consultatif d'OSC. La création d'une Commission nationale pour les ODD a été proposée.

Vietnam

Les ODD ont été intégrés au Plan quinquennal de développement national (2016-2020). Les 17 ODD mondiaux ont été mis à l'échelle nationale, sous forme de 115 cibles ODD vietnamiennes, au sein du Plan d'action national pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 du développement durable (PAN). Le PAN sera mis en œuvre en deux phases : 2017-2020 et 2021-2030. Coordination : ministère de la Planification et des Investissements, chargé de la mise en œuvre des ODD ; Groupe de travail intersectoriel sur les ODD ; et Conseil national au développement durable et à la promotion de la compétitivité, qui fournit des conseils stratégiques.

PACIFIQUE

Australie

L'Australie n'a pas encore mis en place de processus d'intégration des ODD dans ses politiques nationales, ni dans celles locales et régionales. Coordination : Comité interdépartemental, coprésidé par le département du Premier ministre et son cabinet, et le département des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. Le Conseil du gouvernement australien agit en tant que forum de coordination des États fédérés et des territoires.

Fidji

Intégration dans les Plans de développement national sur cinq et vingt ans des Fidji. Coordination : ministère de l'Économie et Groupe de travail sur les ODD.

Kiribati

Les ODD sont alignés sur le Programme de développement des Kiribati 2016-2019 et la Vision Kitinsyi 20. Coordination : Comité de coordination du développement et Groupe de travail sur les ODD, qui travaille sous la supervision du Bureau national de la planification économique du ministère des Finances et du Développement économique. L'Association des gouvernements locaux des Kiribati a contribué à l'ENV.

Nauru

Le Nauru a démontré son engagement à réaliser les Objectifs de développement durable par le biais de l'examen de sa Stratégie nationale du développement durable.

Nouvelle-Zélande

Un Cadre pour les niveaux de vie a été élaboré par la Trésorerie de Nouvelle-Zélande tandis que le Bureau des statistiques de Nouvelle-Zélande a mis en place les indicateurs Aotearoa Nouvelle-Zélande (*Ngā Tūtohu Aotearoa*). Le pays a également adopté un Agenda de croissance urbaine. Coordination : les Sommets nationaux des ODD veillent à l'implication de tous les secteurs, y compris des CT, dans la construction d'un Plan d'action multisectoriel pour la mise en œuvre des ODD, actuellement en cours. Le 2^e Sommet des ODD s'est tenu en septembre 2019, afin « d'accélérer ensemble les actions ».

Palaos

Cadre national ODD, Programme national de développement durable, Palaos 2020. Coordination : Unité de coordination des ODD, comprenant plusieurs groupes de travail.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Vision 2050 et Stratégie nationale pour le développement durable responsable de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Coordination : Conseil exécutif national, Comité de coordination de l'Agence centrale, Comité de pilotage national MTDP-ODD, groupes de travail techniques.

Samoa

La Stratégie pour le développement des Samoa 2016-2017 –2019-2020 est alignée sur les ODD, ainsi que les Modalités accélérées d'action pour les petits États insulaires en développement. Coordination : Groupe de travail national pour les ODD (interministériel), présidé par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. Pas de référence faite aux CT.

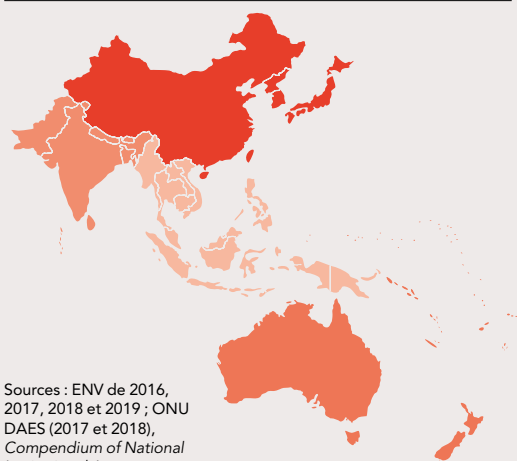
Tonga

Cadre de développement stratégique des Tonga 2015-2025. Coordination : Division de la planification du bureau du Premier ministre, appuyée par le Groupe de travail du développement durable des Tonga (un organisme multipartite) et un groupe de travail technique (qui assiste le groupe de travail).

Vanuatu

Vanuatu 2030. Le Programme du Peuple, le Rapport sur le développement annuel et le Rapport technique final sur le Plan national de développement durable 2016-2030 (également aligné sur la Feuille de route du Pacifique pour le développement durable). Coordination : Département de la politique stratégique, de la planification et de la coordination de l'aide, au sein du bureau du Premier ministre.

Asie-Pacifique



Sources : ENV de 2016, 2017, 2018 et 2019 ; ONU DAES (2017 et 2018), *Compendium of National Institutional Arrangements for Implementing the 2030 Agenda for Sustainable Development* ; Questionnaires de CGLU.

stratégies (Indonésie). Nombre de pays déploient des efforts pour sensibiliser les gouvernements locaux par l'intermédiaire de campagnes, de symposiums nationaux, de conférences, de séminaires et de forums. Toutefois, de tels efforts de sensibilisation sont souvent ponctuels et l'implication des CT est encore limitée, comme le soulignent différents rapports et études²⁰.

En effet, l'étude des ENV et les témoignages des gouvernements locaux attestent que la participation des CT à la préparation de ces rapports reste modeste. Par exemple, elles n'ont participé aux processus de consultation (principalement via des ateliers multipartites ou des consultations ponctuelles) que dans seulement onze pays sur les vingt-huit ayant présenté leurs ENV²¹.

Même si la responsabilité de la mise en œuvre des ODD est établie dans l'Agenda 2030 comme incombant aux États, les CT devraient être davantage impliquées dans la préparation des ENV et des documents de suivi.

Dispositifs institutionnels

La portée et l'ambition de l'Agenda 2030 pour le développement durable appellent à une action coordonnée, de la part de tous les secteurs et institutions du gouvernement, ainsi que des parties prenantes non gouvernementales. Suite à leur adoption, les pays membres ont mis en place différents mécanismes pour assurer la coordination et le suivi des engagements. Plusieurs États ont eu recours à des mécanismes institutionnels préexistants (Bhoutan, Cambodge, Inde, République de Corée, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Singapour, Thaïlande, Vanuatu et Vietnam). D'autres ont créé de nouveaux mécanismes et désigné des agences spécifiques pour assurer la mise en œuvre de l'Agenda 2030, principalement aux plus hauts niveaux de gouvernement (Premier ministre ou interministériel) afin de garantir l'engagement gouvernemental (Australie, Bangladesh, Chine, Indonésie, Japon, Kiribati, Laos, Malaisie, Maldives, Népal, Pakistan, Philippines, Samoa et Sri Lanka). Dans certains pays, ces mécanismes facilitent la participation d'autres acteurs non gouvernementaux tels que le secteur privé, les ONG, les groupes religieux et le milieu universitaire (Indonésie, République de Corée, Malaisie, Maldives, Népal, Palaos, Samoa, Timor oriental et Thaïlande).

L'implication des CT dans les mécanismes de coordination et de suivi est encore plus limitée que leur participation à l'élaboration des ENV. Les CT sont consultées, d'une manière ou d'une autre, par ces mécanismes nationaux dans six pays seulement : au Japon, en Indonésie et, dans une moindre mesure, en Australie et au Samoa. En Inde et au Pakistan, ce sont les gouvernements des États fédérés qui sont consultés²². Dans certains pays, les CT ont été consultées plutôt au niveau régional ou local (Chine, Inde, Indonésie et Philippines). Dans d'autres cas, malgré l'existence de mécanismes nationaux multipartites ou multi-acteurs, les gouvernements locaux n'y sont pas directement associés (République de Corée, Malaisie et Thaïlande). Enfin, certains pays



Circulation dans les rues de Manille, aux Philippines (photo : Stefan Munder, t.ly/ze0eN).

n'ont pas encore défini de mécanismes de coordination (Nouvelle-Zélande).

Le Forum asiatique sur le développement durable a souligné l'importance de l'adoption d'une « approche pangouvernementale » et l'importance de mener des consultations complètes qui impliquent un large éventail de parties prenantes, notamment les OSC, les ONG, les *think-tanks*, les entreprises, les gouvernements locaux, les organisations philanthropiques et les médias²³. 🕒

L'implication des CT dans les mécanismes de coordination et de suivi est encore limitée : ces dernières sont consultées, d'une manière ou d'une autre, par ces mécanismes nationaux dans six pays seulement.

2.2. Créer des environnements institutionnels favorables à l'action des gouvernements locaux et régionaux

Vue d'ensemble des tendances régionales

Depuis les années 1990, la plupart des pays de la région ASPAC ont entrepris des réformes de décentralisation mais les modèles suivis varient sensiblement d'un pays à l'autre. Comme cela est souvent le cas, dans les pays fédéraux tels que l'Australie, l'Inde, le Pakistan et, dans une moindre mesure, la Malaisie, les unités fédérales (États ou provinces) disposent de compétences législatives pour déterminer leurs systèmes de gouvernements locaux, attribuer des fonctions et des responsabilités, et réglementer la fiscalité locale. Les gouvernements locaux dépendent généralement de l'État ou de la province. Dans les pays unitaires, la définition du cadre institutionnel des gouvernements locaux et leur supervision sont une responsabilité de l'État central, tandis que les compétences des gouvernements locaux sont souvent définies dans les Constitutions ou la législation. Certaines Constitutions comme celles du Bhoutan, de République de Corée, de Malaisie, des Philippines ou de Thaïlande ont des dispositions précises pour les gouvernements locaux.

Des réformes constitutionnelles et juridiques ont été poursuivies ces dix dernières années, entraînant des réorganisations territoriales et politiques²⁴. Les pays suivants ont adopté de nouvelles Constitutions : le Bhoutan et le Myanmar en 2008, le Pakistan en 2010 (le 18^e amendement constitutionnel rend obligatoire pour les provinces d'instaurer des systèmes de gouvernement local), les Fidji et le Vietnam en 2013, le Népal en 2015 (avec la fédéralisation du pays) et la Thaïlande en 2017. Aux Philippines, un avant-projet de Constitution a été présenté au Président en juillet 2018, prévoyant la création de dix-huit régions fédérales²⁵. De façon similaire, une réforme constitutionnelle est proposée en République de Corée, qui supposerait l'intégration de la décentralisation dans la Constitution. D'autres lois ont réformé, parallèlement, les cadres des gouvernements locaux dans la majorité des pays de la région.

En 2018, CGLU ASPAC et Cities Alliance ont réalisé une étude pour évaluer le cadre institutionnel des gouvernements locaux et le soutien au développement durable dans les pays de la région (Étude CEE, *Cities Enabling Environment*)²⁶. Selon l'étude (fondée sur onze critères, afin de refléter les différentes dimensions d'un « environnement favorable » pour les CT), les pays de la région les plus développés économiquement (Australie,

Japon, Nouvelle-Zélande et République de Corée), ainsi que le Bhoutan, l'Indonésie et les Philippines, présentent les environnements les plus propices à l'action locale (voir graphique 1).

L'étude constate que, au sein de ce groupe, les CT du Japon et de Nouvelle-Zélande bénéficient de l'environnement le plus favorable concernant l'autonomie locale et la reddition des comptes. Ces pays sont suivis par l'Australie et la République de Corée qui enregistrent des notes plus faibles en ce qui concerne les dispositifs constitutionnels et la décentralisation fiscale. Une loi spéciale sur l'autonomie, la décentralisation et le système d'administration local a été promulguée en République de Corée en mars 2018.

Le Bhoutan obtient de très bonnes notes en termes de développement durable, mais elles sont plus faibles concernant la démocratie locale (les assemblées sont élues, mais les instances exécutives sont nommées).

En dépit du fait d'être un régime politique fortement centralisé, la Chine figure également assez haut dans le classement. Les CT bénéficient d'un degré relativement large d'autonomie dans la mise en œuvre des politiques de développement local. Les assemblées locales et les instances exécutives sont également élues (bien que dans certaines régions du pays seulement, et en considérant la présence des hautes instances du gouvernement qui influent parfois sur les élections). L'Indonésie et les Philippines se situent un peu plus bas dans le classement en matière de politiques de développement urbain et durable pour la première, et de décentralisation financière pour la seconde. Il convient également de noter que le cadre juridique n'est pas toujours pleinement exécuté aux Philippines²⁷.

Au milieu du classement, on trouve un deuxième groupe de pays incluant la Thaïlande, le Vietnam et l'Inde, et certaines îles du Pacifique telles que Vanuatu²⁸. La majorité de ces pays affichent de mauvaises performances en matière de décentralisation du financement local. Dans le cadre de la Loi de 2015 portant sur l'organisation de l'administration locale, les gouvernements locaux du Vietnam sont considérés comme dépendants de l'administration centrale de l'État et sont organisés selon une structure centralisée ; les assemblées locales sont élues mais les instances exécutives sont nommées, tandis que les budgets locaux font partie du budget de l'État et doivent être approuvés par le Parlement national. En Thaïlande, la décentralisation

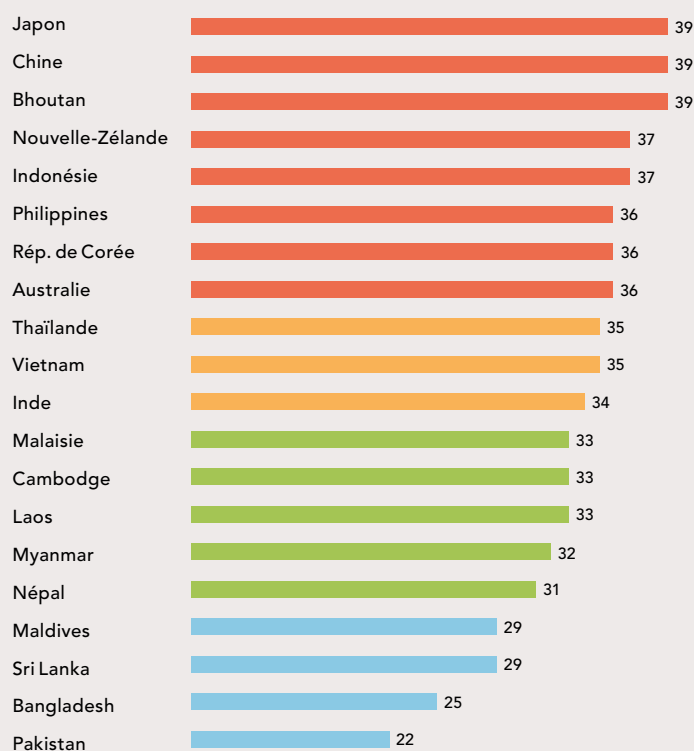
s'est ralentie considérablement en raison de l'instabilité du système politique du pays. Le ministère de l'Intérieur peut notamment intervenir ou modifier les politiques locales. En Inde, malgré les 73^e et 74^e amendements de 1992 qui reconnaissent et protègent les gouvernements locaux, la décentralisation est très limitée et variable selon les États. Tandis que certains États ont fait des progrès, la majorité de ces derniers ont limité les pouvoirs et les ressources de leurs administrations locales²⁹.

Un troisième groupe comprend les pays où les réformes des gouvernements locaux en sont encore à leur début, et où l'administration locale est davantage déconcentrée que décentralisée. Ce groupe comprend le Cambodge, le Laos, la Malaisie et le Myanmar. Tous enregistrent des résultats faibles en matière de démocratie locale et de décentralisation du financement local. Au Cambodge et au Laos, les assemblées locales sont élues mais les instances exécutives sont nommées. En Malaisie, les gouverneurs des États sont élus mais les assemblées locales et les instances exécutives des gouvernements locaux sont nommées. Les tâches incombant traditionnellement aux gouvernements locaux ont été partiellement recentralisées ou privatisées. Au Myanmar, avec la Constitution de 2008, le contrôle des administrations locales est devenu une responsabilité des nouveaux États et gouvernements régionaux récemment créés. Par conséquent, malgré les changements institutionnels, le système de l'administration locale reste fortement centralisé³⁰. À la suite des récentes réformes constitutionnelles et législatives (notamment la Loi de fonctionnement de la gouvernance locale et la Loi 2017 de gestion fiscale intergouvernementale), le Népal peut également être inclus dans ce groupe. De nouvelles autorités locales ont été élues en mai-juin 2017, mais les compétences générales des gouvernements locaux y restent limitées.

Un dernier groupe comprend les pays au bas du classement, parmi lesquels le Bangladesh³¹, le Pakistan³² et le Timor oriental³³, où les réformes de décentralisation ont soit stagné, soit régressé. Le Sri Lanka se trouvait originellement dans ce groupe, mais des élections locales se sont tenues récemment (février 2018) dans les 340 gouvernements locaux du pays (24 conseils municipaux, 41 conseils urbains et 275 conseils de district). Il s'agit de la plus grande élection de toute l'histoire du Sri Lanka³³. Dans la région Pacifique, les Maldives, Fidji, Kiribati et les îles Salomon font également partie de ce groupe, car l'autonomie politique et financière des gouvernements locaux y est particulièrement peu développée³⁵. Dans certains cas, les gouvernements centraux n'ont pas délégué d'autorité effective aux administrations locales. De grandes réformes s'avèrent donc nécessaires dans ces deux derniers groupes de pays pour accroître les pouvoirs locaux, décentraliser le financement et définir des mécanismes pour l'évaluation des performances. D'autres petits États insulaires en développement du Pacifique (à l'exception des Fidji et de Palaos) ont leurs propres caractéristiques ou ne disposent pas de systèmes d'autonomie locale³⁶.

Graphique 1

Évaluation CEE par pays



Notes : le classement s'étend de 34 ou plus (environnement législatif le plus favorable) à 22 ou moins (environnement législatif généralement non favorable aux villes).
Source : CGLU ASPAC, Cities Alliance et PNUD, « City Enabling Environment Rating », p. 48.

Dans de nombreux pays, malgré les efforts pour clarifier le partage des responsabilités, les rôles des différents niveaux de gouvernement se chevauchent (États, régions et gouvernements locaux) et certaines dispositions juridiques n'ont pas été mises en œuvre. Dans de nombreux cas, les agences centrales exercent un contrôle direct sur les gouvernements locaux ou gèrent des responsabilités similaires, sapant leur autonomie malgré les dispositions législatives.

L'Évaluation CEE fait du renforcement de la démocratie locale une priorité parmi les réformes à mener à l'échelle régionale, tout en notant certains progrès accomplis dans ce domaine. En 2017, le Népal a tenu ses premières élections locales depuis pratiquement deux décennies et, au Bangladesh, les conseils de districts ont été élus pour la première fois en 2016, bien que seulement dans certaines parties du pays.

Comme précisé auparavant, les élections locales tenues en 2018 au Sri Lanka ont achevé un processus qui avait été suspendu depuis 2015. Au Pakistan, suite à l'adoption du 18^e amendement constitutionnel de 2018, toutes les provinces ont adopté des réglementations relatives aux gouvernements locaux et ont été en mesure d'organiser des élections locales en 2015 et 2016. Toutefois,

en janvier et mai 2019, les collectivités locales des provinces du Baloutchistan et du Pendjab ont été dissoutes. Dans cette dernière province, une nouvelle loi de 2019 intitulée « Loi des conseils de villages *Punchayats* et de quartiers du Pendjab » a confié au gouvernement provincial la mission d'organiser des élections dans l'année. La Malaisie organise des élections à l'échelle des États, mais les élections locales restent suspendues depuis 1965. En Thaïlande, les élections locales ont aussi été interrompues avec le coup d'État militaire de 2014 ; elles devaient se tenir quatre-vingt-dix jours après les élections nationales de mars 2019, mais n'ont toujours pas eu lieu (en date d'avril 2020). Au Myanmar, les premières élections locales ont eu lieu en 2019 dans les principales villes du pays (Rangoun

et Mandalay)³⁷. Aux Fidji, les autorités locales sont nommées par l'État depuis le coup d'État militaire de 2006. Dans les autres petits États insulaires en développement du Pacifique, les structures de gouvernement fonctionnent en parallèle des chefferies traditionnelles et il existe un degré élevé de consultation des communautés.

Par ailleurs, la représentation des femmes demeure très limitée dans la région (elles représentent en moyenne 19 % des membres des parlements nationaux et des gouvernements locaux³⁸). La nouvelle Constitution du Népal a introduit un quota de 40 % de représentantes élues à l'échelle municipale. Par conséquent, 95 % des 293 municipalités ont désormais des conseillères et adjointes au maire. D'autres pays ont également fixé des quotas

Tableau 2 Système politique, organisation territoriale et nombre de collectivités territoriales par pays (2018)

2018	Système politique / Forme de l'État	Nb. d'échelons territoriaux	Nb. total de CT	1 ^{er} niveau (municipal)	2 ^e niveau (intermédiaire)	3 ^e niveau (régional/État)
Australie	Monarchie constitutionnelle Fédération	2	570	562		8
Bangladesh	République État unitaire	3	5 930	5 377	489	64 districts
Bhoutan	Monarchie absolue État unitaire	3	225	Pas de données	205	20
Brunei	Monarchie absolue État unitaire	Pas de gou- vernements locaux				
Cambodge	Monarchie constitutionnelle État unitaire	3	1 856	1 646	185	25
Chine(1)*	Monarchie constitutionnelle État unitaire	4**	3 216	2 851	334	31
Fidji	République État unitaire	1	27	27		
Inde	République Fédération	2	267 464	267 428 262 771 instances locales rurales (<i>Panchayat</i>), 4 657 instances locales urbaines		36 29 États, 7 territoires de l'Union
Indonésie	République État unitaire	3	83 892	83 344	514	34
Japon	Monarchie constitutionnelle État unitaire	2	1 788	1 741		47
Kiribati	République État unitaire	1	26	26		
Corée, République de	République État unitaire	2	243	226		17
Laos (1)	République démocratique populaire - État unitaire	4	18		Pas de données	18
Malaisie	Monarchie constitutionnelle Fédération	2	167	154		13
Maldives	République État unitaire	2	209	188		21
Myanmar	République État unitaire	3	414	325	67	22
Nauru	République État unitaire		14	14		

pour les femmes (en Inde, en Indonésie et au Sri Lanka). Toutefois, en Indonésie, malgré le quota de 30 % appliqué dans la composition du Parlement, seules 16 % des parlementaires sont des femmes à l'échelle provinciale et 14 % à l'échelle municipale (16,6 % à l'échelle nationale)³⁹. Aux Philippines, la proportion des femmes dans les gouvernements locaux atteignait 31 % en 2016, mais ce taux est descendu à 21,3 % en 2018⁴⁰.

Changements dans l'organisation territoriale des pays de la région

Il existe environ 437 000 entités de CT dans la région Asie-Pacifique, avec jusqu'à quatre échelons distincts de gouvernements locaux allant des grandes villes, dont la population dépasse les cinq

millions, aux petits quartiers ou villages semi-autonomes, comptant un millier d'habitants seulement⁴¹. Outre les CT, il existe des autorités quasi gouvernementales, dont les compétences dépassent les frontières des gouvernements locaux, telles que les autorités métropolitaines, les districts de capitales, les agences de planification ou de services et les autorités locales éducatives (Japon). Dans nombre de cas, les zones sous leur juridiction ne correspondent pas aux limites administratives des gouvernements locaux, ce qui pose des problèmes de coordination dans la planification et la gestion des villes et des zones urbaines.

Il est difficile d'identifier une tendance commune concernant l'évolution de l'organisation territoriale dans la région. Le Japon, par exemple, a réduit le

2018	Système politique / Forme de l'État	Nb. d'échelons territoriaux	Nb. total de CT	1 ^{er} niveau (municipal)	2 ^e niveau (intermédiaire)	3 ^e niveau (régional/État)
Népal	République Fédération	2	760	753		7
Nouvelle-Zélande	Monarchie constitutionnelle État unitaire	2	78	67		11
Pakistan	République Fédération	3	10 333	10 200	129	4
Palaos	République État unitaire	1	16			16
Papouasie- Nouvelle-Guinée	Monarchie constitutionnelle Fédération	1	318	296		22
Philippines	République État unitaire	3	43 761	42 045 (barangays, districts)	1 634 (municipalités)	82
Samoa	République État unitaire	2	330	330		
Îles Salomon	Monarchie constitutionnelle État unitaire	2	10	1		9
Singapour	République État unitaire	Pas de gou- vernements locaux				
Sri Lanka	République État unitaire	2	350	341		9
Thaïlande	Monarchie constitutionnelle État unitaire	2	2 517	2 441		76
Timor oriental	République État unitaire	2	455	442	13	
Tonga	Monarchie État unitaire	2	178	155		23
Tuvalu	Monarchie constitutionnelle État unitaire	1	8	8		
Vanuatu	République État unitaire	1	9			9
Vietnam (1)	République socialiste État unitaire	3	11 938	11 162	713	63

* Ces statistiques couvrent exclusivement la Chine continentale et ne tiennent pas compte des régions administratives de Hong Kong et Macao.

** Le quatrième niveau correspond aux communes/villages (39 862). Bien qu'ils ne soient pas reconnus par la Constitution, ils sont reconnus dans la Loi budgétaire et le système fiscal.

Source : OCDE-CGLU, *World Observatory of Subnational Governments Finances and Investments*, CLGF et autres sources.

(1) La Chine, le Laos et le Vietnam sont considérés comme « système à parti unique ».

nombre de ses CT qui est passé de 3 232 en 1999 à 1 741 en 2016, et continue d'encourager les regroupements et fusions. Les États australiens ont également réduit le nombre de leurs gouvernements locaux de 862 dans les années 1980 à 562 actuellement. Au Népal, comme indiqué précédemment, le mouvement vers le fédéralisme a réduit le nombre de CT et établi trois niveaux de gouvernement. Certains pays ont avancé des stratégies pour encourager la coopération entre territoires dans la prestation des services (exemples de l'Australie, du Japon et de la Nouvelle-Zélande). De même, en 2019, la Chine a adopté un décret pour favoriser l'intégration urbaine et la coordination entre les zones rurales et urbaines. De son côté, l'Inde a accru le nombre d'États à 29 et a créé en 2015 l'Institut national pour la transformation de l'Inde (NITI Aayog) pour promouvoir le fédéralisme coopératif. En Indonésie, la « Loi des villages » de 2014 donne de la visibilité et de l'importance à ce niveau, fournissant aux villages une base juridique pour accéder à leurs propres parts des transferts fiscaux. Le Bangladesh a créé une nouvelle section en 2015 (Mymensingh) et de nouvelles municipalités par les regroupements de villages. Dans le cadre de son programme 2017-2018, la République de Corée tente d'aborder les déséquilibres régionaux entre Séoul et les régions environnantes. Le tableau 2 donne un aperçu du nombre de niveaux et de gouvernements infranationaux dans les pays de la région. Il n'existe pas de gouvernements locaux à Singapour, Brunei, Nauru et Tonga.

Les pays de la région font donc face à un défi grandissant dans la gestion des grandes régions métropolitaines, prenant en compte une multitude de niveaux de gouvernement. Afin de résoudre les problèmes de coordination et de gestion urbaine dans des zones si étendues, les villes telles que Bangkok, Delhi et Manille ont établi des autorités métropolitaines ; tandis que des pays comme l'Australie, la Chine, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan et le Vietnam ont donné un statut spécial à leurs villes-capitales et aux grandes régions métropolitaines⁴². Le Japon a également adopté en 2015 une loi permettant la fusion de zones métropolitaines en de nouvelles entités façonnées sur le système de la gouvernance métropolitaine de Tokyo.

Changements dans l'autonomie et le financement des gouvernements locaux et régionaux⁴³

La tendance générale dans la région, qui consiste à transférer des responsabilités et des pouvoirs administratifs, ne correspond pas à la décentralisation des ressources. Ceci donne lieu à de graves déséquilibres budgétaires : les gouvernements locaux rencontrent, par conséquent, des difficultés à assurer les investissements et à honorer leurs responsabilités.

Le graphique 2 montre le ratio entre recettes et dépenses publiques des gouvernements centraux et des CT pour quinze pays de la région ASPAC. Près d'un tiers du total des dépenses et recettes est réalisé à l'échelle des CT (33 % et 34 % du pourcentage de dépenses et recettes gouvernemen-

tales générales, respectivement). Mesurés en termes de PIB, les niveaux moyens des dépenses et des recettes dans la région ASPAC sont de 9 % et 8,1 % respectivement (comparé aux 16,2 % et 15,9 % en moyenne pour les pays de l'OCDE). Il existe un fossé clair entre les pays fédéraux (Australie, Inde, Malaisie et Pakistan) où les CT représentent 11,2 % et 10,4 % du PIB pour les dépenses et les recettes, et les États unitaires, qui mobilisent seulement 8,2 % et 7,2 % du PIB pour les dépenses et les recettes (et 1,5 % de moins, si l'on exclut la Chine)⁴⁴.

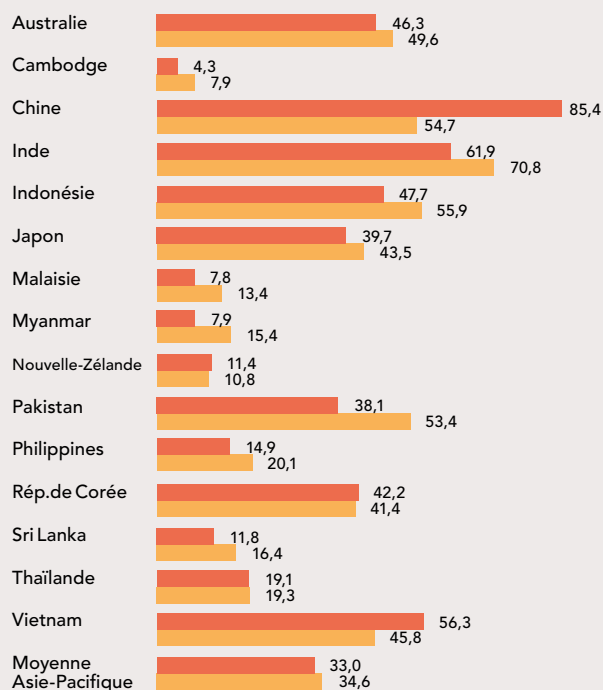
Dans les pays où la décentralisation fiscale est davantage avancée, les dépenses et recettes locales correspondent en moyenne à 15,2 % et 15,4 % du PIB (par exemple en Australie, au Japon et en République de Corée). Toutefois, de tels nombres n'atteignent en moyenne que 1,7 % pour les dépenses et 2,2 % des recettes pour les pays ayant une décentralisation fiscale plus faible (par exemple au Cambodge, Malaisie, Myanmar et Sri Lanka). Entre les deux se trouve l'Indonésie, où les dépenses et les recettes des gouvernements locaux représentent 8,1 % du PIB du pays. La Nouvelle-Zélande, les Philippines et la Thaïlande se trouvent plus près du groupe des pays de plus faible décentralisation fiscale⁴⁵, tandis que le contraste est saisissant avec la Chine et le Vietnam où les dépenses infranationales représentent respectivement 21,6 % et 15 % du PIB (équivalant à 85,4 % et 56 % du total des dépenses publiques⁴⁶). Toutefois, l'autonomie budgétaire de ces CT est largement conditionnée par les politiques du gouvernement central.

Pour la majorité des CT de la région, les responsabilités budgétaires comprennent les services et les infrastructures publiques, les transports (gestion urbaine, routes et infrastructures municipales), la protection environnementale (notamment la gestion des déchets) et la gestion des équipements collectifs. Dans certains pays, l'éducation, la santé, le logement et l'assistance sociale représentent une part significative des dépenses locales (Indonésie, Chine, République de Corée et Vietnam, par exemple). Dans les pays aux populations vieillissantes, les dépenses liées aux politiques sociales et à la santé sont plus importantes, comme dans le cas du Japon et de la République de Corée. Dans d'autres pays, comme le Cambodge et le Bangladesh, les responsabilités locales sont définies par la loi ; pourtant, la plupart des gouvernements locaux ne disposent pas des ressources nécessaires pour accomplir leurs fonctions. La majorité des pays en développement dans la région font l'expérience d'une disparité grandissante entre les responsabilités en matière de dépenses et les ressources qui accompagnent cette délégation de compétences.

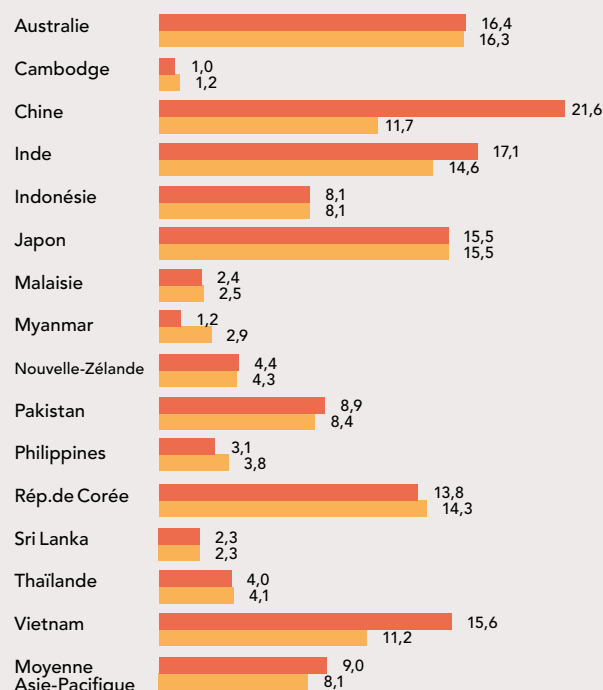
Ces dernières années, des réformes de la fiscalité locale ont été mises en œuvre dans la majorité des pays de la région ; cependant les tendances divergent entre décentralisation et recentralisation⁴⁷. En termes de capacités des CT à lever leurs propres ressources, dans la région beaucoup de CT sont confrontées à d'importantes contraintes fiscales. Dans les pays les plus développés économiquement, les recettes fiscales sont davantage décentralisées

Part des recettes et des dépenses des collectivités territoriales dans le PIB et le budget des administrations publiques par pays, 2016

Recettes et dépenses des CT en % du budget des administrations publiques



Recettes et dépenses des CT en % du PIB



■ Part des dépenses des CT dans les dépenses publiques ■ Part des recettes des CT dans les recettes publiques

■ Part des dépenses des CT dans le PIB ■ Part des recettes des CT dans le PIB

Source : OCDE-CGLU (2019), *World Observatory of Subnational Governments Finances and Investments*. Données recueillies en 2016.

(au Japon et en République de Corée, par exemple, les recettes fiscales représentent 47 % et 32,8 % des recettes des gouvernements locaux et régionaux). Dans les pays fédéraux comme l'Australie, les impôts locaux représentent environ un tiers des budgets des CT, alors que ce pourcentage est de 72 % en Inde. Au Pakistan, les CT n'ont pas la capacité de collecter les impôts. En Chine, les gouvernements locaux ont des pouvoirs d'imposition très limités, bien que les impôts locaux représentent près de 50 % du total des budgets locaux. En Indonésie et aux Philippines, ils représentent une part très limitée des recettes locales (16 % et 23 % respectivement). Dans d'autres pays en développement, les recettes fiscales sont centralisées.

Bien que destinés à réduire les déséquilibres fiscaux, les transferts constituent une grande partie des budgets des CT. En Asie du Sud-Est, les transferts représentent une moyenne d'environ 50 % de leurs recettes, allant de 19 % en Malaisie et 20 % au Cambodge, jusqu'à 62 % en Thaïlande, 68 % aux Philippines et jusqu'à 83 % en Indonésie. Du côté

des pays les plus développés économiquement, les transferts représentent 58 % des budgets des CT en République de Corée, 45 % en Australie, 43 % au Japon et 26 % en Nouvelle-Zélande (en comparaison, la moyenne est de 37 % pour les pays de l'OCDE). Dans la majorité des pays, l'État définit et conditionne leur utilisation, réduisant ainsi la marge de manœuvre des autorités locales. Dans certains pays, la part des subventions conditionnées est en augmentation (en Indonésie, en Thaïlande et au Vietnam), tandis que des réformes sont en cours dans d'autres pays pour réduire leur part dans les budgets locaux (Japon). Par ailleurs, les transferts des subventions subissent souvent des retards (Bangladesh, Cambodge, Laos, Myanmar et Sri Lanka par exemple), ou sont effectués de façon irrégulière, si ce n'est pas du tout (Népal et Pakistan)⁴⁸. L'incertitude et le retard dans les transferts entravent les capacités financières des gouvernements locaux, ce qui complique les investissements dans les infrastructures locales.

Dans toute la région, les recettes propres des collectivités locales sont peu élevées et l'efficacité de

Il est essentiel de confier davantage de ressources et d'autonomie aux gouvernements locaux. Pour ce faire, il faut renforcer leur capacité à mobiliser des ressources propres (taxes et impôts locaux) et assurer les transferts financiers provenant du gouvernement central.

la gestion des budgets locaux est limitée. Le recours aux impôts fonciers comme source de revenus est souvent sous-utilisé. Les autorités des villes disposent aussi de biens fonciers, d'immobilisations et d'infrastructures qui pourraient potentiellement être utilisés pour générer des fonds. Le marché immobilier, en plein essor dans les villes de la région, est également une opportunité pour accroître les revenus locaux. Cependant, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes pour capitaliser sur l'augmentation de la valeur des propriétés résultant du développement urbain (prélèvements sur les plus-values, mécanismes de réajustement foncier, des frais d'impact ou des ventes de droits d'aménagement, etc.⁴⁹).

Les CT sont d'importants investisseurs dans nombre de pays de la région. En Australie, en Chine, en Inde, au Japon et au Vietnam par exemple, les CT sont responsables des deux tiers des investissements publics, alors que cette proportion atteint 59 % et 58 % en Indonésie et en République de Corée et même 32 % en Nouvelle-Zélande et au Pakistan.

Les gouvernements locaux de la région peuvent contracter des prêts, en général avec l'approbation du gouvernement central (des États fédérés ou des provinces dans les pays fédéraux). Toutefois, sauf en Inde, aux Philippines et dans les pays de l'OCDE, l'accès à l'emprunt est limité (et très restreint dans certains pays, comme au Cambodge⁵⁰). Dans un pays développé économiquement tel que la Nouvelle-Zélande, les CT empruntent traditionnellement pour financer les programmes d'investissement. Une Agence pour le financement des gouvernements locaux a été créée en 2011, associant des gouvernements locaux et l'État, pour lever des obligations sur les marchés financiers et prêter à ses membres. En Inde, des fonds de financement du développement ont été créés au niveau des États fédérés avec le soutien du ministère fédéral du Développement urbain, afin de fournir des augmentations de crédits aux CT souhaitant accéder aux marchés obligataires (Ahmedabad⁵¹), tandis qu'aux Philippines l'accès aux prêts se fait souvent via le Fonds pour le développement communal (bien que la dette municipale soit effectivement limitée). En Chine, jusqu'à récemment, les gouvernements locaux avaient un degré d'autonomie considérable pour collecter des fonds à travers la concession de terres et pouvaient contracter

des emprunts indirects par le biais d'institutions financières spécialisées (*special vehicles*) créées par les gouvernements locaux. Toutefois, depuis 2015, le gouvernement chinois s'efforce de contrôler la dette locale⁵². Les partenariats publics-privés (PPP) pour financer les investissements en infrastructures sont moins courants (sauf en Chine).

La limitation de l'accès à l'emprunt, à travers des réglementations qui sont appliquées uniformément dans les pays, restreint les possibilités des CT ayant la capacité d'emprunter pour investir dans des infrastructures. De telles réglementations ont un impact significatif sur la compétitivité des villes et la capacité à lever les capitaux dont elles ont besoin pour financer les équipements essentiels.

Même lorsque la décentralisation des finances a évolué, l'autonomie locale est souvent restreinte et a même régressé dans certains pays⁵³. Toutefois, pour financer la mise en œuvre des ODD, les CT doivent jouer un rôle croissant dans la mobilisation des ressources dans les pays. Des impôts locaux effectifs et équitables et des dépenses publiques efficaces peuvent renforcer la gouvernance inclusive et responsable. Des financements innovants, s'appuyant par exemple sur le foncier, peuvent contribuer à augmenter les ressources pour le développement durable, en particulier dans les villes (comme à Bangkok, avec les récentes réformes de la Loi sur l'impôt foncier et sur les constructions en novembre 2018)⁵⁴.

Comme évoqué dans cette section, dans la plupart des pays de l'ASPAC, les gouvernements locaux opèrent dans des cadres institutionnels restreints et sous le contrôle étroit de l'État dans les pays unitaires, des gouvernements provinciaux ou des États dans les pays fédéraux. La capacité des CT à remplir leurs responsabilités et à améliorer leur reddition des comptes est freinée par des affectations fonctionnelles, qui ne relèvent pas d'un niveau de gouvernement particulier, et par des conflits portant sur les dimensions de la décentralisation ; les compétences élargies des CT ne sont pas forcément accompagnées du financement nécessaire. De tels freins dans l'action locale entravent la capacité des gouvernements locaux à mener à bien les tâches qui leur sont assignées et donc de contribuer à la mise en œuvre des ODD⁵⁵.

Les études sur l'environnement institutionnel des CT en Asie et de l'ONU-CESAP sur les avancées en matière de mise en œuvre des ODD concluent sur la nécessité de confier davantage de ressources et d'autonomie aux gouvernements locaux. Afin de générer les revenus nécessaires aux investissements dans les infrastructures et à la prestation de services, il faut renforcer leur capacité à mobiliser des ressources propres (taxes et impôts locaux). Il faut également assurer les transferts financiers provenant du gouvernement central. Étant donné le taux d'urbanisation et les plafonds des fonds alloués par les États au développement local dans un grand nombre de pays de la région, il est impératif de renforcer les compétences et les revenus des CT dans chaque pays. ○

2.3. Mécanismes de gouvernance multiniveaux pour la mise en œuvre des ODD

Les États sont responsables de l'adaptation des objectifs des ODD à l'échelle de leur pays ainsi que de la stratégie mise en place pour les atteindre. Néanmoins, les gouvernements locaux et régionaux ont également des responsabilités dans la localisation de la plupart de ces objectifs. La réalisation de l'impératif de l'Agenda 2030 « Ne laisser personne pour compte » ne peut être concrétisé que dans des espaces et des territoires concrets, rendant nécessaire la coordination entre tous les niveaux de gouvernement. Adopter une approche territoriale du développement est important, de sorte à promouvoir la coordination horizontale et verticale entre les différents niveaux de gouvernement sur les politiques et les stratégies de développement. Cela servira également à renforcer la cohérence de leur mise en œuvre. Pour qu'une telle coordination se mette en place, le respect du principe de subsidiarité doit permettre aux CT d'agir de façon responsable, dans le respect de leur autonomie. Si l'action locale doit devenir un moteur du changement, les CT doivent pouvoir mobiliser différentes sources de financement, en fonction des contextes et des cadres institutionnels nationaux. Leurs actions peuvent contribuer à améliorer la mobilisation des ressources nationales en priorisant l'aspect développement durable. Les CT peuvent également déployer des efforts supplémentaires pour élargir le panel des ressources mobilisables de sorte à atteindre des résultats plus concrets.

Comme évoqué précédemment, les pays de la région utilisent différentes démarches pour mettre en œuvre les ODD. Dans les approches descendantes (*top-down*), qui sont les plus courantes, il est demandé aux CT de suivre les directives ou priorités politiques nationales. Toutefois, des stratégies plus nuancées, proposant des alternatives aux CT, émergent peu à peu. On peut distinguer, par exemple, les pays asiatiques les plus développés, où l'autonomie locale est davantage ancrée et où les CT mettent en œuvre leurs propres initiatives pour promouvoir le développement durable (en Australie, en République de Corée, au Japon et en Nouvelle-

Zélande par exemple). La section suivante analyse plusieurs exemples, présentant dans un premier temps des pays à l'environnement plus favorable à l'action des gouvernements locaux et régionaux, pour aborder ensuite des pays où l'autonomie locale est plus limitée et où les gouvernements locaux sont plus faibles.

Coordination des ODD et initiatives locales dans les pays aux environnements favorables

Le Japon et la République de Corée sont deux pays où les gouvernements locaux ont des pouvoirs et des compétences plus robustes. Chacun a cependant adopté une stratégie différente de mise en œuvre des ODD. En République de Corée, les initiatives de coordination se font de façon

Enfant devant un sanctuaire shintoïste dans le quartier de Sumiyoshi, dans la ville d'Osaka, au Japon (photo : Geoff Whalan, bit.ly/2B7E9Qp).



ascendante (*bottom-up*) et émanent des villes, tandis qu'au Japon les stratégies de coordination sont menées sous le leadership de l'État. Le Japon, dont le processus de décentralisation a démarré dans les années 1990, dispose de lois sur l'autonomie locale avec des dispositions claires concernant le transfert des pouvoirs. Comme évoqué précédemment, le Quartier général pour la promotion des ODD (SDG Promotion Headquarters) assure la coordination de la stratégie ODD entre ministères, alors que la Table ronde de promotion des ODD promeut une implication de différents acteurs (multi-parties), comprenant les CT. Il définit le cadre national pratique, tout en veillant à l'adoption d'une « approche pangouvernementale » qui intègre les trois dimensions du développement durable (économie, société et environnement). S'appuyant sur une longue tradition de collaboration entre l'État et les CT, le gouvernement japonais encourage

les gouvernements locaux à incorporer les ODD à leurs stratégies et politiques. Dans le cadre du deuxième pilier de la stratégie japonaise de mise en œuvre des Objectifs (promouvoir le développement régional guidé par les ODD), l'État a lancé un nouveau projet : les « Modèles d'ODD pour les gouvernements locaux ». Avec cette initiative, l'État apporte son soutien à des gouvernements locaux sélectionnés dans leur mise en œuvre des ODD⁵⁶. Appuyées par différents programmes (tels que « Ville future » et « Villes modèles écologiques »), les villes ont montré leur intérêt pour la mise en œuvre de stratégies innovantes et de plans d'action pour localiser les ODD (voir section 3.2).

En République de Corée, se fondant sur l'expérience de l'Agenda 21 et des Conseils locaux pour le développement durable (créés dans les années 1990), les CT ont pris la tête des politiques de développement durable. Depuis 2016, les gouvernements locaux et les ONG ont élaboré des plans régionaux dans le cadre de l'Alliance pour le développement durable au niveau local (LSAK). S'appuyant sur la 2^e Stratégie nationale et le Plan quinquennal pour la croissance verte (2014), le ministère de l'Environnement a publié en 2016 le 3^e Plan fondamental pour le développement durable (2016-2020), conçu pour adapter les ODD aux spécificités nationales⁵⁷. Le ministère des Affaires étrangères a été désigné comme principal organisme en charge de la coordination et de la mise en œuvre des ODD. Toutefois, le processus de communication entre instances locales et nationales sur le développement durable a été complexe et difficile. Les agences nationales indépendantes gèrent leurs domaines en silo, ce qui occasionne un chevauchement dans la répartition des responsabilités entre les niveaux de gouvernement. De nombreuses villes ont alors établi leur propre système local de mise en œuvre des ODD (voir section 3.2). En 2018, le nouveau gouvernement a élaboré une Feuille de route pour mettre en œuvre les ODD et a lancé un *New Deal* de régénération urbaine sur cinq ans, avec pour objectif de renforcer la collaboration entre gouvernements locaux et gouvernement national. En janvier 2018, un nouveau Comité présidentiel sur l'autonomie et la décentralisation a été créé. Un projet de loi révisé, la Loi spéciale sur l'autonomie, la décentralisation et l'administration locale, a été promulguée en mars 2018⁵⁸.

Les paragraphes précédents ont mis en évidence les différences entre les deux pays : l'un est structuré autour du leadership de l'État, appuyé par la collaboration des gouvernements locaux (Japon) ; l'autre repose sur des initiatives plus autonomes des villes (*bottom-up*) et des difficultés dans la coordination entre stratégies locales et nationales (République de Corée).

Efforts transversaux pour s'assurer de la mobilisation des CT dans des pays aux cadres de gouvernance complexes

Les ODD posent des défis majeurs de gouvernance dans les pays à la recherche de nouveaux mécanismes de coordination. C'est tout particu-

Encadré 1

Stratégies chinoises de renforcement de l'appropriation locale des politiques ODD

Dans le cadre du « Plan de développement des zones pilotes d'innovation de la Chine pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 du développement durable » adopté en décembre 2016, l'État et les gouvernements locaux travaillent en étroite collaboration pour promouvoir davantage de flexibilité et d'innovation, pour favoriser l'apprentissage et le changement au niveau local. Trois villes pilotes ont été sélectionnées : Guilin, Shenzhen et Taiyuan. Elles doivent faciliter la coordination verticale entre gouvernement central et gouvernements provinciaux et municipaux, ainsi que la coordination horizontale entre les différents départements et agences, mais aussi créer de meilleures possibilités de participation publique (voir également la section 3.2, ci-après)⁶⁰.

Le processus implique des réformes à différents niveaux. À l'échelle nationale, le Conseil d'État a publié un document officiel, a nommé le ministère en charge de la mise en œuvre, validé les départements et les organisations participants, et établi une réunion interministérielle pour apporter un soutien aux zones pilotes des ODD. À l'échelle locale, dans les villes, des réformes législatives ont été adoptées pour renforcer la planification du développement durable d'ici à 2030. Les villes ont également créé des institutions pour assurer la mise en œuvre des ODD.

De cette manière, différentes expériences d'une même politique ou modalité de gouvernance peuvent être essayées, laissant suffisamment de possibilités d'innover. Les expériences réussies seront ensuite adoptées à l'échelle nationale. Un autre outil mis en place pour encourager les gouvernements locaux à définir des priorités en lien avec les ODD est un « Concours » national. Chaque ville peut définir un groupe de travail ou un bureau dédié à la coordination. Les concours et les prix aident à définir un objectif clair pour regrouper différentes actions, à promouvoir la coopération entre différentes agences du gouvernement – qui ont habituellement des intérêts différents – et à mobiliser un plus grand soutien des parties prenantes.

Source : Bingqin Li et Qian Fang (2018), *Implementation of Sustainable Development Goals by Chinese Cities* (rédigé pour le présent rapport) ; et PNUD (2018), FPHN, *Localization in ASEAN: Experiences in Shaping Policy and Implementation Pathways*.

lièrement le cas dans les pays géographiquement étendus et administrativement complexes, comme la Chine. Dans ces cas précis, c'est l'approche descendante (*top-down*) qui est généralement utilisée dans la mise en œuvre des ODD. En principe, les plans nationaux doivent être adaptés aux échelons locaux, avec pourtant, une forte coordination centrale. Toutefois, le système gouvernemental est inévitablement multiniveaux et couvre un large éventail de régions aux différences significatives. Par conséquent, il faut déployer davantage d'efforts pour impliquer les CT ; il s'avère indispensable de promouvoir une plus grande sensibilisation et compréhension de l'Agenda 2030 à l'échelle locale et régionale. L'expérience montre que les approches descendantes (*top-down*) peuvent mettre à rude épreuve les fonctionnaires locaux. Pour répondre aux plans, ces derniers peuvent alors appliquer des politiques à court terme qui s'avèrent non durables dans le temps⁵⁹. Pour mettre en œuvre des politiques complexes, la Chine a élaboré une série d'outils qui associent différentes approches politiques plus flexibles, au lieu d'adopter une approche traditionnelle verticale. L'une d'entre elles consiste en « initiatives pilotes », conçues pour impliquer les gouvernements locaux et faciliter l'expérimentation (voir encadré 1).

En Chine, comme dans la plupart des pays, la mise en œuvre des ODD suppose une plus grande demande de financements publics, afin de valoriser les investissements et de mobiliser d'autres sources de revenus. Toutefois, les financements disponibles aux différents niveaux de gouvernement ne correspondent pas souvent avec les responsabilités transférées. Par le passé, les gouvernements locaux pouvaient s'appuyer sur les recettes foncières et les emprunts pour assurer les responsabilités non financées. Mais les marges de manœuvre des gouvernements locaux ont été réduites récemment. En parallèle, la part des investissements publics a commencé à décliner, après avoir atteint 46 % du PIB pendant la période 2010–2013. Ces défis sont apparus dans un contexte de réformes budgétaires, de la fiscalité et des dépenses publiques. Une loi sur la gestion du financement entre les différents niveaux de gouvernement est annoncée pour 2020 ; elle pourrait introduire des modifications du cadre financier⁶¹.

Une autre approche qui associe des politiques descendantes (*top-down*) et ascendantes (*bottom-up*) est actuellement appliquée en Indonésie, pour répondre à la diversité du système de gouvernance de l'Indonésie, étalé sur de très nombreux archipels et comprenant des gouverneurs, des régents (chefs de districts) et des maires élus. L'Équipe de coordination nationale et le ministère de la Planification nationale au développement (BAPPENAS) sont chargés de garantir la coordination horizontale à l'échelle nationale (entre plus de trente ministères et organismes) et la coordination verticale entre les différents niveaux de gouvernement et les acteurs non étatiques⁶². Depuis 2015, des réformes juridiques ont essayé de clarifier la répartition de compétences entre les différents niveaux.

Les provinces disposent de fonctions de contrôle et de coordination entre différentes juridictions. Toutefois, elles n'ont pas d'autorité hiérarchique sur les villes et régences. En outre, pour compliquer encore plus la situation, les CT ont souvent recours à la délégation de services auprès de nombreuses agences ou entreprises : en 2014, près de 650 entreprises (y compris des compagnies d'eau potable et de gestion des marchés) avaient été créées par des régences et des villes et 108 par les provinces. Au vu de cette situation, le gouvernement met actuellement en œuvre une stratégie multidimensionnelle pour promouvoir le processus de localisation en se focalisant tout particulièrement sur la planification

Encadré 2

Le puzzle indonésien et la localisation des ODD

Aux niveaux locaux et régionaux, les régences et les villes sont les principaux acteurs de l'investissement public, en représentant 59 % – 1,8 % du PIB. Par conséquent, l'un des principaux défis est la coordination des programmes de développement nationaux, locaux et régionaux. En principe, les CT doivent tenir compte du Plan national de développement à moyen terme dans leurs propres politiques régionales de développement. Pour veiller à l'intégration des ODD à tous les niveaux de gouvernement, un décret présidentiel (n° 59, juillet 2017) exige l'incorporation des ODD aux plans de développement nationaux et locaux à moyen terme, et ordonne la préparation d'une feuille de route des ODD et des plans d'action comprenant des dates limites claires à l'échelle du pays, de la province, du district et de la ville. Les mécanismes de suivi, d'évaluation et de compte rendu à l'échelle nationale, locale et régionale ont été définis plus en détail dans des réglementations ultérieures (Règlement ministériel n° 7 sur la planification nationale, 2018), qui exigent des rapports de suivi semestriels à tous les niveaux de gouvernement. Un autre décret du ministère de l'Intérieur a été promulgué en 2018. Début 2019, 19 provinces sur 34 avaient conçu leurs Plans d'action ODD (RAD) et les 15 provinces restantes avaient entamé le processus de préparation. Pour donner suite aux élections locales de 2018, 117 nouveaux Plans de développement ont été rédigés dans 17 provinces sur 34, et dans 100 des 514 districts ou villes.

Pour appuyer la mise en œuvre des ODD, le gouvernement a mis en place une solide stratégie de communication, des directives techniques et un ensemble d'indicateurs de métadonnées pour chacun des objectifs des ODD et leurs cibles. À l'échelle provinciale, des Équipes de coordination régionale (TKD) pour la mise en œuvre des ODD ont été mises sur pied. Elles réunissent des parties prenantes locales et sont soutenues par les organismes de planification au niveau provincial, de district et municipal. Les décrets des gouverneurs et les décrets des régents définissent la base juridique des actions dans nombre de provinces. Chaque gouverneur est responsable de la coordination de l'action régionale avec les autres régents et maires. Le portail *OneData* a été conçu pour appuyer le suivi, tandis qu'une Académie sur les ODD assure le renforcement des capacités. Néanmoins, la coordination n'est pas toujours efficace et de nombreux obstacles apparaissent, comme le soulignent les témoignages des gouvernements locaux (voir section 3.2).

Source : République d'Indonésie, VNR 2019 ; PNUD (2018), *SDG Localization in ASEAN: Experiences in Shaping Policy and Implementation Pathways* ; et Argo Teti Armianti et Anna Zuzy (2019), *Empowering local Government Capacity and Regional Government Association to Strengthen Development Goals*.

La Chine a tenté de maintenir l'équilibre entre les initiatives descendantes et ascendantes ; elle essaie également de concevoir des mécanismes de mise en œuvre des politiques plus innovants et efficaces, qui impliquent un plus grand éventail d'acteurs.

intégrée (voir encadré 2).

Il faut souligner qu'en parallèle le gouvernement indonésien a mis en place la Politique de développement national urbain 2015-2045, qui vise à combler les fossés et à parvenir à un développement durable urbain dans trois domaines essentiels : des villes habitables (dans toutes les villes, les standards minimaux de services urbains sont atteints), des villes vertes, et des villes intelligentes et compétitives. Les associations de CT considèrent que leur implication dans le processus d'élaboration de la stratégie n'a été que partielle⁶³.

Le cas des **Philippines** contraste avec celui de l'Indonésie. L'organisation territoriale du pays est également complexe, car formée de nombreuses îles et territoires (quatorze régions, la région autonome en Mindanao, musulmane, la région capitale nationale et la région administrative de la Cordillère), et le pays a vécu un important processus de décentralisation. Les CT comprennent trois niveaux : province, ville et municipalité, et les *barangays* locaux et territoriaux (équivalent aux districts). Comme évoqué précédemment, l'on discute actuellement dans le pays d'une initiative qui pourrait supposer l'adoption d'un système fédéral. L'Office national pour l'économie et le développement (NEDA) est responsable de la coordination de la stratégie de mise en œuvre des ODD, tandis que le ministère de l'Intérieur et des Gouvernements locaux (DILG) aide à la localisation des ODD. Les ODD sont intégrés au plan national de développement (PDP) 2017-2022 et suivis dans l'Annexe ODD du Rapport socio-économique. Les Philippines considèrent la localisation des ODD comme un moyen de réduire les disparités régionales. Les principaux mécanismes de localisation des ODD sont les Plans régionaux de développement et les Plans de développement intégral à l'échelle régionale et locale. En juin 2017, le gouvernement national a promulgué un décret-loi exigeant la mise en œuvre du PDP et du Programme d'investissements publics 2017-2022 par tous les niveaux de gouvernement. En novembre 2018, le DILG, le NEDA et le Bureau national des statistiques ont publié les « Directives pour la localisation du PDP 2017-2022 ». Le suivi et l'évaluation des ODD sont gérés par l'Autorité des statistiques des Philippines (PSA). Elle a publié la liste initiale des ODD à surveiller aux Philippines, et l'a mise en œuvre par

le biais de la résolution du Conseil de la PSA n° 4 en 2016, « Associer les agences gouvernementales pour soutenir le suivi des ODD⁶⁴ ».

Les antennes régionales de développement du NEDA ont la responsabilité de la préparation et de la coordination des plans régionaux de développement. Les gouverneurs provinciaux président habituellement le Conseil du développement régional, qui sert de mécanisme formel à la coordination multiniveaux. Toutefois, le point de vue des associations de gouvernements locaux est que « les unités de gouvernement local » n'ont pas pleinement conscience du processus en cours, malgré les différents ateliers organisés par le DILG dans toutes les régions. Les nouvelles matrices ont été publiées à l'approche des élections nationales et locales (mai 2019), sans véritables consultations ; et tous les gouvernements locaux n'ont pas la capacité de répondre à leurs exigences⁶⁵.

Dans le cadre des efforts de localisation notamment avec le suivi du processus de mise en œuvre, le NEDA, le DILG et le Bureau philippin des statistiques ont élaboré des critères d'évaluation qui définissent l'accès à des fonds de financement spécifiques (comme le Sceau de bonne gouvernance)⁶⁶. Néanmoins, l'alignement entre les fonds de soutien aux plans des gouvernements locaux et les ODD n'est pas clair pour les CT. Les témoignages soulignent que les plans locaux continueront d'être alignés sur les critères exigés par les fonds plutôt que sur la stratégie nationale en matière d'ODD. Par ailleurs, les CT considèrent comme trop complexes les critères pour accéder à des fonds pour soutenir les projets d'adaptation au changement climatique et de résilience. Des écarts considérables sont observés entre les objectifs des politiques nationales et les mesures prises par les CT sur le terrain. La dépendance aux approches réglementaires est excessive, alors qu'il vaudrait mieux promouvoir la formation, la collaboration et le renforcement des capacités entre les gouvernements locaux et nationaux. La coordination verticale et horizontale entre institutions reste inégale, notamment en matière de planification, et les politiques de mise en œuvre très fragmentées. La conjoncture électorale actuelle et les autres débats nationaux (en particulier concernant le fédéralisme) ne contribuent pas non plus au processus d'appropriation de ces mécanismes par les CT⁶⁷.

Les exemples de la Chine, de l'Indonésie et des Philippines illustrent bien les obstacles qui apparaissent dans la promotion de la mise en œuvre des ODD et dans l'élaboration de stratégies de planification plus intégrées. La Chine a tenté de maintenir l'équilibre entre les initiatives descendantes et ascendantes ; elle essaie également de concevoir des mécanismes de mise en œuvre des politiques plus innovants et efficaces, qui impliquent un plus grand éventail d'acteurs. En Indonésie, les obstacles et les brèches dans l'harmonisation des différents processus ont été abordés lors de la mise en place de mécanismes veillant à l'appropriation à l'échelle locale et régionale, et dans le soutien aux initiatives pilotes. Aux Philippines, le gouvernement a adopté une approche *top-down* plus stricte. Il

donne la priorité à l'élaboration et à la présentation de rapports suivant un modèle préétabli, mais les initiatives consacrées au soutien des CT et des fonds pour répondre aux priorités locales liées aux ODD semblent limitées.

Politiques de renforcement de la coordination de la mise en œuvre des ODD entre les États et les gouvernements locaux dans les pays fédéraux

Dans les pays fédéraux (Inde, Australie, Pakistan), où chaque État fédéré dispose de son propre cadre juridique, le cadre de la mise en œuvre des ODD est tout aussi complexe. En **Inde**, l'Institut national pour la transformation de l'Inde (NITI Aayog) – l'autorité de planification nationale – s'est vu confier la responsabilité d'effectuer le suivi de la localisation des ODD. Leur réussite requiert l'engagement des gouvernements des différents États fédérés, des territoires de l'Union et des unités de gouvernements locaux. Le gouvernement central élabore des initiatives pour renforcer la structure fédérale du pays, par l'intermédiaire de la promotion d'un « fédéralisme coopératif et compétitif ». L'objectif est de dynamiser les performances de chaque État en passant d'une approche de planification *top-down* à une approche partant du bas. C'est-à-dire en promouvant l'expé-

rimentation, les études comparatives et le partage des expériences entre les États⁶⁸. Résultat de cette impulsion, chaque État ou territoire de l'Union a également mis en place un centre, une unité ou une équipe spéciale pour guider et contrôler la mise en œuvre des ODD. Vingt-trois États et territoires de l'Union ont préparé leurs documents stratégiques à l'horizon 2030 et des plans d'action⁶⁹. Les unités et comités ODD doivent promouvoir la collaboration entre les différents départements et les organismes au sein des administrations des États afin de faciliter la coopération entre administrations, agences et politiques sectorielles. L'implication des administrations de district, des gouvernements locaux ruraux et urbains dans les structures de mise en œuvre, nécessite cependant d'être davantage renforcée (voir section 3.2). Différentes parties prenantes ont vivement critiqué la façon dont les programmes fédéraux actuels abordent les problèmes urbains et locaux pour la mise en œuvre des ODD⁷⁰.

En **Australie**, il existe différents mécanismes de coordination politique. Dans le cadre des efforts de soutien aux CT, le gouvernement australien a publié le plan Villes intelligentes, qui décrit une vision pour des villes productives et durables, avec la promotion de la collaboration entre les niveaux de gouvernement, le secteur privé, les organismes

Immeubles de logements sociaux à Fitzroy, Melbourne, Australie (photo : © Ainara Fernandez Tortosa).



de recherche et la communauté locale. *City Deals* est l'une des composantes de ce plan, promue comme une approche collaborative visant à réunir les trois niveaux de gouvernement pour appuyer les politiques urbaines et construire une vision partagée pour améliorer les infrastructures, soutenir l'innovation et l'accès à l'emploi dans une zone géographique spécifique⁷¹. *City Deals* est un exemple de fonds spéciaux conçus sous forme de partenariats et de mobilisation de fonds pour le financement de projets. Toutefois, beaucoup de maires plaident en faveur de l'adoption de programmes de financement qui laissent plus de marge aux pouvoirs locaux, plutôt que des programmes trop ciblés ou conditionnés, pour soutenir la localisation des ODD (voir section 3.2)⁷².

Au **Pakistan**, le Conseil économique national, sous la responsabilité de la Commission de planification du Pakistan, a élaboré un Cadre national pour les ODD en mars 2018. Des unités ODD ont été établies au sein de la Commission de planification fédérale à Islamabad, dans les quatre Conseils de planification et de développement à l'échelle provinciale et dans ceux des deux zones d'administration fédérale. Des comités techniques et des groupes thématiques appuient leur travail. Les gouvernements de district ou locaux ne sont pas représentés dans ces unités de coordination, mais des points de rencontre ont été développés à l'échelle des districts. Le Cadre national pour les ODD définit l'action de ces mécanismes qui ont vocation à faciliter l'alignement entre les plans de développement et les ODD. Toutefois, les mécanismes de coordination verticaux et horizontaux sont faibles à tous les niveaux et se confrontent à des difficultés : « La plupart des politiques nationales et provinciales et leurs plans d'action ne sont pas soutenus par des ressources financières suffisantes et les processus de prise de décisions qui sont très centralisés entravent la définition des priorités locales⁷³ ». L'incertitude politique et l'absence de système de gouvernement local (dissous dans les provinces du Baloutchistan et du Pendjab) constituent également des obstacles à la mise en œuvre des agendas.

Défis de la coordination dans les pays aux environnements non favorables à l'action locale

Les pays dont l'environnement institutionnel n'est pas assez favorable aux gouvernements locaux (le **Bangladesh**, le **Cambodge**⁷⁴, le **Laos**⁷⁵, la **Malaisie**, le **Myanmar**⁷⁶, le **Népal**⁷⁷, le **Sri Lanka**, la **Thaïlande** et le **Vietnam**⁷⁸) suivent des approches centralisées traditionnelles, sans ou avec très peu de consultation des gouvernements ou administrations locales. Beaucoup de ces pays ont également élaboré des stratégies nationales de développement urbain (Cambodge, Malaisie, Népal, Sri Lanka, Thaïlande, Laos et Vietnam), avec des dispositions de gouvernance souvent peu claires, pour garantir les synergies avec les autres politiques sectorielles⁷⁹. Souvent, ces pays ont créé des « unités de gouvernements déconcentrées » et des agences représentant le gouvernement central ou les gouvernements

régionaux aux échelles territoriales, endossant les responsabilités qui, selon la loi, ont été décentralisées vers les gouvernements locaux (par exemple au Bangladesh, Laos ou Malaisie). Cela limite le rôle des CT et entraîne souvent un faible alignement entre les priorités nationales et locales liées aux ODD, entravant des approches intégrées au sein des territoires.

Le gouvernement du Sri Lanka, par exemple, semble très engagé auprès des ODD. En effet, il a créé en 2015 un ministère du Développement durable, de la Faune et la Flore (MSDW) pour appuyer la mise en œuvre des ODD. En 2016, le MSDW a lancé un processus de consultation (la Plateforme pour l'engagement envers le développement durable national⁸⁰) et rédigé la Feuille de route et le Plan national d'action pour les ODD (2017-2020). Le Plan d'action a été présenté aux différentes parties prenantes à l'échelle nationale et provinciale, mais il n'a pas été mis en œuvre. En octobre 2017, une loi sur le développement durable a été adoptée au Parlement et il était prévu que le gouvernement établisse un Conseil du développement durable (SDC) début 2018 pour développer une stratégie nationale pour localiser les ODD. La loi exigeait que chaque ministère, département et autorité locale, prépare une stratégie ODD. Toutefois, le processus s'est essouffé. Le SDC a été nommé fin 2018 et, malgré les engagements initiaux, aucune mesure substantielle n'a été prise pour la mise en œuvre des ODD et leur prise en compte dans les plans de développement locaux. L'ENV présenté en 2018 affirme qu'une consultation populaire a été menée en mars 2018, mais ces mécanismes semblent correspondre davantage à des formalités plutôt qu'à un engagement réel. Les membres des conseils provinciaux et les autorités locales n'ont pas été explicitement consultés ou impliqués⁸¹. Un leadership politique faible, l'absence d'une feuille de route nationale et d'un cadre opérationnel pour les ODD, exacerbés par une structure institutionnelle fortement fragmentée, ont empêché l'intégration efficace des ODD au Sri Lanka⁸².

Comme mentionné précédemment, la coopération entre les différents niveaux de gouvernement s'est intensifiée depuis l'adoption de l'Agenda 2030. Néanmoins, les approches varient selon les pays entre des efforts pour promouvoir une planification plus intégrée et concevoir des politiques sectorielles mieux harmonisées avec la participation de tous les niveaux de gouvernement d'un côté et, de l'autre, des stratégies nationales sur les ODD encore mal définies ou naissantes, avec peu d'efforts d'intégration des CT.

Au sein du premier groupe de pays, les stratégies comprennent des approches plus centralisées ainsi que des stratégies plus flexibles où des directives nationales promeuvent ou laissent néanmoins plus de marge aux initiatives locales. Ces mêmes politiques ascendantes ne laissent souvent pas d'espaces pour faciliter le partage, réduire les écarts et résoudre les conflits entre administrations centrales et locales. Les politiques plus flexibles qui, elles, favorisent la localisation des ODD, attachent plus d'importance

au besoin de concilier les priorités nationales avec les initiatives locales. Elles soutiennent les processus de développement local pour tester les expériences à une plus petite échelle, de sorte à favoriser ensuite leur répliquabilité au sein des différents niveaux de gouvernance. Le second type de politique facilite les approches territoriales du développement.

Dans une certaine mesure, cette diversité de mécanismes reflète la variété des cadres institutionnels nationaux pour les CT dans la région. Elle souligne aussi le fait que les stratégies de développement territorial qui pourraient recenser les initiatives mises en œuvre pour la localisation des ODD dans la plupart des pays se trouvent à un stade initial d'élaboration. Les pays ayant des cadres institutionnels plus favorables aux CT ont ainsi développé des mécanismes plus solides pour la collaboration multiniveaux (par exemple le Japon). Ils dotent les gouvernements locaux des capacités et des ressources pour être proactifs dans la mobilisation des mécanismes, même lorsque le leadership politique national est limité (par exemple en République de Corée). Dans d'autres pays, comme en Chine ou en Indonésie, où l'autonomie locale progresse, les gouvernements étudient différents moyens de promouvoir les initiatives locales et de soutenir des expériences pilotes, pour encourager une harmonisation et favoriser la cohérence des politiques.

Les villes intermédiaires sont, cependant, souvent négligées dans les approches sur la localisation dans la région. Elles jouent un rôle primordial dans le développement et le fonctionnement des systèmes urbains et territoriaux de chaque pays⁸³. Dans certains cas (comme au Bangladesh et en Chine), leur croissance est plus rapide que celle des grandes villes. Elles concentrent plus de 65 % de la population mondiale et assurent les liens avec les petites communes et les zones rurales. La plupart ne disposent pas des ressources, de l'expertise et des capacités dont elles ont besoin pour mettre en œuvre les ODD. Il est essentiel que les politiques nationales prêtent plus d'attention à ces villes moyennes pour que les ODD soient pleinement réalisés dans la région Asie-Pacifique d'ici à 2030.

L'instabilité politique et les cycles électoraux peuvent aussi interférer avec la mise en œuvre des ODD, ce qui rajoute plus de complexité aux processus de localisation. Les approches trop verticales, rigides, empêchent l'adaptation des stratégies, des plans de mise en œuvre et d'attribution de ressources aux contextes locaux ; elles ne favorisent pas la reddition des comptes de la part des gouvernements locaux, une dimension pourtant essentielle pour s'assurer de l'implication des parties prenantes locales (société civile et secteur privé). Le manque de définitions claires sur le partage des responsabilités, la duplication des fonctions ou la fragmentation des pouvoirs, ainsi que les transferts de compétences non financés et la faiblesse des mécanismes de concertation pour aplanir les conflits démobilisent les gouvernements locaux ou génèrent des incitations perverses pour l'action. Cela peut également mener à l'adoption de politiques à court terme, non

Dans certains pays, comme au Bangladesh et en Chine, la croissance des villes intermédiaires surpasse celle des grandes villes.

durables, pour satisfaire une planification verticale rigide (comme expliqué plus haut dans le cas de la Chine). Dans de nombreux cas, et en particulier dans les pays fédéraux, la coordination horizontale à l'échelle infranationale est aussi complexe et problématique qu'à l'échelle nationale.

Les gouvernements locaux de la région critiquent fortement le fait de ne pas être correctement consultés, ni lors des préparatifs des stratégies nationales qui doivent ensuite être adaptées aux territoires, ni dans la définition des priorités nationales en matière d'ODD. De plus, les CT soulignent le fait de ne pas avoir reçu les ressources suffisantes pour soutenir la diffusion et la localisation des ODD. La plupart des pays font face à d'énormes disparités entre CT concernant les degrés de développement, ainsi que les capacités et les ressources mises à leur disposition pour la mise en œuvre des ODD.

Les pays d'Asie-Pacifique doivent accélérer leurs progrès dans la mise en œuvre des ODD. Pour cela, il est essentiel de donner les moyens aux gouvernements locaux et à leurs associations pour mener à bien les processus de développement territorial et mettre en œuvre, de façon intégrée, les agendas mondiaux. Lors du 6^e Forum d'Asie-Pacifique sur le développement durable organisé par l'ONU-CESAP (Bangkok, 27-29 mars 2019), les représentants des pays ont réitéré leur engagement envers l'Agenda 2030. Ils ont aussi partagé leurs initiatives pour mettre en œuvre ces agendas à l'échelle nationale et locale avec l'établissement de mécanismes de coordination pour améliorer l'implication de tous les secteurs. En effet, les ODD pourraient contribuer à renforcer la collaboration entre les différents niveaux de gouvernement (dans la planification, budgétisation, gestion financière et reddition des comptes), tout en soutenant le développement durable et en améliorant la gouvernance⁸⁴.

La section qui suit analyse plus en détail la manière dont les CT avancent vers la localisation des ODD dans leurs municipalités et sur leurs territoires, par l'intermédiaire de stratégies territoriales de développement. ○

3. La contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD

La présente section s'appuie sur les conclusions de la précédente section qui abordait les stratégies nationales de mise en œuvre des ODD, le cadre institutionnel de soutien de l'approche territoriale et sur la gouvernance multiniveaux. Elle étudie les processus et les mesures élaborés et développés par les CT de la région Asie-Pacifique (ASPAC) pour la localisation de l'Agenda 2030 au travers des stratégies de développement territorial.

L'engagement en faveur de la localisation des ODD dans la région ASPAC s'est accru, mais les progrès sont inégaux. Plusieurs pays ont avancé dans la mise en œuvre à l'échelle locale, notamment en faisant des progrès dans la sensibilisation et l'alignement des plans locaux sur les Objectifs. Toutefois, la plupart des gouvernements locaux de la région ne les connaissent pas encore, ou en ont au mieux une conscience limitée. Beaucoup ne savent pas comment les associer à leur quotidien. Seules quelques villes et régions en avance sont

au stade d'opérationnalisation et de mise en œuvre des ODD. Dans nombre de cas, celle-ci a simplement consisté à « faire entrer » les ODD dans les projets et les activités existantes (initiées dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement, des Agendas 21 et d'autres politiques de développement). Passer de l'engagement ou de l'alignement aux stratégies territoriales concrètes dans les politiques quotidiennes et les vies de leurs populations est l'étape la plus compliquée pour la plupart des CT de la région. Il est attendu des gouvernements locaux qu'ils définissent les priorités et, étant donné les limites de leurs ressources, qu'ils apprennent à « choisir » quels ODD peuvent effectivement être adaptés à leur quotidien. Cette section se concentre donc sur les initiatives que les gouvernements locaux mettent en œuvre pour surmonter ces défis. 🎯

Élèves d'une école primaire à Katmandou, Népal
(photo : Julien Cavadini, bit.ly/2IBB3YN).



3.1. Sensibilisation et appropriation des ODD : le rôle des réseaux de CT et leurs partenaires

Les Associations des gouvernements locaux et régionaux en Asie-Pacifique prennent une part active à la localisation des ODD et à la définition des stratégies de développement territorial. Un large éventail d'acteurs contribuent, dans différents contextes et à différents niveaux, à la diffusion, la formation et l'assistance technique tels que : des organisations régionales – par exemple : ONU-CESAP, Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), Banque asiatique de développement (BAD) ; – la section Asie-Pacifique de CGLU (CGLU ASPAC), les bureaux régionaux des organisations mondiales des pouvoirs locaux – par exemple : l'Association internationale des maires francophones (AIMF), le Commonwealth Local Government Forum – C40, CLGF, ICLEI et Regions4SD, ainsi que d'autres partenaires et réseaux associés aux gouvernements locaux (par exemple LOGIN)⁸⁵.

CGLU ASPAC organise régulièrement des forums, produit des publications et propose des formations, dans le cadre de son engagement pour sensibiliser aux agendas mondiaux. La section a également apporté son soutien à des programmes nationaux spécifiques (en Indonésie et au Pakistan par exemple, comme nous l'analyserons plus en détail ci-après). Comme évoqué à la section 2, CGLU ASPAC a également mené une étude dans vingt-huit pays de la région pour déterminer si les environnements institutionnels sont effectivement favorables à la localisation de l'Agenda 2030 et du Nouvel Agenda urbain⁸⁶. CityNet a promu des formations et des voyages d'études en partenariat avec l'ONU-CESAP et le Gouvernement métropolitain de Séoul. Le réseau a participé au lancement du portail en ligne des ODD urbains, un outil de partage de connaissances et de coopération entre villes pour le développement durable urbain dans la région⁸⁷. Les associations de CT ont également promu l'implication des gouvernements locaux dans les mécanismes d'intégration régionaux, par le biais, par exemple, du Forum des maires de l'ASEAN et du Forum de l'ONU-CESAP, mais aussi via des actions de renforcement des capacités⁸⁸. Le Programme de développement des Nations unies (PNUD) et l'ADB, aux côtés d'autres institutions et agences internationales, mettent en œuvre plusieurs projets pour la localisation des ODD aux échelles locales, régionales et nationales⁸⁹.

Les associations de l'Asie du Sud-Est ont été particulièrement actives. En 2018, en Indonésie, les associations nationales ont rejoint CGLU ASPAC au sein du projet LOCALISE (*Leadership, Ownership and Capacities for Agenda 2030 Local Implementation and Stakeholders Engagement* pour son sigle en anglais), appuyé par l'Union européenne (voir la section 3.2) et en partenariat avec le Centre des ODD, le CISDI, la GIZ, Indonesia Climate Alliance et l'Institut de recherches SMERU. En coopération avec CGLU ASPAC et dans le cadre du projet LOCALISE, l'Association des municipalités indonésiennes (APEKSI) a établi des programmes de formation pour les fonctionnaires des gouvernements locaux et a mis au point des outils pour la diffusion des ODD et du Nouvel Agenda urbain. APEKSI a également créé des groupes de travail sur les changements climatiques et les villes inclusives⁹⁰. Des fondations, le monde universitaire et les organismes onusiens, avec le PNUD en première ligne, ont également promu plusieurs initiatives d'apprentissage sur les ODD⁹¹.

Aux Philippines, la Ligue des villes et la Ligue des municipalités ont été actives dans la localisation des ODD, par l'intermédiaire de séminaires, de partage d'informations, de conférences et d'ateliers. Cette première coordination a mis sur pied des projets pilotes avec différents partenaires afin de promouvoir l'intégration des ODD aux activités locales, par exemple : le projet « Intégration verticale pour réduire les émissions de CO₂ (V-LED) », en collaboration avec ONU-Habitat ; le programme de Renforcement de la résilience au climat au travers des plans et aménagements urbains, avec le soutien des agences allemandes de coopération et ONU-Habitat ; le projet « *Ambitious City Promises* » avec ICLEI ; l'Initiative globale pour une gestion plus efficiente des ressources dans les villes avec l'UNEP ; et le projet « Vert, vert, vert » du département philippin du Budget et de la Gestion, entre autres⁹². De plus, la Ligue des villes codirige le groupe de CityNet chargé des ODD.

L'Association des villes du Vietnam a participé à plusieurs ateliers nationaux en 2018, elle a organisé deux réunions sur les ODD dans la Région du delta du Mékong et dans la Région nord du pays⁹³. D'autres associations dans la sous-région sont à un stade encore préliminaire. Au Cambodge, la Ligue nationale des communes (NLC) a inclus les ODD dans son plan stratégique quinquennal (2018-2022) qui n'a pas encore été mis en œuvre. L'Association


malaisienne des autorités locales (MALA) a travaillé à connecter les gouvernements locaux aux activités internationales liées au cadre des ODD, par exemple à Seberang Perai et Penang⁹⁴.

En **Asie de l'Est et du Nord-Est**, la **République de Corée** a été historiquement active, en particulier par le biais de l'Alliance locale pour le développement durable de Corée (LSAK) et en tant que membre des réseaux internationaux tels que ICLEI, CityNet et CGLU. La LSAK est un réseau en faveur de l'Agenda 21 local qui regroupe des gouvernements locaux et organisations de la société civile. Le réseau a fourni à ses membres une plateforme de partage des connaissances et des informations, afin de mieux intégrer les ODD à leurs politiques et programmes. Enfin, l'Institut coréen pour le développement durable (KICSD) a mis en place plusieurs formations et projets de recherche sur les ODD et d'autres thématiques liées aux agendas du développement⁹⁵.

En Asie du Sud et du Sud-Ouest, l'Institut indien pour l'autonomie locale (AILSG) coordonne vingt-six centres en charge de la formation, de la recherche et du renforcement des capacités pour des villes. Il élabore un agenda d'apprentissage et fournit une assistance technique aux CT, reliant les ODD aux principaux programmes indiens (par exemple : AMRUT, PMAY, EQUI-City, Mission Villes intelligentes, *Mission Swachh Bharat*, et Programme national de réduction de la pauvreté urbaine). Au **Pakistan** et au **Bangladesh**, un grand nombre de conférences et d'ateliers ont eu lieu l'année dernière, avec le soutien d'organismes internationaux et du gouvernement national. Les autorités locales de toutes les provinces du Pakistan se sont réunies au Sommet des gouvernements locaux à Islamabad en mars 2017 en soutien à la localisation et avec six principales thématiques à aborder : l'éducation, l'emploi, l'énergie, l'eau, la paix et la gouvernance⁹⁶. En avril 2018, avec le soutien du PNUD et de la GIZ, CGLU ASPAC et l'Association des conseils locaux de quatre provinces pakistanaïses ont organisé une conférence internationale – « Penser globalement, agir localement : pour la mise en œuvre des ODD par les gouvernements locaux » –, au cours de laquelle des représentants des CT du Pakistan ont discuté de l'Agenda 2030 avec des représentants de plus d'une douzaine de pays de la région Asie-Pacifique. CGLU ASPAC, en partenariat avec l'Association pour le développement de la gouvernance locale (ADLG) du Pakistan, a lancé en mars 2019 une initiative intitulée « Renforcement des institutions locales, plaidoyer et développement pour la localisation des ODD (en anglais *Local Empowerment, Advocacy and Development for SDG Localization, ou LEAD for SDGs*) ». Il s'agit d'un projet de quatre ans mené avec le soutien financier de l'UE. Le projet assistera les gouvernements locaux, leurs associations – à savoir l'Association du conseil local du Baloutchistan (LCAB) et l'Association du conseil local de Sindh (LCAS) –, et les autres parties prenantes pour la localisation des ODD⁹⁷. Au **Sri Lanka**, la Fédération des autorités des gouvernements locaux sri-lankais (FSLGA) a développé plusieurs ateliers de sensibilisation en vue d'intégrer les ODD aux plans et

budgets locaux dans deux provinces⁹⁸. Au **Népal**, les trois associations existantes – l'Association du comité au développement de district du Népal (AD-DCN), l'Association municipale du Népal (MuAN) et l'Association nationale des municipalités rurales au Népal (NARMIN) – déploient des efforts pour diffuser et faire connaître les ODD. La NARMIN, par exemple, a adopté des directives en quinze points adressés aux municipalités rurales pour intégrer les ODD à la planification locale et au processus de suivi (dans les domaines de la santé, de l'assainissement et de la nutrition)⁹⁹.

Dans la **région Pacifique**, les associations de gouvernements locaux en **Australie**, ALGA, l'Association des gouvernements locaux de l'Australie occidentale et le Conseil des maires de villes-capitales, ont travaillé avec le gouvernement fédéral en vue de contribuer au processus de rapport aux Nations unies sur les ODD en 2018, se chargeant de rassembler les expériences à l'échelle locale. En **Nouvelle-Zélande**, l'association Gouvernements locaux de Nouvelle-Zélande (LGNZ) a fait partie de l'unité chargée du rapport au FPHN en 2019 et il lui a été demandé de présenter sa propre contribution au rapport aux Nations unies. L'association a fait connaître les ODD à ses membres. Elle a élaboré un guide pour aider les autorités locales à répondre au défi de la montée du niveau des océans et des phénomènes météorologiques extrêmes, avec des conseils sur l'adaptation et l'atténuation. Elle mène également un projet pour améliorer la qualité et la sécurité de l'approvisionnement en eau ainsi qu'un projet pour améliorer l'accès à des logements abordables et de qualité. La Société des responsables des gouvernements locaux a développé une série d'indicateurs nationaux qui s'alignent sur les ODD et les a partagés avec tous les conseils locaux afin de faciliter leur production de rapports de suivi annuels¹⁰⁰. Aux Kiribati, l'Association des gouvernements locaux (KiLGA) a assuré la diffusion des ODD par l'intermédiaire de ses *newsletters* mensuelles, d'émissions radio, de forums et d'ateliers. Son directeur exécutif a participé au processus de rédaction de l'ENV du pays en 2018. En 2018-2019, l'association a aidé dix conseils à mettre en place leurs plans de développement alignés sur les ODD. Avec le soutien de l'UNICEF, elle a aussi assisté cinq conseils dans la conception de politiques sur la gestion de l'eau et l'assainissement et de plans de développement alignés sur les ODD¹⁰¹.

En juillet 2019, à Nadi, aux **Fidji**, s'est tenu le 5^{ème} Forum urbain du Pacifique, organisé en partenariat avec le gouvernement des Fidji, ONU-Habitat, ONU-CESAP parmi d'autres. Il s'est conclu par des annonces d'engagements volontaires pour aider les villes à localiser l'Agenda 2030 ainsi que par une déclaration pour le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique visant à favoriser l'institutionnalisation des préoccupations des gouvernements locaux dans la région. Le Forum a également permis la création du Partenariat du Pacifique pour le Nouvel Agenda urbain avec le soutien de la CLGF. 

3.2. Alignement sur les stratégies et plans locaux (phase préparatoire)

La phase préparatoire de localisation des ODD implique beaucoup d'activités : l'analyse des objectifs et priorités, l'alignement des ODD sur les plans locaux, la définition de stratégies et programmes innovants. C'est sous cet angle que la présente sous-section propose une analyse de l'état d'avancement dans lequel se trouvent les pays de la région concernant l'implication des CT dans les mécanismes de mise en œuvre des ODD. Pour ce faire, la section explorera dans quelle mesure plusieurs pays de la région ont inclus les CT dans le processus d'alignement de leurs programmes de développement sur les ODD. Il s'agira de présenter les pays ayant des stratégies nationales claires et déployant des efforts pour

intégrer les CT, et qui progressent plus rapidement dans la phase préparatoire, ayant aligné les ODD avec leurs stratégies locales (exemples du Japon, de l'Indonésie et de la Chine). En République de Corée, les CT montrent l'exemple, grâce à la dynamique du mouvement de l'Agenda 21 local. Dans d'autres pays comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, elles progressent aussi rapidement, s'appuyant sur leur expérience de politiques durables.

En Inde et au Vietnam, les stratégies *top-down* créent un écart croissant entre les niveaux de l'État ou de la province et les niveaux locaux (districts ou unités de gouvernement local) dans le processus de mise en œuvre des ODD. Le contexte compliqué et incertain freine l'implication des gouvernements locaux dans trois pays : les Philippines, le Pakistan et le Sri Lanka. Aux Philippines, les CT ont tendance à être plus impliquées dans les projets, avec peu de considération pour l'ensemble du cadre ODD : « au-delà des cibles reposant sur les projets, il existe des efforts limités pour aligner les ODD sur les cadres de planification, de financement et de suivi¹⁰² ». Il est essentiel de communiquer sur les nombreuses initiatives mises en place dans ce contexte.

Encadré 3

Examens locaux volontaires : Toyama, Kitakyushu et Shimokawa

Dans la **zone métropolitaine de Kitakyushu** (966 000 habitants), le gouvernement local s'est focalisé sur les trois piliers du développement durable « pour parvenir à une ville à la croissance verte, prospère et pleine de richesse, qui contribue au monde ». La ville a intégré les ODD dans son Plan de base pour l'environnement qui a été revu en novembre 2017. Ceci a permis d'aligner la réalisation des ODD sur les politiques environnementales. La ville continuera de les prévoir dans ses programmes administratifs dans des domaines autres que l'environnement et dans la révision de ses plans, notamment le « *Genki Hasshin! Kitakyushu Plan* » et le Plan directeur de la ville de Kitakyushu. La ville utilise des indicateurs liés aux ODD pour l'examen de ses progrès.

La ville de Toyama (418 300 habitants) a élaboré une planification de la ville compacte qui repose sur un réseau de transports polycentrique. La ville dispose d'un cadre de mise en œuvre, concentré sur des divisions principales et coopère avec le secteur industriel, le gouvernement et le milieu universitaire. Elle fait montre de cas concrets d'intégration des trois dimensions au travers du transport durable (réseau de trains légers) ainsi qu'avec la couverture universelle de santé au travers du Centre de soins général Machinaka.

La **ville de Shimokawa** (3 355 habitants) a défini sa « Vision 2030 pour Shimokawa, le défi de Shimokawa : connecter les personnes et la nature avec le futur », qui traduit les 17 Objectifs en 7 Objectifs localisés, dans le cadre d'un processus très inclusif et stimulant. La recherche de la durabilité passe par la gestion cyclique des forêts, qui optimise l'usage de ses riches ressources forestières.

Source : <https://www.iges.or.jp/en/sdgs/vlr/index.html>.

Exemples d'efforts nationaux-locaux communs pour aligner les ODD sur les plans de développement territoriaux

Comme mentionné précédemment, au Japon, en Indonésie et en Chine, les CT ont avancé plus rapidement dans leurs efforts d'alignement. Au Japon, plus de trente villes et communes sont impliquées dans la mise en œuvre des ODD, avec le soutien du gouvernement national, dans l'initiative « Villes du futur » (un produit du programme préexistant « Villes éco-modèles »), avec une attention particulière portée à l'environnement, à la population vieillissante et à l'implication du secteur privé et de la société civile¹⁰³. La ville de Yokohama fait partie des plus impliquées, avec son initiative « Yokohama, ville du futur » qui se focalise sur l'environnement, les personnes âgées et la culture¹⁰⁴. De nombreux autres gouvernements locaux promeuvent des initiatives avec des campagnes de sensibilisation ciblant les parties prenantes locales et mettant en avant l'importance des ODD pour le développement local (Shiga et Nagano, Sapporo, Otsu et Omihamichan). Également connue sous le nom de « *Miraitoshi ODD* » ou « Ville du futur », Hamamatsu a aligné son plan stratégique sur les ODD afin de promouvoir la préservation des forêts, les énergies propres et l'interculturalisme¹⁰⁴. Trois villes – Toyama, Kitakyushu

et Shimokawa – ont publié leur ELV en 2018 (voir encadré 3), tandis que Hamamatsu a publié le sien en 2019. En 2019-2020, le Japon révisera également ses Principes directeurs de promotion des ODD.

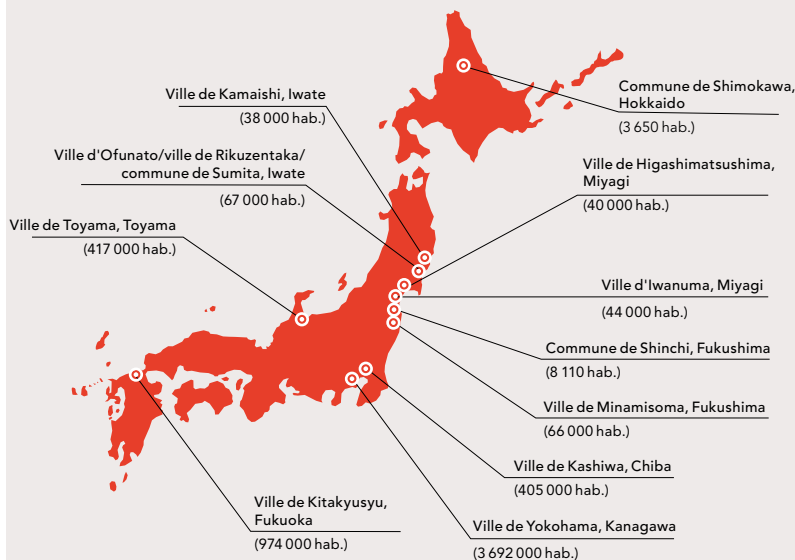
En **Indonésie** les gouvernements locaux doivent agir en respectant le Décret présidentiel n° 59 (voir section 2.3) et font des efforts pour intégrer les ODD aux plans provinciaux et locaux¹⁰⁶. Après les élections locales de 2018, 17 provinces et 514 districts ont œuvré à intégrer les ODD à leurs nouveaux plans locaux et régionaux. Au début de 2019, 19 provinces sur 34 avaient développé et formalisé leurs plans d'action pour les ODD. Quinze provinces supplémentaires sont en phase de finalisation de leurs plans d'action pour les ODD. Comme précisé précédemment, le projet ODD LOCALISE est mis en place depuis 2018 dans 16 provinces et 14 villes (voir schéma 4). Le projet promeut la formation et le partage des connaissances, vise à soutenir la préparation des plans d'action ODD locaux par l'intermédiaire d'assistance technique et de réseautage. Il permet aussi d'effectuer un suivi de la mise en œuvre des ODD et de formuler des recommandations pour localiser le programme des ODD¹⁰⁷.

Le projet LOCALISE a réalisé un questionnaire sur l'état de la localisation des ODD. Il a permis de conclure que dans les provinces (11 sur 16), en particulier en Indonésie occidentale, le taux de mise en œuvre était plus élevé que dans les villes. Trois villes seulement (Jambi, Bengkulu et Pangkalpinang) ont une note plus haute. Il existe également un écart entre les gouvernements locaux orientaux et occidentaux : la majorité des provinces de l'Ouest ont lancé leurs RAD sur les ODD, alors qu'elles ne sont que quelques-unes à l'avoir fait dans l'Est. Même si la majorité des provinces ont précisé qu'elles avaient bénéficié d'un « environnement favorable » pour l'élaboration de leurs plans, elles signalent avoir également rencontré des obstacles majeurs. Le questionnaire a constaté la persistance de plusieurs problèmes¹⁰⁸. Les données étudiées n'ont généralement pas été adaptées aux indicateurs. De plus, un accès limité aux ressources financières dans la région a empêché la participation *bottom-up*. De manière générale, les gouvernements locaux ont des calendriers et des plannings différents pour leurs programmes régionaux de développement à long terme ; c'est pourquoi plusieurs régions n'ont pas encore inclus les ODD au sein de leurs stratégies régionales. En outre, l'autorité des gouvernements locaux est limitée dans la mise en œuvre des plans d'action locale à l'échelle provinciale. Les programmes sont trop éloignés du contexte local ou alors ils utilisent des indicateurs qui n'ont pas de pertinence par rapport aux véritables besoins des gouvernements locaux en matière de suivi. Concernant les plans régionaux à moyen terme comme à long terme, ils n'ont pas encore été correctement réexaminés. Par conséquent, les CT ne sont pas en mesure de les adapter pleinement à leur vision et défis de la localisation et, dans tous les cas, peu de références sont faites aux indicateurs des ODD. Ceci pointe le manque d'initiatives de formation dans l'ensemble, c'est-à-dire les

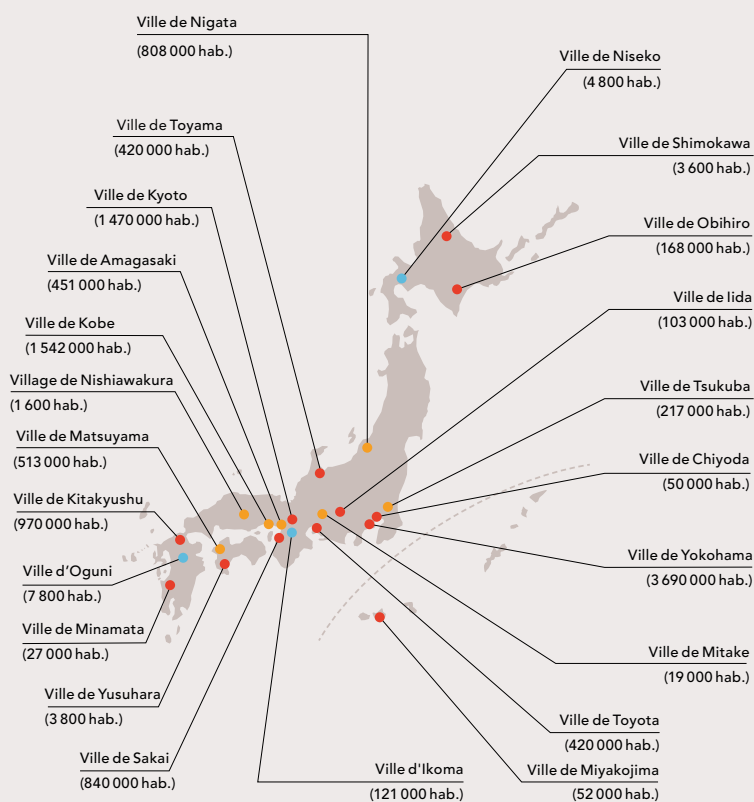
Graphique 3

Sélection des villes du futur et villes éco-modèles au Japon

Villes du futur : villes sélectionnées en 2011



Villes éco-modèles sélectionnées au Japon



■ Sélectionnée en 2008 ■ Sélectionnée en 2012 ■ Sélectionnée en 2013

Source : https://www.japanfs.org/en/projects/future_city/index.html.

Projet LOCALISE : provinces et villes impliquées dans le processus de formation, 2019



Note : Au total, 895 participants ont été impliqués dans le projet LOCALISE.
Source : CGLU ASPAC, 2019.

institutions ou les activités qui augmentent la sensibilisation et la compréhension du cadre des ODD auprès des gouvernements locaux. Ces problèmes sont façonnés par la diversité et la complexité de la géographie indonésienne, qui a significativement compromis la coopération et l'apprentissage mutuel. Par conséquent, les réglementations actuelles ont tendance à ne pas assimiler beaucoup d'ODD ni leur vision de développement. Ceci freine les tentatives des gouvernements locaux pour adapter, intégrer et coordonner une approche *bottom-up* de la réglementation en matière d'ODD à l'échelle locale.

Un exemple cité dans l'ENV indonésien est celui de la province Nusa Tenggara orientale et le développement d'un Plan régional à moyen terme 2018-2023, aligné sur les ODD et les priorités régionales. L'un des principaux problèmes rencontrés était la pertinence des indicateurs et le besoin de les modifier, en tenant compte des données disponibles¹⁰⁹. Djakarta a intégré les priorités du plan national et les Objectifs à son plan à moyen terme (RPJMD). Cette dynamique a été appuyée par une approche participative (l'*e-Musrenbang*, un processus électronique participatif d'établissement du budget et de planification). D'autres villes telles que Balikpapan, Surabaya, Palembang, Semarang, Yogyakarta et Bogor se focalisent davantage sur des actions spécifiques, en lien avec l'ODD 11.

La **Chine** a signalé en 2016 que les CT élaboraient leurs propres plans quinquennaux conformément au programme directeur du gouvernement chinois, le 13^e Plan quinquennal, déjà aligné sur l'Agenda 2030¹¹⁰. Comme indiqué précédemment, à la section 2.3, après l'adoption des Zones pilotes d'innovation de la Chine pour la mise en œuvre de l'Agenda

2030, seize villes ont candidaté pour en faire partie. En mars 2018, les trois premières villes pilotes des ODD ont été choisies. La ville de Guilin, avec un projet focalisé sur les innovations dans la préservation du paysage naturel, l'écotourisme et l'agriculture écologique ; la ville de Shenzhen, centrée sur le développement durable et la bonne gouvernance de mégacité pilotée par l'innovation high-tech ; et la ville de Taiyuan, focalisée sur l'amélioration de la qualité de l'eau et de l'environnement atmosphérique, notamment l'environnement écologique et la lutte contre cinq types de pollution sur son territoire. Les expériences de ces villes seront déployées dans le reste du pays et dix zones pilotes seront désignées au cours de la période du 13^e Plan quinquennal. Le processus est fortement appuyé par le PNUD, par le biais de la sensibilisation (grands cours ouverts en ligne), soutien à l'évaluation, formations et ateliers (avec la participation de 1 337 fonctionnaires publics dans 41 comtés et trois provinces), services de conseil, suivi et évaluation du processus de mise en œuvre (un à deux ans) et certification (label ODD)¹¹¹.

D'autres villes et provinces rivalisent dans différents domaines pour accroître le développement durable avec des programmes ambitieux et innovants : Deyang, Yiwu, Haiyan et Huangshi du côté des villes résilientes ; Chengdu, Nanhu, Zhejiang Langzhong, Libo et Chibei comme modèles de villes durables internationales (certains de ces exemples seront abordés en détail dans la section 3.3). Selon le Rapport annuel de classement 2018 du développement durable provincial et dans les villes de grande ou moyenne taille¹¹², Beijing, Shanghai, Zhejiang, Jiangsu, Tianjin, Guangdong, Chongqing, Shandong, Fujian et Anhui se trouvent dans les

dix meilleures places en termes de performances durables. Selon ce même document, les régions les plus riches et les plus développées, telles que celles de Beijing, de Shanghai et du Delta des Rivières des perles et d'autres villes côtières, se sont placées tout en haut du classement. Ces dernières bénéficient en moyenne d'une meilleure qualité environnementale que les villes de l'intérieur du territoire, tandis que les villes des régions centrales et occidentales font face à des pressions environnementales importantes, ont une capacité moindre à protéger les ressources et l'environnement et à gérer la consommation, des aspects pourtant cruciaux du développement durable¹¹³.

Un modèle d'engagement territorial mené depuis la base dans le processus de localisation

En République de Corée, c'est en 2015 que les gouvernements locaux ont commencé à revoir leurs stratégies afin d'inclure les ODD comme valeur centrale et d'établir un système de mise en œuvre, local, des ODD (voir tableau 3). Comme indiqué plus haut (sections 2.3 et 3.1), la République de Corée fait preuve d'une longue tradition d'agendas de la durabilité¹¹⁴. En 2016, 210 des 243 gouvernements

locaux avaient préparé leurs propres Agendas locaux 21 et près d'une centaine de gouvernements locaux avaient établi des « Conseils locaux pour le développement durable », impliquant la société civile et le secteur privé¹¹⁵. Cependant, ces conseils ne sont pas reconnus en tant qu'organisations de gouvernements locaux. Par conséquent, la Loi-cadre sur les faibles émissions de carbone et la croissance verte (loi LCGG, adoptée en 2010) a également nécessité la formation d'un Comité local sur la croissance verte dans dix-sept gouvernements métropolitains et provinciaux, mais son impact est limité.

L'encadré 4 propose une synthèse des politiques à Séoul. Deux analyses soulignent des facteurs similaires empêchant une action plus forte de la part des gouvernements locaux et régionaux : une sensibilisation et un soutien limités ; un manque de connexion entre les politiques locales et les plans de développement régionaux, mais aussi avec les politiques nationales ; manque de budget et de personnel ; faibles capacités de mise en œuvre et absence de mécanismes de suivi (indicateurs localisés, données insuffisantes et évaluation périodique)¹¹⁶. Les mêmes sources appellent le gouvernement national à développer des directives ODD pour les gouvernements locaux et une stratégie de

Tableau 3 Implication des gouvernements locaux dans la mise en œuvre des ODD en République de Corée (2018)

Étape	Exemples	
Type A (stade de mise en œuvre)	Municipalité métropolitaine	Séoul, Gwangju
	Gouvernement local de base	Suwon, Dangjin, Dobong-gu (zones de la ville de Séoul)
Type B (stade de transition)	Municipalité métropolitaine	Incheon, Daegu, Daejeon, Ulsan, ville spéciale autonome de Sejong, province de Gyeonggi-do, province de Gangwon-do, province de Chungcheongbuk-do, province de Chungcheongnam-do, province de Jeollabuk-do, province de Gyeongsangnam-do, province autonome spéciale de Jeju
	Gouvernement local de base	Gimpo, Gwangmyeong, Siheung, Ansan, Pyeongtaek, Asan, Gangneung, Wonju, Jecheon, Cheongju, Jeonju, Suncheon, Yeosu, Geoje, Changwon, Gapyeong-gun, Seochon-gun, Damyang-gun, Incheon Nam-gu, Incheon Bupyeong-gu
Type C (stade de préparation)	Municipalité métropolitaine	Villes et régions ne se trouvant pas dans A, B
	Gouvernement local de base	Villes ne se trouvant pas dans A, B

Type A - Mise en œuvre : système opérationnel (mise en œuvre, modification du plan, élaboration d'indicateurs, système d'évaluation).
 Type B - Transition : construction d'un système de mise en œuvre (établissement de plans pour mettre en œuvre le développement durable, formation pour les fonctionnaires publics et les citoyens).
 Type C - Préparation : établissement des fondements (ordonnances de base, définition d'institutions, Commission sur le développement durable, etc.).
 Source : KDI (février 2018), *Établissement de directives pour la mise en œuvre des ODD par les gouvernements locaux*, Rapport final, p. 189 (en coréen).

Plan directeur 2030 de Séoul et Objectifs de développement durable de Séoul

Depuis 1995, le Gouvernement métropolitain de Séoul (SMG) a mené des efforts pour bâtir une ville durable, avec une population de 10,1 millions de personnes. La première Commission pour le développement durable (2013-2015) a établi le Plan directeur pour le développement durable en 2015 et évalué la durabilité de Séoul, en s'appuyant sur le Système d'indicateurs du développement durable. La deuxième Commission pour le développement durable (2015-2017) s'est focalisée sur la mise en œuvre du Plan directeur pour le développement durable. En 2017, les ODD de Séoul ont été établis à l'aide d'une approche ascendante (*bottom-up*). Ils ont été intégrés dans toutes les politiques, plans et administrations de Séoul, et sont passés par le cycle de mise en œuvre, évaluation et révision¹¹⁷. Le Plan 2030 de Séoul a été élaboré par les citoyens à chaque étape de la planification¹¹⁸. Pour réaliser la vision future, cinq axes principaux ont été identifiés : « une ville axée sur sa population et sans discriminations, une ville internationale dynamique avec un solide marché de l'emploi, une ville vivante culturelle et historique, une ville dynamique et sûre, une ville aux logements stables, aux transports faciles et axée sur la communauté ».

Source : « Les Objectifs du développement durable 2030 de Séoul, 17 façons de changer Séoul ». Pour en savoir plus, voir : <http://www.urbansdgplatform.org/board/viewPublicationDetail.msc?no=146>

promotion qui examine les liens entre les instances de gouvernance locales et nationales. Par exemple : les Comités pour la croissance verte, le développement de réglementations adéquates, l'introduction de budgets stables, le renforcement de la coopération et les efforts conjoints en matière de suivi.

Des initiatives ont été générées par le département de l'environnement. Des efforts sont actuellement déployés pour adapter la stratégie au nouveau cadre des ODD, dans le but de développer une approche plus intégrée. Mais il est très probable que cela prenne du temps (comme le démontre le tableau 3, qui classe la majorité des gouvernements locaux comme étant au stade de transition ou de préparation).

Tirer parti des initiatives durables locales dans les pays se trouvant encore au stade de définition des stratégies nationales de localisation

Alors que les CT en **Australie** et en **Nouvelle Zélande** font progressivement référence aux ODD en tant que cadre, elles mettent déjà en œuvre différentes initiatives et programmes de politiques durables alignées sur les ODD. En **Australie**, des villes comme Sydney, Melbourne et le Conseil régional métropolitain à Perth font partie des premiers à avoir intégré les ODD dans leurs plans et stratégies (Sydney durable 2030, Plan Melbourne 2017-2050 et Stratégie régionale pour l'environnement 2016-2020 de Perth¹¹⁹). D'autres villes

ont également, depuis un certain temps, élaboré des politiques durables en cohérence avec les ODD, par exemple Fremantle, qui a adopté la « Stratégie de Fremantle, une planète », tandis que des districts tels qu'Illawarra sont à la tête d'un groupe de « villes saines » dans la région¹²⁰. D'autres autorités locales promeuvent des actions de durabilité et de lutte contre le changement climatique dans leurs communautés pour favoriser la résilience et améliorer les capacités d'adaptation. Plus de cent zones de gouvernements locaux englobant plus de trois cents villes et communes d'Australie et représentant une population de onze millions de personnes ont rejoint le partenariat pour le pouvoir des villes du Conseil pour le climat. Celui-ci encourage, motive et accélère les initiatives locales en matière d'énergie propre et de réduction des émissions carbone¹²¹. Toutefois, comme le reconnaît l'Association des gouvernements locaux de l'Australie, « nombre de conseils ont été lents à intégrer les ODD à leur processus de planification et stratégies pour la communauté¹²² ». Ces dernières années, le gouvernement australien a facilité le développement des villes intelligentes, par le biais de ses programmes « City Deal » et « Villes et banlieues intelligentes¹²³ ».

En **Nouvelle-Zélande**, Gouvernements locaux Nouvelle-Zélande a promu les ODD auprès de ses membres, afin d'appuyer les préparatifs de l'ENV en 2019. De fait, les conseils locaux sont actifs dans l'élaboration de politiques durables depuis un certain temps. En 2014, le Conseil d'Auckland a adopté les programmes Vivre en légèreté et *FutureFit* qui encouragent ses habitants à effectuer une transition vers des habitudes sobres en carbone, en proposant six thématiques d'action pour le climat (Bouger, Acheter, Manger, Énergie, Grandir et Discuter) pour modifier les styles de vie¹²⁴. En outre, son Plan de réduction et de gestion des déchets 2018 est doté d'une vision pour la ville : devenir un lieu zéro déchet d'ici à 2040. Le Conseil régional de Wellington a adopté une politique donnant la priorité à l'électrique pour sa flotte de véhicules et a investi dans des bus électriques pour remplacer ceux au diesel¹²⁵. Sa stratégie de biodiversité « Notre capitale naturelle » vise à réduire la présence de prédateurs et à protéger les espèces menacées par la mobilisation de la communauté autour d'actions communes¹²⁶. Le Conseil de Rotorua Lakes a établi un partenariat novateur avec les populations indigènes de son district, le *Te Arawa Iwi*, qui fournit aux Iwi une voix au chapitre lors des processus politiques et de prise de décisions du conseil¹²⁷. En 2017, les responsables locaux néozélandais ont publié une « Déclaration sur le changement climatique des leaders des gouvernements locaux » pour appuyer les initiatives de réduction des gaz à effet de serre et s'engager localement pour répondre au dérèglement climatique¹²⁸. Comme indiqué précédemment, les autorités locales ont également effectué une évaluation du montant des infrastructures souterraines et de surface qui seront affectées par la hausse du niveau des océans, selon

trois scénarios. Des discussions entre le gouvernement central et les gouvernements locaux sont en cours, pour identifier les options permettant de financer les coûts impliqués et de fournir aux conseils les pouvoirs de cesser le développement dans des zones exposées au risque dans le futur¹²⁹. Par l'intermédiaire de l'Agenda de la croissance urbaine (UGA), le gouvernement national de Nouvelle-Zélande cherche à mettre en œuvre le Nouvel Agenda urbain. Tous les départements de villes et gouvernements locaux doivent promouvoir la participation publique directe aux processus de planification urbaine. Parmi les autres priorités, on retrouve la réduction des déchets, l'amélioration des standards de qualité de l'air, l'accès universel aux espaces verts et publics, les communautés soucieuses de leurs aînés et un meilleur accès pour les personnes handicapées. Le gouvernement national s'est engagé à verser 47 millions d'USD pour les initiatives des conseils locaux. Les projets doivent compter au moins 50 % de cofinancement et avoir une durée de cinq ans maximum¹³⁰. En 2019, le gouvernement national de Nouvelle-Zélande a adopté son premier budget « bien-être », fondé sur son engagement à protéger le capital humain, naturel, physique et social, et a élaboré un programme d'indicateurs locaux et nationaux pour évaluer les progrès.

Stratégies ODD descendantes (top-down) et écart grandissant entre échelle intermédiaire et échelle locale

L'Inde et le Vietnam sont deux exemples de pays où le processus d'alignement a lieu à l'échelle provinciale ou à celle de l'État, accroissant les écarts avec les gouvernements locaux. En **Inde**, il existe une différence entre l'implication des instances étatiques et celles des gouvernements locaux. Comme précisé en section 2.3, pratiquement tous les États et territoires de l'Union (UT) ont établi un centre, une unité ou une équipe spéciale pour la coordination de la mise en œuvre des ODD. Vingt-trois États et UT ont préparé leurs documents de Plan d'action ou Vision 2030 ; 6 États ont développé ou sont en processus de développement d'un cadre de suivi des ODD ; 15 États et l'UT de Delhi ont élaboré des indicateurs spécifiques ; et 9 États ont signalé des interventions liées à l'alignement de leurs budgets sur les ODD¹³¹. En revanche, l'implication et la participation des administrations du district, des gouvernements locaux ruraux et urbains, est limitée. De l'avis général, les représentants des institutions Panchayati Raj, des instances locales urbaines et des organisations de la communauté doivent faire plus systématiquement partie du processus de mise en œuvre et recevoir un soutien dans la mobilisation de leurs compétences¹³². « Malgré ces tentatives, la localisation des indicateurs ODD à l'échelle de l'État ou à l'échelle urbaine, reste assez limitée en Inde¹³³ ». La situation dans les petites villes et communes est encore plus critique¹³⁴.

Au **Vietnam**, vingt-deux provinces ont publié leurs plans d'action provinciaux de mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable¹³⁵. Suite à la décision du Premier ministre sur le Plan

d'action national pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 (n° 622/QĐ-TTg, 10 mai 2017), les gouvernements provinciaux sont les principaux coordinateurs à l'échelle locale de la mise en œuvre et des rapports concernant les indicateurs au gouvernement central. Les provinces pilotent également la mise en œuvre et les rapports dans les villes et communes sous leur juridiction.

Initiatives limitées des gouvernements locaux dans les pays faisant face à de grandes incertitudes et un environnement institutionnel défavorable

Dans d'autres pays de la région Asie-Pacifique, les CT prennent des mesures, mais dans des contextes plus compliqués et avec des capacités plus limitées.

Aux **Philippines**, malgré le Décret exécutif national (Décret n° 27) exigeant que tous les niveaux de gouvernement mettent en œuvre le Plan de développement national (PDP) aligné sur les ODD, le contexte politique actuel et les mécanismes existants soulignent certaines difficultés (voir ci-dessus section 2.3). Toutefois, depuis 2015, le Département des affaires intérieures et des gouvernements locaux (DILG), en partenariat avec la Ligue des villes, l'Académie des gouvernements locaux et plusieurs agences internationales, a entrepris la promotion des ODD dans plus de trente-quatre villes, pour donner suite au programme FACES OMD (focalisé sur les enfants au sein des communautés urbaines pauvres)¹³⁶. Par exemple, les villes de Naga, Iriga et Montinlupa, ont fait des efforts pour tenir compte des ODD dans leurs plans de développement. Elles ont introduit un système de feuille de notation (cibles locales) pour recueillir des données de référence concernant la gouvernance. Les feuilles de notation évaluent si les plans de développement sont alignés ou non sur les ODD¹³⁷. De la même façon, le programme de *Prix Galing Pook* a effectué une sélection de trente municipalités et *barangays* ayant mis en place des initiatives respectant les trois piliers du développement durable. Ces initiatives peuvent rentrer dans différents domaines : la gouvernance participative (Angon, San Fernando), la réduction de la pauvreté (Zamboanga del Norte et del Sur) et le développement économique (Tagum City), le soutien aux travailleurs informels (secteur textile à Taytay) et aux communautés pauvres (pêcheurs à Ambao, jeunesse à Ilocos Norte), l'accès aux services de base (eau à San Luis, gestion des déchets à Makati, transports à Legazpi, entretien des routes à Davao), le logement abordable (Quezon) et la réhabilitation des bidonvilles (Dipolog City), le tourisme durable (Loboc), la rénovation urbaine et les villes vertes (Pasig), l'alimentation saine (Marikina) et, enfin, la coopération intermunicipale pour de meilleurs services (PALMA, Alliance dans la province de Cotabato¹³⁸). D'autres gouvernements locaux sont également actifs et suivent un éventail de programmes soutenus par les institutions internationales et les organisations de gouvernements locaux (tels que la Ligue des villes) en lien avec les politiques durables, par exemple : Angeles City, Tagum, Legazpi, Ormoc, Cagayan De

Oro, Pasig, Parañaque et Marikina pour les initiatives d'atténuation et d'adaptation au dérèglement climatique ainsi que les initiatives de résilience. D'autres exemples : Sorsogon, une ville pilote pour l'Initiative globale pour les villes aux ressources efficaces ; la ville de Cebu pour la gestion des déchets solides ; les villes de Baguio et Quezon pour l'assainissement planifié et le tourisme via des PPP, entre autres. Mais ces exemples représentent des projets individuels ponctuels plutôt qu'une approche intégrée faisant référence à l'ensemble du cadre des ODD.

Au **Sri Lanka**, le Plan d'action ODD élaboré en 2016 envisageait la conception de plans de durabilité provinciale afin de faire connaître des exemples de bonnes pratiques dans la mise en œuvre des ODD et de villages durables à l'échelle locale. En 2016 et 2017, les hauts fonctionnaires des conseils provinciaux et les autorités locales ont été formés à l'intégration des ODD, mais cette formation s'est déroulée de façon *ad hoc*. Le niveau de sensibilisation et d'implication des conseils provinciaux et des autorités locales dans les ODD est encore faible et aucun effort n'a été entrepris concernant la planification de la durabilité locale. Les gouvernements locaux font face à l'absence de processus ODD clairement définis, déconcentrés et décentralisés de la part du gouvernement central. Comme abordé à la section 2.3, la formulation de plans de durabilité provinciale n'a pas été effectivement entreprise. Une tentative préliminaire d'établir un groupe de villages durables à Pannala, dans le district Kurunegala, a également échoué, créant un fossé entre la planification régionale et celle locale du développement durable. Les initiatives limitées mises en place en 2019 par l'association nationale FSLN (citée précédemment à la section 3.1) risquent d'être suspendues en raison d'un soutien financier insuffisant, et il n'existe pas

de vision claire de ce que les CT devraient faire. Une feuille de route n'est pas suffisante si les moyens d'action ne suivent pas¹³⁹.

Au **Pakistan**, les gouvernements de district/locaux ne sont pas associés aux unités de coordination des ODD créées à l'échelle provinciale. À la suite du Sommet des gouvernements locaux sur les ODD à Islamabad en mars 2017, et d'une conférence internationale en avril 2018 (voir section 3.1), la sensibilisation des gouvernements locaux aux ODD s'est accrue, créant un grand espace politique pour les CT au sein de la mise en œuvre des ODD. Toutefois, le manque de cadres juridiques et financiers affaiblit la localisation de l'agenda national dans les programmes provinciaux et l'élaboration de stratégies territoriales localisées. Il existe d'énormes défis de coordination au sein des quatre gouvernements provinciaux en termes de stratégies et mécanismes de suivi et de rapports. Il n'existe pas de mécanisme de suivi des progrès dans la mise en œuvre des ODD en raison d'un manque de données disponibles à l'échelle centrale et locale et les gouvernements locaux n'ont pas été impliqués dans le processus d'établissement de rapports en 2019. Il est attendu que l'**initiative « LEAD » pour la mise en œuvre des ODD** lancée en mars 2019 assiste les gouvernements locaux et leurs associations à l'avenir¹⁴⁰.

Suivi des initiatives locales

Le manque de données fiables pour mesurer efficacement les progrès vers les ODD reste l'un des plus grands défis dans la région. Malgré une augmentation significative de la disponibilité d'indicateurs ODD depuis 2017 (y compris des données désagrégées), il reste des lacunes dans les données pour deux tiers des indicateurs globaux des ODD¹⁴¹.

Les systèmes de gestion des données aux échelles infranationale et locale sont « relativement dysfonctionnels, en particulier dans l'usage d'indicateurs quantitatifs pour mesurer les résultats et progrès¹⁴² ». Toutefois, certaines initiatives à l'échelle locale sont en train d'émerger. La Chine a sélectionné le comté de Dequing comme zone d'étude pilote en 2017, avec pour objectif d'être en conformité avec le Cadre des indicateurs globaux de l'ONU et de fournir un bon exemple dans la mesure des progrès vers les ODD. Celle-ci s'effectue à l'aide de données géostatistiques et de méthodes pouvant être partagées et reproduites dans le reste du monde¹⁴³. En Nouvelle-Zélande, par exemple, la Société des gestionnaires de gouvernements locaux a déjà mis sur pied une série d'indicateurs nationaux qui s'alignent sur les ODD et les a distribués dans tous les conseils, pour leur permettre de fournir des rapports de suivi annuels. À l'échelle nationale, l'Indonésie a créé un portail *OneData* comme centre de données, coordonné par l'Agence de planification de développement national et le Bureau national des statistiques. Cela permet aux districts, aux municipalités et aux provinces de rassembler, compiler et effectuer des rapports sur les bons indicateurs, en cohérence avec les indicateurs ODD et de développement national. 🟡

Pêcheurs ramassant des filets à Mannar, Sri Lanka (photo : Adam Jones, bit.ly/2p7TtK4).



3.3. Actions locales pour la mise en œuvre des ODD (stade d'opérationnalisation)

L'opérationnalisation des ODD implique de transformer des visions et des plans en actions. Celles-ci peuvent comprendre la restructuration des initiatives actuelles de développement durable, entamées avant l'adoption de l'Agenda 2030, ou de nouveaux projets et programmes pour appuyer la localisation des ODD et des autres initiatives mondiales – comme l'Accord de Paris sur le climat et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

Cette section met en avant plusieurs exemples d'initiatives de CT entendant contribuer à l'opérationnalisation des ODD par des politiques territorialisées intégrées. Le focus est mis sur les villes asiatiques pensées et créées comme des centres d'innovation et de prospérité, tout en étant les lieux où se concentrent les plus grands défis. Les différents exemples s'attachent en particulier aux problématiques liées au dérèglement climatique, à la résilience et aux énergies (contributions à une planète durable), aux infrastructures durables (prospérité) et à l'inclusion (agenda axé sur l'humain). Ils couvrent un éventail limité de questions de développement, mais fournissent un bon aperçu de l'étendue des efforts déployés pour localiser les ODD dans la région. La préférence a été accordée aux initiatives axées sur les résultats et comprenant des approches intersectorielles, pour optimiser les complémentarités et les synergies politiques entre les secteurs, en cohérence avec les principes des ODD.

Des villes et territoires durables pour une planète durable

Des études récentes constatent la nécessité pour la région ASPAC d'accélérer son cheminement vers la réalisation de l'objectif des villes durables¹⁴⁴. L'ODD 11 et le Nouvel Agenda urbain exigent une planification urbaine intégrée et une gouvernance urbaine inclusive. L'impact des villes durables va bien au-delà de l'ODD 11 (10 ODD sur 17 sont liés à l'ODD 11)¹⁴⁵. En outre, étant donné la vitesse et l'ampleur de l'urbanisation dans la région, les perspectives de développement durable dans le monde dépendent de plus en plus de la façon dont sont gérées les villes en Asie-Pacifique et de la façon dont elles adoptent des modèles de développement plus durables et inclusifs.

Comme évoqué dans la section 3.2, les villes pionnières se démarquent par leurs efforts pour aligner leurs plans sur les ODD et adopter des approches plus intégrées de la planification et des politiques sectorielles combinées. Des gouverne-

ments locaux visionnaires prennent la tête de ce mouvement, comme celui de Séoul, qui a réexaminé son plan directeur en utilisant les ODD comme cadre et en adoptant des politiques se concentrant sur l'être humain (voir encadré 4 ci-dessus). D'autres villes ont adopté des approches de planification intégrée avec ou sans référence aux ODD. Le plan de Guangzhou, « Un plan pour tous », s'efforce de promouvoir le développement économique, social et environnemental coordonné¹⁴⁶. D'autres villes, de grande et petite taille – par exemple : la Stratégie pour la ville compacte de Toyama (Japon)¹⁴⁷, Sydney durable 2030 (Australie)¹⁴⁸, Da Nang ville durable (Vietnam)¹⁴⁹, et le Plan intégral d'aménagement du territoire de Naga (Philippines)¹⁵⁰, entre autres – mettent en place des politiques urbaines durables plus cohérentes.

Le tableau 4 regroupe les efforts des villes vers la localisation de la mise en œuvre de l'ODD 11 sous plusieurs thématiques de durabilité englobantes. Ces dernières sont les villes écologiques, vertes, inclusives, innovantes, vivables, résilientes, sûres, intelligentes et durables. Plusieurs villes de la région ont adopté ces termes comme concepts et noms de marque pour mettre en avant la mise en œuvre de l'ODD 11 et des autres agendas.

Nombre de ces initiatives de villes durables sont antérieures à l'introduction des ODD, mais elles représentent une base pour les programmes. De nombreuses villes ont repensé leur image pour adapter leurs vieilles activités économiques sur le déclin aux nouvelles tendances économiques régionales ou globales. Certaines ont adopté un cadre politique large et exhaustif pour « verdir » leurs économies et devenir des villes intelligentes promotrices des nouvelles technologies¹⁵⁸.

Ces programmes abordent différents aspects de la durabilité. De plus, la région comprend des modèles de ville divers, par exemple des villes denses et compactes mais aussi des zones urbaines étendues et éparses¹⁵⁹. Une mauvaise gouvernance urbaine et des cadres réglementaires faibles représentent l'un des plus grands obstacles à la mise en œuvre des ODD. De nombreuses villes de la région sont en pleine croissance, sans plan urbain à long terme (24 % seulement de villes indiennes disposent de documents directeurs). Les défis persistants (expansion urbaine non planifiée, tendances démographiques, pauvreté et inégalités, infrastructures et services déficients, dégradation des ressources naturelles), alliés au dérèglement climatique et à la vulnérabilité de la région aux catastrophes naturelles, accroissent la probabilité que les acquis du développement de ces dix dernières

Tableau 4 Différents concepts de stratégies de la durabilité urbaine pour appuyer la mise en œuvre des ODD

Concept	Caractéristique	Focus	Exemples
Éco-ville/Éco-village	Une ville bâtie sur les principes de la vie en harmonie avec l'environnement ; qui utilise des énergies et autres ressources renouvelables.	Environnement, économie. Objectif 11.6.	Wuxi éco-ville, Tangshan éco-ville, Kunming éco-ville. Exemples d'éco-villages au Bangladesh, en Inde et au Népal ¹⁵¹ .
Ville verte ¹⁵²	Biodiversité urbaine verte ; économie verte à faibles émissions de carbone, faisant preuve d'efficacité énergétique et d'inclusion sociale.	Environnement, économie. Objectifs : 11.6, 11.7a, 11.7b.	Phnom Penh, Siem Reap, Shenzhen, Tianjin, Shanghai, Songdo, New Town (Inde).
Ville inclusive ¹⁵³	Une ville faisant preuve d'inclusion spatiale, sociale et économique (Banque mondiale, 2015).	Inclusion sociale. Objectifs : 11.2, 11.7b.	Grande Manille, Karnataka (Inde), Kanazawa (Japon).
Ville innovante ¹⁵⁴	Une ville innovante et moteur essentiel de la croissance économique.	Organisation sociale, croissance économique. Objectifs : 8.2, 8.3, 9.5.b, 17.6, 17.8.	Singapour, Hong Kong.
Ville vivable	Une ville ayant une bonne durabilité et habitabilité écologiques, proposant une haute qualité de vie. Les villes vivables comprennent également les villes saines.	Environnement, inclusion sociale. Objectifs : 11.1, 11.2, 11.3.	Melbourne, Adélaïde (Australie), Singapour.
Ville résiliente	Une ville où les individus, les communautés, les institutions, les entreprises et les systèmes ont la capacité de survivre, s'adapter et grandir, quel que soit le type de stress chronique ou choc qu'ils subissent et endurent ¹⁵⁵ .	Réactivité, adaptabilité. Objectifs : 9.1, 9.4 a., 11.5 c.	Bangkok, Da Nang (Vietnam), Christchurch, Newcastle, Semarang (Indonésie). Pour une liste complète des « 100 Villes résilientes » dans la région, voir les membres régionaux de l'initiative « 100 Villes résilientes ».
Ville sûre	Une ville conçue pour la prévention des crimes, la sécurité et la sûreté dans l'espace public, avec une conception de la ville axée sur l'humain.	Sécurité, villes pour les populations, femmes. Objectifs : 5.2, 5.2, 5.3, 11.2, 16.1-3.	Melbourne, Sydney, Osaka, Tokyo, Singapour.
Ville intelligente ¹⁵⁶	Utilisation de technologies modernes de communication pour appuyer le développement urbain durable et une haute qualité de vie.	Perspective holistique, infrastructures. Objectifs : 8.2, 8.3, 9.5.b, 17.6, 17.8.	Hanoi, Kuala Lumpur, Makassar, Singapour, Mumbai, Bangalore, New Clark City, Phuket. Plus de 65 villes de la région se sont focalisées sur les programmes et plans de ville intelligente.
Ville durable	Une ville « où les accomplissements en matière de développement social, économique et physique sont faits pour durer » et qui est inclusive, sûre, résiliente et durable (PNUD, 2015).(PNUD, 2015).	Perspective holistique. Objectifs : 11.2,11.3, 11.7.c. Mentionné également dans 34 cibles, en particulier dans les Objectifs 8, 9, 12, 13.	Brisbane, Auckland, Bandung, Dalian, Zhangjiakou, Chengdu.

Source : W. Gong et al.¹⁵⁷ (2016), adapté pour inclure les cibles des ODD.

années régressent¹⁶⁰. Ci-dessous, un examen rapide des initiatives dans ces deux domaines, essentiels pour les villes durables de la région.

Changement climatique. L'Objectif 13 est l'un des objectifs pour lequel le moins de progrès ont été réalisés dans la région ASPAC entre 2000 et 2018¹⁶¹. La région comprend des pays qui contribuent pour plus de la moitié aux émissions mondiales de gaz à

effet de serre, mais aussi des pays qui sont géographiquement vulnérables et fortement exposés aux impacts du dérèglement climatique¹⁶². Les vagues de chaleur à **Delhi** (Inde) et **Melbourne** (Australie) en 2019 en sont des exemples marquants. Les mesures d'adaptation et d'atténuation requièrent des investissements massifs dans les infrastructures et dans le domaine social¹⁶³. En 2019, plus de 130 villes de

la région ASPAC se sont engagées auprès de la Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie (GCoM) en vue d'élaborer des politiques d'atténuation et d'adaptation¹⁶⁴. L'Asie du Sud-Est est une sous-région ayant un grand nombre (près de 70) de CT engagées sur cette thématique, notamment des zones métropolitaines clés (comme **Djakarta, Surabaya, Kuala Lumpur, Quezon City, et Can Tho**), des régions (**Iskandar**), et des villes intermédiaires et de petite taille (**Probolingo et Bontang** en Indonésie, **Putrajaya** en Malaisie, **Borongan** aux Philippines, et **Phuket** en Thaïlande)¹⁶⁵. En Indonésie, un processus de mentorat a été développé dans 34 provinces pour s'assurer de l'intégration du Plan d'action national de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre au sein des programmes de développement régionaux et locaux¹⁶⁶.

En Asie du Sud-Est, les villes japonaises sont impliquées dans les actions contre le changement climatique depuis un certain nombre d'années. La stratégie relative aux changements climatiques de **Tokyo** tente de réduire la consommation finale d'énergie (qui a baissé de 21,1 % depuis 2000) et les émissions de CO₂ (qui ont diminué de 36,1 % entre 2000 et 2015). En parallèle, 11 % de la consommation finale d'électricité proviennent de sources renouvelables, en raison notamment de l'accroissement de la capacité de production de l'énergie solaire¹⁶⁷. En République de Corée, de nombreuses villes ont aussi souscrit à des engagements¹⁶⁸. À Changwon, l'initiative « Capitale environnementale 2020 » a été lancée en 2008. Elle a permis de planter des millions d'arbres et de réduire la pollution atmosphérique, le bruit urbain et les moyennes des températures estivales entre 3 et 7 °C¹⁶⁹. En Chine, une publication récente de la Banque asiatique de développement a mis en avant cinquante projets développés par des villes chinoises ayant élaboré des stratégies efficaces de réduction des gaz à effet de serre et des mesures d'amélioration de l'environnement. Les villes chinoises se sont engagées à la réduction de l'équivalent de 318 millions de tonnes de CO₂ d'ici à 2030¹⁷⁰. En Asie du Sud, plusieurs villes et États ont pris des engagements, même si la majorité se trouve encore à un stade préliminaire¹⁷¹. Le gouvernement indien soutient différents programmes pour promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique¹⁷². Dans la région Pacifique, **Brisbane, Melbourne et Sydney** – aux côtés de vingt autres gouvernements locaux australiens – sont des exemples où ont été mises en œuvre des initiatives pour faire face au dérèglement climatique¹⁷³. En Nouvelle-Zélande, les CT ont adopté une déclaration forte pour appuyer les réponses au changement climatique¹⁷⁴. En 2015, le **Conseil régional Wellington** (GWRC) a publié sa Stratégie relative au changement climatique et le Plan pour sa mise en œuvre.

Les CT jouent également un rôle dans la préservation des écosystèmes forestiers (comme dans le cas de la Stratégie de forêt urbaine de Melbourne). La **province de Khyber Pakhtunkhwa** (Pakistan) a dépassé l'objectif du projet « Un milliard d'arbres tsunami » initié en 2014. L'impact majeur

de cette réussite a également donné lieu à une campagne nationale de reboisement, « Planter pour le Pakistan¹⁷⁵ ».

Des villes résilientes. Depuis 2005, la région ASPAC a enregistré près de 60 % des décès mondiaux, 80 % des personnes affectées et 45 % des dégâts économiques dus aux catastrophes naturelles¹⁷⁶. Le nombre de résidents urbains faisant potentiellement face à de nombreux aléas graves ou extrêmes est actuellement d'environ 742 millions et pourrait atteindre pratiquement le milliard d'ici à 2030¹⁷⁷. La « Campagne pour bâtir des villes durables et résilientes », lancée par l'UNDRR (anciennement UNISDR, Bureau des Nations unies pour la prévention des catastrophes) et ONU-Habitat, a été mise en avant dans un rapport au FPHN et implique plus de 400 villes dans la région Asie-Pacifique (la majorité dans l'Asie du Sud et du Sud-Est)¹⁷⁸. La campagne cherche à renforcer les capacités des gouvernements locaux, en ancrant la résilience au sein de différentes institutions. Un autre modèle, déjà cité précédemment, est celui de l'initiative des 100 Villes résilientes, qui implique 19 villes de la région et dont le but est de les aider à devenir plus résilientes face aux défis physiques, sociaux et économiques de ce siècle¹⁷⁹. Voici quelques exemples. En Indonésie, la plupart des provinces ont adopté des Plans de gestion des catastrophes (DMP) tandis que seulement 30 % des districts/villes (soit 118 villes) ont adopté un DMP. Toutefois, davantage d'efforts doivent être déployés pour enraciner la préparation et les réactions aux catastrophes dans la culture commune¹⁸⁰. Aux Philippines, une grande majorité des CT dans neuf régions (sur 17) ont intégré des stratégies de réduction des risques de catastrophe (RRC) à leurs plans locaux, bien que la capacité à les mettre en œuvre reste encore limitée¹⁸¹. Iloilo est considérée comme une championne de la RRC : après le typhon de 2008, la ville a créé un Conseil de gestion de la réduction des risques de catastrophe (CDRRMC) et a élaboré un plan catastrophes impliquant les *barangays*, avec la création d'un Centre d'information sur les catastrophes et le développement de panneaux de signalisation et de bulletins d'information électroniques¹⁸². Un autre projet reconnu par la Plateforme des ODD de l'ONU est le Projet de développement urbain de la métropole de Colombo, développé en 2012 pour réduire les impacts physiques et socio-économiques des inondations et renforcer les processus de planification stratégique¹⁸³. En Inde, Surat est souvent mentionnée comme un exemple, la ville ayant développé un « Système d'alerte rapide intégral¹⁸⁴ ».

Infrastructures locales durables

Eau et assainissement. Même si la région a fait de grands progrès dans l'accès à l'eau potable, les progrès du côté de l'assainissement sont bien plus lents. Trois cents millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et 1,5 milliard à l'assainissement¹⁸⁵. L'étude de l'ONU-CESAP concernant l'Objectif 6 (eau et assainissement) prévoit que la région ASPAC n'atteindra pas les cibles de l'Objectif et que, d'ailleurs, elle se retrouvera dans une situation plus dégradée en 2030 que celle de 2000¹⁸⁶. L'urbanisation rapide remet

en cause la capacité des gouvernements locaux à répondre aux demandes croissantes concernant la fourniture en eau potable. Dans de nombreuses villes, l'accès à l'eau est limité dans le temps et dans la qualité. Les villes font également face à certaines vulnérabilités en raison de leurs réseaux de distribution d'eau tombant en désuétude et de leurs capacités inadéquates d'approvisionnement et de stockage. Outre l'accès limité à l'assainissement affectant les zones urbaines, une part considérable des eaux usées déjà collectées dans la région n'est pas traitée avant d'être jetée ou réutilisée (en 2015, 80-90 % étaient jetées dans les nappes phréatiques des pays en développement)¹⁸⁷. Alors qu'une agence du gouvernement central est généralement en charge de la gestion et de la protection des ressources hydriques, les CT sont souvent responsables de l'approvisionnement en eau. Le service est fourni directement par l'État/les provinces ou les municipalités (opération et entretien). Dans les grandes zones urbaines, la gestion peut être confiée à des autorités nommées à cet effet (entreprises ou fournisseurs publics), avec une certaine implication du secteur privé via les partenariats public-privé (comme les compagnies des eaux de Manille). Les alternatives gérées par la communauté sont également fréquentes dans les petites communes et les zones rurales. Certains fournisseurs, comme la Compagnie des eaux victorienne de **Melbourne** (Australie), ont utilisé les cibles de l'ODD 6 et d'autres ODD pour mettre en place une Stratégie de gestion 2030, après consultation avec les parties prenantes et les usagers, pour veiller à améliorer le bien-être de la communauté et préserver l'environnement naturel¹⁸⁸. De nombreuses grandes villes sont aussi pionnières dans les technologies de gestion de l'eau dans la région (NEWater à Singapour¹⁸⁹ et Arisu-Bureau de distribution de l'eau à Séoul).

Des solutions localisées du traitement des eaux usées, telles que les systèmes de traitement décentralisés, émergent au niveau technique et au niveau politique en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est. Par exemple, **Rajkot** (Inde) a développé un Système décentralisé de traitement des eaux usées en 2015. Le système s'occupe des égouts de 236 foyers, ce qui économise 4 000 kWh d'électricité (ODD 7) et réduit l'équivalent de 15 tonnes le dioxyde de carbone par an (ODD 11.6)¹⁹⁰. En Inde méridionale, **Coimbatore** (un million d'habitants) travaille actuellement à un concept de gestion intelligente de l'eau pour concevoir des technologies innovantes et localisées d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées¹⁹¹. Des initiatives d'assainissement menées par la communauté ont été mises en place ces dernières décennies en Inde, appuyées, par exemple, par des programmes nationaux (comme l'initiative *Swachh Bharat Abhiyan*). La ville de **Xiangyang** dans la province d'Hubei (Chine) teste actuellement des technologies pour le recyclage en énergie des boues issues du traitement des eaux usées, et pour récupérer des ressources au travers de processus de traitement verts, rentables et innovants¹⁹². Se fondant sur la tradition Maori, la **ville de Rotorua** (Nouvelle-Zélande) a développé un mécanisme de réintroduction d'écosystèmes, comprenant la récupération du *mauri* (la force vitale) du *wai* (eau) ainsi que le

Kaitiakitanga (préservation de l'environnement), pour appuyer le principe selon lequel l'eau est intrinsèque à la vie – doit donc maintenir en vie, et de fait, être essentielle¹⁹³.

Seuls quelques systèmes de gestion des bassins hydrographiques sont en place, tels que le bassin fluvial du Mékong et celui de la mer d'Aral, même si ceux-ci devraient être développés à grande échelle pour veiller à l'efficacité de la gestion et de l'usage des ressources hydriques. L'amélioration de la gestion des bassins a besoin d'une plus grande implication et d'une plus grande contribution de la part des CT. Les pays en développement de l'Asie-Pacifique nécessitent 14 milliards d'USD annuels supplémentaires pour fournir un accès universel à l'eau et à l'assainissement d'ici à 2030. Et en Asie du Sud et du Sud-Est, les installations d'assainissement représentent 56 % du total des besoins en financement du secteur de l'eau et de l'assainissement, comparé à 44 % pour l'accès aux infrastructures liées à l'eau. Dans les zones urbaines, l'amélioration de la gestion des tarifs, les réparations des fuites et l'entretien régulier peuvent aider à réduire les besoins de financement¹⁹⁴.

Gestion des déchets solides et économie circulaire. Les villes de la région génèrent également des volumes croissants de déchets solides. Les ODD 11.6 et 12.3-5 se focalisent sur le traitement et le recyclage des déchets avec pour objectif de développer l'économie circulaire. La mauvaise gestion et le mauvais traitement des déchets ont un impact sur de nombreux autres ODD liés à la pollution des sols, des eaux souterraines et des mers, ainsi qu'à la santé de l'environnement. Plusieurs villes ont adopté des stratégies intégrales de gestion des déchets fondées sur les principes des 3R (réduire, réutiliser et recycler – ODD 12.5). **Surabaya** (Indonésie, 3,3 millions d'habitants) a mis en place un système « e-3 Rs » et créé une banque des déchets où les habitants sont rétribués s'ils apportent leurs bouteilles et verres en plastique à recycler. La ville dispose également d'un programme éducatif et d'une gestion des déchets communautaire, pour réduire les niveaux de déchets et accroître le recyclage dans toute la ville¹⁹⁵. À **Chennai** (Inde), deux municipalités ont signé en juillet 2018 un accord de récupération des déchets plastiques avec une cimenterie pour récupérer les déchets plastiques triés par les habitants afin de limiter les quantités de plastique envoyées dans les décharges. Il est également demandé aux habitants de trier les déchets organiques afin d'adopter des vermi-composteurs et d'installer des équipements de biogaz¹⁹⁶. Le plan pour la réduction des émissions de carbone de la **ville de Bandung** (2014) inclut la réduction des déchets enfouis de 69 % à 25 % entre 2013 et 2019, la promotion des 3R et la transformation des déchets en énergie. En 2010, **Bangkok** a entamé un programme de séparation des déchets solides à l'échelle des quartiers et construit une usine de transformation des déchets en énergie, qui fonctionne dans le district de Nongkhem (et qui génère 8 MW d'électricité), mais cela ne représente qu'environ 3 % du total des déchets solides générés¹⁹⁷.

D'autres initiatives dans des villes intermédiaires, des petites communes ou des villages sont dévelop-

pées par différents partenaires (par exemple : Quy Nho'n, au Vietnam et Battambang, au Cambodge)¹⁹⁸. Des initiatives innovantes dans la région ont capté l'attention internationale. La ville de **Wuhan** (Chine, 10,9 millions d'habitants) a reçu le Prix international de Guangzhou de l'innovation pour la transformation de l'une des plus grandes décharges d'Asie en parc de loisirs et jardin écologique, sur plus de 170 km²¹⁹⁹. Le projet a impliqué les départements du gouvernement ainsi que des experts de 82 villes. Il s'agit de la plus grande utilisation de la technologie aérobie pour l'assainissement des décharges et du plus grand pont écologique de Chine. **Séoul** a fait d'importants progrès dans la gestion des déchets solides sur une période de temps relativement courte. Elle a réduit la quantité de déchets envoyés à la décharge de Sudokwo (où le méthane est capturé et converti en énergie, tandis que les déchets alimentaires organiques sont envoyés au compostage), a changé d'installations d'incinération des déchets (récupérant assez d'énergie pour approvisionner 800 000 foyers), a créé des centres de récupération des ressources et a accru le taux de recyclage des déchets des foyers de 65 % (près du double de la moyenne de l'OCDE). Résultat de cette politique, Séoul est parvenue à une réduction de 57 % de déchets générés par habitant et a multiplié pratiquement par vingt ses taux de recyclage. Des partenariats entre collecteurs de déchets et gouvernements locaux ont également été élaborés dans le Grand Sud (**Dhaka**, **Djakarta** et **Manille**). Ces systèmes informels de collecte de déchets solides regroupent séparément les éléments recyclables et les transmettent ensuite aux collecteurs de déchets dans les centres de tri. La **Kapiti Coast**, près de Wellington (Nouvelle-Zélande), redistribue les redevances en matière de déchets payés par les opérateurs de traitement à des groupes de la communauté, entreprises, organisations Maori et autres organisations de la communauté. Cette redistribution prend la forme de subventions de minimisation des déchets, réduisant la quantité envoyée en décharge et les émissions de gaz à effet de serre associées. Toutefois, la réalité est que la plupart des villes luttent pour gérer les déchets solides d'une façon rentable et responsable du point de vue environnemental, en s'appuyant principalement sur les décharges à ciel ouvert et l'enfouissement sauvage²⁰⁰.

Transports et mobilité. La croissance urbaine rapide a conduit à une augmentation de la quantité de véhicules motorisés, de graves embouteillages et la pollution de l'air. La planification des transports publics, des points de transferts intermodaux et des solutions innovantes dans la gestion du trafic sont nécessaires pour rendre les systèmes de transports dans la région Asie-Pacifique plus durables et accessibles, pour les décarboniser et améliorer la qualité de l'air dans les zones urbaines. Parmi les exemples de réseaux de transports publics plus intégrés et durables, de véhicules électriques et d'usage de systèmes de transports intelligents, on retrouve des initiatives menées par les CT en soutien à la localisation de l'ODD 11.2 et du Nouvel Agenda urbain²⁰¹.

Plusieurs grandes zones urbaines ont adopté des politiques orientées vers les transports publics avec

pour but de réduire l'utilisation des véhicules privés et d'améliorer la part modale des modalités de transports publics (métros, trains légers, grand usage du bus) avec des systèmes de tarification intégrés. Des villes comme Hong Kong, Séoul et Tokyo disposent de systèmes parmi les plus avancés et les plus innovants. Hong Kong a considérablement investi dans un réseau de transport ferroviaire et métropolitain de voyageurs et mettant en œuvre des politiques de restriction de l'usage et de la propriété de voitures. La Compagnie ferroviaire de transports publics adopte un modèle commercial unique de récupération de valeurs ajoutées foncières pour investir dans les transports. Désormais, les transports publics sont utilisés dans 90 % de tous les trajets motorisés et le taux de motorisation est plus faible que dans d'autres villes, de taille et de niveau de développement comparables. Ces modèles ont permis d'obtenir un très faible usage d'énergie liée aux transports et de très faibles émissions de carbone²⁰².

D'autres zones métropolitaines telles que la **Région métropolitaine de Bangkok** (BMR) font des progrès pour décarboniser les transports (notamment avec des systèmes ferroviaires aériens, des réseaux souterrains et liaisons rail-aéroport). BMR a également développé le *Pun-Pun*, le premier programme de vélos partagés²⁰³. La ville de **Bandung** a lancé son plan « Une meilleure mobilité urbaine 2031 » pour améliorer les transports publics, qui prévoit un système de métro léger composé de sept lignes (LRT) ainsi que des véhicules à faibles émissions de carbone. La ville de **Kochi** (Inde) a aussi commandé un nouveau métro en 2017.

Inspiré par le succès du Service rapide par bus (BRT ou SRB) à Bogotá (Colombie), le système BRT **Transjakarta** et celui de **Séoul** ont commencé à fonctionner en 2000 et celui d'Islamabad en 2012²⁰⁴. Désormais, les BRT sont utilisés par près de 10 millions d'usagers par jour dans les villes asiatiques, dont la moitié en Chine. Le premier BRT d'Hanoï a été lancé en 2016. Le « Plan directeur de la ville pour 2030 avec une vision pour 2050 » envisage huit corridors ferroviaires urbains, huit BRT et plusieurs voies monorail, avec des augmentations de la part modale des transports public pour atteindre 35 %-45 % d'ici à 2030, et une réduction de 30 % du transport privé sur la même période.

D'autres villes s'orientent vers l'électrification de leurs réseaux de bus. À la fin de 2017, toute la flotte de bus de **Shenzhen** (16 359 véhicules) avait été remplacée par des bus électriques. Il s'agit là de la première ville du monde à adopter une flotte de bus entièrement électrique, ce qui a mené à la réduction des émissions de CO₂ de la ville de 1,35 millions de tonnes chaque année²⁰⁵.

L'écomobilité est également promue dans la région. Dans le district historique de Monas, le conseil de la ville de **Djakarta** fournit depuis 2018 son premier service de vélos partagés, avec pour but de réduire l'usage individuel des voitures dans l'une des villes les plus polluées du monde²⁰⁶. La ville de **Kochi** (Inde) a inauguré un modèle de partage de vélos en juillet 2018, avec des stations situées aux pieds du métro (commande de 2017) pour faciliter les changements entre modes de transport²⁰⁷.

Au-delà de ces exemples remarquables, les défis sont particulièrement significatifs dans les pays moins développés, enclavés et insulaires. Les évaluations des besoins, fondées sur un scénario de *statu quo*, soulignent le niveau élevé d'investissements nécessaires – du double voire du triple des niveaux actuels dans les infrastructures²⁰⁸. Toutefois, l'ONU-CESAP souligne que le scénario de *statu quo* n'est pas une option viable (en raison de l'étalement urbain, des coûts d'entretien et des technologies de transport).

Villes et territoires inclusifs (un agenda axé sur les populations)

Les villes sont considérées comme des moteurs de la croissance économique, assumant des rôles de leadership mondial dans l'éducation et les sciences, la technologie et l'innovation. Pourtant, les inégalités sont grandissantes. Les personnes pauvres vivant dans les zones urbaines restent marginalisées, le chômage des jeunes est élevé, les migrants sont souvent défavorisés et leurs droits ne sont pas respectés. La croissance de la population urbaine dans la région s'est effectuée plus vite que la croissance des unités de logement ou que l'accès équitable à la propriété, donnant lieu à des pénuries de logement, à la persistance et à la croissance des bidonvilles²⁰⁹.

Logements adéquats et abordables, modernisation des quartiers. L'accès à un logement abordable est l'un des plus grands défis auxquels la région est confrontée. Elle accueille la plus grande concentration mondiale de population urbaine vivant dans des bidonvilles. En 2014, on estimait à environ 440 millions les personnes vivant dans des logements de mauvaise qualité, c'est-à-dire 27 % de la population urbaine totale de la région²¹⁰. Bien que la proportion de personnes vivant dans des bidonvilles ait baissé dans toutes les sous-régions, le nombre absolu est en augmentation dans de nombreuses villes. Le droit au logement et à la sécurité dudit logement est un droit humain de base ; et l'un des défis majeurs réside dans la façon de construire des villes inclusives pour éviter la marginalisation, la fragmentation et la ségrégation urbaine.

La décentralisation donne un plus grand rôle aux gouvernements locaux pour la formulation des politiques de logement, mais dans nombre de cas, ces politiques ont été recentralisées. Aux Philippines par exemple, la Loi relative au développement urbain et au logement, qui attribuait la responsabilité aux CT de fournir des logements, a été limitée par leur manque de contrôle sur la terre, ainsi que par des

fonds insuffisants²¹¹. La Chine est une exception intéressante car les gouvernements locaux ont la capacité de développer des alternatives de logement. Plus important encore, les CT peuvent interagir avec leurs habitants et autres parties prenantes locales, pour négocier une stratégie de développement d'une ville plus équitable et durable, au sein de laquelle le logement pour les pauvres est un élément crucial. Ils peuvent également élaborer des approches sensibles au genre, pour faciliter la participation des femmes à la planification et aux initiatives des quartiers.

L'un des exemples réussis d'une approche collaborative pour la réhabilitation des bidonvilles est celui du programme *Baan Makong* en Thaïlande. Mis en œuvre par l'Institut national de développement des organisations de la communauté (CODI), en étroite collaboration avec les organisations locales et avec l'appui des CT, le programme a fourni un logement et des terrains sûrs à deux tiers de la population urbaine en situation de pauvreté du pays, ces dix dernières années. La participation institutionnalisée des communautés informelles au développement du tissu urbain a renouvelé les pratiques politiques de la ville et la vision d'avenir des autorités concernant la métropole²¹².

Aux Philippines, depuis 2008, le Conseil pour le logement local d'Iloilo facilite la coordination entre les CT et la Fédération des populations pauvres urbaines, pour participer au processus de planification formelle de la ville, aux stratégies de réhabilitation après les catastrophes et de relogement, mises en place à l'échelle de toute la ville²¹³. La Prévention et l'Amélioration de la qualité des bidonvilles urbains à **Tanjung Pinang** (Indonésie)²¹⁴, le Programme **Agra** (Inde)²¹⁵, et la Stratégie de prévention et de modernisation des bidonvilles à l'échelle de la ville à **Port Moresby** (Papouasie-Nouvelle-Guinée)²¹⁶, sont d'autres exemples en la matière²¹⁷.

Les villes soutiennent des programmes pour les populations ayant de faibles revenus, en facilitant l'accès à des logements abordables, ainsi que le paiement des loyers, pour protéger les habitants des expulsions²¹⁸. Le Programme de bons de logements de **Séoul** (redéfini en 2013) offre des allocations aux citoyens à faibles revenus ainsi que d'autres options, par l'intermédiaire de la Politique de location des logements publics²¹⁹.

Cependant, de nombreux gouvernements nationaux et locaux refusent encore de reconnaître les populations urbaines vivant dans des bidonvilles, laissant ces habitants « hors des radars », et non enregistrés dans les bases de données officielles. L'urgence grandissante de fournir des logements adéquats et abordables à des millions de familles appelle à un changement de paradigme dans les politiques et les pratiques de logement, pour garantir le futur durable des villes²²⁰. L'expérience montre bien que sans interventions localisées publiques intégrales et l'implication de la communauté, les dépenses de logement privé seules ne résoudront pas le problème des bidonvilles dans les pays en développement²²¹.

Des villes sûres et créatives. Si l'urbanisation a été associée à la prospérité, elle a également entraîné le développement d'environnements insalubres, de

En 2014, on estimait à environ 440 millions les personnes vivant dans des logements de mauvaise qualité, c'est-à-dire 27 % de la population urbaine totale de la région.

l'insécurité et des violences, qui affectent souvent davantage les populations vulnérables. Les CT de la région agissent pour créer des environnements justes, sûrs et vivables pour tous, en particulier pour les femmes, les enfants et les personnes âgées, ainsi que pour les minorités et les individus et collectifs marginalisés. Une approche fondée sur les droits humains contribue à rendre les sociétés plus pacifiques et inclusives.

Différentes modalités de politiques publiques et de services sensibles au genre, notamment des espaces sûrs et verts, sont créées, visant à réduire les discriminations à l'encontre des femmes et à appuyer la parité des sexes (ODD 5 et 16). Le **Conseil de la ville de Loga au Queensland** (Australie) a introduit un Plan d'action et une Stratégie de ville sûre 2016-2020²²². La prévention du crime, grâce au Projet de conception environnementale de Séoul (CPTED), cible les quartiers en difficulté, avec l'implication des communautés, des écoles, du secteur privé, de la police et des bureaux de district en vue de chercher des méthodes innovantes pour lutter contre le crime²²³. D'autres villes ont adopté des politiques différentes : des réglementations spécifiques à la protection des droits des femmes, pour éviter le harcèlement et les violences, par exemple à **Guangzhou**, **Séoul** (Ordonnance sur l'égalité des genres), à **Faisalabad** (Loi du Pendjab relative à la Protection des femmes contre les violences, 2016) et à **Katmandou** (Code de conduite dans les transports publics, 2010). Au-delà de la législation, **Busan** a engagé des fonds spécifiques à la prévention des violences sexuelles. **Hyderabad** est l'une des huit villes d'Inde à participer au plan « Ville sûre » du ministère des Affaires intérieures, pour mettre fin et répondre au harcèlement sexuel. **Bhopal** a amélioré l'accès et la sécurité des transports pour les femmes. **Guangzhou**, **Kuala Lumpur**, **Zhengzhou**, **Shenzhen**, **Kolkata**, **Delhi** et **Hyderabad**, ont créé des espaces réservés exclusivement aux femmes dans les transports publics²²⁴. À **Ho-Chi-Minh-Ville**, le programme HCM Ville sûre a adapté le Projet national thématique sur la prévention et la réponse à la violence fondée sur le genre (2016-2020)²²⁵. De nombreuses autres villes ont lancé des campagnes de sensibilisation et disposent de numéros d'assistance, d'applications mobiles ou de SMS pour faciliter le signalement des agressions sexuelles. En Indonésie, les Écoles de femmes (*Sekolah Perempuan*) ont été établies pour fournir une éducation visant à émanciper les femmes. Elles sont mises en œuvre conjointement par les gouvernements locaux, les OSC et les communautés, dans cinquante-quatre villages et communes de différents districts et provinces²²⁶. Plusieurs États indiens ont mis en œuvre des dispositifs spécifiques visant à émanciper les groupes tribaux ou castes les plus vulnérables (Bihar, Jharkhand, Odisha and Telangana). En outre, le Kerala est devenu le premier État indien à introduire une politique pour les personnes transgenres²²⁷.

Les CT mettent également en place différentes modalités, telles que la planification et la budgétisation participatives, pour dynamiser et encourager la participation de la société civile aux processus

décisionnels locaux, comme le définit l'ODD 16.7 (par exemple : la **ville de Vinh** au Vietnam ; **Solo** en Indonésie ; **Hwaseong** en République de Corée ; et **Seberang Perai** en Malaisie)²²⁸. Aux **Philippines**, le Programme de budget participatif local (anciennement Budgétisation *bottom-up*) est parvenu, au milieu des années 2010, à s'étendre pratiquement à toutes les unités de gouvernement local (1 633 au total en 2015)²²⁹. **Chengdu** (Chine) pratique la budgétisation participative depuis 2008, et a financé plus de 100 000 projets. La budgétisation participative est un instrument puissant pour répondre à l'impératif des ODD de « ne laisser personne à la traîne », grâce notamment à l'implication des travailleurs immigrés (comme à Taoyuan²³⁰) et des personnes handicapées (par exemple dans le district de Sanxia).

Les villes tirent également avantage des politiques culturelles et des initiatives des populations pour favoriser l'inclusion, la créativité et célébrer la diversité. Composante essentielle de son patrimoine, **Pekalongan** (Indonésie) s'est surnommée « Ville du Batik », un secteur dont la main-d'œuvre est composée à 60 % de femmes²³¹. **Kanazawa** (Japon) a encouragé les synergies entre artisans locaux et autres domaines créatifs, en combinant tradition, innovation et nouvelles technologies²³². La province de **Jeju** (République de Corée) s'est engagée à préserver la coutume des *haenyeo* (femmes-plongeuses) comme pratique de pêche durable et respectueuse de l'environnement, enracinée dans les savoirs traditionnels²³³.

Inspirées par l'esprit de la **Charte asiatique des droits humains**²³⁴, des CT comme celle de **Gwangju** (République de Corée) ont entrepris de vastes programmes d'éducation à la mémoire et aux droits humains, avec l'objectif de promouvoir la paix, la culture et les droits humains dans la ville et dans son environnement régional²³⁵. D'autres, tels que la régence de **Wonosobo** et de la **ville de Palu** (Indonésie), ont créé des Commissions des droits humains pour protéger la diversité religieuse, les groupes minoritaires et mettre en place des programmes de sensibilisation²³⁶.

Cette section a mis en lumière un large éventail de programmes innovants, de mécanismes et d'expériences testés et mis en œuvre dans la région Asie-Pacifique. D'autres aspects importants n'ont pas été abordés ici en raison du nombre limité de pages (comme la transition énergétique, les systèmes alimentaires locaux, l'agriculture urbaine, les gouvernements ouverts et les nouvelles technologies, etc.). La plupart de ces programmes sont concentrés dans les villes pionnières, de grandes zones urbaines principalement, et sont administrés par des dirigeants locaux innovants, souvent appuyés par des échanges d'expériences entre réseaux et des partenariats internationaux. Pour passer à la phase suivante et transformer les modèles de développement dans la région Asie-Pacifique, il sera nécessaire d'affiner et de mettre à l'échelle ces approches locales émergentes. Cela nécessitera des politiques plus collaboratives entre les institutions locales, nationales, internationales, et les acteurs internationaux, ainsi qu'un accroissement significatif des ressources disponibles aux échelles des CT. 📍

4. Conclusions

Comme le souligne le Rapport 2019 de l'ONU-CESAP, des initiatives et réformes s'avèrent nécessaires dans la région Asie-Pacifique pour modifier la trajectoire actuelle. En l'état actuel, celle-ci ne permettra pas à la région de réaliser les Objectifs de développement durable d'ici à 2030²³⁷. Pour inverser ces tendances, ce même rapport appelle à l'accélération des efforts, à l'adoption de politiques cohérentes et intégrées, qui envisagent les interconnexions entre les Objectifs, mais aussi à la bonne gouvernance et à des investissements adéquats et efficaces pour mener les pays vers un avenir véritablement durable.

Les actions des gouvernements locaux et régionaux peuvent accélérer la mise en œuvre des ODD

Ce chapitre a mis en relief la position des CT dans le processus. Il offre un aperçu bref, mais général, d'initiatives du terrain, des villes, des provinces et des municipalités de différents pays. Il montre certains progrès et écarts aux niveaux locaux et régionaux, ainsi que le rôle déterminant joué par les autorités locales, les associations nationales et les réseaux régionaux de CT, dans la définition et l'adoption des stratégies territoriales pour la localisation des ODD et les autres agendas mondiaux (changement climatique, réduction des risques de catastrophes, Nouvel Agenda urbain). Ces réseaux se chargent de la diffusion et du partage des connaissances à l'échelle régionale, de l'échange entre pairs et endossent un rôle significatif de communication et de plaidoyer auprès des institutions nationales et régionales. Ils nouent également des alliances avec les OSC, le monde universitaire et le secteur privé et sont des acteurs cruciaux dans l'élargissement du mouvement de localisation.

Toutefois, la diffusion des ODD au niveau territorial dans la région est encore limitée. Elle **nécessite davantage d'engagement de la part de tous les partenaires (CT, société civile, gouvernements nationaux et institutions internationales) pour faire de véritables progrès en termes d'implication des CT.**

Le Rapport souligne également une multitude d'initiatives dans les villes, les régions et les provinces promotrices du changement durable, qui ne sont pas nécessairement « étiquetées » comme liées à des ODD. Bien que la plupart tendent à être davantage orientées vers un projet, elles pourraient proposer des approches territoriales intégrées au changement climatique, à la réduction des risques de catastrophe, à l'accès aux services de base et au logement, à l'égalité des genres, aux transports publics, aux villes intelligentes et aux économies circulaires. De nombreuses initiatives mettent les populations au centre, augmentant les possibilités pour les institutions et les parties prenantes d'interagir et de trouver des synergies.

Ces actions portent un potentiel de transformation, même s'il reste encore du chemin à parcourir pour obtenir la mise à échelle et la résolution des failles systémiques dans l'essence de l'Agenda 2030. Mais ces actions ouvrent la voie. Davantage de CT dans la région Asie-Pacifique devront s'appuyer sur la collaboration avec la société civile et sur la coordination horizontale entre territoires (réseaux, partenariats et échanges de ressources et connaissances) pour réaliser le « bond en avant » qui est requis pour réaliser la mise en œuvre des ODD. **La généralisation et la mise à l'échelle des actions locales, avec des approches territoriales intégrées, seront d'importants facteurs d'accélération pour atteindre les cibles 2030 et procéder aux transformations de gouvernance.**

Toutefois, comme les sections précédentes le soulignent, le potentiel de la contribution des CT aux ODD n'a pas toujours été clairement reconnu. Onze pays d'Asie Pacifique seulement (sur 28 ayant effectué leur ENV entre 2016 et 2019) ont impliqué les CT dans la préparation des ENV, et seulement quatre pays les ont impliquées au sein des mécanismes de coordination nationale (Australie, Indonésie, Japon et Nouvelle-Zélande) (voir sections 2.1 et 2.2)²³⁸. L'implication limitée des CT restreint leur mobilisation et entrave le dialogue multiniveaux qui favoriserait la coordination et la collaboration. **Il reste donc beaucoup à faire en termes d'implication**

des CT dans les ENV et au sein des mécanismes de coordination nationale, des mesures décisives doivent donc être prises pour la localisation de l'Agenda 2030. Au niveau régional, la participation systématique des CT au Forum régional annuel sur le développement durable de l'ONU-CESAP et au Forum des maires de l'ASEAN, dans lequel le secrétariat est assuré par CGLU ASPAC, a contribué à une représentation des CT et une gouvernance multinationaux plus solides.

Prochaines étapes

Au vu de ces constats, des représentants d'associations de gouvernements locaux de plusieurs pays de la région, de gouvernements nationaux et d'institutions internationales se sont réunis à l'Atelier de travail de Siem Reap (8-9 avril 2019) pour discuter des **trois principaux domaines de réformes nécessaires pour permettre la localisation des ODD** : **1) des réformes dans la gouvernance ; 2) des réformes dans les financements ; 3) des réformes dans la gestion publique.** Elles peuvent être reliées aux « propositions politiques » définies par l'ONU-CESAP dans son analyse des liens entre urbanisation et Agenda 2030²³⁹.

Réformes de gouvernance

Un renouvellement s'avère nécessaire dans les politiques de gouvernance, afin que soient reconnus les multiples avantages de l'interconnexion entre urbanisation, stratégies territoriales et ODD. Il faut **penser stratégiquement la localisation, le développement territorial et urbain pour l'ensemble des tailles de villes** (petites, intermédiaires et grandes), mais aussi à différents niveaux de gouvernance territoriale. Les synergies entre le Nouvel Agenda urbain, les ODD et les stratégies de développement national, doivent être renforcées. Des efforts de coordination doivent également être envisagés pour les contributions déterminées à l'échelle nationale (CDN), convenues lors de la COP 21 de Paris sur les changements climatiques, et que les pays doivent soumettre ou actualiser en 2020. Une approche commune est donc nécessaire pour trouver des dynamiques communes, dépasser les approches sectorielles et améliorer la répartition des ressources entre les échelons de l'administration publique.

Des politiques de décentralisation efficaces sont également essentielles pour appuyer les efforts de gouvernance, autonomiser les CT et soutenir la localisation des ODD avec des stratégies fortes de développement territorial. Bien que la décentralisation ne soit pas une solution en soi, et qu'il y ait des divergences dans les progrès et les expériences des pays de la région, le rapport montre des différences claires entre les CT autonomisées et les CT bénéficiant d'environnements moins favorables (voir section 2.2). Les premières, en particulier lorsqu'elles sont administrées par un responsable local visionnaire, jouent un rôle actif, mettent en place des initiatives ascendantes (*bottom-up*), mobilisent les acteurs locaux et les ressources, impliquant ainsi tout le potentiel d'un territoire, et sont des partenaires engagés dans l'accomplissement des

ODD. En revanche, lorsque les CT opèrent avec des compétences plus restreintes, de faibles capacités et ressources, leur contribution est limitée et elles jouent un rôle plus passif. Comme mentionné précédemment (voir section 2.3), le manque de clarté dans les mandats juridiques des gouvernements locaux et leurs domaines de juridiction dans certains pays doit être résolu par une attribution claire des fonctions entre niveaux de gouvernement.

La coordination verticale et horizontale reste un grand défi et nécessite des réformes de gouvernance pour encourager le dialogue multiniveaux et la coopération. La coopération horizontale au niveau infranational est également essentielle pour favoriser les stratégies de développement territorial, renforcer la gestion des zones métropolitaines, des mégacités et des corridors urbains en pleine croissance, ainsi que pour les questions environnementales majeures telles que les bassins hydrographiques (comme le bassin du Gange). L'envergure de ces défis et les moyens nécessaires pour les aborder sont conséquents.

Réformes de financement

Comme indiqué en introduction, l'Étude 2019 de l'ONU-CESAP révèle que la réalisation des Objectifs de développement durable d'ici à 2030 nécessiterait un investissement supplémentaire de 1,5 mille milliards d'USD pour les pays en développement de la région Asie-Pacifique²⁴⁰. Ceci inclut un grand nombre d'investissements en infrastructures urbaines et territoriales dans de multiples secteurs²⁴¹.

Les pays de la région adoptent des réformes et introduisent des initiatives de soutien aux investissements locaux dans les services et les infrastructures. Bien entendu, il existe d'importants contrastes entre, d'un côté, les pays à hauts revenus, avec des villes et des régions ayant accès à des marchés de capitaux bien développés et des instruments adéquats de financement des infrastructures, et de l'autre, les pays à faibles revenus avec des villes et des territoires disposant de peu de recettes, d'une faible solvabilité et attirant difficilement les banques et les investisseurs. Les pays émergents affichent des panoramas différents. Le soutien international continuera d'être crucial pour les pays les moins avancés, les pays en développement enclavés et les petits États insulaires en développement. Il faudra envisager plus en détail la façon de répondre aux différents contextes des régions, des villes de grande, moyenne et petite tailles, et leur capacité à accéder aux ressources²⁴².

Les CT autonomisées et administrées par un responsable local visionnaire jouent un rôle actif en mobilisant les acteurs locaux et partenaires pour réaliser pleinement les ODD.

Pour résumer, des réformes sont nécessaires pour combler les écarts dans les infrastructures urbaines et régionales et améliorer la capacité à l'échelle infranationale de mobiliser des financements pour répondre aux ODD. **Les flux d'investissements peuvent être accrus là où les autorités nationales et locales mettent en place des stratégies pour le développement urbain et territorial durable.** Appliquer une approche graduelle à l'élaboration d'un système de fiscalité locale autonomisant et progressif, et un meilleur partage des recettes fiscales nationales (rationaliser les flux intergouvernementaux), est nécessaire si l'on veut augmenter les efforts de mobilisation des ressources dans la région. Les économies d'Asie-Pacifique ont très largement augmenté ces dernières décennies, mais de nombreuses villes ont échoué à tirer parti de leur croissance rapide et continuent d'accumuler des déficits d'infrastructures (voir section 2.2). Les ressources propres améliorées des gouvernements locaux – notamment la taxation des biens fonciers et la bonne gestion des actifs territoriaux et urbains – serviront de leviers pour attirer différentes sources de finances. Toutefois, les stratégies fiscales ne mobi-

seront pas nécessairement les ressources à une échelle suffisante.

Il y a un réel besoin de s'attaquer aux cadres inadéquats d'emprunts et à leurs réglementations pour faciliter aux CT l'accès aux prêts et aux marchés. Les sources et les mécanismes de crédit pour les CT varient considérablement d'un pays à un autre. Des partenariats plus solides entre gouvernements centraux et locaux (avec l'aide de financements locaux et internationaux) peuvent aider à multiplier les sources de financement et mettre en place des instruments financiers pour rediriger les fonds vers des projets de développement durable. Il sera possible de passer de banques et fonds municipaux plus traditionnels à de nouveaux fonds plus « verts » et des instruments d'investissements faisant fusionner les fonds nationaux et internationaux²⁴³. Certains gouvernements nationaux lancent de nouvelles initiatives (la « Plateforme One pour les ODD » en Indonésie par exemple) pour mobiliser les fonds en provenance de différentes sources (secteur privé, organisations philanthropiques, fonds religieux)²⁴⁴. À l'échelle internationale, la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB),



Une personne vend des légumes à Hanoï, au Vietnam (photo : Hendrik Terbeck, t.ly/KYENy).

la Nouvelle Banque de développement BRICS et les fonds multilatéraux pour le climat deviennent de plus en plus des sources de financement des infrastructures dans les économies émergentes²⁴⁵.

Pour accroître et mettre à échelle les investissements, les gouvernements nationaux et locaux ont besoin de réformes stratégiques à long terme et de mesures coordonnées reconnaissant ces corrélations politiques pour s'assurer d'avoir un grand impact sur la durabilité²⁴⁶.

Cohérence des politiques et systèmes nationaux de planification

Les réformes de gouvernance nécessaires à l'accroissement de la cohérence des politiques, à l'amélioration de la coordination entre les différents niveaux de gouvernement et au soutien des stratégies de développement territorial, impliquent une évolution progressive des traditions de gestion au sein et entre les institutions. Ceci s'avère tout particulièrement délicat concernant les systèmes nationaux de planification, considérés par nombre de pays comme un moyen de localiser les ODD.

Plusieurs pays ont élaboré des politiques de soutien de la coordination nationale et locale ; amélioré la capacité des niveaux infranationaux à mener des processus de développement ; développé des initiatives de formation ; et étudié de nouveaux mécanismes de financement pour promouvoir la coopération verticale et horizontale. Dans le cas d'autres pays, même s'ils reconnaissent la nécessité d'intégrer les ODD aux processus locaux, ils n'ont pas encore défini de stratégies claires de territorialisation ni de suivi « des impacts », pour encourager les effets locaux des politiques nationales. Les cadres nécessaires à la mise en place de telles dynamiques leur font souvent défaut, tout comme l'assistance technique et les incitations de soutien des approches de développement territorial et local. Inévitablement, le premier groupe de pays a enregistré des progrès plus rapides, même si ces pays connaissent certaines difficultés et ont encore besoin d'améliorations dans leurs approches territoriales et dans la coordination entre territoires. Plusieurs approches de planification coexistent encore, accroissant le décalage entre les programmes et les budgets, l'incohérence entre les indicateurs et la disponibilité des données, sans parler des différences dans les orientations politiques. Afin d'accélérer les mesures et la mise à l'échelle de l'impact des politiques sur le développement durable, une stratégie territorialisée s'avère nécessaire.

Les mécanismes, fragmentés, de comptes rendus freinent l'appropriation et l'institutionnalisation des ODD au sein des différents niveaux de gouvernement. Renforcer les compétences en matière de rapports et permettre l'accès aux données exigent une attention et un soutien particuliers. Les capacités nationales et locales à définir et recueillir des données désagrégées et localisées doivent faire partie des stratégies de territorialisation, pour veiller à ce que les processus de planification à tous les niveaux se fondent bien sur des cibles réalistes et qu'un suivi de l'efficacité de la mise en œuvre puisse être effectué.

L'un des plus grands impératifs de la localisation des ODD est de promouvoir une intégration adéquate des politiques et des stratégies via des mécanismes de coordination efficaces et améliorés. Dans les pays à la géographie complexe, à la diversité et à la multiplicité des niveaux de gouvernement (beaucoup sont impliqués dans le processus de décentralisation), **la mise en œuvre des ODD a besoin d'une plus grande attention portée aux mécanismes de planification intégrée, à une meilleure gestion des ressources et à l'amélioration des efforts de suivi entre les gouvernements nationaux, locaux et régionaux.** Dans les pays décentralisés, le principe de subsidiarité doit être au cœur de la relation entre les différents échelons institutionnels : c'est ainsi que pourront être abordés les problèmes structurels de déséquilibres dans le partage des compétences, les lacunes dans les capacités et les pénuries de financements.

Aborder les principaux défis de la localisation exige de respecter l'appel de l'Agenda 2030 pour une approche holistique du développement. Ceci peut donner lieu à **une meilleure cohérence des politiques (ODD 17.14) et une plus grande implication des parties prenantes, à tous les niveaux.** Les consultations limitées et les prises de décision non coordonnées sont traditionnellement présentes dans les systèmes de gouvernance de nombreux pays d'Asie-Pacifique. Les CT doivent appeler à une meilleure consultation, à la capacité de fixer les priorités et demander à jouer un rôle dans le partage des ressources, si elles entendent véritablement localiser la mise en œuvre.

La complexité inhérente à la région ASPAC, sa taille et sa diversité, ont rendu les progrès de localisation inégaux dans la région. Les défis qui frappent ces pays sont importants et divers ; l'étendue, la complexité et la multiplicité des niveaux de gouvernance, des plans, stratégies et institutions varient tellement en Asie-Pacifique qu'il est impossible de définir une feuille de route standard qui serait « à taille unique ». Cependant, de nouveaux cadres de gouvernance, une mobilisation adéquate des ressources et une gestion plus efficace du développement territorial sont des éléments nécessaires pour stimuler la mise en œuvre des ODD, intégrer les expériences locales et impliquer davantage les gouvernements locaux et régionaux et les communautés dans la réalisation de l'Agenda 2030 pour contribuer à inverser la trajectoire actuelle et accélérer la transition de la région vers un futur durable. 🌀

05



Eurasie

Chapitre régional



Marché de Tachkent, en
Ouzbékistan
(photo : Christopher Rose,
bit.ly/2Mus3Gi).

1. Introduction

Page 215

2. Cadres institutionnels nationaux et locaux pour la mise en oeuvre des ODD

Page 216

2.1. Cadres institutionnels nationaux

2.2. Les cadres institutionnels des collectivités territoriales en Eurasie

2.3. Relations de gouvernance multiniveaux pour la mise en œuvre des agendas mondiaux

3. La contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD

Page 234

3.1. Comment les collectivités locales, leurs associations et réseaux, contribuent à diffuser les ODD et à favoriser l'appropriation locale

3.2. Initiatives impulsées par les CT pour localiser les ODD

4. Conclusions

Page 244



Eurasie

Arménie
Azerbaïdjan
Biélorussie
Géorgie
Kazakhstan
Kirghizistan
Mongolie
Ouzbékistan
Russie (Fédération de)
Tadjikistan
Turkménistan
Ukraine

1. Introduction

En septembre 2015, tous les pays d'Eurasie étudiés dans ce chapitre ont adopté l'Agenda 2030 et les Objectifs de développement durable (ODD). Les gouvernements nationaux ont reconnu que les ODD sont des priorités majeures et que la responsabilité de la réalisation des Objectifs et de leurs cibles devrait être partagée entre l'État et les gouvernements régionaux et locaux.

Au cours des trois dernières décennies, les pays d'Eurasie ont connu plusieurs transformations importantes. Selon les Constitutions en vigueur, rédigées au début des années 1990, tous les pays d'Eurasie à l'exception de la Russie sont des États unitaires. L'Azerbaïdjan, la Biélorussie, le Kazakhstan, la Russie, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan sont des républiques présidentielles. Le Kirghizistan, la Géorgie et l'Arménie, en revanche, sont devenus des Républiques parlementaires en 2010, 2013 et 2015 respectivement. L'Ukraine a acquis un statut mixte de République parlementaire et présidentielle.


De plus, la guerre et les révolutions « de couleur » ont affecté la stabilité politique de la plupart des pays. Il s'agit notamment des conflits armés entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie (1991-1994), de la guerre civile au Tadjikistan (1992-1994), des guerres de Tchétchénie en Russie (1994-1996 et 1999-2000), de la révolution des Roses en Géorgie (2003), de la Révolution orange en Ukraine (2004) et de la révolution des Tulipes au Kirghizistan (2005), du conflit armé entre la Géorgie et la Russie (2008), de la révolution d'Euromaïdan en Ukraine (2014), du conflit de Crimée entre l'Ukraine et la Russie (2014), du conflit armé en Ukraine orientale (2014-aujourd'hui) et de la révolution de Velours en Arménie (2018). En raison de ces conflits politiques et armés, l'Ukraine et la Géorgie se sont retirées de la sphère d'influence de la Russie.

Actuellement, le niveau d'urbanisation des pays d'Eurasie varie de 77,6 % en Biélorussie à 26,9 % au Tadjikistan¹. Cependant, les réformes menées dans les années 1990 ont provoqué une forte polarisation et un développement inégal des régions dans la majorité des pays d'Eurasie. Les effets de fusion ou de concentration sont un facteur clé de différenciation spatiale. Cette dynamique a favorisé les grandes villes, en particulier les capitales nationales. Leur population est en croissance depuis le milieu des années 2000, surtout en raison de l'immigration.

Parallèlement, le nouveau contexte économique a rendu les régions et les villes provinciales plus vulnérables. Les impacts de la crise ont été particulièrement prononcés dans les villes et districts industriels monosectoriels, qui dépendent d'une seule ou d'un groupe réduit d'entreprises.

La plupart de ces pays ont connu une dégradation de leurs infrastructures de services publics dans les années 1990. Cette tendance s'est stabilisée au cours de la dernière décennie et, dans une certaine mesure, s'est même inversée. Les collectivités territoriales (CT) ont déployé des efforts considérables pour améliorer les services publics. Bien que le contexte soit en constante évolution, la décentralisation reste limitée dans les pays d'Eurasie. Les gouvernements centraux de la région continuent d'imposer aux CT des programmes nationaux de développement régional.

Ce chapitre analyse le rôle des CT dans la « localisation » des ODD en Eurasie. La première section étudie les stratégies nationales de mise en œuvre des ODD des différents pays. Elle examine les mécanismes nationaux déployés pour favoriser la cohérence des politiques et l'émergence de relations multiniveaux favorables au développement durable. Elle évalue en outre la structure locale et régionale des gouvernements, ainsi que leurs responsabilités et leurs budgets.

La deuxième section montre comment les initiatives des CT contribuent à la réalisation des ODD ; elle met en lumière le rôle des associations et réseaux de gouvernements locaux pour sensibiliser les parties prenantes et pour aligner les initiatives locales et régionales avec les ODD. Enfin, le chapitre met en évidence les efforts de mise en œuvre de l'Agenda 2030 au niveau local. 

Les collectivités territoriales des pays d'Eurasie ont fait des efforts considérables pour améliorer les services publics.

2. Cadres institutionnels nationaux et locaux pour la mise en œuvre des ODD

2.1. Cadres institutionnels nationaux

Sept pays d'Eurasie ont jusqu'à présent soumis des Examens nationaux volontaires (ENV) au Forum politique de haut niveau des Nations unies (FPHN) : la Géorgie (en 2016), la Biélorussie, l'Azerbaïdjan et le Tadjikistan (en 2017) et l'Arménie (en 2018), l'Azerbaïdjan à nouveau et le Kazakhstan et le Turkménistan (en 2019).

Stratégies et plans nationaux pour les ODD

On peut classer les États d'Eurasie en trois catégories selon leur niveau d'engagement et leurs stratégies pour atteindre les ODD. Premièrement, les pays qui ont élaboré de nouvelles politiques nationales de développement, alignées sur les agendas mondiaux. Deuxièmement, les pays qui ont adapté des stratégies élaborées avant les ODD (ou qui sont en train de le faire), ou qui ont adopté des feuilles de route spécifiques pour répondre aux ODD. Troisièmement, les pays qui n'ont pas encore aligné leurs politiques ou programmes de développement sur l'Agenda 2030.

Dans la première catégorie, des pays tels que la Biélorussie, le Tadjikistan et l'Ukraine, mettent en œuvre des stratégies nationales de développement conçues après l'adoption en 2015 de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Ces stratégies ont donc dès le départ été alignées sur les ODD.

Dans la deuxième catégorie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et le Kirghizistan, par exemple, ont adopté leurs Stratégies nationales de développement actuelles avant 2015 et l'Agenda 2030 de 2015. Néanmoins, ces gouvernements nationaux ont soit adopté de nouvelles feuilles de route stratégiques (Azerbaïdjan), soit ébauché une nouvelle stratégie de développement à long terme intégrant les ODD, comme en Arménie (en 2017, Horizon 2030) et au Kirghizistan (en 2018, Horizon 2040). Ces deux stratégies sont actuellement à l'étude.

Le troisième groupe de pays comprend différentes sous-catégories. La Géorgie et le Kazakhstan, qui ont présenté leur rapport au FPHN au cours de ce premier cycle, poursuivent la mise en œuvre des stratégies nationales élaborées avant 2015. La Géorgie souhaite aligner son Plan de travail annuel

du gouvernement sur les ODD. Le Kazakhstan privilégie l'harmonisation du budget et de la planification. De même, au Turkménistan, les systèmes de suivi et de présentation de rapports du Programme présidentiel 2017-2021 ont été alignés sur les ODD après l'adoption du programme. La Fédération de Russie n'a pas intégré les ODD à ses plans de développement nationaux. Cela se manifeste particulièrement par l'absence de déclarations publiques du chef de l'État sur la manière dont le pays prévoit de mettre en œuvre les ODD². L'Ouzbékistan, pour sa part, estime que son plan à moyen terme (2017-2021) est conforme à la vision et aux ambitions des ODD.

Il faut toutefois nuancer le cas de la Russie. Sa Stratégie nationale de développement à l'horizon 2020, formulée en 2008, a été remplacée par les Principales lignes directrices pour les activités du gouvernement de la Fédération de Russie, qui s'étendent jusqu'à la fin du mandat présidentiel, en 2024. Le Programme national russe 2018-2024 comprend 12 projets nationaux assortis de 150 objectifs de développement. Les ministères sectoriels se sont engagés à promouvoir le développement durable, et tous les documents stratégiques nationaux et sectoriels s'inscrivent dans la réalisation des « Objectifs stratégiques de développement ». En ce qui concerne la coopération internationale pour le développement, la Russie a adapté ses programmes d'aide internationale aux ODD³. La Russie présentera son premier rapport aux Nations unies en 2020.

Trois catégories se dégagent parmi les pays de la région Eurasie en fonction de leur niveau d'engagement et de la qualité de leurs stratégies pour atteindre les ODD. Le processus reste essentiellement impulsé depuis l'État central.

Tableau 1 Stratégies nationales et dispositifs institutionnels pour la mise en œuvre des ODD

Arménie

Le pays travaille à la mise à jour de la Stratégie de développement à long terme de l'Arménie 2014-2025. Coordination : Conseil national pour le développement durable (2000), dirigé par le Premier ministre (multipartite), Taskforce interagences pour la nationalisation des ODD, Laboratoire national d'innovation pour les ODD (2017). Pas de participation des CT.

Azerbaïdjan

Un Plan d'action national est en préparation (88 cibles prioritaires et 119 indicateurs sélectionnés en 2018). Plan à long terme : Azerbaïdjan 2020 : Tournez vers l'avenir (2012) et les principaux programmes sectoriels (12) partiellement alignés. Coordination : Conseil national de coordination pour le développement durable, présidé par le vice-Premier ministre et le ministre de l'Économie (interministériel), quatre groupes de travail. Indicateurs : Comité statistique de l'État. Pas de participation des CT.

Biélorussie

Stratégie nationale pour le développement économique et social durable à l'horizon 2030 (adoptée en 2015) et Programme économique et social 2020 (décembre 2016). Une Stratégie nationale pour le développement durable à l'horizon 2030 sera ébauchée. Coordination : Conseil national pour le développement durable (comprend les organismes gouvernementaux nationaux et régionaux), Coordinateur national pour la réalisation des ODD au sein du Bureau du président (2017). Stratégies de développement durable élaborées pour environ six collectivités régionales et plus de trente collectivités locales.

Fédération russe

Stratégie de développement socio-économique à long terme jusqu'à 2020 (2008), Décret du président de la Fédération de Russie « Sur les objectifs nationaux et les objectifs stratégiques de développement de la Fédération de Russie jusqu'à 2024 » (mai 2018), Principales lignes directrices pour les activités du gouvernement de la Fédération de Russie jusqu'en 2024 (septembre 2018). Coordination : Groupe de travail interagences sous l'administration présidentielle sur les questions liées au changement climatique et au développement durable (créé en 2012). Pas de participation des CT.

Géorgie

Stratégie de développement économique et social « Géorgie 2020 » (2014) et plusieurs plans sectoriels. Coordination : Administration du gouvernement de Géorgie, principalement supervisée par l'Unité de planification et d'innovation gouvernementale du département d'analyse politique, de planification stratégique et de coordination. Le Bureau national de statistique est chargé des indicateurs. Les CT sont représentées dans le groupe de travail interagences.

Kazakhstan

Stratégie « Kazakhstan 2050 » (2012) et « 100 Mesures concrètes pour mettre en œuvre cinq réformes institutionnelles » lancées en 2015, programmes sectoriels. Coordination : Conseil de coordination pour les ODD, présidé par le vice-Premier ministre, groupes de travail inter-agences (au nombre de cinq, multipartites) et organisme de coordination par le ministère de l'Économie nationale. Pas de participation des CT.

Kirghizistan

Stratégie nationale pour le développement durable 2013-2017 (2013). En 2018, le gouvernement ébauche une nouvelle stratégie de développement durable à l'horizon 2040 alignée sur les ODD. Coordination : Comité de coordination sur l'adaptation, la mise en œuvre et le suivi des ODD (2015), présidé par le Premier ministre. La participation des CT n'est pas mentionnée (bien que le décret mentionne le rôle donné aux villes de Bichkek et Och).

Mongolie

Vision du développement durable de la Mongolie 2030. Coordination : Comité national pour le développement durable sous l'autorité du Premier ministre et dirigé par l'Agence nationale de développement, Sous-Comité sur les Objectifs de développement durable sous le Comité permanent de la politique sociale, de l'éducation, de la culture et des sciences du Grand Khoural d'État (Parlement).

Ouzbékistan

Stratégie de développement sur cinq axes pour 2017-2021 (2017). Coordination : Conseil national de coordination sur les ODD (octobre 2018), présidé par le vice-Premier ministre, soutenu par le ministre des Finances (comprend le président du Conseil national de coordination des gouvernements locaux autonomes). Pas de participation des CT.

Tadjikistan

Stratégie nationale de développement 2030 et programme de développement à moyen terme pour 2016-2020. Coordination : Conseil national pour le développement, dirigé par le président de la République ; secrétariat : le ministère de l'Économie et du Commerce supervise la mise en œuvre (il était chargé de l'ENV), secrétariat et groupes de travail techniques (multipartites). Les CT ne participent pas au Conseil national pour le développement.

Turkménistan

Programme national de développement socio-économique du Turkménistan pour 2011-2030 et Plan de développement socio-économique du président pour 2019-2025. Coordination : ministère des Finances et de l'Économie du Turkménistan, groupes de travail multipartites. Pour la présentation de rapports : Groupe de travail interdépartementaux. Participation des CT.

Ukraine

Stratégie de développement durable « Ukraine 2020 » (adoptée en 2015). Coordination : Groupe de travail interministériel de haut niveau, présidé par le 1^{er} vice-Premier ministre et le ministre du Développement économique et du Commerce (2016-2017).

Eurasie



Sources : ENV 2016, 2017, 2018, 2019. UNDESA (2017 et 2018), *Compendium of National Institutional Arrangements for Implementing the 2030 Agenda for Sustainable Development*.

Presque tous les États d'Eurasie font participer les CT à la mise en œuvre de leurs stratégies nationales de développement. Toutefois, ce processus reste essentiellement centralisé. Dans la plupart des pays, les États élaborent et adoptent les programmes de développement nationaux et régionaux sans consulter explicitement leurs CT. Néanmoins, les gouvernements nationaux donnent aux organes exécutifs régionaux et locaux (décentralisés ou déconcentrés) la responsabilité de la mise en œuvre des stratégies de développement et des ODD. C'est le cas en Ouzbékistan, par exemple, où le gouvernement de la région autonome du Karakalpakistan, les gouvernements locaux d'autres régions et la capitale, Tachkent, figurent parmi les entités responsables de la mise en œuvre des ODD. Dans d'autres pays, le gouvernement central demande aux CT d'élaborer des programmes de développement régional et local de manière indépendante, en tenant compte des directives et des indicateurs nationaux.

Il faut mentionner que, dans certains pays, l'élaboration des stratégies de développement dépend dans une grande mesure de l'aide internationale. En règle générale, ces aides sont conditionnées au respect des Objectifs de développement durable (comme en Arménie, en Géorgie, au Tadjikistan ou au Kirghizistan). Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) joue un rôle essentiel pour aider les pays d'Eurasie à atteindre les ODD⁴. Ces pays ont grandement bénéficié du soutien financier et technique des organisations financières et de la communauté internationale, ce qui a beaucoup contribué à l'amélioration de leurs cadres juridiques et institutionnels, ainsi que de leurs infrastructures.

Mécanismes institutionnels nationaux

Tous les États d'Eurasie se sont dotés de mécanismes institutionnels au plus haut niveau du gouvernement pour gérer, coordonner et suivre les stratégies de développement. Ces mécanismes ou organismes sont chargés de diriger le processus de « nationalisation » des ODD, c'est-à-dire de les adapter au contexte national.

D'après les sept ENV présentés au FPHN entre 2016 et 2019, les CT jouent un rôle assez important dans les cadres institutionnels de mise en œuvre des ODD. Parallèlement, le simple fait de mentionner les CT dans la section des ENV qui traite de la mise en œuvre ne signifie pas nécessairement que les mécanismes de coordination nationaux fassent vraiment participer les CT. Dans la majorité de pays, les CT sont simplement considérées comme des agences d'exécution et non comme des participantes actives.

Selon les ENV, sept pays ont créé de nouveaux mécanismes dans le but spécifique de coordonner la mise en œuvre des ODD. Il s'agit du Kirghizistan et de l'Ukraine (en 2015), de l'Azerbaïdjan (en 2016), de l'Arménie et de la Biélorussie (en 2017) ainsi que du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan (en 2018).

La Géorgie, le Tadjikistan et la Russie font appel à des organismes gouvernementaux créés avant les ODD, mais leur confient de nouveaux mandats de

mise en œuvre et de suivi. Les gouvernements de l'Arménie et du Kirghizistan ont, quant à eux, ajouté de nouveaux organismes plus spécialisés à ceux qui existaient déjà. Il s'agit notamment du groupe de travail interagences en Arménie et du Comité de coordination au Kirghizistan. Ils adaptent, mettent en œuvre et suivent les ODD (voir le tableau 1).

Dans tous les pays, l'organisme de coordination est situé au plus haut niveau de l'État, présidé par le Premier ministre ou le Président. Au Tadjikistan, il est supervisé par le Président, en Arménie et au Kirghizistan, par le Premier ministre, en Azerbaïdjan, en Ukraine et au Kazakhstan, par le vice-Premier ministre, en Biélorussie et en Russie, par le bureau présidentiel, et en Géorgie, par l'administration du gouvernement. Ces organismes sont cependant coordonnés par le ministère de l'Économie et du Commerce (Azerbaïdjan, Tadjikistan, Kazakhstan et Ukraine), le ministère des Finances (Turkménistan, Ouzbékistan) ou par des bureaux spécifiques (par exemple : l'Unité de planification et d'innovation en Géorgie).

Quelle que soit la structure de ces institutions, toutes comprennent des mécanismes de présentation d'indicateurs de suivi des ODD. Le suivi et l'évaluation sont souvent considérés comme un outil de gestion active qui permet d'ajuster la stratégie. La responsabilité de cette tâche est confiée aux bureaux nationaux de la statistique, qui semblent faire partie intégrante des organismes nationaux de coordination des ODD. En 2018, le Comité statistique inter-États de la Communauté des États indépendants (Comité statistique de la CEI) a publié le résumé statistique pilote sur le suivi des indicateurs des ODD dans la CEI. Ce document rassemble des données sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au sein de la CEI⁵.

Les CT n'ont été associées directement ou indirectement au processus d'élaboration de l'ENV que dans un nombre réduit de pays d'Eurasie (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie et Tadjikistan). Les gouvernements nationaux ont lancé des campagnes de sensibilisation afin de mobiliser et faire participer les CT et les citoyens à la mise en œuvre des ODD. En 2017, le gouvernement national de Biélorussie et l'ONU ont organisé une « tournée nationale » – l'Express de Biélorussie pour les Objectifs de développement durable (UN70) – afin de populariser l'Agenda mondial. Au cours de cette tournée, les présidents du comité exécutif de chaque région ont signé une déclaration d'engagement envers les ODD.

Quant à la participation des CT aux mécanismes de coordination nationale, un examen plus détaillé montre que seuls deux des sept pays qui ont soumis leur rapport au FPHN ont associé directement leurs CT. Un pays a réalisé des consultations très limitées et quatre autres n'ont pas du tout fait participer leurs CT. En Biélorussie et en Géorgie, les CT participent aux mécanismes institutionnels nationaux pour la mise en œuvre des ODD. En **Géorgie**, elles sont représentées dans les groupes de travail inter-agences concernés et participent à la production de l'ENV soumis au FPHN ; elles devraient contribuer au

« processus d'évaluation » en fournissant des avis et en adaptant la stratégie de mise en œuvre des ODD au niveau local et régional⁶.

En 2017, la **Biélorussie** a présenté au FPHN sa stratégie visant à intégrer les ODD à ses plans de développement nationaux, sectoriels et régionaux/locaux, ainsi qu'à élargir les pouvoirs des CT dans le domaine des activités de développement durable. La Conférence nationale sur les stratégies et le partenariat pour les ODD dans ce pays a proposé de renforcer le rôle des régions pour mettre en œuvre la stratégie de développement.

Créé en 2018, le Conseil national pour le développement durable comprend des représentants des CT ; il s'est engagé à soutenir les efforts conjoints de l'État et des gouvernements locaux pour renforcer le suivi de la mise en œuvre des ODD. Leur localisation semble avoir eu un impact sur la réforme de la décentralisation en Biélorussie : des membres du Conseil national représentant les régions et la capitale, Minsk, dirigent des groupes focaux sur les ODD. Ces groupes comprennent, outre des fonctionnaires des administrations locales, des représentants des entreprises et des associations civiles. En outre, des plans accordent une attention particulière au renforcement des capacités des groupes régionaux consacrés aux ODD, à l'incorporation d'indicateurs nationaux pour les ODD dans les plans locaux et au lancement d'une campagne d'information dans les différentes régions.

En 2017, l'**Azerbaïdjan** et le **Tadjikistan** ont décidé d'intégrer l'Agenda 2030 à leurs plans nationaux, locaux et régionaux, ainsi qu'à leurs allocations budgétaires. Ces deux pays reconnaissent l'importance des gouvernements locaux dans la réalisation des ODD, cependant leur approche est marquée par un fort centralisme. Un Conseil national de développement interministériel a été créé sous l'égide des deux chefs de gouvernement : le Premier ministre en Azerbaïdjan et le Président au Tadjikistan.

En Azerbaïdjan, lors de la Conférence nationale sur la nationalisation et la définition des priorités des ODD, qui s'est tenue en 2018, le Premier ministre a déclaré que les communautés locales étaient des partenaires essentiels dans la formulation des politiques, la mise en œuvre et la réalisation de l'Agenda 2030. De fait, la responsabilité de la mise en œuvre locale des décisions politiques nationales incombe fréquemment aux organes exécutifs régionaux et locaux.

Dans les deux pays, les gouvernements locaux sont également responsables de fournir des données statistiques sur les indicateurs de progrès des ODD. En effet, au Tadjikistan, les gouvernements locaux sont censés participer aux systèmes de suivi et d'évaluation avec les branches et les organismes déconcentrés de l'État, les organisations de la société civile (OSC) et le secteur privé, ainsi qu'avec les partenaires de développement. Cette démarche s'inscrit dans un processus auquel participent les ministères nationaux, les agences et l'Office des statistiques de l'État⁷. En outre, le ministère du Développement économique et du Commerce, coordinateur de l'ENV, a organisé une série de consultations,

notamment avec les gouvernements locaux. La mise en œuvre des ODD au niveau local est cependant toujours considérée comme un défi majeur.

Comme pour l'Azerbaïdjan, le vice-Premier ministre dirige le Conseil national pour le développement durable en **Arménie**. Dans le cas de l'Arménie, c'est un mécanisme multipartite qui coordonne la mise en œuvre des ODD. Les gouvernements locaux arméniens n'étaient pas représentés lors des discussions pour la rédaction de l'ENV de 2018, mais les gouvernements municipaux arméniens y ont participé indirectement. À cette occasion, il a été souligné que la transition vers des pratiques durables serait « pratiquement impossible⁸ » sans un renforcement de l'autonomie des communautés et des municipalités.

Le Kirghizistan, l'Ukraine et l'Ouzbékistan prévoient de présenter leurs ENV en 2020. En **Ukraine**, un Groupe de travail interministériel de haut niveau a été créé, présidé par le premier vice-Premier ministre et le ministre du Développement économique et du Commerce. Le ministère a préparé en collaboration avec le PNUD un rapport préliminaire fournissant les données de départ et les indicateurs de référence pour que l'Ukraine atteigne les ODD⁹. Ce rapport a fait suite à des consultations approfondies avec les CT – dix régions avec 700 participants en 2018 – notamment les gouvernements locaux et les organisations civiles. Les régions de Dnipro et de Volhynie ont également été sélectionnées pour les consultations régionales sur la localisation des ODD nationaux.

En **Ouzbékistan**, la Commission nationale chargée de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement 2017-2021 a été créée en octobre 2018. Ce Conseil de coordination comprend le vice-président du Conseil républicain pour la coordination des activités des entités autonomes, mais aucune participation directe des gouvernements locaux n'a été observée jusqu'à présent. Cependant, le gouvernement local de la région autonome du Karakalpakistan et la capitale, Tachkent, sont cités parmi les instances responsables de la mise en œuvre de tous les ODD nationaux¹⁰.

Au **Kirghizistan**, le processus de consultation nationale sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 a débuté en 2017 pour informer le public et faire participer les parties prenantes au niveau des gouvernements nationaux, régionaux et autonomes locaux. Des consultations ont eu lieu dans les villes d'Och et de Djalalabad, deux ateliers ont été organisés pour informer des représentants des autorités locales et d'autres parties prenantes sur les ODD et les inviter à intensifier leurs efforts pour les mettre en œuvre. Deux villes ont en outre été désignées pour participer aux mécanismes de coordination des ODD : en 2015, un décret gouvernemental a assigné à Bichkek et Och la fonction d'assister le Comité de coordination sur l'adaptation, la mise en œuvre et le suivi des ODD¹¹.

Enfin, la **Russie** prévoit également de soumettre son premier ENV en 2020¹². Aucun mécanisme de coordination spécifique pour la mise en œuvre des ODD n'a été mis en place pour l'instant. Cependant,

Au Kirghizistan, un décret gouvernemental a assigné aux villes de Bichkek et d'Och la fonction d'assister le Comité de coordination sur l'adaptation, la mise en œuvre et le suivi des ODD.

depuis 2012, un groupe de travail interagences sous administration présidentielle supervise les questions liées au changement climatique et au développement durable¹³. En outre, la Loi fédérale sur la planification stratégique (2014) stipule que les stratégies de développement durable élaborées par les gouvernements régionaux et municipaux doivent se conformer à la Stratégie fédérale de développement à moyen terme révisée tous les six ans (la prochaine révision est prévue pour 2024).

En pratique, un contrôle strict est exercé sur les compétences des gouvernements régionaux et municipaux. La composition des organismes de coordination reflète l'approche centralisée, adoptée pour élaborer et suivre les stratégies de développement.

En règle générale, les CT ne sont pas bien représentés dans les conseils nationaux et dans les groupes de travail chargés des stratégies de développement. Le Conseil pour le développement stratégique et les projets nationaux auprès du président de la Fédération de Russie comprend seulement le maire de Moscou et le gouverneur du Tatarstan (l'une des régions de la Russie). Le Groupe de travail interagences sur les réformes structurelles prioritaires et la croissance économique durable et le Groupe de travail interagences sur le développement économique et social des agglomérations ne comptent que deux représentants régionaux. Toutefois, le Groupe de travail interagences sur la stratégie de développement spatial comprend des représentants des quatre-vingt-cinq régions russes. Les municipalités ne sont pas représentées dans ces entités. ☉

2.2. Les cadres institutionnels des collectivités territoriales en Eurasie

Les pays d'Eurasie ont différentes formes d'organisation territoriale. La répartition de la population y est inégale. En Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie, au Kirghizistan et au Tadjikistan, 35 à 50 % de la population urbaine totale sont concentrés dans les capitales, qui bénéficient généralement d'un statut administratif spécial. Dans les autres pays de la région, la répartition de la population urbaine est plus équilibrée entre les grandes, moyennes et petites villes. En Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Turkménistan, il est important de noter que les villes moyennes sont bien distribuées et remplissent une fonction de centres administratifs régionaux ainsi que de centres éducatifs et agricoles¹⁴.

Ce système urbain particulier est le résultat du processus de restructuration qui a suivi l'éclatement de l'Union soviétique. De même, les structures administratives et les systèmes de gouvernements locaux ont également été hérités de l'ancienne URSS, mais les différentes trajectoires des processus de décentralisation ont conduit à un paysage beaucoup plus hétérogène (voir le tableau 2).

Structure des gouvernements locaux

À l'exception de la Géorgie, tous les pays d'Eurasie sont dotés de trois niveaux régionaux et locaux de gouvernement (décentralisé) et d'administration décentralisée.

Au plus haut niveau se trouvent les régions (*oblast*) et les républiques autonomes (par exemple dans l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Tadjikistan, l'Ukraine, l'Ouzbékistan) et les « villes d'importance nationale¹⁵ ». Ces régions sont ensuite divisées en districts et en « villes subordonnées régionales ». Les

districts comprennent des « villes subordonnées de district », des villes et villages, et des établissements ruraux et urbains.

L'autonomie des gouvernements régionaux et de district diffère en fait, selon les pays d'Eurasie. L'organisation de la gouvernance territoriale mêle le plus souvent des fonctions déconcentrées et décentralisées. Dans de nombreux cas, et particulièrement au niveau régional, les organes exécutifs sont nommés par l'État ou le niveau supérieur du gouvernement (par exemple les gouvernements régionaux). Ces organes sont intégrés dans une « structure de pouvoir verticale » et sont supervisés directement par l'échelon de gouvernement situé juste au-dessus d'eux. Parallèlement, ils coexistent avec des conseils ou des organes représentatifs élus par les citoyens. Ce système est souvent appelé « gouvernement *matriochka* » (du nom de la poupée russe, qui consiste en plusieurs poupées de tailles décroissantes nichées les unes à l'intérieur des autres), et est également appelé système « quasi décentralisé ».

Ce double système d'administration territoriale – c'est-à-dire des organes décentralisés et une administration déconcentrée – a été le point de départ de la structuration des gouvernements locaux dans toute l'Eurasie. Les pays étudiés dans ce chapitre en sont à des étapes différentes du processus de décentralisation. Au Kazakhstan, les entités locales autonomes n'ont commencé à fonctionner qu'en 2018, alors qu'en Russie les gouvernements locaux avaient déjà un degré élevé d'autonomie dès les années 1990. Le Kazakhstan et la Biélorussie ont un système très centralisé ; l'Arménie et la Géorgie ont un système d'autonomie locale relativement indépendant (au niveau des municipalités ou des districts) ; la Russie possède deux niveaux territoriaux autonomes. Entre ces différents niveaux de décentralisation, on trouve des États où des entités locales autonomes qui coexistent aux côtés d'entités déconcentrées ou « quasi décentralisées » du gouvernement central (comme en Ukraine et en Azerbaïdjan) (voir le tableau 2).

Il existe deux niveaux d'administration local et régional en **Arménie** : les administrations régionales (*marzers*) et les municipalités. Les premières sont des organes exécutifs déconcentrés du gouvernement central, les deuxièmes sont plus autonomes.

Ce double système d'administration territoriale est souvent appelé « gouvernement *matriochka* ». Tous les pays étudiés sont à des stades différents de décentralisation.

Tableau 2 Système politique, organisation territoriale et nombre de collectivités territoriales par pays

Pays	Système politique / Forme d'État	Organisation territoriale		
		1 ^{er} niveau	2 ^e niveau	3 ^e niveau
Arménie	République/ unitaire	502 villes et communautés rurales		10 <i>marzers</i>
		Dernière élection en juin 2018		
Azerbaïdjan	République/ unitaire	1 607 municipalités	11 villes, dont la capitale, Bakou	66 régions
		Dernières élections en décembre 2014	7 districts administratifs de la République autonome de Nakhitchevan	La République autonome de Nakhitchevan
Biélorussie	République/ unitaire	23 174 établissements ruraux et villages 24 districts municipaux	10 villes de subordination régionale 118 districts	6 régions La capitale, Minsk
		1 176 établissements urbains et conseils ruraux 14 villes de subordination au niveau du district		
		Dernières élections en février 2018		
Fédération russe	République/ fédérale	19 590 établissements urbains et ruraux		80 régions (républiques, <i>oblasts</i> , <i>krais</i> , <i>okrugs</i> et <i>oblasts</i> autonomes) 3 villes d'importance nationale, dont la capitale
		286 districts intra-urbains et territoires		
		Dernière élection en août 2014		
Géorgie	République/ unitaire	67 communautés 4 villes autonomes (dont Batumi) La capitale, Tbilissi (statut spécial)		9 régions administratives
				La République autonome d'Adjarie
		Dernières élections en octobre 2017		*La République autonome d'Abkhazie : région disputée qui ne se trouve pas sous administration géorgienne
Kazakhstan	République/ unitaire	34 villes d'importance au niveau du district 6 904 villages et établissements	175 districts 40 villes d'importance régionale	14 régions Les villes de Noursoultan (auparavant Astana) et Almaty
		Dernières élections en août 2017		
Kirghizistan	République/ unitaire	453 communautés rurales 17 villes d'importance au niveau du district	40 districts	7 régions (<i>oblasts</i>)
			12 villes d'importance régionale	Les villes de Bichkek et Och
		Dernières élections en août 2016	Les dernières élections municipales de 2018 ont été annulées	
Ouzbékistan	République/ unitaire	<i>Mahallas</i>	170 districts 30 villes d'importance régionale 1 ville d'importance républicaine	12 régions La République du Karakalpakistan La capitale, Tachkent
		Dernières élections en mai 2016		Les premières élections du gouvernement de Tachkent se sont tenues en décembre 2017
Tadjikistan	République/ unitaire	369 établissements urbains et ruraux	65 villes et districts de subordination régionale et nationale	4 régions de subordination nationale 1 région autonome La capitale, Douchanbé
		Dernières élections en février 2010		
Ukraine	République/ unitaire	11 030 villes et établissements et ruraux	490 districts 186 villes d'importance régionale	24 régions La République autonome de Crimée La capitale, Kiev, et la ville de Sébastopol
		Dernières élections en octobre 2017		Dernières élections en octobre 2015

En 2013, le ministère **arménien** de l'Administration territoriale a lancé un « processus d'élargissement des communes » visant à promouvoir la fusion des petites communes et à réduire les disparités entre les régions d'Arménie et la capitale, Erevan. En 2016, dans le cadre d'une initiative nationale, 118 anciennes municipalités ont fusionné, pour former 15 nouvelles municipalités. Il est important de noter que le gouvernement de la capitale, Erevan, dirigé par l'État, a été remplacé par un gouvernement local autonome et élu.

En **Azerbaïdjan**, le système de gouvernance est asymétrique : le Nakhitchévan est la seule république autonome du pays. La majorité du territoire est couverte par des administrations régionales et des districts déconcentrés, y compris l'exécutif de la capitale, Bakou. Depuis 2009, le nombre de municipalités, c'est-à-dire le niveau de gouvernement autonome décentralisé, a été réduit de 40 %. La législation actuelle ne décrit que vaguement la relation entre les municipalités et les administrations locales déconcentrées qui dépendent de l'État. En réalité, les gouvernements municipaux semblent toutefois être subordonnés aux organes déconcentrés du gouvernement central. La République autonome du Nakhitchévan, dotée de sa propre Constitution mais subordonnée à la Constitution nationale de l'Azerbaïdjan, ne compte que deux strates de gouvernement : le gouvernement de la république et les municipalités.

La République de **Biélorussie** accorde l'autonomie aux conseils locaux *de jure*, mais ils sont *de facto* inclus dans le système général d'administration déconcentrée. Les conseils locaux n'ont ni l'autorité

réelle, ni les ressources nécessaires pour prendre et exécuter des décisions. La Loi sur le gouvernement local et l'autonomie (2010) n'a pas vraiment changé cette situation. Cette loi régit les compétences des comités exécutifs des régions et des conseils locaux des districts (niveau de base), des petites villes et localités (niveau primaire). Selon ses dispositions, les conseils régionaux (*oblasts*) sont supérieurs aux conseils des niveaux « de base et primaire » et les conseils du niveau de base sont supérieurs aux conseils du niveau primaire. Les comités exécutifs du niveau supérieur de gouvernement peuvent annuler les décisions des organes exécutifs inférieurs s'ils ne sont pas conformes à leurs dispositions. À ce jour, la Biélorussie n'a pas signé la Charte européenne de l'autonomie locale.

En tant qu'État fédéral, la **Russie** possède les niveaux de gouvernance suivants : les « sujets fédéraux » de la Russie (républiques ou gouvernements régionaux) et les municipalités. Les premiers représentent les unités constitutives de la Fédération de Russie et bénéficient d'une autonomie fiscale et politique importante par rapport aux gouvernements régionaux des autres États eurasiens. Les sujets fédéraux de Russie ont adopté différents modèles d'autonomie locale sur leurs territoires. Dans la plupart des sujets fédéraux, les gouvernements locaux ont été établis principalement au niveau des grandes villes et des districts. Mais, dans certaines régions, les gouvernements locaux autonomes ont été mis en place au niveau des grandes villes et des communautés rurales, tandis que, dans d'autres régions, existe une combinaison des deux (le modèle à deux niveaux : grandes villes /districts, zones rurales).



Oulan Bator, Mongolie
(photo : Christopher Michel, bit.ly/2VptrxO).

À partir de 2006, le modèle d'autonomie locale à deux niveaux est devenu obligatoire pour toutes les régions, conformément à la loi de 2003 sur les Principes généraux de l'organisation de l'autonomie locale. Récemment, de nombreux gouvernements régionaux ont montré une tendance à fusionner les municipalités de niveau inférieur.

La gouvernance territoriale a également une structure asymétrique en **Géorgie**. Deux régions ont le statut de république autonome (l'Adjarie et l'Abkhazie). Les neuf autres régions du pays sont des administrations déconcentrées. Depuis 2005, les entités locales autonomes n'existent qu'au niveau des districts et des villes, et les maires sont élus au suffrage universel depuis l'adoption du nouveau Code d'autonomie locale en 2014. Ce code a été modifié en 2017 pour réformer l'administration de l'État et réduire le nombre de villes autonomes de douze à cinq, dont la capitale, Tbilissi.

Au **Kazakhstan**, les gouvernements régionaux et de district sont « quasi décentralisés ». En effet, leurs conseils sont élus et bénéficient d'une certaine autonomie. Ils peuvent approuver leurs budgets et publier des règlements dans leur domaine de compétence. Cependant, chaque niveau de gouvernement est subordonné au niveau supérieur : les gouverneurs régionaux sont nommés par le président de la République. Les chefs des organes exécutifs des districts (*akims*) sont responsables auprès de ceux qui les nomment. Les premières élections des *akims* dans les communes rurales ont eu lieu dans 91 % des gouvernements locaux en 2013. En 2018, les communautés de plus de 2 000 habitants ont également reçu des compétences budgétaires (notamment sur les recettes fiscales et des responsabilités en matière de dépenses). Il est prévu d'étendre ces droits budgétaires aux entités de plus petite taille.

Au **Kirghizistan**, l'administration infranationale comprend le niveau municipal – conseils de village (*ayil okhmotus* et *ayil keneshes*) avec des conseils ou organes représentatifs élus –, et deux niveaux d'administration d'État, déconcentrées : a) les districts (*raions*) et les villes d'importance régionale ; b) les régions (*oblasts*) et les villes d'importance nationale. Les administrateurs généraux (gouverneurs) des régions et des districts sont nommés par le Premier ministre. Outre les municipalités, des conseils élus existent dans les deux villes d'importance nationale et dans les villes d'importance régionale et de niveau du district. Dans toutes les villes, les administrateurs généraux sont élus par l'organe représentatif (sur l'ordre du Premier ministre). Les maires des petites communes sont élus par l'organe représentatif – sur l'ordre de l'administrateur général (*akim*) – du district où ils résident.

L'**Ouzbékistan** a un système de gouvernance infranationale à deux niveaux : les gouvernements régionaux et des villes d'importance nationale ; les gouvernements des districts et des villes d'importance régionale. L'organe exécutif (*hokim*) est nommé par l'État, tandis que les conseils (*kengashes*) sont élus localement. La capitale, Tachkent, a un statut régional. La République du Karakalpakstan

Ces dernières années, de nombreuses réformes ont eu un impact sur les CT, soit pour renforcer, soit pour limiter leur autonomie. La principale tendance a été l'expansion de la taille des municipalités, initiée par la plupart des États.

bénéficie d'une plus grande autonomie. Au niveau communautaire, les « assemblées de citoyens » sont présidées par un patriarche local élu (*aksaka*) et bénéficient d'une certaine autonomie.

Au **Tadjikistan**, l'administration infranationale peut être divisée en trois catégories. Il y a tout d'abord les gouvernements des régions de subordination nationale (avec des organes représentatifs élus par les citoyens et un exécutif nommé par le gouvernement central), notamment la capitale. Ensuite, les gouvernements locaux de subordination régionale (organes représentatifs élus par les citoyens et exécutif nommé par le gouvernement régional). Enfin, les gouvernements locaux autonomes pour les communes plus petites (avec un conseil élu par les citoyens et un exécutif nommé par le conseil).

En **Ukraine**, le gouvernement local est structuré au niveau des villes, des communes ou petites villes et des municipalités rurales. Les organes du pouvoir exécutif dans les régions et les districts, comme au Kazakhstan et en Biélorussie, sont intégrés dans la « structure verticale du pouvoir », donc déconcentrés. Le gouvernement central interagit directement avec les régions ; les régions interagissent avec les districts et les villes, tandis que les niveaux de base des gouvernements locaux autonomes (villes, communes et villages) interagissent uniquement avec les organes déconcentrés du pouvoir d'État au niveau des districts.

De nombreuses réformes ont affecté les gouvernements locaux et régionaux des pays d'Eurasie au cours des dernières années. Elles ont soit renforcé, soit réduit leur autonomie. La principale tendance générale a été l'augmentation de la taille des municipalités, à l'initiative de la plupart des États (Géorgie, Azerbaïdjan, Arménie, Ukraine, Fédération de Russie et Kirghizistan). Parmi les arguments en faveur de ces initiatives, on peut citer le manque de gestion des gouvernements locaux de petite taille et leur assiette fiscale limitée, qui entraîne des inégalités fiscales et une incapacité à assurer un financement adéquat pour assurer les services publics locaux. La fusion des CT peut être interprétée simultanément comme un signe de centralisation et de décentralisation. Le processus de fusion dans les pays d'Eurasie produit des effets contrastés. D'une part, l'augmentation de la taille des municipalités éloigne les gouvernements locaux des citoyens, et il devient plus difficile pour les citoyens et les gouvernements locaux de participer

Tableau 3 Principales réformes législatives/réglementaires par pays

Pays	Réformes menées au cours des dix dernières années
Arménie	<p>2009 : Erevan reçoit le statut de ville autonome.</p> <p>2016 : le nombre de municipalités fusionnées est réduit de 11,5 %.</p> <p>2018 : le gouvernement central commence à promouvoir l'intercommunalité. Le projet de loi prévoit la création de syndicats inter-communaux qui seront habilités à exercer des fonctions importantes, déléguées par l'État.</p>
Azerbaïdjan	<p>2009 : les fusions de municipalités initiées par l'État réduisent leur nombre de 40 %.</p>
Biélorussie	<p>Depuis 2016 : progrès graduels vers le renforcement de la gouvernance locale ; les villes sont des acteurs clés pour intégrer l'économie urbaine aux politiques nationales de développement.</p> <p>2018 : l'État affirme que les conditions préalables à la délégation de pouvoirs spécifiques au niveau local sont en place.</p>
Fédération russe	<p>2012 : l'élection directe des gouverneurs régionaux est rétablie (sur décision de l'organe représentatif régional).</p> <p>2012 : la gestion des soins de santé est centralisée du niveau municipal au niveau régional.</p> <p>2014 : le financement de l'enseignement préscolaire est centralisé du niveau municipal au niveau régional.</p> <p>2012-2013 : le gouvernement central réduit significativement la part des recettes fiscales affectée aux gouvernements locaux en faveur des gouvernements régionaux conformément aux responsabilités réassignées.</p> <p>2017 : lancement de la fusion des municipalités de 1^{er} niveau.</p>
Géorgie	<p>2006 : le système d'autonomie locale à deux niveaux est remplacé par un système à un seul niveau (districts et villes).</p> <p>2013 : une réforme inscrit l'autonomie des gouvernements autonomes dans la Constitution.</p> <p>2014 : le Code de l'autonomie locale se substitue à l'ancienne loi sur l'autonomie locale (et renforce la participation locale et l'élection directe des maires).</p> <p>2017 : à l'initiative du gouvernement central, sept villes autonomes sont intégrées à des communautés autonomes et perdent leur statut précédent.</p> <p>2018 : le Parlement et le gouvernement de la Géorgie présentent une nouvelle Vision nationale de la décentralisation et de l'autonomie locale, qui augmente les pouvoirs de décision et les ressources financières des autorités régionales et locales. De nouvelles stratégie et feuille de route pour la décentralisation sont prévues pour un avenir proche.</p>
Kazakhstan	<p>2017 : les premières élections municipales sont organisées au niveau des communes.</p> <p>2018 : les communautés de plus de 2 000 habitants reçoivent des compétences budgétaires (notamment des impôts affectés et des responsabilités en matière de dépenses). Ces compétences budgétaires seront par la suite également accordées aux entités locales autonomes de plus petite taille. Le Parlement décide en outre de ne pas mettre en place l'élection directe des maires des petites communes (<i>akims d'auls</i>).</p>
Kirghizistan	<p>2012 : la réforme législative supprime les organes représentatifs des districts (<i>rayon kenesh</i>) en les transformant en entités déconcentrées. Parallèlement, un processus de fusion de gouvernements locaux autonomes est lancé afin de les renforcer.</p> <p>2018 : les élections directes des maires sont annulées.</p>
Ouzbékistan	<p>2017 : la Réforme administrative souligne la nécessité de renforcer le rôle des entités locales autonomes, d'accroître l'efficacité et l'efficience de leur rôle dans le système d'administration publique.</p>
Tadjikistan	<p>2016 : la Stratégie nationale de développement 2030 vise à décentraliser le gouvernement public, notamment la fiscalité.</p> <p>2017 : les communautés locales autonomes (<i>jamoats</i>) sont dotées de revenus fiscaux propres.</p>
Ukraine	<p>2014 : adoption de la loi « sur la fusion volontaire des communautés territoriales ».</p> <p>2015-2017 : fusions municipales volontaires suivies d'une décentralisation fiscale, administrative et politique, complétée par la Stratégie d'État pour le développement régional 2015-2020. Entre 2015 et janvier 2019, 4 010 gouvernements locaux autonomes ont fusionné en 876 communautés territoriales unifiées¹⁷.</p> <p>2017 : premières élections des maires des communautés territoriales unifiées.</p>

de manière significative aux décisions concernant leurs quartiers. D'autre part, la fusion résout les problèmes des petites municipalités qui n'ont ni les ressources ni les compétences nécessaires pour faire des investissements à grande échelle (par exemple dans la distribution d'eau ou d'énergie) ou pour fournir des biens publics importants sur le plan social (par exemple l'éducation, les soins de santé ou la protection sociale). La solution optimale consiste à créer des associations volontaires de municipalités à vocation spécifique, mais ce sont souvent les gouvernements centraux qui dirigent ces processus (voir le tableau 3).

Responsabilités et compétences des collectivités territoriales pour les ODD

En Eurasie, les CT ont un grand nombre de responsabilités et leur part dans le produit intérieur brut (PIB), 9,4 %, est supérieure à la moyenne mondiale de 8,6 %¹⁶. Bien que dans la plupart des pays la part des dépenses assurées par les CT sur les dépenses publiques semble être assez élevée, en pratique les CT ont un contrôle assez limité de leur politique de dépenses. Ce n'est qu'en Russie et au Kazakhstan que leurs responsabilités sont distinctes du gouvernement central. Dans les autres pays, la répartition des fonctions est plutôt vague et peu claire.

Les compétences non financées constituent un défi majeur dans les pays d'Eurasie. Ils apparaissent lorsque le gouvernement central délègue certaines de ses fonctions *de jure* ou *de facto* à des gouvernements locaux et régionaux sans les doter d'un financement adéquat (c'est le cas en Arménie, au Tadjikistan et au Kirghizistan). Dans certains pays, les compétences sans financement sont interdites par la législation (Russie, Kazakhstan). Cependant, ces dispositions sont souvent enfreintes par le « sous-financement » des fonctions déléguées.

En général, les administrations locales et régionales de tous les pays (qu'il s'agisse d'entités décentralisées ou d'entités déconcentrées) remplissent d'importantes fonctions sociales et de développement, identifiées comme des priorités essentielles dans la région : enseignement général et préscolaire, soins de santé primaires, spécialisés et généraux, logement et équipements, transports publics, urbanisme, loisirs, développement économique et soutien aux petites entreprises.

En Eurasie, les services de base se divisent en deux groupes : d'une part, la gestion des déchets, la distribution d'eau et l'assainissement, sous la responsabilité des CT ; d'autre part, les services de chauffage, dont la gestion est centralisée aux niveaux supérieurs de gouvernement. La principale préoccupation des gouvernements locaux est le manque de financement pour entretenir le réseau existant ou investir dans des infrastructures plus durables. La répartition actuelle des responsabilités dans les pays d'Eurasie provoque des problèmes de gestion. L'entretien et l'exploitation sont confiés à l'échelon inférieur de l'administration, tandis que l'entière responsabilité du fonctionnement se situe à l'échelon supérieur. Par exemple, l'enseignement général et les soins de santé relèvent de la responsa-

bilité du gouvernement régional ou national, tandis que l'entretien du bâtiment scolaire (ou de l'hôpital) relève de l'administration locale ou municipale (Arménie, Azerbaïdjan, Kirghizistan, Géorgie). Ce partage des responsabilités brouille souvent les rôles et rend difficile une gestion efficace. Ainsi, le directeur d'école nommé et payé par le niveau supérieur de gouvernement n'est pas responsable de l'entretien de son école, qui relève de la responsabilité de l'organe exécutif local désigné. Ce modèle de partage des pouvoirs entraîne un manque de coordination et le dysfonctionnement des équipements et services publics.

Ce problème affecte également les infrastructures routières. Si la construction relève de la responsabilité du gouvernement central, l'entretien doit, lui, être assuré par les niveaux inférieurs de l'administration (Tadjikistan, Ouzbékistan, Kirghizistan et Arménie). La mise en œuvre de l'Agenda 2030 concerne donc tous les niveaux de gouvernement mais, comme cela a été décrit plus haut, en Eurasie l'attribution des responsabilités et la définition des stratégies nationales sont principalement imposées par les niveaux supérieurs. Dans ce système de contrôle hiérarchique, le flux d'informations ascendant est restreint aux rapports administratifs, ce qui nuit à l'efficacité de la mise en œuvre et entrave souvent la participation des citoyens. Tous les pays ont mis en place, à divers degrés, des cadres juridiques pour la participation des citoyens. Ceux-ci se limitent souvent à la sécurité et au droit d'accès à l'information, et n'encouragent pas une participation active dans le processus de prise de décision.

Prévenir la détérioration des infrastructures urbaines est une priorité majeure, car son coût ne peut qu'augmenter avec le temps. Une gestion saine, transparente et responsable des ressources locales, et l'accès à un financement à long terme sont essentiels, comme l'ont souligné les rapports précédents.

Financement des gouvernements locaux et régionaux

La section suivante analyse la mobilisation des ressources publiques nationales par les gouvernements locaux et régionaux. D'après les données disponibles, dans de nombreux pays d'Eurasie les administrations régionales sont des investisseurs importants, aux côtés de l'État. En Biélorussie, au Kazakhstan et en Russie, les gouvernements locaux et régionaux représentent 40 % des dépenses publiques. En Ouzbékistan et au Tadjikistan, ils représentent environ un tiers des dépenses publiques et, en Ukraine, 26 %. Dans ces deux groupes de pays, dans certains secteurs (éducation, santé, logement), la part des dépenses des gouvernements locaux et régionaux peut atteindre 70-80 % des dépenses des administrations publiques. Par contre, en Géorgie, l'administration locale représente 18 % des dépenses publiques générales, tandis qu'au Kirghizistan et en Arménie, elle représente respectivement 10 % et 9 %. En Azerbaïdjan, le rôle et les dépenses des gouvernements locaux sont encore plus faibles (voir la figure 1).

Tous les gouvernements locaux des pays d'Eurasie ont des compétences sur la fiscalité locale, divisée entre taxes propres et partagées. L'impôt le plus courant est celui sur le foncier, qui combine la taxe sur le sol et la taxe sur les biens immobiliers des particuliers. Dans la plupart des pays d'Eurasie, l'impôt foncier est administré au niveau local. En Biélorussie, en revanche, c'est un impôt national redistribué dans le cadre des transferts¹⁸. La faible part de la fiscalité locale dans les budgets des gouvernements locaux indique, cependant, que leur autonomie est limitée. Le ratio varie entre 3 % et 8 % en Ukraine, en Russie et au Tadjikistan, et entre 15 % et 20 % en Arménie, en Géorgie et au Kirghizistan.

Les gouvernements locaux restent très dépendants du budget national. La majorité des ressources municipales repose sur la fiscalité partagée et les transferts (dotations et subventions). Les recettes fiscales partagées représentent jusqu'à 20-36 % des revenus locaux en Arménie et en Ukraine, 40-50 % en Géorgie et en Russie, 60-80 % en Ouzbékistan, au Kirghizistan, en Biélorussie et au Tadjikistan. En Russie, au Kazakhstan, en Ukraine, en Géorgie et en Arménie, chaque niveau de gouvernement local et régional reçoit une part fixe des recettes fiscales nationales partagées, définie dans la législation budgétaire. Dans d'autres pays, les taux de partage peuvent varier d'une année à l'autre, ce qui rend la planification des budgets locaux imprévisible et nuit à la transparence des relations entre administrations¹⁹.

Les subventions de péréquation sont la deuxième source de revenu des gouvernements locaux après la fiscalité partagée. Les municipalités des pays d'Eurasie reçoivent deux principaux types de dotations ou subventions : de péréquation (ou à vocation générale) et des subventions ciblées (ou à vocation spécifique). Elles peuvent servir à équilibrer les dépenses et recettes courantes ou uniquement viser les dépenses d'investissement. Dans certains pays, la fiscalité partagée est néanmoins plus importante que les subventions et dotations, dont la part dans les budgets locaux est plus faible.

La Russie, le Kazakhstan, la Géorgie, l'Arménie et l'Ukraine allouent des subventions de péréquation aux gouvernements locaux conformément à la formule de péréquation approuvée au niveau national et accessible au public. Le Kazakhstan est le seul pays où la loi nationale définit les montants des subventions de péréquation pour chaque gouvernement local et pour trois années consécutives. Au contraire, en Biélorussie, en Ouzbékistan et au Tadjikistan, les subventions destinées à équilibrer les dépenses et les recettes locales sont négociées entre les gouvernements locaux et le ministère national des Finances ; elles correspondent à la différence entre les « besoins en dépenses » et les recettes estimées du gouvernement local pour l'exercice budgétaire à venir.

En Russie, en Géorgie, en Arménie et dans d'autres pays, des subventions précises financent les responsabilités déléguées. Des transferts à vocation spécifique peuvent être accordés en cas d'urgence (catastrophes naturelles, environnements et autres, actions militaires, épidémies et autres

urgences) ou d'autres besoins spéciaux imprévus des gouvernements locaux (dans le cas de la Géorgie, par exemple). Des subventions sont accordées aux gouvernements locaux à des conditions de cofinancement afin de les sensibiliser à l'importance de programmes locaux particuliers (Russie, Azerbaïdjan). Les transferts de capitaux fournissent des fonds réservés à des projets d'investissement sélectionnés.

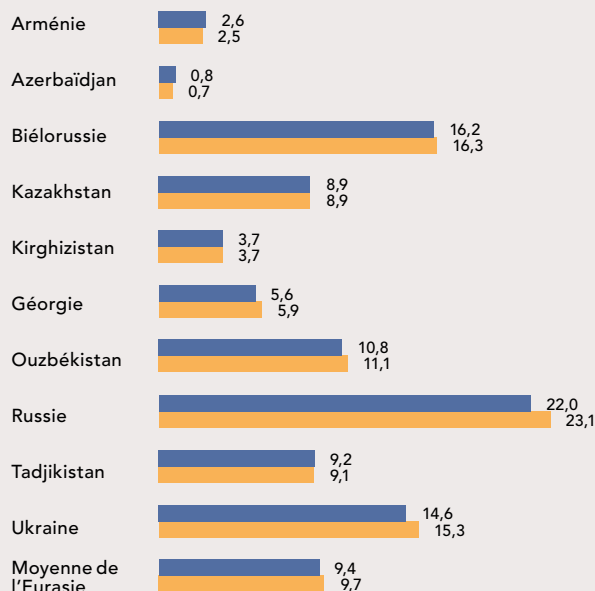
Les investissements directs, en particulier, représentent uniquement 3,2 % en Russie contre 30 % au Kazakhstan et 32 % en Géorgie. En règle générale, en Eurasie les gouvernements régionaux qui bénéficient d'une autonomie financière plus importante sont ceux dont le niveau d'investissement direct est le plus élevé. Les gouvernements locaux ne jouent un rôle significatif que dans les projets de développement en Géorgie. La faible proportion d'investissement direct en Russie peut s'expliquer par le fait que l'État a imposé ces dernières années une augmentation des salaires des employés des gouvernements locaux et régionaux. C'est pourquoi les gouvernements locaux et régionaux russes n'investissent actuellement que les ressources issues des subventions d'équipement transférées par les niveaux supérieurs du gouvernement (le montant de ces subventions est égal au montant des investissements directs). Dans d'autres pays, les subventions d'équipement ne dépassent pas 50 % des investissements. Elles représentent de 4 % en Arménie à 43 % en Géorgie, en passant par 16 % en Ukraine, 28 % en Biélorussie et 36 % au Kazakhstan. D'autres pays n'accordent pas de subventions d'équipement à vocation spécifique aux gouvernements locaux.

Dans les pays d'Eurasie, les capitales sont les plus grands investisseurs. Ainsi, les investissements du gouvernement de Moscou représentent 35 % du total des investissements des gouvernements locaux et régionaux russes²⁰ (alors que la population de Moscou ne représente que 9 % de la population totale). Au Tadjikistan, environ 20 % des dépenses d'équipement au niveau local sont effectuées par la ville de Douchanbé (alors que sa population ne représente qu'environ 10 % de la population totale)²¹. Cette tendance se retrouve également dans d'autres pays.

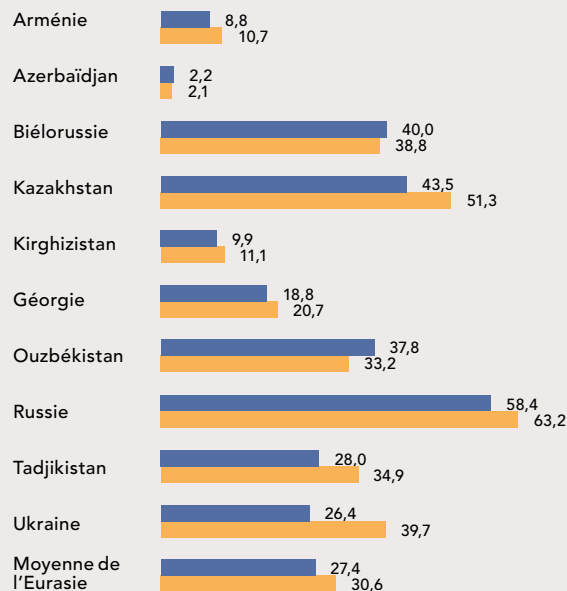
Les investissements locaux sont également financés par les ressources propres des gouvernements locaux et régionaux (notamment les subventions de péréquation) et/ou par des prêts. La Géorgie, le Kirghizistan, la Biélorussie, l'Ukraine et la Russie accordent aux gouvernements locaux le droit d'emprunter sur les marchés financiers dans les limites établies par la législation nationale²². En Arménie et en Azerbaïdjan, il n'y a pas de restrictions formelles sur les emprunts locaux, mais les municipalités ont du mal à attirer des prêts sur le marché, en raison de leur faible capacité fiscale. L'Arménie va bientôt adopter une loi nationale sur les obligations municipales qui pourrait rendre les emprunts locaux plus accessibles aux collectivités (comme au Kirghizistan). D'autres pays limitent les emprunts locaux aux prêts du gouvernement central. Ces prêts remplissent souvent la fonction d'une subvention supplémentaire : bien qu'en règle

Part des recettes et des dépenses des collectivités territoriales dans le PIB et le budget des administrations publiques par pays, 2016

Recettes et dépenses des CT en % du PIB



Recettes et dépenses des CT en % du budget des administrations publiques



■ Part des dépenses des CT dans le PIB
■ Part des recettes des CT dans le PIB

■ Part des dépenses des CT dans les dépenses publiques
■ Part des recettes des CT dans les recettes publiques


Source : OCDE-CGLU (2019), *World Observatory on Subnational Government Finance and Investment*, <http://www.sng-wofi.org/data/>.

générale leur échéance ne doit pas dépasser un exercice financier, ils peuvent dans certains cas être prolongés, voire remis. Cet instrument nuit à la transparence des relations budgétaires entre les administrations ; c'est pourquoi la Géorgie a récemment décidé de ne plus l'utiliser.

Bien que l'autonomie fiscale des gouvernements locaux et régionaux des pays de la région semble limitée, les gouvernements centraux garantissent les ressources et font des investissements croissants dans les infrastructures sociales par le biais d'investissements directs. Cependant, les moyennes dissimulent la disparité économique et fiscale des localités au sein de certains pays d'Eurasie. Ainsi, en Russie, les ressources fiscales régionales par habitant après l'allocation de subventions de péréquation peuvent varier d'un facteur de 1 à 18, tandis qu'au Tadjikistan elles peuvent varier d'un facteur de 1 à 8, et au Kazakhstan (où cette variation est parmi les plus faibles) de 1 à 2²³.

Pour résumer les informations présentées dans cette section, la plupart des gouvernements locaux

et régionaux d'Eurasie disposent de budgets et de capacités d'investissement assez importants, même par rapport à certains budgets nationaux. Les exceptions sont les gouvernements locaux du Kirghizistan, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan.

Les gouvernements locaux russes survivent actuellement à la crise de la dette causée par l'augmentation des salaires des employés et les dépenses supplémentaires imposées par le gouvernement fédéral. Toutefois, le solde budgétaire s'est progressivement amélioré au cours des deux dernières années. 

2.3. Relations de gouvernance multiniveaux pour la mise en œuvre des agendas mondiaux

Comme noté précédemment, la caractéristique commune de la mise en œuvre des ODD dans les pays d'Eurasie est la persistance d'une approche essentiellement centralisée. Les plans de développement local, par exemple, sont généralement élaborés dans le cadre de stratégies nationales. En outre, le gouvernement central fournit une assistance méthodologique et coordonne (ou même approuve) les stratégies de développement infra-nationales. Il accorde également des subventions pour la mise en œuvre des stratégies. De plus, les organisations et agences internationales de donateurs jouent souvent un rôle essentiel pour financer la mise en œuvre des projets.

Cérémonie de remise des prix « Civil Society Champions » à Minsk, en Biélorussie, en 2018 (photo : Viasna Pravaabarončy ĆCentr, t.ly/eYzON).



Des décennies d'économie centralisée et planifiée ont installé un système de répartition spatiale des industries et de la main-d'œuvre dans les pays d'Eurasie, qui s'est rapidement révélé inadapté à un marché ouvert. La profonde transformation économique qui a suivi le démantèlement de l'économie planifiée a inévitablement conduit à la réaffectation des personnes, en général, et entre les zones urbaines et rurales. Cela a eu un impact notable sur la planification urbaine et territoriale. Dans le contexte eurasiatique, les critères d'efficacité avaient imposé l'implantation de zones industrielles au cœur de l'espace urbain des grandes villes. Cela a eu un impact significatif sur la qualité de vie, la sécurité et la santé, ainsi que la disponibilité des espaces publics, des zones communes et de loisirs. L'augmentation des prix sur le marché des terrains urbains a déclenché un processus de conversion post-industrielle. Les industries et zones dangereuses ont quitté les centres-villes, ce qui a ouvert de nouvelles possibilités de diversification au cœur de la vie urbaine. La transition vers une économie de marché a amené les pays eurasiens à repenser la politique et la planification urbaines en cohérence avec les défis mondiaux du développement urbain actuel.

En outre, dans tous ces pays de la région, l'aménagement urbain et spatial est directement régi par les lois et réglementations définies au niveau de l'État central. La Russie, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan ont adopté des codes de développement urbain. D'autres pays ont créé des lois qui réglementent le développement urbain et son architecture. Dans la plupart des pays, cependant, le rôle des gouvernements locaux et de la société civile dans la planification effective du développement urbain est assez limité, car il manque d'un cadre clair et formel, et de pouvoirs correspondants. La société civile a rarement été activement impliquée dans le processus de prise de décision, et les approches descendantes dominent.

Les agendas mondiaux ont néanmoins, dans une certaine mesure, réussi à influencer les documents stratégiques et la planification de la plupart des pays d'Eurasie. Au moins cinq d'entre eux ont, par exemple, envoyé des rapports nationaux à Habitat III afin de se préparer pour le Nouvel Agenda urbain : l'Arménie en 2014, la Biélorussie et le Kirghizistan en 2015, le Kazakhstan et le Tadjikistan en 2016. Ces rapports révèlent toutefois un manque important

de collaboration entre le gouvernement national et les gouvernements locaux en matière de développement urbain et de prise de décision²⁴.

Certains pays ont officiellement agi pour combler ces lacunes. La **Biélorussie**, par exemple, fait techniquement participer les trois niveaux de gouvernement à la mise en œuvre de sa politique urbaine, conçue selon les principes du Nouvel Agenda urbain. Toutefois, l'impact réel des décisions prises au niveau local est relativement faible, car tous les plans de développement local doivent être approuvés par les organismes spécialisés de l'État central. Le système administratif centralisé réduit la capacité des villes à adapter les plans de développement à l'évolution rapide des conditions sociales, économiques et environnementales.

En outre, la dépendance financière du niveau local à l'égard des transferts et de l'aide du niveau central entrave la mise en œuvre efficace des principes et des objectifs du Nouvel Agenda urbain ou des ODD. L'organisation territoriale particulière de l'Eurasie a également eu un impact sur l'application de la politique de développement dans la région. Les États ont mis en œuvre plusieurs mesures pour lutter contre la crise. Nombre d'entre elles soutiennent explicitement ce que l'on appelle les « entreprises – villes », c'est-à-dire les activités économiques qui deviennent les principaux « contribuables » et « employeurs » d'une ville, et forment ainsi un lien direct avec le bien-être des communautés. Ce type de lien mutuel a permis à de nombreuses petites agglomérations urbaines d'entretenir une performance économique relativement régulière sans sacrifier les services publics et sociaux de base. De même, le gouvernement biélorusse a essayé de renforcer le développement des villes moyennes et intermédiaires dans tout le pays : le gouvernement central a créé des avantages fiscaux pour attirer les investisseurs, les entreprises et les emplois dans des zones urbaines spécifiques. Le rapport Habitat III de la Biélorussie admet toutefois qu'il reste encore beaucoup à faire. La décentralisation et le renforcement de l'autonomie des CT sont essentielles pour améliorer l'efficacité de la planification et des stratégies de développement urbain. Le pays doit définir des rôles clairs, réglementer le transfert des pouvoirs et des responsabilités à chaque niveau de gouvernement local et régional afin que ces entités puissent participer au développement et à la planification urbaine en Biélorussie.

La situation est similaire dans les Républiques d'Asie centrale. Au **Kazakhstan**, la politique de développement urbain et la distribution du pouvoir sont centralisées. La législation nationale impose encore des contrôles stricts sur les initiatives locales, même en ce qui concerne la planification et le développement des villes et des territoires. Les plans de développement régional et urbain d'importance nationale doivent être menés exclusivement par un nombre limité d'organisations et d'agences contrôlées par l'État. Cependant, l'intérêt croissant de la société civile du Kazakhstan pour une planification plus équitable, accordant plus d'autonomie au niveau local, a fait avancer l'idée d'un processus

de développement urbain plus décentralisé pour mieux répondre aux priorités et besoins locaux.

Le rapport national que le **Kirghizistan** a envoyé à Habitat III en 2015 a décrit les engagements que le pays a pris conformément aux principes qui allaient former l'épine dorsale du Nouvel Agenda urbain. Depuis lors, le gouvernement national a approuvé une Stratégie pour le développement régional, qui reconnaît le principe de subsidiarité et aborde la décentralisation, en offrant aux entités locales autonomes des incitations au développement économique et social. Malgré ces engagements, la mise en œuvre de la politique urbaine demeure un processus centralisé au Kirghizistan. Le gouvernement national conserve des pouvoirs étendus dans l'identification des territoires à potentiel de croissance, l'élaboration de leurs stratégies de développement, la définition du soutien à l'investissement et l'exécution des plans. Ce processus « sélectif » s'inscrit dans la stratégie nationale de réduction des dotations vers les gouvernements locaux, tout en soutenant ouvertement les villes et les régions qui présentent des taux de croissance élevés, ce qui institutionnalise pratiquement l'inégalité du développement territorial.

La politique de développement urbain et sa mise en œuvre sont également centralisées au **Tadjikistan**. Les plans urbains et régionaux doivent être conçus dans le cadre d'une réglementation et d'une législation nationales strictes. L'élaboration technique des plans et des stratégies est même monopolisée par une agence nationale d'État (*Shahrofar*). S'il est vrai qu'elle travaille en collaboration avec les gouvernements locaux concernés, les responsabilités réelles de ces derniers se limitent à fournir les informations nécessaires à la mise en œuvre des plans. Les régions les plus prospères doivent payer elles-mêmes les services du *Shahrofar*. Les régions pauvres reçoivent une aide du gouvernement central pour couvrir (partiellement ou totalement) les coûts. Ce mécanisme a été au cœur des plans de développement urbain mis en pratique par plus de trente comtés tadjiks ces dernières années. L'**Ouzbékistan** est attentif aux questions de développement régional et urbain, d'une façon singulière. D'une part, comme dans le reste de l'Eurasie, le gouvernement national a toujours centralisé l'élaboration des plans de développement ainsi que le financement de leur mise en œuvre. En outre, les stratégies de développement territorial ne sont que très librement adaptées aux valeurs et principes des agendas mondiaux, qu'il s'agisse des ODD ou

Le système administratif centralisé réduit la capacité des villes à adapter les plans de développement à l'évolution rapide des conditions sociales, économiques et environnementales.

La dépendance financière des gouvernements locaux à l'égard des transferts et de l'aide fournis par les gouvernements centraux représente un obstacle à la mise en œuvre des principes et des objectifs envisagés par le Nouvel Agenda urbain et les ODD.

du Nouvel Agenda urbain. D'autre part, le gouvernement a également accordé une attention particulière au développement économique des territoires concernés, en se concentrant sur l'investissement dans les infrastructures publiques (routes, ingénierie, etc.) et sur le soutien direct aux entreprises publiques situées dans des villes « sélectionnées » susceptibles de stimuler le développement de leurs territoires par entraînement.

Conformément à l'approche descendante de l'administration publique traditionnelle en **Russie**, la politique de développement régional est centralisée et doit suivre la Stratégie nationale d'aménagement territorial (en cours d'actualisation), qui prévoit d'améliorer la distribution spatiale de la population et les priorités d'implantation des industries. Les instruments de développement régional comprennent les zones économiques spéciales, les territoires de développement avancé, les zones de développement régional, les pôles territoriaux, les agglomérations urbaines et les documents d'orientation aux niveaux des sujets de la Fédération de Russie et des entités municipales. Les gouvernements régionaux élaborent ensuite des stratégies de développement détaillées, qui doivent tenir compte des propositions des gouvernements municipaux pour l'attribution de dotations aux entreprises locales et aux infrastructures sociales, de transport et communales²⁵. En ce qui concerne les politiques urbaines, le gouvernement fédéral s'est concentré ces dernières années sur l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies conçues spécifiquement pour les villes mono-industrielles, identifiées comme le segment le plus vulnérable du système urbain du pays. Les villes de grande taille (et relativement prospères) n'ont pas suscité l'intérêt du gouvernement fédéral. En définitive, l'approche adoptée par le gouvernement fédéral et les gouvernements régionaux est « paternaliste », dans la mesure où le développement urbain et territorial repose sur des transferts ciblés vers des villes ou des agglomérations capables de fonctionner comme des « moteurs de croissance » sur leur territoire, et sur le suivi des dépenses et de l'investissement de ces fonds. Les villes russes, qui font partie d'un pays vaste et complexe, ont néanmoins été plus volontaires dans la conception et la mise en œuvre de leurs propres plans de développement urbain, et certaines sont allées jusqu'à essayer de prendre en

charge elles-mêmes les coûts associés. Depuis 2018, elles ont été nombreuses à commencer à actualiser leurs stratégies urbaines à l'horizon 2030. Nombre de ces stratégies urbaines sont compatibles avec l'Agenda urbain national et ses principes.

Les stratégies de développement régional au niveau des Républiques fédérées respectent la structure fédérale du pays, mais sont en dernier ressort soumises à l'approbation du ministère fédéral du Développement économique. Cependant, les organes et gouvernements municipaux sont pleinement responsables de leurs propres plans. Les gouvernements fédéraux et régionaux organisent même des concours entre municipalités pour sélectionner les meilleures stratégies urbaines. Kinel, Stary Oskol et Kirovo-Tchepetsk ont remporté la dernière édition du Concours national de stratégies municipales en 2018²⁶. Les lauréats de ce type d'initiative reçoivent généralement une aide financière et un soutien institutionnel pour mettre en œuvre leurs stratégies²⁷.

La situation en matière de décentralisation et d'organisation multiniveaux est un peu plus variée dans les pays du Caucase. En **Arménie**, la décentralisation de la politique de développement urbain a commencé en 2011, lorsque l'approbation finale des documents stratégiques urbains a été transférée du niveau central au niveau municipal. Mais, avant d'entrer en vigueur, les lois sur le développement urbain nécessitent au préalable l'accord d'un certain nombre d'organismes et d'agences dirigés par l'État central. Le rapport Habitat III du pays annonçait la décentralisation de l'élaboration des programmes de développement des communes visant à améliorer l'autonomie locale. Actuellement, 42 villes sur 49 et 30 communes rurales sur 866 ont adopté leurs plans de développement.

En **Azerbaïdjan**, la politique d'urbanisme a également une structure centralisée. Le gouvernement national a élaboré et mis en œuvre un Programme national de développement socio-économique des régions pour 2014-2018 qui encadre les infrastructures de transport interrégionales, urbaines, et au sein des districts. De même, le gouvernement a mis en place un autre projet de développement urbain à grande échelle avec l'initiative *White City* de Bakou par le biais d'un décret présidentiel. La décentralisation reste largement une idée abstraite pour l'État central, qui est plus conscient du rôle potentiel des gouvernements locaux que de leur rôle réel dans le développement économique des villes et des régions. Parallèlement, les rôles et compétences des unités de gouvernement local dans la mise en œuvre des projets de développement restent délibérément flous.

La **Géorgie** est particulièrement intéressante à cet égard, en ce qu'elle montre une forme de « concurrence » entre le niveau local et le niveau national. D'une part, le système est organisé de sorte que les CT ont le dernier mot sur les stratégies de développement urbain. Mais, d'autre part, depuis le milieu des années 2000, l'État central est devenu un acteur majeur. Le niveau central est à l'origine de nombreux projets de développement,



Centre de Tbilissi, Géorgie
(photo : Jelger, bit.ly/31ZJhBJ).

dont la plupart concernaient la capitale et qui l'ont radicalement transformée. Le gouvernement de Tbilissi a récemment préparé une nouvelle Stratégie de développement urbain à l'horizon 2030, et l'a alignée sur les principes et objectifs du Nouvel Agenda urbain. Les conseils municipaux ont récemment obtenu la compétence d'examiner les plans nationaux de développement urbain avant leur lancement officiel, ce qui a marqué une nouvelle étape dans l'équilibre des pouvoirs entre les différents niveaux. Le Programme de développement régional de la Géorgie 2018-2021²⁸, récemment adopté par le gouvernement central, a également mis à jour les objectifs de développement de la politique régionale et urbaine. Ces objectifs prévoient la coopération entre municipalités urbaines, pour mettre en place des cadres juridiques et institutionnels afin d'encourager, développer et exécuter des projets intégrés. Le Programme fera participer les gouvernements municipaux, en mettant l'accent sur le rôle que les grandes villes peuvent jouer en tant que « pôles » pour les projets intermunicipaux dans leurs régions métropolitaines – et pour entretenir des partenariats urbains-ruraux plus équitables.

Enfin, l'**Ukraine** possède un mécanisme légèrement plus coopératif avec des mécanismes institutionnels transversaux. La planification du développement urbain doit se conformer aux principes de

la Charte de Leipzig sur la ville européenne durable de 2007 et ne nécessite aucune coordination avec les agences ou entités du gouvernement national. De nombreuses villes ukrainiennes ont pu élaborer leurs propres plans, souvent avec l'aide financière et stratégique d'organisations internationales, et en s'appuyant notamment sur une collaboration efficace entre les ONG, la société civile et les gouvernements locaux. Bien que ce mécanisme ait permis d'augmenter l'autonomie locale, le manque de coordination institutionnelle avec le gouvernement central pose des problèmes de viabilité et de rentabilité à long terme pour de nombreux plans locaux. 🕒

3. La contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD

Comme indiqué dans l'introduction, les CT d'Eurasie ont mis en œuvre des initiatives pour soutenir les différentes dimensions des ODD. L'un des principaux défis après l'éclatement de l'Union soviétique a été de restaurer et d'améliorer les services locaux et les services publics urbains, afin d'assurer le bien-être des communautés locales tout en protégeant l'environnement.

Il faut rappeler que, dans les années 1990, de nombreux gouvernements n'ont pas pu maintenir le même niveau de services publics gratuitement ou à des prix inférieurs au marché. En conséquence, les infrastructures des services publics n'ont pas été renouvelées, ce qui a entraîné une détérioration de leur qualité. Les bas salaires ont provoqué l'exode des professionnels de santé et des enseignants, les services de distribution de l'eau sont devenus instables dans de nombreuses villes et les installations de traitement des eaux usées et d'élimination des déchets solides ont cessé de fonctionner. Les services locaux de chauffage ont été interrompus dans de nombreuses villes du Caucase et d'Asie centrale, y compris dans les capitales²⁹.

Les CT de la région ont dû également faire face à l'augmentation des inégalités territoriales, aux problèmes liés à la gestion urbaine et aux défis environnementaux. Les réformes des années 1990 ont provoqué une forte polarisation et créé d'énormes écarts entre les régions centrales et périphériques. Au cours des dernières années, les grandes villes et les régions dynamiques qui les entourent ont concentré la plupart des investissements. Elles sont devenues des centres clés pour les transports, le commerce, l'entrepreneuriat, la technologie, l'innovation, et bénéficient d'économies diversifiées. Dans les pays les moins développés, les capitales concentrent également une part importante des transferts budgétaires nationaux et, par conséquent, attirent une grande partie de la richesse et des investissements. Mais les régions situées en dehors de ces zones dynamiques ont perdu une partie de leur population et de leur attractivité, et nombre de leurs villes intermédiaires déclinent, ce qui pousse les jeunes et les personnes les plus qualifiées à les quitter³⁰.

Parallèlement, les politiques centralisées continuent d'affaiblir l'efficacité des gouvernements locaux et à entraver la participation des citoyens à la prise de décision au niveau local. L'État central exerce

un contrôle considérable sur les CT par le biais des programmes nationaux de développement. Bien que ces programmes soient généralement soutenus par des transferts, ces initiatives entraînent souvent pour les CT des responsabilités non financées, ou partiellement financées. Cependant, les villes et les régions mettent également en œuvre un large éventail d'initiatives indépendantes et s'efforcent d'être efficaces afin de respecter les contraintes budgétaires.

Cette section analysera le rôle des CT dans la sensibilisation aux agendas mondiaux et présentera des exemples d'initiatives de CT qui contribuent à relever les défis du développement durable et du développement urbain dans leurs pays. 🌐

Une employée du métro d'Almaty, Kazakhstan (photo : Marco Fieber, bit.ly/2AXzPmq).



3.1. Comment les collectivités locales, leurs associations et réseaux, contribuent à diffuser les ODD et à favoriser l'appropriation locale

Les exemples suivants montrent comment les CT eurasiennes et leurs réseaux peuvent agir, ce qu'ils font pour favoriser le développement durable et améliorer la qualité de vie de leurs villes et communautés. Des associations de gouvernements locaux n'ont été créées et ne fonctionnent que dans la moitié des pays d'Eurasie. Elles comprennent l'Association nationale des autorités locales de Géorgie, l'Association des petites villes d'Ukraine³¹, l'Association panukrainienne des conseils locaux, l'Association des villages et l'Association des villes du Kirghizistan, ainsi que plusieurs associations de villes en Russie, comme le Congrès panrusse des municipalités³² et le Conseil de gouvernements locaux³³, l'Union des villes russes³⁴, l'Union des petites villes³⁵ et l'Association des petites et moyennes villes de Russie³⁶, ainsi que de nombreuses associations régionales russes. Il n'y a pas encore d'associations de gouvernements locaux en Biélorussie, bien que le Parlement ait organisé en décembre 2018 un séminaire sur la création d'associations de conseils locaux, en partenariat avec le Conseil de l'Europe. Il existe également une section régionale de CGLU – CGLU Eurasie – qui regroupe nombre de ces associations ainsi que des villes de toute la région.

L'association internationale Assemblée des capitales et des grandes villes a été créée en 1998 afin de favoriser le renforcement des capacités au sein des gouvernements locaux. Elle rassemble des villes de presque tous les pays de la CEI :

55 villes en Russie, 11 au Kazakhstan, 10 en Ukraine, 4 en Biélorussie, 3 en Géorgie, 2 au Kirghizistan, une au Tadjikistan et une en Arménie. Son activité prioritaire consiste à mettre en œuvre des projets et programmes de développement urbain durable. Le programme *City to City* promeut l'apprentissage entre pairs et l'échange d'expériences à travers l'intégration et la coopération dans ce domaine.

Bien que les associations de gouvernements locaux soient peu présentes en Eurasie, les initiatives régionales visant à promouvoir le développement durable et à favoriser l'appropriation des ODD chez les parties prenantes locales prennent une importance croissante. Les associations et réseaux nationaux et internationaux de gouvernements locaux jouent un rôle significatif à cet égard, en contribuant à la mise en œuvre des ODD au niveau local. En 2016, les villes membres de l'Association des petites et moyennes villes de Russie ont publié une déclaration commune sur le renforcement de l'efficacité énergétique et le développement durable comme bon exemple d'appropriation des ODD³⁷. Elle démontre l'engagement des villes de Russie, en particulier envers les ODD 7 et 11, et reflète leur vision selon laquelle le développement urbain durable conduit à un développement économique plus durable, à une plus grande disponibilité, compétitivité et fiabilité de l'approvisionnement énergétique, et à la préservation de l'environnement. En octobre 2018, la section eurasiennne de CGLU a organisé le Congrès des gouvernements locaux d'Eurasie dans le but de sensibiliser les autorités locales aux ODD et de les faire participer à leur mise en œuvre. Des représentants de dix pays et de plus de soixante-dix villes, ainsi que des associations de gouvernements locaux et des experts internationaux ont participé à cet événement. Les dirigeants locaux et régionaux ont pu y échanger leurs expériences et bonnes pratiques en matière de mise en œuvre des ODD. Un séminaire de formation sur la localisation de ceux-ci, destiné aux municipalités et aux associations de gouvernements locaux, a formé des experts qui continueront ensuite à sensibiliser les autorités locales et régionales à leur importance³⁸.

Les initiatives des associations de gouvernements locaux visant à promouvoir le développement durable et à créer une appropriation locale des ODD sont de plus en plus importantes.

Toujours en 2018, le 2^e Forum des villes russes sur le climat s'est tenu à Moscou pour sensibiliser au besoin d'une action urgente en matière d'adaptation au changement climatique³⁹. Il a réuni des délégations de trente-six régions russes et des Républiques de Kalmoukie et des Komis, et les régions de Carélie, Kalouga, Mourmansk et Toulou ont présenté leurs écostratégies, ainsi que les pratiques régionales pour le développement des territoires naturels et les solutions technologiques pour la conservation du climat. Ce forum a pour but de devenir une plateforme permanente d'échange de bonnes pratiques sur la voie du développement urbain durable.

Dans certains pays, les efforts de sensibilisation à l'importance des ODD ouvrent des espaces de dialogue au-delà des institutions gouvernementales. En Russie, par exemple, la communauté universitaire est de plus en plus sensibilisée aux ODD et au rôle des CT dans ce domaine. En février 2018, une conférence intitulée « Adaptation des ODD aux conditions et priorités des villes russes » a été organisée conjointement par l'Union des villes russes et l'École supérieure d'économie pour débattre sur les moyens d'intégrer les ODD aux documents stratégiques des villes et des régions, ainsi qu'à la mise en place d'un système de données statistiques pour suivre les ODD et leur mise en œuvre dans les programmes d'enseignement russes. Les participants ont souligné la nécessité d'intégrer les indicateurs des ODD aux stratégies de développement et systèmes de gestion et de présentation de rapport des villes⁴⁰. Dans la même dynamique, en octobre 2018, Saint-Petersbourg a accueilli la conférence « Résilience urbaine et régionale : stratégies pour le succès ».

Les initiatives régionales de niveau européen s'étendent également dans la région. Les 22 et 23 novembre 2018, Kiev a accueilli une grande conférence régionale sur les « Villes pour une croissance durable », organisée conjointement par la Convention des maires pour le climat et l'énergie⁴¹ et Mayors for Economic Growth. Elle a permis d'explorer le lien entre climat, énergie et développement économique, et de débattre des perspectives futures du soutien de l'UE à la croissance durable au niveau local⁴². Plus de trois cent cinquante représentants d'autorités locales et nationales, d'associations de gouvernements locaux et d'autres parties prenantes d'Arménie, d'Azerbaïdjan, de Biélorussie, de Géorgie et d'Ukraine ont participé à cet événement. Quarante-vingt-dix-neuf collectivités locales en Ukraine, cinq en Géorgie, vingt-neuf en Biélorussie, dix en Arménie et une en Azerbaïdjan ont exprimé leur engagement pour atteindre l'objectif global de réduction des émissions de CO₂⁴³.

Afin de défendre les intérêts des CT auprès des États et des institutions internationales en faveur de la localisation, les associations nationales d'autorités locales de Géorgie, de Moldavie et d'Ukraine, ont signé en juin 2017 à Kiev, en Ukraine, un protocole d'entente afin d'unir leurs efforts pour renforcer l'efficacité et la responsabilité des gouvernements locaux et de montrer leur volonté de se positionner à l'avant-garde de la démocratie locale.



L'Arménie, avec le soutien du PNUD, a créé son propre Observatoire national des catastrophes à Erevan pour soutenir les politiques de prévention et d'atténuation des risques (photo : PNUD-Arménie, bit.ly/33e4Aj7).

La cérémonie de signature du protocole d'entente a été organisée par le programme Partenariat pour une bonne gouvernance (2015-2017), soutenu par le Conseil de l'Europe. L'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Biélorussie l'ont également signé⁴⁴. On peut observer la mise en place d'alliances et de partenariats entre les gouvernements locaux des pays voisins dans la conception et la mise en œuvre du Programme d'appui à la coopération territoriale du partenariat Est (EaPTC, selon les sigles en anglais) en 2016 et 2017⁴⁵. L'objectif général de ces programmes est de renforcer la coopération entre régions frontalières, afin de favoriser leur développement social et économique. Les programmes EaPTC abordent des questions de développement local et régional, telles que l'environnement, l'emploi, la santé et d'autres domaines d'intérêt commun. La coopération entre l'Arménie et la Géorgie dans le cadre du programme EaPTC a considérablement amélioré la compréhension entre ces pays, en faisant participer les communautés locales des régions frontalières à un dialogue multiculturel, en brisant les stéréotypes et en cultivant la confiance entre communautés voisines⁴⁶. Les gouvernements locaux de la région Eurasie développent également des alliances et des partenariats avec d'autres parties prenantes internationales afin de soutenir la localisation des ODD. La capitale de la Géorgie, Tbilissi, a fait preuve d'initiative en matière de développement durable en rejoignant le programme *100 Resilient Cities*. C'est la première ville d'Europe de l'Est post-soviétique à intégrer ce réseau ; elle recevra un soutien financier et technique pour élaborer et mettre en œuvre sa stratégie de résilience⁴⁷. 

3.2. Initiatives impulsées par les CT pour localiser les ODD

Comme mentionné dans l'introduction, les CT eurasiennes ont lancé des initiatives qui ont contribué à la localisation des ODD. Cette section donne un aperçu des efforts que déploient les CT pour répondre aux défis de l'Eurasie, notamment pour améliorer les services publics, promouvoir un développement économique durable, lutter contre les inégalités territoriales croissantes et faire face aux questions environnementales urgentes. Dans la plupart des pays de la région, les efforts des CT pour mettre en œuvre les ODD bénéficient du soutien et du cofinancement d'organisations internationales.

Initiatives des CT pour aligner les plans de développement locaux sur les ODD

Les initiatives impulsées par les CT répondant aux principaux défis de la région contribuent *de facto* à la localisation des ODD, même si les CT ne sont pas totalement familiarisées avec les agendas mondiaux. Les défis qu'elles relèvent sont décrits dans les stratégies de développement urbain qui, dans la plupart des pays d'Eurasie, doivent être élaborées conformément à la législation nationale. La plupart des objectifs stratégiques des CT peuvent être regroupés en trois catégories, qui sont en étroite corrélation avec les ODD. Premièrement, le développement humain – par exemple promouvoir la création d'emplois, réduire la pauvreté, assurer le bien-être des communautés ou fournir une protection sociale avec une assistance sociale ciblée aux groupes les plus vulnérables, ainsi que l'éducation des enfants handicapés, la promotion de modes de vie plus sains et le soutien aux organisations à but non lucratif à vocation sociale pour garantir que « personne n'est laissé pour compte » (ODD 1, 4, 11).

Deuxièmement, les stratégies locales pour améliorer l'environnement urbain, notamment : éliminer les logements délabrés, équiper les immeubles résidentiels et les bâtiments administratifs pour accueillir les personnes handicapées, ainsi que reconstruire les réseaux d'approvisionnement en eau, les systèmes de traitement des eaux et de chauffage central vétustes, et mettre en place des technologies afin d'économiser l'énergie (ODD 11, 6, 7).

Enfin, les plans reflètent le besoin d'adopter une approche novatrice du développement urbain pour promouvoir des villes agréables à vivre et axées sur les personnes, notamment en préservant le patrimoine, en créant des espaces publics, en réduisant les activités industrielles et la circulation dans le centre-ville, en améliorant les systèmes d'assainissement urbain (ODD 11).

En Arménie, par exemple, toutes les municipalités adaptent leurs plans de développement, comme la Stratégie de développement d'Erevan 2019-2023 (adoptée en 2018)⁴⁸. En Biélorussie, des stratégies de développement durable ont été élaborées pour les six régions et un grand nombre de villes et de districts, par exemple le Plan stratégique 2020 de Minsk pour le développement durable (adopté en 2005)⁴⁹, et la Stratégie de développement 2025 de la région de Vitebsk (adoptée en 2015)⁵⁰. L'objectif stratégique de Minsk, en particulier, est basé sur la formule « Cinq villes en une », qui fait référence à cinq priorités de développement pour atteindre les ODD : la « Ville saine et aux standards sociaux élevés » (ODD 3), la « Ville du savoir et des technologies » (ODD 9), la « Ville attrayante pour l'entrepreneuriat et l'investissement » (ODD 8), la « Ville des communications internationales » (ODD 17) et la « Ville intelligente pour faciliter la vie et la communication avec ses citoyens » (ODD 16)⁵¹.

La plupart des CT russes ont également adopté des programmes de développement locaux, par exemple la Stratégie de développement à l'horizon 2030 de la ville de Kalouga, adoptée en 2011 et modifiée pour la dernière fois en 2018⁵². Au Kazakhstan, les gouvernements des villes sont tenus d'élaborer leurs propres programmes de développement urbain sur cinq ans. C'est également le cas en Ukraine, où les régions et les grandes villes visent aussi à élaborer leurs propres stratégies de développement, par exemple la Stratégie de développement à l'horizon 2022 d'Odessa (adoptée en 2013)⁵³. Parmi les autres exemples de stratégies locales de développement durable, on peut citer la Stratégie de développement à l'horizon 2020 d'Almaty au Kazakhstan (adoptée en 2017)⁵⁴, le Plan d'action de Roustavi pour le développement énergétique durable en Géorgie (adopté en 2012)⁵⁵, Tachkent-2025, en Ouzbékistan⁵⁶, ou la

Stratégie de développement 2014-2018 de Bichkek au Kirghizistan (adoptée en 2013)⁵⁷. Ces plans locaux tiennent compte des principes du développement durable et ont été élaborés par des groupes de travail avec la participation d'ONG et de la société civile dans des pays comme l'Ukraine, l'Arménie, la Géorgie et le Kirghizistan. Dans le cas de la stratégie de développement de Bichkek, par exemple, plus de vingt groupes de discussion ont été organisés avec des citoyens, des dirigeants d'ONG, des comités de communautés locales, des représentants des entreprises, des jeunes ainsi que des établissements de santé et d'enseignement, entre autres parties prenantes.

Le rôle des collectivités territoriales dans la promotion de politiques inclusives pour s'assurer que « personne ne soit laissé pour compte »

Comme mentionné précédemment, les CT d'Eurasie sont en train de prendre des mesures pour relever les défis relatifs au développement humain afin de faire face aux menaces pour la dignité et les droits de leurs communautés. Consciente de l'interconnexion de ces défis, la ville de Kazan en Russie, par exemple, promeut le développement durable à travers des initiatives complémentaires qui s'articulent autour de trois lignes d'action autour des ODD 3 et 11. Tout d'abord, l'initiative « Cultiver la diversité » vise à célébrer et mettre en valeur le patrimoine multiculturel et multiethnique de la ville. Elle s'est traduite par la création d'un outil en ligne pour cartographier la localisation des ODD dans la ville et la région et la création de la Maison de l'amitié des nations, qui offre des bibliothèques, des conférences et des salles de concert (ODD 11). Deuxièmement, le développement environnemental vise à garantir l'accès universel à des espaces publics sûrs, inclusifs et accessibles (ODD 11). Troisièmement, l'initiative « Ville saine » vise à soutenir une alimentation saine pour les enfants, à moderniser les établissements de santé et à construire des installations sportives (ODD 3).

En Russie, par exemple, les villes de Kalouga et de Yakoutsik contribuent directement à l'ODD 1 en mettant en œuvre des politiques sociales pour lutter contre la pauvreté sur leurs territoires. À Kalouga, 1 200 familles nombreuses ont obtenu gratuitement la propriété de terrains pour y construire des logements et plus de vingt types d'allocations et de compensations sont versés aux familles avec enfants, tandis qu'à Yakoutsik, la ville la plus froide de Russie, le gouvernement municipal a lancé une campagne de volontariat pour collecter des articles de survie essentiels et les livrer aux personnes dans le besoin.

Les CT de la région assument également des responsabilités en matière de soins de santé. La ville de Rostov-sur-le-Don, par exemple, a contribué à l'ODD 3 en créant dix centres de santé qui accueillent plus de 100 000 personnes par an⁵⁸. Leur objectif est de promouvoir des modes de vie sains et d'assurer plus de 50 000 tests de dépistage chaque année. Dans la ville de Noursoultan, au Kazakhstan,

cinquante et une cliniques ambulatoires seront ouvertes dans le cadre du projet « Un médecin près de la maison ». L'objectif de ce projet est d'assurer aux citoyens des services médicaux accessibles en un maximum de vingt minutes à pied. Les cliniques ambulatoires offriront une assistance médicale primaire : vaccination, certificats médicaux, hôpital de jour, échographies ou électrocardiogrammes, entre autres services⁵⁹. En Ukraine, la ville d'Odessa met également en œuvre des initiatives liées aux soins de santé dans le cadre de sa stratégie de développement à l'horizon 2022. Ces initiatives concernent notamment le lancement d'un système de médecine familiale, la mise en œuvre d'un programme de soins médicaux d'urgence, la construction d'un hôpital d'urgence, la reconstruction de l'hôpital pour enfants de la ville et l'amélioration des installations et de leurs capacités (avec de nouveaux équipements pour le centre périnatal nouvellement créé et la mise en place d'un système d'information unifié d'enregistrement électronique et de dossiers médicaux électroniques).

Les CT eurasiennes progressent également dans la réalisation de l'ODD 4 en offrant à leurs populations des possibilités d'éducation à différentes étapes de la vie qui correspondent aux défis rencontrés sur leurs territoires. Au Tadjikistan, par exemple, les faiblesses des services d'éducation de la petite enfance restent un sujet de préoccupation majeur. Pour résoudre ce problème, les CT s'engagent activement dans la construction d'établissements préscolaires sur leurs territoires. Le gouvernement local de la ville de Pendjikent a, par exemple, ouvert un jardin d'enfants à trois étages en 2019. Ce centre

Habitantes de Rostov-sur-le-Don, en Russie (photo : Victor Dubilier, t.ly/jz8Rb).



offrira un enseignement préscolaire à deux cents enfants et, à l'initiative du gouvernement municipal, cet enseignement sera dispensé en trois langues.

En Ouzbékistan, les gouvernements locaux contribuent également à l'amélioration des infrastructures pour la petite enfance et d'autres équipements communautaires en construisant des centres de gouvernement local (*mahalla*) avec le soutien des programmes territoriaux du gouvernement national pour la période 2017-2021. De même, le gouvernement local de Kalouga s'engage à garantir l'accès à l'éducation pour tous. Au cours de la dernière décennie, l'accès des enfants handicapés a été assuré dans quarante-deux écoles. Avec l'aide des gouvernements régionaux et fédéral, plus de 2 000 habitants ont pu quitter des logements d'urgence et délabrés pour s'installer dans des logements décentes. Ces nouvelles zones résidentielles ont été dotées d'infrastructures, de transports publics, d'écoles et de jardins d'enfants. Face à un exode important de diplômés, le gouvernement local de la ville d'Oulianovsk, en Russie, a créé le Centre junior WorldSkills pour l'amélioration et le développement des compétences, qui offre une orientation et une formation professionnelles précoces aux écoliers âgés de 10 à 17 ans. Cette initiative vise à promouvoir l'emploi adapté aux réalités locales.

En ce qui concerne l'ODD 5, les CT des pays d'Eurasie cherchent à consolider et à promouvoir les progrès réalisés en matière d'égalité entre hommes et femmes. Il est intéressant de noter que, dans toute la région, la représentation des femmes augmente avec la décentralisation et la proximité des institutions⁶⁰. En Ukraine, par exemple, le nombre de dirigeantes est plus élevé dans les villages (32 %) que dans les villes (18,1 %) et les régions (15 %). Des contrastes existent cependant entre les différents territoires de la région. En Biélorussie, plus de 30 % des entités locales autonomes sont dirigées par des femmes, tandis qu'en Arménie, des progrès n'ont été réalisés que récemment. Selon le Code électoral arménien, les listes des partis nationaux et locaux doivent comprendre 30 femmes pour 70 hommes. Pourtant, ce n'est qu'en octobre 2018 que Diana Gasparyan a remporté les élections municipales d'Etchmiadzin, devenant la première femme maire du pays⁶¹. En Ouzbékistan, les maires (*hokims*) sont encore tous des hommes, mais depuis la mise en place d'un quota de 30 % de femmes sur les listes de candidats des partis politiques, la proportion de femmes au Parlement est passée de 9,4 % en 2004 à 16 % en 2017, tandis que les conseillères municipales représentent 23 % des élus locaux. Des mesures sont également prises pour lutter contre la discrimination fondée sur le sexe en matière d'emploi. La ville de Rostov-sur-le-Don, en Russie, met en œuvre un ensemble d'initiatives visant à créer un environnement où les femmes puissent combiner l'éducation des enfants et leur carrière, ainsi qu'à proposer une formation professionnelle aux femmes en congé de maternité. À Oulan-Bator, en Mongolie, le gouvernement local a mis en place le Centre d'incubation pour les femmes et les entreprises, reconnu au niveau national, qui offre aux femmes une assistance

technique, des formations, des conseils personnalisés et des services de conseil financier. Il propose également un espace de cotravail avec une salle de jeux pour les enfants afin de concilier la maternité avec le développement professionnel et les possibilités d'emploi⁶².

Vers un développement local prospère et inclusif : emploi, infrastructures et prestation de services à l'échelle locale

Les CT eurasiennes entreprennent de nombreux projets visant à améliorer les infrastructures et l'environnement bâti des villes afin d'améliorer les services publics, le niveau de vie et les opportunités de leurs populations. Ces initiatives contribuent à la localisation des ODD, bien que ces termes ne soient souvent pas explicitement employés. La ville de Tbilissi, par exemple, est confrontée à de nombreux défis, notamment le vieillissement et la défaillance des infrastructures urbaines (ODD 9), l'inadéquation du système de transport public (ODD 11), la mauvaise qualité de l'air (ODD 11.6), le chômage (ODD 8), ainsi que les inondations, les glissements de terrain et les tremblements de terre (ODD 13). C'est en réponse à ces défis que la ville a rejoint l'initiative *100 Resilient Cities*, qui propose une approche intégrée des problèmes environnementaux, sociaux et économiques afin d'améliorer la résilience des villes face aux catastrophes naturelles et de répondre plus efficacement aux niveaux élevés de chômage, à l'inefficacité du système de transport et à la violence endémique (ODD 8, 11, 13 et 16), par exemple⁶³. La ville a mis en place de nouveaux programmes de formation professionnelle qui ont déjà attiré plus de 60 000 habitants, tandis qu'un programme de prêts soutenu par le gouvernement encourage la croissance des petites entreprises (ODD 8).

Dans un effort pour promouvoir l'emploi local et soutenir les opportunités de leurs habitants, les CT proposent un éventail d'initiatives adaptées à la résorption du chômage sur leurs territoires. Par exemple, la ville d'Oulianovsk, en Russie, cultive les conditions favorables à l'esprit d'entreprise avec un programme visant à augmenter le nombre de petites et moyennes entreprises : des subventions ont été accordées aux entrepreneurs, des séminaires de formation gratuits ont été organisés et un soutien spécial a été offert aux projets innovants. Ce programme s'est traduit par une augmentation du nombre de petites et moyennes entreprises de plus de 2 500 en six mois, ainsi que du nombre d'employés dans ces entreprises. De même, la République du Tatarstan, également en Russie, a soutenu au cours de la dernière décennie des projets d'entreprise ciblant la croissance économique et la création d'emplois. Parmi ceux-ci, un projet lancé en 2018 par la société privée Northern Niva of Tatarstan prévoit de construire trois fermes laitières pour 12 100 vaches dans le district rural de Bougoulma. Ce projet vise à assurer le plein emploi de la population rurale locale, qui comprend plus de 300 personnes⁶⁴. Les objectifs de travail décent et de croissance économique sont au centre de la majorité des stratégies de développement local eurasiennes.

Les programmes de développement communautaire de l'ONU au Kazakhstan-Oriental, à Kyzylorda, Mangistaou et Aktioubé, sont aussi d'excellents mécanismes d'assistance à la mise en œuvre des ODD au niveau local. Ils reçoivent le soutien du ministère de l'Investissement et du Développement, principal acteur du gouvernement national impliqué dans la création et la gestion des zones économiques spéciales (ZES) du Kazakhstan, situées dans des villes sélectionnées. Il existe actuellement dix ZES dans le pays, notamment la ZES Ontustik dans la ville de Chimkent, qui vise à développer l'industrie textile, ou la ZES Pavlodar dans la ville de Pavlodar, qui vise à développer l'industrie pétrochimique⁶⁵.

Le gouvernement municipal de la ville russe de Yakoutsk a mis en place une stratégie intégrée de développement urbain axée sur le rôle des infrastructures et des services publics urbains, qui reflète la complexité et l'interdépendance des objectifs du développement durable. Il a également financé la transformation de bâtiments délabrés afin de réduire les réinstallations temporaires, en agrandissant le parc de logements (ODD 10 et 11). Il est en train de créer une ZES pour attirer les investissements et augmenter les opportunités d'emploi conformément à la stratégie de développement de la ville à l'horizon 2032 (ODD 8)⁶⁶. De même, sur la période 2014-2017, avec l'aide du PNUD et de la Fédération de Russie, neuf des districts les plus vulnérables du Tadjikistan ont mis en œuvre plus de cinquante initiatives prioritaires dans le cadre de nouveaux programmes de développement pour améliorer les opportunités d'emploi des habitants dans ces districts, ainsi qu'à renforcer la capacité des autorités locales à soutenir le développement économique local (ODD 8 et 17)⁶⁷. Toujours avec l'aide de la Fédération de Russie et du PNUD, les gouvernements locaux des régions kirghizes de Naryn et d'Och ont mis en œuvre un large éventail d'initiatives visant à améliorer les infrastructures et les conditions de vie sur leurs territoires (ODD 8, 9 et 11). Les gouvernements locaux de la région de Naryn ont construit 53 canaux d'irrigation, ce qui a permis à 25 000 personnes d'avoir accès à l'eau potable et à environ 2 000 personnes d'avoir accès à une alimentation électrique régulière. Dans le cadre d'une démarche de développement régional intégrée, les routes ont été réparées, 13 villages ont obtenu l'accès à des services vétérinaires modernes et 84 petites entreprises et quatre écoles professionnelles ont été ouvertes dans la région. En outre, en 2014-2015, les CT de sept autres régions kirghizes ont amélioré les infrastructures d'hygiène dans plus de 150 établissements médicaux et d'enseignement, avec l'installation de systèmes de distribution d'eau, d'éviers et de chauffe-eau, ainsi que de toilettes et de salles d'eau pour les femmes et les filles (ODD 3, 4, 5 et 6). Ces activités ont été soutenues par le programme Eau, assainissement et hygiène de l'UNICEF, et mises en œuvre conjointement avec la Fédération de Russie⁶⁸.

L'engagement des CT pour l'amélioration des infrastructures et services sert également de catalyseur pour renforcer la participation des citoyens aux processus de prise de décision locaux afin de

façonner activement l'avenir de leur propre ville⁶⁹, comme dans le cas de l'Approche communautaire du développement local en Ukraine. Cette initiative favorise un développement socio-économique durable et inclusif au niveau local en renforçant la gouvernance participative et en encourageant les initiatives communautaires pour contribuer à la réalisation de l'ODD 11. Dans le cadre de cette approche, les autorités locales ukrainiennes, les organisations communautaires et les acteurs du secteur privé, planifient et réalisent des projets communs pour améliorer les conditions de vie des populations des zones urbaines et rurales défavorisées. Près de 4 000 initiatives de développement local ont été mises en œuvre depuis 2008, notamment la construction de 810 écoles et jardins d'enfants, la rénovation de 708 postes sanitaires et le développement de 157 systèmes de distribution d'eau. En outre, 18 projets environnementaux et 1 044 projets éco-énergétiques ont été lancés et 64 coopératives agricoles ont été créées. Des centres de ressources pour le développement local ont été créés dans 201 districts et 27 municipalités ont été dotées de centres de services pour le développement communautaire⁷⁰.

Un autre exemple remarquable vient du gouvernement de la ville d'Almaty, au Kazakhstan, qui a lancé un projet participatif d'aménagement du territoire et de valorisation des terrains de la ville. Le gouvernement local a fait participer les habitants au processus de décision concernant l'avenir des parties désaffectées et abandonnées de la ville, comme le dépôt de tramways, afin de les convertir en espaces publics répondant aux besoins des personnes. La ville de Roustavi, en Géorgie, a créé plusieurs initiatives pour renforcer la coopération entre les parties prenantes et concevoir un système de gouvernance publique locale plus inclusif. L'expérience du laboratoire national d'innovation ServiceLab⁷¹ a été transposée à la structure de gouvernance locale de la ville.

Parmi les premières initiatives, la ville a lancé en 2018 un atelier de conception collaborative qui a réuni des citoyens, des fonctionnaires, des architectes et des étudiants, afin de concevoir le nouvel espace du Centre de service aux citoyens, qui sera construit en 2019⁷². Roustavi, proche de Tbilissi, a tendance à se transformer en ville-dortoir, car ses habitants ne se rendent dans la capitale que pour y travailler et pour

L'engagement des CT pour l'amélioration des infrastructures et services sert également de catalyseur pour renforcer la participation des citoyens aux processus de prise de décision locaux afin de façonner activement l'avenir de leur propre ville.

des activités culturelles. Pour inverser cette tendance, le gouvernement local veut faire de Roustavi une « Ville d'innovations » en développant l'économie locale et en attirant de nouveaux investisseurs, en faisant participer les citoyens à la conception des services publics et en améliorant le niveau de vie de ses habitants. C'est dans ce but que la ville a également lancé en 2018 un pôle d'innovation, qui comprend un ensemble d'outils méthodologiques pour aider les décideurs politiques à élaborer des stratégies résilientes et tournées vers l'avenir. Ce pôle travaille à la formulation d'une Vision pour la ville à l'horizon 2050 et crée des stratégies, services et processus qui stimulent le changement tout en encourageant les citoyens à participer à la localisation des ODD 8, 9 et 11. Dans le même esprit, la ville de Novossibirsk a lancé la première plateforme en ligne « Ville intelligente » de Russie. Ce service en ligne permet aux entreprises internationales, citoyens et experts de proposer leurs idées et projets pour résoudre des problèmes urbains urgents dans quatre catégories : transports et communications, architecture et bâtiments résidentiels, écologie, culture et art⁷³.

Action et coopération locales pour promouvoir la durabilité environnementale, la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation aux changements climatiques

Dans le domaine de l'action climatique, les CT de la région Eurasie ont mis en œuvre différentes initiatives pour s'adapter et en atténuer les conséquences. Celles-ci relèvent des inondations ou de la dégradation des ressources forestières et des pâturages, notamment de l'exploitation inappropriée des arbres pour le bois de chauffage et d'œuvre, ainsi que du surpâturage du bétail. Ces projets abordent, entre autres, les domaines des écosystèmes et de la biodiversité, de l'eau, des forêts, de l'agriculture et de l'énergie, des infrastructures et de la gestion des déchets, qui sont liés à différents objectifs de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris sur le climat.

Les CT d'Asie centrale déploient plus particulièrement des efforts considérables en matière de protection des forêts et de reboisement. Le projet de gestion durable des terres et des forêts dans 11 districts du nord-ouest de l'Azerbaïdjan, mis en œuvre par les gouvernements locaux sur la période 2013-2018 avec l'aide du PNUD, en est un exemple notable. Les actions des gouvernements des districts visent à atténuer les changements climatiques par le biais de la gestion des forêts naturelles ; elles privilégient la régénération naturelle en optimisant le pâturage et la collecte du bois dans les forêts⁷⁴. Le projet « Bichkek vert » mis en œuvre par la ville de Bichkek, par exemple, contribue à la réalisation de l'ODD 11 en étendant la zone du parc existant et en créant de nouveaux espaces verts urbains. Le but du projet était non seulement de créer une nouvelle zone verte, mais aussi de ralentir l'érosion du sol⁷⁵ en plantant 90 arbres rares sur les berges de la rivière Ala-Archa avec le soutien du secteur privé. En conséquence de l'assèchement de la mer d'Aral, et dans

le cadre du projet de protection et de reboisement des forêts (2007-2015), l'administration locale de la région de Kyzylorda assure la continuité d'un projet initié par le gouvernement du Kazakhstan, la Banque mondiale et le Fonds pour l'environnement mondial qui a créé une pépinière forestière et une station de recherche pour la propagation/reproduction de semences. Entre 2015 et 2018, l'administration de la région de Kyzylorda a planté 20 000 hectares. Au total, 61 000 hectares du lit de la mer d'Aral ont ainsi été couverts de végétation. Les racines de ces arbres fixent le lac et commencent à inverser les effets des tempêtes de sable qui ont enterré des maisons avoisinantes sous des déchets toxiques soulevés du fond du lac⁷⁶.

Les gouvernements locaux prennent également des mesures pour une distribution d'énergie plus abordable et propre (ODD 7). Par exemple, les signataires de la Convention des maires pour le climat et l'énergie, comme la ville de Lviv et l'association Villes ukrainiennes éco-énergétiques organisent chaque année des « Journées de l'énergie » afin de sensibiliser les citoyens au besoin de créer un avenir sûr et éco-énergétique, et de les familiariser avec les principales dispositions du Plan d'action pour l'énergie durable 2020⁷⁷.

Le gouvernement de Tbilissi a entrepris de moderniser ses transports publics afin de réduire leur impact sur l'environnement, en optimisant les itinéraires des bus, en mettant en place des contrôles techniques approfondis des véhicules et en choisissant des voitures de service municipal petites et économes en carburant⁷⁸. En Arménie, dix-huit municipalités se sont engagées à élaborer des plans d'action pour l'énergie durable⁷⁹. Le Plan d'action de Roustavi (Géorgie) pour le développement énergétique durable à l'horizon 2020 comprend des actions telles que l'isolation des bâtiments et l'utilisation de lampes à faible consommation d'énergie, ainsi que l'installation de capteurs solaires dans les jardins d'enfants pour produire de l'eau chaude, la construction d'un nouveau foyer social à faible consommation d'énergie pour douze familles socialement vulnérables, et le remplacement de l'éclairage de rue et des feux de signalisation par des dispositifs à faible consommation d'énergie.


En outre, la ville adopte une stratégie de durabilité énergétique basée sur la rénovation urbaine pour améliorer l'efficacité énergétique, sur le remplacement et la réparation des structures, des toits, ainsi que l'isolation des portes et des fenêtres des bâtiments résidentiels. Le gouvernement de la ville distribuera des ampoules à faible consommation d'énergie à certains foyers ciblés⁸⁰. À Bichkek, au Kirghizistan, des capteurs solaires ont été installés sur deux chaufferies municipales afin de réduire la pollution de l'air et d'améliorer les conditions environnementales de la ville. L'un des principaux avantages des centrales solaires est qu'elles ne nécessitent pratiquement aucun entretien et aucune gestion de la part de l'entreprise exploitante, ce qui permet d'économiser sur les coûts d'exploitation et, par conséquent, sur le prix de l'électricité pour les citoyens. Cela contribue également à la composante

de pauvreté énergétique de l'ODD 1. Cette initiative a été lancée par le gouvernement de la ville et mise en œuvre par l'entreprise municipale Chauffage et Énergie de Bichkek, cofinancée par le Fonds de protection de l'environnement.

Au cours de la dernière décennie, la gestion des déchets est devenue urgente pour les gouvernements locaux d'Eurasie. La préoccupation se retrouve dans la majorité des stratégies de développement des CT, qui contribuent par conséquent à la réalisation des ODD 11 et 12. La stratégie d'Erevan pour 2019-2023, par exemple, prévoit de créer un système de gestion des déchets solides et de promouvoir la culture du recyclage des déchets. De même, la ville de Tachkent (Ouzbékistan) a lancé en mars 2019 le programme *Hashar Week* pour encourager le tri des déchets domestiques auprès de ses citoyens. À la fin de cette semaine-là, des prix ont été décernés au meilleur tri des déchets⁸¹. En outre, 21 des sites de collecte des déchets de la ville ont commencé à admettre exclusivement des déchets triés. En 2018, l'administration de la ville de Rostov-sur-le-Don, en collaboration avec l'ONG écologique Poryadok et la société de capitaux « Recyclage secondaire de Rostov », a entrepris des actions visant à promouvoir la collecte sélective des déchets. Plus de 27 tonnes de déchets domestiques solides ont été collectées ainsi⁸². Au Kirghizistan, les entités locales autonomes des établissements ruraux veulent résoudre le problème de l'enlèvement des déchets. Le gouvernement municipal de Kum-Dobinsky a créé un plan d'action qui privilégie la création d'une entreprise municipale d'enlèvement des déchets⁸³. En Biélorussie, la question du traitement des déchets est devenue particulièrement pressante pour la capitale et ses environs. Le district de Poukhavitchy, situé près de Minsk, a beaucoup souffert du déversement non autorisé de déchets solides qui ont pollué l'environnement. Le gouvernement local a lancé un projet visant à améliorer les conditions environnementales dans le district⁸⁴. Il a élaboré une stratégie triennale de traitement des déchets municipaux (2016-2018), qui comprenait la mise en place d'un système de collecte des équipements électriques et électroniques et l'élimination des décharges non autorisées. Des efforts de sensibilisation à grande échelle ont également été déployés pour attirer l'attention de la communauté locale sur l'importance d'une bonne gestion des déchets.

Des initiatives de réduction des risques de catastrophe et des stratégies locales visant à intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans les plans de développement commencent également à apparaître dans la région. Par exemple, pour protéger la ville d'Almaty (Kazakhstan) contre les coulées de boue, le gouvernement de la ville et ses entreprises ont appliqué une nouvelle méthode de pompage de l'eau de la surface du lac de montagne qui les provoque, réduisant ainsi considérablement le volume d'eau qui se verse dans le bassin du lac. De plus, deux nouveaux barrages contre les coulées de boue ont été construits, un autre a été reconstruit, et les protections ont été renforcées sur les tronçons de route dangereux⁸⁵. La ville de Stepanavan a fait

des progrès dans l'intégration des stratégies de résilience dans la planification du développement local. Elle se trouve sur l'un des territoires les plus exposés aux tremblements de terre d'Arménie et a pris l'initiative de promouvoir un plan de développement pour réduire l'impact des catastrophes au niveau local⁸⁶. Un groupe de travail sur la résilience de la ville a été créé afin d'évaluer la résilience aux catastrophes de Stepanavan. Ce groupe a utilisé l'outil d'auto-évaluation des gouvernements locaux (LGSAT) fourni par la campagne *Making Cities Resilient*, pour identifier les faiblesses dans les capacités de gestion de la ville et a élaboré un plan d'action détaillé basé sur ses résultats. Ce plan a été créé lors d'un atelier organisé par l'Institut mondial d'éducation et de formation (GETI) du Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe, puis intégré au plan de développement de la ville.

En outre, la région de Kalouga met en œuvre le projet « Taroussa – la première écoville de Russie », lauréat du II^e Forum des villes russes sur le climat, mentionné plus haut⁸⁷. Ce projet est basé sur les principes du développement intégré, qui consistent à trouver un équilibre entre la protection et le développement de l'écosystème urbain, l'économie, la société et la nature. 

4. Conclusions

L'engagement envers les ODD et l'approche adoptée pour leur mise en œuvre diffèrent d'un pays à l'autre en Eurasie. Sept pays ont déjà soumis leur ENV à l'ONU et quatre autres prévoient de le faire en 2020.

Comme dans toutes les autres régions, les CT des pays eurasiens ont des responsabilités directes pour la mise en œuvre des ODD ; elles ont développé des initiatives dans différents domaines bien longtemps avant l'adoption formelle des Objectifs au sein de la communauté internationale. En général, les gouvernements locaux et régionaux d'Eurasie (qu'il s'agisse d'entités autonomes ou d'entités déconcentrées du gouvernement central) remplissent d'importantes fonctions sociales et de développement, tels que réduire la pauvreté, assurer la prospérité et veiller à la protection de l'environnement. Ils assurent notamment des tâches dans l'enseignement général et préscolaire, les soins primaires, spécialisés et généraux, le logement et les services publics, les transports, l'énergie abordable, l'urbanisme, les activités culturelles et de loisirs, le développement économique et le soutien aux petites entreprises, la protection de l'environnement et la résilience. La mise en œuvre de certains ODD semble cependant poser un nouveau défi aux CT eurasiennes (ODD 8, 9, 12, 13 et 16). L'application de l'Agenda 2030 est en général une responsabilité partagée entre tous les niveaux de gouvernement, mais ce sont les CT qui jouent un rôle essentiel pour leur mise en œuvre.

La mise en œuvre des ODD dans la région est cependant largement dominée par une approche qui reste très centralisée. Les plans de développement locaux s'inscrivent dans le cadre des stratégies nationales. Le gouvernement central fournit une assistance méthodologique, coordonne ou approuve les stratégies de développement infranationales, et accorde des subventions pour leur mise en œuvre.

Une bonne partie des activités et initiatives des gouvernements locaux pour réaliser les ODD restent étroitement dépendante du degré de décentralisation politique du pays. Les exemples d'initiatives locales de mise en œuvre des ODD en Russie, en Arménie, en Géorgie ou au Kirghizistan (voir la section 3.2) le confirment. Les différentes

caractéristiques géographiques, climatiques, économiques, démographiques et ethnographiques entre régions d'un même pays poussent les CT à trouver des approches originales pour exécuter leurs tâches, même lorsqu'elles sont mandatées par l'État central. De même, les gouvernements locaux, en particulier lorsqu'ils sont élus, ne peuvent pas s'acquitter efficacement de leurs tâches dans la mise en œuvre des ODD sans y associer la société civile et les entreprises locales, ce qui influence les performances locales. C'est ce que l'on peut observer au Kirghizistan, en Arménie, en Géorgie, en Russie et en Ukraine.

Le principal obstacle que les CT d'Eurasie rencontrent semble être en relation avec la gestion des ressources locales, en particulier leur faiblesse au Tadjikistan, en Arménie et au Kirghizistan. Une répartition peu claire des pouvoirs entre les différents niveaux de gouvernement (Tadjikistan, Ouzbékistan, Azerbaïdjan, Biélorussie et Ukraine) entrave également la localisation des ODD dans les pays d'Eurasie. Dans la plupart des cas, ce problème est reconnu et les États font des efforts pour clarifier l'attribution des pouvoirs de dépenses. Le manque de stabilité des revenus transférés et de transparence dans l'allocation des ressources affecte également la décentralisation et la localisation des ODD. Ce problème concerne même un plus grand nombre de pays eurasiens (il faut ajouter l'Arménie et le Kirghizistan) : seule une petite partie des revenus locaux sont alloués aux gouvernements locaux avec régularité. Le reste est distribué selon des règles fluctuantes et opaques. Cela entraîne une incertitude quant à la capacité de dépenses des gouvernements locaux pour financer des initiatives de développement durable.

Les expériences présentées dans ce chapitre montrent que les CT de la région souhaitent vivement augmenter leur efficacité économique et sociale tout en travaillant à favoriser le développement durable. Pour ce faire, les cadres actuels doivent être révisés afin de renforcer la gouvernance locale et la responsabilité des institutions locales.

L'amélioration des relations entre les différents niveaux d'administrations, relations qui sont à la base des processus de décentralisation et qui sont indispensables pour la localisation des ODD,

comporte en Eurasie trois dimensions : améliorer la définition du partage des compétences et des pouvoirs, doter les gouvernements locaux et régionaux de ressources propres stables, et une distribution claire, transparente et prévisible des transferts budgétaires. La Russie et le Kazakhstan ont fait des progrès dans cette direction et obtenu des résultats positifs.

Au cours des cinq à dix dernières années, la tendance générale dans les pays d'Eurasie a été la fusion des municipalités et l'augmentation de leur taille, à l'initiative des États en Géorgie, en Azerbaïdjan, en Arménie, en Ukraine, en Russie et au Kirghizistan. Parmi les arguments en faveur de ces initiatives, on peut mentionner le manque de capacités de gestion des petites collectivités locales, la faiblesse de leurs ressources, ce qui entraîne des inégalités fiscales et leur incapacité à financer adéquatement les services publics locaux. Le processus de fusion dans les pays d'Eurasie a produit des effets contrastés.

D'une part, l'augmentation de la taille des municipalités a éloigné les gouvernements locaux de leurs communautés et entravé leur participation au processus de décision local. D'autre part, la fusion permet de réaliser des économies d'échelle dans les dépenses publiques afin de contribuer à résoudre le problème du financement des services publics. Toutefois, même dans les grandes villes autonomes, les impôts locaux ne représentent qu'une petite partie des ressources locales nécessaires pour assumer les responsabilités locales.

La mise en œuvre des ODD, du Nouvel Agenda urbain et des autres agendas mondiaux, affecte l'organisation des relations institutionnelles et politiques entre les niveaux de gouvernement national et local dans les pays d'Eurasie. Certains pays ont fait participer les gouvernements locaux aux mécanismes de coordination de haut niveau pour la mise en œuvre des ODD (Biélorussie et Géorgie). Mais bien que les gouvernements nationaux eurasiens reconnaissent tous que les gouvernements locaux ont des responsabilités importantes dans la mise en œuvre des ODD, leur rôle est plutôt limité dans les initiatives et objectifs définis par l'État central. C'est pourquoi les gouvernements nationaux doivent veiller attentivement à ce que les organes exécutifs régionaux/locaux soient inclus dans les plans d'action liés aux ODD. Les gouvernements locaux sont également chargés de fournir des données statistiques sur les indicateurs de réalisation des ODD.

L'un des enjeux des ODD est la promotion d'une nouvelle approche de la gouvernance. La réalisation des Objectifs nécessite un changement de paradigme dans la gouvernance pour promouvoir plus d'intégration et de cohérence dans la définition et la mise en œuvre des politiques, ce qui oblige à favoriser la coopération de tous les niveaux de gouvernement et de la société dans son ensemble. La réalisation des ODD demande aux États d'accorder aux gouvernements locaux plus de responsabilités dans la mise en œuvre des ODD, mais aussi une plus grande autonomie. Par exemple, en Biélorussie, la

localisation des ODD semble faire office de déclencheur pour avancer vers la décentralisation. La réunion du Conseil national de coordination en juin 2018 a confirmé un changement d'approche dans les stratégies de développement et s'est davantage intéressée au développement régional. De même, au Kazakhstan et au Kirghizistan, les stratégies de développement à l'horizon 2030 demandent des mesures stratégiques de décentralisation.

En outre, **le dialogue entre le gouvernement et la société civile est une condition nécessaire à la localisation des ODD et à leur mise en œuvre efficace.** Un développement urbain et territorial plus durable requiert des politiques plus innovantes et plus transformatrices, avec des dirigeants locaux plus visionnaires et une plus grande participation de la société civile. Ainsi, ces dernières années, un certain nombre de pays (Ukraine, Arménie, Géorgie, Kirghizistan) ont élaboré des stratégies locales de développement durable par le biais de groupes de travail auxquels ont participé des ONG et les militants les plus actifs de la société civile.

La coopération internationale et les échanges entre les CT jouent un rôle essentiel. Dans tous les pays (sauf la Russie), les efforts des CT pour mettre en œuvre les ODD bénéficient du soutien technique et du cofinancement d'organisations internationales. Le PNUD est un acteur clé pour aider les pays d'Eurasie à atteindre les ODD. Ces pays ont bénéficié du soutien financier et technique des organisations financières internationales ainsi que de la communauté internationale. La coopération décentralisée régionale et internationale, par le biais d'échanges entre pairs et de plateformes de partage des connaissances, pourrait servir de levier pour soutenir la localisation des ODD dans la région.

Ce sont des conditions préalables importantes pour que les CT s'approprient le processus de localisation des ODD. Les gouvernements nationaux ont également des défis à relever : poursuivre la décentralisation, améliorer la fiscalité locale et les mécanismes de transferts, renforcer la collaboration entre les différents niveaux de gouvernement et limiter les approches « verticales », promouvoir la réduction des disparités économiques et sociales extrêmes entre les régions et les localités afin de favoriser un développement régional plus équilibré, et soutenir un accès plus équitable aux services publics de base. Les CT doivent quant à elles renforcer leurs initiatives pour réclamer ces transformations, tout en consolidant leur responsabilité et la participation citoyenne. 🔄

06



Europe

Chapitre régional



Bruxelles, Belgique (photo : William Murphy, t.ly/0X6jX).

1. Introduction

Page 249

2. Cadres institutionnels nationaux et locaux pour la mise en oeuvre des ODD

Page 250

2.1. Cadres institutionnels nationaux

2.2. Situation actuelle des collectivités territoriales en Europe

2.3. Partenariats de gouvernance coopérative multiniveaux

3. La contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD

Page 270

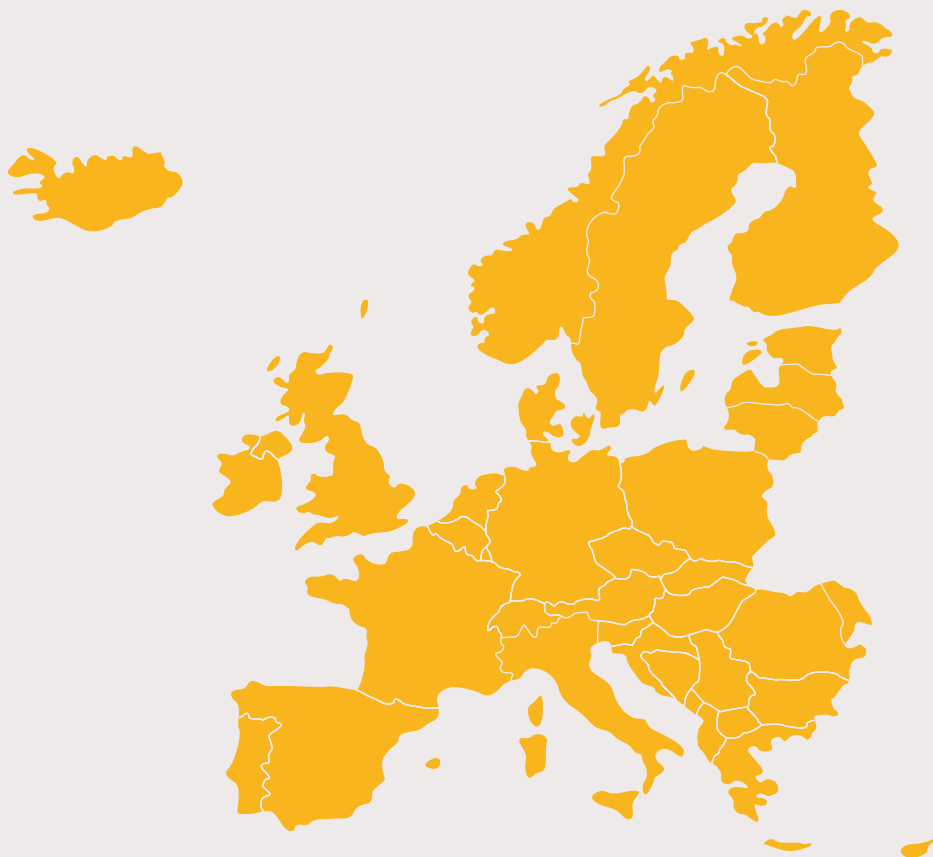
3.1. Actions des associations et des réseaux de collectivités territoriales pour soutenir l'appropriation locale des ODD

3.2. Initiatives des collectivités territoriales pour la mise en œuvre des ODD

3.3. Les CT, initiatrices d'innovations et de solutions pour atteindre les ODD

4. Conclusions

Page 291



Europe

Albanie	Lituanie
Allemagne	Luxembourg
Andorre	Macédoine du Nord
Autriche	Malte
Belgique	Moldavie
Bosnie-Herzégovine	Monaco
Bulgarie	Monténégro
Chypre	Norvège
Croatie (Hrvatska)	Pays-Bas
Danemark	Pologne
Espagne	Portugal
Estonie	République tchèque
Finlande	Roumanie
France	Royaume-Uni
Grèce	Saint-Marin
Hongrie	Serbie
Irlande	Slovaquie
Islande	Slovénie
Italie	Suède
Lettonie	Suisse
Liechtenstein	

1. Introduction

La situation actuelle en Europe est le résultat des principales stratégies et politiques adoptées ces dernières années par presque tous les pays de la région et par l'Union européenne (UE). Malgré la reprise économique qui a suivi la crise financière mondiale de 2008-2009, certains territoires européens ont encore du mal à rattraper leur retard. L'exacerbation des inégalités territoriales et socio-économiques, ainsi que les troubles sociaux et les changements politiques et institutionnels qui en résultent, ont un impact sur la construction européenne. Le résultat du référendum britannique qui a abouti au « Brexit » constitue un parfait exemple de ces manifestations du malaise social. Les politiques migratoires suscitent de fortes controverses entre les pays européens ; la mobilisation sociale des « gilets jaunes » en France a été perçue comme une protestation des habitants de la périphérie, qui se sentent « laissés pour compte ». Parallèlement, l'Europe doit, pour honorer ses engagements en matière de changement climatique et de biodiversité, accélérer leur mise en œuvre. En outre, aux niveaux local et régional, les collectivités territoriales (CT) éprouvent encore des difficultés à retrouver le niveau d'investissement d'avant la crise, ce qui pèse sur leur capacité à relever les nouveaux défis qu'elles rencontrent, parmi lesquels l'atténuation des changements climatiques, l'impact des nouvelles technologies, l'augmentation de la pression sociale (qui se manifeste à travers la crise du logement et la hausse de la précarité) ou encore le vieillissement de la population.

L'Europe, et en particulier l'Europe occidentale, est la troisième région la plus urbanisée au monde, derrière l'Amérique du Nord et l'Amérique latine¹. D'après des données fournies par Eurostat en 2016, les villes des 28 États membres de l'UE représentaient 59 % de la population totale, 68 % du produit intérieur brut (PIB) et 62 % des emplois à l'échelle de l'UE². Cela signifie également que 41 % de la population vivent en zone rurale, d'où la nécessité de mettre en œuvre des politiques adaptées visant à répondre aux déséquilibres territoriaux³.

Ce chapitre examine la situation des CT en Europe et évalue en particulier leur participation dans la mise en œuvre de politiques durables. Il insiste également sur la localisation des ODD du

Programme de développement durable à l'horizon 2030 et d'autres objectifs mondiaux essentiels tels que ceux concernant les changements climatiques.

Il analyse à la fois l'environnement national, afin de déterminer s'il est favorable ou non à la mise en œuvre des ODD, les tendances en matière de décentralisation et la situation actuelle des CT en Europe, en s'appuyant sur une série de données statistiques des dix dernières années. Il explore également l'émergence de « partenariats multiniveaux », tant à l'échelle nationale qu'à celle de l'UE. Ce chapitre passe ensuite en revue les contributions détaillées des CT à la localisation des ODD, et fournit des exemples aux échelons local, régional, national et européen. Enfin, il présente quelques conclusions et recommandations générales pour stimuler la mise en œuvre et la localisation des ODD en Europe. ☉

Londonderry, Irlande du Nord, Royaume-Uni (photo : PLACE Built Environment Centre, t.ly/800DP).



2. Cadres institutionnels nationaux et locaux pour la mise en œuvre des ODD

2.1. Cadres institutionnels nationaux

Les pays européens se sont engagés à mettre en œuvre l'Agenda 2030 ainsi que d'autres accords mondiaux conclus depuis 2015-2016 (notamment l'Accord de Paris sur les changements climatiques, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement et le Nouvel Agenda urbain). L'Agenda 2030 et ses 17 ODD peuvent donc potentiellement « rebattre les cartes » pour promouvoir des politiques cohérentes entre les gouvernements, en établissant des cadres nationaux de mise en œuvre des ODD, grâce à la localisation de ces ODD par les CT.


Trente-sept pays européens ont soumis des Examens nationaux volontaires (ENV) dans le cadre du Forum politique de haut niveau (FPHN) des Nations unies entre 2016 et 2019, affirmant leur engagement à mettre en œuvre l'Agenda 2030. Nombre d'entre eux sont en train d'aligner leurs cadres stratégiques nationaux sur les ODD (pour obtenir la liste complète des pays qui ont présenté un rapport au FPHN, voir le tableau 1 et la note correspondante)⁴.

Mécanismes institutionnels pour la mise en œuvre des ODD

Des mécanismes nationaux de coordination des ODD ont été mis en place dans la plupart des pays européens. Il peut s'agir de nouveaux mécanismes, créés pour le suivi des ODD, de ministères ou d'entités préexistantes, tels que les Commissions du développement durable. Dans de nombreux pays, le mécanisme de coordination est piloté depuis le gouvernement central, par exemple au niveau du chef de l'État ou du Cabinet du Premier ministre. La plupart de ces mécanismes sont interministériels, afin de garantir une plus grande cohérence entre les politiques menées au sein du gouvernement. Ces mécanismes peuvent aussi impliquer un engagement multipartite, incluant les CT et leurs associations (voir tableau 1).

La Finlande dispose de l'une des structures institutionnelles les plus développées pour la mise en œuvre des ODD. Celle-ci comprend une Commission nationale sur le développement durable, avec une représentation des CT, présidée par le Cabinet du Premier ministre, un Secrétariat de coordination interministérielle, le Comité des politiques de développement du Parlement et un Groupe d'experts

pluridisciplinaire sur le développement durable. En France, il existe un commissaire général au développement durable, placé sous l'autorité du Premier ministre, au sein du ministère de l'Environnement en coordination avec le ministère des Affaires étrangères. Depuis avril 2018, un Comité directeur de haut niveau pour les ODD est chargé d'élaborer une feuille de route pour la mise en œuvre des ODD. Ce comité comprend des représentants d'organisations de CT.

En Allemagne, il existe un Comité des secrétaires d'État au développement durable, un Conseil consultatif parlementaire et un Conseil du développement durable (depuis 2001). La Suisse dispose d'un Comité interministériel pour le développement durable et d'un groupe de travail national sur l'Agenda 2030. Des mécanismes de coordination similaires existent dans la plupart des autres pays européens, comme indiqué dans le tableau 1. Dans certaines instances, notamment dans les pays nordiques et aux Pays-Bas, des dispositifs de consultation bien établis sont les garants d'un dialogue et d'une participation efficaces des CT. Les recherches entreprises par CGLU indiquent toutefois que, à ce jour, parmi les trente-sept pays ayant présenté un rapport au FPHN entre 2016 et 2019, on en dénombre uniquement vingt où les CT sont officiellement impliquées (ou consultées) dans les mécanismes nationaux de suivi des ODD. En outre, dans plusieurs de ces vingt pays, les CT ne sont invitées à prendre part qu'aux comités consultatifs multipartites, et non aux principales commissions politiques ou structures intergouvernementales⁵. En Espagne, en février 2019, le gouvernement national a créé une commission nationale pour l'Agenda 2030, qui sert de mécanisme spécifique pour assurer la coopération avec les CT (voir également la section 3.1)⁶. 

Dans certaines instances, notamment dans les pays nordiques et aux Pays-Bas, des dispositifs de consultation bien établis sont les garants d'un dialogue et d'une participation efficaces des CT et d'autres acteurs locaux.

Tableau 1 Stratégies nationales et dispositifs institutionnels pour la mise en œuvre des ODD

Albanie

Comité interministériel sur les ODD, présidé par le vice-Premier ministre (multipartite) ; des groupes de travail techniques interinstitutionnels soutiennent la mise en œuvre (assurent la liaison avec les collectivités locales). La Stratégie nationale de développement et d'intégration 2015-2020 (NSDI II) est étroitement alignée sur les ODD.

Allemagne (fédéral)

Comité des secrétaires d'État pour le développement durable, dirigé par la Chancellerie fédérale et le Conseil pour le développement durable. Engagement important des États fédérés et des collectivités locales dans la préparation de la nouvelle Stratégie de développement durable. Les CT participent également au Groupe de travail interministériel sur le développement urbain durable. Alignement des ODD sur la Stratégie nationale de développement durable 2017.

Andorre

Le Conseil des ministres supervise la mise en œuvre. La coordination est assurée par le ministère des Affaires étrangères. L'Agenda 2030 a été intégré dans les politiques et les programmes d'Andorre.

Autriche (fédéral)

Le bureau de liaison des *Länder* participe, avec le ministère de l'Europe, de l'Intégration et des Affaires étrangères, à l'élaboration d'un programme triennal 2019-21 qui intègre les ODD. Le pays présentera son premier ENV en 2020.

Belgique (fédéral)

Conférence interministérielle pour le développement durable sous la responsabilité du ministère du Développement durable ; Commission interministérielle pour le développement durable (coordination entre l'administration fédérale et le Conseil fédéral du développement durable, où les régions sont représentées). En Wallonie, une cellule consultative indépendante sur le développement durable a été mise en place en 2013. En Flandre, un groupe de travail sur le développement durable assure l'intégration des ODD pour les objectifs présentant un intérêt pour la politique flamande et dynamise sa mise en œuvre. L'Association de villes flamandes, VVSG, est représentée au sein du Conseil flamand pour le développement durable, et est impliquée de manière *ad hoc*. Dans la région de Bruxelles-Capitale, une nouvelle législation relative à l'aide au développement a été adoptée à l'été 2017. Les ODD sont alignés sur la Vision stratégique fédérale à long terme de développement durable, sur les trois stratégies régionales (Flandre, Wallonie, Bruxelles-Capitale) et sur celles des trois communautés (flamande, française et germanophone).

Bosnie-Herzégovine (fédéral)

Groupe de travail intergouvernemental sur le déploiement des ODD. La Feuille de route pour le déploiement des ODD (document) a été élaborée. Un processus de consultation, initié en 2018, « Imagine 2030 », sera finalisé en 2019.

Bulgarie

Conseil pour le développement, présidé par le Premier ministre, Comité de coordination du programme national de développement (pas spécifiquement pour les ODD). Les ODD sont alignés avec le Programme national de développement, « Bulgarie 2020 ». Un rapport sera réalisé en 2020.

Chypre

Ministère des Affaires étrangères et groupe de contact interministériel. Les ODD sont intégrés au plan d'action pour la croissance et au programme national de réforme.

Croatie

Le Conseil national pour le développement durable, présidé par le Premier ministre, comprend des associations de collectivités locales. La Stratégie nationale de développement à l'horizon 2030 sera adoptée en 2020.

Danemark

Groupe interministériel dirigé par le ministère des Finances et le ministère des Affaires étrangères. Il y a un accord formel avec les municipalités et régions pour mettre en œuvre les ODD, notamment avec l'Association des gouvernements locaux du Danemark (LGDK) et des régions danoises. En 2017, le gouvernement a lancé un Plan national d'action avec trente-sept objectifs cibles sur la mise en œuvre des ODD et une stratégie de développement international de coopération et d'actions humanitaires, « The World 2030 » (Le Monde 2030).

Espagne

Commission de haut niveau (interministérielle) avec des observateurs venant des CT, Haut-Commissariat pour l'Agenda 2030, sous la direction du Cabinet du président du gouvernement. Plan d'action en cours d'élaboration.

Estonie

Groupe de travail interministériel sur le développement durable, dirigé par le groupe de la stratégie au Bureau gouvernemental et par la Commission pour le développement durable (qui comprend une association de villes). Stratégie « Sustainable Estonia 21 » (Estonie durable 21) proche des ODD.

Finlande

Deux représentants des régions, des villes et des administrations municipales, siègent à la Commission nationale pour le développement durable présidée par le Premier ministre. Alignement des ODD aux niveaux national et local. La stratégie de mise en œuvre des ODD inclut « The Finland we Want by 2050 Society's Commitment to Sustainable Development » (La Finlande que nous voulons pour 2050 – Engagement de la société en faveur du développement).

France

Commissariat général au développement durable (au sein du ministère de l'Environnement) et Comité de pilotage de haut niveau pour le développement durable (CPHN, multipartite). Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2015-2020 (SNTEDD). En avril 2018, un Comité directeur de haut niveau pour les ODD a été créé afin d'élaborer une feuille de route pour la mise en œuvre des ODD.

Grèce

Secrétariat général du gouvernement, en particulier le Bureau de la coordination des affaires institutionnelles, internationales et européennes (OCIIEA) ; réseau interministériel de coordination et Comité économique et social (avec la participation des CT). Stratégie nationale de croissance et priorités nationales pour les ODD (2018). Un plan national de mise en œuvre suivra en 2019.

Hongrie

Conseil national pour le développement durable, présidé par le président du Parlement (multipartite), appuyé par un Secrétariat et quatre comités de travail ; Comité interministériel de coordination de la coopération internationale pour le développement. Les ODD sont alignés sur la Stratégie-cadre nationale pour le développement durable (NFSSD) 2012-2024, adoptée en 2013.

Irlande

Ministre des Communications, de l'Action pour le climat et de l'Environnement, et Groupe des hauts fonctionnaires présidé par le Premier ministre assurent la coordination. Il y a aussi une Agence nationale de développement durable et un Groupe de travail interministériel sur les ODD, plus un Forum national des parties pour les ODD, incluant les collectivités locales. Le plan national de mise en œuvre des ODD 2018-2020 et le projet « Irlande 2040 » ont été intégrés dans le Cadre national de planification pour 2040 et le Plan national de développement 2018-2027.

Islande

Groupe de travail interministériel associant tous les ministères, y compris l'Association des collectivités locales et le bureau des statistiques (*Statistics Iceland*). Le représentant du Cabinet du Premier ministre préside le groupe et le représentant du ministère des Affaires étrangères en est le vice-président. Les ODD sont liés à la stratégie budgétaire quinquennale du gouvernement.

Italie

Coordination par le Premier ministre, avec l'appui du ministère de l'Environnement, de la Protection du territoire et de la Mer, du ministère des Affaires étrangères et du ministère des Finances. Forum national du développement durable (multipartite), où les régions sont impliquées. Les ODD sont alignés sur la Stratégie nationale de développement durable 2017-2030.

Lettonie

Centre de coordination intersectorielle (CCSC), dirigé par le Premier ministre (les CT sont consultées), et Conseil national pour le développement. Pour préparer l'ENV 2018, la CCSC disposait d'un groupe de travail au sein duquel l'Association nationale des collectivités locales était représentée. Les ODD sont alignés sur la Stratégie de développement durable 2030 de la Lettonie (Lettonie 2030) et sur le Plan national de développement 2020.

Liechtenstein

Groupe de travail pluridisciplinaire dirigé par les ministères des Affaires étrangères, de la Justice et de la Culture. Les ODD sont intégrés dans le Programme 2017-2021 du gouvernement.

Lituanie

Commission nationale pour le développement durable, présidée par le Premier ministre (consultation, multipartite). La coordination est supervisée par le ministère de l'Environnement et le groupe de travail interinstitutionnel sur le développement durable. Les ODD sont alignés sur la Stratégie nationale de développement durable (2003-2020, révisée), sur la Stratégie de progrès « *Lithuania 2030* » (Lituanie 2030) et sur le plan d'action quadriennal du gouvernement.

Luxembourg

Commission interministérielle pour le développement durable. Coordination : ministre de l'Environnement et Conseil de haut niveau. Les ODD sont alignés sur le Plan national de développement durable, révisé en 2018.

Malte

Le ministère de l'Environnement, du Développement durable et du Changement climatique, et le ministère des Affaires étrangères et de la Promotion du commerce jouent le rôle de points focaux. Les ODD sont intégrés dans la Stratégie nationale de développement durable 2050.

Moldavie

Conseil pour le développement durable. Coordination : Chancellerie d'État, avec l'appui du Bureau national de statistiques. Les ODD sont partiellement alignés sur la Stratégie nationale de développement, « *Moldavie 2020* » (adoptée en 2012). Une Stratégie de développement national, « *Moldavie 2030* », est en préparation. Le pays présentera son premier ENV en 2020.

Monaco

Le groupe de travail interministériel présidé par le ministre d'État, géré par le département des Relations extérieures et de la Coopération, assure la coordination. Le gouvernement a donné la priorité à l'ODD lié à la protection de l'environnement. Pas de CT impliquées.

Monténégro

Le Conseil national pour le développement durable et le changement climatique (2013, multipartite) et le Bureau du développement durable du Cabinet du Premier ministre assurent une supervision, tandis que le ministère des Finances est en charge de la coordination. Les ODD sont alignés sur la Stratégie nationale de développement durable jusqu'en 2030.

Norvège

Le ministère des Finances se charge de l'harmonisation budgétaire, le ministère des Affaires étrangères et le ministère du Climat et de l'Environnement coordonnent les actions extérieures et intérieures. Dialogue régulier avec les CT. Le suivi des ODD est lié au processus budgétaire.

Pays-Bas

Le ministère du Commerce extérieur et de la Coopération pour le développement assure la coordination nationale ; il y a un groupe interministériel de coordination avec des points focaux au sein de chaque ministère et de l'Association des municipalités néerlandaises (VNG). Le dialogue est régulier avec les CT. Intégration des ODD dans le Programme d'actions néerlandais pour un développement inclusif. Aruba, Curaçao et Saint-Martin intègrent les ODD dans leur Plan national de développement ou, dans le cas d'Aruba, dans leur Feuille de route des ODD.

Pologne

Le ministère de l'Entrepreneuriat et de la Technologie et le Groupe de travail pour la cohérence de la stratégie de développement responsable en 2020 et pour l'Agenda 2030 sont au sein du Comité de coordination des politiques de développement (avec participation des CT). Les ODD sont intégrés dans la Stratégie de développement responsable.

Portugal

Le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Planification et des Infrastructures dirigent les commissions interministérielles (mise en œuvre des ODD à l'intérieur et à l'extérieur du pays). Les ODD sont intégrés dans le Programme de réforme national.

République tchèque

Le Conseil gouvernemental pour le développement durable, présidé par le Premier ministre, a un rôle consultatif. La coordination est assurée par le Cabinet du Gouvernement et le ministère de l'Environnement. Les CT sont représentées au Conseil. Les ODD sont intégrés dans le Cadre stratégique 2030 de la République tchèque.

Roumanie

Département du développement durable du Cabinet du Premier ministre, Comité interministériel pour la coordination de l'intégration de la protection de l'environnement (interministériel) sous la houlette du ministère de l'Environnement. Révision de la Stratégie nationale de développement durable, Roumanie-Horizon 2013-2020-2030.

Royaume-Uni

Bureau du Cabinet et ministère du Développement international. Différentes stratégies ont été adoptées : le Programme de travail du gouvernement britannique, l'alignement des ODD du gouvernement gallois avec le *2015 Wellbeing of Future Generations Act* (Loi de 2015 sur le bien-être des futures générations), et le Cadre national de performance de l'Écosse.

Tableau 1 Stratégies nationales et dispositifs institutionnels pour la mise en œuvre des ODD

Serbie

Groupe de travail interministériel pour la mise en œuvre du Programme de développement durable des Nations unies à l'horizon 2030 (IMWG), présidé et coordonné par le ministre sans portefeuille responsable de la démographie et de la politique démographique. L'Association des collectivités locales participe au Comité national de pilotage conjoint, coprésidé par le Coordonnateur résident des Nations unies. Les ODD sont alignés sur le Programme national d'adoption de l'acquis (NPAA) de l'UE de 2018 à 2021 et sur le Cadre de partenariat pour le développement (DPF) pour la période 2016-2020.

Slovaquie

Priorités nationales pour la mise en œuvre du Programme 2030. Conseil gouvernemental multipartite pour l'Agenda 2030 dirigé par le vice-Premier ministre et Groupe de travail pour l'Agenda 2030. L'Association des villes et municipalités de Slovaquie (ZMOS) est impliquée.

Slovénie

Bureau gouvernemental pour le développement et la politique européenne de cohésion, en étroite coopération avec le ministre des Affaires étrangères et le Groupe de travail interministériel permanent sur les politiques de développement. L'Agenda 2030 est aligné sur la « Vision de la Slovénie » publiée en 2017. En décembre 2017, le gouvernement slovène a également adopté la Stratégie nationale de développement 2030.

Suède

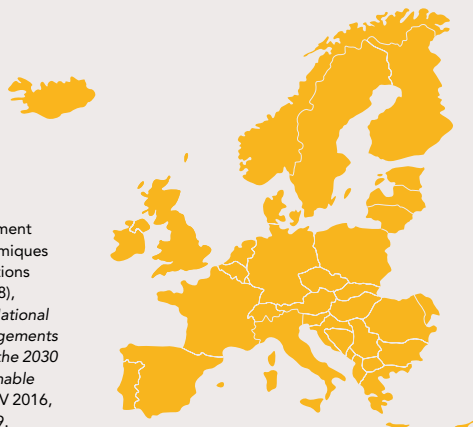
Les ministères de l'Administration publique et de la Coopération internationale pour le développement et le climat assurent la coordination. Il existe en outre un groupe de travail interministériel et des commissions thématiques, où un dialogue régulier est effectué avec les CT. La Suède a adopté un Plan d'action pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Suisse (fédéral)

Le Conseil fédéral suisse assure la supervision. La coordination est menée par un groupe de travail national interministériel sur l'Agenda 2030, codirigé par l'Office fédéral du développement territorial et l'Agence suisse pour le développement et la coopération (DDC), avec engagement fort des cantons et des communes. Les ODD sont alignés sur la Stratégie nationale de développement durable 2016-2019 (révisée tous les quatre ans).

Europe

Sources : Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (2017 et 2018), *Compendium of National Institutional Arrangements for Implementing the 2030 Agenda for Sustainable Development*; ENV 2016, 2017, 2018 et 2019.



Alignement des ODD sur les politiques nationales et implication des collectivités territoriales

La majorité des pays européens disposent de Stratégies nationales de développement durable antérieures à l'Agenda 2030, souvent soutenues par des commissions ou comités nationaux. Ces plans sont toujours en vigueur et, dans la plupart des pays, ils ont été adaptés pour les aligner avec les ODD. C'est le cas par exemple en Allemagne, en Belgique, en France, en Hongrie, en Italie, au Luxembourg, en Roumanie et en Suisse. Dans d'autres pays, les politiques nationales de développement (Albanie, Bulgarie, Irlande, Lettonie, Lituanie et République tchèque) ou les plans de travail gouvernementaux (Croatie, Islande, Portugal) sont alignés sur les ODD.

Selon une déclaration de l'UE datant de 2019, « environ la moitié des États membres sont en passe de prendre des mesures pour opérationnaliser leurs stratégies ou les lier au budget : la Croatie, l'Espagne, l'Estonie, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Slovaquie et la Suède⁷ ». Quelques pays n'ont pas encore défini de cadre national spécifique ou de stratégie intersectorielle (l'Autriche, l'Islande, la Moldavie, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal et le Royaume-Uni), tandis que ces derniers sont en cours d'élaboration en Bosnie-Herzégovine et en Espagne⁸.

À titre d'exemple, l'Estonie a entrepris une analyse comparative entre ses politiques et les ODD, identifiant une série de lacunes qui doivent être abordées. La Stratégie suisse de développement durable 2016-2019 est liée à la mise en œuvre des ODD et la Suisse a également soumis deux ENV en 2016 et 2018. La Stratégie finlandaise pour le développement durable fait également référence aux ODD depuis sa mise à jour en 2017. En outre, le Danemark a formulé un Plan d'action pour la réalisation des ODD au niveau national⁹.

Au niveau régional, les institutions européennes ont réaffirmé leur engagement dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au niveau mondial¹⁰. Cependant, l'UE ne dispose pas encore d'une véritable stratégie de développement durable. Le Conseil de l'Union européenne a demandé à la Commission européenne (CE) d'élaborer une stratégie globale de mise en œuvre en 2019¹¹.

La plupart des cadres nationaux adoptés par les pays européens pour la mise en œuvre des ODD font référence à la nécessité de soutenir les CT et leurs associations dans treize pays qui ont participé à la conception des stratégies nationales¹².

Les CT et leurs associations nationales ont été consultées par le gouvernement national et impliquées dans la mise en œuvre des ODD dans un certain nombre de pays européens. Par exemple, en Suisse, le gouvernement fédéral a jugé essentiel d'intégrer les principes de développement durable à tous les échelons du gouvernement, y compris à celui des cantons et des communes, pour favoriser et accroître l'appropriation par les CT. De fait, de nombreuses communes ont défini leurs propres stratégies de développement durable. Dans ce cas,

il apparaît clairement que le processus d'alignement des ODD devrait s'étendre aux programmes et politiques des CT de la même façon qu'à celles des gouvernements nationaux. Toutefois, dans un nombre considérable de pays, il n'existe pas de preuves concrètes de l'engagement direct des CT dans les processus nationaux d'alignement des ODD.

Les rapports 2017¹³, 2018¹⁴ et 2019¹⁵ de la GTF au FPHN, intitulés « *Towards the Localization of the SDGs* » (Vers la localisation des ODD), examinent dans quelle mesure les CT ont été consultées dans la préparation des ENV et à quel point leur travail se reflète dans les soumissions finales. Ils identifient les principaux problèmes politiques, en s'appuyant sur un large éventail d'exemples spécifiques à chaque pays et ville. Selon le rapport de 2019, **vingt-trois pays d'Europe (soit 63 % des trente-sept pays européens ayant soumis un rapport) ont consulté les gouvernements locaux et régionaux pour la préparation de leur ENV** (contre 44 % au niveau mondial) (voir section 3.1).

Une analyse similaire réalisée par le CCRE (le Conseil des communes et régions d'Europe) et PLATFORMA (Plateforme européenne des pouvoirs locaux et régionaux pour le développement)¹⁶ montre que la participation des associations de CT à la rédaction des ENV européens est en hausse (60 % en 2019 contre 50 % pour la période 2016-2018), principalement grâce aux diverses formes de consultations multipartites. Toutefois, les CT sont encore « généralement passives » et ne contribuent qu'indirectement au contenu des ENV¹⁷. C'est également le cas en ce qui concerne leur participation à la coordination nationale mentionnée ci-dessus (20 pays sur 39 les ont impliquées dans ces mécanismes).

La façon dont les CT sont consultées et impliquées dans la mise en œuvre des ODD d'un pays varie en fonction de leur relation politique avec l'État central et du niveau de décentralisation des réformes. Leur degré d'implication est aussi souvent lié à la proactivité dont elles font preuve pour participer au processus de préparation des ENV et à l'engagement des dirigeants politiques locaux dans la mise en œuvre des ODD.

Dans le cas de l'Espagne, le partenariat avec les CT est mis en évidence dans l'ENV 2018, qui comprend une section sur la localisation des ODD dans chacune des régions et au niveau des CT, soulignant le rôle de la Fédération des municipalités et des provinces (FEMP). L'Association lettonne des collectivités locales et régionales (LALRG) s'est engagée également de manière proactive dans la préparation de son ENV en 2018. La LALRG était représentée (par son Secrétariat général) lors d'un groupe de travail du Centre national de coordination intersectorielle des ODD (CSCC). Elle a donc pu contribuer au rapport en proposant des sections provisoires concernant le rôle des collectivités locales. L'ENV de la Lettonie comprend une section distincte sur les collectivités locales, qui indique que toutes les collectivités locales ont mis en place des stratégies de développement durable, et qui reconnaît le travail de la LALRG¹⁸. De même, l'ENV

Selon le rapport de 2019, vingt-trois pays d'Europe (soit 63 % des trente-sept pays européens ayant soumis un rapport) ont consulté les collectivités territoriales pour la préparation de leur ENV.

2017 des Pays-Bas documente les activités menées par l'Association des municipalités néerlandaises (VNG) dans la localisation des ODD¹⁹. L'ENV 2019 de la Serbie souligne le rôle de l'Association nationale de CT, la Conférence permanente des villes et municipalités (SCTM), dans la création d'un *hub* local dirigé par la communauté. L'ENV 2019 de l'Islande qualifie la mise en œuvre des ODD comme étant un « projet conjoint de l'État et des municipalités, car ces dernières ont un rôle important à jouer pour permettre la mise en œuvre des ODD ». Les ENV de l'Islande et de la Serbie consacrent des sections ou des espaces spécifiques à l'explication du rôle des CT, de même que les ENV du Royaume-Uni et de Bosnie-Herzégovine, qui mettent particulièrement l'accent sur le processus de localisation²⁰. Les autres ENV qui font explicitement référence aux CT sont ceux de l'Allemagne, du Danemark, de la France, de la Grèce, de l'Italie, de la Lituanie, de la Norvège, de la Pologne, de la République tchèque, de la Suède et de la Suisse.

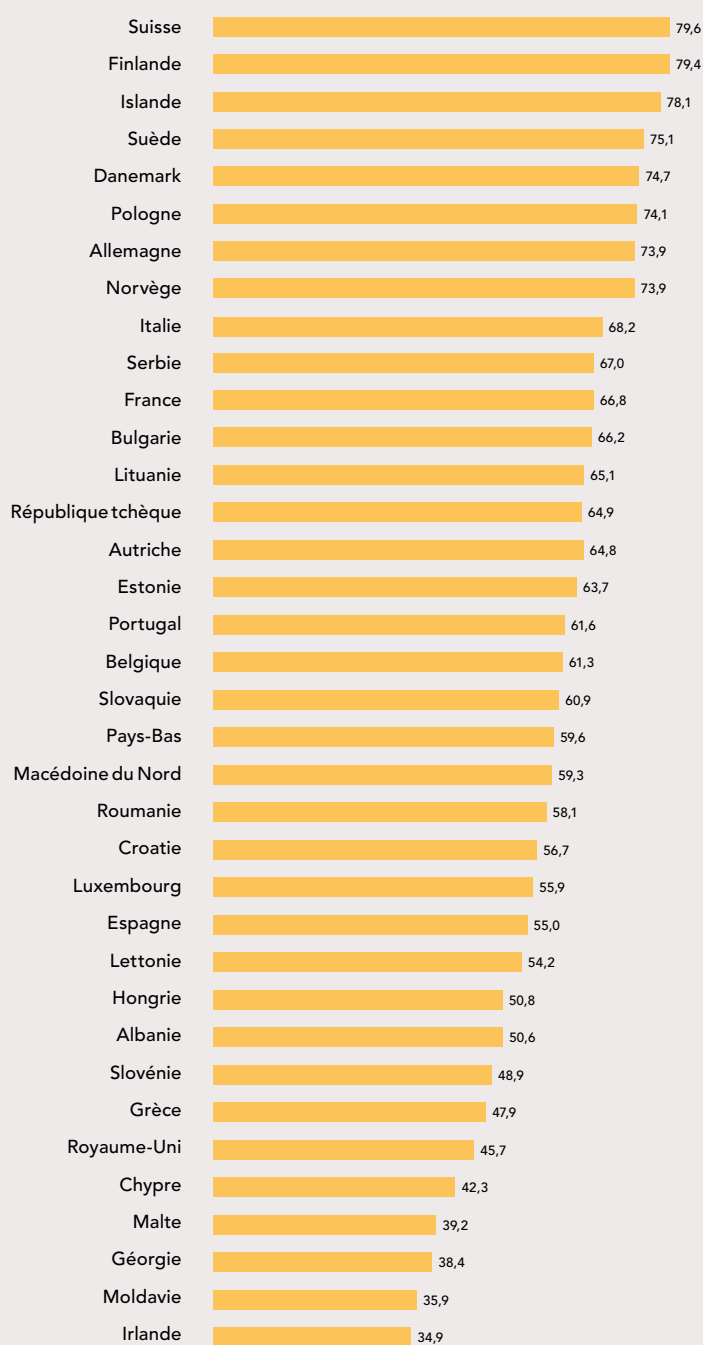
Alors que, dans certains pays, les CT et leurs associations ont pris le leadership en matière de mise en œuvre des ODD au niveau local, dans d'autres pays elles manquent de ressources financières et de soutien pour assurer une localisation efficace. Cette situation s'est aggravée avec les réformes et les réductions des budgets locaux depuis la crise mondiale de 2008-2009, qui a touché de nombreuses CT (voir sections 2.2 et 3.1).

L'importance du renforcement des compétences des collectivités locales est ainsi soulignée dans divers ENV. Par exemple, le Monténégro souligne que les capacités du secteur public, en particulier des CT, doivent être considérablement accrues. En outre, la Serbie mentionne dans son ENV 2019 la nécessité d'un soutien financier international. Il est urgent que les gouvernements nationaux et les CT joignent leurs efforts pour sensibiliser les différents acteurs, promouvoir l'alignement des plans de développement avec les ODD et accélérer leur mise en œuvre²¹ 🌱

2.2. Situation actuelle des collectivités territoriales en Europe

Graphique 1

Indice de l'autonomie locale 2014, classement des pays



Source : OCDE (2019), *Réussir la décentralisation. Manuel à l'intention des décideurs*.

Évolution de la décentralisation : les politiques et les réformes

Au cours de la dernière décennie, les CT de plusieurs pays d'Europe ont exigé que d'importantes mesures soient prises par leurs gouvernements en matière de gouvernance locale. Les réformes, les évolutions récentes de la décentralisation et les politiques associées qui ont suivi ont été analysées dans un certain nombre de recherches universitaires, ainsi que par diverses organisations internationales telles que l'UE et l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)²².

Dans les États européens fédéraux ou quasi fédéraux (tels que l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne et la Suisse), des réformes ont été mises en place principalement pour améliorer la répartition des responsabilités entre les différents niveaux de gouvernement, renforcer les relations et le partage du financement entre les différents États, régions et collectivités locales, renforcer les pactes de stabilité internes en modifiant les mécanismes de péréquation et la coordination des politiques. Dans les États unitaires, les réformes du secteur public ont cherché à renforcer la décentralisation et à améliorer les systèmes de gouvernance multiniveaux (Pays-Bas, Suède, Finlande, Danemark, Norvège, France et Royaume-Uni), à améliorer les économies d'échelle et l'efficacité des services publics (France), et à améliorer la gestion publique (Irlande). En outre, après la crise financière mondiale, de nombreuses réformes mises en place ont été liées aux mesures d'austérité, au contrôle des dépenses et à la rationalisation²³.

En général, dans les pays fédéraux et quasi fédéraux (Espagne), les CT jouissent de compétences et de responsabilités plus larges, en particulier au niveau régional ; elles ont des niveaux plus élevés de dépenses et de revenus par rapport au PIB que les pays unitaires. À noter que de larges variations existent dans toute l'Europe, selon l'étendue de la décentralisation.

Dans les pays fédéraux, les dépenses des CT représentent 21,5 % des dépenses publiques totales, contre 9,7 % dans les pays unitaires. Toutefois, dans certains pays unitaires comme le Danemark, la Finlande et la Suède, les CT représentent une part plus importante des dépenses publiques (27,4 %) (voir graphique 3)²⁴.

L'Indice d'autonomie locale (LAI selon l'acronyme anglais) pour l'Europe est une mesure développée par des chercheurs universitaires pour essayer d'analyser l'importance des compétences et des responsabilités aux niveaux local et régional. Il combine des mesures sur : 1) le niveau d'autonomie juridique ; 2) le champ d'application des politiques (l'éventail des fonctions et tâches dans les prestations des services) ; 3) le pouvoir politique discrétionnaire (le pouvoir de décision dans

l'accomplissement des tâches) ; 4) l'autonomie financière ; 5) l'autonomie organisationnelle et administrative ; 6) la non-ingérence (liée aux relations verticales avec des niveaux supérieurs de gouvernement) ; et 7) la possibilité d'influencer les décisions à un haut niveau (voir graphique 1)²⁵.

L'Indice d'autorité régionale (RAI, selon l'acronyme anglais) est une autre mesure destinée à suivre l'évolution des régions administratives et des collectivités intermédiaires dans plus de 81 pays, dont 38 pays européens²⁶. Selon l'OCDE, « l'Indice d'autorité régionale et l'Indice d'autonomie locale montrent également une augmentation du degré d'autorité des municipalités et des régions au cours des dernières décennies », bien que les évolutions enregistrées ces dernières années soient plus variées²⁷.

Les différentes mesures et études montrent que quatre pays nordiques – le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède – se trouvent parmi les dix premiers pays d'Europe, avec la Suisse, la Pologne et l'Allemagne, suivis de l'Italie, de la France, de la Norvège et de l'Autriche. L'Indice d'autonomie locale inclut également la Serbie parmi ce premier groupe²⁸. Comme le résume l'OCDE, selon ce même indice²⁹ il existe en France une tradition d'autonomie locale, même si parfois des contraintes sont posées par les systèmes politiques locaux ou l'organisation administrative. En Suisse, les municipalités gèrent de façon autonome les affaires financières et organisationnelles, bénéficiant d'une protection légale. Cependant, en raison de leur taille et des pouvoirs plus discrétionnaires des cantons, la portée de leurs décisions politiques propres est relativement limitée. Les municipalités allemandes, beaucoup plus grandes malgré la structure fédéraliste de l'Allemagne, sont plus autonomes en ce qui concerne leurs pouvoirs politiques. En Espagne, la décentralisation est plus avancée au niveau régional qu'au niveau municipal. Au Royaume-Uni, l'autonomie administrative est forte tandis que l'autonomie financière est plus limitée. Enfin, l'Irlande montre des niveaux d'autonomie très bas dans pratiquement tous les domaines.

En dehors de la Pologne, qui a fait des progrès en matière de décentralisation, la plupart des États membres de l'UE en Europe centrale et orientale sont encore en voie de décentralisation. Ces pays disposent généralement d'une grande autonomie juridique et, dans une certaine mesure, organisationnelle et administrative, mais d'une autonomie plus restreinte dans d'autres domaines (c'est le cas notamment de la Bulgarie, de la Roumanie, de l'Estonie, de la République tchèque et de la Slovaquie)³⁰. La Hongrie constitue l'une des grandes exceptions, avec une recentralisation des pouvoirs et une diminution de la part des dépenses locales de 5 % au cours des vingt dernières années. En Hongrie, l'éducation, la santé et certains services sociaux ont également été recentralisés, en particulier après 2012 (et l'adoption de la *Cardinal Law*). Les transferts sont désormais majoritairement conditionnés³¹.

Bien que l'autonomie locale soit inscrite dans la plupart des Constitutions, la décentralisation en est encore à ses débuts dans les États des Balkans non membres de l'UE (Albanie, Bosnie-Herzégovine,

Kosovo, Moldavie, Monténégro, Macédoine du Nord, Serbie), à l'exception de la Croatie, où les ressources sont plus décentralisées (en particulier au niveau des comtés). Dans certains pays comme la Moldavie et la Serbie, les processus de réforme ont récemment connu un ralentissement. D'autres pays, notamment la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro, connaissent de graves problèmes en raison de dissensions politiques et ethniques³².

Les réformes mises en œuvre au cours de la dernière décennie ont eu un impact sur les responsabilités et les capacités des CT dans toute la région, bien qu'à des degrés divers. Ils sont plus prononcés dans les pays du sud de l'Europe — qui ont été les plus touchés par la crise financière mondiale de 2008-2009. En raison des restrictions budgétaires en Grèce et au Portugal, le contrôle de l'État sur les finances des collectivités locales a été renforcé, les salaires et le recrutement du personnel gelés et l'organisation territoriale réformée. En Grèce, la réforme Kallikratis de 2010 a créé treize régions décentralisées, dotées de nouvelles responsabilités dans le domaine de la planification et du développement régional et de fonds structurels (transférés des préfectures), ce qui a entraîné le regroupement de municipalités. En Espagne, plusieurs lois ont accru le contrôle sur les budgets locaux et limité l'endettement des collectivités locales, réduisant ainsi leurs compétences (en particulier pour les petites communes) et limitant les rémunérations de tous les fonctionnaires à tous les niveaux, y compris aux niveaux local et régional. En Italie, les mesures adoptées en 2012 et 2013 ont imposé des restrictions sur les budgets et les dépenses ainsi qu'une réorganisation territoriale qui a eu des répercussions sur l'autonomie locale.

Laerdal, Norvège (photo :
© Andrea Ciambra).



Tout comme dans le sud de l'Europe, en France, la réforme multiforme des collectivités locales en 2010 comprenait une réforme de la fiscalité locale (réduction des pouvoirs des CT) ainsi que des mécanismes de péréquation, une rationalisation de la coopération intercommunale et la création d'un nouveau statut pour les métropoles. D'importantes parties de la législation de 2010 ont été ultérieurement révoquées mais, dans le cadre de l'Acte III de la décentralisation en 2013-2015, de nouvelles réformes ont été validées. C'est le cas notamment de la loi sur les métropoles (2014), sur les fusions des régions (2014) et de la loi NOTRe (2015). Cette dernière modifie la répartition des responsabilités entre les différents niveaux de CT en renforçant les responsabilités des régions (en matière de développement économique, de planification territoriale, de protection de l'environnement et de formation professionnelle).

Parallèlement, en Allemagne, le nombre de municipalités a diminué, des contrôles financiers ont été mis en place, mais les responsabilités ont augmenté. La coopération intercommunale (*Gemeindeverband* et *Zweckverbände*), ainsi que la privatisation et l'externalisation des services publics ont été développées pour réduire les dépenses. Toutefois, aujourd'hui, les municipalités essaient de reprendre le contrôle des services publics (remunicipalisation de services publics de base tels que la gestion de l'eau). Les Pays-Bas ont imposé des restrictions budgétaires et des transferts aux niveaux local et régional, ainsi qu'une nouvelle décentralisation des responsabilités (notamment dans les domaines de la santé des jeunes et des soins de longue durée). Celle-ci a été accompagnée d'avancées dans le processus de fusion, contraignant les collectivités locales à rationaliser les dépenses et à développer de nouvelles modalités de prestation de services (par exemple des Chartes de services).

En Finlande, le processus de régionalisation lancé en 2013 a été interrompu en 2019. Certains États ont également défini des normes minimales pour la prestation des services locaux. En Norvège, la décentralisation s'effectue dans le cadre du système de mesure des performances KOSTRA.

Il convient également de faire référence au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, chargé de surveiller l'application de la Charte européenne de l'autonomie locale³⁴ adoptée en 1985 et ratifiée par les quarante-sept États membres du Conseil. Le principe de subsidiarité est inscrit au cœur de la Charte. Les rapports de suivi quinquennaux du Congrès donnent un aperçu de la

décentralisation dans toute l'Europe. Les réformes de ces dernières années ont eu différents impacts sur l'autonomie locale : « Dans une majorité de pays, la perception d'une certaine perte d'autonomie était davantage due à la réduction des ressources qu'aux restrictions institutionnelles ». Cependant, ce problème est loin d'être négligeable (voir la section Financement du développement local ci-dessous)³⁵.

Organisation territoriale nationale : structure des collectivités territoriales

Comme mentionné précédemment, les réformes ont également eu un impact sur l'organisation territoriale en Europe. Au début des années 1990, les vingt-huit États membres de l'UE comptaient, à eux seuls, environ 97 500 municipalités. Elles étaient environ 87 182 en 2017-2018. Cependant, le nombre moyen d'habitants par municipalité varie grandement, allant de 168 000 habitants au Royaume-Uni et 151 000 en Irlande (depuis la réforme de 2014) à seulement 1 700 habitants en République tchèque, 1 850 en Slovaquie et 1 890 en France en 2017-2018³⁶. Les États non membres de l'UE comptent 5 056 municipalités supplémentaires. Le nombre total de CT à travers le continent approche donc les 100 000³⁷. En outre, il existe des collectivités intermédiaires, (tels que les départements en France, les provinces en Belgique et en Espagne), des métropoles et des régions, qui augmentent de façon considérable le nombre total de CT en Europe.

Les récentes réformes territoriales ont abouti à la fusion des municipalités et des régions et, dans certains cas, à leur suppression pure et simple. L'Irlande a connu des changements particulièrement spectaculaires en 2014, qui ont entraîné la réorganisation de 114 conseils en 31 collectivités locales, et la suppression des huit autorités régionales. En Estonie, en 2017, le nombre de municipalités est passé de 213 à 79 (14 communes urbaines et 65 communes rurales). Toutefois, dans la plupart des cas, les changements ont été plus progressifs, y compris dans de nombreux États des Balkans non membres de l'UE. Par exemple, la Moldavie (3,46 millions d'habitants) compte encore 1 679 collectivités locales (villages, communes, villes et municipalités) et 35 régions (districts). Dans l'ensemble, il y a eu relativement peu de changements autant dans les États unitaires, que dans pays fédéraux ou quasi fédéraux au cours des dix dernières années (voir tableau 2).

La complexité des structures territoriales a augmenté au cours des dix dernières années, avec des responsabilités se chevauchant parfois entre les différents échelons de gouvernement, sous l'impulsion de réformes ambitieuses de l'organisation territoriale. Ces dernières sont souvent déclenchées par des changements politiques, démographiques et socio-économiques. Elles sont notamment liées à la croissance des services et des transports ou des nouvelles exigences en matière de TIC, à la réforme des modèles de gestion locale et aux considérations financières relatives au partage des coûts des services, afin de réaliser des économies d'échelle en raison de la baisse des revenus.

Les récentes réformes territoriales ont abouti à la fusion des municipalités et des régions et, dans certains cas, à leur suppression pure et simple.

Tableau 2 Système politique, organisation territoriale et nombre de collectivités territoriales par pays (2017-2018)

États fédéraux ou quasi fédéraux	1 ^{er} niveau (municipal)	2 ^e niveau (intermédiaire)	3 ^e niveau (régional/État)	Total
Allemagne	11 054	401	16	11 471
Autriche	2098		9	2 107
Belgique	589	10	6	605
Bosnie-Herzégovine	145		10	155
Espagne	8 124	50	17	8 191
Suisse	2 222		26	2 248
États unitaires				
Albanie	61		12	73
Bulgarie	264			264
Croatie	555		21	576
Chypre	380			380
Danemark	98		5	103
Estonie	79			79
Finlande	311			312
France	35 357	101	18	35 476
Grèce	325		13	338
Hongrie	3 178		19	3 197
Islande	74			74
Irlande	31			31
Italie	7 960		20	7 980
Lettonie	119			119
Lituanie	60			60
Luxembourg	102			102
Malte	68			68
Moldavie	1 697		35	1 732
Monténégro	68			68
Pays-Bas	390		12	392
Macédoine du Nord	23			23
Norvège	422		18	422
Pologne	2 478	380	16	2 874
Portugal	308		2	310
République tchèque	6 258		14	6 272
Roumanie	3 181		41	3 222
Royaume-Uni	391	27	3	421
Serbie	174		2	176
Slovaquie	2 930		8	2 938
Slovénie	212			212
Suède	290		21	311

Sources : OCDE-CGLU (2019), *Réussir la décentralisation. Manuel à l'intention des décideurs*, Annexe B, p. 161 ; CCRE, « À Propos des membres » ; OCDE-UCLG, *World Observatory on Subnational Government Finance and Investment* : <http://www.sng-wofi.org/>.

Missions et attributions : les compétences définies par la loi

L'impact des réformes territoriales peut être complexe, impliquant des changements d'attribution de pouvoirs à différents niveaux territoriaux, comme c'est le cas dans les régions, par exemple en Norvège. Dans de nombreux cas, les réformes sont directement liées à une décentralisation importante destinée à les rendre politiquement intéressantes. Elles instaurent une administration locale plus forte, avec davantage de pouvoirs d'action. En Islande, en 2011, les municipalités ont acquis de nouvelles responsabilités en matière de prestation de services et de soutien aux personnes handicapées. En Irlande, en 2014, les autorités locales ont renforcé leur rôle dans le développement économique (mais les services d'eau ont été recentralisés) et, aux Pays-Bas, les réformes de 2015 ont confié de nouvelles compétences aux municipalités, notamment en ce qui concerne les soins. Dans le cadre des réformes de 2014-2017, la Norvège a transféré les compétences des comtés et de l'État central en matière d'enseignement secondaire et de transport aux municipalités³⁸. En Belgique, la 6^e réforme de l'État (2014) a doté les régions de responsabilités supplémentaires (sur le marché du travail, la mobilité et la justice), ainsi que les municipalités (allocations familiales, soins de longue durée, santé). En Italie, les réformes lancées en 2014 ont permis à dix villes métropolitaines de prendre en charge les compétences des anciennes provinces, avec des pouvoirs supplémentaires pour la police locale, les routes, les transports et l'aménagement du territoire

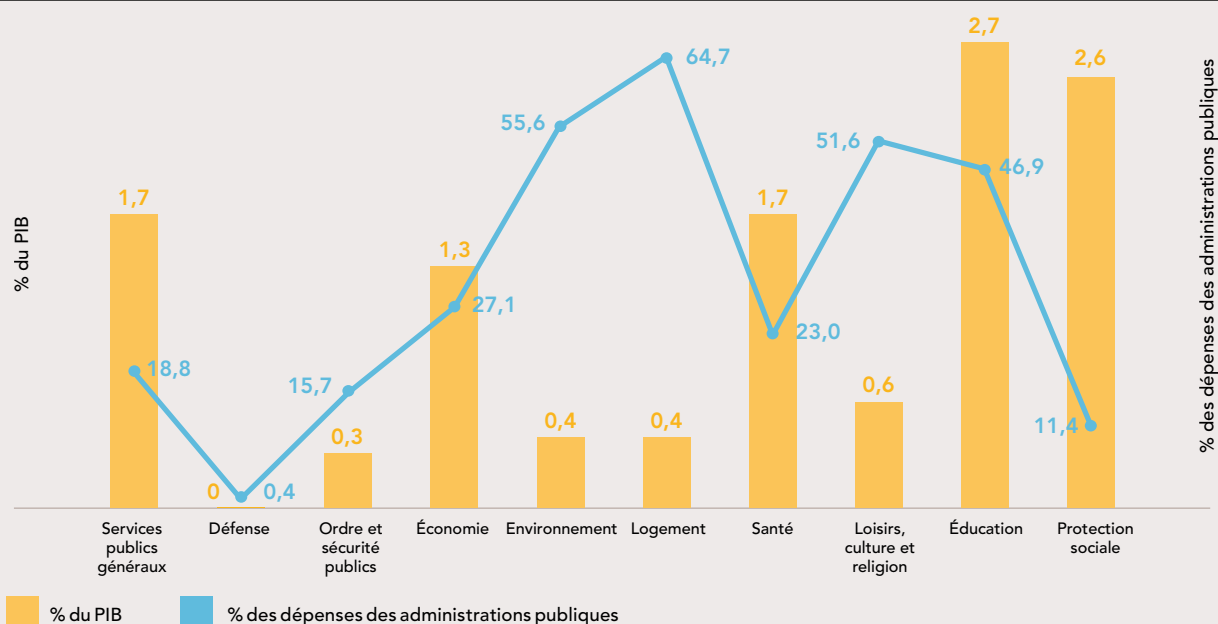
et urbain. Le maire de la ville métropolitaine est, en outre, directement élu. En République tchèque, en 2015, certaines responsabilités des petites communes ont été réaffectées aux grandes municipalités (afin de pallier la fragmentation municipale) et au gouvernement central dans le cadre de la réforme sociale.

Les statistiques relatives aux dépenses territoriales par secteur ou fonction sont compilées par la Classification des fonctions des administrations publiques (COFOG), qui compte dix catégories principales³⁹. Celles-ci précisent les rôles et les responsabilités des CT européennes par rapport aux États. Ces catégories permettent d'analyser et de comparer : l'éducation, l'économie et les transports ; la protection sociale ; la santé ; le logement et aménagement urbain ; les loisirs, la culture et la religion ; les services publics généraux ; l'ordre et la sécurité publics ; et la protection de l'environnement. Chaque catégorie inclut également des sous-fonctions. Le graphique 2 présente la répartition des différents domaines en pourcentages du PIB et des dépenses publiques totales.

Comme indiqué dans le graphique 2, les responsabilités relatives aux dépenses des CT (en pourcentages du PIB) sont plus importantes dans l'éducation, la protection sociale, la santé, les services publics généraux et les affaires économiques (y compris les transports). Toutefois, les CT représentent une part importante des dépenses publiques dans le logement et l'aménagement urbain, la protection de l'environnement, les loisirs, la culture, la religion et l'éducation. Les contributions du niveau régional ou des États

Graphique 2

Dépenses des collectivités territoriales des pays européens (34) par secteur/fonction en % du PIB et en % des dépenses publiques (COFOG, 2016)



OCDE-CGLU (2019), *World Observatory on Subnational Government Finance and Investment*, <http://www.sng-wofi.org/data/>.

fédérés aux dépenses publiques sont souvent plus importantes dans des domaines tels que le logement, l'éducation, les loisirs et la culture, la santé, le développement économique, l'ordre et la sécurité publics, l'environnement, tandis que la part des collectivités locales dans les dépenses publiques est plus importante dans le logement, la protection de l'environnement, les loisirs, la culture et l'éducation. Les différences sont significatives entre les pays : dans ceux où la décentralisation reste faible, les responsabilités des collectivités locales ont tendance à se limiter à des secteurs tels que les services publics généraux, les loisirs et la culture, et, dans une moindre mesure, aux affaires économiques, aux transports, au logement et à l'aménagement urbain.

Ces dernières années, les municipalités du Danemark se sont vu attribuer de nouvelles compétences en matière d'aide sociale et d'éducation, tandis que les régions ont obtenu plus de responsabilités dans les domaines de la santé, du développement régional et de l'environnement. Toutefois, depuis le 1^{er} janvier 2019, les régions du Danemark ont vu leur place diminuer dans la mise en œuvre des programmes de fonds structurels (le Fonds européen de développement régional – FEDER et le Fonds social européen – FSE) et dans le développement économique. Au Royaume-Uni (en particulier en Angleterre), le *Localism Act* de 2011, les « *City Deals* » et les « *Devolution Deals* » de 2016 ont octroyé des moyens d'action aux intercommunalités métropolitaines (*combined authorities*) en matière de logement, de transports, de planification et de police. Ils ont également mis en place un système d'élection directe pour les maires. Dans le même temps, les Parlements écossais et gallois ont vu leurs pouvoirs être renforcés. Dans le cas du premier, de nouveaux pouvoirs en matière fiscale ont été ajoutés. En France, les réformes mises en place depuis 2010 ont été progressives ; elles ont renforcé la gouvernance métropolitaine, réorganisé les régions, modifié les partages de compétences entre CT et favorisé l'intercommunalité, avec plus de pouvoirs octroyés aux régions.

Dans beaucoup de pays la décentralisation est « asymétrique », ce qui signifie qu'au sein d'une même catégorie de CT les pouvoirs politiques, administratifs ou fiscaux, peuvent être différenciés. Parmi les États fédéraux, les CT d'Espagne et de Belgique présentent de nombreuses asymétries, tandis que celles d'Autriche, d'Allemagne et de Suisse montrent plus d'unité. Parmi les États unitaires, l'Italie et le Royaume-Uni se distinguent par leur irrégularité⁴⁰. De même, la plupart des États non membres de l'UE dans les Balkans affichent des fonctions et des responsabilités asymétriques⁴¹.

De manière générale, les gouvernements métropolitains et urbains ont des responsabilités en matière de politique économique, notamment en matière de « promotion industrielle, de planification environnementale, de collecte des déchets, de transports publics, de planification du territoire régional, de développement économique régional, de loisirs, de parcs régionaux, de promotion touristique, de planification et de réglementation du trafic et d'approvisionnement en eau⁴² ».

Enfin, les CT jouent un rôle de plus en plus important dans la coopération internationale au développement, notamment à travers la « coopération décentralisée ». Ce rôle a été reconnu juridiquement et officiellement à l'échelle nationale et européenne. La Belgique, l'Espagne, la France, la Hongrie, l'Italie, la Lettonie, le Portugal, la Pologne, la Roumanie et la Suède ont tous une disposition juridique permettant de mener à bien des activités de coopération décentralisée. Plusieurs autres pays comme l'Autriche, l'Allemagne, la Finlande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et de nombreux pays d'Europe centrale et de l'Est facilitent également ces activités, mais dans un cadre légal moins formalisé⁴³.

Financement du développement local : la décentralisation fiscale

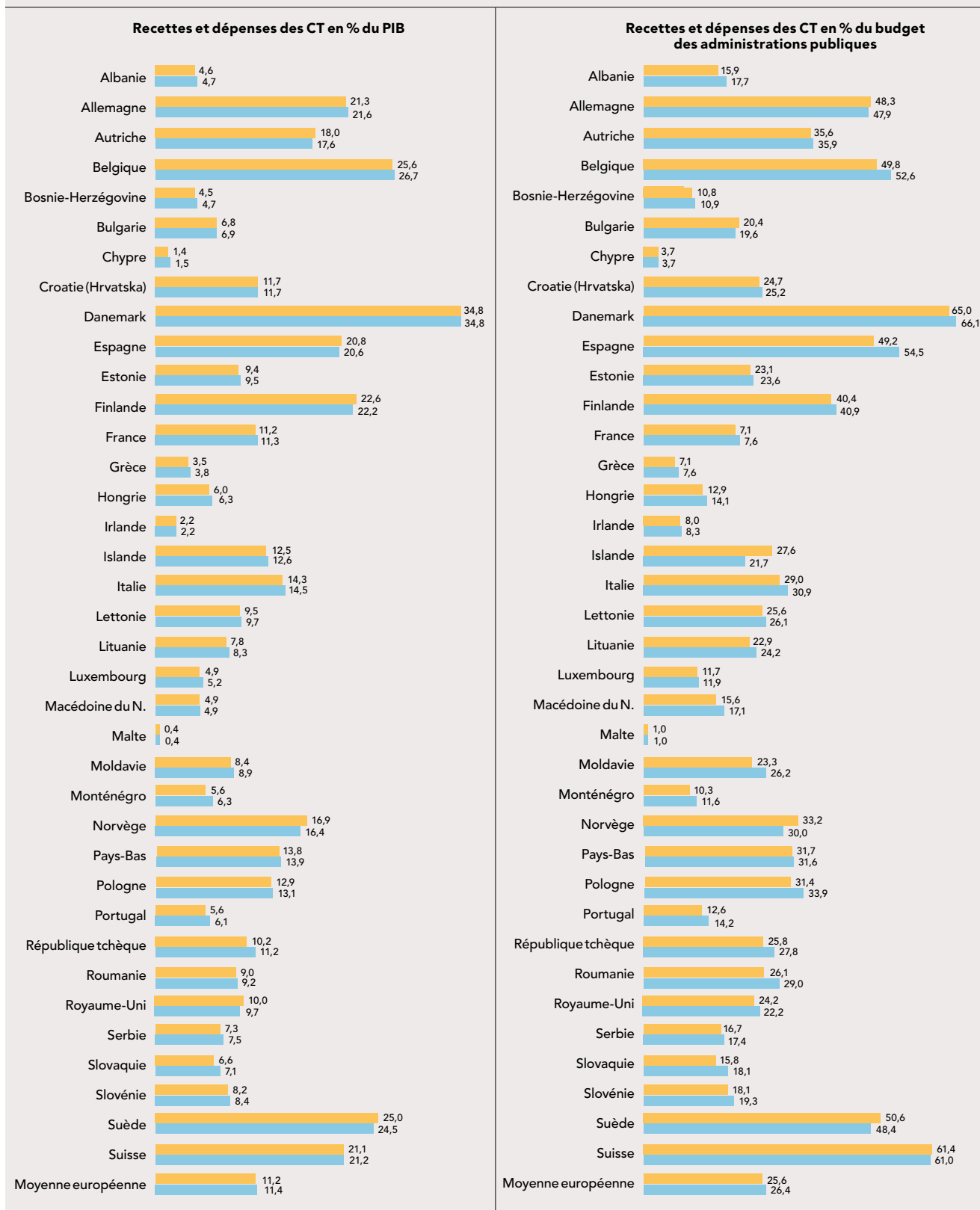
L'impact de la crise économique mondiale de 2008-2009 et ses conséquences, notamment l'imposition de mesures d'austérité budgétaire dans de nombreux pays, ont conduit à une réduction de la part des CT dans le PIB et dans les dépenses publiques. Les données de l'UE montrent une baisse globale des dépenses des collectivités locales des États membres par rapport au PIB (passant d'environ 13,94 % en 2009 à environ 10,8 % en 2016). Il va sans dire que ces indicateurs dépendent de l'ampleur de la décentralisation du financement vers les CT dans le pays étudié⁴⁴.

Entre 1995 à 2016, la part des collectivités territoriales dans les dépenses publiques a augmenté en Espagne, en Suède, en Belgique, au Danemark, en Allemagne, en Pologne et en Finlande (de plus de 5 %). Des augmentations plus faibles sont à noter pendant la même période en Italie, en Slovaquie, en Lettonie, en République slovaque, en Autriche, en France, en République tchèque, en Suisse, au Portugal et en Grèce. À l'inverse, des baisses ont été observées en Lituanie, en Islande, en Estonie, en Norvège, aux Pays-Bas, et particulièrement en Hongrie et en Irlande. On peut alors raisonnablement supposer que la tendance vers une plus grande autonomie budgétaire sur le long terme devrait reprendre en Europe, si aucun autre choc économique mondial majeur ne survient. La décentralisation budgétaire est encore à un stade précoce, notamment dans les pays des Balkans⁴⁵.

La diminution des ressources financières a eu des conséquences sur les dépenses de personnel qui ont été réduites dans trois pays européens sur quatre. Comme mentionné précédemment, ces tendances s'accompagnent d'une réorganisation importante des services, notamment en Espagne, en République tchèque, au Royaume-Uni, au Portugal, en Bulgarie et en Grèce. Les règles de discipline budgétaire peuvent également affecter les élus locaux. C'est le cas notamment en Espagne, où la rémunération des élus a été limitée. Aux Pays-Bas et en Irlande, des réformes ont permis de réduire le nombre de représentants élus afin de réaliser des économies.

Un autre indicateur fiscal souvent utilisé concerne le pourcentage de revenus des CT dans l'ensemble des recettes publiques (voir graphique 3). En général, les ratios des recettes sont très proches de ceux des

Part des recettes et des dépenses des collectivités territoriales dans le PIB et dans le budget des administrations publiques par pays



Source : OCDE-CGLU (2019), *World Observatory on Subnational Government Finance and Investment* (données de 2016): <http://www.sng-wofi.org/data/>.

dépenses. Dans la majorité des pays, les impôts locaux (propres et partagés) sont la principale source de revenus, suivis par les dotations et subventions et les recettes tirées de l'exploitation des services publics locaux. Néanmoins, la part des recettes propres dans le total des recettes locales et régionales varie considérablement. Elle est proche de 70 % (ou plus) en Islande, en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro, en Suisse, en Allemagne, en Lettonie, en Finlande, en France, en Suède et au Portugal. En Norvège, en Italie, en Croatie, en Irlande, en Espagne et en Hongrie, les sources propres représentent environ 50 % des budgets aux niveaux local et régional, mais cela tombe en dessous de 30 % en Moldavie, en Bulgarie, aux Pays-Bas, en Autriche, en Slovaquie, au Kosovo, en Albanie, en Roumanie, en Estonie et en Lituanie. La Belgique, la Pologne, le Danemark, la Grèce et le Royaume-Uni se situent quant à eux entre 30 % et 40 %. Cela signifie que ces derniers groupes de pays dépendent principalement des transferts, des dotations et des subventions de l'État, en raison d'importants déséquilibres verticaux dans les budgets locaux⁴⁶.

La part des recettes fiscales ne donne cependant pas une image exacte de l'autonomie fiscale locale, car celle-ci dépend de nombreux autres facteurs, tels que le droit de fixer ou d'abolir des impôts ou de définir l'assiette fiscale, d'autant plus que les recettes issues des impôts regroupent à la fois les impôts propres et la fiscalité partagée⁴⁷. Un tableau plus précis de la décentralisation budgétaire est donné grâce aux indicateurs d'autonomie fiscale de l'OCDE, qui montrent que l'autonomie fiscale a augmenté en Finlande, au Portugal et en Italie entre 1995 et 2011, alors qu'elle a diminué au Danemark et en France. Parmi les exemples de réformes importantes figurent les réformes budgétaires belges qui ont renforcé l'autonomie fiscale régionale et ont permis aux régions de lever un impôt supplémentaire sur le revenu et d'acquiescer d'autres pouvoirs fiscaux (« régionalisation » de l'impôt sur le revenu des personnes physiques). De même, en Espagne, après 2011, l'autonomie financière des régions a été renforcée et leur part dans la fiscalité partagée est passée de 33 % à 50 %.

Les données nationales agrégées peuvent en outre masquer d'importantes disparités. Dans certains cas, des tendances compensatoires et des dispositifs fiscaux complexes faussent l'étendue réelle de la décentralisation budgétaire. Le Royaume-Uni (Angleterre) a considérablement réduit les transferts fiscaux entre le gouvernement central et les collectivités locales en raison des mesures d'austérité prises depuis la crise économique mondiale de 2008-2009. Cette mesure a entraîné, dans de nombreuses collectivités locales, et en particulier dans certaines grandes villes, une baisse spectaculaire des revenus locaux. Cela a eu un impact sur la capacité des municipalités à fournir des services de base, un problème signalé dans un rapport de suivi du Conseil de l'Europe de 2014⁴⁸.

En outre, les CT jouent un rôle majeur dans l'investissement public, et donc dans la recherche du financement nécessaire pour la réalisation des ODD.

Le graphique 3 montre le pourcentage de l'investissement public assumé par les CT. Les pourcentages les plus élevés s'observent dans des États fédéraux tels que la Belgique, la Suisse, l'Espagne et l'Allemagne, ainsi que dans certains États unitaires comme la France, la Finlande, l'Italie, le Portugal et la Suède (qui réalisent plus de 50 % de l'investissement public total). Les seules collectivités locales de Belgique, France, Finlande, Italie et Suède réalisent 50 % de l'investissement public total.

Comme l'a souligné le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement, afin de soutenir l'investissement il est souhaitable que les collectivités locales puissent accéder au financement via des prêts, des obligations, et l'accès aux marchés financiers. Les dispositions législatives en la matière varient selon les pays. La dette financière des CT consolidée, exprimée en pourcentage de la dette publique totale, fournit un indicateur utile de l'importance relative des CT et donc, potentiellement, de la décentralisation budgétaire (selon l'OCDE, en 2016 la dette publique moyenne des CT représentait 14,4 % de la dette nationale dans les pays de l'UE, mais allait de 42,4 % en Norvège à 0,6 % en Grèce). Dans certains pays, les collectivités locales ont pu améliorer leur accès au financement extérieur sur les marchés financiers et mutualiser des mécanismes de financement, grâce à l'initiative des associations de gouvernements locaux. C'est le cas notamment en France et au Royaume-Uni, qui se sont basés sur le modèle des agences de financement municipales, qui a fait ses preuves et prévaut dans les pays nordiques. En France, l'Agence France locale a été créée en 2013 et appartient entièrement aux collectivités locales. Son mandat vise à réduire les coûts des emprunts, en mettant en commun les

Inauguration du nouveau terrain de sport dans une école à Jacou, Occitanie, France (photo: Isabelle Blanchemain, bit.ly/2OxxUNv).



besoins de financement des collectivités locales. Son objectif est d'atteindre 25 % de part de marché pour la mobilisation des fonds alternatifs⁴⁹.

Comme indiqué précédemment, il semble que la crise économique mondiale de 2008-2009 et la crise de la zone euro, avec les mesures d'austérité qui ont suivi dans de nombreux pays, ont ralenti, voire

inversé, les réformes de décentralisation en cours (ou planifiées dans certains cas). Dans d'autres pays, selon l'OCDE, la crise a contribué à accélérer les réformes budgétaires (en République tchèque et en Estonie). Elle a également poussé les pays à chercher à améliorer leurs revenus fonciers via de nouveaux impôts locaux ou la révision des taux d'imposition (en Irlande, aux Pays-Bas, en Espagne, au Portugal et en France). De manière générale, la crise de 2008-2009 a entraîné un resserrement général des règles budgétaires, à tous les niveaux de gouvernement, en matière d'équilibre budgétaire, de dépenses et de restrictions de l'emprunt. Aux Pays-Bas, les collectivités locales ont dû, depuis 2013, transférer des liquidités excédentaires vers l'État. En 2012, au Danemark, une loi a introduit un plafond de dépenses pluriannuel à tous les échelons de gouvernement. Des restrictions fiscales similaires ont été adoptées en Estonie, en République tchèque, en Hongrie, en Italie, en France, en Finlande et ailleurs⁵⁰.

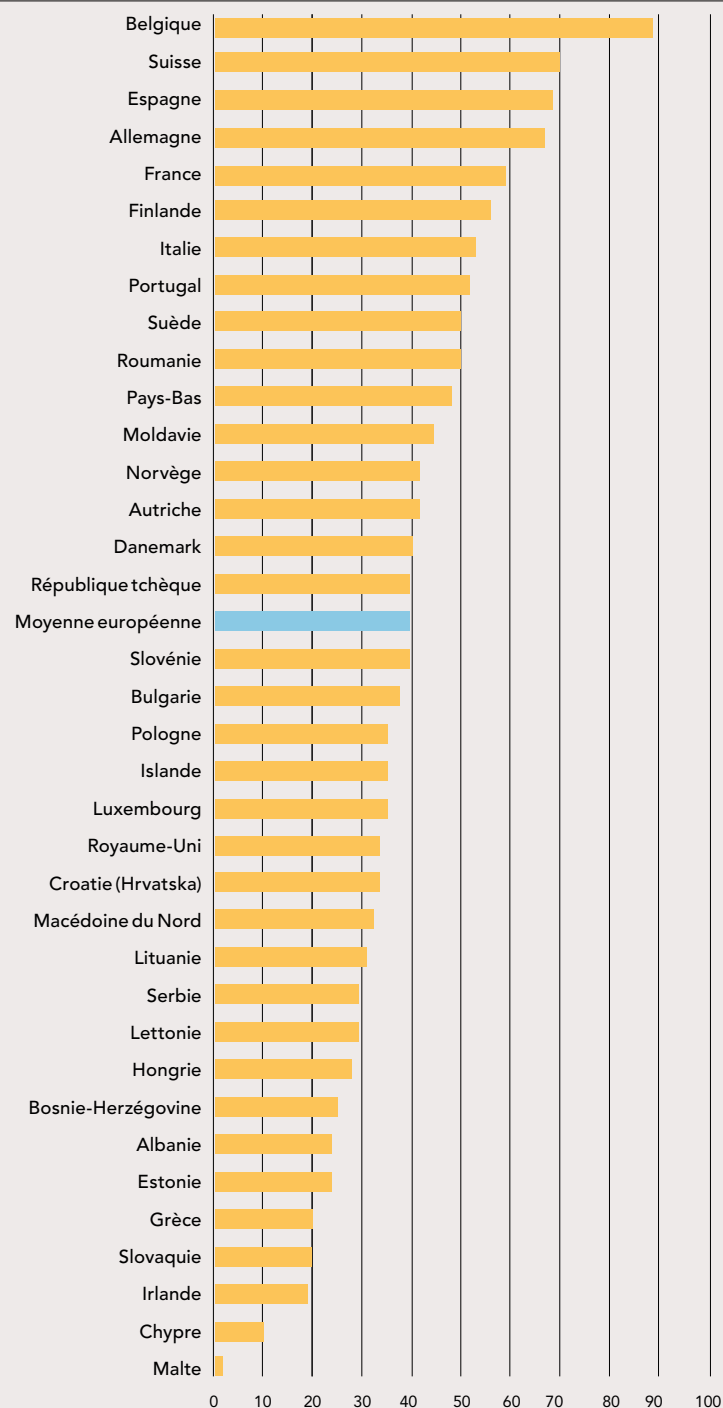
Depuis la crise, des efforts particuliers ont été déployés pour renforcer la coordination budgétaire entre tous les échelons de gouvernement dans la gestion macroéconomique. Ces mesures se traduisent par des accords de coopération, des pactes de stabilité internes et des « conseils fiscaux » visant à promouvoir des finances publiques et une discipline budgétaire durables (en Autriche, en Belgique, en Allemagne, en Italie, au Portugal et en Espagne)⁵¹.

Comme mentionné ci-dessus, pour réaliser des économies, les fusions entre communes ont été favorisées à travers des incitations financières (par exemple avec un accroissement des dotations aux Pays-Bas, en Estonie, en Italie et en Finlande). D'autres incitations non fiscales comprennent notamment l'octroi d'un statut spécial aux communautés urbaines ou la possibilité de conserver d'anciennes structures administratives comme divisions infracommunales (au Royaume-Uni ou en Grèce).

Dans l'ensemble, les États européens et les collectivités locales et territoriales sont donc confrontés à des restrictions budgétaires importantes, susceptibles d'affecter la mise en œuvre des ODD. Elles doivent élaborer et mettre en œuvre de nouvelles politiques liées aux changements climatiques, aux migrations ou aux politiques sociales, tout en faisant face à une baisse des recettes fiscales, à des réductions des dotations financières provenant de l'État et à des conditions d'emprunt fluctuantes. Elles sont également touchées par les nouvelles règles financières de l'UE, introduites pour faire face à la crise financière. C'est le cas du programme « Gouvernance économique », des mesures de contrôle budgétaire et du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance. Ces mécanismes limitent les possibilités pour les CT de réaliser les investissements nécessaires pour construire des infrastructures et préparer un avenir durable. ☉

Graphique 4

Part des investissements des collectivités territoriales dans le total des investissements publics



Source : OCDE-CGLU, *World Observatory on Subnational Government Finance and Investment* (données de 2016) : <http://www.sng-wofi.org/data/>.

2.3. Partenariats de gouvernance coopérative multiniveaux

Partenariats à l'échelle de l'Union européenne

Une approche coopérative des partenariats de gouvernance multiniveaux implique une collaboration active entre le gouvernement central et les gouvernements locaux et régionaux. Au sein de l'UE, la gouvernance multiniveaux a été présentée pour la première fois dans le Livre blanc de la Commission européenne en 2001⁵² et a fait l'objet de négociations à l'échelle européenne. En 2009, le Comité européen des régions⁵³ (CdR) a adopté son propre Livre blanc sur la gouvernance multiniveaux, définie comme « l'action coordonnée de l'Union des États membres et des autorités régionales et locales, fondée sur les principes de partenariat, visant à élaborer et à mettre en œuvre les politiques de l'Union européenne ». Ce concept est sous-jacent au principe de subsidiarité, qui place les décisions au niveau le plus efficace et le plus proche possible des citoyens, consacré par la législation de l'UE dans le Traité de Lisbonne⁵⁴.

En 2011, les présidents du CCRE, de l'Assemblée des régions d'Europe (ARE), de la Conférence des régions périphériques maritimes (CRPM) et d'Eurocities⁵⁵ (organisations européennes compétentes pour représenter les régions, les villes et les communes d'Europe), ont adopté une déclaration intitulée « Gouvernance en partenariat – Unis pour construire une Europe plus forte ». Cette déclaration a été faite dans le cadre des négociations sur l'avenir de la politique de cohésion pour la période 2014-2020. Son objectif était de promouvoir une approche impliquant tous les acteurs concernés dans la politique de cohésion, via une coopération verticale et horizontale⁵⁶.

Certains rapports et études, notamment ceux réalisés par les associations membres du CCRE, ont montré que 75 % des compétences attribuées aux municipalités dans les États membres de l'UE sont affectées par la législation de cette dernière. Les CT sont représentées à Bruxelles depuis 1970 par le Conseil des communes et régions et, depuis 1994, par le Comité des régions, créé par le Traité de Maastricht en tant qu'organe consultatif officiel auprès de la Commission, du Parlement ou du Conseil européens⁵⁷. Suite à l'adoption des divers traités et pratiques institutionnelles, plusieurs procédures formelles ont reconnu la gouvernance multiniveaux dans les politiques et pratiques de l'UE, notamment

dans le cadre de la politique de cohésion adoptée en 2006. L'UE s'est depuis lors étroitement engagée avec les CT et leur a apporté un soutien important, en particulier financier, y compris dans les nouveaux États membres d'Europe centrale et de l'Est. Les dispositions relatives au partenariat avec les CT via des fonds structurels et d'investissement de l'UE – le Principe du partenariat⁵⁸ – ont été renforcées en 2013. Tel qu'il a été souligné dans le rapport Van den Brande 2014, tous les États membres doivent désormais établir des partenariats avec les CT, à tous les stades de programmation et à tous les niveaux de gouvernance⁵⁹.

En 2014, le Comité des régions a adopté une Charte de la gouvernance multiniveaux en Europe. Elle vise à faire respecter les principes de transparence et d'ouverture dans les prises de décision, de participation et de partenariat, d'efficacité et de cohérence dans la mise en œuvre des politiques, de synergies budgétaires, de subsidiarité, de proportionnalité et de protection des droits fondamentaux, à tous les échelons de gouvernance⁶⁰. La Charte traite également de la mise en œuvre d'une gouvernance multiniveaux via la participation citoyenne, la coopération entre les autorités publiques, le renforcement des capacités institutionnelles, la création de réseaux et la promotion d'un état d'esprit européen.

Suite à la communication de la Commission européenne (CE) de 2016, « Prochaines étapes pour un avenir européen durable⁶¹ », une plateforme européenne multipartite sur les ODD a été créée, incluant un sous-groupe sur la mise en œuvre des ODD aux niveaux local et régional⁶². Ce sous-groupe comprend le CCRE, Eurocities, le

Une plateforme européenne multipartite sur les ODD a été créée, incluant un sous-groupe sur la mise en œuvre des ODD aux niveaux local et régional. Ce sous-groupe comprend entre autres acteurs le CCRE et Eurocities.



Bureau exécutif de CGLU
réuni au siège du Parlement
européen à Strasbourg
(photo : UCLG-CGLU, bit.
ly/2AULQJg).

Comité des régions et d'autres acteurs. Il a préparé des recommandations qui ont été intégrées dans le rapport final de la plateforme à la CE. Le rapport préconise une approche territoriale et un « dialogue à double sens » associant les CT et la société civile pour la mise en œuvre des ODD dans l'UE, y compris dans les politiques de la CE⁶³. Le document de réflexion de la CE sur une Europe durable à l'horizon 2030 (2018)⁶⁴ et sa communication sur la subsidiarité et la proportionnalité tiennent compte de ces recommandations. Ils soulignent la nécessité d'assurer la cohésion politique à tous les niveaux de gouvernance de l'UE, ainsi que la nécessité du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité⁶⁵. Le Parlement européen a également réaffirmé l'importance de la gouvernance multiniveaux et conjointe pour la mise en œuvre des ODD, en respectant le principe de subsidiarité et en reconnaissant le rôle des CT⁶⁶. En outre, il insiste sur le rôle des CT dans le cadre institutionnel de l'UE et reconnaît leur importance « à tous les stades pour la mise en œuvre des ODD, de la planification et de la programmation à l'évaluation et au suivi », appelant la CE à renforcer le soutien aux CT⁶⁷.

Eurostat publie depuis 2017 un rapport annuel sur le développement durable dans l'UE afin d'établir une évaluation de la manière dont l'UE met en œuvre les 17 ODD. Le rapport propose une centaine d'indicateurs de suivi, dont cinquante-cinq correspondent aux indicateurs ODD, mais ne fournit

pas d'informations sur la répartition des données aux niveaux local et régional⁶⁸.

Une étude récente du Comité économique et social européen estime également que le rapport annuel d'Eurostat ne traite pas de façon adéquate la « distance à parcourir » par les États membres de l'UE pour atteindre les ODD. Le rapport indique cependant que cela devrait être possible en ayant recours notamment aux indicateurs proposés par le Réseau de solutions de développement durable (SDSN) ou à l'index et aux tableaux de bord des ODD élaborés par la Fondation Bertelsmann. Cette étude propose également de rédiger un rapport parallèle en collaboration avec la plateforme européenne multipartite sur les ODD, qui pourrait également offrir un moyen de combler le manque de données au niveau des collectivités territoriales⁶⁹.

Une approche innovante de la gouvernance multiniveaux a également été adoptée dans la mise en œuvre de l'Agenda urbain de l'UE (voir la section sur la gouvernance urbaine multiniveaux) qui associe la direction générale de la Commission européenne, les États membres, les villes et leurs associations, via des partenariats thématiques. Ces rencontres ont pour objectifs de favoriser les échanges et de mettre en œuvre des actions sur des questions très spécifiques de développement urbain, autour de trois piliers : une meilleure réglementation, de meilleures connaissances et un meilleur financement⁷⁰.

Partenariats au niveau national

Dans les États fédéraux comme dans les pays fortement décentralisés, les responsabilités concernant les services publics sont partagées entre l'État et les CT, soulignant la nécessité d'un cadre de gouvernance multiniveaux et des partenariats bien établis (voir tableau 3).

Les mécanismes de coordination sont bien développés dans les pays fédéraux et certains États où quelques régions ont des pouvoirs importants, par exemple la Conférence des ministres-présidents en Allemagne ou la Conférence des présidents des régions en Espagne. Établie de longue date, la Conférence autrichienne de planification spatiale (OROK) offre également un exemple intéressant de coordination coopérative multiniveaux. Des structures similaires de dialogue entre l'État et les collectivités locales et régionales existent en Italie et dans les pays nordiques. Elles sont souvent présidées au plus haut niveau, par le Premier ministre, avec la participation des ministres nationaux et des représentants des CT et de leurs associations⁷¹. On peut trouver d'autres exemples récents de regroupement de diverses responsabilités à plusieurs niveaux au Portugal, avec le Conseil pour le dialogue territorial créé en 2015⁷². Depuis 2008, des conseils nationaux sur le financement et sur les pactes de stabilité interne ont également été créés pour renforcer la coordination budgétaire et la gestion macroéconomique en Belgique, en Autriche, en Espagne, en Allemagne, au Portugal et en Italie. Parmi d'autres formes de coordination multiniveaux figurent des commissions permanentes et des conseils de consultation qui associent

différents échelons de gouvernement sur un large éventail de domaines tels que l'environnement, les infrastructures, les transports, la technologie et le développement⁷³.

Il n'est pas surprenant que ce type de gouvernance multiniveaux soit particulièrement bien développé dans les pays qui présentent un degré élevé de décentralisation. Ces expériences peuvent servir de modèle aux pays qui cherchent à approfondir leur processus de décentralisation. En Norvège, quatre réunions consultatives ont lieu chaque année pour assurer la coordination des propositions réglementaires touchant les collectivités locales. Elles rassemblent les principaux ministères du gouvernement national et des représentants de l'Association norvégienne des autorités locales et régionales (KS). Des réunions similaires portent sur des questions touchant les comtés et les municipalités. Le KS et les collectivités locales reçoivent au préalable les projets de règlements gouvernementaux jugés particulièrement importants pour elles, afin de donner leur avis. En outre, il existe un dialogue informel permanent entre le gouvernement central et les collectivités locales sur les questions politiques, techniques et sur les fonctionnaires⁷⁴.

Peu d'exemples de gouvernance multiniveaux ou de mécanismes de coordination de ce type existent dans les États non membres de l'UE, notamment dans les Balkans. La gouvernance de certains pays comme la Moldavie reste fortement centralisée, malgré diverses tentatives de décentralisation depuis 2012. Cependant, ces pays disposent d'Associations nationales de collectivités locales et

Tableau 3 Responsabilités partagées entre les niveaux de gouvernement – Proportion de décisions impliquant plus d'un échelon de gouvernement

Pays	% Éducation	% Soins de longue durée	% Services de transport	% Logement social	% Santé
Belgique	59	42	16	23	39
Allemagne		35	82	45	20
Italie	11	58	44	59	29
Suisse	28	21	54	48	65
Espagne	21	68	76	93	19
Luxembourg	6	38	13	28	32
Danemark	23	11	33	25	67
Lettonie	19	36	42	15	16
Pays-Bas	0	60	45	40	26
Norvège	37	35	37	31	26
Finlande	31	31	42	22	44
Pologne	43	44	61	48	41
Estonie	38	58	51	78	20

Source : OCDE, *Réussir la décentralisation. Manuel à l'intention des décideurs*, p. 82.

devraient désormais être en mesure d'entamer un dialogue État-CT pour mettre en place des partenariats et des mécanismes de gouvernance multiniveaux comme ailleurs en Europe.

La mise en œuvre et le suivi des ODD offrent également des occasions de développer de nouveaux mécanismes de coordination de haut niveau. De nombreux pays ont en effet adopté une approche à la fois multiniveaux et multi-acteurs. Ces mécanismes associent les CT où elles y ont des rôles différents (membres à part entière, ou une participation uniquement à titre consultatif) (voir sous-section 3.1).

Gouvernance urbaine multiniveaux

Compte tenu du degré d'urbanisation en Europe, la coordination de la gouvernance urbaine bénéficie également d'une attention particulière. La présidence belge de l'UE a publié en 2010 un manuel sur la gouvernance urbaine multiniveaux en Europe⁷⁵ et, à la suite de l'adoption de la Déclaration de Riga par les ministres responsables des questions urbaines en 2015, l'UE a adopté en 2016 l'Agenda urbain pour l'UE (Pacte d'Amsterdam)⁷⁶. Ce document définit une nouvelle approche pour l'UE et les États membres en matière de développement urbain, en particulier en ce qui concerne la mise en œuvre d'une stratégie plus intégrée et durable du développement urbain, en partenariat direct avec les villes. Le Pacte d'Amsterdam suit également l'adoption de l'Agenda 2030 et s'engage donc à mettre en œuvre les ODD (en particulier l'ODD 11 sur les villes et les établissements humains), l'Accord de Paris sur les changements climatiques et le Nouvel Agenda urbain.

Certains pays ont mis au point des Politiques urbaines nationales (PUN) pour faciliter la coordination et favoriser une plus grande cohérence en la matière. La France a depuis longtemps mis en place une Politique de la ville, incarnée dans les contrats conclus par les villes et les agglomérations. Ces approches contractuelles intervenaient à la suite d'une décennie d'échec de la politique de la ville décidée au niveau central. Depuis 1999, la Belgique a adopté au niveau fédéral la Politique des grandes villes, complétée par des politiques urbaines régionales (également mises en œuvre via une contractualisation des objectifs avec les villes). La Suisse a adopté au niveau fédéral une Politique des agglomérations urbaines en 2001, qui a été révisée en 2016 en coopération avec les CT. L'Allemagne a mis en place une PUN en 2017 – « Vers une politique nationale de développement urbain en Allemagne » –, fondée sur une approche multi-acteurs en étroite collaboration avec le Parlement. Le pays travaille à l'adaptation du Nouvel Agenda urbain. Les Pays-Bas ont élaboré un Agenda urbain néerlandais pour soutenir la coopération avec les collectivités locales via les *City Deals*. La Pologne a adopté une PUN en 2015 également avec une approche participative. Le Portugal a lancé en 2015 le programme Villes durables 2020. L'Espagne a élaboré une Stratégie nationale sur le développement urbain durable et

a adopté en 2018, après consultation nationale, une Stratégie nationale pour la mise en œuvre du Nouvel Agenda urbain. La Suède a adopté sa « Stratégie pour des villes vivables » en 2018. Plusieurs pays travaillent à la formulation de leur PUN (Slovaquie)⁷⁷.

D'autres pays n'ont pas défini explicitement des PUN, mais ont élaboré des programmes urbains qui peuvent être considérés comme les fondements de ces politiques (c'est le cas de la Finlande, avec les « Accords sur la croissance urbaine »). Au-delà des politiques sectorielles qui ont un impact sur les villes, comme mentionné plus haut, le Royaume-Uni a adopté en 2016 le *Cities and Local Government Devolution Act*, qui fournit un cadre juridique national pour la décentralisation et le développement de *City Deals*. D'autres pays ont élaboré des politiques sur certaines problématiques urbaines : sur les grandes agglomérations (par exemple en Italie), la revitalisation des zones urbaines délabrées, des quartiers pauvres ou des zones périphériques (Danemark, Italie) ou ont élaboré des documents-cadres pour guider les politiques des villes (par exemple, en République tchèque ou en Hongrie). Enfin, certains pays n'ont pas mis en place de politiques urbaines spécifiques, mais leurs politiques de développement territorial recouvrent certaines dimensions des problématiques urbaines (l'Autriche, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, l'Estonie, l'Irlande, l'Islande, la Lettonie, la Moldavie, la Roumanie, la Serbie, la Slovaquie). Dans le cas de la Norvège, les collectivités locales ont une responsabilité directe sur les politiques urbaines avec le soutien du gouvernement national.

Partenariats et coopération internationale pour le développement

Il existe un lien étroit entre la mise en œuvre des ODD par les pays européens au niveau national (et au niveau de l'UE) et la poursuite des objectifs de l'Agenda 2030 dans les pays partenaires non européens. Il s'agit de la Coopération internationale pour le développement, conforme à l'ODD 17 sur le partenariat mondial pour le développement durable.

Le dernier rapport de synthèse de l'UE est consacré à la contribution des États membres à la mise en œuvre des ODD en *dehors* de l'Europe⁷⁸. Par exemple, l'Allemagne analyse sa contribution à la mise en œuvre des ODD sur le plan national, ainsi que sur le plan de la coopération au développement et dans un contexte mondial plus large. La plupart des agences européennes de coopération au développement ont intégré la mise en œuvre des ODD dans leurs politiques d'aide publique au développement (APD).

Au niveau de l'UE, les CT et leurs associations représentatives aux niveaux national, européen et mondial, toutes actives dans la coopération décentralisée, se sont rassemblées dans PLATFORMA pour poursuivre les pratiques d'échange, développer un langage commun autour des ODD avec leurs pairs dans le monde et tester de nouvelles approches⁷⁹.

De plus en plus, elles sont reconnues par les institutions de l'UE comme des partenaires importantes dans la coopération au développement. En 2005, l'article 4 de l'Accord de Cotonou avait déjà reconnu leur rôle⁸⁰. Cette reconnaissance a ensuite été renforcée dans un certain nombre de documents politiques de l'UE, comme la communication de la CE en 2013 sur l'Autonomisation des collectivités locales dans les pays partenaires pour une meilleure gouvernance et des résultats de développement plus efficaces⁸¹, et par une attention croissante de l'UE à l'approche territoriale de la politique de développement local (TALD) pour la mise en œuvre des ODD⁸². Cela conduit désormais les délégations de l'UE à élaborer des feuilles de route pour les CT dans les pays partenaires.

Le rôle des CT et des villes dans la mise en œuvre des ODD a été explicitement reconnu dans le Consensus européen sur le développement adopté par l'UE en 2017. Il met l'accent sur les partenariats multi-acteurs et les collectivités locales, déclarant que « la réalisation de la plupart des ODD dépend fortement de la participation active des pouvoirs locaux et régionaux⁸³ ». Le Consensus mentionne également l'engagement de l'UE à soutenir les réformes de décentralisation et à renforcer les CT.

La gouvernance coopérative multiniveaux se reflète également dans l'accord de partenariat signé pour la première fois en 2015-2016 entre la CE et les principales associations de gouvernements locaux (notamment, CGLU, CGLU-Afrique, le Commonwealth Local Government Forum – CLGF et l'Association internationale des maires francophones – AIMF et PLATFORMA), pour favoriser le dialogue politique et soutenir financièrement la coopération avec ces associations⁸⁴.

Les CT, ainsi que l'OCDE, ont souligné les liens étroits entre les mécanismes de gouvernance multiniveaux et la mise en œuvre des ODD en Europe, ainsi qu'avec la coopération décentralisée engagée par les CT pour soutenir la mise en œuvre des ODD dans les pays partenaires hors Europe. L'OCDE estime que « les villes et les régions ont un rôle essentiel à jouer dans la réalisation des ODD », car « une approche territoriale des ODD, c'est-à-dire au niveau local, fournit un cadre conceptuel et opérationnel pour aborder la nature multisectorielle, multi-acteurs et multiniveaux des ODD⁸⁵ ».

Cette section a montré les efforts qu'ont fait la majorité des pays de la région pour intégrer les ODD dans leurs stratégies nationales et la création de mécanismes de coordination au plus haut niveau de l'État pour promouvoir la participation des acteurs locaux dans le processus. La plupart des pays sont également engagés dans l'élaboration de rapports réguliers de suivi au niveau national et à l'ONU. Cependant, il reste encore des efforts à réaliser pour promouvoir la cohérence des différentes politiques et pour soutenir une stratégie de développement durable à toutes les échelons. Malgré ses engagements, l'UE ne dispose toujours pas d'une stratégie officielle de mise en œuvre

Les CT sont reconnues par les institutions de l'UE comme des partenaires importantes dans la coopération au développement et des actrices clés dans la réalisation de la plupart des ODD.

de l'Agenda 2030, de l'intégration des ODD dans ses différentes politiques sectorielles et dans son cadre financier pluriannuel, ni d'un système de suivi adéquat. La cohésion politique est en danger en Europe. Bien que des progrès aient été accomplis concernant les cadres de gouvernance pour la mise en œuvre des ODD dans la région – et que les efforts de certains pays soient particulièrement remarquables –, la participation des CT est encore insuffisante et doit être renforcée. Comme précisé au début de ce chapitre, leur participation reste limitée dans le processus de préparation des ENV aux Nations unies et dans les mécanismes nationaux de coordination. Il est difficile de savoir précisément dans quelle mesure les structures créées pour coordonner la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et des autres accords mondiaux contribuent à renforcer les mécanismes de gouvernance multiniveaux développés par l'UE et les États membres au cours des dernières années.

Même si l'Europe fait partie des régions où la décentralisation est fortement ancrée dans les institutions et dans les politiques régionales, les CT ont été confrontées ces dernières années à des défis majeurs ; elles ont subi des réformes de leur cadre institutionnel qui ont eu un impact sur la portée de leurs compétences, leurs ressources et leur autonomie. Malgré ces transformations, dans une majorité de pays, les CT se sont adaptées pour assurer la continuité des services publics, pour répondre aux demandes croissantes de leurs habitants et pour soutenir un développement local plus durable et plus inclusif. Dans de nombreux domaines, elles ont mis en œuvre des politiques favorisant une transformation (dans les domaines du changement climatique, de l'inclusion et de la cohésion sociales ou encore du développement local). La section suivante analyse certaines de ces politiques et mesures lancées depuis les territoires, ainsi que les défis auxquels sont confrontées les CT dans leur mise en œuvre. ☉

3. La contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD

3.1. Actions des associations et des réseaux de collectivités territoriales pour soutenir l'appropriation locale des ODD

Les associations et les réseaux européens de CT ont montré leur engagement dans la mise en œuvre des agendas mondiaux. Cependant, la façon dont ces organisations approchent ces programmes diffère considérablement, selon la portée de leur intervention – nationale ou européenne –, et selon les ressources dont elles disposent. Leur objectif est de mobiliser et de soutenir leurs membres afin de s'engager dans la mise en œuvre des agendas mondiaux, de rendre compte de leurs réalisations et de les capitaliser afin de promouvoir des environnements plus favorables, tout en stimulant et facilitant l'échange d'expériences et de connaissances.

Les réseaux basés à Bruxelles et les Associations nationales de CT, en particulier en Europe du Nord et de l'Ouest, ont pris la tête du processus de localisation dans la région, en allouant des moyens importants et en renforçant leur engagement⁸⁶. La participation des CT et de leurs associations dans d'autres pays demeure problématique, où beaucoup de chemin reste à parcourir, même si certaines expériences méritent d'être soulignées.

Réseaux européens et initiatives des associations au niveau de l'Europe

Les associations et réseaux européens de CT ont réalisé, de manière concertée, un effort pour contribuer au processus de localisation des ODD. Tout d'abord, ils ont favorisé des espaces d'information, de diffusion et de formation, et ont créé des outils de support pour leurs membres. Ils ont également profité du consensus mondial créé autour de l'Agenda 2030 pour plaider en faveur d'une meilleure prise en compte des priorités territoriales dans les politiques de l'UE.

Les campagnes d'information et de diffusion ont contribué à la mobilisation des villes et régions membres des associations, elles ont créé un environnement propice au dialogue et à la création d'alliances avec d'autres acteurs (organisations de la société civile – OSC, secteur privé ou institutions de l'UE). Des collaborations se sont, en outre, développées avec certains directorats de la CE, des membres du Parlement européen et du Comité des régions pour localiser les objectifs de l'Agenda 2030 et valoriser la contribution des CT (voir section 2.3).

Il est difficile de recenser toutes les initiatives mises en place par les réseaux européens de CT⁸⁷. Le

CCRE⁸⁸ et PLATFORMA⁸⁹, par exemple, ont créé un groupe de travail où leurs membres partagent des informations et retours sur expériences concernant la mise en œuvre des ODD dans leurs pays. Cela permet de suivre les progrès dans la coopération avec leurs États et la CE, de sorte à promouvoir la participation des CT dans la coordination nationale et dans le processus de préparation d'ENV pour l'ONU. En outre, dans le cadre d'un projet pilote intitulé « Dialogues nationaux multi-acteurs sur le développement », PLATFORMA a organisé en 2018 plusieurs réunions d'associations nationales de CT sur les ODD, avec la participation des associations italienne (AICCRE), lettone (LALRG), espagnole (FEMP), hollandaise (VNG International – VNGI) et lithuanienne (ALAL)⁹⁰.

En décembre 2018, le Comité politique du CCRE a mené un débat sur les ODD et l'adéquation des politiques publiques avec ces objectifs. Les membres du comité ont confirmé leur soutien aux ODD et convenu que le CCRE développerait une stratégie pluriannuelle dans le cadre de l'Agenda 2030. Cette stratégie sera adoptée lors de la réunion du comité politique de printemps, avant le Congrès du CCRE prévu du 6 au 8 mai 2020 à Innsbruck (Autriche), portant sur « L'Action locale, changement mondial. Vivre les Objectifs de développement durable ».

Eurocities⁹¹, l'organisation européenne des villes, a organisé un Forum sur les politiques sociales à Utrecht (mars 2018) sur le thème « Créer la ville ensemble : co-création de stratégies municipales pour la mise en œuvre des ODD au niveau local », une Conférence d'été sur les ODD (*SDG Summer Deals*)⁹², organisée en collaboration avec la ville de Gent, ainsi que plusieurs ateliers sur les ODD avec le Comité des régions et le CCRE aux niveaux régional et local⁹³. D'autres réseaux régionaux de CT, tels que l'Association des régions frontalières européennes (AEFR⁹⁴), l'ARE⁹⁵ et la CRPM⁹⁶, ainsi que plusieurs réseaux thématiques, notamment Climate Alliance⁹⁷, Energy Cities⁹⁸, et certains réseaux mondiaux comme le C40, le CLGF, le Parlement mondial des maires, Local Governments for Sustainability (ICLEI), Regions4, Metropolis et l'Union des villes capitales ibéro-américaines (UCCI)⁹⁹, sont aussi particulièrement actifs.

Le travail conjoint entrepris par les CT et les institutions de l'UE, dans le cadre de l'Agenda

2030, agit comme un accélérateur ou un levier pour plaider pour le renforcement des politiques d'appui aux CT au sein de l'UE et de ses États membres, notamment sur les politiques de cohésion (et les fonds structurels), le développement urbain, la lutte contre les changements climatiques et les logements abordables. Eurocities, le CCRE et le Conseil des régions ainsi que la CE et les États membres ont participé activement aux négociations qui ont conduit à l'adoption de l'Agenda urbain de l'UE (Pacte d'Amsterdam, 2016)¹⁰⁰. Pour contribuer à sa mise en œuvre, plusieurs partenariats rassemblent la CE et les représentants des villes et des associations des CT pour développer des initiatives conjointes¹⁰¹. L'UE soutient l'action des CT et des acteurs locaux, par exemple via la Convention des maires pour le climat et l'énergie, afin d'accélérer la mise en œuvre des objectifs de l'UE en matière de climat et d'énergie¹⁰². La Convention est un des piliers pour renforcer les politiques locales, nationales et européennes visant à mettre en œuvre l'Accord de Paris sur les changements climatiques, l'ODD 11 et l'ODD 13.

Les réseaux de CT ont lancé un processus de réflexion et de dialogue autour de la position commune des CT européennes sur la politique de cohésion 2021-2027, avec l'objectif d'établir des liens entre les politiques de cohésion et les fonds structurels en cours de débats, et les engagements pris par la communauté internationale concernant l'Agenda 2030 et la localisation des ODD, le Nouvel Agenda urbain et l'Accord de Paris sur les changements climatiques. L'Alliance pour la cohésion¹⁰³, créée par le Comité des régions, le CCRE, l'AEBR, l'AER, la CRPM et Eurocities, travaille activement pour s'assurer que la politique de cohésion ne soit pas écartée du budget de l'UE post-2020 et que les CT soient bien intégrées dans la conception et la gestion des programmes d'investissement¹⁰⁴.

Le rôle croissant des CT dans le cadre des programmes de développement durable (Agenda 2030, Nouvel Agenda urbain, Conférence des parties sur le climat [COP], Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières) doit être pris en compte dans les initiatives politiques européennes. Les CT européennes sont depuis longtemps pleinement engagées pour rapprocher l'Europe des besoins locaux, par exemple à travers le Comité des régions ou des mécanismes *ad hoc* et à travers leurs associations nationales ou directement. Beaucoup

de régions de l'UE et certaines de leurs principales villes et associations ont des bureaux à Bruxelles afin de tisser des canaux de communication plus directs avec les institutions de l'UE.

Sensibilisation, formation et plateformes d'échange d'expériences au niveau national

Deux enquêtes menées en 2018 et 2019 par le CCRE et PLATFORMA donnent plus de détails sur les travaux entrepris par les Associations européennes de CT en ce qui concerne l'Agenda 2030¹⁰⁵. Soixante-dix pour cent des 26 associations qui représentent les collectivités locales dans 23 pays ont déclaré qu'elles connaissaient bien les ODD, 52 % qu'elles utilisaient les ODD comme cadre de référence et 44 % qu'elles alignaient leurs priorités de travail avec les ODD, notamment via des réunions d'information et des initiatives de sensibilisation, des campagnes, des formations, des plaidoyers et des échanges de connaissances. La majorité d'entre elles (20) encourage les activités visant à soutenir les ODD parmi leurs membres.

L'Association **suédoise** des collectivités locales et régionales (SALAR) travaille en collaboration avec l'Association suédoise des Nations unies, avec le soutien financier de l'Agence suédoise de développement international (SIDA), afin de coordonner sur trois ans le projet intitulé « *Glocal Sweden* ». L'objectif de celui-ci est de sensibiliser le public, d'éduquer et d'impliquer les municipalités, les conseils de comté et les régions pour la réalisation de l'Agenda 2030. En 2019, 81 municipalités et 15 régions se sont jointes aux 7 entités qui ont participé au projet pilote d'origine¹⁰⁶. C'est également le cas de l'association **autrichienne** Austrian Städtebund, des Régions danoises (DR) et des Collectivités locales du **Danemark** (LGDK), de la branche italienne du CCRE (AICCRE)¹⁰⁷, des associations de CT en **Belgique**, en **République tchèque**¹⁰⁸, en **Finlande**, aux **Pays-Bas**, en **Norvège**, en **Slovénie**, en **Espagne**, en **Lituanie**, en **Lettonie**¹⁰⁹ (voir encadrés 1 et 2) et, plus récemment, de leurs pairs **écossais**.

En **Islande**, en 2019, l'association des collectivités locales a organisé un séminaire pour encourager les soixante-douze municipalités du pays à promouvoir les ODD. Des villes comme Kopavogur, Mosfellsbaer, Reykjavik et Akureyri ont ainsi travaillé à l'intégration des ODD dans leurs plans locaux. En **France**, l'Association des maires de France (AMF), la section française du CCRE (AFCCRE) et Cités unies France (CUF), ainsi que l'Assemblée des départements et l'Association des régions de France (RDF) ont été invitées à participer au Comité directeur de haut niveau pour les ODD. Un certain nombre de CT françaises ont créé un groupe de travail sur les ODD et la coopération décentralisée. Les villes et les régions ont ainsi commencé à aligner leurs programmes avec les ODD¹¹⁰.

En **Allemagne**, les associations de CT ont été actives dès 2015, beaucoup de municipalités ont signé la déclaration « Agenda 2030, Déclaration pour construire le développement durable au niveau local », appelant le gouvernement fédéral et les

Les réseaux et associations de CT ont profité du consensus mondial créé autour de l'Agenda 2030 pour plaider en faveur d'une meilleure prise en compte des priorités territoriales dans les politiques de l'UE.

États (Staaten) à associer les collectivités locales et leurs représentants de façon égalitaire dans l'élaboration des stratégies pour atteindre les ODD. Avec le soutien du ministère fédéral de la Coopération économique (BMZ) et de l'Agence Engagement global (SKEW), les associations de collectivités locales aident leurs membres à élaborer des stratégies locales alignées avec les ODD (voir également l'encadré 6)¹¹¹.

De même, les collectivités locales **serbes** et leur association de collectivités locales, SCTM, ont favorisé la coopération avec les institutions nationales et, avec le PNUD, ont lancé le projet « Soutien à l'amélioration de la gouvernance et de la planification économique au niveau local pour accélérer la mise en œuvre des Objectifs de développement durable en République de Serbie¹¹² ». Au **Royaume-Uni**, les associations de CT ont sensibilisé leurs membres et ont contribué à la préparation de l'ENV 2019 de leur pays rassemblant des expériences locales, tandis que l'Association des autorités locales **écossaises** (COSLA) a cosigné le Plan de performance national qui a conduit à intégrer les ODD dans les plans de développement à moyen et long terme aux niveaux national et local¹¹³. La coopération internationale a aussi joué un rôle essentiel : en partenariat avec le gouvernement national, l'Association des CT **lituaniennes** a organisé en 2019 une conférence de haut niveau pour l'apprentissage et l'échange d'expériences sur les ODD avec la Moldavie. D'autres associations de CT ont eu un rôle plus passif : elles ont participé à des conférences organisées par leur gouvernement national ou des partenaires internationaux (l'association de **Roumanie**), ou ont adopté des engagements qui doivent encore être mis en œuvre (**Slovaquie**, **Bosnie-Herzégovine**). Certaines débattent des moyens d'action (**Albanie**, **Moldavie**).

Malgré tous ces efforts, les associations de CT doivent encore renforcer leur rôle dans les programmes visant à la mise en œuvre des ODD. De nombreuses associations de CT, en particulier en Europe centrale et en Europe du Sud-Est, perçoivent toujours les ODD comme un cadre additionnel externe qui n'est pas nécessairement en lien avec leur territoire¹¹⁵. Dans l'enquête mentionnée précédemment, seulement sept associations de CT ont indiqué avoir mis en place des méthodes de travail interdépartementales, huit avaient élaboré des activités conjointes avec des acteurs externes, deux ont mentionné que l'organisation avait choisi de se concentrer sur un nombre limité d'ODD, et huit combinaient toutes ces approches. Près de la moitié (40 %) des associations ont affirmé que le cadre des ODD a permis de renforcer leur travail avec les instances européennes et internationales. Cependant, un tiers des répondants a déclaré qu'aucune stratégie n'était encore en place. Les associations de CT doivent renforcer l'approche intégrée des ODD, en veillant à travailler de façon transversale et à établir des partenariats plus larges.

Encadré 1

Mesures prises par les associations de pouvoirs locaux pour diffuser l'Agenda 2030

Les Pays-Bas ont vu l'émergence d'une myriade de projets locaux, grâce à la campagne *Municipalities4GlobalGoals* (Objectifs des municipalités pour le monde), encouragée par l'Association des municipalités néerlandaises (VNG). Cette campagne a été très bien accueillie par les municipalités. Comme le souligne l'association elle-même, les municipalités préfèrent « un projet ou une campagne qui offre un soutien, une inspiration et un échange de bonnes pratiques, à une campagne uniforme ou descendante qui indique aux municipalités ce qu'il faut faire ».

Les exemples de projets de cette initiative comprennent l'ODD « *Time Capsule* », un concours annuel de CT très inspirant, et la création de matériel de communication. Chaque année, VNG International (VNGi), l'agence internationale de VNG, organise un concours de la « municipalité la plus inspirante pour les objectifs mondiaux » dans le cadre de sa réception du Nouvel An.

Pour les élections locales de mars 2018, VNG a publié une brochure signée par les maires pour soutenir les ODD. En septembre 2018, l'association a également tenu quatre réunions régionales sur les objectifs mondiaux, avec la Dutch Municipal Bank et le Global Goals Social Impact Challenge, pour impliquer des entrepreneurs responsables. À l'occasion du VNG Mayors Day annuel, elle a en outre mis en place des conférences et des sessions sur les objectifs mondiaux. En collaboration avec les CT (provinces et commissions de l'eau), VNG rédige chaque année un chapitre pour le rapport annuel sur les ODD du Parlement néerlandais.

En outre, l'Association des villes et municipalités **flamandes** (VVSG) a été très active pour soutenir les collectivités locales dans leurs projets de sensibilisation aux ODD et d'intégration des ODD dans les programmes politiques, via des publications, des outils, des séances d'information et des ateliers. VVSG a élaboré, par exemple, des outils et des recommandations à l'appui d'un projet incluant un groupe pilote de vingt municipalités. Au niveau politique, VVSG a rédigé une déclaration d'engagement sur les ODD, qui a déjà été signée par une municipalité flamande sur quatre.

L'Association a également fait des recommandations aux partis politiques locaux lors de la dernière élection locale, afin qu'ils intègrent les ODD dans leurs manifestes (en abordant les ODD au sein du parti et en favorisant la participation citoyenne, y compris par l'intermédiaire de présentations visuelles et de messages clés pour lier les ODD aux priorités du parti, etc.). À la suite de l'élection, des séances d'information ont été organisées pour environ 2 000 conseillers nouvellement élus. En outre, VVSG a lancé en 2018 la Semaine annuelle de la municipalité durable, à laquelle plus de 80 municipalités et 650 « héros locaux », citoyens engagés, entreprises, écoles et organisations ont participé, contribuant chacun à leur propre niveau au développement durable.

En **Europe du Sud-est**, en février 2019, dans le cadre de ses efforts de sensibilisation aux programmes mondiaux locaux, le Réseau des associations de pouvoirs locaux (NALAS), en collaboration avec l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), a publié un manuel à l'intention des professionnels : *Agenda 2030 in my Municipality* (Le Programme 2030 dans ma municipalité), et a organisé plusieurs ateliers de formation dans la région¹¹⁴. Ce manuel fournit des renseignements clés sur les ODD, explique le rôle des municipalités dans leur mise en œuvre et explore les outils de sensibilisation que les municipalités pourraient utiliser pour rapprocher les ODD de leurs citoyens. Il présente divers exemples observés dans la région, qui illustrent ce que les municipalités ont fait pour promouvoir les ODD et de quelle façon ces activités ont affecté le bien-être de leurs citoyens.

Évolution des intérêts locaux et régionaux vers des stratégies et des politiques nationales

Dans toute l'Europe, les stratégies de plaidoyer menées par les associations de CT visent à les faire participer aux mécanismes nationaux de coordination et de suivi de l'Agenda 2030, ainsi qu'aux ENV nationaux. Selon l'enquête CCRE/PLATFORMA, les deux tiers des vingt-six associations de CT ayant répondu ont indiqué que les CT sont mentionnées dans les stratégies nationales pour la mise en œuvre des ODD, 60 % ont été impliquées dans le processus d'ENV et 69 % dans les mécanismes nationaux de coordination des ODD. Le niveau de participation varie : une dizaine d'associations de CT ont été fortement impliquées dans le processus de présentation de rapport, certaines n'ont participé qu'à des ateliers d'information ou ont été invitées à réagir à l'ENV une fois celui-ci finalisé¹¹⁶. Seules 23 % d'entre elles ont indiqué que les mécanismes nationaux de

coordination ont entraîné des évolutions dans les relations de gouvernance multiniveaux¹¹⁷.

Dans certains pays tels que les **Pays-Bas** et le **Danemark**, où la gouvernance multiniveaux est fortement développée, les représentants des CT étaient dès le début impliqués ou consultés pour la préparation des ENV et des politiques de coordination (c'est également le cas en **Belgique** au niveau régional). En **Suisse**, le gouvernement fédéral s'est engagé à intensifier le dialogue avec les cantons et les communes par l'intermédiaire de l'Association suisse des villes et de l'Association suisse des municipalités. Dans certains pays, les représentants des CT participent à des groupes de travail à un niveau consultatif, par exemple, en **Allemagne**, où les associations de CT participent au Groupe de travail interministériel sur le développement urbain durable (« IMA-STadt »). La participation des associations de CT passe également par des mécanismes préexistants tels que le Conseil pour le développement durable (en **République tchèque**, en **Estonie**, en **Finlande**, en **Allemagne**, en **Moldavie**, au **Monténégro** et en **Suisse**) ou de nouvelles instances multipartites (en **Irlande** et en **Slovaquie**). En Grèce, elle s'effectue par l'intermédiaire du Comité économique et social et, en **Pologne**, au sein du Comité mixte du gouvernement central et des collectivités locales. En **France**, comme mentionné précédemment, des représentants des associations des CT ont été invités au Comité directeur de haut niveau pour les ODD créé en avril 2018 et ont été chargés de créer une feuille de route pour la localisation des ODD. En **Espagne**, alors que plusieurs régions et municipalités ont lancé des actions bien avant le gouvernement national, des représentants des CT ont été invités à titre d'observateurs occasionnels au sein du Groupe de haut niveau pour l'Agenda 2030 (mécanisme interministériel). Plus récemment, en février 2019, le gouvernement espagnol a créé un mécanisme spécifique pour assurer la coopération au niveau des CT (voir encadré 2)¹¹⁸. La participation des associations de CT à la production de rapports et au suivi est particulièrement faible dans certains pays comme l'**Albanie**, **Chypre** et **Malte**¹¹⁹.

Une plus grande participation des CT à la conception et au suivi des stratégies nationales permettra une meilleure intégration des réalités et des politiques locales. Tirer parti de l'innovation et de la valeur ajoutée des initiatives des CT contribuera à élaborer un nouveau paradigme dans lequel les politiques publiques seront définies et mises en œuvre conjointement par les différents échelons de gouvernement, en faisant participer un grand nombre d'acteurs.

Il est donc conseillé de promouvoir l'élaboration de rapports aux niveaux local et régional, qui pourraient être inclus dans les processus nationaux d'examen et de suivi en vue de faciliter l'harmonisation et de donner une plus grande cohérence aux politiques publiques conformément à l'Agenda 2030¹²⁰. ☉

Encadré 2

Le rôle de plaidoyer de la Fédération espagnole des municipalités (FEMP)

La **Fédération espagnole des municipalités et provinces (FEMP)** a joué un rôle majeur dans la localisation des ODD dans l'ensemble du pays. La Fédération a abordé l'ordre du jour de manière stratégique et l'a transcrit dans un document intitulé « Engagement de la FEMP 2030 ».

La FEMP a déployé un ensemble d'actions pour : a) favoriser le renforcement institutionnel et la sensibilisation des acteurs locaux pour l'amélioration des connaissances sur les ODD et leur localisation ; b) renforcer et légitimer le rôle stratégique des CT en les orientant vers des actions de plaidoyer plus stratégiques ; c) renforcer les alliances avec les réseaux d'associations de CT européennes et internationales et entre les CT espagnoles, via l'échange d'expériences, les initiatives d'assistance technique et la coopération décentralisée pour la réalisation des ODD ; d) contribuer au suivi.

En outre, la FEMP et les collectivités régionales ont rédigé un document détaillant les pratiques des ODD locaux à intégrer dans l'ENV espagnol, organisé une Semaine locale pour le Programme 2030 et une réunion de coopération décentralisée pour partager des expériences et des discussions sur la localisation des ODD avec des pairs nationaux et internationaux ; elles ont aussi créé une formation en ligne sur la localisation des ODD, destinée aux CT.

En 2018, des représentants de la FEMP et des collectivités régionales ont participé en qualité d'observateurs ponctuels au Groupe de haut niveau (interministériel) chargé de la coordination de l'Agenda 2030. En février 2019, le gouvernement espagnol a finalement créé la Commission nationale pour l'Agenda 2030, afin d'assurer la coordination avec les CT, ainsi que le Conseil du développement durable, pour faciliter la coopération avec la société civile, dans le cadre de la gouvernance de la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Source : <https://bit.ly/2lzlU3>.

3.2. Initiatives des collectivités territoriales pour la mise en œuvre des ODD

Grâce, en grande partie, au travail des réseaux et des associations, les CT européennes montrent un engagement croissant dans les programmes mondiaux portant sur le développement durable. L'Agenda 2030 représente un moyen d'influencer les processus d'élaboration des politiques publiques et de renforcer les mécanismes de participation citoyenne.

L'enquête CCRE-/PLATFORMA réalisée en 2019 a permis de recueillir les expériences de 49 villes, départements, provinces et régions, tandis que le Comité des régions, avec le soutien de l'OCDE, a entrepris une autre enquête entre décembre 2018 et mars 2019, comptant 400 répondants¹²¹.

Les résultats de la première enquête montrent que 71 % des répondants étaient familiers des objectifs et étaient en train d'aligner leur travail avec les ODD. Le rapport du Comité des régions souligne, lui, que 59 % des répondants étaient familiers avec les ODD et travaillaient à leur localisation. Dans la seconde enquête, le pourcentage des grandes villes et des régions de taille moyenne engagées dans la mise en œuvre était particulièrement élevé (87 % et 78 % respectivement), mais diminuait dans le cas des petites communes (37 %). Il ressort que peu de CT ont été directement impliquées dans le processus de l'ENV (21 %) et dans les mécanismes nationaux de coordination (9 %)¹²².

Différentes sources ont signalé qu'un grand nombre de collectivités locales avaient été impliquées dans le processus de localisation dans les pays suivants : Belgique (63 % des collectivités locales flamandes), Danemark, Norvège (25 %-30 % des CT), Suède (81 municipalités et 15 régions), Suisse (16 cantons et 234 municipalités) et Pays-Bas (64 municipalités).

Un nombre important de CT sont également engagées, bien que dans une moindre mesure, dans la localisation des ODD, dans des pays tels que l'Autriche, la Finlande et l'Allemagne¹²³. Dans beaucoup d'autres pays, la mobilisation est en hausse (c'est le cas en France, en Italie, au Portugal, en Espagne, au Royaume-Uni et dans les pays baltes), mais elle est plus limitée en Irlande et en Europe centrale (République tchèque, Pologne, Slovaquie, Hongrie – où elle est particulièrement limitée). De façon plus générale, la mobilisation en est encore au stade initial en Europe de l'Est et du Sud-Est (à l'exception de la Serbie où un projet national fait la promotion des ODD au niveau local).

Alignement des ODD avec les stratégies et les actions locales

Le pouvoir de transformation de l'Agenda 2030 repose sur ses principes fondateurs plutôt que sur la réalisation de cibles sectorielles intégrées dans chacun de ses objectifs. Pour bénéficier de cette dynamique, les CT devraient davantage adopter des approches multidimensionnelles, intégrales, participatives, inclusives et responsables, pour définir, mettre en œuvre et évaluer leurs politiques. Or, les contextes institutionnels et juridiques des pays influent fortement sur la capacité des CT à opérer ces changements. Un cadre de travail favorable, tel que précisé ci-dessus, est crucial pour que les CT puissent pleinement contribuer à l'Agenda 2030, en particulier lorsque les plans de développement locaux sont guidés (ou même déterminés) par les stratégies nationales de développement.

Les CT adoptent des approches différentes des ODD. De nombreuses villes, provinces et régions ont déjà aligné ou sont en train d'aligner les ODD avec leurs plans ou politiques de développement locaux (des villes comme Amiens, Besançon, Bonn ; des provinces telles que Cordoue, Barcelone ou la Gironde ; et des régions telles que Bruxelles, le Pays basque, la Catalogne et Kronoberg¹²⁴). De nombreuses grandes villes mènent des projets de localisation des ODD (Barcelone, Berlin, Bruxelles, Copenhague, Hambourg, Madrid, Paris, Vienne). Leurs expériences sont précisées dans le chapitre Aires métropolitaines.

Bien que certaines CT adoptent une approche plus intégrée dans la mise en œuvre des ODD dans leurs plans de développement, les politiques visant à relever les défis sectoriels ne le sont, quant à elles, pas toujours. Le cadre conceptuel de l'Agenda 2030 pourrait toutefois contribuer à modifier cette approche. Une analyse, récemment commandée par le Conseil nordique des ministres pour évaluer l'application de l'Agenda 2030 au niveau local, décrit l'approche globale adoptée par les municipalités pionnières dans les cinq pays du nord de l'Europe (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède). De nombreuses municipalités adaptent leurs systèmes et leurs outils de gestion pour aligner les objectifs et les programmes locaux sur l'Agenda 2030 (voir encadré 3).

De nombreuses collectivités locales s'appuient sur les nouveaux élus locaux pour promouvoir des approches novatrices. Aux Pays-Bas, le travail

accompli par VNG pour développer de nouveaux plans stratégiques pluriannuels a conduit à leur adoption après les élections d'octobre 2018. En Flandre (Belgique), le VVSG a mené des actions pour favoriser l'inclusion des ODD dans divers accords politiques locaux (2018-2022) à la suite des élections locales d'octobre 2018¹²⁵. Le Conseil provincial de Barcelone¹²⁶ a mis en place une nouvelle feuille de route pour l'intégration intersectorielle des ODD au sein du nouveau plan de mise en œuvre du mandat qui suit les élections de mai 2019 (avec un appui aux municipalités du territoire pour suivre la même voie). Il est également possible de trouver cette dynamique dans le Plan intégré de gestion du patrimoine mondial de Regensburg¹²⁷ (qui intègre le patrimoine culturel dans tous les aspects de la vie urbaine, que

ce soit la culture, le bâtiment, l'économie, le tourisme ou autres) et dans le modèle de Mannheim¹²⁸, à travers ses huit priorités stratégiques pour favoriser la résilience. Dans les États des Balkans, en 2018, la ville de Bijeljina (Bosnie-Herzégovine) a révisé sa stratégie de développement intégré pour adopter plus largement les ODD¹²⁹.

D'autres exemples d'approches intégrées au niveau régional existent, notamment en Wallonie (deuxième stratégie de développement durable¹³² qui est axée sur les modes de consommation et de production en matière d'alimentation, d'énergie et de ressources) ; en Espagne, à Valence¹³³, en Catalogne¹³⁴ et au Pays basque. Tous quatre ont intégré les ODD dans leurs plans de développement. On retrouve cette approche dans les comtés de Kronoberg et Västra Götaland¹³⁵ en Suède ; en Rhénanie-du-Nord-Westphalie en Allemagne où la stratégie implique quinze autres stratégies locales dans la région (par exemple dans la ville de Münster) qui servent de projet pilote (voir encadré 4)¹³⁶.

Interrogés sur les principaux défis auxquels elles sont confrontées pour travailler à la réalisation des ODD et des autres agendas mondiaux, les CT répondant à l'enquête CCRE/PLATFORMA ont souligné l'insuffisance des ressources financières et le manque de coordination multiniveaux. Ce constat est suivi de près par celui une faible sensibilisation locale et des ressources humaines et capacités inadéquates. Les répondants à l'enquête du Comité des régions/OCDE ont, quant à eux, surtout souligné l'insuffisance d'informations, de capacités ou de personnel formé (50 % de tous les répondants), la difficulté de hiérarchiser les ODD par rapport aux autres programmes (49 %), suivis de près par l'insuffisance des ressources financières (45 %). Dans l'enquête CCRE/PLATFORMA, d'autres défis ont été mentionnés, tels que le soutien limité des gouvernements nationaux, la nécessité de réformes juridiques et institutionnelles pour donner aux CT les moyens d'accéder aux informations nécessaires et un accès limité aux données. Dans l'enquête du Comité des régions/OCDE figuraient également le manque de soutien et de suivi des institutions de haut niveau, les difficultés à communiquer sur les ODD, le manque d'harmonisation des données entre les différents niveaux ou la difficulté à choisir les indicateurs appropriés¹⁴⁵.

Participation des acteurs essentiels (publics et privés) et principe consistant à « ne laisser personne pour compte ».

L'Agenda 2030 tire parti de la participation des acteurs locaux (actions locales et OSC, fondations et secteur privé, généralement par le biais de comités d'entreprise et d'employeurs, syndicats, universités et autres organisations fondées sur le savoir, etc.) au processus d'élaboration et de planification des politiques. Comme mentionné précédemment, la participation des acteurs territoriaux est nécessaire, non seulement pour rendre les organismes publics et leurs interventions plus responsables, mais également pour définir des politiques et des plans efficaces qui répondent aux besoins et

Encadré 3

Approches globales adoptées par les municipalités du nord de l'Europe¹³⁰

L'étude Nordregio analyse le cas de vingt-sept municipalités qui ont choisi d'utiliser le Programme 2030 pour intégrer une perspective de durabilité à leurs politiques. Ces municipalités sont situées dans tous les pays et régions nordiques : dans des petites villes, des capitales, des municipalités insulaires, côtières et intérieures, des municipalités étendues et des zones plus petites.

Certaines collectivités locales ont associé les ODD à leurs documents directeurs principaux, tels que les plans ou stratégies locaux (Hurdal, Bergen, Copenhague, Kópavogur, Gladsaxe, Kronoberg et Västra Götaland) ; à leurs objectifs locaux (Kristiansund, Örebro, Uppsala) ; ou aux programmes sur la durabilité et la qualité de vie (Tvidaberg, Växjö, Helsingborg, Odense).

D'autres systèmes de gestion ont adapté (Kemi, Malmö) ou ont utilisé les ODD pour accompagner la fusion des municipalités (New Asker)¹³¹. Certaines collectivités locales travaillent en outre sur l'Agenda 2030 et sur les ODD dans des projets, domaines politiques ou à des fins spécifiques (politiques environnementales, développement urbain, questions climatiques, santé et bien-être).

Chaque ville possède des expériences spécifiques qu'elle peut partager avec d'autres : Copenhague – Utilisation des « Living Labs » pour impliquer la population locale dans le développement de solutions innovantes ; Bergen – Liaison des stratégies commerciales aux ODD ; Uppsala – Utilisation de l'analyse spatiale pour définir les priorités ; Helsingborg – Liaison des ODD à un programme de qualité de vie ; Kópavogur – Développement et utilisation des systèmes d'indicateurs tels que l'indice de progrès social ; Hurdal – Promotion des logements verts.

Certaines des recommandations proposées incluent : un plus grand soutien et une formation personnalisée ; un meilleur accès au financement ; plus de communication entre le gouvernement national et les collectivités locales sur leurs priorités ; des indicateurs harmonisés ; plus de possibilités de partage des connaissances et de diffusion des solutions et des bonnes pratiques pour favoriser l'inspiration.

L'étude appelle également à fournir davantage d'informations et à réaliser plus de campagnes éducatives sur l'Agenda 2030 ; elle souligne que la sélection des priorités, leur mise en œuvre et la mesure de leur impact doivent être adaptées aux situations locales.

Exemples de stratégies ODD intégrées par les régions et les villes

Le Conseil provincial de Barcelone (Espagne)¹³⁷

En 2016, le Conseil provincial de Barcelone, avec ses 311 municipalités, s'est fermement engagé à atteindre l'Agenda 2030 et ses ODD. Il a développé une stratégie de mise en œuvre des ODD au sein de l'institution tout en accompagnant les municipalités de la province dans la localisation des ODD sur leurs territoires. La stratégie comprend une campagne de communication et de sensibilisation intitulée « *Sí, m'hi comprometo!* » (Oui, je m'y engage !). Elle a permis de sensibiliser, de collecter, de favoriser des échanges d'expériences, de diffuser des outils techniques et de lancer un site Web spécifique sur les ODD. Ce dernier permet aux municipalités d'accéder aux informations utiles pour développer leurs propres stratégies. Pour les accompagner davantage, des sessions de formation spécifiques sur les ODD ont été mis à la disposition des municipalités et des départements du Conseil provincial. Ces sessions de formation sont composées d'un cours d'introduction et d'un autre plus spécifique, pour définir leurs stratégies de localisation des ODD. Le Conseil provincial fournit également un soutien technique et financier aux municipalités pour la mise en œuvre des ODD en lien avec leurs stratégies municipales.

Besançon (France)¹³⁸

Mettant un accent particulier sur la nature transversale des ODD, la ville de Besançon a développé un ensemble d'actions pour le développement durable sur son territoire. Celles-ci sont structurées autour des cinq axes de durabilité adoptés après le Sommet de la Terre de Rio de 1992 : lutte contre les changements climatiques, préservation de la biodiversité, promotion de la cohésion sociale, protection des conditions de vie humaine, et passage à des modes de production et de consommation responsables. Les initiatives mises au point par le Conseil municipal vont dans ce sens, en impliquant un large éventail d'acteurs locaux dans une stratégie visant à améliorer l'efficacité énergétique (renouvellement urbain, énergies renouvelables), tout en réduisant l'impact écologique et en améliorant la protection de l'environnement. En outre, la ville cherche à intégrer la cohésion par la combinaison d'actions de promotion de la culture et d'inclusion des populations vulnérables, avec l'élaboration de plans d'action pour le développement local via la participation citoyenne.

Bristol (Royaume-Uni)¹³⁹

Le Conseil municipal de Bristol travaille sur son tout premier plan municipal en se fondant sur l'expérience de *Bristol Green Capital City*. Les ODD offrent un langage commun pour les partenaires urbains, à travers les dimensions environnementales, sociales et économiques de la durabilité, et pour les secteurs privé, public et tiers. Soixante-quinze des 169 ODD cibles ont été jugés directement pertinents pour être intégrés dans le programme « *One City* ». Le processus a été soutenu par l'Alliance des ODD de Bristol, qui est composée de plus de 45 acteurs (secteur des affaires, OSC, universités, institutions de santé, organisations de femmes), préconisant l'utilisation pratique des ODD dans la ville. En octobre 2017, le Conseil municipal de Bristol a organisé le *Festival for the Future City* et a créé un poste d'ambassadeur du cabinet. Un engagement mené par les citoyens a été planifié pour sensibiliser les écoliers et les réseaux d'affaires ; les universités développeront des évaluations, prépareront des programmes durables et s'engageront à développer l'apprentissage des ODD. La ville a également adopté un manifeste pour les femmes (2016) et créé un Centre d'objectifs mondiaux. En partenariat avec le Pacte mondial des Nations unies, en novembre 2018, elle a organisé un « Tour des ODD 2018 » au Royaume-Uni.

Harelbeke (Belgique)¹⁴⁰

La municipalité a profité des élections locales en octobre 2018 et de l'élaboration ultérieure des Plans stratégiques pluriannuels pour 2020-2025 pour mettre en place une politique plus durable, alignée sur les ODD. Harelbeke a gagné l'adhésion aux ODD de la part de l'administration locale, du conseil et des acteurs externes, notamment auprès des citoyens, du secteur privé et des écoles. Par exemple, une réflexion participative a été proposée par la municipalité sur les 5 P du développement durable (population, planète, prospérité, paix et partenariat). La veille des élections locales, les conseils consultatifs civils de la municipalité ont rédigé un manifeste destiné aux acteurs politiques, structurant leurs demandes sur les 5 P. De nouveaux plans stratégiques pluriannuels intègrent les ODD aux priorités de durabilité de la municipalité (mobilité, villes intelligentes et logement pour les personnes âgées). Harelbeke utilise également le cadre des ODD pour communiquer sur son jumelage avec la ville d'Eenhana (Botswana) – ainsi que pour repenser ce lien.

Münster (Allemagne)¹⁴¹

La ville allemande de Münster a impliqué l'ensemble de la collectivité locale (vingt-deux bureaux) dans la planification et la mise en œuvre des stratégies relatives aux ODD, tant du point de vue politique que technique, et a suscité des changements dans l'approche de la gouvernance locale. Une équipe « noyau » est chargée de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 (six services), avec le support d'un conseil consultatif (plateforme multipartite). Plusieurs objectifs opérationnels ont été choisis : orientation des marchés publics du Conseil vers l'Agenda 2030, mise en œuvre d'un marché éco-équitable par au moins cinquante acteurs pilotes. Sont également prévus des acquisitions d'immobilisations de la ville et des entreprises locales, la réalisation d'investissements en capitaux sur la base de critères durables, le développement de structures et de processus résilients pour la justice mondiale avec l'amélioration des réseaux, et l'établissement d'au moins un partenariat impliquant une ville ou des acteurs du Sud et une structure de la société civile.

Utrecht (Pays-Bas)¹⁴²

En 2015, le Conseil d'Utrecht a décidé de devenir une Ville des objectifs mondiaux (*Global Goals City*). L'une des principales priorités est la création d'un environnement de vie urbaine sain, axé sur des domaines tels que l'innovation, l'économie et les infrastructures de santé, la mobilité durable, la qualité de l'air et la réduction des émissions de CO₂. Travaillant sur une approche intégrée, pluridisciplinaire et multipartite, la ville a mobilisé une large coalition d'initiatives citoyennes et d'acteurs locaux (entreprises, ONG, institutions du savoir). Quelques exemples d'initiatives : la campagne *Heelutrechtu* pour encourager les citoyens, les initiatives et entreprises locales à contribuer aux ODD, *Fairtrade Utrecht* et *Utrecht4GlobalGifts* pour promouvoir le commerce équitable et les produits durables des entreprises basées à Utrecht. En 2018, le programme *Utrecht4GlobalGoals* a organisé l'événement *Climate Planet* qui a attiré environ 70 000 visiteurs. En outre, la municipalité a créé un tableau de bord des objectifs mondiaux. D'autres villes comme Oss ont inclus les ODD dans leurs budgets pour 2019-2022, développant leurs propres indicateurs et tableaux de bord locaux¹⁴³. Parallèlement, Rheden a choisi de réorganiser ses activités en les basant sur les objectifs mondiaux¹⁴⁴.

Le renforcement des alliances entre les CT et leurs associations avec d'autres acteurs locaux, tels que les OCS, le secteur privé, les écoles et les organisations fondées sur le savoir, est essentiel pour améliorer les stratégies nationales de mise en œuvre des ODD et pour mieux les appliquer au niveau local.

aux intérêts réels des citoyens. Leur participation permet de mettre en commun des connaissances, des ressources, des capacités d'innovation et de renforcer la légitimité nécessaire pour agir.

Les campagnes, les conférences, les formations et les échanges d'expériences favorisent les actions conjointes des CT et de leurs associations avec d'autres acteurs, en particulier avec les OSC, le secteur privé, les écoles et les organisations fondées sur le savoir. Le renforcement de ces alliances est essentiel pour améliorer les stratégies nationales de mise en œuvre des ODD et pour mieux les appliquer au niveau local. Depuis 2016, la Charte belge des ODD a été signée par les collectivités locales et de nombreux autres acteurs et entités gouvernementales. Les signataires de la Charte néerlandaise des ODD comprennent de grandes entreprises privées, des OSC et VNG (environ 500 signataires). L'Engagement de la société civile **finlandaise**, « *The Finland We Want 2050* » (La Finlande que nous voulons pour 2050), s'est traduit par une plateforme multipartite soutenue à tous les niveaux du gouvernement. En **Italie**, l'AICCRE est membre de l'Alliance italienne pour le développement durable (ASviS), également une initiative multipartite. En **France**, le Comité Agenda 21 a lancé en 2018 un « Tour de France », en partenariat avec l'Association des régions de France, qui doit se poursuivre en 2019¹⁴⁶. Au **Portugal**, le Réseau intermunicipal pour la coopération et le développement (RICD), qui compte vingt municipalités, a organisé en 2016-2017 une exposition itinérante sur les ODD et leur localisation. En **Lettonie**, les associations de collectivités territoriales – LALRG et LPS – ont toutes deux encouragé, en 2017, les dialogues multipartites sur les ODD avec la société civile. Elles ont organisé deux concours de subventions pour l'éducation au développement entre les collectivités locales lettonnes. De même, en **Croatie**, l'association nationale des CT a travaillé main dans la main avec les ONG pour améliorer la diffusion des ODD, notamment à travers l'organisation d'événements et la publication d'une brochure. En 2018, au cours des Journées européennes de la solidarité locale – EDLS, un nombre croissant de représentants élus ont signé la Charte des EDLS. À cette occasion, 120 activités ont été organisées par les conseils municipaux à

travers l'Europe, en partenariat avec des OSC et des centres d'enseignement¹⁴⁷.

De nombreuses CT ont également profité des plateformes existantes pour engager leurs acteurs locaux. Par exemple, l'ancien Conseil municipal de Madrid a lancé la stratégie « Madrid 2030 : une ville pour toutes les personnes et toutes les générations » dans le but de réduire les inégalités sociales et l'exclusion. Il s'agissait d'un exercice transversal et intersectoriel basé sur les résultats du *Foro Madrid Solidario*, un forum regroupant tous les acteurs locaux impliqués dans la coopération au développement et la justice mondiale, pour travailler de manière ouverte, flexible et dynamique¹⁴⁸. Cette stratégie complète le site Internet *Decide Madrid*¹⁴⁹.

L'objectif le plus important de l'Agenda 2030, devenu l'une des références clés de l'ensemble du processus de mise en œuvre, est l'engagement conjoint de « ne laisser personne (et aucun territoire) pour compte ». Ce principe puissant et transformatif fait référence à la nécessité d'inclure les groupes les plus vulnérables dans les processus pour comprendre les défis que rencontrent ces personnes. L'objectif est de leur donner les moyens d'agir et les impliquer directement dans la définition et la mise en œuvre du suivi des stratégies mondiales, régionales, nationales et locales de développement durable. Il s'agit notamment des personnes migrantes, des enfants, des personnes âgées, des membres de la communauté LGBTQIA+ et des femmes. Le Service de développement durable de l'aire métropolitaine de Barcelone et le Service public du logement (IMPSOL) ont lancé un projet pilote lié aux ODD, qui vise à protéger les droits des locataires et à offrir un logement abordable et convenable, en écoutant les citoyens les plus démunis et en travaillant en étroite collaboration avec eux¹⁵⁰. À Lisbonne, le programme de sensibilisation SOMOS se concentre sur les droits de l'enfant, le racisme, les droits de la communauté LGBTQIA+, le handicap, les violences sexuelles et le harcèlement, couvrant ainsi les groupes les plus vulnérables. Des écoles SOMOS ont ainsi été construites (en collaboration avec des organisations partenaires, y compris des ONG de personnes migrantes) et rassemblent des acteurs de secteurs spécifiques, tels que des ONG, des universités, des institutions publiques, des organismes d'entreprises, des écoles, des bénévoles, etc¹⁵¹.

Enfin, Bruxelles travaille à la transformation et à la revitalisation de la zone du canal de Bruxelles et de l'ancien abattoir, dans le but principal d'offrir des possibilités économiques et sociales aux habitants de la zone, la plupart étant des personnes immigrées dotées généralement de faibles revenus. La ville est en train de transformer les lieux en un espace d'usage quotidien, comprenant un marché agricole et un espace d'agriculture urbaine, et revitalise complètement cette région au niveau économique, social et environnemental. Avec ce projet, la ville a été présélectionnée pour le 3^e *Guangzhou Award* (2016).

Redevabilité des CT et mesure de leurs réalisations

La définition de systèmes efficaces de suivi et d'évaluation est complexe, en particulier au niveau territorial, où les mécanismes de collecte d'informations et de données fiables posent des problèmes en termes de ressources et de capacités. Les indicateurs des ODD ont été établis au niveau national, et bon nombre d'entre eux ne sont pas applicables dans les contextes locaux et régionaux. La complexité et l'hétérogénéité entre les systèmes de suivi des Nations unies, d'Eurostat, nationaux et régionaux compliquent encore le processus. Cependant, 64 % des réponses des associations de CT à l'enquête réalisée par CCRE/PLATFORMA ont indiqué que celles-ci ont connaissance d'initiatives entreprises dans leur pays visant à créer des indicateurs locaux pour suivre les ODD et/ou désagréger la collecte de données. De plus, le rapport du Comité des régions montre que 58 % des répondants utilisent actuellement des indicateurs pour suivre les progrès réalisés¹⁵².

Au niveau de l'UE, Eurostat a développé l'indicateur européen des ODD, développé en étroite coordination avec les divisions statistiques nationales¹⁵³. Les indicateurs nationaux utilisés ne répondent en revanche pas toujours aux contextes locaux. Par exemple, les indicateurs de l'ODD 11 constituent un outil très utile pour mesurer certaines réalisations au niveau urbain¹⁵⁴, mais ils ne permettent pas de suivre la mise en œuvre de la plupart des autres ODD au niveau local (et au niveau national), comme l'a souligné le Comité économique et social européen dans son étude « Exposer les lacunes stratégiques de l'UE dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable¹⁵⁵ ».

La nécessité de collecter et d'analyser des données au niveau local a été reconnue par un certain nombre de pays tels que la Belgique ou la Suède (qui envisagent de mettre en place une plateforme statistique nationale sur les ODD impliquant les CT), même s'ils explorent toujours les moyens les plus appropriés de localiser des indicateurs alignés sur ceux proposés par l'ONU.

Parallèlement, plusieurs villes, régions et associations travaillent à l'élaboration d'indicateurs locaux et régionaux conformes à ceux proposés par le Groupe de travail interinstitutionnel et d'expertise sur les indicateurs des Objectifs du développement durable (IAEG-SDGs). Des initiatives intéressantes de ce type sont en cours en Allemagne et dans la province de Barcelone (voir encadré 5). Ces indicateurs sont conçus pour être fiables et vérifiables via des systèmes de collecte de données disponibles aux niveaux local ou régional et sont parfois liés au suivi d'autres politiques comme dans le cas du *Smart Monitor* de Vienne¹⁵⁶.

Une autre initiative-type est le Cadre de référence pour les villes durables (RFSC). Il s'agit d'un ensemble d'outils en ligne, conçu pour aider les villes à évaluer leurs performances et à aligner

leurs stratégies et programmes locaux par rapport à la vision européenne des villes durables. Il fournit un cadre de trente objectifs, comprenant des dimensions spatiales, de gouvernance, sociale, économique et environnementale, ainsi que les 17 ODD, afin de les « localiser ». Adapté aux villes de toutes tailles et disponible pour tous les acteurs, cet outil favorise les principes de la planification intégrée et une approche multipartite la plus utile au territoire concerné¹⁵⁷.

Au niveau local, Utrecht, qui a été sélectionnée pour le 4^e *Guangzhou Awards* de l'innovation urbaine, développe actuellement un tableau de bord des données sur les ODD au niveau local, avec des indicateurs locaux préexistants. Ce tableau devrait être accessible aux différents services et partenaires de la municipalité, pour compléter

Encadré 5

Initiatives locales pour développer des indicateurs sur les ODD : les expériences allemande et espagnole¹⁶⁰

L'Association des villes allemandes, Deutscher Städtetag, rend compte de l'initiative qu'elle partage avec ses associations sœurs (DL et DStGB), l'Institut fédéral de recherche sur le bâtiment, les affaires urbaines et le développement spatial (BBSR), l'Institut allemand d'études urbaines (Difu), l'Agence des services des communautés dans un seul monde (SKEW) et la Bertelsmann Stiftung (BsT).

Le but de l'initiative, des indicateurs sur les ODD pour les municipalités, est d'élaborer des indicateurs appropriés pour décrire les ODD au niveau municipal (c'est-à-dire les compiler et, le cas échéant, les redéfinir) et, dans la plus large mesure possible, de donner accès aux paramètres de ces indicateurs.

Les quarante-sept indicateurs sur les ODD récemment proposés devraient être considérés comme des recommandations : les municipalités décident des indicateurs qu'elles veulent utiliser pour décrire ou contrôler le développement durable dans un contexte local. Les données et la méthodologie sont désormais disponibles via un portail : <https://sdg-portal.de/>.

De la même manière, le Plan stratégique métropolitain de Barcelone (*Plan Estratègic Metropolità de Barcelona – PEMB*), en collaboration avec le Conseil provincial de Barcelone, a lancé une initiative pour développer un ensemble d'indicateurs pour mesurer la réalisation des ODD dans les municipalités de la province. Un groupe de travail a été créé réunissant différents acteurs, y compris les gouvernements locaux, les centres de recherche, les institutions internationales, les organisations du tiers secteur et les entreprises travaillant dans le cadre des ODD et avec de l'expertise dans l'élaboration d'indicateurs et d'informations locales sur le territoire. La méthodologie de travail comprenait des réunions en face-à-face et en ligne via une plateforme spécifique.

Suite à cette initiative, 109 indicateurs ont été élaborés, cohérents avec les systèmes d'information existants et compatibles avec ceux établis par les Nations unies. En outre, 69 indicateurs complémentaires ont été jugés utiles pour mesurer le développement durable du territoire, même si pas requis par les Nations unies.

les données municipales avec des exemples de progrès locaux d'autres acteurs urbains sur la localisation des ODD¹⁵⁸. Parallèlement, VNG et Statistics Netherlands (CBS) travaillent à la création d'indicateurs au niveau territorial. En Flandre, un ensemble d'indicateurs a été élaboré pour 91 sous-cibles des ODD, avec un ensemble de 34 indicateurs pour les municipalités, conformément aux objectifs de Vision 2030, le programme des ODD du gouvernement flamand. Certains de ces indicateurs sont mis à la disposition des municipalités par des niveaux supérieurs de gouvernement tandis que, pour d'autres, les données doivent être collectées par les municipalités elles-mêmes. Les municipalités décident des indicateurs qu'elles veulent utiliser en fonction de leur contexte et de leurs objectifs¹⁵⁹.

Les partenaires espagnols¹⁶¹ et italiens¹⁶² du Réseau de solutions pour le développement durable (SDSN) ont publié des rapports nationaux qui mesurent les progrès effectués vers les ODD dans un certain nombre de villes de toutes tailles, au moyen d'indicateurs sélectionnés, adaptés à leur contexte et aux sources statistiques officielles à leur disposition pour obtenir des données fiables. Plusieurs municipalités portugaises appartenant au réseau local du Centre d'études et d'enquêtes d'opinion de l'université catholique (CESOP), qui suit la même méthodologie que le SDSN, ont travaillé ensemble dans la rédaction d'un rapport sur le développement durable au niveau municipal¹⁶³.

En Italie, en 2017, l'ASviS a également créé un ensemble d'indicateurs, qui comprennent des données ventilées au niveau des régions et complètent le processus entamé par l'Institut national italien de statistiques (l'ISTAT).

Enfin, de nombreuses villes et régions élaborent également des Examens locaux volontaires (ELV) qui peuvent être inclus dans les rapports nationaux. C'est le cas notamment du Pays basque, de Barcelone, de Bristol, de la Bourgogne-Franche-Comté, du département de la Gironde, d'Helsinki, de Paris et de Vienne. Les partenariats entre villes et la coopération décentralisée peuvent faciliter l'apprentissage entre pairs, pour soutenir le suivi, assurer une mise en œuvre cohérente des ODD et développer une terminologie et des programmes communs. Ils placent les ODD au cœur de la politique et des actions entreprises avec les divers partenaires en facilitant la discussion avec les gouvernements nationaux et les citoyens, en plus de développer des partenariats avec les CT dans l'hémisphère Sud¹⁶⁴. ☉

Bilbao, Pays basque, Espagne
(photo : © Andrea Ciambra).



3.3. Les collectivités territoriales, initiatrices d'innovations et de solutions pour atteindre les ODD

Bien que les avancées en soient à des stades divers, dans toute l'Europe les CT progressent dans le processus de localisation des ODD. Elles continuent à concevoir et à mettre en œuvre des politiques, des programmes et des initiatives pour faire face aux défis auxquels elles sont confrontées. Elles mobilisent leurs compétences légalement prévues, la plupart d'entre elles étant liées aux ODD (voir section 2.2), pour contribuer au bien-être de leurs habitants.

Au sein de l'UE en particulier, les villes et les régions ont tiré parti de la politique de cohésion de l'UE et de ses dispositifs pour la période 2014-2020, ainsi que des liens établis avec la politique de coopération pour le développement de l'UE (et au niveau national) mentionnée à la section 2. Ce cadre politique de l'UE s'est traduit par un certain nombre de politiques nationales qui déterminent, dans une plus ou moins grande mesure, les défis et les actions des CT. La section suivante présente quelques exemples de politiques et d'actions élaborées par les CT pour traiter des différentes dimensions sectorielles des ODD.

Croissance économique inclusive : retour à la convergence économique

Les villes et les territoires sont la pierre angulaire de la croissance économique européenne. Ils font la promotion de l'innovation et des modèles économiques alternatifs pour stimuler leur tissu local et réduire les inégalités à l'intérieur des territoires et entre eux¹⁶⁵. Les politiques de développement territorial inclusives, qui cherchent à développer le territoire de façon équilibrée, sont déterminantes pour les politiques régionales européennes. Comme l'ont souligné les différents rapports européens, après la crise économique de 2008-2009, les régions d'Europe semblent converger à nouveau. Bien que les disparités se réduisent, les différences restent importantes à l'intérieur des régions et entre elles, soulignant la nécessité de promouvoir une plus grande cohésion territoriale.

De nombreuses régions ont encore un PIB par habitant et des taux d'emploi inférieurs au niveau d'avant la crise de 2008. Alors qu'au sein de l'UE les taux de chômage ont été réduits (passant de 10,9 % en 2013 à 8,3 % en 2018), d'importantes inégalités

entre les régions subsistent¹⁶⁶. Les régions les plus concernées par ce problème sont les régions les moins développées (24 %) et, en particulier, les régions en transition (27 %)¹⁶⁷. En dehors de l'UE, dans les pays des Balkans de l'Ouest, la situation reste préoccupante¹⁶⁸. D'importantes disparités en matière de chômage et de revenus conduisent de nombreuses populations à se déplacer. Certaines régions connaissent une croissance démographique rapide, en particulier les capitales et les grandes villes, tandis que d'autres voient leur population diminuer¹⁶⁹.

Afin de surmonter ces défis, de nombreuses villes et territoires s'engagent à **progresser grâce aux innovations**. Leur capacité à soutenir leurs petites et moyennes entreprises (PME), à favoriser de nouveaux emplois, promouvoir de nouveaux secteurs (industries culturelles et créatives) et modèles économiques (comme l'économie sociale et collaborative), leur permet d'avoir recours aux innovations sociales et technologiques. En ce sens, de nombreuses villes de taille moyenne sont devenues de véritables laboratoires urbains (*Living Labs*), favorisant les écosystèmes d'innovation où différents acteurs s'associent et mettent en œuvre de nouvelles solutions pour répondre aux défis locaux. Ceci est rendu possible en adoptant une approche basée sur l'innovation et le développement « centrés sur l'utilisateur ». Dans la ville de Cornella, l'outil *Citilab* a été développé pour permettre la diffusion d'innovations sociales et digitales. Les citoyens sont ainsi invités dans les processus de création de design urbain, incitant la co-création. À Ljubljana, le parc technologique (qui appartient à la municipalité) a un rôle de catalyseur et favorise le réseautage, la flexibilité et la co-création d'idées et d'opportunités¹⁷⁰. Certaines villes et régions ont développé leur propre laboratoire urbain dans le cadre d'une stratégie avec les différents acteurs urbains (c'est le cas notamment du *Maastricht-LAB*¹⁷¹ et des *Living Labs* intégrés dans le Plan d'action 2020 de la ville intelligente de Graz¹⁷²), alors que d'autres, qui n'ont pas la capacité de créer leur propre laboratoire urbain, offrent leur territoire comme lieu d'expérimentation (la ville de Malmö¹⁷³).

Il est toutefois important de noter que l'innovation est en général concentrée dans un nombre limité de régions, principalement dans le nord-ouest

de l'Europe (Royaume-Uni, sud de l'Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Finlande, Suède). Parallèlement, d'autres régions du continent (dans les pays baltes, en Espagne, au sud de l'Italie, en Grèce, mais surtout en Pologne, en Roumanie et en Bulgarie), font état d'une performance régionale plus modeste en matière d'innovation¹⁷⁴. En tenant compte du fait que les PME (ODD 8.3) sont le pilier de l'économie européenne et fournissent 85 % de tous les nouveaux emplois, les CT devraient associer leurs programmes de soutien à l'innovation avec les programmes qui favorisent la création et le développement des PME (accès au financement, etc.). La Lombardie offre des subventions pour les investissements destinés à l'optimisation et à l'innovation des processus de production des micros et petites entreprises, dans les secteurs de la fabrication, de la construction et de l'artisanat¹⁷⁵.

Pour soutenir le développement régional, il est nécessaire de mettre en place des solutions territoriales plus larges (y compris des liens entre zones urbaines et rurales) et de favoriser la coopération au sein des zones urbaines fonctionnelles. Le Pacte d'Amsterdam et la déclaration de Bucarest récemment adoptée, « Construire l'Union européenne à partir du terrain avec nos régions et nos villes¹⁷⁶ », soulignent également ce point. Ceci est particulièrement important pour les régions moins développées, où la part d'emploi dans l'agriculture en 2016 était supérieure de onze points de pourcentage à celle des régions les plus développées (13 % contre 2 %)¹⁷⁷. Pour cette raison, le développement des petites villes et de leur arrière-pays devrait avoir autant d'importance que la compétitivité des grandes villes¹⁷⁸. C'est précisément à cause de cette nécessité de prendre en compte les grandes villes, mais aussi les petites villes et les arrière-pays (zones rurales incluses), que de nombreuses régions ont élaboré des politiques pour promouvoir l'innovation dans les programmes et politiques de l'UE. Plusieurs stratégies de recherche et d'innovation de l'UE pour la spécialisation intelligente (RIS3) sont adoptées chaque année en Europe (plus de cent vingt en 2017), chacune mettant en lumière leurs propres domaines de spécialisation, afin de stimuler le potentiel de connaissance, de renforcer la compétitivité économique, d'encourager la croissance et la création d'emplois. La région grecque de la Crète¹⁷⁹, par exemple, a opté pour la revitalisation des activités traditionnelles et émergentes et pour une mise à jour de son potentiel de production. Dans la région de Salzbourg¹⁸⁰, cinq priorités ont été considérées comme essentielles : les sciences de la vie, les TIC, les matériaux intelligents, les systèmes de construction et d'établissement intelligents, les industries créatives et innovations en matière de services.

En outre, les CT accordent une importance croissante au rôle que joue l'**innovation technologique** dans le développement économique durable, l'augmentation de la productivité et de l'employabilité, ainsi que dans la gouvernance urbaine et la création de services de meilleure qualité et plus accessibles. Cette situation a favorisé l'émergence

de solutions telles que les « Villes intelligentes » et les « Régions intelligentes » (voir la section sur les défis environnementaux ci-dessous). Les CT encouragent de nombreuses pratiques assurant la numérisation et l'innovation technologique. Par exemple, un nombre croissant de municipalités de l'UE offrent des points d'accès Wi-Fi gratuits (en 2018, plus de 21 600 municipalités de l'UE se sont inscrites pour demander des coupons d'une valeur de 15 000 euros afin de créer des points d'accès Wi-Fi gratuits dans le cadre du programme WIFI4EU)¹⁸¹. Le Partenariat pour la transition numérique, avec le soutien d'Eurocities, d'Open and Agile Smart Cities et du CCRE, a appelé à la mise en place d'un cadre financier pour les villes et les régions en transition numérique, dans le budget de l'UE post-2020¹⁸².

L'innovation, cependant, n'est pas nécessairement technologique. **L'économie sociale et collaborative** offre des modèles alternatifs qui placent la personne et ses besoins au cœur du modèle de développement. Ces modèles soutiennent des activités productives, la création d'emplois décents et l'esprit d'entreprise, la créativité et l'innovation, et donnent la priorité à la collaboration dans des secteurs tels que la culture, l'éducation, les soins aux personnes, le logement, la production alimentaire et la protection de l'environnement. Dans de nombreux pays de l'UE, des CT prennent des mesures pour promouvoir ces modèles alternatifs. Elles créent des réseaux d'acteurs au sein de l'économie sociale pour expérimenter des dispositifs financiers innovants tels que les obligations à impact social, le financement participatif, les *Impact hubs* et les plateformes numériques. L'objectif principal est l'amélioration de l'innovation urbaine pour trouver des solutions intelligentes partant de la base. À titre d'exemple, Göteborg offre aux entrepreneurs sociaux des possibilités de soutien financier et de développement de compétences (200 000 euros par an en dotations et 500 000 euros par an en microprêts), Milan a lancé le premier incubateur dédié aux entreprises sociales, et Rennes a inclus des clauses de responsabilité sociale dans ses contrats avec les secteurs privé et public¹⁸³.

Tous les modèles novateurs mentionnés ci-dessus sont essentiels au développement local, qui implique deux millions d'entreprises en Europe, représentant 10 % de toutes les entreprises de l'UE et plus de onze millions de personnes (environ 6 % des employés de l'UE), impliquant très souvent des citoyens vulnérables. Ces initiatives ne devraient pas être associées aux modèles d'Amazon, d'Uber, de Cabify ou d'Airbnb qui tirent parti de la transnationalité et des nouvelles technologies pour développer des pratiques non réglementées et susceptibles de nuire aux droits d'autres citoyens (droits des chauffeurs de taxi, travail décent, pénurie de logements, etc.). Les villes sont engagées dans des débats virulents sur la nécessité de mieux réglementer leurs activités (Paris, Barcelone, Berlin, Amsterdam, Londres et Milan, entre autres grandes villes)¹⁸⁴.

Ces dernières années, la **culture et la créativité** ont également été associées à la thématique de l'innovation en tant que fil directeur pour les villes et régions prospères en Europe. Les collectivités

locales en Europe s'efforcent de stimuler le potentiel des industries culturelles et créatives à générer des emplois. Les villes créent de nouveaux espaces ou adaptent les anciens (centres-villes, usines repensées, zones de friches industrielles, comme notamment le projet *IncrediBOL!* à Bologne), pour créer un environnement favorable à des industries jeunes, ouvertes et adaptables, qui ont réussi à connecter les arts avec la production, le commerce et la technologie¹⁸⁵. Les industries culturelles et créatives sont un secteur très important de l'économie. Elles emploient un grand nombre de personnes (en particulier des jeunes créateurs), notamment par l'intermédiaire de PME, encouragent la collaboration entre les différents secteurs et favorisent la révolution numérique.

Un engagement important pour lutter contre les changements climatiques et renforcer la résilience des villes et des territoires

Parmi les principales préoccupations des villes et des régions d'Europe aujourd'hui se trouvent la lutte contre les changements climatiques, la crise écologique et le renforcement de la résilience. On estime que les changements climatiques pourraient causer des dommages à hauteur de 190 milliards d'euros par an, principalement en raison de décès liés à la chaleur, aux pertes de récoltes dans l'agriculture et les zones côtières de l'UE uniquement, d'ici la fin du XXI^e siècle (en prenant comme base un scénario de croissance économique élevée)¹⁸⁷. Une perte de 1 % du PIB d'ici 2050 serait à enregistrer, principalement à cause des dommages dans les secteurs du tourisme et de l'énergie dans les pays méditerranéens¹⁸⁸.

Pour cela, les CT européennes se sont efforcées de trouver des solutions aux défis de l'énergie, de la mobilité, de la gestion des déchets ou de l'économie circulaire auxquelles elles sont, entre autres, confrontées. Elles insistent sur la réduction des risques et le développement de territoires résilients. Un nombre croissant de villes, à l'exemple de celle de Canterbury au Royaume-Uni, ont déclaré des « urgences climatiques » locales. Elles engagent des actions en faveur de la neutralité carbone, travaillent avec les OSC locales, le monde universitaire et d'autres acteurs à mettre en place des mesures liées aux ODD. La CE a adopté en novembre 2018 une « Vision stratégique à long terme pour une économie prospère, moderne, compétitive et neutre pour le climat d'ici 2050 – Une planète propre pour tous », qui fixe le cadre d'action à l'avenir¹⁸⁹.

L'UE a reconnu à maintes reprises que les villes et les régions européennes se sont avérées des agents d'action importants pour la transition européenne vers un système énergétique plus décentralisé, efficace, décarboné et résilient. La Convention européenne des maires¹⁹⁰, qui réunit maintenant plus de 9 600 CT dans 38 pays européens, couvre tous les domaines mentionnés ci-dessus et a permis à l'Europe d'obtenir des résultats à fort impact. Ceci est rendu possible notamment grâce aux plans d'action pour l'énergie durable (et le climat) dans lesquels les nouveaux signataires se sont engagés. Ce Pacte constitue l'une des conventions régionales de la Convention

mondiale des maires (qui réunit plus de 10 200 villes dans le monde).

Les villes jouent un rôle majeur dans la **transition énergétique**, car elles utilisent deux tiers de l'énergie primaire dans le monde et contribuent à apporter des solutions innovantes à ces problèmes. Comme l'a souligné Energy Cities¹⁹¹, la rénovation thermique des bâtiments, la transition vers une mobilité durable et le développement des services de proximité comme pilier de la planification urbaine, doivent être appréhendés depuis le niveau local. La création de synergies entre les zones urbaines et rurales, dans lesquelles l'action des régions est primordiale, ainsi que l'utilisation de nouvelles technologies (réseaux intelligents) pour rendre la production et la consommation d'énergie plus efficaces, sont également essentielles.

Selon les estimations de la CE, **les bâtiments** sont actuellement responsables de 40 % de la consommation d'énergie de l'UE et de 36 % de ses émissions de CO₂¹⁹². Les villes européennes sont caractérisées par un tissu urbain assez rigide, dont 42 % de l'ensemble des bâtiments ont été construits avant 1950. Les normes de construction, souvent dépassées, empêchent l'utilisation de nouveaux matériaux, et l'amélioration technologique passe principalement par la rénovation et la modernisation des infrastructures existantes (Londres¹⁹³, la région de Jadranska Hrvatska en Croatie¹⁹⁴, Heidelberg en Allemagne¹⁹⁵), avec un taux de remplacement très faible. En ce sens, plusieurs exemples de bonnes pratiques peuvent être signalés, comme le référendum sur la remunicipalisation des réseaux de distribution d'énergie à Hambourg¹⁹⁶ et à Barcelone¹⁹⁷ (ainsi que d'autres mouvements de participation à des services publics de base tels que l'eau, l'énergie ou, actuellement, le transport gratuit à Dunkerque¹⁹⁸ et Tallinn¹⁹⁹).

De même, plusieurs CT en Europe tirent au moins 70 % de leur électricité de sources renouvelables telles que l'énergie hydraulique, géothermique, solaire et éolienne, et ont abandonné d'autres sources comme le charbon ou le lignite (c'est le cas dans les

Encadré 6

Contribution des villes créatives au développement durable¹⁸⁶

Comme le souligne le *Moniteur des villes culturelles et créatives 2017* (une étude qui analyse 168 villes culturelles et créatives européennes avec diverses caractéristiques démographiques et économiques), la ville culturelle et créative idéale en Europe serait un mélange de huit villes, pour la plupart de petite et moyenne taille.

Ainsi, l'étude indique que cette ville idéale devrait offrir les lieux culturels et les installations de Cork, la participation culturelle, l'attractivité et les emplois créatifs et basés sur la connaissance de Paris, la propriété intellectuelle et l'innovation d'Eindhoven, les nouveaux emplois dans les secteurs créatifs d'Umeå, le capital humain et l'éducation de Leuven, l'ouverture, la tolérance et la confiance de Glasgow, les connexions locales et internationales d'Utrecht et la qualité de la gouvernance de Copenhague.

pays nordiques – Reykjavík, Gladsaxe Kommune, Oslo, Bærum Kommune, Arendal –, en Suisse – Bâle, Nyon –, au Portugal – Porto, Fafe, Moita, Cascais –, en Italie – Oristano, Bolzano –, et en Roumanie – Alba-Iulia²⁰⁰).

En outre, avec le soutien du Partenariat pour l'efficacité énergétique et l'environnement en Europe de l'Est²⁰¹, des projets de chauffage urbain ont été mis en œuvre dans plusieurs villes d'Ukraine (Zhytomyr, Ternopil, Lviv) et de Moldavie (Balti), des projets de déchets solides ont été mis en œuvre en Biélorussie (Puhovichi) et en Ukraine (Lviv), et des projets d'efficacité énergétique dans les bâtiments publics ont été entrepris en Ukraine (Ivano-Frankivsk, Chernivtsi, Zhytomyr) et en Moldavie (Chisinau), entre autres.

Les villes et les régions d'Europe favorisent également la **mobilité durable** pour réduire les émissions de CO₂ et améliorer la qualité de l'air dans les zones urbaines²⁰². Aujourd'hui, les transports et la mobilité comptent pour près d'un quart des émissions de gaz à effet de serre (GES) en Europe, et la demande continue d'augmenter. L'UE a créé en 2016 une stratégie pour la mobilité à faibles émissions, ainsi qu'un ensemble de mesures intitulé « L'Europe en mouvement²⁰³ ». Plusieurs mesures visant à accroître la durabilité des systèmes de transport européens ont été adoptées. La stratégie vise principalement à réduire les GES et à adopter des mesures incitatives pour stimuler le marché vers une mobilité propre. Au niveau municipal, des zones sans circulation automobile ont été délimitées à Londres²⁰⁴, Lyon²⁰⁵ et Madrid²⁰⁶, des Journées sans voiture ont été initiées à Paris²⁰⁷, des systèmes de péage ont été créés à

Londres²⁰⁸ et des systèmes de location de voitures, de motos et de vélos sont en place à Milan²⁰⁹. À Copenhague, la première « autoroute cyclable » permet aux habitants des banlieues de rejoindre le centre de la ville à vélo depuis la périphérie. La région de la Lombardie²¹⁰ (Italie) a également contribué au développement de points de chargement de voitures électriques. La région française Auvergne-Rhône-Alpes a mis en place le projet *Zero Emission Valley*²¹¹.

Les **stratégies de gestion des déchets** sont essentielles pour améliorer la durabilité environnementale (ODD 12.5) et la qualité de vie des citoyens. Parmi les exemples novateurs, on soulignera la collecte sélective des déchets ménagers, un projet pilote d'un quartier de Barcelone²¹³, le programme *Blue Box* dans la région de Waterloo²¹⁴ ou la recherche de systèmes intelligents et de planification innovante dans les partenariats du projet *WINPOL*, financé par Interreg²¹⁵ (Gijón, Bruxelles, Anvers, Maribor, Jude de Mehedin i, Drobeta-Turnu Severin, la région de la Crète et l'Autorité des ressources environnementales de Malte). Ces CT ont contribué à l'augmentation des taux de recyclage des déchets municipaux (qui couvre le recyclage des matériaux, le compostage et la gestion des déchets biologiques)²¹⁶. L'objectif de 50 % de recyclage d'ici 2020 n'a, en revanche, été atteint que par six pays. Les disparités entre les États membres sont encore flagrantes : seuls 5 % des déchets sont envoyés aux sites d'enfouissement en Belgique, au Danemark et aux Pays-Bas, contre jusqu'à 80 % en Bulgarie et en Grèce²¹⁷.

L'UE a placé l'**économie circulaire** au cœur de ses politiques de durabilité : le Plan d'action sur l'économie circulaire adopté en 2015 définit des mesures visant à la modification des modes de consommation et de production, en mettant l'accent sur la conception des produits, en élaborant de nouvelles règles de gestion des déchets, et en sensibilisant davantage les consommateurs²¹⁸. Il répond également à deux défis majeurs en Europe : la gestion des déchets alimentaires et des plastiques. En outre, l'économie circulaire est l'un des douze thèmes prioritaires du Pacte d'Amsterdam pour parvenir à une gestion durable et une utilisation efficace des ressources naturelles conformément à l'Agenda 2030 (ODD 12.2).

L'économie circulaire a été intégrée dans divers instruments stratégiques : dans certains programmes pilotes, tels que le programme d'innovation d'EIT Climate-KIC²¹⁹ (avec la participation de Malmö, Copenhague, Helsinki, Sofia, Utrecht, etc.) ; dans la Constitution fédérale de Genève²²⁰, dans différentes stratégies du Pays basque²²¹, et dans les feuilles de route multipartites de la région de Päijät-Häme²²² et de Tampere²²³ en Finlande (présélectionnées pour le *Guangzhou Award* 2016), pour ne citer qu'eux.

Enfin, les villes et les régions sont essentielles pour mettre en place de nouveaux modes de **production et de consommation** durables, qui contribuent, notamment, à réduire les émissions de GES. Parmi les principaux défis : la production et la consommation alimentaire, en particulier l'agroalimentaire. Plusieurs réseaux urbains et régionaux se sont développés ces dernières années, tant au niveau national –

Encadré 7

Green Deals sur la consommation d'énergie durable aux Pays-Bas²¹²

Aux Pays-Bas, le gouvernement néerlandais favorise les *Green Deals* (une initiative conjointe du ministère des Affaires économiques, des Infrastructures et de l'Environnement, et du ministère des Affaires intérieures et des Relations au sein du Royaume). Il s'agit d'un projet innovant, encouragé par une coalition d'entreprises, d'OSC et d'administrations publiques, qui encourage la conception et la mise en œuvre de projets novateurs pour accélérer la transition vers une économie durable.

À ce jour, les résultats obtenus avec les *Green Deals* incluent : 15 000 stations de charge de véhicules électriques, 8 100 maisons à haut rendement énergétique, plus de 2 000 hectares d'espaces naturels temporaires dans près de trente zones, la construction de sept stations de gaz naturel liquéfié (GNL) et de deux stations de réapprovisionnement GNL. La province de la Hollande du Nord a, par exemple, profité de cette dynamique pour créer, avec le soutien du gouvernement national, un système entièrement circulaire pour assurer le remplacement et l'entretien de ses biens immobiliers, de ses infrastructures et de ses 700 km de routes provinciales, dans le cadre du *Green Deal* sur les terrassements et ouvrages hydrauliques durables de 2017. Des initiatives similaires existent dans d'autres pays (par exemple en Flandre en Belgique, qui compte sept *Green Deals*).

Sustainable Food Cities au Royaume-Uni²²⁴, Red de ciudades por la Agroecología en Espagne²²⁵, Rete Città Sane (OMS) en Italie²²⁶, City Deal : Food on the Urban Agenda aux Pays-Bas²²⁷, le réseau BioStädte en Allemagne²²⁸ – qu’au niveau européen – Agroecocities²²⁹ et ICLEI-RUAF CityFood network²³⁰. L’une des initiatives les plus significatives est le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan²³¹, signé par 179 villes depuis 2015, qui rassemble 66 villes engagées dans la coopération entre villes sur les questions de politique alimentaire. Il s’agit d’une stratégie de planification innovante qui intègre un système de cycle alimentaire. Celui-ci favorise la réutilisation, le recyclage des déchets et la réduction des kilomètres alimentaires, grâce à la promotion des produits locaux. Sur la base de la Déclaration de Québec de 2015, Régions de France, avec le soutien de CGLU, a lancé une initiative visant à favoriser une reterritorialisation progressive des systèmes alimentaires et à améliorer les processus locaux de production alimentaire, afin de protéger et de faire participer les collectivités locales, et de promouvoir la sécurité alimentaire et la transition nutritionnelle²³².

En plus de la gestion des déchets, l’**approvisionnement en eau potable et l’assainissement** (généralement une compétence locale) ainsi que la **gestion de l’eau** ont une place importante dans l’agenda européen, notamment grâce à l’initiative citoyenne *Right2Water*, approuvée par le Parlement européen en 2013. Cette initiative rappelle le droit humain fondamental d’accès à l’eau potable et à l’assainissement, dans le contexte actuel de privatisation et de concurrence du marché de l’approvisionnement en eau²³³.

En plus de cette dynamique, la tendance actuelle est à la remunicipalisation de la gestion de l’eau, afin de rendre les services publics plus abordables et plus efficaces. Des villes comme Budapest, Paris, Montpellier ou Berlin ont récupéré la gestion de l’approvisionnement en eau²³⁴. Elles ont pu élaborer des politiques d’inclusion sociale (ODD 1.4, ODD 11.1) comme la modification de la tarification (taux progressifs à Grenoble, Hermsillo, Lisbonne ; tarifs spéciaux pour les personnes handicapées à Nantes), l’apport d’un soutien économique (fonds sociaux pour les résidents des zones vulnérables à Grenoble et Malaga), l’interdiction d’interruption de l’approvisionnement en eau (à Édimbourg et à Glasgow) et d’autres mesures de soutien pour faciliter les paiements (pour les habitants les plus défavorisés de Budapest)²³⁵.

Dans le cadre de l’Agenda 2030, la **résilience** est l’objet de huit objectifs relatifs aux infrastructures (ODD 9.1), à l’agriculture (ODD 2.4), aux citoyens vulnérables (ODD 1.5) et plus particulièrement aux établissements humains, dans le cadre de l’ODD 11 qui porte spécifiquement sur les villes. En outre, les sociétés et territoires résilients constituent le principal objectif du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030. De nombreuses mesures ont été lancées par des réseaux de CT (ICLEI, CGLU), des partenaires (*100 Resilient Cities* – 100RC) et des agences onusiennes (programme de résilience d’ONU-Ha-

bitat, et campagne de résilience des villes du Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe). Ces projets cherchent à sensibiliser les différents acteurs et à fournir des outils, une assistance technique, des réseaux de soutien entre villes ainsi que des possibilités d’apprentissage sur la résilience aux catastrophes. Les CT favorisent la résilience et l’intègrent dans leurs différents programmes (dans la province de Potenza²³⁶, via un Plan de coordination territoriale). Cela passe notamment par des mesures facilitant la participation citoyenne et des acteurs locaux (à Bristol, par l’intermédiaire du Comité de sondage sur la résilience qui a impliqué plus de 1 600 personnes partout dans la ville)²³⁷, et en effectuant un suivi des actions (à Lisbonne²³⁸, grâce à un tableau de bord Web avec une approche SIG de la centralisation des données, ou encore à Stepanavan²³⁹, avec l’outil d’auto-évaluation des collectivités locales). La région suédoise Skåne a intégré la résilience dans un plus grand nombre de défis portant sur l’urbanisation et le dépeuplement, l’utilisation de nouvelles technologies, le vieillissement de la population et l’adaptation aux changements climatiques, en impliquant un groupe spécifique d’acteurs publics et privés²⁴⁰.

Vers des villes et des régions plus inclusives « ne laissant personne pour compte »

En 2017, plus de 112,8 millions de personnes, soit 22,4 % de la population des États membres de l’UE, étaient exposées à la pauvreté et l’exclusion sociale²⁴¹. Le risque est particulièrement élevé dans les pays du Sud et les pays baltes, et légèrement plus élevé dans les zones rurales que dans les zones urbaines (19,8 % dans les zones rurales, 16,7 % dans les villes et 16 % dans les petites villes ou les banlieues)²⁴².

Les inégalités au sein et entre les villes et les territoires ont également une incidence sur l’exclusion sociale²⁴³. L’accroissement des différences socio-économiques, notamment entre les régions métropolitaines, les villes moyennes, les petites villes et les zones rurales, contribuent à aggraver les disparités, à accentuer la migration vers les grandes villes et à accélérer la marginalisation de certains territoires et de leurs populations. Alors que les plus-values réalisées sont concentrées dans les systèmes urbains en expansion et dans les régions les plus dynamiques sur le plan économique, environ 20 % des villes européennes – principalement de petite et moyenne taille, et souvent avec une population vieillissante – subissent un phénomène de déclin. Cette tendance est particulièrement forte en Europe de l’Est et du Sud-Est, dans les pays baltes et dans l’ouest de l’Espagne²⁴⁴.

Pour relever ces défis, faire progresser les politiques et les évolutions dans la société, les CT ont cherché à favoriser les changements de paradigme dans les politiques urbaines et territoriales. Cela passe par l’adoption de nouvelles politiques de planification et de régénération, d’inclusion sociale, d’égalité des genres, d’options économiques alternatives (comme mentionné ci-dessus), de logement,

de santé ou d'éducation, en mettant l'accent sur l'inclusion des populations vulnérables (personnes handicapées, femmes, enfants, personnes âgées, personnes migrantes)²⁴⁵.

Des villes « pionnières », **en déclin**, développent de nouvelles approches pour capitaliser sur l'engagement citoyen et créer de nouvelles méthodes de planification, de conception et de gestion urbaines. La plupart des dispositifs de l'UE et des politiques budgétaires, réglementaires et économiques au niveau de l'État sont conçus pour les villes en croissance et non pour des villes en déclin. Ces villes encouragent le « déclin intelligent » à travers des politiques de décroissance, la régénération des biens et des paysages historiques, le réaménagement d'espaces inhabités et de friches industrielles en espaces verts ou en nouvelles zones culturelles publiques. Il s'agit également d'ajuster et coproduire des services publics, de mettre en place des dispositifs de protection sociale plus adaptés au profil des usagers, de développer une gestion contracyclique avec des alternatives à l'économie sociale – comme l'agriculture urbaine – fondées sur une collaboration entre les organismes publics, les entreprises et les citoyens. Des études de cas soulignent des exemples de ces dynamiques dans les villes ou régions d'Altena et de Schönebeck (Allemagne), de Riga (Lettonie), dans le Nord-Pas-de-Calais (France), de Glasgow (Écosse) et le comté de Louth (Irlande)²⁴⁶.

L'égalité des genres est au centre de nombreuses politiques des CT en Europe. En 2006, le CCRE a lancé la Charte européenne pour l'égalité entre les hommes et les femmes dans la vie locale, qui compte actuellement 1 777 signatures de gouvernements locaux et régionaux dans 36 pays. La Charte donne des informations sur la manière d'intégrer le genre dans les politiques publiques, et le site Web de l'Observatoire qui y est associé met en évidence les bonnes pratiques qui prennent en compte le genre dans le processus budgétaire, la planification urbaine, la gouvernance, la fourniture adéquate de services de base, afin de sensibiliser également à la lutte contre les violences sexuelles et dénoncer les stéréotypes de genre²⁴⁷. La ville suédoise d'Umeå, considérée comme une ville modèle pour l'égalité des genres, continue d'améliorer son *Gendered Landscape Tour*, qui fait de la pédagogie sur les manières dont l'égalité des genres s'inscrit dans les politiques de la ville²⁴⁸. Dans la région française d'Île-de-France, une campagne de communication a été menée dans l'ensemble du réseau de transports en commun, en coopération avec Île-de-France Mobilités, l'agence de transport urbain parisienne (RATP) et la compagnie ferroviaire (Transilien SNCF) : « Ne minimisons jamais le harcèlement sexuel, victimes ou témoins, donnez l'alerte !²⁴⁹ » Un rapport de l'Association nationale de CT italienne AICCIRE offre des exemples de bonnes pratiques reproductibles dans les domaines de la gouvernance (commission pour l'égalité des chances à Imola), de l'équilibre vie professionnelle-vie privée (projet pilote avec 30 microentreprises et PME à Milan et 70 personnes employées dans la région du Latium), de la sensibilisation (campagnes pour

les jeunes à Reggio de Calabre), et des violences sexistes et sexuelles (centre de soutien à Chieri), entre autres²⁵⁰. Bien que de nombreux efforts aient été réalisés en Europe (le nombre de femmes détenant un diplôme d'enseignement supérieur a augmenté et le taux d'abandon scolaire a baissé), un certain nombre de problématiques demeurent. Les femmes ne représentent, par exemple, que 29 % des membres des Parlements régionaux de la région, et n'y sont, dans certains cas, pas du tout représentées (dans cinq assemblées régionales de Hongrie, d'Italie et de Roumanie, d'après les données de 2017²⁵¹). Beaucoup de ces questions doivent également être traitées au niveau national (la différence de taux d'emploi entre les hommes et les femmes dans l'UE enregistre notamment 11,5 points de pourcentage en 2017)²⁵².

L'insuffisance de logements abordables et l'augmentation du nombre de sans-abri, en particulier chez les jeunes, constituent un défi de plus en plus important pour les villes. Cela va de pair avec la flambée des prix des biens immobiliers et des locations, la spéculation, l'exclusion des logements et la gentrification qui poussent les habitants vers la périphérie. En outre, le financement du logement social est rare et la fracture territoriale (le fait de trouver un logement adéquat et abordable dans les endroits où se trouvent les possibilités d'emploi) continue d'augmenter (voir encadré 8)²⁵³.

Le taux moyen de logements surpeuplés dans l'UE a considérablement augmenté chez les populations soumises au risque de pauvreté (passant de 35 % en 2005 à 39,9 % en 2014²⁵⁴). La coopération entre les CT et les autorités nationales a permis à l'Agence nationale irlandaise de gestion des actifs et aux collectivités locales d'identifier 6 575 unités de logements vacants appartenant aux banques, et d'en affecter 2 526 au logement social²⁵⁵. Des mécanismes sont en cours d'élaboration au niveau local pour s'assurer qu'une partie des nouvelles unités de logement abordables sera dédiée à la création de logements sociaux (au moins 25 % à Londres²⁵⁶), allant parfois plus loin que les directives nationales (40 % à Plaine Commune²⁵⁷) pour s'assurer qu'aucune famille sans abri ne sera laissée pour compte (Brno²⁵⁸). Après une aggravation de la crise des expulsions, de nombreuses villes espagnoles ont créé des bureaux spécifiques, destinés à servir de médiateurs avec les banques ou à tenter de mettre fin aux expulsions via différentes stratégies (c'est le cas notamment à Mostoles, Terrassa, Barcelone ou Cadix²⁶¹). De nombreuses villes, comme Berlin ou Paris, cherchent également à réglementer les marchés urbains locatifs pour éviter les bulles locatives.

Les systèmes de santé et de soins sont au cœur de l'inclusion sociale. Les principaux défis qui touchent actuellement l'Europe sont, notamment, la réduction des services de soins et de santé dans un certain nombre de territoires (créant même des zones de « déserts » médicaux) et l'augmentation significative de la prévalence des maladies chroniques non contagieuses²⁶². Les inégalités d'accès aux services de santé entre les zones urbaines et rurales sont évidentes²⁶³, mais le problème se pose également dans les villes.

Par exemple, l'espérance de vie à Londres peut varier de près de vingt ans selon le lieu d'habitation²⁶⁴. Les problèmes environnementaux des villes se traduisent par la pollution atmosphérique (très importante en Pologne, en République tchèque, en Roumanie, en Bulgarie et dans les régions du sud de l'Europe), la concentration d'ozone troposphérique (en Italie, en Espagne, dans le sud et l'est de la France et dans le sud de l'Allemagne) ou la pollution sonore (dans des villes comme Bucarest, Palerme, Athènes)²⁶⁵. Les solutions apportées par les CT, comme l'a souligné la sous-section précédente, contribuent à l'élaboration d'un environnement plus durable. Elles visent également à améliorer les niveaux de santé de la population, grâce à la mobilité douce et aux zones à zéro émission (dans le centre-ville d'Oxford, par exemple²⁶⁶), à la construction de nouvelles zones vertes (à Vienne ou Fribourg) ou à la mise en place de parcs, terrains de jeux, terrains de sport et cimetières (qui devraient par exemple couvrir 40 % de la ville de Hambourg d'ici 2035²⁶⁷).

Depuis trente ans, le Réseau européen des villes-santé de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a réuni une centaine de villes phares et une trentaine de réseaux nationaux. En février 2018, le « Consensus de Copenhague entre les maires : Une meilleure santé et plus de bonheur dans les villes, pour toutes et tous²⁶⁸ » a été adopté. Il marque le premier pas d'une approche transformatrice qui permet la construction de sociétés sûres, inclusives, durables et résilientes, conformément à l'Agenda 2030²⁶⁹.

Les accidents de la route figurent parmi les problèmes de santé publique liés à la prévention des risques dans les zones urbaines (ODD 3.6, ODD 11.2²⁷⁰). Il a été démontré que les villes dans lesquelles la vitesse de circulation autorisée est la plus faible, et qui sont dotées d'un bon réseau de transports publics, enregistrent beaucoup moins de morts que celles où l'utilisation de la voiture privée est encore largement répandue (moins de dix millions à Stockholm et à Vienne en 2015).

Comme indiqué dans la section 2, dans de nombreux pays européens, les CT jouent un rôle important dans l'éducation. De nombreuses CT offrent une éducation de qualité dès la maternelle (ODD 4.2²⁷¹). Elles ont également obtenu une baisse notable du décrochage scolaire (ODD 4.1), bien que les chiffres soient toujours plus élevés dans les zones rurales (12,4 %) que dans les banlieues (11,9 %) ou dans les villes (10 %²⁷²). Les villes sont en train de développer des initiatives pour relever ces défis et pour lutter contre la ségrégation dans l'éducation, en particulier en ce qui concerne les minorités (par exemple, les enfants roms) ou les enfants migrants²⁷³.

Pour répondre aux besoins **des enfants et des personnes âgées**, en particulier dans les territoires où la population urbaine vieillit²⁷⁴, les villes repensent l'espace public pour qu'il soit adapté à l'âge (par exemple à Ljubljana²⁷⁵). De la même manière, elles cherchent à faciliter l'inclusion des personnes handicapées (notamment avec le Plan de Lausanne sur l'accessibilité, l'application locale du Pacte relatif aux droits des personnes handicapées à Middelburg et Veere ou le Plan de Budapest sur l'espace public

Encadré 8

Des villes pour un logement convenable²⁵⁴

La situation inquiétante du logement en Europe, ainsi que les compétences limitées des CT dans ce domaine, ont conduit la ville de Barcelone et d'autres, avec le soutien de CGLU, à inciter le FPHN de 2018 de l'ONU à s'engager pour le Droit au logement, sous la forme de la déclaration « Des villes pour un logement convenable ». Un nombre croissant de villes s'est engagé à repenser les stratégies de logement, en respectant les normes d'inclusion sociale et les droits de l'Homme, en cherchant à surmonter les obstacles à la réalisation du droit au logement, comme l'absence de financement national, la déréglementation du marché et la marchandisation du logement.

Le travail ne s'est pas arrêté là : CGLU collabore avec des villes telles que Vienne, Barcelone ou en périphérie de Paris, pour mettre en place des politiques de logement plus inclusives. En 2019, l'Agenda urbain pour le partenariat de l'UE sur le logement a publié son propre plan d'action. Celui-ci présente des bonnes pratiques et propose des recommandations aux autorités européennes, nationales et locales, pour l'amélioration de la réglementation, du financement ainsi qu'un apport de connaissances²⁵⁵.

et les transports accessibles pour les personnes handicapées²⁷⁶.

Les CT jouent également un rôle majeur dans l'établissement et l'intégration **des personnes migrantes et réfugiées**²⁷⁷. Leurs actions sont essentielles pour atteindre l'ODD 10.7 et l'ambitieux Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, adopté fin 2018 par l'ONU²⁷⁸. Depuis 2014, les CT ont gagné en importance au niveau de l'UE, en tant qu'actrices pragmatiques et assurant un suivi des résultats, dans les domaines des migrations et de l'intégration. Le CCRE et la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP), représentant respectivement les employeurs et les employés des CT dans le dialogue social européen, ont approuvé les « Directives communes sur les migrations et le renforcement de la lutte contre la discrimination dans les collectivités locales et régionales », qui ont été mises à jour en 2016. L'objectif était de fournir un cadre d'action aux autorités publiques locales et régionales²⁷⁹. Les conclusions du Conseil européen de décembre 2016 sur l'intégration des ressortissants de pays tiers résidant légalement dans l'UE²⁸⁰, ainsi que le Plan d'action sur l'intégration des ressortissants de pays tiers de l'UE²⁸¹, ont explicitement renforcé le rôle stratégique du niveau local. Le Plan d'action sur l'intégration a également encouragé les efforts des États membres pour renforcer la communication entre les niveaux local, régional et national, en introduisant des instruments tels que le Réseau européen d'intégration. Certaines villes, ainsi qu'Eurocities et CCRE, ont d'ailleurs été invitées à participer à cette initiative en mars 2017²⁸².

En 2017, la Conférence de Malines sur « Les villes et les migrants » a étudié les liens entre les collectivités locales et les programmes relatifs aux droits de

l'Homme en matière de migration²⁸³. Les initiatives à ce sujet vont des services d'attention, d'accueil et de conseils aux personnes migrantes en situation irrégulière – mis en place par les collectivités locales – aux programmes locaux sur le droit au travail, le renforcement des capacités des personnes migrantes et réfugiées (notamment à Vienne)²⁸⁴. D'autres collectivités locales ont abordé cette question via des initiatives sur la participation des personnes migrantes à la vie publique (Grenoble)²⁸⁵. Enfin, ces dernières années, le nombre de villes se déclarant villes « sanctuaires » ou « refuges » a augmenté. Les cas de Bristol au Royaume-Uni, de Valence en Espagne ou de Naples en Italie (voir encadré 9) sont représentatifs de cette dynamique²⁸⁶.

Les Réseaux antirumeurs d'Amadora²⁹², le Groupe de travail sur les réfugiés à Gand²⁹³ (reconnu comme Bonne Pratique URBACT « Solidarité avec les réfugiés ») ou le projet *Finding Places*, visant à identifier des lieux d'accueil pour environ 20 000 personnes réfugiées à Hambourg, ont fait leurs

preuves et permis de réunir l'administration publique, les organisations sociales et les citoyens²⁹⁴. La coopération décentralisée s'est également concentrée sur les questions de migration, comme le montre le projet méditerranéen de Migration Ville à Ville (MC2CM) qui, depuis 2015, travaille avec Amman, Beyrouth, Lisbonne, Lyon, Madrid, Tanger, Tunis, Turin et Vienne pour accroître la base de connaissances sur la migration urbaine. En outre, l'initiative Actions urbaines innovantes menée par l'UE a financé plusieurs projets dans le domaine de l'intégration des personnes réfugiées et migrantes²⁹⁵.

L'engagement de « ne laisser personne pour compte » souligne le rôle que jouent les villes et les régions dans la mise en œuvre **des droits de l'Homme**, de l'égalité, de la non-discrimination et de la dignité. De nombreuses villes et régions ont défendu les droits des personnes migrantes, la valeur de la diversité locale, la nécessité d'améliorer les logements et les services de base pour tous et, essentiellement, les droits de l'Homme pour chaque personne en Europe et au-delà (voir encadré 10).

Encadré 9

Initiatives des CT pour l'intégration des personnes migrantes et réfugiées

Le Groupe de travail sur les migrations et l'intégration d'Eurocities, ainsi que le Groupe de travail du CCRE sur les personnes réfugiées et les personnes migrantes, veillent à placer les expériences locales au cœur de l'élaboration des politiques de migration et d'intégration de l'UE. En 2015 et 2016, le CCRE a lancé un appel pour une Politique commune en matière d'asile²⁸⁷ et une Résolution pour une politique européenne commune en matière d'asile à tous les niveaux de gouvernement²⁸⁸. En 2018, l'OCDE, en collaboration avec d'autres partenaires et plusieurs CT, a lancé une publication intitulée « Agir ensemble pour l'intégration locale des migrants et des réfugiés », qui vise à identifier les défis des CT dans le domaine de l'intégration des personnes migrantes et réfugiées²⁸⁹.

Solidarity Cities est une initiative sur la gestion de la crise des réfugiés proposée par le maire d'Athènes²⁹⁰. Elle vise à l'établissement d'un cadre dans lequel toutes les actions et mesures des villes sont présentées en termes de gouvernance face à la crise. Eurocities participe également au projet de la Plateforme sociale de recherche sur les migrations et l'asile (RESOMA), un partenariat unique entre la société civile européenne et des administrations de collectivités locales, des groupes de réflexion et des réseaux de recherche. L'objectif est de créer des possibilités de consultation et de fournir une expertise politique. Le Comité européen des régions, en coordination avec les principaux réseaux de CT à Bruxelles, a lancé en 2019 une initiative intitulée « Villes et régions pour l'intégration », visant à souligner l'importance politique de la thématique du point de vue des villes ainsi qu'à étendre les bonnes pratiques²⁹¹. En 2019 également, la CE a continué de soutenir les réseaux de CT travaillant sur l'intégration des personnes réfugiées et migrantes, en soutenant le projet *IncluCities*, une initiative menée par le CCRE pour renforcer la coopération entre les villes de taille moyenne (avec des niveaux d'expérience différents sur le terrain) sur l'intégration, en étroite coopération avec les associations de CT.

Améliorer la gouvernance urbaine et territoriale pour « ne laisser aucun territoire pour compte »

L'élaboration d'une « bonne gouvernance » est devenue une priorité pour la plupart des CT en Europe. Cela est en partie dû au fait que, comme mentionné par la CE, les mauvaises performances en la matière constituent un obstacle au développement durable³⁰⁰. L'adoption de pratiques territoriales durables, de transparence, de participation citoyenne, de coproduction et d'utilisation des nouvelles technologies est devenue depuis quelques années une priorité pour les CT qui veulent offrir de meilleurs services et politiques publiques pour leurs citoyens (ODD 16.6, ODD 16.7).

Comme souligné dans les sections précédentes, les CT sont de plus en plus reconnues en tant qu'actrices clés de la gouvernance régionale et locale. Toutefois, cette acceptation n'est pas toujours accompagnée d'instruments institutionnels et financiers suffisants pour leur permettre de remplir leur rôle (voir section 2.2). Cela se traduit par des inégalités croissantes entre les territoires. Il devient alors nécessaire de renforcer les politiques de cohésion territoriale, d'améliorer la gouvernance intégrée des régions métropolitaines et de mieux soutenir les villes de taille moyenne (qui accueillent 42 % de la population urbaine en Europe) – en particulier celles qui souffrent du phénomène de rétrécissement – et d'inverser la tendance de la désertification des zones rurales dans plusieurs pays. Les politiques régionales et l'Agenda urbain de l'UE soulignent qu'il existe des moyens de profiter des complémentarités entre les différents niveaux de gouvernement et de territoires, de sorte à promouvoir des systèmes territoriaux et urbains plus équilibrés. À cet égard, le Pacte d'Amsterdam a constitué une étape importante en matière de bonne gouvernance, en encourageant notamment la collaboration et les échanges entre CT pour développer des initiatives concrètes en matière de développement urbain. Plusieurs partenariats

multipartites lancés pour développer des initiatives conjointes au niveau de l'UE ont eu un impact fort sur les villes, dans des domaines comme que la pauvreté urbaine, le logement, la mobilité ou la transition énergétique³⁰¹.

La gestion urbaine et territoriale exige de plus en plus une **coopération verticale et horizontale**. La section 2.3 a permis de présenter différents exemples de coopération verticale et d'organes de gouvernance multiniveaux, qui coordonnent un large éventail de politiques et de stratégies entre les niveaux national, régional et local, pour mettre en œuvre les 17 ODD, en particulier l'ODD 11. En ce qui concerne la coopération horizontale, celle entre municipalités est la forme la plus commune, renforcée ces dernières années. Elle prend différentes formes en matière de prestation de services publics, de développement socio-économique, de planification et de gouvernance, allant des accords volontaires – tels que les accords de coopération multi-objectifs, les comités communs, les projets conjoints – aux fonctions déléguées des entités essentielles telles que les collectivités supra-municipales, qui incluent notamment les impôts provenant de sources propres (par exemple EPCI à fiscalité propre en France). Dans certains pays (France, Portugal, Espagne), la majorité des municipalités sont engagées dans différentes modalités d'intercommunalité. En Italie, en Islande ou en Grèce, la coopération est obligatoire pour les petites communes³⁰².

Une dimension clé de la coopération horizontale réside dans **les partenariats entre les zones rurales et les zones urbaines** (continuum urbain-rural). Ceux-ci couvrent un nombre important et diversifié d'interactions et de relations, permettant que les deux zones soient de plus en plus intégrées et mutuellement dépendantes. Différentes études mettent en avant les exemples de villes et de territoires qui encouragent des initiatives de gestion de ce type pour améliorer le développement régional. Les villes de taille moyenne et les petites villes sont des acteurs clés du renforcement de ces alliances entre les zones rurales et urbaines. De nombreuses régions et villes françaises, par exemple, encouragent la production alimentaire locale, impliquant des zones périurbaines et des communautés rurales, pour assurer la durabilité des systèmes alimentaires (voir exemples de la sous-section précédente sur les changements climatiques). Les villes ont pu mettre en place une économie basée sur les services à moyenne échelle, grâce à la fourniture de services moins chers et plus efficaces à leurs communautés urbaines et rurales, comme à Jyväskylä et Saarijärvi-Viitasaari (Finlande), principalement grâce aux nouvelles technologies, ou en Poméranie occidentale (Pologne), grâce à une gestion plus efficace des déchets. En outre, le Conseil provincial de Barcelone pilote le projet *Barcelona Smart Rural* dans la zone non métropolitaine, qui vise à soutenir le développement des municipalités rurales en utilisant l'innovation et la spécialisation.

Les partenariats fructueux comme ceux-ci remettent en question l'efficacité des politiques

Encadré 10

Charte européenne de sauvegarde des droits de l'Homme dans la ville²⁹⁶

En 1998, à l'occasion du 50^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, le réseau de la Conférence « Villes pour les droits de l'Homme » a été créé à Barcelone. Des centaines de maires ont participé à l'événement et ont appelé à une reconnaissance politique plus forte à leur égard en tant qu'acteurs clés de la protection des droits de l'Homme. Vingt ans plus tard, en 2018, Barcelone, Athènes, Seine-Saint-Denis, Cadix, Naples, Tunis et Seattle, ainsi que divers acteurs locaux, ont partagé leurs expériences lors de la conférence « *Cities 4 Rights* », pour promouvoir les droits de l'Homme, la justice mondiale et lutter contre la haine et les extrémismes au niveau local.

Ce ne sont pas les seules occasions où les CT ont prouvé leur engagement et leur participation à l'application des droits de l'Homme. La Coalition européenne des villes contre le racisme²⁹⁷, l'Agenda 21 de la culture²⁹⁸ ou le programme Cités interculturelles²⁹⁹ mis en place par le Conseil de l'Europe, soutiennent tous les villes dans l'évaluation des valeurs sous-jacentes à la diversité et à l'interculturalité. Ceci est rendu possible par une approche basée sur les droits de l'Homme dans les programmes et actions quotidiennes.

et des institutions de gouvernance existantes, soulignant la nécessité de mettre en place des mécanismes et des politiques efficaces de sorte à en maximiser les impacts³⁰³.

Les gouvernements se sont récemment attachés à apporter une plus grande **transparence**. Ceci représente un des piliers de la bonne gouvernance et un des principes fondamentaux de l'Agenda 2030, pour lutter contre la corruption, la concurrence fiscale et l'évasion fiscale. La numérisation des services pour rationaliser les procédures administratives pour les différents acteurs et les citoyens constitue un moyen d'accroître la transparence et de favoriser une meilleure compréhension du travail du gouvernement. Cette tendance peut être observée dans le e-gouvernement numérique de la région de Stockholm, qui utilise des e-services « régionaux³⁰⁴ », ou dans la région de Flandre, qui a économisé 100 millions d'euros après un investissement de 2 millions d'euros³⁰⁵ basé sur sa stratégie « *Flanders Radically Digital*³⁰⁶ ».

Des portails ouverts permettant aux différents acteurs locaux et aux citoyens d'accéder à toutes les informations publiques pertinentes ont été développés dans des villes comme Amsterdam ou Helsinki. Ils ont facilité l'interaction avec les collectivités locales à Lisbonne ou Murcie (entre autres), pour accroître la **responsabilisation** au niveau local³⁰⁷.

La numérisation a également contribué à rendre les **marchés publics** (un domaine sujet à la corruption) plus accessibles et transparents, grâce à des plateformes ouvertes et à l'obligation croissante de soumettre des appels d'offres en ligne³⁰⁸. En outre, les marchés publics sont devenus plus verts et plus responsables socialement. Les pratiques qui

favorisent les aspects environnementaux, sociaux et économiques, tout en conduisant les entreprises privées vers la durabilité, sont de plus en plus répandues parmi les CT européennes. Ce passage progressif vers des marchés publics plus écologiques, plus justes et plus transparents, a été rendu possible par le nouveau cadre législatif européen, défini par les directives de 2014 sur les marchés publics³⁰⁹, et par le règlement sur le Document unique de marché européen³¹⁰. Barcelone a son propre programme de marchés publics durables³¹¹, Manchester a réalisé 85 millions d'USD d'économies liées aux gains d'efficacité et a créé 1 500 emplois³¹², Lublin a favorisé la participation des entreprises locales aux appels d'offres³¹³ et Koszalin a intégré des informations sur les critères autres que les prix dans ses processus de passation de marchés³¹⁴.

La promotion de **la participation, de l'engagement et de l'implication du public**, est l'un des piliers les plus importants de la bonne gouvernance locale et va bien au-delà d'une simple réponse aux questions des citoyens. Elle implique la co-crédation des territoires par les citoyens et les différents acteurs, grâce à des sessions participatives (comme à Rome³¹⁵ ou à Hambourg³¹⁶). Ces sessions peuvent s'effectuer en face-à-face, en ligne ou les deux, dans une approche partant de la base. La planification participative (Ostrava³¹⁷, Korneuburg³¹⁸) et la budgétisation participative (Tartu³¹⁹) sont des outils de plus en plus essentiels aux CT, leur permettant d'adapter leurs décisions aux besoins des citoyens (y compris, par exemple, aux besoins des enfants, comme à Esplugues de Llobregat³²⁰). Les CT deviennent même des laboratoires expérimentaux pour de nouvelles stratégies, approches et services (à Helsinki³²¹). Parallèlement, les acteurs locaux gèrent conjointement, avec les collectivités locales, les biens communs (comme c'est le cas pour 189 collectivités locales italiennes, notamment Bologne ou Trente, qui ont adopté, avec le soutien de l'ONG Labsus, des réglementations spécifiques, adaptées aux besoins de chaque territoire³²²).

Bien que de nombreux exemples de bonnes pratiques puissent être observés au sein de l'UE, pour les CT des Balkans de l'Ouest, la réforme de l'administration publique et le renforcement de la gouvernance restent une nécessité urgente. L'UE a d'ailleurs déclaré que l'adhésion de ces pays à la communauté dépendrait du fait qu'ils mettent ou non en place les réformes nécessaires. Pour que les CT puissent passer au numérique et se moderniser en Europe, des efforts supplémentaires de coordination entre tous les niveaux de gouvernement seront nécessaires³²³, comme mentionné dans le Plan d'action « eGovernment » 2016-2020 de l'UE³²⁴. Néanmoins, il ne s'agit que de l'un des domaines dans lesquels la coordination multinationale est essentielle pour mieux appréhender les dimensions locale et régionale des politiques.

Encourager les citoyens à s'approprier les politiques, pour favoriser la localisation des ODD et renforcer la démocratie locale, nécessite une mise à jour continue des outils et des mécanismes utilisés

pour les impliquer dans les processus décisionnels. De plus en plus de municipalités améliorent leurs modalités de participation citoyenne, tant en présentiel que via des médias numériques, afin de favoriser et d'améliorer l'appropriation et la responsabilisation. Les initiatives telles que *Barcelona Decideix*, la plateforme Consul³²⁵, ou les initiatives budgétaires participatives, constituent autant d'outils qui permettent aux citoyens de proposer des actions et des initiatives aux municipalités, et d'améliorer les mécanismes de consultation des conseils municipaux citoyens.

La bonne gouvernance étant un élément essentiel du développement des territoires, les CT doivent encore stimuler les nouvelles pratiques pour toujours améliorer les modes d'administration et de gestion publiques. Bien que beaucoup ait déjà été réalisé pour rendre les marchés publics plus durables, contrôler la corruption, numériser des services publics, augmenter la participation citoyenne et augmenter la transparence et la responsabilité, il reste essentiel d'intégrer complètement ces bonnes pratiques dans l'organisation des CT. Cela permettra d'offrir des services de meilleure qualité aux citoyens et aux différents acteurs locaux et aura un impact positif sur les thématiques économique, sociale et environnementale, toutes liées à la durabilité. En ce sens, les CT doivent continuer à favoriser des mécanismes de gouvernance multinationaux et multipartite (coopération intermunicipale incluse) qui permettent une gestion urbaine et territoriale plus appropriée, en particulier concernant les phénomènes qui s'étendent au-delà des unités administratives. 🟡

4. Conclusions

Ce chapitre a permis d'appréhender dans quelle mesure il est possible de parler d'un environnement national favorable à la mise en œuvre des ODD en Europe. De ce fait, il a offert un aperçu du degré d'engagement des gouvernements locaux et régionaux dans ce processus et des partenariats de gouvernance multiniveaux de coopération au niveau national et européen. La plupart des pays ont mis en place des référents nationaux des ODD et, en 2019, trente-sept pays avaient soumis des ENV aux Nations unies. Toutefois, la participation des CT dans ces instruments est encore limitée et doit être améliorée.

Les actions des CT peuvent permettre d'accélérer la mise en œuvre des ODD. En Europe, les CT ont été particulièrement actives dans la localisation de l'Agenda 2030, en prenant des initiatives dans différents domaines comme l'action climatique, l'inclusion sociale, le développement économique inclusif et circulaire, la gouvernance urbaine et territoriale. En tant que niveau de gouvernement le plus proche des citoyens, les CT prennent des mesures pour lutter contre les inégalités et les défis environnementaux, en renforçant la coopération entre et au sein des territoires (coopération entre municipalités, partenariats urbains-ruraux). Les politiques de lutte contre la ségrégation ou les discriminations sociales, les politiques visant à promouvoir l'égalité des genres et la mise en œuvre de normes supérieures en matière d'éducation, de santé et de soins, constituent une priorité pour les CT européennes. Elles travaillent à promouvoir la participation de la société civile, du secteur des affaires, des partenaires sociaux et du milieu universitaire à la co-création de solutions alternatives et durables. Un certain nombre d'entre elles ont également entamé un processus de réflexion sur la manière d'intégrer les ODD dans leur coopération décentralisée, l'Agenda 2030 étant perçu comme un moyen de transformer et de repenser les partenariats internationaux de façon durable, en créant un langage commun autour des ODD.

Ce chapitre souligne également le rôle important des associations et des réseaux de CT, tant au niveau européen qu'au niveau national. Ils constituent de solides intermédiaires dans le processus de localisation des ODD. Ils informent les citoyens, sensibilisent leurs membres à la mise en œuvre des ODD, facilitent les échanges de connaissances, d'informations et d'expériences, permettent l'expérimentation et influencent les principales initiatives politiques européennes.

Toutefois, l'engagement des CT varie considérablement d'un pays à l'autre, en particulier entre les pays d'Europe du Nord et de l'Ouest d'une part, et les pays d'Europe centrale et du Sud-Est d'autre

part. Les cadres institutionnels, notamment les processus de décentralisation, ont eu un impact direct sur ces tendances. Depuis 1985, la Charte européenne de l'autonomie locale a été ratifiée par les quarante-sept États membres du Conseil de l'Europe. La décentralisation progresse dans presque tous les pays. Cependant, la réponse politique et les réformes qui ont suivi la crise financière mondiale de 2008-2009 – avec des mesures d'austérité nationales – ont eu des répercussions sur les tendances de la décentralisation à divers degrés. Bien que le concept de durabilité soit largement accepté, l'état actuel de l'autonomie fiscale des CT limite leur marge de manœuvre pour la localisation des ODD.

Malgré des politiques budgétaires restrictives, les CT continuent d'être d'importants investisseurs publics (51 % de l'investissement public total dans les pays de l'UE) et leurs actions sont essentielles pour se conformer au principe des ODD de « ne laisser personne (et aucun territoire) pour compte ». Cependant, un cadre adéquat de gouvernance multiniveaux collaboratif est nécessaire pour leur permettre d'agir, associé à des politiques mieux intégrées à tous les niveaux : local, régional, national et européen. Dans les pays plus décentralisés, le dialogue et la collaboration entre les différents niveaux de gouvernement sont intégrés dans les institutions. Dans les pays moins décentralisés, la collaboration avec les CT, considérée comme insuffisante ou insatisfaisante, doit être améliorée. De même, le soutien financier à la coopération décentralisée varie d'un État membre à l'autre, alors que la coopération internationale est considérée comme un moyen de réaliser les ODD à la lumière de l'ODD 17.

L'approche des CT diffère également en ce qui concerne le suivi et la production de rapports. Les villes et les régions qui jouissent d'une plus grande autonomie et de davantage de ressources ont mis en place, ou tentent de mettre en place, divers instruments de suivi. Les rapports sur la mise en œuvre des ODD au niveau territorial sont essentiels pour capitaliser sur les résultats, renforcer la coordination avec le niveau national et les institutions européennes, fa-

Un cadre adéquat de gouvernance multiniveaux collaboratif est nécessaire pour permettre aux CT d'agir, associé à des politiques mieux intégrées à tous les niveaux : local, régional, national et européen.

voriser la transparence et la responsabilité envers les citoyens et les acteurs locaux.

Les institutions et les États européens sont politiquement déterminés à mettre en œuvre les ODD, mais comptent autant sur leurs structures administratives nationales que sur leurs collectivités locales. Les pays disposant de structures décentralisées solides ont tendance à s'imposer comme chefs de file de la mise en œuvre des ODD, grâce à des approches de gouvernance multiniveaux et à un engagement fort de la part de leurs territoires et de leurs villes.

Il est donc important que la dimension territoriale soit prise en compte dans les stratégies de développement durable des différents acteurs concernés. À cet égard, le Principe de partenariat, introduit dans la politique de cohésion de l'UE pour assurer la coopération des acteurs concernés, y compris des CT, constitue un élément important. La politique de cohésion de l'UE après 2020 devrait renforcer cette approche, en assurant un financement plus important et la fourniture d'instruments adaptés, pour que les CT développent et mettent en œuvre des stratégies locales et territoriales, partagent leurs connaissances et leurs expériences, et soutiennent le renforcement des capacités des collectivités locales et régionales³²⁶.

Les politiques à dimension territoriale et leur cohérence avec les ODD, la conformité et la complémentarité des instruments utilisés et le financement à sources multiples, incluent des mesures détaillées pour relever les défis territoriaux spécifiques, prévoient le renforcement des capacités et adoptent une approche nuancée de la conditionnalité et de la coopération territoriale européenne. En outre, les ODD peuvent offrir un ensemble d'objectifs généraux pour remplacer les objectifs actuels de l'Europe pour 2020³²⁷.

L'alignement des politiques doit non seulement être appliqué aux politiques nationales, mais également aux accords commerciaux internationaux de l'UE et aux politiques de coopération au développement. Les CT sont concernées en tant que distributeurs de services publics et acheteurs de biens et services. Elles sont, de fait, engagées dans une coopération décentralisée. Elles peuvent donc jouer un rôle plus important dans les processus de localisation des pays partenaires. De même, au niveau national et dans les pays européens, le processus d'élaboration des ENV devrait permettre une plus grande coopération locale-nationale.

Sur la base de ces considérations, les recommandations suivantes s'inspirent (c'est-à-dire ont été extraites et adaptées par les auteurs de ce chapitre) des différentes contributions développées par le CCRE, PLATFORMA, le Comité des régions, la Plateforme européenne multipartite sur les ODD, et son sous-groupe sur « les ODD au niveau local et régional », pour soutenir l'intégration des ODD et leur localisation³²⁸ :

- Comme l'exigent le Conseil de l'Union européenne, le Parlement européen, le Comité des régions, ainsi que les CT, leurs associations et leurs partenaires sociaux, les ODD doivent être intégrés dans les stratégies et politiques de

l'UE. La Commission européenne devrait donc élaborer une **stratégie Europe 2030 durable à l'échelle de l'UE et un plan d'action pour sa mise en œuvre**, « incluant une approche territoriale pour la mise en œuvre des ODD³²⁹ ». Les ODD devraient être considérés comme un outil et un guide pour agir différemment et se concentrer sur le développement durable avec toute l'urgence nécessaire.

- Le plan d'action devrait garantir un engagement institutionnel de l'UE, englobant tous les domaines politiques pertinents et fournissant des objectifs ambitieux, notamment politiques, faisant des liens clairs avec les ODD et les autres agendas mondiaux. Les ODD devraient constituer les objectifs directeurs du nouveau Parlement européen et de la nouvelle Commission européenne et être pris en compte dans les priorités de leur mandat quinquennal (2019-2024). Cela s'applique en particulier aux futures politiques de cohésion, y compris aux politiques urbaines et rurales, ainsi qu'à l'allocation des budgets (notamment pour l'énergie et le climat, l'environnement, l'industrie, la politique extérieure – y compris la politique de développement, de recherche et d'innovation et d'égalité de genres). L'UE devrait appliquer une approche intégrée et rassembler les secteurs isolés dans les services de la Commission européenne.
- La stratégie globale et le Plan d'action devraient être élaborés avec les collectivités locales et régionales et les organisations de la société civile. L'ODD 17 constitue un paramètre clé pour le succès de l'Agenda 2030.
- La politique de cohésion constitue le principal instrument de l'UE pour que les régions et les villes puissent mettre en œuvre les ODD et l'Agenda urbain de l'UE, pour assurer le développement territorial et la cohérence des politiques, réduire le fossé économique, social et territorial et veiller à ce que nul territoire ou personne ne soit laissé pour compte. Pour garantir un développement régional et urbain équilibré, il est nécessaire que la prochaine phase de la politique de cohésion de l'UE (2021-2027) ainsi que les Fonds structurels et d'investissement européens soient mieux alignés avec les ODD et l'Agenda urbain de l'UE, et soutiennent les régions et les villes dans la « localisation des ODD ».
- De nombreux réseaux de CT, régions et villes se sont imposés comme chefs de file du processus de localisation. Néanmoins, leur implication doit encore être encouragée dans toute l'Europe. Il a d'ailleurs été mis en avant que l'intérêt et la sensibilisation limités des CT constituent le défi le plus important à relever pour avancer. Les associations de CT ont besoin de soutien pour accélérer les efforts de sensibilisation, faciliter l'apprentissage et l'échange régulier d'expériences ainsi qu'encourager les municipalités, les villes et les régions, pour qu'elles prennent des mesures pour atteindre les ODD.
- La localisation des ODD est un processus politique qui implique de donner les moyens

nécessaires aux CT pour qu'elles puissent prendre des mesures à toutes les étapes du processus de mise en œuvre des ODD – de la conception et la mise en forme à la mise en œuvre, au suivi, à la production de rapports ou à l'évaluation. Les CT ne doivent pas être considérées comme de simples exécutantes, mais comme des décideuses politiques. Un soutien national et communautaire, via des instruments de politique et de financement adéquats, est essentiel pour promouvoir un développement territorial durable, en particulier pour les CT à faible capacité ou soumises à d'importantes contraintes financières.

- La mise en œuvre des ODD exige d'adapter les stratégies politiques et les cadres juridiques et réglementaires, pour soutenir des ambitions importantes, mais réalisables, en assurant une intégration des ODD à grande échelle et la conception de politiques cohérentes et mutuellement favorables, aux niveaux européen, national, régional et local. Ce processus doit inclure une décentralisation efficace, un soutien financier adéquat et des politiques de développement territorial, pour favoriser des approches mixtes, partant de et vers la base, pour accélérer les progrès réalisés et atteindre les objectifs de durabilité fixés, et ce dans les temps.
- Le dialogue multiniveaux et la coopération verticale et horizontale à tous les niveaux de gouvernance sont essentiels pour assurer la localisation des ODD. Le principe de partenariat devrait guider les relations entre les différents niveaux de gouvernance – institutions européennes, gouvernements nationaux et CT. Au niveau européen, le concept de l'Agenda urbain pour l'UE, qui favorise la coopération entre tous les niveaux de gouvernement, pourrait inspirer la gouvernance du Programme stratégique de l'UE 2019-2024. Au niveau national, les mécanismes et les forums de gouvernance multiniveaux devraient être renforcés.
- Les efforts réalisés par les CT et leurs organisations pour développer le partage de connaissances, l'échange de pratiques et d'expériences, l'assistance technique et la coopération entre les municipalités et les régions d'Europe, et avec les pays partenaires du monde entier, constituent un véritable levier pour promouvoir la localisation des ODD. Ces efforts devraient être encouragés par le dialogue politique, l'adoption d'une approche territoriale du développement local (TALD) et l'intégration des CT dans les programmes géographiques et thématiques des politiques nationales et européennes de coopération au développement, y compris dans le partenariat post-Cotonou en cours de négociation. La coopération décentralisée des CT joue un rôle important et il est nécessaire, pour soutenir le programme de localisation, que l'UE maintienne et renforce une ligne budgétaire visant spécifiquement à soutenir la coopération décentralisée et d'autres activités de coopération des CT avec les pays partenaires. L'UE et ses États membres

Il est important que la dimension territoriale soit prise en compte dans les stratégies de développement durable.

devraient travailler plus étroitement avec les CT, reconnues comme des actrices clés de la coopération au développement, dans le cadre du processus de programmation conjointe avec les pays partenaires.

- La participation des CT aux mécanismes nationaux de rapport et de coordination pour la mise en œuvre des ODD nécessite des améliorations (les CT, dans 60 % et 50 % des trente-sept pays qui ont soumis un rapport au FPHN, ont participé, respectivement, aux mécanismes nationaux d'élaboration de rapports et de coordination). Le soutien limité des gouvernements nationaux est perçu par les CT comme une des problématiques les plus importantes. L'UE et les gouvernements nationaux devraient accorder plus d'attention à l'engagement des CT et des autres acteurs lorsqu'ils établissent leurs rapports sur les ODD, en particulier pour les ENV.
- Le suivi de la mise en œuvre des ODD nécessite de créer des indicateurs localisés et de désagréger les données aux niveaux régionaux et locaux. Certaines régions et villes pionnières ont fait des progrès, mais des efforts conjoints, impliquant tous les niveaux de gouvernement ainsi que les partenaires locaux, sont nécessaires pour construire des systèmes de suivi locaux adéquats, compatibles avec ceux de l'Europe et des gouvernements nationaux. Les Examens locaux volontaires, qui contribuent au suivi national, au débat mondial, et à la promotion du partage de connaissances entre les CT, devraient être poursuivis.
- Le partenariat, la participation et l'autonomisation de la société civile, du secteur privé, des partenaires sociaux et du milieu universitaire constituent des valeurs fondamentales du développement durable. Ils sont nécessaires pour créer des solutions pour atteindre les ODD tout en essayant de trouver un équilibre parmi les compromis. L'approche territoriale est un des leviers qui permettent d'assurer une participation plus forte de la société civile, des partenaires sociaux, du secteur des affaires et des institutions publiques.
- Pour assurer un dialogue multipartite au niveau de l'UE, il est nécessaire que la plateforme multipartite sur les ODD devienne un organe consultatif permanent, afin qu'elle puisse contribuer au développement d'une stratégie européenne globale, pour une Europe durable à l'horizon 2030, suivre la mise en œuvre et l'impact des politiques de l'UE et partager les bonnes pratiques et les connaissances. 🟡

07



Moyen-Orient et Asie occidentale

Chapitre régional



Bahreïn (photo : AlejandroVN,
bit.ly/2M4hk6e).

1. Introduction

Page 297

2. Cadres institutionnels nationaux et locaux pour la mise en œuvre des ODD

Page 300

2.1. Cadres institutionnels nationaux

2.2. Cadres institutionnels des collectivités territoriales

2.3. Mécanismes de gouvernance multiniveaux et évolution de la participation des parties prenantes

3. La contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD

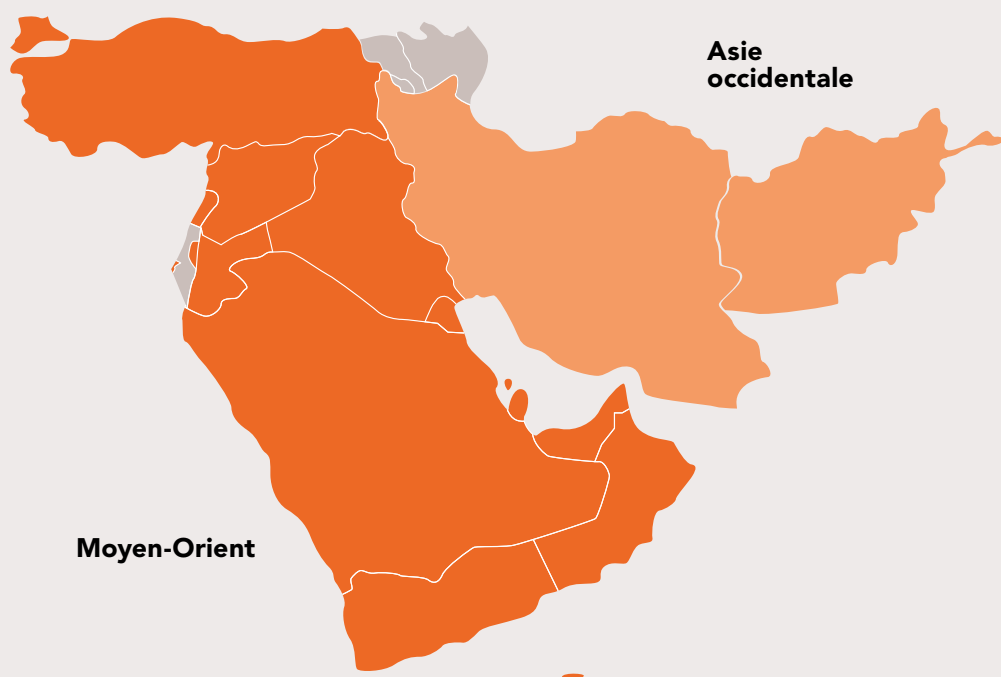
Page 314

3.1. Promouvoir l'appropriation locale en vue de la localisation des ODD

3.2. Initiatives locales compatibles avec l'Agenda 2030

4. Conclusions

Page 322



Moyen-Orient

Arabie saoudite
Bahreïn
Émirats arabes unis
État de Palestine
Irak
Jordanie
Koweït
Liban
Oman
Qatar
Syrie
Turquie
Yémen

Asie occidentale

Afghanistan
Iran

1. Introduction

La région Moyen-Orient et Asie occidentale (MEWA en anglais) est confrontée à des défis spécifiques et considérables en ce qui concerne la mobilisation des collectivités territoriales (CT) à la réalisation des Objectifs du développement durable (ODD). Historiquement marquée par une forte centralisation et la présence de régimes autoritaires, la région a souffert ces dernières années de graves conflits en Syrie, en Irak, en Afghanistan et au Yémen ; elle a connu une forte croissance démographique et une urbanisation rapide.

Près de 364 millions d'habitants vivent dans la région MEWA qui est caractérisée par une très forte hétérogénéité¹ territoriale. D'un côté, les monarchies des États arabes du Conseil de coopération du Golfe (CCG), incluant Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU), figurent parmi les pays les plus riches de la planète, affichant des produits intérieurs bruts (PIB)/habitant en PPA allant de 50 526 à 154 008 USD. Par ailleurs, la Palestine, le Yémen et l'Afghanistan font partie des pays les plus pauvres, avec des PIB/habitant en PPA avoisinant respectivement 4 885 USD, 2 150 USD et 1 981 USD. En outre, c'est une région très fortement urbanisée, avec 67 % d'urbains. La Jordanie et les États arabes du Golfe sont parmi les plus urbanisés (84 % de la population urbaine), alors qu'à l'autre extrémité, en Afghanistan et au Yémen, respectivement 27 % et 35 % de la population seulement vivent en ville. Israël n'est pas compris dans l'analyse.

L'importance des migrations des zones rurales et l'afflux massif de réfugiés ont accéléré la croissance urbaine, avec un taux de croissance annuelle atteignant les 2,6 %². Cette situation a entraîné le surpeuplement des zones bâties existantes et l'expansion des habitats informels. Les changements climatiques, dans le contexte de la dégradation des systèmes naturels, ont exacerbé les problèmes d'accès des services de base, notamment en ce qui concerne l'accès à l'eau, affectant ainsi négativement la prestation de ces services essentiels. Les moins de 25 ans représentent plus de la moitié de la population et les jeunes âgés de 15 à 25 ans constituent 20 % de la population active³.

Si la découverte du pétrole au XX^e siècle a procuré à l'Irak et à l'Iran une abondante source de

richesse qui leur a permis de développer une base industrielle, la structure économique de l'Afghanistan, de la Jordanie, du Liban, de la Palestine, de la Syrie et du Yémen a moins bien répondu aux besoins démographiques et a généralement conduit à une augmentation du chômage urbain. Dans certains pays, notamment en Jordanie et en Palestine, les envois de fonds des travailleurs expatriés dans les pays du Golfe et en Europe occidentale ont engendré une urbanisation rapide. La richesse pétrolière a

Passants dans la Istiklal Caddesi, Istanbul, Turquie (photo : © Jaume Puigpinós Serra).



Malgré des conflits récurrents, des instabilités politiques et des troubles sociaux, la plupart des pays ont réalisé des progrès économiques importants.

permis aux pays du CCG de s'engager dans des programmes de développement ambitieux et des mégaprojets urbains qui rivalisent avec les modèles occidentaux.

Depuis le début des années 2000, les guerres et les conflits n'ont eu de cesse d'accabler une partie de la région. L'**État de Palestine** (Cisjordanie et Gaza) est toujours sous occupation et/ou blocus israélien. La guerre civile en **Afghanistan** a provo-

qué des destructions et des déplacements massifs des populations les plus vulnérables. La plupart des 4,3 millions de personnes afghanes qui ont fui vers l'Iran et le Pakistan sont revenues depuis lors. Néanmoins, leur besoin en matière de logement, de services et d'intégration économique exerce d'énormes pressions sur l'économie locale⁴. En **Irak**, la guerre de 2003 a causé des destructions considérables dans la plupart des villes, y compris Bagdad, Bassorah et Mossoul, et de graves dommages aux infrastructures civiles. L'invasion de l'ouest du pays par les combattants de Daesh en 2014 a fait des ravages et causé d'importants dégâts physiques, non seulement dans les grandes villes, mais aussi dans les villes moyennes et les villages.

Alors que la guerre civile en **Syrie** semble montrer des signes de détente, la destruction des infrastructures nationales et des zones urbaines a été colossale. Les populations fuyant le conflit syrien se sont réfugiées dans les pays voisins : on compte



environ 3,6 millions de Syriens en Turquie, 1,1 million au Liban, 630 000 en Jordanie, 245 000 en Irak et 118 000 en Égypte⁵. En **Jordanie** et au **Liban**, la plupart des populations réfugiées vivent dans des zones urbaines densément peuplées, ce qui fait grimper les coûts du logement et exerce une pression sur les services publics disponibles. Au **Yémen**, l'un des deux pays les plus pauvres de la région et qui est en proie à une guerre civile depuis 2014, près des trois quarts de la population (22 millions de personnes) ont été forcés de fuir leur foyer, par vagues multiples, et vivent dans des situations nécessitant une assistance et une protection immédiates. On estime à 13,5 millions le nombre de personnes (dont 6 millions d'enfants) ayant besoin d'une forme d'aide humanitaire : nourriture, eau potable, assainissement et élimination des déchets.

Malgré des conflits récurrents, des instabilités politiques et des troubles sociaux, la plupart des pays ont réalisé des progrès économiques

importants avant que ne débute la guerre civile en Syrie au début de 2011. Le conflit a non seulement dévasté la Syrie, mais aussi ébranlé l'Irak, la Jordanie, le Liban et la Turquie, où les populations déplacées ont cherché refuge et où les liens économiques régionaux traditionnels ont été fragilisés.

La **Jordanie** a été la plus durement touchée par les crises frontalières. Les guerres et les conflits dans les pays voisins ont fait affluer des vagues de personnes réfugiées et déplacées, ce qui s'est traduit par de graves difficultés sur le plan économique et a aggravé la pauvreté, le chômage et les pressions exercées sur les infrastructures et les services. En 2015, la Jordanie comptait 9,5 millions d'habitants, dont près de 40 % de personnes réfugiées, déplacées par les quatre guerres arabo-israéliennes et ayant obtenu la nationalité jordanienne. En dépit des répercussions négatives de ces conflits régionaux, la Jordanie a fait des progrès remarquables dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le taux de pauvreté absolue y est passé d'environ 21 % en 1990 à 14,4 % en 2010.

Il en va de même au **Liban**. Après la guerre israélo-arabe de 1948, le Liban a été, après la Jordanie, le deuxième pays de destination des populations réfugiées palestiniennes, dont 504 000 sont actuellement enregistrées par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de **Palestine** (UNRWA en anglais)⁶. Suite à la guerre civile syrienne, plus d'un million de personnes déplacées par le conflit ont trouvé refuge au Liban. Le gouvernement estime que le pays accueille actuellement 1,1 million de personnes réfugiées, dont près d'un million de Syriens enregistrés auprès du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, 31 000 Palestiniens qui ont fui la Syrie et 35 000 Libanais qui y sont revenus.

À la lumière de ces éléments, le présent chapitre décrit et analyse de manière générale les défis et les perspectives de mise en œuvre des ODD par les CT dans la région. Sa première partie présente l'engagement pris au niveau national vis-à-vis des programmes mondiaux (en particulier les ODD), la participation des CT et le contexte institutionnel pour la mise en œuvre des ODD, en analysant en particulier les tendances récentes en matière de (dé) centralisation et les cadres de gouvernance des CT, notamment en ce qui concerne la prise de décision. La deuxième partie du chapitre se penche sur les efforts déployés par les CT dans la région pour atteindre les ODD, ainsi que sur ceux de la société civile locale et ceux soutenus par des acteurs externes (internationaux). L'analyse offre une vue d'ensemble de ces initiatives, en tenant compte non seulement de celles explicitement associées aux ODD, mais aussi des initiatives ne faisant pas clairement référence aux ODD mais dont les résultats contribuent directement à leur réalisation. La dernière section présente les principales conclusions et les prochaines étapes pour la région. 🌀

Des enfants jouent et se reposent dans le centre de formation de l'UNRWA à Sibling, au Liban (photo : Silvio Arcangeli, bit.ly/2Mn9luo).



2. Cadres institutionnels nationaux et locaux pour la mise en œuvre des ODD

2.1. Cadres institutionnels nationaux

Les pays de la région MEWA ont en commun des systèmes de gouvernance fortement centralisés qui influencent le processus de mise en œuvre des ODD. Tous les pays de la région disposent de structures de gouvernance similaires comprenant plusieurs niveaux : gouvernorats, districts et municipalités dans les zones urbaines, gouvernorats et villages dans les zones rurales⁷. Ce système de gouvernance multiniveaux se reflète dans les structures institutionnelles qui se mettent en place dans chaque pays pour assurer la mise en œuvre des ODD. À l'exception de la Syrie et du Yémen, les principes des ODD ont été intégrés dans les stratégies nationales de développement actuelles, avec quelques modifications qui reflètent les valeurs islamiques qui prévalent dans de nombreux pays de la région.

Douze pays de la région ont soumis leurs Examens nationaux volontaires (ENV) au Forum politique de haut niveau (FPHN) au cours de la période 2016-2019⁸. La quasi-totalité de ces pays ont en commun des mécanismes de suivi et de mise en œuvre des ODD : un conseil ministériel de haut niveau, un comité national de coordination ou une commission nationale pour le développement durable, formé par différents représentants au niveau ministériel et généralement dirigé par un ministère en particulier, souvent celui en charge de la planification territoriale ou urbaine. Les processus de consultation et les méthodes de partenariat ne sont pas toujours bien définis, et ce même lorsqu'un processus de consultation a été explicitement mentionné dans l'ENV. La participation des collectivités territoriales à ce processus est souvent fonction de leur statut juridique dans le système politique du pays, mais elle est restée dans la plupart des cas limitée, voire inexistante (voir tableau 1).

En Afghanistan, le ministère de l'Économie est le principal organisme chargé de la mise en œuvre des ODD, par l'intermédiaire de son Secrétariat aux ODD. La mission du Secrétariat est d'assurer une vaste participation nationale et de promouvoir l'appropriation des ODD entre les différentes parties prenantes nationales. Or les administrations infranationales restent dépendantes dans leur ensemble du

gouvernement central tant sur le plan institutionnel que financier⁹. Il n'existe pas de données précises permettant de définir des niveaux de référence et des objectifs annuels pour les indicateurs et, dans la mesure où plus de la moitié des dépenses publiques sont consacrées à la sécurité, le pays ne dispose que de moyens limités pour mettre en œuvre les politiques relatives aux ODD. L'ENV 2017 mentionne l'importance de la localisation des ODD, tout en soulignant que cette dernière ne peut se concrétiser qu'après adoption à l'échelle nationale.

En Irak, le gouvernement a réparti les 17 ODD en huit secteurs socio-économiques : sécurité, éducation, santé, gouvernance, infrastructures, protection sociale, agriculture et développement rural, et économie. Il a identifié 169 objectifs nationaux spécifiques et 217 indicateurs. Un Fonds social pour le développement a été créé pour soutenir la mise en œuvre des ODD au niveau local¹⁰. En outre, le niveau central a créé une Commission nationale de coordination des ODD, un Secrétariat des ODD, des comités de coordination technique, des groupes de travail techniques et un Conseil de haut niveau sur les ODD dans le but d'assurer une mise en œuvre plus harmonieuse. L'Initiative globale pour un Irak durable (GITSI en anglais) réaffirme l'importance d'inclure les CT dans le processus de mise en œuvre.

Le gouvernement iranien n'a pas encore annoncé son intention de présenter un rapport au FPHN. Les parties prenantes en charge de la coordination des ODD comprennent le Conseil de pilotage du

Dans la région MEWA, la participation des collectivités territoriales est souvent fonction de leur statut juridique dans le système politique du pays, mais elle est restée dans la plupart des cas limitée, voire inexistante.

Tableau 1 Stratégies nationales et dispositifs institutionnels pour la mise en œuvre des ODD

Afghanistan

Établis dans le Cadre national pour la paix et le développement (2016-2021), les ODD sont intégrés dans 22 programmes prioritaires nationaux. Coordination : Haut Conseil des ministres (orientation politique), Comité exécutif sur les ODD (au sein du cabinet du chef de l'exécutif – Bureau du Président, et coprésidé par le ministre de l'Économie), Comité national de coordination (interministériel, avec une participation multipartite) et Comité de coordination technique.

Arabie saoudite

Vision saoudienne à l'horizon 2030, Programme national de transformation à l'horizon 2020 et stratégies sectorielles spécifiques (p. ex., Stratégie nationale pour l'environnement). Coordination : Conseil des ministres (orientation politique générale) ; ministre de l'Économie et de la Planification (entité de coordination) ; Conseil des affaires économiques et du développement (chargé de la mise en œuvre de la Vision à l'horizon 2030), Comité stratégique (propose des stratégies pour atteindre cette Vision à l'horizon 2030).

Bahreïn

Plan d'action gouvernemental 2015-2018. Coordination : Comité national de l'information (présidé par le ministre des Affaires gouvernementales).

Émirats arabes unis

Vision 2021 (adoptée en 2005), Vision 2071 (stratégie du centenaire des Émirats arabes unis lancée en 2017), plans nationaux de développement spécifiques aux Émirats (pour 5 des 7 Émirats locaux), indicateurs nationaux des performances clés alignés sur les ODD. Coordination : Comité national des ODD (présidé par le ministre d'État en charge de la coopération internationale et par la présidente de l'Autorité fédérale pour la compétitivité et les statistiques).

Iran

L'Iran n'a pas encore présenté son ENV. Le pays a préparé son 6^e Plan national quinquennal de développement 2017-2022 et d'autres plans sectoriels (p. ex., Plan sur les changements climatiques, Plan de transformation du secteur de la santé). Une « Stratégie nationale

de développement durable » est également prévue. Coordination : Comité national du développement durable (avec un nouveau mécanisme également prévu).

Irak

Vision de développement de l'Irak à l'horizon 2030, Plan national de développement 2018-2022 et Stratégie de réduction de la pauvreté. Coordination : Commission nationale pour le développement durable (présidée par le ministre chargé de la planification), Secrétariat des ODD, comités de coordination technique, groupes de travail techniques, Conseil de haut niveau sur les ODD, Comité de suivi dirigé par le ministre du Développement (multipartite, organe consultatif) et comités au niveau des gouvernorats en charge des ODD.

Jordanie

Jordanie 2025, Programmes de développement exécutifs (PDE, 2016-2019), Feuille de route pour la mise en œuvre des ODD, stratégies thématiques (p. ex., le Plan de croissance économique 2018-2022). Coordination : Comité supérieur de pilotage (dirigé par le Premier ministre), Comité national supérieur du développement durable (créé en 2002, dirigé par le ministre chargé de la planification et de la coopération internationale) et Comité de coordination (qui supervise les PDE).

Koweït

Vision du Koweït à l'horizon 2035 et Plan national de développement du Koweït (2015-2020). Coordination : Comité national du développement durable, codirigé par le Secrétariat général du Conseil supérieur de la planification et du développement et le ministre des Affaires étrangères, Observatoire national du développement durable et d'anticipation et de prospective (multipartite).

Liban

Le Plan directeur national d'aménagement du territoire libanais (2009). Le pays ne dispose pas encore d'un cadre national intégré pour le développement durable. Coordination : Comité national pour les ODD, présidé par le Premier ministre (multipartite).

Oman

« Oman 2040 » et 9^e Plan de développement 2016-2020. Coordination : Comité national pour les ODD créé sous l'égide du Conseil de haut niveau de la planification.

Palestine (État de)

Programme d'action national 2017-2022. Coordination : Équipe nationale en charge des ODD (présidée par le Premier ministre), appuyée par douze groupes de travail sur les ODD (multipartites).

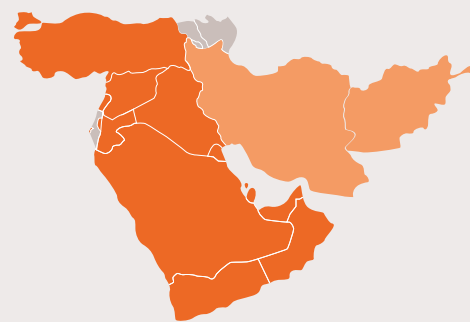
Qatar

Vision nationale de développement du Qatar à l'horizon 2030 et Stratégie nationale de développement 2018-2022. Coordination : Conseil des ministres (supervision), ministère de la Planification du développement, et organe de coordination des statistiques.

Turquie

10^e et 11^e Plans nationaux de développement (2014-2018 et 2019-2023) et programmes annuels. Coordination : la Présidence de la stratégie et du budget (PSB), sous la Présidence de la République turque ; le Département de l'environnement et du développement durable (DEDD) sous la PSB coordonne les activités de suivi, surveillance et rapport. TurkStat est en charge de la production des données requises.

Moyen-Orient et Asie occidentale



Sources : Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (ONU-DAES), *Compendium of National Institutional Arrangements for the SDGs 2016-2017 and 2018* (Compendium des dispositions institutionnelles nationales pour les ODD 2016-2017 et 2018) ; Examens nationaux volontaires (ENV), questionnaires CGLU.

développement durable, le pouvoir législatif national, les gouvernements locaux, le monde universitaire, la société civile, et le secteur privé¹¹.

Dans les pays du CCG, la mise en œuvre des ODD relève principalement de la responsabilité des ministères nationaux. Le **Qatar** a aligné les ODD sur sa propre vision nationale à l'horizon 2030. Le ministère du Développement, de la Planification et de la Statistique (MDPS) est chargé de la mise en œuvre de la Vision nationale à l'horizon 2030 et des ODD. Il a notamment intégré l'Agenda 2030 dans différents secteurs et créé diverses équipes de travail pour le mettre en œuvre. Au moins huit municipalités ont élaboré des plans d'aménagement du territoire¹².

Au **Bahreïn**, la mise en œuvre des ODD repose sur un plan d'action du gouvernement qui est placé sous la responsabilité du Comité national de l'information. Ce Comité est présidé par le ministre des Affaires gouvernementales et est destiné à rassembler toutes les unités du gouvernement central participant à la mise en œuvre des ODD, en rendant des comptes au Bureau national de la statistique¹³. Si l'ENV mentionne la participation des organismes communautaires, des organisations de la société civile (OSC) et du secteur privé dans le processus de consultation, elle ne fait toutefois pas référence à la façon dont les cinq gouvernorats du pays sont engagés dans le processus. Au Bahreïn, compte tenu que les conseillers des gouvernorats sont élus et les gouverneurs sont nommés par la monarchie, l'ENV considère les gouvernorats comme une extension de l'action du gouvernement national.

L'**Arabie saoudite** a présenté son rapport en 2018 en alignant sa Vision saoudienne à l'horizon 2030 sur le référentiel des ODD. Les efforts de mise en œuvre sont pilotés par le ministère de l'Économie et de la Planification, qui est également responsable de la présentation de rapports et de la collecte de données auprès des autres ministères et des parties prenantes concernées. L'ENV saoudien met l'accent sur l'engagement du secteur privé dans le processus de mise en œuvre des ODD dans un contexte de diversification de l'économie. Le rôle des CT dans ce processus n'est cependant pas clair : le processus de consultation n'a reçu aucune visibilité, à l'exception du programme « Les futures villes saoudiennes » (*Future Saudi Cities Programme*), lié à la Vision saoudienne à l'horizon 2030.

L'approche du **Koweït** vis-à-vis des ODD a été guidée par la « Vision du Koweït à l'horizon 2030 » puis a été intégrée dans le Plan national de développement (2015-2020). Le Comité national du développement durable assure la direction stratégique générale, avec la collaboration du Secrétariat général du Conseil supérieur de la planification et du développement, du ministère des Affaires étrangères et du Bureau central de statistique. Un Observatoire national du développement durable, d'anticipation et de prospective, coordonne également le suivi et a participé à l'élaboration de l'ENV. Il devrait assurer la participation des entités gouvernementales, de la société civile, du secteur privé et d'autres parties prenantes¹⁴. À **Oman**, un Comité national pour les ODD a été créé sous l'égide du Conseil de haut

À l'exception de la Syrie et du Yémen, les principes des ODD ont été intégrés dans les stratégies nationales de développement actuelles, avec quelques modifications qui reflètent les valeurs islamiques qui prévalent dans de nombreux pays de la région.

niveau sur la planification, les ODD ont été intégrés dans le plan à long terme « Oman 2040 » et dans le 9^e Plan de développement 2016-2020.

Le Comité supérieur de pilotage de **Jordanie** définit les orientations stratégiques générales pour la mise en œuvre des ODD et pour atteindre l'objectif prioritaire de réduire la pauvreté à 8 % d'ici 2015 et 7 % d'ici 2030. Pour cela, le comité mène des consultations avec les parties prenantes concernées. Parallèlement, le ministère de la Planification et de la Coopération internationale est chargé de rendre compte des progrès accomplis. Au **Liban**, un comité national chargé de la mise en œuvre des ODD a été créé en 2017, composé de représentants des ministères, des OSC et du secteur privé. Il est présidé par le Premier ministre. Des sous-comités surveillent la mise en œuvre de chaque composante thématique. Des ateliers ont été organisés à l'intention des organismes du gouvernement central, du secteur privé et des OSC, mais aucun n'a été organisé pour les CT¹⁵. Malgré le fait que la **Palestine** ait intégré les ODD dans sa stratégie nationale et ait présenté un ENV en 2018, peu de progrès ont été réalisés en raison des ressources limitées et de l'occupation continue par Israël de la Cisjordanie et du blocus de Gaza. Par ailleurs, il n'existe pas encore de processus de consultation spécifique destiné aux gouvernements locaux et basé sur les ODD¹⁶.

La **Turquie** a été le premier pays de la région MEWA à soumettre un ENV en 2016 puis un second en 2019. Le Plan national de développement de la Turquie a été préparé par le ministère du Développement. Toutefois, le gouvernement a depuis lors été restructuré dans le cadre de l'amendement de la Constitution turque (2017). La Présidence de la Stratégie et du Budget (PSB), sous l'égide du cabinet du Président, est désormais le point focal pour le développement durable. Le Département de l'environnement et du développement durable (DEDD), placé sous la tutelle du PSB, assure le suivi, la supervision et l'établissement de rapports, avec le soutien de l'Institut turc des statistiques (TurkStat). Différents ministères assurent la coordination de chaque ODD¹⁷. L'ENV 2016 a accordé peu de place aux collectivités territoriales. Pour le processus préparatoire de l'ENV 2019, l'Association nationale des collectivités territoriales, l'Union des municipalités de Turquie (UMT), a été désignée pour coordonner et recueillir des informations sur leurs membres. ☉

2.2. Cadres institutionnels des collectivités territoriales

Comme cela a été mentionné, les pays de la région MEWA se caractérisent par un degré élevé de centralisation, avec quelques rares exceptions. Cela vaut également pour les différents niveaux de l'administration locale : les gouverneurs provinciaux exercent généralement une autorité considérable sur les communes, que ce soit au travers de la nomination directe des autorités locales, de la prestation des services locaux, ou même souvent dans les deux cas.

L'Afghanistan demeure un pays essentiellement rural : seulement 27 % de sa population était considérée urbaine en 2015. Le pays est constitué de 34 provinces, 399 districts, 150 communes et environ 40 000 villages (voir tableau 2). De plus, les conseils tribaux (*jirgas*) jouent un rôle de gouvernance à divers niveaux. Les gouverneurs provinciaux sont encore nommés par le gouvernement central et ce en dépit des lois existantes qui établissent leur éligibilité¹⁸. Les élections locales n'ont en règle générale pas eu lieu depuis la fin des guerres en Afghanistan : un poste municipal sur cinq est actuellement vacant¹⁹. Les communes sont chargées de la mise en œuvre des plans et politiques adoptés au niveau national. La Direction indépendante de la gouvernance locale (créée en 2007 en tant qu'entité gouvernementale) fonctionne comme une association de collectivité locale « obligatoire » et permet en théorie aux citoyens de participer à la vie politique locale par le biais des conseils provinciaux, des conseils de développement communautaire (CDC) et des assemblées de développement de district. Ces deux dernières entités, qui font toutes deux partie de la structure du Programme de solidarité nationale, évaluent les besoins des collectivités à l'échelle locale et conçoivent des projets de développement en conséquence²⁰.

L'Iran est structuré en 31 provinces (*ostan*) et 324 communes (*shahrdari*) – qui comprennent des villes de 10 000 habitants ou plus, des villes moyennes, des districts et des villages. Les provinces, les villes et les villages sont dotés de conseils directement élus (*shora*). Au niveau national, un Conseil supérieur des conseils provinciaux a été créé en 2003. Les provinces sont dirigées par un gouverneur nommé par le ministère de l'Intérieur et les communes par un maire élu par les conseils locaux. L'élection des maires est cependant soumise à l'approbation du ministre de l'Intérieur²¹. D'un point de vue juridique, les communes et les conseils municipaux sont définis comme des « organisations non gouvernementales et publiques ». Ces organisations sont considérées comme faisant partie du système politique mais pas de la structure gouvernementale. Malgré les appels en faveur d'une plus grande décentralisation dans le troisième plan de développement (2001-2005), les décisions en matière de planification des infrastructures

locales et de services publics ont généralement été prises au sommet de l'État²² : de nombreux services essentiels sont gérés directement par leurs ministères respectifs et l'autorité des collectivités locales est facilement contournée par le ministère de l'Intérieur. En général, les villages ne disposent pas de ressources ou de compétences suffisantes pour assumer la prestation des services de base, et sont donc assimilés à de simples organes consultatifs²³.

La Constitution irakienne de 2005 a instauré un système d'État fédéral, assorti d'une loi spécifique sur les autorités locales (2008), qui a accordé une autonomie officielle aux 18 gouvernorats du pays, dont trois (Erbil, Dohuk et Sulaymaniyah) ont ensuite été constitués sous l'autorité du Gouvernement régional kurde (GRK), en application de l'article 199 de la Constitution. De fait, le GRK est le seul gouvernement régional à bénéficier d'un degré élevé d'autonomie. Des élections aux conseils des gouvernorats ont eu lieu en 2009 et 2013, mais le transfert des responsabilités n'a pas encore été entièrement effectué, avec des ministères centraux gérant toujours l'eau, l'électricité et l'assainissement. Les budgets des gouvernorats dépendent des recettes pétrolières redistribuées par le biais des dotations budgétaires du gouvernement central et, dans certains cas, de leurs propres recettes ou redevances pétrolières. Les priorités qui déterminent l'allocation des ressources demeurent fixées au niveau ministériel²⁴. Tous les conseils des gouvernorats, 69 villes (*baladiyah*) de plus de 10 000 habitants et 120 districts (*qadaa*) ont élu des conseils locaux, qui à leur tour ont choisi leurs propres dirigeants²⁵. Les conseils des gouvernorats ont un pouvoir étendu sur les conseils locaux inférieurs relevant du même gouvernorat dans la mise en œuvre des projets locaux. La capitale, Bagdad, elle-même est un gouvernorat divisé en districts administratifs et en quartiers. Dans le même temps, les communes assurent la représentation locale du ministère des Municipalités et des Travaux publics. La réinstallation des personnes déplacées et l'amélioration de la sécurité sont les deux questions clés auxquelles les autorités locales sont inévitablement confrontées.

Dans un contexte très différent, les six pays du CCG sont tous des monarchies centralisées et sont pour l'essentiel, à l'exception de l'Arabie saoudite, des cités-États. Leurs conseils municipaux, composés de membres élus et nommés, sont principalement des organes consultatifs. Les ministères définissent les politiques urbaines nationales, régionales et locales, tandis que les communes ont généralement un pouvoir limité. Le Koweït a doté ses collectivités territoriales de certains pouvoirs exécutifs : la municipalité du Koweït jouit désormais de pouvoirs de décision en matière de délivrance de permis, de santé et sécurité sur les lieux de travail, ainsi que de planification

et approbation de projets infrastructurels. **Bahreïn** est divisé en cinq gouvernorats, chacun dirigé par un gouverneur, chargé des politiques économiques et sociales régionales liées au développement²⁶. De plus, en 2002, Bahreïn a tenu ses premières élections locales depuis 1957. Les conseils des gouvernorats sont élus mais les gouverneurs sont encore nommés par le gouvernement central. En octobre 2011, le Sultanat d'**Oman** a annoncé la création de conseils municipaux (*wilayah*) dans ses onze gouvernorats. Jusqu'alors, seule la capitale, Mascate, disposait d'un conseil – dont les membres étaient cependant tous nommés. Des élections locales ont finalement eu lieu en décembre 2012. Celles-ci ont relevé de choix liés à des personnes plutôt que liés à des partis politiques, puisque la loi nationale interdit la constitution de ces derniers²⁷. Au niveau régional, les gouvernorats sont dirigés par des gouverneurs (*walis*) nommés, qui relèvent directement du ministère de l'Intérieur. Les communes omanaises jouissent d'une autonomie très limitée, étant donné que leur budget et leur administration restent soumis au contrôle du ministère des Collectivités régionales et de l'Environnement²⁸. Le Conseil municipal central élu du **Qatar**, créé en 1999, est purement consultatif. Aux **Émirats arabes unis**, un certain nombre de réglementations fédérales et locales ont été mises en œuvre ces dernières années. Les membres du Conseil national fédéral, quant à eux, sont à moitié élus et à moitié nommés. Les premières élections au Conseil ont eu lieu en 2006. Les administrations locales disposent chacune d'un conseil exécutif, qui rend compte à la Cour suprême de chaque Émirat. La capitale, Abu Dhabi, a son propre conseil exécutif, actuellement présidé par le prince héritier.

Le plus grand pays de ce groupe, l'**Arabie saoudite**, a une organisation territoriale plus conventionnelle : elle comprend treize provinces, dirigées par des gouverneurs auxquels sont subordonnées des communes pour ce qui est de la distribution de leurs services locaux²⁹. Au cours des dix dernières années, le rôle des collectivités locales s'est quelque peu élargi³⁰. L'évolution du pays vers une déconcentration administrative accrue passe par la création d'autorités régionales (*amanat*) et le renforcement des capacités institutionnelles des agences locales. Des élections – limitées à la moitié des membres des conseils locaux – ont eu lieu en 2005, 2011 et 2015. Les conseils se sont vu confier des responsabilités de planification et d'aménagement ; ils sont responsables en particulier de la santé publique, de la gestion des espaces publics et de la délivrance des permis de construire. Cependant, ils ne jouissent pas de la même autonomie financière : le ministère des Affaires municipales et rurales reste le principal responsable de la formulation et de l'exécution des politiques urbaines. Bien que les conseils locaux élaborent des plans directeurs locaux et en contrôlent la mise en œuvre, les ministères ont toujours le pouvoir d'annuler les décisions prises au niveau local. De même, les transferts du gouvernement central représentent encore 70 % des dépenses locales.

Au **Yémen**, en revanche, la plupart des conseils locaux – perçus comme le prolongement du régime précédent – sont inactifs depuis l'éclatement du

conflit en 2015. Dans les territoires du nord du pays, cependant, les tribus exercent *de facto* le rôle des entités locales, et les conseils tribaux restent actifs. En 2000, le pays comptait trois niveaux de gouvernement : le gouvernement national, les gouvernorats au niveau régional et les districts au niveau municipal. Leur organisation est définie par la loi sur les autorités locales, entrée en vigueur en 2000. Toutefois, même si le texte de loi prévoit l'élection directe des conseillers de district et de gouvernorat, les titulaires de ces postes ont en réalité toujours été nommés par les gouvernements nationaux. Des études révèlent également que la réglementation actuelle des administrations locales est soit contradictoire, soit redondante avec au moins quatre-vingts autres textes législatifs couvrant toute une série d'enjeux différents³¹.

De même, la **Syrie** connaît depuis 2011 l'un des conflits les plus graves et les mieux documentés au monde. Traditionnellement, et formellement au moins depuis 1963, le pays s'est constitué en un État strictement centralisé. Néanmoins, et avec l'appui de l'Union européenne en particulier, le pays a pu entreprendre une modernisation lente mais importante de son système administratif municipal. Avec le début de la guerre civile, l'effondrement du système politique qui s'en est suivi a engendré une multiplicité de systèmes administratifs dans les zones non contrôlées par les forces gouvernementales. Les dirigeants militaires ou civils des différentes zones maintiennent le contrôle de l'organisation territoriale, ce qui favorise – dans une certaine mesure – l'émergence d'initiatives plus localisées dans certaines zones, avec le soutien des chefs tribaux, religieux et familiaux³².

La situation en matière d'organisation territoriale et les tendances à la (re)centralisation sont très différentes dans les autres pays du Levant. La Jordanie est divisée en douze gouvernorats, chacun dirigé par un gouverneur (*muhafez*) relevant directement du ministère de l'Intérieur³³. La loi de 2007 portant sur les collectivités locales prévoit l'élection de quatre-vingt-treize conseils municipaux pour un mandat de quatre ans, à l'exception de la commune du Grand Amman, dont le maire et la moitié du conseil municipal sont nommés par le Cabinet. Les communes sont dirigées par des élus mais restent placées sous la tutelle du ministère des Affaires municipales. Depuis août 2015, les membres des conseils des gouvernorats sont également élus, mais les gouverneurs restent nommés³⁴. Par ailleurs, la loi jordanienne de 2015 sur la décentralisation a cherché à encourager une

Les pays de la région MEWA se caractérisent (avec quelques rares exceptions) par un degré élevé de centralisation, qui se manifeste par la nomination directe des autorités locales et la prestation des services locaux.

participation plus inclusive, en garantissant notamment que les femmes occupent au moins 20 % des sièges aux conseils municipaux³⁵. Toutefois, la participation des citoyens à la gouvernance locale reste limitée. Des efforts ont malgré tout été engagés par le gouvernement pour faire participer la société civile et solliciter son avis en ce qui concerne la politique nationale par le biais de dialogues officiels, et ce afin de renforcer son rôle comme partenaire dans l'élaboration des politiques.

Au **Liban**, l'Accord de Taëf – approuvé par le Parlement libanais en 1989 et qui a marqué la fin de la guerre civile – a entraîné un vaste processus de décentralisation. Le pays est aujourd'hui divisé en 8 gouvernorats administratifs, 26 sous-régions (*Qadaa*) et 1 108 communes. Ces dernières peuvent se constituer en unions de communes (il en existe actuellement 51). La nouvelle législation promulguée en 2014 a permis de décentraliser encore davantage la gouvernance urbaine : les communes sont désormais financièrement indépendantes, bien que leurs activités doivent être coordonnées avec le ministère des Affaires municipales. Les transferts centraux, en revanche, représentent toujours 40 % des recettes municipales. 14 % additionnels des recettes municipales proviennent d'un prêt accordé par la Banque de développement des villes et villages. La participation des citoyens à la gouvernance locale est là aussi encore limitée, et ce en dépit des efforts récents du gouvernement pour mobiliser davantage la société civile. La capitale, Beyrouth, est dotée d'un système unique, dans lequel le maire élu conserve certains pouvoirs de décision tout en partageant le pouvoir exécutif avec un gouverneur nommé par le gouvernement central³⁶.

La structure géographique et administrative propre à la **Palestine** est le fruit de son histoire et de son statut particuliers. Le pays est divisé en deux grandes unités géographiques : la Cisjordanie et la bande de Gaza. Cette configuration spatiale a favorisé une relative autonomie des autorités municipales, compte tenu également de l'impact de la fragmentation territoriale due à l'occupation israélienne. La gouvernance urbaine est aujourd'hui largement décentralisée et les autorités locales élues sont responsables de la prestation des services de base et de la planification, de la gestion de la croissance sur leur territoire, des services de base (eau, électricité) et de l'octroi des permis de construire. Les années 2005 et 2006 ont été marquées par une montée en puissance du phénomène d'agglomération des communes en des conseils conjoints pour assurer la prestation de services partagés et la planification du développement. Au niveau national, le Fonds de développement et de prêt municipal (Municipal Development and Lending Fund – MDLF), créé en 2005, octroie aux municipalités des subventions, des garanties de prêts et offre des programmes visant à renforcer leurs capacités en matière de gestion financière. Ce Fonds a accordé un financement important de la part de bailleurs de fonds internationaux pour l'infrastructure municipale, le renforcement des capacités et d'autres activités municipales.

La **Turquie**, membre fondateur du Conseil de l'Europe et membre actif de son Congrès des pouvoirs

locaux et régionaux, est le pays le plus décentralisé de la région. En 2004, le Parlement turc a adopté une réforme globale de la décentralisation dans le cadre de son processus d'intégration à l'Union européenne. Les collectivités locales jouissent d'une autonomie à la fois financière et administrative. Il existe trois types d'administrations locales : les villages, les communes et les administrations provinciales spéciales. Dans le sillage de la réforme métropolitaine de 2014, le nombre d'administrations locales dotées de pouvoirs accrus est passé de 2 930 à 1 398, ce qui a notamment touché les municipalités métropolitaines³⁷. En décembre 2014, la Turquie comptait également 18 362 villages en tant qu'échelon le plus bas de l'administration locale. La nouvelle forme de gouvernement présidentiel (adoptée suite au référendum d'avril 2017) n'a pas eu d'incidence sur le système de gouvernance locale. Il subsiste néanmoins un contrôle de la part du gouvernement central, ce qui rend les relations entre le niveau local et le niveau central de gouvernance plus opaques.

Évolution des principales fonctions et responsabilités des collectivités locales et régionales

La capacité à mettre en œuvre les ODD au niveau local est indissociable de la répartition des compétences, des pouvoirs et des ressources entre les niveaux de gouvernance national et local. De nombreux pays de la région sont dotés de cadres juridiques et administratifs caractérisés par un manque de transparence et de clarté dans la répartition des compétences entre les différents acteurs, publics et privés.

Cette absence de clarté quant aux responsabilités et aux relations entre le gouvernement central, les communes et les autres services locaux concernés, favorise les redondances et la concurrence institutionnelle. Au **Liban**, par exemple, la loi sur les municipalités délègue aux communes des compétences en matière de planification, tandis que le Code de l'urbanisme ne leur confère qu'un rôle consultatif dans la mise en œuvre des plans. Par ailleurs, la préparation et la révision des plans directeurs urbains sont confiées à la Direction générale nationale de la planification urbaine³⁸. Alors que la réforme municipale de 1977 (loi 118) accorde aux communes un large éventail de tâches, près de 70 % des 1 108 communes du pays sont de petites villes qui ne disposent pas des capacités structurelles nécessaires pour assurer des services de base³⁹. Ainsi, la plupart des fonctions liées au développement urbain et à la mise en œuvre des projets d'infrastructure sont supervisées par un commissaire de district (*qa'im maqam*). Comme cela a déjà été mentionné, la mise en commun des ressources et le renforcement des capacités en matière de prise de décision et de mise en œuvre incitent de nombreuses petites municipalités libanaises à créer des unions municipales.

Ces dernières années, les dynamiques de recentralisation ont retardé le transfert de compétences en **Jordanie**. Les dispositions actuelles de la loi sur les municipalités attribuent un large éventail de compétences au niveau local. Mais le gouvernement

Tableau 2 Système politique, organisation territoriale et nombre de collectivités territoriales par pays

Pays	Système politique / Forme de l'État	Nombre de collectivités territoriales
Afghanistan	République islamique présidentielle	34 provinces (<i>wilayet</i>) 399 districts 153 communes Environ 40 020 villages
Arabie saoudite	Monarchie absolue unitaire	13 provinces 60 centres (<i>markaz</i>) pour chaque province 43 gouvernorats secondaires (<i>muhafazat</i>) pour chaque province
Bahreïn	Monarchie constitutionnelle héréditaire	5 gouvernorats (<i>muhafazat</i>)
Émirats arabes unis	Fédération constitutionnelle de 7 Émirats	7 émirats
Iran	République islamique	31 provinces (<i>ostan</i>) 324 villes (<i>shehristan</i>)
Irak	République parlementaire	18 gouvernorats (<i>muhafazat</i>)
Jordanie	Monarchie constitutionnelle dotée d'un gouvernement représentatif	12 gouvernorats 100 communes
Koweït	Monarchie constitutionnelle	6 gouvernorats
Liban	République démocratique parlementaire	8 gouvernorats (<i>muhafazat</i>) 25 districts (<i>qadaa, qaza</i>) 1 108 communes (<i>baladiyya</i>)
Oman	Monarchie absolue	11 gouvernorats
Palestine (État de)	Autorité nationale	187 communes
Qatar	Émirat constitutionnel héréditaire	8 communes (<i>baladiyya</i>)
Syrie	République semi-présidentielle	14 provinces
Turquie	Système présidentiel	1 398 communes 51 administrations provinciales 18 362 administrations villageoises
Yémen	Système parlementaire multipartite	22 gouvernorats 333 districts 2 210 communes 38 234 villages

Source : Rapport de CGLU MEWA sur les fiches pays, 2018.

central a eu tendance à centraliser ou même à privatiser certaines compétences municipales telles que l'approvisionnement en eau et en électricité, les établissements scolaires et les systèmes sanitaires. Le ministère de l'Intérieur a créé des conseils mixtes chargés de coordonner la prestation de services dans des regroupements de municipalités et de villages – dans le but de réaliser des économies d'échelle et de rendre certains services (et la gestion des déchets en particulier) plus efficaces – comme dans la région de Pétra ou dans des zones économiques particulières comme Aqaba. Le gouvernement central veille à la coordination entre les administrations locales et a le pouvoir d'intervenir dans les affaires et les décisions municipales.

La fragmentation territoriale et administrative de l'**État de Palestine** décrite ci-dessus se traduit par une distribution inégale des compétences et des pouvoirs dévolus aux collectivités locales sur l'ensemble du territoire. À la suite des accords d'Oslo de 1993 et 1995, le territoire palestinien de Cisjordanie a été divisé en trois zones : A, B et C. Le territoire de la zone C est soumis de facto au contrôle israélien, non seulement en termes d'administration politique et de sécurité, mais également en ce qui concerne le découpage urbain et territorial et la planification. Cette zone représente environ 60 % de l'ensemble de la Cisjordanie. Dans ce contexte, la loi sur les autorités locales de l'État de Palestine identifie un large éventail de tâches qui relèvent de la responsabilité de l'Association des autorités locales palestiniennes (APLA). Certaines municipalités ont même assumé des fonctions supplémentaires, telles que la prise en charge des services d'urgence et la construction et l'entretien des écoles. Entre 2005 et 2006, plusieurs conseils mixtes ont été créés pour garantir une plus grande efficacité dans la prestation de services et la planification du développement urbain. En raison des capacités limitées de la plupart des collectivités locales de la région, les OSC ont également joué un rôle important dans la prestation de services de santé, d'éducation et de secours, notamment en faveur des populations démunies et des victimes du conflit.

En Asie occidentale, le degré de répartition et de délégation des compétences est plus variable. Le gouvernement **afghan** a mis en place en 2010 une politique gouvernementale infranationale (LRGSP), qui vise à déléguer certains pouvoirs aux autorités locales. Sont ainsi définis les rôles et responsabilités des collectivités locales afghanes dans divers domaines,

tels que la justice, la sécurité, les réseaux routiers, l'eau, l'assainissement, la gestion des ressources naturelles, les infrastructures, l'agriculture, l'éducation et l'énergie⁴⁰. Le ministère du Développement urbain exerce cependant un contrôle de planification sur les décisions prises par les administrations locales. En **Iran**, les communes sont à la fois investies de responsabilités propres et de responsabilités partagées avec de plus hauts niveaux de gouvernance. Toutefois, à l'échelon local, les conseils municipaux et les maires ont un rôle limité, voire inexistant, dans la prestation de nombreux services de base. Dans le cas de l'urbanisme, par exemple, les communes sont généralement chargées de l'élaboration et du suivi de projets dont la définition et la conception sont généralement confiées au ministère du Logement et du Développement urbain. Enfin, en **Irak**, les conseils de district (*qadaa*) et de sous-district (*nahiya*) se sont vu confier plusieurs responsabilités en matière de prestation de services publics pour répondre aux besoins et intérêts locaux. La plupart de ces services restent néanmoins sous le contrôle du gouvernement central. Les réformes politique et structurelle du pays ont conduit les gouvernorats à se charger de la gestion et de l'exécution de la plupart des tâches liées aux systèmes urbains. Ainsi, le chevauchement des pouvoirs et des responsabilités demeure un problème fondamental dans les relations entre le gouvernement fédéral et les administrations locales, ainsi qu'un obstacle en termes de transparence et d'affectation des ressources.

Le caractère centralisé de la répartition des fonctions et des compétences dans les pays du Golfe a conduit à une situation assez inhabituelle dans la sous-région. Les municipalités **émiraties** sont chargées de la gestion quotidienne des services urbains, dans un système de répartition des tâches de plus en plus strict au sein du système fédéral, qui reste largement entre les mains du gouvernement de chaque émirat. À **Oman**, les conseils municipaux n'ont pas de compétence spécifique si ce n'est celle de formuler des recommandations pour la prestation des services urbains. Au cours des dernières décennies, plusieurs responsabilités municipales au **Koweït** ont été recentralisées dans les faits, mais pas dans les textes – notamment la voirie, la planification urbaine, l'assainissement, le traitement des déchets, la sécurité alimentaire, l'octroi de permis de construire, la protection environnementale et le logement⁴¹. Les municipalités **yéménites** avaient traditionnellement peu de marge de manœuvre en ce qui concerne leurs pouvoirs et responsabilités au niveau local. Avec l'entrée en vigueur, en 2001, d'une loi sur les collectivités locales, un processus de décentralisation a été entamé, qui a délégué la plupart des fonctions et compétences administratives au niveau local. Un amendement à la loi a également permis de démocratiser la désignation et la transparence des représentants locaux. Cependant, dès 2011, le cabinet du Président est revenu sur la plupart de ces dispositions, reléguant la majeure partie du contrôle politique du niveau local au gouvernement central⁴². Enfin, avec le début de la guerre civile en 2014 et l'invasion saoudienne de 2015, les municipalités

L'absence de clarté quant aux responsabilités et aux relations entre le gouvernement central, les communes et les autres services locaux concernés, favorise les redondances et la concurrence institutionnelle.

yéménites se sont retrouvées dans une situation sans précédent, les conduisant à abandonner la plupart des politiques locales pour se concentrer principalement sur la distribution des aliments et médicaments à leurs administrés.

Par ailleurs, en **Turquie**, les compétences municipales comprennent un large éventail de fonctions et de responsabilités, à l'exception de plusieurs compétences nationales essentielles telles que la sécurité aux frontières, la justice et la scolarité obligatoire. Le système turc, cependant, comporte encore certains chevauchements dans la répartition des compétences entre les gouvernements locaux et les ministères sectoriels. Dans certains cas, le gouvernement central a également délégué des compétences aux autorités locales, qui les ont refusées en raison des difficultés bureaucratiques rencontrées dans la gestion de ces tâches. Les communes de plus de 50 000 habitants, par exemple, ont l'obligation légale de fournir un refuge pour les femmes et les enfants ; cependant, même après avoir construit l'infrastructure (en conformité avec la loi), et en raison de leur capacité limitée et de la complexité du processus, de nombreuses communes se voient obligées de transférer la gestion et l'entretien des logements au ministère de la Famille et des Affaires sociales. De même, dans une tentative de rationalisation de leurs tâches, de nombreuses communes ont eu recours à la création d'unions municipales, organismes régis par une législation nationale spécifique : il existe 789 unions de ce type, qui partagent des compétences dans des domaines aussi divers que la production d'énergie géothermique, la santé ou encore le tourisme⁴³.

Enfin, la législation et la réglementation urbaines peuvent avoir un rôle très important à jouer pour préparer les pays de la région MEWA en vue de l'intégration des ODD et du Nouvel Agenda urbain dans un système qui, par ailleurs, évolue lentement. La plupart des lois et réglementations en matière d'urbanisme et de gestion urbaine demeurent cependant obsolètes et ne parviennent pas à répondre adéquatement aux besoins (et aux défis) des collectivités territoriales qui souhaitent y faire face.

Les finances des collectivités territoriales

Les niveaux inadéquats d'accès, de distribution et de fourniture de services et d'infrastructures de base ont considérablement entravé la réalisation des ODD et de leurs cibles dans la région MEWA. Afin de dépasser ces difficultés, il est essentiel de repenser les systèmes d'allocation des ressources et leur répartition entre les différents niveaux de gouvernement. De nombreux obstacles entravent les systèmes financiers des CT dans toute la région. La **Turquie** et la **Palestine** sont vraisemblablement les pays les plus décentralisés en matière de dépenses des collectivités locales. Des pays comme l'Iran, l'Irak, la Jordanie et le Liban accusent du retard à cet égard, tandis que les pays du Golfe sont en général tellement centralisés que les finances infranationales dépendent encore largement des décisions nationales. Cependant, dans la plupart des pays de

la région, le cadre institutionnel actuel ne permet pas aux collectivités locales de disposer de recettes propres suffisantes (impôts, redevances ou taxes), ce qui les empêche de financer leurs dépenses de manière autonome. D'une part, les collectivités locales font face à une pression financière de plus en plus grande engendrée par une urbanisation croissante. D'autre part, l'existence de cadres institutionnels et réglementaires obsolètes rend difficile le recouvrement par les CT de leur juste part des coûts de fonctionnement des services publics ou la gestion de l'impact de la valorisation immobilière dans les contextes urbains, qui ont surtout profité au secteur privé. Plus généralement, l'absence de cadre législatif adapté restreint fortement l'accès des CT à des sources alternatives de financement. La plupart ne peuvent ainsi pas émettre d'obligations municipales, ni avoir recours à des mécanismes de captation de la plus-value foncière, à des partenariats public-privé (PPP), ou à d'autres mécanismes basés sur la valorisation foncière. Pour que les CT aient accès à ces mécanismes, il est nécessaire d'approfondir les processus de décentralisation financière.

De même, les taxes et les redevances locales sont un apport encore mineur dans le financement de la gouvernance locale, qui se heurte à des mécanismes de recouvrement inefficaces. Très peu de pays de la région jouissent d'une certaine autonomie en matière de gestion de leurs propres recettes locales. Bien que les municipalités d'Iran, de Jordanie, de Turquie et de Palestine puissent générer des revenus grâce aux impôts fonciers, leur part dans les recettes publiques locales demeure faible (à l'exception de la Turquie)⁴⁴. En Turquie notamment, les taux d'imposition sur les biens immobiliers sont toujours fixés au niveau central par le Conseil des ministres, sans que les communes n'interviennent. Il existe cependant quelques exemples encourageants : la ville de Sanliurfa a ainsi doublé ses recettes fiscales en un an, en surveillant le recouvrement grâce à des systèmes informatiques améliorés⁴⁵.

Au cours de la période 2006-2013, les recettes municipales en **Iran** ont été multipliées par huit. Cette augmentation provient cependant essentiellement de la vente de terrains et de permis de construire. Dans le même temps, la part des recettes propres dans les revenus de la municipalité de Téhéran est passée d'environ 40 % à 20 % au cours des quarante-cinq dernières années⁴⁶. Les villes iraniennes ont donc été confrontées à d'importantes contraintes financières qui ont affecté leur capacité à mettre en œuvre des ODD⁴⁷. De même, en **Irak**, une action judiciaire a suspendu le droit accordé aux gouvernorats irakiens de lever des impôts, ce qui les rend très dépendants des transferts centraux. De plus, le système de perception de l'impôt est fortement centralisé : dans le cas de l'économie irakienne, le ministère des Finances a essayé de garder la mainmise sur le budget local, qui a été entièrement consacré à la reconstruction.

La situation actuelle est encore plus alarmante dans les pays du Golfe, où les communes ont pour l'essentiel joué le rôle d'agences d'exécution des Politiques urbaines nationales (PUN). À quelques

exceptions près, les collectivités locales du Golfe n'ont pas les pouvoirs de lever des impôts ou d'emprunter de façon directe. Elles dépendent ainsi largement des transferts intergouvernementaux pour financer la fourniture de services et les équipements en infrastructures. Toute initiative visant à mettre en œuvre les ODD doit de ce fait être centralisée et formulée par le pouvoir central. Elle doit, de même, faire partie intégrante des stratégies nationales de développement. Ainsi, au **Bahreïn**, le budget alloué aux gouvernorats est décidé au niveau central et géré dans le cadre du budget global du ministère de l'Intérieur⁴⁸. De plus, dans de nombreux pays du Golfe, la richesse engendrée par le pétrole et les hydrocarbures a permis aux gouvernements nationaux d'adopter un modèle spécifique d'urbanisme et de développement urbain, basé principalement sur des mégaprojets ambitieux qui rivalisent – bien plus en apparence qu'en réalité – avec une image stéréotypée des métropoles occidentales. Ce modèle de développement urbain piloté du haut prive la ville, dans une certaine mesure, de ses principales prérogatives. En **Arabie saoudite**, par exemple, les licences d'exploitation, les droits de publicité et les permis de construire constituent la seule source réelle de revenus pour les collectivités locales, tandis que seules quelques villes, telles que Riyad, Djeddah et les villes saintes de La Mecque et Médine, ont la capacité de gérer les finances locales et de disposer d'un budget local. Certaines villes, cependant, cherchent à dégager des recettes de la propriété foncière municipale pour mobiliser des ressources financières supplémentaires et ont expérimenté des PPP pour attirer les investissements privés (voir encadré 1). Le plan national Vision saoudienne à l'horizon 2030, qui semble reconnaître l'urgence de cette question, aborde désormais les finances municipales⁴⁹.

Au **Liban**, les collectivités locales ne peuvent pas créer d'impôts supplémentaires ni modifier l'assiette fiscale. De plus, elles ont un contrôle limité sur le niveau des redevances. Bien qu'elles perçoivent jusqu'à trente-six types de redevances différentes, le coût du processus de recouvrement dépasse souvent le revenu obtenu (les redevances directes représentent environ 40 % des recettes locales)⁵⁰. En **Jordanie**, les recettes collectées par les communes représentent 43 % du total des recettes locales⁵¹. La plupart des communes jordaniennes sont toutefois confrontées à des déficits budgétaires, principalement en raison de leur incapacité à compenser les dépenses salariales et d'entretien des infrastructures locales (p. ex., transports, voirie et gestion des déchets). Dans l'**État de Palestine**, en revanche, les

collectivités locales ont maintenu un certain degré de contrôle à la fois sur le taux d'imposition et sur l'assiette fiscale. Cependant, l'occupation militaire actuelle, la fragmentation territoriale et l'absence de contrôle effectif de la sécurité aux frontières ont considérablement affecté la capacité des autorités locales à percevoir des recettes propres stables, les amenant à largement recourir à l'aide étrangère⁵². Au niveau national, le Fonds municipal de développement et de prêt (MDLF pour ses acronymes en anglais), créé en 2005, accorde des subventions et des garanties de prêts aux communes, ainsi que des programmes visant à renforcer leurs capacités de gestion financière. En **Turquie**, enfin, les impôts et redevances locaux représentent environ 30 % des recettes locales⁵³.

En ce qui concerne les autres composantes des budgets locaux, les collectivités locales dans la plupart des pays de la région dépendent dans une large mesure des transferts intergouvernementaux : en **Turquie**, 70 % des recettes locales proviennent de dons, contre 40 % en **Jordanie**. La **Palestine** et l'**Afghanistan** sont les seules exceptions : dans le premier cas, le mécanisme de subvention et de transfert a été inefficace en raison de dysfonctionnements structurels dans l'organisation du pays ; dans le second, les transferts de l'État vers les collectivités locales ne sont pas en place et, *in fine*, ces dernières se trouvent privées de ressources propres⁵⁴. L'importance capitale des transferts en matière de viabilité des finances locales souligne également la centralité des critères en fonction desquels les gouvernements nationaux allouent les subventions, ainsi que la souplesse dont disposent les CT pour utiliser ces fonds. Plusieurs pays ont traditionnellement adopté des formules d'allocation préétablies : Irak, Jordanie, Liban et Turquie. Dans les autres gouvernements de la région, les critères sont définis sur la base de négociations nationales menées au niveau central, auxquelles les collectivités territoriales ne sont généralement pas associées⁵⁵. Par ailleurs, en Iran, les transferts sont alloués sur une base annuelle. 60 % des transferts au titre du développement sont affectés à des projets spécifiques, et seulement 40 % sont laissés à la discrétion du bénéficiaire⁵⁶. En **Irak**, les transferts centraux restent essentiels pour assurer la viabilité des collectivités locales. Leur répartition est cependant très déséquilibrée : les quatre gouvernorats membres du Gouvernement régional du Kurdistan – qui bénéficient d'un statut particulier du fait qu'ils constituent la seule région autonome du pays – reçoivent environ 17 % du budget national sous forme de subventions, tandis que les quinze autres gouvernorats réunis ne reçoivent que 5 % environ.

La clarification des critères et des formules d'allocation des transferts n'est pas nécessairement le gage d'une amélioration des finances locales. Dans la majorité des cas, ce sont les régions métropolitaines qui bénéficient le plus de ces transferts intergouvernementaux, au détriment des villes intermédiaires ou de petite taille. Plus précisément, en raison des conditions extrêmes imposées par le conflit syrien à l'ensemble de la région, les mécanismes

De nombreux obstacles entravent les systèmes financiers des collectivités territoriales dans toute la région.

et critères de transfert n'ont pas pris en compte le changement soudain et radical engendré par la crise des réfugiés. En **Turquie**, par exemple, une ville importante comme Gaziantep – située à la frontière turco-syrienne, qui accueille plus de 400 000 personnes réfugiées au sein d'une population locale de 1,5 million environ – reçoit quelque quatorze fois moins de subventions que Kocaeli, au bord de la mer de Marmara, avec une population similaire mais un afflux migratoire nettement moindre⁵⁷. À plus petite échelle, mais dans une même logique, les transferts pénalisent également les territoires et les collectivités sinistrés du fait de la hausse des flux de population entre villes. Les municipalités libanaises se sont heurtées aux mêmes difficultés, puisqu'elles ont accueilli plus de 1,4 million de personnes réfugiées de Syrie⁵⁸. Le Fonds municipal indépendant du pays, un organisme gouvernemental chargé de la répartition des fonds, a souvent été critiqué en raison de son manque d'efficacité et de son manque de transparence, au détriment de l'équité territoriale.

Face à cette situation, les collectivités locales de la région MEWA ont essayé de trouver des sources alternatives de financement. La majorité des collectivités territoriales ont eu recours à l'emprunt auprès de banques nationales ou de fonds spéciaux. Ainsi, 14 % des budgets des villes jordaniennes ont été financés par des prêts de la Banque de développement des villes et des villages (Cities and Villages Development Bank – CVDB). Le financement à plus long terme est plus difficile à obtenir dans les pays de la région qui ne produisent pas de pétrole. Les

prêts des institutions internationales exigent des garanties souveraines et comportent des risques de change. De plus, les emprunts auprès des banques multilatérales ou des marchés financiers internationaux sont souvent mis à mal par le manque de données fiables et de transparence du système financier. Cela augmente les risques de crédit de façon insoutenable. Dans la plupart des pays de la région, le cadre législatif en vigueur ne permet pas l'émission d'obligations municipales. Quelques collectivités locales se sont cependant essayées à émettre des obligations, mais ces initiatives restent sporadiques. En **Turquie**, la ville d'Antalya avait prévu une mesure pour émettre des obligations municipales, mais les exigences bureaucratiques du processus l'ont empêché de le faire. Par ailleurs, certaines tentatives ont été couronnées de succès, comme en témoignent les expériences de Téhéran et Tabriz, en **Iran**⁵⁹.

Le manque d'autonomie financière, de transparence et de sources alternatives de financement ont limité la capacité des CT de la région MEWA à mobiliser des fonds pour leur fonctionnement, leurs services publics et, par conséquent, à soutenir la localisation des ODD. Les CT ont eu recours massivement à des financements à court terme. Cela a affaibli leur capacité financière générale et a servi d'argument aux gouvernements nationaux pour promouvoir les fusions de municipalités. En Jordanie, plus de 300 communes ont été regroupées en 93 communes⁶⁰, tandis que la Turquie, en 2014, a fusionné 2 950 communes en 1 398. 🕒



Femmes marchant avec des enfants, Syrie (photo : Charles Roffey, bit.ly/2MsZR6v).

2.3. Mécanismes de gouvernance multiniveaux et évolution de la participation des parties prenantes

La structure centralisée de l'administration est restée solidement ancrée dans le régime politique des pays de la région MEWA. Elle continue d'influencer la gestion des villes et les mécanismes de gouvernance urbaine et territoriale. Dans toute la région, la prédominance de modèles et de mesures à tendance centralisatrice a ouvert la voie à une coordination territoriale caractérisée par une approche hiérarchique, au détriment des approches basées sur l'appropriation commune, la négociation ou la participation inclusive.

La représentation des gouvernements locaux dans les processus de prise de décision au niveau national est d'autant plus faible que le rôle et l'efficacité des associations nationales de CT sont très limités. La **Turquie** se distingue par le rôle consultatif important joué par l'UMT dans l'élaboration de la législation. L'UMT, créée en 1945, est membre de la Commission présidentielle des gouvernements locaux. Au **Liban**, le Comité des maires, actif depuis 1995, réunit les représentants des principales villes du pays.

Bien que de nombreux pays de la région aient créé un ministère à part entière chargé des ques-

tions d'administration locale, les effets concrets et les changements en matière de coordination multiniveaux ont été négligeables. En **Iran**, le Bureau des conseils et des affaires sociales du ministère de l'Intérieur assure la tutelle de tous les conseils municipaux. Malgré l'élection des maires par les conseils municipaux, l'exécutif local dépend encore largement du ministère des Affaires municipales. Les ministères concernés sont responsables des services et des politiques locales dans leurs domaines respectifs, un mécanisme qui a souvent conduit à un manque de coordination entre les décideurs, formalisé dans un cadre de réglementations souvent contradictoires. Cette situation a rendu difficile la mise en place d'un modèle ou d'un système cohérent de gouvernement local dans l'ensemble de la région.

En **Irak**, par exemple, les conseils des gouvernorats ont un pouvoir étendu sur les conseils municipaux des niveaux inférieurs en ce qui concerne la mise en œuvre des projets locaux : au niveau administratif, les maires doivent en général recevoir l'aval des gouverneurs pour toute activité relevant de leur ressort municipal. En **Jordanie**, le ministère de l'Intérieur est

Train de phosphate en partance pour Aqaba, Jordanie (photo : rikdom, bit.ly/2B1ASli).



la principale instance chargée du fonctionnement et de l'activité des gouvernements locaux, même si les communes relèvent officiellement du ministère des Affaires municipales. Après l'adoption de la loi de décentralisation du pays en 2015, l'État central a créé en 2016 huit comités ministériels différents et un comité central pour aider à la mise en œuvre des politiques locales. Dans le cadre du processus de décentralisation, le rôle du ministère des Affaires municipales devrait être restreint et se concentrer davantage sur la consultation et le renforcement des capacités que sur un contrôle strict des politiques locales⁶¹. Au **Liban**, le ministère de l'Intérieur et des Municipalités est chargé de l'administration locale et assure la tutelle administrative sur les conseils municipaux – y compris le contrôle financier – par le biais des gouverneurs (*Muhafizes*). Ces derniers ont le pouvoir de suspendre les décisions municipales pendant trois mois. Le ministère est également responsable de la planification, de la budgétisation et des dépenses des recettes municipales. De son côté, le ministère palestinien des Collectivités locales exerce la tutelle sur les instances locales. Le gouvernement central a tenté de mutualiser les services municipaux par l'intermédiaire d'entités intercommunales – les conseils mixtes pour la prestation de services (JSC pour leurs acronymes en anglais) – pour faire face aux difficultés auxquelles de nombreuses collectivités locales sont confrontées dans la prestation des services de base. En **Turquie**, en 2017, une nouvelle Direction générale des collectivités locales a été mise en place sous l'égide du ministère de l'Urbanisme et de l'Environnement.

Enfin, les cadres juridiques de mobilisation citoyenne sont historiquement peu développés dans la région, et les canaux de participation y sont inadéquats, voire inexistant. Les maires ont un rôle important à jouer dans la promotion d'une culture de la participation à l'échelle de leur ville. Or leurs actions vont rarement au-delà des pratiques politiques conventionnelles. En conséquence, les degrés de participation varient considérablement d'un pays à l'autre. En **Afghanistan**, le cadre de gouvernance des collectivités territoriales adopté en 2010 reconnaît le droit des citoyens à prendre part au processus de prise de décision, même si la plupart de ces décisions se prennent en réalité sur la base des relations politiques informelles. En **Iran**, la participation citoyenne dans les décisions municipales reste faible, et les canaux de mobilisation officiels se limitent aux élections des conseillers municipaux. Au **Liban**, la participation des citoyens dans la planification urbaine et du développement demeure là aussi marginale, avec quelques améliorations observées ces dernières années : en 2016, une plateforme mise en place par une ONG et réunie sous le slogan « Beyrouth, ma ville » a recueilli 37 % des votes dans la capitale. Le système électoral du gagnant qui rafle toute la mise (« *winner-take-all* ») n'a pas permis à la plateforme d'obtenir une représentation au conseil municipal, même si elle a par ailleurs acquis une reconnaissance mondiale⁶². En **Jordanie**, le gouvernement travaille actuellement sur un nouveau cadre pour permettre aux citoyens de définir et de partager des projets sur la base de leur préférence. En **Turquie**, le canal de participation

Le manque de coordination entre les décideurs a rendu difficile la mise en place d'un modèle ou d'un système cohérent de gouvernement local dans l'ensemble de la région.

principal reste les élections municipales, lors desquelles les citoyens peuvent élire leur maire et des listes affiliées à des partis politiques, bien que l'information disponible sur les candidats en lice reste limitée dans la plupart des cas.

La participation des femmes à la vie politique locale constitue également un enjeu spécifique de la région, mais aussi un domaine dans lequel des progrès (modestes) ont été réalisés. L'**Arabie saoudite** a accordé aux citoyennes le droit de participer à la vie politique locale en 2015 : depuis lors, 21 femmes candidates ont remporté des sièges dans les conseils municipaux saoudiens⁶³. En 2018, la monarchie de **Bahreïn** a nommé 2 femmes bahreïnies à la Direction générale des communes de la capitale et du nord du pays. En **Iran**, une campagne visant à accroître le nombre de sièges occupés par des femmes dans les assemblées législatives locales a conduit à l'élection de 415 femmes aux conseils municipaux de la province du Sistan-et-Balouchistan lors des élections de 2017, contre 185 lors des élections précédentes. En **Irak**, 117 femmes ont été élues pour un total de 440 sièges lors de la deuxième élection aux conseils des gouvernorats en 2013, soit 7 de plus que lors des élections de 2009⁶⁴.

Enfin, en raison de son histoire et de son cadre institutionnel traditionnel, la région MEWA est confrontée dans son ensemble à d'importants défis pour la mise en œuvre et la réalisation des ODD. Cela est apparent notamment quand on en vient à la participation active des CT à ce processus. La région est par ailleurs marquée par des disparités croissantes en matière de développement et par la persistance de conflits armés. Cela rend encore plus difficile la concrétisation et la réalisation des ODD au niveau local, notamment pour les pays pauvres et ravagés par la guerre, comme le Yémen ou l'Afghanistan. Malgré leur hétérogénéité, les différents pays de la région partagent des caractéristiques communes liées à leur forte centralisation politique. Cette centralisation limite le pouvoir, l'autonomie et la capacité (y compris mais pas exclusivement les ressources financières) des collectivités territoriales dans tous les pays de la région. En conséquence, leur capacité à améliorer l'élaboration des politiques et à s'adapter ou à intégrer les ODD dans leurs activités est sérieusement compromise. Cela étant, il faut souligner que de nombreuses CT de la région ont cherché à intégrer et à localiser les ODD dans leurs territoires et leurs collectivités – en allant souvent à l'encontre des contraintes imposées par leurs systèmes nationaux. La deuxième partie de ce chapitre se penche sur ces efforts et les analyse plus en détail. ☉

3. La contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD

3.1. Promouvoir l'appropriation locale en vue de la localisation des ODD

L'importance des collectivités locales et de leurs associations nationales dans le succès de la localisation des ODD du monde entier n'est plus à démontrer. Bien que les ODD soient par nature intergouvernementaux et que leur réalisation soit liée aux politiques publiques, aux politiques budgétaires et à la volonté politique portées au niveau national, la réalisation de la plupart des objectifs dépend encore largement de l'engagement et de la coopération des collectivités territoriales. À titre d'exemple, l'ODD 11 sur les villes et les établissements humains « ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables » reconnaît le pouvoir de transformation de l'urbanisation durable et l'impact que les gouvernements locaux peuvent avoir sur la conduite du changement (mondial) à partir de la base.

La mise en œuvre d'un objectif complexe et englobant comme l'est l'ODD 11 exige non seulement des améliorations dans la délivrance des services de base (santé, éducation, eau et sécurité alimentaire, énergie, parmi d'autres), mais aussi l'accès à des opportunités économiques accessibles à toutes et tous, la protection des femmes, des jeunes, des minorités et d'autres groupes vulnérables. Dans la plupart des pays, les ressources nécessaires à cette fin sont allouées par les gouvernements nationaux. Néanmoins, la formulation et la mise en œuvre réussie de programmes spécifiques sont du ressort des autorités locales et exigent une véritable appropriation, participation et mobilisation des populations, des acteurs et des parties prenantes au niveau local.

Compte tenu de la centralisation historique des structures politiques et administratives de la région, les collectivités locales n'ont que rarement – et seulement dans quelques pays de la région – participé activement au processus de mise en œuvre des ODD, ainsi qu'à la préparation des ENV. Cela peut s'expliquer en partie par le faible développement et la présence encore limitée des associations de collectivités territoriales et de leurs réseaux dans la région : la tâche d'intermédiaire entre les différents niveaux de gouvernance et de représentation des intérêts communs des collectivités territoriales effectuée par les associations et les réseaux peut être un outil précieux pour permettre aux collectivités territoriales d'acquiescer une visibilité et une centralité dans la prise de décision liée aux ODD. La **Turquie**, le **Liban** et la **Palestine** sont fondamentalement les seuls pays à disposer d'un réseau développé et bien établi d'associations et d'organisations de collectivités territoriales dans la région MEWA. Les collectivités locales turques se sont réunies au sein de

l'UMT, qui a jusqu'à présent été invitée, en tant que partenaire, à tous les événements nationaux liés soit aux ODD, soit à l'ENV du gouvernement turc pour les Nations unies. Depuis 2017, l'UMT a pour mission de diffuser l'information et les connaissances relatives au référentiel des ODD auprès de tous les maires et communes de Turquie.

La municipalité métropolitaine de Mersin et les communes de Nilufer (province d'Izmir), Nevsehir et Bakırköy (une commune de la grande agglomération d'Istanbul) ont organisé plusieurs ateliers liés aux ODD. Seferishar, dans la province d'Izmir, a créé une page Internet consacrée aux pratiques de suivi et de mise en œuvre des ODD au niveau local. Les communes (et les districts d'Istanbul) de Bakırköy, Esenler et Maltepe ont déjà élaboré leurs propres rapports locaux sur les ODD. L'Union municipale régionale de Marmara a organisé des ateliers et des séminaires sur les ODD pour ses villes membres. Plusieurs ONG ont également été actives dans le suivi et la promotion des activités municipales en faveur de la mise en œuvre des ODD : l'Association Yereliz (« Nous sommes locaux ») a créé un système de production de rapports en ligne qui recense les efforts des collectivités territoriales en appui à la réalisation des ODD. L'Agence Maya pour le développement durable a organisé des ateliers et des conférences au niveau local pour sensibiliser les parties prenantes et les populations locales.

Le gouvernement national – via la Direction présidentielle chargée de l'élaboration de l'ENV de la Turquie pour le FPHN de 2019 – a fait preuve d'une volonté croissante d'impliquer le niveau local. L'UMT a été choisie comme organisme de coordination des autorités locales pour contribuer au processus d'élaboration des rapports et pour apporter les expériences des gouvernements locaux et régionaux du pays. L'UMT a impliqué directement 50 communes dans le processus, tout en contactant plus de 1 400 communes pour qu'elles contribuent aux recommandations du document⁶⁵. L'UMT a participé au FPHN de 2019 à New York aux côtés de la délégation du gouvernement national.

La mise en œuvre des ODD exige des améliorations dans la délivrance des services de base et la protection des groupes vulnérables.

Des associations nationales de communes se sont également développées dans une certaine mesure au Liban et en Palestine. Au **Liban**, le Bureau technique des villes libanaises (BTVL), également connu sous le nom de Cités Unies Liban, regroupe 66 communes et 22 fédérations de communes, soit 80 % de la population du pays. Les plus grandes communes du pays coopèrent sous l'égide de BTVL. Cependant, lors de la préparation de l'ENV du Liban pour le FPHN de 2018, les communes membres de la BTVL ont été informées, mais n'ont pas été invitées à prendre part au processus⁶⁶. Lorsque l'**État de Palestine** a présenté son ENV en 2018, l'association nationale n'a été ni informée ni impliquée dans le processus. Toutefois, l'Association des autorités locales palestiniennes (APLA) a joué un rôle particulièrement actif dans le territoire. Elle a créé le Réseau des gestionnaires municipaux palestiniens (Palestinian City Managers Network – PCMN), qui regroupe des administrateurs de haut niveau chargés de gérer les activités quotidiennes des communes palestiniennes⁶⁷. De plus, l'APLA a toujours été dynamique dans les réseaux mondiaux de collectivités locales et dans ses efforts pour offrir à ses membres une visibilité accrue sur la scène internationale.


En **Irak**, le Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) a suivi et accompagné le processus conduisant à la création d'une association nationale de collectivités territoriales pour améliorer l'échange d'informations et d'expériences entre les communes, en relayant leurs préoccupations et leurs priorités auprès des gouvernements régionaux et centraux. Bien que l'Association nationale irakienne de collectivités territoriales ait participé activement à des conférences et à des projets spécifiques, elle en est encore à ses débuts. Suivant un processus similaire, la Banque mondiale a aidé à la création de la Direction indépendante des autorités locales en **Afghanistan**.

Outre ces efforts, plusieurs communes de la région ont également cherché à participer à des initiatives internationales, notamment sur les questions de changement climatique, de durabilité et de résilience. De nombreuses villes de la région font partie de la Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie⁶⁸. CGLU a maintenu une présence active dans la région à travers le siège régional de CGLU MEWA basé à Istanbul : au cours de l'année passée, la section régionale a développé plusieurs actions pour diffuser les ODD dans la région, dans le but de former les gouvernements locaux et leurs fonctionnaires sur le processus de localisation à travers des ateliers et des conférences. En 2018 et 2019, CGLU MEWA a mené à bien un projet pilote pour cartographier la mise en œuvre des ODD. Ce projet a été lancé initialement en **Turquie**, en partenariat et avec le soutien financier de l'Académie mondiale pour le gouvernement local et la démocratie (World Academy for Local Government and Democracy – WALD). Ce projet pilote est pensé de manière à intégrer les activités municipales liées aux ODD le plus largement possible dans les ENV des pays de la région. CGLU MEWA prévoit de diffuser les

résultats du projet dans toute la région afin d'encourager l'apprentissage mutuel et la collaboration.

En **Jordanie**, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a appuyé le lancement d'une « Feuille de route pour la mise en œuvre des ODD à l'horizon 2030 » pour renforcer les initiatives liées aux ODD en matière de planification aux niveaux national et territorial : cela comprend la sensibilisation, la cartographie, l'intégration et le financement des initiatives de développement. L'ENV jordanien, présenté en 2017, a mis l'accent sur la présence des conseils municipaux élus et des conseils de gouvernorat nommés dans le processus de révision. Les priorités de développement des douze gouvernorats du pays restent malgré tout centralisées à travers des programmes de développement des gouvernorats : ces derniers sont censés être alignés sur les ODD, or rien n'indique que les ODD soient effectivement mis en œuvre ou intégrés dans les initiatives menées au niveau local.

Le Programme ONU-Habitat a également été très actif en **Afghanistan**, en parrainant plusieurs programmes en partenariat avec le gouvernement national et les autorités locales et régionales. Même s'ils sont conçus en dehors du cadre des ODD, un grand nombre des trente projets en cours depuis 2008 ont un fort impact sur la réalisation des cibles et des indicateurs des ODD dans les territoires et les collectivités afghans. Le PNUD, comme mentionné ci-dessus, a également été un acteur clé de la localisation des ODD dans la région. Au **Bahreïn**, le PNUD – en partenariat avec d'autres organismes des Nations unies tels que le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et les Volontaires des Nations unies (VNU) – a incité les jeunes Bahreïniens du gouvernorat de la capitale à émettre des « passeports de volontariat » en suivant le référentiel des ODD afin d'accroître la sensibilisation au niveau local⁶⁹. En **Arabie saoudite**, un projet mené au niveau national par le PNUD comportait un volet consacré à la localisation. Avec le soutien du PNUD, l'Observatoire urbain de Riyad a par ailleurs engagé des discussions avec les acteurs locaux afin de promouvoir l'intégration des ODD et de leurs indicateurs dans la boîte à outils de l'Observatoire, et ce dans le but d'assurer le suivi et la production de rapports sur la mise en œuvre des ODD dans la ville de Riyad.

En **Palestine**, le PNUD a organisé des ateliers de sensibilisation avec la participation de responsables sectoriels, nationaux et locaux. En **Syrie**, le Programme a également offert une assistance aux gouvernorats pour l'élaboration de leurs rapports volontaires. En **Irak**, avec l'appui du gouvernement national, le PNUD a mis en place un projet visant à intégrer les ODD au niveau des gouvernorats. Des comités de développement durable ont été constitués au niveau des gouvernorats pour appuyer la mise en œuvre des plans nationaux de développement (qui sont déjà alignés sur les ODD) et suivre les progrès en matière de mise en œuvre au niveau des provinces⁷⁰. 

3.2. Initiatives locales compatibles avec l'Agenda 2030

Malgré la longue tradition de dépendance des CT à l'égard du soutien des gouvernements nationaux, il existe peu d'informations sur des progrès novateurs ou qui « changent la donne » dans les pays de la région. Les informations relatives aux nouveaux programmes, impulsés par les ODD ou tout autre agenda mondial, favorisant de nouvelles lignes de financement ou le soutien aux initiatives locales sont en effet limitées. Il existe cependant des exemples probants en Turquie, où plusieurs projets, pour la plupart liés aux ODD 3, 6, 10 et 11, ont été clairement bénéfiques à la localisation des ODD et à une plus grande cohérence des politiques entre les niveaux national et local⁷¹.

Dans d'autres pays, certaines priorités du gouvernement national coïncident avec plusieurs objectifs principaux des ODD, et quelques-unes des politiques mises au point par les gouvernements nationaux et d'autres niveaux de gouvernance sont, dans une certaine mesure, conformes à ces agendas mondiaux. Les établissements informels, l'accès aux services de première nécessité et les défis de la gestion urbaine ont été de plus en plus cruciaux pour les politiques nationales et locales dans toute la région MEWA, et sont autant d'éléments au cœur des engagements sur lesquels reposent les ODD.

Développement urbain

L'ODD le plus proche des réalités et des attentes des villes et des collectivités locales est l'ODD 11 relatif aux villes et communautés durables. La plupart des avancées, des actions et de l'alignement stratégique des collectivités locales sur le canevas des ODD, ont un impact sur la mise en œuvre de l'ODD 11, et ce même en l'absence de référence explicite aux objectifs mondiaux.

Au cours des dernières années, plusieurs pays de la région ont mis en place des stratégies de développement urbain comme outil pour aborder leurs principaux défis urbains et territoriaux, avec des contenus et des objectifs divers. La **Turquie**, par exemple, met en œuvre une stratégie et un plan d'action intégrés de développement urbain, avec différents sous-programmes destinés à gérer la croissance et l'étalement urbain, à prévenir les risques de catastrophe, à promouvoir la régénération urbaine et à réduire les disparités régionales, à développer des transports en commun intégrés dans les grandes villes et à endiguer la pénurie de logements décents. L'**Arabie saoudite**, confrontée à des taux d'urbanisation croissants, a lancé une Stratégie spatiale

nationale 2030 et un programme axé sur « Les futures villes saoudiennes » (*Future Saudi Cities Programme*) en partenariat avec ONU-Habitat. Ce programme vise à lutter contre l'étalement urbain, à promouvoir une planification et un développement spatialement équilibrés, à améliorer les transports publics au sein des grandes villes et entre celles-ci, à stimuler l'investissement national en faveur des régions moins développées et à convertir des villes de taille moyenne et petite en des pôles de croissance régionaux⁷². La dévolution de davantage de compétences aux gouvernements locaux constitue un défi majeur dans le pays. Les collectivités territoriales travaillent actuellement à l'élaboration de plans directeurs

Plus de 400 femmes turques, syriennes, afghanes et irakiennes du Centre de développement et de solidarité des femmes de SADA à Gaziantep célèbrent la Journée internationale de la femme le long de la frontière entre la Turquie et la Syrie, le 8 mars 2019 (photo : UN Women Europe and Central Asia, bit.ly/2AVOrTz).



locaux et au suivi de leur mise en œuvre. Cependant, leur autonomie est limitée dans la mesure où les hauts fonctionnaires ont le pouvoir de passer outre les décisions prises au niveau local et où les transferts intergouvernementaux représentent encore 70 % des dépenses locales, en raison de la faible efficacité des CT dans la collecte des recettes et de la prestation de nombreux services publics gratuits⁷³.

En **Afghanistan**, l'un des pays les moins urbanisés de la région, le ministère des Affaires de développement urbain, la Direction indépendante de la gouvernance locale et la municipalité de Kaboul, en partenariat avec ONU-Habitat, ont lancé en 2014 (avant la création des ODD) le Programme national pour l'avenir des villes afghanes (*Future of Afghan Cities Programme*). Au terme d'une phase réussie de création d'une base de données et de présentation de rapports, qui a abouti à la publication du rapport sur l'état des villes afghanes en 2015, le programme est passé à une deuxième phase. En 2016, le partenariat a abouti à la réalisation d'un atlas et d'un ensemble de données sur les villes et régions afghanes⁷⁴. De même, le projet de Charte des citoyens afghans – lancé par plusieurs autorités locales en partenariat avec la Banque mondiale – encourage l'amélioration de la prestation des services et des infrastructures en associant les populations locales par le biais des conseils de développement communautaire (CDC). Le ministère des Municipalités et de l'Environnement du **Qatar** a de son côté élaboré une stratégie durable pour la période 2018-2022 et prévoit de soutenir les villes du pays en matière de sécurité alimentaire, de protection de l'environnement, de gestion des déchets et de recyclage.

Un autre domaine couvert par l'ODD 11.4, relatif à la préservation du patrimoine culturel, a suscité des controverses dans les politiques d'aménagement et d'urbanisme de nombreux pays de la région. Que ce soit dans des zones dévastées par la guerre ou à cause de l'indifférence de certaines autorités politiques, de nombreuses communes du Moyen-Orient ont été confrontées à la destruction et à l'abandon d'un patrimoine et de sites historiques millénaires. Mossoul, en **Irak**, bénéficie déjà d'une aide financière du gouvernement national destinée à la reconstruction de la vieille ville. La commune turque d'Altindag (un district de la région métropolitaine d'Ankara) a rénové le centre historique d'Ankara, autrefois abandonné, pour en faire le centre culturel de la ville.

Habitats informels et inclusion sociale

Face aux tendances marquées par des inégalités croissantes et le déplacement de personnes réfugiées fuyant les conflits dans plusieurs zones de la région, de nombreuses agglomérations urbaines ont connu un afflux massif de population, une croissance urbaine et des déséquilibres majeurs favorisant la multiplication des quartiers informels. Au **Liban**, la forte croissance urbaine, exacerbée par un afflux important de personnes réfugiées, a engendré une expansion des grandes villes. En 2015, 1,8 million de personnes, soit 53,1 % de la population urbaine, vivaient dans des quartiers informels et des bidonvilles en milieu urbain. En réponse à l'arrivée de réfugiés syriens à partir de 2011, les communes libanaises ont étendu leurs services et les établissements scolaires ont ouvert leurs portes aux enfants réfugiés, ce qui a permis de doubler les effectifs et de renforcer la capacité des collectivités locales à faire fonctionner et à entretenir le système éducatif⁷⁶. Les quartiers informels iraniens accueillent aujourd'hui environ un tiers de la population urbaine du pays⁷⁷. Les municipalités de Téhéran et d'Ispahan ont créé des agences spécialisées qui travaillent avec l'Organisation pour le développement et la revitalisation urbaine (Urban Development and Revitalization Organization) sur la question des établissements informels et de l'amélioration et de la rénovation des quartiers⁷⁸. Le Programme d'infrastructure urbaine géré par les communautés en Afghanistan vise à sécuriser et à stabiliser les zones urbaines par le biais de l'auto-nomisation des populations et de l'amélioration de leurs conditions de vie. En Irak, le mécanisme de financement pour la stabilisation (*Funding Facility for Stabilization*), mis en place par le gouvernement national et les gouvernorats en partenariat avec le PNUD, a mis l'accent sur la reconstruction et la rénovation de l'infrastructure urbaine⁷⁹.

Services publics de base

Les questions de **distribution et de consommation durable de l'eau**, ainsi que de gestion des eaux usées, restent cruciales pour les gouvernements nationaux et locaux, en raison des conditions climatiques et géographiques spécifiques qui caractérisent la région MEWA. Ces problématiques sont particulièrement importantes dans les zones désertiques de la Péninsule arabique et du Golfe. L'eau dessalée fournit actuellement plus des deux tiers de l'eau potable utilisée au **Bahreïn**, au **Koweït**, au **Qatar** et dans les **EAU**, et 61 % en **Arabie saoudite**. Les technologies de recyclage de l'eau, d'assainissement et de gestion des déchets sont devenues des sources d'eau alternatives essentielles pour répondre à une demande galopante dans les zones urbaines de la région⁸⁰. Dans la quasi-totalité des pays de la région, presque toutes les agglomérations urbaines ont mis en place jusqu'à un certain point un système de recyclage de l'eau et de traitement des eaux usées. En **Turquie**, par exemple, le nombre de communes disposant d'installations de traitement des eaux usées domestiques est passé de 126 en 2002 à 881 en 2018, et la part de la population municipale utilisant ces services est passée

De nombreuses agglomérations urbaines de la région ont connu un afflux massif de population, une croissance urbaine et des déséquilibres majeurs favorisant la multiplication des quartiers informels.

de 35 % à 75 %. Au cours de la même période, la part de la population utilisant de l'eau potable gérée de façon sécurisée est passée de 95 % à 99 %. Conformément à la nouvelle loi, les communes doivent réduire le taux de perte hydrique, qui devrait atteindre en moyenne 25 % en 2023⁸¹.

La **gestion des déchets** représente également un défi de longue date pour la gouvernance locale dans la région. Le principal site d'enfouissement de la région du **Grand Beyrouth** a été fermé en 2015 ; depuis lors, la municipalité éprouve des difficultés à remédier à cette situation, non seulement en raison de ressources financières insuffisantes, mais aussi de la prévalence d'une approche centralisée qui a limité la capacité du gouvernement local et des acteurs locaux à traiter ces questions⁸². Avec une économie nationale sensiblement différente, les pays du Golfe ont pu mettre en place des systèmes de décharges très efficaces. Des villes plus importantes comme **Doha**, au **Qatar**, ont même pu investir dans le traitement des déchets alimentaires et organiques pour la production de compost et de produits chimiques. En **Oman**, fait unique dans la région, les décharges de déchets solides sont gérées conjointement par le gouvernement national et certaines communes, dont la capitale, **Mascate**, et **Salalah**. En **Turquie**, dans le cadre du Plan national de gestion des déchets, le nombre de décharges municipales est passé à quatre-vingt-huit, fournissant des services à 62,3 millions d'habitants dans 1 160 communes, avec l'installation de trois usines d'incinération. En avril 2019, les déchets d'emballage étaient collectés séparément à la source dans 499 communes. Un projet « Zéro déchet » a été lancé pour favoriser le recyclage et la récupération, dans le cadre d'une stratégie nationale de recyclage. Le programme de gestion des déchets solides offre également un soutien aux communes qui rencontrent des difficultés de financement⁸³. La métropole d'**Istanbul** a mis en place un réseau de recyclage des conteneurs dans toute la ville, dont les bénéfices peuvent être utilisés pour payer les frais de transport public. **Beyrouth** s'est associée à une société privée de gestion des déchets domestiques pour lancer la première phase d'un projet local de recyclage des déchets. La ville de **Dubaï**, faisant preuve une fois de plus d'un certain attrait pour la méga-planification, a inauguré son « Jardin lumineux », une structure composée de 500 000 flacons de verre recyclable, d'articles en porcelaine, de bouteilles en plastique, de vaisselle et de milliers de disques compacts récupérés dans les déchets municipaux – témoignant ainsi de l'accumulation massive de déchets dans les agglomérations densément urbanisées.

De nombreux autres volets importants des ODD, tels que les **transports et l'énergie**, sont de plus en plus intégrés dans les priorités municipales des pays de la région. Le débat sur les sources d'énergie alternatives et durables et l'amélioration des transports publics, alimenté par l'énorme potentiel inexploité en termes de production d'énergie solaire dans l'ensemble de la région, présente néanmoins des défis, en raison de l'accès facile à l'énergie

provenant de combustibles fossiles. Plusieurs cas montrent que des progrès croissants ont été accomplis à cet égard. La ville d'**Istanbul** a mis au point une gestion efficace de l'énergie dans les bâtiments municipaux, les installations et les parcs. Plusieurs villes turques ont développé des réseaux ferroviaires publics tels que le métro ou le tramway, et créé des pistes cyclables (Istanbul, Izmir, Kocaeli, Kayseri et Konya). Istanbul a pu étendre son réseau de transport public, en développant le réseau souterrain et les infrastructures, tout en imposant certaines restrictions au transport motorisé privé. À **Izmir**, une centrale solaire a été installée sur 10 000 m² de toits par la Direction générale de l'autorité des transports locaux (ESHOT). Cette station vise à répondre aux besoins énergétiques de vingt bus ESHOT entièrement alimentés en électricité⁸⁴. Toujours en Turquie, la ville de **Malatya** utilise déjà des bus électriques qui suivent des itinéraires permettant de recharger les batteries. **Qazvin**, en Iran, a signé en 2018 un accord avec une société chinoise pour construire le premier réseau de tramway du pays. **Riyad**, la capitale de l'Arabie saoudite, a consacré 16 milliards de dollars d'investissements pour financer un réseau de métro de 178 km. Dans le même temps, le **Qatar** et une partie des

Encadré 1

Plans d'action pour la résilience à Byblos, Ramallah et Amman

Fidèles à l'approche participative des initiatives de 100RC, les expériences et les activités menées par les villes d'Amman (Jordanie), Byblos (Liban) et Ramallah (Palestine) ont permis d'identifier les principaux défis de résilience, en prenant compte des conditions et des structures locales. Elles ont également permis d'élaborer des plans qui reflètent les priorités et les préoccupations locales. Le plan de résilience de Byblos a été réalisé grâce à un dialogue avec les principales parties prenantes, telles que le conseil municipal, les ministères, la police, les ONG, les universités et les associations citoyennes. Le plan donne la priorité à la collecte et à l'utilisation de données municipales comme condition préalable à l'amélioration de la planification et de la gestion de la ville. À Ramallah, la préparation du plan de résilience a fait intervenir des groupes de travail du conseil municipal, des universités et du secteur privé, ainsi que des échanges avec les dirigeants politiques et communautaires locaux. Un processus similaire a été suivi à Amman pour la préparation de son plan de résilience. Le transport a constitué un élément essentiel pour la capitale jordanienne et a nécessité l'élaboration d'un plan de mobilité intégré : celui-ci comprend un réseau de transport rapide par bus à trois corridors qui doit ouvrir en 2019, et la valorisation de l'accessibilité piétonnière, notamment par la création d'un parc de corridors ferroviaires. Toutes ces mesures s'ajoutent aux initiatives contre le changement climatique, et à l'amélioration de la connectivité numérique, des infrastructures urbaines et des mécanismes participatifs.

Source : Réseau 100 Villes résilientes (<https://www.100resilientcities.org/>).

EAU (dont Abu Dhabi, le plus grand État du pays) ont développé des systèmes d'évaluation et de certification des bâtiments durables, afin d'intégrer la dernière norme de construction environnementale dans leur réglementation nationale⁸⁵.

Villes et territoires résilients

Les collectivités territoriales de la région ont mis en place des approches innovantes pour renforcer la résilience et faire en sorte que leurs villes et territoires soient plus durables. Dans ce contexte, **Amman** en Jordanie, **Byblos** au Liban et **Ramallah** en Palestine, ont toutes rejoint le réseau des 100 Villes résilientes (100RC) : les membres de ce réseau ont soutenu les communes pour qu'elles établissent un diagnostic de leur capacité de résilience et élaborent une planification stratégique adaptée aux critères de résilience (voir encadré 1).

En **Turquie**, les autorités locales ont mis en place, avec le soutien du gouvernement, 141 zones de projets de régénération et de développement urbains et 10 zones de rénovation dans les villes (2,83 milliards d'USD investis depuis 2012). De nombreuses villes, comme la municipalité métropolitaine de Kocaeli, mettent en œuvre un projet de système de gestion des catastrophes et d'aide à la décision (AYDES) avec l'Autorité nationale de gestion des catastrophes et des urgences (AFAD). Le projet met en œuvre un système de suivi et de gestion électronique pour toutes les étapes de la gestion intégrée des catastrophes⁸⁶.

En adoptant la Déclaration d'Aqaba⁸⁷, approuvée lors de la première Conférence arabe sur la réduction des risques de catastrophe⁸⁸ en 2013, sous l'égide du Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR) et du PNUD, les pays arabes et les membres de la Ligue des pays arabes ont reconnu les risques et les vulnérabilités que connaissent les villes arabes face au changement

climatique, aux tremblements de terre, à la désertification et aux inondations. Les signataires se sont engagés à consacrer une partie du budget à la prévention et à la préparation aux risques, à sensibiliser et à éduquer sur la résilience et le changement climatique, à accorder une attention particulière au patrimoine culturel vulnérable et aux sites protégés, parmi plusieurs autres mesures.

Environnement et changements climatiques

Le changement climatique, qui est placé au cœur des engagements politiques et du cadre d'innovation des ODD, est également une question majeure pour les collectivités territoriales et un défi fondamental auquel s'attaquent les initiatives et les activités locales. Outre l'ODD 13 portant sur le changement climatique, les questions d'environnement, de résilience et de durabilité sont au cœur de l'ODD 7 sur l'énergie propre, de l'ODD 11 sur les villes et les communautés durables, de l'ODD 12 sur la consommation et production durables, de l'ODD 14 sur la vie aquatique et de l'ODD 15 sur la vie terrestre. Dans toute la région MEWA, de nombreuses communes ont adopté des mesures et des politiques qui se réfèrent à un certain nombre de cibles de ces objectifs : trente villes ont pris des engagements dans le cadre de la Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie en 2019⁸⁹.

En **Jordanie**, la municipalité du Grand Amman s'est engagée depuis 2015 dans un plan visant à en faire une ville verte d'ici 2020. En **Turquie**, plusieurs villes et communes de premier plan mettent en œuvre depuis plusieurs années des plans d'action sur le climat, et ont également rejoint divers réseaux internationaux actifs dans ce domaine⁹⁰. Depuis l'adoption d'un règlement en 2017, les communes sont tenues de multiplier les espaces verts dans leur planification spatiale et d'améliorer l'accessibilité aux espaces verts. En matière de pollution atmosphérique, le nombre de stations de surveillance de la qualité de l'air est passé de 36 en 2007 à 253 en 2017. Plusieurs autorités régionales ont par ailleurs élaboré des plans d'amélioration de la qualité de l'air⁹¹.

La ville de **Téhéran** organise chaque année un festival de la Semaine de l'agriculture biologique pour promouvoir des modes d'utilisation durable des sols. Le parc de la Corniche, qui se trouve dans la ville d'**Abu Dhabi**, est une installation récompensée au niveau international qui incarne la volonté du pays de se conformer aux normes mondiales les plus strictes en matière de planification et de gestion des espaces publics et verts. Les villes **qataries** encouragent le développement de zones de campement dans le désert comme moyen de financer la protection des ressources naturelles et d'alléger la pression touristique sur les localités côtières. De même, le gouvernement national finance l'agriculture durable sous serre dans les villes. Ce type d'intervention, et pas seulement la méga-planification ou des solutions imposées d'en haut, est assez endémique dans la région du Golfe, où les pouvoirs locaux peuvent compter sur un soutien financier important de la part du gouvernement national.

Des hommes discutent dans un sanctuaire près de Kashan, Iran (photo : Charles Roffey, t.ly/80zbB).



De son côté, en Iran, le ministère de la Santé et la mairie de **Téhéran** se sont associés à l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), afin d'améliorer les équipements d'analyse de la pollution de l'air dans toute la ville, historiquement touchée par des niveaux de pollution extrêmement élevés.

De nombreuses villes de la région conservent des compétences politiques en matière de protection et de réglementation du littoral, avec un fort impact sur l'environnement marin et la préservation de la vie marine. La ville d'**Istanbul**, par exemple, assure la gestion de la collecte des déchets dans le Bosphore et la Corne d'Or : rien qu'au cours des trois premiers trimestres de 2018, la ville a récupéré cent quarante camions de déchets. La municipalité de **Shahama**, enclavée dans la zone métropolitaine d'Abu Dhabi aux **EAU**, a consacré une partie de son budget à la protection de l'écosystème du milieu marin propre à la région d'Abu Dhabi.

Coopération internationale

Le rôle des bailleurs de fonds internationaux et des agences de coopération est tout aussi important dans la localisation des ODD. L'Agence suédoise de développement international (SIDA) et la division de la coopération de l'Association suédoise des collectivités locales (SLK International) se sont associées avec les gouvernorats d'Al Qaddissiyah et de Dohuk en **Irak** pour mettre en place le projet Gouvernance dans le domaine de l'aide sociale (2012-2017). Ce projet a permis d'améliorer la prise en charge sociale au niveau local et régional⁹². Au **Liban**, l'assistance des associations de collectivités territoriales européennes et des organisations internationales a été cruciale pour maintenir les soins de santé, l'éducation et l'aide aux populations réfugiées et aux autres groupes vulnérables qui ne sont pas directement couverts par les actions de secours de l'ONU.

En **Jordanie**, le gouvernorat d'Al-Mafraq s'est associé avec la ville d'Amsterdam et VNG International (VNGi, la division de coopération de l'association néerlandaise de collectivités territoriales) pour développer un programme d'assistance municipale pour le camp de personnes réfugiées d'Al Za'atari. VNGi a également travaillé en **Jordanie**, avec un financement de l'USAID, dans le cadre du programme *Cities Implementing Transparent Innovative and Effective Solutions* (Villes réalisant des solutions transparentes, innovantes et efficaces — CITIES). Le projet apporte une assistance technique aux gouvernorats et aux autorités municipales pour que les réformes administratives se concrétisent par des solutions novatrices et durables en matière de prestation de services, de mécanismes participatifs et de cohésion et stabilité communautaires, et ce afin d'améliorer la sensibilisation, la réactivité et la résilience des populations. L'aide des bailleurs de fonds a été essentielle, en particulier dans le cas de la **Palestine**, où les communes disposent de ressources et d'une marge de manœuvre politique très limitées et sont souvent incapables d'aborder les questions de politique locale de manière autonome. Les villes palestiniennes sont tributaires de l'aide extérieure pour la prestation de services publics et d'infrastructures et pour le

Encadré 2

Programme de renforcement des capacités des collectivités locales (LGCP), État de Palestine

S'appuyant sur la collaboration fructueuse entre les autorités locales palestiniennes et VNGi, le Programme de renforcement des capacités des collectivités locales (LGCP en anglais), en vigueur de 2012 à 2016, a mis l'accent sur le développement économique local dans le territoire palestinien. Cette collaboration a permis d'obtenir des résultats positifs en matière de développement durable, de réduction du chômage et de renforcement de la sécurité alimentaire, contribuant ainsi à améliorer la légitimité des collectivités locales vis-à-vis de leurs citoyens. Le gouvernement néerlandais, par l'intermédiaire de son ministère des Affaires étrangères, a soutenu une approche qui favorisait l'autosuffisance locale : le LGCP a d'abord soutenu les activités de douze collectivités locales en Cisjordanie, en leur octroyant à la fois des fonds et la capacité de stimuler le développement économique local. Le projet a été réalisé sous l'égide du MDLF, à travers lequel les principaux bailleurs de fonds de la région coopèrent avec l'Autorité palestinienne. Les communes sélectionnées pouvaient déposer des demandes d'aide financière et technique pour des projets, des ateliers, des accompagnements sur le terrain et des formations. La commune de Bethléem a été la première à créer un Conseil pour le développement économique local, en collaboration avec le secteur privé et la société civile, résultat de l'esprit participatif du projet, qui mettait particulièrement l'accent sur la création d'alliances commerciales stratégiques.

Source : <https://www.vng-international.nl/palestinian-territory-local-government-capacity-programme-lgcp-2012-2016>

développement économique local (voir l'encadré 2 qui présente un exemple de coopération avec le gouvernement néerlandais). En outre, en 2005, la Palestine a créé un Fonds municipal de développement et de prêt (MDLF pour ses acronymes en anglais)⁹³, une institution publique indépendante, qui accompagne les collectivités locales dans la promotion du développement économique. De nombreux acteurs impliqués ont été sensibilisés au cadre des ODD. Mais les progrès en matière de localisation dans l'État de Palestine ont été limités, principalement en raison de la violence et du conflit périodiques qui sévissent dans la région (dans la bande de Gaza en particulier) et de l'occupation israélienne continue en Cisjordanie. Cette section présente des activités et des projets qui contribuent au processus de localisation, en faisant un état des lieux de la portée et l'impact du cadre des ODD et des autres agendas mondiaux dans la région MEWA. Cependant, en raison de conditions structurelles prévalant dans la région, la plupart des progrès et des mesures enregistrés ont été le fruit de la volonté des gouvernements nationaux, parfois avec la participation ou la consultation des CT et des parties prenantes locales. En règle générale, la motivation, l'engagement et le leadership des CT dans la localisation des ODD sont clairement liés au degré de décentralisation et/ou au niveau de richesse et de ressources financières disponibles au niveau national. ○

4. Conclusions

La région MEWA est caractérisée par une importante diversité socio-économique, culturelle et historique, dans lesquelles émergent néanmoins des tendances similaires dans l'approche adoptée par ces pays dans le cadre des ODD et des autres agendas mondiaux. Ces tendances permettent de dégager certaines conclusions à l'échelle de la région. À l'exception de l'Afghanistan et du Yémen, la région est maintenant (et devient de plus en plus) fortement urbanisée, et on estime que ses villes devront accueillir plus de 96 millions de nouveaux résidents d'ici 2030. Une importante cohorte de jeunes continuera d'alimenter la demande intense en emplois, en logements et en services que tous les pays de la région MEWA auront du mal à satisfaire, à l'exception peut-être des pays du Golfe, qui dépendent de l'économie des hydrocarbures.

Ces dernières années, les conflits civils récurrents en Afghanistan, en Irak, en Syrie et au Yémen ont exacerbé les défis liés au taux d'urbanisation élevé de la région. La guerre a détruit les infrastructures urbaines et déchiré le tissu socio-culturel. Ces dommages se sont rapidement répercutés sur les pays voisins en raison des vagues successives et massives de personnes déplacées par les conflits dans la région. Dans ce contexte morose, plusieurs pays de la région MEWA ont fait des progrès manifestes en matière de développement humain et économique, contribuant ainsi à la réalisation de plusieurs ODD, et ce malgré les conséquences et l'impact des conflits. Cependant, les inégalités socio-économiques et de genre restent des défis majeurs pour tous les pays de la région.

Dans la région MEWA comme dans le reste du monde, **l'urbanisme et la gestion des territoires relèvent de responsabilités partagées au sein d'un mécanisme complexe et évolutif dans lequel les autorités centrales, régionales et locales devraient coopérer avec plus ou moins d'engagement et d'efficacité.** Cependant, les pays de cette région font face en particulier à un contexte dans lequel les ressources politiques et financières demeurent essentiellement entre les mains des ministères nationaux et des bureaux présidentiels : le transfert des

responsabilités aux niveaux provincial, métropolitain ou local, a été au mieux partiel, ce qui a eu des conséquences importantes.

D'une part, une décentralisation inégale a doté la plupart des villes de la région – à l'exception peut-être des communes turques – d'un mandat et d'une perspective stratégique incertains et peu fiables pour planifier et gérer l'urbanisation ainsi que l'expansion et le développement urbains. Cela a eu une incidence sur la capacité des collectivités locales à intégrer la vision et la portée des ODD et des autres agendas mondiaux dans leurs propres politiques, ce qui a également mis à mal la prise en compte des dimensions de durabilité, d'inclusion et de co-création de politiques. D'autre part, la question du financement reste essentielle pour la qualité et l'efficacité des collectivités territoriales dans la région.

Les communes, provinces et autres autorités locales des pays de la région MEWA, ne disposent ni des ressources financières ni des mandats adéquats pour assumer un rôle plus actif dans une véritable gouvernance multiniveaux dans la région. Cela se traduit par une incapacité endémique à financer la prestation de services et les infrastructures, le secteur public étant particulièrement fragilisé. La seule exception dans la région MEWA est la région du Golfe. Cependant, le caractère unique des systèmes politiques hautement centralisés de ces pays et les ressources sans précédent dont ils disposent grâce à l'économie d'extraction font de leurs collectivités territoriales des cas d'étude dont les caractéristiques ne peuvent guère être reproduites ailleurs. Les fonds publics ont favorisé une approche de l'élaboration des politiques locales qui repose sur une méga-planification de l'urbanisme et a dissimulé – quand il ne les a pas complètement négligées – les questions d'inégalité, de marginalisation et d'absence de responsabilité de pouvoirs locaux non démocratiques.

Les collectivités territoriales et les administrations publiques se heurtent à plusieurs contraintes à l'heure de contribuer pleinement à la gouvernance et à l'élaboration des politiques. En particulier, la mauvaise tenue des registres fonciers et l'organisation spécifique des recettes fiscales et des systèmes

de collecte (de nombreuses collectivités locales de la région, par exemple, ne sont toujours pas en mesure de collecter les redevances de manière fiable) ont entravé la capacité des collectivités territoriales à se financer et à assurer la prestation des services publics de base. **Si les collectivités territoriales de la région MEWA veulent jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre des ODD et des autres agendas mondiaux – tels que le Nouvel Agenda urbain, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et les Accords de Paris sur les changements climatiques – elles devront disposer de sources de financement locales renforcées, fiables et efficaces.** Pour financer les infrastructures et garantir des services de meilleure qualité et ouverts à tous, les collectivités territoriales auront besoin d'obtenir leur juste part de la plus-value foncière résultant des investissements publics et des travaux d'amélioration.

Enfin, la combinaison de la situation géographique et écologique de la région et l'organisation de l'aménagement urbain, territorial et spatial, ont rendu les défis environnementaux et les pressions liées aux changements climatiques particulièrement menaçants pour les autorités locales et régionales de la région MEWA. À l'exception de la Turquie et de l'Iran, tous les autres pays de la région exploitent déjà l'eau à un rythme non soutenable, dans un contexte où la hausse fulgurante de la demande répond à la stagnation de l'offre, à la diminution des réserves et à une perte d'eau moyenne de 20 à 40 % due à l'obsolescence ou au manque d'entretien des réseaux de distribution sous-financés. De même, si l'accès à des systèmes d'assainissement améliorés a augmenté dans presque tous les pays, ces statistiques tendent également à inclure des systèmes d'assainissement locaux de moins bonne qualité, avec un coût social et environnemental élevé, dans la plupart des habitats précaires ou informels. En réalité, les systèmes intégrés de distribution d'eau à forte intensité de capital n'ont souvent pas été étendus pour couvrir les zones nouvellement urbanisées ou les quartiers plus informels, ce qui a de fortes répercussions sur la qualité de vie et l'égalité socio-économique.

De même, la gestion des déchets fait défaut dans de nombreux systèmes urbains de la région, avec de fortes inégalités spatiales dans la prestation et la distribution des services. En outre, le recyclage est encore loin d'être ancré socialement ou économiquement dans la culture urbaine de la région et n'a pas apporté le même type de solution en matière d'impact environnemental que dans les régions où les systèmes urbains plus sensibilisés en la matière.

Les embouteillages d'automobiles constituent depuis longtemps un handicap dans les grandes villes de la région ; d'une manière générale, la mobilité dans les pays de la région MEWA dépend fortement des transports privés motorisés (il en va de même pour les transports de masse qui sont généralement effectués avec des véhicules privés et obsolètes, de manière plus ou moins informelle). La dépendance à l'égard des véhicules motorisés polluants a atteint des niveaux insoutenables dans de nombreux pays, avec un impact environnemental et des coûts

économiques élevés qui nuisent grandement à la réalisation de tous les ODD et leurs cibles. **Or, toute avancée à cet égard exigera le transfert au niveau local de responsabilités élargies et plus efficaces en matière de contrôle spatial et de développement, ainsi que l'adoption de politiques urbaines nationales cohérentes, intégrées aux stratégies et aux plans à tous les niveaux.** L'impact sur la santé, les inégalités et les opportunités socio-économiques rendent cette question particulièrement importante en ce qui concerne la localisation effective des ODD et leur appropriation aux niveaux local et territorial.

Pour parvenir à concilier la pression croissante de l'urbanisation rapide et la réalisation des ODD et les rendre compatibles dans une région aussi complexe et diverse que celle de la région MEWA, un effort important en termes de volonté et d'engagement politiques sera nécessaire. En dépit des systèmes de gouvernance fortement centralisés hérités de leur passé et de la pression exercée par les conflits et les destructions dans de nombreuses zones de la région, les villes et les territoires ont la possibilité de devenir des moteurs de croissance et de changement pour l'ensemble de la région.

Les prochaines étapes pour les pays de la région devront, à cet effet, **se traduire par une autonomie accrue et des ressources transférées à des gouvernements locaux plus engagés et plus efficaces ; davantage de capacités pour assurer la prestation et l'entretien efficaces des services publics de base et le développement des infrastructures (ce qui est d'autant plus pertinent pour les territoires en situation de conflit guerrier) ; et l'instauration de mécanismes de gouvernance cohérents qui favorisent la mobilisation des jeunes notamment urbains, qui constituent une part croissante de la population.** Ainsi, ces derniers pourront se saisir des opportunités offertes par les ODD, participer à la création de leur propre futur et à celui de leur territoire. 🌀

En dépit de la prévalence de systèmes de gouvernance centralisés et de la pression exercée par les guerres et les conflits, les villes et les territoires de la région MEWA ont la possibilité de devenir des moteurs de croissance.

08



Aires métropolitaines

Chapitre thématique



Vue aérienne d'un échangeur
autoroutier encombré à
Shanghai, en Chine (photo :
Denys Nevozhai, t.ly/2W0Ad).

1. Introduction

Page 327

2. Le contexte métropolitain et les ODD

Page 330

2.1. La gouvernance métropolitaine

2.2. Mécanismes institutionnels pour favoriser la mise en œuvre des ODD

2.3. Les aires métropolitaines et les Examens nationaux volontaires

3. Les actions des métropoles pour la mise en œuvre des ODD

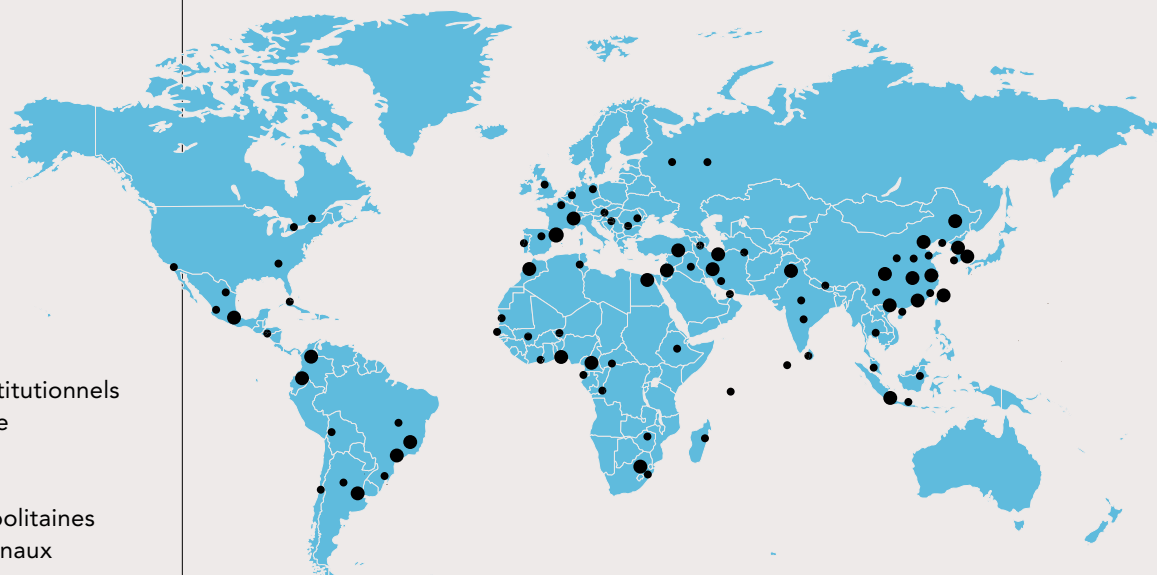
Page 338

3.1. Les contributions des métropoles pour atteindre les ODD

3.2. Relever les principaux défis métropolitains en conformité avec l'Agenda 2030

4. Conclusions

Page 353



Membres de Metropolis

Afrique

Abidjan
Accra
Addis-Abeba
Alexandrie
Antananarivo
Bamako
Bangui
Brazzaville
Le Caire
Casablanca
Cotonou
Dakar
Douala
Durban
Gauteng
Harare
Johannesburg
Libreville
Marrakech
Niamey
Nouakchott
Rabat
Tunis
Victoria
Yaoundé

Asie

Ahvaz
Amman
Bagdad
Bangkok
Beyrouth
Bhopal
Bogor
Busan
Changchun
Changsha
Chengdu
Chongqing
Colombo
Daegu
Daejeon
Dalian
Diyarbakir
Kalimantan Est
Faisalabad
Fuzhou
Gaziantep
Goyang
Guangzhou
Gujranwala
Gwangju
Gyeonggi
Haikou
Hangzhou
Hanoi
Harbin
Hyderabad
Incheon
Ispahan
Istanbul
Jakarta
Jilin
Jinan
Kaohsiung
Karaj
Katmandou
Kuala Lumpur
Kunming
Lahore
Malé
Mashhad
Nanjing
Nanning
New Delhi - NIUA
Nouveau Taipei
Pékin
Ramallah

Chongqing
Colombo
Daegu
Daejeon
Dalian
Diyarbakir
Kalimantan Est
Faisalabad
Fuzhou
Gaziantep
Goyang
Guangzhou
Gujranwala
Gwangju
Gyeonggi
Haikou
Hangzhou
Hanoi
Harbin
Hyderabad
Incheon
Ispahan
Istanbul
Jakarta
Jilin
Jinan
Kaohsiung
Karaj
Katmandou
Kuala Lumpur
Kunming
Lahore
Malé
Mashhad
Nanjing
Nanning
New Delhi - NIUA
Nouveau Taipei
Pékin
Ramallah

Séoul
Shanghai
Shenzhen
Shiraz
Tangerang du Sud
Surabaya
Tabriz
Taichung
Taipei
Téhéran
Tianjin
Ulsan
Wuhan
Xi'an
Xiamen
Yiwu
Zhengzhou

Europe

Athènes
Barcelone
(région métropolitaine)
Barcelone (ville)
Berlin
Bruxelles
Bucarest
Le Grand Lyon
Le Grand Paris
Grand Manchester
Kazan
Lisbonne
Madrid
Moscou
Sarajevo
Sofia
Turin
Zagreb

Amérique latine et Caraïbes

Belo Horizonte
Bogota
Brasilia
Buenos Aires
Cordoba
Guarulhos
Guayaquil
La Havane
La Paz
Medellin
Minas Gerais
Montevideo
Porto Alegre
Quito
Rio de Janeiro
Rosario
San Salvador
Santiago du Chili
São Paulo
Vallée d'Aburra

Amérique du Nord

Atlanta
Guadalajara
Monterrey
Montréal
Puebla
Tijuana
Toronto
Ville de Mexico

Source : www.metropolis.org
(août 2019).

1. Introduction

L'expansion accélérée des régions métropolitaines est un phénomène de plus en plus visible au XXI^e siècle. Selon les données des Nations unies (ONU), la population urbaine du monde a connu une croissance rapide, de 751 millions en 1950 à 4,2 milliards en 2018. Plus de 1,8 milliard de personnes vivent dans des villes de plus d'un million d'habitants (soit 43 % de la population urbaine et 24 % de la population mondiale), tandis que 556 millions (soit 13 % de la population urbaine) vivent dans 33 mégaloilles de plus de 10 millions d'habitants. Tokyo est la plus grande ville du monde, avec une agglomération de 37 millions d'habitants, suivie de Delhi avec 29 millions, Shanghai avec 26 millions, et Mexico et São Paulo avec environ 22 millions d'habitants chacune. Le Caire, Bombay, Pékin et Dhaka ont toutes près de 20 millions d'habitants. On estime que, d'ici 2030, le monde comptera 43 mégaloilles, la plupart dans des régions en développement¹.

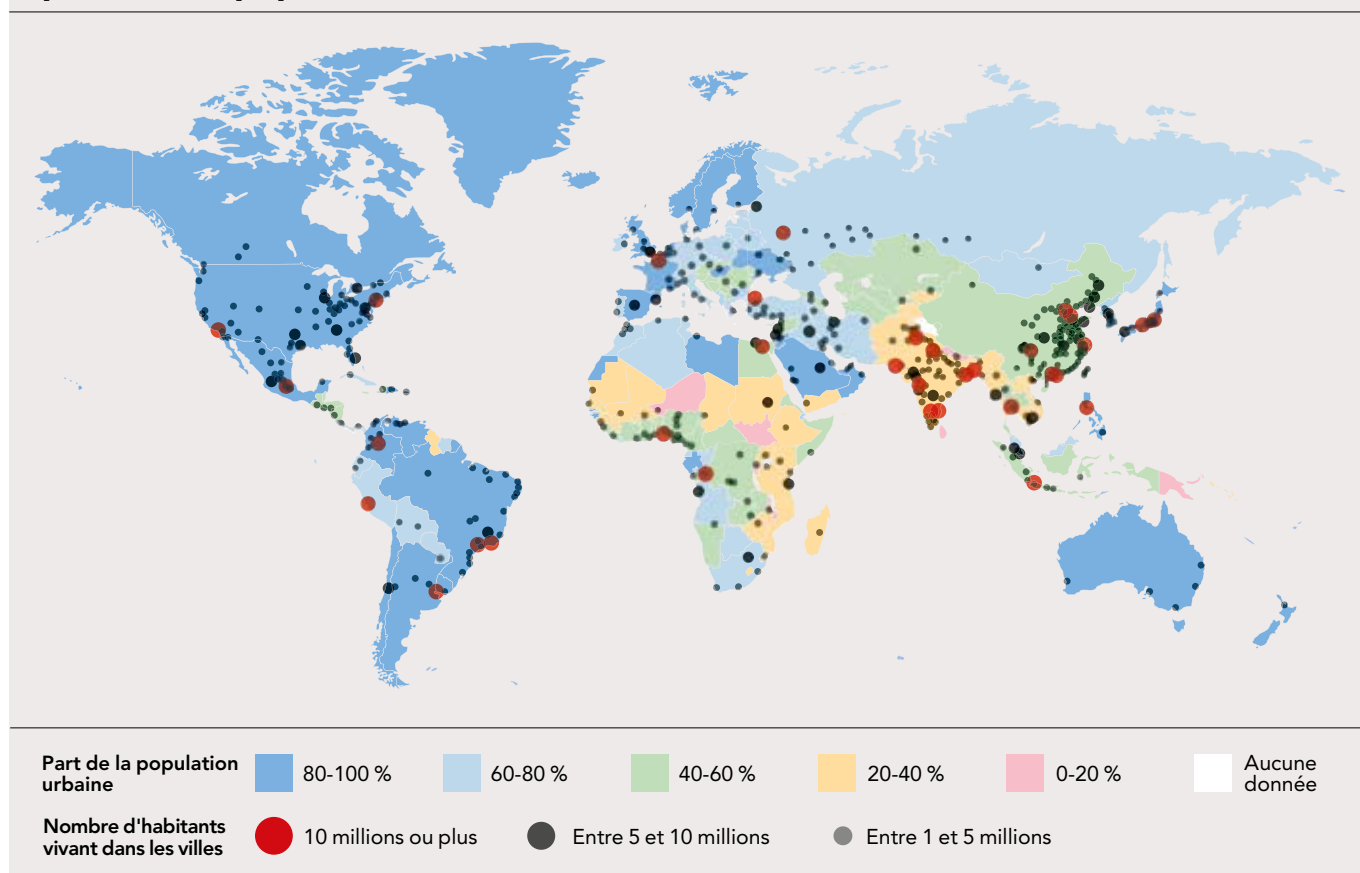
Les aires métropolitaines, telles qu'elles sont définies dans le rapport GOLD IV, sont des agglomérations urbaines de plus d'un million d'habitants, en incluant dans ce chiffre les zones urbaines contiguës et en tenant compte des caractéristiques du marché du travail. Cependant, différents types de régions métropolitaines coexistent dans le système mondial des villes, depuis les métropoles mondialisées « établies » qui abritent les concentrations les plus denses d'entreprises, de capitaux et de main-d'œuvre qualifiée (Hong Kong, Londres, New York, Paris et Tokyo), jusqu'aux régions métropolitaines étendues des pays à revenu moyen et faible, dominées par les bidonvilles et les économies informelles (Dhaka, Kinshasa ou Lagos). Entre ces deux extrêmes, on trouve un groupe de villes mondiales « émergentes » avec de grandes économies à croissance rapide (Istanbul, Mexico, São Paulo et Shanghai), et des métropoles de pays émergents avec des contrastes sociaux et économiques plus prononcés (Le Caire, Delhi, Johannesburg ou Manille).

À l'échelle mondiale, les villes métropolitaines sont considérées comme des lieux d'innovation, de création de richesse, de culture et d'opportunité, qui représentent 60 % du PIB mondial². Elles hébergent des organismes gouvernementaux, de grandes entreprises, des universités, des centres culturels et de recherche, les principales organisations

de la société civile (OSC), ainsi qu'une grande proportion du talent et de la créativité, de l'innovation technologique et de la production artistique dans le monde. Cependant, la qualité de vie dans de nombreuses aires métropolitaines est de plus en plus menacée par la saturation, la pollution, les inégalités sociales et de genre et la violence, entre autres problèmes socio-économiques et environnementaux. Les métropoles ont souvent des paysages urbains fragmentés qui vont des quartiers riches aux quartiers marginalisés (voire ghettoïsés), avec des zones centrales et périphériques. La croissance des aires métropolitaines a donné naissance à des espaces de développement autour de leur centre – ou dans les banlieues – qui se situent à la périphérie de l'économie urbaine, des principales infrastructures ou des processus institutionnels. Dans les pays en développement, l'urbanisation rapide s'est souvent traduite par l'apparition d'établissements informels étendus dans ces espaces, où des centaines de milliers de personnes n'ont que peu ou pas accès aux services de base et sont souvent plus vulnérables face aux catastrophes naturelles. Il convient de rappeler que plus de 900 millions de personnes vivent actuellement dans des bidonvilles, la plupart dans des aires métropolitaines.

Différents types de régions métropolitaines coexistent dans le système mondial des villes, depuis les métropoles mondialisées « établies » qui abritent les concentrations les plus denses d'entreprises, de capitaux et de main-d'œuvre qualifiée, jusqu'aux régions métropolitaines étendues des pays à revenu moyen et faible, dominées par les bidonvilles et les économies informelles.

Population résidant dans les régions urbaines (%) et agglomérations urbaines par taille de population (2018)



Source : Perspectives d'urbanisation mondiale : Révision de 2018.

Les désignations employées et la présentation des données sur cette carte n'impliquent de la part du Secrétariat des Nations unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La ligne en pointillés représente approximativement la ligne de contrôle au Jammu-et-Cachemire convenue par l'Inde et le Pakistan. Le statut final du Jammu-et-Cachemire n'a pas encore été convenu par les parties. La frontière définitive entre la République du Soudan et la République du Sud-Soudan n'a pas encore été déterminée. Il existe un différend entre les gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la souveraineté sur les îles Malouines (Falkland/Malvinas).

© 2018 Nations unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population. Sous licence Creative Commons CC BY 3.0 IGO.

Les aires métropolitaines sont devenues une arène clé pour réduire les inégalités, relever les défis des changements climatiques et protéger les droits humains et, comme le souligne spécifiquement le Nouvel Agenda urbain, pour garantir le « Droit à la ville » (droit à l'égalité de genre, au logement, à la mobilité, à la sécurité, aux services de base et à la culture), un principe soutenu par les organisations qui représentent les villes métropolitaines, comme Metropolis³, ainsi que les villes périphériques des aires métropolitaines représentées par le Comité des villes de périphérie de CGLU. Le Nouvel Agenda urbain jette en outre les bases d'initiatives qui aboutissent à des villes plus démocratiques et plus durables, dans le cadre des droits humains. Il mentionne en particulier le droit des femmes à la ville, qui peut devenir un outil pour exiger le respect de ces engagements et suivre leur mise en œuvre. À travers ces différents défis que les aires métropolitaines doivent relever, des spécificités régionales émergent⁴.

La région Asie-Pacifique domine le système urbain mondial, avec environ 326 villes de plus d'un million d'habitants, dont 21 mégapoles (un nombre qui atteindra 27 en 2035). La croissance du PIB des villes de la région Asie-Pacifique ces dernières années présente une forte corrélation positive avec l'urbanisation. On observe cependant d'importantes différences à l'échelle infrarégionale. Tandis que les grandes villes d'Asie de l'Est sont très densément peuplées, de nombreuses aires métropolitaines – particulièrement dans le sud et le sud-est de la région – connaissent un taux de croissance supérieur à celui de la population, ce qui se traduit par un étalement urbain et une diminution de la densité de population. Les disparités augmentent également entre les villes et les pays de la région, ce qui entrave la réalisation de l'ODD 10. Alors que la proportion de la population urbaine vivant dans des bidonvilles a diminué, le nombre de personnes vivant dans ces bidonvilles est en augmentation, plus particulièrement en Asie

du Sud et du Sud-Est. Comme le mentionne le chapitre sur la région Asie-Pacifique, c'est en Asie que se trouvent plus de la moitié des villes les plus vulnérables face aux catastrophes naturelles, comme la montée du niveau des océans, conséquence directe des changements climatiques⁵.

L'Amérique latine et les Caraïbes comprennent soixante-quatorze villes de plus d'un million d'habitants (46 % de la population urbaine) et six mégapoles. La sécurité dans les aires métropolitaines figure comme l'une des principales préoccupations de la région. Le rapport annuel sur les cinquante villes les plus dangereuses⁶ observe que la majorité d'entre elles se trouvent en Amérique latine, tandis que trois se situent en Afrique du Sud et quatre aux États-Unis. Les inégalités, les problèmes environnementaux et l'impact des catastrophes naturelles sont également en hausse dans les régions urbaines. Le Nouvel Agenda urbain vise à assurer un logement convenable et la sécurité d'occupation, particulièrement aux personnes vivant dans des bidonvilles, à promouvoir un urbanisme plus inclusif afin de réduire les espaces urbains segmentés caractérisés par des quartiers gentrifiés (communautés fermées, complexes d'appartements en copropriété, etc.) et des établissements informels (bidonvilles, *favelas*, *villas miseria*, etc.), et à promouvoir le Droit à la ville pour tous⁷.

On prévoit que la population de l'Afrique aura plus que doublé en 2050 pour atteindre 2,5 milliards de personnes (25 % de la population mondiale)⁸. Dans ce laps de temps, la population urbaine triplera et passera d'environ 587 millions de personnes à environ 1,5 milliard⁹. La région comprend soixante-huit villes de plus d'un million d'habitants (37 % de la population urbaine) et cinq mégapoles. Les systèmes d'urbanisme n'ont pas beaucoup changé depuis l'époque coloniale, et malgré quelques efforts de réforme, de nombreux plans directeurs sont obsolètes ou ne sont pas appliqués¹⁰. En outre, la croissance économique ne crée pas assez d'opportunités d'emploi dans le secteur formel urbain, c'est pourquoi les taux de chômage et d'activités informelles tendent à être élevés dans les régions urbaines, particulièrement pour les jeunes. On observe des difficultés à contrôler le rythme de la croissance de la population urbaine, qui a contribué à l'essor d'établissements informels où l'accès aux services de base est limité. La proportion de personnes vivant dans des établissements informels représente entre 40 % et 58 % de la population urbaine¹¹. Les villes sont également confrontées à la dégradation et aux risques environnementaux dus aux inondations, ouragans, etc.¹²

Les pays du Nord (l'Europe, Russie comprise, et l'Amérique du Nord) comptent cent onze villes de plus d'un million d'habitants, dont quatre mégapoles. En Europe, comme énoncé dans l'Agenda urbain pour l'Union européenne adopté à Amsterdam en mai 2016, les questions d'inclusion sociale et de durabilité sont au centre des priorités dans les zones urbaines. Quatre sujets spécifiques considérés comme essentiels ont été mis en avant : a) l'environnement (atténuation du changement climatique

et adaptation à ses effets, vieillissement et densification des infrastructures) ; b) compétitivité (emplois et nouvelles technologies, compétitivité territoriale innovante) ; c) transports et énergie (mobilité, réduction de la pollution et efficacité énergétique) ; d) cohésion sociale et territoriale (migrations et personnes réfugiées, participation sociale)¹³. La gentrification est également devenue un problème important dans les aires métropolitaines européennes, car elle influence le prix des logements à l'échelle métropolitaine.

En Amérique du Nord, les aires métropolitaines sont confrontées à cinq grands défis en matière de développement durable : a) la fragmentation institutionnelle au sein des différentes régions et entre elles, qui empêche la coordination métropolitaine ; b) l'obsolescence technologique (les infrastructures d'énergie, de transport et d'approvisionnement en eau sont anciennes et doivent être renouvelées) ; c) la conception actuelle de l'utilisation des sols, des transports et du logement, axée sur la voiture ; d) l'absence d'un cadre national pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable et des stratégies de réduction du carbone, laissant aux niveaux de gouvernement inférieurs (États fédérés et municipalités) le soin de prendre l'initiative en matière de développement durable : e) l'inégalité des revenus et la précarité du logement dans les grandes aires métropolitaines (aux États-Unis, par exemple, bien qu'ils soient l'un des pays les plus riches de la planète, la pauvreté infantile est de 22 %)¹⁴.

Enfin, l'une des autres problématiques importantes dans les grandes villes du monde entier est l'impact de la technologie. Premièrement, l'utilisation efficace de la technologie dans le cadre du paradigme des « villes intelligentes » : reconnaître que l'information et les données sont un bien commun, mais également respecter les droits des citoyens à la vie privée, à la liberté d'expression et à la démocratie, ce que de nombreuses villes font déjà¹⁵. Deuxièmement, l'impact de l'économie partagée dans les villes, plus particulièrement dans les secteurs tels que le tourisme et l'e-commerce, est un défi qu'il sera important de surveiller¹⁶. L'un des principaux objectifs de ce chapitre est d'illustrer les effets de la gouvernance métropolitaine sur la mise en œuvre des ODD¹⁷. La première partie passe en revue les principaux défis, comme la fragmentation institutionnelle et la nécessité d'une gouvernance multiniveaux coordonnée, tandis que la deuxième partie examine comment les aires métropolitaines mettent en œuvre les ODD. Les deux parties présentent des exemples de réformes, d'expériences positives et moins positives observées dans le monde entier. Enfin, ce chapitre se conclut par des recommandations politiques. 🌐


2. Le contexte métropolitain et les ODD

La gouvernance métropolitaine et son environnement institutionnel ont un impact direct sur la mise en œuvre des ODD. L'Agenda 2030 doit être traduit en politiques et en actions concrètes, à différentes échelles. La gouvernance métropolitaine représente donc un élément clé pour l'approche intégrée du développement durable qui est exigé pour la mise en œuvre des ODD. L'engagement politique national est essentiel mais, dans la plupart des États, les structures de gouvernance placent la responsabilité de la localisation au niveau des institutions locales¹⁸. Les aires métropolitaines doivent prendre en compte de nombreuses questions pour atteindre les ODD.

Le processus de réforme et d'ajustement n'ayant pas suivi le rythme de la croissance urbaine, la gouvernance métropolitaine n'a pas non plus suivi l'intensification des demandes qui lui sont adressées. Comme le met en évidence la Déclaration de Montréal sur les aires métropolitaines, adoptée à Montréal en octobre 2015 à l'occasion d'Habitat III, ces aires métropolitaines n'ont en général qu'une reconnaissance politique limitée¹⁹. Il en résulte une fragmentation institutionnelle des espaces métropolitains : l'élaboration des politiques urbaines est supervisée par plusieurs administrations et agences, ce qui pose des problèmes de double emploi et dilue les responsabilités. Les questions de gouvernance et de leadership sont aussi essentielles. Dans certains cas, les aires métropolitaines sont dirigées par des autorités métropolitaines élues directement ou indirectement. Dans les pays de l'OCDE²⁰, en Amérique du Nord²¹ et en Amérique latine²², c'est l'élection indirecte qui prédomine. Les représentants politiques sont élus dans chaque municipalité et font partie de la structure métropolitaine. Ceci a un impact direct sur la légitimité et la reconnaissance institutionnelles des métropoles auprès des citoyens.

La Déclaration de Montréal souligne plusieurs voies d'action nécessaires. Premièrement, il s'agit de promouvoir un nouveau partenariat avec d'autres niveaux de gouvernement afin de renforcer les mécanismes de gouvernance métropolitaine et de mettre en œuvre des dispositifs de financement adaptés aux défis métropolitains. Deuxièmement, développer une planification participative intégrée afin de réduire l'étalement urbain, promouvoir l'utilisation de données désagrégées (par âge, sexe et territoire) sur les tendances socio-démographiques et économiques, favoriser la mixité fonctionnelle et sociale des quartiers. Troisièmement, assurer une mobilité

sûre et durable afin de lutter contre les changements climatiques. Et quatrièmement, promouvoir des politiques inclusives en matière de logement, de services sociaux, d'égalité des genres et de patrimoine culturel. L'égalité entre les femmes et les hommes devrait, en outre, être intégrée dans toutes ces politiques. L'autonomie fiscale des aires métropolitaines est en réalité souvent limitée : ces dernières dépendent principalement de transferts provenant d'autres administrations, ainsi que du cadre institutionnel national et des pouvoirs et ressources qui leur sont dévolus²³.

Cette section passe en revue tous les éléments qui façonnent l'environnement institutionnel métropolitain pour le travail sur les ODD. La première section examine les différents modèles de gouvernance métropolitaine et leur relation avec la localisation des ODD, tandis que la deuxième étudie l'environnement institutionnel et les aménagements nécessaires pour faciliter l'action. La dernière section analyse les références faites aux aires métropolitaines dans les Examens nationaux volontaires (ENV) de 2016, 2017 et 2018. 

Réunion thématique Habitat III à Montréal, en octobre 2015 (photo : © Metropolis/BenDesjardins).



2.1. La gouvernance métropolitaine

À mesure que les grandes villes se sont développées au-delà de leurs frontières politiques et électorales historiques, leur gouvernance est devenue plus complexe et plus fragmentée, avec une multitude de gouvernements locaux, d'autorités, d'agences et d'intérêts qui n'ont pas été pensés et développés à l'origine pour fonctionner à l'échelle métropolitaine. Cette gouvernance se caractérise par un partage des pouvoirs, avec des niveaux de légitimité et de transparence variables. Il existe de nombreux modèles de gouvernance métropolitaine, et aucun ne pourrait convenir à toutes les métropoles. Chaque aire métropolitaine a ses particularités et sa forme de gouvernance. Comme l'indiquent le rapport GOLD IV et d'autres rapports²⁴, on distingue en général quatre grands modèles de gouvernance métropolitaine en fonction du type d'organisation institutionnelle en place, allant de modèles de gouvernance rigide à souple²⁵ :

- Structures ou autorités métropolitaines créées expressément pour faire face aux défis métropolitains (à un ou deux échelons) ;
- Agences métropolitaines sectorielles pour gérer ou planifier un seul type de services (transports publics, protection de l'environnement, police, etc.) ;
- Coordination verticale, avec des politiques métropolitaines qui sont non pas menées par un organisme métropolitain, mais par d'autres échelons de gouvernement préexistants (région, province, comté, etc.) ;
- Modèles moins institutionnalisés (coordination souple ou informelle) basés sur la coopération volontaire des municipalités, par le biais d'associations de municipalités ou d'une planification stratégique.

Chaque modèle a ses avantages et ses inconvénients. La plupart des régions métropolitaines sont cependant des hybrides qui associent les caractéristiques de différents modèles de gouvernance, en raison de leur complexité géographique, du statut des agences responsables de la prestation des services ou parce qu'elles dépendent de structures de gouvernance situées à la fois au-dessus et

au-dessous d'elles. Les aspects positifs et négatifs de ces différents types de gouvernance métropolitaine sont objets de débat, mais ce chapitre les examine sous l'angle de la mise en œuvre des ODD²⁶.

L'élaboration d'agendas urbains durables et le modèle de gouvernance métropolitaine sont associés à différents concepts. Le **premier modèle, celui des gouvernements métropolitains**, ne garantit pas en soi la mise en œuvre efficace des ODD, surtout lorsque les mécanismes contraignants sont insuffisants (ce qui est souvent le cas dans le modèle à deux échelons²⁷). En d'autres termes, le fait que ces institutions n'aient pas de pouvoirs exclusifs, dans des domaines clés tels que les infrastructures, est une faiblesse. La gestion des autoroutes, des chemins de fer, des ports et des aéroports, relève généralement de la responsabilité de l'État central ou des collectivités territoriales – CT (États fédérés et régions). Le manque d'autonomie fiscale des institutions métropolitaines est également un obstacle. Ceci est d'autant plus problématique si l'on considère que les dépenses municipales par habitant ont tendance à être plus élevées dans les aires métropolitaines, en raison de la nature des services (comme les transports publics et la collecte des déchets, etc.). Dans la plupart des cas, le financement des institutions provient de plusieurs sources, principalement des transferts réalisés par d'autres niveaux de gouvernement et des impôts. En France, les nouvelles métropoles jouissent d'une plus grande autonomie financière (fiscalité propre), alors qu'au Royaume-Uni les fonds leurs sont affectés directement par l'État central²⁸. Pouvoir compter sur des recettes autonomes (impôts et redevances) et avoir la capacité de prélever des impôts crée une plus grande autonomie fiscale que de dépendre des transferts intergouvernementaux, qui ne sont pas forcément anticipables. Ces derniers limitent notamment la capacité des institutions métropolitaines à décider de leur futur²⁹.

Lorsque les métropoles manquent de capacités, leurs actions sont souvent contournées par les municipalités (à Barcelone et à Montréal³⁰) ou par le gouvernement central (à Bangkok³¹). Il faut donc renforcer la coopération entre les différents

échelons de gouvernement de façon à favoriser la cohérence politique et garantir l'efficacité des politiques alignées sur les ODD. Cependant, le gouvernement métropolitain fournit au moins le cadre institutionnel nécessaire pour légitimer l'élaboration des agendas urbains. Séoul, la capitale de la République de Corée et l'une des huit collectivités locales de haut niveau du pays, classée comme « Ville spéciale », illustre clairement cette dynamique. Les réformes démocratiques menées en République de Corée dans les années 1990 ont conduit à la première élection municipale de Séoul en 1995. La ville mène des initiatives clés basées sur des processus participatifs de planification urbaine et de gouvernance pour atteindre un développement durable. C'est la seule aire métropolitaine de la région Asie-Pacifique qui tente d'atteindre les 17 ODD, mais pas toutes les cibles (voir le chapitre Asie-Pacifique, encadré 4). En réalité, le gouvernement métropolitain de Séoul ne couvre pas toute l'aire métropolitaine fonctionnelle.

En revanche, **le deuxième modèle de gouvernance métropolitaine, basé sur des agences métropolitaines sectorielles** (et des services publics) qui gèrent ou planifient un seul service ou ont une seule mission (transports publics, environnement, police, etc.), peut être utile pour la mise en œuvre de l'un des Objectifs (par exemple la mobilité, l'eau et l'assainissement, etc.), mais sa principale faiblesse est qu'il ne propose pas de vision intégrée. La coordination avec d'autres agences et niveaux de gouvernement est essentielle pour compenser le travail sur un sujet unique, comme cela est pratiqué à Melbourne. Le Grand Melbourne est composé de trente et une municipalités hétérogènes en termes de superficie et de budget. Des initiatives ont été lancées aux niveaux des municipalités et de l'État pour localiser les ODD³².

Dans le **troisième modèle, basé sur la coordination verticale**, les politiques métropolitaines ne sont pas menées par un organisme métropolitain mais par d'autres niveaux de gouvernement qui existent déjà (région, province, comté, etc.). La mise en œuvre des ODD dépend principalement des compétences et du financement de cet échelon de gouvernement (et de sa coordination avec les autres niveaux). La métropole de Lagos, située dans l'État de Lagos, dans le sud-ouest du Nigeria, en est un exemple. Elle comprend seize collectivités locales qui, avec quatre autres, forment l'État de Lagos. Le gouvernement de l'État a repris une grande part des responsabilités, et a mis en place onze agences pour assumer ces fonctions sur le territoire, contribuant à augmenter la fragmentation institutionnelle. Un projet de loi prévoit de créer une autorité de développement de la mégapole de Lagos afin de dépasser ces divisions sectorielles, mais cette intention ne s'est pas encore concrétisée³³. Berlin fonctionne également selon un modèle de coordination verticale, qui s'est cependant avéré plus efficace. Avec 3,5 millions d'habitants, il s'agit à la fois d'un *Land* de la République fédérale d'Allemagne et d'une ville. Cela signifie que la Chancellerie du Sénat de l'État fédéral de Berlin est située dans l'hôtel de ville

Ce chapitre examine les différents types de gouvernance métropolitaine sous l'angle de la mise en œuvre des ODD.

de Berlin et est le siège officiel du bourgmestre-gouverneur de la ville, qui a le même rang qu'un ministre-président. La ville-État de Berlin a plus de pouvoirs que les villes allemandes ordinaires. L'aire métropolitaine dépasse toutefois les limites administratives de la ville-État et comprend les municipalités environnantes de ce que l'on appelle la région métropolitaine de Berlin-Brandebourg, qui n'a aucune reconnaissance institutionnelle. C'est donc Berlin qui dirige le développement d'une vision métropolitaine³⁴.

Enfin, **le quatrième modèle, moins institutionnalisé, est basé sur la coopération volontaire des municipalités**, par le biais d'associations de municipalités ou d'une planification stratégique. Il s'agit d'une forme de gouvernance souple, où les acteurs peuvent participer à la mise en œuvre des ODD. Ce modèle est souvent utilisé pour rassembler tous les acteurs lorsque le niveau de fragmentation institutionnelle est élevé. Il est donc très ouvert aux autres acteurs publics et privés et aux autres parties prenantes. La ville de New York en est un exemple remarquable. Elle a été la première ville au monde à présenter à l'ONU un rapport sur ses efforts pour atteindre les objectifs mondiaux de lutte contre la pauvreté, les inégalités et les changements climatiques à l'horizon 2030. Les résultats que New York a obtenus en matière de développement durable depuis 2015 s'inscrivent dans le cadre du Plan stratégique *OneNYC* (voir le chapitre sur l'Amérique du Nord, encadré 1).

Bien qu'il n'existe pas de solution universelle, des mécanismes de gouvernance métropolitaine adéquats peuvent contribuer à une vision intégrée du développement urbain durable, nécessaire à la mise en œuvre des ODD. Parallèlement, le paysage de plus en plus complexe des aires métropolitaines – mégapoles, régions urbaines et corridors urbains –, les défis posés par les ODD et les agendas mondiaux connexes, exigent de repenser les systèmes de gouvernance métropolitaine afin de mieux prendre en compte l'ensemble de la zone fonctionnelle urbaine et de surmonter la fragmentation institutionnelle, sociale et spatiale. Une gouvernance métropolitaine faible empêche les aires métropolitaines de remplir leur rôle de piliers du développement durable national. 🌀

2.2. Mécanismes institutionnels pour favoriser la mise en œuvre des ODD

L'efficacité de la gouvernance multinationale est un facteur clé dans la création d'un environnement institutionnel favorable à la mise en œuvre des ODD. Un manque de coordination entre les différentes institutions de gestion métropolitaine concernées par les ODD affecte clairement la localisation des Objectifs³⁵. En l'absence d'autorités métropolitaines, ou lorsque celles-ci ont des pouvoirs limités, cette coordination dépend des villes.

La forme et la taille des villes sont des facteurs clés de la fragmentation institutionnelle. Elles affectent aussi le leadership et la capacité à guider les agendas urbains. Certaines aires métropolitaines sont monocentriques, avec une ville centrale dominante, où la mise en œuvre des ODD est clairement dirigée par celle-ci, surtout lorsque son poids démographique, économique et politique est important (par exemple Madrid et Berlin). C'est également le cas des gouvernements locaux consolidés comme la municipalité d'eThekweni (formée de Durban et d'autres municipalités) en Afrique du Sud, Nairobi au Kenya et Toronto au Canada, où un gouvernement local élu et unique administre l'ensemble de l'aire métropolitaine (mais où l'aire urbaine dépasse les limites administratives). D'autres, comme Manille, sont polycentriques, et le leadership est plus dilué entre les différentes municipalités.

Les services publics, qui peuvent être assurés par une entreprise publique, un partenariat public-privé (PPP) ou un autre accord d'externalisation, représentent un point d'attention important. Ils sont rarement intégrés dans la localisation des ODD, et leurs responsables ne montrent parfois aucun intérêt à remédier à cette situation. Par exemple, les compagnies des eaux privatisées ne sont pas motivées

à réaliser des économies dans la distribution de l'eau, car cela affecterait leurs bénéficiaires. Ce problème s'est posé à Manille et à Jakarta, où les services de gestion ont été privatisés. Il en va de même pour la gestion des déchets solides, l'électricité et l'énergie, pour lesquels les revenus sont basés sur l'augmentation des ventes et ne récompensent pas les gains d'efficacité qui permettraient de soutenir la réalisation des ODD. Certaines municipalités, souvent poussées par leurs citoyens, ont encouragé la création d'entreprises municipales pour assurer des services de base tels que l'énergie, en suivant les principes de la durabilité environnementale (elles ne fournissent que des énergies renouvelables) et sociale (elles assurent leurs services aux groupes les plus vulnérables). C'est le cas à Hambourg³⁶, Barcelone³⁷ (pour l'énergie), Paris³⁸ et Dar es Salam³⁹ (pour l'eau), et leur nombre ne cesse de croître.

En ce sens, comme l'a souligné le rapport GOLD IV, les gouvernements locaux, dotés des moyens d'agir et d'une légitimité démocratique solide, sont une condition préalable à des mécanismes de mise en œuvre inclusifs, pour faciliter le dialogue et le consensus. Afin de remplir leur mission, il est nécessaire de développer un cadre juridique adéquat et des mécanismes d'incitation, afin d'obtenir l'adhésion de tous les niveaux de gouvernement – et plus particulièrement des villes centrales et périphériques⁴⁰. Ceci est important, car il est souvent difficile pour les autorités de villes de périphérie de défendre leurs propres intérêts face à ceux des villes-centres, qui peuvent avoir un plus grand pouvoir de négociation auprès des investisseurs et des niveaux de gouvernement supérieurs⁴¹. Pour les villes et territoires périphériques, l'impératif est de créer des mécanismes de gouvernance qui reflètent à la fois leur spécificité et leur importance pour les aires métropolitaines, en favorisant une approche polycentrique et inclusive des questions métropolitaines. Les exemples disponibles montrent que la légitimité démocratique des partenariats métropolitains, conduits par les gouvernements locaux, est essentielle pour l'efficacité des politiques sur les dossiers régionaux, ainsi que le respect du principe de subsidiarité dans des contextes à plusieurs strates⁴².

Cette situation diffère en fonction des caractéristiques des villes et des régions métropolitaines de chaque continent. On trouve pourtant sur tous

Les services publics représentent un point d'attention important ; ceux-ci sont rarement intégrés dans la localisation des ODD, et leurs responsables ne montrent parfois aucun intérêt à remédier à cette situation.

les continents des cas où la gouvernance multi-niveaux n'est pas particulièrement efficace. Les villes métropolitaines telles que Los Angeles, Manille, Bangkok, São Paulo, Colombo et Sydney, comprennent plusieurs niveaux d'agences gouvernementales centrales et de gouvernements locaux, avec des tendances politiques souvent hétérogènes. Des villes telles que Bangkok, Delhi et Manille, ont imposé des structures de gouvernance aux autorités de développement métropolitain pour résoudre les problèmes de coordination et de gestion urbaine, mais ces structures présentent des faiblesses⁴³. À Auckland, en Nouvelle-Zélande, la difficulté à coordonner les cinq gouvernements locaux de la région a conduit le gouvernement central à mener une enquête. Celle-ci s'est soldée par leur fusion en une région métropolitaine unique⁴⁴. Dans certains cas, cependant, les collectivités locales ont réussi à mettre en place, depuis le niveau local, des partenariats métropolitains volontaires, bien que les mécanismes descendants soient privilégiés à l'échelle nationale. Le Grand Manchester, au Royaume-Uni, constitue un bon exemple de métropole où une culture du partenariat volontaire s'est imposée au cours des vingt-cinq dernières années, sous l'impulsion d'élus locaux engagés et charismatiques. Cela a donné lieu à la création d'une autorité combinée, constituée des dix districts métropolitains et a permis de doter le Grand Manchester d'une gouvernance plus forte et plus légitime sur le plan démocratique⁴⁵. En Indonésie, le partenariat de Kartamantul se distingue comme exemple de coopération horizontale (voir l'encadré 1).

En raison de la complexité générée par les différents échelons de gouvernement local et de leur mise en concurrence pour obtenir des ressources, il est extrêmement difficile de créer un environnement concurrentiel favorable dans les grandes villes. Cette approche volontaire peut devenir très efficace lorsqu'elle s'appuie sur une éthique de consensus politique profondément ancrée, bien que cela soit l'exception plutôt que la règle (par exemple en Suisse, aux Pays-Bas et en Suède)⁴⁷. Dans les autres cas, pour résoudre les défis institutionnels, il faudra réduire le nombre d'institutions opérant à l'échelle métropolitaine et augmenter la visibilité du gouvernement local. En Afrique, des expériences récemment menées ont inscrit les pouvoirs des municipalités dans la Constitution et ont redéfini leurs prérogatives afin de créer des juridictions uniques, en particulier dans les aires métropolitaines. Cela a été le cas en Afrique du Sud au cours de la période 1996-2000 et, plus récemment, au Kenya, où Nairobi et Mombasa ont obtenu le statut de comté.

Dans la région Asie-Pacifique, certaines aires métropolitaines qui travaillent activement sur les ODD ont développé des cadres et mécanismes de présentation de rapports indépendants qui devront plus tard être intégrés dans la présentation de rapports à l'échelle nationale et infra-métropolitaine. Dans les aires métropolitaines comme Manille et Jakarta, les villes ont cependant des priorités et des agendas différents en matière de localisation des ODD⁴⁸. Il est donc extrêmement difficile d'obtenir un

Encadré 1

Le partenariat de Kartamantul

Comme d'autres pays de la région Asie-Pacifique, l'Indonésie doit relever de nombreux défis pour localiser les ODD à l'échelle métropolitaine. Ces défis s'appliquent autant à Kartamantul qu'à Jakarta ou Medan.

1. Affectation fonctionnelle. La plupart des progrès mesurés par les indicateurs des ODD sont le résultat de programmes menés par les villes/régions, tandis que les gouvernements provinciaux se chargent de préparer les plans d'action locaux (l'argent suit la fonction).
2. Coordination entre les provinces et les villes/départements. La nécessité d'améliorer la coordination entre les gouvernements des provinces et des villes/départements dans le domaine des ODD est une question qui a été soulevée lors de plusieurs séances de formation locales organisées par le programme de localisation des ODD. La sensibilisation aux ODD est relativement élevée dans les provinces, mais moins prononcée dans les villes/départements.
3. Disponibilité des données. Le ministère de la Planification (Bappenas) a préparé des métadonnées sur les indicateurs des ODD. Toutes les données ne sont cependant pas disponibles à l'échelle régionale en raison d'un accès limité, de différences de calcul, etc.

Kartamantul (Grand Yogyakarta) fait partie de la région spéciale de Yogyakarta et se compose de la ville de Yogyakarta et des départements de Sleman et Bantul. En 2017, la population de Kartamantul était de 2,4 millions d'habitants⁴⁶, pour une superficie de 1 114 km². Kartamantul est un partenariat de gouvernements locaux en Indonésie géré par un secrétariat commun. Ce partenariat a été créé après le processus de décentralisation mené en 2000 pour coordonner les services suivants (bien qu'il ne repose pas sur un plan régional métropolitain officiel) : gestion des ordures, des déchets liquides et solides, du drainage et des routes, de l'eau potable, transports et aménagement spatial dans la région. Pour que le partenariat de Kartamantul continue de fonctionner, il est essentiel que les gouvernements locaux reconnaissent leur dépendance mutuelle et agissent dans leur intérêt commun. En ce sens, il s'est avéré être un mécanisme de gestion efficace pour assurer une meilleure coordination de la planification et des infrastructures dans la région.

Source : Bappenas (2018), *The Survey on Promoting Planning and Implementation of Sustainable Development Goals (SDGs) In the Republic of Indonesia*.

consensus entre les nombreuses strates de gouvernement métropolitain, surtout lorsque les services métropolitains, par exemple les services publics ou privatisés de l'eau et d'électricité, sont inclus dans les mécanismes de présentation de rapports.

Le degré d'autonomie locale affecte, en outre, la capacité à relever les défis métropolitains pour mettre en œuvre les ODD. Les municipalités des pays nordiques européens ont généralement un degré élevé d'autonomie financière et de compétences en matière de santé, d'éducation et de développement durable, tandis que les gouvernements locaux de la plupart des pays d'Afrique⁴⁹, d'Asie et d'Amérique latine, manquent des pouvoirs et des



ressources financières, techniques et humaines, pour aborder ces questions de manière efficace. En d'autres termes, elles dépendent davantage des politiques nationales. Pour que les ODD comblient ce fossé, il faut créer des mécanismes et structures de gouvernance capables d'assurer la coordination verticale et horizontale entre les différents gouvernements et agences, et veiller au partage adéquat des ressources entre tous les niveaux de gouvernement pour atteindre les cibles communes.

Au cours des dernières années, les démarches de gouvernance se sont orientées vers des processus participatifs et décentralisés, dont les principes de co-création, de reddition des comptes, de transparence, d'inclusion et de défense des droits des citoyens ont été les véritables moteurs du changement social. Malgré ces progrès en matière d'inclusion, et bien que les femmes et d'autres groupes vulnérables bénéficient d'une représentation sans précédent dans les processus institutionnels de prise de décision, il reste beaucoup à faire pour que les modèles de gouvernance promeuvent réellement l'égalité et s'opposent efficacement à la discrimination et aux violations des droits des femmes (ODD 5). Pour atteindre ces objectifs, il est indispensable de reconnaître et de mettre en évidence les inégalités et les difficultés que les femmes rencontrent encore dans leur vie quotidienne, dans les métropoles et les communautés urbaines. Ces inégalités peuvent se matérialiser de différentes façons,

en matière de classe sociale, d'éducation, d'accès aux ressources financières, de qualité de vie, de culture et d'environnement ou encore d'héritages symboliques. Comblar ces différences passe impérativement par une reconfiguration de la gestion des métropoles – en repensant l'accès aux équipements urbains et à l'espace public, ainsi qu'en incluant tous les groupes marginalisés dans la planification et l'organisation politique. Cette question ne se limite pas au collectif des femmes et devrait également inclure tous les autres groupes « invisibles » des villes d'aujourd'hui : les communautés LGBTQIA+, les minorités ethniques et religieuses, les différents groupes d'âge, etc.⁵⁰


En résumé, différents mécanismes de gouvernance métropolitaine peuvent être adoptés pour la mise en œuvre des ODD. Un système équitable et durable doit cependant respecter certains principes clés : des **gouvernements locaux ayant les moyens d'agir** et des autorités métropolitaines élues qui **rendent des comptes** à leurs citoyens, la **subsidiarité**, avec une définition claire des rôles et pouvoirs entre les différents niveaux de gouvernement et entre les différentes CT, et des **ressources et instruments financiers adéquats** pour encourager et stimuler la coopération entre les gouvernements locaux. 🌐

2.3. Les aires métropolitaines et les Examens nationaux volontaires

Une analyse des ENV présentés en 2016, 2017 et 2018, montre qu'un nombre croissant d'entre eux mentionnent la contribution des CT, et en particulier des grandes villes, à la réalisation de l'Agenda 2030. Les ENV ont commencé à inclure la dimension métropolitaine, mais son traitement reste insuffisant et les défis spécifiques qui s'y rapportent ne sont pas clairement abordés. Seuls certains pays (la Pologne dans son ENV de 2018) reconnaissent les aires métropolitaines comme acteurs et les font participer au système de gouvernance multiniveaux de mise en œuvre des ODD. L'Australie s'est appuyée en 2018 sur les associations de CT du pays, les grandes villes et le Conseil régional métropolitain de l'Est (Perth), pour la rédaction de son ENV. Les trois niveaux de gouvernement participent également au programme *City Deals* pour obtenir des résultats à long terme sur l'Agenda 2030 dans les grandes villes et les régions, ce qui souligne le rôle de premier plan que jouent le Conseil régional métropolitain de l'Est de Perth et le Conseil municipal de Melbourne⁵¹. L'ENV que le Mexique a présenté en 2018 indique que « bien qu'elles soient dépourvues d'autorités métropolitaines, les aires métropolitaines – en tant que grands centres de population – jouent également un rôle important [et] peuvent avoir un impact sur les résultats nationaux⁵² ». Le pays a ainsi reconnu la nécessité de localiser les ODD pour réduire les importantes différences entre aires métropolitaines mises en évidence dans l'Indice des villes durables créé par Citibanamex.

Des opportunités ont été manquées, par exemple en Italie où, malgré l'existence d'un programme opérationnel national spécifique pour les aires métropolitaines faisant face à la marginalisation économique et sociale, la dégradation urbaine et le manque de services (PON Metro), l'ENV de 2017 n'a pas pu évaluer le statut et la performance de chacune de ces aires métropolitaines en matière de réalisation des ODD. En revanche, au Brésil, où une loi fédérale de 2015 définit des exigences pour l'institutionnalisation des aires métropolitaines ainsi que des lignes directrices pour la planification et la gouvernance multiniveaux⁵³, le gouvernement fédéral a reconnu l'importance de ces institutions dans son ENV de 2017. Il a souligné les initiatives de sensibilisation qui ont ciblé les aires métropoli-

taines (comme la diffusion d'un manuel de localisation pour l'ODD 11). Dans d'autres cas, les aires métropolitaines (ou les grandes villes) sont analysées d'un point de vue concret – comme dans l'ENV de la Colombie en 2016 – ou présentées comme des exemples de bonne pratique aux côtés des exemples d'autres CT (l'ENV de l'Équateur de 2018 présente les expériences de Quito et l'ENV du Japon de 2018 fait de même avec l'aire métropolitaine de Kitakyushu). Certains ENV analysent les principaux défis que rencontrent les métropoles : les nouvelles exigences réglementaires des gouvernements nationaux en matière de *benchmarking*, les plans structurels, les politiques urbaines et les plans de gestion au sein des villes (l'ENV de l'Arabie saoudite en 2018 pour Riyad), la création de nouveaux centres urbains pour stopper la croissance des pratiques non durables dans les centres principaux (l'ENV du Qatar en 2018 pour Doha, et celui de l'Égypte en 2018 pour le Caire), l'urbanisme, la santé, le logement et la sécurité (l'ENV de l'Uruguay en 2017), l'exclusion et la vulnérabilité sociale, la gestion des zones côtières (l'ENV du Brésil en 2017), l'environnement (l'ENV de la République de Corée en 2016, qui comprend deux indicateurs métropolitains sur la qualité de l'air et la taille des parcs dans les métropoles) et les transports (l'ENV du Sri Lanka en 2018, et de la Belgique en 2017 pour Anvers et Bruxelles). Celui que la Grèce a présenté en 2018 souligne le rôle que jouent Athènes et Thessalonique, accordant à ces villes une place importante dans le rapport, avec de nombreuses mentions aux résultats qu'elles ont obtenus dans leur travail sur différents défis métropolitains. En outre, le projet de réglementation pour leurs territoires constitue le quatrième pilier de la Stratégie d'aménagement intégré du territoire (avec le document national, les douze documents régionaux et d'autres cadres spécifiques).

Bien que de nombreuses initiatives locales couronnées de succès aient été utilisées pour illustrer les ENV, ces rapports ne s'intéressent pas suffisamment aux aires métropolitaines, à leurs problèmes et à leurs spécificités. Cela démontre clairement que les autorités nationales ne considèrent pas le travail réalisé avec ces institutions comme stratégique. Dans les années à venir, il sera nécessaire d'inclure les aires métropolitaines et de leur donner une plus grande visibilité. 

3. Les actions des métropoles pour la mise en œuvre des ODD

Les villes, et donc les aires métropolitaines, sont en première ligne du processus de localisation de l'Agenda 2030, comme on peut l'observer dans les différentes régions du monde. Les chapitres précédents du présent rapport ont montré que des aires métropolitaines telles que Buenos Aires, Barcelone, Berlin, Copenhague, Durban, Los Angeles, Madrid, Mexico, Medellín, New York, Quito, Paris, Shenzhen et Séoul, entre autres, ont pris la tête de ce mouvement, souvent en avance sur leurs gouvernements nationaux. Elles se sont engagées à réaliser l'Agenda 2030 en alignant leurs programmes de développement et leurs politiques publiques sur la mise en œuvre des ODD. Elles y parviendront en adaptant leurs institutions pour faciliter la coordination de cette mise en œuvre, en faisant participer leurs citoyens et d'autres parties prenantes, en partageant leurs expériences et en répondant aux défis métropolitains. Parmi les principaux défis auxquels les aires métropolitaines sont confrontées figurent les transports, les changements climatiques et l'inclusion sociale. Les aires métropolitaines doivent cependant surmonter des obstacles importants dans ce processus. La section suivante propose une analyse des différentes expériences métropolitaines afin de comprendre comment les grandes villes abordent l'Agenda 2030 – directement ou indirectement – à travers leurs stratégies et politiques de développement durable.

3.1. Les contributions des métropoles pour atteindre les ODD

Les aires métropolitaines et les grandes villes sont parmi les acteurs les plus engagés dans le monde pour travailler sur l'Agenda 2030 et aligner leurs stratégies, plans et politiques publiques de développement sur les ODD. Elles sont nombreuses à avoir reconnu que l'Agenda peut les aider à relever les défis auxquels elles sont confrontées et à contribuer aux ODD grâce à un large éventail de solutions et de pratiques innovantes. Elles considèrent l'Agenda 2030 comme une opportunité d'améliorer leurs processus d'élaboration de politiques, en adoptant une démarche plus intégrée du développement durable, en faisant participer les citoyens et les parties prenantes, en concentrant les efforts sur les personnes plus vulnérables et en se montrant plus transparentes et responsables.

De nombreuses métropoles ont déjà réalisé de grands progrès dans l'alignement de leurs stratégies et plans de développement local sur les ODD et sur les autres agendas mondiaux (Accord de Paris sur les changements climatiques, Nouvel Agenda urbain, Cadre de Sendai). Toutefois, la plupart d'entre elles subissent d'importantes contraintes institutionnelles. Outre les faiblesses inhérentes aux aires métropolitaines en matière de gouvernance, les défis qu'elles doivent relever sont souvent sous-estimés dans les agendas mondiaux, régionaux et nationaux, comme cela a déjà été mentionné dans ce chapitre. Le Nouvel Agenda urbain et l'Accord de Paris, par exemple, n'accordent que peu de reconnaissance à la dimension métropolitaine, malgré la présence importante de maires de premiers plans à Habitat III, à la COP 21 et, chaque année, au Forum politique de haut niveau (FPHN) à New York.

Malgré cette réalité complexe, l'Agenda 2030 et les autres agendas mondiaux ont contribué à **améliorer le processus d'élaboration des politiques** à l'échelle métropolitaine. L'alignement des plans de développement durable sur l'Agenda 2030 a conduit les métropoles à déployer des efforts concertés pour faire participer les équipes, les citoyens et les parties prenantes métropolitaines. La ville de Mexico, par exemple, a lancé un atelier de formation et de sensibilisation, destiné aux membres du gouvernement et aux fonctionnaires et représentants des principales institutions de la ville, afin de présenter les ODD

comme la Feuille de route du nouveau processus de planification qui doit commencer après les élections de 2018⁵⁴. Bogota a utilisé les ODD pour mettre en place de nouvelles plateformes de participation citoyenne, en collaboration avec l'ONU. Buenos Aires et Quito ont également mené le processus d'alignement dans leur pays (voir l'encadré 2). Amsterdam a lancé avec son MediaLab l'événement *Global Goals Jam 2017*, deux jours d'exercices de conception courts et rapides qui ont rassemblé des équipes créatives locales de concepteurs, de développeurs et d'animateurs, ainsi que le personnel technique de la mairie afin de trouver des idées innovantes pour contribuer aux cinq ODD prioritaires

Encadré 2

Le cas de Buenos Aires (Argentine)

Le plan stratégique participatif *Buenos Aires 2035* (PEP BA 2035) est le résultat d'une collaboration avec 183 organisations de la société civile (OSC). Organisées en groupes de travail, les parties prenantes locales sélectionnées ont défini les objectifs, la vision, les axes stratégiques, les lignes directrices, les propositions et les projets. Le PEP BA 2035 a défini cinq axes stratégiques liés aux ODD (31 des 96 propositions sont alignées), parmi eux l'axe métropolitain, qui comprend toutes les compétences liées à la mobilité durable, aux infrastructures, aux services, à la gestion des déchets, aux bassins, aux ports et aéroports, et aux systèmes d'information métropolitains. La résilience métropolitaine y fait l'objet d'une attention particulière, notamment en ce qui concerne la prévention et l'alerte des différents phénomènes associés aux changements climatiques. L'un des plus grands défis consiste à mettre en place une institution métropolitaine, ce qui n'existe pas actuellement. La ville promeut un système d'indicateurs sur le genre, en accord avec l'ODD 5, une initiative spécifique de mobilité durable conforme aux ODD 11 et 13 et un projet intersectoriel – le Plan d'urbanisation et d'intégration urbaine – qui contribue aux ODD 11, 6 et 7 ainsi qu'aux autres ODD dans une moindre mesure. La performance du conseil municipal sera également alignée sur l'ODD 16.

Source : <https://www.buenosaires.gob.ar/noticias/plan-estrategico-participativo-buenos-aires-2035-pep-ba-2035>.



Encadré 3

L'alignement sur les ODD et leur localisation à eThekweni-Durban

En Afrique du Sud, la municipalité d'eThekweni-Durban a aligné son plan de développement intégré sur les ODD. Au cours des deux derniers exercices financiers, eThekweni a intégré les cibles et indicateurs des ODD à ses responsabilités locales et à son budget municipal en appliquant une démarche ascendante dans le cadre de sa stratégie de développement durable. Cet alignement s'articule autour de quatre piliers principaux : les droits humains, les personnes, la planète et la prospérité. Cet exercice a permis à l'aire métropolitaine de mettre en place un système de *benchmarking* pour assurer un meilleur suivi et de meilleures conditions pour la présentation des rapports. En 2017, 66 des 98 indicateurs des ODD avaient été alignés avec les projets d'investissement ; ce nombre est passé à 75 en 2018. La ville a réussi à améliorer sa compréhension des ODD et sa capacité à les atteindre grâce au soutien d'organisations affiliées au gouvernement local, telles que l'Institut municipal d'apprentissage d'eThekweni (MILE), l'Académie municipale d'eThekweni (EMA) et CGLU. En cultivant le développement des outils liés aux ODD et en contribuant à la formation des formateurs, la ville favorise chez ses propres fonctionnaires, ainsi que chez ceux d'autres villes, les activités de plaidoyer, d'apprentissage et d'institutionnalisation autour des ODD.

Source : Puvendra Akkiah, *Unpacking the Global Agenda: Implementation in eThekweni*. Présentation Power-Point non publiée (contribution au rapport GOLD V de CGLU).

de la mairie (ODD 1, 2, 3, 4 et 11)⁵⁵. La Stratégie de Berlin – Concept de développement urbain de Berlin 2030 propose un modèle inter-agences pour le développement durable à long terme de la capitale et a été élaborée à la suite du processus participatif « Façonner la ville ensemble ». Ce processus était ouvert non seulement aux citoyens de Berlin et aux représentants du Sénat, mais aussi à plus de cent associations, autorités locales et institutions de toute la région de Berlin-Brandebourg⁵⁶. Dans d'autres régions, eThekweni-Durban a mené l'alignement du plan métropolitain en Afrique du Sud sur l'Agenda 2030 (voir l'encadré 3)⁵⁷.

Il est aussi essentiel d'obtenir la participation des parties prenantes métropolitaines car elles apportent, entre autres, leurs connaissances, leur créativité, leurs ressources et leur technologie. Il n'est pas facile d'articuler des mécanismes qui favorisent la **coresponsabilité publique et privée** pour un développement commun, mais l'Agenda 2030 – et l'ODD 17.17 en particulier – offre une opportunité unique à cet égard. Des aires métropolitaines telles que Tshwane, San Francisco et Séoul ont déjà travaillé sur l'orientation de leurs stratégies de développement durable avec leurs partenaires locaux – entreprises et société civile – grâce au Programme des villes du Pacte mondial⁵⁸. D'autres, comme Paris, Londres, Lagos, le Grand New York, São Paulo, Shanghai et Stuttgart, encouragent les PPP pour venir compléter les ressources du gouvernement et les capacités institutionnelles⁵⁹. Dans le même ordre d'idées, plusieurs bonnes pratiques observées dans le monde entier montrent que lorsque les stratégies locales de développement durable sont mises en correspondance avec les capacités **d'institutions**



Le port de eThekweni-Durban, au KwaZulu Natal, en Afrique du Sud (photo : South African Tourism, bit.ly/2Mx7VD4).

axées sur le savoir, les politiques publiques sont plus efficaces et plus innovantes. Par exemple, le conseil municipal de Los Angeles travaille avec l'Occidental College afin de tirer parti de sa base de connaissances et de ses compétences en matière de recherche et de collecte de données, pour accélérer la mise en œuvre des ODD. La ville a présenté son Examen local volontaire (ELV) à l'ONU en juillet 2019⁶⁰. Son memorandum avec le *World Council on City Data* (WCCD) fera de Los Angeles l'un des huit centres de données locaux pour le partage des informations associées aux indicateurs des ODD.

En plus de faire participer les citoyens et les acteurs clés à l'élaboration des politiques, d'autres aires métropolitaines s'orientent vers des **mécanismes plus transparents et plus responsables**. New York a été la première à présenter à l'ONU un rapport sur ses efforts menés pour atteindre les objectifs mondiaux de lutte contre la pauvreté, les inégalités et les changements climatiques à l'horizon 2030. Elle a ainsi associé les ODD à ses initiatives en matière de transparence et de reddition de comptes⁶¹.

Pour rendre des comptes efficacement, il faut cependant disposer de **données** adéquates. La transposition des **indicateurs** de l'Agenda 2030 dans la réalité métropolitaine reste un défi majeur. Un partenariat avec des institutions spécialisées comme le réseau Sustainable Development Solutions Network (SDSN)⁶², WCCD⁶³, le groupe de recherche Mistra Urban Futures⁶⁴ et LSE Cities (voir l'encadré 4), a déployé une première vague d'initiatives. Plusieurs plateformes axées sur les connaissances ont tiré parti des initiatives lancées par les grandes villes et ont souligné les obstacles et les risques qu'elles

Encadré 4

Indicateurs métropolitains

En 2019, Metropolis, en partenariat avec l'aire métropolitaine de Barcelone, a demandé à la London School of Economics and Political Science d'élaborer un ensemble de trente-huit indicateurs métropolitains, basés sur l'analyse de soixante-neuf aires métropolitaines. Ceux-ci ont été assortis d'une méthodologie standard pour recueillir les informations auprès de tous les membres du réseau Metropolis. Ces indicateurs sont répartis en six groupes, conformément à la vision stratégique de l'organisation : contexte et gouvernance, développement économique, cohésion sociale, égalité des genres, durabilité environnementale et qualité de vie. Ils sont composés de paramètres qui étaient déjà utilisés auparavant ainsi que de nouveaux. Ils reposent sur un examen exhaustif des travaux universitaires et de la documentation parallèle sur le sujet, ainsi que des ensembles de données disponibles dans le monde et des initiatives de collecte de données émanant d'organismes/observatoires internationaux, de bureaux nationaux de statistique, de données des autorités locales et régionales, de références universitaires et d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'associations.

Source : <https://indicators.metropolis.org>.

rencontrent, contribuant ainsi à mettre en lumière le potentiel des gouvernements locaux pour atteindre les ODD. Au-delà de ces démarches internationales, les systèmes de données et d'information des métropoles du monde entier devraient être renforcés. 🌐

3.2. Relever les principaux défis métropolitains en conformité avec l'Agenda 2030

Les grandes villes et les aires métropolitaines sont aujourd'hui la toile de fond de quelques-uns des plus grands défis mondiaux, comme mentionné dans l'introduction de ce chapitre. Elles ont aussi cherché activement des solutions innovantes à ces défis qui traversent toutes les sphères du développement durable et tous les secteurs d'activité et ont ainsi, directement ou indirectement, fait progresser leurs territoires vers les objectifs de l'Agenda 2030. Elles doivent toutefois résoudre d'importantes contradictions dans leurs efforts pour favoriser un développement plus inclusif et durable. Si elles promeuvent la croissance, l'emploi et la compétitivité, elles restent le théâtre d'inégalités urbaines et d'une fragmentation sociale croissantes.

Les investissements spéculatifs, l'arrivée des nouvelles technologies sur le marché et la concentration d'employés hautement qualifiés à revenu élevé ont créé des quartiers gentrifiés et ont entraîné l'expulsion d'une partie de la population vers les périphéries et les zones marginalisées, suivie d'une augmentation de l'exclusion sociale. La croissance et les modèles économiques actuels s'opposent au besoin urgent de réduire l'empreinte écologique et de transformer les modèles de production et de consommation, dont l'impact environnemental est évident. L'absence de stratégies d'intégration de la dimension de genre et de mécanismes participatifs capables de faire entendre les voix de tous, la faiblesse des mécanismes de coordination interne, le manque de coopération multinationaux et de ressources, de pouvoirs et de capacités, ne font que renforcer ces contradictions. Les aires métropolitaines s'efforcent cependant de trouver de nouvelles solutions qui pourraient être reproduites dans d'autres territoires. La section suivante donne des exemples d'actions menées par les métropoles qui s'ajoutent aux exemples décrits dans le chapitre précédent.

Les initiatives émergentes telles que l'économie du partage, le contrôle de l'utilisation des technologies et des données pourraient offrir des solutions pour contrebalancer les externalités négatives de la croissance et des investissements débridés.

Une croissance effrénée n'est pas synonyme de durabilité ; les nouvelles initiatives économiques offrent des progrès lents mais constants

Comme mentionné précédemment, les aires métropolitaines étant souvent les principaux moteurs économiques de leur pays, elles sont d'importantes créatrices d'emplois, de richesse et de croissance de la productivité⁶⁵. Toutefois, comme nous le verrons, il est impératif de cultiver un développement économique plus inclusif et durable qui minimise les externalités négatives de la croissance et des investissements débridés – comme la ségrégation et la polarisation territoriales, le chômage et autres facteurs négatifs pour l'emploi, ainsi que la dégradation de l'environnement. Les initiatives émergentes telles que l'économie du partage, le contrôle de l'utilisation des technologies et des données ou les programmes de soutien à l'innovation et aux petites entreprises pourraient offrir des solutions pour contrebalancer ces externalités.

Les trois cents plus grandes économies métropolitaines du monde représentent près de 50 % de la production mondiale⁶⁶. Le PIB de certaines villes est supérieur à celui de nombreux pays dans le monde. On observe toutefois des tendances différentes selon les régions : dans les pays européens de l'OCDE, les capitales métropolitaines représentent 48 % du PIB national (à l'exception de Paris, dont la contribution est beaucoup plus élevée), tandis qu'en Asie et en Amérique du Nord, ce chiffre atteint 66 %⁶⁷. Kinshasa représente 13 % de la population de la République démocratique du Congo mais 85 % de son PIB, tandis que la métropole de Manille représente 12 % de la population des Philippines et 47 % du PIB⁶⁸. Ces chiffres seraient encore plus élevés si l'on prenait en compte l'ensemble des vastes réseaux que forment les mégapoles, les couloirs urbains et les villes-régions, caractérisés par une extension géographique et un volume démographique sans précédent⁶⁹.

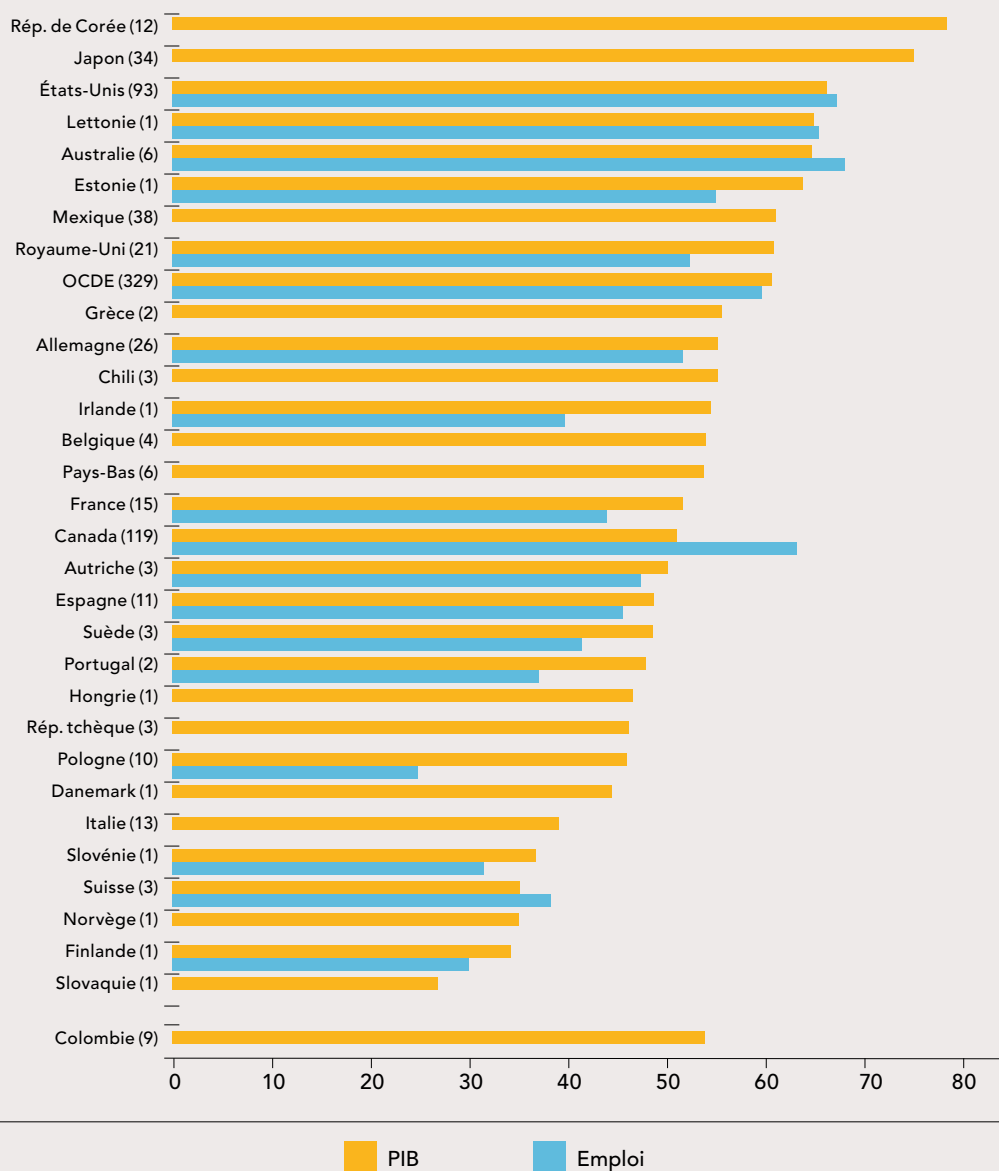
Les villes contribuent à la création d'une grande part des nouveaux emplois (ODD 8) : entre 2006 et 2012, 87,7 millions d'emplois du secteur privé ont été créés dans les 750 plus grandes villes du monde, ce qui représente 58 % de tous les nouveaux emplois du secteur privé dans les 140 pays auxquels ces villes appartiennent⁷⁰. Aux États-Unis, par exemple, les aires métropolitaines représentent 84 % de l'emploi total et 88 % des revenus du travail. La production, les services, le capital et les infrastructures, les gouvernements, les entreprises, les OSC, les universités et les centres de recherche, sont tous situés dans ces villes⁷¹.

Les nouvelles technologies ont joué un rôle majeur dans l'amélioration et l'innovation en matière de compétitivité et de croissance des territoires. La plupart des activités de recherche et d'innovation se déroulent dans les grandes villes, où les pôles technologiques et les nouveaux modèles économiques prospèrent. En Inde, on estime que quarante-neuf pôles métropolitains représenteront 77 % de la croissance du PIB de 2012 à 2025⁷². Grâce aux nouvelles technologies, les villes sont également plus intelligentes et mieux adaptées aux besoins des citoyens (ODD 8.2), et peuvent offrir des services et des biens publics et privés à un prix abordable. Singapour a numérisé de

nombreux services de la vie quotidienne des citoyens (inscrire des enfants à l'école, obtenir des incitations fiscales, signaler l'arrêt cardiaque de toute personne dans un rayon de 150 mètres), ce qui élimine les formalités administratives et garantit la confidentialité des données⁷³. À Chicago, la ville contrôle la population de rongeurs à l'aide d'un système d'analyse prédictive pour déterminer les conteneurs de poubelles les plus susceptibles d'être pleins, et donc d'attirer les rats⁷⁴. Le retour d'information en temps réel sur la distribution d'eau du Conseil des eaux et du réseau d'assainissement de Bangalore permet à cette institution de modifier la distribution selon les

Graphique 2

PIB et emploi dans les aires métropolitaines en pourcentage des valeurs nationales, 2016



Note : les données relatives à l'emploi pour les pays de l'OCDE prennent en compte 226 aires métropolitaines.

Source : OCDE (2018), « Régions métropolitaines », *Statistiques régionales de l'OCDE* : <http://dx.doi.org/10.1787/data-00531-fr>

La financiarisation des économies urbaines a transformé le concept de « villes à vivre » en « villes pour investir ».

besoins, de réduire les coûts énergétiques grâce à un pompage et une distribution plus efficaces et de réduire les pertes d'eau dues au vol, aux fuites et aux dysfonctionnements, ce qui peut se traduire par une économie allant jusqu'à 40 % d'eau⁷⁵.

Néanmoins, le modèle économique qui s'impose de plus en plus dans ces villes mondiales a des effets importants et complexes sur l'économie, l'environnement et la cohésion sociale, qui varient par leur intensité et leur nature selon les régions. Les phénomènes de mondialisation sont particulièrement concentrés dans les grandes villes, que la financiarisation des économies urbaines a transformées de « villes à vivre » en « villes pour investir ». Cela se manifeste notamment par la hausse des loyers et des prix de vente de l'immobilier, souvent en conséquence des investissements croissants de grands fonds de capital-investissement et fonds spéculatifs pour contrôler l'immobilier⁷⁶. Le remodelage des paysages urbains dans les grandes villes (fragmentation de l'espace par des « mégaprojets » privés, augmentation des écarts sur le marché du travail, marchandisation des services publics) contribue à la ségrégation et à la polarisation urbaines en poussant les classes moyennes et ouvrières traditionnelles vers les périphéries ou, dans de nombreux pays en développement, vers des quartiers marginaux ou des bidonvilles en expansion.

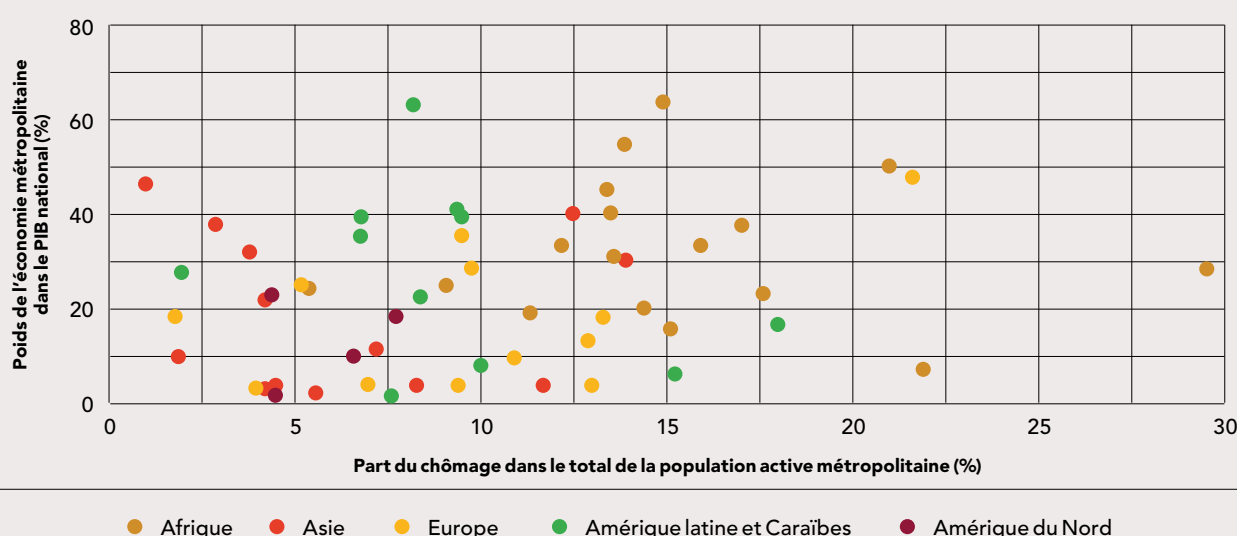
Dans de nombreux pays, les jeunes, les femmes et les personnes migrantes sont nombreux à rencontrer des difficultés pour accéder à l'emploi et à un logement décent, ce qui nourrit l'économie et l'habitat informels⁷⁷.

Dans certaines villes, des secteurs tels que le **tourisme** peuvent également contribuer à la polarisation sociale. Celle-ci pousse les résidents traditionnels hors des quartiers centraux en créant des conditions d'emploi précaires. Elle augmente les contrats saisonniers, les emplois à faible valeur ajoutée, les prix des produits de base et génère même des conflits sociaux⁷⁸. Il s'agit d'une situation très différente du tourisme durable, encouragé par l'Agenda 2030 (ODD 8.9)⁷⁹.

En outre, les nouveaux modèles d'activité basés sur des plateformes numériques et les nouvelles technologies (comme Airbnb, Uber, Cabify, Amazon et Deliveroo, entre autres) créent des opportunités, mais ont également un impact potentiellement négatif sur la vie privée des gens, les petites entreprises locales et les systèmes de transport public. Ils peuvent engendrer de mauvaises conditions de travail, encourager l'évasion fiscale, etc. En ce sens, il est important de comprendre les nouvelles technologies et la manière d'**utiliser les mégadonnées pour les services publics compris comme des biens communs**, qui doivent être protégés. La ville de Barcelone, par exemple, a créé le premier Bureau municipal consacré à la sécurité, à la confidentialité et à la gestion éthique de l'information grâce à un système plus efficace, transparent et démocratique. Ce bureau comprend l'Observatoire du logement, chargé de surveiller le marché du logement, la gentrification, l'expulsion des résidents et les commerces locaux, les banlieues, etc.⁸⁰ Une Coalition des villes pour les droits numériques a été créée pour

Graphique 3

Part du chômage et poids de l'économie des métropoles par continent



Source : Metropolis et LSE Cities, *Indicateurs métropolitains*, consultables en ligne à cette adresse : <https://lsecities.net/objects/research-projects/metropolitan-indicators>.

garantir la liberté d'expression, protéger la vie privée et les informations personnelles, promouvoir la transparence, la responsabilité et la non-discrimination des données et des processus démocratiques, dans le but de respecter l'opinion publique, la diversité et l'inclusion, en veillant à l'ouverture et à l'éthique des services numériques⁸¹.

Les **initiatives économiques alternatives** visant à développer les secteurs culturels et créatifs et à promouvoir les économies circulaires, du partage ou collaboratives, se multiplient. Les territoires font office de laboratoires et les citoyens deviennent des agents du changement. L'initiative C40 a observé le lancement d'un marché de partage en ligne, et d'autres initiatives connexes à New York, l'adoption de nouvelles lois à Quezon pour réglementer l'utilisation des sacs en plastique afin d'en réduire la présence dans les océans, la co-crédation de directives industrielles pour la rénovation « circulaire » des bureaux à Sydney, ainsi que l'intégration de critères sociaux, écologiques et relatifs aux droits humains dans les processus de passation des marchés publics à Berlin, Paris, Tokyo et Toronto⁸². Différents réseaux mondiaux de grandes villes, comme Shared Cities Alliance et le Forum mondial de l'économie sociale, soutiennent les démarches d'économie du partage en alignant leurs initiatives sur les ODD⁸³. Il est essentiel de trouver des solutions à ces défis pour que les villes continuent à fournir des emplois décents et assurent le bien-être de leurs habitants. Bien que ces initiatives soient généralement encore en phase de développement, elles montrent la voie vers un avenir plus durable et plus partagé.

Les aires métropolitaines mettent également en place des politiques de soutien aux **petites et moyennes entreprises** (PME) tout au long de leur cycle de vie, et d'aide spécifiques aux citoyens pour la création d'entreprise (jeunes, femmes, etc.). Par exemple, Dakar a créé une pépinière pour les microentreprises dirigées par des jeunes et des femmes⁸⁵, et Addis-Abeba a lancé un programme de microcrédit et de formation à la gestion d'entreprise⁸⁶. Barcelone propose un encadrement technique, des études de faisabilité, des formations sur mesure et des programmes de pépinière, notamment dans le cadre d'un programme destiné aux jeunes qui a favorisé la diversification de l'économie⁸⁷. Enfin, la région de Bruxelles-Capitale soutient la croissance des entreprises vertes dans les quartiers défavorisés et encourage les entrepreneurs débutants⁸⁸.

Parallèlement, l'**économie informelle** est le principal secteur d'emploi et de génération de revenus dans différentes villes des pays en développement. Elle comprend par exemple les activités des vendeurs de rue, des ramasseurs de déchets, ou encore des travailleurs qui fabriquent des produits à domicile. Elle représente entre 25 et 40 % du PIB dans les économies en développement d'Asie et d'Afrique, avec une part d'emploi non agricole comprise entre 20 et 80 %⁸⁹ (environ 80 % à Abidjan, Dakar, Niamey et Bamako, 59 % à Lima, 54 % à Hô-Chi-Minh-Ville et 45 % à Buenos Aires⁹⁰). L'économie informelle pose cependant des problèmes majeurs pour l'intégration sociale. Les aires métropolitaines ont commencé à

Encadré 5

La transition vers une économie circulaire dans l'Aire métropolitaine d'Amsterdam

L'Aire métropolitaine d'Amsterdam (partenariat entre les provinces de Hollande-Septentrionale et de Flevoland, une région de transport et trente-deux municipalités) accélère, par l'intermédiaire du Conseil économique d'Amsterdam⁸⁴, la transition vers une économie circulaire. Elle stimule la coopération entre les entreprises, le gouvernement et les instituts du savoir, au sein de la région comme à l'échelle internationale. Son objectif à l'horizon 2025 est de devenir un leader en Europe en matière de solutions intelligentes de conservation des matières premières, afin qu'elles soient utilisées plus efficacement et pour plus longtemps (ODD 8, 9, 12). Amsterdam vise, en outre, à surmonter ses défis actuels et à devenir le centre européen de l'innovation guidée par les données, à offrir aux citoyens deux années supplémentaires de vie en bonne santé, à mettre en place un système de transport urbain à zéro émission et à devenir la région la plus performante d'Europe en matière d'utilisation, de rétention et d'attraction des talents.

Source : <https://www.amsterdameconomicboard.com/en>.

chercher des solutions. Par exemple, la Commune I de Bamako, au Mali, a mis en œuvre une gestion déléguée des marchés, ce qui a permis d'augmenter les recettes fiscales et d'établir un partenariat dynamique et fructueux entre les commerçants informels et la municipalité. Le succès de la politique d'économie informelle d'eThekwini a donné naissance au Forum national sud-africain de l'économie informelle, montrant comment les municipalités locales peuvent influencer les politiques nationales⁹¹.

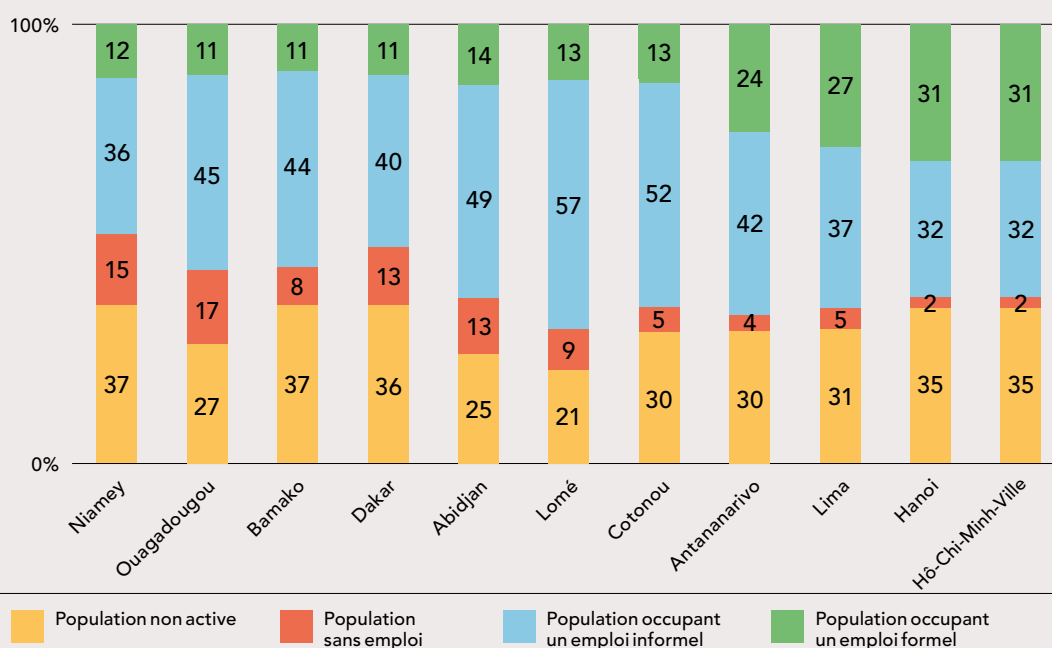
Les aires métropolitaines peuvent tirer parti des économies d'urbanisation ; elles ont encore besoin de solutions qui reconnaissent et utilisent le capital économique et social de l'économie informelle, qui valorisent la recherche et la technologie pour diversifier l'économie et rapprocher les services et produits de base de leurs citoyens, qui facilitent aussi l'inclusion sociale des femmes et des jeunes grâce à des conditions d'emploi stables.

Les aires métropolitaines sont un facteur causal important de la dégradation de l'environnement, mais contribuent aussi à l'innovation et aux solutions

Le rapport spécial du GIEC sur un réchauffement planétaire de 1,5 degré Celsius⁹² (octobre 2018) a envoyé un message fort : sans une transformation profonde de la gestion de l'énergie et des sols, des infrastructures urbaines (notamment les systèmes de transport, les bâtiments vieillissants) et des systèmes industriels, il sera impossible de faire face aux conséquences catastrophiques du réchauffement planétaire, comme l'élévation du niveau des océans, l'intensification des catastrophes naturelles, ainsi que la détérioration de la santé, des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire, des réserves d'eau, de la sécurité humaine et de la croissance

Graphique 4

Part de la population en âge de travailler occupant un emploi formel, un emploi informel, ou étant sans emploi



Source : WIEGO (2012), *Informal Sector and Informal Employment: Overview of Data for 11 Cities in 10 Developing Countries*.

économique. Les grandes villes accentuent le problème parce qu'elles sont responsables d'une grande part des émissions de gaz à effet de serre (GES), de la consommation d'énergie, de la production de déchets, de la consommation d'eau et du gaspillage alimentaire. Mais certaines sont également pionnières dans l'action pour le climat et la prévention des risques. Lors du Sommet mondial Action Climat de septembre 2018, vingt-sept grandes villes ont annoncé que leurs émissions de carbone avaient déjà atteint leur niveau le plus élevé. Soixante-douze d'entre elles se sont engagées à atteindre la neutralité carbone pour 2050 en adoptant des stratégies comme les transports sans émissions, les énergies 100 % renouvelables, les bâtiments à émissions de carbone nettes nulles et l'élimination des déchets à l'horizon 2030. Elles se sont aussi engagées à mettre en œuvre ces objectifs de manière équitable et inclusive⁹³. Des villes clés et leurs réseaux œuvrent pour le changement dans les négociations mondiales depuis une vingtaine d'années. Toutefois, comme l'a souligné le GIEC, un effort collectif beaucoup plus important est nécessaire.

La **Convention des maires pour le climat et l'énergie**, qui réunit tous les grands réseaux de CT, a rassemblé de nombreux exemples d'aires métropolitaines qui ont déjà mis en place des initiatives visant à réduire l'impact des changements climatiques, comme Séoul⁹⁴, Tokyo⁹⁵, Bogota⁹⁶, Hong Kong⁹⁷, Lima⁹⁸, Londres⁹⁹, New York¹⁰⁰, Mexico¹⁰¹ et Rio de

Janeiro¹⁰², ou qui ont pris les premières mesures nécessaires et se sont engagées à aller plus loin, comme Istanbul¹⁰³, Jakarta¹⁰⁴, Karachi¹⁰⁵, Moscou¹⁰⁶, São Paulo¹⁰⁷, Lagos¹⁰⁸ et Kinshasa¹⁰⁹.

De nombreuses métropoles ont adopté une démarche plus intégrée pour leurs **stratégies de résilience**¹¹¹. Ces stratégies visent non seulement à atténuer les effets des catastrophes naturelles et des changements climatiques, mais aussi à assurer la sécurité alimentaire, l'inclusion sociale, la revitalisation économique, la réhabilitation des friches industrielles et la lutte contre la pauvreté, les inégalités et l'exclusion¹¹². La toute première stratégie de résilience de Boston est plus particulièrement axée sur la lutte contre les divisions raciales, les préjugés et les autres problèmes qui sont à l'origine des inégalités¹¹³. Mexico renforce la résilience en matière d'approvisionnement en eau potable ainsi que la résilience communautaire grâce à la participation citoyenne, la communication stratégique et l'éducation¹¹⁴. Bangkok œuvre pour la résilience de l'environnement, l'amélioration de la qualité de vie des citoyens et la compétitivité de son économie¹¹⁵. La stratégie de résilience 2017 de Dakar, la première à être adoptée en Afrique avec le soutien de 100 Villes résilientes (*100 Resilient Cities*), repose sur une coopération étroite avec les citoyens et les acteurs locaux pour renforcer la résilience face aux chocs et aux tensions et améliorer le bien-être des personnes vulnérables¹¹⁶. Une étude menée à Dar es Salaam a

montré qu'il peut être plus avantageux à long terme d'investir dans des infrastructures résilientes, d'assurer une prestation adéquate de services aux quartiers informels et de réformer les réglementations (par exemple sur le déversement des déchets), que d'avoir recours à des mesures palliatives au moment des crises¹¹⁷.

Le **transport durable** est un autre domaine où l'impact des métropoles sur l'environnement est considérable. Les aires métropolitaines, en particulier dans les pays du Nord, travaillent depuis longtemps à la mise en place de systèmes de transport intermodaux et de transports publics intégrés. Ces derniers font une place croissante aux énergies renouvelables : bus, métro, tramway, trains, mobilités douces (comme les vélos). Copenhague, par exemple, a l'ambition d'être neutre en carbone dès 2025 et a pris d'importantes mesures dans le domaine des transports en créant des couloirs pour certains types de mobilité comme le vélo (qui représente 41 % de tous les trajets pour aller au travail), le bus et la voiture¹¹⁸. Milan améliore constamment les nouvelles technologies employées dans ses initiatives pour le vélo et le covoiturage, couronnées de succès¹¹⁹. Dans les pays du Sud, et particulièrement en Afrique, les systèmes de transport formels ne peuvent pas rivaliser en termes de coût et de rapidité avec les initiatives de transport (souvent peu sûres) du secteur privé et du secteur informel. On peut observer des bonnes pratiques dans les domaines de l'amélioration des transports publics (les systèmes de transit rapide par bus mis en place à Bogotá¹²⁰, qui se sont étendus à de nombreuses autres villes comme Jakarta¹²¹ et Istanbul¹²², entre autres) et de l'utilisation de modes de transport public plus durables (conversion des bus au biogaz à Johannesburg¹²³, investissement dans les lignes de métro à Hanoï¹²⁴, promotion des pistes cyclables et du partage des vélos à Buenos Aires¹²⁵ et Chennai¹²⁶, et véhicules électriques de nettoyage urbain à Rio de Janeiro)¹²⁷. Au Brésil, la région métropolitaine de

Encadré 6

Barcelone : des mesures pour combattre les changements climatiques

L'Aire métropolitaine de Barcelone a adopté plusieurs mesures alignées sur les ODD, notamment pour améliorer la qualité de l'air sur son territoire. Le programme métropolitain de mesures contre la pollution environnementale comprend notamment la création de zones à faibles émissions pendant les épisodes de pollution et la promotion de la mobilité durable (vélos, véhicules électriques, etc.), ce qui contribue directement à l'ODD 13. Le nouveau plan directeur d'urbanisme, les mesures d'aménagement de l'espace, les améliorations apportées aux fleuves Llobregat et Besòs et la stratégie de gestion côtière contribuent également aux ODD 15 et 17. L'Aire métropolitaine de Barcelone se charge aussi de la gestion des déchets (ODD 12), de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement (ODD 6), ainsi que de la promotion des énergies renouvelables, avec la mise en place d'un réseau de bornes solaires pour recharger les véhicules électriques et l'installation de toits photovoltaïques sur les bâtiments publics (ODD 7).

Aire métropolitaine de Barcelone (2017), *Programa Metropolità de Mesures contra la Contaminació Atmosfèrica, Memòria*¹¹⁰.

Belo Horizonte a opté dans son plan de restructuration des transports publics pour la mise en place d'un système de transport urbain intermodal et intégré. Il est désormais composé de bus, de métros et d'un système interquartiers avec des lignes directes, circulaires et périphériques.

Étant donné qu'elles sont les plus grandes consommatrices d'énergie, les aires métropolitaines du monde entier ont élaboré des plans et des projets qui visent à réduire la consommation d'énergie des **bâtiments et infrastructures**. Le *Green Building Programme* de Tokyo, par exemple, note les bâtiments en fonction de leur performance environnementale. Depuis 2002, cela a contribué à améliorer



Atelier sur les outils et les ressources pour la localisation des ODD organisé par le Conseil provincial de Barcelone pour sensibiliser son personnel (photo : © CGLU Learning).

Encadré 7

Le système de bus sur voie rapide de Lagos

Afin de remédier aux embouteillages qui bloquent Lagos, le gouvernement national a créé en 2002 l'Autorité métropolitaine des transports de Lagos (Lagos Metropolitan Transport Authority – LMTA)¹²⁸. Elle est devenue pleinement opérationnelle en 2008. La LMTA a mis en place le système de transport en commun rapide par bus de Lagos, le premier système de transport par bus sur voie rapide d'Afrique. Ce projet a été financé par la Banque mondiale, le gouvernement de l'État de Lagos et des opérateurs du secteur privé. Il s'agit d'un service de bus à grande capacité qui circulent dans des voies réservées. Il comprend 22 km de voies réservées aux bus et 220 bus qui circulent seize heures par jour, et transportent plus de 200 000 passagers chaque jour. Au cours de ses six premiers mois d'exploitation, ce service a transporté plus de 29 millions de personnes, la durée des trajets a été réduite de 25 minutes en moyenne et les tarifs ont été divisés par deux par rapport à ce que les passagers payaient aux opérateurs privés. Le CO₂ et les GES ont été réduits de 13 % et 20 % respectivement. L'expérience de Lagos montre que les efforts d'amélioration du transport durable ont un impact qui dépasse la prestation de services de base (cruciaux pour la population et surtout pour ceux qui vivent à la périphérie des grandes villes), et s'étend à d'autres domaines tels que le développement économique (amélioration de la productivité et création d'emplois).

Source : <https://lamata.lagosstate.gov.ng/>.

Encadré 8

L'efficacité énergétique des bâtiments de Pékin

Pékin encourage la construction de bâtiments à très faible consommation d'énergie grâce à des normes et technologies de conception architecturale innovantes qui améliorent considérablement les performances énergétiques. La ville souhaite construire 300 000 m² de bâtiments de démonstration à très faible consommation d'énergie pour fin 2020 et perfectionner ses normes et recommandations en matière de construction à très faible consommation d'énergie. Elle prévoit également des formations pour soutenir un développement coordonné dans toute la région de Pékin-Tianjin Hebei, ainsi que d'améliorer et de mettre en œuvre des politiques d'incitation financière, d'élaborer une stratégie et des recommandations politiques pour l'avenir en s'appuyant sur les expériences internationales.

Source : <https://www.c40.org/researches/constructing-a-new-low-carbon-future-china>.

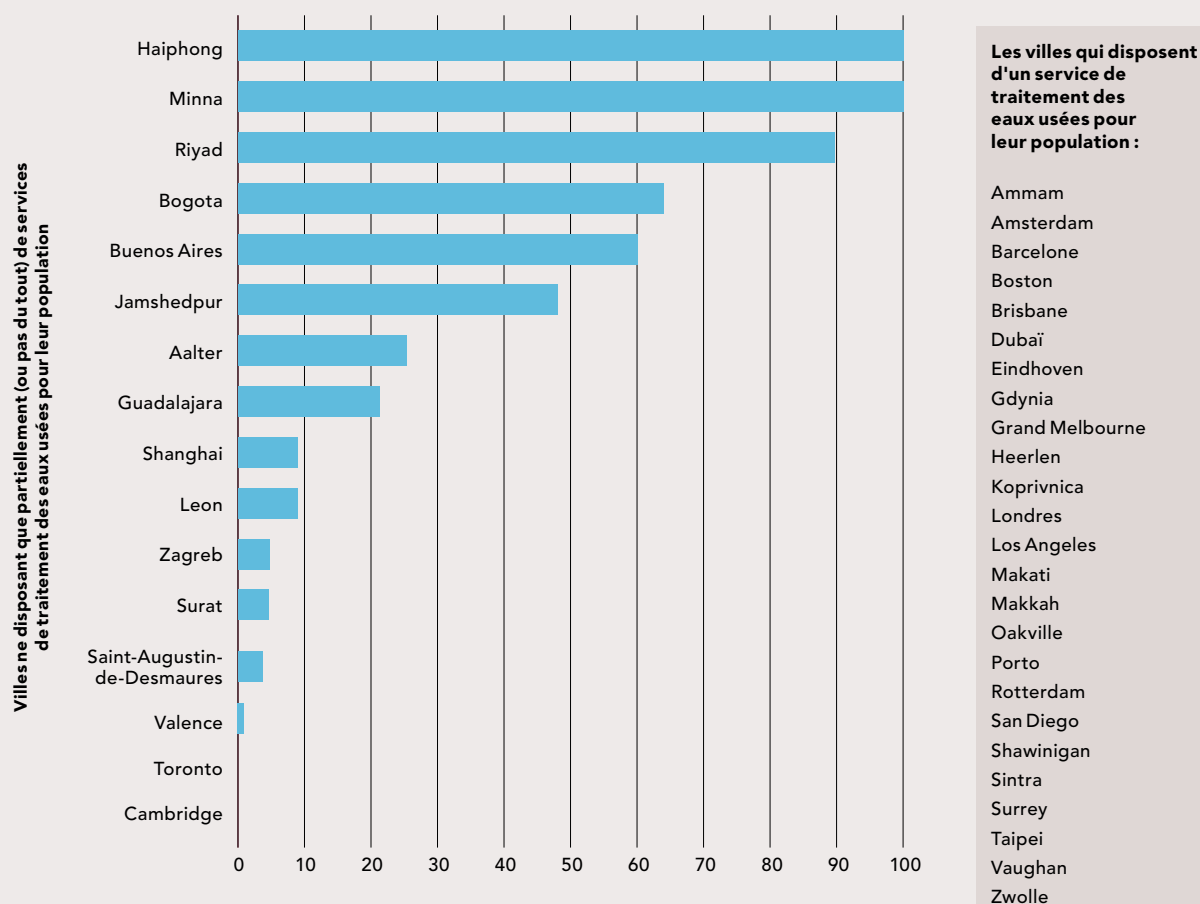
la santé publique et à accroître la viabilité économique de l'architecture verte, en modifiant la façon dont les bâtiments sont évalués¹²⁹. Vancouver¹³⁰ et Chicago ont aussi donné la priorité à la réduction des émissions énergétiques¹³¹. À Hanoï, le Conseil municipal a encouragé la conversion des fours à ruche en fours propres et modernes qui contribuent à la réduction des GES en brûlant de la biomasse au lieu des combustibles fossiles¹³².

L'eau (ODD 6) est une ressource essentielle et rare, et l'accès à cette ressource est considéré comme un droit humain. L'empreinte eau des villes – la surface couverte par leurs sources d'eau – représente 41 % de la surface de la Terre. L'eau est cruciale pour les métropoles, non seulement pour la consommation humaine, mais aussi pour le fonctionnement de l'économie. Cela laisse peu de marge de manœuvre aux métropoles pour protéger les bassins fluviaux et l'environnement dans son ensemble. Les politiques visant à rationaliser la consommation d'eau et à encourager la réutilisation, en particulier pour les applications industrielles ou ornementales, sont vitales. L'approvisionnement en eau est devenu une préoccupation croissante dans de nombreuses métropoles. Amsterdam, Dubaï, Londres et Los Angeles assurent l'approvisionnement en eau pour 100 % de leur population, mais à Johannesburg, seulement 65 % de la population disposent de ce service. Bangalore, Beijing, Le Caire, Le Cap, Chennai, Jakarta, Melbourne, Mexico et São Paulo, comptent parmi les principales villes touchées par des problèmes d'approvisionnement en eau. En ce qui concerne l'assainissement, selon le WCCD, la totalité de la population de Dubaï, du Grand Melbourne, de Londres, Taipei et Toronto, a accès à une source d'assainissement améliorée, mais on observe des pourcentages élevés d'eaux usées non traitées à Riyad (environ 90 %), Bogotá et Buenos Aires (environ 60 %, voir le graphique 5).

Un traitement efficace des **déchets** (ODD 12.5) est également crucial pour l'environnement et peut contribuer à la production d'énergie, et donc à la sécurité énergétique, à la réduction de la pollution et à une utilisation efficace des sols ainsi qu'à un développement économique durable et écologique. C'est ce que l'on peut constater à Hanoï et Quezon. Ces deux villes ont pris des mesures pour mieux gérer leurs décharges¹³³, tandis qu'à Istanbul la gestion circulaire des déchets permet de produire de l'électricité et du compost à partir de différentes sources de déchets, ainsi que d'utiliser la chaleur excédentaire pour améliorer la productivité des serres¹³⁴. Johannesburg a adopté une démarche intersectorielle de la gestion des déchets en intégrant les ramasseurs de déchets informels à la chaîne de valeur¹³⁵.

Les aires métropolitaines restent le fer de lance de l'action pour le climat grâce à leurs initiatives dans les domaines des transports, de la sécurité alimentaire, du bâtiment, des infrastructures et de la prestation de services de base (eau, assainissement, gestion des déchets, énergie). Leurs stratégies de résilience face aux changements climatiques favorisent l'atténuation des conséquences et l'adapta-

Pourcentage des eaux usées non traitées



tion à ces changements ainsi que l'éradication de la pauvreté et la réduction des inégalités. Il est absolument essentiel de surmonter les contraintes actuelles (barrières juridiques et réglementaires, asymétries de l'information, insuffisance de l'expertise, manque de ressources et d'accès à l'emprunt, et coordination insuffisante des parties prenantes¹³⁶, en particulier en l'absence de mécanismes internes clairs) pour que les aires métropolitaines continuent à montrer l'exemple, avec des mesures plus durables et plus respectueuses de l'environnement.

Les inégalités persistent, mais les stratégies pour l'inclusion sociale, l'équité et la cohabitation, se multiplient

Les aires métropolitaines du monde entier défendent des politiques et des initiatives pour favoriser l'inclusion sociale, l'équité et la cohabitation au sein de leurs territoires. Elles connaissent pourtant encore des inégalités et des taux de pauvreté importants (dans les pays de l'OCDE, l'inégalité des revenus dans les métropoles est supérieure de 3,3 % à la moyenne nationale)¹³⁷. Les écarts de revenus dans les métropoles varient énormément d'un pays à

l'autre : en Afrique du Sud et au Brésil, ils sont beaucoup plus évidents qu'en Nouvelle-Zélande ou au Danemark¹³⁸, mais de grandes aires métropolitaines comme Atlanta, la Nouvelle-Orléans, Washington D.C., Miami et New York connaissent des niveaux d'inégalité similaires à ceux de villes en développement comme Abidjan, Nairobi, Buenos Aires et Santiago, qui ont toutes un coefficient de Gini d'environ 0,50¹³⁹.

L'exclusion et les inégalités sont à la fois la cause et le résultat de la dispersion et de la fragmentation des aires métropolitaines. Les centres attirent les sièges d'entreprises, les talents et les connaissances, mais expulsent aussi les habitants de la classe moyenne et à faible revenu vers la périphérie et les quartiers plus pauvres¹⁴⁰.

Tandis que les aires métropolitaines continuent de croître à un rythme vertigineux, particulièrement en Afrique et en Asie, les citoyens les plus vulnérables n'ont pas les moyens de se payer un logement décent et n'ont d'autre choix que de s'installer dans des **bidonvilles surpeuplés et des quartiers informels**. Le pourcentage de la population vivant dans des bidonvilles est d'environ 14 % à Johannesburg,

Encadré 9

Planifier le développement en Afrique de l'Est : la zone de planification spéciale de Mukuru

Les programmes de réhabilitation des bidonvilles de Nairobi ont déployé des efforts importants¹⁴⁴. Le gouvernement a construit environ 4 000 logements à Soweto (Kibera) pour les vendre à des prix subventionnés, qui restent cependant trop élevés pour de nombreux habitants de ce quartier. À Mukuru, à l'est de Nairobi, le gouvernement a créé une zone de planification spéciale avec la participation du mouvement social Muungano wa Wanavijiji, qui depuis de nombreuses années collecte des données par le biais de ses groupes d'épargne communautaires et fait campagne pour l'investissement dans les services de base. Différents consortiums thématiques participeront à ce processus dans les domaines de l'eau, l'assainissement et l'énergie, des finances, de l'organisation territoriale et institutionnelle, des services de santé, de l'éducation, de la jeunesse et de la culture, de l'environnement et des ressources naturelles, du logement, des infrastructures et du commerce ainsi que de l'organisation, la coordination et la communication, au sein des quartiers.

Sources : https://wrirosscities.org/sites/default/files/WRR_Case-Study_Kampala_final.pdf;
<https://www.iied.org/special-approach-slum-upgrading-special-planning-area-mukuru-nairobi>.

10 % à Amman et Buenos Aires, et de plus de 5 % à Bogotá¹⁴¹. L'Agenda 2030 appelle de toute urgence à réhabiliter les bidonvilles à l'aide d'actions intégrales visant à garantir un logement décent et l'accès aux services.

Il est important que ces processus soient menés avec la participation des habitants et des parties prenantes des bidonvilles (voir l'encadré 9) et que les expulsions autoritaires, sans option de relogement (comme cela s'est produit dans le quartier de Badia East, dans le cadre du projet de développement et de gouvernance métropolitaine de Lagos), soient abandonnées¹⁴². La mise en place de mécanismes de participation citoyenne qui incluent les groupes les plus vulnérables s'inscrit parfaitement dans le cadre de l'Agenda 2030. En ce sens, la *blockchain* s'est avérée être un outil puissant : à Moscou, une plateforme basée sur ce système permet aux citoyens de prendre des décisions sur l'amélioration des espaces urbains, et à Buenos Aires, le projet *Waba* a développé une application qui encourage l'intégration sociale, civique et économique des habitants de quartiers informels. Elle forme des communautés qui gèrent elles-mêmes la gouvernance de leurs propres monnaies alternatives sur leurs marchés locaux¹⁴³.

Garantir l'accès à un logement adéquat et abordable (ODD 11) est l'un des principaux défis pour les aires métropolitaines de toutes les régions. Comme signalé plus haut, la déréglementation du marché et la croissance rapide des prix des terrains et des logements sont autant de questions que les villes se doivent de résoudre. C'est pourquoi de nombreuses métropoles ont signé la déclaration « Villes pour un logement convenable », lancée par Barcelone et CGLU, un appel à reconnaître le logement comme un droit humain plutôt que comme un bien marchand. Dans cette déclaration, les villes de Lisbonne, eThekweni, Mexico, Montevideo, Taipei, Berlin et Montréal, et les organismes métropolitains de Barcelone, du Grand Manchester et de Séoul, se sont engagés à soutenir le droit au logement pour la mise en œuvre de l'ODD 11 afin que les villes et les établissements humains soient plus inclusifs, sûrs, résilients et durables¹⁴⁵.

Pour renforcer la gestion des aires métropolitaines, les grandes villes doivent adopter des **démarches de planification stratégique et intégrale afin de mieux articuler la prestation de services, le développement urbain et la gestion des sols** (ODD 11.3) pour assurer le développement économique et l'inclusion sociale. Des villes comme Auckland, Barcelone, Lima, New York, Riyad, Shanghai et Tokyo, par exemple, ont déjà mis en œuvre des démarches dans ce sens¹⁴⁷. D'autres villes ont mis en place une planification intégrale dans des secteurs spécifiques, en tenant compte des besoins et des priorités de l'ensemble de l'aire métropolitaine, par exemple à Montréal avec le secteur Namur-de-la-Savanne¹⁴⁸ ; à Berlin avec le district Waterkant qui vise à construire de nouvelles unités de logement (dotées de services tels que jardins d'enfants, pharmacies, terrains de jeux, etc.) et à élaborer des mesures spécifiques en matière de circulation et de mobilité¹⁴⁹ ; à Bruxelles avec la reconversion d'une ancienne caserne militaire

Encadré 10

Les mesures contre la pauvreté d'eThekweni

La ville sud-africaine d'eThekweni¹⁴⁶ s'est dotée d'un ensemble complet de mesures pour aider les personnes pauvres et vulnérables, et notamment les communautés indigènes (ODD 1, 6, 10 et 11). Les tarifs des services de base ne sont pas perçus sur les propriétés en dessous d'un certain montant, et les retraités et bénéficiaires d'allocations sociales bénéficient d'un traitement préférentiel. L'utilisation de l'eau, des installations sanitaires, de l'électricité et des services de gestion des déchets, est en outre gratuite jusqu'à un certain seuil.

Un nouveau programme fournira gratuitement plus de 150 000 unités de logement aux personnes pauvres sur une période de dix ans. Pour améliorer la qualité de vie dans les quartiers informels et les zones d'attente, des services d'urgence/provisoires à court terme ont été mis en place : blocs sanitaires, enlèvement des ordures, fossés d'évacuation des eaux pluviales, coupe-feux, etc. Des solutions de logement et d'aménagement urbain innovantes sont en outre mises en œuvre afin de promouvoir la densification, la cohésion sociale et la durabilité de l'environnement urbain.

Source : http://www.durban.gov.za/City_Services/Community_Participation/Pages/Poverty-Alleviation-Programme.aspx.

(Usquare) en quartier inclusif, habité par des familles et des étudiants et combinant efficacité, patrimoine, économie circulaire, développement durable et connaissances¹⁵⁰ ; et à Sydney avec le Green Square, qui a subi une transformation profonde pour devenir une communauté vivante et intégrée au tissu urbain, dotée d'équipements durables, de réseaux de transport, d'espaces publics, de logements de qualité, de commerces, services et emplois, avec une empreinte environnementale minime¹⁵¹. Dans les pays en développement, ce type de démarche stratégique est encore limité.

Presque toutes les aires métropolitaines accueillent un nombre croissant de **personnes migrantes**, internes ou internationales. Les migrants sont l'un des groupes les plus vulnérables mentionnés dans l'Agenda 2030, les femmes migrantes étant particulièrement vulnérables. Leur qualité de vie est déterminée en grande partie par les politiques locales. Les villes jouent un rôle essentiel pour garantir l'intégration sociale des personnes migrantes et faciliter leur accès au logement, à l'emploi, à l'éducation et à la santé. L'augmentation du nombre de migrants ainsi que leur diversité ne concernent cependant pas uniquement les aires métropolitaines, mais aussi les villes de plus petite taille¹⁵². Chengdu a mis en place, en ce sens, une plateforme qui permet aux migrants d'exprimer leurs préoccupations au niveau communautaire, notamment en ce qui concerne l'allocation des ressources publiques¹⁵³. La municipalité du Grand Amman élabore des politiques visant à réduire les tensions socio-culturelles et la ségrégation spatiale entre les communautés d'accueil et de personnes réfugiées dans le district de Badr Nazzai, dans le sud de la ville¹⁵⁴.

Pour promouvoir l'inclusion sociale, lutter contre la pauvreté et favoriser l'emploi, les aires métropolitaines doivent également s'occuper des questions relatives à la sécurité (ODD 11.7), en particulier en Amérique latine, mais aussi en Afrique du Sud et aux États-Unis. Selon le rapport annuel sur les cinquante villes les plus dangereuses, quarante-trois d'entre elles se trouvent en Amérique latine, quatre aux États-Unis et trois en Afrique du Sud¹⁵⁵. En Afrique, l'agitation civile, l'instabilité politique et le terrorisme, sont une source de préoccupation dans des métropoles telles qu'Addis-Abeba, Johannesburg et Nairobi¹⁵⁶, tandis qu'en Amérique latine l'insécurité est surtout causée par les crimes liés au trafic de drogue, les gangs de jeunes et la violence institutionnelle¹⁵⁷. Afin de lutter contre l'insécurité, de nombreuses villes ont adopté des démarches participatives pour élaborer des stratégies qui ont donné des résultats encourageants (par exemple Medellín et Séoul), en ciblant les quartiers en difficulté, en impliquant les communautés, les écoles, la police et les districts, et en sécurisant les espaces publics grâce à des politiques conçues pour les groupes vulnérables tels que les jeunes, les femmes et les personnes âgées¹⁵⁸.

Depuis la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes – CEDAW (1979) et la Convention de Belém do Pará (1994), les Agendas mondiaux ont confirmé qu'il

La qualité de vie des migrants est déterminée en grande partie par les politiques locales. Les aires métropolitaines jouent un rôle essentiel pour faciliter leur accès au logement, à l'emploi, à l'éducation et à la santé.

est nécessaire de surveiller, de prévenir et de punir la violence envers les femmes, et de la considérer comme un problème public qui empêche l'autonomie et l'émancipation¹⁵⁹. Le corps des femmes est le point de départ de la domination et de l'assujettissement qui se reproduisent dans la sphère privée, dans la rue, dans les quartiers, dans les municipalités et dans l'ensemble de l'aire métropolitaine. Outre les vols, les agressions et l'usage illégitime de la force par des criminels, les femmes sont exposées aux attaques, au harcèlement verbal et physique, aux abus sexuels, au viol et même au meurtre, dû au simple fait qu'elles soient femmes. Cette violence, souvent confinée à leur domicile, se produit également dans l'espace public, sur les places, dans les parcs, dans la rue et dans les transports publics. La ville et le territoire doivent donc être aménagés de manière à tenir compte de ces défis et à utiliser les infrastructures et les espaces publics pour lutter contre ce phénomène, afin de ne pas aggraver la vulnérabilité des femmes. Elles ont aujourd'hui plus peur que les hommes de se

Manifestation à l'occasion de la Journée internationale des femmes travailleuses, Santiago du Chili (photo : Fran[zi]s[ko] Vicencio, t.ly/PB6g8).



déplacer dans la ville. Cette peur limite leur liberté, leur droit de profiter et de s'approprier l'espace public et la vie publique. Elle entrave leur développement en tant que travailleuses, citoyennes, participantes mobilisées et actives, capables de profiter de toutes les opportunités que l'environnement métropolitain peut offrir¹⁶⁰.

De nombreuses actions ont vu le jour dans les aires métropolitaines du monde entier pour réduire la violence envers les **femmes**, protéger leurs droits et leur donner les moyens de participer à la vie publique. Il est primordial d'intégrer la question du genre dans les politiques et les actions publiques pour parvenir à l'égalité des droits. À cet égard, des actions ont été mises en œuvre dans les domaines des espaces urbains (l'application gratuite *Safe-tiPin* de New Delhi indique par exemple sur des cartes interactives les lieux où les femmes ne se sentent pas en sécurité, et comprend un service d'alerte – aujourd'hui également disponible à Bangalore, Bogotá et Jakarta, entre autres¹⁶¹), des transports publics (le projet « À bas le harcèlement » de Quito, qui vise à mettre fin au harcèlement dans les transports publics, mis en œuvre grâce à l'initiative phare mondiale d'ONU Femmes « Des villes sûres et des espaces publics sûrs¹⁶² », et les bus de Toronto qui s'arrêtent à la demande des femmes entre 21 heures et 5 heures du matin afin de réduire la distance qu'elles doivent parcourir à pied¹⁶³) et de la sensibilisation (plus de cent jeunes agents du changement au Caire mènent des activités dans les écoles et dans d'autres cadres pour promouvoir des relations respectueuses entre les femmes et les hommes, l'égalité de genre et la sécurité dans les espaces publics, et des actions similaires ont été mises en œuvre à Séoul, Montréal et Barcelone)¹⁶⁴.

Les aires métropolitaines doivent également tenir compte d'autres **groupes vulnérables** tels que les personnes handicapées, qui représentent 15 % de la population mondiale. Les grandes villes sont parmi les plus difficiles d'accès pour les personnes aveugles, sourdes et celles à mobilité réduite, et les niveaux de maladie mentale y sont en hausse¹⁶⁵.

Les métropoles mettent en œuvre des politiques visant à favoriser leur inclusion, par exemple à Dakar avec le micro-jardinage pour les personnes vulnérables, notamment les personnes handicapées, les femmes, les personnes âgées, les jeunes et les enfants¹⁶⁶, ou à les impliquer dans une planification stratégique participative et inclusive, par exemple à Guadalajara dans le cadre du programme de développement métropolitain¹⁶⁷. Le vieillissement inévitable de la population métropolitaine (57 % des personnes âgées de 60 ans et plus vivent en ville, le nombre total de personnes de plus de 60 ans devrait doubler d'ici à 2050¹⁶⁸) doit absolument être pris en compte dans l'élaboration de politiques équilibrées et durables qui luttent contre la pauvreté des personnes âgées, le travail mal rémunéré (comme à Singapour¹⁶⁹) et le sentiment de solitude (à Stockholm, 35 % des personnes de plus de 75 ans se sentent seules¹⁷⁰). Ces politiques doivent également encadrer l'adaptation des logements et des espaces publics ainsi que la réforme du système de santé et de soins, notamment en comblant le fossé entre systèmes public et privé. Les aires métropolitaines s'adaptent à ces défis en proposant des programmes de cohabitation aux personnes âgées et aux étudiants (Milan¹⁷¹), en encourageant les programmes de volontariat, en offrant aux demandeurs d'emploi âgés une assistance en matière de santé, de compétences et d'employabilité, en favorisant l'accès à des appartements de soins renforcés pour les personnes âgées dotés d'une bibliothèque et de services de santé, en enseignant des compétences numériques dans un environnement informel (Grand Manchester¹⁷²) et en menant des campagnes pour réduire les préjugés et la discrimination envers les personnes âgées (Guadalajara)¹⁷³. En ce sens, il est essentiel de valoriser l'empathie ainsi que de développer la **culture** de l'accessibilité (non seulement la dimension du patrimoine culturel, mais aussi la créativité, la diversité et la participation au sens le plus large de l'ODD 11.4¹⁷⁴) pour rendre les aires métropolitaines plus humaines, résilientes, inclusives et participatives.

Intégrer l'Agenda 2030 aux politiques et pratiques et l'utiliser pour relever les défis décrits plus haut permettra de montrer comment les aires métropolitaines peuvent contribuer au développement durable et mettre en œuvre des solutions innovantes et efficaces qui tirent parti de leur potentiel. Néanmoins, dans de nombreuses aires métropolitaines la fragmentation institutionnelle empêche les citoyens d'accéder pleinement à leurs droits et à l'universalisation des services de base (transport, logement, eau, assainissement, etc.). Cela concerne particulièrement les femmes et les groupes les plus vulnérables (les pauvres, les jeunes, les personnes handicapées, les personnes âgées et les migrants) et les personnes qui vivent en périphérie, qu'elle soit territoriale ou sociale. Il reste beaucoup à faire pour créer des environnements juridiques et institutionnels favorables, ainsi que de nouveaux mécanismes de gouvernance qui permettent de créer des politiques publiques métropolitaines de qualité. ●

Encadré 11

Le quartier Goes de Montevideo

Goes est un ancien quartier défavorisé de Montevideo qui a connu une complète revitalisation socio-urbaine. Il s'agit aujourd'hui d'un lieu accueillant, harmonieux et touristique. Le renouvellement du quartier s'est traduit par de nouveaux espaces publics ouverts, un plus grand choix de logements, une intégration sociale accrue et de nouvelles opportunités économiques. Les processus participatifs employés dès le départ ont permis de créer un nouveau modèle de gouvernance qui privilégie l'identité locale et la gestion conjointe des équipements publics entre le conseil et la communauté, par exemple avec le Centro Cultural Terminal Goes.

Source : <http://culturalgoes.montevideo.gub.uy/centro-cultural-terminal-goes/gestion>.

4. Conclusions

Ce chapitre et ceux qui le précèdent ont montré que les métropoles sont parmi les principales actrices de l'intégration de l'Agenda 2030 et d'autres agendas connexes dans leurs stratégies, plans et politiques de développement. Des villes pionnières ont déployé des stratégies intégrées ainsi que des solutions innovantes pour résoudre les problématiques les plus urgentes. Pour mettre en œuvre l'Agenda 2030 efficacement et garantir la transparence et la reddition des comptes dans le but de rapprocher les politiques publiques des citoyens, en particulier les plus vulnérables, l'élaboration des politiques métropolitaines doit suivre une démarche intégrée et inclusive, en assurant une coordination adéquate entre les différentes sphères de gouvernement et la participation des citoyens ainsi que des parties prenantes. Le modèle métropolitain est essentiel pour accomplir cela. Certaines aires métropolitaines ont déjà adopté cette stratégie et, idéalement, d'autres devraient bientôt les imiter.

Les aires métropolitaines sont reconnues dans le monde entier comme des moteurs de la croissance qui stimulent les économies nationales et même internationales, et comme des leaders en matière d'investissements et de compétitivité. Cependant, elles sont aussi le théâtre de contradictions majeures : la richesse augmente mais les problèmes d'exclusion s'aggravent, l'économie croît mais les conditions d'emploi sont précaires. En outre, les villes du Sud sont un terreau fertile pour l'économie et l'habitat informels. Les habitants des métropoles espèrent une meilleure qualité de vie, mais voient leur santé se détériorer en raison de la pollution, de la dégradation de l'environnement et de l'épuisement des ressources naturelles. Pour la plupart des métropoles, il est urgent de trouver de nouveaux modèles de développement économique et social afin de mieux contrôler leur croissance et de minimiser les effets négatifs des modèles actuels de développement non durable.

En juillet 2018, les maires de métropoles des différentes régions, préoccupés par la crise mondiale du logement qui a frappé les grandes aires urbaines

et désireux de plaider pour de meilleures villes et le respect des droits à la ville pour tous, ont demandé, devant l'ONU, davantage de pouvoirs juridiques et fiscaux pour lutter contre la spéculation et garantir la fonction sociale de la ville. Ils ont également demandé davantage de fonds à investir dans les logements publics et les quartiers, la coproduction de solutions alternatives avec les communautés, une meilleure planification pour contribuer à la durabilité sociale, économique et environnementale du tissu urbain et un renforcement de la coopération entre les villes afin de mieux gérer les stratégies à long terme à l'échelle métropolitaine¹⁷⁵.

Parallèlement, les gouvernements métropolitains du monde entier mènent la lutte contre les changements climatiques en renforçant la résilience, comme l'ont montré les grandes villes lors du Sommet mondial Action Climat en septembre 2018. Elles investissent dans la réduction de l'empreinte carbone, favorisent la transition vers les énergies renouvelables, privilégient l'écologie dans les bâtiments et les services publics, stimulent les économies circulaires et du partage, soutiennent l'innovation et contrôlent mieux l'utilisation des technologies et des données – tout cela dans le but de contrebalancer les externalités négatives. Des villes clés revendiquent un rôle majeur dans les grands forums tels que les conférences annuelles de la COP, auxquelles elles participent déjà activement. Toutefois, comme l'a souligné le GIEC, arrêter les changements climatiques nécessite un effort collectif beaucoup plus important à tous les niveaux.

Pour relever les défis évoqués ci-dessus, il est essentiel de tirer parti de l'innovation et des solutions proposées par les aires métropolitaines en partageant les connaissances et expériences qui contribuent à améliorer les politiques publiques. Toutefois, les modèles de gouvernance actuels réduisent la capacité des aires métropolitaines à apporter des solutions efficaces aux problèmes qu'elles rencontrent. Le potentiel de transformation de l'Agenda 2030 devrait permettre d'améliorer le processus d'élaboration des politiques au niveau métropolitain. Les recommandations suivantes sont

fondées sur l'analyse des pages précédentes, sur la Déclaration de Montréal sur les aires métropolitaines pour Habitat III (octobre 2015) et sur les messages clés du rapport GOLD IV :

Les systèmes de gouvernance métropolitaine sont, de fait, de plus en plus réformés et adaptés dans le monde entier. **De nouveaux modèles de gouvernance plus inclusifs sont indispensables pour faire face à la complexité croissante des aires métropolitaines.** Comme souligné dans les pages précédentes, bien qu'il n'existe pas de solution universelle, certains principes de base sont propices à une **gouvernance métropolitaine collaborative et efficace : la démocratie locale comme base de la légitimité des institutions métropolitaines, des gouvernements locaux forts** (décentralisation effective), **une coopération multiniveaux basée sur le respect des principes de subsidiarité, des mécanismes participatifs solides et sensibles à la question du genre, ainsi que des ressources et instruments de financement adéquats.** La perspective du genre doit également être intégrée à la conception, à l'exécution et à l'évaluation des politiques publiques. Un système de gouvernance métropolitaine équitable devrait encourager un développement polycentrique et équilibré afin de garantir l'inclusion de l'ensemble de la région métropolitaine, c'est-à-dire des villes centrales et périphériques.

Les espaces métropolitains devraient en outre tenir compte de l'impact qu'ils peuvent avoir non seulement sur les villes périphériques, mais aussi sur les territoires environnants, sur leur arrière-pays ou sur les démarches territoriales au niveau national. Pour mettre en œuvre l'Agenda 2030 et le Nouvel Agenda urbain, il est essentiel de redéfinir ces relations et cette interdépendance dans le cadre d'une approche territoriale et urbaine systémique.

Les démarches de financement traditionnelles doivent être repensées en profondeur afin de donner plus de pouvoir aux autorités métropolitaines pour qu'elles puissent faire face à la financiarisation et la marchandisation généralisées des biens publics urbains et des marchés immobiliers. Les métropoles doivent être en mesure de mobiliser les ressources locales, de recevoir des transferts suffisants et accéder à l'emprunt sur les marchés nationaux et internationaux afin d'investir dans les grandes infrastructures et les services, et de répondre aux défis de l'inclusion sociale et des changements climatiques. Cela leur donnerait les moyens de concilier les contraintes financières et l'impératif de développement durable à long terme, et de compenser les inégalités de richesse croissantes, tant entre les villes qu'en leur sein.

Pour mieux répondre à l'Agenda 2030, à l'Accord de Paris et aux autres agendas mondiaux de développement, les aires métropolitaines devraient **renforcer leur capacité à élaborer des plans stratégiques intégrés et participatifs alignés sur les cibles des ODD, et leur capacité à couvrir les différentes dimensions du développement urbain durable afin de construire des villes plus inclusives, résilientes et sûres.** Les gouvernements des métropoles devraient passer d'un processus décisionnel

sectoriel fragmenté à une démarche de planification stratégique pour l'ensemble de l'aire métropolitaine, qui tienne compte des tensions systémiques entre l'inclusion, les politiques environnementales, le développement économique et la résilience. Ils devraient renforcer la collaboration au sein des aires métropolitaines, ainsi qu'avec leurs zones périurbaines et leurs arrière-pays, afin de favoriser les synergies, de soulager les pressions de l'urbanisation et de réduire les impacts sur l'environnement.

Comme le demande le Nouvel Agenda urbain, **une planification urbaine inclusive devrait viser l'accès universel aux services de base et à un logement convenable, des quartiers compacts, multifonctionnels et socialement mixtes** avec une bonne qualité de vie, des distances de déplacement réduites et des transports publics améliorés, des espaces publics accessibles et plus sûrs, un accès plus équitable aux services et infrastructures de base et des équipements culturels pour tous. Dans les pays en développement, les établissements informels doivent être reconnus et intégrés au tissu urbain, avec des politiques adéquates de reconnaissance du régime foncier et de réhabilitation des bidonvilles. Les politiques culturelles (notamment la protection du patrimoine, de la diversité et de la créativité) sont également un levier pour l'épanouissement des aires métropolitaines.


La réalisation des agendas mondiaux nécessite des **partenariats plus solides pour la coproduction de la ville. Afin de renforcer et d'autonomiser la participation des citoyens, les dirigeants métropolitains devraient soutenir une société civile organisée** et mettre en place des espaces autonomes et des mécanismes diversifiés de participation à la prise de décision locale, tout en tenant compte de la protection des droits humains définis par l'ONU – le droit d'accéder aux services de base, l'égalité des genres, le droit à un logement convenable et la sécurité de l'usage du sol, une protection sociale adéquate, le respect des personnes migrantes, réfugiées et des minorités, des communautés sans violence, et la défense des droits numériques – et placer ainsi les principes du « Droit à la ville » au cœur de l'agenda urbain.

Pour renforcer la capacité de coproduction à travers des pratiques participatives de planification, de présentation de rapports et de suivi, les gouvernements locaux devraient également **renforcer les systèmes métropolitains de collecte et de traitement des données à l'aide d'indicateurs alignés sur ceux des ODD.** Les différents niveaux de gouvernement, ainsi que les universités, les centres de connaissances, les OSC et le secteur privé, devraient tous contribuer à cet effort.

Malgré l'importance de leur rôle et des défis auxquels elles sont confrontées, les aires métropolitaines ne bénéficient que d'une reconnaissance politique limitée. La dimension métropolitaine semble diluée ou n'est que brièvement évoquée dans la plupart des agendas mondiaux, par exemple le Nouvel Agenda urbain, l'Accord de Paris sur les changements climatiques et le Programme d'action d'Addis-Abeba. L'Agenda 2030 pourrait agir comme

un levier pour que l'environnement où les aires métropolitaines opèrent favorise la dimension métropolitaine des différents agendas politiques. **Les dirigeants métropolitains doivent redoubler d'efforts pour agir sur la scène mondiale, en particulier dans le processus de présentation de rapports à l'ONU avec les Examens nationaux volontaires et, dans la mesure du possible, encourager la production d'Examens locaux volontaires pour faire entendre leur voix.** Ils doivent renforcer la coopération et promouvoir le partage des connaissances entre eux et avec les réseaux de villes périphériques afin de favoriser l'innovation et d'encourager les actions positives.

Les modèles de développement actuels, émanant de notre aspiration à une croissance permanente, sont à l'origine de certains des défis les plus préoccupants auxquels les métropoles du monde entier


doivent faire face. Peu de métropoles disposent des ressources et de toutes les compétences nécessaires pour relever ces défis très complexes. Au-delà des solutions ponctuelles, innovantes et efficaces que les villes créent actuellement pour relever ces défis, la transition vers un modèle de développement plus durable nécessitera une redéfinition des modèles de développement économique et social dominants afin qu'ils soient compatibles avec les limites de notre planète. **Les villes métropolitaines devraient mener un dialogue mondial pour repenser ces modes de développement et mettre au point des plans d'action communs assortis de mesures concrètes pour avancer vers un développement plus durable et plus inclusif, en accord avec l'Agenda 2030.** 



Fresque murale réalisée pour la deuxième édition du Festival Wall Street Art de Grigny, une ville de l'agglomération du Grand Paris (photo : © Amanda Fléty Martínez).



Conclusions



Il existe une infinité de possibilités. Lorsqu'elles sont élaborées à partir des réalités locales et adaptées à celles-ci, les stratégies de développement localisées contribuent à transformer les modèles de développement durable au niveau mondial.

Travail de groupe lors des activités d'apprentissage de CGLU organisées durant le Séminaire et Campus 2017 à Barcelone (photo : UCLG-CGLU/Mark Schardan, bit.ly/2oqhSu3).

Le Programme à l'horizon 2030 (ou Agenda 2030) vise à éliminer la pauvreté, promouvoir la prospérité humaine et la paix, réduire les inégalités, inverser la tendance à la dégradation de la planète, et renforcer le Partenariat mondial pour le développement durable. L'adoption, entre 2015 et 2016, de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, du Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement, du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et du Nouvel Agenda urbain, représente un espoir sans précédent pour la coopération multilatérale et la promotion de modèles de développement plus inclusifs et respectueux de l'environnement. Les collectivités territoriales (CT), en adoptant largement ces objectifs et en s'engageant activement dans leur mise en œuvre, ont démontré leur ferme volonté de contribuer à la réalisation des agendas mondiaux.

À la fin du premier cycle quadriennal d'évaluation des progrès réalisés, les premiers états des lieux montrent des résultats mitigés. Alors que l'économie mondiale subit un nouveau ralentissement, le multilatéralisme est actuellement menacé par la polarisation des politiques nationales. Les inégalités économiques croissantes et les tensions mondiales renforcent l'inquiétude des populations concernant l'avenir et leur méfiance à l'égard des systèmes et des institutions politiques, alors qu'un nombre croissant de conflits armés et de catastrophes naturelles entraîne des migrations massives.

La présente conclusion récapitule en premier lieu les principaux résultats du rapport sur les progrès accomplis en matière de mise en œuvre des agendas mondiaux. La section 1 présente une analyse des changements qu'ont induits les tendances mondiales sur le contexte de mise en œuvre des ODD. Elle conclut que l'importance et la centralité

du phénomène urbain et territorial dans le processus de développement ne fera qu'augmenter, et avec lui, l'importance et le rôle des CT dans la réalisation des ODD. L'étude se poursuit ensuite dans la section 2, avec un aperçu des progrès réalisés concernant la localisation des agendas mondiaux. Cette section souligne la façon dont les politiques territorialisées des CT (qui impliquent un travail d'alignement sur les ODD, la défense de l'accès universel aux biens publics ou la nécessité des données localisées pour le suivi et l'évaluation des ODD, entre autres) constituent des étapes fondamentales et parfois même motrices, vers la réalisation des ODD. La section 3 fournit une analyse de l'évolution des environnements institutionnels visant à la localisation des ODD. Elle examine conjointement la décentralisation, les mécanismes de gouvernance multiniveaux et les moyens disponibles pour financer le passage aux modèles de développement durable. Cette section souligne le fait que, pour atteindre les ODD, les environnements institutionnels doivent favoriser la gouvernance multiniveaux, afin de garantir la cohérence des politiques et de favoriser l'action locale, tout en ouvrant la voie aux débats sur les différentes approches en fonction de chaque contexte. Enfin, la section 4 avance plusieurs recommandations visant à élaborer une feuille de route des CT, pour accélérer et intensifier l'action locale en vue de la réalisation des ODD. ☉

1. Quelles sont les tendances mondiales qui affectent la mise en œuvre de l'Agenda 2030 ?

1.1. Des progrès insuffisants : plusieurs signaux d'alarme

Le Rapport 2019 du Secrétaire général des Nations unies au Forum politique de haut niveau signale que « des progrès ont été accomplis et que certaines tendances sont évidemment favorables à la mise en œuvre des ODD », mais que « la réponse mondiale n'a pas été suffisamment ambitieuse¹ ». Les taux d'extrême pauvreté et de mortalité infantile continuent de baisser, tout comme l'incidence des maladies. Des progrès ont été accomplis concernant certains objectifs d'égalité de genre, d'accès à l'électricité, de productivité de la main-d'œuvre et de réduction du chômage. En outre, la part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles a diminué, les zones marines protégées se sont étendues et certains moyens de mise en œuvre évoluent rapidement.

Dans l'ensemble, les gouvernements nationaux ont fait preuve d'un haut niveau d'engagement dans la réalisation des ODD : depuis 2016, 142 pays ont présenté leur Examen national volontaire (ENV). Ensemble, ils représentent 86 % de la population mondiale. La majorité des pays ont intégré l'Agenda 2030 et les ODD dans leurs plans et stratégies de développement nationaux ou ont élaboré des feuilles de route spécifiques à leur réalisation. Presque tous les pays ont mis en place des structures de coordination aux échelons supérieurs de gouvernement pour assurer une mise en œuvre plus cohérente. Nombre d'entre eux adaptent leurs cadres institutionnels pour favoriser les liens entre les différentes politiques sectorielles et impliquent la société civile, les entreprises, le monde universitaire et les partenaires sociaux.

Toutefois, les évaluations réalisées par les Nations unies et les agences internationales sur les progrès mondiaux réalisés dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 restent critiques. Le Rapport du Secrétaire général des Nations unies souligne que, au rythme actuel, bon nombre des cibles et

objectifs ne seront probablement pas atteints. Par exemple, le taux d'extrême pauvreté devrait atteindre 6 % en 2030, manquant ainsi l'objectif mondial d'éradication de l'extrême pauvreté, alors que la faim est en hausse pour la troisième année consécutive. En Afrique, « le nombre de personnes entrant dans la pauvreté est plus important que le nombre parvenant à s'en extraire² ». Parallèlement, la majorité des indicateurs relatifs aux écosystèmes montrent un déclin rapide, et la perte de la biodiversité se poursuit à un rythme alarmant. La croissance économique a exacerbé les inégalités entre les pays et à l'intérieur des pays, et les marchés formels ne sont pas en mesure d'absorber le travail informel et le chômage élevé des jeunes. La moitié de l'humanité, les femmes et les filles, continue de subir des violences, des normes sociales injustes et des inégalités de traitement, dans leur foyer comme au travail. En outre, le financement disponible pour le développement durable n'est pas suffisant pour atteindre les ODD. Les moyens de mise en œuvre ne sont pas encore articulés et les institutions ne sont pas assez solides pour répondre de façon adéquate aux défis posés, qui nécessitent des réponses globales et intégrées.

D'autres rapports aboutissent à des conclusions similaires, voire plus critiques³. Plusieurs institutions et mouvements sociaux soulignent l'existence d'un « fossé croissant entre la rhétorique et l'action ». Le contraste est particulièrement marqué si l'on analyse les Examens nationaux volontaires (ENV) présentés aux Nations unies par les différents pays⁴.

Les écarts entre les engagements et les actions sont également perceptibles en ce qui concerne l'Agenda de Paris sur les changements climatiques et le Nouvel Agenda urbain. L'analyse des contributions déterminées au niveau national dans le cadre de la Convention-Cadre des Nations unies



sur les changements climatiques, communiquées par 190 parties prenantes (97 % des parties de la CCNUCC) pour le 1^{er} cycle (2015-2020), montre que l'objectif de l'Accord de Paris visant à maintenir la température mondiale en dessous de 2 °C ne sera pas atteint si les pays ne prennent pas des engagements plus ambitieux pour le prochain cycle (2020)⁵. Pourtant, la réduction des impacts du changement climatique est étroitement liée au développement durable, à l'éradication de la pauvreté et à la réduction des inégalités⁶.

La mise en œuvre du Nouvel Agenda urbain au niveau national progresse quant à elle à un rythme plus lent. Environ 92 pays mettent déjà en œuvre une certaine forme de politique urbaine nationale, mais seuls 13 d'entre eux ont atteint l'étape du suivi et de l'évaluation⁷. Au niveau régional, dans l'Union européenne, les États membres ont adopté en 2016 le Pacte d'Amsterdam, qui reprend les ODD, et le Nouvel Agenda urbain dans le contexte européen. En Amérique latine, la CEPAL, en coopération avec le Forum des ministres et des autorités de haut niveau du secteur du logement et du développement urbain (MINURVI) et ONU-Habitat, a adopté le « Plan régional de mise en œuvre du Nouvel Agenda urbain » et créé une plateforme régionale pour en faciliter le suivi et la surveillance. Les pays africains cherchent à élaborer un cadre

régional harmonisé pour la mise en œuvre du Nouvel Agenda urbain mais, dans la plupart des pays, les contributions déterminées au niveau national et les politiques nationales urbaines restent souvent déconnectées des ODD.

Comme l'illustre cette brève introduction, il est généralement admis que **le passage à un nouveau paradigme de durabilité, envisagé par les engagements de 2015, n'a pas lieu au rythme et à l'échelle requis, et que la situation régresse même dans certains territoires. Comme l'a affirmé le Secrétaire général de l'ONU, les ambitions et les efforts visant à mettre en œuvre les agendas mondiaux doivent s'intensifier et s'accélérer si la communauté internationale souhaite réaliser les transformations nécessaires pour préserver son avenir.** ☉

1.2. Les nouveaux rôles des collectivités territoriales face aux transformations mondiales majeures

Le monde est confronté à des transformations majeures qui mettent fortement sous pression la réalisation des agendas mondiaux. Ces transformations façonnent la structure de nos sociétés, leurs modèles économiques et de gouvernance ; elles conditionnent le rôle et les capacités des institutions et des différents acteurs. Le Secrétaire général des Nations unies identifie cinq grandes tendances : l'urbanisation, les changements démographiques et climatiques, les crises et conflits prolongés et les technologies de pointe⁸.

Le monde devrait compter 9,7 milliards d'êtres humains d'ici 2050, dont 70 % dans les zones urbaines. La viabilité de **ces changements démographiques** et de ces taux d'urbanisation « dépendra de la gestion de la croissance urbaine dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, où l'urbanisation devrait être la plus rapide⁹ ». En réalité, 35 % de la croissance de la population urbaine mondiale entre 2018 et 2050 seront concentrés dans trois pays (l'Inde, la Chine et le Nigeria)¹⁰. Parallèlement, 55 % de la croissance démographique concerneront l'Afrique, dont la population urbaine devrait tripler d'ici 2050. Le continent africain affichera également le pourcentage le plus élevé de jeunes. En revanche, dans toutes les régions, à l'exception de l'Afrique, au moins un quart de la population sera âgée de 60 ans ou plus. Ces changements démographiques auront un impact considérable sur l'urbanisation. Alors qu'aujourd'hui 3 citadins sur 5 (soit 57 %) vivent dans des villes de moins d'un million d'habitants, ce nombre passera à 2,5 sur 5 en 2035 (soit 53 %). Le nombre de mégapoles dans le monde (villes de plus de 10 millions d'habitants) passera de 33 à 48, et ces villes accueilleront 16 % de la population urbaine mondiale. 43 de ces mégapoles seront situées dans le Sud, dont 32 en Asie¹¹. Cependant, les mégapoles et aires métropolitaines ne seront pas les seules à connaître un accroissement majeur : les villes intermédiaires, dont la population varie de 500 000 à 1 million d'habitants, sont également en pleine expansion. Elles représentent plus de 8 900 villes et abritent près de 36 % de la population urbaine mondiale, et nombre d'entre elles sont confrontées à d'importants défis en termes d'urbanisation et de gestion de leur croissance.

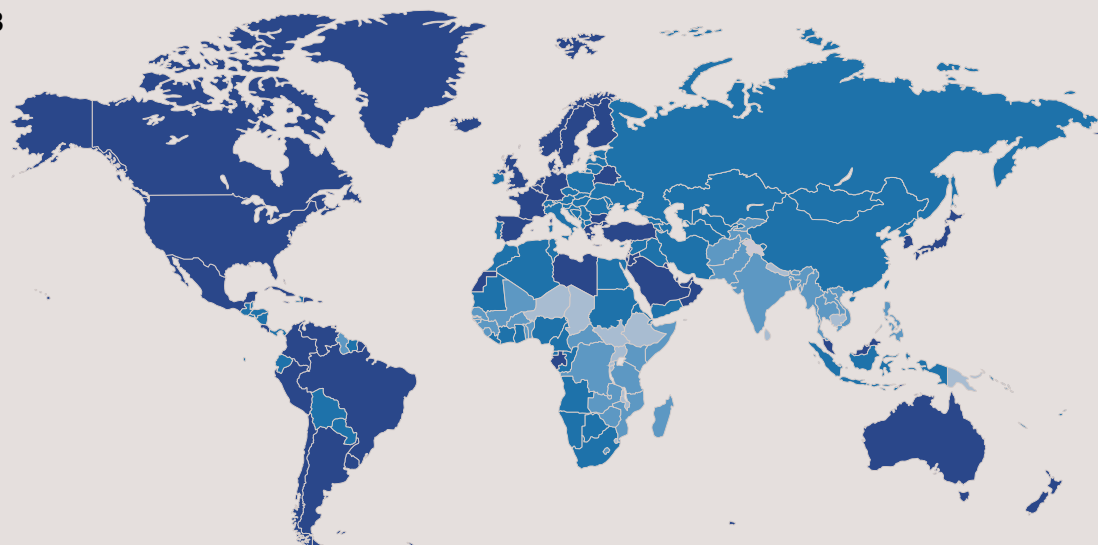
Comme le souligne le rapport spécial du GIEC 2018, si le réchauffement planétaire devait dépasser 1,5 °C, le monde verrait se profiler un scénario très

incertain, dans lequel l'ampleur des risques liés au climat dépendra du rythme, du pic et de la durée du réchauffement. Afin de parvenir à des voies de développement compatibles avec l'engagement visant à limiter les changements climatiques à 1,5 °C, des conditions favorables doivent être créées pour permettre des transformations et des changements systémiques concernant la gestion de l'énergie, des terres et des écosystèmes, des infrastructures urbaines et des systèmes industriels. Les schémas d'urbanisation établis dépendent fortement des combustibles fossiles, et la complexité des circuits mondiaux de production et de consommation entraîne, depuis toujours, une forte concentration des émissions de gaz à effet de serre dans les villes. Cette concentration représente les deux tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre et de la consommation d'énergie. Or, en même temps, les villes subissent de plus en plus les effets du **changement climatique**. Le nombre et l'impact des catastrophes naturelles, qui se concentrent de plus en plus dans les zones urbaines, ont fortement augmenté au cours de la dernière décennie¹². À moins qu'un travail d'adaptation et d'atténuation ne soit entrepris pour décarboniser les zones urbaines, la combinaison des vagues de chaleur, des inondations, des nouveaux vecteurs de maladies, de la pollution atmosphérique et des pénuries d'eau aura un impact considérable sur les villes. De nombreuses villes situées dans des zones côtières de faible altitude seront exposées à l'élévation du niveau de la mer (ce nombre est estimé à 570 villes, accueillant plus de 800 millions de personnes) et à d'autres risques associés à la dégradation des systèmes écologiques, tels que les intrusions d'eau salée, les inondations et les dommages causés aux infrastructures.

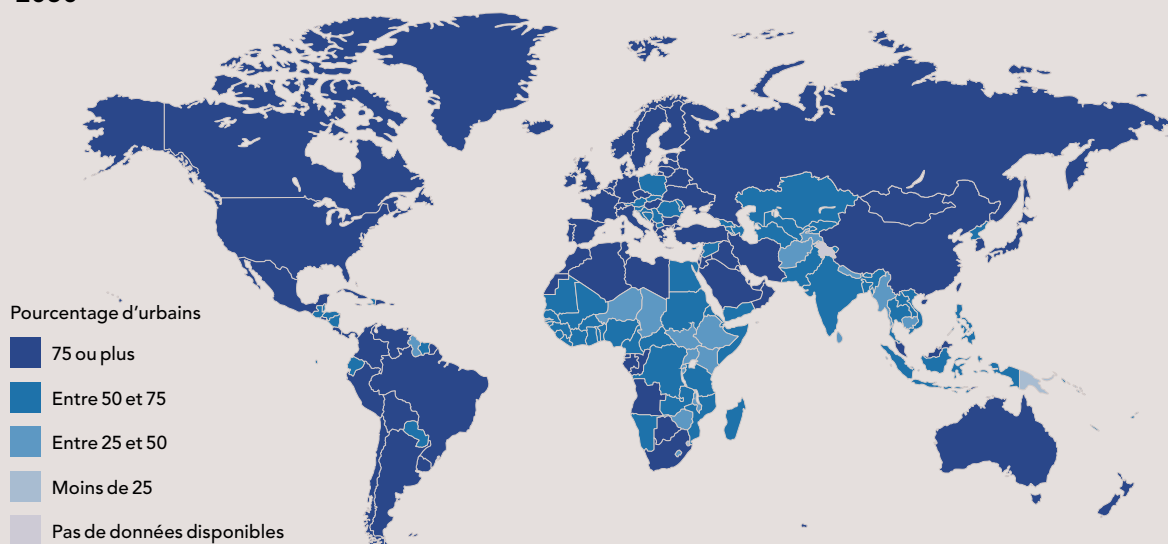
Des changements systémiques sont requis pour une meilleure gestion de l'énergie, des terres et des écosystèmes, des infrastructures urbaines et des systèmes industriels.

Pourcentage de la population vivant dans des zones urbaines, en 2018 et 2050

2018



2050



Source: Département des affaires économiques et sociales des Nations unies, *Perspectives d'urbanisation mondiale, Révision 2018*, p. 36.

En outre, les **conflits armés** s'étendent dans de nombreuses régions du monde et entraînent des défis redoutables pour la réalisation des ODD. On estime que 836 millions de personnes vivent dans un état d'extrême pauvreté, dans des contextes de fragilité ou de conflit. En outre, dans le monde, le nombre de personnes déplacées en raison d'une catastrophe ou d'un conflit lié au changement climatique a pratiquement doublé ces vingt dernières années, pour dépasser 65 millions fin 2017¹³. Toutefois, selon des données récentes, 82 % des morts violentes surviennent dans des « zones non conflictuelles », en particulier dans les centres urbains¹⁴. Ce phénomène inclut les violences découlant des

processus d'exclusion, les violences interpersonnelles, les crimes de haine et le crime organisé. D'un autre côté, la corruption et les menaces pesant sur la liberté de la presse ou sur les droits et libertés des organisations de la société civile s'aggravent dans le monde entier, se traduisant par divers troubles, un déclin de la confiance sociale et une polarisation de la société. Dans ce contexte, « les institutions locales ont un rôle important à jouer dans la gestion des vulnérabilités et doivent mettre en place des initiatives permettant d'améliorer la résilience¹⁵ ».

Les **nouvelles technologies** offrent d'immenses possibilités pour améliorer le bien-être humain, la gestion de l'environnement et la prospérité

économique. Elles influencent déjà la gestion des villes, permettent d'optimiser la prestation des services publics (avec, par exemple, les réseaux intelligents) et améliorent l'accès aux services de base des populations vivant dans des zones reculées ou marginalisées, grâce, notamment, à des solutions décentralisées en matière d'énergie renouvelable et d'assainissement. Ces technologies sont également utilisées pour faciliter l'accès à des données et pour améliorer la participation citoyenne. Elles contribuent à réduire les modes de consommation d'énergie à forte intensité de carbone et facilitent la surveillance des systèmes urbains et naturels, et leurs interactions. L'Internet des objets et l'Intelligence artificielle viendront accélérer ces changements. Les opportunités d'optimisation de la gestion des biens publics que représente l'utilisation des nouvelles technologies et des *big data* (méga-base de données) s'assortissent également de tensions sur le statut de bien commun de ces données, auxquelles toutes les populations devraient avoir accès. En outre, les TIC et les données qu'elles génèrent suscitent des débats délicats sur la protection de la vie privée et la surveillance de la population, ainsi que sur les effets de la « gig économie » sur le logement et les droits du travail, de plus en plus au centre des enjeux locaux. De nombreuses CT tentent de relever ces défis (p. ex., la Coalition des villes pour les droits numériques, la Déclaration des villes pour un logement convenable). Le fossé technologique croissant entre les pays, plus ou moins développés, ainsi qu'entre les zones urbaines et rurales, constitue un autre problème. Ce fossé technologique doit être comblé pour garantir que les possibilités offertes par les nouvelles technologies soient accessibles à tous.

De récentes évaluations mondiales explorent différents leviers et « points d'entrée », qui pourraient susciter l'adoption des approches systémiques nécessaires pour accélérer la mise en œuvre des agendas mondiaux. « **L'urbanisation durable** » est considérée comme l'un de ces principaux « points d'entrée », car elle incarne les liens et interactions entre les différentes dimensions des ODD et les autres agendas¹⁶. D'autres rapports, tels que le Rapport quadriennal mondial sur le développement durable des Nations unies 2019 et le Rapport du GIEC 2018, adoptent des approches similaires sur l'urbanisation¹⁷. Cette dernière et le développement territorial occupent une place centrale dans les stratégies de développement durable. Avec l'urbanisation croissante de nos sociétés, l'impact transformateur des villes et leurs interactions avec les zones périurbaines et rurales, le fameux « continuum urbain-rural » fait l'objet d'une attention croissante dans les agendas mondiaux et nationaux. À ce titre, les initiatives proposées par les CT sont de plus en plus reconnues comme essentielles à l'avancée de ces agendas.

Dans cette analyse, du fait de la concentration de la population dans les villes, des économies d'échelle réalisables, de leur propension à innover et de leur capacité à rassembler les acteurs locaux, les autorités locales et les villes semblent avoir une position privilégiée pour développer des modèles de développement plus durables. Certains de ces

rapports soulignent que les avantages cumulés d'approches intégrées, favorisées par les systèmes urbains, peuvent entraîner des améliorations jusqu'à 20 fois supérieures en matière d'utilisation efficiente des ressources et de l'énergie¹⁸. Des villes bien gérées permettent d'accélérer la transition vers des sociétés à faibles émissions de carbone, de renforcer les stratégies de résilience et de réduire l'impact de l'empreinte carbone des villes, de faciliter l'accès à des alternatives économiques durables, d'améliorer l'inclusion sociale et de faire progresser les agendas fondés sur les droits, centrés sur les personnes¹⁹. Des territoires bien planifiés peuvent également contribuer à remodeler les systèmes urbains et leur interaction avec les territoires, via un meilleur aménagement de l'espace pour réduire les inégalités territoriales croissantes, en favorisant la collaboration entre les villes, les villes intermédiaires et les zones métropolitaines et leurs arrière-pays, en améliorant la gestion du développement des couloirs et des *clusters* urbains, et en optimisant les interactions entre les villes et les campagnes²⁰.

Néanmoins, à la lumière des tendances mondiales examinées précédemment et compte tenu de l'ampleur attendue de la croissance urbaine (qui se traduit par 85 millions d'habitants de plus par an dans les villes), en l'absence d'interventions politiques fermes, l'augmentation de la population prévue dans les zones urbaines au cours des trente prochaines années, et son impact sur les émissions de gaz à effet de serre et sur l'épuisement des ressources naturelles, dépasseront celui de l'ensemble de l'histoire de l'humanité. Par conséquent, le Nouvel Agenda urbain doit servir de catalyseur pour la mise en œuvre des ODD et compléter les dimensions urbaines de l'Agenda 2030. Cependant, il est important de rappeler que les multiples compromis entre ces objectifs peuvent limiter leur potentiel de changement quand les politiques locales sont transposées à plus grandes échelles. La densification urbaine, par exemple, peut soutenir les stratégies d'atténuation du réchauffement climatique en réduisant les émissions, mais accroître les défis d'adaptation en intensifiant les effets d'îlots thermiques et en empêchant la restauration des écosystèmes locaux²¹.

Comme le montrent les rapports de l'ONU, les transformations structurelles exercent de plus en plus de pression sur la mise en œuvre des agendas mondiaux et les progrès réalisés par les villes et les territoires pour les mettre en œuvre seront déterminants pour permettre la transition vers le développement durable. Il faut donc renforcer la gouvernance des territoires et des villes et la coordination avec les stratégies nationales de développement durable pour permettre aux CT de jouer un rôle croissant dans la transition vers un avenir qui tient compte des limites de notre planète.

La section suivante résume le rôle croissant que jouent les CT dans la réalisation des agendas mondiaux et illustre avec différents exemples comment elles contribuent à l'élaboration de modèles de développement plus durables et inclusifs. ●

2. Le rôle prédominant des collectivités territoriales dans la réalisation des agendas mondiaux

2.1. Un mouvement mondial des collectivités territoriales engagées dans la réalisation des agendas mondiaux

Depuis 2016, le mouvement local et régional pour la localisation des ODD s'étend progressivement à toutes les régions du monde, à des rythmes différents d'une région à l'autre et à l'intérieur même des régions. Les progrès sont plus notables dans certaines régions comme l'Europe, en particulier dans les pays d'Europe du Nord et d'Europe occidentale, où l'on estime qu'un nombre important de CT sont actuellement impliquées dans ce processus. En Europe du Sud et dans les pays baltes, la mobilisation autour des ODD progresse également ; elle reste plus limitée en Europe centrale et en est encore à ses balbutiements en Europe de l'Est et du Sud-Est. En Amérique du Nord, un nombre croissant de villes et d'États pionniers montrent leur engagement dans les agendas mondiaux, avec l'appui des associations faitières des collectivités territoriales, d'organisations non gouvernementales (ONG), de fondations, du secteur privé et d'organisations citoyennes. Les CT des Caraïbes, avec l'appui des réseaux internationaux de CT, s'engagent aussi progressivement dans le processus de localisation, en particulier en Jamaïque et à Trinité-et-Tobago et, dans une moindre mesure, en Dominique et à Sainte-Lucie.

Les progrès ont été plus variés en **Amérique latine**, principalement grâce aux CT et leurs associations au Brésil, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur et en République dominicaine, ainsi qu'aux gouvernements régionaux et aux grandes villes d'Argentine et du Mexique. Ailleurs, la mobilisation autour de la localisation des ODD se développe lentement (Bolivie, Guatemala, Honduras et Pérou). En **Asie et dans le Pacifique**, un certain nombre d'associations faitières des collectivités territoriales ont déployé des efforts considérables pour diffuser les agendas mondiaux et mobiliser leurs membres, tout en encourageant le partage des connaissances et l'échange entre pairs (p. ex., CGLU-ASPAC). De nombreuses CT progressent dans l'alignement de leurs plans et politiques sur les ODD (Chine, Corée du Sud, Indonésie et Japon, suivis par l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Philippines). Dans les pays fédéraux comme l'Inde et le Pakistan, les efforts d'alignement restent plus concentrés au niveau des États ou des provinces. Les initiatives progressent à des rythmes différents dans les autres pays de la région ainsi que dans les petits États insulaires en développement du Pacifique. En **Afrique**, d'importants efforts ont été réalisés pour développer des plans et stratégies locaux et régionaux alignés sur les ODD, grâce au soutien des associations faitières des collectivités territoriales. L'Afrique du Sud, le Bénin, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda et le Togo figurent parmi les pays pionniers, suivis du Burundi, du Cap-Vert, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Mali, du Mozambique et de la Tanzanie. Parallèlement, les progrès obtenus dans les pays d'**Eurasie** et du **Moyen-Orient et Asie occidentale** restent lents (à l'exception notable de la Turquie), dans des environnements dominés par des systèmes de

Au niveau mondial, les réseaux de collectivités territoriales encouragent et appuient de façon plus systématique la mise en œuvre locale et régionale des agendas mondiaux.

gouvernance centralisés et, dans le cas du Moyen-Orient et de l'Asie occidentale, par la persistance de graves conflits.

Au niveau mondial, les réseaux de CT ont joué un rôle critique en encourageant et en appuyant de façon plus systématique la mise en œuvre locale et régionale des agendas mondiaux. En effet, depuis la fin de l'année 2012, CGLU a participé activement à la préparation de l'Agenda de l'après-2015. À la suite de la participation de son président, le maire d'Istanbul, au Groupe de personnalités de haut niveau sur l'agenda de l'après-2015, CGLU a créé la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux, qui rassemble les principales organisations mondiales et régionales de CT. Le travail de plaidoyer de CGLU, en partenariat avec les autres réseaux et partenaires des CT, a contribué à renforcer le dialogue avec les Nations unies et les institutions internationales et régionales, tout en mobilisant leurs membres pour l'Agenda 2030, l'Accord de Paris sur les changements climatiques et les autres agendas mondiaux de développement durable. En ce sens, 2015 a représenté un véritable tournant dans le travail de plaidoyer de CGLU, avec la reconnaissance du rôle des CT dans les ODD, en particulier dans l'ODD 11, ainsi que dans l'Accord de Paris et, plus tard, dans le Nouvel Agenda urbain, où la représentation des maires est devenue le symbole

du Sommet des Nations unies à Quito. Depuis lors, la « localisation » est reconnue comme une dimension essentielle pour la réalisation de ces agendas mondiaux.

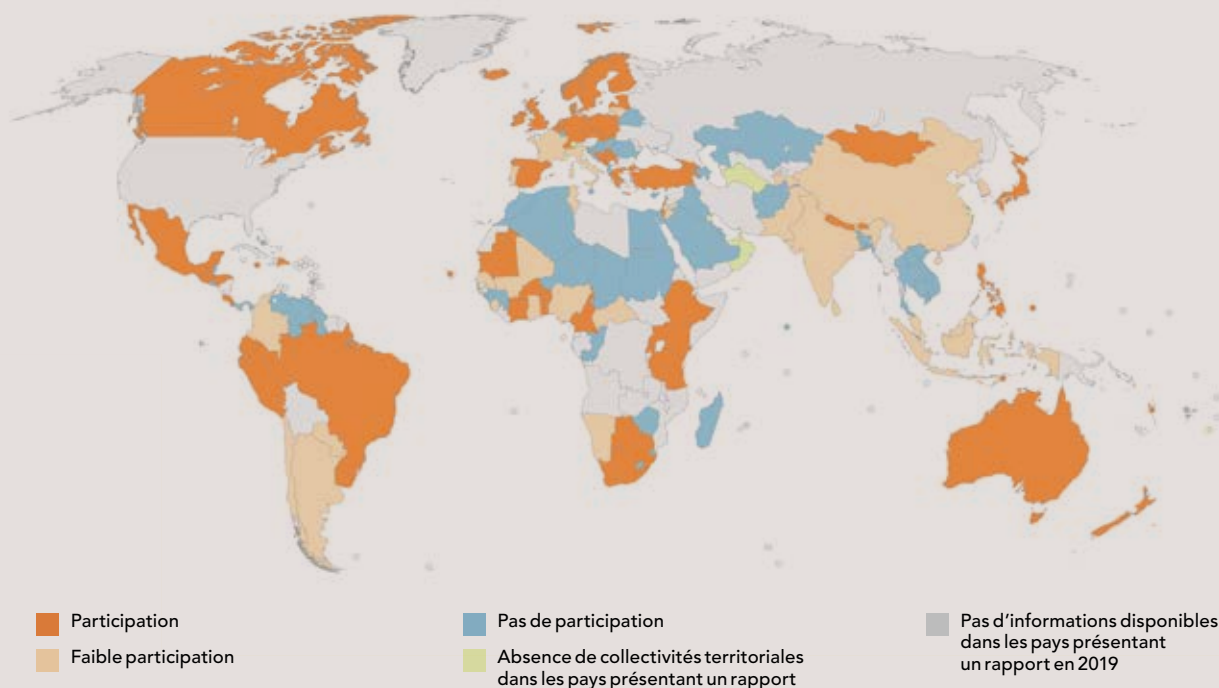
En outre, les associations faîtières des CT contribuent activement à la localisation des ODD dans la plupart des régions. Leurs actions vont de la mobilisation de leurs membres à l'organisation de centaines de conférences, ateliers et campagnes de sensibilisation, en passant par le renforcement des capacités, la fourniture d'un appui technique et la mise en œuvre de projets pilotes, la promotion active du dialogue et des échanges avec les organisations régionales et internationales, ainsi qu'un travail de plaidoyer auprès des gouvernements nationaux.

De nombreuses **régions, zones métropolitaines** et grandes villes à travers le monde ont également en commun d'avoir réussi à renforcer la visibilité de leurs actions novatrices en vue de la localisation des ODD. Ces tendances positives révèlent néanmoins que les activités de sensibilisation se limitent encore aux « pionniers » et à un certain nombre de villes, régions et associations mobilisées.

Enfin, dans le cadre des processus de localisation des ODD, plusieurs CT et leurs organisations mettent fortement l'accent sur la mobilisation et la création d'alliances avec les parties prenantes locales, en particulier avec les ONG, les organisations

Graphique 2

Participation des collectivités territoriales dans le processus de préparation des Examens nationaux volontaires (2016-2019)



Source : CGLU, GTF, *Towards the Localization of the SDGs*, Rapport 2019 au Forum politique de haut niveau, 2019.



de la société civile, le secteur privé, les universités et les organisations fondées sur les connaissances. Les exemples de plateformes et de campagnes multipartites pour soutenir la localisation des ODD abondent en Europe (p. ex., chartes et forums ODD) et en Amérique du Nord, mais aussi en Amérique latine, dans la région Asie-Pacifique (Alliance locale pour le développement durable de Corée du Sud) et en Afrique (« *Know your City* »).

Les gouvernements nationaux et les institutions internationales devraient tirer davantage parti des tendances actuelles en matière de mobilisation pour élaborer de véritables approches qui engagent « l'ensemble du gouvernement » (*whole of government*) et « la société dans son intégralité » (*whole of society*), comme l'exige l'Agenda à l'horizon 2030. La mobilisation de la société civile et des ONG en faveur du développement durable atteint une ampleur sans précédent. Des mouvements sociaux mondiaux ont récemment vu le jour, principalement dirigés par des jeunes, des femmes et des populations autochtones. Dans le secteur privé, certaines grandes entreprises ont également commencé à abandonner le *statu quo*, en adoptant par exemple des normes de durabilité et de reporting²².

Toutefois, l'ouverture des systèmes de gouvernance visant à la mise en œuvre des ODD et des mécanismes de suivi actuels ne reflète pas nécessairement le degré de mobilisation des CT et de

leurs réseaux. Ce rapport passe en revue les accords institutionnels pour la mise en œuvre des ODD dans chaque pays, avec l'objectif d'évaluer l'implication des CT dans les mécanismes de coordination des processus de mise en œuvre. La conclusion est que la participation des CT reste globalement insatisfaisante. Comme l'a signalé la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux aux Nations unies, seuls 42 % des pays ayant soumis un rapport au Forum politique de haut niveau entre 2016 et 2019 ont consulté les autorités locales d'une manière ou d'une autre durant le processus de rapport, et ces consultations étaient parfois limitées. En outre, les CT ont pu s'impliquer, à divers degrés, dans le mécanisme national de coordination, dans seulement 33 % de ces pays²³. Cela influe directement sur le degré de mobilisation et d'engagement des CT dans les différents pays.

Cependant, une participation formelle ne permettra pas de transformer l'ouverture de la gouvernance des ODD. Afin de tirer parti des mesures prises par les CT, la société civile et les différents partenaires, il est nécessaire de réviser les objectifs et les modalités du Forum politique de haut niveau, ainsi que d'autres instances régionales et mondiales. Le monde doit **transformer le Forum politique de haut niveau en un espace de dialogue multilatéral et multipartite efficace, afin de favoriser l'échange des expériences et le partage des connaissances, de renforcer la collaboration et les partenariats, d'assurer un contrôle réel de la mise en œuvre des engagements et des politiques. Sans un mécanisme repensé pour renforcer l'engagement institutionnel des diverses parties prenantes, favorisant la coordination et une plus grande responsabilisation pour garantir que les initiatives avancent de manière efficace et efficiente, les ODD resteront des objectifs ambitieux, mais avec une faible prise sur la réalité.** ☉

Les associations nationales et régionales contribuent activement à la localisation des ODD dans la plupart des régions.

2.2. Cartographie des efforts réalisés par les collectivités territoriales pour aligner les agendas locaux et mondiaux

Comme mentionné dans les différents chapitres régionaux, les CT se situent à des étapes différentes du processus de mise en œuvre des ODD. Le tableau 1 propose un schéma pour identifier les différentes étapes de ce processus.

Bien que montrant des différences importantes, les CT engagées dans la majorité des régions sont principalement en phase préparatoire : passage de l'engagement à l'alignement des ODD, via des plans, politiques ou stratégies territoriales de développement urbain, sensibilisation des acteurs locaux et implication des partenaires locaux, définition de mécanismes de coordination ou de suivi. Seules les

CT plus avancées sont entrées en phase d'opérationnalisation des agendas et ont commencé à lier leurs priorités et les budgets aux ODD, ou à réviser les anciens programmes et projets existants et à lancer de nouvelles initiatives. De plus, seul un nombre limité de CT a défini des systèmes d'indicateurs, soutenus par des mécanismes de suivi et d'évaluation alignés sur les ODD. En général, les CT ont tendance à utiliser des mécanismes de suivi préexistants : outils budgétaires et rapports réguliers. Certaines CT ont décidé de faire un pas supplémentaire et mettent en place des Examens locaux volontaires pour mesurer leur contribution à la réalisation des ODD.

Tableau 1 Différentes étapes du processus de mise en œuvre des ODD

Étape	Focus	Activités
1	PRÉPARATION Au niveau national	<ul style="list-style-type: none"> Préparation des stratégies nationales (intégration/alignement des ODD dans les stratégies nationales de développement ou dans l'Agenda 2030). Désignation d'un organe national de coordination responsable et mise en place d'un dispositif de gouvernance inclusif pour promouvoir une approche de « la société dans son intégralité » pour la mise en œuvre des ODD. Cadre et indicateurs nationaux d'évaluation et de suivi. Information et consultation (nationales et locales). Stratégie de localisation pour la mise en œuvre des ODD : politiques d'alignement horizontal et vertical. Moyens de mise en œuvre adaptés : programmes d'assistance technique et de formation, mécanismes de financement. Système national d'établissement de rapports pour la préparation de l'ENV, avec une approche participative multipartite.
	PRÉPARATION Niveau local et/ou régional	<ul style="list-style-type: none"> Alignement des plans de développement local sur les ODD et/ou les plans de développement nationaux qui ont déjà intégré les ODD. Organe de coordination local/régional : mise en place de dispositifs de gouvernance. Renforcement des consultations et des informations au niveau local. Détermination des priorités et des objectifs pour la mise en œuvre des plans locaux de l'Agenda 2030.
2	OPÉRATIONNALISATION	<ul style="list-style-type: none"> Définition de cibles prioritaires, avec la participation des acteurs locaux, préparation d'un plan d'investissement et des budgets pour les projets et les programmes. Opérationnalisation du suivi et de l'évaluation des cibles et indicateurs de performance des ODD. Mise en place d'accords de gouvernance et de coordination multiniveaux pour soutenir les initiatives locales cofinancées dans le cadre des ODD. Révision des projets et activités des programmes existants au niveau local et national pour les adapter aux ODD.
3	RENFORCEMENT/ GÉNÉRALISATION	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de plans à long terme, budgets et modèles de financement pour une transposition à plus grande échelle des activités de programme à long terme. Généralisation et adaptation au contexte et à l'échelle. Transfert des connaissances impliquant un apprentissage ouvert continu.
4	ADAPTATION/ GLOCALISATION	<ul style="list-style-type: none"> Glocalisation des bonnes pratiques. Personnalisation et adaptation de l'apprentissage et des bonnes pratiques. Création de valeur ajoutée grâce à l'innovation et à la créativité. Développement de systèmes et technologies d'apprentissage.

Source : Élaboré par Brian Roberts pour le rapport GOLD V.

Cependant, il est difficile d'établir une séparation stricte entre les différentes étapes. De fait, comme souligné dans les différents chapitres régionaux, des initiatives durables développées au niveau local ont été lancées avant l'adoption de l'Agenda 2030 et, bien qu'elles ne portent pas le label « ODD », beaucoup de ces actions contribuent directement à leur réalisation.

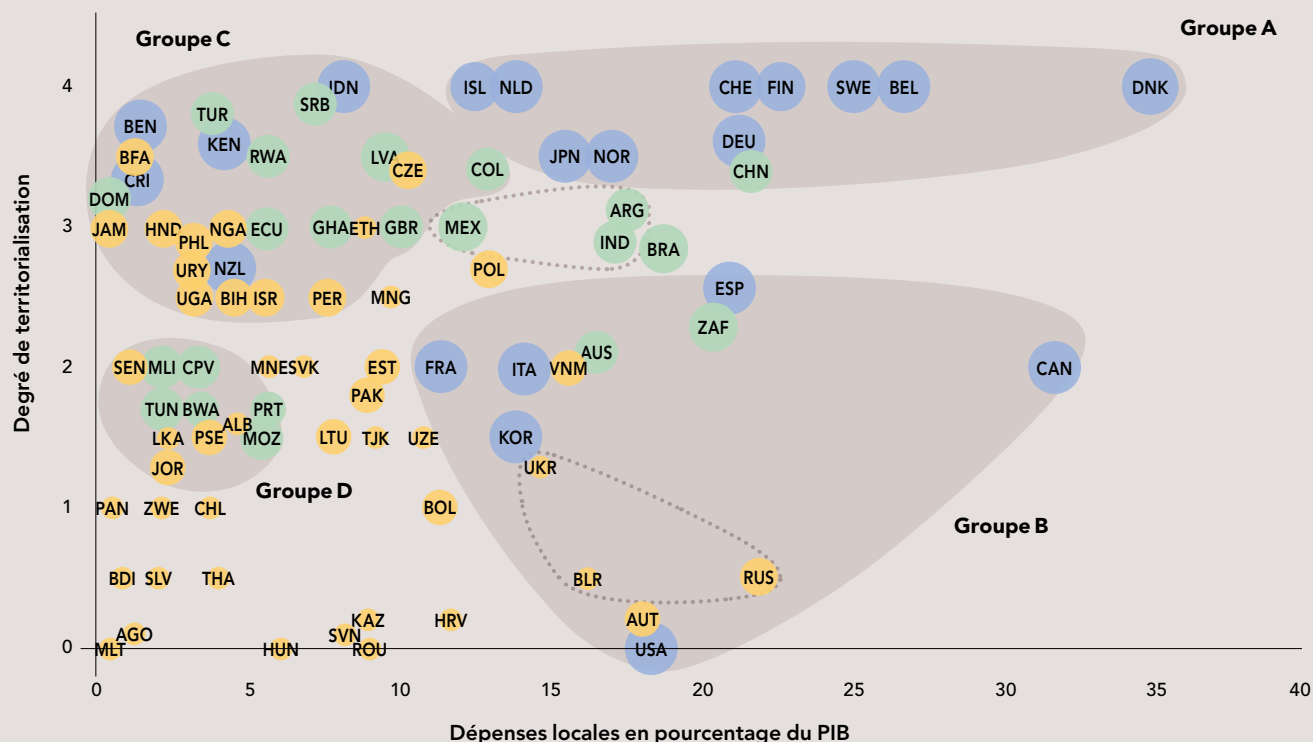
Plusieurs variables ont été identifiées pour expliquer pourquoi certaines CT sont plus avancées dans leurs processus d'alignement et d'opérationnalisation : 1) existence de stratégies nationales de localisation des ODD fortes ; 2) environnements institutionnels propices aux actions des CT ; 3) soutien technique et financier adéquats ; 4) volonté politique des dirigeants locaux et engagement des communautés locales. Sur la base de l'analyse fournie dans les chapitres régionaux, ces variables ont été utilisées pour cartographier les pays où les CT semblent être plus avancées dans le processus de localisation des ODD et ceux où elles sont à la traîne. Le graphique suivant recense 31 des 88 pays étudiés,

dans lesquels des stratégies de « territorialisation » soutiennent de manière résolue la participation des CT dans la localisation des plans de développement nationaux et leur contribution à la mise en œuvre des objectifs mondiaux (par exemple, au Bénin, au Costa Rica, en Indonésie, en Islande et en Serbie, pour n'en citer que quelques-uns).

Les pays du **groupe A** se distinguent par un **grand nombre d'initiatives locales mises en œuvre par les CT pour la localisation des ODD**. Ces pays disposent des stratégies ou des politiques nationales de développement durable pour la mise en œuvre des ODD, dont beaucoup ont été élaborées dans le cadre d'un processus consultatif impliquant leurs CT. Il s'agit notamment des pays d'Europe du Nord et de l'Ouest (par exemple, Allemagne, Belgique, Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse), ainsi que du Japon. Ces pays bénéficient d'une tradition solide en matière d'autonomie locale et d'une approche multiniveaux de la gouvernance. Les stratégies nationales pour les politiques de développement durable et les mécanismes de

Graphique 3

Corrélation entre le degré de décentralisation et de territorialisation des ODD et l'étendue de la localisation dans 88 pays (codes ISO)



Remarque : L'axe des abscisses montre le niveau de décentralisation dans les 88 pays étudiés, calculé sur la base des « dépenses des CT en pourcentage du PIB », telles que fournies par le rapport OCDE-CGLU 2019 de l'Observatoire mondial des finances et de l'investissement des collectivités territoriales. Néanmoins, ce ratio donne une image partielle de l'état de la décentralisation et doit être interprété avec prudence. L'axe des ordonnées présente les politiques de territorialisation des ODD incluses dans les stratégies nationales de développement, sur la base des informations collectées pour ce rapport et de la participation des CT aux mécanismes de coordination et de suivi de la mise en œuvre au niveau national. Ces dernières données, qui servent à mesurer le niveau d'importance accordé aux CT dans les stratégies de mise en œuvre, sont extraites du rapport 2019 de la GTF « Towards the Localization of the SDGs ». Ce barème d'évaluation va de 0 (aucune participation des CT dans les mécanismes nationaux de coordination et de suivi) à 4 (les CT participent pleinement aux mécanismes nationaux et sont mentionnées de nombreuses fois dans les Examen nationaux volontaires). Les notations intermédiaires se réfèrent aux pays qui ont mentionné les CT dans leurs Examens nationaux sans les inclure dans les mécanismes nationaux (1) ; à ceux où les CT ont participé soit aux mécanismes de coordination soit à la préparation de l'Examen national (2) ; et à ceux où les CT participent de manière consultative à la fois aux mécanismes de coordination et de suivi (3). La taille et la couleur des bulles reflètent l'étendue de la localisation, les grandes bulles bleues et les bulles vertes de taille moyenne indiquant un degré plus élevé de mobilisation des CT, tandis que les petites bulles vertes et jaunes représentent les pays où la localisation en est encore à ses balbutiements.

coordination existants facilitent la collaboration entre les niveaux nationaux et infranationaux de gouvernement. Dans de nombreux cas, les CT progressent plus vite que leurs gouvernements nationaux et s'engagent dans des alliances nationales et locales plus larges avec la société civile et les partenaires sociaux. Dans ce groupe, la Chine semble faire figure d'exception. Elle figure dans ce groupe car les dépenses de ses CT représentent une part substantielle du PIB mais, si l'on tient compte d'autres critères d'analyse sur la décentralisation (autonomie locale), elle devrait faire partie du groupe C (voir ci-dessous).

Le **groupe B** comprend les pays ayant une tradition d'autonomie locale importante et dans lesquels **la localisation est essentiellement portée par les CT**. Les stratégies nationales pour la localisation des ODD sont plus limitées (sinon inexistantes) ou la coordination insuffisante. Les CT déploient néanmoins des efforts remarquables pour aligner leurs plans ou initiatives avec des politiques durables. Dans certains cas, les CT s'appuient sur l'expérience acquise dans le cadre des programmes précédents, tel que l'Agenda 21 local (p. ex. en Corée du Sud), ou se réfèrent à d'autres engagements tels que l'Accord de Paris (p. ex. États-Unis), souvent dans le cadre de partenariats avec différentes parties prenantes (ONG, organisations de la société civile, entreprises, mécénat). Dans d'autres cas, les CT et leurs associations jouent un rôle actif dans l'élaboration en cours des stratégies nationales et des feuilles de route de localisation (p. ex., en Australie, en Autriche, au Canada, en Espagne, en France et en Italie). L'Afrique du Sud est également incluse dans ce groupe, en raison de son niveau relativement élevé de dépenses locales en pourcentage du PIB, mais devrait, selon le reste des critères sur la décentralisation, être incluse dans le groupe C. Inversement, la Nouvelle-Zélande, qui fait partie du groupe C, devrait être incluse dans le groupe B. Elle appartient au groupe C en raison d'un niveau relativement faible des dépenses locales en pourcentage du PIB, bien que cette seule variable ne reflète pas le niveau actuel de décentralisation du pays.

Trois pays eurasiens (la Biélorussie, la Russie et l'Ukraine), illustrés par une petite bulle (montrant un niveau de localisation naissant), font partie de ce groupe, car ils présentent un niveau relativement élevé de dépenses des CT en proportion du PIB. Mais les caractéristiques de ces pays ne correspondent pas à celles des autres pays du deuxième groupe. Ils présentent de fait une planification plus centralisée et une faible décentralisation. Il en va de même pour le Vietnam.

Un groupe plus restreint placé entre les groupes A et B comprend les pays fédéraux (p. ex., l'Argentine, l'Inde et le Mexique) qui présentent des progrès dans l'alignement des ODD sur les plans de développement au niveau des gouvernements intermédiaires (États et provinces), mais dont les progrès au niveau municipal restent lents, du fait de processus de décentralisation plus limités à ce niveau. Le Brésil est proche de ce groupe, mais ses États fédérés et ses municipalités prennent des mesures importantes pour localiser les ODD. Cependant, le gouvernement national au pouvoir depuis janvier 2019 est en

train de se retirer de ces engagements, ce qui a une incidence sur la localisation.

Le **groupe C** se compose de pays **qui combinent des stratégies de localisation conçues et promues depuis l'État central via des politiques normatives et incitatives, et des initiatives locales**. Les pays de ce groupe sont engagés dans des processus de décentralisation et ont intégré les ODD dans leurs stratégies de développement nationales ; ils encouragent la participation des CT. Certains gouvernements centraux mettent en œuvre des politiques de localisation fortes : ils demandent aux CT d'aligner leurs plans sur les stratégies nationales de développement et, en même temps, encouragent les CT à prendre leurs propres initiatives. Les CT et leurs associations faitières font des efforts importants pour s'engager dans le processus de localisation, même s'ils se heurtent parfois à des obstacles institutionnels. Dans les pays ayant un environnement institutionnel favorable, la participation des CT est facilitée et plus dynamique (Colombie et Équateur, par exemple). La Chine devrait être incluse dans ce groupe. Les autres pays appartenant à ce groupe sont le Bénin, le Costa Rica, le Ghana, l'Indonésie (où 52 % des gouvernements provinciaux ont déjà aligné leurs plans de développement sur les ODD), le Kenya (où les 47 comtés du pays ont aligné leurs plans sur les ODD), la Lettonie, le Pérou, la République dominicaine, le Rwanda, la Serbie, la Turquie et l'Uruguay.

A contrario, lorsque la mise en œuvre reste plus centralisée et les stratégies nationales ne s'accompagnent pas d'un soutien adéquat pour assurer un réel engagement au niveau infranational, les progrès dans la localisation des ODD sont plus limités. En dépit d'un cadre institutionnel relativement favorable pour les CT, si le soutien fourni n'est pas correctement adapté, le processus de localisation et la participation des CT peuvent être inégaux (p. ex., les Philippines, représentées par une bulle jaune plus petite, font partie de ce groupe). Dans certains pays fédéraux dotés d'une approche très centralisée (p. ex., l'Éthiopie et le Nigéria), et où les gouvernements locaux sont plutôt faibles, le processus d'alignement peut être bloqué au niveau des États fédérés ou au niveau régional, augmentant ainsi l'écart avec le niveau municipal.

Le **Groupe D** comprend les pays dans lesquels, bien que l'environnement institutionnel des CT soit plus restreint (ou que le processus de décentralisation soit moins avancé), le leadership national combiné à un solide soutien des agences internationales

En dépit d'un cadre institutionnel relativement favorable pour les CT, si le soutien fourni n'est pas correctement adapté le processus de localisation et la participation des CT peuvent être inégaux.

incite fortement les CT à développer des projets pilotes au niveau local (p. ex., le Botswana, le Cap-Vert, le Mali, le Mozambique, le Sénégal et la Tunisie). Dans ces pays, les associations nationales de CT jouent également un rôle clé dans la promotion de la localisation des ODD.

En outre, l'absence de décentralisation dans la majorité des pays du Moyen-Orient et de l'Asie occidentale (à l'exclusion de la Turquie) entrave également le processus de localisation. **Dans l'ensemble, il est peu probable que les CT développent des initiatives dans les pays confrontés à un environnement institutionnel défavorable et à d'importantes incertitudes politiques.**

Bien qu'elles ne soient pas représentées dans ce graphique, une poignée de métropoles mondialisées, dirigées par des maires engagés, mènent également leurs **propres initiatives locales et essaient d'intégrer les différents agendas**. Comme mentionné dans le chapitre sur les métropoles, 27 grandes villes ont annoncé qu'elles avaient déjà atteint le point le plus critique des émissions de carbone et 72 villes se sont engagées à mettre en œuvre ces objectifs de manière équitable et inclusive et à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, grâce à des transports et des bâtiments à émissions nulles, à l'utilisation de 100 % d'énergies renouvelables, et au zéro déchet d'ici 2030²⁴. Plus de 35 villes se sont engagées en faveur du droit au logement pour tous.

Malgré les progrès mentionnés, le processus de localisation en est encore à ses débuts dans la majorité des pays. Pour renforcer ce processus, les pays devront repenser leurs systèmes de gouvernance

afin de créer de fortes incitations pour que les CT multiplient leurs actions afin de participer à la réalisation des agendas mondiaux. **Dans l'ensemble, du point de vue des CT, une politique nationale et un cadre institutionnel de coopération multiniveaux propices, ainsi qu'un environnement institutionnel favorable à l'action locale, sont considérés comme les principaux leviers pour faciliter le processus de localisation.**

Comme souligné tout au long du rapport, la communauté internationale reconnaît de plus en plus la nécessité de tirer avantage de l'urbanisation durable et du développement territorial en tant que forces de transformation, pour parvenir à une dynamique socio-économique et environnementale durable. **Dans la mesure où leurs réalités nationales et locales le permettent, les CT avancent, se mobilisent progressivement, adoptent des mesures concrètes pour mettre en œuvre des changements et deviennent des moteurs institutionnels pour atteindre les ODD²⁵. Les CT engagées considèrent les ODD et les autres agendas mondiaux comme des catalyseurs des transformations. Elles s'appuient sur les actions locales, favorisent la collaboration entre les différents niveaux de gouvernement et les partenariats, utilisent la coopération décentralisée pour faire progresser les agendas centrés sur les populations afin de promouvoir une prospérité plus durable.** La section suivante présente des actions concrètes pour favoriser la localisation au regard des différentes dimensions du développement. ☉



Centrale électrique dans la réserve Navajo de Page, Arizona, États-Unis (photo : Alex Proimos, bit.ly/35hAzRh).

2.3. Initiatives et défis des collectivités territoriales en matière de développement durable

Les CT occupent une position clé en tant que niveau de gouvernement le plus proche des besoins des populations. Pourtant, comme mentionné précédemment, les cadres de décentralisation, la mise en place de mécanismes de gouvernance multiniveaux adéquats et la disponibilité de moyens de mise en œuvre génèrent des environnements différents, qui facilitent (ou entravent) l'action locale. Compte tenu de ce contexte, le présent rapport tente de déterminer si, et comment, l'action locale est efficacement utilisée pour avoir un impact positif sur le développement, comme l'accès des populations aux services publics essentiels et la co-création avec la participation citoyenne de villes plus inclusives, prospères et respectueuses de l'environnement. Le développement des villes et des régions peut-il relever les défis auxquels nos sociétés sont confrontées ? Et si oui, comment se déroule exactement cette transformation ? La transformation est-elle assez rapide ?

Ce rapport recense des innovations en matière de politiques urbaines, territoriales, sociales, économiques et humaines, qui visent à bâtir des villes et des territoires plus prospères, où l'être humain soit au centre, tout en assurant la préservation de la planète. **Les villes et les territoires sont la clé de voûte du développement social, économique, environnemental et culturel de la majorité des régions.** Toutefois, le développement économique s'appuie souvent sur des modes de production et de consommation non durables, ce qui exacerbe les inégalités et aggrave le changement climatique. En réponse, des CT pionnières sont en train de mettre en œuvre un large éventail d'initiatives pour aborder les nombreuses dimensions du développement durable, en mettant principalement l'accent sur les liens entre la pauvreté, l'accès aux services publics, l'inclusion sociale, le développement économique et la protection de l'environnement.

L'ampleur et l'urgence des défis susmentionnés ainsi que la complexité des phénomènes exigent des engagements de la part de tous les niveaux de gouvernement. Toutefois, en tant que niveau de gouvernement le plus proche des citoyens, les CT sont souvent les premières à répondre aux demandes des populations en matière de services publics essentiels et de protection, ce qui a un impact, direct ou indirect, sur la sauvegarde de nombreux biens communs (eau potable, dégradation des sols, pollution de l'air et des océans, etc., et leurs conséquences sur la biodiversité).

En effet, un nombre important de **CT se trouve à l'avant-garde de l'action climatique et prend des initiatives concernant la préservation et la restauration des écosystèmes dans toutes les régions.** En 2019, plus de 10 000 villes de 129 pays se sont engagées à réaliser des actions mesurables en faveur du climat, dans le cadre de la Convention mondiale des maires pour l'énergie et le climat. Les CT les plus ambitieuses se sont engagées à mettre en œuvre ces objectifs de manière équitable et inclusive. Pour les atteindre, les CT prennent progressivement des mesures pour **accélérer la transition énergétique vers des énergies propres et abordables**, par exemple en augmentant l'efficacité énergétique des équipements des administrations locales ainsi que des bâtiments, des systèmes de chauffage et de transports, grâce à des programmes de rénovation urbaine. De nombreuses villes développent notamment différentes énergies renouvelables, se départissent des combustibles fossiles ou soutiennent la transition vers l'électricité renouvelable d'ici 2020. Un nombre important de CT **s'efforcent également de développer des systèmes de mobilité publics plus propres et plus inclusifs.** Les stratégies de mobilité à faibles émissions sont de plus en plus répandues et tendent à inclure les véhicules électriques, la réduction des déplacements en automobile et la promotion de la

mobilité active pour décarboniser le transport. Dans toutes les régions, les CT repensent et élargissent les réseaux de transport public et les plans de développement local, pour développer des systèmes de transport multimodal en réduisant les temps de trajet et en intégrant les quartiers éloignés et défavorisés dans le tissu urbain formel.

Les **stratégies de gestion des déchets occupent également une place de choix dans les programmes locaux**. En 2018, de nombreuses grandes villes et régions ont intensifié leurs actions en vue d'atteindre l'objectif zéro déchet. Elles se sont pour cela engagées à réduire considérablement la production de déchets et à s'éloigner davantage des pratiques de mise en décharge et d'incinération, à promouvoir la transformation des déchets en énergie et l'adoption de politiques, de taxes et de redevances zéro plastique (généralement basées sur le principe du « pollueur-payeur »). Dans le cadre de leurs stratégies de gestion des déchets, de nombreuses villes des pays en développement intègrent de plus en plus les travailleurs informels du secteur des déchets, afin d'adopter une approche globale du développement favorisant l'inclusion et l'accès aux opportunités économiques.

En outre, les CT **intègrent de plus en plus les programmes de prévention des risques de catastrophe** et d'adaptation aux changements climatiques dans leur planification urbaine et territoriale. En partenariat avec des organisations internationales (Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe, ONU-Habitat) et des réseaux de villes, de nombreuses CT conçoivent et mettent en œuvre des stratégies de résilience plus innovantes et plus intégrées. Les CT utilisent de plus en plus les nouvelles technologies, favorisant l'implication des communautés et des populations les plus vulnérables dans les processus de planification et la généralisation des processus de résilience dans les plans de modernisation des quartiers.

Face aux inégalités croissantes dues à un développement économique non durable, les CT du monde entier encouragent l'adoption d'approches politiques novatrices **explorant des modèles économiques alternatifs**, tels que l'économie sociale et collaborative, l'économie circulaire et verte, l'économie créative et culturelle, la spécialisation intelligente et les *clusters* technologiques, ainsi que le développement des petites, moyennes et microentreprises, qui constituent la plus grande source d'emplois dans presque toutes les régions. Parallèlement, de nombreuses villes des pays en

développement encouragent l'intégration des travailleurs informels (travailleurs des transports, vendeurs ambulants, artisans), afin d'améliorer les conditions de travail et l'utilisation de l'espace public. Les CT sont également des employeurs locaux importants, garants du respect des conditions de travail décentes et de l'application de politiques de marchés publics transparentes et engagées dans le respect des approches durables.

Les inégalités se creusent également entre les régions et les villes (p. ex., entre les zones métropolitaines et les villes périphériques et entre les villes en croissance et en décroissance), **ainsi qu'entre les territoires urbains et ruraux**. Ces inégalités territoriales constituent aujourd'hui un défi majeur, qui doit être abordé si l'on veut atteindre l'objectif que « nul individu ou territoire ne soit laissé pour compte ». Dans certaines régions, la promotion de la cohésion territoriale et la réalisation d'un développement territorial plus équilibré sont au centre des programmes territoriaux durables (p. ex., en Europe) ou sont incluses dans les agendas de développement régionaux (comme c'est le cas de l'Agenda 2063 pour l'Afrique). De leur côté, les CT font progresser des initiatives visant à renforcer la coopération entre les territoires, grâce à l'intercommunalité, ou en favorisant une spécialisation intelligente qui facilite le développement durable des zones rurales et périurbaines. Ceci grâce à des stratégies d'aménagement du territoire et de développement social solidaire, y compris d'accès aux services sociaux pour les zones périurbaines, de soutien aux systèmes alimentaires de proximité et de protection des ressources environnementales essentielles pour les systèmes urbains (p. ex., gestion des bassins hydrographiques, protection des terres humides et des zones côtières, reboisement). Néanmoins, il est toujours nécessaire d'adopter une approche plus compréhensive pour favoriser la coopération des zones urbaines avec des territoires plus vastes dont elles dépendent, en reconnaissant explicitement l'importance du « continuum urbain-rural ». L'adoption au niveau national d'une approche territoriale du développement local demeure essentielle pour accroître la portée et l'impact de ces initiatives.

Les inégalités accrues mentionnées ci-dessus continuent de nourrir la **pauvreté urbaine**, ce qui pose des défis majeurs à la gouvernance des villes et des territoires. Bien que l'extrême pauvreté ait diminué au cours des dernières années, la pauvreté urbaine persiste, voire s'aggrave, notamment dans les grandes agglomérations. Compte tenu de sa nature multidimensionnelle, la pauvreté dans les villes et territoires mobilise un éventail d'ODD très large pour atteindre l'objectif de « ne laisser personne pour compte ». Les citoyens les plus démunis sont aussi particulièrement vulnérables face à la violence urbaine, en augmentation dans de nombreuses villes du monde. Elle devient un problème crucial dans la gouvernance des villes et des métropoles en Amérique latine, en Amérique du Nord et en Afrique. La lutte contre la pauvreté reste indissociable de l'accès aux services essentiels, à

Les inégalités territoriales constituent aujourd'hui un défi majeur. Les CT font progresser des initiatives visant à renforcer la coopération entre les territoires.

une bonne alimentation, à la santé et à l'éducation, aux opportunités économiques, à des logements adéquats et à la prévention des risques de catastrophe pour les plus vulnérables. Par conséquent, de nombreuses CT encouragent des politiques sociales inclusives pour soutenir l'accès des populations les plus vulnérables à ces biens communs.

L'expansion du secteur informel et des quartiers précaires constitue l'un des principaux problèmes liés à la pauvreté urbaine et une caractéristique importante de l'urbanisation, en particulier dans les pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Le caractère informel de l'habitat et l'urbanisation non planifiée entravent la capacité des CT à promouvoir le développement local durable. Face à la croissance de l'informalité, les CT ont d'extrêmes difficultés à fournir à leurs populations les infrastructures et les services de base. Dans de nombreux cas, le manque de ressources et l'inadéquation des cadres juridiques (notamment en ce qui concerne la propriété et la location des terres) ne permettent pas aux CT de développer des infrastructures urbaines. Lorsque cela est possible, les CT mettent en œuvre des programmes d'amélioration progressive des quartiers avec la participation de la société civile et revoient les procédures de légalisation du foncier. Bien que les réponses des CT au problème des quartiers informels tendent de plus en plus à se traduire par des améliorations *in situ*, il existe encore des cas d'expulsion des habitants de ces quartiers. Les CT se voient alors confier la responsabilité de reloger les habitants, une question extrêmement complexe qui exige la mise en place de politiques innovantes.

L'expansion des quartiers informels est liée **au droit à un logement adéquat, sûr et accessible**, qui, avec la crise du logement qui touche l'ensemble du monde, occupe une place de plus en plus importante dans les programmes des CT. Les dirigeants locaux des plus grandes villes, tant dans les pays en développement que dans les pays développés, utilisent leurs pouvoirs en matière de planification et d'utilisation des sols pour promouvoir le droit au logement de leurs populations, afin de contrer les effets de la « marchandisation » du sol et du logement, du manque de financement national et de la déréglementation des marchés immobiliers. Ils proposent des politiques inclusives en matière de logement, réglementent les marchés locatifs urbains, augmentent la taxation des logements vacants, désignent certaines zones des agglomérations comme destinées à la construction de logements sociaux et établissent des quotas obligatoires de logements à coûts abordables dans les projets d'aménagement urbains. En outre, certaines CT, en particulier celles situées dans des territoires plus pauvres, encouragent l'autoconstruction et la construction progressive de logements, et apportent une assistance technique et financière à leurs populations, dans le cadre des initiatives d'assainissement des bidonvilles. Néanmoins, l'action des CT dans ce domaine particulier est encore loin d'être suffisante compte tenu de l'ampleur de la crise du logement. L'augmentation de la demande de logements à des

fins d'investissement et de spéculation entraîne des bulles immobilières qui exigent des réponses fortes de la part de tous les niveaux de gouvernement, y compris au niveau supranational, ainsi qu'un partenariat solide avec les populations, les ONG, les institutions financières et le secteur privé.

En dépit des défis posés par le caractère informel de ces quartiers, **l'accès aux services essentiels**, en particulier à l'eau potable et à l'assainissement, s'est globalement amélioré au niveau mondial, bien que cette amélioration ne soit pas aussi visible en Afrique subsaharienne. L'approvisionnement en eau potable et l'assainissement relèvent généralement des compétences locales dont les CT prennent progressivement la responsabilité, pour mettre en œuvre des politiques plus durables et inclusives. Néanmoins, la croissance des agglomérations urbaines exerce une pression sans cesse plus forte sur des ressources en eau de plus en plus rares, par exemple dans les métropoles de Bangalore, du Caire, du Cap, de Melbourne ou de Mexico. À cet égard, la fragmentation de la gouvernance urbaine constitue un défi majeur pour l'établissement de modes de gestion durables et la préservation des bassins hydrographiques, qui s'étendent souvent au-delà des juridictions des administrations et desservent divers territoires. Dans les pays développés, en réponse à la tendance à la privatisation des services publics qui s'est manifestée au cours des deux dernières décennies, certaines CT militent pour la remunicipalisation des services essentiels (eau, énergie, transports). Ces stratégies s'accompagnent d'initiatives visant à rendre ces services plus abordables et inclusifs pour les populations les plus vulnérables, par exemple en modifiant les structures tarifaires (introduction de tarifs progressifs en fonction des niveaux de revenu ou de tarifs spéciaux pour certaines populations), en offrant un soutien économique ou en interdisant la coupure de l'approvisionnement en eau.

Les CT et leurs réseaux, **fermement attachés à la protection des droits humains**, ont profité du 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme pour renouveler leurs engagements. Les CT soutiennent le Droit à la ville pour formuler des réponses stratégiques et des solutions concrètes directement liées aux chartes des droits fondamentaux. Elles agissent contre les différentes formes de discrimination qui pèsent sur certaines catégories de population, notamment les plus pauvres ou les femmes, les peuples autochtones et les minorités ethniques, les populations LGBTQIA+, les personnes âgées, les jeunes, les migrants et les personnes souffrant de handicaps mentaux ou physiques. Dans le cadre de leurs actions, les CT contribuent par une multiplicité d'actions à lutter contre les discriminations auxquelles ces populations sont confrontées, telles que la promotion des possibilités d'éducation et de la culture locale, et la lutte contre la violence.

Les CT sont à l'avant-garde de la promotion de la **culture** en tant que pilier fondamental du développement durable. Leur engagement en faveur d'une approche multidimensionnelle pour la

Le leadership politique exercé par les villes joue un rôle important dans l'élaboration de programmes de défense des droits des migrants et réfugiés, comme dans les processus de reconstruction.

promotion de la culture se cristallise dans des initiatives telles que l'Agenda 21 de la culture. Les **CT sont de plus en plus conscientes des discriminations fondées sur le genre** et travaillent avec les femmes pour promouvoir leur rôle dans la localisation des ODD. Outre des progrès dans la représentation des femmes dans les administrations locales, les CT, avec l'appui de leurs organisations, intègrent des approches avec une sensibilité de genre dans la gestion urbaine et dans l'élaboration des politiques locales, allant de programmes visant à lutter contre la violence sexiste à la reconnaissance de leur rôle dans l'économie informelle, en développant des initiatives ciblées pour promouvoir l'égalité pour les femmes et les filles.

Les **migrations** apparaissent comme l'un des phénomènes les plus préoccupants de notre époque, exerçant une pression croissante sur les systèmes politiques. Le leadership politique exercé par les villes joue un rôle important dans l'élaboration de programmes de défense des droits des migrants et réfugiés (p. ex., villes solidaires, villes refuges, villes et régions d'intégration). Certaines CT en Jordanie, au Liban et en Turquie, et des municipalités telles que celles d'Athènes, Ispahan ou Téhéran, mettent en œuvre des stratégies de prise en charge, d'hébergement et d'inclusion des réfugiés. D'autres CT prennent également des mesures visant à renforcer les réseaux de coopération décentralisée pour l'intégration des migrants. Toutefois, en dépit de ces efforts, l'ampleur des crises migratoires, telles que celles qui se produisent actuellement en Méditerranée ou au Venezuela, exige de renforcer considérablement les efforts de coopération à tous les niveaux.

La planification des villes et des territoires a un impact direct sur l'adaptation au changement climatique et la résilience urbaine, ainsi que sur l'inclusion sociale. **Lier urbanisme, développement régional et participation citoyenne**, via la planification urbaine et territoriale, contribue progressivement à la mise en œuvre de ces changements systémiques, grâce à l'adoption d'approches plus intégrées. La planification peut favoriser le développement des villes plus compactes et réduire la fragmentation sociale, faciliter l'accès aux opportunités économiques et à une meilleure qualité de vie, notamment pour les populations des zones périphériques ou mal desservies (grâce à l'accès aux services essentiels et à la mobilité). Les CT, et les

métropoles en particulier, mettent de plus en plus l'accent sur la planification stratégique ou intégrée, pierre angulaire du développement durable, pour améliorer la conception des infrastructures, afin de favoriser l'inclusion sociale et l'égalité de genre, notamment via la réappropriation de l'espace public. La **planification et les budgets participatifs**, entre autres méthodes de participation citoyenne (référendums, conseils municipaux ouverts, gouvernement électronique, etc.) sont en passe de devenir des pratiques quotidiennes pour des milliers de CT, afin de mieux adapter leurs décisions aux besoins de leurs populations, améliorant ainsi l'appropriation et la responsabilisation des citoyens dans la prise de décisions locales. Les processus participatifs permettent aux **citoyens et aux parties prenantes de co-crée leurs villes et leurs régions**. Les CT deviennent même des laboratoires expérimentaux pour de nouvelles stratégies, approches et services. Encourager les citoyens à s'approprier les politiques, pour favoriser la localisation des ODD et renforcer la qualité de la démocratie locale, nécessite une mise à jour permanente des outils et mécanismes utilisés pour les impliquer dans les processus décisionnels.

Les CT jouent également un rôle déterminant dans les processus de reconstruction des villes et territoires confrontés aux destructions liées aux conflits et catastrophes, notamment en Asie, dans les Caraïbes ou dans les régions du Moyen-Orient et de l'Asie occidentale, puisqu'elles doivent rétablir les services de base et planifier la reconstruction urbaine selon une approche plus durable.

Bon nombre des initiatives dont il est question dans ces pages sont néanmoins souvent de portée limitée, mais elles mériteraient d'être multipliées et diffusées pour promouvoir la transformation de nos villes et territoires vers un avenir plus durable. **Il est essentiel de diffuser et de faciliter les échanges directs et la collaboration entre les CT, afin de multiplier et d'accroître les enseignements tirés de leurs résultats, qu'ils aient été positifs et non, en tenant toujours compte des réalités locales. Les gouvernements nationaux et les institutions internationales ont l'importante responsabilité de soutenir et d'aider les CT et leurs réseaux à multiplier ces échanges et à étendre le processus de localisation dans le monde entier.** La consolidation et l'intensification des initiatives locales constituent des contributions fondamentales à l'élaboration de modèles de développement plus durables. ☉

2.4. Suivi et rapports sur les ODD au niveau local

Les CT doivent également assurer le suivi de l'impact des agendas mondiaux sur la vie quotidienne et leurs politiques, et mesurer ce qui a pu être réalisé. Toutefois, le processus mondial de suivi et de rapports sur la mise en œuvre des ODD n'inclut que très insuffisamment les CT. La principale problématique concerne les méthodes et outils utilisés pour mesurer et suivre les progrès réalisés. L'adoption des 232 indicateurs est complexe et le processus encore inachevé mais, surtout, la plupart des indicateurs conçus du point de vue des États ne sont pas adaptés pour comprendre la réalité, la diversité et la complexité des contextes locaux, ce qui entraîne une perte importante de connaissances et de possibilité d'analyse. Le suivi et l'établissement des rapports constituent donc une question fondamentale dans la participation des CT au processus de localisation. Ils imposent de trouver des solutions et d'engager des mesures, cela d'autant que s'ajoutent à cette question les difficultés rencontrées par la plupart des CT de toutes les régions pour participer au processus de reporting au niveau national.

Au niveau mondial, la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux, avec le soutien de CGLU, a contribué à mettre en évidence le rôle des CT dans le processus de suivi, via le rapport annuel mondial présenté au Forum politique de haut niveau des Nations unies depuis 2017 : « *Towards the Localization of the SDGs* », qui résume l'implication des CT dans toutes les régions et leurs contributions à chaque objectif.

Toutefois, l'absence de données désagrégées et localisées, comme le manque de ressources techniques et humaines, ont fortement entravé la contribution des CT au suivi et à l'établissement de rapports aux niveaux national et régional. Les réponses apportées par les CT à ces problématiques ont été diverses, en fonction du soutien des associations et des partenaires et du niveau de collaboration avec les gouvernements nationaux ou régionaux.

Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, a mis au point un système de 100 indicateurs, mais n'a pas soulevé la question du suivi de la mise en œuvre des ODD au niveau local. Plusieurs pays (notamment la Belgique et la Suède) ont développé des plateformes statistiques nationales sur

les ODD, avec la participation des CT, mais la plupart des pays sont encore en train de chercher une méthode efficace pour localiser les indicateurs sans écarter ceux proposés par le système des Nations unies. Les associations faîtières de CT collaborent souvent avec les bureaux nationaux de statistique (p. ex., aux Pays-Bas) ou avec leurs membres pour définir un ensemble d'indicateurs localisés (p. ex., VVSG en Flandre). En Allemagne, les CT, avec le soutien de divers partenaires, ont créé une plateforme nationale pour collecter des données sur les ODD auprès des municipalités. Les municipalités des pays d'Europe du Nord proposent également des exemples positifs. Au niveau régional, le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE) a également contribué à l'élaboration du Cadre de référence de la ville durable (RFSC), avec 30 « objectifs » applicables à toutes les municipalités. L'enquête internationale menée par le CCRE et PLATFORMA, en collaboration avec CGLU, montre que 64 % des associations faîtières des CT européennes ont eu des contacts avec des initiatives nationales ou locales sur les indicateurs.

En **Asie-Pacifique**, de nombreux pays tentent d'adapter les ressources de leurs propres systèmes statistiques nationaux au cadre des ODD. En Indonésie et aux Philippines, par exemple, les CT ont du mal à adapter les indicateurs nationaux aux plans locaux. En Indonésie, les centres de données provinciaux utilisent le portail *OneData (Satu Data Indonesia)* pour assurer le suivi. Aux Philippines, différents systèmes de suivi (*scord cards*) sont également utilisés pour évaluer les performances locales afin d'accéder à des financements spécifiques. La Chine a mis au point un système pilote d'indicateurs localisés des ODD dans le comté de Deqing (province de Zhejiang), qui sera adapté et étendu. En Nouvelle-Zélande, enfin, la Society of Local Government Managers a déjà créé un ensemble national d'indicateurs qui s'aligne étroitement sur les ODD. Certaines zones ont investi dans la « localisation » des indicateurs ODD en les adaptant à leur contexte local : c'est le cas de Delhi (Inde) et de plusieurs municipalités et provinces de Corée du Sud.

Les pays d'**Amérique latine** utilisent également des systèmes nationaux pour aider les CT à participer au suivi et à l'évaluation : le système

d'information sur l'évaluation des résultats (SINERGIA) et Terridata en Colombie, le Système d'information sur les objectifs de développement durable (SIODS) au Mexique, en constituent autant d'exemples, auxquels s'ajoutent des initiatives similaires en Équateur, au Guatemala ou au Pérou. Toutefois, les données localisées ne sont pas toujours alignées sur les ODD. Au Brésil, la Confédération nationale des municipalités (CNM) a développé un tableau de bord des ODD, le « *Mandala* », accessible à toutes les municipalités brésiliennes, afin d'évaluer la conformité avec les cibles de l'Agenda 2030. Pour assurer le suivi de leurs plans de développement, différentes régions et villes ont développé leurs propres systèmes d'indicateurs (p. ex., Buenos Aires, Medellín, la province de Santa Fe en Argentine, l'État du Paraná au Brésil ou Oaxaca au Mexique). En partenariat avec le secteur privé et la société civile, 36 villes colombiennes utilisent des observatoires de la société civile sur la qualité de vie pour superviser les plans de développement (p. ex., le projet « Bogota : Comment ça va ? »).

En **Afrique**, la participation des CT au suivi est plus complexe. La Commission économique africaine des Nations unies a spécifiquement averti que la région dans son ensemble n'a pas accès à plus de 60 % des indicateurs actuels des ODD en raison de l'indisponibilité de données. L'informalité rend d'autant plus difficile la collecte normalisée et systématique de données fiables. Malgré ces difficultés, de nombreux pays ont progressé. Le Rwanda utilise divers systèmes pour recueillir des données localisées (contrats de performance, fiches avec des enquêtes citoyennes, etc.). Le Service des statistiques du Ghana a procédé à un examen de la disponibilité des données, pour la production d'indicateurs sur les ODD à tous les niveaux. Le Kenya a mis en place un système intégré de suivi et d'évaluation des comtés, tandis que le Zimbabwe a créé des centres de liaison, nommés par les autorités locales, pour appuyer les travaux du Comité national de statistique. Seules quelques-unes des villes ou régions africaines les plus grandes et les mieux équipées disposent de données réellement localisées (eThekweni-Durban et la région de Gauteng en Afrique du Sud). Les innovations en matière de gestion des données et des informations en Afrique montrent une participation des organisations et des fédérations d'habitants de bidonvilles, en partenariat

avec CGLU Afrique et Cities Alliance, à la collecte de données dans les quartiers informels, en particulier dans le cadre de l'initiative « *Know Your City*²⁶ ». La participation des communautés locales et leur contribution à la collecte de données pourraient améliorer de façon considérable les informations et les connaissances dont disposent les CT, optimiser l'impact et l'efficacité des politiques locales, en Afrique comme ailleurs.

Dans certaines régions, les progrès ont été plus lents ou n'ont pas eu d'impact important. En **Eurasie**, les pays ont créé des mécanismes pour inciter les CT à collaborer activement avec les bureaux nationaux de statistique ou les ministères compétents pour collecter et élaborer des données au niveau local. En Ukraine, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a travaillé sur le terrain avec les autorités locales pour mettre au point un cadre de suivi. Au **Moyen-Orient et en Asie occidentale**, en revanche, les initiatives locales de suivi sont pratiquement inexistantes. En Turquie, l'Association nationale des municipalités (UTM) a été mobilisée lors de la préparation de l'ENV pour collecter les expériences locales. Dans les pays où existait déjà un système de suivi avec des indicateurs, ceux-ci n'ont été définis qu'au niveau national et pour le seul niveau national.

D'autres initiatives ont été mises en place avec succès par des réseaux internationaux. Le Réseau des solutions pour le développement durable (Sustainable Solution Development Network) a développé des tableaux de bord basés sur des indicateurs au niveau des villes pour les États-Unis, un certain nombre de villes européennes et le Brésil. Une méthodologie similaire a été appliquée pour évaluer les performances locales en Espagne, en Inde et en Italie. Le Conseil mondial des données urbaines (WCCD) a mis au point des mesures (et une certification ISO) pour évaluer les performances et le respect des objectifs et cibles des agendas mondiaux : à ce jour, plus de 100 villes sur différents continents participent à cette initiative. Des instituts de recherche travaillent avec les CT sur des systèmes de surveillance, dans diverses villes comme Le Cap et Kisumu (Kenya). Metropolis, la section de CGLU, a travaillé avec la London School of Economics and Political Science et la zone métropolitaine de Barcelone pour définir des indicateurs métropolitains spécifiques et faciliter l'évaluation comparative des performances métropolitaines dans le monde.

En général, le manque de visibilité, la nécessité de disposer d'outils adéquats pour expliquer la diversité locale et tirer parti de la richesse des informations disponibles au niveau local, poussent les collectivités locales à favoriser les projets de suivi et de reporting sur la localisation. De nombreuses collectivités locales ont conçu leurs **propres Examens locaux volontaires**, un document qui reflète les ENV de leur pays et complète ces connaissances avec des informations tirées d'approches locales. Trois municipalités japonaises, ainsi que la ville de New York, ont été les pionnières de cette méthode de contribution au suivi et à l'établissement

La participation des communautés locales à la collecte de données pourrait améliorer les informations et les connaissances dont disposent les CT et optimiser l'efficacité des politiques locales, en Afrique comme ailleurs.



Kitakyushu, Japon
(photo : Pedro Serapio,
bit.ly/2Mqghwi).

de rapports, et leur exemple a suscité un certain nombre d'initiatives de la part des villes, grandes et petites, des États, des provinces et des régions, qui constituent aujourd'hui une communauté de villes et régions qui appellent à créer des données localisées de meilleure qualité et d'accès plus facile. Les Nations unies ont déjà enregistré 21 exemples d'Examens locaux volontaires dans une base de données en ligne dédiée. CGLU a notamment collecté et révisé les rapports locaux de Barcelone, Bristol, Buenos Aires, Canterbury, Helsinki, La Paz, Los Angeles, Mannheim, Mexico, du Pays basque, Sydney, Taipei et Vienne. En 2018, CGLU a accueilli le Forum des autorités locales et régionales à New York, parallèlement au Forum politique de haut niveau, où les tout premiers Examens locaux volontaires de Kitakyushu, New York, Shimokawa et Toyama ont été présentés. En 2019, les départements de formation et recherche de CGLU ont collaboré à la création d'un module de formation destiné aux autorités locales, visant à les aider à concevoir leur propre Examen local et à optimiser leur contribution au suivi mondial²⁷.

La participation des CT au suivi et à la création de rapports est une question de **transparence** et de **compte rendu**, aussi bien que de **connaissances**. La gouvernance locale et régionale est une source potentielle d'expériences uniques, de données, d'indicateurs, de bonnes et mauvaises pratiques et d'initiatives novatrices, et fait office de test décisif pour déceler les problèmes, les goulots d'étranglement et les questions en suspens. **L'engagement de**

ces instances locales dans le processus de suivi et de rapports sur la mise en œuvre et la réalisation des programmes mondiaux doit être au cœur de toutes les stratégies de localisation. La collaboration entre les CT, les gouvernements nationaux et les bureaux de statistique, ainsi qu'avec la communauté internationale, sera essentielle pour améliorer le suivi au niveau local et utiliser les connaissances des communautés et des territoires pour localiser et mettre en œuvre les ODD et les agendas mondiaux de façon plus performante.

À ce stade et à la lumière des expériences résumées dans le rapport, il ne fait aucun doute que, malgré les obstacles et les cadres institutionnels souvent défavorables, le phénomène d'urbanisation et les CT sont des éléments centraux essentiels pour la réalisation des ODD et des autres programmes de développement. Les CT sont de plus en plus engagées et proposent des initiatives pour faire progresser la réalisation des ODD et des programmes de développement mondiaux, mais l'ampleur et la portée des actions, ainsi que le développement de mécanismes de suivi et d'évaluation au niveau local, doivent encore être renforcés. Pourtant, comme cette section l'a souligné, la diffusion et l'accélération des actions locales sont conditionnées par les contextes institutionnels et les politiques nationales qui sont mises en place pour soutenir les CT. La section suivante analyse l'évolution de ces contextes au fil du temps et donne un aperçu de l'environnement institutionnel favorable ou pas à l'action locale. ☉

3. Comment les « environnements institutionnels favorables » pour les collectivités territoriales permettent-ils de localiser les ODD ?

3.1. Une vision globale de l'évolution de la décentralisation, douze ans après GOLD I

La décentralisation est un pilier de la localisation des ODD : elle favorise le renforcement des pouvoirs et des ressources, la subsidiarité et l'autonomie locale, ainsi que la transparence et la responsabilité des CT vis-à-vis de leurs habitants. Les Constitutions de 103 pays (sur 153 examinés) reconnaissent les CT comme un niveau de gouvernement à part entière²⁸. Cette reconnaissance ne se traduit cependant pas toujours par une décentralisation réelle et, dans ces cas, les CT peuvent ne pas être équipées pour jouer leur rôle dans le processus de localisation. Toutefois, il existe plusieurs manières de rendre la décentralisation efficace : élections locales régulières, attributions et responsabilités clairement définies, ressources humaines et financières adéquates pour renforcer les CT et les rendre plus responsables devant leurs communautés.

Comme il a été mentionné dans les chapitres précédents, depuis les années 1980, les tendances à la décentralisation se sont répandues dans le monde entier, mais les systèmes décentralisés sont encore très divers. Au cours de la dernière décennie, les réformes des cadres juridiques, fiscaux et administratifs des CT ont figuré en bonne place dans les agendas politiques nationaux d'une majorité de pays. À l'échelle mondiale, les CT représentent 24,6 % des dépenses publiques des gouvernements, 25,7 % des recettes publiques et 36 % des investissements publics, mais une faible part du PIB mondial (1,3 %)²⁹. Les réformes relatives à la décentralisation ont également vu l'émergence de niveaux

intermédiaires de gouvernement (p. ex., de régions, comtés, départements, etc.) dans plusieurs pays, ainsi que les réformes de la gouvernance de métropoles pour relever les défis inhérents aux zones urbaines complexes, diversifiées et vastes. D'une manière générale, l'analyse de la décentralisation met au jour des progrès importants, mais également, de sérieux problèmes concernant le contexte réel dans lequel les CT sont censées agir pour contribuer à la localisation des agendas mondiaux.

La plupart des pays en Europe et en Amérique du Nord ont déjà une longue tradition d'autonomie locale. Les CT jouent un rôle central dans la fourniture de services publics et sociaux et d'infrastructures clés, ainsi que dans la promotion du développement économique local et de la cohésion territoriale. Les collectivités locales européennes représentent généralement une part importante des recettes et des dépenses publiques (25 % en moyenne, mais jusqu'à 52 % dans les pays du Nord) et jouent un rôle majeur dans les investissements publics (40 %). Selon l'Indice d'autonomie locale (IAL)³⁰, ce sont les pays d'Europe septentrionale et occidentale qui présentent les niveaux de décentralisation les plus élevés. Dans les autres pays d'Europe centrale, dont la plupart sont également des États membres de l'UE la décentralisation est plus récente. Ils présentent une grande autonomie juridique et, dans une certaine mesure, administrative, à l'exception notable de la Hongrie, dont les fonctions et les pouvoirs ont été recentralisés depuis 2012. Dans les pays de l'Europe du Sud-Est non membres de l'UE la décentralisation n'en est

qu'à ses débuts, à l'exception de la Serbie (très bien classée dans l'IAL) et de la Croatie. Cependant, de manière générale, le financement local en Europe a été, dans son ensemble, affecté par les mesures d'austérité budgétaire à la suite de la crise économique mondiale de 2008-2009, ce qui a entraîné une baisse globale des dépenses des collectivités locales par rapport aux dépenses des administrations publiques (de 27,3 % à 23,3 %). De nombreux gouvernements infranationaux européens sont confrontés à des restrictions susceptibles d'affecter les investissements nécessaires pour préparer un avenir durable pour la région, qui s'ajoutent aux contraintes budgétaires imposées par l'UE à ses membres.

Dans la région **Asie-Pacifique**, le processus de décentralisation, plus récent, remonte aux années 1990. Les CT représentent environ 33 % des dépenses et recettes publiques et 40,6 % des investissements publics. Cependant, selon le niveau de développement de chaque pays, il existe d'énormes différences entre les CT dans cette région, et « l'environnement favorable » des CT est loin d'être comparable à celui de l'Europe. Dans la plupart des pays de la région, les administrations locales opèrent dans des cadres institutionnels restreints, avec des attributions de pouvoir ambiguës qui se chevauchent ou sont soumises à une surveillance restrictive. Selon l'évaluation de CGLU-ASPAC 2018 sur les cadres institutionnels des CT, les environnements les plus efficaces pour les CT sont corrélés à un développement économique plus élevé, une meilleure qualité des services publics locaux et une bonne qualité de vie (p. ex., Australie, Corée du Sud, Japon et Nouvelle-Zélande). Ce groupe est suivi par l'Indonésie, les Philippines et la Chine qui, malgré un système politique centralisé, occupe également une place élevée dans le classement. Ces dernières années, les CT ont utilisé leur relative autonomie pour mobiliser des revenus fonciers et emprunter, afin d'investir dans le développement urbain, fournir des infrastructures et des services essentiels. Un deuxième groupe, présentant des scores intermédiaires de décentralisation, comprend l'Inde, la Thaïlande, le Vietnam et certaines îles du Pacifique (notamment le Vanuatu). La majorité des scores de ces pays est impactée par une décentralisation budgétaire limitée. Un troisième groupe comprend cinq pays, dans lesquels les réformes des CT en sont encore à un stade précoce ou présentent une administration locale plus déconcentrée que décentralisée (Cambodge, République démocratique populaire du Laos, Malaisie, Myanmar et Sri Lanka). Enfin, le dernier groupe comprend les pays dans lesquels la politique de décentralisation a stagné ou a régressé (Bangladesh, Pakistan et Timor-Leste).

En **Amérique latine**, la décentralisation a beaucoup progressé depuis les années 1980. Les CT représentent 19 % des dépenses et 23 % des recettes publiques en moyenne, et jouent un rôle important dans les investissements publics (39 %, avec de grandes variations entre les pays et les villes). Dans presque tous les pays de la région, les autorités locales sont désormais démocratiquement élues. Toutefois, le processus n'a pas été linéaire : dans

de nombreux pays, la décentralisation a connu des périodes de stagnation et des revers tandis que, dans d'autres, son évolution a été plus lente. Dans la plupart des pays d'Amérique latine, les CT sont confrontées à des défis considérables. Les inégalités entre les territoires et à l'intérieur des villes persistent ou se sont aggravées, impactant l'accès aux services locaux et leur qualité. Les déséquilibres budgétaires verticaux rendent les CT de plus en plus dépendantes des transferts des gouvernements centraux. Dans de nombreux pays, les subventions étant fortement conditionnées, l'autonomie locale risque d'être restreinte. Le rapport identifie le Brésil et la Colombie comme les deux pays affichant les plus grands progrès en matière de décentralisation, suivis par la Bolivie, l'Équateur et le Pérou. L'Argentine et le Mexique, tous deux des États fédéraux, sont généralement considérés comme décentralisés. Les États fédérés et les provinces bénéficient de ressources et de pouvoirs importants, mais les municipalités jouissent d'une autonomie plus limitée. La décentralisation dans les trois autres pays du cône Sud, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay, est plus limitée, bien que l'Uruguay ait fait des progrès ces dernières années. En Amérique centrale et dans la sous-région des Caraïbes, les municipalités ont des compétences et des ressources plus limitées. Dans toute la région, la décentralisation conduit à une plus grande interdépendance administrative, financière et socio-économique entre les gouvernements centraux et

Rue, Arequipa, Pérou
(photo : Phil Robinson,
bit.ly/35jbndt).



À l'échelle mondiale, les CT représentent 24,6 % des dépenses publiques des gouvernements, 25,7 % des recettes publiques et 36 % des investissements publics.

infranationaux, mais les mécanismes de gouvernance multiniveaux doivent encore évoluer pour assurer la cohérence et l'efficacité des politiques publiques.

En **Afrique**, l'engagement dans la décentralisation et ses résultats ont été très divers. Les CT y représentent respectivement 15 % et 17 % en moyenne des dépenses et recettes publiques, et seulement 19,4 % des investissements publics, soit les niveaux les plus bas de toutes les régions. En 2019, 17 pays avaient signé la Charte africaine des valeurs et des principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local de 2014, et seulement quatre l'avaient ratifiée. Toutefois, il existe un écart important entre la décentralisation *de jure* et la réalité sur le terrain. Bien que des vagues de décentralisation aient régulièrement été mises en œuvre en Afrique depuis les années 1990, le niveau de décentralisation varie d'un pays à l'autre ainsi qu'à l'intérieur même des pays. L'évaluation 2018 de CGLU Afrique montre que l'Afrique du Sud, le Maroc, l'Ouganda et la Tanzanie disposent d'un « environnement institutionnel favorable » plus stable pour leurs CT. Un deuxième groupe d'une dizaine de pays bénéficie d'un environnement « plutôt favorable » (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Eswatini, Ghana, Kenya, Sénégal, Rwanda, Zambie et Zimbabwe). Les deux derniers groupes, qui comptent respectivement 20 et 13 pays, doivent encore réaliser d'importants efforts de réforme pour évoluer vers un environnement favorable aux CT ou affichent une politique de réforme stagnante ou régressive. Il existe cependant des raisons d'être optimiste : à la suite de leur récente transition vers la paix et la démocratie, le Mali et la Tunisie ont fait progresser l'autonomie locale. En juin 2019, le Togo a tenu ses premières élections locales depuis trente ans. Cependant, les CT sont confrontées à des pressions financières croissantes : la pauvreté et le caractère informel de l'économie affectent la base des recettes de la plupart des CT, et les transferts intergouvernementaux ont été insuffisants, compromettant la fourniture de services essentiels. La décentralisation, bien qu'elle soit un levier important pour la réalisation des ODD, ne représente qu'une partie du défi de la localisation en Afrique.

En **Eurasie**, tous les pays étudiés dans ce rapport semblent en être à différents stades de décentralisation. Depuis la fin de l'Union soviétique, plusieurs réformes ont renforcé ou réduit l'autonomie des CT, entraînant de fortes inégalités spatiales et un développement inégal des régions. Le niveau de décentralisation varie, allant d'un système fortement

centralisé en Biélorussie et dans les pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan) à un système d'autonomie locale relativement autonome en Arménie et en Géorgie (au niveau des municipalités ou des districts), avec un système d'autonomie locale à deux niveaux en Russie. Dans d'autres pays, tels que l'Azerbaïdjan et l'Ukraine, les organes autonomes locaux coexistent avec les organes déconcentrés du gouvernement central. Les gouvernements infranationaux de la région disposent de budgets et de capacités d'investissement assez importants (41,9 % des investissements publics en moyenne et plus de 60 % en Biélorussie, au Kazakhstan et en Russie). Cependant, en pratique, les CT de la plupart des pays d'Eurasie ont un contrôle assez limité de leur politique de dépenses.

Les pays du **Moyen-Orient et d'Asie occidentale** se caractérisent également par un degré élevé de centralisation, à l'exception de la Turquie et, dans une moindre mesure, de la Palestine (où les CT représentent respectivement 10,1 % et 10,8 % des dépenses publiques totales et 18 % des investissements publics). Certains pays comme l'Iran, l'Irak, la Jordanie et le Liban sont à la traîne, tandis que les administrations locales des pays du Golfe dépendent des prises de décision nationales.

Enfin, pour compléter ce rapide tour d'horizon, rappelons que la mise en œuvre des ODD nécessite un afflux accru d'investissements publics vers le niveau local. L'accès aux emprunts et aux marchés financiers est donc essentiel pour les CT dans toutes les régions. La situation sur l'accès au financement est résumée plus bas dans la section 3.3.

Les implications et les conséquences précises de la décentralisation pour la localisation des ODD sont aussi variées que les processus eux-mêmes. La faiblesse ou la mise en œuvre partielle du processus de décentralisation, le manque de cadres juridiques ou de partage des responsabilités claires, la duplication ou la fragmentation des juridictions et des fonctions, l'insuffisance des ressources, l'absence de mécanismes pour concilier des priorités contradictoires peuvent affaiblir ou dissuader les CT d'adopter des politiques dynamiques pour localiser les ODD. L'instabilité politique et les cycles électoraux indéfinis ajoutent des contraintes supplémentaires de complexité aux processus de localisation. **Un environnement juridique et institutionnel favorable, dans lequel les CT peuvent prendre leurs responsabilités, innover et tirer parti de leurs ressources, est essentiel pour un développement territorial solide qui puisse contribuer au processus de développement durable au niveau national pour la réalisation du Programme 2030. ☉**

3.2. Renforcer la gouvernance multiniveaux pour améliorer la localisation et la cohérence des politiques

Compte tenu de la nature holistique et interdépendante du Programme 2030 et des autres agendas mondiaux, les ODD incitent tous les pays à renforcer la cohérence des politiques en faveur du développement durable pour assurer la mise en œuvre. Améliorer la cohérence des politiques pour le développement durable, comme le demande l'ODD 17.14, implique un engagement politique fort, une vision stratégique à long terme, des mécanismes institutionnels pour la coordination et les interactions politiques afin d'impliquer tous les niveaux de gouvernement et les parties prenantes, ainsi que des mécanismes de financement adaptés, un suivi et des rapports participatifs³¹. Les mécanismes de gouvernance multiniveaux sont essentiels pour assurer la cohérence des politiques et une localisation efficace, afin de créer des synergies et de réduire duplicités et ruptures entre les institutions, contribuant ainsi à assurer des approches mieux équilibrées et intégrées. Au cours des dernières décennies, les progrès observés dans les différentes régions concernant les processus de décentralisation ont conduit à l'apparition d'un paysage institutionnel et politique plus complexe et à la nécessité de renforcer la collaboration multiniveaux. La mise en œuvre du Programme à l'horizon 2030 représente sans aucun doute une occasion d'étendre les processus de changement et de relever bon nombre des défis existants en matière de renforcement et d'expansion de la collaboration institutionnelle.

Comme cela a été défini dans l'introduction du présent rapport, la **gouvernance multiniveaux** comprend au moins deux dimensions : la collaboration verticale et horizontale, entre les différents niveaux de gouvernement et entre les gouvernements et les institutions au même niveau de gouvernance (p. ex., l'intercommunalité). Une meilleure coordination peut contribuer à instaurer la transparence et la confiance nécessaires pour renforcer la cohérence des politiques. Néanmoins, cela peut aussi accroître la complexité de la prise de décision politique et la formation d'un consensus, à mesure que les acteurs et les processus se multiplient et deviennent partie intégrante de la mise en œuvre des ODD. D'un autre côté, l'adoption de mécanismes adaptés de gouvernance multiniveaux facilite l'appropriation locale et la participation des institutions et des acteurs locaux, tout en favorisant l'innovation et l'expérimentation qui permettent d'adapter les stratégies aux réalités locales. En outre, des mécanismes de gouvernance efficaces à plusieurs niveaux contribuent également à

la réalisation des objectifs de développement nationaux et régionaux dans les territoires³².

Au niveau local, l'adoption d'une approche territoriale intégrée pour le développement durable constitue un levier permettant de favoriser la cohérence des politiques et la gouvernance multiniveaux dans les territoires, en réunissant les principaux acteurs locaux – institutions et parties prenantes – et en soutenant l'émergence d'une vision stratégique, d'une action coordonnée et d'une meilleure articulation des priorités locales et régionales avec les plans de développement nationaux. Pour être efficace, la **gouvernance multiniveaux devrait contribuer à renforcer le dialogue et la prise mutuelle de responsabilités fondée sur le principe de subsidiarité et le respect de l'autonomie locale**.

Les différents chapitres régionaux de ce rapport plaident pour une réforme de l'environnement institutionnel, afin de pouvoir activer une approche qui associe « l'ensemble du gouvernement » (*whole of government*) à la coordination, approche requise par le Programme à l'horizon 2030 et les autres agendas mondiaux.

En effet, lorsque les pays mettent en place et renforcent les mécanismes de coordination résultant des processus de mise en œuvre des ODD, cela contribue à améliorer les cadres de gouvernance multiniveaux. Comme nous l'avons déjà souligné, de nombreux gouvernements ont créé de nouveaux mécanismes de coordination nationaux (p. ex., des comités de haut niveau sur les ODD), tandis que d'autres restructurent des mécanismes préexistants (p. ex., des conseils de développement durable). Presque tous les pays ont fait des efforts pour intégrer les ODD dans leurs stratégies de développement ou définir des feuilles de route spécifiques. Parallèlement, **les pays améliorent leurs systèmes nationaux de planification du développement afin de mieux articuler les ODD avec les plans de développement nationaux et locaux**. Dans de nombreux cas, les progrès et l'efficacité de ces efforts doivent encore être démontrés et illustrent les difficultés et contradictions inhérentes à l'architecture de gouvernance multiniveaux.

Sur tous les continents, différentes stratégies sont mises en œuvre pour réformer les systèmes de planification, afin d'assurer une mise en œuvre plus coordonnée des ODD. Les pays combinent des outils normatifs, politiques, techniques et financiers, et adoptent des stratégies plus ou moins souples de coordination verticale. Certains pays dotés d'un leadership national fort associent des lignes directrices centralisées à des politiques flexibles pour engager

les gouvernements infranationaux, alors que d'autres adoptent des approches politiques plus rigides, conçues au sommet, qui exigent une coordination verticale stricte à tous les niveaux. Les politiques de localisation des ODD les plus flexibles prennent généralement davantage en compte la nécessité de concilier les priorités nationales avec les initiatives locales et de promouvoir les processus de développement local, pour tester les expériences à petite échelle qui pourraient être étendues à tous les niveaux de gouvernement. À l'opposé, les approches hiérarchiques strictes, moins flexibles, peuvent entraver l'adaptation des politiques, des stratégies de mise en œuvre et d'allocation des ressources aux contextes locaux, et restreindre la responsabilisation des autorités locales, composante essentielle pour assurer la participation des parties prenantes locales. Des exemples dans différentes régions illustrent ces diverses approches sur les différents continents.

En Indonésie et aux Philippines, plusieurs décrets nationaux ont rendu obligatoire l'intégration des ODD dans les plans de développement nationaux et infranationaux, imposant de nouvelles échéances et de nouveaux systèmes d'indicateurs, ainsi que des calendriers pour présenter des rapports à tous les niveaux de gouvernement. Le rôle des ministères et des organismes nationaux, des conseils régionaux ou provinciaux en tant qu'échelons intermédiaires de gouvernement dans la coordination et le suivi du processus ont également été renforcés. Bien que les deux pays aient adopté des approches conçues au sommet, les politiques de soutien diffèrent. L'Indonésie a développé des initiatives de soutien importantes et flexibles (coordination, lignes directrices, formation, financements) et a réussi une mobilisation plus large (comme mentionné ci-dessus, 52 % des gouvernements provinciaux ont développé des plans d'action locaux conformes aux ODD), mais l'impact de la mise en œuvre doit encore être mieux évalué. En raison du contexte politique des Philippines, l'étendue de la localisation semble plus limitée³³. La Chine, bien qu'habitée à une approche verticale de la planification (les gouvernements infranationaux suivront le plan quinquennal de développement national), est également proche du premier groupe. Pour mobiliser les CT, le gouvernement chinois a mis au point un ensemble d'outils assortis d'incitations politiques pour promouvoir l'innovation et l'expérimentation, qui seront étendues en cas de succès (par exemple, le « Programme de développement des zones de démonstration de l'innovation en Chine pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 »).

En Afrique, le Ghana a profité de son « système de planification décentralisé » pour assurer une meilleure coordination des processus de mise en œuvre des ODD. Le gouvernement national a décidé de renforcer les conseils de coordination régionaux et locaux pour assurer une coordination verticale (nationale/locale) et horizontale sur les territoires : « Les autorités locales peuvent choisir d'élaborer des programmes de développement locaux, alignés sur le programme national de développement, mais axés sur des priorités locales spécifiques³⁴ ». Les mécanismes de financement se sont progressivement adaptés pour soutenir les initiatives régionales ou locales (par exemple, environ 10 % du PIB sont transférés vers le Fonds commun des assemblées de district). Le Bénin se distingue par des avancées significatives dans l'intégration des ODD dans les programmes nationaux et locaux et les programmes d'investissement annuels. Le pays a également intégré l'Association nationale des communes (ANCB) au Comité national de pilotage des ODD, présidé par le ministre d'État à la Planification et au Développement. De son côté, le Kenya présente un exemple réussi d'approche conçue au sommet des mécanismes de coordination multiniveaux des ODD. Le gouvernement national a établi des points de focalisation pour les ODD, dans l'ensemble des 47 gouvernements de comté, et préparé, en partenariat avec l'Association nationale des autorités locales (Conseil des gouverneurs) des Plans de développement intégré du comté (CIDP) pour guider la mise en œuvre des ODD.

En Amérique latine, la Colombie et l'Équateur figurent parmi les pays où la décentralisation a le plus progressé au cours des dernières décennies. Dans ces deux pays, des plans de développement locaux doivent être formulés de manière obligatoire au début des mandats des autorités locales. En Colombie, le gouvernement national a adopté une approche flexible pour promouvoir l'intégration des ODD dans les plans de développement locaux et départementaux, et a créé différentes incitations pour soutenir l'adhésion locale, en utilisant des « contrats plans » et des subventions (royalties). Cependant, le gouvernement national a tenté de conditionner les transferts pour stimuler les projets régionaux en fonction des priorités nationales et non de celles déterminées localement. Dans le cas de l'Équateur, la complexité apparente du « système de planification participative décentralisé au niveau national » et les contradictions entre les approches décentralisées et déconcentrées, aggravées par les tensions politiques, rendent la coordination particulièrement difficile.

Les exemples précédents mettent en évidence des approches différentes et les difficultés éprouvées par les pays qui associent des approches flexibles et plus rigides. Dans d'autres pays de la région Asie-Pacifique, une vision verticale plus traditionnelle prédomine et les processus de localisation en sont encore à leurs débuts (p. ex., Cambodge, Laos, Myanmar, Népal, Pakistan, Sri Lanka et Vietnam). D'autres pays d'Afrique s'efforcent d'évoluer entre approches flexibles et rigides, en fonction de la solidité des systèmes nationaux de planification et en les reliant aux politiques de décentralisation (Cameroun, Kenya, Ouganda, Rwanda, Sierra Leone, Tanzanie,

L'absence de mécanismes clairs de participation des municipalités, du secteur privé et de la société civile, est susceptible de mettre en péril la coordination verticale et horizontale.

Tchad et Togo). C'est également le cas dans les pays d'Amérique latine, tels que le Guatemala, le Mexique et le Pérou, qui s'appuient également sur leurs systèmes nationaux de planification pour demander aux régions et aux municipalités d'intégrer les ODD dans leurs plans de développement.

En Eurasie, par exemple, les plans de développement locaux sont souvent réglementés par les gouvernements centraux (ou les régions), et généralement élaborés dans le cadre de stratégies nationales conçues par les niveaux supérieurs du gouvernement. En outre, le gouvernement central coordonne (ou approuve définitivement) les stratégies de développement infranationales. Il accorde également des subventions pour la mise en œuvre des stratégies. Toutefois, plus récemment, les villes, en particulier en Arménie, en Russie et en Ukraine, ont été plus dynamiques dans la conception et la mise en œuvre de leurs propres plans de développement.

Dans tous les exemples précédents, la gouvernance verticale multiniveaux progresse. Néanmoins, il existe des obstacles qui découlent généralement du cadre institutionnel. Il s'agit notamment d'un décalage entre les plans nationaux, régionaux et locaux, en raison de priorités différentes, d'une répartition imprécise des responsabilités, de calendriers différents, de l'insuffisance des fonds et de la coordination budgétaire, des faibles niveaux de compréhension et de capacités, et de l'absence d'adaptation des indicateurs de suivi. La plupart des pays sont confrontés à d'énormes disparités entre les gouvernements infranationaux en ce qui concerne les niveaux de développement et les capacités et ressources dont ils disposent pour mettre en œuvre les ODD.

Une **attention particulière doit également être accordée à la coordination horizontale.** Dans de nombreux cas, et en particulier dans les pays fédéraux, la coordination horizontale au niveau infranational est aussi complexe et problématique qu'au niveau national. En Inde, l'objectif du gouvernement fédéral est la promotion du « fédéralisme coopératif et compétitif » pour stimuler les performances dans chaque État fédéré, passant d'une approche de planification conçue au niveau central à une approche partant des États. La majorité des États ou des territoires de l'union ont également mis en place des unités spéciales pour guider et superviser la mise en œuvre des ODD. Mais ces unités sont confrontées à plusieurs problèmes pour instaurer une collaboration inter-départements/inter-agences et mobiliser les gouvernements locaux ruraux et urbains. Au Pakistan, des unités d'ODD ont été créées dans les départements et conseils de planification et de développement au niveau provincial, mais les mécanismes de coordination verticale et horizontale restent faibles à tous les niveaux. Au Mexique, des bureaux spéciaux chargés du suivi et de la mise en œuvre du Programme à l'horizon 2030 ont été créés au niveau des États. Certains États ont progressé dans l'intégration du Programme 2030 à leurs plans de développement mais, dans d'autres cas, ces bureaux restent déconnectés des comités de planification des États, ce qui entrave l'intégration transversale du Programme 2030. Enfin, l'absence de mécanismes clairs de participation des acteurs, notamment

des municipalités, du secteur privé et de la société civile, est susceptible de mettre en péril leur rôle de coordination.

Par rapport à d'autres régions, les pays européens présentent un cadre de gouvernance multiniveaux complexe. Il existe, dans la majorité des pays, des structures consultatives pour que l'administration centrale et les autorités locales/régionales puissent dialoguer, de façon permanente ou *ad hoc*, mais leur efficacité varie d'un pays à l'autre. En ce qui concerne les mécanismes nationaux de coordination des ODD, l'Europe est l'un des continents où la participation des CT ou leur consultation concernant ces mécanismes sont les plus avancées, mais cette participation reste limitée à 54 % des pays. L'Union européenne a également un impact critique sur les mécanismes de gouvernance multiniveaux (p. ex., dans le cadre des politiques de cohésion, des fonds structurels et d'investissement). En 2017, la Commission européenne a lancé une plateforme européenne multipartite sur les ODD, qui comprend des représentants des CT et plaide en faveur d'une approche territoriale et d'un « dialogue bidirectionnel » associant les parties prenantes locales, à tous les niveaux, dans la mise en œuvre des ODD dans l'UE. Toutefois, comme indiqué dans le chapitre sur l'Europe, les politiques de cohésion de la région sont actuellement soumises à des pressions concernant les prochains programmes pluriannuels.

Enfin, comme mentionné ci-dessus, l'implication des CT dans les mécanismes nationaux de coordination pour la mise en œuvre des ODD reste insuffisante et doit être renforcée. Comme mentionné à plusieurs reprises, seuls **33 % des 142 pays qui ont soumis un rapport au Forum de haut niveau des Nations unies entre 2016 et 2019 associent ou consultent des CT via des mécanismes de coordination nationaux.**

Les efforts en vue de conclure des arrangements de gouvernance multiniveaux se sont intensifiés depuis l'adoption du Programme 2030, avec un large **éventail de politiques allant d'une planification mieux intégrée, avec des mécanismes nationaux pour favoriser des politiques sectorielles harmonisées impliquant différents niveaux de gouvernement, aux stratégies nationales d'ODD faibles ou naissantes, avec des politiques de localisation faibles ou mal définies.** Cette diversité reflète, dans une certaine mesure, les divers cadres institutionnels nationaux des gouvernements infranationaux.

Les pays devront repenser leur vision de la planification. Dans les pays où l'autonomie locale progresse, les gouvernements étudient des moyens de promouvoir des initiatives nationales et infranationales mieux articulées, d'assurer la participation locale, d'harmoniser progressivement les programmes et d'assurer la cohérence des politiques. **La gouvernance multiniveaux exige une double approche de la mise en œuvre des ODD, associant stratégies nationales et initiatives locales fortes, et fondée sur le respect de l'autonomie locale. Cette double approche pourrait faire évoluer les politiques de développement, ouvrir la voie à davantage d'initiatives partant des territoires, contribuer ainsi à dépasser les inerties institutionnelles et à promouvoir l'innovation institutionnelle.** ○

3.3. Localiser les financements pour promouvoir les avantages socio-économiques et écologiques dans les territoires

Quatre ans après le début des ODD, les rapports régionaux montrent que, dans la majorité des contextes nationaux et locaux, le coût réel de la mise en œuvre des ODD reste inconnu. D'un « point de vue global », le Programme à l'horizon 2030 a apporté un changement d'échelle significatif, faisant passer les besoins de financement pour réaliser les agendas mondiaux de « plusieurs milliards à plusieurs billions ». En 2019, le Fonds monétaire international a révisé son estimation pour les pays en développement à faible revenu, fixant à environ 500 milliards de dollars par an les dépenses nécessaires pour réaliser le programme des ODD, ce qui nécessitera une augmentation importante du pourcentage du PIB consacré aux investissements. Ces dépenses s'élèvent à 2 100 milliards de dollars par an dans les économies de marché émergentes, pour lesquelles l'effort en pourcentage du PIB sera plus limité³⁵. Dans les villes, le scénario actuel établi par l'Alliance des villes pour le leadership de la finance climatique a estimé en 2017 que la demande mondiale d'infrastructures urbaines à faibles émissions et résilientes au climat s'élèverait en moyenne à 5 000 milliards de dollars par an³⁶.

Le décalage entre le montant considérable des fonds « disponibles » au niveau mondial et le manque de financement des territoires et des communautés les plus démunis représente un des plus grands défis. Les stratégies actuelles de réalisation des ODD, encouragées par les institutions internationales, reposent sur une approche de mobilisation de financements mixtes – nationaux et internationaux, publics et privés. Les acteurs publics doivent créer une marge de manœuvre budgétaire, en mettant en œuvre diverses réformes et via une

meilleure gestion des ressources, par exemple en luttant contre l'évasion fiscale et la corruption. Avec ces nouveaux fonds disponibles, les investissements publics devraient pouvoir s'atteler aux investissements dans les secteurs à risques que le secteur privé, axé sur le profit, ne prendrait pas, afin de s'assurer de « ne laisser personne pour compte ». L'hypothèse est que, selon l'instrument financier utilisé, chaque dollar public mobilisera un financement privé supplémentaire. De nombreux gouvernements des pays en développement, en particulier ceux à faible revenu, n'ont pas encore mis en œuvre cette feuille de route et ont souvent besoin de l'appui des institutions financières internationales. À cet égard, l'aide publique au développement n'a pas atteint les montants escomptés. En outre, des études récentes appellent à recadrer le débat politique sur les coûts opérationnels de mise en œuvre des mécanismes de financement mixtes, afin de combler le déficit de financement des ODD. Toutefois, il ne faut pas que ces propositions puissent compromettre les efforts nécessaires pour éliminer la pauvreté et les inégalités dans les pays les plus pauvres.

Dans toutes les régions, le retard de financement du développement des infrastructures est un problème critique pour faire face aux changements climatiques et au vieillissement de la population, en particulier dans les pays en développement, mais aussi dans les pays développés. Le défi est plus important encore dans les régions où l'urbanisation devrait à l'avenir se concentrer, comme en Afrique subsaharienne et dans les pays de l'Asie du Sud et du Sud-Est. Au niveau local, selon les projections actuelles, la plupart des villes ne pourront pas mobiliser les fonds nécessaires pour répondre à la demande d'infrastructures nécessaires pour assurer un développement durable.

Comme mentionné plus haut, les actions menées par les villes et les territoires pour accéder à des sociétés plus résilientes et à faibles émissions de carbone seront décisives pour la réalisation des programmes mondiaux et la protection de notre planète. L'évaluation de l'impact de ces actions montre que ces investissements auront un effet multiplicateur pour les ODD, mais implique également qu'il faut s'assurer que ces investissements ne puissent avoir des impacts négatifs, tels qu'augmenter les émissions

Les réformes institutionnelles devraient être conçues pour améliorer l'autonomie et la réactivité des CT comme actrices importantes des finances publiques.

de gaz à effet de serre urbaines ou la ségrégation sociale et la pression sur des écosystèmes déjà vulnérables. À mesure que le temps passe, une contrainte s'ajoute : les coûts socio-économiques et environnementaux du laissez-faire face à la croissance rapide de l'urbanisation, de l'urgence climatique et des inégalités, augmentent. **Les scénarios de statu quo « ne sont plus envisageables, que ce soit en termes de dignité humaine, d'égalité ou de durabilité³⁷ ».**

Stratégie de changement des règles du jeu : reconnaître la diversité des collectivités territoriales dans un monde en voie d'urbanisation

L'évaluation globale montre que les stratégies nationales de développement prennent rarement en compte de manière explicite la valeur de la diversité des finances publiques infranationales. Compte tenu des défis posés par le rythme sans précédent des tendances mondiales, il est urgent de concevoir des réformes pour développer une approche plus systématique et collaborative.

D'une manière générale, l'utilisation des ODD pour aligner les politiques nationales sur les programmes locaux est un processus nécessaire, mais exigeant. L'une des principales conclusions de ce rapport est qu'il n'existe pas de voie unique ou de plan fixe pour la décentralisation, que l'autonomie budgétaire varie énormément d'une région à l'autre et d'un pays à l'autre. En outre, **les chapitres régionaux nous apprennent que la décentralisation budgétaire n'est pas un jeu à somme nulle où les gouvernements nationaux perdent ce que les gouvernements locaux gagnent, mais plutôt un processus gagnant-gagnant pour tous.** Les CT peuvent lever des fonds pour l'investissement et la prestation de services via divers mécanismes

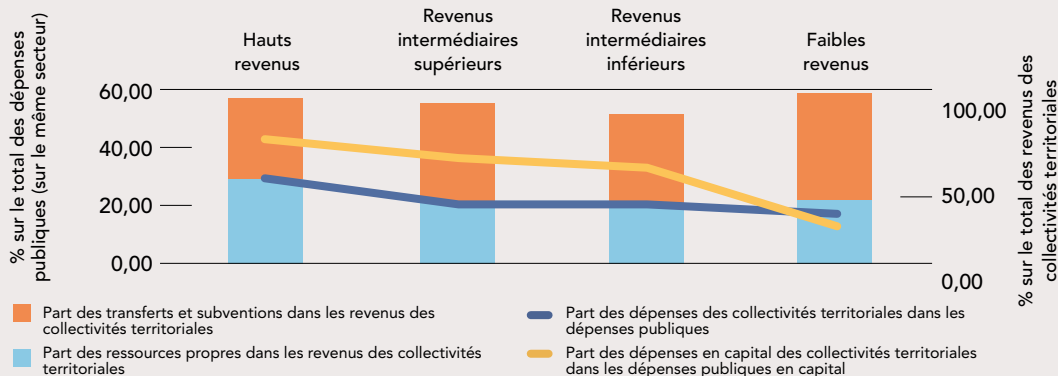
financiers et fiscaux, si elles sont habilitées à le faire. Le paradoxe est que les villes concentrent environ 80 % du PIB mondial, mais de nombreuses villes en croissance rapide ne parviennent pas à capter la richesse créée et continuent de cumuler budgets insuffisants et déficits d'infrastructures.

En conséquence, les réformes institutionnelles devraient être conçues pour améliorer l'autonomie et la réactivité des CT comme actrices importantes des finances publiques. Pour le moment, les réformes sont souvent fondées sur des principes simplifiés qui ne fournissent pas aux CT les outils flexibles nécessaires pour répondre à leurs besoins en matière de développement durable, ni les pouvoirs adéquats pour mobiliser des ressources à partir d'actifs locaux, tirer parti des richesses créées sur leurs territoires et exploiter pleinement le potentiel des acteurs socio-économiques locaux de manière coordonnée. Pour les CT, cela implique d'améliorer les sources de recettes dans leurs juridictions. Des options plus complexes existent, telles qu'une meilleure gestion des actifs urbains et un meilleur accès au financement à long terme.

La section précédente utilisait à la fois le volume des dépenses infranationales et la perception des recettes comme indicateurs pour mesurer la décentralisation. Le graphique ci-dessous montre la corrélation entre le ratio recettes propres/transferts et le volume des dépenses des administrations infranationales par groupes de pays en fonction de leurs niveaux de revenus. Dans le monde entier, les transferts sont la principale source de recettes des CT (en moyenne et pour les différents groupes de pays en fonction de leurs niveaux de revenus). Le graphique met également en évidence **une corrélation positive entre le volume des recettes propres et les dépenses en capital.** Les ratios entre les dépenses et les recettes doivent toutefois être pris en compte avec prudence. La structure complexe en jeu au niveau

Graphique 4

Relations entre recettes propres / transferts des collectivités territoriales et le volume total des dépenses des CT (y compris de capital) par groupe de pays en fonction de leur niveau de revenus



Source : OCDE-CGLU (2019), *World Observatory on Subnational Government Finance and Investment*, <http://www.sng-wofi.org/data/>.

infranational, le contexte politique et les capacités techniques qui améliorent ou réduisent la marge de manœuvre doivent également être pris en compte.

Du côté des dépenses, et en particulier des dépenses d'investissement, l'autonomie des CT dans la gestion de leur budget est parfois limitée dans la pratique. Alors que les CT représentent, sur une moyenne mondiale, près de 39 % des investisse-

ments publics, les dépenses d'investissement dans de nombreuses régions du monde sont souvent étroitement contrôlées par les niveaux supérieurs de gouvernement, afin de répondre aux priorités nationales et non aux besoins définis localement. Pourtant, l'un des principaux objectifs de la décentralisation est de responsabiliser les CT face aux populations locales qui les ont élues, d'adapter les politiques de développement et de financement aux contextes locaux. L'autonomie des collectivités locales pour décider de manière démocratique et participative des priorités locales constitue la pierre angulaire de la localisation des ODD.

Du côté des recettes, dans la plupart des régions, il existe un décalage critique entre les responsabilités décentralisées et les recettes allouées aux CT. Le principe que « le financement doit être adapté à la fonction » ainsi que le principe de subsidiarité illustrent bien l'importance de doter les CT des moyens adéquats pour la réalisation des ODD. C'est d'ailleurs l'engagement pris au paragraphe 34 du Programme d'action d'Addis-Abeba adopté par les États membres des Nations unies. Or l'analyse montre que les CT luttent pour trouver des fonds nécessaires pour assurer les prestations de services essentiels qui leurs sont dévolus.

Il est nécessaire de mettre en œuvre les réformes institutionnelles nécessaires pour soutenir le financement des infrastructures urbaines durables, comme le recommande le Nouvel Agenda urbain. La fiscalité locale devrait être réformée pour développer une fiscalité locale plus dynamique, qui devrait également s'inspirer d'une approche fondée sur les droits (voir encadré 1). De même, les dotations nationales aux CT devraient permettre de redistribuer une part plus équitable des recettes fiscales nationales, afin de permettre aux CT de fournir des services publics de qualité, en garantissant la transparence et la responsabilité des autorités locales. En accord avec les principes de subsidiarité et du respect de l'autonomie locale, la fiscalité locale ne devrait pas entraver le pouvoir discrétionnaire et la capacité des CT de répondre aux priorités locales avec l'accord de leurs populations.

Il est nécessaire également de réformer (ou de créer) les dotations de péréquation pour soutenir les territoires les plus en retard. Les formules des dotations devraient tenir compte du contexte local (p. ex., manque d'infrastructures et de services, indicateurs socio-économiques) et des différentes capacités financières des CT. **La coopération entre les villes, soutenue par une fiscalité équitable, doit prévoir des mécanismes de financement qui favorisent la solidarité entre les territoires.** Dans les zones métropolitaines en particulier, elles se sont révélées efficaces pour financer le développement des infrastructures, en favorisant les synergies et en réduisant les inégalités persistantes entre les villes centrales et périphériques.

Les CT devraient disposer d'un plus grand pouvoir et des capacités techniques pour gérer leurs actifs et, notamment, assurer une meilleure gestion des sols. Sur la base de l'expérience acquise dans les villes des pays développés et dans certaines villes

Encadré 1

La défense des droits des personnes et le renforcement des financements municipaux

Savoir « comment payer la demande croissante de services urbains de qualité » n'est pas une problématique strictement technique, régie par des règles de comptabilité. Une bonne gestion financière locale soulève des questions complexes : Comment promouvoir une croissance économique équitable pour réduire les inégalités ? Comment assumer des risques dans des investissements que le secteur privé, dont l'objectif est le profit, n'assumera pas ? En outre, dans le cadre d'un nouveau paradigme de durabilité, la répartition équitable des coûts des infrastructures urbaines tout au long de leur durée de vie nécessite plus d'attention.

En effet, l'accès des CT au financement à long terme est essentiel, mais doit préserver l'équité intergénérationnelle et ne pas alourdir la dette des générations futures. De même, la manière dont les recettes sont perçues (impôts, redevances et tarifs) et la manière dont les responsabilités en matière de dépenses sont définies et mises en œuvre peuvent exacerber ou atténuer les inégalités socio-économiques, entre genres, ou liées à l'âge, ainsi qu'avoir un impact sur le respect des droits humains.

Indépendamment de la « culture fiscale » des citoyens, il existe un lien direct entre la satisfaction des citoyens à l'égard des services publics, la confiance dans la gestion publique et le respect des règles d'imposition par les contribuables. Par conséquent, les campagnes de sensibilisation doivent aller de pair avec l'amélioration de la responsabilité des CT dans une gestion financière et une prestation de services transparentes. Les CT, principalement dans les pays en développement, doivent élaborer des approches novatrices, de concert avec les organisations communautaires, pour résoudre le problème de la faiblesse de l'assiette fiscale, liée à l'importance du secteur informel dans l'économie urbaine. À cet égard, des systèmes financiers municipaux bien gérés peuvent permettre de s'attaquer aux séquelles historiques de l'exclusion économique et sociale des groupes défavorisés.

Des considérations éthiques et sur la justice sociale pour mesurer la qualité de la gestion du service public constituent également un élément essentiel de la « croissance durable » locale et des circuits mondialisés. Les CT sont d'importants agents de passation des marchés publics, nombre d'entre elles ont tenté de renforcer la responsabilité sociale et les évaluations des impacts sur l'environnement. L'inclusion de clauses environnementales et de conditions de travail décentes dans les appels d'offres publics permet aux CT de promouvoir des pratiques durables pour les chaînes d'approvisionnement, qu'elles soient courtes ou longues. De plus, il est particulièrement instructif d'examiner plus avant le lien entre la performance des finances municipales et la réalisation des ODD selon une approche fondée sur le respect des droits. Différents réseaux de CT sont de plus en plus conscients de leur responsabilité concernant les obligations internationales en matière de droits de l'Homme et la promotion de principes fondamentaux tels que « ne pas nuire », de processus décisionnels non discriminatoires et participatifs. Le processus de budgétisation participative est le plus connu et expérimenté.



Agents d'entretien d'une ONG locale à Nzérékoré, en Guinée, garantissant des conditions sanitaires plus sûres aux travailleuses avec le soutien de l'UNICEF (photo : Julien Harneis, bit.ly/2Vil3y9).

pilotes des pays en développement (p. ex. la Chine), des efforts supplémentaires sont nécessaires pour mieux utiliser le foncier afin de soutenir les investissements dans les infrastructures locales. Des outils cadastraux adéquats et des mécanismes de captation de la valorisation du foncier doivent contribuer à mieux partager les coûts des investissements en infrastructures avec ceux qui bénéficient directement de ces investissements publics grâce à la valorisation de leurs propriétés et activités, promoteurs, particuliers et entreprises³⁸. Ces expériences doivent être diffusées et soutenues.

Ces efforts nécessitent une collaboration plus étroite entre les différents niveaux de gouvernance pour **adapter les politiques budgétaires et créer des flux financiers pour soutenir les CT, ainsi que pour développer des incitations ou des pénalités fiscales afin d'encourager des changements de comportement de la population, tels que la mise en œuvre d'une taxe carbone**. C'est à travers ce type d'expériences que la transition énergétique peut être accélérée. D'autres sources potentielles de recettes locales font l'objet d'un débat pour éviter la concurrence fiscale et préserver l'équité territoriale. En particulier, à l'ère des urgences climatiques, un débat plus approfondi doit être engagé sur le partage équitable avec les CT des taxes sur les ressources naturelles.

Mesures pratiques visant à encourager les investissements pour la localisation des ODD

Une fois abordé le thème des réformes de la fiscalité locale à moyen terme, il est nécessaire de **s'attaquer aux cadres et règlements des financements, pour**

faciliter les prêts responsables aux CT et l'accès à des marchés adaptés aux différents niveaux de maturité financière des CT.

Un paradoxe doit être mis en évidence. En 2019, 113 pays autorisent formellement les CT à emprunter, au moins sur les marchés intérieurs, et à l'échelle internationale, via la rétrocession de prêts³⁹. Dans la pratique, les prêts aux CT sont souvent étroitement contrôlés par les échelons supérieurs du gouvernement. En 2012, une autre étude mondiale n'a identifié que 22 pays dans lesquels les municipalités étaient autorisées à emprunter sans contrôles très restrictifs⁴⁰. Une autre contrainte est que lorsque les CT veulent emprunter directement auprès d'institutions financières, leurs projets ne correspondent souvent pas aux normes de faisabilité, de viabilité financière et de risque, imposées par ces institutions. En fait, en 2013, seulement 20 % des 500 grandes villes des pays en développement ont été jugées solvables sur les marchés intérieurs et ce pourcentage tombe à 4 % sur les marchés internationaux⁴¹.

Cela confirme que l'accès au financement à long terme pour les CT se confronte à une combinaison d'obstacles politiques, de règles restrictives et de faiblesses institutionnelles (absence de « projets financièrement viables » et « d'institutions solvables »). Il est donc essentiel que les CT, de concert avec les gouvernements nationaux, renforcent leur dialogue avec les institutions en vue de réviser ces règles, et créent des mécanismes pour renforcer leurs capacités à remplir les conditions d'accès à un emprunt responsable. Parallèlement, les établissements de crédit doivent mieux adapter leurs pratiques de prêt aux différents niveaux de maturité financière des CT et mieux comprendre leur contexte, en donnant la priorité à la localisation des ODD et autres agendas mondiaux.

Les réponses opérationnelles ne sont pas des problématiques strictement régies par des règles de comptabilité. Une bonne gestion financière locale soulève des questions complexes influençant la prise de décisions.

En outre, les institutions internationales devraient également réviser leurs règles pour pouvoir investir directement dans les gouvernements infranationaux (p. ex., la Banque mondiale). **Si les autorités nationales et locales joignent leurs efforts pour formuler des stratégies de financement durable au niveau infranational, les flux d'investissements peuvent être améliorés.**

Les stratégies de financement locales doivent répondre aux différents contextes des CT et diversifier les options disponibles pour répondre aux besoins des régions et zones métropolitaines, des villes intermédiaires ou des petites villes. Des subventions et des prêts subventionnés (selon des critères clairs) peuvent être conçus pour les CT les plus pauvres et les projets qui ne pourront pas s'autofinancer complètement (en particulier dans les pays moins développés ou pour répondre aux populations les plus vulnérables) ; par ailleurs, divers types de prêts devraient être disponibles pour les CT plus solides sur le plan budgétaire et les projets qui pourraient s'autofinancer⁴².

Il existe une division marquée entre les outils d'emprunt utilisés en fonction des modèles développés dans les différentes régions. En Amérique du Nord, les villes sont habituées à émettre des obligations, tandis qu'en Europe l'approche traditionnelle repose sur des prêts bancaires ou les fonds municipaux. Toutefois, ces dernières années, certaines CT européennes ont également expérimenté les obligations « vertes », « durables » ou même « ODD ». Une étude récente a recensé plus de 70 instruments de financement susceptibles d'être utilisés pour mobiliser et orienter de nouvelles ressources, afin de financer des infrastructures urbaines durables⁴³. L'éventail comprend des mesures pour renforcer la décentralisation fiscale, « les contrats plans » et les subventions basées sur les performances, ainsi que le recours à des « fonds mixtes » (publics-privés), des prêts en monnaie locale, ou des « fonds fiduciaires » pour les projets à petite ou grande échelle. Ces financements proviennent généralement de la création de fonds d'investissement nationaux, de fonds financiers internationaux et de partenariats public-privé ou de partenariats public-communautés⁴⁴.

Les fonds de développement municipaux ont permis de répondre aux besoins des villes intermédiaires, des petites municipalités des pays développés et, dans une moindre mesure, des pays en développement. Le FINETER en Colombie, le Fonds

de développement municipal du Bangladesh ou le Bureau du fonds de développement municipal des Philippines en sont autant d'exemples. En Afrique, le Réseau des institutions africaines de financement des collectivités locales (RIAFCO), qui rassemble les principales institutions nationales de financement du développement (IFD) de la région, est en train de réviser ces stratégies.

Ces dernières années, de nombreux financements destinés à des projets urbains ont soutenu les projets climatiques des villes pour répondre aux normes de viabilité financière. Parmi ces mécanismes figurent l'Initiative de développement des villes en Asie (*Cities Development Initiative for Asia*), le Mécanisme de financement des villes créé par le C40 et le Programme d'actions transformatrices de l'ICLEI. Ils ont permis d'améliorer la mise en correspondance des projets et des opportunités financières. Par exemple, la Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie et la Banque européenne d'investissement (BEI) se sont associées pour aider à « préparer et accélérer le financement de projets d'action pour le climat dans les villes⁴⁵ ». Les réseaux de CT travaillent avec les institutions financières de développement sur des stratégies pour améliorer les mécanismes de financement de projets. Des initiatives telles que le *Gap Fund* ou la *Green Cities Development Bank*, dirigées respectivement par la Convention des maires et le C40, visent à combler les lacunes existantes dans l'architecture financière infranationale.

D'autres mécanismes sont également en cours de développement pour faciliter la préparation des projets et se rapprocher des institutions de financement, telles que l'Agence Afrique territoriale soutenue par CGLU Afrique et le Fonds international d'investissement municipal, mis en place par le Fonds d'équipement des Nations unies et CGLU, en collaboration avec le Fonds mondial de développement des villes (FMDV). Enfin, la Malaga Global Coalition for Municipal Finance réunit des dirigeants de CT, le Fonds international d'investissement municipal et les institutions internationales, pour discuter de stratégies visant à favoriser l'accès des gouvernements infranationaux au financement. Un retour sur investissement supplémentaire devrait être pris en compte dans le cadre de cette modalité de coopération pour le développement : il s'agit de la possibilité pour les CT d'échanger des connaissances et de l'expertise locale.

Fournir aux CT des mécanismes permanents et prévisibles pour accéder au financement à long terme peut avoir un impact déterminant sur les investissements dans les infrastructures durables. Les solutions doivent prendre en compte également des améliorations nécessaires dans les systèmes de dotations des gouvernements nationaux pour les CT, le renforcement de la fiscalité locale, ainsi que l'aide au développement et l'accès à des mécanismes de financement innovants. Les inégalités d'accès aux ressources des CT doivent être mises en lumière sur les scènes internationale et nationale, afin d'être examinées et corrigées, en modifiant l'écosystème financier. ©

Conclusions

Le rapport fournit un aperçu global des progrès réalisés jusqu'à présent dans la réalisation des ODD, en analysant le rôle joué par les CT dans la mise en œuvre des transformations pour bâtir un avenir plus durable. La principale conclusion est qu'il ne sera possible de réaliser les programmes mondiaux qu'en **mettant en place un processus de localisation, avec une participation forte et massive des CT**. En d'autres termes, une urbanisation durable, et son interaction positive avec les territoires, est déterminante pour préserver l'avenir de nos sociétés et de notre planète. Les actions des villes et des territoires représentent des alternatives politiques susceptibles de contribuer à co-crée un avenir durable, s'appuyant sur les expériences locales et plaçant les populations au centre des solutions. Atteindre les ODD signifie créer des sociétés équitables, capables d'offrir des opportunités de vie à tous, sans entraîner la dégradation de l'environnement – et notre autodestruction.

Les CT jouent un rôle de premier plan dans la promotion des stratégies qui ont un impact direct sur les multiples dimensions du développement et sont susceptibles de produire des changements profonds et systémiques. Comme le montre le présent rapport, ces stratégies de développement, élaborées à partir des réalités locales et adaptées à celles-ci, ont également un impact sur les transformations globales, qui à son tour renforcent les processus locaux durables. Le potentiel de transformation que revêt l'adoption **d'une approche territoriale du développement** est considérable. Pourtant, l'ampleur des défis auxquels nous sommes confrontés impose d'accélérer et d'intensifier les efforts de localisation des ODD. À mesure que les défis se font plus urgents, il est également de plus en plus pressant de mettre en place des environnements institutionnels propices à l'action des CT, des mécanismes de gouvernance multiniveaux plus effectifs, et de mobiliser de façon adéquate les ressources, afin d'impulser le bond en avant nécessaire vers le développement durable.

Nous nous trouvons à un moment critique de l'histoire : si nous ne réalisons pas le Programme 2030 et n'atteignons pas les ODD, nous aurons échoué bien au-delà du compromis politique. En d'autres termes, les dynamiques actuelles poussent nos communautés et nos territoires vers des processus extrêmement dangereux, dont nous ne pouvons prévoir les conséquences. Une urbanisation et un développement territorial plus harmonieux représentent une opportunité pour renverser ces tendances. Les CT sont de plus en plus engagées dans la réalisation des agendas mondiaux. Mais pour libérer pleinement leur potentiel d'action et veiller à ce que les programmes mondiaux de développement soient véritablement mis en œuvre sur le terrain, les défis importants, résumés dans les recommandations suivantes doivent être mis en œuvre.

4. Recommandations politiques : notre feuille de route pour réaliser, plus rapidement, l'Agenda 2030 et la localisation des ODD

La transformation nécessaire pour réaliser les agendas mondiaux ne se produira que si notre modèle de développement répond aux rêves et aux attentes des communautés, que si la société dans son ensemble s'engage à réaliser les efforts et assumer les compromis nécessaires pour créer des sociétés plus équitables, justes et durables. Les agendas mondiaux seront locaux ou ne deviendront pas réalité. Le mouvement des gouvernements locaux et régionaux (les collectivités territoriales – CT) est une pièce maîtresse pour entraîner les changements nécessaires et fournir des services de façon à promouvoir l'inclusion et une utilisation efficace des ressources naturelles pour plus de durabilité. Le mouvement des CT partage le sentiment qu'il y a urgence, qu'il faut autant intensifier qu'accélérer les actions de transformation.

Le rapport GOLD V, ses résultats, ont inspiré une série de recommandations politiques qui s'appuient également sur « l'Engagement de Bogotá et son programme d'action », tels qu'adoptés par Cités

et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) en 2016. Elles s'appuient également sur les rapports annuels présentés, depuis 2017, par la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux au Forum politique de haut niveau des Nations unies sur le développement durable (FPHN).

Dans un contexte d'inégalités croissantes, de mise en danger des écosystèmes et de tensions qui menacent la solidarité entre les peuples, le rapport GOLD V présente les efforts du mouvement des gouvernements locaux et régionaux au service des collectivités, de leurs besoins et de leurs espoirs. C'est un message clair : un processus de localisation soutenu avec des moyens de mise en œuvre adaptés peut être déterminant pour concrétiser une nouvelle vision en faveur de la durabilité de la planète. Ces recommandations s'adressent aux dirigeants locaux et régionaux ainsi qu'à leurs organisations, leurs partenaires, les gouvernements nationaux, les organisations internationales, la société civile, les acteurs sociaux et le secteur privé.

Les gouvernements locaux et régionaux montrent les chemins vers un monde plus équitable et durable

Dans un monde urbanisé, les actions des villes et des CT sont au cœur des agendas mondiaux : c'est au niveau local que les relations entre les différents agendas s'entrecroisent et se manifestent le plus distinctement. Réaliser l'Agenda 2030 dans son intégralité nécessite la mise en œuvre des principes du Nouvel Agenda urbain et de l'Agenda d'action d'Addis-Abeba, ainsi que de transformer

nos modes de consommation et de production tel qu'avancé dans l'Accord de Paris sur les changements climatiques et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Les recommandations suivantes visent à reconnaître et à renforcer le rôle moteur des CT pour propulser une approche territoriale du développement alternative.

Les actions aux niveaux local et régional

Mobiliser nos forces pour la localisation de l'Agenda 2030 dans les villes et les territoires

Les CT et leurs organisations régionales et mondiales ont pris les devants pour mener le processus de localisation des ODD. Pourtant, un changement d'échelle est nécessaire. Pour cela, les CT devraient :

- Adopter les ODD comme cadre de référence pour orienter leurs politiques, plans, programmes et budgets, en s'assurant de conserver une approche cohérente et intégrée – dans le respect de l'Accord de Paris, du Cadre de Sendai et des principes du Nouvel Agenda urbain.
- Renforcer les ambitions des CT grâce à l'**appropriation des objectifs** des agendas mondiaux et de la **mise en œuvre au niveau local** par les citoyens. Pour assurer la co-création, la participation des acteurs locaux à la définition, à la mise en œuvre et à l'évaluation du processus de localisation est essentielle.
- Partager et apprendre : il est important de participer aux réseaux de pouvoirs locaux et de s'investir dans le **partage des connaissances**, dans l'échange de pratiques et la formation, ainsi que de faciliter l'assistance technique et la coopération décentralisée pour promouvoir la localisation des ODD.
- Faire le lien avec la science : favoriser et promouvoir les partenariats avec les institutions de recherche tout en soutenant le développement de « **laboratoires** » pour **expérimenter** et innover dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du processus de localisation.

Protéger les biens communs, les droits humains et la culture de la paix

La préservation des biens communs planétaires (la biodiversité, la terre, l'atmosphère, les océans), qui sont indispensables à la survie des êtres vivants, ainsi que la préservation de la paix, la diversité culturelle et les droits humains, exigent une action locale forte. Les CT sont appelées à s'engager à :

- Favoriser une **relation écologique et systémique entre l'homme et la nature**. Les CT doivent soutenir la solidarité entre les villes et les territoires – le « continuum urbain-rural » – et renforcer les politiques publiques pour arrêter la déforestation et la désertification ; gérer efficacement les systèmes et réseaux actuels d'aires protégées, y compris les aires protégées terrestres, les sources d'eau douce (de surface et souterraines) et marines ; améliorer le bien-être, notamment celui des peuples autochtones et des communautés dont les modes de vie dépendent des forêts, de la conservation de l'eau et des sols, et de l'atténuation des changements climatiques.
- Atteindre la **neutralité climatique des villes et des territoires**, en tenant compte du cycle de vie des émissions de gaz à effet de serre (GES), pour faire face de manière proactive aux urgences climatiques. Dissocier le développement socio-économique de la dégradation de l'environnement requiert un développement urbain et un aménagement du territoire mieux adaptés, une gestion responsable et équitable des ressources naturelles et des déchets, tout en garantissant la réduction des inégalités. Cela implique de décourager et désinvestir les énergies fossiles pour libérer des ressources financières. Ces fonds peuvent être investis pour intensifier la protection des populations et des écosystèmes les plus vulnérables, pour la compensation des émissions carbone qui ne peuvent être réduites davantage.
- Contribuer à maintenir le **réchauffement de la planète à 1,5 °C** d'ici la fin du XXI^e siècle, par la définition collective des Contributions déterminées au niveau territorial dans le cadre des Contributions déterminées au niveau national (CDN) pour la réalisation des dispositions de l'Accord de Paris. Soutenir la négociation du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, ainsi que la Convention relative aux zones humides d'importance internationale et la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.
- Promouvoir la paix et la diplomatie des villes en s'attaquant aux racines de la violence locale, en éduquant pour son éradication et en créant un état d'esprit qui permette de construire une culture du dialogue dans les villes et les territoires. Promouvoir les villes et les territoires en tant qu'espaces de **coexistence et de paix** par des mesures de lutte contre la violence interpersonnelle, l'extrémisme, le racisme, la xénophobie, la violence de genre et d'autres formes d'intolérance, et prendre des mesures pour intégrer tous les citoyens.
- Promouvoir la **culture en tant que quatrième pilier du développement**. C'est une dimension fondamentale de l'identité locale, de la solidarité mondiale, un vecteur de la paix et des droits humains. Promouvoir des politiques et des programmes culturels pertinents sur le plan local concernant la mémoire, le patrimoine, la créativité, la diversité culturelle et les connaissances comme composants du développement durable local.

Mettre les droits humains et le « Droit à la ville » au cœur des agendas locaux – Renforcer les politiques locales inclusives pour ne « laisser personne pour compte »

Compte tenu de ses multiples dimensions, l'éradication de l'extrême pauvreté est intrinsèquement liée à la protection des droits humains. Les CT devraient placer le « Droit à la ville » au centre de la gouvernance urbaine et territoriale pour assurer l'accès universel aux services de base de qualité, à la nutrition, à la santé et à l'éducation, à des opportunités économiques, à l'accès à un logement convenable, et la prévention des risques de catastrophe pour les plus vulnérables. Ce sont là des éléments essentiels des politiques territorialisées pour la lutte contre la pauvreté. Les partenariats avec les communautés et les organisations communautaires de base sont essentiels pour créer des solutions alternatives, en particulier lorsque les services publics ne sont pas pleinement accessibles. Les CT devraient s'engager à :

- **Mettre fin à toute norme et politique au niveau local** qui induisent une pratique discriminatoire afin de garantir l'égalité des chances pour tous, en particulier pour les femmes, les peuples autochtones et les minorités ethniques, les populations LGBT, les personnes âgées, les jeunes et les personnes handicapées mentales et physiques. Faciliter l'accès des migrants et des réfugiés aux droits et aux services, quel que soit leur statut.
- Lutter contre les **discriminations et les violences de genre** à travers des politiques, des budgets et de réformes juridiques adaptées au niveau local. Les CT peuvent sensibiliser par des programmes d'éducation à l'évolution des représentations des rôles de genre. Les femmes doivent être représentées sur un pied d'égalité et se voir accorder des pouvoirs égaux dans les instances décisionnelles. Il est nécessaire d'adopter des politiques tenant compte des spécificités dans les territoires qui favorisent l'égalité d'accès à la santé et à l'éducation, et qui reconnaissent le rôle des femmes dans les économies domestique et informelle. L'égalité des sexes a un effet multiplicateur dans la promotion du développement durable, de la protection de l'environnement et de la justice sociale.
- Soutenir la réalisation du **droit à un logement convenable pour toutes les personnes**, ce qui inclut un coût abordable, une sécurité d'occupation garantie, les critères d'habitabilité, d'accessibilité et de respect des standards culturels. Ce droit doit être compris dans le cadre du « Droit à la ville ». Les CT peuvent promouvoir des politiques de logement inclusif et des initiatives d'amélioration

des bidonvilles réalisées en partenariat avec les communautés pour éviter les expulsions forcées.

- Promouvoir les **principes de gouvernements ouverts** en tant qu'outil d'amélioration de la transparence et de la participation citoyenne. Créer des espaces et des mécanismes qui favorisent la participation citoyenne dans la prise de décision locale, l'accès à l'information et l'appropriation de l'Agenda 2030 et des autres agendas mondiaux par les communautés.

Se saisir du potentiel de la co-crédation des villes et des territoires à travers un urbanisme et un aménagement du territoire durables et participatifs

La planification doit être le résultat des systèmes politiques, économiques et sociaux dans lesquels elle s'inscrit. La localisation des ODD et du Nouvel Agenda urbain nécessite des réformes en profondeur des règlements et des cadres de planification. Cela comprend la nécessité de former des planificateurs, professionnels de différentes disciplines, et des chercheurs qualifiés. Afin de renouveler la planification urbaine et spatiale pour faciliter la participation, les CT devraient :

- Adopter une **approche de planification intégrée**, telle qu'elle est définie dans le Nouvel Agenda urbain, pour renforcer la dimension inclusive des villes, promouvoir des stratégies d'adaptation et d'atténuation au changement climatique, de prévention des risques de catastrophe, et pour renforcer la solidarité entre les zones urbaines et rurales. Une planification inclusive et participative est un levier clé pour la co-crédation de villes et de territoires durables.
- Renforcer les capacités et retenir l'**expertise locale** pour faire face à l'urbanisation accélérée grâce à des approches adaptées pour réduire l'étalement urbain et éviter les coûts des interventions ex-post. Les actions les plus urgentes sont nécessaires dans les régions où une croissance urbaine rapide sera concentrée (Afrique subsaharienne, Asie du Sud et du Sud-Est).
- Intensifier les efforts visant à renforcer la **résilience urbaine et la préparation aux risques de catastrophe**, en faisant participer les communautés locales, en particulier les groupes les plus vulnérables notamment dans les villes côtières et les petits États insulaires en développement.
- Contribuer à la promotion d'un **développement urbain « polycentrique »** pour réduire les clivages centre-périphérie, promouvoir des quartiers plus compacts et la mixité sociale, réduire les inégalités territoriales et éviter la ségrégation urbaine.

- Créer ou préserver des **espaces publics ouverts** pour favoriser l'inclusion et protéger le patrimoine historique et la culture urbaine, tout en recherchant des solutions innovantes pour favoriser la créativité en vue d'un développement urbain durable.
- **Réduire l'étalement urbain**, les distances et les temps de déplacement entre le domicile et le lieu de travail, encourager l'accès à des modes de mobilité alternatifs et sûrs (y compris les « villes piétonnes ») pour réduire les émissions de GES. L'aménagement urbain et spatial peut conduire à une transformation de l'utilisation des énergies renouvelables et à la réduction de l'empreinte écologique des villes et des territoires, en rendant les infrastructures et les espaces publics plus « verts », en réduisant les déchets et la pollution de l'air, ainsi que les risques tels que les inondations, la sécheresse ou les effets des îlots de chaleur urbaine.
- Améliorer les relations avec les zones périurbaines et rurales environnantes, éviter la dégradation des terres, améliorer la **sécurité alimentaire** et les moyens de subsistance des agriculteurs.
- Améliorer la gestion des **aires naturelles protégées** et des services écosystémiques, comme les bassins hydrographiques en amont dont la ville dépend pour son approvisionnement en eau douce, et soutenir le reboisement.
- Garantir l'accès à des services économiquement abordables en explorant de nouveaux modèles de coproduction de services pour faciliter l'accès à tous, par exemple, en tirant parti des nouvelles technologies dites décentralisées (p. ex., énergie solaire, assainissement) ; soutenir les petites entreprises prestataires de **services essentiels** pour améliorer leur qualité et, pour ce faire, reconnaître et intégrer progressivement les travailleurs du secteur informel dans la gestion.
- Améliorer la gestion des services publics essentiels, notamment l'approvisionnement et la transparence, et faciliter les **partenariats novateurs en matière de coproduction et de gestion**.

Prioriser les efforts sur l'avenir de l'emploi et sur le développement économique local

Il est maintenant urgent de s'écarter des modèles de croissance économique, de consommation et de production de biens et services qui perpétuent les inégalités, épuisent les biens communs mondiaux et menacent de causer des dommages irréversibles à l'environnement. Les CT devraient donc s'efforcer de :

- Promouvoir le développement économique local, qui contribue à générer un **développement socio-économique durable adapté** aux besoins et aux particularités de chaque ville et territoire, et le respect de normes de durabilité responsables.
- Donner la priorité à l'**emploi décent**, en tant que droit ; élaborer des politiques adaptées aux obstacles et aux vulnérabilités pour accéder à un emploi auxquels sont confrontés des groupes spécifiques, notamment les femmes, les jeunes, les minorités ethniques et religieuses ou les personnes handicapées ; trouver également des solutions inclusives pour impliquer les migrants quel que soit leur statut ; faciliter les transferts de connaissances entre générations pour préserver, diffuser et développer le savoir-faire et la production locale.
- Créer des espaces pour l'**innovation locale** afin de nourrir et élargir les capacités locales, y compris celles basées sur les technologies et les économies vertes, soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) qui contribuent à une croissance durable et à créer des emplois locaux, favoriser les synergies entre les initiatives locales, les groupements productifs (*clusters*) et la coopération entre secteurs et territoires.
- Veiller à ce que les **nouvelles technologies et les plateformes en ligne** ne creusent pas les inégalités en augmentant le volume d'emploi de mauvaise qualité et que les systèmes de production extractive n'affaiblissent pas la cohésion sociale et le bien-être des communautés. Élaborer une

Améliorer l'accès aux services publics durables et inclusifs dans les villes et les territoires

Les CT doivent élaborer une approche intégrée et systémique pour garantir l'accès à tous. Il s'agit notamment de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, à une éducation et à une santé de qualité, à une mobilité publique durable et à coût abordable, à la gestion intégrée des déchets, à une énergie propre et à coût abordable. Pour ce faire, les CT doivent :

- Gérer le **développement des infrastructures** en accord avec les plans d'urbanisme en adoptant des stratégies d'investissement à long terme pour orienter le développement économique et la croissance urbaine, en particulier là où les pressions sur la croissance prévue des villes sera la plus forte.
- Réduire l'**impact environnemental** des infrastructures urbaines et contribuer à la résilience des communautés.
- Soutenir l'**intercommunalité** ou des mécanismes de coopération entre les communes pour améliorer la couverture et la qualité des services, que ce soit dans les zones métropolitaines, dans les villes et les zones périurbaines, ou entre municipalités voisines dans les zones rurales.

politique visant à protéger la vie privée des gens et à encourager les petites entreprises locales traditionnelles.

- Promouvoir des **modèles économiques alternatifs** favorisant la transition vers une économie circulaire et verte ; soutenir l'économie sociale et solidaire et le tourisme durable. Renforcer la transition vers des systèmes alimentaires territorialisés qui protègent la santé tout en minimisant l'impact environnemental et soutenir les efforts visant à réduire leur empreinte écologique.
- Reconnaître l'importance de l'**économie informelle** dans les dynamiques urbaines. En raison de ce rôle prépondérant et du nombre croissant de travailleurs impliqués dans les activités de l'économie informelle (estimé à plus de deux milliards de personnes dans le monde, avec une surreprésentation des femmes), les CT doivent prendre des initiatives pour soutenir les travailleurs de l'économie informelle afin de faire évoluer leurs activités vers l'économie sociale et solidaire en favorisant leur accès à la protection sociale.
- Créer les conditions, les capacités et le niveau de confiance nécessaires pour que les **marchés publics** puissent contribuer au développement durable, en favorisant le travail décent, la préservation de l'environnement et une culture de transparence sur les marchés publics, tout en respectant l'autonomie des CT à établir des priorités politiques.

Aux niveaux international et national

Promouvoir le mouvement local-global pour localiser les ODD. La localisation devrait être l'axe central des stratégies nationales de développement durable

Pour atteindre les objectifs de 2030 dans les délais prévus, il faut accélérer le rythme et renforcer les ambitions. Les gouvernements nationaux et les organisations internationales devraient travailler en collaboration avec les CT et leurs réseaux pour accroître la portée et renforcer les partenariats de l'ensemble du gouvernement avec l'ensemble de la société afin de stimuler la localisation. Les gouvernements nationaux devraient :

- Intégrer (ou renforcer) des **stratégies de localisation** dans les stratégies et les plans d'action nationaux de développement durable afin d'accroître la participation des CT et des acteurs locaux et accélérer le développement durable dans chaque territoire. Les stratégies de localisation devraient être intégrées dans tous les plans, programmes et budgets, du niveau national au niveau local.
- Des stratégies coordonnées pour l'Agenda 2030, les ODD, l'Accord de Paris et le Nouvel Agenda urbain sont indispensables. **Aucun programme ne peut être abordé isolément.** Les Plans nationaux de développement durable (PNDD), les Contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris et les Politiques urbaines nationales (PUN) ainsi que d'autres plans stratégiques doivent être mieux coordonnés afin de surmonter les stratégies sectorielles fragmentées, d'améliorer l'allocation des ressources et de stimuler la mise en œuvre à tous les niveaux de gouvernance, du mondial au local et vice versa.

Créer un « environnement institutionnel favorable » pour la localisation – Renforcer les gouvernements locaux et régionaux, assurer des financements adaptés pour soutenir la localisation

Pour soutenir la localisation des ODD, les CT doivent avoir une politique de décentralisation effective afin de renforcer leurs pouvoirs et leurs moyens. Les principes d'une décentralisation effective sont définis dans les Lignes directrices internationales sur la décentralisation, adoptées par le Conseil d'administration d'ONU-Habitat en 2007.

- Les CT ont besoin que les **principes d'autonomie locale et de subsidiarité** soient respectés pour répondre à la demande de leurs habitants, innover et adapter les politiques nationales et les ODD au contexte local. Des actions urgentes sont nécessaires pour renforcer les CT afin de localiser les ODD et d'assurer l'accès aux services de base pour tous.
- L'accès aux **services sociaux de base** est un principe universel reconnu par l'ONU et un élément fondamental du développement humain. Les CT doivent disposer des capacités et moyens nécessaires pour assurer la prestation de services de base de qualité pour tous, reconnues comme leurs responsabilités directes – ou partagées – dans les cadres juridiques d'une majorité de pays, afin de s'assurer de « ne laisser personne pour compte » – un des principes fondamentaux de l'Agenda 2030.

- Pour assurer les **pouvoirs et les capacités budgétaires** adéquats des CT, comme le reconnaît le Programme d'action d'Addis-Abeba (paragraphe 34), il est nécessaire de renforcer la fiscalité locale, y compris le pouvoir de capter une partie de la valeur ajoutée foncière et immobilière, ainsi qu'assurer des dotations équitables, régulières et prévisibles, et un accès à des emprunts responsables pour investir dans des services et infrastructures publics durables. Les taxes environnementales devraient également être envisagées pour faire progresser la transition énergétique et inscrire le principe du « pollueur-payeur » dans les cadres de financement. Les fonds de péréquation sont également nécessaires pour assurer une redistribution adéquate des ressources sur l'ensemble du territoire afin d'éviter de « laisser aucun territoire pour compte », en prêtant également attention aux villes intermédiaires et aux petites villes pour favoriser des systèmes urbains plus équilibrés et « polycentriques ».
- Pour mobiliser des **investissements** nationaux et internationaux **durables** en faveur des villes et des territoires, les politiques nationales et les cadres juridiques devraient être révisés. Un éventail plus diversifié d'options d'accès aux financements doit être adapté aux CT pour qu'elles disposent de multiples sources de financement et des instruments financiers novateurs. Il est également nécessaire d'adopter des plans d'investissement des Contributions déterminées au niveau national (CDN) mieux alignées verticalement, d'ouvrir ou de faciliter l'accès des CT aux fonds climatiques et verts.
- Pour aider les villes à réaliser des projets de transformation qui répondent aux normes de **solvabilité et de « profitabilité »** des financeurs, des soutiens solides sont nécessaires afin de renforcer la qualité des projets et de se rapprocher des investisseurs, soit par le biais de fonds spécifiques, soit en mettant les villes en contact avec des financiers potentiels. La phase suivante, déjà en cours, consiste à soutenir un ensemble diversifié de mécanismes financiers adaptés aux différentes capacités des villes et des territoires, comme le Fonds international d'investissement municipal, en cours de construction par le Fonds d'équipement des Nations unies (FENU) et CGLU avec le soutien du Fonds mondial pour le développement des villes.
- La promesse du « financement mixte » (public-privé) ne pourra être tenue sans des **cadres réglementaires adéquats** et un soutien aux CT pour établir des partenariats avec le secteur privé. Ceux-ci doivent être mutuellement bénéfiques et avoir des conditions contractuelles claires garantissant que les besoins de la population passent en premier, que les personnes les plus vulnérables et les plus démunies ne soient pas « laissées pour compte ».

Un réel engagement de toutes les sphères de gouvernement, de la société civile et des autres parties prenantes, est impératif pour soutenir les gouvernances des ODD et des processus de localisation

Des partenariats solides et la participation des CT, de la société civile, du secteur privé, des partenaires sociaux et du monde universitaire à la mise en œuvre des ODD sont essentiels pour réaliser les approches qui engagent l'ensemble du gouvernement et la société dans son intégralité tel que demandé par les ODD. Il est également crucial d'assurer la cohérence politique et institutionnelle au niveau national et international. Sans la participation active et concertée de toutes les parties prenantes, les ODD resteront de simples aspirations.

- Au niveau national, il reste beaucoup à faire pour assurer une participation efficace des CT et des autres parties prenantes dans les **mécanismes nationaux de coordination** de mise en œuvre des ODD. Des consultations limitées et une prise de décision non coordonnée entravent actuellement la cohérence politique nécessaire pour atteindre les objectifs des ODD et affaiblissent l'appropriation locale.
- Les systèmes de planification nationaux sont au cœur des **systèmes de gouvernance multineaux**. Ils doivent être révisés pour améliorer la coordination entre les gouvernements nationaux, les CT et les acteurs locaux. Une approche renouvelée de la planification qui favorise la coordination entre les stratégies nationales et les initiatives locales fortes pourrait contribuer à rééquilibrer les politiques de développement, faciliter l'essor des actions locales et promouvoir l'innovation institutionnelle. Cette collaboration doit être fondée sur le respect du principe de subsidiarité.
- En tant que responsables des politiques locales, les CT doivent être associées à la définition, à la mise en œuvre et au suivi des contributions nationales volontaires et des stratégies nationales pour la mise en œuvre du Nouvel Agenda urbain. Les Politiques urbaines nationales (PUN), adoptées (ou en cours d'adoption) par plus de 92 pays, doivent être intégrées dans les stratégies nationales de développement pour tirer parti des avantages cumulatifs de l'urbanisation et renforcer les **synergies avec la mise en œuvre des ODD**.
- La **coopération horizontale** au niveau infranational (p. ex., l'intercommunalité) nécessite des mécanismes de gouvernance, des outils et des politiques fiscales adéquats pour encourager les partenariats, y compris les partenariats urbains-ruraux et la gestion des aires métropolitaines en

expansion. La coordination doit renforcer également la coopération entre les territoires pour faire face aux questions environnementales qui nécessitent des actions transjuridictionnelles (et souvent transfrontalières), telles que la gestion des bassins versants et des ressources environnementales.

Soutenir la production et la diffusion de données désagrégées pour mesurer, assurer le suivi, et évaluer la localisation des agendas mondiaux, y compris les ODD

- La participation des CT aux **processus mondiaux et nationaux de suivi et de préparation de rapports** sur la mise en œuvre des ODD est essentielle, elle ne devrait pas se limiter à des consultations *ad hoc*. Les CT doivent être associées au processus des Examens nationaux volontaires (VNR en anglais) afin de faire entendre la voix des territoires et des acteurs locaux dans le processus.
- La fragmentation des systèmes de préparation de rapports entrave l'appropriation et l'institutionnalisation des ODD dans les différentes sphères de l'administration publique. Le **renforcement des capacités locales en matière d'établissement de rapports** et la réduction des lacunes en matière de données exigent une attention et un soutien particuliers. Les capacités nationales et locales de définition et de collecte de données désagrégées et localisées devraient faire partie des stratégies de localisation des ODD afin de garantir que les processus de planification à tous les niveaux soient fondés sur des objectifs réalistes et que leur mise en œuvre effective puisse être contrôlée, ainsi que pour assurer la responsabilisation et le suivi des citoyens.
- Les Examens locaux volontaires (VLR en anglais) méritent un soutien et une attention particulière pour contribuer au suivi national et au dialogue mondial, pour favoriser le partage des connaissances et l'émulation entre les CT.

Un système de gouvernance mondial qui rassemble les gouvernements locaux et régionaux et la société civile peut accélérer la mise en œuvre des agendas mondiaux

- Le Forum politique de haut niveau des Nations unies sur le développement durable (FPHN) devrait être transformé pour renforcer la participation des différentes parties prenantes et favoriser un **véritable échange pour l'innovation et l'apprentissage**. Le FPHN devrait être un espace de dialogue multilatéral et multipartite, pour un partage des connaissances efficace qui renforce la collaboration et les partenariats, assure un réel suivi des engagements, des accords politiques et de la mise en œuvre.
- La consolidation du **Forum des Gouvernements locaux et régionaux** en tant qu'espace critique pour les interactions entre les CT, les États membres et le système des Nations unies est fondamentale. Par la même, les dialogues multiniveaux doivent servir à renforcer le leadership local-mondial, comme le propose « l'Engagement de Séville ».
- Au niveau continental, **la participation accrue des CT aux forums régionaux** (p. ex., les Forums régionaux sur le développement durable co-organisés par les Commissions régionales des Nations unies) aux plateformes multipartites (p. ex., la Plateforme européenne) et autres espaces (p. ex., les Forums urbains) permettra de renforcer les échanges politiques pour encourager la localisation des ODD et leur participation active dans le suivi des ODD. ☉



Forum des gouvernements locaux et régionaux lors du FPHN, 16 juillet 2018, à New York (photo : UCLG-CGLU/Joel Sheakoski, bit.ly/31UjIHR).

Notes

Introduction — Notes

1. Groupe indépendant de scientifiques, *Rapport mondial sur le développement durable* (à paraître en 2019) ; Secrétaire général des Nations unies (2019), *Long-Term Impact of Current Trends in the Economic, Social and Environmental Areas on the Realization of the Sustainable Development Goals*.
2. GIEC (2018), *Rapport spécial sur le réchauffement planétaire de 1,5 °C*.
3. Secrétaire général des Nations unies (2019), *Long-Term Impact of Current Trends in the Economic, Social and Environmental Areas on the Realization of the Sustainable Development Goals*.
4. Secrétaire général des Nations unies (2014), *The Road to Dignity by 2030: Ending Poverty, Transforming All Lives and Protecting the Planet*.
5. Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (2019), *Perspectives démographiques mondiales 2019 : livret de données*.
6. Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (2018), *Perspectives d'urbanisation mondiale : Révision 2018*.
7. Centre de surveillance des déplacements internes et Conseil norvégien des réfugiés (2018), *Rapport mondial 2018 sur les déplacements internes*.

01 Afrique — Notes

1. Edgar Pieterse (2019), « The Potential for Sustainable Urbanization in Africa », *African Center for Cities*.
2. ONU-Habitat (2016), *World Cities Report 2016 Urbanization and Development – Emerging Futures*, Nairobi, ONU-Habitat.
3. ECOSOC (2019), « Rapport sur le développement durable en Afrique 2019 : document de synthèse établi pour le Forum régional africain pour le développement durable ».
4. OCDE et Commission de l'Union africaine (2018), « Dynamiques du développement en Afrique 2018 : Croissance, emploi et inégalités ».
5. Banque africaine de développement (2018), « Perspectives économiques en Afrique ».
6. Le site Web de la campagne de sensibilisation est accessible à ce lien : <https://www.africanpoverty.io/>.
7. Ce chiffre est basé sur une estimation du *World Data Lab*, disponible à l'adresse : <http://www.worldpoverty.io/index.html>. Voir aussi : ECOSOC (2019), « Rapport sur le développement durable en Afrique 2019 : document de synthèse établi pour le Forum régional africain pour le développement durable ».
8. ECOSOC (2019), *doc. cit.*
9. Edgar Pieterse, Susan Parnell et Gareth Haysom (2018), « African Dreams: Locating Urban Infrastructure in the 2030 Sustainable Developmental Agenda », *Area Development and Policy* 3, n° 2, pp. 149-169.
10. SDG Center for Africa et SDSN (2018), « Africa SDG Index and Dashboard Report 2018 ».
11. SDG Center for Africa et Africa 2030 (2019), « Africa 2030. Sustainable Development Goals. Three-Year Reality Check », p. 13.
12. ONU-Habitat et Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (2015), *Towards an Africa Urban Agenda*, Nairobi, ONU-Habitat.
13. Philani Mthembu (2015), « Putting Development at the Centre of Global Politics: The Role of the G77+China in Shaping the Post-2015 Development Agenda », *Global Insight*, n° 121 ; Susan Parnell (2015), « Defining a Global Urban Development Agenda », *World Development* 78, pp. 529-540.
14. Union africaine (2014), « Position commune africaine sur le programme de développement pour l'après-2015 » (Addis Abeba).
15. Union africaine (2015), « Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons. Version populaire. Édition finale. Avril 2015 », pp. 2-3, 6.
16. Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (2017), « Intégration de l'Agenda 2063 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans les plans de développement nationaux : Problèmes naissants des pays les moins avancés » ; Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (2018), « Rapport sur le développement durable en Afrique 2018 : vers un continent transformé et résilient » ; Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (2017), « 2017 Africa Sustainable Development Report: Tracking Progress on Agenda 2063 and the Sustainable Development Goals », p. 16.
17. Pour plus d'informations, consulter : <https://www.gov.za/speeches/minister-nomaindiya-mfeketo-regional-meeting-harmonized-framework-implementation-new-urban>.
18. Ces pays sont : Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cap-Vert, Cameroun, Congo (République du), Côte d'Ivoire, Égypte, Eswatini, Éthiopie, Ghana, Guinée, Kenya, Lesotho, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Maroc, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie (République unie de), Tchad, Togo, Tunisie et Zimbabwe.
19. ONU-DAES (2019), « Manuel de préparation des Examens nationaux volontaires. Édition 2019 ».
20. ECOSOC (2019), « Rapport sur le développement durable en Afrique 2019 : document de synthèse établi pour le Forum régional africain pour le développement durable ».
21. CGLU Afrique et Cities Alliance (2018), « Évaluer l'environnement institutionnel des collectivités locales en Afrique », 3^e édition. Critère 12 relatif à la lutte contre le changement climatique.
22. Nations unies (2018), « Working Together: Integration, Institutions and the Sustainable Development Goals, World Public Sector Report 2018 ».
23. Namibie (2018), « Namibia Voluntary National Review 2018 ».
24. Les CT ont également été consultées dans deux autres pays qui n'ont pas encore présenté de rapport, à savoir le Mozambique et le Burundi.
25. Ces pays sont : Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cap-Vert, Cameroun, Côte d'Ivoire, Kenya, Mali, Mauritanie, Ouganda, Rwanda, Tanzanie et Togo. En Éthiopie, seules les régions ont été consultées.
26. Pour un aperçu plus détaillé des actions d'appui menées par le PNUD en Afrique sur les ODD, voir : <https://www.mw.undp.org/content/malawi/en/home/sustainable-development-goals.html>.
27. Ces pays sont : Angola, Botswana, Burkina Faso, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Madagascar, Mali, Maurice, Niger, Soudan, Togo et Tunisie. Site Web de l'Agenda 2030 du PNUD : <https://sdgintegration.undp.org/> ; <https://www.2030agenda.undp.org/content/dam/2030agenda/Publications/UNDP-MAPS-leaflet-web.pdf>. Voir aussi : https://www.za.undp.org/content/south_africa/en/home/sustainable-development-goals.html.

28. Le pourcentage indiqué pour la participation des CT à la préparation des ENV comprend le fait que le Bénin et le Togo ont présenté leurs ENV plus d'une fois ; et dans les mécanismes de coordination, ce pourcentage inclut deux pays qui n'ont pas encore présenté leurs ENV, à savoir le Burundi et le Mozambique.
29. CGLU Afrique et Cities Alliance (2018), « Évaluer l'environnement institutionnel des collectivités locales en Afrique », p. 18.
30. Selon l'Institut V-Dem, le département de Sciences politiques de l'Université de Göteborg, en Suède.
31. Voir : <https://www.constituteproject.org>.
32. Paul Smoke (2003), « Decentralisation in Africa: Goals, Dimensions, Myths and Challenges », *Public Administration and Development* 23, n° 1, pp. 7-16, <https://doi.org/10.1002/pad.255>.
33. Claire Bénit-Gbaffou et al. (2013), *Exploring the Role of Party Politics in the Governance of African Cities* ; Simon Bekker et Laurent Fourchard (2013), *Politics and Policies. Governing Cities in Africa*, HSRC Press, pp. 17-41 ; Lovise Aalen et Ragnhild L. Muriaas (2017), *Manipulating Political Decentralisation. Africa's Inclusive Autocrats*.
34. Cities Alliance, *Future Cities Africa, Ethiopia – Regional Cities*. Voir : <https://www.citiesalliance.org/sites/default/files/Future-Cities-Africa-Ethiopia.pdf>. Grâce à leur statut, ces villes peuvent fixer et collecter des frais d'utilisation des terres, des redevances et des impôts sur le revenu.
35. Milkessa Midega (2017), « Ethiopian Federalism and the Ethnic Politics of Divided Cities: Consociationalism without Competitive Multiparty Politics in Dire Dawa », *Ethnopolitics* 16, n° 3, pp. 279-294.
36. Will Bennett (2018), « Kenya: Is Devolution Working? », [t.ly/kjVlq](https://bit.ly/kjVlq).
37. Disponible en ligne à ce lien : <https://bit.ly/38m4U2o>.
38. Tinashe Calton Chigwata et Melissa Ziswa (2018), « Entrenching Decentralisation in Africa: A Review of the African Charter on the Values and Principles of Decentralisation, Local Governance and Local Development », *Hague Journal on the Rule of Law* 10, n° 2, pp. 295-316.
39. CGLU Afrique et Cities Alliance (2018), « Évaluer l'environnement institutionnel des collectivités locales en Afrique », 3^e édition, p. 22. En 2018, la classification a rajouté deux nouveaux critères, l'un portant sur la participation des femmes à la vie politique et à la gouvernance locale, et l'autre sur la participation et la contribution des communautés locales à la lutte contre le changement climatique.
40. Ian Palmer, Susan Parnell et Nishendra Moodley (2018), « Building a Capable State: Post-Apartheid Service Delivery », *Canadian Journal of Development Studies* 39, n° 4, pp. 590-591.
41. Voir fiches pays de l'Ouganda et de la Tanzanie.
42. Voir : <http://www.pmrzambia.com/wp-content/uploads/2018/01/Implementation-of-the-National-Decentralisation-Policy-in-Zambia-Parliament-Presentation.pdf>.
43. OCDE et CGLU (2019), « World Observatory on Subnational Governments' Finance and Investment. Country Profiles ». Fiche pays : Burundi.
44. Côte d'Ivoire (2019), « Rapport volontaire d'examen national de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable en Côte d'Ivoire ».
45. Pour obtenir une liste mise à jour des dates d'élections dans les différents pays africains, voir : <https://www.eisa.org.za/calendar2019.php>.
46. « Togo : faible mobilisation à Lomé pour les premières élections municipales depuis 32 ans », *Jeune Afrique*. Disponible au lien suivant : <https://www.jeuneafrique.com/796465/politique/togo-faible-mobilisation-a-lome-pour-les-premieres-elections-municipales-depuis-32-ans/>.
47. CGLU Afrique et Cities Alliance (2018), « Évaluer l'environnement institutionnel des collectivités locales en Afrique », 3^e édition. 11^e critère.
48. Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (2017), « 2017 Africa Sustainable Development Report: Tracking Progress on Agenda 2063 and the Sustainable Development Goals ». Fiche pays du Rwanda.
49. Rorisang Lekalake et E. Gyimah Boadi (2016), « Does Less Engaged Mean Less Empowered? Political Participation Lags among African Youth, Especially Women », *Afrobarometer Policy Paper*, n° 34.
50. Voir : Cabinet du Premier ministre, « Rapport annuel 2016-2017 », Namibie.
51. Il n'existe pas de gouvernement local élu en Guinée-Bissau. CGLU Afrique et Cities Alliance (2018), « Évaluer l'environnement institutionnel des collectivités locales en Afrique », 3^e édition ; OCDE et CGLU (2019), « World Observatory on Subnational Governments' Finance and Investment. Country Profiles ».
52. CGLU (2014), « L'Accès aux services publics et l'urbanisation du monde, Troisième Rapport mondial sur la décentralisation et la démocratie locale – GOLD III ».
53. Ian Palmer (2018), « Institutional and Financial Precursors for Success: A Quick Look at Five African Cities ».
54. Tinashe Calton Chigwata et Melissa Ziswa (2018), « Entrenching Decentralisation in Africa: A Review of the African Charter on the Values and Principles of Decentralisation, Local Governance and Local Development ».
55. N. Marrengane, « Local Governance and Traditional Authority in Eswatini: The Evolving Tinkhundla Regime », s.d.
56. Skye Dobson (2017), « Community-Driven Pathways for Implementation of Global Urban Resilience Goals in Africa », *International Journal of Disaster Risk Reduction* 26, n° 26, pp. 78-84.
57. Banque africaine de développement (2018), « Perspectives économiques en Afrique ».
58. L'Observatoire mondial de l'OCDE et CGLU sur les finances et les investissements des gouvernements infranationaux comprend 34 profils de pays sur les 54 États membres officiels de l'Union africaine. Parmi ceux-ci, aucune mise à jour des données fiscales n'a pu être faite pour la République du Congo et 14 pays ne disposent pas de données fiscales de base fiables. Les données pour les 21 pays africains les moins développés ont été collectées avec le soutien du Fonds d'équipement des Nations unies et du Commonwealth Local Government Forum.
59. Un graphique présentant le classement complet des pays est disponible ici : <https://www.internationalbudget.org/wp-content/uploads/open-budget-survey-2017-OBIRankings.pdf>.
60. CGLU Afrique (2018), « L'État des finances locales en Afrique ».
61. OCDE et CGLU (2019), « World Observatory on Subnational Governments' Finance and Investment. Country Profiles ». Fiche pays du Mozambique.
62. Les données quantitatives désagrégées ne sont pas disponibles dans la base de données de l'Observatoire mondial. Ces données qualitatives sont extraites de l'examen des dépenses publiques de la Banque mondiale en Éthiopie.
63. OCDE et CGLU (2019), « 2019 Report of the World Observatory on Subnational Government Finance and Investment – Key Findings », p. 10.
64. Chapitre 2, « Villes intermédiaires : le lien vital entre les villes locales et les villes globales », in CGLU (2016), *Co-Créer le futur urbain. L'agenda des métropoles, des villes et des territoires. Quatrième Rapport mondial sur la décentralisation et la démocratie locale – GOLD IV*.
65. Pour en savoir plus sur la répartition des recettes des CT par catégorie : OCDE et CGLU (2019), « World Observatory on Subnational Governments' Finance and Investment. Country Profiles ».
66. CGLU Afrique (2017), *Revue africaine des finances locales. Édition 2016*.
67. *Ibid.*
68. *Ibid.*
69. Riël Franszen et William McCluskey (2017), *Property Tax in Africa*, Cambridge, MA, Lincoln Institute of Land Policy.

01 Afrique — Notes

70. OCDE et CGLU (2019), « World Observatory on Subnational Governments' Finance and Investment. Country Profiles ». Fiches pays de l'Afrique du Sud, du Cap-Vert et de Maurice.
71. Stephen Berrisford, Liza Rose Cirolia et Ian Palmer (2018), « Land-Based Financing in Sub-Saharan African Cities », *Environment and Urbanization* 30, n° 1, pp. 35-52.
72. CGLU Afrique (2017), *Revue africaine des finances locales. Édition 2016*, pp. 7-13, 94-95, 117-123.
73. OCDE et CGLU (2019), « World Observatory on Subnational Governments' Finance and Investment. Country Profiles ». Fiche pays du Bénin.
74. Pour en savoir plus, voir : Alexander Chirambo et Rhiannon McCluskey, « Property Tax Reform Increases Municipal Revenue in Mzuzu, Malawi » au lien suivant : <https://www.ictd.ac/blog/property-tax-reform-increases-municipal-revenuein-mzuzu-malawi/>.
75. Graham Floater et al. (2017), « Global Review of Finance for Sustainable Urban Infrastructure », Londres et Washington D.C.
76. Voir : <https://nextcity.org/features/view/kampala-africa-urban-development>.
77. E. M. Agunbiade et O. A. Olajide (2016), « Urban Governance and Turning African Cities Around: Lagos Case Study » ; voir également Oludare Mayowa (2017), « Nigeria's Lagos Raises 85 Bln Naira in Bond Issue to Fund Projects – Official », Reuters, <https://af.reuters.com/article/africaTech/idAF18N1L02TF> ; et CGLU (2016), *Co-Créer le futur urbain, doc. cit.*
78. C. Gore et N. Muwanga (2014), « Decentralization Is Dead, Long Live Decentralization! Capital City Reform and Political Rights in Kampala, Uganda », *International Journal of Urban and Regional Research* 38, pp. 2201-2216.
79. Global Rating Co (2015), Autorité de la capitale Kampala, « Rapport de notation de crédit » disponible à l'adresse suivante : <http://www.kcca.go.ug/uDocs/KCCA%20credit%20rating%20report.pdf>.
80. La Déclaration de politique ministérielle 2017-2018 de la KCCA peut être consultée à l'adresse suivante : <https://www.kcca.go.ug/uDocs/KCCA%20Ministerial%20Policy%20Statement%202017-2018.pdf>.
81. J. Gorelick (2018), « Supporting the Future of Municipal Bonds in Sub-Saharan Africa: The Centrality of Enabling Environments and Regulatory Frameworks », *Environment & Urbanization* 30, n° 1, pp. 103-122.
82. Banque africaine de développement (2018), « Perspectives économiques en Afrique ».
83. *Ibid.*, p. 85.
84. Ghana (2019), « Ghana Voluntary National Report 2019 » ; Bénin (2018), « Contribution nationale volontaire à la mise en œuvre des ODD au Forum politique de haut niveau, New York, juillet 2018 ».
85. Pieterse (2019), « The Potential for Sustainable Urbanisation in Africa », pp. 28-29.
86. Pour plus d'informations, consulter : <https://face2faceafrica.com/article/african-governments-agree-establish-african-cities-development-fund>.
87. FENU et ONU-DAES (2017), « Financing Sustainable Urban Development in the Least Developed Countries ».
88. Pour plus d'informations, voir : <https://www.ndf.fi/news/ndf-and-afdb-establish-fund-support-climate-resilient-urbanisation>.
89. Jeremy Gorelick (2018), « Supporting the Future of Municipal Bonds in Sub-Saharan Africa: The Centrality of Enabling Environments and Regulatory Frameworks » ; voir également Edward Paice (2016), « L'Émission de l'obligation municipale à Dakar : Le Conte de deux cités » à : https://www.africaresearchinstitute.org/newsite/wp-content/uploads/2016/07/ARI_Dakar_BN_final-french.pdf.
90. Pour plus d'informations, voir : <https://www.c40.org/programmes/c40-cities-finance-facility>.
91. Plus d'informations à : <http://old.iclei.org/index.php?id=3602>.
92. FENU (2018), « Études sur les conditions de pérennisation et de diversification des activités et ressources financières des Institutions de financement des collectivités locales en Afrique ». Synthèse des études réalisées auprès de FEICOM (Cameroun), du FDL (Madagascar), de l'ANICT (Mali) et de l'ANFICT (Niger).
93. Jeremy Gorelick (2018), « Raising capital for intermediary cities » au lien suivant : <https://oecd-development-matters.org/2018/09/10/raising-capital-for-intermediary-cities/>.
94. Diana Mitlin, Sara Colenbrander et David Satterthwaite (2018), « Editorial: Finance for Community-Led Local, City and National Development », *Environment & Urbanization* 30, n° 1, pp. 3-14.
95. Tabitha Wakesho, John Pius Njenga Maina Jane Weru, Omondi Okoyo, Mary Wambui, Patrick Njoroge, Jacinta Mwelu, Evans Otibine, Ann Chepchumba et Regina Wanjiku (2018), « The Akiba Mashinani Trust, Kenya: A Local Fund's Role in Urban Development », *Environment & Urbanization* 30, n° 1, pp. 53-66.
96. Pour plus d'informations, voir : <http://disrupt-africa.com/2017/10/senegalese-fintech-startup-matontine-launches-with-world-bank-support/>.
97. Voir Salihu Ibrahim Dasuki's et Naima Hafiz Abubakar's (2018), « How Nigerian women are using WhatsApp to chat, learn and earn » au lien suivant : <http://theconversation.com/how-nigerian-women-are-using-whatsapp-to-chat-learn-and-earn-105145>.
98. OCDE (2017), « Policy Coherence for Sustainable Development. Towards Sustainable and Resilient Societies 2017: Eradicating Poverty and Promoting Prosperity ».
99. Conseil international pour la science, « A Guide to SDG Interactions: From Science to Implementation ».
100. Cartwright et al. (2018) identifient les 18 pays africains suivants qui disposent de stratégies d'urbanisation spécifiques et/ou de PUN : Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Eswatini, Éthiopie, Gabon, Ghana, Kenya, Malawi, Mali, Maroc, Niger, Nigeria, Ouganda, Rwanda et Sénégal. S. Cartwright et al. (2018), « Developing Prosperous and Inclusive Cities in Africa – National Urban Policies to the Rescue? ».
101. ONU-Habitat et l'OCDE identifient les 38 pays ci-après : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Cameroun, Comores, République du Congo, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Somalie, Soudan du Sud, Tchad, Togo, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe. ONU-Habitat et OCDE (2018), « Global State of National Urban Policy », <https://doi.org/10.1787/9789264290747-en>.
102. CGLU Afrique et Cities Alliance (2018), « Évaluer l'environnement institutionnel des collectivités locales en Afrique », 3^e édition, p. 19.
103. Réponse de l'ANCB au questionnaire de CGLU-GTF de 2018.
104. AIMF (2017), « Étude sur la localisation des ODD en vue d'appuyer le processus de plaidoyer des autorités locales au Bénin ».
105. Voir : <http://www.ghana.gov.gh/index.php/media-center/press-release/1958-the-sustainable-development-goals-sdgs>.
106. Plus d'informations à : <http://www.ghana.gov.gh/index.php/mediacenter/news/4275-ghana-hosts-high-level-african-roundtable-on-sdgs-implementation>.
107. Carl Wright (2019), « UCLG/CIB Platform for Sustainable Development Goals and Local Government Associations » ; Ghana (2019), « Ghana Voluntary National Report 2019 ».
108. OCDE et CGLU (2019), « World Observatory on Subnational Governments' Finance and Investment. Country Profiles ». Fiche pays : Ghana.
109. Burkina Faso (2019), « Rapport national volontaire de mise en œuvre des Objectifs de développement durable (2016-2018) » ; E. Deltas, A. Carius, M. Beisheim, S. Parnell et D. Messner (2018), « Realising Synergies in Follow-up and Review: The Role of Local and Regional Governments and Their Partners in the Follow-up and Review of Global Sustainability Agendas », p. 15.

110. E.M. Bassett, « Urban Governance in a Devolved Kenya », *Governing Urban Africa* (2016), ed. C. Silva, Londres, Palgrave Macmillan ; Liza Rose Cirolia et James Christopher Mizes (2019), « Property Tax in African Secondary Cities: Insights from the Cases of Kisumu (Kenya) and M'Bour (Senegal) ».
111. Kenya (2017), « Kenya Voluntary National Review 2017 ».
112. Éthiopie (2017), « Ethiopia Voluntary National Review 2017 ».
113. Tunisie (2019), « Rapport national volontaire sur la mise en œuvre des Objectifs de développement durable ».
114. A. Cartwright et al. (2018), « Developing Prosperous and Inclusive Cities in Africa – National Urban Policies to the Rescue? », p. 3.
115. Voir la Charte africaine pour l'égalité locale de 2018 : <https://www.uclg.org/fr/media/nouvelles/africities-2018-pacte-de-collaboration-vers-une-charte-africaine-pour-l-egalite>.
116. Pour plus d'informations, voir : www.uclg.org.
117. Plus d'informations à l'adresse suivante : <https://www.uclg.org/news-fr/les-grandes-villes-africaines-s'accordent-pour-le-lancement-du-forum-des-metropoles-africaines/?lang=fr>.
118. En savoir plus au lien suivant : https://sarpn.org/documents/d0001681/P2026-Nepad-cities_Jan2005.pdf.
119. Pour plus de détails, consulter : <https://www.equinetafrica.org/content/african-capital-cities-sustainability-forum-2018>.
120. Les villes africaines membres de C40 comprennent Abidjan, Accra, Addis-Abeba, Le Cap, Dakar, Dar es Salaam, eThekweni-Durban, Johannesburg, Lagos, Tshwane. Voir : <https://www.c40.org/cities>.
121. La liste des membres africains d'ICLEI est disponible au lien suivant : https://africa.iclei.org/iclei_member/.
122. Les membres africains de l'ancien réseau 100 Villes résilientes comprennent Accra, Addis-Abeba, Le Cap, Dakar, eThekweni-Durban, Kigali, Lagos, Louxor, Nairobi et Paynesville. Voir : <http://100resilientcities.org/cities/>.
123. Les villes signataires proviennent d'Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Côte d'Ivoire, Eswatini, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Nigeria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie et Zimbabwe. Plus d'informations disponibles au lien suivant : <http://comssa.org/>.
124. Ces activités comprennent : 1) l'appui de cinq communes à l'élaboration d'un plan sectoriel en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement ; 2) l'accompagnement de cinq communes pour la mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation pour l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement ; 3) le renforcement des capacités de 60 agents des services techniques communaux en matière de gestion du secteur eau et assainissement ; 4) un plus grand accès des ménages à l'eau potable et à l'assainissement via l'extension du réseau d'eau potable et d'assainissement.
125. Carl Wright (2019), « UCLG/CIB Platform for Sustainable Development Goals and Local Government Associations ».
126. Réponse de l'AMM au questionnaire de CGLU-GTF en 2018.
127. Pour plus d'informations, voir : *Praia: Projecto 'Cada bairro o seu ODS' do PNUD chega ao bairro de Safende*, Sapo Notícias (10 mars 2019). Disponible au lien suivant : <https://noticias.sapo.cv/sociedade/artigos/praiaprojecto-cada-bairro-o-seu-ods-do-pnud-chega-ao-bairro-de-safende>.
128. Pour plus de détails, consulter les actualités de la page d'UVICOCI au lien suivant : <http://uvicoci.ci/accueil/actudetail/28>.
129. Le Centre Maarifa est une plateforme de diffusion des connaissances et d'apprentissage qui documente et partage les expériences, les innovations et les solutions entre les 47 gouvernements de comté du pays. Cette plateforme a été reconnue comme la meilleure innovation dans la catégorie de la prestation de services lors de la Journée africaine de la fonction publique qui s'est tenue le 28 juin 2018. Pour plus d'informations, voir : <https://maarifa.cog.go.ke>.
130. Entretien avec Gertrude Rose Gamwera, Secrétaire générale de l'Association des gouvernements locaux d'Ouganda (ULGA).
131. La description du Partenariat Ouganda-UE est accessible sur le site Web de la CLGF, « What's New » (26 février 2018), à l'adresse suivante : <http://tiny.cc/p9vs8y>.
132. Pour plus d'informations sur cette initiative, consulter : <http://www.municipalbarometer.co.za/>.
133. Voir : http://www.mile.org.za/QuickLinks/News/Pages/news_20190725.aspx.
134. Local Government Association of Zambia (2018), « Annual Report ».
135. ONU-Habitat (2018), « Preparing Cities in Africa to Monitor and Report on Goal 11 ».
136. E. Dellas, A. Carius, M. Beisheim, S. Parnell et D. Messner (2018), « Realising Synergies in Follow-up and Review: The Role of Local and Regional Governments and Their Partners in the Follow-up and Review of Global Sustainability Agendas ».
137. Questionnaire de CGLU-GTF sur la localisation des ODD.
138. Voir : <http://localizingthesdgs.org/story/view/269>.
139. À consulter également : <http://localizingthesdgs.org/story/view/252>.
140. CGLU (2017), « The Sustainable Development Goals – SDGs in the Municipal Map ».
141. Ce manuel a été rédigé en partenariat avec l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) ; il est accessible au lien suivant : <https://bit.ly/2OBqJt>.
142. Niger (2018), « Revue nationale volontaire sur les Objectifs de développement durable au Niger ».
143. Plus d'informations au lien suivant : <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/16029Nigeria.pdf>.
144. Carl Wright (2019), « UCLG/CIB Platform for Sustainable Development Goals and Local Government Associations ».
145. Ces MDDA sont l'Assemblée du district de Nadowli-Kaleo, l'Assemblée municipale d'Asunafo Nord, l'Assemblée du district d'Ayensuano et l'Assemblée métropolitaine de Tema. CLGF (2018), « Achieving the SDGs through LED in Ghana ».
146. Pour en savoir plus, consulter : http://www.un.cv/arquivo-copil_fogo.php.
147. Le ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement territorial, a apporté son soutien aux communes dans le cadre de son programme national de développement participatif. Cameroun (2019), « Examen national volontaire ODD, Cameroun ».
148. Plus d'informations au lien suivant : <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/15689Kenya.pdf>.
149. Entretien avec Gertrude Rose Gamwera, Secrétaire générale de l'Association des gouvernements locaux d'Ouganda (ULGA).
150. RALGA (2018), « Localising the SDGs (2016- 2018) in Rwanda Action Plan and Results Framework ». Cité in C. Wright (2018).
151. Botswana (2017), « Botswana Voluntary National Review ».
152. Pour plus d'informations, consulter : <https://www.sum.uio.no/english/sdg/>.
153. Michael Oloko, Nishendra Moodley, Helen Arfvidsson et David Simon (2017), « Engaging with and Measuring Informality in the Proposed Urban Sustainable Development Goal », *African Geographical Review* 36, n° 1, pp. 100-114.
154. Enora Robin et Michele Acuto (2018), « Global Urban Policy and the Geopolitics of Urban Data », *Political Geography* 66, pp. 76-87.
155. Voir : bit.ly/31kceHC et t.ly/O5V07.
156. Parmi les exemples de projets en matière de données au niveau des villes, citons le *Global Pulse-Lab* de Kampala sur l'innovation en matière de données et le lancement de centres de données locaux sur les solutions de durabilité, dont un créé dans la

01 Afrique — Notes

- ville nigérienne de Minna par le World Council for City Data (WCCD). Les villes du Cap, de Johannesburg et de Tshwane, font également partie de l'actuel *Global Cities Registry* du WCCD.
157. *Aligning National and Subnational Government Systems for Planning and Monitoring SDGs – Case of Rwanda*. Présentation par M. Peter Malinga, coordinateur, Unité de mise en œuvre des projets individuels (SPIU), Renforcement des capacités et emplois, Conseil de développement du Rwanda (RDB).
 158. Pour en savoir plus, consulter : <http://www.ndf.fi/news/implementing-new-urban-agenda-rwanda>.
 159. Slum Dwellers International (2018), « Know Your City: Slum Dwellers Count ».
 160. Plus d'informations à l'adresse suivante : <http://www.africanmonitor.org/what-we-do/data-followup-review/>.
 161. Plus d'informations sur « Implementing the New Urban Agenda and Sustainable Development Goals: Comparative Urban Perspectives » ; voir : <https://www.mistraurbanfutures.org/en/project/implementing-new-urban-agenda-and-sustainable-development-goals-comparative-urban>.
 162. Sandra C. Valencia et al. (2019), « Adapting the Sustainable Development Goals and the New Urban Agenda to the City Level: Initial Reflections from a Comparative Research Project », *International Journal of Urban Sustainable Development*, <https://doi.org/10.1080/19463138.2019.1573172>.
 163. Plus d'informations sur l'initiative *Leading Integrated Research for Agenda 2030 in Africa* au lien suivant : <https://council.science/what-we-do/funding-programmes/lira2030/>.
 164. Pour en savoir plus sur le Centre de recherche urbaine de Sierra Leone (SLURC), consulter : <http://www.slurc.org/>.
 165. Pour plus d'informations, voir : <https://www.gatesfoundation.org/goalkeepers/report/2019-report/>.
 166. Martha Chen, Sally Roever et Caroline Skinner (2016), « Special Issue: Urban Livelihoods », *Environment and Urbanization* 28, n° 2, pp. 331-342.
 167. Jane Battersby (2017), « MDGs to SDGs – New Goals, Same Gaps: The Continued Absence of Urban Food Security in the Post-2015 Global Development Agenda », *African Geographical Review* 36, n° 1, pp. 115-129 ; Jane Battersby et Vanessa Watson (2018), *Urban Food Systems Governance and Poverty in African Cities*, Londres, Routledge ; Leonie Joubert et l'équipe Consuming Poverty (2018), *Tomatoes and Taxi Ranks: Running Our Cities to Fill the Food Gap*, African Centre for Cities, Université du Cap.
 168. Consulter le site Web du Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan (bit.ly/2nNPvpA) et la Plateforme des actions alimentaires urbaines de la FAO (bit.ly/2BaEnpH).
 169. Centre pour le financement du logement abordable en Afrique (CAHF), 2018.
 170. *Ibid.*
 171. *Ibid.*
 172. Pour en savoir plus, consulter : <https://mirror.unhabitat.org/content.asp?typeid=19&catid=592&cid=11215>.
 173. Plus d'informations au lien suivant : <http://blog.gdi.manchester.ac.uk/informal-settlements-mukuru/>.
 174. Beth Chitekwe-Biti, Patience Mudimu et George Masimba (2012), « Developing an Informal Settlement Upgrading Protocol in Zimbabwe – the Epworth Story », *Environment and Urbanization* 24, n° 1, pp. 131-148.
 175. Pour plus d'informations : bit.ly/31bqORl.
 176. Sandra van Niekerk et Vera Wegmann (2019), « Municipal Solid Waste Management Services in Africa », p. 12.
 177. Compte rendu de la visite de terrain d'octobre 2017. Qalyubeya Azza Sirry (2017), « The Integrated Community Based Solid Waste Management ».
 178. C40 et ICLEI (2018), « Data Speak Louder than Words: Findings from an Initial Stocktake of Climate Change Adaptation and Urban Resilience Efforts », p. 30. À consulter également : <http://www.ghana.gov.gh/index.php/media-center/news/4098-100rc-supports-accra-to-undertake-efforts-to-become-more-resilient>.
 179. La ville de N'Zérékoré a été récompensée du Prix UNESCO 2017 de la Ville apprenante. Les détails de l'initiative sont à consulter en ligne : <http://tiny.cc/c2zi8y>.
 180. ECOSOC (2019), « Rapport sur le développement durable en Afrique 2019 : document de synthèse établi pour le Forum régional africain pour le développement durable ».
 181. La ville a remporté le Prix UNESCO 2019 de la Ville apprenante. Pour plus d'informations, voir : CGLU et GTF (2019), « Towards the Localization of the SDGs », Rapport des gouvernements locaux et régionaux au FPHN.
 182. Plus d'informations au lien suivant : <https://www.sutp.org/en/projects/namibia-move-windhoek-sustainable-urban-transport.htm>.
 183. Pour plus d'informations, voir : J. Genevieve et G. Dhruv, « Africa in focus – Figure of the week: Progress on SDGs in Africa », Brookings (19 juin 2019), disponible au lien suivant : <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2019/06/19/figure-of-the-week-progress-on-sdgs-in-africa/>.
 184. Voir le rapport du GIEC 2018 : <https://www.ipcc.ch/sr15/> et une analyse des conséquences pour le continent africain au lien suivant : <https://mg.co.za/article/2018-10-11-the-ipccs-latest-climate-report-on-15c-holds-implications-for-african-countries>.
 185. Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (2017), « Rendre les villes plus résilientes. Manuel à l'usage des dirigeants des gouvernements locaux ».
 186. Cameroun (2019), « Examen national volontaire ODD, Cameroun ».
 187. Jane Kiiru, *Accessing Climate Finance in Kenya*, publication parue dans le blog de l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), 18 avril 2018, disponible au lien suivant : <https://www.iied.org/accessing-climate-finance-kenya>. Voir également : Alice Caravani et al. (2018), « Decentralising Climate Finance: Insights from Kenya and Ethiopia ».
 188. Climate Chance (2018), « La Mobilisation territoriale ». Cahier 2 du *Rapport annuel de l'Observatoire mondial de l'action climatique non étatique*.
 189. Karl Peet et al., (2019) « Transport and Climate Change Global Status Report 2018 ».
 190. Les systèmes de transport rapide en Afrique dans ces cinq villes desservent 131 km de routes et mobilisent près de 500 000 passagers par jour. Voir : <https://www.brtda.org/location/africa>.
 191. L. Gillard, R. Oates et al. (2019), *Sustainable Urban Infrastructure for All: Lessons on Solar Powered Street Lights from Kampala and Jinja, Uganda*, Londres et Washington D.C., Coalition pour les transitions urbaines.
 192. Sandra Van Niekerk et Vera Wegmann (2019), « Municipal Solid Waste Management Services in Africa », p. 18.
 193. Pour en savoir plus, voir : <http://platforma-dev.eu/video-no-child-without-birth-certificate/>.
 194. CGLU et GTF (2018), « Towards the Localization of the SDGs », Rapport des gouvernements locaux et régionaux au FPHN.
 195. CGLU (2015), « Public Space as a Generator of Growth in African Cities », Notes sur l'apprentissage entre pairs, CGLU Apprentissage.
 196. Pour plus d'informations, voir : <https://www.uclg-cisd.org/fr/actualites/nouvelles/les-gouvernements-locaux-s%C3%A9n%C3%A9galais-adoptent-une-charte-pour-la-participation>.
 197. Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (2017), « Mobiliser le potentiel des communautés urbaines », vol. II : « Études de cas de seize villes apprenantes ».

198. Consulter S. Berrisford et P. McAuslan (2018), *Reforming Urban Laws in Africa: A Practical Guide*, African Centre for Cities, ONU-Habitat, Cities Alliance et Urban Landmark.
199. ONU-Habitat (2015), « International Guidelines on Urban and Territorial Planning – Towards a Compendium of Inspiring Practices ».
200. Entretien avec Maria Elena Langa, femme politique mozambicaine, *Villes en développement*, n° 106, juin 2017, p. 5.
201. Pour plus d'informations, voir : http://medurbantools.com/portfolio_page/citizens-at-the-heart-of-decisions-and-actions-in-sousse/ ; Voir également : MedCities (2011), « Urban Development Strategies in the Mediterranean Context, Issues and Outlook ».
202. WIEGO (2016), « Implementing the New Urban Agenda. How Local and National Governments Can Support the Urban Informal Economy ».
203. Voir également : <http://www.wiego.org/wiego/focal-cities-accra>.
204. À consulter au lien suivant : http://mirror.unhabitat.org/bp/bp.list.details.aspx?bp_id=5126.
205. Pour plus d'informations, voir : <https://www.uclga.org/news/leaders-in-local-government-for-transparency-and-integrity-in-service-delivery-in-africa-2/>.
206. CGLU remercie Jean-Pierre Elong Mbassi, Secrétaire général de CGLU Afrique, en tant que co-auteur principal des conclusions et pour ses précieuses contributions au contenu du chapitre.

02 Amérique du Nord — Notes

1. Le taux de pauvreté est de 17 % et le taux de pauvreté infantile avoisine les 20 %. Voir : <https://data.oecd.org/inequality/poverty-rate.htm>.
2. Bureau du recensement des États-Unis, « Average Sales Prices of Houses Sold for the United States », et Bureau du recensement des États-Unis, « Real Median Household Income in the United States ».
3. Gouvernement du Canada (2018), « Mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, Examen national volontaire du Canada ».
4. Kees Biekard et Alan Fowler (2018), « Ownership Dynamics in Local Multi-Stakeholder Initiatives ».
5. Gouvernement de la Jamaïque (2018), « Jamaica Voluntary National Review 2018 ».
6. International City-County Managers Association (2015), « ICMA Survey Research: 2015 Local Government Sustainability Practices Survey Report ».
7. ICLEI et World Wildlife Fund (2015), « Measuring Up 2015: How Cities Are Accelerating Progress Toward National Climate ».
8. Accessible en ligne sur : <https://sdg.data.gov/>.
9. Sachs et al. (2018), « Sustainable Development Report of the United States 2018 », p. 8.
10. *Ibid.*
11. La crise de Flint fait l'objet d'un reportage complet sur le site d'information Vox, à cette adresse : <https://www.vox.com/2016/2/15/10991626/flint-water-crisis>.
12. Childers et al. (2018), « Pay Equity and Discrimination », Institute for Women's Policy Research.
13. Bureau du recensement des États-Unis, « Wealth, Asset Ownership, and Debt of Households Detailed Tables: 2014 ». Consulter : <https://www.census.gov/data/tables/2014/demo/wealth/wealth-asset-ownership.html>.
14. Gouvernement du Canada, Statistique Canada, « Suivi des Objectifs de développement durable ». Voir : <https://www144.statcan.gc.ca/sdg-odd/index-fra.htm>.
15. Gouvernement du Canada (2018), « Mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, Examen national volontaire du Canada ».
16. Urban Institute, « State and Local Expenditures ». Voir : <https://www.urban.org/policy-centers/cross-center-initiatives/state-and-local-finance-initiative/state-and-local-backgrounders/state-and-local-expenditures>.
17. Ces 17 États sont les suivants : Alabama, Californie, Colorado, Delaware, Indiana, Iowa, Kansas, Kentucky, Maryland, Michigan, Missouri, New Jersey, New York, Ohio, Oregon, Pennsylvanie et Virginie-Occidentale. Henchman et Sapia, « Local Income Taxes: City and County-Level Income and Wage Taxes Continue to Wane ».
18. Statistique Canada, « Statistiques de finances publiques canadiennes pour les municipalités et autres administrations publiques locales, 2019 ». Consulter : <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1010002001>.
19. Heather Evans et al. (2019), « Funding the Canadian City », Canadian Tax Foundation et Institute on Municipal Finance and Governance.
20. Pour des informations sur Urban Institute, *The Nonprofit Almanac*, consulter la page : <https://www.urban.org/policy-centers/centernonprofits-and-philanthropy/projects/nonprofit-almanac>.
21. Se reporter à : Urban Institute, « State and Local Expenditures ».
22. Plus d'informations sur United Way sont disponibles sur le site Web : <https://www.unitedway.org/>.
23. STAR Communities, « Alignment between UN Sustainable Development Goals (SDGs) and the STAR Community Framework: Part 1 ».
24. Pour plus d'informations sur National League of Cities, consulter : <https://www.nlc.org/>.
25. Voir : <https://www.usmayors.org/mayors-climate-protection-center/>.
26. Plus d'informations disponibles sur le site d'ICLEI USA : <http://icleiusa.org/>.
27. Plus d'informations sur : <https://www.usdn.org/index.html#/>.
28. Consulter la page de la coalition We Are Still In pour plus d'informations : <https://www.wearestillin.com/>.
29. Voir le site Web des Maires pour le climat : <http://climatmayors.org/>.
30. Pour plus d'informations sur Nature Conservancy, voir : <https://www.nature.org/en-us/>.
31. Consulter le site Web de l'Urban Institute : <https://www.urban.org/>.
32. Plus d'informations disponibles à : <http://www.100resilientcities.org/>.
33. Consulter : <https://uwaterloo.ca/sustainable-development-solutions-network-canada/> et le site Web de IISD : <https://www.iisd.org/library/tracking-sdgs-canadian-cities-sdg-1>.
34. Site Web de la Fédération canadienne des municipalités à consulter au lien suivant : <https://fcm.ca/fr>.
35. Plus d'informations sur le Caucus des maires des grandes villes disponible en ligne : <https://fcm.ca/fr/a-propos/caucus-des-maires-des-grandes-villes>.
36. Consulter le site Web de l'Institut urbain du Canada : <https://www.canurb.org/>.

02 Amérique du Nord — Notes

37. Voir le site Web d'Urban Land Institute Toronto : <https://toronto.uli.org/>.
38. Agence américaine de protection de l'environnement, « Inventory of U.S. Greenhouse Gas Emissions and Sinks ». Consulter : bit.ly/2pq34vy.
39. Pour plus d'informations, voir : <https://clearpath.org/policy/carbon-capture/>.
40. Pour plus d'informations, voir : <https://carbonn.org/>.
41. Pour plus d'informations, voir : <https://www.cdp.net/en>.
42. Institute for Local Government, « The Basics of SB 375 ». Voir : <https://www.ca-ilg.org/post/basics-sb-375>.
43. Center for Climate and Energy Solutions, « State Climate Policy Maps ».
44. Jason Vogel et al., « Climate Adaptation: The State of Practice in U.S. Communities », s.d.
45. Jillian Boyce, Shana Conroy et Dyna Ibrahim (2014), « Emergency preparedness and resilience: Community-Based Fact Sheets », p. 13.
46. Charles Bowerman (2017), « Developing a Research-Specific Emergency Management Program for Municipal Resilience Following the 2013 Flood in Southern Alberta », *Journal of Business Continuity & Emergency Planning*, 11, n° 2, pp. 184-195.
47. Maggie Baynham et Mark R. Stevens (2014), « Are We Planning Effectively for Climate Change? An Evaluation of Official Community Plans in British Columbia », *Journal of Environmental Planning and Management*, 57, n° 4, pp. 557-587.
48. Action Canada (2018), « Votre avenir énergétique : où il fait bon vivre ».
49. Boyce, Conroy et Ibrahim (2014), « Emergency preparedness and resilience: Community-Based Fact Sheets ».
50. Bowerman (2017), « Developing a Research-Specific Emergency Management Program for Municipal Resilience Following the 2013 Flood in Southern Alberta ».
51. Boyce, Conroy et Ibrahim (2014), *doc. cit.*
52. Consulter : <https://www.cbre.us/about/media-center/2018-us-green-building-adoption-index>.
53. Voir : <https://www.sierraclub.org/ready-for-100>.
54. Plus d'informations disponibles au lien suivant : <https://www.2030districts.org/districts>.
55. Consulter le site de la ville de Vancouver pour plus d'informations : <https://vancouver.ca/streets-transportation/transportation-2040.aspx>.
56. Voir : <https://www.vox.com/the-goods/2018/9/26/17903146/mass-transit-public-transit-rail-subway-bus-car>.
57. Jonas De Vos, Veronique Van Acker et Frank Witlox (2014), « The Influence of Attitudes on Transit-Oriented Development: An Explorative Analysis », *Transport Policy* 2, 35, pp. 326-329.
58. Ville de Montréal (2016), « Électrifications Montréal – Stratégie d'électrification des transports 2016-2020 ».
59. Bowerman (2017), « Developing a Research-Specific Emergency Management Program for Municipal Resilience Following the 2013 Flood in Southern Alberta ».
60. Il y a quelques exceptions. Au Canada, par exemple, 72 communautés des Premières Nations se voient encore conseiller à long terme de faire bouillir l'eau avant de la consommer, environ 68 d'entre elles ont reçu le même conseil à court terme et sont priées de ne pas boire l'eau du robinet. Aux États-Unis, le système d'eau potable peut présenter de graves défaillances. Le cas de Flint, dans le Michigan, est un exemple de négligence et de mauvaise gestion publique des sources et du traitement de l'eau qui a provoqué une crise de santé publique : une population de 100 000 personnes a bu de l'eau contenant du plomb et d'autres toxines.
61. Bowerman (2017), *doc. cit.*
62. Consulter : <https://www.infrastructurereportcard.org/>.
63. United States Geological Survey, « Trends in Water Use in the United States, 1950 to 2010 ». À consulter au lien suivant : <https://water.usgs.gov/edu/wateruse-trends.html>.
64. Access to the Water Footprint Calculator, « How the United States Uses Water », Grace Communications Foundation, à consulter au lien suivant : <https://www.watercalculator.org/footprints/how-united-states-uses-water/>.
65. Voir : <https://www.nlc.org/resource/rethinking-recycling-how-cities-can-adapt-to-evolving-markets>.
66. Saskia Sassen (2014), « Finance as Capability: Good, Bad, Dangerous », *Arcade: A Digital Salon*.
67. Plus d'informations disponibles à cette adresse : <https://business.financialpost.com/personal-finance/mortgages-real-estate/cmhc-warns-of-strong-overvaluation-in-canadian-housing-markets-very-high-evidence-of-problematic-conditions-in-vancouver>.
68. Consulter : <https://www.homelesshub.ca/blog/ten-things-know-about-canada%E2%80%99s-newly-unveiled-national-housing-strategy>.
69. Disponible au lien suivant : <https://www.cmhc-schl.gc.ca/en/nhs/co-investment-fund---housing-repair-and-renewal-stream>.
70. Christiana K. McFarland et al. (2019), « Local Tools to Address Housing Affordability: A State by State Analysis ».
71. *Ibid.*
72. Stephen Gaetz, Tanya Gulliver-Garcia et Tim Richter (2014), « The State of Homelessness in Canada: 2014 ».
73. Pew Charitable Trusts (2018), « American Families Face a Growing Rent Burden: High Housing Costs Threaten Financial Security and Put Homeownership out of Reach for Many ».
74. Pour plus d'informations consulter : [https://www.canada.ca/en/employment-social-development.html](https://www.canada.ca/en/employment-social-development/html) ; Voir également : <https://www.pathwaysvermont.org/what-we-do/our-programs/housing-first/> ; et aussi : <https://www.pathwaysvermont.org/wp-content/uploads/2018/09/FY-18-Annual-Highlights-Report-Online-version.pdf>.
75. Voir également l'adresse suivante : <https://www.pathwaysvermont.org/what-we-do/our-programs/housing-first/>.
76. Canadian Urban Institute (2017), « Scaling Up Affordable Ownership Housing in the GTA ».
77. *Ibid.*
78. *Ibid.*

03 Amérique latine et Caraïbes — Notes

1. Seuls les 19 pays de langue espagnole et portugaise sont inclus dans le présent rapport. Le cas du Belize, de la Guyane et des pays francophones et anglophones des Caraïbes, n'est pas abordé.
2. CEPAL (2018), *Preliminary Overview of the Economies of Latin America and the Caribbean*.
3. PNUD (2018), *Indices et Indicateurs de développement humain. Mise à jour statistique*. D'après le coefficient de Gini, les inégalités dans la région, tout comme l'extrême pauvreté, ont été réduites entre 2002 (0,53) et 2017 (0,47), mais le processus s'est ralenti entre 2014 et 2017 et n'est pas le même pour tous les pays.
4. Communiqué conjoint du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et de l'Organisation internationale pour les migrations de novembre 2018. La Colombie est le pays qui accueille le plus grand nombre de Vénézuéliens – plus d'un million – suivie du Pérou avec plus d'un demi-million. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations ont indiqué qu'en 2018 le nombre de réfugiés vénézuéliens a atteint trois millions, dont 2,4 millions ont été accueillis par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.
5. Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (2018), *Perspectives d'urbanisation mondiale. Révision 2018*.
6. OCDE-CAF-CEPAL (2018), *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2018 : Transformation des institutions pour le développement*.
7. *Ibid.*, p. 45. *Informe Latinobarómetro 2018* (voir : <http://www.latinobarometro.org/lat.jsp>).
8. Voir : <https://www.cepal.org/en/publications/44552-quadrennial-report-regional-progress-and-challenges-relation-2030-agenda> ; Troisième Forum sur le développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes, Conclusions et recommandations, 26 avril 2019, LC/FDS.3/4 ECLAC/RFS/2019/1.
9. ENV présentés en 2016 par la Colombie, le Mexique et le Venezuela ; en 2017 par l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Costa Rica, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Panama, le Pérou et l'Uruguay (ainsi que par le Belize) ; et en 2018 par la Colombie, l'Équateur, le Mexique, le Paraguay, la République dominicaine et l'Uruguay (ainsi que par les Bahamas et la Jamaïque). Examens devant être présentés en 2019 : Chili, Salvador, Guatemala et Guyane (le Brésil était initialement attendu, mais s'est ensuite retiré).
10. Voir : <https://www.cepal.org/en/publications/44552-quadrennial-report-regional-progress-and-challenges-relation-2030-agenda>.
11. Voir : <https://observatorioplanificacion.cepal.org/en/sdgs>.
12. Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Costa Rica, Salvador, Mexique, Paraguay, Pérou, République dominicaine et Venezuela.
13. Rapports annuels sur les progrès et challenges régionaux de l'Agenda 2030 en Amérique latine et aux Caraïbes, 2018. Pays ayant des plans à long terme : Belize, Bolivie, Guatemala, Honduras, Panama, Paraguay, Pérou et République dominicaine. Pays en cours de formulation des plans : Cuba et Uruguay.
14. Questionnaires CGLU-GTF (entre 2016 et 2018) sur les associations nationales de municipalités. Fédération des municipalités argentines, Association des municipalités boliviennes, Association des municipalités chiliennes, Fédération des municipalités colombiennes, Corporation des municipalités de la République du Salvador et Organisation de coopération intermunicipale du Paraguay (OPACI). Dans le cas du Venezuela, l'ENV mentionne que les Conseils présidentiels du Pouvoir populaire installés dans les territoires (loi n° 40 818, 29 décembre 2015), ainsi que les communes et conseils communautaires, ont été consultés dans le cadre de la consultation publique des ODD et du « Plan de Patria » 2013-2019. Le rapport ne mentionne pas les autorités municipales élues encore au pouvoir.
15. Gouvernement du Pérou (2017), *Informe Nacional Voluntario sobre la implementación de la Agenda 2030 para el Desarrollo Sostenible*.
16. Gouvernement de la République du Mexique (2018), *Voluntary National Review*.
17. Présidence de la République orientale de l'Uruguay (2018), *Informe Nacional Voluntario – Uruguay 2018*.
18. Voir CGLU (2008), *La Décentralisation et la Démocratie locale dans le monde, Premier Rapport mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis* ; CGLU (2011), *Le Financement des collectivités locales : les défis du XXI^e siècle*, GOLD II, Cheltenham, Bruylant ; CGLU (2014), *L'Accès aux services publics et l'urbanisation du monde*, GOLD III, Bruxelles, Bruylant. Tous les rapports sont disponibles au lien suivant : <https://www.gold.uclg.org/reports>.
19. Cette section s'appuie principalement sur les fiches d'information de pays produites pour l'Observatoire mondial des finances et de l'investissement des collectivités territoriales. Voir CGLU et OCDE (2019), *2019 Report of the World Observatory on Subnational Government Finance and Investment*.
20. A. Trujillo, D. Restrepo et C. Peña, *Documento de Política. Descentralización para la equidad en el posconflicto*, Red RINDE et USAID, 2018.
21. Constitution politique de l'État, République de Bolivie, 7 février 2009.
22. Contrôleur général de la République (2014), *Estudio del proceso de descentralización en el Perú*, Lima.
23. BID (2015), *Fiscal Decentralization and Regional Disparities in Latin America: The Potential of Equalization Transfers*.
24. Les données sur le financement des collectivités territoriales présentées dans cette section proviennent du document de l'OCDE et CGLU (2019), *World Observatory on Subnational Government Finance and Investment*.
25. BID (2015), *doc. cit.*
26. En Colombie, les collectivités territoriales représentent 27 % et 30 % des dépenses et des recettes publiques totales ; en Bolivie, elles représentent 32 % et 33 % respectivement ; au Pérou, 35 % et 40 % ; et, en Équateur, 13 % et 10 %. Au Nicaragua, le pourcentage des dépenses et des recettes des CT par rapport au budget national est respectivement de 17,6 % et 16,7 %.
27. Les recettes propres en Bolivie, au Chili et au Guatemala, représentent entre 31 % et 47 % des budgets. Les recettes propres en Équateur, au Mexique, en République dominicaine et au Pérou, représentent moins de 20 % des budgets locaux. Les revenus propres au Costa Rica, au Paraguay et en Uruguay, sont élevés (supérieurs à 70 %), mais le rôle des municipalités est, économiquement, parmi les plus faibles de la région.
28. BID (2017), *Fiscal Decentralization and Regional Disparities in Latin America: The Potential of Equalization Transfers*.
29. OCDE, CAF et ECLAC (2018), *Latin American Economic Outlook 2018: Rethinking Institutions for Development*.
30. Commission nationale sur les ODD (2018), *Relatório de Atividades 2017-2018*, Brésil.
31. Parallèlement, le gouvernement brésilien a modifié plusieurs lois relatives à l'accès aux terres, qui ont un impact direct sur les secteurs les plus vulnérables (Mesure provisoire 759/2017). Déclaration relative aux échecs des politiques urbaines brésiliennes.
32. Groupe de travail de la société civile pour l'Agenda 2030 (2017), *Spotlight Synthesis Report – The 2030 Sustainable Agenda in Brazil*.
33. Espace de débat de la Société civile pour le suivi de l'Agenda 2030 au Mexique (2018), *Informe Luz Del Espacio de Articulación de La Sociedad Civil Para El Seguimiento de La Agenda 2030 En México*.
34. Les CT peuvent s'exprimer, mais ne peuvent pas voter au Conseil national. Elles sont membres à part entière du Comité technique. Sur les trente-sept membres de ce comité, cinq sont des représentants des gouvernements des États et cinq sont des représentants de la Conférence nationale des associations de municipalités du Mexique (CONAMM), qui réunit toutes les collectivités et associations municipales mexicaines.

03 Amérique latine et Caraïbes — Notes

35. PNUD (2019), *Localización de la Agenda 2030 en México, Sistematización de la instalación y operacionización de los Órganos de Seguimiento e Instrumentación de la Agenda 2030*, Ville de Mexico, Mexique.
36. En juillet 2017, la ville de Mexico a créé un Conseil visant à effectuer le suivi de l'Agenda 2030 pour le développement durable à Mexico, qui comprenait différents acteurs. Quatre comités techniques traitant de diverses questions sont créés et les ODD ont été intégrés dans divers programmes (par exemple, les 65 programmes sociaux de 2018 sont alignés sur les ODD). Des conférences et des ateliers ont été organisés (par exemple, CDMX 2030 en février 2018). Le nouveau gouvernement devrait confirmer s'il poursuivra ces engagements. Voir également : <http://www.monitoreo.cdmx.gob.mx/>
37. CONPES (2014), *Política nacional para consolidar el sistema de ciudades* ; DNP-Mission pour la transformation du terrain (2014), *Estrategia de Implementación del Programa de desarrollo rural integral con enfoque territorial*.
38. CONPES (2014), *ibid.*, pp. 806 et suivantes, et Loi 1 454, 2011. Outre l'amélioration de la coordination entre les différents niveaux de gouvernement, le deuxième objectif déclaré dans le PND – Pacte pour la Colombie est l'alignement de la planification du développement avec la planification de l'utilisation des terres. Les réglementations nationales sur ce dernier point seront révisées et les outils mis à jour. Enfin, le troisième objectif est de promouvoir les associations au niveau régional. La nécessité de renforcer la capacité de gestion des collectivités locales, de consolider le système des communes afin d'encourager un développement et une productivité plus équilibrés dans les territoires, est également mentionnée.
39. Le gouvernement élabore actuellement un kit territorial pour appuyer le processus. Réaffirmée ultérieurement lors du Conseil national de politique économique et sociale – CONPES 3 918 (mars 2018), *Estrategia para la Implementación de los ODS en Colombia*.
40. Gouvernement de Colombie (2016), *Presentación Nacional Voluntaria de Colombia – Los ODS como instrumento para Consolidar la Paz* ; CONPES (2017), *Inclusión de los ODS en los planes de desarrollo territoriales 2016-2019*.
41. Gouvernement de Colombie (2018), *Reporte Nacional Voluntario Colombia*, pp. 72-73. Les contrats de plan ont été adoptés depuis 2011 comme un outil essentiel pour la construction d'un nouveau modèle de gouvernance multiniveaux. Inspiré par l'expérience française sur la définition des objectifs et des priorités de l'investissement concerté, le modèle colombien semble évoluer vers un modèle plus vertical. Voir également : <https://www.dnp.gov.co/Contratos-Plan/Paginas/ContratosPlan.aspx>
42. La Fédération colombienne des municipalités estime « qu'un contrôle excessif sur le décaissement des ressources du système général de redevances constitue un obstacle majeur que les collectivités locales doivent surmonter pour obtenir des ressources financières susceptibles de les aider à générer des plans et stratégies et à exécuter leurs projets pour favoriser le respect des ODD ». En 2018, elle a affiché son opposition à l'Organe collégial d'administration et de décision (Órgano Colegiado de Administración y Decisión – OCAD), qu'elle considère être un obstacle à l'accès aux ressources des projets de développement. En conséquence, le 27 avril 2018, le gouvernement national a adopté la résolution n° 1 084, qui a permis à d'autres entités, dont 550 municipalités, de définir directement les projets d'investissement à l'appui de la mise en œuvre de l'Accord général pour la fin du conflit et pour la construction d'une paix stable et durable.
43. Les enquêtes menées par CGLU-GTF (entre 2016 et 2018) avec les réponses de la Fédération colombienne des municipalités, Medellín, ont indiqué que les collectivités locales n'avaient pas été consultées dans le cadre de la préparation de l'ENV 2018. Bogota indique qu'elle a été consultée par l'intermédiaire d'enquêtes.
44. Gouvernement de Colombie (2018), *Reporte Nacional Voluntario Colombia*, p. 69. Les municipalités qui ont le moins de ressources (catégorie 6) représentent 86 % des collectivités territoriales.
45. Les trois niveaux sont les suivants : 1) coordination territoriale (stratégie territoriale, plans zonaux et conseils de planification des gouvernements autonomes décentralisés) ; 2) coordination intersectorielle (conseils sectoriels de politique publique, conseils nationaux d'égalité et programmes sectoriels) ; 3) degré de coordination institutionnelle (planification des politiques institutionnelles). Il existe également des conseils nationaux sur l'égalité des sexes, les écarts intergénérationnels, l'invalidité, la mobilité humaine, les peuples et les nationalités. Voir : <https://observatorioplanificacion.cepal.org/es/sistemas-planificacion/sistema-nacional-descentralizado-de-planificacion-participativa-de-ecuador>.
46. SENPLADES (2017), *Plan nacional de desarrollo 2017-2021*, p. 122.
47. Par exemple, en ce qui concerne l'eau, les municipalités sont responsables de la fourniture d'eau potable ; les gouvernements provinciaux sont chargés de fournir l'eau d'irrigation ; SENAGUA est chargée de la gestion de la ressource ; l'Agence de réglementation et de contrôle de l'eau (ARCA) est chargée, comme son nom l'indique, de son contrôle, et des agences de l'eau sont établies dans chaque municipalité. Cela génère souvent de la confusion en ce qui concerne les compétences de chaque organisme.
48. Marcela Morales, Mireya Villacís Taco, Vanessa Gutiérrez Reyes et Juan José Herrera (2016), « National Level Implications of SDGs Implementation in Ecuador », *Southern Voice, Occasional Paper Series 35*, Équateur, p. 7. Le rapport susmentionné des organisations des institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'Amérique latine et des Caraïbes (OLACEFS) indique également que la coordination avec les collectivités territoriales constitue l'un des principaux défis.
49. Questionnaire CGLU-GTF, réponses reçues en 2018 et 2019.
50. CEPAL (2019), *Quadrennial Progress Report on Regional Progress and Challenges in Relation to the 2030 Agenda for Sustainable Development in Latin America and the Caribbean*, p. 53.
51. Pour plus de détails, consulter : <https://ciudades.cepal.org/2018/en>.
52. Pour plus d'informations, voir : <https://www.cepal.org/en/publications/44159-proposal-latin-american-and-caribbean-urban-and-cities-platform>.
53. Dans le cadre du 3^e Forum, le 24 avril 2019, une session extraordinaire sur la « mise en œuvre de l'Agenda 2030 au niveau territorial » a été organisée avec des représentants des gouvernements nationaux et des CT d'Argentine, du Guatemala, du Pérou, de la Ville de Mexico, d'Asunción (au nom de Mercociudades) et de l'Association des municipalités de Bolivie (au nom de la FLACMA). Une réunion préparatoire a eu lieu à Puerto Mont la veille pour préparer la position des CT. En 2018, un événement parallèle a été organisé avec la participation du maire de Rosario (au nom de CGLU). Pour plus d'informations, voir : <https://foroalc2030.cepal.org/2019/en>.
54. FLACMA rassemble la plupart des associations municipales de la région (vingt pays). Sommets hémisphériques qui se sont tenus au Mexique en août 2017, à Montevideo en août 2018 et au Chili en mars 2019. Un groupe de travail sur les ODD vise à renforcer le développement des initiatives de localisation des ODD. Pour plus d'informations, voir : www.flacma.com.
55. Sommets à Santa Fe en Argentine en 2016, à Córdoba en Argentine en 2017 et à La Paz en Bolivie en 2018. Mercociudades rassemble 349 villes membres des pays du Mercosur et observateurs : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Paraguay, Pérou, Équateur, Uruguay et Venezuela. Voir : <https://mercociudades.org/>
56. Douzième Sommet (2017), organisé par l'Union ibéro-américaine des municipalités. Pour plus d'informations, voir : <http://congresocaldas.eventosuii.org/>. Voir également : Déclaration de Caldas.
57. Organisés en novembre 2018 par l'UCCl, la Fédération espagnole des municipalités et provinces, le Conseil municipal de Madrid et le SEGIB, signataires de l'Engagement de Madrid à mettre en œuvre l'Agenda 2030. Pour plus d'informations, voir : <https://diario.madrid.es/blog/notas-de-prensa/apuesta-de-los-gobiernos-locales-iberoamericanos-por-la-autonomia-la-participacion-y-la-educacion/>.

58. Pour plus d'informations, voir : <https://ipmcscs.fiu.edu/conferencia-alcaldes/antteriores/>.
59. Ces deux organisations rassemblent des organisations de collectivités intermédiaires et régionales, notamment plusieurs États du Brésil et du Mexique, le CONGOPE, le Congrès des maires de l'Uruguay et des représentants des départements paraguayens. Pour plus d'informations, voir : <https://www.regions4.org/> et <http://regionsunies-fogar.org/en/>.
60. Par exemple, en avril 2017, un atelier sur La mise en œuvre locale des programmes mondiaux de développement durable (avril 2017) a été organisé pour 16 maires colombiens par l'ICLEI Amérique du Sud, le Cabinet du maire de Medellín, la zone métropolitaine de Valle de Aburrá, ICA Medellín (<http://sams.iclei.org/es/noticias/noticias/archivo-de-noticias/2017/resultados-taller-implementacion-local-de-agendas-globales-de-sustentabilidad-en-colombia-i.html>) ; en juin 2017, un atelier dans le cadre du 2^e Forum régional pour le développement économique local de l'Amérique latine et des Caraïbes a été organisé par CGLU et FLACMA à Cochabamba (Bolivie) (<http://www.flacma.lat/taller-de-formacion-de-formadores-cochabamba-bolivia-jun2017/>) ; et diverses réunions se sont tenues en 2018 : une réunion de FLACMA à nouveau au Chili (<https://www.achm.cl/index.php/noticias/item/949-autoridades-locales-de-america-latina-participan-en-taller-de-objetivos-de-desarrollo-sostenible>) ; Mercociudades à Córdoba, Argentine (<https://mercociudades.org/taller-en-cordoba-avanza-en-localizacion-de-los-ods>) ; l'UCCI à San José au Costa Rica (<https://ciudadesiberoamericanas.org/san-jose-prepara-la-xviii-asamblea-general-de-la-ucci/>). La plateforme CORDIAL travaille à promouvoir une formation virtuelle : « Villes, action extérieure et coopération dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) », en coordination avec la Coopération andalouse (Espagne) (<http://portal.mercociudades.net/node/6990>).
61. Initiative DELGEN (Développement économique local et genre), promue par la Fédération canadienne des municipalités (FCM), l'Union ibéro-américaine des municipalités (UIM), l'organisation We Effect, le Centre de recherche de l'Université de Florence (laboratoire ARCO), l'Institut basque pour les femmes (Emakunde), l'Union des universités d'Amérique latine et des Caraïbes (UDUAL) et PNUD, cités par la CEPAL (2019), p. 59.
62. Organisé conjointement par FLACMA/Mercociudades/CORDIAL et la Confédération des municipalités brésiliennes, avec le soutien de CGLU.
63. Pour plus d'informations, voir : <http://ods.cnm.org.br/parcerias#faseDois>
64. Pour plus d'informations, voir : <http://ods.cnm.org.br/>. La formation a été suivie par 100 secrétaires municipaux de 70 municipalités. Voir également : <http://cnmqualifica.cnm.org.br>. Pour le *Guide d'intégration des ODD dans les municipalités brésiliennes*, voir : <https://www.cnm.org.br/biblioteca/exibe/2855>. Le guide a été élaboré avec l'appui du PNUD-ART en 2017. Il offre des ressources méthodologiques visant à faciliter l'alignement des plans municipaux 2018-2021 avec l'Agenda 2030. C'est un outil destiné principalement aux responsables municipaux. Voir également : *Mobilidade Urbana e os ODS, Os Objetivos de Desenvolvimento Sustentável e a Nova Agenda Urbana*.
65. Entretien avec Ary Jose Banazzi, maire de Sao Leopoldo et président d'ABM, réalisé le 14 février 2019.
66. Pour plus d'informations, voir : <http://ungl.or.cr/comunicados/costa-rica-primer-pais-del-mundo-en-firmar-pacto-nacional-por-los-objetivos-de>.
67. Informations tirées du questionnaire CGLU-GTF sur La Localisation des ODD et de l'Agenda 2030, complété par l'UNGL.
68. Des ateliers ont également été organisés : en avril 2018 sur l'ODD 11 et en décembre 2018 sur le thème « Démocratie, développement et territoire : contribution stratégique de la population locale à l'Agenda 2030 ». Voir : <http://fundaciondemuca.com/index.php/actualidad/publicacion/foro-organizado-por-demuca-analiza-contribucion-estrategica-desde-lo-loc>.
69. De plus amples renseignements sur les activités de l'association sont disponibles en ligne : <https://www.conferenciademunicipios.mx/>.
70. Voir : <https://amevirtualcapacitacion.gob.ec/eva/>.
71. Pour plus de renseignements, voir : <https://www.uclg.org/en/media/news/amazonian-municipalities-sdg-15-life-land>.
72. Pour plus de renseignements, voir : <http://fedomu.org.do/2018/01/31/fedomu-participa-en-bureau-ejecutivo-flacma-celebrado-en-chile/>.
73. Pour plus de renseignements, voir : <https://www.achm.cl/index.php/capacitaciones/item/1166-escuelas-de-capacitacion-municipal-verano-2019-municipios-ciudadania-y-desarrollo-local-arica-puerto-varas-ancud-puerto-natales-y-santiago-21-al-25-de-enero-2019>.
74. Pour plus d'informations, voir : <http://anam.org.gt/LAIP/anam/wp-content/uploads/2019/02/ANAM-5-2018-POA.pdf>.
75. PNUD (2019), *SDG Caravan in Venezuela: Local Dialogues for Development*.
76. CNCPs (2017), *Informe ODS de Provincias 2017, Proceso de Adaptación*. Présidence de la République d'Argentine.
77. OCDE, *Première Table ronde de l'OCDE sur les villes et les régions pour les Objectifs de développement durable*, 7 mars 2019. Pour plus d'informations, voir : <http://prensa.cba.gov.ar/informacion-general/cordoba-presento-su-modelo-de-gestion-comprometido-con-objetivos-de-desarrollo-sostenible/>.
78. Pour plus d'informations, voir : <https://www.santafe.gov.ar/index.php/web/content/view/full/205735>.
79. Voir : <http://www.mx.undp.org/content/mexico/es/home/presscenter/articles/2019/03/localizacion-de-la-agenda-2030-en-el-ambito-subnacional-.html>.
80. PNUD (2019), *Localización de la Agenda 2030 en México, Sistematización de la instalación y operacionañización de los Órganos de Seguimiento e Instrumentación de la Agenda 2030*, Ville de Mexico.
81. CONPES (2017), *Inclusión de los ODS en los planes de desarrollo territoriales 2016-2019*.
82. Espace de débat de la société civile pour le suivi de l'Agenda 2030 au Mexique (2018), *Informe Luz Del Espacio de Articulación de La Sociedad Civil Para El Seguimiento de La Agenda 2030 En México*.
83. Voir : <http://odsterritorioecuador.ec/wpcontent/uploads/2017/11/2da-reunion-Grupo-de-Pensamiento-Estrategico-Nacional-sobre-ODS.pdf> ; et <https://odsterritorioecuador.ec/wp-content/uploads/2018/09/CONGOPE.pdf>.
84. Pour plus de détails, consulter : <https://odsterritorioecuador.ec/>.
85. Questionnaire CGLU-GTF, avril 2018.
86. Voir : <https://nacoesunidas.org/pnud-divulga-objetivos-globais-sobre-desenvolvimento-sustentavel-no-oeste-do-parana/> ; <http://ods.cnm.org.br/noticia/53659> ; <http://www.bomdespacho.mg.gov.br/wp-content/uploads/2018/01/PPA-2018-2021.pdf> ; <http://www.amupe.org/2018/desenvolvimento-sustentavel-pauta-discussoes-do-5o-congresso-pernambucano-de-municipios/> ; http://www.br.undp.org/content/brazil/pt/home/presscenter/articles/2018/_projeto-ods-piaui-e-lancado-em-teresina.html ; <http://www.fabriciano.mg.gov.br> ; <http://www.jaguariuna.sp.gov.br/atendimento/cidades-sustentaveis> ; <http://www4.planalto.gov.br/ods/noticias/usp-assina-termo-de-cooperacao-com-a-prefeitura-de-sao-bernardo> ; <http://semplan.teresina.pi.gov.br/agenda-2030-lancamento/> ; <https://ufpi.br/ultimas-noticias-ufpi/30667-agenda-teresina-2030-inteligente-sustentavel-e-resiliente-6>.
87. Voir : https://issuu.com/agenda2030barcelona/docs/agenda_2030_barcelona.
88. Plus d'informations sur : https://municipios.odsargentina.gob.ar/noticias-individual.php?id_noticia=75.

03 Amérique latine et Caraïbes — Notes

89. Plusieurs actions ont été menées pour la réalisation des ODD 11 et 16 (logement, Villa 31, espaces verts, écomobilité, réduction de la consommation d'énergie) et différents supports ont été élaborés pour les ODD 3, 4, 5, 10. Conseil national de Coordination des politiques sociales, *Manual Para La Adaptación Local de Los Objetivos de Desarrollo Sostenible: Desafíos Para La Adaptación a Nivel Local*.
90. PNUD (2019), *Localization of the Agenda 2030 in Mexico. Systematization of the Installation and Operationalization of the Follow-up and Instrumentation Bodies of the Agenda 2030*, Ville de Mexico.
91. Équateur (2018), *Examen Nacional Voluntario Ecuador 2018*, p. 24 ; questionnaires CGLU-GTF. Le projet « Ceinture verte de Cuenca » lancé en 2014 est cité comme étant au stade de la mise en œuvre à Cuenca.
92. Voir : <https://www.localizingthesdgs.org/index.php>.
93. Lancé par le PNUD, avec le soutien financier du Gouvernement des îles Baléares et du Conseil municipal de Madrid en Espagne. Voir : <http://www.bo.undp.org/content/bolivia/es/home/projects/territorializacion-de-los-objetivos-de-desarrollo-sostenible.html>.
94. Ces informations sont également basées sur la réponse du SEGEPLAN au questionnaire CGLU-GTF sur la localisation des ODD. Plus d'informations en ligne : <http://www.salcaja.gob.gt/>.
95. Pour plus d'informations sur San Pedro La Laguna, voir : <https://www.youtube.com/watch?v=HF8GL0BKq9M>.
96. Pour plus d'informations sur ce programme, consultez la page suivante : <https://tinyurl.com/y26ry65a>.
97. Pour plus de renseignements sur ce plan, consultez le site Web suivant : <https://tinyurl.com/y5b4dd47>.
98. Selon leurs caractéristiques (population, revenu par habitant, population vivant dans l'extrême pauvreté et IDH), les municipalités ont été divisées en sept groupes afin d'adapter les objectifs à la réalité. Voir : <https://www.cnm.org.br/biblioteca/download/3575/> ; https://www.uclg.org/sites/default/files/el_mandala_ods.pdf.
99. Voir : <http://ods.cnm.org.br/noticia/55992>.
100. Pour plus d'informations, voir : <https://www.medellincomovamos.org/medellin-hacia-donde-vamos>.
101. Pour plus de détails, voir : <http://redcomovamos.org/ciudades-como-vamos> ; <http://www.bogotacomovamos.org>.
102. Voir : <https://ods.gov.co/es/departamentos> ; <https://terridata.dnp.gov.co/#/>.
103. Voir : <https://www.cepal.org/en/publications/43439-second-annual-report-regional-progress-and-challenges-relation-2030-agenda>.
104. Pour plus d'informations, voir : https://issuu.com/uclgclg/docs/towards_the_localization_of_the_sdg.
105. Pour plus de détails, voir : http://www.iclei.org/fileadmin/PUBLICATIONS/Case_Studies/ICLEI_cs_203_Medellin_EcoMobility.pdf.
106. Voir : <http://100resilientcities.org/strategies/mexico-city>.
107. Pour plus d'informations, voir : <https://www.itdp.org/2018/06/29/fortaleza-brazil-wins-2019-sta>.
108. Voir : https://issuu.com/uclgclg/docs/towards_the_localization_of_the_sdg.
109. CEPAL (2019), *doc. cit.*, p. 207.
110. Forum international des Transports (2017), *Benchmarking Road Safety in Latin America*.
111. CEPAL (2018), *doc. cit.*
112. Pour plus d'informations, voir : <http://www.nrg4sd.org/interview-with-jalisco>.
113. CEPAL (2018), *doc. cit.*
114. Voir : <https://policytransfer.metropolis.org/case-studies/zero-waste-program>.
115. Sonia Dias (2011), *Integrating Informal Workers into Selective Waste Collection: The Case of Belo Horizonte*, Brésil.
116. Voir : http://www.guangzhouaward.org/award_d.aspx?CatId=289&newsid=1392.
117. Voir aussi : <https://www.santafe.gov.ar/index.php/web/content/view/full/215998/> (subtema)/202790.
118. Voir : <https://www.santafe.gov.ar/index.php/web/content/view/full/224309/> (subtema)/202790.
119. Voir : <http://www.conquito.org.ec/tag/agrupar>.
120. Voir : <http://www.agroazuay.ec>.
121. Pour plus de détails, voir : <https://gobiernoabierto.carchi.gob.ec/es/news/428>.
122. Ariel Martínez (2018), *Iniciativas de Alimentación Responsable y Sostenible: Identificación de Buenas Prácticas*.
123. Pour plus d'informations, voir : <https://www.santafe.gov.ar/index.php/web/content/view/full/215582/> (subtema)/112065.
124. Voir : <https://agrifam.misiones.gob.ar>.
125. Voir : <http://www.agriurbanariosario.com.ar>.
126. Pour plus de détails, voir : <https://newcities.org/battle-food-sustainability-will-won-lost-cities>.
127. Ricardo Jordán, Luis Rifo et Antonio Prado (2017), *Desarrollo Sostenible, Urbanización y Desigualdad En América Latina y El Caribe*.
128. L'indice de risque climatique indique les niveaux d'exposition et de vulnérabilité aux événements extrêmes, afin que les pays soient en mesure de se préparer à des événements plus fréquents et/ou plus graves à l'avenir. Pour plus de détails, voir : www.germanwatch.org.
129. Les quartiers de Los Pinos et de Villa Nuevas sont deux des plus importants établissements humains de Tegucigalpa.
130. Voir : <https://www.100resilientcities.org/cities>.
131. Voir : <http://santafeciudad.gov.ar/blogs/reserva>.
132. Voir : <https://policytransfer.metropolis.org/case-studies/siata-early-warning-system-of-the-aburra-valley>.
133. Voir : <http://www.100resilientcities.org/cali-presenta-su-estrategia-de-resiliencia>.
134. Voir : <http://www.defesacivil.pr.gov.br/modules/conteudo/conteudo.php?conteudo=293>.
135. CGLU et GTF (2018), *Towards the Localization of the SDGs*.
136. Pour plus de détails, voir : https://www.c40.org/case_studies/cities/100-rio-de-janeiro-input-and-collaboration-shape-resilience-strategy.
137. BID (2018), *Sustainability Report 2018*.
138. Voir : https://scielo.conicyt.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0250-71612006000200002.
139. Regions4 (2017), *Localizing the SDGs Regional Governments Paving the Way*.
140. Voir : <http://www.nrg4sd.org/interview-with-congope>.
141. Pour plus d'informations, voir : <http://www.nrg4sd.org/interview-state-goias>.
142. Voir : <http://www.nrg4sd.org/interview-with-jalisco>.
143. Consulter le site : <http://www.nrg4sd.org/members-in-action-jalisco-womens-project-las-chiquihuitas>.
144. Voir : <http://ssamataatlantica.com/portfolio/caravana-da-mata-atlantica-3>.
145. Pour plus d'informations, voir : <https://www.tlajomulco.gob.mx/prensa/tlajomulco-nombra-al-primer-fiscal-ambiental-del-pais>.
146. Jordán, Rifo et Prado (2017), *doc. cit.*
147. *Ibid.*
148. *Ibid.*
149. Avec, toutefois, des niveaux d'inégalités différents selon les villes. Les capitales les plus égalitaires sont Lima, Caracas, Montevideo et La Paz ; les plus grandes inégalités sont observées à Saint-Domingue et dans les trois principales villes du Brésil et de Santiago.
150. CEPAL (2018), *doc. cit.*
151. Jordán, Rifo et Prado (2017), *doc. cit.*
152. Voir : http://www.guangzhouaward.org/award_d.aspx?CatId=114&newsid=43.
153. CGLU (2016), *Public Space Policy Framework*.
154. Voir : <https://use.metropolis.org/case-studies/costa-rica-heredia-neighbourhood-improvement>.
155. Voir : <https://use.metropolis.org/case-studies/the-urbanization-of-villa-31-an-informal-settlement-in-buenos-aires>.

156. Le site officiel de la coalition (en espagnol) est accessible en suivant ce lien : <http://coalicionlac.org/> – Vous trouverez plus d'informations sur le cadre élargi des coalitions régionales de villes de l'UNESCO en suivant ce lien : <http://www.unesco.org/new/en/social-and-human-sciences/themes/fight-against-discrimination/coalition-of-cities/>.
157. ONU-Eau (2018), *Sustainable Development Goal 6 Synthesis Report on Water and Sanitation*.
158. CEPAL (2018), *doc. cit.*
159. Kara L. Nelson et John Erickson (2016), *Intermittent Supply in the Context of Efforts to Improve Piped Drinking Water Supply in Latin America and the Caribbean: Lessons from a Case Study in Arraiján, Panama*.
160. Pour plus d'informations, voir : <https://www.old.metropolis.org/news/2018/water/sanitation>.
161. BID (2018), *Comissão Do Processo Regional Região: América*.
162. *Ibid.*
163. Voir : <http://www.aguas.org.mx/sitio/index.php/blog/noticias/item/1278-finaliza-el-programa-de-agua-y-saneamiento-del-valle-de-la-sabana-en-mexico-tras-5-anos-y-47-m-de-inversion>.
164. BID (2018), *doc. cit.*
165. Voir : <https://www.iagua.es/noticias/aecid/cooperamos-hacer-realidad-derechos-mujeres-y-ninas>.
166. *Ibid.*
167. Voir : <https://www.fundacionaquae.org/proyecto-unicef-fundacion-aquae-en-la-amazonia-peruana>.
168. CEPAL (2018), *Sustainability Report 2018*.
169. Eduardo Rojas et al. (2019), *Local Governments and Housing Policies in Latin America*.
170. BID (2018), *doc. cit.*
171. Voir : bit.ly/32g7P9Q.
172. Voir : <https://gestaourbana.prefeitura.sp.gov.br/marco-regulatorio/plano-diretor>.
173. Voir : <http://www.cba.gov.ar/programa-vivienda-semilla>.
174. Jordán, Rifo et Prado (2017), *doc. cit.*
175. Jorge Rodríguez Vignoli (2017), *Efectos de La Migración Interna Sobre El Sistema de Asentamientos Humanos de América Latina y El Caribe*. Révision par la CEPAL.
176. Au niveau international, le nombre de Latino-Américains qui ont quitté leur pays est passé de 26 millions en 2000 à 30 millions en 2010 (soit 4 % de la population totale). CEPAL (2018), *doc. cit.*
177. Voir : <https://theconversation.com/refugees-from-venezuela-are-fleeing-to-latin-american-cities-not-refugee-camps-103040>.
178. Voir : https://www.iom.int/sites/default/files/press_release/file/Mechelen-Declaration-final.pdf.
179. Voir : <http://theconversation.com/refugiados-venezolanos-inundan-las-ciudades-latinoamericanas-103968>.
180. Voir : <http://www.bogota.gov.co/temas-de-ciudad/gobierno-seguridad-y-convivencia/que-esta-haciendo-la-alcaldia-por-los-venezolanos-en-bogota>.
181. Alors qu'elle compte 9 % de la population mondiale, l'Amérique latine représente 33 % des homicides, soit un taux d'homicide de plus de 22 pour 100 000 habitants. Laura Jaitman et al. (2015), *The Welfare Costs of Crime and Violence in Latin America and the Caribbean*.
182. Voir : <http://www.seguridadjusticiapaz.org.mx>.
183. Jordán, Rifo et Prado (2017), *doc. cit.*
184. Presidência da República (2018), *Relatório Da 1a Edição Do Prêmio ODS Brasil*.
185. Pour plus d'informations, voir : t.ly/MZyy1.
186. Jordán, Rifo et Prado (2017), *doc. cit.*
187. CEPAL (2017), *Panorama Social de América Latina*.
188. Le travail non rémunéré des femmes à Mexico représente en moyenne 39,76 heures par semaine, tandis qu'il équivaut à 15,61 heures chez les hommes. À Montevideo, une femme sur trois prend soin des autres membres du ménage, alors que, chez les hommes, cette proportion est de un sur cinq. L. Pérez Frago (2016), « ¿Quién cuida en la ciudad? Oportunidades y propuestas en la Ciudad de México », *Série Asuntos de Género*. – Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (2016) ; K. Batthyány (2016), « ¿Quién cuida en la ciudad? Oportunidades y propuestas en Montevideo (Uruguay) », *Série Asuntos de Género*.
189. Voir : <http://www.sistemadecuidados.gub.uy/107942/pequenas-localidades>.
190. Voir : <https://policytransfer.metropolis.org/case-studies/using-safetipin-to-build-safer-cities-for-women>.
191. Presidência da República (2018), *doc. cit.*
192. Voir : <http://obs.agenda21culture.net/en/good-practices/rosario-matter-heart-reasons-play-and-not-lose-habit>.
193. Voir : <http://obs.agenda21culture.net/en/good-practices/network-community-culture-groups-youth-tamaulipas>.
194. Voir : http://www.guangzhouaward.org/award_d.aspx?Catelid=111&newsid=37.
195. Voir : <http://obs.agenda21culture.net/en/good-practices/medellin-cultural-policy-2002-2014-public-and-sustainable-cultural-project>.
196. Voir : <http://obs.agenda21culture.net/en/good-practices/curitiba-citizen-cultural-participation-programme>.
197. Voir : <http://culturavivacomunitaria.munlima.gob.pe/index.php/programa-cultura-viva-mml>.
198. Voir : <https://policytransfer.metropolis.org/case-studies/sacude>.
199. Voir : <http://obs.agenda21culture.net/en/good-practices/concepcion-cultural-strategic-plan>.
200. Voir : <http://obs.agenda21culture.net/en/good-practices/culture-and-citizens-connected-public-space-canoas>.
201. Voir : <http://obs.agenda21culture.net/en/good-practices/bogota-inhabiting-community-culture>.
202. Voir : <http://www.biblored.gov.co/nosotros>.
203. Voir : <http://obs.agenda21culture.net/en/good-practices/cultural-policy-canton-belen>.
204. CEPAL (2018), *doc. cit.*
205. Voir : <https://www.rafaela.gov.ar/nuevo/Programas-detalle.aspx?s=175&i=30>.
206. Voir : https://www.prefeitura.sp.gov.br/cidade/secretarias/desenvolvimento/mei/informacoes_gerais/index.php?p=20463.
207. Deusto Business School et Global Entrepreneurship Monitor (2018), *Emprendimiento Juvenil En Iberoamérica*.
208. Banque mondiale (2012), *The Labor Market Story Behind Latin America's Transformation*.
209. Carlo Ferraro et Sofia Rojo (2018), *Políticas de Desarrollo Productivo en El Estado de Jalisco, Mexico*.
210. Voir : <http://www.redadelco.org/proyectos/cet>.
211. Division de la Planification et du Développement (2014), *Estrategia Regional de Innovación Región de Valparaíso 2014-2020*.
212. Voir : <http://www.forodel.org>.
213. Voir : https://www.oecd.org/countries/cuba/CUBA_PADIT.pdf.
214. Jordán, Rifo et Prado (2017), *doc. cit.*
215. *Ibid.*
216. Voir : http://scielo.sld.cu/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S2306-91552017000100011.
217. Voir : https://www.oecd.org/countries/elsalvador/EL_SALVADOR_Valle_del_Jiboa.pdf.
218. Voir : https://www.oecd.org/countries/colombia/COLOMBIA_Mi_finca_mi_empresa.pdf.
219. Voir : <https://rimisp.org/contenido/acerca-del-proyecto-7/>.
220. Voir : www.redadelco.org/wp-content/uploads/2018/03/PPT-TCSP.pdf.
221. OCDE, CAF et CEPAL (2018), *Perspectivas Económicas de América Latina 2018: Repensando Las Instituciones Para El Desarrollo*.

03 Amérique latine et Caraïbes — Notes

222. Pour plus d'informations sur WIEGO, voir : <http://français.wiego.org/propres-de-leconomie-informelle/statistiques-et-economie-informelle/portrait-statistique/>.
223. CEPAL (2016), *Horizontes 2030: La Igualdad En El Centro Del Desarrollo*.
224. Voir : <https://www.santafe.gov.ar/index.php/web/content/view/full/111800/subtema/93764>.
225. OCDE, CAF et CEPAL (2018), *doc. cit.*
226. Voir : <https://mercociudades.org/canoas-recibe-premio-internacional-de-participacion-ciudadana>.
227. Voir : <https://buenaspracticas.rosario.gov.ar/proyecto/1755/hacia-un-gobierno-abierto-el-proceso-de-adaptacion-del-ods-16-en-la-ciudad-de-buenos-aires/>.
228. Voir : <http://obs.agenda21culture.net/en/good-practices/curitibas-citizen-cultural-participation-programme>.
229. Voir : <https://ciudadesiberoamericanas.org/san-salvador-firma-un-acuerdo-con-madrid-para-crear-su-plataforma-de-participacion-ciudadana>.
230. Selon Latinobarómetro (www.latinobarometro.org), les principaux problèmes des citoyens mentionnés dans les enquêtes (20 000) sont : les problèmes économiques (35 %), la violence et la délinquance (22 %), les problèmes politiques (9 %), la corruption (9 %), l'éducation (5 %) et la santé (4 %). Toutefois, au niveau municipal, les principaux problèmes sont la délinquance et la violence (27 %), les problèmes économiques (20 %), les services publics de base (8 %), la santé et la drogue (7 %) et les problèmes politiques (3 %). La corruption n'est pas mentionnée.
231. Voir : <http://igob247.lapaz.bo>.
232. Veeduría Distrital (2018), *Informe de Resultados de La Aplicación de La Herramienta de Seguimiento a La Gestión Pública Local de La Vigencia 2017*.
233. Voir : <https://policytransfer.metropolis.org/case-studies/barrio-digital>.
234. Voir : <http://mi.quito.gob.ec>.
235. Voir : <http://mimedellin.org>.
236. Voir : <https://bogotaabierta.co>.
237. OCDE, CAF et CEPAL (2018), *doc. cit.*
238. *Ibid.*
239. *Ibid.*
240. Voir : http://www.mx.undp.org/content/mexico/es/home/operations/projects/democratic_governance/cumplimiento-de-los-ods-en-mexico---gobierno-abierto.html.
241. Voir : <https://www.thedialogue.org/analysis/smart-cities-in-latin-america-and-the-caribbean>.
242. CEPAL (2018), *doc. cit.*
243. Jonathan Woetzel et al. (2018), *Smart Cities: Digital Solutions for a More Liveable Future*.
244. Mauricio Bouskela et al. (2016), *The Road toward Smart Cities: Migrating from Traditional City Management to the Smart City*.
245. Voir : <https://blogs.iadb.org/ciudades-sostenibles/en/shaping-smart-cities-in-latin-america-and-the-caribbean>.
246. OCDE, CAF et CEPAL (2018), *Perspectivas Económicas de América Latina 2018: Repensando Las Instituciones Para El Desarrollo*.
247. Unité d'économie intelligente, BID (2017), *The 2017 Infrascope: Evaluating the Environment for Public-Private Partnerships in Latin America and the Caribbean*.

04 Asie-Pacifique — Notes

1. Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations unies (ONU-DAES), *World Urbanization Prospects. The 2018 Revision*.
2. ONU-DAES. Ce chiffre exclut les pays appartenant aux régions MEWA et Eurasie, selon la définition de CGLU.
3. ONU-Habitat (2015), *Local Economic Development*, Document d'analyse 12 d'HABITAT III, New York, p. 2.
4. ONU-DAES (2018), *World Urbanization Prospects, The 2018 Revision* ; CGLU (2016), *Co-Créer le futur urbain, doc. cit.*
5. ONU-Habitat et ONU-CESAP (2015), *The State of Asian and Pacific Cities 2015: Urban transformations Shifting from quantity to quality*, Nairobi, Kenya, ONU-Habitat.
6. USAID (2010), « Risk Assessment in Cities », in *Urban Governance and Community Resilience Guides*, Washington D.C., p. 64.
7. ONU-CESAP (2019), *Asia and the Pacific SDG Progress Report 2019*, Bangkok, p. 9.
8. *Ibid.*
9. Bertelsmann, Stiftung et Sustainable Development Network Solutions (2019), *SDG Index and Dashboard Report 2018*.
10. Banque asiatique de développement (2017), *Meeting Asia's Infrastructure Needs* ; ONU-CESAP (2019), *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2019*.
11. Pytrik Dieuwke Oosterhof (2018), « Localizing the SDGs to Accelerate Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development, The current State of SDGs Localization in Asia and the Pacific », *The Governance Brief, Issue 33* ; CGLU et GTF (2017), « National and Sub-National Governments on the Way towards the Localization of the SDGs », Rapport des gouvernements locaux et régionaux au FPHN, Barcelone.
12. Australie, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Corée (République de), Fidji, Inde, Indonésie, Japon, Kiribati, Laos, Malaisie, Maldives, Nauru, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Palaos, Philippines, Samoa, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Timor oriental, Tonga, Vanuatu et Vietnam.
13. ONU-CESAP (2019), *Institutional mechanisms for SDGs coordination in Asia and the Pacific Voluntary National Reviews*.
14. Bingqin Li, Sen Gong et Qiu Shen (2016), *Mapping Alignment of the 13th FYP (2016-2020) with the SDGs (2016-2030)*.
15. Ministère des Affaires étrangères du Japon (2017), *The 2030 Agenda for Sustainable Development and Japan's Implementation*.
16. La cartographie a conclu que 94 cibles étaient alignées sur le Plan de développement à moyen terme et que 85 des 319 indicateurs nationaux étaient directement alignés sur les indicateurs des ODD.

17. Le gouvernement de Nouvelle-Zélande a adopté un Cadre des niveaux de vie, qui se focalise sur la mesure et l'analyse des dynamiques de bien-être intergénérationnel selon douze critères.
18. PNUD (2017), *United Nations Pacific Strategy 2018-2022: A Multi-country Sustainable Development Framework in Asia Pacific Region*, Samoa.
19. ONU-CESAP (2018), *Report of the Fifth Asia-Pacific Forum on Sustainable Development*.
20. CGLU et GTF (2018), *Towards the Localization of the SDGs* ; CGLU et GTF (2019), *Towards the Localization of the SDGs*, Rapport des gouvernements locaux et régionaux au FPHN ; Shom Teoh (2018), « Early Views of ASEAN's 'Frontrunner Cities' on the Sustainable Development Goals (SDGs) and Local Data Management », Bangkok.
21. Les pays où les gouvernements locaux ont participé dans une certaine mesure à la consultation sont : Australie, Bhoutan, Japon, Indonésie (mais pas via leurs associations), Kiribati, Népal, Nouvelle-Zélande, Palaos, Philippines, Timor oriental et Vanuatu. La participation dans certains pays a été limitée (un atelier ou une réponse à un questionnaire). Aux Philippines, la Ligue of Cities a participé à l'échange national sur les ODD, mais de façon informelle. Elle n'est pas impliquée dans la rédaction et n'est pas reconnue comme partie prenante (questionnaire CGLU-GTF de 2019). En République de Corée, la ville de Séoul a participé partiellement au processus de préparation de l'ENV. Au Pakistan, des consultations ont été menées par les OSC avec l'implication du niveau provincial, mais pas du district. Les Associations de conseils locaux du Baloutchistan, de Sindh et de Khyber Pakhtunkhwa, ont signalé ne pas y avoir participé (CGLU, *ibid.*). En Inde, la participation a été limitée aux gouvernements des États. Au Vietnam, la participation a été limitée à la présentation de l'ENV une fois celui-ci achevé. Au Cambodge, le gouvernement a fourni des directives aux gouvernements locaux pour apporter leurs contributions pour l'ENV de 2019.
22. ENV, Questionnaires de CGLU-GTF.
23. ONU-CESAP (2018), *Report of the Fifth Asia-Pacific Forum on Sustainable Development* ; ONU-CESAP (2019), *Report of the Sixth Asia-Pacific Forum on Sustainable Development*, pp. 27-29.
24. Pour les décennies précédentes, voir les rapports GOLD I, II et III.
25. Le projet actuel reconnaît quatorze régions administratives. Les provinces se trouvant en dessous de la région pourraient disparaître. Le gouverneur des régions pourrait être nommé, tandis que les conseils régionaux seraient élus. Il est également proposé de faire fusionner les municipalités et de mettre un terme aux villages. Les organisations de gouvernements locaux appellent à respecter l'actuel Code des gouvernements locaux.
26. Cities Alliance et CGLU ASPAC (2018), *Cities Enabling Environment Rating: Assessment of the Countries in Asia and the Pacific*. Cette évaluation identifie différents domaines clés qui favorisent un environnement propice aux gouvernements locaux dans toute la région : les cadres juridiques et constitutionnels, la démocratie et la gouvernance locale, l'autonomie financière, la capacité locale, la transparence et la participation citoyenne, les performances des gouvernements locaux, la stratégie urbaine et la gouvernance environnementale et du changement climatique. Pour plus de détails, voir : <https://www.citiesalliance.org/resources/knowledge/cities-alliance-knowledge/city-enabling-environment-rating-assessment-countries>
27. Aux Philippines, par exemple, les services d'éducation, de santé, d'agriculture et des affaires sociales, dépendent et rendent toujours compte aux bureaux nationaux/régionaux (questionnaire de CGLU-GTF de 2019).
28. Le Vanuatu a adopté la Loi de la décentralisation et la Politique de la décentralisation 2017-2027. Aux Fidji, les administrations locales sont nommées depuis le coup d'État militaire de 2006.
29. Lina Sonne et Anar Bhatt (2015), *Local Economic Development in South Asia*, Londres. Selon l'Indice 2014-2015, les États de Kerala, Sikkim, Karnataka, Maharashtra et Himachal Pradesh, sont les États avec une meilleure note sur la décentralisation, tandis que ceux de Jammu, Kashmir, Arunachal Pradesh, Manipur, Bihar et Jharkhand, se trouvent au bas du classement. Alors que les *Zila Parishads* (ou Conseils de district) ont des conseillers élus, un président et un vice-président, leurs systèmes administratifs sont dirigés par un directeur général ou magistrat de district, qui est soit un fonctionnaire des services de l'administration indienne soit un fonctionnaire des services civils d'État.
30. Matthew Arnold et al. (2015), *Municipal Governance in Myanmar: an overview of development affairs organizations*, Yangon. De par sa Constitution, le Myanmar est un État unitaire, mais des dispositions fédérales sont en cours de discussion dans le cadre des conférences de paix.
31. Bien que la structure de gouvernance au Bangladesh soit décentralisée et qu'il existe des autorités locales ayant des pouvoirs et responsabilités définis, le gouvernement central contrôle toutes les activités entreprises par les autorités locales y compris jusqu'au niveau des *Parishads* (Conseils de district) et des *Pourshavas*. La division Gouvernement local au sein du ministère des Gouvernements locaux, du Développement rural et des Coopératives, formule toutes les politiques et législations réglementant et supervisant les gouvernements locaux et assurant la reddition des comptes.
32. Le 18^e amendement constitutionnel voté en 2010 a accru l'autonomie des quatre provinces et décentralisé la gouvernance locale du niveau fédéral au niveau des provinces. Les gouvernements provinciaux détiennent l'autorité de suspendre ou destituer les chefs des gouvernements locaux élus, ils contrôlent la majorité des flux de financement des gouvernements locaux.
33. Le Timor oriental dispose d'une structure de gouvernance à trois niveaux avec : un gouvernement central, des communes et des districts (au total 12 de ces structures plus une région administrative spéciale), et des villages (avec 442 conseils de *suco*). Les assemblées locales sont élues mais les instances exécutives sont nommées. La plupart des gouvernements locaux, en particulier les *sucos*, manquent de soutien.
34. Avant les élections, le gouvernement central supervisait les activités menées par les gouvernements locaux au travers de représentants présents à chaque niveau. Le Président désigne un gouverneur pour chaque province. De plus, il existe des conseils provinciaux élus avec un président et un vice-président élus parmi les membres, désignés lors d'un vote majoritaire. Depuis le 13^e amendement de la Constitution, les pouvoirs des gouvernements locaux sont attribués aux Conseils provinciaux.
35. Aux Maldives, la Constitution révisée a été ratifiée en août 2008 et comprend un chapitre intitulé « Administration décentralisée ». De plus, la Loi de décentralisation de 2010 définit trois types d'institutions à mettre en place : les Conseils locaux (conseils de la ville, de l'atoll et de l'île), les Comités développement des femmes et les Autorités de gouvernement local. Les fonctions décentralisées sont gérées par un Conseil élu. La décentralisation fiscale est encore dans le processus de mise en œuvre.
36. Aux Tonga, il n'existe pas d'autonomie locale, pas plus qu'il n'existe de compétence de levée d'impôts, ni de définition des budgets à l'échelle locale. Cependant, 23 districts et 155 fonctionnaires de ville sont élus par scrutin populaire et rendent compte au bureau du Premier ministre. Les 14 régions de Nauru sont chacune dirigées par des représentants désignés du gouvernement. Les chefferies traditionnelles restent d'importantes composantes de la gouvernance locale dans des pays tels que les Fidji ou les Palaos. Aux Fidji, les leaders traditionnels dirigent les quatorze Conseils provinciaux élus par le peuple indigène *Itukei*, tandis que les administrations locales sont nommées depuis le coup d'État militaire en 2006. Les seize États des Palaos disposent chacun de leurs propres gouvernements locaux, qui comprennent des législateurs locaux, des gouverneurs, des chefferies traditionnelles, des anciens et des clans, conformément à leurs Constitutions respectives.

04 Asie-Pacifique — Notes

37. Pour en savoir plus, consulter (en anglais) : <https://frontiermyanmar.net/en/yangons-election-a-democratic-milestone> et <https://www.idea.int/news-media/news/reforming-municipal-elections-myanmar>.
38. ONU-CESAP, Banque asiatique de développement et PNUD (2019), *Accelerating progress: An empowered, inclusive and equal Asia and the Pacific*, p. 12.
39. Indonésie (2019), *Indonesia Voluntary National Review 2019*, p. 165.
40. Les Philippines (2019), *The Philippines Voluntary National Review 2019*.
41. Près de 432 000 sont des collectivités locales (communes urbaines et rurales), 4 300 sont des gouvernements intermédiaires (provinces et comtés) et 655 sont des gouvernements régionaux (États fédéraux, provinces et régions).
42. En 2019, la Chine a adopté un décret sur la gestion des divisions administratives pour favoriser l'intégration urbaine et la coordination entre zones rurales et urbaines avec des divisions administratives.
43. Les principales sources de cette section sont : OCDE et CGLU (2019), *World Observatory of Subnational Governments Finances and Investments* ; Peter J. Morgan et Long Q. Trinh, (2016), *Frameworks for Central-Local Government Relations and Fiscal Sustainability*, document de travail de l'ADB, n° 605, Institut de la Banque asiatique de développement (ADB), Tokyo.
44. Au Népal le processus de fédéralisation est trop récent.
45. Nouvelle-Zélande : 4,4 % et 4,3 % du PIB pour les dépenses et les recettes respectivement ; 3,1 % et 3,8 % pour les Philippines ; 4 % et 4,1 % en Thaïlande.
46. En Chine, les collectivités territoriales représentent 72 % du total des recettes publiques (18,2 % du PIB). Au Vietnam, ce ratio est de 46 % (11 % du PIB).
47. Le Japon a révisé la législation sur le financement local en 2015 afin de renforcer la discipline fiscale des collectivités territoriales (Politique de base sur la gestion et les réformes économiques et fiscales). En 2016, la Chine a annoncé une grande réforme fiscale pour s'attaquer au décalage de longue date dans les recettes et les dépenses entre différents niveaux de gouvernement, une réforme qui doit être achevée d'ici à 2020, par l'intermédiaire d'une Loi relative au financement des différents niveaux de gouvernement. De la même façon, dans le cadre du Programme 2017-2018 de décentralisation, le ministère sud-coréen de l'Intérieur et de la Sécurité a annoncé des plans pour accroître le taux d'impôts locaux par rapport aux impôts nationaux de 40 %-60 % sur le long terme. En 2016, le gouvernement coréen a lancé un système de suivi budgétaire fondé sur les performances. L'Indonésie a transféré des responsabilités clés aux collectivités territoriales en 2015. En 2016, un Fonds pour les villages a été créé, à la suite de l'approbation de la « Loi des villages », qui prévoit que tous les niveaux de gouvernement doivent contribuer au Fonds pour les villages. En Inde, le système de financement des différents niveaux de gouvernement est actuellement en cours de modification, à la suite de la réforme de 2017 de l'impôt sur les biens et les services et des recommandations de la 14^e Commission financière (FFC – 2015-2020), qui préconisait d'augmenter de 32 % à 42 % la part des États fédérés dans les recettes fiscales nationales et une amélioration de systèmes de subventions pour donner plus d'autonomie fiscales aux États.
48. Aux Philippines, les modalités actuelles d'attribution des subventions sont débattues dans le cadre du débat sur la fédéralisation. Les montants à transférer définis par la loi n'ont pas été mis en œuvre (notamment le pourcentage des gouvernements locaux dans l'allocation des recettes internes pour s'attaquer aux inégalités entre gouvernements locaux).
49. ONU-CESAP (15-19 mai 2017), *Urbanisation et Développement durable en Asie et dans le Pacifique : liens et incidences sur les politiques*, E/ESCAP/73/16, Bangkok, p. 19.
50. Dans les pays de l'OCDE, ainsi qu'en Inde et aux Philippines, les gouvernements locaux peuvent emprunter aux banques, lever des capitaux et émettre des obligations dans les limites fixées par les ministères des Finances nationaux et/ou provinciaux/États dans le cas des pays fédéraux. Au Japon et dans les pays fédéraux, les niveaux de dette des États fédérés ou des provinces sont plutôt élevés (comme en Australie et en Inde), alors qu'en République de Corée, en Indonésie et aux Philippines, l'endettement municipal est plus limité. L'Inde est en cours de révision de sa politique de prêts aux gouvernements infranationaux (États fédérés et villes). Certains gouvernements municipaux et sociétés publiques sont parvenus à souscrire à des emprunts avec l'approbation du gouvernement des États.
51. En 2017, 94 villes dans 14 États ont reçu des notations de crédit de la part d'agences dans le cadre de leurs préparatifs à l'émission d'obligations municipales.
52. En 2010, en vue de fournir des directives et réglementations, le Conseil d'État chinois a publié l'« Avis du Conseil d'État sur les questions concernant le renforcement de l'administration du financement des entreprises sur les plateformes de financement des gouvernements locaux ». En 2014, ce même Conseil d'État a publié la Règle n° 43 qui établit des directives strictes dans la supervision de la dette des gouvernements locaux, les procédures de publication des budgets locaux et comptes de clôture. La Loi sur le budget 2014, amendée, permet aux provinces d'émettre des obligations pour les projets d'investissement, sous réserve d'approbation par le gouvernement central. Quelques municipalités mieux loties ont été autorisées à accéder directement aux marchés des capitaux sous supervision du gouvernement central.
53. G. Kostka et J. Nahm (2017), « Central-Local Relations: Recentralization and Environmental Governance in China », *The China Quarterly*, 231, pp. 567-582. doi:10.1017/S0305741017001011 ; M. Sahide et al. (2016), *Decentralisation Policy as Recentralisation Strategy: Forest Management Units and Community Forestry in Indonesia* ; E. J. Malesky et al. (2014), « The Impact of Recentralization on Public Services: A Difference-in-Differences Analysis of the Abolition of Elected Councils in Viet Nam », *American Political Science Review*.
54. ADB, ONU-CESAP, PNUD (2019), *Accelerating progress: an empowered, inclusive and equal Asia and the Pacific*.
55. Peter J. Morgan et Long Q. Trinh, (2016), *doc. cit.*
56. OCDE (2018), *Policy Coherence for Sustainable Development 2018*, p. 131. Voir également : https://www.mofa.go.jp/policy/oda/sdgs/pdf/about_sdgs.pdf.
57. Un décalage existait entre les deux approches nationales : la Stratégie nationale se focalisait sur les questions économiques et le 3^e Plan de développement durable sur l'environnement, mais « l'agenda social ne recevait pas suffisamment d'attention et les questions sociales telles que le logement et le bien-être [...] n'étaient pas prises en compte ». Voir : Denise Yoon (2016), *Starting Strong on the SDGs in Asia: Readiness in South Korea*, IGES, p. 14.
58. République de Corée (2016), *2016 National Voluntary Review* ; Denise Yoon (2016), Institut coréen du développement (2018), *Establish Guidelines for the Implementation of the SDGs by Local Governments*.
59. L'analyse suivante du cas de la Chine est tirée de : Bingqin Li et Qian Fang (2018), *Implementation of Sustainable Development Goals by Chinese Cities* (rédigé pour le présent rapport) ; et PNUD (2018), *SDG Localization in ASEAN: Experiences in Shaping Policy and Implementation Pathways*.

60. PNUD (2018), *doc. cit.* « La ville nécessite de recevoir l'aval officiel de la part du gouvernement provincial, intégrer un groupe départemental de pilotage pour superviser le développement des zones pilotes, préparer deux documents (*la Planification du développement durable d'ici à 2030 et le Plan d'actions spécifiques sur les zones pilotes d'innovation ODD*) où sont identifiés les goulots d'étranglement locaux et avancées des solutions, ainsi qu'un système d'indicateurs alignés sur les ODD. L'innovation politique est obligatoire, la participation sociale et du secteur privé est encouragée ».
61. Sen Gong, Bingqin Li et Qiu Shen, *Mapping Alignment of the 13th FYP (2016-2020) with the SDGs (2016-2030)*.
62. APAKSI signale avoir participé au mécanisme de coordination, mais uniquement à l'échelle provinciale. Questionnaires de CGLU-GTF.
63. *Les Politiques et Stratégies nationales pour le développement urbain vers des villes durables et compétitives d'ici à 2045 (KSNPP)* ont été publiées en 2015. ONU-Habitat (2015), *National Urban Policy, Asia and Pacific Report*, Nairobi. Concernant la participation des associations de CT, Questionnaire de CGLU sur les politiques urbaines nationales (2016).
64. La Circulaire n° 1 du memorandum commun de la série 2018 encourage également les gouvernements locaux à identifier et à mettre en œuvre les programmes, les projets et les activités qui contribueront à la réalisation des cibles du PDP et des ODD. Les antennes régionales du NEDA à Mindanao ont également adopté une résolution exigeant l'établissement d'un mécanisme opérationnel et intégré pour la localisation des ODD au sein du NEDA.
65. Réponse de la Ligue nationale des villes au questionnaire de CGLU-GTF et entretiens avec les agents de la Ligue des villes des Philippines, 9 mai 2019.
66. Un autre exemple est la budgétisation ascendante (*bottom-up*), ou KALSADA, pour l'entretien des routes. Voir : <http://sdg.neda.gov.ph/localization/>. Le PNUD a conçu un autre outil d'évaluation, le LoGOD, et un système de feuille de notation (système de suivi communautaire), implanté dans 77 provinces pour compléter les données officielles. Voir PNUD (2018), *SDG Localization in ASEAN*, pp. 52-58.
67. Voir ULAP, « Résolution du Conseil exécutif national n° 2018-15 : résolution pour le fédéralisme fiscal et le renforcement de l'autonomie locale au travers de l'Initiative du peuple », sections 5, 6, 7 et 8 de l'article X de la Constitution de 1987 des Philippines. Pour plus de détails, consulter : <https://ulap.net.ph/board-resolutions.html> et <https://ulap.net.ph/ulap-news/news/404-local-government-leagues-push-for-local-government-agenda-in-the-proposed-draft-bayanihan-constitution.html>.
68. NITI Aayog et Institut Kalinga de l'Université des sciences sociales (KISS), *National Workshop on Building Capacity for Localising SDGs*, Bhubanewar, 16-17 février 2018. L'Institut national pour la transformation de l'Inde (NITI Aayog), chargé d'accroître le fédéralisme coopératif, a été créé en 2015.
69. Pour en savoir plus, voir : NITI Aayog et Nations unies (2019), *Localising SDGs. Early Lessons from India 2019*, New Delhi.
70. Voir : Wada Nat Todo Abhiyan (coordination), *SDGs India 2017 A Civil Society Report*, éditeur : Lee Macqueen Paul, juillet 2017 ; ASD, Bond, CCIC, CAFOD et al. (2018), *Progressing National SDGs Implementation, An independent assessment of the VNRs submitted to the UN HLPF on SDG in 2017* ; Antarin Chakrabarty, « Smart mischief: an attempt to demystify the Smart Cities craze in India », *Environment & Urbanization*, vol. 31(1), 2018, pp. 193-208.
71. Gouvernement d'Australie, *City Deals*, département des Infrastructures, du Développement régional et des Villes, voir : <https://citydeals.infrastructure.gov.au/>.
72. Commentaires formulés par les maires lors du 4^e Forum des maires, Guangzhou, décembre 2018.
73. Pakistan (2019) *Pakistan Voluntary National Review 2019* ; Sumra Kalsoon (2017), *Challenges for Localizing the SDGs in Pakistan*, document pour la 3^e Conférence internationale sur les politiques publiques, Singapour, 28-30 juin 2017, p. 19. Voir également questionnaire CGLU-GTF. Une dissolution des gouvernements locaux est redoutée (actuellement, certaines provinces ont vu leurs élections annulées).
74. Le gouvernement national a approuvé, en novembre 2018, une feuille de route et un cadre cambodgien pour les ODD. Des plans de développement locaux ont besoin d'être élaborés. La stratégie nationale actuelle (identifiant les cibles et la planification) n'implique pas encore les gouvernements locaux. Les contributions des GLR sont intégrées via les ministères de tutelle. L'alignement vertical est respecté dans les 25 provinces et le ministère de la Planification exige également des contributions aux districts (déconcentration).
75. Au Laos, chaque organisme et département sectoriel à l'échelle infranationale et nationale (du niveau provincial et du niveau du district) a été chargé d'intégrer les ODD à ses plans de développement socio-économique. Le gouvernement national travaille donc au renforcement de la collaboration avec les administrations locales.
76. « La mise en œuvre des ODD est encore contrôlée par des décisions hautement centralisées. Souvent, les décisions prises par les autorités nationales et leurs bureaux d'État ou de région ne tiennent pas compte des besoins des Bureaux des affaires locales et du développement. » Voir également : <https://opendevelopmentmyanmar.net/topics/sustainable-development-goals/>.
77. Au Népal, l'adoption de la nouvelle Constitution en 2015 aurait dû donner, en principe, plus d'autonomie aux gouvernements locaux ; mais ils dépendent toujours d'un budget national et 65 % des transferts ont été ciblés sur des investissements et des infrastructures.
78. Au Vietnam, le Premier ministre a rendu la décision n° 622/QĐ-TTg le 10 mai 2017 sur le Plan national d'action pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable, qui établit les responsabilités et les rôles des ministères centraux et de la société civile. Les autorités provinciales doivent soumettre leur plan de développement aligné sur le Plan national d'action et les ODD. Des points focaux (référénts) pour l'Agenda 2030 ont été assignés au sein des départements provinciaux de la planification et des investissements (DPI).
79. ONU-Habitat (2015), *National Urban Policy, Asia and Pacific Report*, Laos.
80. Disponible à l'adresse : <http://msdw.gov.lk/news/a-sustainable-nation--an-inclusive-transformation/>.
81. Sri Lanka (2018), *Sri Lanka Voluntary National Review 2018* ; et PNUD (2018), *Maps Approach Supporting SDG Implementation in Sri Lanka*.
82. Un « Manuel pour l'architecture institutionnelle de la mise en œuvre des ODD » préparé en 2016 par le MSDW a révélé une profonde fragmentation dans le système de l'administration publique du Sri Lanka. Les responsabilités liées aux mandats des 51 ministères et des 425 institutions statutaires ont été identifiées par rapport aux 169 cibles des ODD.
83. Comme le précise le rapport GOLD IV, les villes intermédiaires correspondent aux villes ayant entre 50 000 et 1 000 000 d'habitants.
84. ONU-CESAP, *Institutional Mechanisms for SDGs Coordination in Asia and the Pacific Voluntary National Reviews*.
85. Voir : <http://www.loginasia.org/>. Le Réseau initiative pour la gouvernance locale (Local Governance Initiative and Network, ou LOGIN) est un réseau multipartite facilitant les échanges de connaissances et l'apprentissage entre pairs sur des sujets liés à la gouvernance locale et à la décentralisation, couvrant douze pays en Asie du Sud-Est.
86. ASPAC est la section régionale de CGLU ; elle comprend plus de 7 000 gouvernements locaux de la région. Ces dernières années, ASPAC a effectué des douzaines de sessions de formation sur : les ODD, l'atténuation des risques, le leadership des femmes locales, l'amélioration de l'assainissement, la gestion des déchets et la mobilité, dans toute la région (Cambodge, Chine, Indonésie, République de Corée, Malaisie, Pakistan et Thaïlande). CGLU ASPAC a aussi mené une campagne sur les ODD à travers les réseaux sociaux (2016), publié des feuilles de route sur la localisation des ODD (en différentes langues), soutenu l'implication des gouvernements locaux de la région avec la Convention mondiale des

04 Asie-Pacifique — Notes

- maires pour le climat et l'énergie, et promu la coopération locale. Pour l'évaluation régionale, voir Cities Alliance et CGLU ASPAC (2018). Pour en savoir plus, voir également : <https://uclg-aspac.org/en/>.
87. Pour consulter le Portail urbain : <http://www.urbandgplatform.org/>. Créée en 1987, CityNet est une association de villes avec plus de 135 municipalités de 23 pays. Elle a organisé un « groupe des ODD » pour partager les bonnes pratiques et en 2018, a proposé 11 activités de renforcement des capacités (sur les changements climatiques, les transports, le Nouvel Agenda urbain, l'investissement dans l'urbanisation durable, les villes saines, l'éclairage public et les risques de catastrophe), des programmes de coopération ville-à-ville et des programmes décentralisés. Voir : <https://citynet-ap.org/>.
 88. L'ONU-CESAP a mis en place un centre d'assistance et une plateforme de connaissances ODD (en partenariat avec CityNet et Séoul). Elle a également organisé différents forums pour le dialogue avec les parties prenantes. L'ASEAN a lancé un Programme des villes innovantes en matière d'ODD (SDGs-FC) dans le cadre du Groupe de travail de l'ASEAN sur les villes durables (AWGES) financé par le Fonds d'intégration de l'ASEAN-Japon (JAIF) (<https://sustainabledevelopment.un.org/partnershp/?p=29570>).
 89. Le PNUD a entrepris une initiative régionale pour soutenir le processus de localisation et de mise en œuvre des ODD et le partage des innovations et des enseignements tirés à différents niveaux de gouvernement pour appuyer les petits États insulaires du Pacifique : www.pacific.undp.org/content/pacific/en/home/operations/projects/poverty_reduction/sdg-localization.html ; il soutient plusieurs initiatives dans la majorité des pays de la région. En décembre 2017, l'ADB a initié un programme pour appuyer le « renforcement des institutions pour la localisation de l'Agenda 2030 » (1,5 million d'USD) : <https://www.adb.org/projects/50385-001/main>.
 90. APEKSI (2018). L'APEKSI a organisé des réunions régionales (Komwil III à Batu Malang, Komwil VI à Ambon), elle a établi des groupes de travail sur le dérèglement climatique et les villes inclusives pour rassembler les connaissances et encourager le dialogue.
 91. La Fondation Tanoto, en collaboration avec la LIPI (Agence indonésienne pour les connaissances) et le PNUD, ont créé une Académie indonésienne du leadership, un programme de développement des compétences pour localiser les ODD à destination des gouvernements locaux en Indonésie.
 92. Voir : <http://www.lcp.org.ph/22/programs--amp--projects> et LCP (2018), EOI (manifestation d'intérêt) à devenir une ville pilote de la localisation des ODD pour la gestion des ressources urbaines durables en Asie, Ligue des villes des Philippines : <http://www.lcp.org.ph/31/246/eoi-to-become-a-pilot-city-on-localizing-sdgs-for-sustainable-urban-resource-management-in-asia>.
 93. Un atelier national a été organisé par le ministère de la Planification avec pour thème « la Consultation sur l'avant-projet de feuille de route de la mise en œuvre des ODD au Vietnam », à Hanoï, en novembre 2017. Les deux ateliers sur les ODD étaient liés aux Objectifs du PMI-LED (Partenariat pour l'innovation municipale : développement économique local) (ODD 5, 8, 13, 16). En mars 2018, l'ACNU a accueilli l'Atelier de consultation sur le Plan d'action pour les ODD du Vietnam à l'horizon 2030 de la province de Phú Yên (avec le soutien de la GIZ).
 94. En particulier, l'initiative Penang verte, voir : <http://www.pgc.com.my/penanggreenofficeproject>.
 95. La LSAK a créé l'Institut coréen pour le développement durable (KICSD) en 2006. Voir : <http://www.sdkorea.org/>.
 96. Gouvernement du Pakistan (2019), « Voluntary National Review 2019 ».
 97. Voir : <https://uclg-aspac.org/en/uclg-aspac-prepares-a-foundation-for-lead-a-flagship-project-to-localise-sdgs-in-pakistan/> (consulté le 30 mars 2019).
 98. Questionnaires 2018 et 2019 de CGLU-GTF.
 99. NARMIN, *Role of local government association in Localizing SDGs in Nepal* (présentation lors du Séminaire de CGLU ASPAC à Guangzhou), 9 décembre 2018.
 100. Voir : <https://www.lgnz.co.nz/>.
 101. Voir : www.kilga.org.ki. En juin 2018, KiLGA a réuni les maires des 23 Conseils des Kiribati en vue d'organiser un forum, de proposer des formations de renforcement des capacités sur les ODD, l'Agenda Climat de Paris et le Nouvel Agenda urbain.
 102. Conclusions de l'atelier conjoint « Amélioration de la capacité des gouvernements locaux dans la localisation des Objectifs de développement durable », 8-9 avril 2019, à Siem Reap, Cambodge.
 103. Voir : https://www.japanfs.org/en/projects/future_city/index.html. 11 villes du futur et 19 éco-cités, le gouvernement japonais s'est engagé à sélectionner 29 villes du futur ODD.
 104. Celle-ci comprend l'énergie solaire, les véhicules électriques, les CEMS (système de mesure continue des émissions), l'expansion des technologies d'assainissement, la rénovation des logements et transports anciens, la création et transmission de la culture et des arts. Voir également : http://doc.future-city.jp/pdf/torikumi_city/yokohama_pamphlet_en.pdf.
 105. Voir : www.city.hamamatsu.shizuoka.jp/kikaku/sdgs/index.html.
 106. Les provinces suivantes ont élaboré des programmes alignés sur les ODD : Sumbar, Riau, Bengkulu, Lampung, Jabar, Jateng, Diy, Jatim, Kaltara, Katlim, Sulsel, Gorontalo, Bali, NTB et NTT (50 % des provinces).
 107. Voir : <https://localisedsgs-indonesia.org>. Actions : 16 sessions locales de formation, avec la participation de 553 personnes en 2018 ; formation en diplomatie des villes (décembre 2018) avec 875 participants de 5 ministères, 239 gouvernements locaux et 57 organisations nationales et internationales, 9 universités et 9 organisations du secteur privé. Partenariats avec des ministères, des acteurs non étatiques, des ONG, des organisations philanthropiques, des universités, des institutions internationales et des gouvernements locaux (échelle de la province et des régences). Collaboration avec le Bureau central des statistiques d'Indonésie.
 108. Argo Teti Armia et Anna Zuzy (2019), *Empowering local Government Capacity and Regional Government Association to Strengthen Development Goals*.
 109. République d'Indonésie (2019), *Voluntary National Review*, p. 41, adopté comme Réglementation régionale n° 4 2019 par le Parlement régional.
 110. *Plan national de mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable*, p. 12. Le plan indique que les 31 provinces et régions autonomes étaient déjà en processus d'alignement. Publié en septembre 2016, ce document peut être consulté en ligne à l'adresse : http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/W020161014332600482185.pdf.
 111. PNUD (2018), *SDG Localization in ASEAN: Experiences in Shaping Policy and Implementation Pathways*.
 112. « Rapport annuel de classement 2018 du développement durable provincial et dans les villes de grande ou moyenne taille – Recherche système indices d'évaluation du développement durable » publié en octobre 2018. 30 provinces (municipalités, régions autonomes), sauf le Tibet, et 100 villes de grande et moyenne taille dans tout le pays ont été classées selon l'indicateur de performances en matière de durabilité. L'indicateur du développement durable comprend 5 principales catégories : développement économique, moyens de subsistance, ressources et environnement, consommation et gouvernance environnementale. Les 5 catégories à l'échelle de la ville sont dotées de 22 indicateurs, alors que l'échelle de la province en compte 26.
 113. Les provinces ne sont évidemment pas égales dans les 5 catégories du développement durable. La plupart présentent des lacunes et il reste beaucoup de marge d'amélioration pour parvenir au développement durable. Par exemple, même si Beijing se classe en première place selon les indicateurs de développement économique et de consommation, son niveau se révèle faible du côté des ressources et de la durabilité environnementale. À l'instar de l'échelle provinciale du développement durable, le développement urbain durable n'est pas équilibré. La plupart des villes présentent des points forts comme des points faibles. La ville côtière de Zuzhai arrive en première place, les cinq catégories du développement

- durable étant équilibrées. Beijing et Shenzhen se trouvent en seconde et troisième places respectivement, avec des performances moindres dans le domaine social et dans celui des moyens de subsistance de leurs populations.
114. Denise Yoon (2016), *Starting Strong on the SDGs in Asia: Readiness in South Korea*, IGES.
 115. Institut coréen pour le développement durable (KICSD), *Status Report of Local Sustainable Development Practices in Korea 2011-2015, Linkage with the SDGs, UN Habitat's New Urban Agenda and Aichi Biodiversity*, février 2016.
 116. Korea Institute Center for Sustainable Development – KICSD, février 2016.
 117. Gouvernement métropolitain de Séoul (2018), *Objectifs du développement durable 2030 de Séoul, 17 façons de changer Séoul*.
 118. *Plan 2030 de Séoul* : <http://english.seoul.go.kr/policy-information/urban-planning/urban-planning/1-2030-seoul-basic-urban-plan/>.
 119. Voir : <https://www.ashakayla.com/blog-1/localgovernmentsdgs>; <https://sdgs.org.au/project/city-of-melbourne-desktop-sdg-assessment/>.
 120. <https://www.fremantle.wa.gov.au/one-planet/about-one-planet> ; <https://www.healthylawarra.org.au/index.php>.
 121. Voir : <https://citiespowerpartnership.org.au/>.
 122. Voir : <https://alga.asn.au/local-government-and-sustainable-development-goals-an-untapped-opportunity/>.
 123. Le gouvernement australien effectue un suivi des performances des villes dans le cadre du plan Villes intelligentes, voir : <https://smart-cities.dashboard.gov.au/all-cities/overview>.
 124. Voir : <https://livelightly.nz/>.
 125. Voir : <http://www.gw.govt.nz/electric-vehicles/>.
 126. Voir : <https://www.zerocarboncapital.nz/>. Depuis 2015, la ville a constaté une augmentation tangible des espèces d'oiseaux indigènes, notamment 600 % de la population des kakariki, des perroquets autochtones, et une moyenne de 45 000 arbres autochtones plantés chaque année.
 127. Voir : <http://www.rotorualakescouncil.nz/Rotorua2030/portfolios/TeArawaPartnerships/Pages/default.aspx>.
 128. Voir : <https://www.lgnz.co.nz/our-work/publications/local-government-leaders-climate-change-declaration-2017/>.
 129. Voir : <https://www.lgnz.co.nz/our-work/publications/vulnerable-the-quantum-of-local-government-infrastructure-exposed-to-sea-level-rise/>.
 130. Nouvelle-Zélande (2019), *Approche néozélandaise du Développement durable, « Voluntary National Review 2019 »*.
 131. NITI Aayog, *SDG Index India, Baseline Report 2018*.
 132. Ces dernières années, le gouvernement a lancé cinq missions urbaines : la Mission Atal pour la régénération et la transformation urbaine (AMRUT), *Smart Cities*, Logements pour tous (urbains), Mission nationale pour les moyens de subsistance (NULM) et la Mission Swachh Bharat (urbain). Le ministère du Logement et des Affaires urbaines (MoHUA) a lancé « l'Indice d'habitabilité des villes (CLI) », qui mesure la qualité de vie et des ODD dans plus de 110 grandes villes. PNUD (2018), *Sustainable Development Goals and Urban Local Bodies, The Future We Want*, PNUD, Bureau du coordinateur résident, mai 2018.
 133. Grarin Jain, Aromar Revi, Jyothi Koduganti et Ana Abbas (2018), *SDGs – Localizing the SDGs for India – Setting the Urban Context*, Institut indien pour les établissements humains, Bengaluru. Voir également la section 2.3.
 134. L'intégration des ODD aux plans locaux (Plans de développement Gram Panchayat – GPDP) est obligatoire. Selon différentes sources, des progrès sont effectués dans l'élaboration de directives pour un modèle GPDP, ainsi que des manuels de planification et des directives d'État pour intégrer les ODD, mais aussi des ressources pour les GP et leur rôle dans la mise en œuvre des différents ODD.
 135. À savoir : Bac Ninh, Quang Tri, Thanh Hoa, Ninh Thuan, Vinh Long, Tra Vinh, Tuyen Quang, Hai Phong, Hanoi, Can Tho, Phu Tho, Quang Ninh, Hai Duong, An Giang, Ninh Binh, Dak Nong, Gia Lai, Lao PDR Cai, Phu Yen, Cao Bang, Kien Giang.
 136. PNUD (2018), *SDG Localization in ASEAN: Experiences in Shaping Policy and Implementation Pathways*.
 137. Oosterhof (2018), « Localizing the Sustainable Development Goals to Accelerate Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development: The Current State of Sustainable Development Goal Localization in Asia and the Pacific ».
 138. Voir : <http://cloud.neda.gov.ph/index.php/s/Scg6xVV1wXUNPiD/download>. Certains de ces projets sont développés depuis 2008.
 139. Présentation de l'atelier conjoint « Amélioration de la capacité des gouvernements locaux dans la localisation des Objectifs de développement durable », 8-9 avril 2019, à Siem Reap, Cambodge ; et Plateforme des parties prenantes ODD du Sri Lanka, *Examen volontaire populaire du Sri Lanka*, p. 23.
 140. PNUD, *Our Perspective: The ground is laid for SDG achievement in Sindh* / PNUD au Pakistan. PNUD Pakistan, 2017.
 141. ONU-CESAP (2019), *Asia and the Pacific SDG Progress Report 2019*.
 142. Même les villes de l'ASEAN pionnières en matière de localisation des ODD ne sont pas en mesure d'aligner complètement leurs plans et stratégies sur les ODD et d'investir dans des systèmes de gestion des données qui complètent les données des Bureaux nationaux des statistiques. IGES (2018), *Early Views of ASEAN's 'Frontrunner Cities' on the Sustainable Development Goals (SDGs) and Local Data Management*. Disponible à l'adresse : https://pub.iges.or.jp/system/files/publication_documents/pub/policyreport/6359/ ; <https://www.iges.or.jp/en/bangkok/20180926.html>.
 143. Une série de 102 indicateurs a été sélectionnée pour le comité de Deqing, indicateurs couvrant seize ODD. Voir : http://218.244.250.80/GLC30Download/Deqing2017Report_EN.pdf et <http://www.deqing-sdgs.net/deqing/en/index.html>.
 144. ONU-CESAP (2019), *Asia and the Pacific SDG Progress Report 2019*, p. 2.
 145. Cities Alliance (2015), *Sustainable Development Goals and Habitat III: Opportunities for a successful New Urban Agenda*, Bruxelles, Cities Alliance. Document de discussion 3 de Cities Alliance, n° 36.
 146. Présentation du maire lors de la cérémonie du Prix de Guangzhou (7 décembre 2018) qui soulignait l'engagement à bâtir une Ville pour tous, en appelant à une transition dans le paradigme du développement des villes vers un paradigme plus axé sur les personnes.
 147. Voir par exemple : <https://unhabitat.org/books/trends-in-urban-resilience-2017/>.
 148. Voir : <https://www.cityofsydney.nsw.gov.au/vision/sustainable-sydney-2030>.
 149. CityNet, *City Voices*, automne-hiver 2018 ; <http://projects.worldbank.org/P123384/danang-sustainable-city-development-project-scdp?lang=en>.
 150. La ville de Naga, aux Philippines, a entamé le processus de formulation de son nouveau Plan d'aménagement territorial en 2013. Le Plan intégral 2016-2030 d'aménagement du territoire de Naga se fonde sur le concept de la stratégie de développement urbain de « ville compacte ». Il intégrera les principes de lien de la coordination intersectorielle. Voir : https://www.unescap.org/sites/default/files/The%20Urban%20Nexus_Policy%20Brief.pdf.
 151. Plaidoyer basé sur des données probantes, défenseur des faibles émissions de carbone et des droits des pauvres sur le développement durable d'écovillages (EVD) au Bangladesh, en Inde et au Népal. En 2015-2018, le Sri Lanka a sélectionné des bonnes pratiques sur la Plateforme de partenariat ODD. Voir : <https://sustainabledevelopment.un.org/partnership/?p=30158>.
 152. GGGI (2016), *Green City Development Guidelines Seoul*, Global Green Growth Institute 32.
 153. F. Steinberg et M. Lindfield (2011), *Inclusive cities. Mandaluyong City, Philippines*, Banque asiatique de développement (ADB), p. 153.

04 Asie-Pacifique — Notes

154. P. K. H. Wong et Annette Yuen Ping Singh, *Singapore as an Innovative City in East Asia: An Explorative Study of the Perspectives of Innovative Industries*.
155. Pour en savoir plus, voir : <http://www.100resilientcities.org/resources/100>.
156. *Top 10 Smart Cities in SE Asia*, <https://www.cio-asia.com/article/3315258/internet-of-things/top-10-smart-cities-in-southeast-asia.html>.
157. Weixi Gon et al. (2016), *Cities at a Crossroads: Unlocking the Potential of Industries in Sustainable Urban Development*, Vienne, Unite ; D. Simon éd. (2016), *Rethinking Sustainable Cities: Accessible, green and fair*, Bristol, Policy Press Nations Industrial Development Organization, 28.
158. Par exemple Yokohama a lancé en 2015 la marque Y-Port (partenariat pour les ressources et les technologies) ; voir aussi *Plan d'action stratégique 2014-2020 pour la croissance verte de Hai Phong*.
159. ONU-CESAP, *Urbanisation et Développement durable en Asie et dans le Pacifique : liens et incidences sur les politiques*, E/ESCAP/73/16, 7 mars 2017.
160. Wong and Ho, doc. cit.
161. ONU-CESAP (2019), *Asia and the Pacific SDG Progress Report 2019*, p. 2.
162. ONU-CESAP (2019), *Regional Roadmap Progress Report 2019*, p. 63. En particulier dans les petits États insulaires du Pacifique, mais aussi au Bangladesh, au Népal, au Sri Lanka, en Thaïlande et au Vietnam.
163. ONU-CESAP (2019), *Assessment of progress in the implementation of SDGs 4, 8, 10, 13, 16 and 17 at the regional level* ; ONU-CESAP (2019), *Economic and Social Survey 2019*.
164. Voir : <https://www.globalcovenantofmayors.org/>.
165. Voir : <https://www.globalcovenantofmayors.org/our-cities/>.
166. République d'Indonésie (2019), « Indonesia Voluntary National Review », p. 136.
167. Climate Chance (2018), « La Mobilisation territoriale ». Cahier 2 du *Rapport annuel de l'Observatoire mondial de l'action climatique non étatique*.
168. Des villes comme : Asan, Changwon, Daegu, Dangjin, Incheon, Jeonju, Suwon. En 2015, Séoul a adopté la « Promesse de Séoul, prendre des mesures contre le changement climatique », qui couvre les énergies, la qualité de l'air, les transports, les déchets, l'écologie, l'agriculture urbaine, la santé, la sécurité et la planification urbaine. Voir : <https://cccoalition.org/en/resources/promise-seoul-taking-action-against-climate-change>.
169. Voir : http://www.guangzhouaward.org/en/2016-12/30/c_66412.htm.
170. Banque asiatique du développement (2018), *50 Climate Solutions from Cities in the People's Republic of China. Best Practices from Cities Taking Action on Climate Change*, Manille (Philippines), ADB.
171. Voir : <https://www.globalcovenantofmayors.org/our-cities/> De l'Inde (ex. : Rajkot, Surat, Nagpur, Patna et des petites villes comme Panaji, Shimla), du Bangladesh (Dhaka South, Barisal, Maradipur, Singra), du Bhoutan (Thimphu), du Népal (Katmandou) du Sri Lanka (Matale) et du Pakistan (Karachi).
172. Voir l'exemple d'Ahmedabad : <https://www.nrdc.org/experts/anjali-jaiswal/new-cool-roof-programs-india-ahmedabad-part-2> et <https://www.nrdc.org/experts/vijay-limaye/new-monitoring-air-quality-ahmedabad-protects-health>.
173. Le Conseil de la ville de Brisbane (BCC) bénéficie de la certification d'organisation neutre en carbone dans le cadre du Programme du gouvernement australien sur la neutralité carbone. Melbourne a intégré les ODD à nombre de stratégies et plans, notamment la Stratégie zéro émission nette 2020, la Stratégie du Conseil relative à la neutralité carbone 2012-2020 et le Plan de réduction des émissions 2016-2021. La ville mène également une Stratégie de forêt urbaine en soutien à l'ODD 15. L'Action environnementale de Sydney 2016-2021 a identifié cinq interventions clés : une ville à faibles émissions de carbone, une ville ayant une gestion raisonnable et raisonnée de l'eau, une ville résiliente face au climat, une ville zéro déchet, une ville active et connectée, et une ville verte et fraîche.
174. LGNZ, *Local Government position statement on climate change*, disponible à l'adresse : <http://www.lgnz.co.nz/assets/Uploads/95e8a882bd/44591-LGNZ-Climate-Change-wraparound-4-FINAL.pdf>.
175. Voir : www.weforum.org.
176. ONU-CESAP (2019), *Regional Roadmap Progress Report 2019*, p. 18.
177. Ruben Carlo Asuncion, Minsoo Lee et ADB (2017), *Impacts of Sea Level Rise on Economic Growth in Developing Asia*, Mandaluyong City, Metro Manila, Philippines.
178. Voir : <https://sustainabledevelopment.un.org/partnership/?p=31784> et <https://www.unisdr.org/campaign/resilientcities/cities>.
179. *100 Resilient Cities*, Fondation Rockefeller : <http://www.100resilientcities.org/>.
180. République d'Indonésie (2019), « Indonesia Voluntary National Review 2019 ».
181. Philippines (2019), « The Philippines Voluntary National Review 2019 », pp. 31-32.
182. CityNet, *City Voices*, s.d.
183. Voir : http://www.urbansdgplatform.org/profile/profile_caseView_detail.msc?no_case=220.
184. ICLEI, Global Green Growth Institute et National Institute of Urban Affairs (2015), *Urban Green Growth Strategies for Indian Cities*, vol. 3, New Delhi, ICLEI.
185. Banque asiatique du développement (2017), *Meeting Asia's Infrastructure Needs*, Manille, ADB.
186. De nombreuses villes expérimentent des vulnérabilités en raison de leurs systèmes désuets de fourniture en eau et de capacités inadéquates d'approvisionnement et de stockage, ce qui exacerbera les pénuries en eau dans les grandes villes comme dans les villes intermédiaires. ONU-CESAP (2019), *Economic and Social Survey 2019*.
187. En Indonésie, 14 % seulement des eaux usées sont traitées, ce pourcentage est de 10 % aux Philippines, de 9 % en Inde et de 4 % au Vietnam.
188. Département de l'environnement et de l'énergie (2018), *Compendium of Case Studies Environment and Energy Goals Case studies*.
189. Hannah Lee et Thai Pin Tan (2016), « Singapore's experience with reclaimed water: NEWater », *International Journal of Water Resources Development*, pp. 611-621. Singapour (2018), « Singapore's Voluntary National Review Report to the 2018 UN High-Level Political Forum on Sustainable Development », p. 84.
190. CGLU et GTF (2018), *Towards the Localization of the SDGs*.
191. Communiqué de presse de l'Institut Fraunhofer IGB, 23 novembre 2017, *Intelligent Water Management for India's Cities*.
192. Xiaotian Fu, Lijin Zhong et Vijay Jagannathan, *Converting Sludge to Energy in Xiangyang*, Chine, City Voices, printemps-été 2016.
193. Global Compact Cities Program (2017), *Rotorua Leading City Communication on Engagement Report 2017*.
194. ONU-CESAP (2019), *Economic and Social Survey 2019*, p. 60.
195. Voir : http://www.guangzhouaward.org/en/2017-02/15/c_68910.htm.
196. Climate Chance (2018), « La Mobilisation territoriale », Cahier 2 du *Rapport annuel de l'Observatoire mondial de l'action climatique non étatique*.
197. Voir : <https://www.slideshare.net/OECD-GOV/urban-green-growth-in-dynamic-asia-summary-report-oecd>.
198. Cité dans ONU-CESAP (2017), *Valuing Waste, Transforming Cities* ; et Ran Yagasa et al., (2018), *Participatory Waste Management Approach for Climate Change Mitigation: The case of Battambang City*.
199. Xiao Wei et Zhang Si (2017), « Green Darning City, Taking the Tenth China (Wuhan) International Garden EXPO Design as Examples », *Procedia Engineering* 180, pp. 383-392. Voir aussi : http://en.hubei.gov.cn/news/newslst/201608/t20160831_891810.shtml.
200. ONU-CESAP (2017), *Valuing Waste, Transforming Cities*.

201. Institut mondial McKinsey (2018), *Smart Cities in Southeast Asia. World Cities Summit 2018*, Singapour.
202. LSE Cities, ICLEI et GGGI (2013), *Going green, the Example of Hong Kong's Efficient Transport Network and Densification Initiatives*. À Séoul, 60 % des trajets se font par transport public et grâce au système de transport intelligent de Séoul T-Money Drive.
203. Voir : <https://www.slideshare.net/OECD-GOV/urban-green-growth-in-dynamic-asia-summary-report-oecd>.
204. Voir : <https://www.brtdata.org/asia>. 43 villes, 9,4 millions de passagers par jour, 1 593 km. Jakarta comprend un système à paiement unique pour trois modes de transport public : le Transjakarta, le métro, les minibus et les Angkot (minivans). Sur toute l'année 2017, Transjakarta a transporté un total de 144,86 millions de passagers. Voir aussi City Voices, printemps-été 2018.
205. Pour plus d'informations, voir : <https://www.wri.org>.
206. Pour plus de détails, voir : <https://gowesin.id/>.
207. Pour plus d'informations, voir : <https://kochimetro.org/>.
208. ONU-CESAP (2019), *Economic and Social Survey 2019*.
209. ONU-CESAP (2015), *Urbanisation et Développement durable en Asie et dans le Pacifique : liens et incidences sur les politiques*.
210. ONU-Habitat et ONU-CESAP (2015), *The State of Asian and Pacific Cities 2015: Urban Transformations – shifting from quantity to quality* ; ONU-Habitat (2015), *World Atlas of Slum Evolution*, document de travail.
211. Des efforts avaient été faits pour déconcentrer et transmettre le Programme de prêts communautaires aux villes, mais il est désormais repassé sous le contrôle du gouvernement national. En Indonésie, le fameux Programme d'amélioration de Kampung, lancé il y a plus de vingt ans, a permis aux gouvernements locaux et aux communautés informelles d'améliorer le logement et les infrastructures *in situ* ; il a été ensuite remplacé par un autre programme du gouvernement national pour reloger les communautés informelles dans « Un millier de tours d'appartements à bas coût », dans des zones éloignées de la ville. Coalition asiatique pour le droit au logement (ACHR), *Rapport sur les politiques de logement dans la région asiatique* (rapport préparé pour CGLU-GOLD).
212. Yves Cabannes, Mike Douglass et Rita Padawangi (2018), *Cities in Asia by and for the People*, Amsterdam University Press.
213. Pour plus d'informations, voir le site : <http://www.achr.net/countries-de.php?ic=4>.
214. Lancé en 2016, le programme s'attaque aux bidonvilles urbains de façon intégrée, avec l'implication des parties prenantes locales et des organisations de la société civile, pour éviter l'expansion de ces établissements informels et améliorer la qualité de vie des communautés qui y vivent. Voir : http://www.urbansdgplatform.org/profile/profile_caseView_detail.msc?no_case=190.
215. Initié en 2004 avec un soutien international, le programme était à l'origine une petite initiative de création d'emplois, qui a ensuite évolué en Stratégie de réhabilitation des bidonvilles à l'échelle de la ville, alignée sur le Plan d'action pour une ville sans bidonvilles ni défécation en plein air, qui implique le commissaire municipal, des ONG et les communautés. Ce programme a été reproduit à Delhi et ailleurs. Voir ICLEI, NIUA, GGGI (2015), *Urban Green Growth Strategies for Indian Cities*, vol. 3, Bonnes Pratiques de croissance verte.
216. L'initiative vise à améliorer les conditions de vie des habitants des établissements informels n'ayant accès à aucun service. Plus d'informations sur : http://www.urbansdgplatform.org/profile/profile_caseView_detail.msc?no_case=188.
217. Exemples : les conseils municipaux de Ratnapura, Batticaloa et Kotte au Sri Lanka ; partage des terres de Borei Keila à Phnom Penh, Cambodge ; Port Moresby en Papouasie-Nouvelle-Guinée, appuyé par les Commissions nationales de districts de capitale et la Corporation nationale pour le logement.
218. Pour en savoir plus : <https://www.uclg-cisdp.org/en/news/latest-news/seoul-municipal-government-division-works-mainstream-rights-approach-local-public>.
219. Voir : http://www.urbansdgplatform.org/csd/csd.msc#s#v#f#close#10#ggoal11#region_all,region1,region2,region3,region4,region5,region6,region7,region8#themes2#ustatus_all,status1,status2,status3#clatest#p2#h800#e.
220. Consulter : <https://blogs.adb.org/blog/how-address-lack-affordable-housing-asia>.
221. ONU-CESAP (2019), *Economic and Social Survey 2019*, p. 76.
222. L'initiative comprend un cadre stratégique pour la prévention continue du crime et la sécurité de la communauté dans les espaces publics ouverts pour garantir la sécurité de tous, des femmes en particulier. Conseil de la ville de Logan (2016), *Safe City Strategy and Action Plan 2016-2020*, Ville de Logan, Queensland, Australie, Conseil de la ville de Logan.
223. Le premier projet a été lancé en 2012. Le taux de vols dans la Salt Way, par exemple, a chuté de près de 12 % et aucun cas de viol n'a été signalé. CityNet, City Voices, s.d.
224. Metropolis (2018), *Safety and Public Space: Mapping Metropolitan Gender Policies*.
225. ONU-Femmes (2017), *Safe Cities and Safe Public Spaces: Global Results Report*, New York, ONU-Femmes, p. 24.
226. République d'Indonésie (2019), « Voluntary National Review 2019 », pp. 44-45.
227. NITI Aayog et Nations unies, *Localising SDGs. Early Lessons from India*, p. 77.
228. Yves Cabannes, auteur principal (2018), *Highlights on some Asian and Russian Participatory Budgeting Pioneers*, Suarkta/Barcelone/Londres.
229. Santos, Renze C.E. (dir.), *Participatory Budgeting and the Philippines: A Cursory Survey of Selected Participatory Budgeting Experiences the Philippines*, Université nationale de l'administration et de la gouvernance publiques.
230. Taoyuan (2,3 millions d'habitants) a attribué des ressources (environ 1 million d'USD en 2017) via le budget participatif aux travailleurs immigrés du Vietnam, de Thaïlande, d'Indonésie et des Philippines « politiquement marginalisés et souffrant de discriminations culturelles ». Étude de cas préparée par Kai Ling Luo, chercheur associé, Centre européen de recherche sur la Taïwan contemporaine, Allemagne et Shizhe Lai, fonctionnaire supérieur, Taoyuan, Taïwan (2018), in Yves Cabannes, doc. cit. (2019). Pour en savoir plus : <https://participate.oidp.net/processes/award2018/f/4/proposals/250>.
231. Pour plus d'informations, voir : <http://obs.agenda21culture.net/fr/good-practices/economie-creative-culture-batik-et-developpement-durable>.
232. Plus de renseignements sur le site Internet : <https://fr.unesco.org/creative-cities/kanazawa>.
233. Pour plus de détails : <http://obs.agenda21culture.net/fr/good-practices/nature-culture-et-peuple-de-lile-de-jeju>.
234. Ce document historique, adopté en 1998 par la société civile et les défenseurs des droits humains dans la région, a été progressivement adopté par les gouvernements locaux tels que celui de Gwangju et le mouvement indonésien des villes défenseuses des droits humains. Charte consultable à l'adresse : <https://www.uclg-cisdp.org>.
235. La ville de Gwangju accueille chaque année depuis 2012 le Forum mondial des villes pour les droits humains. Le Forum est un point de rencontre essentiel au mouvement global des villes pour les droits humains, qui entend promouvoir les valeurs de paix et de droits humains au-delà de la ville. Pour en savoir plus : <https://www.uclg-cisdp.org/en/activities/human-rights-cities/international-meetings/World-Human-Rights-Cities-Forum-of-Gwangju>.
236. Voir : <https://www.infid.org/wonosobobakan-memiliki-komisi-ham-pertama-di-indonesia/?lang=en> et <https://www.ohchr.org/Documents/Issues/LocalGvt/NGOs/20190218InternationalNGOForumIndonesian.pdf>.
237. ONU-CESAP (2019), *Asia and the Pacific SDG Progress. Report 2019*.
238. Dans deux autres pays (Inde et Pakistan), ce sont les gouvernements des États ou des provinces qui sont principalement associés. Dans certains pays, l'implication des CT est limitée aux mécanismes de coordination régionale ou provinciale (Chine, Philippines).

04 Asie-Pacifique — Notes

239. Atelier de Siem Reap, « Amélioration de la capacité des gouvernements locaux dans la localisation des Objectifs de développement durable », 8-9 avril 2019, organisé par CGLU ASPAC, LOGIN, l'ADB, DeLoG, la FCM et impliquant des CT et des représentants des gouvernements nationaux du Cambodge, d'Indonésie, du Pakistan, des Philippines, du Sri Lanka et du Vietnam. Voir : <https://www.uclg.org/fr/media/nouvelles/siem-reap-atelier-regional-pour-renforcer-la-capacite-des-collectivites-locales>. Voir également : ONU-CESAP (15-19 mai 2017), *Urbanisation et Développement durable en Asie et dans le Pacifique : liens et incidences sur les politiques*, Bangkok. Le document de l'ONU-CESAP propose les initiatives politiques suivantes : concrétiser une gouvernance multinationale efficace, rechercher des solutions intégrées, tirer parti des partenariats et de la participation des parties prenantes, financer les villes futures, combler les fossés de données, partager les connaissances et répliquer les cas réussis.
240. ONU-CESAP (2019), *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2019, Ambitions beyond growth*, Bangkok, Publications de l'ONU.
241. L'ADB (2017) estime que le total des investissements en infrastructures nécessaires pour la région atteindra 22,6 mille milliards d'USD sur les quinze prochaines années (de 2016 à 2030) dans un scénario de base. Dans la région, le fossé des investissements varie de façon significative.
242. Certains États indiens, par exemple, ont créé des fonds communs pour faire baisser les risques et réduire les coûts de transaction pour les villes intermédiaires et de petite taille. Depuis 2016, des mécanismes globaux de financement commun ont levé plus de 2,6 milliards d'USD pour les infrastructures des villes intermédiaires et de petite taille.
243. La Nouvelle-Zélande a annoncé en 2018 l'établissement d'un Fonds d'investissement vert de 100 millions d'USD, l'Indonésie a proposé les *sukuk verts* (obligations conformes à la charia), les Philippines ont mis en place un petit programme pour les gouvernements locaux basé sur les fonds climat et résilience (le Fonds pour la survie des populations).
244. SDG Indonesia One est une plateforme qui intègre quatre piliers, pensés pour attirer les donateurs et les investisseurs : infrastructures de développement, mécanismes de réduction des risques, aides au financement et fonds d'équité. Plus d'informations sur : <https://www.ptsmi.co.id/sdg-indonesia-one/>.
245. La Convention nationale des Maires et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont collaboré pour aider à « préparer et accélérer le financement de projets urbains d'action climat » ouvert aux villes de toutes les régions. Banque européenne d'investissement (2019), « Global Climate City Challenge ». <https://www.eib.org/fr/projects/sectors/urban-development/city-call-for-proposal/index.htm>.
246. E. Ahmad et al. (2019), *Scaling up Investment for Sustainable Urban Infrastructure: A Guide to National and Sub-National Reform*, Coalition for Urban Transitions, Londres et Washington D.C. Disponible à l'adresse : <http://newclimateeconomy.net/content/cities-working-papers>.

05 Eurasie — Notes

1. Il faut mentionner que la définition de « zone urbaine » varie en termes de population dans différents pays d'Eurasie : de 5 000 habitants en Géorgie et en Azerbaïdjan à 6 000 en Biélorussie, 10 000 en Ukraine, en Ouzbékistan, au Kirghizistan et au Tadjikistan, et 12 000 en Russie.
2. Bertelsmann Stiftung et Sustainable Development Network Solutions (2018), *SDG Index and Dashboards Report 2018*.
3. Voir aussi : <https://sdghub.com/wp-content/uploads/2017/06/G20-SDGs-Russia-2017.pdf>.
4. Certains programmes travaillent avec les gouvernements locaux et régionaux (Kazakhstan, Tadjikistan sur la vulnérabilité et la résilience) ou avec les communautés locales (Ukraine). Pour plus d'informations, voir : <http://www.eurasia.undp.org/content/rbec/en/home/sustainable-development/Supporting-the-SDGs.html>.
5. Voir : http://www.cisstat.com/rus/sb_monitoring2018.pdf.
6. Géorgie (2016), *First Voluntary National Review on Implementation of the Sustainable Development Goals*.
7. Tadjikistan (2017), *Voluntary National Review*, p. 31.
8. Arménie (2018), *SDG Implementation Voluntary National Review*, p. 15.
9. Ministère du Développement économique et du Commerce (2017), *Sustainable Development Goals: Ukraine*.
10. Consulter : <http://lex.uz/docs/4013358?query=Program>.
11. Pour plus d'informations : <http://cbd.minjust.gov.kg/act/view/ru-ru/98265>.
12. Pour plus de détails, consulter : <http://ac.gov.ru/projects/otherprojects/021373.html>.
13. Voir : « UNDA 10 – Workshop for EECCA countries, Mongolia, Russia and Turkey – Integrating non-traditional data sources in the production of the SDG indicators » à l'adresse : <https://unstats.un.org/unsd/events/>.
14. La structure des villes intermédiaires eurasiennes a été décrite dans le rapport GOLD IV de CGLU (2016), pp. 181-185.
15. À l'exception de la Géorgie, ce terme s'applique généralement au statut particulier de la capitale. En Arménie, la capitale était un *marzer* déconcentré qui est devenu le gouvernement local d'Erevan (en 2008).
16. Voir OCDE-CGLU (2019), *World Observatory on Subnational Government Finance and Investment, Key Findings*.
17. Plus d'informations sur : <https://storage decentralization.gov.ua/uploads/library/file/359/10.01.2019.pdf>.
18. En Biélorussie, les impôts locaux se limitent à une taxe sur les propriétaires de chiens, aux redevances des hôtels et aux droits de cueillette de plantes et champignons sauvages. En Russie, les gouvernements régionaux sont chargés de la collecte de la taxe sur les biens immobiliers des entreprises et de la taxe sur les véhicules. En Arménie, la taxe sur les véhicules est également un impôt local. En Azerbaïdjan, les impôts locaux de la République autonome du Nakhitchevan comprennent la taxe minière sur les matériaux de construction d'importance locale et l'impôt sur les revenus des sociétés pour les entreprises municipales. En Ouzbékistan, la taxe sur l'essence est également un impôt local. Dans plusieurs pays, les municipalités peuvent également percevoir des revenus sur les publicités dans les rues, l'utilisation des biens municipaux, les entreprises mobiles, les hôtels et les parkings. Enfin, au Kazakhstan, la mise en place des impôts locaux est prévue pour 2020.

19. La recette fiscale partagée la plus populaire est l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRP). Cependant, en Biélorussie, en Ouzbékistan et au Tadjikistan, les gouvernements locaux reçoivent également des parts de l'impôt sur le revenu des sociétés (IRS) et même de la TVA. Il faut mentionner que l'attribution de l'IRS et de la TVA aux gouvernements locaux les rend vulnérables face à la volatilité de ces impôts en fonction du cycle économique. Il est également presque impossible d'obtenir des prévisions fiables et précises de l'IRS et de la TVA pour les districts et les niveaux locaux de gouvernement, ce qui rend leurs recettes encore plus imprévisibles et les expose à un risque de sous-financement.
20. Données du Trésor de la Fédération de Russie.
21. Données du ministère des Finances du Tadjikistan.
22. En Russie, au cours des cinq dernières années, la plupart des gouvernements locaux et régionaux ont commencé à utiliser très activement les instruments d'emprunt sur le marché afin d'équilibrer la hausse des dépenses courantes dues à l'augmentation obligatoire des salaires dans le secteur public, mentionnée plus haut. En conséquence, l'endettement (la charge de la dette) des gouvernements locaux s'est fortement accru et les coûts du service de la dette se sont alourdis.
23. Données du Trésor de la Fédération de Russie ; Kazakhstan : données du ministère de l'Économie nationale.
24. Ces rapports sont disponibles dans les archives des rapports nationaux d'Habitat III : <http://habitat3.org/documents-and-archive/preparatory-documents/national-reports/>.
25. Pour plus d'informations, voir : <https://iep.ru/en/features-of-regional-development-in-russia.html>.
26. Le concours récompense les meilleures stratégies des municipalités urbaines et rurales. De plus amples informations sur le programme sont disponibles sur le site Web du concours (en russe) : <http://forumstrategov.ru/rus/239.html>.
27. Voir par exemple : <http://minjust.ru/ru/razvitie-federativnyh-otnosheniy-i-mestnogo-samoupravleniya/vserossiyskiy-konkurs-luchshaya>.
28. Consulter : <https://mrdi.gov.ge/en/press-center/news/2018-2021-regional-development-programme-of.html>.
29. CGLU (2014), *L'Accès aux services publics et l'urbanisation du monde*, GOLD III.
30. Brian Evans et al., Rapport régional de la CEE-ONU pour Habitat III (22 janvier 2016), *Towards a City-Focused, People-Centred and Integrated Approach to the Urban Agenda*.
31. Pour plus d'informations sur l'Association des petites villes d'Ukraine, consulter : <http://ammu.com.ua/>.
32. Pour plus d'informations sur le Congrès panrusse des municipalités, consulter : <http://www.okmo.news/>.
33. Pour plus d'informations sur le Conseil russe de l'autonomie locale, consulter : <http://www.vsminfo.ru>.
34. Site Web de l'Union des villes russes : <http://www.urc.ru>.
35. Pour plus d'informations sur l'Union des petites villes, consulter : <http://smgrf.ru>.
36. Pour plus d'informations sur l'Association des petites et moyennes villes de Russie, consulter : <http://www.amsgr.ru>.
37. La Déclaration commune des dirigeants de villes russes sur l'efficacité énergétique et le développement durable est disponible à l'adresse suivante : <https://bit.ly/30xAuWt>.
38. Voir : <https://www.uclg.org/fr/media/news/eurasia-local-governments-congress-will-take-place-city-cheboksary>.
39. Pour plus d'informations, consulter : <http://xn--80akhbbgbeelgx0ajmyo2c.xn--p1ai/ru/news/klimaticheskij-forum-gorodov-rossii-obedinil-sem-tysac-ekspertov-i-ucastnikov-iz-semnadcatistran-mira/>.
40. Voir : <http://www.iis.ru/en/content/view/713/91/>.
41. Pour plus d'informations, consulter : <https://www.conventiondesmaires.eu/a-propos/initiative-de-la-convention/la-convention-en-chiffre.html>.
42. Pour plus d'informations sur la Conférence de haut niveau « Municipalités pour une croissance durable », consulter : <https://bit.ly/2YV7kQL>.
43. Consulter pour plus de détails : <https://www.conventiondesmaires.eu/a-propos/initiative-de-la-convention/la-convention-en-chiffre.html>.
44. Voir : <https://www.coe.int/fr/web/congress/-/national-associations-of-local-authorities-in-georgia-moldova-and-ukraine-strengthen-their-cooperation>.
45. Pour plus d'informations sur l'EaPTC, consulter : <http://www.eaptc.eu/>.
46. Voir aussi : <http://eaptc.eu/en/awarded-grant-projects-am-ge/view-common-solutions-to-shared-concerns-improvement-of-solid-waste-management-services-in-ijevan-and-bo.html>.
47. Pour plus d'informations, consulter : <https://www.100resilientcities.org/cities/tbilisi/>.
48. Pour plus d'informations, consulter : <http://arm-portal.ru/news/politics/sovetsareyshin-erevana-prinyal-skandalnyiy-byudzheta-na-2019-god.html>.
49. Voir : <https://minsk.gov.by/ru/normdoc/1080/>.
50. Voir : <http://vstu.by/ftpgetfile.php?id=1687&module=files>.
51. Pour plus d'informations : <https://minsk.gov.by/ru/normdoc/1080/>.
52. Pour plus d'informations : <http://docs.cntd.ru/document/446635445>.
53. Pour plus d'informations, consulter : https://omr.gov.ua/images/File/DODATKI2013/strategia_rus.pdf.
54. Pour plus d'informations, consulter : http://ecogofond.kz/wp-content/uploads/2018/03/PRT-2017_RUS-almaty.pdf.
55. Pour plus d'informations : <https://docplayer.ru/60943935-Plan-deystviy-po-ustoychivomu-energeticheskomu-razvitiyu-gorod-rustavi.html>.
56. Pour plus d'informations, consulter : <https://uz.sputniknews.ru/society/20181109/9915916/Tashkent-buduschego-kakim-stanet-gorod-k-2025-godu.html>.
57. Pour plus d'informations, consulter : <http://www.municipalitet.kg/ru/article/full/640.html>.
58. Informations fournies par la section régionale Eurasie de CGLU : <http://www.euroasia-uclg.ru/en/>.
59. *Ibid.*
60. Voir : <https://ru.slovoidilo.ua/2018/03/08/infografika/politika/skolko-zhenshin-nardepov-ministrov-merov-i-glav-selsovetov>.
61. Consulter : <http://womennet.am/en/diana-gasparyan/>.
62. Le centre est financé par l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) et le Lotus Circle de la fondation The Asia.
63. Pour plus d'informations, consulter : <https://www.100resilientcities.org/cities/tbilisi/>.
64. *Ibid.*
65. Voir aussi : <http://www.un-expo.org/wp-content/uploads/2017/08/NHDR-2016.pdf>.
66. Pour plus d'informations, consulter : <https://unhabitat.org/books/trends-in-urban-resilience-2017/>.
67. Voir aussi : http://www.tj.undp.org/content/tajikistan/en/home/operations/projects/poverty_reduction/nds_prs.html.
68. Pour plus d'informations : <http://zupar.code-warrior.org/kg/news/90-shkol-respubliki-uluchshili-usloviya-sanitarii-i-gigieny/>.
69. Pour plus d'informations, consulter : http://www.urbansdgplatform.org/profile/profile_caseView_detail.msc?no_case=183.
70. Pour plus d'informations, consulter : http://cba.org.ua/attachments/article/10392/CBA_REPORT_FINAL_17.11.pdf.
71. Ce laboratoire performant est l'un des mécanismes clés du processus de réforme de l'administration publique géorgienne. Il réunit les fonctionnaires et les citoyens dans un même espace afin de concevoir ensemble une nouvelle génération de services. Pour plus d'informations, consulter : <https://www.oecd.org/governance/observatory-public-sector-innovation/innovations/page/servicelabinnovativeservicelaboratory.htm>
72. Voir aussi : <http://localizingthesdgs.org/story/view/242>.
73. Informations fournies par la section régionale Eurasie de CGLU : <http://www.euroasia-uclg.ru/en/>.

05 Eurasie — Notes

74. Consulter : <http://www.az.undp.org/content/azerbaijan/en/home/projects/sustainable-land-and-forest-management-in-the-greater-caucasus-l.html>.
75. Voir aussi : <https://knews.kg/2017/05/06/v-bishkeke-realizovali-proekt-po-ozeleneniyu-stolitsy-green-bishkek/>.
76. Pour plus d'informations, consulter : <https://tmsnr.rs/2StKFHA>.
77. La liste des signataires de la Convention des maires est disponible à l'adresse suivante : https://www.eumayors.eu/about/covenant-community/signatories/key-actions.html?scity_id=1898.
78. Le Plan d'action de Tbilissi pour l'énergie durable peut être consulté à l'adresse suivante : http://mycovenant.eumayors.eu/docs/seap/1537_1520_1303144302.pdf.
79. Voir aussi : <https://www.conventiondesmaires.eu/a-propos/communaute-de-la-convention/signataires-fr.html>.
80. Pour plus d'informations, consulter : <https://docplayer.ru/60943935-Plan-deystviy-po-ustoychivomu-energeticheskomu-razvitiyu-gorod-rustavi.html>.
81. Consulter : <https://themag.uz/post/hasar-week>.
82. Pour plus d'informations, consulter : <http://eco-poryadok.ru/category/news/>.
83. Voir aussi : <http://www.municipalitet.kg/ru/article/full/1939.html>.
84. Voir aussi : <http://euprojects.by/projects/Green-Economy-Environment-and-Sustainable-development/strengthening-waste-management-services-for-the-rural-population-of-puchavi-y-district-minsk-region/>.
85. Voir aussi : http://ecogofond.kz/wp-content/uploads/2018/03/PRT-2017_RUS-almaty.pdf.
86. UNISDR (2017), *Rendre les villes plus résilientes. Manuel à l'usage des dirigeants des gouvernements locaux*.
87. Pour plus d'informations, voir : <http://xn--80akhbbgbeelg0ajmyo2c.xn--p1ai/ru/news/klimaticheskij-forum-gorodov-rossii-obedinil-sem-tysac-ekspertov-i-ucastnikov-iz-semnadcati-stran-mira/>.

06 Europe — Notes

1. Département des affaires économiques et sociales des Nations unies, *Perspectives d'urbanisation mondiale. Révision 2018*. Le pourcentage de population urbaine en Europe s'élève à 74,4 % (sans compter la Russie et la Biélorussie). Cependant, il existe des différences importantes entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest, ainsi qu'entre l'Europe du Nord et du Sud (leur population urbaine respective s'élève à 64 %, 80 %, 82 % et 71,5 %).
2. Commission européenne (2016), *Rapport sur l'état des villes européennes – Les villes qui montrent la voie vers un avenir meilleur*.
3. Eurostat (2017), *Sustainable Development in the European Union Overview of progress towards the SDGs in an EU context*.
4. Pays ayant présenté leur ENV en 2016 : Allemagne, Estonie, Finlande, France, Monténégro, Norvège et Suisse. En 2017 : Belgique, Chypre, Danemark, Italie, Luxembourg, Monaco, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, Slovaquie, Suède. En 2018 : Albanie, Andorre, Espagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Roumanie, République slovaque et Suisse (2^e fois). En 2019 : Bosnie-Herzégovine, Croatie, Islande, Liechtenstein, Royaume-Uni et Serbie.
5. GTF et CGLU (2018), *Towards the Localization of the SDGs*. Rapport des gouvernements locaux et régionaux au FPHN ; GTF et CGLU (2019), *Towards the Localization of the SDGs*. Rapport des gouvernements locaux et régionaux au FPHN ; GTF et CGLU (2017), *National and Sub-National Governments on the Way towards the Localization of the SDGs* ; et les questionnaires de CGLU-GTF conduits auprès des membres de CGLU et leurs partenaires en 2017, 2018 et 2019.
6. Voir : https://www.agenda2030.gob.es/sites/default/files/INFORME_DE_GOBERNANZA_AC_2030_1.pdf.
7. Parlement européen (2019), *L'Approche européenne de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable : bonnes pratiques et pistes pour le futur*.
8. CGLU et GTF (2019), *Towards the Localization of the SDGs*, Rapport des gouvernements locaux et régionaux au FPHN.
9. OCDE (2019), *Réussir la décentralisation. Manuel à l'intention des décideurs*, Paris, OCDE ; Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (ONU-DAES) (2016), « 2016 Voluntary National Reviews Synthesis Report » ; ONU-DAES (2017), « 2017 Voluntary National Reviews Synthesis Report » ; ONU-DAES (2018), « 2018 Voluntary National Reviews Synthesis Report ».
10. Commission européenne (2018), « Vers une Europe durable à l'horizon 2030 », *Documents de réflexion*.
11. Conseil européen, réunion du 18 octobre 2018, *Conclusions*, EUCO 13/18. La Plateforme européenne multipartite sur les ODD, créée par la Commission européenne et le Comité européen des régions, a formulé une requête similaire en appelant à l'adoption « d'une approche territoriale pour la réalisation des ODD ». Voir Comité des régions (2019), *Les Objectifs de développement durable (ODD) comme fondement d'une stratégie à long terme de l'Union pour une Europe durable à l'horizon 2030*, ECON-VI/044, et Comité des régions (2018), *Europe Moving toward a Sustainable Future*. L'objectif de la plateforme est de « soutenir et conseiller la Commission européenne et toutes les parties prenantes associées à la mise en œuvre des ODD au niveau de l'UE », en rassemblant des représentants des institutions de l'UE, des États membres, des organisations de CT, des ONG, des coalitions de la société civile, du secteur privé, du monde universitaire, des syndicats, des jeunes, etc. Voir : https://ec.europa.eu/info/strategy/international-strategies/eu-and-sustainable-e-development-goals/multi-stakeholder-platform-sdgs_fr.
12. À la suite d'une enquête réalisée en mars-avril 2019 par le CCRE/ PLATFORMA et CGLU (à laquelle ont participé 25 associations de CT, voir la section 3.1), les associations danoise (LGDK et DR), écossaise, espagnole (FEMP), flamande, française, islandaise, lettone, norvégienne, serbe, slovaque, suédoise et tchèque, ont été consultées.
13. CGLU (2017), *National and Sub-National Governments on the way towards the Localization of the SDGs*.
14. CGLU et GTF (2018), *Towards the Localization of the SDGs 2018*, Rapport des gouvernements locaux et régionaux au FPHN.
15. CGLU et GTF (2019), *Towards the Localization of the SDGs 2019*, Rapport des gouvernements locaux et régionaux au FPHN.
16. CCRE et PLATFORMA (2019), *How Local & Regional Government Associations Bring the SDGs to Life*. À consulter au lien suivant : https://www.ccre.org/img/uploads/piecesjointe/filename/CEMR_PLATFORMA_study_SDGs_2019_EN.pdf.
17. Marlene Siméon, Nathalie Noupadja et Lisa Bardot (2018), « Sustainable Development Goals. How Europe's Towns and Regions Are Taking the Lead ».
18. Voir l'ENV 2017 de la Lettonie ; Carl Wright (2019), « UCLG/CIB Platform for Sustainable Development Goals and Local Government Associations ».

19. ONU-DAES (2018), « 2018 Voluntary National Reviews Synthesis Report » ; ONU-DAES (2017), « 2017 Voluntary National Reviews Synthesis Report » ; ONU-DAES (2016), « 2016 Voluntary National Reviews Synthesis Report ». Voir aussi la base de données sur les ENV des Nations unies : <https://sustainabledevelopment.un.org/vnrs/>.
20. Voir les ENV 2019 de Bosnie-Herzégovine, d'Islande, du Royaume-Uni et de Serbie. CGLU et GTF (2019), *Towards the Localization of the SDGs*.
21. Wright (2019), « UCLG/CIB Platform for Sustainable Development Goals and Local Government Associations ».
22. Paul Stephenson (2013), « Twenty years of multi-level governance: "Where does it come from? What is it? Where is it going?" », *Journal of European Public Policy* 20, n° 6 ; Hellmut Wollmann (2016), *Public and Social Services in Europe: From Public and Municipal to Private Provision—And Reverse?* ; OCDE (2019), *Réussir la décentralisation. Manuel à l'intention des décideurs*.
23. OCDE (2017), *Multi-level Governance Reforms: Overview of OECD Country Experiences*, s.d., pp. 31-33.
24. OCDE-CGLU (2016), *Subnational Governments around the World: Structure and Finance*.
25. Andreas Ladner, Nicolas Keuffer et Harald Baldersheim (2016), « Measuring Local Autonomy in 39 Countries (1990-2014) », *Études régionales et fédérales*, vol. 26, n° 3, pp. 321-357, cité par l'OCDE (2019), *Réussir la décentralisation. Manuel à l'intention des décideurs*, p. 52.
26. Hooghe et al. (2016), *Measuring Regional Authority Index*, vol. I: *A Post-functional Theory of Governance*, cité par l'OCDE (2019), *Réussir la décentralisation. Manuel à l'intention des décideurs*, pp. 7, 29, 63-64 et 159. L'autorité régionale est mesurée sur dix dimensions : contexte institutionnel, pouvoir politique, autonomie fiscale, pouvoir d'emprunter, qualité de la représentation, pouvoir réglementaire, contrôle sur l'exécutif, contrôle budgétaire, contrôle de l'emprunt et réformes constitutionnelles.
27. OCDE (2019), *Réussir la décentralisation. Manuel à l'intention des décideurs*, p. 45.
28. Geer Bouckaert, Sabine Kuhlmann et Christian Schwab (2018), *L'Avenir des administrations locales en Europe : leçons tirées de la recherche et de la pratique dans 31 pays*, IGPDE, p. 53.
29. OCDE (2019), *Réussir la décentralisation. Manuel à l'intention des décideurs*, p. 55.
30. *Ibid.*
31. OCDE-CGLU (2019), *World Observatory on Subnational Governments Finances and Investments. Country Profiles*.
32. Congrès des pouvoirs locaux et régionaux (2018), *Mission d'enquête sur la situation des élus locaux en République de Moldavie* ; Congrès des pouvoirs locaux et régionaux (2017), *La Démocratie locale et régionale en Suisse* ; OCDE-CGLU (2019), *World Observatory on Subnational Governments' Finance and Investment. Country Profiles*.
33. Congrès des pouvoirs locaux et régionaux (2018), *Mission d'enquête sur la situation des élus locaux en République de Moldavie*.
34. Conseil de l'Europe (1985), *Charte européenne de l'autonomie locale*.
35. Geer Bouckaert, Sabine Kuhlmann et Christian Schwab (2018), *doc. cit.*, p. 28.
36. Commission européenne (2016), *L'État des villes européennes 2016*.
37. CCRE (2019), *À propos des membres et associations nationales des collectivités locales et régionales en Europe*.
38. OCDE, *Multi-level Governance Reforms: Overview of OECD Country Experiences*, p. 71.
39. OCDE (2011), *Annexe B. Classification des fonctions des administrations publiques (COFOG)*.
40. OCDE (2019), *Réussir la décentralisation. Manuel à l'intention des décideurs*, pp. 73 et suivantes.
41. Congrès des pouvoirs locaux et régionaux (2018), *Mission d'enquête sur la situation des élus locaux en République de Moldavie* ; Congrès des pouvoirs locaux et régionaux (2017), *La Démocratie locale et régionale en Suisse* ; OCDE-CGLU (2019), *World Observatory on Subnational Governments' Finance and Investment. Country Profiles*.
42. OCDE (2019), *Réussir la décentralisation. Manuel à l'intention des décideurs*, p. 63.
43. Agustí Fernández de Losada (2017), *Façonner une nouvelle génération de coopération décentralisée pour une efficacité et une responsabilité accrues* ; OCDE (2018), *Reshaping Decentralised Development Cooperation : The Key Role of Cities and Regions for the 2030 Agenda*.
44. CCRE et Dexia (2010), *EU Subnational governments: 2008 key figures* ; OCDE (2018), *Subnational Governments in OECD Countries: Key Data 2018 Edition*. La part totale de collectivités territoriales (régions et collectivités locales) est passée de 17,2 % du PIB en 2009 à 15,5 % en 2016 et de 33,8 % du total des dépenses publiques à 33,4 %.
45. OCDE, *Réussir la décentralisation. Manuel à l'intention des décideurs*, p. 47.
46. OCDE-CGLU (2019), *World Observatory of Subnational Government Finance and Investment. Country Profiles*.
47. OCDE, *Réussir la décentralisation. Manuel à l'intention des décideurs*, pp. 37-38.
48. Conseil de l'Europe (2014), « Local and Regional Democracy in the United Kingdom », CG(26)10, Strasbourg.
49. OCDE (2017), *Multi-level Governance Reforms: Overview of OECD Country Experiences*, pp. 52-53.
50. *Ibid.*, p. 52.
51. *Ibid.*, p. 55.
52. Commission européenne (2001), *Gouvernance européenne*.
53. Comité des régions (2009), « Livre blanc sur la gouvernance à multiveaux ».
54. Union européenne (2007), *Traité de Lisbonne modifiant le Traité de l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne* : article 5.
55. Pour plus d'informations sur ces organisations, consultez la section 3.1 suivante.
56. Voir : <https://www.ccre.org/en/actualites/view/2165>.
57. Le Comité des régions compte 350 membres représentant des CT des 28 pays de l'UE. Consulter : www.cor.europa.eu.
58. Règlement délégué (UE) n° 240/2014 de la CE du 7 janvier 2014 relatif au Code de conduite européen sur le partenariat, dans le cadre des Fonds structurels et d'investissement européens. Voir : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32014R0240&rom=FR>.
59. Luc Van den Brande (2014), *Multi-level Governance and Partnership. The Van Den Brande Report. Special Report Prepared at the Request of the Commissioner for Regional and Urban Policy Johannes Hahn*, Bruxelles.
60. Comité des régions, *Charte pour la gouvernance à multiveaux en Europe*.
61. Commission européenne (2016), « Communication sur les prochaines étapes pour un avenir européen durable : action européenne en faveur de la durabilité ».
62. Voir : https://ec.europa.eu/info/strategy/international-strategies/sustainable-development-goals/multi-stakeholder-platform-sdgs_en.
63. Voir : https://ec.europa.eu/info/strategy/international-strategies/sustainable-development-goals/multi-stakeholder-platform-sdgs/support-and-advice_en.
64. Commission européenne (2019), *Vers une Europe durable à l'horizon 2030*.
65. Commission européenne, *Les Principes de subsidiarité et de proportionnalité : renforcer leur rôle dans l'élaboration des politiques de l'Union*.
66. Parlement européen, *Rapport stratégique annuel sur la mise en œuvre et la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD)*, P8_TA-PROV(2019)0220 ; Commission du développement du Parlement européen, Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire, *Rapport stratégique annuel sur la mise en œuvre et la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD)* ; Parlement européen, « Résolution du Parlement européen du 3 juillet 2018 sur le rôle des villes dans le cadre institutionnel de l'Union européenne ».

06 Europe — Notes

67. Voir : http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2018-0273_FR.html.
68. Eurostat (2019), « Sustainable Development in the European Union. Overview of Progress towards the SDGs in an EU Context ».
69. Comité économique et social européen (2018), *Exposer les lacunes stratégiques de l'UE dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable – Étude* ; OCDE (2018), *Measuring Distance to the SDG Targets 2017: An Assessment of Where OECD Countries Stand*.
70. Site Web du Futurium : <https://ec.europa.eu/futurium/en/urban-agenda>.
71. OCDE (2019), *Réussir la décentralisation. Manuel à l'intention des décideurs*, p. 86.
72. *Ibid.*, pp. 11, 131-134 et OCDE (2017), *Multilevel Governance Reforms: Overview of OECD Country Experiences*.
73. OCDE (2017), *doc. cit.*
74. Delia Rodrigo, Lorenzo Allio et Pedro Andres-Amo (2009), « Multi-Level Regulatory Governance: Policies, Institutions and Tools for Regulatory Quality and Policy Coherence », *OCDE Working Papers on Public Governance*, Paris.
75. Voir : http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2018-0273_FR.html.
76. Pour plus d'informations, voir : https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/policy/themes/urban-development/agenda/pact-of-amsterdam.pdf.
77. ONU Habitat (2017), *National Urban Policy, Europe and North America* (Nairobi, 2017) ; ONU-Habitat et OCDE, *Global State of National Urban Policy*.
78. Commission européenne (2019), *Soutenir les Objectifs de développement durable dans le monde. Rapport de synthèse conjoint de l'Union européenne et de ses États membres*, SWD(2019) 176 Final, Bruxelles.
79. Commission européenne (2013), *Accorder une autonomie accrue aux autorités locales dans les pays partenaires pour une meilleure gouvernance et des résultats plus concrets en matière de développement*.
80. Pour plus d'informations, voir : <http://www.plattform-dev.eu/>.
81. Commission européenne (2000), *Accord de Cotonou*.
82. Comité européen des régions (2019), *Une approche territoriale pour la mise en œuvre des ODD dans l'UE – Le rôle du Comité européen des régions*, Commission sur les politiques économiques ECON, Bruxelles.
83. Parlement européen, Conseil et Commission européenne (30 juin 2017), « Le nouveau consensus européen pour le développement. Notre monde, notre dignité, notre avenir », *Journal officiel de l'UE*, vol. 60. En outre, le Consensus reconnaît l'importance des villes et du développement urbain.
84. *Ibid.*
85. OCDE (2018), *Reshaping Decentralised Development Co-operation, The Key Role of Cities and Regions for the 2030 Agenda*, p. 40 ; Agustí Fernández de Losada Passols, (2017), *Façonner une nouvelle génération de coopération décentralisée pour une efficacité et une responsabilité accrues*, Bruxelles.
86. Notamment : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Pays-Bas, Suède, et, dans une moindre mesure, pays baltes, France, Islande, Italie, Norvège, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni (villes anglaises et Écosse) et Slovaquie. L'ENV de la Serbie souligne également le rôle important des CT.
87. Pour une cartographie complète des CT en Europe, consulter : <https://www.ccre.org/en/pays/map>.
88. Créé en 1951, le CCRE rassemble soixante associations nationales de CT de quarante et un pays européens et représente, par leur intermédiaire, tous les niveaux de territoires : local, intermédiaire et régional. Voir : <http://www.ccre.org/>.
89. Créé en 2008, PLATFORMA est une coalition paneuropéenne de trente organisations nationales, de réseaux européens et internationaux de collectivités territoriales qui agissent sur la coopération internationale de l'UE : <http://platforma-dev.eu/fr/about-us/>.
90. Ce sujet a été abordé lors de la réunion du groupe de travail du CCRE sur la « Mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) au niveau local ».
91. Fondée en 1986, Eurocities réunit 140 des plus grandes villes d'Europe de 39 pays, voir : <http://wsdomino.eurocities.eu/eurocities/>.
92. Voir : http://www.eurocities.eu/eurocities/calendar/events_list/SDG-summer-deals-WSPO-AZ2GZT.
93. Par exemple, en octobre 2018 et en avril 2019 s'est déroulée à Bruxelles la Semaine européenne des régions et des villes, un événement conjoint sur la localisation des ODD, avec des exemples concrets de différentes CT. Voir : http://www.eurocities.eu/eurocities/calendar/events_list/Delivering-Sustainable-Development-Goals-at-regional-and-local-level-WSPO-B2KQGY.
94. Créée en 1971, l'Association des régions frontalières européennes compte 100 membres de 39 pays, elle fait entendre la voix des régions frontalières et transfrontalières au niveau européen : <https://www.aebr.eu/fr/index.php>.
95. Créée en 1985, l'Assemblée des régions européennes (AER), regroupe 47 régions de 35 pays, de la Norvège à la Turquie en passant par la Russie et le Portugal : <https://aer.eu/>.
96. Créée en 1973, la Conférence des régions périphériques maritimes rassemble environ 160 régions de 25 États de l'UE et hors de l'UE : <https://cpmr.org/fr/qui-sommes-nous/>.
97. Créée en 1990, Climate Alliance est un réseau de 1 700 villes et municipalités de 26 pays : www.climatealliance.org.
98. Créée en 1990, Energy Cities représente 1 000 villes dans 30 pays : <https://energy-cities.eu/fr/>.
99. Pour plus d'informations sur chacun des réseaux, voir : <https://www.global-taskforce.org/>.
100. Toutes les informations sur l'Agenda urbain de l'UE sont disponibles à l'adresse suivante : <https://ec.europa.eu/futurium/>.
101. Qualité de l'air, logement, pauvreté dans les zones urbaines, intégration des migrants et des réfugiés, économie circulaire, transition numérique, mobilité urbaine, emploi et compétences dans l'économie locale, transition énergétique, adaptation climatique, marchés publics innovants et responsables et utilisation durable des terres et des solutions naturelles (comme en mars 2019). Voir : http://www.eurocities.eu/eurocities/working_groups/Urban-Agenda-for-the-EU&tpl=home.
102. Pour plus d'informations : <https://www.conventiondesmaires.eu/>.
103. Voir : <https://cor.europa.eu/fr/engage/Pages/cohesion-alliance.aspx>.
104. Voir les informations mises à jour par le CCRE : <http://ccre.org/fr/actualites/view/3519> et <http://www.ccre.org/fr/actualites/view/3804>.
105. L'enquête de 2019 a également été co-organisée avec CGLU. L'analyse de l'enquête de 2018 se trouve à l'adresse : bit.ly/2BZaXhG. Pour l'infographie de l'enquête de 2019, voir : https://www.ccre.org/img/uploads/piecesjointe/filename/PLT_19_13_infographics_SDGs_FR.pdf.
106. Association suédoise des Nations unies, *Stort inröse från kommuner och regioner för Agenda 2030* (Importance des municipalités et des régions dans le Programme 2030). Voir : <https://fn.se/vi-gor/utveckling-och-fattigdomsbekampning/agenda-2030/glokala-sverige/>.
107. L'AICCRE a organisé plusieurs séances de formation au niveau local et une au niveau national, impliquant plus d'une centaine de maires en 2018, elle a prévu une nouvelle action de formation en juin 2019. Une réunion internationale a eu lieu à Venise en novembre 2018, *Venise City Solutions 2030*, en partenariat avec ONU-Habitat, le PNUD et le FENU. Voir : <https://www.aiccre.it/sdg-2030/> et <https://www.aiccre.it/vcs2030/>.
108. L'Association des collectivités locales tchèque SMO (en coopération avec l'ONG Caritas de la République tchèque) a mis en œuvre un projet intitulé *Sustainable Cities and Municipalities for Development (2016-2017)*, axé sur la sensibilisation (voir : https://www.youtube.com/watch?v=1_26SC3scss). D'autres actions ont également été entreprises, destinées à être publiées, notamment en direction des étudiants.

109. Depuis 2016, l'Association des collectivités locales lettonne, LALRG, œuvre sur le projet « Travailler ensemble pour donner aux collectivités locales et régionales les moyens d'obtenir des résultats de développement efficaces dans les pays partenaires de l'UE », avec le soutien de PLATFORMA, afin d'élaborer une approche multi-acteurs des ODD. Elle a organisé divers ateliers en 2017 (à Jaunpils et Kuldīga) ; elle a également réalisé des dessins animés sur le thème des ODD, en coopération avec le « studio d'animation » de la région de Jaunpils.
110. C'est le cas par exemple du département de la Gironde ou des collectivités régionales de Nouvelle-Aquitaine et de Normandie (réponse de l'AFCARE à l'enquête CCRE/PLATFORMA).
111. Pour plus d'informations, voir : www.rgr.de.
112. Réponse de la SNCT à l'enquête. L'Association des collectivités locales SNCT est responsable de la mise en œuvre du 2^e pilier du projet de coordination des politiques publiques locales et de l'élaboration des premiers programmes de développement des CT, conformément à la loi sur le système de planification (dans cinq municipalités pilotes).
113. Royaume-Uni (2019), « Voluntary National Review of progress towards the Sustainable Development Goals » et réponses de la LGA à l'enquête CCRE/PLATFORMA.
114. Voir : http://www.nalas.eu/News/SDGs_Handbook.
115. CCRE/PLATFORMA (2019), *How Local & Regional Government Associations Bring the SDGs to Life*.
116. Forte implication : associations allemande, belge, danoise, écossaise, espagnole, islandaise, lettonne, néerlandaise, norvégienne et suédoise. Faible implication : associations anglaise, française, italienne, lituanienne et serbe. Trois associations n'ont pas été informées (les associations albanaise, bosniaque et monténégrine) et l'association moldave n'était pas au courant du processus.
117. CCRE/PLATFORMA (2019), *doc. cit.* Ces pourcentages sont un peu différents des pourcentages indiqués à la section 2.1, qui prennent en considération tous les pays européens ayant soumis un rapport au FPHN ou qui ont créé des mécanismes de coordination pour le suivi des ODD, et pas seulement les associations de CT qui ont répondu à l'enquête.
118. Pour plus d'informations, voir : https://www.agenda2030.gob.es/sites/default/files/INFORME_DE_GOBERNANZA_AC_2030_1.pdf.
119. Dans le cas de l'Albanie, l'ENV mentionne la participation des collectivités locales à la préparation des ENV, mais l'Association des municipalités albanaises n'a pas été consultée.
120. En France, les CT sont invitées à produire un rapport régulier sur leurs politiques de développement durable, permettant d'établir un rapport global sur les ODD. Voir, par exemple, Région Bourgogne-Franche-Comté (2018), *Le Développement durable – Une priorité pour la région, rapport 2016-2017*.
121. L'enquête a été menée auprès des municipalités (39 %, dont 6 % de grandes villes), des régions (17 %), d'entités intermédiaires (9 %, notamment des comtés ou des provinces), d'autres organismes locaux et régionaux (10 %) ainsi que des universités, des ONG ou des organismes publics (26 %). Les principaux résultats de l'enquête (2019) sont les suivants : https://cor.europa.eu/fr/news/Pages/SDGs_survey.aspx.
122. Comité des régions, *Résultats de l'étude de l'OCDE*, p. 7. La participation au processus de l'ENV est de 21 %, mais elle est plus élevée parmi les régions (38 %) et les entités intermédiaires (29 %), et plus faible parmi les petites municipalités (11 %). Dans l'enquête CCRE/PLATFORMA, le pourcentage de participation aux ENV est de 26 %.
123. Pour les pays du Nord, voir le Rapport Nordregio (2018) ; enquêtes CGLU (2019).
124. Par exemple, des villes comme Amiens, Besançon, Bonn, Bristol, Canterbury, Gand, Fribourg, Haarlem, Hanovre, Harelbeke, Helsinki, Malmö, Manheim, Poznań, Oss, Strasbourg, Utrecht ou des départements ou gouvernements provinciaux tels que Cordoue, Barcelone, la Gironde, des régions comme Bruxelles-Capitale, le Pays basque, la Catalogne, le comté de Kronoberg, la Lombardie, la Rhénanie du Nord-Westphalie, la Normandie, la Nouvelle-Aquitaine, l'Écosse, le comté de Västra Götaland et le Pays de Galles, entre autres.
125. Pour plus d'informations, voir : <http://www.ccre.org/fr/actualites/view/3555>. Voir aussi les lignes directrices élaborées par VVSG (2018), Integrating the SDGs into your context analysis: how to start?, accessible sur la page : <http://localizingthesdgs.org/library/431/Integrating-the-SDGs-into-policy-planning-context-analysis.pdf>.
126. Pour plus d'informations, consulter le site : <https://www.diba.cat/web/ods/que-son-els-ods>.
127. Plus d'informations sur la page : https://www.regensburg.de/sixcms/media.php/280/STADT_RGBG_MANAGEMENTPLAN_WELTERBE_GB_screen.pdf.
128. Plus d'informations sur la page : https://www.mannheim.de/sites/default/files/institution/13085/broschu_re_strategische_ziele_englisch.pdf.
129. Pour plus d'informations, voir : http://www.nalas.eu/News/SDGs_Handbook.
130. Nora Sánchez Gassen, Oskar Penje et Elin Slätmo (2018), *Global Goals for Local Priorities: The 2030 Agenda at Local Level*, Rapport Nordregio, Stockholm.
131. Plus d'informations sur : <https://www.asker.kommune.no/nye-asker-kommune/barekraft/the-new-asker-municipality-is-based-on-the-un-sustainable-development-goals/>.
132. Pour plus d'informations, voir : <http://developpementdurable.wallonie.be/actualite/en-route-vers-203>.
133. Plus de détails disponibles sur la page : <http://www.cooperaciovalenciana.gva.es/es/agenda-2030>.
134. Plus de détails disponibles sur la page : http://cads.gencat.cat/en/Agenda_2030/index.html.
135. Association suédoise des Nations unies (2019), *Stort intresse från kommuner och regioner för Agenda 2030* (Importance des municipalités et des régions dans le Programme 2030).
136. Plus d'informations sur la page : <https://www.uclg.org/en/media/news/insight-german-municipalities-begin-localize-sdgs>.
137. Plus d'informations sur la page : <https://www.diba.cat/en/web/ods/la-diputacio-amb-els-ods>.
138. Ville de Besançon, *Rapport annuel Développement durable 2017* : http://www.besancon.fr/gallery_files/site_1/346/348/24537/2017_rapport_developpement_durable.pdf.
139. Bristol Green Capital, Université de Bristol, *Bristol Method + Driving the SDGs Agenda at City Level in Bristol*. https://bristolgreencapital.org/wp-content/uploads/2018/07/Bristol-Method-Driving-the-SDGs-agenda-at-city-level-in-Bristol_17-Jul-2018.pdf.
140. Plus d'informations sur la page : <https://www.harelbeke.be/sdgs>.
141. Pour plus d'informations, voir : <https://www.stadt-muenster.de/umwelt/nachhaltigkeit.html>.
142. Deppy Keranidou et al. (2018), *Utrecht: A Global Goals City, Utrecht's Approach to Localising the UN SDG* : http://www.ewrcp.eu/webfiles/odaysOzSpPresentation_files/35-QzpcVXNlcnNcm9zYXJcRGVza3RvcFxmB2NhbGZaW5nLXR0ZS1TREdLWlUuLV0cmVjaHQlLnBkZg==.pdf.
143. Telos, Geemete Oss (2017), *Prototype voor een lokale SDG monitor voor Nederland*.
144. Pour plus d'informations, voir : <https://rheden4globalgoals.nl>.
145. *Ibid.*
146. Pour plus de détails, voir : <http://www.agenda21france.org/agenda-21-de-territoire/index.html>.
147. CCRE/PLATFORMA (2019), *How Local & Regional Government Associations Bring the SDGs to Life*.
148. Pour plus d'informations, voir : <https://www.madrid.es/portales/munimadrid/es/Inicio/El-Ayuntamiento/-promos/Cooperacion-Internacional-y-Fondos-Europeos/?vgnextfmt=default&vgnextoid=c3fa00514bd0e310VgnVCM2000000c205a0aRCRD&vgnnextchannel=069f89da1c5cb410VgnVCM20000000c205a0aRCRD&idCapitulo=10707786>.
149. Pour plus d'informations, voir : <https://decide.madrid.es/>.
150. Plus de détails disponibles sur : <http://www.amb.cat/ca/web/amb/actualitat/sala-de-premsa/notes-de-premsa/detall/-/notaprensa/primer-informe-anual-de-l-observatori-metropolita-de-l-habitatge--o-hb/6783666/11696>.
151. Pour plus d'informations, voir : <https://pjp-eu.coe.int/en/web/coyote-magazine/somos>.

06 Europe — Notes

152. Comité des régions – OCDE, p. 5. Parmi tous les répondants qui utilisent des indicateurs, la réponse la plus courante était celle des indicateurs locaux (26 %) suivis des indicateurs nationaux (19 %). Moins de 15 % des répondants ont utilisé des indicateurs au niveau de l'UE ou de l'ONU.
153. Pour plus d'informations, consulter : <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/sdi/indicators>.
154. En 2018, ces indicateurs étaient les suivants : taux de surpeuplement ; population vivant dans un logement exposé au bruit ; exposition à la pollution de l'air par les particules ; population vivant dans un logement avec un toit qui fuit, des murs humides, un niveau dans les fondations, de la pourriture dans les cadres de fenêtres ; population ayant signalé des cas de criminalité, de violence ou de vandalisme dans son quartier ; difficultés d'accès aux transports publics ; nombre de personnes tuées dans des accidents de la route ; part des autobus et des trains dans le transport des passagers ; taux de recyclage des déchets municipaux ; population reliée au moins à un système de traitement des eaux usées secondaires ; et couverture de terre artificialisée par habitant.
155. CESE (2018), *Exposer les lacunes stratégiques de l'UE dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable*.
156. Pour plus d'informations, voir : <https://www.wien.gv.at/stadtentwicklung/studien/pdf/b008486d.pdf>.
157. À la suite de l'adoption en 2007 de la Charte de Leipzig sur la ville européenne durable, la France a lancé cet outil, soutenu par la Commission européenne et développé dans le cadre d'un processus inclusif avec des représentants des ministères concernés, du CCRE et d'autres acteurs. Voir : www.rfsc.eu.
158. Pour plus d'informations, voir : <http://localizingthesdgs.org/library/447/> Localizing the SDGs in Utrecht. pdf. D'autres villes comme Oss ont développé leurs propres indicateurs : <http://telos.nl/894864.aspx?t=Prototype voor een lokale SDG-monitor voor Nederland>.
159. Pour plus d'informations, voir : https://www.vvsg.be/International/SDG-pagina/documents%20in%20foreign%20languages/Local_SDGindicators.xlsx (Un manuel est également disponible en anglais sur la page : bit.ly/2MENkgf).
160. Dirk Assmann et al. (2018), *SDG Indicators for Municipalities. Indicators for Mapping Sustainable Development Goals of the United Nations in German Municipalities*, Gütersloh.
161. Pour plus d'informations, voir : <http://reds-sdsn.es/comunicado-lanzamiento-informe-ods-ciudades>.
162. Pour plus d'informations, voir : http://unsdsn.org/wp-content/uploads/2018/11/RPT_021_2018_SDG_City.pdf.
163. Pour plus d'informations, consulter la page : localizingthesdgs.org/library/536/Sustainable-Development-Index-at-the-municipal-level.pdf.
164. Le Centre commun de recherche, avec le soutien de la Direction générale de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne, élabore actuellement un manuel européen pour la préparation des Examens locaux volontaires (ELV).
165. Depuis 2000, la croissance du PIB a été 50 % plus rapide dans les villes que dans les autres zones. Future Agenda (2017), *Future of Cities* : <https://www.futureagenda.org/news/future-of-cities-full-report>.
166. Certains pays ont dépassé ou sont proches des taux d'emploi définis dans la stratégie européenne 2020 (75 % chez les personnes âgées de 20 à 64 ans). C'est le cas notamment de la Suède, de l'Allemagne, du Danemark, du Royaume-Uni, de l'Estonie et des Pays-Bas. Dans d'autres pays, les taux d'emploi n'ont pas augmenté (en particulier dans les régions en transition) et, même quand ils se sont améliorés, le chômage reste élevé (par exemple, dans les pays du sud de l'Europe). Commission européenne (2017), *Septième Rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale*.
167. Ibid. Les zones géographiques et pays suivants comprennent une majorité de régions classées comme « moins développées » : pays d'Europe de l'Est, pays baltes et Balkans, République tchèque, Grèce, Italie du Sud, ouest de l'Espagne et Portugal. Les zones géographiques et pays suivants comprennent des régions considérées comme des « régions en transition » : Malte, le sud de l'Espagne, la Wallonie en Belgique et différentes régions en Autriche, au Danemark, en France, en Allemagne, en Grèce, en Italie, au Portugal, au Royaume-Uni et en Bulgarie.
168. Pour plus d'informations, voir : https://cdn4-eeas.fpfis.tech.ec.europa.eu/cdn/farfuture/qBwfcRMS_MyvjhZSpABJwAP2LIW0eoVxqGZtf9_2k/mtime:1518429431/sites/eeas/files/communication-credible-enlargement-perspective-western-balkans_fr.pdf.
169. Commission européenne (2017), *doc. cit.*
170. Voir : <https://s3platform.jrc.ec.europa.eu/-/ljublana-start-up-ecosystem-and-the-technology-park-ljubljana-slovenia?inheritRedirect=true>.
171. Voir : <https://maastrichtlab.nl/>.
172. Pour plus d'informations, voir : <https://smarterlabs.uni-graz.at/en/project-overview/living-lab-experiment-graz/>.
173. Pour plus d'informations, voir : <http://www.urbanexp.eu/urban-labs>.
174. Commission européenne, Dijkstra (2018), *Ma Région, mon Europe, notre futur : septième rapport sur la cohésion sociale, économique et territoriale*. Pour les initiatives dans le Pays basque, voir : http://www.euskadi.eus/contenidos/informacion/7071/es_2333/adjuntos/Resumen%20Impacto%20%20BONO%20SOSTENIBLE%202018%20%20INGL%C3%89S%2030_05.pdf.
175. Pour plus d'informations, voir : https://www.ilcittadinomb.it/stories/Economia/imprese-sostegno-allo-sviluppo-delle-pmi-in-un-incontro-in-assolombarda_1305052_11/
176. Pour plus d'informations, voir : https://ec.europa.eu/futurium/en/system/files/ged/2019-06-14_bucharest_declaration_en.pdf.
177. Commission européenne, Dijkstra (2018), *doc. cit.*
178. URBACT et Union européenne, 25 octobre 2018, *Conférence sur la vitalité des petites villes d'Europe*, Barcelone.
179. Pour plus d'informations, voir : <http://s3platform.jrc.ec.europa.eu/-/first-phase-of-edp-implementation-in-the-crete-region?inheritRedirect=true>.
180. Pour plus d'informations, voir : <http://s3platform.jrc.ec.europa.eu/-/how-the-project-s3-4alclusters-supports-the-implementation-of-s3?inheritRedirect=true>.
181. Pour plus d'informations, voir : <https://www.wifi4eu.eu/#/home>.
182. Pour plus d'informations, voir : <http://www.ccre.org/fr/actualites/view/3808>.
183. Pour plus d'informations, voir : [NWS.eurocities.eu/MediaShell/media/The_role_of_cities_in_promoting_social_entrepreneurship.pdf](https://nws.eurocities.eu/MediaShell/media/The_role_of_cities_in_promoting_social_entrepreneurship.pdf).
184. Commission européenne (2019), *The Future of Cities – Opportunities, Challenges and the Way forward*.
185. Pour plus d'informations, voir : <https://urbact.eu/incredibol-creative-innovation>.
186. Montalto et al. (2017), *The Cultural and Creative Cities Monitor*, Bruxelles. Pour plus de détails, voir : <https://doi.org/10.2760/58643>.
187. Pour plus d'informations, voir : <https://ec.europa.eu/jrc/fr/peseta-ii>.
188. Pour plus d'informations, voir : <https://climate-adapt.eea.europa.eu/metadata/projects/climate-change-and-impact-research-the-mediterranean-environment>.
189. Pour plus d'informations, voir : https://ec.europa.eu/clima/policies/strategies/2050_fr.
190. Pour plus d'informations, voir : <https://www.conventiondesmaires.eu/>.
191. Pour plus d'informations, voir : https://energy-cities.eu/wp-content/uploads/2019/01/local_energy_ownership_study-energycities-fr.pdf.
192. Plus de détails sur : <https://cordis.europa.eu/article/id/400003-retrofitting-buildings/fr>.
193. Plus de détails sur : <https://www.intergeurope.eu/policylearning/good-practices/item/375/london-s-building-retrofit-programme-re-fit/>.
194. Plus de détails sur : <https://www.intergeurope.eu/policylearning/good-practices/item/1166/energy-retrofit-of-the-multi-apartment-building-rejkoviceva-2/>.
195. Plus de détails sur : https://www.c40.org/case_studies/energy-retrofits-protecting-the-cultural-heritage-in-heidelberg.
196. Pour plus d'informations, voir : <https://www.worldfuturecouncil.org/energy-remunicipalisation-hamburg-buys-back-energy-grids/>.

197. Pour plus d'informations, voir : <http://energia.barcelona/en/barcelona-energia-municipal-electricity-company>.
198. Pour plus d'informations, voir : <http://www.eltis.org/discover/news/free-public-transport-launched-successfully-dunkirk>.
199. Pour plus d'informations, voir : <https://www.tallinn.ee/eng/freepublictransport/About-free-public-transport-in-Tallinn>.
200. Plus de détails sur : <https://www.cdp.net/fr/cities/world-renewable-energy-cities>.
201. Plus de détails sur : <http://e5p.eu/>.
202. Plus d'informations sur : <https://www.climate-chance.org/observatoire-de-l'action/rapport2018/>.
203. Pour plus d'informations, voir : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A52016DC0501>.
204. CGLU et GTF (2018), *Towards the Localization of the SDGs*, Rapport des gouvernements locaux et régionaux au FPHN, p. 56.
205. *Ibid.*
206. Pour plus d'informations, voir : <https://www.madrid.es/portales/munimadrid/es/Inicio/Actualidad/Noticias/La-EMT-bate-record-de-viajeros-este-fin-de-semana-con-la-entrada-en-vigor-de-Madrid-Central/?vgnnextfmt=default&vgnnextoid=c952e4849f377610VgnVCM1000001d4a900aRCRD&vgnnextchannel=a12149fa40ec9410VgnVCM100000171f5a0aRCRD>.
207. CGLU et GTF (2018), *doc. cit.*
208. *Ibid.*
209. Pour plus d'informations, voir : <http://www.sharingcities.eu/sharingcities/city-profiles/milan>.
210. Pour plus d'informations, voir : <https://es.calameo.com/books/00074977859cb097841ac>.
211. Plus de détails sur : <https://mcphy.com/en/news/zero-emission-valley-its-up-to-you/>.
212. Plus de détails sur : http://www.epsa-projects.eu/index.php/Green_Deal_Approach_in_the_Netherlands.
213. Plus de détails sur : <http://ajuntament.barcelona.cat/ecologiaurbana/ca/residu-zero/recollida-selectiva/porta-a-porta>.
214. Plus de détails sur : <https://www.regionofwaterloo.ca/en/living-here/blue-box-recycling.aspx>.
215. Voir : <https://www.interregeurope.eu/winpol/>.
216. Voir : <https://www.eea.europa.eu/themes/waste/municipal-waste>.
217. Commission européenne (2017), *Septième Rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale*.
218. Pour plus d'informations, voir : http://ec.europa.eu/environment/circular-economy/index_en.htm.
219. Pour plus d'informations, voir : <https://www.climate-kic.org/in-detail/municipality-circular-economy-case-studies/>.
220. Pour plus d'informations, voir : <http://www.economiecirculaire.org/>.
221. Par exemple, Stratégie énergétique du Pays basque 2030, Programme-cadre environnemental 2020, Stratégie ÉcoEuskadi 2020, Programme Écoefficacité, Plan de prévention et de gestion des déchets 2020. Voir : <https://espon.public.lu/dam-assets/publications/policy-brief-on-circular-economy-final.pdf>.
222. Pour plus d'informations, voir : <https://www.interregeurope.eu/policylearning/good-practices/item/145/regional-road-map-towards-circular-economy/>.
223. Plus de détails sur : http://pjhoj.fi/English/circular_economy_press.
224. Voir : <http://sustainablefoodcities.org/>.
225. Pour plus d'informations, voir : www.ciudadesagroecologicas.eu/.
226. Plus d'informations sur : <https://www.retecittasane.it/>.
227. Plus d'informations sur : <https://www.ruaf.org/projects/dutch-city-deal-food-urban-agenda>.
228. Pour plus de détails, voir : <https://www.biostaedte.de/>.
229. Pour plus de détails, voir : <http://www.agroecocities.eu/>.
230. Plus d'informations sur : <https://www.ruaf.org/cityfood>.
231. Plus d'informations sur : <http://www.milanurbanfoodpolicycompact.org/>.
232. Plus de détails sur : <http://regions-france.org/actualites/actualites-nationales/transition-agricole-partenariat-resolis/>.
233. Pour plus d'informations, voir : <https://www.akeuropa.eu/comparison-european-water-supply-and-sanitation-systems>.
234. Pour plus d'informations, voir : www.tni.org/es/publicacion/llego-paraque-darse-la-remunicipalizacion-del-agua-como-tendencia-globa.
235. Pour plus d'informations, voir : <http://www.unwater.org/publications/unwater-glaas-2017-financing-universal-water-sanitation-hygiene-sustainable-development-goals/>.
236. Attolico (2014), « Building Resilience Through Territorial Planning: The Experience of Province of Potenza », *Procedia Economics and Finance*.
237. Pour plus d'informations, voir : [https://www.bristol.gov.uk/documents/20182/1308373/Bristol Resilience Strategy](https://www.bristol.gov.uk/documents/20182/1308373/Bristol%20Resilience%20Strategy).
238. CGLU et GTF (2018), *Towards the Localization of the SDGs*, Rapport des gouvernements locaux et régionaux au FPHN, p. 68.
239. *Ibid.*, p. 69.
240. Pour plus d'informations, voir : <http://www.resilientregions.org/2016/08/resilient-community-skane/>.
241. Voir : https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/People_at_risk_of_poverty_or_social_exclusion.
242. Commission européenne (2017), *Septième Rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale*.
243. OCDE (2017), *Understanding the Socio-Economic Divide in Europe*.
244. Wolf et Wiechmann (2017), *Urban Growth and Decline: Europe's Shrinking Cities in a Comparative Perspective 1990-2010*.
245. Commission européenne (2019), *The Future of Cities – Opportunities, Challenges and the Way forward*.
246. URBACT (2013), *From Crisis to Choice: Re-imagining the Future in Shrinking Cities*.
247. Pour plus d'informations, voir : <https://charter-equality.eu/?lang=fr>.
248. Pour plus d'informations, voir : <http://www.blog.urbact.eu/2017/12/umea-gender-equality-at-the-heart-of-the-city/>.
249. Plus d'informations sur : http://www.charter-equality.eu/exemple-de-bonnes-pratiques/ile-de-france-public-transport-anti-harassment-campaign.html?ref_id=166.
250. Pour plus de détails, voir : http://www.charter-equality.eu/exemple-de-bonnes-pratiques/compilation-of-good-practices-in-italy-municipalities-and-regions.html?ref_id=156.
251. Commission européenne (2017), *Septième Rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale*.
252. Plus d'informations sur : <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/EDN-20190307-1>.
253. Pittini et al. (2017), *The State of Housing in the EU 2017*, Bruxelles.
254. Pour plus d'informations, voir : <https://www.uclg.org/en/media/news/cities-adequate-housing-call-action-ensure-right-housing>.
255. Plus de détails sur : <https://ec.europa.eu/futurium/en/housing/actions>.
256. Pour plus d'informations, voir : [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2016/579099/EPRS_IDA\(2016\)579099_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2016/579099/EPRS_IDA(2016)579099_EN.pdf).
257. CGLU et GTF (2018), *Towards the Localization of the SDGs*, Rapport des gouvernements locaux et régionaux au FPHN, pp. 52-53.
258. *Ibid.*, p. 51.
259. *Ibid.*
260. Pour plus d'informations, voir : <https://hf.socialnibydeni.org/housing-first-for-families-in-brno>.
261. Pour plus d'informations, voir : <https://www.uclg-cisdp.org/en/news/latest-news/m%C3%B3stoles-spain-leading-ambitious-strategy-right-housing-and-rights-homeless-people> ; <https://www.terrassa.cat/es/fons-de-loguer-social-d-emergencia> ; voir aussi : <http://ajuntament.barcelona.cat/drets-socials/es/noticia/nace-la-unidad-que-actuará-preventivamente-contra-los-desahucios> ; et <https://www.procasacazid.es/omdevi.php>.

06 Europe — Notes

262. Plus de détails sur : <https://medium.com/@UNDPEurasia/lay-of-the-land-what-does-hdi-tell-us-about-eurasia-688968f0b3e4>.
263. Commission européenne (2017), *Septième Rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale*.
264. Plus de détails sur : <https://publichealthmatters.blog.gov.uk/2017/11/27/taking-action-against-health-inequalities-in-london/>.
265. Commission européenne (2017), *Septième Rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale*.
266. Plus d'informations sur : <https://www.oxford.gov.uk/zez>.
267. Plus d'informations sur : <https://www.fastcompany.com/3020990/a-greenspace-transit-network-to-connect-a-citys-parks-the-countryside>.
268. Plus d'informations sur : http://www.euro.who.int/_data/assets/pdf_file/0006/361437/consensus-fra.pdf?ua=1.
269. Plus d'informations sur : http://www.euro.who.int/_data/assets/pdf_file/0008/345599/67wd09e_SDGroadmap_170638.pdf?ua=1.
270. Commission européenne (2017), *doc. cit.*
271. Plus de détails sur : <https://www.santfeliu.cat/go.faces?xmid=24261>.
272. Commission européenne (2016), *The State of European Cities*.
273. Voir la présentation sur : https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/conferences/cities_forum_2017/segregation_keller.pdf.
274. OCDE (2015), *Ageing in Cities*, Paris. Voir : <https://doi.org/10.1787/9789264231160-en>.
275. Pour plus de détails : <https://www.ljubljana.si/en/municipality/city-of-ljubljana-publications/?category=6>.
276. Pour plus de détails : <https://www.uclg-cisdp.org/sites/default/files/Minutes%20Geneva%20meeting%200409.pdf> ; http://sim.rebo.uu.nl/wp-content/uploads/2015/04/Oomen_Rights-and-the-City.pdf ; <https://welovebudapest.com/en/toplists/accessible-budapest-how-to-enjoy-the-city-with-limited-mobility/>.
277. Plus d'informations sur : <http://citiesofmigration.ca/wp-content/uploads/2012/03/Practice-to-Policy.pdf>.
278. Plus de détails sur : <https://ec.europa.eu/futurium/en/inclusion-migrants-and-refugees/final-action-plan-inclusion-migrants-and-refugees-partnership>.
279. Plus de détails sur : <https://ec.europa.eu/migrant-integration/librarydoc/migration-and-strengthening-anti-discrimination-in-local-and-regional-governments>.
280. Plus de détails sur : <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-15312-2016-INIT/fr/pdf>.
281. Plus de détails sur : https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/policies/european-agenda-migration/proposal-implementation-package/docs/20160607/communication_action_plan_integration_third-country_nationals_en.pdf.
282. Plus d'informations sur : <https://ec.europa.eu/futurium/en/content/dg-home-meeting-european-integration-network-brussels>.
283. Plus d'informations sur : https://www.uclg-cisdp.org/sites/default/files/Cities%20for%20Migration%20and%20Rights%20%28Minutes%20Mechelen%29_1.pdf.
284. Plus d'informations sur : <https://www.uclg-cisdp.org/en/observatory/jugendcollege-training-and-education-young-migrants-vienna>.
285. Plus de détails sur : <https://www.uclg-cisdp.org/en/news/latest-news/grenoble-fosters-participation-and-human-rights-all-its-inhabitants-through-notion>.
286. Voir les pages : <https://bristol.cityofsanctuary.org/> ; <http://lanostraciutateurefugi.com/> ; <http://www.dire.it/19-01-2018/166116-migranti-napoli-citta-rifugio-aperto-un-corridoio-umanitario-per-i-richiedenti-asilo/>.
287. Voir : https://www.ccre.org/img/uploads/piecesjointe/filename/CEMR_Call_for_a_real_common_european_asylum_policy_EN.pdf.
288. Plus d'informations sur : https://www.ccre.org/img/uploads/piecesjointe/filename/CEMR_resolution_refugees_final_EN-0.pdf.
289. OCDE (2018), *Working Together for Local Integration of Migrants and Refugees*. <https://doi.org/10.1787/9789264085350-en>.
290. Plus d'informations sur : <https://solidaritycities.eu/about>.
291. Plus de détails sur : <https://www.uia-initiative.eu/en/uia-cities>.
292. Plus de détails sur : <http://urbact.eu/anti-rumor-agents-and-cultural-activities-increase-acceptance-newcomers-amadora-pt>.
293. Voir : <https://stad.gent/ghent-international/city-policy-and-structure/asylum-and-refugees/refugee-taskforce>.
294. Plus d'informations sur : <http://urbact.eu/finding-places>.
295. Plus d'informations sur : <https://www.uclg-cisdp.org/en/observatory/jugendcollege-training-and-education-young-migrants-vienna>.
296. Voir : <https://www.uclg-cisdp.org/en/right-to-the-city/european-charter>.
297. Plus d'informations sur : <https://www.eccar.info/fr>.
298. Plus d'informations sur : <http://www.agenda21culture.net/fr>.
299. Plus d'informations sur : <https://www.coe.int/fr/web/interculturalcities>.
300. Commission européenne (2017), *Septième Rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale*.
301. Plus d'informations sur : http://www.eurocities.eu/eurocities/working_groups/Urban-Agenda-for-the-EU&tpl=home.
302. OCDE-CGLU (2019), *World Observatory on Subnational Government Finance and Investment. Country Profiles*, pp. 37-38.
303. CGLU (2016), *GOLD IV, Co-Créer le futur urbain* ; OCDE (2013), *Rural-Urban Partnerships, An Integrated Approach to Economic Development*.
304. Voir : <https://stockholmregion.org/news/the-stockholm-region-has-taken-the-lead-in-using-the-possibilities-of-digitalisation/>.
305. Plus d'informations sur : https://lisboncouncil.net/index.php?option=com_downloads&id=1366.
306. Plus d'informations sur : <https://overheid.vlaanderen.be/informatie-vlaanderen/en/flanders-radically-digital>.
307. Plus de détails sur : https://urbact.eu/sites/default/files/ic_12_guidelines_to_digital_urban_governance.pdf.
308. Plus de détails sur : <http://www.oecd.org/gov/ethics/Corruption-Public-Procurement-Brochure.pdf>.
309. Directive 2014/24/EU : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex:32014L0024> ; Directive 2014/25/EU : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=celex:32014L0025>.
310. Plus d'informations sur : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32016R0007>.
311. Plus d'informations sur : http://ajuntament.barcelona.cat/contractaciopublica/sites/default/files/2018_sustainable_public_procurement_plan.pdf.
312. Plus d'informations sur : https://apolitical.co/solution_article/manchester-focuses-spending-power-lock-wealth-local-community/.
313. Jackson et McInroy (2018), *Creating a Good Local Economy: The Role of Anchor Institutions*.
314. *Ibid.*
315. Plus de détails sur : <https://www.smarticipate.eu/by-the-public-for-the-public-romans-help-to-shape-smarticipate/>.
316. Plus de détails sur : <https://www.smarticipate.eu/live-case-study-hamburg-december-2016/>.
317. Plus d'informations sur : <https://urbact.eu/participatory-approach-creating-city-strategic-development-plan>.
318. Plus d'informations sur : <https://urbact.eu/urban-development-masterplan>.
319. Voir : <https://www.tartu.ee/en/participative-budgeting#participative-budgeting>.
320. Plus d'informations sur : <https://urbact.eu/childrens-council-and-public-youth-audience>.

321. Pour plus d'informations, voir : <https://cooperativitycity.org/2017/11/21/laituri-helsinki/>.
322. Pour plus d'informations, voir : <https://www.labsus.org/2017/04/regolamento-beni-comuni-il-nuovo-prototipo-di-labsus/>.
323. Pour plus d'informations, voir : ec.europa.eu/newsroom/dae/document.cfm?action=display&doc_id=17855.
324. Plus de détails sur : https://joinup.ec.europa.eu/sites/default/files/inline-files/eGovernment_in_EU_June_2018_0.pdf.
325. Plus de détails sur : <http://consulproject.org/en/>.
326. « Europe Moving towards a Sustainable Future », contribution de la Plateforme multipartite sur les ODD au document de réflexion « Une Europe durable à l'horizon 2030 », octobre 2018.
327. CCRE-CEMR (2018), *Les 10 Messages clés du CCRE sur les propositions de la Commission européenne concernant l'avenir de la politique de cohésion*.
328. Contribution du CCRE à la consultation de la CE au document *Vers une Europe durable à l'horizon 2030* ; Comité des régions, *Projet d'avis. Les Objectifs de développement durable (ODD) comme fondement d'une stratégie à long terme de l'Union pour une Europe durable à l'horizon 2030*, 135^e session plénière des 26 et 27 juin 2019, ECON-VI/044 et la Plateforme européenne multipartite sur les ODD (octobre 2018), *Europe Moving toward a Sustainable Future*.
329. Plateforme multipartite sur les ODD de l'UE (octobre 2018), *Europe Moving toward a Sustainable Future* ; Comité des régions (juin 2019), *Les Objectifs de développement durable (ODD) comme fondement d'une stratégie à long terme de l'Union, pour une Europe durable à l'horizon 2030*. Une demande similaire a également été formulée par le Conseil européen, *Conclusions*, 18 octobre 2018, EUCO 13/18. <https://www.consilium.europa.eu/media/36775/18-euco-final-conclusions-en.pdf>.

07 Moyen-Orient et Asie occidentale — Notes

1. ONU-DAES (2017), « World Population Prospects 2017 Revision ».
2. ONU-DAES (2012), « World Urbanization Prospects: The 2011 Revision », Édition CD-ROM.
3. Selon les estimations de ONU-DAES, 2011, et des indicateurs de la Banque mondiale, 2011.
4. État islamique d'Afghanistan (2015), « Afghanistan Country Report for Habitat III ».
5. Organisation internationale pour les migrations (2016), « 2015 Global Migration Trends Factsheet », *IOM's Global Migration Data Analysis Centre*, <https://doi.org/10.1057/9781137007124> ; ONU-CESAO (2016), « Syria at War – Five Years On ».
6. CDHNU (2016), « The Situation of Palestinian Refugees in Lebanon ».
7. Les responsabilités des différents échelons de gouvernement dans la région sont abordées de façon plus détaillée dans la section 2.2.
8. Les pays ayant déjà présenté leur ENV sont la Turquie (2016), l'Afghanistan, la Jordanie et le Qatar (2017), Bahreïn, le Liban, l'Arabie saoudite, l'État de Palestine et le Qatar à nouveau (2018). En 2019, l'Irak, le Koweït et Oman ont présenté leur ENV, ainsi que la Turquie pour une seconde fois.
9. Shabnam Habib (2013), « Local Government in Afghanistan: How it works and main challenges », *NISPAcee Journal of Public Administration and Policy*.
10. Institut international pour le développement urbain (I2UD) (2018), « Strategic Urban Development Framework for Governorates in Iraq ».
11. Iran (2017), « Key Messages of Iran's Voluntary National Review (VNR) on SDGs ».
12. Qatar (2018), « Qatar Voluntary National Review 2018 ».
13. Bahreïn (2018), « Bahrain Voluntary National Review 2018 ».
14. Koweït (2019), « Kuwait Voluntary National Review 2019 ».
15. Liban (2018), « Lebanon Voluntary National Review 2019 ».
16. État de Palestine (2018), « Palestine Voluntary National Review 2018 ». Consulter aussi les réponses au questionnaire CGLU-GTF de 2018.
17. Turquie (2016), « Turkey Voluntary National Review 2016 » ; Turquie (2019), « Turkey Voluntary National Review 2019 ».
18. Shabnam Habib (2013), « Local Government in Afghanistan: How it works and main challenges ».
19. *Ibid.*
20. *Ibid.*
21. NABZ-Iran (2014), « An Introductory Primer on Local Government in Iran ».
22. Alekajbaf Hossein (2014), « Roles and Responsibilities of Local Governments (Councils) in Iran: Analytical Underpinnings », *Research Journal of Recent Sciences* 3 (9), pp. 94-101.
23. ONU-DAES (2014), « Islamic Republic of Iran Public Administration Country Profile ».
24. Banque mondiale (2016), « Republic of Iraq: Decentralization and Subnational Service Delivery in Iraq: Status and Way Forward ».
25. Cravens Lamar et Derick W. Brinkerhof (2013), « Provincial Governance in Iraq: Councils, Contestation, and Capacity Building », *RTI Press Publications* ; Harlida Abdul Wahab, Yuhaniif Yusuf et Esraa Mahmood Badr Alsamee (2016), « Distribution of Powers Between Federal and Local Governments in Iraq », *The Social Sciences* 11.
26. Voir quelques réflexions sur les bonnes pratiques de gouvernance dans les pays de la CESAO par Mona M. Fawaz (2002), « Empowering Local Government Institutions in the MENA Region ».
27. Bertelsmann Stiftung (2016), « BTI 2016 – Oman Country Report ».
28. Voir les travaux effectués par le PNUD (POGAR) sur la décentralisation et la gestion urbaine.
29. Royaume d'Arabie saoudite (2016), « Saudi Arabia National Report – Third United Nations Conference on Housing and Sustainable Urban Development » (HABITAT III).
30. Sultan O Almarshad (2011), « The Impact of Good Governance and Decentralization Reforms on the Effectiveness of Local Authorities: The Case of Saudi Municipalities ».

07 Moyen-Orient et Asie occidentale — Notes

31. Badr Basalmah (2017), « Local Governance in Yemen: Challenges and Opportunities », *Fondation Berghof*, p. 7.
32. Kheder Khaddour (2017), « Local Wars and the Chance for Decentralized Peace in Syria », *Carnegie Middle East Center*.
33. Ministère des Finances de Jordanie (2017), « Fiscal Decentralization in Jordan ».
34. ACE International Consultants (2011), « Repeat Public Financial Management Assessment Following the PEFA Methodology ».
35. *Ibid.*, p. 71.
36. Democracy Reporting International (2017), « BP 80: Reforming Decentralisation in Lebanon – The State of Play ».
37. Tarkan Oktay (2017), « Metropolitan Governance in Turkey with Regard to Regionalism Approaches », *Bilgi Ekonomisi ve Yönetimi Dergisi*, XII-I, p. 63.
38. À l'exception de Beyrouth et de Tripoli. Pour plus d'informations, consulter le rapport « ECODIT. State and Trends of the Lebanese Environment », publié en 2010 par le ministère de l'Environnement.
39. Liban (2015), « Lebanon Country Report for Habitat III ».
40. Direction indépendante pour la gouvernance locale (DIGL), « Sub-National Governance Policy », s.d.
41. Consulter les travaux du PNUD (POGAR) sur la décentralisation au Koweït.
42. Adam Baron *et al.* (2016), « The Essential Role of Local Governance in Yemen », *Sana'a Center for Strategic Studies*.
43. Se reporter aux directions générales des autorités locales de Turquie au lien suivant : www.migm.gov.tr.
44. ONU-Habitat (2016), « World Cities Report 2016: Urbanization and Development ».
45. Karasu, Mithat et Karakas (2012), « Belediyelerin Emlak Vergisindeki Gelir Kaybı » (Déficit des communes en matière d'impôts fonciers), *Maliye Dergisi*, p. 163.
46. Mohammadyar Kermani (2017), « The Volatility of Municipal Incomes Is a Major Challenge for Urban Management (Case Study: Tehran Municipality) », *QUID, Special Issue*, n° 1, pp. 987-997.
47. Iran (2016), « Iran Country Report for Habitat III ».
48. Voir la fiche pays du Bahreïn au lien suivant : www.pogar.org.
49. Pour plus d'informations, consulter la page du Centre du Prince Salman sur la gouvernance locale : www.kscslg.org/en.
50. Liban (2011), « Municipal Finance Studies Program: Final Strategic Framework. Final Roadmap for Modernizing Municipal Finance in Lebanon ».
51. OCDE et CGLU (2019), « World Observatory on Subnational Governments' Finance and Investment ».
52. Agence française de Développement (2010), « Le Système de gouvernement local en Palestine ».
53. OCDE et CGLU (2019), « World Observatory on Subnational Governments' Finance and Investment. Country Profiles ».
54. Shabnam Habib (2013), *doc. cit.*
55. CGLU, « Le Financement des collectivités locales : Les défis du XXI^e siècle. Deuxième Rapport mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis sur la décentralisation et la démocratie locale ».
56. Mehmet et Serdar Yılmaz Tosun (2008), « Centralization, Decentralization and Conflict in the Middle East and North Africa ».
57. Hayrettin Gungor (2018), « Belediyelerin Genel Bütçe Payları » (Parts du budget national des communes), p. 19.
58. Liban (2015), « Lebanon Country Report for Habitat III ».
59. Mohammadyar Kermani (2017), « The volatility of Municipal Incomes Is a Major Challenge for Urban Management (Case Study: Tehran Municipality) ».
60. Hani Hourani *et al.*, « Local Democracy in Jordan: General Summary of the Results of the National Report », s.d.
61. Ministère des Finances de Jordanie (2017), « Fiscal Decentralization in Jordan ».
62. Democracy Reporting International (2017), « BP 80: Reforming Decentralisation in Lebanon – The State of Play ».
63. Hatoun al-Fassi (2014), « Is Female Suffrage in the Gulf Important? », *LSE Middle East Center Blog*, 2017 ; PNUD, « Iraq Human Development Report 2014 ».
64. PNUD, « Iraq Human Development Report 2014 ».
65. Turquie, « Turkey Voluntary National Review 2019 ».
66. BTVL a développé un programme national de soutien aux municipalités articulé autour de cinq thèmes : l'assainissement, la gestion des déchets, le patrimoine local (projet sur la préservation du patrimoine culturel et naturel), le renforcement des capacités locales et les zones métropolitaines, en particulier la région du Grand Beyrouth.
67. Il existe actuellement moins de cinquante directeurs municipaux (« city managers » ou leurs équivalents) pour les communes de Cisjordanie et de Gaza.
68. Abasan Al-Kabira, Hébron, Naplouse, Ramallah et Tulkarm en Palestine ; Amman et Sahab en Jordanie ; Antalya, Bagcilar, Besiktas, Bornova, Bursa, Cankaya, Eskisehir, Istanbul, Izmir, Kadikoy, Maltepe, Nilüfer et Seferihisar en Turquie ; Ardeh, Baakline, Batloun Shouf, Dannieh, Dekwaneh, Fédération des municipalités du Haut Chouf, Hasbaya, Jezzine, Kab Elias – Wadi El Delm, Kabrikha et Menjez au Liban ; et Dubaï aux EAU.
69. Le portail officiel de la démarche du gouvernorat est accessible en ligne à ce lien : <https://bit.ly/2FMTqWV>.
70. Le projet du PNUD a débuté en 2018 (pour un montant de 3,7 millions d'USD) et élabore actuellement une stratégie globale visant à : 1) Renforcer les capacités et les dispositifs de collecte de statistiques et de données, ainsi qu'à mettre en place un système de suivi et d'établissement de rapports et une stratégie de communication basée sur le modèle du Portail de développement arabe développé par le Centre régional ; 2) Intégrer les ODD relatifs au genre et à l'environnement dans les processus et plans de développement nationaux en tant que projets pilotes à reproduire pour les autres ODD ; 3) Accompagner le gouvernement dans la préparation de son rapport national et de trois ou quatre rapports au niveau des gouvernorats comme plateformes politiques pour promouvoir les ODD en tant que partie intégrante du PND ; 4) Afin d'intégrer l'ODD 16 dans un contexte post-conflit, aider à produire des rapports réguliers et des recommandations qui visent à renforcer la gouvernance du PND, en particulier les dimensions de la paix, de la justice, de la prévention des conflits, de l'équité et de l'inclusion.
71. Turquie (2019), « Turkey Voluntary National Review 2019 ».
72. Royaume d'Arabie saoudite, « Saudi Arabia National Report – Third United Nations Conference on Housing and Sustainable Urban Development », (HABITAT III).
73. Royaume d'Arabie saoudite, « Ninth Development Plan », paragraphe 32.3.
74. Plus d'informations disponibles en ligne : http://www.fukuoka.unhabitat.org/projects/afghanistan/detail23_en.html (dernière visite en février 2019).
75. Voir Nations unies, *Millennium Development Goals Indicators*, au lien suivant : <http://mdgs.un.org/unsd/mdg/default.aspx>.
76. Cependant, près de la moitié des enfants syriens en âge de scolarité réfugiés au Liban ne vont pas à l'école. ONU-CESAO, « Syria at War – Five Years On ».
77. Indicateurs de développement de la Banque mondiale, basés sur les données d'ONU-Habitat, accessibles à : <https://data.worldbank.org/indicator/EN.POP.SLUM.UR.ZS?locations=NP> ; ONU-DAES, « World Urbanization Prospects The 2018 Revision » ; Adena Nima (2018), « 19 Million People Live in Iran's Slums ».

78. Pooya Alaedini et Farzin Fardanesh (2016), « From Shelter to Regeneration: Slum Upgrading and Housing Policies in Islamic Republic of Iran », Organisation de développement et de revitalisation urbaine.
79. De plus amples informations sur le programme sont disponibles en ligne sur le site Web de la mission du PNUD en Irak : <http://www.iq.undp.org/content/iraq/en/home/library/Stabilization.html>.
80. ONU-CESAO, ACWUA et Conseil ministériel arabe pour l'eau (2015), « First Report of the Regional Initiative for the Development of a Mechanism to Monitor the Implementation of the Millennium Development Goals Related to Water and Sanitation in the Arab Region ».
81. Turquie (2019), « Turkey Voluntary National Review 2019 ».
82. Liban (2016), « Environmental Guide for Municipalities ».
83. Turquie (2019), « Turkey Voluntary National Review 2019 ».
84. *Ibid.*
85. Le projet emblématique de bâtiment écologique des EAU, intitulé *Masdar City*, une fois achevé, obtiendra toute son énergie de sources renouvelables, recyclera tous les déchets et éliminera les véhicules à moteur thermique.
86. Turquie (2019), « Turkey Voluntary National Review 2019 ».
87. La déclaration est disponible en ligne : https://www.preventionweb.net/files/31093_aqabadecclarationenglishfinaldraft.pdf.
88. Pour plus d'informations sur la Conférence, consulter : <https://www.unisdr.org/we/inform/events/31093>.
89. Pour davantage d'informations, voir : <https://www.globalcovenantofmayors.org/our-cities/>.
90. Par exemple, 16 villes de Turquie sont membres de la Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie.
91. Turquie (2019), « Turkey Voluntary National Review 2019 ».
92. Pour plus d'informations, consulter : <http://sklinternational.se/projects/project/supporting-iraqi-local-governance-for-improved-public-services>.
93. Plus d'informations disponibles au lien suivant : <https://www.mdff.org.ps/default.aspx?LangID=en>.

08 Aires métropolitaines — Notes

1. Département des affaires économiques et sociales des Nations unies, Division de la population (2018), *World Urbanization Prospects 2018*, <https://population.un.org/wup/Publications/>.
2. CGLU (2016), *Rapport GOLD IV : Co-Créer le futur urbain* (chapitre 1 sur les aires métropolitaines). https://www.uclg.org/sites/default/files/gold_iv_fr.pdf.
3. Créé en 1985, Metropolis est un réseau de plus de 140 villes et régions métropolitaines de plus d'un million d'habitants, qui défend et encourage la copération et le partage des connaissances entre ses membres. La Commission des villes de périphérie de CGLU, une plateforme pour les autorités locales périphériques, entretient un lien étroit avec le Forum mondial des autorités locales de périphérie (FALP). Le réseau FALP rassemble près de 230 collectivités locales de 32 pays, et travaille avec des universitaires et des mouvements sociaux.
4. Ana Falú (2018), « Espaces métropolitains égalitaires », *Issue Paper IV*, Observatoire Metropolis : https://www.metropolis.org/sites/default/files/metobsp4_fr.pdf.
5. USAID, « Risk Assessment in Cities » dans la série de guides *Governance and Community Resilience*, Washington D.C., USAID, 2010, p. 64.
6. Seguridad, Justicia y Paz (2017), *Ranking (2017) de las 50 ciudades más violentas del mundo*. <https://www.seguridadjusticiaypaz.org.mx/biblioteca/prensa/send/6-prensa/242-las-50-ciudades-mas-violentas-del-mundo-2017-metodologia>.
7. Gabriel Lanfranchi et Mercedes Bidart (2016), *Gobernanza metropolitana en América Latina y el Caribe*. CIPPEC : Programa de Ciudades <https://www.cippec.org/wp-content/uploads/2017/03/1069.pdf>.
8. Nations unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2018), *World Urbanization Prospects: The 2018 Revision. File 3: Total Population at Mid-Year by Region, Subregion, Country and Area, 1950-2050 (thousands)*.
9. ONU-DAES, *World Urbanization Prospects: The 2018 Revision* ; pour les bidonvilles, voir : ONU-DAES (2010), *The State of African Cities 2010*, Nairobi.
10. Voir par exemple : Population Reference Bureau (PRB) Washington Report ; World Economic Forum (<https://fr.weforum.org/agenda/2018/07/les-villes-africaines-auront-double-leur-population-dici-2050-voici-4-facons-de-sassurer-que-elles-prosperent/>).
11. Lall, Somik Vinay, J. Vernon Henderson et Anthony J. Venables (2017), *Africa's Cities: Opening Doors to the World*, Washington D.C., Banque mondiale. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0.
12. Voir : <http://www.100resilientcities.org/updates-from-african-cities/>.
13. Anna Ayuso et Josep Maria Coll (2016), *The Role of Metropolitan Areas in the Governance of Development Challenges: Towards the European Urban Agenda*, Barcelone, CIDOB.
14. Voir : <http://www.nccp.org/topics/childpoverty.html>.
15. Voir : <https://citiesfordigitalrights.org>.
16. Voir : <https://sharingcitiesalliance.com/#about> et <https://www.gsef-net.org/fr>.
17. La méthodologie que nous avons employée pour rédiger ce chapitre se fonde sur une analyse générale de la bibliographie, qui accorde une attention plus poussée à un échantillon représentatif d'aires métropolitaines des différentes régions.
18. Rapport du PNUD (2017), *Institutional and Coordination Mechanisms: Guidance Note on Facilitating Integration and Coherence for SDG Implementation*, New York, Programme des Nations unies pour le développement.
19. Déclaration de Montréal sur les aires métropolitaines (2015). Voir : http://observatoire.cmm.qc.ca/fileadmin/user_upload/documents/20151007_habitat_declarationMontreal-fr.pdf.
20. OCDE (2015), *Governing the City*, Paris, Éditions OCDE.
21. Mariona Tomàs (2019), *Los Gobiernos metropolitanos de elección directa*, Barcelone.
22. Gabriel Lanfranchi et Mercedes Bidart (2016), *Gobernanza metropolitana en América Latina y el Caribe*.
23. Chaitanya Kanuri et al. (2016), *Getting Started with the SDGs in Cities: A Guide for Stakeholders*, Paris/New York.
24. OCDE (2015), *Governing the City*, Paris, Éditions OCDE.
25. Mariona Tomàs (2016), *Metropolitan trends in the world*, Issue Paper 1, Observatoire Metropolis ; OCDE (2015), *The Metropolitan Century, Understanding Urbanisation and its Consequences*.

08 Aires métropolitaines — Notes

26. M. Andersson (2015), *Unpacking Metropolitan Governance for Sustainable Development*, Bonn et Eschborn (Allemagne), Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, en collaboration avec le Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat).
27. OCDE (2015), *Governing the City*, Paris, Éditions OCDE. DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264226500-en>.
28. Mariona Tomàs (2015), *Metropolitan Governance in Europe: Challenges and Models*, Barcelone, Aire métropolitaine de Barcelone.
29. E. Slack (2018), *Financing metropolitan public policies and services*, Observatoire Metropolis.
30. Mariona Tomàs (2010), « Gobernabilidad metropolitana, democracia y eficiencia. Una comparación Barcelona-Montreal », *Revista Española de Ciencia Política*.
31. Banque asiatique de développement (2008), *Managing Asian Cities*.
32. *Advancing the SDGs in Practice*, Melbourne Water. Voir le document en ligne : https://www.wsaa.asn.au/sites/default/files/publication/download/WSAA%20Global%20Goals%20for%20Local%20Communities_Advancing%20the%20SDGs%20in%20practice_Melbourne%20Water.pdf.
33. Adetokunbo Oluwale Ilesanmi (2010), « Urban sustainability in the context of Lagos mega-city », *Journal of Geography and Regional Planning*, vol. 3 (10), octobre 2010, pp. 240-252.
34. Voir : https://www.stadtentwicklung.berlin.de/planen/stadtentwicklungskonzept/download/strategie/BerlinStrategie_Broschuere_en.pdf.
35. Chaitanya Kanuri et al. (2016), *Getting Started with the SDGs in Cities: A Guide for Stakeholders*, Paris/New York, Sustainable Development Solution Network ; GIZ.
36. Voir : <http://www.energy-democracy.net>.
37. Voir : <https://www.barcelonaenergia.cat/es/>.
38. Voir : <https://www.futurepolicy.org/food-and-water/remunicipalisation-of-water-services-paris/>.
39. Voir : https://www.municipalservicesproject.org/userfiles/Pigeon-McDonald-Hoedeman-Kishimoto_Remunicipalizacion_Retorno_del_Agua_a_Manos_Publicas_2013_3.pdf.
40. OCDE (2015), *Governing the City*.
41. W. Salet et F. Savini (2015), *The Political Governance of Urban Peripheries*.
42. CGLU (2016), *Co-Créer le futur urbain*, pp. 43-121.
43. R. Bahl (2017), *Metropolitan City Finances in Asia and the Pacific Region Issues, Problems and Reform Options*. 4^e Dialogue de haut niveau sur le financement du développement en Asie et dans le Pacifique (avril 2017), Bangkok, ONU-CESAP : 40.
44. Gouvernement de Nouvelle-Zélande (2009), *Report of the Royal Commission on Auckland Governance*, Wellington.
45. CGLU (2016), *Co-Créer le futur urbain*, pp. 43-121.
46. Badan Pusat Statistik, voir : <https://yogyakarta.bps.go.id/index.php?r=site/page&view=sosduk.tabel.3-1-1>.
47. Abbott (2012), *Collaborative Governance and Metropolitan Planning in South-East Queensland 1990-2010*.
48. Métropole de Manille, Commentaires de Rosemarie Edillon, sous-secrétaire, National Economic and Development Authority (NEDA), *Does the Philippines care about the SDGs?* Voir : <https://www.eco-business.com/news/does-the-philippines-care-about-the-sdgs/>, 17 octobre 2017 ; Oswar M. Mungkasa, *Partnership for New Development Agenda: Implementing SDG in Metropolitan Jakarta*, Symposium on Indonesia-Japan Development Cooperation Building the Future Based on Trust, Jakarta, 14 mai 2018.
49. Il faut remarquer qu'il existe des exceptions en Afrique, notamment en Afrique du Sud et récemment au Kenya, où les pouvoirs et le financement de la gouvernance locale ont été considérablement renforcés. Voir la Constitution de la République d'Afrique du Sud (1996) et la Constitution du Kenya (2010) publiées par le *National Council for Law Reporting* sous l'autorité du procureur général.
50. Ana Falú (2018), *Espaces métropolitains égaux*.
51. Voir : <https://citydeals.infrastructure.gov.au/>; <https://seqmayors.qld.gov.au/>.
52. Voir : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/20122VOLUNTARY_NATIONAL_REPORT_060718.pdf.
53. Voir : https://www.uclg.org/sites/default/files/gold_iv_fr.pdf.
54. Voir : <https://proyectoallas.net/2018/03/02/fortalece-cdmx-trabajo-de-la-agenda-2030-de-desarrollo-sostenible/>.
55. Voir : <https://globalgoalsjam.org/>.
56. Voir : https://www.stadtentwicklung.berlin.de/planen/stadtentwicklungskonzept/download/strategie/BerlinStrategie_Broschuere_en.pdf.
57. Voir le chapitre sur l'Asie-Pacifique, encadré 4, et le chapitre sur l'Afrique.
58. Voir : <https://citiesprogramme.org/our-framework/multi-partner-high-impact-sustainable-urban-development-projects-platform/>.
59. Voir : <https://publications.iadb.org/publications/english/document/Steering-the-Metropolis-Metropolitan-Governance-for-Sustainable-Urban-Development.pdf>.
60. Voir : https://sdg.lamayor.org/sites/g/files/wph1131/f/LA%27s_Voluntary_Local_Review_of_SDGs_2019.pdf.
61. Voir le chapitre sur l'Amérique du Nord, encadré 1.
62. Le SDSN publie un rapport annuel sur le développement durable de 105 villes américaines, qui les classe en fonction des progrès qu'elles ont accomplis dans la réalisation des ODD pour 2030. Les résultats montrent qu'il reste beaucoup à faire dans tous les domaines pour atteindre les ODD en 2030, car les villes ont obtenu un score moyen de 48,9 % seulement. Pour plus d'informations, voir : <https://www.sustainabledevelopment.report/reports/2019-us-cities-sustainable-development-report/>.
63. Voir : <https://www.dataforcities.org/wccd/>.
64. Voir : <https://www.mistraurbanfutures.org/en/project/implementing-new-urban-agenda-and-sustainable-development-goals-comparative-urban>.
65. Voir : https://www.metropolis.org/sites/default/files/2018-11/MetObsIP6_FR.pdf.
66. Max Bouchet, Sifan Liu, Joseph Parilla et Nader Kabbani (2018), *Global Metro Monitor 2018*, Washington D.C., Brookings Institution.
67. Voir : https://read.oecd-ilibrary.org/governance/oecd-regions-and-cities-at-a-glance-2018_reg_cit_glance-2018-en#page102.
68. Voir : <https://unhabitat.org/books/world-cities-report/#>.
69. Voir : https://www.cidob.org/en/publications/publication_series/notes_internacionales/n1_198/rethinking_global_cities_through_international_municipalism_and_the_right_to_the_city.
70. Voir : documents.worldbank.org/curated/en/323321467987876242/pdf/101718-REVISED-PUBLIC-CP1-Final-2.pdf.
71. Voir : <https://unhabitat.org/books/world-cities-report/#>.
72. Voir : http://www.business-standard.com/article/economypolicy/the-india-of-2025-49-city-clusters-to-drive-growth-114103001651_1.html.
73. Voir : <https://www.digitaltrends.com/cool-tech/smart-cities-singapore/>.
74. Voir : <https://datasmart.ash.harvard.edu/news/article/using-predictive-analytics-to-combat-rodents-in-chicago-271>.
75. Voir : http://minict.gov.rw/fileadmin/Documents/Strategy/SMART_AFRICA_Sustainable-Cities_A_Blueprint_for_Africa.pdf.pdf.

76. Voir : https://www.cidob.org/en/content/download/69934/2099655/version/6/file/544_OPINION_LORENZO%20VIDAL_CAST.pdf.
77. CGLU (2016), *Co-Créer le futur urbain*.
78. Voir : <http://www2.unwto.org/press-release/2018-10-08/urban-tourism-we-need-build-cities-residents-and-visitors-finds-unwto-con-0>.
79. Voir : <https://www.metropolis.org/sites/default/files/resources/Gentrification-pauperisation-metropoles.pdf>.
80. Voir : https://ajuntament.barcelona.cat/digital/en/noticia/_616819.
81. Voir : <https://citiesfordigitalrights.org>. Cette coalition comprend des villes métropolitaines telles qu'Amsterdam, Athènes, Barcelone, Berlin, Chicago, Helsinki, Kansas, Londres, Los Angeles, New York, Milan, Moscou, Munich, Sydney et Vienne, entre autres.
82. C40 et Climate KIC, *Municipality-led circular economy case studies* ; <https://www.climate-kic.org/wp-content/uploads/2019/01/Circular-Cities.pdf>.
83. Voir : <https://sharingcitiesalliance.com/#about> et <http://www.gsef-net.org/fr>.
84. Voir : <https://www.amsterdameconomicboard.com/en>.
85. Voir : <https://use.metropolis.org/case-studies/building-sustainable-income-and-employment-opportunities>.
86. Voir : <https://use.metropolis.org/case-studies/micro-and-small-enterprise-development-program>.
87. Voir : <https://use.metropolis.org/case-studies/barcelona-activa>.
88. Voir : <https://use.metropolis.org/case-studies/brussels-village-finance>.
89. Voir : <https://unhabitat.org/books/world-cities-report/#>.
90. Voir : www.wiego.org/sites/default/files/publications/files/Herrera_WIEGO_WP9.pdf.
91. Voir : https://www.enterprise-development.org/wp-content/uploads/managing_informality_local_governments_practices_towards_the_informal_economy.pdf.
92. Valérie Masson-Delmotte et al. (2018), *Global Warming of 1.5 °C*.
93. CGLU et GTF (2019), *Towards the Localization of the SDGs*, Rapport des gouvernements locaux et régionaux au FPHN 2019, p. 85.
94. Voir : <https://www.globalcovenantofmayors.org/cities/seoul/>.
95. Voir : <https://www.globalcovenantofmayors.org/cities/tokyo/>.
96. Voir : <https://www.globalcovenantofmayors.org/cities/bogota/>.
97. Voir : <https://www.globalcovenantofmayors.org/cities/hong-kong/>.
98. Voir : <https://www.globalcovenantofmayors.org/cities/lima/>.
99. Voir : <https://www.globalcovenantofmayors.org/cities/london-uk/>.
100. Voir : <https://www.globalcovenantofmayors.org/cities/new-york-city/>.
101. Voir : <https://www.globalcovenantofmayors.org/cities/mexico-city/>.
102. Voir : <https://www.globalcovenantofmayors.org/cities/rio-de-janeiro/>.
103. Voir : <https://www.globalcovenantofmayors.org/cities/istanbul/>.
104. Voir : <https://www.globalcovenantofmayors.org/cities/jakarta/>.
105. Voir : <https://www.globalcovenantofmayors.org/cities/karachi/>.
106. Voir : <https://www.globalcovenantofmayors.org/cities/moscow/>.
107. Voir : <https://www.globalcovenantofmayors.org/cities/sao-paulo/>.
108. Voir : <https://www.globalcovenantofmayors.org/cities/lagos/>.
109. Voir : <https://www.globalcovenantofmayors.org/cities/kinshasa/>.
110. Consultable à cette adresse : <https://docs.amb.cat/alfresco/api-default-/public/alfresco/versions/1/nodes/e281a24e-46b4-472b-9eb9-622de3cc75a7/content/Programa+mesures+contamina.pdf?attachment=false&mimeType=application/pdf&sizeInBytes=3064259>.
111. Metropolis et *100 Resilient Cities* (2017), *The Metropolitan Scale of Resilience*.
112. Lorenzo Chelleri et al. (2009), *Multidisciplinary Perspectives on Urban Resilience*, Centre basque pour le changement climatique.
113. Voir : <http://www.100resilientcities.org/equitable-and-resilient-cities-why-were-in-boston/>.
114. Bureau de Résilience de la Ville de Mexico (2016), *CDMX Resilience Strategy*.
115. *100 Resilient Cities* (2017), *Bangkok Resilience Strategy*.
116. Voir : <http://www.100resilientcities.org/dakar-unveils-africas-first-city-resilience-strategy-in-partnership-with-100-resilient-cities/>.
117. Voir : <https://www.theigc.org/blog/call-resilient-cities-weather-shocks-disease-dar-es-salaam/>.
118. Voir : <https://www.smartcitiesworld.net/special-reports/traffic-congestion-cutting-through-the-complexity>.
119. Voir : <http://www.eurocities.eu/eurocities/documents/Cities-in-action-Sharing-mobility-strategy-in-Milan-WSP0-A45SG9>.
120. Voir : https://www.c40.org/case_studies/brt-system-reduced-traveling-time-32-reduced-gas-emissions-40-and-reduced-accidents-90.
121. Voir : https://www.c40.org/case_studies/a-129-km-bus-rapid-transport-system-built-in-just-9-months-at-a-cost-of-2-millionkm.
122. Voir : https://www.c40.org/case_studies/c40-good-practice-guides-istanbul-metrobus-system.
123. Voir : https://www.c40.org/case_studies/c40-good-practice-guides-johannesburg-green-bond.
124. Voir : https://www.c40.org/case_studies/hanoi-metro-a-sustainable-public-transport-for-densely-populated-cities.
125. Voir : https://www.c40.org/case_studies/upgrade-of-the-cycle-network-in-bogota-dramatically-increases-bike-trips.
126. Voir : https://www.c40.org/case_studies/chennai-s-public-bicycle-sharing-system.
127. Voir : https://www.c40.org/case_studies/electric-urban-cleaning-vehicles-to-drive-down-city-s-ghg-emissions-save-costs-and-improve-citizens-health.
128. Voir : <https://lamata.lagosstate.gov.ng/>.
129. Voir : https://www.c40.org/case_studies/tokyo-tokyo-metropolitan-government-green-building-program.
130. Voir : https://www.c40.org/case_studies/cities100-vancouver-zero-emissions-from-new-buildings.
131. Voir : https://www.c40.org/case_studies/cities100-chicago-energy-saving-retrofits-for-aging-housing-stock.
132. Voir : https://www.c40.org/case_studies/hanoi-households-emissions-reduction-through-cookstove-conversions.
133. Voir : https://www.c40.org/case_studies/hanoi-to-generate-electricity-from-the-city-s-biggest-landfill ; https://www.c40.org/case_studies/clean-energy-in-quezon-city-a-wasteland-turned-into-a-waste-to-energy-model.
134. Voir : https://www.c40.org/case_studies/cities100-istanbul-circular-design-approach-for-processing-waste.
135. Voir : <http://www.pikitup.co.za/seperationsource/>.

08 Aires métropolitaines — Notes

136. Voir : www.citiesclimatefinance.org/wp-content/uploads/2018/07/20180201_PPF_Report_final.pdf.
137. OCDE (2018), *OECD Regions and Cities at a Glance*.
138. *Ibid.*
139. ONU-Habitat, *State of the World's Cities 2010-2011, Cities for All: Bridging the Urban Divide*.
140. Josep Maria Pascual Esteve (2019), *Gentrification and Impoverishment in the Metropolis*, Metropolis Observatory, n° Issue Paper 7.
141. Données sur les villes du WCCD pour le Rapport sur les Objectifs de développement durable de l'ONU 2017, portail du WCCD : <https://www.dataforcities.org/publications>.
142. Amnesty International (2014), *At the Mercy of the Government: Violation of the Right to an Effective Remedy in Badia East, Lagos State, Nigeria*.
143. Voir : https://www.metropolis.org/sites/default/files/metobsip5_fr_1.pdf.
144. Voir : <https://www.iied.org/special-approach-slum-upgrading-special-planning-area-mukuru-nairobi>.
145. Déclaration Villes pour le logement convenable, New York, 16 juillet 2018, signée par Amsterdam, Asunción, Barcelone, Berlin, Birmingham, Buenos Aires, Durban, Genève, Jakarta, Lisbonne, Londres, Mexico, Medellín, Montréal, Montevideo, New York, Paris, Séoul, Strasbourg, Taipei et Vienne, entre autres. Voir : <https://citiesforhousing.org/fr/>.
146. Voir : http://www.durban.gov.za/City_Services/Community_Participation/Pages/Poverty-Alleviation-Programme.aspx.
147. Greg Clark et Tim Moonen (2016), *The Role of Metropolitan Areas in the Global Agenda of Local and Regional Governments in the 21st Century*. Document de travail pour la préparation du 4^e Rapport mondial sur la décentralisation et la démocratie locale (GOLD IV).
148. Voir : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=9517,123323579&_dad=portal&_schema=PORTAL.
149. Voir : <https://waterkant-berlin.de/>.
150. Voir : <http://usquare.brussels/fr>.
151. Voir : <https://www.cityofsydney.nsw.gov.au/vision/green-square>.
152. OCDE (2018), *Divided Cities Understanding Intra-Urban Inequalities*.
153. CGLU (2016), *Co-Créer le futur urbain*.
154. Voir : <https://use.metropolis.org/case-studies/building-social-cohesion-in-the-bad-nazzal-district-of-amman>.
155. Seguridad, Justicia y Paz (2017), *Ranking (2017) de las 50 ciudades más violentas de mundo*.
156. Voir : <http://www.100resilientcities.org/updates-from-african-cities/>.
157. Voir : <http://www.redalyc.org/pdf/520/52001204.pdf>.
158. Metropolis et Femmes et Villes International (2018), *Safety and Public Space: Mapping Metropolitan Gender Policies*.
159. Voir : <https://www.cidh.oas.org/Basicos/French/m.femme.htm>.
160. Ana Falú (2018), « Espaces métropolitains égalitaires », *Issue Paper IV*, Observatoire Metropolis.
161. Voir : https://www.metropolis.org/sites/default/files/metobsip4_fr.pdf.
162. Voir : <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2015/4/quito-a-city-committed-to-preventing-sexual-harassment-in-public-spaces>.
163. Voir : https://www.metropolis.org/sites/default/files/metobsip4_fr.pdf.
164. Voir : <https://www.metropolis.org/news/urban-experiences-fight-sexual-harassment-metropolitan-areas>.
165. Voir : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5374256/>.
166. Voir : <https://use.metropolis.org/case-studies/micro-gardens-in-dakar>.
167. Voir : <http://imeplan.mx/en/ruta-2042>.
168. Voir : <https://www.who.int/ageing/gnafcc-report-2018-fr.pdf>.
169. Voir : <https://www.theguardian.com/cities/2016/dec/06/singapore-silver-tsunami-city-state-elderly-workforce-ageing-cities>.
170. Voir : <https://www.theguardian.com/cities/2016/apr/07/loneliest-city-in-world>.
171. Voir : http://www.comune.milano.it/wps/portal/ist/it/servizi/sociale/servizi_interventi_sociali/anziani/prendi_in_casa_uno_studente.
172. Greater Manchester Combined Authority (2018), *Age-Friendly Strategy*.
173. Voir : <https://www.who.int/ageing/gnafcc-report-2018-fr.pdf>.
174. Voir : https://www.metropolis.org/sites/default/files/issue_paper_urban_culture_heritage_-_comments_.pdf.
175. *Villes pour le logement convenable*, New York, 16 juillet 2018. Voir : <https://citiesforhousing.org/fr/>.

Conclusions — Notes

1. ECOSOC, Édition spéciale, *Progress towards the Sustainable Development Goals Report of the Secretary General*, Rapport du Secrétaire général, session 2019 ; Segment de haut niveau, réunion ministérielle du Forum politique de haut niveau sur le développement durable, E/2019/xxxx, pp. 2-3.
2. Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (2019), *Le Rapport économique sur l'Afrique 2019 : la politique budgétaire au service du financement du développement durable*.
3. UN Quadrennial Global Sustainable Development Report 2019 (version préliminaire) ; Programme des Nations unies pour l'environnement (2019), *Rapport sur l'avenir de l'environnement mondial – GEO 6*.
4. Réseau des solutions pour le développement durable (2019), *Global Sustainable Development Report 2019* ; Thalif Deen, *UN's Development Goals Remain Largely Elusive*, <http://www.ipsnews.net/2019/06/unsdevelopment-goals-remain-largely-elusive/>.
5. CCNUCC, *Aggregate Effect of the Intended Nationally Determined Contributions: an update*, 2 mai 2016 ; GIEC (2018), *Réchauffement planétaire de 1,5 °C. Rapport spécial du GIEC sur les effets d'un réchauffement climatique*, pp. 357-358 ; Réseau des solutions pour le développement durable (2019), *Sustainable Development Report 2019*. Pour le moment, seuls 7 pays sur un échantillon de 30 pays et l'UE ont adopté une trajectoire compatible avec l'Accord de Paris (*Climate Action Tracker*: <https://climateactiontracker.org/>).

6. GIEC (2018), *Réchauffement planétaire de 1,5 °C. Rapport spécial du GIEC sur les effets d'un réchauffement climatique*, p. 18.
7. Nations unies, *Rapport sur les Objectifs de développement durable 2019*, p. 14 ; OCDE-ONU-Habitat (2018), *Global State of National Urban Policy*.
8. Secrétaire général des Nations unies (2019), *Long-Term Impact of Current Trends in the Economic, Social and Environmental Areas on the Realization of the Sustainable Development Goals*, E/2019/66.
9. *Ibid.*, p. 7.
10. Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (2018), *Perspectives d'urbanisation mondiale : Révision 2018*.
11. *Ibid.* ; Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (2019), *Projections statistiques de populations basées sur les perspectives de la population mondiale*.
12. GIEC (2018), *Réchauffement planétaire de 1,5 °C. Résumé à l'intention des décideurs*.
13. Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (2018), *Tendances mondiales. Déplacements forcés en 2017*.
14. Claire Mc Evoy et Gergely Hideg (2017), « Global Violent Deaths 2017, Time to Decide », *Small Arms Survey*, p. 76.
15. Secrétaire général des Nations unies (2019), *Long-term impact of current trends in the Economic, Social and Environmental Areas on the Realization of the Sustainable Development Goals*, doc. cit., p. 12.
16. *Rapport quadriennal mondial sur le développement durable des Nations unies* (2019), pp. 4-5 ; Réseau des solutions pour le développement durable ; leur Rapport sur le développement durable 2019 propose six leviers de « transformation des ODD ». Voir aussi *Programme des Nations unies pour l'environnement*, GEO 6.
17. L'urbanisation est l'une des quatre grandes tendances (Rapport du GIEC 2018). Voir également : *Programme des Nations unies pour l'environnement*, GEO 6 ; *Rapport quadriennal mondial sur le développement durable des Nations unies 2019* ; Réseau des solutions pour le développement durable, *Rapport sur le développement durable 2019*.
18. Programme des Nations unies pour l'environnement (2018), Groupe international d'experts sur les ressources, *Le Poids des villes*.
19. Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations unies pour la coordination, *Stratégie pour le développement urbain durable à l'échelle du système*, 26 avril 2019, CEB/2019/4/Add.4. Voir également ONU-Habitat 2016, « Développement économique local, HABITAT III », *Issue Paper*, New York, 31 mai 2015.
20. CGLU (2016), *Co-Créer le futur urbain, Rapport GOLD IV*.
21. GIEC (2018), *Réchauffement planétaire de 1,5 °C. Résumé à l'intention des décideurs*.
22. Le Pacte mondial enregistre l'engagement de 9 900 grandes entreprises (<https://www.unglobalcompact.org/>). Le *Rapport quadriennal mondial sur le développement durable des Nations unies 2019* (version préliminaire), p. 25, et la 14^e édition du rapport sur les risques mondiaux du Forum économique mondial, soulignent que le secteur des entreprises est de plus en plus préoccupé par l'échec des politiques environnementales.
23. GTF et CGLU (2019), *Towards the Localization of the SDGs*.
24. Contribution de C40, ICLEI et Regions4 au Rapport 2019 de la GTF-CGLU présenté au FPHN.
25. Secrétaire général des Nations unies (2019), *Progrès accomplis vers les objectifs de développement durable*.
26. Pour plus d'informations, consulter également le rapport du projet : https://knowyourcity.info/wp-content/uploads/2018/02/SDI_StateofSlums_LOW_FINAL.pdf.
27. Le module est accessible gratuitement en ligne, à l'adresse : <https://www.learning.uclg.org/module-3>.
28. Cette estimation se fonde sur OCDE-CGLU (2019), *2019 Report of the World Observatory on Subnational Governments' Finance and Investment* ; et sur CGLU Afrique et Cities Alliance (2018), *Évaluer l'environnement institutionnel des collectivités locales en Afrique*, 3^e édition.
29. OCDE-CGLU (2019), *2019 Report of the World Observatory on Subnational Government Finance and Investment Key Findings*. Ces chiffres sont basés sur un échantillon de 106 pays pour les dépenses, 104 pays pour les recettes et 99 pays pour les investissements publics directs.
30. Voir le chapitre sur l'Europe. Pour l'IAL, voir : A. Ladner, N. Keuffer et H. Baldersheim, *Measuring Local Autonomy in 39 Countries (1990-2014)*, Études régionales et fédérales, vol. 26:3, pp. 321-357, cité in OCDE (2019), *Réussir la décentralisation. Manuel à l'intention des décideurs*, p. 52.
31. OCDE, *La Cohérence des politiques pour le développement durable. Vers des sociétés durables et résilientes*, 2017 et 2018. L'OCDE a identifié huit éléments de base pour renforcer la cohérence des politiques : engagement politique et leadership, approches intégrées de la mise en œuvre (équilibre des préoccupations économiques, environnementales et sociales), horizon de planification à long terme, effets potentiels sur les politiques (par exemple, impacts négatifs), coordination des politiques et des institutions, participation locale et régionale, engagement des parties prenantes, suivi et rapports.
32. Département des affaires économiques et sociales des Nations unies, *Working together: Integration, Institutions and the Sustainable Development Goals*, *World Public Sector Report 2018*.
33. Voir le chapitre Asie-Pacifique, section 2.3, pour plus de détails.
34. Voir le chapitre sur l'Afrique, section 2.3.
35. FMI (2019), *Fiscal Policy & Development: Human, Social and Physical Investment for the SDGs*, p. 5.
36. La Commission mondiale sur l'Économie et le Climat (2016), *The Sustainable Infrastructure Imperative: Financing for Better Growth and Development*. En 2016, le rapport sur la nouvelle économie climatique intitulé *The Sustainable Infrastructure Imperative* a élevé les besoins d'investissement à 6 000 milliards de dollars par an.
37. Conseil de l'Europe, « Conclusions sur le programme transformateur pour l'après-2015, Affaires générales, Réunion du Conseil 16 décembre 2014 », in J. Martens (2018), *Redefining Policies for Sustainable Development, Overview, Spotlight Report on Sustainable Development 2018*.
38. E. Ahmad, D. Dowling, C. Denise, S. Colenbrander et N. Godfrey (2019), *Scaling up Investment for Sustainable Urban Infrastructure: A Guide to National and Subnational Reform, Coalition for Urban Transitions*.
39. Sur 121 pays, 7 interdisent clairement aux CT d'emprunter, et un profil ne contient aucune information. OCDE-CGLU (2019), doc. cit.
40. L'étude porte sur 160 pays. M. Ivanya et A. Shah (2014), *How close is your Government to its People? Worldwide Indicators on Localization and Decentralization*, Document de travail de recherche sur les politiques 6138, Banque mondiale, in Ahmad et al., doc. cit.
41. John Hogg (2013), *Financing Sustainable Cities: How We're Helping Africa's Cities Raise Their Credit Ratings*, La Banque mondiale.
42. Paul Smoke (2015), *Financing Urban and Local Development: the Missing Link in Sustainable Development Finance*, Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux.
43. G. Floater et al. (2017), *Financing The Urban Transition: A summary for Policymakers*, pp. 6-8.
44. G. Floater, D. Dowling, D. Chan, M. Uterino, J. Braunstein, et T. McMinn, *Financing the Urban Transition: Policymakers' Summary. Coalition pour les transitions urbaines*. Disponible sur : <http://newclimateeconomy.net/content/cities-working-papers>.
45. Contribution du C40 au Rapport 2019 de la GTF au FPHN. Voir le *Global Climate City Challenge* de la Banque européenne d'investissement, accessible à l'adresse : <https://www.eib.org/en/projects/sectors/urban-development/city-call-for-proposal/index.htm>.

Bibliographie

Les 158 Examens nationaux volontaires (ENV) présentés par 142 pays entre 2016 et 2019 au Forum politique de haut niveau (FPHN) des Nations unies ont été consultés pour l'élaboration de ce rapport. Afin d'éviter une répétition excessive dans cette bibliographie, vous pouvez accéder à tous les ENV au lien suivant : <https://sustainabledevelopment.un.org/vnrs>.

- 100 Resilient Cities, *Bangkok Resilience Strategy*, 2017.
- Aalen L. et Muriaas R. L., *Manipulating Political Decentralisation. Africa's Inclusive Autocrats*, Londres, Routledge, 2017.
- Abbott J., *Collaborative Governance and Metropolitan Planning in South East Queensland 1990-2010: From a Voluntary to a Statutory Model*, Sydney, Centre australien d'excellence pour les gouvernements locaux, 23 juillet 2012. <http://espace.library.uq.edu.au/view/UQ:295949>.
- Action Canada, *Votre avenir énergétique : Où il fait bon vivre. Soutenir des économies propres pour les collectivités rurales et autochtones du Canada*, 2018.
- Agence française de développement, *Le Système de gouvernement local en Palestine*, 2010.
- Agunbiade E. M. et Olajide O. A., *Urban Governance and Turning African Cities Around: Lagos Case Study*, Nairobi, 2016.
- Ahmad Ehtisham, Dowling Chan, Colenbrander et Godfrey, *Scaling up Investment for Sustainable Urban Infrastructure: A guide to national and subnational reform*, Londres/ Washington D.C., 2019.
- Al-Fassi H., « Is Female Suffrage in the Gulf Important? » LSE Middle East Center blog, 2017.
- Alaeldini Pooya et Fardanesh, « From Shelter to Regeneration: Slum Upgrading and Housing Policies in Islamic Republic of Iran », *Urban Development and Revitalisation Organization*, 2016.
- Almarshad Sultan O., *The Impact of Good Governance and Decentralization Reforms on the Effectiveness of Local Authorities: The Case of Saudi Municipalities*, 2011.
- Amnesty International, *At the Mercy of the Government: Violation of the Right to an Effective Remedy in Badia East, Lagos State, Nigeria*, 2014.
- Arvidsson Helen, Simon D., Oloko M. et Moodley N., « Engaging with and measuring informality in the proposed Urban Sustainable Development Goal », *Revue africaine de géographie* 36, n° 1, 2017, pp. 100-114.
- Argo, Teti Armia et Zuzy Anna, *Empowering Local Government Capacity and Regional Government Association to Strengthen Development Goals*, 2019.
- Arnold Matthew, Ye Thu Aung, Kempel S. et Kyi Pyar Chit Saw, *Municipal Governance in Myanmar: an Overview of Development Affairs Organizations*, Yangon, 2015.
- Assmann D., Honold J., Grabow B. et Roose J., *SDG Indicators for Municipalities. Indicators for Mapping Sustainable Development Goals of the United Nations in German Municipalities*, Gütersloh, 2018.
- Association internationale des maires francophones, *Étude sur la localisation des ODD en vue d'appuyer le processus de plaidoyer des autorités locales au Bénin*, Paris, 2017.
- Association des gouvernements locaux de Nouvelle-Zélande, *Local Government Position Statement on Climate Change*, Wellington, 2017.
- Association des gouvernements locaux de Zambie, *Rapport annuel*, 2018.
- Asuncion R. C. et Minsoo L., *Impacts of Sea Level Rise on Economic Growth in Developing Asia*, Mandaluyong, Métropole de Manille, Philippines, 2017.
- Attolico A., « Building Resilience Through Territorial Planning: The Experience of Province of Potenza », *Procedia Economics and Finance* 18, 2014, pp. 528-535. [https://doi.org/10.1016/s2212-5671\(14\)00972-1](https://doi.org/10.1016/s2212-5671(14)00972-1).
- Ayuso A. et Coll J. M., *The Role of Metropolitan Areas in the Governance of Development Challenges: Towards the European Urban Agenda*, Barcelone, 2016.
- Azza Sirry Q., *The Integrated Community Based Solid Waste Management*, 2017.
- Bahl R., *Metropolitan City Finances in Asia and the Pacific Region Issues, Problems and Reform Options*, Bangkok, 2017.
- Banque africaine de développement, *Perspectives économiques en Afrique*, 2018.
- Banque asiatique de développement, *50 Climate Solutions from Cities in the People's Republic of China. Best Practices from Cities Taking Action on Climate Change*, Manille, 2018.
- , *Managing Asian Cities*, Manille, 2008.
- , *Meeting Asia's Infrastructure Needs*, Manille, 2017.
- Banque interaméricaine de développement, *Comissão do Processo Regional Região, América*, 2018.
- , *Fiscal Decentralization and Regional Disparities in Latin America: The Potential of Equalization Transfers*, 2015.
- , *Sustainability Report 2018*, 2018.
- Banque mondiale, *Republic of Iraq: Decentralization and Subnational Service Delivery in Iraq: Status and Way Forward*, 2016.
- , *The Labor Market Story Behind Latin America's Transformation*, 2012.
- Baqueriza-Jackson M., *Creating a Good Local Economy through Procurement*, Procure, Paris, 2018. https://urbact.eu/sites/default/files/media/procure_final_report.pdf.
- Baron A., Cummings A., Salmon T. et Al-Madhaji M., « The essential role of local governance in Yemen », Sana'a Center for Strategic Studies, 2016.
- Basalmah B., « Local Governance in Yemen: Challenges and Opportunities », Berghof Foundation, 2017, p. 7.
- Bassett E. M., « Urban Governance in a Devolved Kenya », in *Governing Urban Africa*, édité par C. Silva, Londres, Palgrave Macmillan, 2016.
- Battersby J., « MDGs to SDGs – new goals, same gaps: the continued absence of urban food security in the post-2015 global development agenda », *African Geographical Review* 36, n° 1, 2017, pp. 115-129.
- Batthyány K., « ¿Quién cuida en la ciudad?: oportunidades y propuestas en Montevideo (Uruguay) », *Serie de la CEPAL: Asuntos de Género*, 2016.
- Baynham M. et Mark R. Stevens, « Are we planning effectively for climate change? An evaluation of official community plans in British Columbia », *Journal of Environmental Planning and Management* 57, n° 4, 2014, pp. 557-587.
- Bekker S. et Fourchard, *Politics and Policies. Governing cities in Africa*, Cape Town, HSRC Press, 2013.
- Bénit-Gbaffou C., Fourchard L., Dubresson A. et Ginisty K., *Exploring the Role of Party Politics in the Governance of African Cities*, 2013.
- Berrisford S., Cirolia L. R et Palmer I., « Land-based financing in sub-Saharan African cities », *Environment and Urbanization* 30, n° 1, 2018, pp. 35-52.
- Bertelsmann Stiftung, *BTI 2016 – Oman Country Report*, 2016.
- Bertelsmann Stiftung et Sustainable Development Network Solutions, *SDG Index and Dashboard Report 2018*, 2019.
- Biekard K. et Fowler A., *Ownership Dynamics in Local Multi-Stakeholder Initiatives*, 2018.
- Bouchet M., Sifan Liu, Parilla J. et Kabbani N., *Global Metro Monitor 2018*, Washington D.C., 2018.
- Bouckaert Geert, Kuhlmann S. et Schwab C., *L'Avenir des administrations locales en Europe : Leçons tirées de la recherche et de la pratique dans 31 pays*, 2018. <https://doi.org/10.4000/books.igpde.5426>.
- Bouskela M., Casseb M., Bassi S., De Luca C. et Facchina M., *The Road toward Smart Cities: Migrating from Traditional City Management to the Smart City*, 2016.

- Bowerman C., « Developing a research-specific emergency management programme for municipal resilience following the 2013 flood in southern Alberta », *Journal of Business Continuity & Emergency Planning*, 11, n° 2, 2017, pp. 184-195.
- Boyce J., Conroy S. et Ibrahim D., *Emergency Preparedness and Resilience: Community-Based Fact Sheets*, 2014.
- Bureau de résilience de la ville de Mexico, *CDMX Resilience Strategy*, Mexico, 2016.
- Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe, *Rendre les villes plus résilientes. Manuel à l'usage des dirigeants des gouvernements locaux*, 2017.
- C40 et ICLEI, *Data Speak Louder than Words: Findings from an Initial Stocktake of Climate Change Adaptation and Urban Resilience Efforts*, 2018.
- Cabannes Y., *Highlights on some Asian and Russian Participatory Budgeting Pioneers*, Suakta/Barcelone/Londres, 2018.
- Cabannes Y., Douglass M. et Padawangi R., *Cities in Asia by and for the People*, Amsterdam University Press, 2018.
- Canadian Urban Institute, *Scaling Up Affordable Ownership Housing in the GTA*, 2017.
- Caravani A., Green S., Canales Trujillo N. et Amsalu A., *Decentralising Climate Finance: insights from Kenya and Ethiopia*, 2018.
- Cartwright A., Palmer I., Taylor A., Pieterse E., Parnell S. et Colenbrander S., *Developing Prosperous and Inclusive Cities in Africa – National Urban Policies to the Rescue?*, Londres/Washington D.C., 2018.
- CCNUCC, *Rapport de synthèse sur l'effet global des contributions déterminées au niveau national*, 2015.
- CDF-ONU, *Studies on financial resources sustainability and diversification for Local Government Financing Institutions in Africa*, 2018.
- CEMR-CCRE, *Politique de cohésion, 10 messages clés pour l'avenir*, Bruxelles, 2018. https://ccre.org/img/uploads/piecesjointe/filename/CEMR_10_key_messages_cohesion_policy_FR.pdf.
- CEMR-CCRE et Dexia, *L'Europe locale et régionale : chiffres clés 2009*, Bruxelles, 2010. https://www.ccre.org/docs/nuancier_2009_fr.pdf.
- CEMR-CCRE et PLATFORMA, *Comment les associations de collectivités territoriales concrétisent les ODD ?*, Bruxelles, 2019. <http://platforma-dev.eu/wp-content/uploads/2019/10/CEMR-PLATFORMA-study-SDGs-2019-FR.pdf>.
- Centre de surveillance des déplacements internes et Conseil norvégien des réfugiés, *Rapport mondial 2018 sur les déplacements internes*, Genève, 2018. <https://www.unocha.org/es/themes/internal-displacement>.
- Centre pour le financement du logement abordable en Afrique, *Housing Finance in Africa*, 2018.
- CEPAL, *Horizontes 2030: La igualdad en el centro del desarrollo*, 2016.
- , *Panorama Social de América Latina*, 2017.
- , *Preliminary Overview of the Economies of Latin America and the Caribbean*, 2018.
- , *Quadrennial report on regional progress and challenges in relation to the 2030 Agenda for Sustainable Development in Latin America and the Caribbean*, 2019.
- , *Second annual report on regional progress and challenges in relation to the 2030 Agenda for Sustainable Development in Latin America and the Caribbean*, 2018.
- CGLU, *L'Accès aux services publics et l'urbanisation du monde*, Troisième Rapport mondial sur la décentralisation et la démocratie locale – GOLD III, Bruxelles, Bruylant, 2014.
- , *Co-Créer le futur urbain. L'Agenda des métropoles, des villes et des territoires*, GOLD IV – Quatrième Rapport mondial sur la décentralisation et la démocratie locale, Barcelone, 2017.
- , *La Décentralisation et la Démocratie locale dans le monde, Premier Rapport mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis*, 2008.
- , *Le Financement des collectivités territoriales. Les défis du XXI^e siècle*, II^e Rapport mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis sur la décentralisation et la démocratie locale, Cheltenham, Bruxelles, Bruylant, 2011.
- , *Public Space as a generator of growth in African Cities*, UCLG Peer Learning Notes, Barcelone, CGLU, 2015.
- , *Public Space Policy Framework*, 2016.
- , *The Sustainable Development Goals – SDGs in the municipal map*, 2017.
- CGLU Afrique, *Revue africaine des finances locales*, 2^e éd., Rabat, 2017.
- , *L'État des finances locales en Afrique*, Rabat, 2018.
- CGLU Afrique et Cities Alliance, *Évaluer l'environnement institutionnel des collectivités locales en Afrique*, 3^e éd., 2018.
- CGLU ASPAC et Cities Alliance, *Cities Enabling Environment Rating: Assessment of the Countries in Asia and the Pacific*, 2018.
- CGLU et GTF, « Financing Urban and Local Development: the Missing Link in Sustainable Development Finance », *Position Paper on Sub-National Finance*, CGLU, 2015.
- , *National and Sub-National Governments on the Way Towards the Localization of the SDGs*, Local and Regional Governments' Report to the HLPF, Barcelone, 2017. https://www.gold.uclg.org/sites/default/files/UCLG_GTF_LocalizationSDG.pdf.
- , *Towards the Localization of the SDGs*, Local and Regional Governments' Report to the 2018 HLPF, Barcelone, 2018. https://www.gold.uclg.org/sites/default/files/Towards_the_Localization_of_the_SDGs.pdf.
- , *Towards the Localization of the SDGs*, Local and Regional Governments' Report to the 2019 HLPF, Barcelone, 2019. https://www.gold.uclg.org/sites/default/files/Localization2019_EN.pdf.
- Chakrabarty A., « Smart mischief: an attempt to demystify the Smart Cities craze in India », *Environment & Urbanization* 31, n° 1, 2018, pp. 193-208.
- Chelleri L., Kunath A., Olazabal M. et Minucci G., « Multidisciplinary Perspectives on Urban Resilience », *Basque centre for Climate Change*, 2012.
- Chen M., Roevers S. et Skinner C., « Special Issue: Urban Livelihoods », *Environment and Urbanization* 28, n° 2, 2016, pp. 331-342.
- Chigwata Calton T. et Ziswa M., « Entrenching Decentralisation in Africa: A Review of the African Charter on the Values and Principles of Decentralisation, Local Governance and Local Development », *Hague Journal on the Rule of Law* 10, n° 2, 2018, pp. 295-316.
- Childers et al., « Pay Equity and Discrimination », *Institute for Women's Policy Research*, 2018.
- Chitekwe-Biti B., Mudimu P., Masimba Nyama G. et Takudzwa Jera, « Developing an informal settlement upgrading protocol in Zimbabwe – the Epworth story », *Environment and Urbanization* 24, n° 1, 2012, pp. 131-148.
- Cities Alliance, « Sustainable Development Goals and Habitat III: Opportunities for a successful New Urban Agenda », *Cities Alliance Discussion Paper* 3, n° 36, 2015.
- Citynet, « City Voices », *City Voices* 9, n° 2, s. d.

- Civil Society Working Group for the 2030 Agenda, *Spotlight Synthesis Report – The 2030 Sustainable Agenda in Brazil*, 2017.
- Clark G. et Moonen T., *The Role of Metropolitan Areas in the Global Agenda of Local and Regional Governments in the 21st Century*, Londres, 2016.
- Climate Chance, « La Mobilisation territoriale », *Cahier 2 du Rapport annuel de l'Observatoire mondial de l'action climatique non étatique*, 2018.
- Comité européen des régions, *A Territorial Approach for the Implementation of the SDGs in the EU. The Role of the European Committee of the Regions*, Commission pour la politique économique ECON, Bruxelles, 2019.
- , *Charter for Multilevel Governance in Europe*, Bruxelles, 2014.
- , *Europe Moving toward a Sustainable Future*, Bruxelles, 2018.
- , *SDGs: a basis for a long-term EU Strategy for Sustainable Europe by 2030*, ECON-VI/044, Bruxelles, 2019.
- , *Livre blanc du Comité des régions sur la gouvernance à multiveaux*, Bruxelles, Comité des régions, 18 juin 2009. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52009IR0089&from=EN>.
- Comité des régions et OCDE, *Survey Results Note. The Key Contribution of Regions and Cities to Sustainable Development*, Bruxelles, 2019. <https://cor.europa.eu/en/events/Documents/ECON/CoR-OECD-SDGs-Survey-Results-Note.pdf>.
- Comité économique et social européen, *Exposing EU policy gaps to address the Sustainable Development Goals*, Bruxelles, 2018. <http://unsdsn.org/wp-content/uploads/2019/01/QE-02-19-009-EN-N-4.pdf>.
- Commission européenne, *Prochaines étapes pour un avenir européen durable – Action européenne en faveur de la durabilité : questions et réponses*, 2016. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/MEMO_16_3886.
- *Accords de Cotonou*, 2000. http://www.europarl.europa.eu/intcoop/acp/03_01/pdf/mn3012634_en.pdf.
- , *Accorder une autonomie accrue aux autorités locales dans les pays partenaires pour une meilleure gouvernance et des résultats plus concrets en matière de développement*, 2013. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52013DC0280&from=GA>.
- , *Gouvernance européenne. Un livre blanc*, Bruxelles, 2001. file:///C:/Users/user/Downloads/GOUVERNANCE_EUROPEENNE_UN_LIVRE_BLANC.pdf.
- , *Supporting the Sustainable Development Goals across the World: The 2019 Joint Synthesis Report of the European Union and its Member States*, SWD (2019) 176 finaux, Bruxelles, 2019.
- , *The Future of Cities. Opportunities, Challenges and the Way Forward*, Bruxelles, 2019.
- , *The Principles of Subsidiarity and Proportionality: Strengthening their role in the EU's policymaking*, 2018. https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/communication-principles-subsidiarity-proportionality-strengthening-role-policymaking_en.pdf.
- , *The State of European Cities 2016: Cities leading the way to a better future*, Bruxelles, 2016. https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/policy/themes/cities-report/state_eu_cities2016_en.pdf.
- , *Vers une Europe durable à l'horizon 2030*, Document de réflexion, Bruxelles, 2019. https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/rp_sustainable_europe_fr_web.pdf.
- Commission nationale sur les ODD, *Relatório de Atividades 2017-2018*, Brasília, 2018.
- Congrès des autorités locales et régionales, *Fact-finding Mission on the Situation of Local Elected Representatives in the Republic of Moldova*, Strasbourg, 2018. <https://rm.coe.int/local-democracy-in-the-republic-of-moldova-monitoring-committee-rappor/16807931de>.
- , *La Démocratie locale et régionale en Suisse*, Strasbourg, 2017. <https://rm.coe.int/la-democratie-locale-et-regionale-en-suisse/1680750d63>.
- CONPES, *Estrategia para la Implementación de los ODS en Colombia*, 2018.
- , *Inclusión de los ODS en los planes de desarrollo territoriales 2016-2019*, 2017.
- , *Política nacional para consolidar el sistema de ciudades*, Bogotá, 2014.
- Conseil de l'Europe, *Conclusions on transformative post-2015 agenda*, Réunion du Conseil du 16 décembre 2014, 2014.
- , *Charte européenne de l'autonomie locale*, 1985. <https://rm.coe.int/168007a095>.
- , *Local and Regional Democracy in the United Kingdom*, CG(26)10, Strasbourg, 2014.
- Conseil européen, *Conclusions de la réunion du Conseil européen du 18 octobre 2018*, 2018.
- Conseil international pour la science, *A guide to SDG interactions: from science to implementation*, Paris, 2017.
- Conseil national de coordination des politiques sociales, *Informe ODS de Provincias 2017, Proceso de Adaptación*, Buenos Aires, 2017.
- , *Manual para la adaptación local de los Objetivos de Desarrollo Sostenible: desafíos para la adaptación a nivel local*, s. d.
- Contrôleur général de la République, *Estudio del proceso de descentralización en el Perú*, 2014.
- Dellas E., Carius A., Beisheim M., Parnell S. et Messner D., *Realising synergies in follow-up and review: The role of local and regional governments and their partners in the follow-up and review of global sustainability agendas*, 2018.
- Democracy Reporting International, *BP 80: Reforming Decentralisation in Lebanon – The State of Play*, 2017.
- Département de l'environnement et de l'énergie, *Compendium of Case Studies: Environment and Energy Goals Case studies*, 2018.
- Deusto Business School et Global Entrepreneurship Monitor, *Emprendimiento Juvenil en Iberoamérica*, 2018.
- Dias S., *Integrating Informal Workers into Selective Waste Collection: The Case of Belo Horizonte, Brazil*, 2011.
- Dijkstra L. (éd.), « Ma région, mon Europe, notre futur. Septième Rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale », Commission européenne, Bruxelles, 2017.
- Direction indépendante de la gouvernance locale, *Islamic Republic of Afghanistan Citizen-Centered Governance A Roadmap for Subnational Reform*, 2018.
- Division de planification et développement, *Estrategia Regional de Innovación Región de Valparaíso 2014-2020*, 2014.
- DNP-Mission pour la transformation du terrain, *Estrategia de Implementación del Programa de desarrollo rural integral con enfoque territorial*, 2014.
- Dobson S., « Community-driven pathways for implementation of global urban resilience goals in Africa », *International Journal of Disaster Risk Reduction* 26, n° 26, 2017, pp. 78-84.
- Economist Intelligence Unit et Banque interaméricaine de développement, *The 2017 Infrascopes: Evaluating the Environment for Public-Private Partnerships in Latin America and the Caribbean*, 2017.

- Espace d'articulation de la société civile pour le suivi de l'Agenda 2030 au Mexique, *Informe Luz del Espacio de Articulación de la Sociedad Civil para el Seguimiento de la Agenda 2030 en México*, 2018.
- Esraa Mahmood Badr Alsamee, Harlida Abdul Wahab et Yuhani Yusuf, « Distribution of Powers Between Federal and Local Governments in Iraq », *Medwell Journals*, 2016.
- Forum économique mondial, *Le Rapport sur les risques mondiaux*, 2019.
- Eurostat, Sustainable Development in the European Union, *Overview of progress towards the SDGs in an EU context*, Bruxelles, 2017. <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/4031688/8461538/KS-01-17-796-EN-N.pdf/f9c4e3f9-57eb-4f02-ab7a-42a7ebcf0748>.
- Evans B., Rosenfeld O., Elisei P., Golubchikov O., Badinya A., Küster C. et McAdams J.M., *Towards a city-focused, people-centred and integrated approach to the New Urban Agenda*, UNECE, 2016.
- Evans H., Philipps L., Slack L. et Tedds L., « Funding the Canadian City », *Canadian Tax Foundation and Institute on Municipal Finance and Governance*, 2019.
- Falú A., *Egalitarian Metropolitan Spaces*, 2018.
- Fawaz M., « Empowering Local Government Institutions in the MENA Region », 2002.
- FENU et ONU-DAES, *Financing Sustainable Urban Development in the Least Developed Countries*, 2017.
- Fernández de Losada A., *Shaping a new generation of decentralised cooperation for enhanced effectiveness and accountability*, 2017.
- Ferraro C. et Rojo S., *Políticas de Desarrollo Productivo en el Estado de Jalisco*, México, 2018.
- Floater G., Dowling D., Chan D., Ulteriori M., Braunstein J., McMinn T. et Ahmad E., *Financing The Urban Transition: A summary for Policymakers*, 2017.
- , *Global Review of Finance for Sustainable Urban Infrastructure*, Londres/Washington D.C., 2017.
- FMI, *Fiscal Policy & Development: Human, Social and Physical Investment for the SDGs*, 2019.
- Forum des gouvernements locaux du Commonwealth, *Achieving the SDGs through LED in Ghana*, Londres, 2018.
- Forum économique mondial, *Le Rapport sur les risques mondiaux*, 2019.
- Forum international des transports, *Benchmarking Road Safety in Latin America*, 2017.
- Franzsen R. et McCluskey W., *Property Tax in Africa*, Cambridge, MA, Lincoln Institute of Land Policy, 2017.
- Fraunhofer Institute for Interfacial Engineering and Biotechnology, *Press Release 23 November, 2017. Intelligent water management for India's cities*, 2017.
- Fu X., Zhong L. et Jagannathan V., « Converting Sludge to Energy in Xiangyang, China », *City Voices* 7, n° 1, s. d.
- Futureagenda, *Future of Cities. Insights from Multiple Expert Discussions around the World*, Londres, 2017.
- Gaetz S., Gulliver-Garcia T. et Richter T., *The State of Homelessness in Canada 2014*, 2014.
- GIEC, *Réchauffement planétaire de 1,5 °C. Rapport spécial du GIEC sur les effets d'un réchauffement climatique*, 2018.
- , *Réchauffement planétaire de 1,5 °C. Résumé à l'intention des décideurs*, 2018.
- Gillard R., Oates L., Kasajja P., Sudmant A. et Gouldson A., *Sustainable urban infrastructure for all: Lessons on solar powered street lights from Kampala and Jinja, Uganda*, Londres/Washington D.C., Coalition for Urban Transitions, 2019.
- GIZ et ONU-Habitat, « Unpacking Metropolitan Governance for Sustainable Development », Eschborn, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, 23 juillet 2015. <http://unhabitat.org/books/unpacking-metropolitan-governance-for-sustainable-development/>.
- Global Civil Society, *Spotlight on Sustainable Development: Exploring new policy pathways*, 2018.
- Global Compact Cities Program, « Rotorua Leading City Communication on Engagement Report 2017 », 2017.
- Global Green Growth Institute, « Green City Development Guidelines Seoul », Séoul, 2016.
- Gong W., Kanishka Raj Rathore, Lyu H. et Haykin V. J., *Cities at a Crossroads: Unlocking the Potential of Industries in Sustainable Urban Development*, Vienne, 2016.
- Gore C. et Muwanga N., « Decentralization is dead, long live decentralization! Capital City reform and political rights in Kampala, Uganda », *International Journal of Urban and Regional Research* 38, 2014, pp. 2201-2216.
- Gorelick J., « Supporting the future of municipal bonds in sub-Saharan Africa: the centrality of enabling environments and regulatory frameworks », *Environment & Urbanization* 30, n° 1, 2018, pp. 103-122.
- Greater Manchester Combined Authority, *Age-friendly Strategy*, 2018.
- Gungor H., *Belediyelerin Genel Bütçe Payları* (Parts des municipalités dans le budget national), 2018, 19.
- Gouvernement de l'Iran, *Iran Country Report for Habitat III*, 2016.
- Gouvernement de Nouvelle-Zélande, *Report of the Royal Commission on Auckland Governance*, Wellington, 2009.
- Gouvernement métropolitain de Séoul, *Seoul Sustainable Development Goals 2030, 17 Ways to Change Seoul*, 2018.
- Groupe indépendant de scientifiques nommé par le Secrétaire général, *Rapport mondial sur le développement durable. L'avenir, c'est maintenant : la science au service des Objectifs de développement durable*, New York, 2019.
- Habib S., « Local Government in Afghanistan: How it works and main challenges », *NISPACE Journal of Public Administration and Policy*, 2013.
- Hide Claire Mc Evoy et Gergely, *Global Violent Deaths 2017: Time to Decide, Small Arms Survey*, 2017.
- Hogg J., « Financing Sustainable Cities: How We're Helping Africa's Cities Raise Their Credit Ratings », World Bank, 2013. <http://www.worldbank.org/en/news/feature/2013/10/24/financing-sustainable-cities-africa-creditworthy>.
- Hooghe L., Marks S., Schakel H. A., Chapman-Osterkat, Niedzwiecki S. et Shair-Rosenfield S., *Measuring Regional Authority. Vol. I: A Postfunctionalist Theory of Governance*, Oxford University Press, 2016. https://books.google.co.uk/books?id=hldxCwAAQBAJ&hl=ca&source=gbs_navlinks_s.
- Hossein A., « Roles and Responsibilities of Local Governments (Councils) in Iran: Analytical Underpinnings », *Research Journal of Recent Sciences* 3(9), 2014, pp. 94-101.
- Hourani H., Taher M., Al-Tweisi B. et Rumman Abu H., *Local Democracy in Jordan: General summary of the results of the national report*, s. d.
- ICLEI, Institut mondial de la croissance verte (GGGI) et Institut indien des affaires urbaines, *Urban Green Growth Strategies for Indian Cities*, New Delhi, 2015.
- ICLEI et Fonds mondial pour la nature, *Measuring Up 2015: How Cities Are Accelerating Progress Toward National Climate*, 2015.

- Ilesanmi A. O., « Urban sustainability in the context of Lagos mega-city », *Journal of Geography and Regional Planning* 3, n° 10, 2010, pp. 240-252.
- Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, *Mobiliser le potentiel des communautés urbaines vol. II : Études de cas de seize villes apprenantes*, 2017.
- Institute for International Urban Development, *Strategic Urban Development Framework for Governorates in Iraq*, 2018.
- International ACE Consultants, *Repeat Public Financial Management Assessment following the PEFA Methodology*, 2011.
- International City-County Managers Association, *ICMA Survey Research: 2015 Local Government Sustainability Practices Survey Report*, 2015.
- Ivanya M. et Shah M., *How close is your government to its people? Worldwide indicators on Localization and Decentralization*, 2014.
- Jackson M. et McInroy N., *Creating a Good Local Economy: The Role of Anchor Institutions*, édité par Centre for Local Economic Strategies, Procure, 2018.
- Jain G., Revi A., Koduganti J. et Abbas A., *SDGs – Localizing the SDGs for India – Setting the Urban Context*, Bangalore, 2018.
- Jaitman L. Rodrigo, Soares Mauricio O. et Guerrero Compeán R., *The Welfare Costs of Crime and Violence in Latin America and the Caribbean*, 2015.
- Jordán R., Rifo L. et Prado A., *Desarrollo sostenible, urbanización y desigualdad en América Latina y el Caribe*, 2017.
- Joubert L. et The Consuming Poverty Team, *Tomatoes and taxi ranks: running our cities to fill the food gap*, Centre africain pour les villes, Université du Cap, 2018.
- Kalsoon S., *Challenges for Localizing the SDGs in Pakistan*, 2017.
- Kanuri C., Revi A., Espey J. et Kuhle H., *Getting Started with the SDGs in Cities: A Guide for Stakeholders*, 2016.
- Karasu M. et Karakas M., « Belediyelerin Emlak Vergisindeki Gelir Kaybı », *Maliye Dergisi*, 2012, 163.
- Keranidou D., Van Laarhoven M., Sakkars D. et Van de Ven D., *Utrecht: A Global Goals City. Utrecht's Approach to Localising the UN Sustainable Development Goals*, Utrecht, 2018.
- Kermani M., « The volatility of municipal incomes is a major challenge for urban management (case study: Tehran municipality) », *QUID*, n° Special Issue n° 1, 2017, pp. 987-997.
- Khaddour K., « Local Wars and the Chance for Decentralized Peace in Syria », *Carnegie Middle East Center*, 2017.
- Kindornay S., *Progressing national SDGs implementation: An independent assessment of the national voluntary reports submitted to the United Nations High-level Political Forum on Sustainable Development in 2017*, 2018.
- Korea Institute Center for Sustainable Development (KICSD), *Status Report of Local Sustainable. Development Practices in Korea 2011-2015*, 2016.
- Kostka G. et Nahm J., « Central-Local Relations: Recentralization and Environmental Governance in China », *The China Quarterly* 231, 2017, pp. 567-582.
- Ladner A., Keuffer N. et Baldersheim H., « Measuring Local Autonomy in 39 Countries (1990-2014) », *Regional and Federal Studies* 26, n° 3, 26 mai 2016, pp. 321-357. <https://doi.org/10.1080/13597566.2016.1214911>.
- Lall S. V., Henderson J. V. et Venables A. J., *Africa's Cities: Opening Doors to the World*, Washington D.C., World Bank, 2017.
- Lamar C. et Brinkerhof D. V., « Provincial governance in Iraq: Councils, contestation, and capacity building », *RTI Press publications*, 2013.
- Lanfranchi G. et Bidart M., *Gobernanza metropolitana en América Latina y el Caribe*, 2016.
- Latinobarometro, *Informe Latinobarómetro 2018*, 2018.
- Lee H. et Pin Tan T., « Singapore's experience with reclaimed water: NEWater », *International Journal of Water Resources Development* 32, n° 4, 2016, pp. 611-621.
- Lekalake R. et Gyimah-Boadi E., « Does less engaged mean less empowered? Political participation lags among African youth, especially women », *Afrobarometer Policy Paper* 34, 2016.
- Li B. et Fang Q., « Implementation of Sustainable Development Goals by Chinese Cities », 2018.
- Li B., Gong S. et Shen Q., *Mapping Alignment of the 13th FYP (2016-2020) with the SDGs (2016-2030)*, 2016.
- Liban, *ECODIT, State and Trends of the Lebanese Environment*, 2010.
- , *Environmental Guide for Municipalities*, 2016.
- , *Lebanon Country Report for Habitat III*, 2015.
- , *Municipal Finance Studies Program: Final Strategic Framework. Final Roadmap for Modernizing Municipal Finance in Lebanon*, 2011.
- Logan Council, *Safe City Strategy and Action Plan 2016-2020*, Logan, 2016.
- LSE Cities, ICLEI et GGGI, *Going green: How cities are leading the next economy*, 2013.
- Malesky E., Viet Nguyen C. et Tran A., « The Impact of Recentralization on Public Services: A Difference-in-Differences Analysis of the Abolition of Elected Councils in Vietnam », *American Political Science Review* 108, n° 1, 2014, pp. 144-168.
- Marrengane N., *Local governance and traditional authority in eSwatini: The Evolving Tinkhundla Regime*, s. d.
- Martinez A., *Iniciativas de alimentación responsable y sostenible: Identificación de buenas prácticas*, 2018.
- McAuslan, See Berrisford S. et P., *Reforming Urban Laws in Africa: a practical guide*, Centre africain pour les villes, ONU-Habitat, Cities Alliance et Urban Landmark, 2018.
- McFarland C. K., Funk K., Kim R., Lasorsa D. et Rivett B., *Local Tools to Address Housing Affordability: A state by state analysis*, 2019.
- McKinsey Global Institute, *Smart Cities in Southeast Asia. World Cities Summit 2018*, Singapour, 2018.
- MedCités, *Les Stratégies de développement urbain en Méditerranée. Contexte, enjeux et perspectives*, Barcelone, 2011.
- Metropolis et 100 Resilient Cities, *The Metropolitan Scale of Resilience*, 2017.
- Metropolis et Femmes et villes international, *Safety and public space: Mapping metropolitan gender policies*, 2018.
- Midega M., « Ethiopian Federalism and the Ethnic Politics of Divided Cities: Consociationalism without Competitive Multiparty Politics in Dire Dawa », *Ethnopolitics* 16, n° 3, 2017, pp. 279-294.
- Ministère des Affaires étrangères du Japon, *The 2030 Agenda for Sustainable Development and Japan's Implementation*, Tokyo, 2017.
- Ministère du Développement économique et du Commerce, *Sustainable Development Goals*, Ukraine, 2017.
- Ministère des Finances de Jordanie, *Fiscal Decentralization in Jordan*, 2017.

- Mitlin D., Colenbrander S. et Satterthwaite D., « Editorial: finance for community-led local, city and national development », *Environment & Urbanization* 30, n° 1, 2018, pp. 3-14.
- Mizes C. et Cirolia L., *Property tax in African secondary cities: insights from the cases of Kisumu (Kenya) and M'Bour (Senegal)*, 2019.
- Montalto V., Jorge Tacao Moura C., Langedijk S. et Saisana M., *The Cultural and Creative Cities Monitor. 2017 Edition*, Bruxelles, 2017. <https://doi.org/10.2760/58643>.
- Morales M., Villacis Taco M. et Gutiérrez Reyes Juan José Herrera V., « National Level Implications of SDGs Implementation in Ecuador », *Southern Voice, Occasional Paper Series* 35 : 7, 2016.
- Morgan P. J. et Trinh L. Q., *Frameworks for Central-Local Government Relations and Fiscal Sustainability*, Tokyo, 2016.
- Mthembu P., « Putting Development at the Centre of Global Politics: The Role of the G77+China in Shaping the Post-2015 Development Agenda », *Global Insight*, n° 121, 2015.
- Plateforme multipartite sur les ODD, « L'Europe sur la voie d'un avenir durable », in *Vers une Europe durable à l'horizon 2030*, Bruxelles, Commission européenne, 2018.
- NABZ-Iran, *An introductory primer on Local government in Iran*, 2014.
- Narmin, « Role of local government association in Localizing SDGs in Nepal. Presentation in the UCLG ASPAC Retreat, Guangzhou, December 9, 2018. ».
- Nations unies, *Rapport sur les Objectifs de développement durable*, New York, 2019. <https://unstats.un.org/sdgs/report/2019/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2019.pdf>.
- , *Working Together: Integration, institutions and the Sustainable Development Goals, World Public Sector Report 2018*, New York, 2018.
- Nelson K. L. et Erickson J., *Intermittent Supply in the Context of Efforts to Improve Piped Drinking Water Supply in Latin America and the Caribbean: Lessons from a Case Study in Arraiján, Panama*, 2016.
- Niekerk S. Van et Wegmann V., *Municipal Solid Waste Management Services in Africa*, 2019.
- NITI Aayog, *19 million people live in Iran's slums*, 2018.
- NITI Aayog et Kalinga Institute of Social Sciences (KISS) University, *National Workshop on Building Capacity for Localising SDGs Bhubaneswar*, 16-17 February 2018, 2018.
- NITI Aayog et les Nations unies, *Localising SDGs. Early Lessons from India*, 2019.
- NITI Aayog, *SDG Index India, Baseline Report*, 2018.
- OCDE, CAF et CEPAL, *Perspectivas económicas de América Latina 2018: Repensando las Instituciones para el Desarrollo*, 2018.
- OCDE, *Ageing in Cities*, Paris, OCDE, 2015. <https://doi.org/10.1787/9789264231160-en>.
- , « Annexe B : Classification des fonctions des administrations publiques (COFOG) », in *Government at a Glance 2011*, Paris, OCDE, 2013. https://doi.org/10.1787/gov_glance-2011-68-fr.
- , *Divided Cities Understanding Intra-urban Inequalities*, 2018.
- , *Governing the City*, Paris, OCDE, 2015. http://www.oecd-ilibrary.org/urban-rural-and-regional-development/governing-the-city_9789264226500-en.
- , *Réussir la décentralisation. Manuel à l'intention des décideurs*, Paris, OCDE, 2019. <https://doi.org/10.1787/551847c0-fr>.
- , *Mesurer la distance à parcourir pour atteindre les cibles des ODD 2017*, OCDE, 2018.
- , *Multi-level governance reforms: overview of OECD country experiences*, s. d.
- , *OCDE Regions and Cities at a Glance*, Paris, 2018.
- , *Policy coherence for sustainable development. Towards sustainable and resilient societies 2017: eradicating poverty and promoting prosperity*, Paris, 2017.
- , *Cohérence des politiques pour le développement durable 2018*, Paris, 2018.
- , *Reshaping decentralised development co-operation: the key role of cities and regions for the 2030 Agenda*, Paris, OCDE, 2018.
- , *Rural-Urban Partnerships: An Integrated Approach to Economic Development. OECD Rural Policy Reviews*, Paris, OCDE, 2013. http://www.oecd-ilibrary.org/urban-rural-and-regional-development/rural-urban-partnerships_9789264204812-en.
- , *Les Gouvernements infranationaux dans les pays de l'OCDE, chiffres clés*, Paris, OCDE, 2018.
- , *The Metropolitan Century: Understanding Urbanisation and its Consequences*, Paris, OCDE, 2015. http://www.oecd-ilibrary.org/urban-rural-and-regional-development/the-metropolitan-century_9789264228733-en.
- , *Working Together for Local Integration of Migrants and Refugees*, Paris, OCDE, 2018. <https://doi.org/10.1787/9789264085350-en>.
- OCDE et Commission de l'Union africaine, *Dynamiques du développement en Afrique 2018 : croissance, emploi et inégalités*, Paris/Addis-Abeba, OCDE-CUA, 2018. <https://doi.org/10.1787/9789264302525-fr>.
- OCDE, CAF et ECLAC, *Latin American Economic Outlook 2018: Rethinking Institutions for Development*, 2018.
- OCDE et CGLU, *2019 Report of the World Observatory on Subnational Government Finance and Investment – Country Profiles*, 2019.
- , *2019 Report of the World Observatory on Subnational Government Finance and Investment – Key Findings*, 2019.
- , *Subnational governments around the world: Structure and finance*, 2016. <http://www.uclg-localfinance.org/node/257>.
- Oktay T., « Metropolitan Governance in Turkey with Regard to Regionalism Approaches », *Bilgi Ekonomisi ve Yönetimi Dergisi XII-I*: 63, 2017.
- ONU-CEA, *2017 Africa Sustainable Development Report: Tracking Progress on Agenda 2063 and the Sustainable Development Goals*, Addis-Abeba, 2017.
- , *Rapport sur le développement durable en Afrique 2018 : Vers un continent transformé et résilient*, Addis-Abeba, 2018.
- , *Rapport économique sur l'Afrique 2019 : La politique budgétaire au service du financement du développement durable*, 2019.
- , *Intégration de l'Agenda 2063 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans les plans de développement nationaux : Problèmes naissants des pays les moins avancés*, Addis-Abeba, 2017.
- ONU-CESAP, *Asia and the Pacific SDG Progress Report 2019*, Bangkok, 2019.
- , *Assessment of progress in the implementation of SDGs 4, 8, 10, 13, 16 and 17 at the regional level*, Bangkok, 2019.
- , *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2019*, 2019.
- , *Institutional mechanisms for SDGs coordination in Asia and the Pacific Voluntary National Review*, 2019.

- , *Regional Road Map for implementing the 2030 Agenda for Sustainable Development in Asia and the Pacific: Progress Report 2019*, 2019.
- , *Report of the Fifth Asia-Pacific Forum on Sustainable Development*, Bangkok, 2018.
- , *Report of the Sixth Asia-Pacific Forum on Sustainable Development*, Bangkok, 2019.
- , *Urbanization and sustainable development in Asia and the Pacific: linkages and policy implications*, Bangkok, 2017.
- , *Valuing Waste, Transforming Cities*, 2017.
- ONU-CESAP, Banque asiatique de développement et PNUD, *Accelerating progress: An empowered, inclusive and equal Asia and the Pacific*, Bangkok, 2019. Asia-Pacific SDG Partnership.
- ONU-DAES, *2016 Voluntary National Review Synthesis Report*, New York, 2016.
- , *2017 Voluntary National Review Synthesis Report*, New York, 2017.
- , *2018 Voluntary National Review Synthesis Report*, New York, 2018.
- , *Manuel de préparation des Examens nationaux volontaires*, Édition 2019, 2019.
- , *Islamic Republic of Iran Public Administration Country Profile*, 2004.
- , *World Population Prospects 2017 Revision*, 2017.
- , *World Population Prospects 2019 Data Booklet*, New York, 2019. https://population.un.org/wpp/Publications/Files/WPP2019_DataBooklet.pdf.
- , *World Urbanization Prospects: The 2011 Revision*, 2012.
- , *World Urbanization Prospects. The 2018 Revision*, New York, 2018. <https://population.un.org/wup/Publications/Files/WUP2018-Report.pdf>.
- ONU-Eau, *Sustainable Development Goal 6 Synthesis Report on Water and Sanitation*, 2018.
- ONU-ECOSOC, *Rapport sur le développement durable en Afrique 2019 : document de synthèse établi pour le Forum régional africain pour le développement durable*, Marrakech, 2019.
- ONU-ESCWA, *Syria at War – Five Years On*, 2016.
- ONU-ESCWA, ACWUA et Conseil ministériel arabe pour l'eau, *First Report of the Regional Initiative for the Development of a Mechanism to Monitor the Implementation of the Millennium Development Goals Related to Water and Sanitation in the Arab Region*, 2015.
- ONU Femmes, *Villes sûres et Espaces publics sûrs : Rapport sur les régultats mondiaux*, New York, 2017.
- ONU HCR, *The Situation of Palestinian Refugees in Lebanon*, 2016.
- ONU-Habitat, *Lignes directrices internationales sur la planification urbaine et territoriale*, Nairobi, 2015.
- , *Développement économique local*, Document de travail d'Habitat III, n° 12, New York, 2015. http://habitat3.org/wp-content/uploads/12-Habitat-III-Issue-Paper-12_D-%C2%BCveloppement-economique-local.pdf.
- , *National Urban Policy, Asia and Pacific Report*, 2015.
- , *National Urban Policy. Europe and North America*, Nairobi, 2017.
- , *Preparing Cities in Africa to Monitor and Report on Goal 11*, 2018.
- , *State of the world's cities 2010/2011. Cities for all: bridging the urban divide*, 2010.
- , *L'État des villes africaines 2010. Gouvernance, inégalité et marchés fonciers urbains*, 2010.
- , *World Atlas of Slum Evolution*, 2015.
- , *Rapport mondial des villes*, 2018.
- , *World Cities Report 2016 Urbanization and Development – Emerging Futures*, Nairobi, ONU-Habitat, 2016.
- ONU-Habitat et OCDE, *Global State of National Urban Policy*, Nairobi, OECD Publishing, 2018. <https://doi.org/10.1787/9789264290747-en>.
- ONU-Habitat et ONU-CESAP, *The State of Asian and Pacific Cities 2015. Urban transformations. Shifting from quantity to quality*, Nairobi, ONU-Habitat, 2015.
- ONU-Habitat et ONU-CEA, *Towards an Africa Urban Agenda*, Nairobi, ONU-Habitat, 2015.
- ONU-India, *Sustainable Development Goals and Urban Local Bodies – The Future We Want*, 2018.
- Oosterhof P. D., « Localizing the Sustainable Development Goals to Accelerate Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development: The Current State of Sustainable Development Goal Localization in Asia and the Pacific », *The Governance Brief*, n° 33, 2018.
- Organisation internationale pour les migrations, « 2015 Global Migration Trends Factsheet », *IOM's Global Migration Data Analysis Centre*, 2016. <https://publications.iom.int/books/global-migration-trends-factsheet-2015>.
- Oswar M., « Partnership for New Development Agenda: Implementing SDG in Metropolitan Jakarta », in *Symposium on Indonesia-Japan Development Cooperation Building the Future Based on Trust*, Jakarta, May 14, 2018.
- Palmer I., *Institutional and financial precursors for success: a quick look at five African cities*, 2018.
- Palmer I., Parnell S. et Moodley N., « Building a Capable State: Post Apartheid Service Delivery », *Canadian Journal of Development Studies* 39, n° 4, 2018, pp. 590-591.
- Parlement européen, *Europe's approach to implementing the SDGs: good practices and the way forward*, 2019.
- , *Résolution du 3 juillet 2018 sur le rôle des villes dans le cadre de travail de l'Union*, 2018.
- Parlement européen, Comité sur le développement et Comité sur l'environnement, la santé publique et la sécurité alimentaire, *Rapport stratégique annuel sur la mise en œuvre et la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD)*, 2019.
- Parnell, Susan, « Defining a global urban development agenda », *World development* 78, 2015, pp. 529-540.
- Pascual E. et Maria J., « Gentrification and impoverishment in the metropolis », *Metropolis Observatory*, n° Issue Paper 7, 2019.
- Peet K., Gota S., Huizenga C., Medimorec N., Enriquez A., Yiu A. et Verheul B., *Transport and Climate Change Global Status Report 2018*, 2019. <http://slocat.net/tcc-gsr>.
- Pérez F.L., « ¿Quién cuida en la ciudad?: oportunidades y propuestas en la Ciudad de México », *Series de la CEPAL: Asuntos de Género*, 2016.
- Pieterse E., « The potential for sustainable urbanisation in Africa », *Centre africain pour les villes*, 2019.
- Pieterse E., Parnell S. et Haysom G., « African dreams: locating urban infrastructure in the 2030 sustainable developmental agenda », *Area Development and Policy* 3, n° 2, 2018, pp. 149-169.
- Pittini A., Koessl G., Dijol J., Lakatos E. et Ghekiere L., *The state of Housing in the EU 2017*, Bruxelles, 2017. <http://www.housingeurope.eu/file/614/download>.
- Plateforme des Parties prenantes du Sri Lanka, *Sri Lanka Voluntary People Review*, 2019.
- PNUD, *Indices et indicateurs de développement humain. Mise à jour 2018*, 2018.

- , *Institutional and Coordination Mechanisms: Guidance Note on Facilitating Integration and Coherence for SDG Implementation*, New York, 2017.
- , *Iraq Human Development Report 2014*, 2014.
- , *Localization of the Agenda 2030 in Mexico. Systematization of the Installation and Operationalization of the Follow-up and Instrumentation Bodies of the Agenda 2030*, 2019.
- , *MAPS approach supporting SDG implementation in Sri Lanka*, 2018.
- , *Our Perspective: The ground is laid for SDG achievement in Sindh | UNDP in Pakistan*, 2017.
- , *SDG Caravan in Venezuela: local dialogues for development*, 2019.
- , *SDG Localization in ASEAN: Experiences in Shaping Policy and Implementation Pathways*, 2019.
- , *United Nations Pacific Strategy 2018-2022: A Multi-country Sustainable Development Framework in Asia Pacific Region*, Samoa, 2017.
- PNUE, *L'Avenir de l'environnement mondial – GEO 6*, 2019.
- , *The Weight of Cities*, 2018.
- Presidência da República, *Relatório da 1ª Edição do Prêmio ODS Brasil*, 2018.
- RALGA, *Localising the SDGs (2016-2018) in Rwanda Action Plan and Results Framework*, 2018.
- Région Bourgogne–Franche-Comté, *Région Bourgogne–Franche-Comté. Le Développement durable. Une priorité pour la Région, Rapport 2017-2018*, Besançon, 2018.
- Regions4, *Localizing the SDGs Regional Governments Paving the way*, 2017.
- Renze C. E. Santos, « Participatory Budgeting and the Philippines: A Cursory Survey of Selected Participatory Budgeting Experiences the Philippine », *National College of Public Administration and Governance*, s. d.
- Robin E. et Acuto M., « Global urban policy and the geopolitics of urban data », *Political Geography* 66, 2018, pp. 76-88.
- Rodrigo D., Allio L. et Andrés-Amo P., *Multi-Level Regulatory Governance: policies, institutions and tools for regulatory quality and policy coherence*, Paris, OECD Working Papers on Public Governance, 2009.
- République islamique d'Afghanistan, *Afghanistan Country report for Habitat III*, 2015.
- Rojas E., Sette Whitaker Ferreira J., Carvalho H., De Souza R. et Santi Lupo L., *Local Governments and Housing Policies in Latin America*, 2019.
- Royaume d'Arabie saoudite, *Saudi Arabia National Report – Third United Nations Conference on Housing and Sustainable Urban Development (HABITAT III)*, 2016.
- Sachs, Lynch, LoPresti et Fox, *Sustainable Development Report of the United States 2018*, 2018.
- Sahide M., Alif K., Maryudi A., Supratman A. et Yeon-Su. Kim, « Decentralisation Policy as Recentralisation Strategy: Forest Management Units and Community Forestry in Indonesia », *International Forestry Review* 18, 2016, pp. 78-95.
- Salet W. et Savini F., « The Political Governance of Urban Peripheries », *Environment and Planning C: Government and Policy* 33, n° 3, 23 juillet 2015, pp. 448-456. <https://doi.org/10.1177/0263774X15594052>.
- Sánchez G., Nora, Penje O. et Slätmo E., « Global goals for local priorities: The 2030 Agenda at local level », *Nordregio Report 2018:2*, Stockholm, 2018. <http://norden.diva-portal.org/smash/get/diva2:1251563/FULLTEXT03.pdf>.
- Sassen S., « Finance as Capability: Good, Bad, Dangerous », *Arcade: A Digital Salon*, 2014.
- Schlappa H. et JV Neill W., « From crisis to choice: re-imagining the future in shrinking cities », *URBACT II Capitalisation*, Saint-Denis, 2013.
- SDG Center for Africa, et Africa 2030, *Africa 2030. Sustainable Development Goals. Three-year reality check*, 2019.
- SDG Center for Africa et SDSN, *Africa SDG Index and Dashboard Report 2018*, 2018.
- Seguridad, Justicia y Paz, *Ranking (2017) de las 50 ciudades más violentas del mundo*, 2017.
- SENPLADES, *National Development Plan 2017-2021*, 2017.
- Siméon M., Noupadia N. et Bardot L., *Objectifs de développement durable. Comment les villes et les régions européennes montrent l'exemple*, Bruxelles, PLATFORMA et CCRE, 2018. <https://platforma-dev.eu/wp-content/uploads/2018/08/PLATFORMA-CEMR-SDG-localisation-FR.pdf>.
- Simon D., *Rethinking Sustainable Cities: Accessible, green and fair*, Presses universitaires de Bristol, Policy Press, 2016.
- Slack E., « Financing metropolitan public policies and services », *Issue Paper 6*, 2018.
- Slum Dwellers International, *Know Your City: Slum dwellers count*, Cape Town, 2018.
- Smoke P., « Decentralisation in Africa: Goals, Dimensions, Myths and Challenges », *Public Administration and Development* 23, n° 1, 30 août 2003, pp. 7-16. <https://doi.org/10.1002/pad.255>.
- Sönne L. et Bhatt A., *Local Economic Development in South Asia*, Londres, 2015.
- Steinberg F. et Lindfield M., *Inclusive Cities*, Mandaluyong, 2011.
- Stephenson P., « Twenty years of multi-level governance: "Where Does It Come From? What Is It? Where Is It Going?" », *Journal of European Public Policy* 20, n° 6, 31 août 2013, pp. 817-837. <https://doi.org/10.1080/13501763.2013.781818>.
- Teoh S., *Early Views of ASEAN's "Frontrunner Cities" on the Sustainable Development Goals (SDGs) and Local Data Management*, Bangkok, 2018.
- The Global Commission on the Economy and Climate, *The Sustainable Infrastructure Imperative: Financing for Better Growth and Development*, 2016.
- The Pew Charitable Trusts, *American Families Face a Growing Rent Burden: High housing costs threaten financial security and put homeownership out of reach for many*, 2018.
- Todo W. N., *Sustainable Development Goals: Agenda 2030 India. A Civil Society Report*, 2017.
- Tomàs M., « Gobernabilidad metropolitana, democracia y eficiencia. Una comparación Barcelona-Montreal », *Revista Española de Ciencia Política* 23, 2010, pp. 127-150.
- , *Los gobiernos metropolitanos de elección directa*, Barcelona, CIDOB, 2019.
- , *Metropolitan Governance in Europe: Challenges & Models*, Barcelona, s. d.
- , « Metropolitan trends in the world », *Metropolis Observatory*, n° Issue Paper 1, 2016.
- Tosun M. et Yimaz S., *Centralization, Decentralization and Conflict in the Middle East and North Africa*, 2008.
- Trujillo A., Restrepo D. et Peña C., « Documento de Política. Descentralización para la equidad en el posconflicto », 2018.
- Secrétariat général des Nations unies, *Long-Term Impact of Current Trends in the Economic, Social and Environmental Areas on the Realization of the Sustainable Development Goals*, New York, 2019.

- , *Progress towards the Sustainable Development Goals*, New York, 2019.
- , *The Road to Dignity by 2030: Ending Poverty, Transforming All Lives and Protecting the Planet*, New York, 2014.
- Union africaine, *Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons. Version populaire*, édition finale, 2015.
- , *Position commune africaine sur le programme de développement pour l'après-2015*, Addis-Abeba, 2014.
- Union européenne, *Le Nouveau Consensus européen pour le développement : « Notre monde, notre dignité, notre avenir »*, 2017. <https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/ca80bb57-6778-11e7-b2f2-01aa75ed71a1/language-fr>.
- , *Traité de Lisbonne pour amender le traité de l'Union européenne et le traité établissant la Communauté européenne*, 2007. <https://eur-lex.europa.eu/eli/treaty/lis/sign?locale=fr>.
- USAID, *Risk Assessment in Cities in Urban Governance and Community Resilience Guides*, Washington D.C., 2010.
- Valencia S. C., Simon D., Croese S., Nordqvist J., Oloko M., Sharma T., Buck N. T. et Versace I., « Adapting the Sustainable Development Goals and the New Urban Agenda to the city level: Initial reflections from a comparative research project », *International Journal of Urban Sustainable Development*, 2019. <https://doi.org/10.1080/19463138.2019.1573172>.
- Van den Brande L., *Multilevel governance and partnership. The Van den brande report. Special Report prepared at the request of the Commissioner for Regional and Urban Policy Johannes Hahn*, Bruxelles, 2014.
- Veeduría D., *Informe de Resultados de la Aplicación de la Herramienta de Seguimiento a la Gestión Pública Local de la Vigencia 2017*, 2018.
- Vignoli J. R., « Efectos de la migración interna sobre el sistema de asentamientos humanos de América Latina y el Caribe », *Revista de la CEPAL* 123, 2017.
- Ville de Besançon, *Rapport annuel Développement durable 2017*, Besançon, 2017.
- Ville de Bristol, Université de Bristol et Partenariat pour une Capitale verte de Bristol, *Driving the Sustainable Development Goals agenda at city level in Bristol*, Bristol, Bristol Method+, 2018.
- Ville de Montréal, « Électrisons Montréal – Stratégie d'électrification des transports 2016-2020 », 2016.
- Vogel J. et al., *Climate Adaptation: The State of Practice in U.S. Communities*, 2016.
- De Vos J., Van Acker V., et Witlox F., « The influence of attitudes on Transit-Oriented Development: An explorative analysis », *Transport Policy* 235, 2014, pp. 326-329.
- Watson J. et Battersby V., *Urban Food Systems Governance and Poverty in African Cities*, Londres, Routledge, 2018.
- Wei X. et Si Z., « Green Darning City, Taking the Tenth China (Wuhan) International Garden EXPO Design as Examples », *Procedia Engineering* 180, 2017, pp. 383-392.
- Weru J., Okoyo O., Wambui M., Njoroge P., Mwelu J., Otibine E., Chepchumba A., Wanjiku R., Wakesho T. et Pius Njenga Maina J., « The Akiba Mashinani Trust, Kenya: a local fund's role in urban development », *Environment & Urbanization* 30, n° 1, 2018, pp. 53-66.
- Woetzel J., Remes J. et al., *Smart Cities: Digital Solutions for a More Liveable Future*, 2018.
- Wolff M. et Wiechmann T., « Urban growth and decline: Europe's shrinking cities in a comparative perspective 1990-2010 », *European Urban and Regional Studies* 25, n° 2, 1^{er} avril 2018, pp. 122-139. <https://doi.org/10.1177/0969776417694680>.
- Wollmann H., « Public and Social Services in Europe: From Public and Municipal to Private Provision – And Reverse? », in *Public and Social Services in Europe*, Londres, Palgrave Macmillan UK, 2016, pp. 313-334. https://doi.org/10.1057/978-1-137-57499-2_21.
- WIEGO, *Implementing the New Urban Agenda. How Local and National Governments Can Support the Urban Informal Economy*, Cambridge, MA, 2016.
- Wong P. K. et Ping Ho H., *Singapore as an innovative city in East Asia: an explorative study of the perspectives of innovative industries*, 2005.
- World Council on City Data, *WCCD City Data for the United Nations Sustainable Development Goals*, Toronto, 2017.
- Wright C., *UCLG/CIB Platform for Sustainable Development Goals and Local Government Associations*, 2019.
- Yagasa R., Sang-Arun R., Uch R., Sam P. et Jagath Gamaralalage Dickella P., *Participatory Waste Management Approach for Climate Change Mitigation: the Case of Battambang City*, Hayama, 2018.
- Yoon D., *Starting Strong on the SDGs in Asia: Readiness in South Korea*, 2016.

La localisation des agendas mondiaux

Comment l'action locale transforme les villes et les territoires

En juillet 2019, l'évaluation du premier cycle quadriennal de mise en œuvre de l'Agenda 2030 montre qu'il existe un « fossé entre la rhétorique et l'action » et que, au rythme actuel, la plupart des ODD ne pourront pas être atteints en 2030. Le 5^e Rapport mondial sur la démocratie locale et la décentralisation (GOLD V) passe en revue les progrès accomplis en vue de la mise en œuvre des agendas mondiaux dans les 142 pays ayant soumis leur Examen national volontaire entre 2016 et 2019 (86 % de la population mondiale). Pour compléter cette évaluation, GOLD V a analysé le processus de « localisation » (mise en œuvre au niveau local) des agendas mondiaux et comment la décentralisation et une meilleure coopération entre les différents niveaux de gouvernance contribuent à ces processus. Le rapport souligne que, dans les cadres institutionnels actuels, la participation des gouvernements locaux et régionaux aux mécanismes de coordination, aux processus de suivi et d'élaboration des rapports d'avancement des ODD, est essentielle pour renforcer la participation des collectivités territoriales dans la construction de sociétés plus équitables, justes et durables.

GOLD V montre comment c'est au niveau local que les agendas mondiaux peuvent se réaliser de manière plus articulée et quel est le rôle des villes et des territoires dans la mise en œuvre d'un développement social, économique, environnemental et culturel plus durable. Il souligne que les autorités locales et régionales ont une responsabilité directe dans le processus de « localisation ». Dans un contexte d'inégalités sociales croissantes, de dégradation des écosystèmes et de tensions accrues qui sapent la solidarité entre les peuples, le rapport GOLD V souligne que la localisation est un levier essentiel pour la réalisation des objectifs de ces agendas.

La mise en œuvre des objectifs nécessite cependant des stratégies, des cadres institutionnels et des feuilles de route qui soutiennent fermement la « localisation ». Les stratégies et les actions locales favorisent à leur tour la participation active de tous les acteurs et l'émergence d'alternatives de développement à partir des villes et des territoires. L'échange de ces expériences entre pairs au niveau international est également décisif pour élargir leur impact en contribuant à accélérer la mise en œuvre des ODD.

Le rapport transmet un message d'espoir sur la « localisation » qui, avec les moyens adéquats, peut contribuer à créer une nouvelle vision du développement durable au sein de nos sociétés. Il analyse les actions nécessaires pour promouvoir, suivre et élargir les expériences locales, en s'appuyant sur une gouvernance locale plus inclusive et participative. Le rapport réaffirme également l'engagement des gouvernements locaux et régionaux, de leurs réseaux et de leurs associations, pour contribuer avec des réponses politiques pertinentes à accélérer le changement. Les gouvernements locaux et régionaux sont conscients de leur rôle dans le développement des politiques et des institutions publiques plus inclusives et durables, dans la défense des droits de tous les citoyens, afin d'actualiser le contrat social et de renforcer la confiance des citoyens dans l'action publique.



Parrainé par :



Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de ce document est de la responsabilité de CGLU et sous aucun prétexte il ne peut être interprété comme le reflet du positionnement de l'Union européenne.



Ce document a été financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, Asdi. Asdi ne partage pas nécessairement les opinions exprimées dans ce document. La responsabilité de son contenu incombe entièrement à l'auteur.

Soutenu par :



metropolis ●

Avec les contributions spéciales de :



Préparé par :



Observatoire Mondial
sur la Démocratie Locale
et la Décentralisation